

**Genre du pouvoir et démocratie libérale en Mongolie
Analyse de l'échec du mouvement associatif des femmes,
entre espace politique, nomadisme et ONG
internationales.**

Anna Jarry-Omarova

► **To cite this version:**

Anna Jarry-Omarova. Genre du pouvoir et démocratie libérale en Mongolie Analyse de l'échec du mouvement associatif des femmes, entre espace politique, nomadisme et ONG internationales.. Sociologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010. Français. tel-00545781

HAL Id: tel-00545781

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00545781>

Submitted on 12 Dec 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux
Formation doctorale en sociologie

Genre du pouvoir et démocratie libérale en Mongolie
*Analyse de l'échec du mouvement associatif des femmes,
entre espace politique, nomadisme et ONG internationales.*

Thèse de doctorat
Anna JARRY-OMAROVA

Sous la direction de Djallal G. HEUZÉ
Directeur de Recherche CNRS/EHESS

Jury :

Jules Falquet, Maître de conférence en Sociologie, Université de Paris 7 - Denis
Diderot

Isabelle Guérin, Chargée de Recherches en Economie, IRD

Roberte Hamayon, Directrice d'Etudes émérite, EPHE, section Sciences Religieuses
(Rapporteuse)

Rose-Marie Lagrave, Directrice de Recherches en Sociologie, EHESS

Armelle Le Bras-Chopard, Professeure de Science Politique, Université de Versailles-
Saint-Quentin-en-Yvelines (Rapporteuse)

Monique Selim, Directrice de Recherches en Anthropologie, IRD, (Présidente)

Soutenue publiquement le 2 juillet 2010

« Je ne sais pas si j'ai réussi à faire connaître ce que j'ai vu en Amérique, mais je suis assuré d'en avoir eu sincèrement le désir, et de n'avoir jamais cédé qu'à mon insu au besoin d'adapter les faits aux idées, au lieu de soumettre les idées aux faits » (Tocqueville A. de, 1981a, p.70).

« La démocratie est-elle démocratique ? C'est cette question politique fondamentale qu'a soulevé la galaxie MLF » (Sineau M., 1994, p.74).

« Oui, quand on a été là-haut, il ne reste absolument rien à voir ni à faire, la vie, une vie comme la mienne qui n'était qu'un long désir de voyage - est finie, a atteint son ultime objet » (Alexandra David-Neel A., 1975, p.8).

Remerciements

Je remercie « les vieilles d'EFiGieS », dont je fais aujourd'hui partie : Laure Bereni, Elsa Dorlin, Christelle Hamel, Liane Henneron, Emmanuelle Latour. Sans cette solidarité féministe que nous avons su créer et entretenir, je n'aurais jamais mené ce travail jusqu'au bout.

Je remercie « les copines » qui sont venues me rejoindre au sein du groupe « Genre à l'international » : Malika Backouche, Mona Farhan, Delphine Lacombe, Carol Mann, Elisabeth Marteu, Miriem Naji. Les discussions sur nos expériences respectives de terrain nous accompagnerons, je crois bien, encore longtemps.

Je remercie Bénédicte Héraud et Guillaume Braunstein pour leur présence toujours efficace à l'EHESS, et Monique de Saint-Martin pour son accueil chaleureux.

Je remercie les ami·e·s qui ont participé à ce travail par leur soutien moral, relecture et conseils : Séverine Sofio, Périn-Emel Yavuz, Alban Jacquemart, Régina Hatzipetrou-Andronikou, Agathe Gestin, Jean-Robin Merlin, Djamel Benhabdallah. Je remercie Claude Liscia de m'avoir accueillie chez elle dans sa maison du « Sud » - un luxe -, Claude et Pascale Hainigue pour les week-ends au grand air.

Je ne remercierai jamais assez Laurent Fournier, Victor Jarry, Lyse Lebrat et mon père, Daniel Jarry, pour leur correction précise et juste de ce texte. Ce travail n'aurait pas abouti sans leur attention, leur incommensurable soutien matériel et intellectuel, et les longues discussions exigeantes. Il n'y a pas de meilleure maïeutique.

Je remercie enfin Djallal Heuzé, pour sa direction patiente, attentive et toujours, ses encouragements.

Ce travail rend hommage à toutes les femmes de ma famille. Je pense en particulier à ma mère, Danièle Taran-Jarry, et à mes deux grand-mères, Yvonne Taran et Emma Jarry. Elles m'ont transmis leur force et leurs convictions.

Enfin, ce travail est dédié aux femmes mongoles, à quatre en particulier : mes deux amies Byamba et Mönhtuul, puis Zanaa pour sa lutte et son aide, et enfin Nina pour son accueil. Je ne les remercierai jamais assez de leur gentillesse, leur patience, leur humour aussi, et les quelques « cent grammes » de vodka (même si je ne suis pas la compagne de boisson idéale.)

Special love to Emily et Dauren Omarov !

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	4
Translittération du cyrillique.....	10

INTRODUCTION 12

1- La recherche.....	12
a) Contexte.....	12
b) Problématique.....	18
c) Hypothèses de recherche	21
2- La question du féminisme.....	25
3- La méthodologie	30
a) L'utilisation des statistiques.....	31
b) Les sources bibliographiques spécifiques à la Mongolie	33
c) Le « terrain ».....	37
4- Le plan	42

PREMIERE PARTIE : LES CAPITAUX CLASSIQUES 46

CHAPITRE 1 GENRE ET SYSTEME DEMOCRATIQUE	47
Introduction	47
<i>A- De 1990 à 1992 : genre et transition démocratique</i>	49
a) Création d'un espace public-politique (politisé) démocratique.....	49
b) Les premiers partis démocratiques	57
c) Absence des femmes dans la conception de la démocratie.....	60
<i>B- Les partis politiques.....</i>	64
1- Engagement des femmes	65
a) Mixité militante au sein des principaux partis	65
b) Premières élues	72
c) Une nouvelle figure.....	77
d) L'augmentation du nombre de femmes candidates	81
2- Instrumentalisation des femmes	83
a) Les petits partis	83
b) Carrières obligatoires au sein des partis majeurs	85
c) Activités féminines	98
3- Genre au sein des partis	101
a) Les partis politiques ont « omis » l'égalité entre hommes et femmes	101
b) Le parti : lieu d'élimination	104
c) Normes intériorisées	108
<i>C- Espace public-politique : entre débats et violences</i>	112
1- Constitution d'un espace public de participation et de débat.....	112
a) Le village : espace de rencontres et de discussions.....	113
b) Aspect festif	116
2- Violence de l'espace public.....	120
a) Du temps du soviétisme.....	121
b) Violence démocratique.....	123
c) Espace public et rôle des mass-médias.....	128
3- Institutions démocratiques et exclusion des femmes	131
a) Instabilité gouvernementale et invisibilité des femmes.....	131

b) Les élections et modes de scrutins	133
c) Au sein du Parlement.....	138
d) Différentes façons de faire de la politique.....	140
Conclusion.....	145
a) Bilan : échec des femmes et échec démocratique	145
b) Engagement politique contre professionnalisation.....	148
c) Les femmes se replient vers les associations	151
CHAPITRE 2 GENRE ET ECONOMIE	154
Introduction	154
<i>A- Le genre du libéralisme</i>	155
1- Les femmes et l'emploi	156
2- Le genre de la pauvreté	161
Le rôle de l'Etat	162
Extrême pauvreté.....	165
3- Le libéralisme et le corps des femmes.....	168
La prostitution	168
Les femmes et leur santé.....	170
<i>B- Capital économique et pouvoir.....</i>	176
1- Financement des campagnes.....	176
2- Ambiguïtés libérales.....	182
Conclusion.....	186
CHAPITRE 3 CAPITAL INTELLECTUEL : CAPITAL POLITIQUE ?.....	188
Introduction	188
1- Le genre du savoir.....	189
a) Femmes belles mais aussi « avisées »	189
b) Elite intellectuelle soviétique mixte	194
c) Privatisation de l'instruction et sur-instruction des jeunes femmes.....	200
2- Le capital intellectuel au sein de l'espace politique et du pouvoir.....	205
a) Le capital « instruction », obligatoire pour l'engagement politique.....	205
b) Mais persistance de leur exclusion.....	207
c) Femmes « avisées » mais pas « publiques »	209
Conclusion.....	213
DEUXIEME PARTIE : LE GENRE DE « L'ESPRIT NOMADE » 216	
CHAPITRE 4 FAMILLE ET POLITIQUE.....	217
Introduction	217
<i>A- Symboles et structures</i>	220
1- La mère de la Nation	220
a) Mythe fondateur	220
b) Femmes seules et fortes.....	223
c) ... mais pas représentantes de la Nation.....	225
2- Le Père de la Nation.....	227
a) Le père de la nation : Cinggis Khan.....	227
b) Le père de la démocratie : Zorig.....	230
<i>B- Au quotidien.....</i>	231
1- Engagement politique et entourage familial.....	231
a) La famille élargie.....	231
b) L'ascendant modèle	233

c) Engagement politique et rapports entre conjoints	235
Le « capital conjoint »	235
Ou le sacrifice du couple.....	239
2- Le « capital-maternité » ?.....	241
a) Valorisation nationale de l'épouse et mère	241
b) Quand la maternité empêche l'engagement politique.....	243
c) Les mères de famille qui s'engagent néanmoins	245
Conclusion.....	247
CHAPITRE 5 GENRE ET NOMADISME	248
Introduction	248
1- Nomadisme : l'institution économique.....	251
a) Possession du cheptel	252
b) Division sexuée du travail.....	257
c) L'interdit de tuer	263
2- L'espace du travail des femmes : la yourte	267
a) Espace domestique contrôlé par les hommes	268
b) Re-production du genre	270
c) Nomadisme de l'espace domestique.....	273
3- Les transports	278
a) Femmes à cheval, mais pas « à moteur ».....	279
b) Une sociabilité masculine autour des véhicules	282
c) Le fourgon : espace semi-public.....	284
Conclusion.....	288
CHAPITRE 6 RESEAUX ET POUVOIR	289
Introduction	289
A- <i>Tout le monde connaît tout le monde</i>	292
1- Réseaux et pouvoir.....	292
2- Frontières entre réseaux	298
B- <i>Dons et pouvoir</i>.....	302
1- Fonctions des échanges : lien social et politique	302
2- Réseaux familiaux et politique.....	305
a) Alliances et parenté : contrôlées par les hommes	305
b) Le cas spécifique des nièces.....	308
c) La sociabilité familiale des femmes.....	310
3- L'entraide - genrée	313
a) L'argent	313
b) Générosité féminine contre intérêts masculins.....	318
c) Dons des femmes aux hommes : les vêtements	322
C- <i>Thé contre vodka</i>	326
a) L'usage physico-actif.....	326
b) L'usage de sociabilité	331
c) Alcool : hyper symbole du pouvoir	336
Conclusion.....	338
TROISIEME PARTIE : LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DES FEMMES 340	
CHAPITRE 7 PAYSAGE ASSOCIATIF	341
Introduction	341
A- <i>Premières associations : démocratie et genre</i>.....	344

1-	Les associations « pour la démocratie »	344
a)	Création : par des femmes politiques	344
	Femmes Libérales et Intellectuelles (LEOC)	345
	Femmes leaders	346
b)	La notion « d'activité » : participation citoyenne	348
	Le Mouvement des Femmes pour le Progrès Social (MFPS)	349
	Veille institutionnelle	352
2-	Les associations d'expertes	355
	Législation sur la libre association	357
	Droits des femmes	358
	Lutte contre la violence domestique.....	360
B-	Les associations de type « traditionaliste ».....	363
1-	Traditions, famille et patrie.....	363
	“Nous avons le droit d’être ici et là.”	369
	Les différentes dimensions de la « catégorie femme »	371
	La question de la nature féminine.....	374
2-	Lutte contre la pauvreté	377
	Formations professionnelles.....	377
	Microcrédits	379
	Actions caritatives contre réseaux solidaires	382
3-	Actions sexualité et santé des femmes	384
	La santé reproductive	384
	Le silence sur la prostitution.....	387
	Le silence sur l’homosexualité.....	388
C-	Cadre théorique.....	389
a)	Avec la démocratisation, le « genre ».....	389
	Production d’un savoir sur le genre.....	391
	Institution universitaire et « gender »	395
b)	La diffusion de la notion de genre.....	398
	Les séminaires populaires.....	399
	Première Histoire des femmes	405
	Et surtout : genre et politique.....	406
	Conclusion.....	407
CHAPITRE 8	PREMIERE STRATEGIE : RESEAU NATIONAL	410
	Introduction	410
A-	Réseau national.....	411
a)	Quadrillage territorial en une décennie	411
	Centralisation et rayonnement régional	411
	Héritage militant : réseaux de femmes	416
b)	Les « employées associatives ».....	418
	Un engagement de « service public ».....	419
	Un secteur d’emplois	420
	Fuite des cerveaux.....	422
c)	Faire « mouvement ».....	424
	Réseaux associatifs, Comité CEDEF et volonté de « faire mouvement »...424	
	Activités avec les institutions non « féministes »	427
	Les médias	430
B-	La promotion des femmes politiques	433
1-	Imbrication espace public/espace politique.....	433

Les associations de femmes dans les partis	433
Parcours au sein des deux espaces, associatif et politique.....	437
2- La Coalition pour la promotion des femmes candidates	440
a) Naissance	441
Un triple objectif.....	442
Stratégies et moyens.....	443
b) La tentative de « salto du stigmate ».....	446
La charge familiale assumée.....	447
Qualités féminines.....	448
c) Question de la représentation.....	452
Représenter la classe des femmes	453
Quelque impact positif ?	455
La véritable impossibilité : représenter la Nation	457
Conclusion.....	459
CHAPITRE 9 L'ECHEC DU MOUVEMENT ASSOCIATIF	461
Introduction	461
A- Problèmes rencontrés.....	462
a) Les rivalités	462
b) La question de leur financement.....	466
B- L'espace international.....	468
1- Une ressource	470
a) L'espace international : un appui financier	470
b) L'espace international : un appui symbolique.....	473
Espace international contre espace national	476
Quelques résultats indéniables	477
Echec et mépris	478
2- L'influence internationale	481
a) Influence politique et économique	482
Des programmes de formation	484
Genre mais pas féminisme.....	489
b) Détournement du mouvement associatif des femmes	490
Nouveaux modes de faire	491
Nouvelles thématiques	492
c) Et instrumentalisation.....	498
Instauration de la démocratie libérale par les femmes.....	498
Diffusion en Asie	502
Une volonté d'indépendance.....	504
C- Genre et Nation.....	505
a) Renouveau nationaliste	506
Contexte géostratégique	506
b) Identité de genre.....	508
Identité de genre face à la Chine.	508
... en contradiction avec l'identité de genre asiatique.....	511
Multiplicité de l'identité de genre féminin	514
c) La force de « l'esprit nomade ».....	515
L'identité mongole et la défense du nomadisme	515
La liberté et l'individualisme nomade.....	517
Capital symbolique.....	519
Conclusion.....	521

CONCLUSION 524

a) Capitaux et espaces genrés	525
Arraïsonnement des femmes	525
Pas « d'effet-capital » pour les femmes	526
L'espace du pouvoir : un espace privé	529
b) Féminisme et néolibéralisme	532
Classe de sexe	532
Libéralisme contre liberté	533
Invisibilisation	536
Et aveuglement	538
Annexes	540
Sigles et acronymes	540
Carte de la Mongolie	542
Noms de lieux	543
Chronologie terrain	543
Glossaire	545
Liste des personnes rencontrées	546
Liste des principaux partis politiques de la décennie 1990	550
Associations composant la Coalition des Femmes, 2000	551
Charte d'engagement pour les femmes politiques	552
Repère chronologique de la Mongolie	553
Bibliographie	555
Sciences sociales et genre	555
Sociologie générale	562
Mongolie (et Asie Centrale)	563
Journaux mongols	567
Documents non publiés	568
Illustrations et photos	571

Translittération du cyrillique

Cyrillique	Translittération latine	Prononciation
а	a	
б	b	
в	v	
г	g	
д	d	
е	je	
ж	ž	[j (jade)]
з	z	
и	i	
й	j	[i appuyé, long]
к	k	
л	l	
м	m	
н	n	
о	o	
ө	ö	eu (preux)
п	p	
р	r	
с	s	s (sol)
т	t	
у	u	entre ou (mou) et au (maux)
ү	ü	entre ou (mou) et u (mur)
ф	f	
х	h (q pour la translittération de l'ancien mongol, écriture ouïgour)	j espagnol (jota) ou che dur allemand
ц	c	[tsè]
ч	č	[tchè]
ш	š	[ch (chasse)]
ы	y	[i dans la gorge]
э	e	é (état)
ю	ju	
я	ja	
ай, ой, эй	ai, ei, oi	ai, ei, oi (maille, veille, oïl) ¹

Pour la facilité de la lecture et par respect des auteur·e·s qui nous ont précédée, nous conservons certaines transcriptions de noms propres historiques proposées par F. Aubin, R. Hamayon et J. Legrand. Nous utilisons aussi les transcriptions anglophones utilisées par les Mongol·e·s eux/elles-mêmes de leur propre prénom, comme notre amie Byamba.

¹ Cette grille a été constituée par le Centre d'Etudes Mongoles et Sibériennes (CEMS/EPHE) et publiée dans leur Cahier N°1 (Bassanoff N., 1970), excepté pour le x cyrillique, translittéré par la norme AFNOR ISO 9:1995(F) par un h, (que le CEMS/EPHE utilise aujourd'hui aussi). Nous empruntons les explications de la prononciation à M.-D. Even et R. Pop (1994, p.30), exceptées celles entre crochets.

INTRODUCTION

L'objectif de cette recherche de doctorat est de comprendre quels sont les mécanismes explicatifs de l'absence des femmes au sein de l'espace du pouvoir en Mongolie et ce, depuis l'adoption d'une Constitution démocratique en 1992.

1- La recherche

a) Contexte

Si nous avons été intéressée par ce pays lointain (et froid), c'est pour trois aspects concernant le genre et le pouvoir, ou plus précisément, le genre du pouvoir.

La première raison fut bien la démocratisation de cet ancien satellite soviétique. « A l'heure du cheval, du jour du cheval jaune heureux, du mois du tigre noir de l'année du singe de l'eau - le 12 février 1992 à midi - l'ancienne République Populaire Mongole (RPM) a acquis une nouvelle Constitution, un nouveau nom, de nouvelles armoiries » (Sanders A. J. K., 1992, p.506). Le 12 Juillet 1996, Alain Duhamel écrivait dans *Le Monde* : « Il y a huit siècles, les Mongols conquirent la moitié du monde lorsque les cavaliers de Gengis Khan² se rendirent maîtres de l'Asie et de l'Europe, fondant ainsi le plus grand empire terrestre de tous les temps. La semaine dernière, les descendants de ces conquérants ont donné un exemple bien différent, en chassant du Parlement le parti qui avait gouverné le pays pendant 75 ans, sous l'égide des communistes jusqu'en 1990 et depuis, sous celle des anciens communistes. Cela ne pouvait tomber à un meilleur moment pour réfuter les prétentions des régimes autoritaires de Chine, d'Indonésie ou de Birmanie, qui tiennent la responsabilité politique et le multipartisme pour des idées étrangères aux valeurs asiatiques » (p.12).

² Translittération pour Gengis Khan.

Les observateurs internationaux s'accordent à déclarer que le pays présente ainsi un « modèle de transition démocratique », selon les critères internationalement reconnus et repris par cette démocrate mongole de la première heure : « *Qu'est-ce que la démocratie ? Nous pourrions citer Abraham Lincoln et dire qu'il s'agit du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. En d'autres termes, toutes les décisions concernant la vie des gens devraient être conçues pour eux, [...] et ils doivent participer aux élections pour former un gouvernement qui représenterait leurs idées, croyances et souhaits. Les élections ont lieu régulièrement [...] de sorte que les électeurs peuvent exercer leur droit de contrôler leurs représentants, qui ont promis de représenter les intérêts et opinions des électeurs* » (MFPS, 1996, p.15). La nouvelle Constitution garantit les libertés individuelles et les Mongols ont pu construire un pluralisme politique dont les deux forces majeures sont un Parti Populaire et Révolutionnaire Mongol (PPRM) - au pouvoir entre 1992 et 1996 puis de nouveau depuis 2000 - et une Coalition « démocratique et libérale », entourés d'une multitude de petits partis à l'existence fluctuante. Un système électoral peu touché par la corruption³, une alternance au pouvoir (avec même une période de cohabitation entre un Président de la République et un Parlement de tendance opposée⁴) et de nombreux débats parlementaires agités, relayés par une presse nationale peu bridée par la censure semblent attester de l'effectivité d'un régime représentatif. Notons en outre que cette transition n'a pas connu de guerre civile, ni de conflit identitaire intra-national. « Seules Taiwan et la Mongolie ont expérimenté une transition pacifique de bout en bout » (Cabestan J., 1997, p.14)⁵.

La nouvelle Constitution garantit aussi l'égalité des sexes, aussi bien concernant les droits civils que civiques. Ceci n'est pas une nouveauté pour le pays. « En Asie, c'est la Mongolie qui, en reconnaissant les droits électoraux des femmes le 1^{er} novembre 1924, se distingue comme pionnière sur la question » (Inter-Parliamentary Union, 1995, p.8). Ce pays fut le premier à suivre l'exemple russe sur le chemin du social-communisme et les révolutions communistes ont affiché la volonté d'instaurer l'égalité politique entre hommes et femmes. En Mongolie, les femmes ont composé entre un quart et un tiers des députés de la haute assemblée (le *Ib Hural*) pendant toute la période soviétique et ce, dès 1931. Le socio-anthropologue danois Ole Bruun déclare alors : « Les remarquables réussites de trois générations de femmes sous politique socialiste ont aidé à transformer la Mongolie d'une autocratie quasi féodale en un Etat moderne » (1996, p.135).

³ Comparable à ce que peut connaître la France. La situation est différente concernant les transactions économiques et les liens avec les élus politiques (et les fonctionnaires). En 2000, l'ONU a effectué une enquête sur la corruption dans 99 pays, la Mongolie serait 43^{ème} (Mongol Messenger, 7 mars 2001).

⁴ En 1993, P. Ochirbat, du Parti National-Démocrate, est élu à 57,8% des voix contre son seul concurrent L. Tudev présenté par le PPRM. En 1997, P. Ochirbat est battu et ne collecte que 29,8% des voix, alors que le candidat PPRM N Bagabendi est élu avec 60,8% des voix. Un troisième candidat, J. Gombojav, issu du Parti Traditionnel Unifié (Уламжлалын Нэгсэн) ne récolte que 6,6% des voix (National Statistical Office of Mongolia, 1998, p.5).

⁵ Le régime démocratique mongol n'a pas été considéré comme un régime autoritaire jusqu'à ce jour. En 1994, Amnesty International y compte 5200 prisonniers pour 14 prisons, « Un seul d'entre eux est un prisonnier politique, qui purge une peine de cinq ans pour avoir déserté l'armée » (Anda, octobre 1994).

Cette proportion de femmes au sein des cadres intermédiaires du Parti semblait témoigner d'une plus grande égalité de genre qu'en France. Et cet héritage politique soviétique aurait pu laisser penser - tout comme l'espéraient les Mongoles elles-mêmes -, que la construction d'une démocratie sur un modèle occidental tendrait vers un égal partage du pouvoir entre hommes et femmes. D'autant que le principal apport du changement de régime du point de vue des Mongols est « la liberté » et ce, également pour les femmes. Celles-ci ont été d'ailleurs partout présentes pendant le mouvement de démocratisation, jeunes intellectuelles faisant partie des groupes clandestins de l'opposition. Les femmes se retrouvent aussi dans la rue lors des manifestations et des occupations de la grande place centrale (en janvier 1990, avec une température avoisinant les -25°). Elles sont aussi militantes actives des partis politiques, tant au PPRM qu'au sein des partis démocrates.

La seconde raison de notre intérêt pour ce pays fut sa caractéristique, le nomadisme et précisément les pratiques sociales qui y semblaient plus égalitaires du point de vue du genre. Le « peuple mongol » - *МОНГОЛ УЛС*, *Mongol Uls* - comme il se nomme lui-même, ne comprend que 2,7 millions habitants⁶. Et il était estimé en 2000 que les nomades en constituent toujours plus ou moins la moitié, tirant de leur troupeau produits alimentaires et revenus monétaires. Du temps du soviétisme, « La RPM [était] le seul pays socialiste où l'élevage nomade [constituait] le secteur principal non seulement de l'économie rurale, mais aussi de l'ensemble de l'économie nationale » (Aubin F., 1967, p.142). La libéralisation de l'économie n'a ensuite pas provoqué la disparition de l'élevage, ni même sa réduction : les deux régimes successifs se sont appuyés, pour leur développement, sur sa croissance. Un million de personnes environ sont aujourd'hui nomades et même si ce chiffre en lui-même n'est pas élevé, la Mongolie demeure une exception mondiale⁷.

La société mongole contemporaine est ainsi faite de nomadisme et d'urbanité. Mais les deux catégories ne sont pas distinctes, séparées ou opposées. Elles forment un ensemble qui paraît unifié, d'autant qu'elles sont mouvantes et imbriquées. On peut être sédentaire et vivre de l'élevage par exemple. Et les échanges entre les uns et les autres sont constants, tant économiques que familiaux et amicaux, tissant un dense tissu d'entraide. Surtout, le « peuple mongol », qu'il soit sédentaire ou nomade, considère le nomadisme comme le moyen de sa survie face aux violences de l'environnement naturel mais aussi de l'histoire. Le nomadisme constitue donc le fondement

⁶ Et 3 millions en Mongolie Intérieure chinoise, mais les deux populations n'ont que peu de relations, voir à ce sujet F. Aubin, 1993, p.167.

⁷ Précisons que si la vie dans la steppe est rude, les nomades ne sont pas une catégorie en difficulté (nous en analyserons certains aspects) : comme dans les années soixante, ils - et elles - ont « l'air heureux », expression empruntée à O. Lattimore (1966, p.6).

de son identité culturelle, sociale et politique, aujourd'hui réactualisée dans la re-construction de la Nation à la suite de la Transition. « Le mode de vie nomade, reconnu comme une constante remarquable de la civilisation matérielle des steppes, fait de nouveau la fierté des Mongols » (Aubin F., 1996, p.319).

Cette « civilisation du cheval » (Aubin F., 1986) surprend les voyageurs d'aujourd'hui par la grande liberté dont semblent jouir ces femmes dans leurs déplacements ... à cheval. La « culture nomade » permettrait ainsi des pratiques sociales d'une plus grande égalité de genre que les cultures voisines sédentaires. Cette égalité semble historique puisqu'elle est décrite par les premiers voyageurs occidentaux, comme Guillaume de Rubrouck au XIII^e siècle. Il s'étonne de ces cavalières, seules ou en groupe. Il décrit avec précision la coiffe des « grandes dames », sa structure en hauteur, chargée de « soie précieuse », de plumes de tailles variables, de nombreuses pierres précieuses⁸. « Elles chevauchent toutes comme des hommes, jambe deçà, jambe delà ; elles attachent leurs tuniques au-dessus des reins avec une étoffe de soie bleu ciel ; elles attachent d'autres bandelettes sous les seins et fixent sous leurs yeux un voile blanc qui descend jusqu'à la poitrine » (1997 p.90)⁹.

Durant la période de colonisation mandchoue, qui succède à la chute de l'empire gengiskhanide vers 1680 et qui prendra fin avec un premier soulèvement indépendantiste autant qu'anti-féodal en 1911, « les sources indiquent que les femmes avaient considérablement plus d'égalité avec les hommes » (Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.136). Au XIX^e siècle, un second grand voyageur, le père Huc, observe en effet que - selon lui et comparativement à la société française - « En Tartarie, les femmes mènent une vie assez indépendante. Il s'en faut qu'elles soient opprimées et tenues en servitude, comme chez les autres peuples asiatiques. Elles peuvent aller et venir selon leur bon plaisir, faire des courses à cheval et se visiter de tente en tente. Au lieu de cette physionomie molle et languissante qu'on remarque chez les Chinoises, la femme tartare au contraire a, dans son port et dans ses manières, quelque chose de fort et de vigoureux, bien en harmonie avec sa vie pleine d'activité et ses habitudes nomades. Son costume vient encore relever cet air mâle et fier qui apparaît dans toute sa personne » (1999 p.155).

Françoise Aubin, l'une de nos deux références anthropologiques fondamentales pour cette recherche, a séjourné dans le pays dans les années 1970. Intéressée par les pratiques sociales (le droit, l'évolution politique et économique, les rapports générationnels, les rapports aux animaux, à la nature, etc.), elle fait aussi le constat d'une grande mobilité spatiale pour les femmes nomades. « La position de la femme a, en effet, été toujours très élevée dans les steppes. Qu'elle

⁸ Le couple Kappler note qu'« Il est possible, ajoute Grousset, que cette coiffure soit à l'origine du hennin porté en Occident à la fin du Moyen Age » (1997, p.233).

⁹ Et il enchaîne sans transition : « Elles sont étonnamment grasses ; celle qui a plus petit nez est réputée la plus belle. Elles se défigurent en se peignant affreusement le visage. Pour accoucher, elles ne s'alitent jamais » (1997, p.90).

monte à cheval depuis son enfance comme un garçon lui procure une liberté inconnue de ses sœurs vivant en région sédentaire » (1975, p.583).

Ces constatations rejoignent une perspective plus générale développée par certaines chercheuses féministes, comme la marxiste Elise Boulding : « Les femmes nomades se sont toujours senties plus libres que leurs semblables sédentaires » (1977, p.86). Elle en déduit qu'« Il est urgent d'effectuer un plus grand nombre d'études sur les rôles des femmes dans ces sociétés avant leur disparition totale, car elles présentent de fortes traces d'égalitarisme devenu rare dans la société industrielle » (1977, p.96).

Nous souhaitions alors aller à la rencontre de ces femmes qui semblaient plus « libres », avec dans l'idée qu'un nouveau régime démocratique leur permettrait d'accéder au pouvoir de façon plus égalitaire qu'en France...

Enfin, lors de notre première année sur le terrain en 1999, nous avons découvert l'existence de ce que nous nommerons « mouvement associatif de femmes », très actif et visible car se publicisant lui-même. Ce fut pour nous d'une importance capitale. Car d'une part, ces associations constituaient pour la recherche sociologique une véritable porte d'entrée dans l'espace public - associatif -, puisque c'étaient elles et elles seules, qui l'avaient investi¹⁰, alors qu'il était interdit du temps du soviétisme. Les observateurs internationaux sont unanimes. « *Les premières associations mongoles que j'ai rencontrées en 1993, étaient Femmes pour le Progrès Social, l'Association des Femmes Juristes et LEOC [association des femmes intellectuelles et libérales]. Ce n'étaient que des associations de femmes. Je pense qu'on peut véritablement dire qu'en Mongolie, depuis 1992, ce sont les groupes de femmes qui ont joué le rôle le plus important dans le développement de la société civile. Et ce sont donc ces groupes de femmes qui ont montré le chemin en créant l'intérêt pour la participation citoyenne aux affaires publiques* » (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). S. M. Fish encore, explique une démocratisation libérale en très bonne santé par - en sus de l'alternance au pouvoir, de la pérennité de l'élevage nomade et du très bon niveau d'instruction de la population - une « société civile vibronnante. [...] Aussi impressionnant que puisse être le développement des associations de journalistes, la plus formidable composante de la société civile se trouve être les associations de femmes. Ces groupes sont si forts et les femmes sont si dominantes dans tous les types d'organisations civiques, qu'on pourrait presque parler de société civile matriarcale en Mongolie » (1998, p.137).

D'autre part, nous le percevons dans ces deux déclarations, il ne s'agit pas d'associations sportives ou de défense des nouveaux consommateurs. Ces associations créées exclusivement par des femmes ont toutes, sans exception à notre connaissance, une forte ambition d'actions

¹⁰ Même si, dès 1992, les journalistes furent avec elles les premiers créateurs d'associations, ils n'ont pas eu par la suite autant d'envergure ni quantitative, ni politique, que les groupes de femmes.

« encastrées » (Eme B., 2001, p.42) dans le politique représentatif. Comme elles l'exposent elles-mêmes : « Depuis 1990 ont émergé de nombreuses associations de femmes et on en comptait plus de 30 en 1998. Elles représentent un large éventail d'intérêts qui sont ceux de la Mongolie contemporaine. Les associations les plus importantes ont commencé par se concentrer sur la promotion des femmes en politique et sur l'éducation civique. Elles ont initié différents stages avec pour objectif de faire évoluer les attitudes des femmes face au politique et d'encourager une nouvelle génération de femmes leaders » (CIRF, 2000b). Elles affichent l'objectif de travailler « pour la démocratie », c'est-à-dire d'agir au sein de l'espace politique. D'ailleurs, en parallèle, il s'est aussi créé des associations de femmes au sein des partis politiques, sur le modèle du Comité des Femmes Mongoles, ex-organe féminin du PPRM. C'est la raison pour laquelle nous emploierons peu le terme de « société civile », que C. Jaffrelot distingue aussi de ce qu'il nomme la « société politique » (2000, p.336) qui est aussi composée, en plus, des associations d'intellectuels divers (universitaires, artistes, etc.).

Présidées par des femmes faisant partie de l'élite sociale et politique (députées, diplômées de troisième cycle universitaire russe, enseignantes du supérieur, juristes, économistes, etc.), ces associations comptent aujourd'hui des militantes sur tout le territoire, en lien avec les pouvoirs locaux. Un axe majeur de leur stratégie d'action fut bien la tentative de se constituer en tant que « mouvement », par l'utilisation permanente du terme « le mouvement des femmes », par une « mise en réseau », par une organisation en « Coalition des Femmes » pendant les campagnes électorales de 1996 et 2000 afin de promouvoir les candidatures féminines. Le terme de « mouvement » convient en ce qu'il marque une dynamique de rassemblement derrière un objectif commun, sans véritable clivage idéologique jusqu'en 2000, puisqu'elles se sont plutôt rassemblées par domaine de spécialisation : conseil juridique, promotion des femmes par l'interpellation des institutions publiques, recherche et information, etc. La politiste féministe canadienne Peggy Antrobus propose quatre critères de définition d'un « mouvement de femmes ». Ce que nous avons observé en Mongolie correspond à trois d'entre eux : « [1] Un mouvement de femmes est fondé sur une compréhension des *conditions sociales* dans lesquelles vivent les femmes, c'est-à-dire de la façon dont l'identité sexuelle s'inscrit dans l'ensemble des relations sociales influencées par la classe sociale, la race, l'origine ethnique, l'âge et le milieu géographique. [2] Un mouvement de femmes est un *processus* discontinu, souple, réagissant à des conditions particulières d'inégalité entre les sexes. Ces points centraux peuvent se situer dans des organisations féminines, mais ils englobent également des femmes de provenances diverses qui s'identifient à certains moments avec les objectifs du féminisme. [3] La conscience et le *rejet du modèle patriarcal* sont des dimensions centrales de la politique du mouvement des femmes. » Elle

précise que « Dans la plupart des cas, le “mouvement” prend naissance au moment où des femmes prennent conscience de leur *aliénation* en tant que femmes, de leur marginalisation, de leur isolement ou même de leur rejet au sein d’un mouvement plus large en faveur de la justice sociale ou de la transformation de la société » (2007, p.39). Ce qui est particulièrement le cas en Mongolie où les militantes critiquent les démocrates et leur conception de la démocratie qui oublie l’égalité des sexes.

Cependant, il manque selon nous en Mongolie la correspondance au quatrième critère (qui est en fait le premier pour P. Antrobus) : « Un mouvement de femmes est un mouvement *politique*, c’est-à-dire qu’il s’inscrit dans le large éventail de mouvements sociaux qui travaillent à transformer la société, plutôt que dans un réseau d’organisations féminines (bien que celles-ci puissent en faire partie) » (2007 p.39). Il semble qu’en Mongolie, il manque bien une dimension « de masse » : il n’y a jamais eu par exemple de manifestations de rue strictement féminines. Et il faut bien le dire : les associations de femmes semblent bien les seules concernées par leurs soucis. En ce sens, elles sont distinctes (et font même face à une grande résistance) du « large éventail de mouvement sociaux », c’est-à-dire, les acteurs de la Transition démocratique. C’est pourquoi nous le précisons : il s’agit d’un « mouvement associatif de femmes ».

b) Problématique

Une réalité sociale essentielle pour notre sujet de recherche a donc émergé durant la Transition. « Il n’y a pas de pays où les associations soient plus nécessaires pour empêcher le despotisme des partis ou l’arbitraire du prince, que ceux où l’état social est démocratique » (Tocqueville A. de, 1981b, p.141). « Il n’y a pas de démocratie nationale vivante sans une société civile puissante qui ne se réduise pas aux seules entreprises commerciales ». Et s’il « est possible de s’accorder sur [ce] fait central » (Caillé A., 2001, p.11), alors en Mongolie, ce critère supplémentaire de la bonne santé d’une démocratie est aussi acquis, grâce aux femmes. Ces deux piliers, la représentativité - principalement par un système d’élections - et la participation, correspondant à ce qui est généralement appelé « société civile », y sont bien présents.

Le philosophe et sociologue J. Habermas démontre comment un sujet politique - le bourgeois - peut s’approprier l’espace politique via l’appropriation de l’espace public. Il le résume ainsi :

« En Allemagne, il s’est formé “une sphère publique critique de discussion ” jusqu’à la fin du XVIII^e siècle. Avec un public général de lecteurs, composé surtout de citadins et de bourgeois, qui a dépassé le cercle des érudits et qui, plutôt que de lire et de relire seulement quelques ouvrages classiques, adapte désormais ses habitudes de lecture aux nouvelles

publications [culturelles, théâtrales, littéraires] qui paraissent, se forme quasiment au sein de la sphère privée un réseau relativement dense de communication publique » (1992, p.3).

Il évoque les « sociétés des Lumières », type franc-maçonnerie, car « Dans ces sociétés, qui se composaient bien sûr, encore, exclusivement de bourgeois, pouvaient s'exercer les principes d'égalité politique d'une société future. » Il s'effectue alors une « politisation de la vie sociale » (1992, p.7). Il existerait ainsi un lien clair entre participation et représentation, l'investissement de l'espace public fonctionnant comme un accès possible vers l'espace politique.

Ce n'est pourtant pas le cas en Mongolie, puisque les femmes sont quasi absentes des jeunes instances représentatives, ce que déplorent les militantes associatives : « La représentation des femmes au Parlement a baissé nettement et est très inférieure à l'objectif de 30% fixé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. En 1990, les femmes représentaient 23 % de l'ensemble des membres [de l'ancienne assemblée soviétique], 3 % en 1992 (trois élues pour 76 sièges) et environ 11 % à l'issue des élections de 1996 et de 2000 (c'est-à-dire 8 femmes). Après les élections de 2004, leur représentation a encore baissé, tombant à 6,5 % [5 femmes] » (Comité CEDEF, 2007, p.46). C'est peut-être l'Assemblée Constituante de 1990-1992 qui marque leur plus net recul, avec seulement neuf femmes pour 462 représentants, soit 2,1%. Ces chiffres donnent une moyenne approximative de 10% de femmes élues sur ces quinze années de démocratie libérale et correspond parfaitement à celui connu au sein des démocraties dites « vieilles », comme par exemple en France où il s'agit d'un régime semi-parlementaire semblable.¹¹

Nous sommes donc face à la problématique suivante : malgré l'adoption de principes démocratiques d'égalité juridique, malgré des pratiques sociales liées à la culture nomade qui semblent plus égalitaires et enfin, malgré la participation des femmes aux mouvements politiques et leur occupation de l'espace public par un mouvement associatif qui vise spécifiquement l'accès à l'espace politique, les femmes mongoles demeurent exclues du pouvoir. En Mongolie non plus, le passage de la « participation » à la « représentation » ne s'effectue pas pour elles. Ceci constitue finalement une problématique (semble-t-il) universelle, puisque les femmes composent massivement les associations à l'échelle mondiale (entre les deux tiers et les trois quarts des militants associatifs selon les pays), mais sont largement exclues de la représentation, la moyenne internationale de femmes élues n'étant que de 10%, contre 90% d'hommes. Ceci d'ailleurs, de notre point de vue, remet complètement en question l'évaluation de l'état de la démocratie dans

¹¹ La France ne comptait que 6,7% de femmes à l'Assemblée nationale en 1946 et ce taux diminua à 5,6 % en 1995, « de sorte qu'en 1996 la France se situait au dernier rang des pays de l'Union européenne (Lagrave R.-M., 2000, p.114). Elle compte ensuite 10,9% de femmes députées en 1997, 12,3% en 2002 et seulement encore 18,5% en juin 2007, malgré la loi n°2000-493 du 6 juin 2000 sur la parité (www.observatoire-parite.gouv.fr/)

différents pays du monde telle que proposée par les observateurs et observatrices d'organismes internationaux comme que le FMI, la Banque mondiale, etc.

« Pour les féministes (...) il n'y a jamais eu de démocratie, car [...] aucun pays dit "démocratique" n'a encore considéré les femmes comme des citoyennes égales. » Ainsi, « le féminisme est le défi le plus important pour la démocratie, dont il fait aussi la critique la plus complète. Ceci est vrai [...] en ce qui concerne la démocratie libérale actuelle » (Pateman C., 2000, p.88).

Depuis sa première édition de *L'Espace public*, en 1962, J. Habermas a pris connaissance de ce qu'il appelle « la littérature féministe » qui soulève la question de l'absence des femmes de ce qu'il nomme « la sphère publique politique ». En citant Carol Pateman, il réalise alors sa propre relecture :

« Le caractère patriarcal de la famille restreinte, qui a formé [...] le noyau de la sphère privée de la société bourgeoise [...] ne fait pas de doute. Depuis lors, la littérature féministe a aiguë notre perception du caractère patriarcal de la sphère publique [...], que les femmes ont contribué à forger, en le dépassant aussitôt pour prendre en charge des fonctions publiques. [...] Certes, l'émancipation civique, finalement acquise au XXe siècle, a ouvert aux femmes [...] la possibilité d'obtenir de haute lutte une amélioration de leur statut social. Mais, pour les femmes qui désiraient bénéficier, au-delà de leur émancipation politique, d'amélioration de la part de l'Etat social, leur situation défavorisée, suspendue à l'assignation d'une différence sexuelle, n'a pourtant pas changé *eo ipso* » (1992, p.7).

C'est bien ce qui « n'a pourtant pas changé *eo ipso* » que nous souhaitons comprendre tout au long de ce travail de recherche. La dichotomie entre espace privé et espace public qui a été mise au jour par les féministes est fondamentale dans cette approche. Mais il nous semble que l'observation de deux seuls espaces sociaux que sont la famille et un vaste espace public aux contours flous, ne suffit pas, car si le père n'est pas élu, un dirigeant démocrate l'est ; car en Mongolie spécifiquement, les femmes semblent jouir de plus de liberté et autonomie au sein de leur famille ; car l'espace public est investi, dans ses moindres recoins, par les femmes et qu'en fait, il est mixte. Constaté que la famille est un espace assigné aux femmes - et à ce titre, qualifié de privé - et que l'espace public est contrôlé par les hommes ne nous suffit pas non plus. Comment les hommes arrivent-ils à ces positions de pouvoir dans l'un comme dans l'autre espace alors que les femmes, nous allons le voir pour la Mongolie, y sont partout actives, participantes et même plus : qu'on a besoin d'elles, qu'elles y sont instrumentalisées sans pourtant être reconnues légitimes aux postes à pouvoir ? Nous souhaitons donc comprendre ce qui se joue en détail du point de vue du genre dans ces différents espaces mixtes.

c) Hypothèses de recherche

Trois hypothèses explicatives ont orienté notre recherche.

La première hypothèse est que la société mongole n'est pas égalitaire. Si elle fait montre de quelques spécificités dont il importe d'analyser l'impact sur le genre du pouvoir, elle n'en demeure pas moins patriarcale et ce, malgré les changements de régimes politiques. Ceci est démontré par deux auteures. Roberte Hamayon d'une part, seconde référence anthropologique essentielle pour notre travail, ne partage pas l'enthousiasme égalitaire de ses collègues. Intéressée par les représentations spirituelles et symboliques, elle propose une analyse de la domination masculine en société mongole nomade au cours de laquelle elle rappelle souvent la structure virilocale, patrilinéaire et patriarcale (1979). Ensuite Jacqueline Heinen dont les travaux portent sur l'Europe de l'Est, montre que les régimes soviétiques n'étaient pas aussi égalitaires qu'ils le paraissaient (1995 et 1996).

Nous voilà donc au cœur d'une tension de conception des rapports sociaux de sexe concernant à la fois l'analyse de la « culture nomade » et le soviétisme. Une étude « sur le terrain » devenait incontournable, d'autant plus que ce « terrain » connaît aujourd'hui la libéralisation de son économie, ce qui n'est pas sans impact sur les rapports sociaux de sexe.

La deuxième hypothèse explicative va puiser dans la science politique et s'appuyer sur le concept de « capital politique ». Car « [la] capacité de mobilisation [des électrices] est liée à la possession de *capital politique* soit à titre personnel, soit par délégation [le Parti, l'institution] » (Bourdieu P., 2005, p.16). « [I]l y a accumulation de forces, de *capital politique*, c'est à dire de réputation » (Bourdieu P., 2005, p.39) [souligné par nous]. Donc, si les femmes accèdent moins aux mandats d'élues, ce serait parce qu'elles possèdent moins de capital politique ou encore « pas le bon », bref qu'il y aurait une différence entre hommes et femmes concernant ce capital nécessaire dans l'accès au pouvoir.

La science politique peut aussi utiliser la notion de « ressources : économiques, culturelles, sociales, voire corporelles » (Achin C. *et al.*, 2007, p.17). Mais nous lui préférons le concept de « capital » (Achin C. et Dorlin E. évoquent par exemple les « multiples capitaux » de Ségolène Royal -2007) et sa dimension plus « obligatoire » que « la ressource », qui pourrait passer pour « mobilisable au besoin ». Nous allons le voir, en particulier pour les femmes, « posséder du capital » est en effet une nécessité dans l'accès à l'espace du pouvoir. Le capital peut être transmis en héritage, mais il se constitue aussi – souvent de haute lutte individuelle et/ou collective -, il s'entretient et surtout il « s'accumule » ou non, et même se perd comme le montre Boris Pétric

dans ses recherches sur l'accès au pouvoir en Ouzbékistan (2002). De cette accumulation, de ce capital et de lui seul, dépend l'entrée dans l'espace du pouvoir.

Un point semble acquis concernant les femmes : elles possèdent effectivement moins de capitaux financiers que les hommes, ce qui explique par exemple leur faible nombre au sein des assemblées parlementaires : « Les élections législatives sont à ce point concurrentielles qu'il convient d'être doté de solides capitaux politiques, que la plupart des femmes ne détiennent pas » (Lévêque S., 2005, p.515). En Mongolie pourtant, plusieurs aspects nous interrogent.

En France, « Sous la troisième République, [...] ce n'est pas un hasard si les avocats, les médecins, etc. fournissaient une part très importante du corps des représentants du peuple, parce qu'ils transféraient en quelque sorte leur capital professionnel, qui est en grande partie un capital de notable, sur le terrain politique » (Bourdieu P., 2005 p.73). Et les femmes étaient tenues à l'écart du monde professionnel, du moins dans les catégories dominantes. Ce n'est pas le cas en Mongolie, le soviétisme s'étant construit avec et sur le travail des femmes. Un autre capital semble essentiel dans l'accès au politique, le capital intellectuel, qui a longtemps été dénié aux femmes occidentales (et ailleurs dans le monde). Or, nous sommes surprise de découvrir que la Mongolie expérimente une « sur-instruction » des femmes par rapport aux hommes : elles sont plus instruites qu'eux, plus diplômées. Elles le savent d'ailleurs et tentent de l'utiliser comme argument de promotion d'elles-mêmes.

L'anthropologie, de son côté, semble aussi travailler cette question lorsqu'elle analyse les réseaux de dons et de contre-dons. Il est acquis qu'ils permettent l'accès au pouvoir ...pour les hommes. Qu'en est-il pour les femmes, alors qu'on sait qu'elles sont « présentes » au sein de l'ensemble des réseaux mobilisés dans les systèmes de dons : la famille, les amis, le territoire local, le milieu professionnel et même les partis politiques ? De plus, elles sont objet d'échange dans les systèmes matrimoniaux, mais se cantonnent-elles à ce statut « inanimé » ? Ce qui expliquerait qu'elles ne cumulent pas les contre-dons nécessaires à l'accès au pouvoir. Bien entendu, ce n'est pas le cas et nous analyserons pour une part ces échanges dont elles sont même les actrices principales. Mais alors, à quel moment le « contre-don » ne se fait-il pas pour elles ? En fait, les candidat·e·s tentent de constituer une accumulation de capitaux dans chaque espace qu'ils/elles occupent, soit qu'ils/elles y soient de fait (comme la famille), soit qu'ils/elles l'investissent (comme l'espace politique). Pourquoi les stratégies des femmes ne fonctionnent-elles pas ?

Enfin, si les associations de femmes tentent, de toute leur énergie, de se constituer en mouvement, c'est bien pour constituer un capital spécifique, celui « des femmes », ancré - et légitimé - par une participation sociale, économique, juridique et politique. Pourquoi ce nouveau capital ne se transforme-t-il pas en capital politique ?

Dans ce travail de thèse, nous souhaitons identifier quels sont en Mongolie les « capitaux manquants » aux femmes. Nous émettons surtout l'hypothèse qu'elles font face à des mécanismes qui les en dépossèdent, au sein de chaque espace, « systématiquement ». Ce sont ces mécanismes que nous voulons approcher.

La troisième hypothèse qui nous semble pouvoir clarifier cette réalité sociale complexe, c'est qu'il est nécessaire d'opérer une distinction théorique entre « l'espace public », « l'espace politique » et l'« espace du pouvoir ». Car, généralement, il nous semble que ces trois appellations sont utilisées tour à tour pour désigner des ensembles plus ou moins englobants de pratiques sociales, sans davantage de précision. Par exemple, si la production théorique féministe opère la dichotomie privé/public, ceci n'explique pas pourquoi les femmes sont absentes du pouvoir alors qu'elles sont présentes au sein de l'espace public. Les femmes sont dominées par les hommes, mais quels sont les mécanismes qui se jouent entre cette « sphère » publique et le pouvoir, et qui permettent cette domination ?

De plus, l'espace public est souvent confondu avec l'espace politique, le politique étant considéré comme « public » - surtout en démocratie - et *vice versa*. Or, si l'on tente une définition quelque peu rigoureuse de l'espace politique, distincte de l'espace public, qui comprendrait par exemple les partis politiques et les institutions formelles étatiques, alors force est de constater que les femmes y sont aussi présentes. Nous l'avons dit, elles constituent généralement à peu près la moitié des effectifs de militants ou elles sont par exemple hautes fonctionnaires. En fait, elles ne sont exclues ni de l'espace public, ni de l'espace politique. Elles sont exclues de l'espace du pouvoir qui lui, à la fois se restreint à un petit nombre d'élus et de dirigeants, mais aussi se diffuse et « chapeaute » l'ensemble des domaines sociaux, l'économie, le savoir, la culture, la religion, etc.

Ce qui nous importe alors est de comprendre ce qui se joue aux frontières de l'espace du pouvoir. En d'autres termes, comprendre de quoi est fait le fameux « plafond de verre ».

L'ensemble de la thèse utilisera donc le terme « d'espace » comme outil d'analyse. Les travaux scientifiques utilisés (féministes, politistes, philosophiques, sociologiques) évoquent les « sphères » tandis que P. Bourdieu développe une pensée des « champs ». Ainsi, « Le champ politique est une “arène” qui se donne comme telle et dans laquelle il y a des combats, des affrontements déclarés. [...] Un champ est un champ de forces et un champ de lutte pour transformer ces rapports de force. Dans ces luttes chacun engage la force qu'il a dans les rapports de force. C'est le même modèle qui permet d'expliquer à la fois pourquoi les choses sont ce qu'elles sont, la statique, et comment elles changent, la dynamique » (2005, p.41). Encore faut-il

déjà être *dans* le champ. Or, les femmes n'y sont pas, elles se battent justement pour y entrer. La lutte qu'elles mènent ne s'effectue pas *dans* le champ, mais à ses frontières.

D'ailleurs, P. Bourdieu évoque aussi le fait qu'« Aujourd'hui, un des enjeux politiques est précisément la lutte sur les frontières du champ politique » (2005, p.73). C'est précisément cette notion de frontière qui nous pousse à nous orienter plutôt vers une utilisation de l'outil « espace ». Les concepts de sphère, champ et arène nous paraissent contenir une idée de délimitation trop nette, comme dessinée et facile à repérer, presque cartographiable. Chaque « sphère » ou « champ » semble clairement distinct et séparé de la sphère ou du champ voisin, par des frontières presque matérialisables par un trait (avec la possibilité que l'un englobe l'autre). Or, selon nous, ces frontières apparaissent plutôt comme des « frontières espaces », c'est-à-dire des espaces intermédiaires, semi-privés, semi-publics, public-politique, pouvoir-politique, des espaces où se situent justement les tentatives « d'entrées », les porosités, les tentatives de remises en question des normes sociales.

Ces espaces-frontières sont mouvants et temporels. Il s'agit par exemple d'un parti politique, espace politique luttant en son sein pour la transformation de son « espace pouvoir ». Il s'agit d'une action contre les violences faites aux femmes, qui tente d'introduire au Parlement une loi criminalisant un père éventuellement violent, politisant ainsi l'espace privé¹². Il s'agit encore d'une femme candidate en politique, qui évolue durant la campagne dans l'espace public, qui est peut-être admise au sein de l'espace politique, mais pas encore au sein de celui du pouvoir. L'espace public se politise ainsi par période (au moment des campagnes électorales en particulier), l'espace privé se politise aussi lorsque l'on reçoit chez soi un représentant politique, sans pour autant devenir de « purs espaces » soit d'une catégorie, soit de l'autre.

Nous nous fixons pour objectif de faire l'effort de ne pas retomber dans le mélange flou cité plus haut et dont justement nous cherchons à nous départir. Nous émettons l'hypothèse que c'est en essayant d'opérer ces distinctions théoriques tout au long des analyses que nous comprendrons mieux comment les femmes sont exclues de l'espace du pouvoir.

Nous utiliserons aussi le concept d'espace¹³, en ce qu'il comprend une forte notion de mobilité : mobilité à l'intérieur d'un espace, mais aussi transversale aux différents espaces. Cette mobilité peut être verticale, ascendante ou descendante - du privé vers le politique, d'une position subalterne à une position de pouvoir. Elle peut aussi être horizontale, dans les rencontres familiales ou amicales par exemple. Ici, on touche à la notion de réseaux sociaux, réseaux eux

¹² De la même façon que le MLF en France.

¹³ Nous prenons ici la liberté de nous écarter du concept d'« espace social » tel que défini par P. Bourdieu (1994), qui correspond à un ensemble sociétal où s'opèrent des « distinctions » (de groupes, de classes éventuelles, d'individus, etc.).

aussi multiples (familiaux, amicaux, professionnels, réseaux de femmes, réseaux d'hommes, etc.), qui se superposent aux espaces, dessinant une seconde « carte sociale » de la société mongole. Le concept d'espace paraît mieux intégrer cette nouvelle dimension des réseaux, essentielle dans la compréhension de l'accès des uns et des autres au pouvoir, ou pas.

Nous présentons là des outils conceptuels qui permettent la clarté de la catégorie abstraite. Cependant, nous utilisons enfin le terme d'espace car il nous semble évoquer une territorialisation bien concrète des pratiques sociales, même s'il s'agit d'une territorialisation, ici encore, dont les frontières spatiales demeurent impossibles à dessiner. Et ce, pour les mêmes raisons que celles expliquées plus haut : l'espace du privé territorialisé par l'habitat peut se voir politisé, etc.

En effet, la notion de « territoire » est forte en Mongolie (et certainement partout ailleurs¹⁴) avec principalement la notion de « territoire national », c'est-à-dire la Nation¹⁵. Ceci est renforcé par l'Etat féodal, soviétique puis démocratique, qui instaure des « circonscriptions », des « assemblées » (territorialisées), des institutions ancrées dans et sur plusieurs niveaux de territoires. L'outil « espace » permet alors de concevoir les impacts de « l'espace local » (analysé à travers les pratiques des réseaux et des fonctionnements de la représentation locale) sur les espaces politiques et du pouvoir, c'est-à-dire l'espace national. Un dernier espace est alors convoqué pour l'analyse, l'espace « international ». Nous en analyserons l'impact sur le mouvement associatif des femmes par le biais des organismes internationaux qui sont leurs seuls bailleurs de fonds. Nous nous inscrivons ici dans le prolongement des nombreuses études critiquant l'approche « genre et développement¹⁶ » / « genre dans le développement » (Bisilliat J., 2003 ; Bibilliat J. et Vershuur C., 2000 ; Falquet J., 2008, etc.). Et cette influence des organismes internationaux pèse d'une façon générale d'un lourd poids sur l'espace national mongol (public, politique et du pouvoir).

2- La question du féminisme

Cette recherche s'inscrit délibérément au sein du féminisme, tel que défini par Nicole-Claude Mathieu : « Je donnerai [...] au mot "féminisme" le sens courant et minimal de : analyse faite par des femmes (c'est-à-dire à partir de l'expérience minoritaire), des mécanismes de l'oppression des femmes en tant que groupe ou classe par les hommes en tant que groupe ou classe, dans diverses sociétés, et volonté d'agir pour son abolition. J'estime en effet ne pas avoir à

¹⁴ M. Foucault, G. Deleuze et F. Guattari ont ouvert une réflexion sur ces questions : nous ne prendrons pas le temps, dans le cadre de cette recherche, de nous en nourrir, ce que nous regrettons...

¹⁵ Revendiquée aussi par les Mongols de Mongolie Intérieure.

¹⁶ La notion même de « développement » a été largement déconstruite, en particulier dans sa conception « évolutionniste ». Citons en particulier le dernier travail de Bernard Hours (2010).

exposer ici les débats politiques internes aux mouvements de femmes concernant les définitions ou les tactiques. Mais il est utile de signaler dès à présent que les mêmes divergences de politiques “féministes” se retrouvent de pays en pays, qu’ils soient développés ou non, et capitalistes ou non » (1985, p.172).

Cette approche est aujourd’hui revendiquée par de nombreux es jeunes chercheur e s et nous nous contenterons de reprendre la clarification qu’effectue Léo Thiers-Vidal, philosophe politique, tant elle nous paraît claire et juste à la fois¹⁷ :

« Lorsque nous abordons les rapports sociaux de sexe, il est évident que hommes et femmes ne se situent pas dans un même groupe social et constituent respectivement le groupe social dominant et le groupe social dominé selon l’axe de genre. Depuis de nombreuses années, les chercheuses et militantes féministes ont constitué un savoir sur les rapports sociaux de sexe permettant de démontrer l’existence de vécus opposés donc de rapports sociaux où les hommes, individuellement et collectivement, instaurent un rapport d’oppression vis-à-vis des femmes. Ce rapport d’oppression peut être analysé de différentes façons : je m’inscris dans la théorisation féministe matérialiste radicale française, développée entre autre par Christine Delphy, Nicole-Claude Mathieu, Colette Guillaumin et Paola Tabet. Cette théorisation accentue la nature profondément sociale des rapports hommes-femmes. Elle considère que le sexe (comme entité biologique) est produit par le genre (comme entité politique) et s’articule autour du matérialisme, de l’anti-naturalisme, d’une analyse structurelle de classe et d’une critique de l’hétérosexualité » (2002).

Nous nous efforcerons, au cours de cette recherche, de tenir au moins trois de ces axes. Le matérialisme, d’abord, « défini comme le fait de toujours et systématiquement rapporter tous les niveaux de l’existence humaine des femmes et des hommes à l’organisation sociale et matérielle ; il permet de comprendre que [...] le groupe social dominant homme accapare les richesses matérielles, les libertés individuelles et sociales, les sources d’épanouissement humain au détriment du groupe social dominé femmes (voir Delphy, 1998) » (Thiers-Vidal L., 2002). Ici, l’analyse de la division sexuée du travail implique celle du travail gratuit des femmes, le « maternage » et l’« élevage » des enfants, c’est-à-dire les responsabilités matérielles qui y sont attachées et qui sont assignées aux femmes ou si peu partagées.

L’anti-naturalisme, ensuite, « est défini comme le refus de toute forme de déterminisme ou téléologisme relevant d’un ordre naturel et basé sur le postulat de la construction entièrement sociale des rapports humains ; il permet de comprendre que les rapports sociaux de sexe sont voilés comme d’ordre sociopolitique à travers un discours idéologique “s’appuyant” sur la

¹⁷ Par là même, nous lui rendons ici hommage.

biologie, la génétique... pour attribuer à la “nature féminine” l’existence de certaines “différences” de statut et de traitement (voir Guillaumin, 1992) » (Thiers-Vidal L., 2002).

Le troisième axe évoqué par L. Thiers-Vidal est celui de la « classe de sexe ». P. Bourdieu effectue une clarification concernant la « classe sociale » : « les gens inscrits dans un secteur restreint de l’espace seront à la fois plus proches [...] et plus enclins à se rapprocher ; plus faciles aussi à rapprocher, à mobiliser. Mais cela ne signifie pas qu’ils constituent une classe au sens de Marx, c’est-à-dire un groupe mobilisé en vue d’objectifs communs et en particulier contre une autre classe » (1994, p.26). « [L]a théorie marxiste commet une erreur [...] que Marx lui-même reprochait à Hegel : elle opère un “saut mortel” de l’existence en théorie à l’existence en pratique, ou, selon le mot de Marx, “des choses de la logique à la logique des choses”. [...] [O]n ne passe de la classe-sur-le-papier à la classe réelle qu’au prix d’un travail politique de mobilisation » (1994, p.27). L’enjeu pour le féminisme est donc bien que les femmes se constituent en « classe » et se rassemblent en un groupe puissant de lutte contre les inégalités, c’est-à-dire contre les hommes, dont la définition en « classe des hommes » prête d’ailleurs aussi à débat. Or, si le mouvement des femmes en 1970 a pu correspondre à cette définition pour un temps, il n’en est rien en Mongolie et ce sera objet d’analyses durant la thèse.

Cependant, P. Bourdieu concède aussi que « L’existence des classes [est en fait] un enjeu de lutte. [...] Nier l’existence des classes [...] c’est [...] nier l’existence des différences et de principes de différenciation » (1994, p.27). C’est pour cette raison que nous pensons que « la classe des femmes » existe bel et bien, héritant ici de la production féministe. La « classe de sexe » est « défini[e] comme une ontologie sociale démontrant la création politique en fonction d’un critère dit biologique de deux groupes sociaux hiérarchisés; autrement dit, l’affirmation de la prééminence du genre sur le sexe (voir Delphy, 1991 ; Mathieu, 1991b ; Guillaumin, 1992¹⁸) » (Thiers-Vidal L., 2002)¹⁹. Le concept de classe « n’est peut-être pas totalement satisfaisant, mais c’est le moins insatisfaisant de tous les concepts employés pour analyser l’oppression. [II] met la domination sociale au cœur de l’explication » (Delphy, 1998, p.28). Pour résumer, « Le féminisme radical-matérialiste analyse la réalité sociale de genre comme opposant deux groupes sociaux en fonction d’une dynamique de pouvoir constituée d’oppression, d’exploitation et d’appropriation des femmes par les hommes » (Thiers-Vidal L., 2002).

¹⁸ Nous rajoutons aussi Nira-Yuval Davis, qui montre comment “both “gender” and “sex can be analysed as modes of discourse, but with different agendas” (1997, p.9).

¹⁹ Le quatrième et dernier axe, la critique de l’hétérosexualité, est celui que nous n’avons pas investi et nous avons conscience qu’il manque à notre travail. Léo Thiers-Vidal en montre pourtant l’essentielle nécessité : « malgré les oppositions entre féministes et lesbiennes radicales, [l’hétérosexualité] est considérée comme une des institutions clés de l’oppression, exploitation et appropriation du groupe social des femmes. Cette critique, déclinée dans sa version lesbienne radicale, permet de comprendre que l’hétérosexualité et plus largement l’hétérosocialité sont l’outil principal de la création et consolidation des genres sociaux donc de l’oppression des femmes. Le lesbianisme devient alors une attitude politique de lutte contre l’oppression des femmes (voir Mathieu, 1991b ; Wittig, 1985) ». C’est un des sujets que nous n’avons pas abordés.

Partant, « voir les femmes [...] comme une classe conduit à vouloir transformer cette société » (Delphy, 2001, p.362). L'approche féministe radical-matérialiste s'inscrit ainsi dans la lignée de « l'école française » de sociologie, qui n'hésite pas, depuis Durkheim jusqu'à Bourdieu, à se concevoir comme outil de changement politique et sociétal. Ce faisant, le féminisme scientifique a connu de nombreux détracteurs qui lui reprochent son manque de « neutralité scientifique ». C. Delphy y répond : « Toute connaissance est le produit d'une situation historique, qu'elle le sache ou non » (1998, p277). « L'idée d'une science neutre – d'une théorie non reliée à une position sociale/politique – n'est pas une idée elle-même neutre, elle ne vient pas d'une absence de position socio-politique, puisqu'une telle absence est inconcevable. [Cette idée] est au contraire produite par une position sociale bien précise : la position de dominance » (2001, p.131). Une certaine science qui se déclare « neutre » a même légitimé le racisme (voir Peyre E. et Wiels Joelle, 1996) et continue globalement aujourd'hui de légitimer le sexisme et donc, le système politique patriarcal (Delphy C., 1998, p.25).

De fait, le « savoir est situé »²⁰. Et prendre conscience au maximum de cette « situation » temporelle, culturelle et surtout de conditions de recueil des données, devient un gage de rigueur scientifique. Notre position spécifique dans cette étude est celle d'une « jeune chercheuse européenne » et a obligatoirement orienté, biaisé notre recherche. Ceci entraîne un effort d'anthropo-reflexivité que nous tenterons, réflexion ouverte en particulier par G. Devereux (1998) dans son travail sur le rapport y compris psychanalytique au terrain. Mais peu de travaux ont ensuite intégré l'approche genre d'une part et d'autre part, la sociologie reste frileuse à ce genre d'exercice... Nous nous inspirerons de productions anglo-saxonnes.

Enfin, comme toute production scientifique, l'exposition à la critique en devient le meilleur évaluateur.

Ainsi, nous ne craignons pas - en tant que féministe du Nord - ce que certains ont pu appeler de « l'ingérence féministe », accusant les féministes européennes d'un pseudo non-respect des cultures du Sud lorsque celles-ci déclarent que les pratiques d'oppression des femmes (comme l'excision) sont une atteinte grave à la personne²¹. Les sociétés ont toujours été en

²⁰ Dans le sillage de S. Harding (1984), D. Haraway (1988) pour les principales penseuses anglophones de la « *stand-point theory* » et C. Guillaumin (1992) et C. Delphy (entre autres) en France.

²¹ Les premières anthropologues féministes des années 1970 s'étaient déjà vu reprocher, de la part de leurs collègues, de développer une nouvelle forme d'ethnocentrisme, accompagnée d'une nouvelle forme d'impérialisme - cette fois-ci, féministe - sous prétexte que « là-bas, c'est différent ». N.-C. Mathieu avait déjà répondu qu'à l'inverse, c'est une forme d'ethnocentrisme que de penser que l'Occident est « à part » et qu'en plus, « [...] semble-t-il, personne ne s'est jamais vu interdire d'aller étudier la "royauté" chez X, Y, Z sous prétexte que là-bas, le roi n'y peut toucher le sol, ou est mis à mort rituellement ; ni de réfléchir sur les "rapports de production" dans une société quelconque sous prétexte que la notion de travail n'y est pas la même, que les gens disent "on se promène" lorsqu'ils vont quêter leur subsistance » (1985, p. 173).

contact et en dialogue les unes avec les autres, et aujourd'hui rares sont celles qui ne connaissent pas des voix nationales de femmes s'élevant contre les inégalités dont elles sont victimes. Nous n'éprouvons donc aucune gêne à « aller voir ce qui se passe en Mongolie » avec notre bagage théorique féministe, matérialiste et radical.

Cependant, comme dans toute recherche, il s'agit bien de ne pas « porter d'ocillères » et de rendre compte aussi de ce qui n'est pas de l'ordre de l'oppression pure, mais qui semble être une « meilleure » égalité entre hommes et femmes, en comparaison avec certains critères évoqués par P. Tabet (1979, p.46) : les femmes mongoles n'ont pas les pieds bandés, leur motricité ne semble pas restreinte autant que celle des femmes sédentaires, elles ne sont pas voilées, ni mutilées, ni engraissées ou amincies de force²². R. Hamayon écrivait déjà qu'il s'agit bien « de concevoir et de vivre la différence sexuelle » dont la légitimation est fondée sur la naturalisation des femmes et des enfants aussi en Mongolie, « mais cela ne dispense pas de rechercher quelle est, d'une société à l'autre, la marge de variation... » (1979, p.109).

Le rapport social qu'entretiennent hommes et femmes est qualifié d'oppression par les féministes matérialistes radicales, N.-C. Mathieu précisant que « Le mot “domination” porte l'attention sur des aspects relativement statiques, de “position au-dessus” telle la montagne qui domine ; d’“autorité” et de “plus grande importance”. Tandis que le terme d'oppression implique et insiste sur l'idée de violence exercée, d'excès, d'étouffement – ce qui n'a rien de statique... du moins jusqu'au moment de l'anesthésie, du coma, de la mise à mort ou du suicide » (1985, p.236).

Ici, nos « mères intellectuelles », envers qui nous sommes redevables de cette formation scientifique, auront peut-être le sentiment d'être trahies. Car nous oscillerons entre des analyses qui rendent compte de cette violence et des analyses qui peuvent paraître plus consensuelles. Nous utiliserons par exemple le concept de domination, parce que son acception « édulcorée » permet de rendre compte des pratiques autres que celles d'une « pure oppression ».

N.-C. Mathieu explique qu'une grande partie du travail des féministes consiste à réhabiliter les femmes en tant « qu'actrices sociales ». « Mais ce bon vouloir s'est accompagné parfois d'une double erreur : 1) négliger ou rejeter [...] la domination masculine ; 2) surestimer le “poids” des femmes dans le fonctionnement social, autrement dit, parfois nier leur oppression » (1991 p.126). Bien que vigilante et critique, elle utilise donc aussi le concept de domination masculine. De notre côté, il semble pertinent pour l'ensemble social mongol en ce qu'il permet aussi d'évoquer divers degrés d'intensité de la domination et les tentatives féminines permanentes, individuelles et/ou collectives, de les remettre en question.

²² Bien qu'une étude sur l'intériorisation de normes corporelles de genre reste à faire en société mongole.

Une raison supplémentaire de l'usage du concept de domination est qu'il permet un mi-chemin théorique entre la perspective d'analyse radical-féministe et le discours porté par les femmes mongoles. Car – si nous sommes assurée de notre légitimité en tant qu'observatrice- une de nos difficultés réside néanmoins dans la volonté de ne pas « leur prendre la parole ». D'autant qu'il s'agit de femmes qui portent un discours « réfléchi » sur leur « condition de femmes » et que beaucoup d'entre elles font partie de l'élite intellectuelle du pays. Cette hésitation est sans doute issue de la « critique de la raison pure » qui s'inscrit elle-même aujourd'hui dans une critique des rapports entre pays dits « du Nord » et pays dits « du Sud », rapports d'exploitation qui passent aussi par une imposition du « savoir » comme le montrent de nombreux.es intellectuel.les (Guilhot N., 2004 ; Laruelle M., 2005 ; etc.). Ainsi, cette thèse finira sur cette même critique des rapports internationaux – au sein de l'espace international –, car ils constituent à notre avis l'impossibilité pour les mouvements de femmes de faire aboutir les causes de leurs combats politiques au sein de l'espace national.

Enfin, concernant l'analyse des stratégies des femmes mongoles, nous ne les qualifierons pas de « féministes », ni elles, ni leur mouvement, car elles connaissent le terme et son contenu, mais ne l'emploient pourtant pas.

De la même façon, nous nous emploierons à expliquer leur appropriation ce que nous appellerons la « notion de genre » qui leur a été « fournie » par les institutions internationales. Elle est ainsi amputée de l'ensemble des dimensions critiques pourtant contenues dans le « concept de genre », critique du patriarcat politique et de l'exploitation économique et reproductive des femmes. Les militantes mongoles cependant y associent leur forte conscience de classe de sexe et, pour la première décennie de démocratisation, une virulente volonté de reconnaissance en tant que sujet politique à égalité avec les hommes (ce qui semble moindre par exemple concernant le MLF français dont l'investissement de l'espace politique n'a pas été un objectif premier).

Ainsi, au cours de cette thèse, le terme de « genre » sera parfois notion, parfois concept ; et le concept lui-même sera parfois porteur d'un féminisme radical, parfois simple outil de l'expression d'une domination masculine. Nous tenterons de veiller à le préciser.

3-La méthodologie

Cette recherche utilisera les travaux mais aussi certaines techniques d'enquête de trois disciplines. Notre formation a été sociologique, nous y associerons des éléments de l'anthropologie et de la science politique. L'ensemble comportera aussi quelques éclairages historiques, secondaires cependant.

Ce croisement des disciplines avait déjà été utilisé par exemple par F. Aubin, qui se qualifie « d'ethnologue mongolisant » (1970, p.101). Mais elle précise : « Certes, une démarche ethnographique est nécessaire pour suivre l'évolution d'un fait culturel, mais si on ne l'associe pas à une optique sociologique, elle est insuffisante pour donner une idée synchronique de la vie contemporaine » (1970, p.102).

a) L'utilisation des statistiques

Cette recherche s'inscrivant pour une large part dans la sociologie de tradition française, nous avons le besoin de nous fonder sur un certain nombre de statistiques, nous confrontant donc à « la question des statistiques en pays soviétique ». Nous n'entrerons pas dans la démonstration de la fabrique politique des chiffres, tant en pays soviétique qu'en Europe. De récents travaux ont d'ailleurs montré que cette fabrique avait été l'objet de vives tensions en ex-URSS, provoquées par les techniciens des bureaux statistiques, ce qui en relativise le contrôle absolu par le Parti (Moine N., 2005)²³.

La Mongolie est aussi dotée d'un Office Central National des Statistiques. O. Brunn estime que les statistiques ne peuvent être que peu fiables, du fait d'une population nomade qui serait donc difficilement saisissable (1996, p.139) et nous reviendrons sur ce sujet dans la partie sur le nomadisme. La démographe universitaire Solongo estime *a contrario* que l'Etat a développé « un réseau de collecte des données relativement fiable » (2005). Les fonctionnaires locaux nous ont expliqué qu'il est de leur mission de transmettre à leur ministère de rattachement les chiffres concernant leurs domaines d'intervention. Chaque *Aimag* rassemble ainsi les différents documents, qui sont ensuite centralisés et compulsés en haut lieu. Nous n'avons pas fait d'étude sur les rapports qu'entretiennent les différentes institutions centrales concernant la conception de la collecte, le calcul, puis la publication des nombreux chiffres. Solongo en effectue la critique, non pas sur leur validité – nous verrons que même nomade, le « peuple mongol » n'en est pas moins contrôlé depuis au moins la période gengiskhanide -, mais sur leur pertinence. Elle déclare que « les efforts effectués jusqu'à aujourd'hui dans l'analyse et l'utilisation de ces données sur la population dans la formulation de politiques publiques restent inadéquates »²⁴ (1999).

C'est bien le « sens » des statistiques « de tradition soviétique » qui pose problème à l'étude. Nous avons trouvé sur le « marché aux livres » un recueil de statistiques en trois langues, russe, anglais et français, produit en 1986 et ayant pour objectif, comme son titre l'indique, de

²³ qui cite surtout Blum A. et Mespoulet M., *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La découverte, 2003.

²⁴ Elle précise que le Centre d'Enseignement et de Recherche sur la Population va mettre en place, à l'aide de programmes d'échanges internationaux avec des experts, des recherches et de l'enseignement.

faire un bilan de l'*Economie nationale, 1921-1986*. Il s'agit manifestement d'un « pur produit soviétique » cherchant à démontrer les progrès socialistes, comme indiqué en introduction au document : « La révolution populaire mongole étant une partie organique du processus révolutionnaire mondial a acquis une grande importance internationale : pendant un court délai historique, la République Populaire de Mongolie a réalisé un saut sans précédent du féodalisme au socialisme en brûlant [l'étape du] capitalisme, à l'aide du prolétariat victorieux. » La plupart des tableaux annoncent une « augmentation ». « Pour la RPM (République Populaire Mongole) sont caractéristiques de hauts rythmes d'accroissement annuel moyen de la production industrielle qui dépassent de plus de trois fois [les moyennes mondiales]²⁵. A présent par habitant on produit 1766 kg de charbon, 117 kg de viande, 10 kg de laine brute de mouton, [etc.], tandis que dans le monde, comme c'est connu, par habitant, on produit 590 kg de charbon, 30 kg de viande, 0,6 kg de laine brute de mouton, [etc.] » (1986, p.19). Les seules informations concernant les femmes sont au chapitre consacré à la famille.

Dans les années 1990, le contenu du Livre Annuel des Statistiques va sensiblement varier et détailler par exemple les noms des nouveaux partis politiques. Mais ces comptes-rendus nationaux ne donnent pas le détail des pourcentages de sièges obtenus à la nouvelle assemblée démocratique, qui en est ainsi absente. Il faut attendre celui de 2001.

Le deuxième grand absent de ces chiffres nationaux, pourtant « démocratiques », est bien le souci du genre. De façon encore toute « soviétique », les statisticiens produisent en 1995 un rapport portant sur les *Femmes et enfants de Mongolie*. On y trouve ainsi des chiffres concernant les femmes et les enfants. Mais peu de proportions sont calculées : le tableau type est celui présentant une catégorie de personnes (sans emplois, chef de famille, etc.) en nombre, par région, en plusieurs colonnes par années. L'importance des détails par région n'est pas sans rappeler la compétition soviétique établie entre régions, villages, écoles, coopératives, etc., afin d'encourager au progrès socialiste. Mais pour la sociologue, à moins de s'intéresser à une région spécifique, de tels chiffres sont inutiles.

Dans l'ensemble de ces documents étatiques, on ne trouve rien sur les structures internes aux secteurs (ce qui permettrait par exemple d'évaluer en détail les ségrégations verticales et horizontales). Un autre exemple : le rapport *Femmes et enfants de Mongolie* indique en page 118 une augmentation du taux de chômage des femmes entre 1991 et 1994, passant de 7,5 à 9,7, mais ne précise pas celui des hommes (1995, p.118). Ce chiffre sera ensuite paradoxal au regard de celui des « femmes sans emploi », ou surtout la fameuse évaluation de la part des personnes vivant en

²⁵ Nous nous permettons ici de corriger certaines erreurs de traduction en français qui rendent le texte quelque peu ardu.

dessous du seuil de pauvreté, variant du cinquième de la population au tiers, selon les organismes, nationaux ou internationaux.

Ce manque de statistiques aurait pu nous nuire car nous n'étions pas en mesure d'en effectuer nous-même à l'échelle nationale. Mais nous avons demandé aux administrations locales de nos lieux de séjour, en particulier aux militantes associatives qui possèdent parfois des estimations, de nous les transmettre. Ces chiffres ne sont ni fiables, ni comparables. Ils donnent cependant quelques indications de base, tout du moins celles que les militantes utilisent pour leurs activités. Nous avons donc bénéficié de l'efficace volonté des associations de femmes, qui furent bien les plus gênées par ce manque de données. Elles furent les premières (et les seules) à constater que « Les associations manquent [...] d'outils en matière d'analyses sexospécifiques » (Comité CEDEF, 2007, p.1). Elles ont donc d'abord demandé officiellement à l'institut gouvernemental de produire un petit recueil - premier document de ce type - qui sortira en 1999, qu'elles intitulent *Femmes et hommes en Mongolie*. On y trouve des chiffres désagrégés par sexe depuis 1924 selon les sources disponibles, sur la démographie (et la famille), la santé, l'éducation et l'emploi (National Statistical Office of Mongolia, 1999).

Mais surtout, loin de se satisfaire des chiffres étatiques, l'un des chantiers majeurs de l'ensemble des associations sera de développer des études et analyses sur les femmes et les hommes, c'est-à-dire intégrant la dimension « comparaison » du concept de genre. Comme le Mouvement des Femmes pour le Progrès Social qui annonce en première activité « conduire des recherches, sondages et analyses des questions liées à la démocratie et au genre, à la législation nationale et internationale » (MFPS, non daté -1999, p.1).

Le mouvement associatif de femmes, conseillé par divers spécialistes étrangers, effectue au cours de la décennie 1990 un grand nombre d'enquêtes qui constitueront des documents précieux pour toute étude sur le genre en Mongolie. Pour preuve un document produit par le Comité CEDEF en 2007, qui donne des chiffres sexospécifiés, par génération, par catégorie concernée, etc. Ce développement des études sur le genre par le mouvement associatif des femmes constitue d'ailleurs l'une de leurs stratégies majeures d'action.

b) Les sources bibliographiques spécifiques à la Mongolie

Je ne suis pas historienne et mes références sont peu nombreuses. Ne seront exposés ici que les commentaires concernant les ouvrages consultés.

Les travaux fournis mais peu nombreux des historiens orientalistes français, tels que René Grousset (1996), Paul Pelliot (Pelliot P. et Hambis L., 1951) et Jacques Legrand (1976) couvrent

la période prérévolutionnaire, puis le début du XXe siècle, mais ne contiennent que très peu d'informations sur les femmes et donc, sur le genre.

Nous avons pourtant trouvé de nombreuses évocations de femmes dans l'*Histoire secrète*, épopée guerrière rédigée très vraisemblablement par les scribes de Cinggis Khan, disparue dans sa version originale, mais conservée dans sa traduction chinoise. C'est aujourd'hui un texte de référence historique autant que « légendaire » pour les Mongols²⁶. Les femmes sont présentes, d'abord anonymes, notées au rang des butins de guerre. Mais des femmes nobles sont aussi nommées (et rattachées à une filiation, un mariage) pour quelque fait de bravoure, pour leurs conseils avisés, ou encore pour des erreurs entraînant un châtement, de la même façon que pour les chefs guerriers. Nous utiliserons ces données qui nous semblent précieuses, car elles fournissent un cadre de conception de la « mère », de l'épouse et des femmes en général. R. Grousset s'était en effet étonné de leur présence aux côtés des guerriers : « Nous touchons ici à un des côtés curieux du futur Cinggis Khan, qui, dans les principales circonstances de sa vie, lorsqu'il s'agira de prendre une décision capitale, se montrera hésitant, presque timoré. Ce sera sa femme Börté qui décidera à sa place, et l'avis de Börté, il le suivra immédiatement » (1972 : 107, puis 185-189, 229, 273 *et passim*, cité par Hamayon R., 1979)²⁷.

Cinggis Khan serait mort en 1227 et la vague de conquêtes gengiskhanides continue jusqu'en 1242, à la mort de son descendant le Grand Khan Ögödei. Les Mongols sont alors aux portes d'une Chrétienté terrorisée, mais « Une grande partie des troupes reflue immédiatement : la présence de tous les chefs était nécessaire pour procéder à l'élection du nouvel empereur » (Even M. et Pop R., 1994, p.12). Ce qui en soi révèle un mode de fonctionnement politique différent du simple lignage. Saint Louis - soutenu par la papauté - décide de tenter un dialogue afin d'éviter un retour invasif qu'il sait ne pas pouvoir contenir. Guillaume de Rubrouck, missionnaire franciscain, part avec deux compagnons, de 1253 à 1255. A son retour, empêché de rencontrer le roi dont pourtant il est ami, il rédige un texte²⁸ qui recèle de nombreuses descriptions détaillées. Il s'aventure sans arme dans une steppe inconnue, dont la seule information qu'il en tient est qu'elle est habitée par de farouches guerriers qui viennent de

²⁶ Un premier texte avait été traduit par Paul Pelliot, *Histoire secrète des Mongols : restitution du texte mongol et trad. française des chap. I à VI*, 1949, Paris : A. Maisonneuve, 1 vol. 189 p., Œuvres posthumes de Paul Pelliot. Le texte nous revient par Marie-Dominique Even et Rodica Pop, qui le traduisent du mongol, le présentent et l'annotent.

²⁷ Nous nous permettons à notre tour de nous étonner de ce que l'historien trouve « curieux » qu'un homme demande conseil à son épouse ! Mais nous n'avons pas retrouvé l'importance de cette épouse dans l'*Histoire secrète*. Le texte relate la rencontre entre la jeune fille et le père du futur empereur (p.53). Adulte, Ferret va revoir Dame Bleutée et ils se marient (p.67), mais en dehors du fait qu'elle est accompagnée par sa mère, point de détails. Un autre épisode raconte son enlèvement et l'Empereur écrase la tribu du ravisseur. « Apercevant Bleutée, il la reconnut et ils se jetèrent dans les bras l'un de l'autre » (1994, p.80). Il semblait donc exister une certaine tendresse, mais il ne lui demandera pas son avis, ou, du moins, le texte n'en fait pas mention. Nous présenterons par contre au cours de la thèse des femmes qui semblent avoir eu beaucoup plus d'importance aux yeux de l'Empereur : sa mère et des épouses choisies par lui.

²⁸ Succédant de dix ans à celui de Jean Plan-Carpin, qui avait été envoyé par le Pape Innocent IV.

conquérir l'Europe de l'est. Il décrit ses frayeurs, ses étonnements autant que ses fâcheries et ses plaisirs, ce qui ajoute à la qualité du texte. En tant que religieux, il reconnaît volontiers que les femmes ne l'intéressent pas. Mais il s'étonne des différences de traitement avec ce qu'il connaît et se sent obligé de les décrire, par souci d'exhaustivité sans doute. Il raconte alors à propos de l'une de ses premières rencontres avec les nomades : « Ainsi nous entrâmes cependant, avec crainte et tremblement. Scatatay était assis sur son lit, un petit luth en main, son épouse à côté de lui. Pour celle-ci, je croyais en vérité qu'elle s'était fait amputer du nez entre les yeux pour être plus simiesque. Car elle n'avait là rien qui pût lui tenir lieu de nez ! Elle s'était enduit cet endroit d'un onguent noir, jusqu'aux sourcils, ce qui était absolument affreux à nos yeux » (1997 p.100).

N'était ce dégoût affiché à plusieurs reprises à l'égard des femmes, « il faut remarquer que Guillaume n'emploie à propos des Mongols le terme de barbares qu'une seule fois, tandis que les voyageurs du XVI^e siècle l'emploieront souvent pour désigner les populations découvertes (populations à l'égard desquelles ils seront en position de force, à l'inverse de Guillaume et de ses compagnons) » (Kappler C., 1997, p.20). En fait, comme tout récit de voyage, il est subjectif. Et il révèle la véritable amitié qui va s'instaurer avec les chefs nomades à mesure qu'il les côtoie.

Un soutien inconditionnel apparaît également six siècles plus tard, chez le père franciscain Evariste Huc. Il arrive à Canton en juillet 1839. « En 1842 la Mongolie est érigée en vicariat et en 1844 Evariste Huc a pour tâche de reconnaître les limites de la circonscription et d'évangéliser les peuples nomades » (1999, p.9). Il visite une Mongolie sous domination mandchoue et se positionne de façon tout à fait partielle du côté des Mongols. « Il n'est jamais bon de camper trop près des Chinois ; est-ce qu'on ne sait pas que les Chinois qui habitent la Tartarie sont des voleurs de chevaux ? » (1999, p.63). Nous utiliserons les descriptions qu'il fait de l'éducation et de la division sexuée du travail chez les nomades. Il fait aussi quelques descriptions esthétiques de femmes et semble un peu plus sensible à leur charme que son prédécesseur.

L'orientation politique affichée des textes se poursuit au cours du XX^e siècle, avec les Américains et Européens *pro* ou *anti*-communistes. Comme Owen Lattimore qui explique par exemple que si la Russie n'a pas annexé la Mongolie après le départ des Chinois, c'est parce qu'elle était « profondément marxiste et donc anti-impérialiste » [*sic* !] (1966, p.5). A l'inverse, le couple Gosset considère que « Plus encore, c'est l'idéologie qui nous sépare des Soviétiques. Toujours en avance ou en retard sur nous, ils ne sont jamais tout à fait nos contemporains. Bien

souvent, le fameux rideau de fer est un rideau de peluche » (1963, p.50)²⁹. De nombreux rapports seront effectués par des Américains (universitaires, observateurs au statut ambigu, simples voyageurs) sur l'évolution du pays. Ils fournissent des informations politiques, économiques et géopolitiques, la surveillance étant particulièrement portée sur les rapports avec la Chine voisine et régulièrement agressive. Rien n'est alors dit sur ce qui nous préoccupe, du moins directement. Mais ces documents sont intéressants pour notre étude, car nous comprendrons que le genre est bien constitutif de la Nation et que cette fragilité de la Mongolie « coincée entre l'Ours et le Dragon » sert de fondement à la domination masculine.

A partir des années 1970, nous l'avons déjà évoqué plus haut, nous pouvons nous appuyer sur des travaux anthropologiques variés qui nous fourniront un solide socle d'étude, en particulier ceux de Françoise Aubin et Roberte Hamayon.

Enfin, avec l'ouverture du pays, des socio-anthropologues publient des études, comme O. Bruun, qui réserve deux chapitres aux femmes : « Les femmes et la pauvreté », « Les femmes et la politique ». Nous n'y décelons pourtant pas d'analyse utilisant le concept de genre, c'est-à-dire au minimum dans son acception de la domination masculine, ni de remise en cause des politiques gouvernementales. Il note par exemple que « la seule facilité pour les femmes est pour les mères de quatre enfants et plus, avec une mise à la retraite à 50 ans » (1996, p.139), alors que cette mesure est justement vivement critiquée par les associations de femmes car elle projette ces femmes dans la pauvreté³⁰.

Précisons qu'au cours de la recherche, nous utiliserons couramment le terme de « Transition ». Nous n'entrerons pas dans le débat scientifique autour de la légitimité de la « transition » comme outil d'analyse et de la critique de ce que certains nomment la « transitologie ». D'autant qu'en pays soviétique, la « Transition » fut « perpétuelle », comme le montre l'analyse de la vie politique mongole dans les années 1970 : « Lors du meeting du Comité exécutif du conseil pour l'entraide économique à Oulan-Bator en septembre 1978, Tsedenbal, le Premier secrétaire du PPRM [...] a caractérisé la Mongolie comme ayant été transformée d'un pays agricole-industriel à industriel-agraire. [...] En 1978, la transition continuait » (Heaton Jr W. R., 1979). Nous utiliserons l'expression « Transition » utilisée par les Mongols, non pas comme concept analytique, mais désignant soit le moment de rupture avec le soviétisme, la Transition, c'est-à-dire la fin de l'année 1989, soit la période que cette rupture a fait débiter, de 1990 à 2001, date de notre dernier séjour dans le pays.

²⁹ Leur récit, publié en 1963, critique ouvertement le colonialisme russe en Asie Centrale qu'ils visitent, sans jamais faire allusion à la France et l'Algérie.

³⁰ Nous l'analyserons dans le chapitre sur « genre et libéralisme ».

S'agissant du régime précédent, nous l'appellerons « période soviétique » ou « soviétisme », d'une part car nous ne désirons pas entrer dans une analyse fine du « communisme » ou du « socialisme »³¹, d'autre part parce que le terme est utilisé par d'autres concernant des régimes très proches, comme Laurent Bazin et Boris Pétric qui évoquent la « période soviétique » (Bazin L., 2009) et le « pouvoir soviétique » (Pétric B., 2002, p.168) pour l'Ouzbékistan. Le Parti Révolutionnaire s'était bien organisé en « soviets » politiques, appelés *iiiir* en mongol, et en collectifs économiques d'Etat, nous le verrons. En ce sens, le terme nous semble parfaitement convenir.

c) Le « terrain »

Nous avons effectué cinq séjours de recherche, cumulant 24 mois de présence dans le pays. Pour notre enquête, nous y avons rencontré à peu près 120 personnes de façon « formelle ». Notre premier séjour, de novembre 1998 à mai 1999, fut celui des prises de contact, de l'étude des associations, des rencontres avec les femmes parlementaires et des premiers séjours à la campagne. Nous sommes ensuite revenue en Mongolie pour suivre le cycle électoral de 2000-2001 : campagne et élections parlementaires au printemps 2000, locales à l'automne et enfin l'élection présidentielle au printemps 2001.

Nous avons effectué une grande partie de notre étude au sein de la capitale, pour rencontrer les dirigeantes associatives et les candidates aux élections parlementaires. Nous avons ensuite effectué des séjours dans quatre régions du pays : à l'est (Dornod), au centre (Töv), le sud-Gobi (Ömnögov et Dornogov) et l'ouest (Hovd). Les trois premières destinations n'avaient pas de caractéristique notable concernant notre sujet, à l'exception de la région de Dornod, région bouriate, d'où est issu un des leaders charismatiques démocrates, Zörig. En revanche, nous avons sélectionné la région de Hovd, car l'ouest défend la réputation d'être moins dépendant de la capitale que les autres régions, il serait plus « riche » et moins affecté par la crise que le reste du pays. La région produirait davantage de maraîchage que les autres régions, fournissant le marché local en légumes variés et abondants (pommes de terre, oignons et carottes en particulier), ce qui minimise les importations. C'est aussi une région traversée par la piste Moscou/Oulan-Bator, ce qui permet aux hommes de la région d'effectuer du commerce de véhicules entre les deux pays. A 1200 km de la capitale, nous pensions y rencontrer une Mongolie rurale et des femmes moins aux

³¹ Pour une analyse de la socialisation des moyens de production, voir F. Aubin, 1967, 1974b et 1982.

prises avec des soucis économiques, peut-être plus « positives » que dans les régions se plaignant de pertes d'emplois industriels.

La dimension « ethnique », en dehors de certains éléments qui seront précisés au cours de la thèse, n'est pas un axe majeur pour notre étude. Des différences identitaires existent bel et bien et sont connues par les Mongols, mais ceux/elles-ci sont hésitants et préfèrent conseiller d'aller voir un spécialiste sur le sujet. Zanaa explique par exemple que « à Dornod (est) sont les Bouriates ; à Bajan-Ölgii (ouest), les Kazakhs ; à Hovd (ouest), les Zahčïn ; à Uvc (ouest), les Dörvöds ; dans le Hövzgül (nord), les Darhads » (*Züüiny Medee*, 23 mai 2000). Elle en oublie, mais on comprend que chaque *jastan* (nom de clan) semble ainsi attaché historiquement à un territoire, mais que les personnes porteuses de chaque identité vivent dans tout le pays et en particulier dans la capitale. Le plus important pour nous est aujourd'hui que d'une part le « peuple mongol » est « Halh » aux trois quarts et se dit ainsi descendant de Cinggis Khan, que les différents *jastan* ne composent que les 20 % restant, et que d'autre part ils sont aussi « Mongols ». Le « peuple mongol » est à la fois Halh (ou Ojrat, etc.) et Mongol, l'identité « mongole » étant une référence aussi forte que fédératrice. Amarsanaa, militante pour les droits humains explique alors : « *tu sais, il n'y a pas beaucoup de différences entre les différentes "ethnies", elles sont toutes très liées aux Mongols. C'est peut-être lié à notre Terre : l'espace est immense, il y a de la place pour tout le monde. Et nous sommes une petite population sur un petit territoire, tu dois être ami avec ton voisin à 10km, c'est le seul qui peut t'aider en cas de difficulté, même s'il est différent.* [Pourtant, avant la constitution d'un Etat fort par Cinggis Khan, les tribus combattaient entre elles.] *Oui, mais aujourd'hui, il y a justement cet Etat, c'est un pouvoir fort. Le Parti n'a pas cherché à effacer les différences, donc il n'y a pas besoin d'y "revenir" aujourd'hui... Dans les Balkans, les conflits existaient depuis longtemps, ils éclatent aujourd'hui que l'Etat soviétique éclate aussi*³². *En Mongolie, il y avait le conflit contre la Chine et tout le monde était uni face à cet ennemi* » (10 juin 1999).

Sur le territoire, d'autres identités ne sont pas considérées comme faisant partie du « peuple mongol », tout en détenant le passeport national qui confère la citoyenneté : les Kazakhs qui représentent à peu près 5 % de la population, les Touvas, les Chinois, les immigrants de l'ancien espace soviétique, etc. Dans le langage courant, on dit alors « Kazakhs de Mongolie », ce qui les distingue des Kazakhs du Kazakhstan. Inversement, les Bouriates qui vivent en Bouriatie (et qui détiennent donc un passeport de la Fédération de Russie) sont considérés comme Mongols, de même que les Mongols de Mongolie Intérieure.

La notion d'identité est alors constituée d'une distinction claire entre celle de nationalité et celle de citoyenneté. « Les passeports des anciennes républiques de l'Union soviétique précisent la

³² Pour une analyse de la question de la construction des identités en Asie Centrale, voir les travaux dirigés par Olivier Roy (1991) et ceux de Marlène Laruelle (2004, 2005).

citoyenneté et la nationalité. La nationalité repose sur des critères ethniques alors que la citoyenneté repose sur des critères territoriaux » (Thircuir A., 2005, p.112). Et concernant la Mongolie, F. Aubin constate que « le problème n'est pas aussi aigu qu'en Chine et en Russie, tout simplement [peut-être] parce qu'il n'y a pas autant de sous-groupes » (1993, p.159). La « nationalité » mongole se confond avec la « citoyenneté », ce qui constitue un élément fédérateur majeur. L'anthropologue anglaise Caroline Humphrey se spécialise aussi sur le pastoralisme et déclare qu'il y a « une séparation entre l'économie et l'ethnicité, (dans ses aspects linguistiques, culturels et même jusqu'à un certain point dans les structures de pouvoir) » (1980, p.2).

Enfin, F. Aubin, qui balaie différentes époques historiques et différentes « ethnies », constate qu'« une indéniable communauté culturelle se laisse percevoir par delà la diversité pittoresque des “notations folkloriques” des différents témoins. Le droit de la famille, en particulier, a conservé ses grandes lignes invariables en dépit des vicissitudes de l'histoire mongole » (1975, p.460). Ceci est complètement corroboré par R. Hamayon qui, à propos des « sociétés mongoles », affirme « leur homogénéité, qui demeure manifeste en dépit de la singularité de chacune et malgré la disparité des sources ». Elle a le souci de préciser que ses données proviennent de chez les Halh du centre-ouest du pays et de chez les Bouriates en Sibérie. Mais elle constate que « la valeur supérieure reviendra toujours au pôle mâle, quelle que soit la nature du rapport ; [même si] cette polarisation, hautement consciente et affirmée, tolère des compensations » (1979, p.111).

En 2000, nous en avons reçu confirmation avec la rencontre de la gouverneure du village de Dašbalbar, dans la région de Dornod à l'est du pays. Elle explique d'abord que la particularité du village réside dans les quelque 8-9% de la population qui sont Bouriates (mais faisant partie du « peuple mongol »). Elle semble fière de cette particularité, « *les Bouriates ont su bien conserver leurs traditions, différentes des Halhs.* » [Ah oui ? Et quelles sont-elles ? L'interlocutrice a besoin de réfléchir un instant.] « *Chaque famille fait du foin, avec une charrette spéciale. Ils préparent du beurre, du fromage...* » [Et les rapports entre les hommes et les femmes ?] « *C'est une relation d'égalité..., euh, oui, comme chez les Halhs. Mais bien sûr, ils respectent les personnes plus âgées. [...] En tant que gouverneure, je suis moi-même bouriate, je n'ai pas de problème !* » (Saintujaa, 26 avril 1999). Le conseil municipal compte 30 conseillers. Depuis 1996, 18 sont Halhs, 8 sont Bouriates, 3 sont Bargas, 1 est Uzemčïn. Il n'y a que deux femmes, deux Bouriates. Les Bouriates sont ceux qui se distinguent finalement le plus de cet ensemble du « peuple mongol » et il y aurait peut-être plus à y étudier du point de vue du genre qu'il n'y paraît. Une seule femme politique parlementaire a en effet revendiqué une identité

spécifique, c'est Enhtujaa. « *Ah, je suis bouriate. Lorsque j'ai reçu mon nouveau passeport, j'ai tenu à ce que la mention y apparaisse* » (15 juin 1999). Mais ceci nécessiterait une autre recherche.³³

Enfin, notons que les entretiens réalisés l'ont été essentiellement avec des femmes³⁴. Certes, nous aurions dû pouvoir rencontrer autant d'hommes que de femmes. Ce n'est pas le cas et nous avons pleinement conscience qu'ainsi une comparaison optimale de la production discursive des hommes et des femmes ne peut pas être proposée.

A notre décharge, d'une part nous souhaitons rencontrer autant de femmes que possible, ce qui a rendu impossible - matériellement et dans le temps - autant de rencontres avec des hommes. D'autre part, nous avons rencontré, pour les deux tiers, des femmes militantes (dirigeantes, salariées et bénévoles) d'associations. Or, nous l'avons déjà exposé, les hommes n'ont pas constitué autant d'associations que les femmes. Même, ils en ont constitué très peu. Les dirigeantes, par exemple, n'ont pas évoqué de partenariats avec des associations présidées par des hommes ou mixtes, tandis qu'elles ont de nombreux partenaires, essentiellement étrangers. Enfin, travailler avec des femmes, c'est forcément récolter en creux des informations concernant les hommes, comme cela apparaîtra tout au long de la thèse. La production d'une analyse du genre est alors possible, étayée par les observations, qui elles, sont « mixtes ».

Nous avons effectué trois catégories de rencontres. D'abord, des rencontres « officielles », avec des femmes qui nous ont accordé un entretien enregistré lors d'un rendez-vous limité dans le temps.

Ensuite, nous avons pu revoir certaines d'entre elles et ainsi avoir plusieurs entretiens. C'est le cas par exemple avec Zanaa, fondatrice et dirigeante du Comité CEDEF en Mongolie, à qui nous devons un grand nombre d'informations pour cette thèse. Inévitablement, une relation d'amitié professionnelle s'est instaurée et elle nous a alors permis de la suivre dans des réunions, des « séminaires », etc. Elle nous a, pour ainsi dire, ouvert les portes de son réseau, et bien plus largement, du mouvement associatif. Nous n'aurions pas pu faire notre enquête sans son intronisation, même si nous avons compris, trop tard, que ce ne fut pas sans désavantage méthodologique (nous l'analyserons dans le chapitre sur les réseaux sociaux).

³³ Signalons à ce sujet qu'une étude de l'historien Robert Rupen (1956) montre l'influence (et la spécificité) des Bouriates sur l'Etat mongol. Il semble en effet qu'ils aient constitué une forte proportion des intellectuels (et intellectuelles, mais l'historien n'en parle pas) et qu'ils seraient à l'origine de la révolution soviétique. Aujourd'hui, on peut constater qu'ils/elles ont aussi participé à l'impulsion de la Transition démocratique.

³⁴ Nous nous permettons ici une réflexion tout à fait mesquine et non scientifique : nombreuses sont les études anthropologiques effectuées par des hommes qui, même si ce n'est pas objectivé, n'évoluent presque qu'au milieu d'hommes (hormis la présence d'une assistante traductrice et d'éventuelles relations hétérosexuelles). Leurs analyses ne portent que sur les hommes, le masculin étant conçu comme englobant l'ensemble sociétal et donc le féminin. Ceux-ci ne sauraient donc nous reprocher d'avoir fait de même, mais « de l'autre côté », celui des femmes.

Un troisième type de rencontre fut celui des personnes qui nous ont accueillies chez elles, femmes et hommes. Nous y sommes restées pour de courts séjours, allant néanmoins jusqu'à trois semaines, évitant - au mieux de notre intuition - que notre présence devienne pesante, et avons privilégié la technique du « plusieurs fois ». Nous sommes allées trois et quatre fois dans ces familles. Pénétrer le quotidien de cinq familles rurales, trois militantes associatives et deux élus locaux, nous a permis d'observer, pour une part, la « démocratie locale » : l'importance ou pas des réseaux familiaux, des échanges, des discussions informelles, etc. Les femmes et hommes qui ont accepté de nous recevoir l'ont fait avec générosité et ce travail tout entier leur est dédié. Nous analyserons aussi les échecs de contacts. Ils fournissent des éléments de compréhension du fonctionnement des réseaux familiaux, amicaux et politiques.

Il y a même eu certaines rencontres « émotionnelles ». Les femmes ont montré qu'elles étaient touchées qu'on vienne « de si loin pour nous rencontrer ». Nous pouvons ici citer une jeune chercheuse brésilienne en France qui semble avoir vécu ces quelques affects inévitables dans une relation humaine : « [...] en faisant de mes études et du fait d'être loin de chez moi une excuse expliquant que je n'ai pas d'enfant, en tant que femme, je me suis placée sans trop de difficulté du côté de chez elles et une sorte de langage international féminin nous réunissait (Bernard, 1998: 11). Nos communications empiriques, informelles, imprécises s'articulaient autour de cette internationale des femmes qui se plaît à échanger des commentaires à propos de la maison, du corps, des enfants, de la famille, des hommes. A mon tour, je répondais à leurs questions sur ma vie, mes projets, mon mari, ma famille brésilienne. Souvent je leur ai parlé de mes inquiétudes du moment et de mes propres difficultés. J'ai pu ressentir que cela les surprenait d'une façon assez positive » (Ribeiro-Bittencourt F., 2007, p.120). Je tenterai ainsi quelques analyses réflexives sur les rapports qu'elles ont accepté de construire avec moi, jeune étrangère venue d'un pays dominant dans l'espace international, rapports qui éclaireront aussi la compréhension du genre constitutif de la Nation et donc, du pouvoir.

Précisons qu'aucune n'a jamais demandé à ce que l'entretien soit anonyme. Les personnes peuvent toutes être citées, de même que leurs fonctions. A cela, deux exceptions : quelques déclarations compromettantes et de rares entretiens où nous n'avons pas demandé le prénom de la personne... Car c'est bien le prénom qui est utilisé pour dénommer quelqu'un en Mongolie, y compris le Président de la République. Apparaît au besoin, dans les documents écrits par exemple, la majuscule du patronyme.

Enfin, l'ensemble des traductions en français a été effectué par nous. Les deux langues de la recherche ont été l'anglais et le mongol. L'élite mongole a appris le russe. Mais F. Aubin s'est rendu compte en 1993 que « maintenant [...] l'anglais est devenu, partout en Mongolie, l'unique

langue de communication internationale » (1993, p.171). C'est le cas de la plupart des dirigeantes d'association et du plus grand nombre de militantes salariées de la capitale. Elles ont aussi traduit en anglais la majorité des documents de travail, en plus des documents publiés, à des fins de transparence à l'égard de leurs bailleurs presque exclusivement étrangers. De fait, la plupart des termes relatifs à notre recherche sont neutres dans les discours : *politicians, citizens, voters*, etc. Nous avons alors décidé de préciser le plus systématiquement possible le masculin et le féminin, considérant que - excepté pour les règles d'accords grammaticaux n'impliquant pas des personnes - le masculin n'englobe pas le féminin.

On peut percevoir ici un « biais » linguistique que nous avons tenté de réduire à l'aide des nombreux entretiens effectués en mongol (parfois secondée par une interprète, mais pas lors des séjours dans les familles à la campagne). Il est vrai cependant que n'étant pas linguiste, nous ne nous risquons qu'à peu d'analyses linguistiques. D'autant que même pour les spécialistes, la traduction du vocabulaire afférent aux thématiques de la Nation, du peuple et de l'Assemblée semble ardue, comme l'explique Alan Sanders (1992, p.510). Nous proposons toutefois quelques précisions concernant des termes clefs pour nos travaux, autour du politique, de la famille et enfin du genre, ce dernier d'ailleurs utilisé en anglais par les militantes, *жэндэр* - *gender*.

Le mongol aussi a tendance à utiliser le plus souvent des substantifs « neutres ». Comme par exemple le terme « *улс төрч* », « politicien.ne », mais difficile à traduire en français puisque « politicien ne » est plutôt négatif. Nous le traduirons alors par « professionnel de la politique », ou tout simplement « femme ou homme politique ». Nous conserverons « politicien » lorsque le propos sera critique à leur égard, comme en français. Cela dit, il semblerait que cette « neutralité » soit plutôt masculine, puisque dans les discours, les militantes précisent souvent lorsqu'il s'agit de « femmes ». Une étude sur « le genre de la langue mongole » serait ici à effectuer. Pour finir, nous féminiserons le reste des propos quand la traduction l'exige en français.

4- Le plan

Ce travail de thèse se structure en trois parties, chacune composée de trois chapitres.

Avec le suivi des candidates pour ces trois élections, nous avons pu observer ce qui sera l'objet de la première partie de la thèse : la tentative de constitution de capitaux « classiques » en sociologie politique afin d'accéder au pouvoir, c'est-à-dire le capital « parti politique », le capital économique et le capital intellectuel.

Le premier chapitre se concentrera sur ce qui compose une large partie de l'espace politique : les partis politiques et l'espace public, politisé lors des campagnes électorales. On comprendra le rôle des partis politiques dans le soutien ou non de leurs propres candidates. On

comprendra surtout que la violence physique et symbolique de cet espace « viril » anéantit les motivations politiques des quelques femmes qui accèdent au pouvoir et plus encore de celles qui souhaitent y entrer.

Le deuxième chapitre portera sur la libéralisation de l'économie, car « En avril 1997, le Parlement a décidé de supprimer la plupart des taxes d'import et d'export, ce qui procure à la Mongolie l'un des régimes les plus libéraux du monde » (Ginsburg T., 1998, p.66). Nous verrons quel en est l'impact d'une façon générale sur la classe des femmes, mais plus précisément sur leur non accès au pouvoir.

Le troisième chapitre s'intéressera à la « sur-instruction » des femmes mongoles et expliquera pourquoi ce capital intellectuel ne se transforme pas non plus en capital politique.

La deuxième partie présentera « le genre de la culture nomade » et prendra position dans le débat sur l'égalité entre hommes et femmes.

Le quatrième chapitre commencera par faire le point sur la dimension économique du nomadisme et montrera que - comme partout dans le monde - la division sexuée du travail au sein de l'élevage n'est pas égalitaire, avec une surcharge de travail féminin. Nous explorerons l'espace de ce travail des femmes (l'espace domestique) et de fait, leur moindre investissement de l'espace public, c'est-à-dire la vaste steppe et le village, espaces de débats locaux et d'assemblées.

Dans un cinquième chapitre, nous verrons que l'élevage permet de constituer le système d'échanges denses de biens et de services, de dons et de contre-dons, entre ruraux et urbains, nomades et sédentaires, qu'il permet aussi un accès au pouvoir, du moins local. En passant par cette thématique chère à l'anthropologie, nous comprendrons alors en quoi ces échanges sont genrés, que les contre-dons sont différents selon que l'on est un homme ou une femme. Et que ces différences sont, selon nous, un des éléments fondamentaux de l'explication du non accès au pouvoir pour les femmes. En particulier la dimension symbolique de ces échanges, matérialisée par la boisson alcoolisée, la vodka.

Dans un sixième chapitre, nous analyserons l'aspect « patriarcal » de cette société nomade : la famille. Et comme l'a montré Carole Pateman, nous ferons le lien entre cet espace privé-domestique et l'espace politique national, en mettant ici l'accent sur la dimension symbolique du père, dont la figure majeure est bien celle du Père de la Nation. C'est alors un certain capital symbolique exclusivement masculin auquel les femmes candidates en politique n'ont pas droit, puisque femmes.

Ces deux premières parties de la thèse tenteront de fournir à chaque chapitre des éléments de compréhension sur la façon dont fonctionne le genre dans ces différents espaces imbriqués

mais pourtant identifiables. Nous observerons ainsi les possibilités de passage d'un espace à un autre, pour comprendre comment s'effectue l'ascension depuis l'espace privé domestique jusqu'à l'espace politique puis l'espace du pouvoir, selon que l'on est un homme ou une femme.

L'étude du mouvement associatif des femmes sera l'objet de la troisième partie.

Dans le septième chapitre, nous proposerons une typologie en trois catégories des associations, en présentant leurs cadres idéologiques et leurs activités : les associations « citoyennes démocrates », les associations « d'expertes » et les associations de type « traditionaliste ». Nous verrons que leur principale caractéristique est d'avoir immédiatement conçu l'espace public comme un « espace public politique », c'est-à-dire « pas seulement public ». Car pour ces militantes aujourd'hui salariées, il s'agissait d'agir sur « le politique » au sens large du terme : participation citoyenne et construction de la démocratie.

Le huitième chapitre analysera leurs stratégies, faites principalement d'une mise en réseaux : réseau féminin et réseau national. Et par l'analyse de l'argumentaire « spécifiquement féminin » déployé lors des campagnes électorales, nous proposons une explication de leur échec.

Le neuvième chapitre s'achèvera sur la stratégie qu'elles ont déployée avec une grande énergie, celle de leur inscription au sein de l'espace international. Nous étions obligée d'en tenir compte pour comprendre comment les organismes internationaux (leurs seuls bailleurs de fonds) ont fortement réorienté leurs activités, éliminant peu à peu « l'essence » même de leurs motivations initiales. Nous comprendrons surtout le lien entre genre et Nation en Mongolie, et pourquoi cet appui tant recherché à l'international est utilisé par les hommes pour contrer leurs demandes de partage de l'espace du pouvoir, c'est-à-dire, du pouvoir.

Première partie : Les capitaux classiques

S'intéresser au « genre du pouvoir » en Mongolie pourrait générer différentes approches. Nous choisissons de commencer par celle délibérément inscrite dans la contemporanéité du pays : le nouveau système politique et économique.

En s'appuyant sur les outils de la science politique en France, il s'avère pertinent de repérer bien sûr les particularités mongoles, mais aussi les similitudes de dynamiques d'exclusion. Nous découvrirons que cette exclusion se construit en fait au cours de cette première décennie démocratique : le nouvel espace politique « de débat » tant souhaité par les jeunes démocrates écrase les femmes, tout comme en France.

Il faut alors comprendre pourquoi une telle reproduction de ces processus a pu se produire, alors que la Mongolie pouvait laisser penser que les femmes y cumulaient de meilleurs capitaux que les femmes en France. Elles semblaient avoir un véritable rôle au sein du Parti. Les représentations nationales ne se sont pas construites « contre » le travail des femmes. Et celles-ci sont aussi instruites, voire aujourd'hui plus que les hommes. Que s'est-il passé durant cette première décennie ?

CHAPITRE 1 GENRE ET SYSTEME DEMOCRATIQUE

« *Gerelsuren, elle a beaucoup d'expérience et la force de trois hommes réunis* » (*Manager de sa campagne électorale, 2 juillet 2000*).

Introduction

« Dans l'histoire des féminismes [français] les plus âpres batailles ont souvent pris pour cible le politique, domaine réservé aux hommes, réputés seuls compétents s'agissant de la chose publique » (Lagrave R.-M., 2000, p.113). A l'issue d'un panorama des difficultés rencontrées par les femmes en France, l'historienne Michelle Perrot en vient à la conclusion que, « En somme, [...] il existe deux verrous principaux à l'entrée des femmes en politique : les partis et le foyer » (Le Bras-Chopard A. et Mossuz-Lavau J., 1997, p.36). En Mongolie, la démocratie vient d'être instaurée, portée par un espoir d'avenir exprimé par l'ensemble des témoignages. Les partis politiques sont « neufs ». Nous pensions – naïvement - que peut-être, les Mongols feraient « mieux » que l'Europe.

Nous avons donc commencé par étudier les dynamiques des partis politiques, empruntant à la science politique.

Dans un premier temps, nous « apprendrons » comment se sont déroulées les deux années de Transition, car la grande majorité des femmes militantes politiques et associatives que nous avons rencontrées furent des démocrates « de la première heure ». Elles étaient avec ceux qui ont « impulsé » la Transition, formant un groupe initiateur de jeunes intellectuels. Des femmes de toutes les catégories sociales ont ensuite constitué, autant que des hommes, d'une part la foule manifestant devant le Palais gouvernemental et en parallèle, les premiers partis politiques démocrates, d'abord dans la clandestinité, puis dans leur institutionnalisation. Les femmes sont donc plus que simplement « présentes », elles sont actrices à part entière, comme les hommes, dans ce processus de politisation de l'espace public qui échappe au contrôle du Parti.

Elles disparaîtront pourtant lors des premières élections démocratiques, n'entrant pas à égalité au sein de l'espace politique représentatif. C'est en allant voir ce qui a pu se passer dans d'autres pays que nous essaierons de comprendre pourquoi.

Mais elles n'ont pas disparu de l'espace public, ni même de l'espace politique, puisque nous les avons rencontrées en 1999-2000 au moment de la préparation puis du déroulement de la campagne électorale parlementaire du printemps 2000.

Ce fut une période d'agitation généralisée, pendant laquelle les partis politiques s'ouvrent au « public », à de nouveaux militants (et donc de fait aux militantes), peut-être même à de nouveaux candidats (et donc candidates) et surtout à de nouveaux électeurs et électrices. Cet espace politique d'habitude plutôt protégé, se publicise. Pour nous, c'est donc une période d'un grand intérêt car s'y sont révélées les stratégies des différents acteurs et actrices politiques. Ceux et celles qui souhaitent accéder à l'espace du pouvoir se trouvent à la fois aux prises avec leur parti de rattachement et, dans le même temps, face à un « public » de citoyens et citoyennes qu'il faut conquérir. Ce fut un temps - officiellement de 60 jours - où tous ceux et celles qui souhaitaient entrer au sein de l'espace politique ont tenté leur chance (pourvu qu'ils/elles aient 25 ans – Art.2 Alinéa 2 de la loi électorale). Ils/elles ont testé leurs réseaux, car un e candidat e doit collecter un minimum de 801 voix de soutien pour pouvoir se présenter (Art. 2, Alinéa 3). Ils/elles doivent enfin d'être investi e s par les partis politiques. Nous présentons dans un deuxième temps de ce chapitre les femmes qui ont réussi ce tour de force et qui ont constitué le petit groupe de celles qui furent élues en 1996. Mais nous verrons ensuite que les partis politiques soutiennent et surtout, ne soutiennent pas les candidates de ces nouvelles élections de 2000. Car, nous le découvrirons, comme en France, ils constituent bien un « tremplin » obligatoire pour les candidat e s mais aussi un filtre efficace de sélection, au détriment des femmes.

Les campagnes électorales sont aussi le moment de la politisation de l'espace public au sens le plus large : la rue (par les affiches, les rassemblements, les concerts), les médias (la presse écrite, la radio et pour la capitale la télévision). L'ambiance y a été globalement joyeuse et sérieuse à la fois. Mais elle a été ponctuée d'évènements divers qui ont instauré, dès le départ, une impression de désorganisation. Durant la première semaine du mois d'avril, la presse note que les élections, qui étaient prévues pour le 25 juin 2000 et qui doivent être annoncées par le gouvernement 75 jours à l'avance, ne l'ont toujours pas été. Elles seront donc forcément au moins reculées jusqu'au 2 juillet 2000 (*Mongol Messenger*, 5 avril 2000). Tout le monde en parle, sans que les raisons gouvernementales du recul de cette date soient expliquées...

Ce qui est perçu comme une désorganisation généralisée va se poursuivre pendant la campagne, avec la difficulté pour les partis politiques de maintenir leurs candidat e s, dont l'enregistrement doit légalement se clôturer 45 jours avant le jour des élections (Art. 26), c'est-à-dire le 27 avril. La campagne nominative a pu commencer le 20 mars (pour ceux et celles qui

étaient sûrs de leur candidature) mais doit s'arrêter le 25 juin 2000, minuit. Or, le Comité gouvernemental des élections découvre que tous ne s'ont pas pu rassembler les 801 signatures de soutien. La presse annonce alors de nombreux changements : désistements, remplacements, déplacements d'une circonscription à l'autre, etc. Face à ces difficultés, le gouvernement permet aux partis politiques de changer les noms des candidats jusqu'au 13 juin (*UB Post*, 27 avril 2000).

En fait, va peu à peu se révéler une concurrence acerbe entre candidats (et candidates), qui n'hésiteront pas à activer des processus qualifiés de violents : attaques verbales et même physiques. Ceci aura lieu non seulement entre partis concurrentiels, mais aussi – et c'est ce qui va le plus déstabiliser les femmes – au sein du même parti : coups bas, révélations/accusations de corruption, etc. C'est cet ensemble d'activités au sein du nouvel espace public que nous analyserons dans le chapitre et nous comprendrons que s'il est constitutif de la démocratie, il n'en est pas moins genré. Les femmes y sont les grandes perdantes des joutes publiques et les analyses effectuées par les politistes en France sont tout aussi explicatives aussi pour la Mongolie.

A- De 1990 à 1992 : genre et transition démocratique

a) Création d'un espace public-politique (politisé) démocratique

« Le premier mouvement d'opposition s'est appelé 'Union des Démocrates'. Nous souhaitions d'abord un système socialiste véritable. Puis en dix jours, le mouvement de masse s'est déclenché. J'y ai participé. Et notre objectif était en fait de changer la société entière, tout le système. Nous ne voulions pas seulement des réformes, de nouvelles décorations. Nous voulions tout changer » (Narangerel, 29 juillet 1999). Ce « nous » est en fait composé d'un petit groupe d'étudiants mongols, filles comme garçons, partis étudier dans les capitales soviétiques européennes. Ils et elles se connaissaient déjà pour avoir fait leurs premières années d'études à Oulan-Bator et leur séjour à l'étranger a favorisé la pérennité d'un réseau en « cliques » (Degenne A. et Forsé M., 1994), puis la formation d'une jeune élite intellectuelle. *« Vous savez, la plupart d'entre nous a étudié en Pologne, en Russie, en Europe de l'Est. J'ai étudié la pédagogie et le russe à Moscou, j'y ai obtenu une thèse de doctorat. Jusqu'en 1989, [...] et c'est là-bas que nous avons eu accès à toutes ces informations. [...] J'ai connu la vie "underground", les livres, les tracts politiques, les vidéos... Et quand je suis revenue, j'étais évidemment dans le groupe démocratique ! »* (Narangerel, 29 juillet 1999) sera députée de 1996 à 2000.

La revendication démocratique n'a donc pas été un mouvement spontané issu de l'ensemble de la population, mais a été apprise et transmise au pays par une jeune élite formée à l'étranger. Nous comprenons ici que si la Mongolie était inconnue de l'Europe, ce n'était pourtant

pas un pays fermé sur lui-même. Il était ouvert sur le continent soviétique, comme l'ensemble des pays ayant adopté ce régime. Amarsanaa, aujourd'hui salariée d'une association de défense des droits humains, a fait ses études en Ukraine. « *La génération des 30-40 ans a étudié en Russie et y a appris deux langues. [...] C'était une sorte d'ouverture, même incomplète. J'avais des amis pakistanais, sri lankais, sud-américains. Ils avaient différentes opinions et nous en discussions. Par exemple, pendant les années 1970, la Russie envahissait l'Afghanistan et il y avait beaucoup d'opposition à la propagande officielle. Les étudiants polonais étaient très critiques. Ces mêmes étudiants mongols sont ceux que l'on trouve aujourd'hui au gouvernement, ils étaient préparés au changement démocratique* » (10 juin 1999). Žamaa, cadre fonctionnaire pour l'ONU, se pense « *différente [...] car mon père a été diplomate mais aussi ministre durant une vingtaine d'année. Je faisais partie de l'élite, j'étais exposée au reste du monde.* » Elle a pourtant effectué un parcours similaire, « *J'ai donc effectué mes études à Moscou, mes amis étaient dissidents* » (23 mai 2000). Enhtujaa surtout, députée, « *J'ai étudié durant les années 1970. C'était une période extraordinaire. J'ai quitté ma famille jeune, pour aller étudier l'économie en Allemagne de l'Est. Je crois bien que ma conscience politique s'est éveillée là-bas. Ma personnalité a été influencée par les mouvements "underground" de cette période. Je crois que le mouvement étudiant des années 1960, nous l'avons expérimenté dans les années 1970* » (15 juin 1999). Ce qui peut surprendre dans ces entretiens, c'est que les femmes mongoles ne restent pas cantonnées à l'espace national et n'hésitent pas à voyager. Le système soviétique formait une élite, mixte.

On peut encore citer Burmaa, la fondatrice de l'association le Mouvement des Femmes pour le Progrès Social, ingénieure en électronique qui a effectué ses études en Bulgarie, de 1975 à 1982 (15 avril 2000), ou encore G. Ojuunceceg, qui a fait ses études en Pologne à la fin des années 1980 et a obtenu une licence en économie et en anglais des affaires (18 juin 2000). Le responsable de la communication et des relations internationales du Parti des Verts explique que les trois femmes présentes au bureau avaient toutes effectué leurs études supérieures en Allemagne de l'Est... Ou encore Čimeg, femme politique elle aussi : « *J'ai effectué des études de politologie à Moscou, j'y ai obtenu un magistère en 1979. Et on sentait déjà une volonté de changement, parmi mes camarades de promotion... On y faisait ce qu'on appelait des "études communistes", mais quand je suis rentrée en Mongolie, j'ai été au cœur de la transition...* » (15 avril 2000).

Elles et leurs camarades sont jeunes au moment de leur mobilisation, entre 25 et 40 ans. Et il semble bien que toutes ces femmes rencontrées se soient engagées sans ambition de carrière. « *Les gens me demandent souvent comment je suis devenue femme politique [ulc törč, le č indiquant un « état », comme celui d'alcoolique, ou un état professionnel, comme celui de médecin], si je l'avais prévu, ou si dans mon enfance j'avais ce rêve de faire de la politique. Et la réponse est toujours la même : non. Je n'avais*

jamais pensé qu'un jour, je serais une femme politique. Je n'avais jamais prévu de faire de la politique : [...] nous sommes les enfants du Vent du Changement. Lorsque les changements ont commencé en Europe de l'Est, de nombreuses personnes qui étaient à l'étranger pour leurs études attendaient en fait patiemment que ces mêmes changements se fassent en Mongolie. Quand nous avons commencé nos activités politiques, je pense que c'étaient ces conditions favorables à l'extérieur de la Mongolie qui nous ont poussés dans la rue, à organiser ces manifestations, dans ce grand mouvement public. Nous sommes alors soudainement devenus des acteurs [et actrices] politiques sans même y avoir pensé, sans nous en rendre compte ! C'était dans l'esprit du temps [...]. Nous pensions à ce moment là : "mais si nous ne faisons rien, qui va le faire ?" Nous devons assumer, nous devons agir» (Enhtujaa, 15 juin 1999).

Ce groupe n'envisageait pas « la politique » comme un métier, une carrière, un moyen de gagner sa vie. Ils et elles étaient motivés par la seule volonté de changement idéologique, de réalisation concrète pour le pays. Et c'est avec cette perspective, au départ, qu'ils et elles vont devenir les futurs élus démocrates. Les sept députées démocrates élues en 1996 faisaient partie de ces premiers militants des années 1989-1991, comme Enhtujaa, « connue pour n'avoir jamais souhaité faire de la politique »³⁵. Ce sont eux et elles qui ont dessiné le premier paysage démocratique, un premier espace public-politique : l'organisation de réunions publiques (d'abord au sein des universités, puis dans les médias, puis dans la rue), l'organisation des premiers partis politiques d'opposition, le choix des thématiques de débats en leur sein, etc. Les femmes ont participé à cet ensemble d'actions militantes, où les intérêts personnels n'avaient pas d'importance, où l'action politique est conçue comme « une action pour la nation ».

Il n'y a donc pas eu un dirigeant charismatique, mais un groupe. Un nom émergera pourtant dans le discours national, celui de Zorig. Il avait étudié les « sciences communistes » à Moscou, de 1980 à 1985, puis soutenu une thèse de doctorat sur le thème « Améliorer le système politique mongol en ces temps de modernité ». Rentré en Mongolie, il est – en 1999- considéré comme le fondateur de l'Union démocratique.

Beaucoup de démocrates rencontrés disent l'avoir connu, comme une référence incontournable de la construction du « bon démocrate ». G. Ojuungerel (Parti Républicain) raconte avoir rencontré Zorig à l'université de Moscou en 1990. Il était déjà l'ami du compagnon de chambre de son frère, un actuel membre du Parti Révolutionnaire et député. Ils formaient en fait une bande avec Enhtövšin et Žargalsaihan, futur chef du Parti Républicain, entre autres. « *Nous avons tous le même âge !* » Elle était jeune membre du PPRM dès 1983, « *car j'étais bonne élève. Mais en 1990 [de retour en Mongolie], on m'a demandé de trahir Zorig, j'ai refusé, j'ai rendu ma carte* » (13

³⁵ Article faisant le portrait des 8 femmes députées, photocopie conservée par LEOC, mais sans date précise, ni auteur ; collecté en 1999, Oulan-Bator.

mai 2000). Erdentuul fait partie d'un premier cercle amical très proche de Zorig, de nombreuses photos collées aux murs de son bureau en attestent. Economiste et conseillère gouvernementale au moment de notre rencontre en 1999, elle a obtenu, à Moscou, une licence en sciences sociales en 1990. « *C'est pendant mes trois années d'études à Moscou, dès 1988, que j'ai appris la démocratie. Il y avait aussi avec nous Zorig, qui y faisait ses études. Personne n'est venu me chercher, j'y ai participé de moi-même, ça m'intéressait ! Nous avons fondé une association (à l'époque encore sans statut civil), c'était un Centre de Recherches Stratégiques et j'y ai travaillé trois années, jusqu'en 1994, années pendant lesquelles j'ai en fait effectué des études de sociologie. Zorig était un ami de ma sœur, qui, dans le cadre de ses études d'économie – elle ne fait pas de politique –, l'avait eu comme professeur...* » (27 juillet 1999). De nombreux militants et militantes, dans la capitale comme en province, ont pu le croiser puis le suivre au sein du mouvement politique démocrate. Ils et elles semblent tous l'avoir connu et font référence à lui comme l'un des piliers de leur engagement démocrate. Nous verrons comment sa personnalité a servi de substrat cristallisant une image de « père de la démocratie », effaçant derrière lui l'ensemble de cette élite démocrate et masculinisant l'effigie de la démocratie.

Le mouvement démocratique s'est ensuite construit à travers l'enseignement. Il semble à Saaral, militante provinciale, que le processus s'est véritablement mis en marche à la toute fin des années 1980, au sein des universités (Saaral, 12 février 1999). Car si la jeunesse de la capitale a pu aller effectuer ses études supérieures à l'étranger, la jeunesse des campagnes fréquentait majoritairement les sections universitaires dans la capitale, lieu privilégié des premières prises de paroles semi-publiques, de « réunions secrètes », des grand·e·s diplômé·e·s de l'étranger. Titulaires de bourses, ils/elles se doivent d'enseigner en échange, sont nommé·e·s professeur·e·s et exercent ainsi une grande influence sur les étudiants, comme Zorig, professeur de mathématiques. Ils vont aussi former les étudiant·e·s des petites villes, qui deviendront, pour les jeunes femmes, militantes démocrates et/ou membres d'associations de femmes. Osoržamaa, adhérente de LEOC à Dornogov, est née à Cuhbaatar. Elle a commencé ses études supérieures à l'école de météorologie de Darhan (nord du pays), puis a continué à Oulan-Bator, de 1984 à 1989, années pendant lesquelles elle a rencontré Zorig. « *Il me faisait l'effet de quelqu'un d'admirable, un peu comme Lénine. J'étais très attentive à ses cours, à ses discours* » (14 février 1999). En étudiant dans la capitale, les jeunes femmes et hommes ont donc pu y « *apprécier l'air de la démocratie* », comme cette femme de Dornod, à Gourvanzaral *Sum*, étudiante de 1992 à 1994 (Ceren Sumjaa, 22 avril 1999).

Mais Zorig, qui semble le seul à rester dans les mémoires, n'était pourtant pas le seul enseignant à ouvrir le propos de son cours à d'autres thématiques que sa stricte discipline. Narangerel était enseignante à l'école des instituteurs·trices. Elle n'est pas restée silencieuse et a

« *appris la démocratie à plusieurs promotions de futurs enseignants !* » dit-elle en riant (29 juillet 1999). Zanaa, devenue l'une des figures majeures du mouvement associatif des femmes, raconte plus en détails. Après des études à Moscou, « *J'étais professeure de langue et de littérature russe entre 1972 et 1990 [...] ici, à Oulan-Bator. J'ai arrêté de travailler tout de suite, parce qu'en fait, je participais à une grève de la faim contre la politique du Parti Révolutionnaire. C'est à la suite de ça que j'ai été licenciée. Et aussi parce qu'avant la grève de la faim, j'avais organisé des réunions de l'Union démocratique dans les salles de classes, sans permission. Le directeur de l'Institut des Langues Etrangères m'a convoquée, ils étaient plusieurs, ils m'ont demandé : "pourquoi j'avais fait ça ?", j'ai répondu : "la salle était vide, je l'ai utilisée !"* » Elle rit. Mais « ils » lui ont retiré son poste. « *C'est d'ailleurs après mon renvoi que je me suis entièrement consacrée à la politique : j'avais du temps libre !* » Elle rit encore (28 juillet 1999).

A l'instar de l'ensemble des pays soviétiques, le gouvernement centralisé a parfaitement développé et utilisé les médias, journaux et radio dans les campagnes et dans une moindre mesure, la télévision (que l'on pouvait regarder dans les chefs lieux de région par exemple). Ces mêmes médias, pourtant gouvernementaux, furent aussi utilisés par les jeunes démocrates. Les gens des campagnes ont pu alors en prendre connaissance. La gouverneure de Dašbalbar *Sum* dans la région de Dornod est revenue d'Oulan-Bator en 1988 et dit avoir été mise au courant des événements démocratiques par la radio et la télévision (Saintujaa, 26 avril 1999). Ou encore Saaral, en poste à Sainšand, qui continuait de se tenir informée par la radio. « *Je sentais qu'il y avait du changement et qu'il fallait que j'agisse* » (12 février 1999).

Et c'est donc grâce à ces médias que la population fut informée et immédiatement mobilisée. « [...] *Si vous évoquez plutôt la question des libertés civiles, en tant que concept et en tant que pratique sociale, alors ça s'est plutôt produit en 1989-1990, avec la jeunesse [estudiantine³⁶], puis avec toute la population, mais pas avant* » (Zamaa, 23 mai 2000). La naissance d'un mouvement politique d'opposition est donc ici notée historiquement en 1989, avec un mouvement de masse. Une grève générale les 7, 8 et 9 mars 1990 est suivie de la démission d'un certain nombre d'hommes politiques et implique une refonte partielle de l'appareil politique.

« *A la fin des années 1980, il y avait comme une "intranquillité" dans les esprits des jeunes générations. Partout dans les familles, entre amis, même entre collègues, il y avait des débats plus ou moins francs. Et même avec les générations plus âgées. Je pense que quand la Perestroïka a commencé, en 1984, elle a eu une grande résonance en Mongolie. Tous ceux qui se sentaient engagés se sont procuré des journaux clandestins et même des publications russes interdites, ils échangeaient ces lectures, en cachette. [...] Tout bouillonnait dans la société : les pensées, les idées... préparant 1990, quand tout d'un coup une foule de jeunes s'est retrouvée dans la rue* »

³⁶ Et comme le taux de scolarisation supérieure est très élevé –entre 65 et 80% selon les sources-, on peut ici considérer qu'une large part de la jeunesse nationale est concernée.

(Enhtujaa, 15 juin 1999). « *Il n'y avait pas de mouvement démocratique de fond, mais dès que nous avons commencé, le soulèvement a été rapide, étonnant tout le monde, spontané. Ce qui signifie que les gens attendaient ça, ils l'attendaient peut-être depuis longtemps sans le savoir...* » (Erdenbileg, 2 juin 2000).

Cette précision « *dans les familles* » indique que les familles mongoles débattent de politique. On peut donc supposer qu'étant présentes, les femmes prenaient une part active aux discussions, ce que nous avons constaté lors de nos observations ethnographiques. « *Le soutien de la population, y compris rurale, est arrivé immédiatement. Parce que ça correspondait à leurs attentes ! Les gens étaient prêts à recevoir tous ces changements. Si vous regardez les images documentaires, on voit cette place Sübbaatar (place centrale d'Oulan-Bator), noire de monde. C'était au mois de janvier 1990, il faisait -25°, les gens restaient là et demandaient le changement* » (Narangerel, 29 juillet 1999). Et les gens de la campagne ? « *Vous savez, nous avons organisé notre premier congrès en 1990 et de nombreuses personnes sont venues de la campagne. Je me souviens de cette vieille femme, elle devait avoir 70 ans. Et elle a pris la parole ! C'était une femme ordinaire, avec tous ses paniers de courses. Et je me souviens aussi d'hommes éleveurs, qui nous donnaient des moutons pour nous nourrir, en signe de soutien !* » Dulamsuren, conseillère municipale démocrate de Holonbuir Sum (région de Dornod) se souvient de réunions professionnelles pendant lesquelles les gens commençaient à parler de la transition. Elle était « *éleveur-comptable* » au sein du *negdel* (collectif d'élevage), « *et c'est grâce à mon statut professionnel que j'ai eu accès aux informations* » (24 avril 1999). Žamaa se souvient aussi : « *Toute la population était engagée, participait, les hommes, les femmes, les personnes âgées, tout le monde. C'est pour cette raison que le gouvernement a décidé de ne pas provoquer de crise violente, comme à Tian An Men. La population entière souhaitait du changement. Ils ne savaient pas exactement ce qu'ils voulaient, mais ils voulaient du changement* » (23 mai 2000). Ce mouvement démocratique était donc mixte. « *L'hiver 1990, il y avait une seule femme qui faisait la grève de la faim. Mais beaucoup travaillaient autour, dans notre organisation. Comme moi !* » (Zanaa, 28 juillet 1999). « *Les femmes ont autant participé à la Révolution que les hommes. Dans les années 1980, il y avait un grand nombre de femmes fortes* » (Osoržamaa, 14 février 1999).

L'aspect le plus attendu puis repris sans négociation par la nouvelle Constitution adoptée en 1992 sera contenu dans son chapitre 2, « *Droits humains et libertés* ». L'alinéa 10 de l'article 14 déclare le droit à la liberté d'association en un parti politique, ainsi que celui d'y adhérer. L'alinéa 16 garantit la liberté de pensée, d'opinion et d'expression, la liberté de la presse et de réunion. L'article 18 énonce celle de déplacement à l'intérieur du pays, mais aussi de voyager et de résider à l'étranger. Narangerel le met en avant. « *Le point positif principal en Mongolie est le fait que je peux parler avec vous, maintenant. La liberté, vous voyez, la liberté. La chose essentielle aujourd'hui, c'est que les Mongols jouissent de la liberté. Nous avons bien sûr de nombreuses difficultés durant cette transition économique et*

politique. Mais à quoi pouvons-nous nous attendre après 300 ans de non-indépendance et 70 années de communisme ? Vous pouvez le voir, avec la jeunesse dans les rues, dans les bars, les discothèques. Ce sont des personnes complètement différentes. Et même moi, je suis totalement différente d'il y a 10 ou 15 ans. Ou même encore les personnes plus âgées, de la génération de mes parents, ils ont changé. Et ce changement prouve le progrès » (29 juillet 1999). « *La population du pays est jeune, ils ont poussé fortement vers cette liberté. [...] Je dirai que la valeur la plus importante défendue lors de la transition fut celle de liberté de choix, c'était très important. Je pense aux intellectuels, qui avaient un tel niveau d'éducation, qui connaissaient tant de choses et qui ne pouvaient pas s'exprimer librement, dire ce qu'ils pensaient, faire les choix auxquels ils aspiraient. Je pense que ce sont des conditions assez horribles. La période communiste était plutôt calme, il n'y avait pas de chômage, tout était fourni par l'Etat. Si vous demandez aux gens s'ils seraient d'accord pour retourner en arrière, je suis persuadée que peu d'entre eux diraient "oui". Nous traversons une période de défis, mais je sens que les gens se sentent quand même mieux qu'auparavant »* (Enhtujaa, 15 juin 1999).

Dulamsuren témoigne de cette même attente dans les campagnes. « *J'ai adhéré à la Coalition démocratique en 1993, vers 42 ans. Je n'avais jamais adhéré au parti communiste car j'ai toujours souffert du manque de liberté, dès le moment de ma sortie de l'université, en 1970. Dans les réunions, les gens n'avaient pas la liberté de parole, ou encore dans les démarches, la bureaucratie était lourde. J'ai été très contente de la transition, vraiment, oui, de la liberté »* (24 avril 1999).

Enfin, on rencontre ce même enthousiasme chez les membres du PPRM. « *Depuis 1990, nous sommes entrés dans une ère de liberté, liberté de presse, liberté du marché, liberté politique. Tout le monde apprend petit à petit que sans travail, il n'y a plus de réussite, plus de bien-être social. C'est véritablement un grand pas pour le développement »* (Erdenbat, 12 avril 1999). La maire du village Erdene (Dornogov), pourtant proche du PPRM, va aussi dans ce sens : « *Les éleveurs ne travaillaient pas pour leur propre bétail. S'ils s'en occupaient mal, ils étaient punis. Et dès qu'il y avait un manque, on se tournait vers le Parti, "Donnez-nous ceci, donnez-nous cela", pour de la nourriture, des vêtements, pour tout. Les gens étaient toujours en situation de demande. Et je pense que le fait que nous soyons autonomes maintenant, c'est bien »* (Baatar, 12 février 1999). Particulièrement pour les femmes, les militantes d'aujourd'hui font aussi référence à cette liberté, comme Ojuunceceg, directrice du CIRF : « *Durant le soviétisme, il régnait une égalité superficielle, on s'attachait plus à la notion de quantité qu'à celle de qualité. Il y avait 24% des femmes au Ib Hural, issues des trois classes sociales mongoles : l'intelligentsia, la classe ouvrière et les éleveurs. Il s'agissait d'une égalité formelle... Le modèle pour les femmes durant le soviétisme, c'était trois choses : travailler dur, être une bonne épouse et mère, être une bonne "citoyenne communiste". Mais il faut savoir qu'il y avait une pression sociale terrible, étouffante... Avec la transition, nous nous sommes libérées de cette pression... »* (11 janvier 1999).

Cet espace public était auparavant contrôlé par le Parti, qui – bien qu'étant reconnu pour avoir été plutôt modéré- tente encore d'enrayer la montée du mouvement démocratique, par la

menace et la peur. La première mesure de rétorsion fut la mise au ban des fonctionnaires connus pour être engagés, comme Zanaa. Les personnes rencontrées racontent différentes anecdotes : « *Nous avons vécu une période difficile au début des années 1990, on se sentait en situation d'insécurité, mon mari a commencé par perdre son emploi, puis ce fut moi, à cause de notre engagement politique. Ma famille a donc été frappée de plein fouet* » (Enhtujaa, 15 juin 1999). « *Beaucoup de personnes, même si elles partageaient les idées de démocratie, n'ont pas osé s'investir. Ils avaient un peu peur pour leur emploi* » (Zanaa, 28 juillet 1999).

Soulignons néanmoins l'absence d'intervention sanglante de la part du pouvoir. De nombreux acteurs et actrices politiques relatent l'impact qu'avait eu pour les Mongoliens, en 1989, le massacre des étudiants démocrates de la Place Tian An Men en Chine voisine. Le Politburo aurait refusé une telle intervention et voté, à l'unanimité, l'entrée dans le processus démocratique en avril 1990 (Fondation Zorig, 2001). Mais cette pression pourrait apparaître comme un facteur majeur de moindre participation des femmes au mouvement, puis à leur effacement. Saaral se souvient : « *Les femmes n'étaient pas actives. Les femmes avaient peut-être peur de participer parce que c'était difficile. C'était dangereux, il arrivait que des personnes passent 3 jours en prison et on pouvait aussi licencier des gens dès que l'opposition au Parti était déclarée.* » Elle a par exemple été convoquée par ses supérieurs, ils lui ont demandé d'arrêter ses activités. Mais elle a tenu tête. Elle en avait la possibilité car elle savait qu'ils avaient besoin d'elle et de sa spécialité (météorologue) et qu'ils ne pouvaient pas la licencier. Ce climat de crainte physique a perduré. « *Je vais raconter quelque chose : la ville de Sainšand était une ville où l'armée russe avait une base importante [proche de la frontière chinoise, sur l'unique ligne ferroviaire du pays ralliant Moscou à Pékin, passant par la capitale]. Plus tard, en 1993, les Russes ont dû quitter le pays. Mais l'opposition démocratique a lancé l'idée qu'avant de partir, l'armée nettoie le territoire, "laisse la terre comme ils l'avaient trouvée". Les Russes n'ont pas voulu le faire. Les Mongols démocrates de la région ont alors décidé de se poster sur les rails afin d'empêcher le train de passer en direction de la Russie. L'armée russe a alors informé le ministère de la Défense mongol, gouvernement à majorité communiste. Le président de son parti démocrate, un certain Gambat, a organisé une réunion tri-partite : l'armée russe, le ministre mongol et les représentants démocrates locaux.* » Elle était jeune, « *je n'avais peur de rien, je ne pourrais pas l'expliquer, mais je n'avais pas peur* ». Avec le recul, elle réalise que c'était effectivement dangereux. Le président de la réunion lui a demandé de jouer le rôle de secrétaire, noter les propos échangés durant la réunion. « *C'était dangereux, Gambat m'avait prévenue qu'ils risquaient de se faire arrêter, mais que moi, en tant que seule femme présente, je serais peut-être épargnée.* » L'armée mongole est arrivée, ils ont d'abord pensé que c'était pour les protéger. Puis ils ont compris que c'était pour dégager le passage du train. La locomotive est repartie, ils ont été obligés de quitter les rails. C'était en 1993 et elle répète, révoltée, « *c'était le gouvernement communiste qui nous avait envoyé l'armée !* » (12 février 1999).

Ce nouvel espace public-politique s'est ainsi constitué par trois modes de « propagation » : une influence forte d'une élite intellectuelle relayée par des médias nationaux, des discussions au sein des espaces professionnels, puis familiaux, par le biais des réseaux sociaux. Il a immédiatement été caractérisé par deux composantes fortes et pourtant contradictoires, d'autant plus pour la classe des femmes : d'une part la liberté, mais d'autre part, la peur, créée par la violence. C'est dans cette ambiance que se sont construits les premiers partis politiques d'opposition, au sein desquels, les femmes étaient aussi présentes.

b) Les premiers partis démocratiques

Les premiers partis politiques d'opposition se sont constitués dans la capitale, montrant une continuité avec la centralisation efficace de l'ensemble de la vie politique du pays mise en place par le soviétisme. En décembre 1989, Zorig rassemble autour de lui une Union Démocratique, puis lui succède la création du Parti Social-Démocrate (PSD) avec un congrès inaugural en mars 1990. Burmaa en serait l'une des fondatrices, mais déclare aussi qu'elle aurait été seule femme au milieu d'une cinquantaine d'hommes (15 avril 2000). Cette première création est suivie par celle du Parti Démocrate Mongol en avril 1990 (MoAN, qui disparaîtra absorbé dans une Coalition, renaîtra en 2000). Le Parti de Progrès National se crée aussi en mai 1990, le plus remarquable peut-être en ce qu'il est un petit groupe de dissidents du PPRM. Ces trois formations s'associeront en une première Coalition des forces démocratiques pour les premières élections de 1992. Notons aussi la création d'un Parti mongol des Verts, en mai 1990, qui persistera sans pour autant devenir une force politique importante.

Pour les élections, ils présentent des candidats. Erdentuul se souvient : « *En 1991, Zorig, moi, Erdenbileg, Naimadar, Tujaa, nous avons fondé le Parti Républicain. Avec cinq personnes ! [elle rit] Au bout de six mois, nous nous sommes unis au Parti des Travailleurs, dans un "Parti Démocratique Unifié". Mais nous n'avons pas été élus en 1992... !* » (27 juillet 1999). La diversité de groupuscules cités montre une fois encore qu'il ne se dégageait pas un seul et unique leader. Les acteurs et actrices de cet espace politique en construction étaient à la fois nombreux, dans le sens de l'absence d'un leader reconnaissable et en même temps peu nombreux, dans le sens d'une élite intellectuelle et politique réduite pour une population si restreinte. Ce que nous remarquons, c'est que tous s'approprient une part de cette « fondation » de la démocratie. Et les femmes ne sont pas en reste, allant même jusqu'à se disputer la « fondation » de telle ou telle organisation. « *Et j'étais l'une des premiers membres du Parti Social-Démocrate. J'en suis très fière, je suis l'une des fondatrices de ce parti, j'en ai*

été la secrétaire » (Narangerel, 29 juillet 1999). Ou encore : « *Les premiers partis démocratiques étaient des formations très démocratiques dans leur fonctionnement. Il y avait beaucoup de femmes et j'ai été une des premières à faire partie des élus à la direction. Et le fait que je sois une femme n'avait pas posé de problème. Et je n'étais pas la seule. Même si les partis démocrates ont une histoire récente et une institutionnalisation fragile, ils avaient déjà une tradition de participation des femmes à leur direction et ce, depuis le tout début* » (Enhtujaa, 15 juin 1999).

Zanaa n'est pas connue pour avoir été une femme politique active dans les partis. Elle est présidente d'une association et refuse d'ailleurs de se présenter aux élections de 2000, alors qu'on vient la chercher. Elle revendique cependant sa participation à la démocratisation : « *j'étais à la tête du conseil municipal du premier parti démocratique. En fait, je peux même dire que j'ai été la première à être à la tête du premier parti démocratique ! Je faisais partie des fondateurs, j'étais une des premières parmi les premiers... Nous étions deux femmes: Bajarmaa et moi. Elle est aujourd'hui [en 1999] Première secrétaire du Parti National-Démocrate. Elle s'était aussi présentée aux élections de 1996. Mes vêtements sentaient la cigarette, car tous ces hommes fumaient, principalement autour de Zorig. Mais il y avait aussi des femmes!* » (28 juillet 1999).

Les femmes sont donc présentes, mais déjà en recul. Tungalag s'appuie sur des documents d'archives de son parti, le PSD. « *le Mouvement s'est créé en 1990, en même temps que le parti lui-même. Il y avait 853 personnes lors de la création du parti, la loi en exige 800. Et seulement 23 femmes dont Narangerel, Ayouch, Bourma, Tuul...* » (6 avril 2000).

Les jeunes démocrates ont ensuite organisé des meetings dans les campagnes. Les différents témoignages semblent montrer que ce qui a d'abord influencé la création de telle ou telle branche, ce fut avant tout les rencontres avec ces jeunes dirigeants, les premiers damant le pion aux suivants, sur une structuration sociale déjà évoquée, celle des réseaux sociaux : le développement des partis démocratiques s'appuie sur un maillage territorial d'interconnaissances plus que sur une adhésion idéologique. Comme dans la région de Dornogov, « *Un professeur de physique est venu à Sainšand, ils se sont mis à discuter de politique et il m'a conseillé de soutenir, parmi la multitude de petits partis politiques naissants, le Parti Social-Démocrate. Puis la première réunion démocrate officielle organisée ici l'a été par Elbegdorž, qui est devenu par la suite Premier ministre. Il y avait alors 13 personnes réunies, nous étions trois femmes* » (Saaral, 12 février 1999).

On comprend aussi cette influence de la capitale en rencontrant des militantes locales qui n'ont jamais quitté (sauf pour des séjours de courte durée) leur région, comme Ceren Sumjaa, conseillère municipale du PND à Gurvanzaral Sum, dans la région de Dornogov. « *J'ai adhéré à mon parti en 1993, ici, dans mon village !* » (22 avril 1999). L'exemple le plus frappant est celui de la région de Dornod, région d'origine de Zorig. La gouverneure de Dašbalbar Sum a entendu parler précisément du parti en 1990, alors qu'elle avait 24 ans et n'était pas encore affiliée à un parti, lors

de réunions organisées localement par Zorig. Elle y a adhéré en 1992, constituant la branche locale du parti au sein du *sum*, avec une soixantaine d'autres adhérents. En 1999, ils sont entre 80 et 90 (26 avril 1999).

De nombreuses démocrates rencontrées expliquent qu'elles étaient jeunes et qu'elles n'avaient pas encore d'affiliation marquée, en clair, que le parti communiste ne s'était pas encore manifesté auprès d'elles. Libres de tout engagement, elles se sont donc trouvées face à un véritable « choix » - orienté par le réseau - dans un climat multipartite.

On rencontre aussi, moins nombreux, d'anciens militant·e·s au Parti communiste. Ils ont adhéré à l'opposition démocratique par déception vis-à-vis du parti unique, principalement lorsqu'ils ont été victimes d'injustices. Batbajar, député PSD, raconte : « *J'ai adhéré au PPRM dès mon service militaire, à l'âge de 18 ans. Au moment où j'étais devenu directeur de l'hôpital, le chef de la cellule régionale du parti a manifesté le désir de prendre aussi ma place. Une réunion du parti a eu lieu, très violente, j'avais décidé de rendre ma carte, mais de toutes façons, la police a été convoquée et ma carte m'a été confisquée à l'issue de la réunion ! On assistait déjà à beaucoup de corruption à ce moment là, c'était en 1984. J'avais eu l'occasion d'accueillir des chefs de cellules régionaux en visite, des membres de l'Etat. Certains m'ont même demandé de leur présenter des jolies filles ! J'avais un contact avec un journaliste [...] et on savait bien que ce genre d'histoire aurait dû être publié dans la presse. Mais nous ne l'avons pas fait, à ce moment là, ce n'était pas encore possible. Et depuis, il est mort de maladie... Et puis quand le Parti Social-Démocrate a émergé à Darhan, j'y ai tout de suite participé. Ma femme m'a soutenu dès le début du processus* » (14 avril 2000).

Dans les campagnes, les femmes semblent n'avoir adhéré aux partis démocrates que tardivement. Dulamsuren pourrait nommer dans son village cinq personnes qui ont fondé la branche social-démocrate. Il s'agissait de cinq hommes. Puis, juste avant les élections locales, en 1993, les femmes ont commencé à les rejoindre de façon officielle, « *mais au départ, le parti ne s'est pas suffisamment tourné vers les femmes* » (24 avril 1999).

En fait, se profile ici le commencement de leur éviction de l'espace politique. De nombreuses femmes ont participé au mouvement démocratique dans son ensemble. Elles témoignent d'abord d'activités au sein du Parti unique tentant de réformer ses institutions. Elles témoignent surtout avoir été présentes et actives au sein d'espaces politiques non formels, sortes d'interstices politiques : d'une part le groupe d'élite intellectuelle et les premiers groupes formant les premiers partis politiques, d'autre part les manifestations de rues, espace public politisé pour l'événement, transformé en espace politique. Mais elles se retirent lors des premiers moments de l'institutionnalisation des partis politiques.

Et dans le même temps, si les actrices se souviennent, cette participation des femmes semble oubliée de la mémoire nationale en constitution: « *Durant la Révolution, il y avait de nombreuses femmes, autant que d'hommes, mais dans la rue, des femmes simples, du peuple. Mais je ne me rappelle pas de femme leader. Les premières dont je me souviens, c'est d'abord Hulan, qui était PSD, puis Narangerel, l'actuelle parlementaire* » (G. Ojuungerel, 13 mai 2000). Ou encore Erdenbileg, qui avait 25 ans en 1991 et qui déclare : « [...] *parmi l'équipe des 12-13 jeunes démocrates que nous étions, il n'y avait pas de femmes.* » En fait, ce qu'il précise, c'est que « *les femmes ont participé, il y avait Erdentuul, Hulan, beaucoup d'autres moins proches de nous. Mais elles n'ont pas eu de responsabilités politiques par la suite. Je ne peux citer aucune femme qui occupait à ce moment précis un poste élevé ...* » Comment l'expliquer ? « *Je ne sais pas, ça s'est fait spontanément... Je ne peux pas dire...* » (2 juin 2000).

Et dans l'ensemble, elles disparaissent des articles de presse, qui constitueront à l'avenir, une partie des futures ressources historiques. Le *Mongol Messenger*, en hommage à Zorig, rappelle qu'il « *faisait partie des 13 fondateurs du Parti Démocratique Unifié* »³⁷ (16 déc. 1998). Aucune femme n'est mentionnée.

c) Absence des femmes dans la conception de la démocratie

Même si le principe de liberté de pensée semble révolutionnaire, le terme de « transition » prend selon nous tout son sens lorsque l'on observe la continuité avec laquelle les femmes sont considérées comme « en marge » de la fabrique de la Nation. Elles sont d'abord absentes de la Constituante. Lors de la session parlementaire, toujours sous régime soviétique, de mai 1990, le principe du multipartisme est adopté et une deuxième chambre parlementaire est créée, le *Petit Hural*. Pendant ses deux années d'existence, il est occupé par 31 membres issus du PPRM, 13 du Parti Démocratique et les PSD et PND en détiennent trois chacun (Sanders A. J. K., 1992, p.518). Nous n'avons trouvé aucune source précisant le nombre de femmes.

La nouvelle loi électorale prévoit un élu pour 3 000 habitants dans les zones rurales et pour 10 000 habitants en zones urbaines, c'est-à-dire pour les villes de plus de 20 000 habitants. Cette mesure est critiquée car l'esprit novateur se trouverait en ville et on retrouve ici les mêmes débats qu'en France. Ceci peut révéler que l'adoption du système s'est faite de façon strictement similaire, sans adaptation, ou au contraire, que le gouvernement soviétique a tenté d'instrumentaliser ce découpage, pensant ne pas perdre un électorat plus conservateur dans les

³⁷ Sont cités : S. Amarsanaa, Directeur Général de l'agence de presse « Montsame », D. Baasan, dirigeant de l'Association des Croyants ; E. Bat-Uul, député ; B. Bilegt, dirigeant de l'Union Démocratique et Président de la Radio et Télévision Mongole ; Dary Suhbaatar, Président de l'Association Internationale ; L. Njaamsuren, architecte général à Oulan-Bator ; D. Sosorbaram, artiste honoraire de la Mongolie ; D. Ninj, travaille dans une compagnie privée ; Ts. Elbegdorž, dirigeant du Parti National-Démocrate et ancien Premier Ministre ; D. Enhbaatar, député ; Enhbolt, Directeur Exécutif de la compagnie Raznoimpex ; et B. Enhtuvšin, qui vit actuellement aux Etats-Unis.

campagnes. Et de fait, ils conservent la main. Les premières élections multipartites ont lieu le 29 juillet 1990, pour une assemblée constituante. Le parti communiste obtient une majorité écrasante, avec 360 sièges pour 462 (soit 78%), mais accepte dorénavant le principe d'un débat démocratique, par la présence des cinq nouveaux partis d'opposition. Le taux de participation des électeurs est estimé à 97,9%. « *Ces élections ont été très drôles, la population était très active, il y avait 70 candidats dans chaque circonscription. Tout le monde voulait être élu ! Mais pour les femmes, ça a été bizarre, il y a eu peu de femmes élues...* » (Žamaa, 23 mai 2000). Elles ne seront que 9, soit 2,1%. Mönhöö était l'une d'entre elles : « *Nous étions si peu nombreuses, nous avons constitué un groupe et j'en étais déléguée. Nous avons proposé quelques articles qui avaient d'ailleurs été votés, concernant les personnes âgées, les enfants, les femmes, les nouveaux-nés* » (2 juillet 1999). Le Parti communiste n'a donc pas encouragé les femmes à participer à cette aventure démocratique.

En Mongolie pourtant, les femmes ont le droit de vote depuis d'adoption de la première Constitution, le 26 novembre 1924, proclamation de la République Populaire. Il semble qu'il n'y ait jamais eu de femme ministre, mais en 1931, les femmes représentent 30% des 600 élus du *Ih Hural*. En 1981, et deux Constitutions passées (1940 puis 1960), elles sont 90 femmes, soit 24% des 370 représentants nationaux. En 1984, sur 15 665 députés des *Hural* populaires locaux, 4497 étaient des femmes, soit 28,7% de la totalité. Elles occupaient donc près d'un tiers des sièges politiques formels. Une telle participation des femmes au sein du parti communiste pouvait laisser penser, durant cette seconde moitié du XXe siècle, que les régimes soviétiques étaient plus « féministes » que leurs contemporains démocrates. Svetlana Aïvasova fait le même constat d'une « dégradation » de la situation des femmes en Russie à la suite de la Perestroïka, de la « diminution du nombre de femmes dans les structures du pouvoir. » En 1985 en URSS, les femmes composent 50% des députés des soviets locaux et départementaux, 40% des députés des soviets suprêmes des Républiques autonomes et 36% des députés du Soviet Suprême. En 1990, elles ne représentent plus que 5% des élus du pays (Aïvazova S., 2000, p.161). Le premier élément d'explication se trouve dans la continuité du régime soviétique. « [I]l faut toutefois se souvenir qu'auparavant les soviets de tous les niveaux ont été des organes purement décoratifs, sans pouvoir réel et que ce n'est que dans les années 1990 que le parlement a exercé réellement ses fonctions législatives » (Aïvazova S., 2000, p.162).

C'est aussi le cas pour la Mongolie. Enhtujaa, fait un discours que nous entendrons souvent : « *Les femmes étaient impliquées autant que les hommes. Parce que aussi dans les pays socialistes le statut des femmes était meilleur que dans d'autres pays. La Mongolie n'est pas un pays développé, mais si vous la comparez même aux pays développés, le statut des femmes est bien meilleur. Par exemple les femmes travaillaient toutes. Elles ont donc été très actives et dès le début. [...] La division de genre est arrivée plus tard, je pense.* »

Mais, réfléchissant à haute voix, elle concède finalement que « *Durant le communisme, ils proclamaient toujours l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais c'est vrai qu'au sein des élites, il n'y avait pas de femmes. Nous avions des quotas fièrement affichés, 24% au Ib Hural, il y en avait aussi dans l'éducation, dans les différents secteurs d'activité. L'Assemblée n'était pas démocratique, c'était une institution comme les autres. Et cette institution n'avait pas de pouvoir, ne prenait aucune décision pour la Nation. Tous les pouvoirs étaient dans les mains de la direction du Parti. Et dans ce lieu où était concentré le pouvoir, il n'y avait pas une seule femme. On peut alors voir qu'il y avait une réelle inégalité de genre concernant le pouvoir* » (15 juin 1999).

Ce n'est qu'en effectuant précisément la distinction entre espace politique et espace du pouvoir que nous pouvons analyser ce qui s'est passé pendant la Transition. Ce que nous pensions être une élimination des femmes de l'espace représentatif n'en est pas une, puisque d'une part les femmes ne participaient pas aux prises de décisions pour les nations soviétiques et d'autre part, un tel espace politique de débat n'existait officiellement pas. Ces élections à la Constituante sont donc le moment historique non pas de leur élimination, mais de la visibilité de leur véritable absence - non pas de l'espace politique puisqu'elles sont présentes au sein du Parti - mais absence de l'espace du pouvoir. L'instauration d'un espace officiel démocratique n'a pas permis leur émergence comme sujet politique à égalité avec les hommes.

Et surtout, les femmes n'ont donc pas participé à la rédaction, puis l'adoption, le 13 janvier 1992, de la nouvelle Constitution démocratique, sous la présidence de Punsalmaagijn Ochirbat qui avait été élu le 3 septembre 1990. Cette nouvelle Constitution contient dorénavant, sur un modèle devenu courant à l'échelle internationale, des précisions concernant l'égalité devant la loi. L'Article 14 du Chapitre 2 portant sur les « Droits humains et libertés », précise alinéa 2 : « Aucune personne ne peut être discriminée en raison de son origine ethnique, son langage, sa race, son âge, son sexe, son origine sociale ou son statut, ses propriétés privées, sa profession ou son poste professionnel, sa religion, son opinion ou son éducation. Devant la loi, chacun est considéré comme une personne ». Et l'article 16, alinéa 11 précise même « Les hommes et les femmes doivent jouir des mêmes droits dans les domaines politique, économique, social et culturel, ainsi que dans le mariage. Le mariage doit être basé sur l'égalité et sur le consentement mutuel des époux, qui ont atteint l'âge légal au mariage déterminé par la loi. L'Etat doit protéger les intérêts de la famille, de la maternité et de l'enfant. »

Nous pouvons sentir ici une conception bien connue des rapports sociaux de sexe tant soviétique qu'au sein des organisations internationales, dans la précision concernant la protection de la famille, non pas des femmes mais de « la maternité ». La critique de cette conception du genre par les jeunes leaders démocrates apparaîtra plus tard, au milieu des années 1990, avec le mouvement associatif de femmes revendiquant l'égalité des droits.

Mais avec cette « égalité dans la maternité », les élections démocratique de 1992 ne feront que conforter l'absence des femmes de l'espace politique représentatif. Sur 76 députés (à majorité PPRM), elles ne seront que trois femmes élues. A la suite de ces élections, seules neuf femmes ont été nommées gouverneures sur les 373 *Aimag*, villes, *Sum* et districts que compte le pays. Aucun membre de Cabinet, secrétaire d'Etat, ministre ou ambassadeur n'est une femme.

Les femmes sont donc présentes au sein des espaces politiques « intermédiaires » (groupes d'intellectuels, organisations au départ clandestines, manifestations de rues), mais disparaissent dès lors que ces espaces s'institutionnalisent (les jeunes partis politiques, puis le Parlement.) En fait, elles sont présentes en tant que militantes démocrates ou anciennement communistes acquises au changement. Mais elles ne sont pas présentes « en tant que femme ». Et selon nous, c'est ce qui leur a manqué : durant cette période de 1990 à 1992, nous constatons l'absence totale d'un mouvement de femmes.

On peut saisir l'importance de cette absence en effectuant la comparaison avec l'Afrique du Sud. Gay W. Seidman montre comment la présence d'un fort mouvement féministe a provoqué un impact notable « dans la définition même de la citoyenneté. » La première assemblée élue, en 1994, comportait 26,5% de femmes, « ce qui constituait un changement spectaculaire par rapport à la précédente assemblée, dominée par les Blancs et presque entièrement masculine » (2000, p.150). « Ainsi, le fait que le processus de démocratisation sud-africain ait été placé sous l'angle de la différence sexuelle c'est-à-dire qu'un mouvement de femmes clairement acquis à une conception féministe de la démocratisation [...] a pu avoir des répercussions directes sur la nature de la citoyenneté en Afrique du Sud » (2000, p.153).

Nous verrons comment le mouvement associatif de femmes va se constituer immédiatement dès 1992-1993 et tentera de promouvoir l'entrée de nombreuses femmes dans l'espace politique. Mais durant cette période clef des deux années de constitution de ce régime démocratique, les femmes seront absentes à cause d'un Parti communiste qui a contrôlé leurs activités durant le soviétisme, qui n'a pas permis leur émergence au sein du nouvel espace de débat démocratique et qui continuera pendant toute la première décennie démocratique d'empêcher les femmes d'accéder au politique. Les nouveaux partis démocrates, quant à eux, n'encouragent pas plus les militantes à entrer à égalité dans l'espace du pouvoir

B- Les partis politiques

L'espace politique de la Mongolie se distingue de l'Asie Centrale, de la Russie et de la Chine par un véritable multipartisme et ce, dès les premiers mouvements démocrates. Les premières élections démocratiques ont eu lieu le 28 juin 1992, elles présentent déjà un paysage qui va sensiblement rester le même pendant la première décennie. L'ancien parti communiste (le Parti Populaire Révolutionnaire Mongol - PPRM) fait figure de pilier unique « à gauche ». Elu en 1992, puis 2000, il présente invariablement 8 femmes à chaque élection parlementaire, sur 76 candidats.

A « droite » se constitue la mouvance démocratique et libérale, mais elle est éclatée et mouvante car en construction. En 1992, deux alliances démocratiques et 8 partis politiques indépendants les uns des autres sont enregistrés (Sanders A. J. K., 1992, p.518). Les démocrates entrent au Parlement en obtenant 40% des voix, mais seulement 6% des sièges, la majorité restant aux mains du PPRM grâce au mode de scrutin majoritaire à un tour. « Les démocrates sont frustrés, se sentent écrasés » (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). Face à cet échec apparaît pour les démocrates la nécessité de s'unifier. Vont alors s'instaurer les deux partis démocrates les plus importants quantitativement car formés de plusieurs groupes : le Parti National-Démocrate (PND) et le Parti Social-Démocrate (PSD), qui eux-mêmes s'associeront en Coalition ou se dissocieront au gré des nécessités électorales.

Ces deux jeunes partis dynamiques, « gonflés » des principes de liberté et d'action pour la Nation, n'ont pas soutenu les femmes. Ils n'ont présenté ensemble que huit femmes en 1996 et sept seront élues, ce que donne un petit 10%. Ils ne nommeront qu'une femme ministre et il n'y aura pas de femme gouverneure ni présidente d'*Aimag*, pas de femme ambassadrice. Ce qui amène les associations de femmes à constater que « Les femmes n'ont activement participé qu'au soutien des hommes candidats durant les élections de 1996 et certains hommes ont même gagné les élections grâce aux efforts des femmes » (Comité CEDEF, 2000).

De cette tendance se dégagera, à la fin de la décennie, un nouveau parti, celui du Courage Civique (PCC), peut-être le plus libéral du paysage. Il est intéressant du point de vue du genre puisqu'il sera créé et dirigé par une jeune femme : Ojuun, la sœur de Zorig.

Un quatrième élément compose enfin le paysage des partis politiques. Il s'agit d'une multitude de petits partis qui tenteront d'utiliser quelques références classiques des groupes extrémistes : la Nation, le racisme, la religion, Genghis Khan, etc. Ils n'arriveront pas à prendre de l'ampleur, non sans tenter d'instrumentaliser chaque militant, c'est-à-dire aussi les femmes.

Précisons ici que « les différents partis n'ont pas pour caractéristique de seulement exister. Ils se reconnaissent aussi les uns les autres comme des représentants légitimes de positions opposées³⁸ » (Fish M. S., 1998, p.136). La réalité de cette pluralité est prouvée par l'alternance au pouvoir, avec l'élection des démocrates en 1996. D'ailleurs de nombreuses personnes – y compris militantes au PPRM - considèrent que « *la "Transition" a véritablement eu lieu en 1996, avec changement de majorité parlementaire* » (Damdinsuren, 24 avril 1999). Et les observateurs internationaux y sont attentifs : « L'oppression ancienne ne reviendra pas car les trois pouvoirs contrôlent mutuellement leur action respective » (*Anda*, juillet 1994, p.3).

Comme nous le supposions, si les femmes sont peu nombreuses aux postes de direction, elles sont pourtant présentes au sein des partis politiques : elles composent entre un tiers et la moitié des militants. Nous analyserons ici la façon dont certaines arrivent – ou plutôt sont admises - à entrer dans un espace beaucoup plus réduit, celui du pouvoir, soit à la direction des partis, soit aux mandats d'éluës. Mais nous allons surtout comprendre comment les partis les contrôlent, en les instrumentalisant ou en les éliminant, les maintenant à des activités nécessaires mais sans gloire, c'est-à-dire sans effet « capital politique ».

1- Engagement des femmes

a) Mixité militante au sein des principaux partis

Ce qui révèle la mixité des effectifs de militant·e·s (et des sympathisant·e·s), c'est à première vue, et pour les trois partis, la présence des femmes lors des nombreuses fêtes des partis politiques. Dulamsuren, conseillère municipale démocrate de Holonbuir *Sum* à Dornod, explique qu'il y aurait 60 personnes du PND dans le Sum, dont un quart de femmes. (Dulamsuren, 24 avril 1999) Dans le même village, Damdinsuren explique qu'en mai-juin 1994 a été organisée la « Conférence des jeunes adhérents du Parti Révolutionnaire » : il y avait la moitié de femmes (24 avril 1999). Nous avons aussi assisté à des fêtes de campagne électorale : elles sont toutes mixtes, les femmes organisent les cocktails, les entrées et sorties des intervenants sur scène, etc. Mais rares sont celles qui sont sur le devant de la scène, prenant la parole pour les discours officiels.

Čandamand, 1^{er} juin 2001, fête des enfants. A minuit, la fête du village était finie. Une grande partie de la salle (le gymnase communal) s'est vidée. Mais les membres des partis démocrates-unifiés sont

³⁸ M. S. Fish précise, à titre de comparaison, « En Russie, les communistes et les nationalistes traitent les libéraux de "bolcheviques", les libéraux traitent les communistes de "fascistes" et chacun se définit comme "centriste". Une telle confusion et ce discrédit mutuel ne réduisent pas seulement en cendres les identités partisans, mais aussi toute forme de discours politique et de compétition ».

restés : ils célèbrent la démocratisation, mais c'est aussi la fête des mères... Et en tant qu'invitée de Davaa, je peux y assister. Il y avait un nombre à peu près égal d'hommes et de femmes, nous étions une soixantaine.

Ils ont installé les tables en long pour faire une grande table de gala, et toutes les femmes s'y sont assises. Les hommes, qui occupent les postes les plus élevés se sont installés en bout : le président de la branche dans le village, le maire, le gouverneur, (mais pas le « Garde des Sceaux » puisqu'il est communiste) et donc, ils n'étaient que des hommes, même s'ils ont demandé à la seule conseillère municipale, Ojuunceceg, de s'installer en bout de table. Puis les autres hommes de l'assistance se sont installés derrière nous (on m'a placée à côté des notables, entre femmes et hommes).

Il y a eu plusieurs discours, sur les militantes du parti, sur les mères, (mais pas une seule femme n'a parlé), puis ils ont tous chanté en chœur des chansons populaires sur la mère, debout quand nous étions assises. Les bouteilles de vodka ont été débouchées et les femmes ont été servies une par une, toujours par des hommes, qui en même temps faisaient attention que celles du fond de la table aient des bonbons, des biscuits et du jus de fruit. Vers une heure et demie du matin, on a poussé les rangées de sièges contre les murs pour danser la valse.

Reconnaissons qu'à ce sujet, (comme à propos d'autres sujets d'ailleurs), il est difficile d'obtenir des chiffres fiables, d'une part parce que les partis politiques n'ont pas obligation de les divulguer à la jeune chercheuse française, d'autre part parce qu'en période de campagne électorale ceux-ci sont mouvants, entre adhérents ayant payé leur carte et sympathisants bénévoles non répertoriés. Au sein du PPRM, « *il y a 91 000 membres, c'est le parti le plus important en Mongolie* » informe Altai, présidente de l'Union des Femmes Démocrates et Socialistes (association des femmes du parti). Il y aurait 35% de femmes membres (2 mai 2000). Mais Baigalmaa, vice-présidente, donne d'autres chiffres : « *120 000 membres sont inscrits depuis le vingt-troisième Congrès National, 40% seraient des femmes* » (16 avril 2000).

Le Parti National-Démocrate³⁹ est le second parti du pays après le PPRM. La direction comptabilise 70 000 adhérents, dont 45% de femmes, et toutes sont automatiquement membres du Conseil des femmes (Bajarmaa, 5 mai 2000). Le Parti Social-Démocrate vient en troisième position et « la moitié des militants sont des femmes » (Tungalag, 6 avril 2000).

Que ce soit pour les hommes ou pour les femmes, les modes de recrutement militant s'effectuent selon les mêmes dynamiques. Le PPRM semble « choisir » ses adhérents plus que les démocrates, qui eux, se sont constitués sur des adhésions apparemment plus volontaires.

³⁹ Il est né officiellement le 25 Octobre 1992, de l'union de quatre partis : le Parti Unifié (le parti de Zorig), le Parti du Progrès National, le Parti de la Renaissance et Parti Démocratique (dont est issu Elbegdorž). Et ce fut un homme qui en prit la tête : « *J'appartenais au Parti pour le Progrès National. Le président de ce parti était Ganbold, actuellement Chef du comité permanent des Affaires Economiques. Au moment de l'unification des quatre partis démocrates, c'est lui qui a été élu secrétaire du nouveau Parti National-Démocrate* » (Enhtujaa, 15 juin 1999). Cette fusion est conçue comme un événement majeur par différents militants, qui la racontent tous très en détail (Odončimeg, 15 avril 2000 ; Ojuungerel, 6 mai 2000 ; etc.). Nous comprenons que ce processus, distinct d'une création spontanée d'un unique parti rassemblant l'intégralité des réseaux, sera rappelé régulièrement par les militants lors de moments de crises internes. Ils n'hésiteront pas, alors, à menacer, puis à recréer, des mouvances dissidentes.

Néanmoins, nous allons voir que la dynamique des réseaux sociaux, c'est-à-dire d'interconnaissance forte, reste prégnante. Ceci porte une dimension de genre majeure dans l'exclusion des femmes, que nous comprendrons tout au long de cette thèse, en ce que les modes d'agir en interconnaissances couvrent en fait l'ensemble sociétal mongol. Et ces réseaux, se recoupant les uns les autres, fonctionnent en fait de la même façon : ils désavantagent les femmes, qui pourtant y sont présentes autant que les hommes.

Le PPRM est la machine politique la mieux rôdée. Il s'est créé en Mongolie en 1919-1920 et c'est lui qui proclame, en 1924, l'instauration de la République Populaire de Mongolie. Il fut l'unique parti à diriger le pays durant les 70 années de régime socialiste (jusqu'en 1992) et reste le parti le plus puissant dans le pays, puisque seul à gauche du paysage politique. Le PPRM fut donc l'unique espace politique autorisé. Dans les années 1950, il compte 30 000 membres, sur une population de 1 million d'habitants, soit 3%, ce qui est important. (Ballis W. B., 1956)⁴⁰ Mais nous n'en connaissons pas le prorata par sexe, seules subsistent les informations concernant le fameux quart de femmes dans les assemblées dirigeantes.

Il est fréquent d'entendre dire que c'est le PPRM qui avait amorcé le processus démocratique, ce qui explique d'ailleurs que cette tendance politique n'a pas été et n'est toujours pas radicalement discréditée. *« C'est difficile de situer précisément la période des premiers moments de transition. Si on conçoit la "démocratie" du point de vue d'une réforme économique, alors le gouvernement l'avait enclenchée dès le début des années 1980, entre 1980 et 1985. [...] Ils n'ont pas suivi Gorbatchev, mais plutôt l'exemple chinois, qui a effectué progressivement des réformes économiques et donc allait vers la démocratie »* (Žamaa, 23 mai 2000). Badamdaš, jeune politiste, explique que Batmönh, Chef d'Etat de 1974-1984, était considéré comme un dirigeant modéré, ayant favorisé l'émergence de *« procédés démocratiques »* (30 mars 2000). En fait, ici, « démocratie » se mélange avec « libéralisme économique ». Deux cadres du Parti témoignent de leur engagement envers la démocratisation. Mönhöö s'enorgueillit : *« Selon moi, en fait, la Transition a commencé véritablement en 1990 [...]. Au sein de la Constituante, entre 1990 et 1992, 85% des votants étaient issus du PPRM. Ils ont donc beaucoup travaillé à la démocratisation du pays, on avait formulé plus de 140 lois de réformes démocratiques dès février 1989. Tout le monde soutenait le projet d'une Constitution démocratique, mais beaucoup hésitaient à voter pour un texte qu'ils jugeaient trop libéral. La majorité souhaitait beaucoup plus de prise en compte de la protection sociale. La session a duré 75 jours, durant lesquels deux députés constituants sont morts ! »* (2 juillet 1999). Olzvoi, Professeur en relations étrangères au moment de la rencontre en 2000, a toujours été membre du Parti et est

⁴⁰ Selon les estimations des partis politiques français en 2008, la France compterait à peu près 760 000 adhérent-e-s. En dehors des périodes électorales (où le nombre d'adhérent-e-s augmente et s'associe à celui des sympathisant-e-s), le pourcentage de personnes engagées au sein d'un parti politique ne serait que de 1,1%. Voir à ce sujet entre autres le site gouvernemental : www.diplomatie.gouv.fr/fr/article_imprim.php3?id_article=55027

connu pour avoir été ambassadeur de la Mongolie en Chine, puis nommé ministre adjoint aux affaires étrangères de 1986 à 1990. « *Le Parti a beaucoup changé, ils étaient bureaucrates, ils sont devenus beaucoup plus efficaces.* » Comme l'ensemble des militants, il raconte avoir soutenu le processus démocratique dès les premiers signes. « *J'étais très enthousiaste en 1990-1991, j'ai participé au Congrès en tant que membre du Comité central. J'ai même rédigé un certain nombre d'articles autour du thème "concevoir des changements" concernant notre politique étrangère* » (18 mai 2000).

Le PPRM conserve donc sa légitimité politique, jusqu'à gagner les premières élections démocratiques, en 1992. « *Le communisme n'était vraiment pas mauvais en Mongolie. C'était plus un mode de fonctionnement bureaucratique qu'une réelle idéologie. C'est d'ailleurs certainement pour cette raison que ça s'est effondré aussi facilement. Sans effusions de sang* » (Žamaa, 23 mai 2000). Tous les militants rencontrés le soulignent : « *Notre parti n'est pas vraiment communiste, c'est une tendance dite "de gauche" qui respecte les libéraux. [...] Et pour les Mongols, l'économie de marché est devenue obligatoire.* » A la fin d'un entretien, on précise : « *Je tenais à vous dire que je n'aime pas cette appellation de "Parti communiste", elle ne nous correspond plus...* » C'est aussi l'avis de Sodnondorž, député PPRM (15 juin 2000) et de Njamhuu, une militante. C'est dans ce parti qu'elle s'est inscrite quand elle était jeune, dans les années 1970 et « *Ce qui est important, c'est que le parti a évolué, vers une idéologie démocratique. Le vingtième congrès a été clair dans le sens de cette évolution* ». Et elle leur reste donc fidèle (14 février 1999).

Surtout, le Parti conserve une réputation de « *vieux parti, stable, solide* » (Njamhuu, 14 février 1999). Au moment de l'émergence de la pluralité, le choix est alors celui de rester. « *En 1982, le Parti était "le plus important" et c'est toujours le cas actuellement* » (Sodnondorž, 15 juin 2000). « *J'aime mon parti, même si on lui fait des reproches. Mais pendant 70 ans, le Parti a dirigé le destin de la Mongolie et en marge du malheur, il a réalisé beaucoup de bien* » (député PPRM, 23 mars 1999). Densmaa déclare : « *Je n'en suis pas partie car je savais qu'ils avaient de l'expérience* » (24 avril 1999).

Le PPRM semble donc avoir instauré un climat de confiance et de tolérance (les manifestants ne demandent jamais la démission du gouvernement pendant cette première mandature entre 1992 et 1996), ce qui a favorisé l'arrivée de la Coalition démocratique en 1996⁴¹. Cette adaptation est particulièrement bien illustrée par le slogan de campagne présidentielle de Bagabendi en 1996 : « *Un Etat pour les droits des citoyens. Une société pour les droits individuels.* » Pour confirmer cette évolution, le Parti change son logo en mai 1998, « *effaçant l'étoile rouge pour une rose rouge (l'emblème de la démocratie sociale)* » (Pomfret R., 2000, p.156). Le Parti restera donc fort dans le paysage politique du pays, jusqu'à obtenir 96% des sièges au Parlement lors des élections de 2000... Ceci n'est pas sans incidence sur la participation

⁴¹ S.M. Fish évoque *a contrario* les exemples du président ukrainien Leonid Kuchma en 1994 et du premier ministre bulgare Ivan Kostov en 1997, qui ont dû partir de zéro dans leurs réformes (1998, p.132).

des femmes au politique : c'est en effet le parti qui semble le mieux contrôler ses candidats et donc ses candidates. Et il ne favorise pas les femmes.

Du temps du communisme, l'adhésion au PPRM était acceptée par les comités du parti. Interrogées sur les raisons de leur adhésion au PPRM, les quelques militantes rencontrées évoquent trois types de circonstances. Quelques unes disent avoir été désireuses d'agir pour la collectivité et alors, « *Il n'y avait pas d'autre type d'organisation, ni ONG, ni syndicat...* » explique Altai qui a rejoint le Parti en 1987 (16 avril 2001). Beaucoup disent qu'ils et elles sont idéologiquement convaincus, comme cette militante engagée depuis les années 1960 : « *Je le soutiens depuis toujours, pour son programme sur l'éducation et sur les politiques publiques plus sociales aujourd'hui que les démocrates* » (Njamhuu, 14 février 1999). Ou encore Densmaa, qui a adhéré au parti en 1989 « *car les objectifs du parti étaient clairs. Mais je soutenais aussi "la ligne" concernant les femmes, les "questions sociales", la protection sociale santé, la question de l'éducation* » (24 avril 1999). Une seule militante a évoqué le fait que sa « *mère y était* », en plus des raisons idéologiques personnelles (Gančimeg, 14 mai 2001). La filiation politique -pour les militantes du moins- semble peu explicative.

La circonstance la plus commune semble avoir été non pas celle issue d'une démarche individuelle et volontaire, mais celle d'un recrutement par le Parti. Les membres locaux repéraient une personne « capable » dans le cadre de sa profession et lui proposaient d'adhérer. Un député rencontré au hasard d'un meeting politique explique en substance : « *J'ai adhéré au PPRM en 1983, par le biais de ma profession* » (23 mars 1999). Et inversement, Badja, militante, a adhéré en 1981 car « *c'était un passage obligé, pour pouvoir trouver du travail, il n'y avait qu'un seul parti* » (13 février 1999). Žamaa s'explique tranquillement. « *Je n'ai rejoint le PPRM qu'en 1987, assez tard en fait. [...] Mais ensuite, l'Agence Nationale pour l'Information était directement subordonnée au Département Idéologique du Comité central. Ils étaient attentifs à avoir tout le monde, surtout quand vous alliez travailler dans ce domaine idéologique que sont l'information et le mass-media. Et donc la personne qu'ils estimaient faire du bon travail devait être dans la ligne du Parti. Et ça ne signifie pas, même aujourd'hui, que les gens qui sont au PPRM soient nécessairement communistes. [...] Si vous refusez, ce n'est pas grave pour vous, le Parti n'interfère pas dans le travail. [...] Ils attendent seulement que vous soyez un bon citoyen, ils ne demandaient pas d'être activiste. "Ne pense pas trop, ne dis pas de sottises sur le Parti ou sur la société." Je dirais que 75% des adhérents du Parti sont des "professionnels", pas réellement engagés dans le "communisme". Ce sont juste de bons "techniciens", peut-être de bons dirigeants, formels ou informels. C'est pour cette raison que le PPRM a toujours été plus solide que les démocrates plus jeunes* » (16 juin 1999). Le parti choisit donc ses adhérents, essentiellement par interconnaissances professionnelles, contrôlant jusqu'à la base de sa constitution.

Il apparaît que pour les deux partis démocrates majeurs, cette dynamique est aussi à l'œuvre. Pour une raison simple : à suivre les communications publiques (discours ou articles de presse) de différents représentants des deux partis, militant·e·s ou dirigeant·e·s, il est difficile de distinguer les deux partis sur des bases idéologiques et même de programme.

Le PND semble être celui qui se réclame le plus du réseau autour de Zorig. Mais en dehors de cette caractéristique, la distinction tentée par certaines militantes semble malaisée : « *Le PND, c'est plutôt à droite, alors que le PSD, c'est la gauche. Et le PPRM, c'est l'extrême-gauche. Le PSD travaille pour la justice, l'égalité. Le PND travaille plus pour la démocratie. Le PND est aussi plus riche que le PSD. Mais c'est vrai qu'au niveau des programmes économiques, il n'y a pas vraiment de différences, d'où d'ailleurs la possibilité de former une coalition gouvernementale* » (Tujaa, 25 juillet 1999). La députée PSD Narangerel va aussi dans le sens d'une estimation trop « libérale » du PND, son parti se définissant comme « *plus "social". A ce stade encore précoce de la Transition, la différence ne se fait pas trop sentir. Mais dans 10 ou 15 ans, cela risque d'être nettement plus marqué* » (29 juillet 1999).

En fait de différence, « *C'est historique, il n'y en a pas vraiment... Mais vous savez, ils n'aiment pas qu'on dise ça ! [rires]* » (Narangerel, 29 juillet 1999). Le peu de différences de programme entre les deux formations se retrouve aussi dans les propos de ces deux militantes, par exemple : « *Je suis affiliée au PSD. Mais ce qui compte le plus, ce sont les décisions prises, indépendamment du parti, il faut que les décisions soient bonnes pour le peuple* » (Regzedmaa, 17 février 1999). « *Pour moi, les idéologies ne comptent pas. Ce qui compte, c'est l'intérêt public de chaque décision...* » (Badja, 13 février 1999).

Cette « neutralité » pourrait passer pour une stratégie politique de rassemblement des électeurs/trices, mais cette première phase d'entretiens s'est effectuée hors période électorale. Et même durant celle-ci, les différentes plaquettes distribuées par les candidats ne témoignent pas d'un programme clairement distinct selon les tendances. Cette similitude idéologique est encore reconnue par Erdentuul, alors qu'elle passe pour être l'une des intellectuelles majeures de sa tendance autour de Zorig. Elle sourit : « *Il n'y a pas de différence essentielle. C'est difficile. En fait, c'est plutôt historique, l'histoire de groupes de collègues et amis. Au sein du PSD, tous les membres sont plus ou moins des professeurs de l'université. Et puis par la suite, toute la population les a soutenus, de la campagne comme de la ville, de tous les corps de métiers* » (27 juillet 1999). Le PSD est en effet perçu comme le parti des intellectuels et des enseignants. Il pourrait même parfois être critiqué pour être éloigné des préoccupations des gens de la campagne. A la fin du printemps 2000, le Congrès du parti se réunissait pour préparer les élections législatives et faisait un compte-rendu public dans la presse. La moyenne d'âge y serait de 43 ans et sur 658 participants, 88% sont catégorisés comme

des « intellectuels », un tiers seraient titulaires d'un doctorat, un tiers seraient enseignants, il y aurait seulement 5% d'élèves (*Mongol Messenger*, 07 juin 2000 et 17 mai 2000).

Les deux partis se sont donc constitués sur la base de réseaux, d'abord en « cliques » dans la capitale, puis en réseau géographique et professionnel dans les petites villes et dans les villages. Narangerel, au PSD, dont elle dit qu'elle fut l'une des fondatrices, explique : « *Oui, je connais très bien Zorig et le PND. Nous avons commencé ensemble en 1989, mais à différents endroits* » (29 juillet 1999).

Ce qui renforce l'aspect « réseaux » de la constitution des partis politiques, c'est que même la distinction idéologique entre démocrates et anciens communistes semble aujourd'hui floue. Car dans les années 1990, le PPRM s'adapte : il a favorisé la mise en place du marché libre et les militants comme les dirigeants s'adonnent au « business ». Mönhöö par exemple, ancienne députée parlementaire, relate son passage décomplexé par le privé. « *A la suite de la Transition, ma vie privée a aussi changé. J'ai été sollicitée pour travailler dans une entreprise privée, ce que j'ai fait pendant deux années* » (2 juillet 1999). Les militantes rencontrées, démocrates comme anciennes communistes, défendent toutes avec ferveur l'idée de liberté individuelle, l'ouverture internationale, les droits humains, la privatisation, le marché libre. Dulamsuren, par exemple, adhérente au PPRM, n'hésite pas à critiquer « *le vieux système économique où tout était propriété de l'Etat, où une famille ordinaire ne pouvait pas prendre un mouton pour le manger, il fallait une autorisation !* » (24 avril 1999).

De fait, « *Il n'y a pas une si grande différence entre l'ancien parti révolutionnaire et les nouveaux partis démocrates ! Les deux tendances sont pour la défense du marché libre, les deux !* » (Žamaa, 23 mai 2000). Une militante de la FFM ayant rejoint le PPRM en 1990, en pleine période de formation des partis démocrates, explique : ce qu'elle aime dans le programme du Parti, « *ce sont les principes de justice et de liberté. Les principes de liberté étaient inscrits dans l'ancienne Constitution, mais n'étaient pas réalisés dans ce pays. L'égalité et la justice, c'est le respect des bonnes lois. Et aujourd'hui, c'est pleinement réalisé* » (Ojuunceceg, 17 janvier 1999). De leur côté, les démocrates se voient obligés, à la fin des années 1990 face à la crise économique et au mécontentement de la population, d'inclure dans leurs discours des velléités de politiques sociales plus égalitaires, comme le théorise Erdenbileg, pourtant proche ami de Zorig. « *Je défends les principes de privatisation et de libéralisme. Mais il doit aussi y avoir un "conservatisme" de défense des valeurs sociales démocratiques, on doit créer une sorte de "néo-conservatisme" [qu'il écrit lui-même sur mon carnet de notes en double alphabet, « неоконсерватизм »] (2 juin 2000).*

Dans ce brouillage des idéologies, les petits partis semblent recruter de la même façon. « *Je suis restée un moment comme simple observatrice, je n'aime pas tous ces hommes politiques, je ne leur fais pas confiance. Mais D. Žargalcajhan [dirigeant du Parti Républicain] m'a demandé de travailler pour lui et j'ai*

accepté. Parce que je les trouve droits, honnêtes. Que c'est le seul. Et je suis devenue directrice du secrétariat, en août 1999 » (G. Ojuungerel, 13 mai 2000). On retrouve alors ce qui peut paraître une continuité directe du fonctionnement du PPRM, comme par exemple chez cette militante de province à Zuun Mod. Regzedma a rejoint le PSD en 1992, « *par affinité avec les idées et propositions de programme du parti* ». Mais lorsqu'on lui demande quelles sont les idées qu'elle soutient en particulier, elle semble tout simplement ne pas comprendre la question (que nous essayons pourtant de formuler différemment, ce qui finit par orienter un semblant de réponse). « *Je serai toujours d'accord pour suivre les directives du parti, j'ai adhéré et maintenant, je dois les soutenir, même si parfois, j'estime qu'ils prennent des décisions un peu négatives* » (17 janvier 1999).

Signalons enfin que le Parti des Verts reconnaît son faible nombre de militantes. Interrogé à ce sujet, le responsable de la communication et des relations internationales du parti, l'explique par le fait que « *les femmes sont quasi absentes des branches régionales... Je crois que les "activistes-femmes" [activist en anglais] de la capitale devraient aller faire campagne dans les régions pour recruter plus de femmes* » (5 mai 2000). Ce témoignage est isolé, mais il nous révèle une position qui l'est peut-être moins : dans cette dynamique généralisée de recrutement par le réseau, il appartient aux femmes de recruter des femmes, les hommes ne se sentent pas concernés. Et si elles sont en sous nombre, c'est donc elles qui en portent la responsabilité.

Durant la formation des premiers partis politiques démocrates, on aurait pu croire que les militantes venaient adhérer spontanément, portés par l'ambiance d'action politique de la période. Nous venons de comprendre que ce ne fut pas le cas. Les partis se sont étoffés sur le mode des réseaux et les femmes ont été recrutées, militantes de base.

b) Premières élues

Malgré la mixité des militantes durant cette première décennie de démocratie, une quinzaine de femmes seulement a été admise dans l'espace du pouvoir, c'est-à-dire les dirigeants de partis politiques, le Parlement et le gouvernement. Le PND est majoritaire à l'Assemblée en 1996, avec 35 sièges sur les 50 que remporte la Coalition démocratique qu'il forme avec le PSD (sur le total de 76). Mais il ne compte que trois femmes, Delgermaa (qui en deviendra la Première secrétaire), Naranceceg et Enhtujaa. Le PSD a obtenu 15 sièges, dont Narangerel et Otgonbajar. Ce sont ces femmes que nous avons rencontrées, du moins celles qui ont accepté de nous recevoir. Il a semblé important de comprendre comment elles ont pu accéder au pouvoir.

Nous nous inspirons de travaux effectués en France. « Trois stéréotypes de la "Femme politique" ont historiquement joué le rôle de puissant repoussoir des hautes sphères du pouvoir

[pour les femmes qui refusent de s’y conformer]. Ces trois figures ont pour caractéristique de s’écarter [...] de la norme dominante de la féminité [...]. La première figure est celle de la “favorite intrigante” [...]. Cette figure sur-érotisée renvoie paradoxalement à une “féminité virile” car elle incarne une femme à la sexualité prétendument provocante, active et dominante – d’où son ascendant sur les hommes. La deuxième figure est celle de la « King », femme-homme à l’identité sexuelle douteuse [...]. La « King » est un instrument de stigmatisation qui vise les femmes politiques qui n’ont pas d’enfants – ou qui ont refusé de mettre en avant leur maternité. Enfin, la troisième figure est celle de la “Régente”. On a toujours tenté de ramener les femmes politiques à leur statut de “mère”, [...] toute puissante : [elles ne] sont acceptées dans le cénacle du gouvernement que parce qu’elles ne représentent qu’une phase transitoire du pouvoir [...] pour [en] assurer la transmission à “leurs hommes”, dont on soupçonne toujours qu’ils tirent déjà en sous main les ficelles » (Achin C. et Dorlin E., 2007).

En Mongolie, à la figure de la Régente semble correspondre celle de la « Mère avisée », figure symbolique majeure de femme dont le modèle est la mère de l’Empereur : discrète mais sûre d’elle, agissant toujours avec discernement (ce qui la distingue de la Régente française) et on peut s’appuyer sur ses conseils. Du petit groupe de femmes rencontrées, c’est Delgermaa qui semble y correspondre le mieux. Elle est élue Première secrétaire du PND le 26 janvier 1999, alors que la coalition démocrate est au plus mal à la suite de scandales de corruption et qu’il faut préparer les élections. De sa vie privée, on sait qu’elle est mariée, qu’elle a des enfants, mais elle n’en parle jamais. « On la surnomme “Dame de Fer”, mais seulement au sein de la majorité, son parti. Ce surnom vient peut-être du fait que son regard ne change pas facilement » (article anonyme). Rencontrée, elle explique son élection par son expérience. « *J’ai été deux ans présidente du sous-comité aux droits humains (il y a huit comités permanents et cinq sous-comités). Pendant cette présidence, j’ai appris comment protéger les multiples droits de ce pays* » (27 janvier 1999). Son statut n’est pas assuré, elle fait partie de celles qui sont utilisées pour leurs compétences, à la façon des hauts fonctionnaires. Elle n’est d’ailleurs pas présidente de son parti...

Car il semble bien que ce soit ce statut de haute fonctionnaire, plus que tout autre qui soit l’élément principal d’accession au pouvoir pour une femme en Mongolie. La discrète Otgonbajar correspond à ce profil. Son mari serait l’un des fondateurs du PSD, son parti. Mais elle ne se serait intéressée à la politique que vers 1992 dit sa colistière Tungalag (10 mai 1999). Mère de deux enfants, elle explique qu’elle est « *juge de profession. C’est la deuxième fois que je me présente, en 1992, je n’avais pas été élue* » (8 juin 1999). Selon la loi parlementaire, chaque député doit être membre de deux comités parlementaires, elle est membre du comité sur les Politiques sociales et de celui sur les Droits humains. Au moment de notre rencontre, elle travaille sur deux projets de

loi : celui sur la famille et celui sur la réforme de l'état civil. Elle est aussi la députée chargée des relations avec la Thaïlande et la Norvège. Elle n'a donc pas de grandes responsabilités. Elle dit aussi être très concernée par les femmes rurales, nomades, voix dont elle ne peut pourtant porter que peu les échos. En ce sens, et elle n'est pas la seule, elle est affectée sur des commissions plutôt « féminines ». Or, il est connu maintenant que de telles charges font perdre aux femmes « des opportunités de progression carriériste qui se trouvent dans les commissions plus prestigieuses » (Achin C. *et al.*, 2007, p.119).

On le sent, avec elle, c'est le statut de « haute fonctionnaire » en politique qui a été construit par le PPRM tout au long du soviétisme et qui perdure en régime démocratique. Deux femmes issues du PPRM y correspondent, Mönhöö, l'une des neuf femmes qui ont été acceptées au sein de la Constituante de 1990 à 1992, et Gerelsuren qui sera députée en 2000. Toutes deux déjà âgées au moment de leur consécration ont d'abord fait longuement carrière au sein du Parti et ont attendu patiemment d'être nommées par ses dirigeants. Elles évoquent leur famille comme un fait « normal », sans le cacher, ni sans le mettre en avant, comme faisant partie d'un parcours « complet ». Elles se présentent toujours dans des tenues vestimentaires strictes, c'est-à-dire presque asexuées. On ne leur demande pas de prendre des initiatives. Elles sont là pour leurs compétences professionnelles, qu'elles se doivent d'exploiter. En ce sens, elles ne remettent pas en question le pouvoir en place et d'ailleurs, elles n'en ont pas la prétention. C'est ce type de femmes que le PPRM tolère au sein de ses cadres. On l'a senti avec Otgonbajar, les démocrates ont aussi tendance à le préférer.

Une femme démocrate approche l'image de la King, c'est Tujaa, issue du PND, qui a donc été la seule femme ministre de l'histoire du pays, « ce dont nous pouvons être fiers » (article anonyme). La presse ne dit rien de sa vie privée, on ne parle que de ses volontés de développer les relations avec la Russie, la Chine [ce qui la rend impopulaire] et les Etats-Unis. Les photos d'elle la représentent souvent en train de travailler, le regard concentré (*Mongol Messenger*, 30 déc. 1998). Les observateurs étrangers notent qu'elle « a dirigé cette politique étrangère d'une main de fer. Parmi les événements principaux, on note la visite de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright en mai 1998 » (Severinghaus R. S., 2000, p.136).

Mais ce qui revient dans les critiques, c'est qu'elle n'aurait finalement pas une véritable carrure de « King ». Deux de ses collègues démocrates disent tour à tour qu'elle est « *une bonne fonctionnaire. Mais elle n'est pas vraiment une femme politique. Elle ne pourrait pas devenir Premier ministre.* » En fait, on lui reproche même « *de ne pas prendre d'initiative* » (Erdentuul, 27 juillet 1999; Erdenbileg, 2 juin 2000). Le statut de « haute fonctionnaire » semble donc un statut acquis pour

l'ensemble des femmes qui ont accédé à l'espace du pouvoir, sans pour autant qu'on leur reconnaisse celui de « femme de pouvoir ». Nous comprenons donc qu'elles ne sont acceptées dans cet espace que sous l'autorité de ceux qui le contrôlent, les hommes.

Celle qui pourrait finalement le mieux correspondre à cette image de la King est peut-être Gandi, femme « exceptionnelle », « La seule étoile de la minorité PPRM. On la surnomme “la Dame de Fer” » (article anonyme). Si Delgermaa ne l'était que pour son parti, Gandi est une « Dame de Fer » nationale. Femme « lisse » dans la presse, rien n'est jamais dit sur sa vie privée. Elle a traversé cette démocratisation sans sourciller, élue en 1992, réélue en 1996 et 2000. Elle fait alors figure de femme expérimentée, en âge (bien qu'elle n'ait pas plus de 45 ans lors de sa première élection) mais surtout en politique, ce qui la différencie des autres femmes. « En 1996, seule la députée Gandi en est à son second mandat. Toutes les autres le sont pour la première fois » (article anonyme). C'est peut-être à elle que correspond le mieux le parcours de « carrière parlementaire véritable » (Sineau M., 1997, p.60). Et le solide PPRM lui fait confiance, puisqu'il lui confie - entre autres - la rédaction du projet de loi sur la privatisation des médias. Mais nous n'avons pas plus d'information sur elle que sur la plupart des hommes politiques qui gardent leurs stratégies personnelles plutôt secrètes.

Dans le même registre de jeu avec le genre, mais différemment cependant, deux femmes présentent un profil particulier. La plus remarquée est Erdentuul, du PND. Elle a eu sa licence en 1990 en Russie, en Sciences Sociales. Amie de Zorig, elle a fondé une des premières « ONG. *C'était un Centre de Recherche Stratégique, à la façon de la sociologie, dont j'étais diplômée. J'y ai travaillé trois ans.* » En 1993-94, elle était professeure de développement, management et administration publique. En 1994-95, elle a été assistante du député PND Altanbulag et en 1995-96, elle était directrice du CIRF (27 juillet 1999). Au moment de la rencontre, elle est cadre fonctionnaire, « conseillère gouvernementale ».

Intellectuelle reconnue de la mouvance démocrate, elle ne sera pourtant jamais élue. Et nous émettons l'hypothèse que c'est parce qu'elle est trop « masculine ». Petite et mince, elle a les cheveux très courts, elle ne se maquille pas et surtout, elle boit de l'alcool « comme un homme ». Lors d'un cocktail de campagne avec les associations de femmes, elle fait acte de présence un court moment autour de la table de rencontre (exclusivement féminine), mais va rapidement s'asseoir dans le fond de la grande pièce de réception, avec les quatre seuls hommes présents, qui écoutent, un sourire en coin. Elle fume (peu de femmes fument en Mongolie), discute, plaisante et rit avec eux (10 avril 2000). Une autre fois, lors de notre entretien avec son proche ami

Erdenbileg, (elle me connaît pour m'avoir reçue deux fois), elle vient l'invectiver violemment, à la suite d'un oubli de sa part. Il est justement en train de me dire qu'une femme en politique doit « être une forte tête »... (2 juin 2000). On dit effectivement qu'« elle est très intelligente. Elle développe un discours clair, elle sait argumenter et elle n'a jamais peur. Mais beaucoup d'hommes politiques ne l'aiment pas, elle les dérange, dans son attitude et dans ses idées. Elle est trop intègre ! » (Bulgan, 21 mai 1999). Et c'est bien la principale critique officielle qui est formulée à son égard : « elle est trop extrémiste et je préfère les gens plus modérés » (Mandah, 4 avril 2000).

Une seconde personnalité semble avoir aussi rencontré des difficultés avec son « genre » féminin, c'est Narangerel, à propos de qui la presse dit : « C'est quelqu'un qui est dur » (article anonyme). Lorsqu'on lui demande si elle a rencontré des difficultés, elle dit : « Oui, évidemment, en tant que femme, vous savez que c'est difficile, dans tous les pays, en France comme aux Etats-Unis, partout... [...] Mes vieux amis me disent que je ne suis pas une femme. [Elle réfléchit] C'est arrivé une ou deux fois que ceux avec qui je ne suis pas d'accord m'aient dit : "oh, tu es une femme, alors, c'est pour ça que tu n'es pas d'accord." Et ça me met en colère. Et je leur réponds : "non, je ne suis pas une femme, je suis la même députée que vous, je suis un être humain". Ça doit dépendre du caractère et moi je n'accepterai jamais. Je n'ai jamais pensé que j'étais plus faible ou moins utile ou moins éduquée, ou moins bonne qu'un homme. Ça dépend du comportement, de la psychologie humaine » (29 juillet 1999).

Parmi ces premières élues, nous n'avons pas rencontré d'« intrigantes », nous verrons qu'elles émergeront à la fin de la décennie. En fait, les militantes démocrates de la première heure ne semblaient finalement correspondre à aucun profil type. Elles étaient jeunes, comme leurs compagnons, elles étaient toutes différentes, sans souci de leur image, sans stratégie personnelle. La seule chose qui leur importait, c'était de travailler pour leur pays. On le sent avec Naranceceg, dont il est dit qu'« Elle est si discrète qu'on ne sait jamais si elle est dans la salle ou pas » (article anonyme). Les difficultés avec les collègues politiques n'ont commencé qu'au moment de leur élection (en 1996). Ce faisant, l'obligation d'adopter tel ou tel profil pour survivre, dont celui – classique pour le pays - de haute fonctionnaire.

Ceci est particulièrement frappant avec Enhtujaa. Elle est la démocrate la plus connue dans le pays, nous n'avons jamais entendu ni lu dans la presse de critiques à son égard, elle est à l'origine de la création de la première – et plus importante - association de femmes. Elle est aussi la seule des 8 députées à être identifiée par la presse comme défendant la cause des femmes. Elle « aimerait que les femmes fassent beaucoup plus de politique » (article anonyme). Pourtant on peut lire, comme si les journalistes ne savaient pas quoi dire à son sujet : « Il est rare qu'elle prenne la parole en assemblée, elle critique la violence du Parlement » (article anonyme). Il nous

est impossible de la « stéréotyper ». Ni Régente, ni séductrice, ni King, elle ne se contente pas non plus d'être « haute fonctionnaire ». Elle ne survivra pas au sein de l'espace du pouvoir.

c) Une nouvelle figure

Une nouvelle figure va émerger dans le paysage politique mongol, il s'agit d'Ojuun, la jeune sœur de Zorig. Trentenaire, elle était inconnue en Mongolie car elle n'y vivait pas. Elle était ingénieure dans les minerais pour une société internationale installée à Londres. C'est l'assassinat brutal de son frère Zorig, le 2 octobre 1998, qui provoque son retour. Il était pressenti pour être nommé Premier ministre en pleine période d'instabilité gouvernementale, et cet unique meurtre qualifié de « politique » sur cette décennie 1990 provoquera comme un séisme national et sera même relaté par la presse internationale⁴². Ojuun décide de rester pour assister à l'élucidation de l'affaire et les proches amis de son frère lui proposent de se présenter aux élections à sa place. Elle adhère donc au PND et est élue le 24 décembre 1998 à 83,6% des voix sur la 17^{ème} circonscription (*Mongol Messenger*, 30 déc. 1998) dans la région bouriate de Dornod. Son seul argument électoral est de reprendre l'intégralité du programme de son frère. « C'est la victoire des idées de Zorig. C'est aussi une marque de respect pour son travail et son engagement pour la population » déclare-t-elle à la presse. Sa personnalité se popularise ensuite rapidement, du moins dans la capitale (*Mongol Messenger*, 30 déc. 1998). Ici, elle peut apparaître comme la Régente.

L'affaire s'enlise, plusieurs truands sont interpellés puis relâchés, l'épouse de Zorig est même mise en cause, sans suite. En l'absence de preuve, la presse évoque tour à tour des mobiles politiques puis simplement crapuleux. En janvier 2000, le petit groupe fidèle à Zorig crée l'évènement avec la constitution d'un nouveau parti politique : le Parti du Courage Civique (PCC). L'intitulé reprend en fait le prénom « Zorig » qui signifie « courage ». Et c'est Ojuun qui en est la présidente, devenant alors la première femme en Mongolie à diriger un parti politique. La journaliste Mönhtuul confie : « *Les Mongols pensent en fait qu'elle a quitté le parti (avec Hulan et Erdentuul et tous les proches de Zorig), car il pèse un fort soupçon sur le parti dans l'assassinat* » (20 mars 2000), soupçons qui semblent partagés par l'ensemble des militant·e·s rencontré·e·s (Odončimeg, 15 avril 2000). Ojuun elle-même explique pudiquement : « *Nous avons préféré quitter le PND par volonté acharnée de lutte contre la corruption. Cette lenteur des démarches et des résultats porte atteinte au principe de démocratie...* » (14 avril 2000).

⁴² Par France Inter par exemple.

Le PCC restera, autant que possible, indépendant des deux PND et PSD et tente une nouveauté rhétorique, l'anti-corruption. Absente du pays durant les années 1990, Ojuun est présentée comme « innocente » des pratiques que l'on reproche à l'ensemble de la classe politique depuis le début de la décennie. « *Les deux premières années de la Transition ont été cohérentes, ça se passait bien. Puis on a perdu confiance en nos leaders. Et Ojuun est arrivée...* » (Baigalmaa, 16 mai 2000). Concernant le fond du programme, le parti apparaît comme le plus libéral. « *Nous plaçons les humains au-dessus de l'Etat, comme le faisait Zorig* » dit Naranceceg (5 juin 2000). La formation idéologique de sa dirigeante Ojuun est aussi libérale, puisqu'il s'agit des techniques d'extraction et d'exportation des ressources minières apprises en Angleterre. Notons enfin que son frère aîné, Bajara, est le directeur mongol de l'IRI⁴³.

Mais ce n'est finalement pas cette idéologie qui est portée par les militants, puisque là encore, le discours semble se brouiller. « *Ce parti constitue un environnement plus frais, de défense des droits humains, politiques, sociaux et même écologiques ! Nous travaillons à l'augmentation de la participation des citoyens à la vie politique, et nous défendons aussi un marché libre, plus démocratique que ce qui est organisé en ce moment* » (Žargalsaihan, 27 mai 2000). Et Ojuun tient aussi à traiter la question sociale : « *On pourrait penser que je suis libérale, mais je ne suis pas favorable à un désengagement total de l'Etat. Je me rends compte du besoin d'une dimension sociale forte dans mon programme afin de lutter contre la pauvreté, je suis absolument effarée de voir les enfants mendier dans les rues, la prostitution chez les adolescentes (et même des garçons)... Il faut bien sûr aussi un contrôle plus sérieux des privatisations, afin que les richesses de ce pays ne soient pas accaparées par une élite économique. Mais je suis critique face à la démagogie de certaines personnalités, et pour ma part, je préfère avoir un discours plus sobre, mais aussi réaliste* » (14 avril 2000).

Le PCC semble rassembler quelques déçus démocrates. Mais le « paquet » de propositions entendues ne se distingue pourtant pas des deux partis démocrates majeurs. En fait, ce qui semble rassembler les militants, c'est plutôt – une fois de plus - un réseau constitué autour de la personnalité de la dirigeante.

Dans un premier temps, les proches amis de Zorig se trouvent rassemblés autour d'elle et c'est depuis leur petit noyau que le réseau s'étend. Baigalmaa dit avoir assisté à son premier meeting, rassemblant une petite cinquantaine de personnes, au café « Khanbraü », principale brasserie « étrangère » de la capitale. Ganhuu, le propriétaire, est un proche ami d'Ojuun. Puis elle évoque essentiellement Ojuun comme au centre de son réseau de recrutement, par le biais d'un ami commun, qui les aurait présentées car elle avait le projet de demander une bourse de séjour au Japon. Et Ojuun l'a reçue chez elle. C'était en janvier 2000 et elle n'avait jamais eu « d'intérêt

⁴³ International Republican Institute, issu du Parti Républicain américain.

pour la politique ». Puis en février, elle a lu dans les journaux que le nouveau parti se constituait et elle s'est présentée à Ojuun : « *je voulais l'aider, la soutenir* » (16 mai 2000).

Les militants du parti sont connus pour être tous « *très éduqués, membres de l'intelligentsia* », ce que déclarent plusieurs militantes (Baigalmaa, 16 mai 2000; Erdentuul, 31 mai 2000). « *Les membres et leaders de ce parti ont entre 35 et 50 ans, ils sont tous très éduqués, ils ont tous une excellente position sociale, du pouvoir dans la société. Et ils veulent tous se battre contre la corruption, ils y mettent toute leur énergie et toutes leurs ressources* » (Odončimeg, 15 avril 2000). On peut noter ici qu'en l'absence d'enquêtes détaillant les catégories socio-professionnelles des militants, cette représentation qu'ils/elles véhiculent peut avoir pour objectif de distinguer le parti du PPRM, qui lui, va plutôt tenter de rassembler la population « nationale », avec les nomades, des ouvriers, par exemple. Les partis démocrates vont, à l'inverse, tenter de mobiliser les « intellectuels », de se faire représenter comme tels, faisant référence à une élite sociale ancienne.

Ojuun tente aussi de rassembler des militantes qui n'étaient pas encore engagées en politique. Ce qui est le cas de Naranceceg. « *Il y a deux ans, j'avais commencé à m'intéresser au Nouveau Parti Social-Démocrate. Mais je n'ai pas été satisfaite par leur discours et n'ai pas senti de soutien de leur part. Alors que je me suis sentie immédiatement accueillie en allant pour la première fois à une réunion du jeune parti* » (5 juin 2000). Le jeune parti gagne aussi quelques adhésions médiatiques. Ojuun est fière par exemple du ralliement du parti des Verts qu'elle dit être le premier parti écologique en Asie⁴⁴. Puis encore de celui de l'un des « 13 » démocrates de la transition qui vient juste de rentrer en Mongolie pendant ce printemps 2000 (*UB Post*, 15 mai 2000). On est là encore dans un schéma connu en Mongolie.

Ce qui semble nouveau, c'est la personnalité d'Ojuun. Jeune, elle est dynamique et avenante sans être séductrice, faisant montre « d'une grande maîtrise d'elle-même » (article anonyme). De fait, elle semble être la première qui contrôle aussi bien son image médiatique, une image qu'elle diffuse pourtant beaucoup, plus que les autres femmes politiques, en particulier dans la presse étrangère. Les journaux montrent souvent une photo, qu'elle associe à différents thèmes : la lutte contre la corruption, la présence au sein de sa circonscription ou encore au sein du parlement. Mais ce qui la distingue, c'est un appui officiellement recherché auprès d'un réseau international. C'est la personnalité la mieux connue par les diplomates en place, par les entrepreneurs étrangers, qui trouvent sa photo régulièrement dans les deux hebdomadaires anglophones (*Mongol Messenger* et le *UB Post*) associée par exemple à des projets d'investissements

⁴⁴ Elle explique aussi, plus intimiste, qu'outre les affinités politiques, ce ralliement est aussi tactique. Le parti des Verts a été un des premiers partis à se créer en 1991-1992 et donc « *nous serons en tête des listes électorales administratives !* » [rires] (2 mai 2000).

étrangers - désormais possibles puisqu'elle lutte contre la corruption. « *Elle est très prise, très sollicitée par les étrangers qui lui demandent des informations sur le pays* » (Baigalmaa, 16 mai 2000). Elle écrit elle-même des articles (*Mongol Messenger*, 2 juin 1999) et on ne trouve jamais de référence à sa vie privée. Et pour cause, elle est célibataire et sans enfant, tout entière dévouée à son engagement politique. Au printemps 1999, le *UB Post* fait une photo de la reprise parlementaire. On y voit les bancs du Parlement et au premier plan, Ojuun est tournée vers son voisin de derrière. Elle a le regard attentif, des papiers sur les genoux, elle semble prête à travailler (6 avril 1999).

En avril 2000, le PCC compterait 3 000 adhérents. Le Comité National (УНДЭСНЫ Хорлоо) compte 18 femmes pour 59 personnes et le Bureau National (УЛС ТӨРИЙН ЗӨВЛӨЛ) compte quatre femmes pour 11 hommes : Ojuun, Hulan, Erdentuul et une certaine Žamaa. Ensuite, le parti est divisé en seulement six branches (АҮҮРЭГ), en fonction des implantations qui sont en 2000 essentiellement dans la capitale. Ces branches sont elles-mêmes subdivisées en plusieurs « nids », ҮҮР - үйр. Čimeg est par exemple chef d'une branche de la capitale. Les investitures se feraient dès la base, c'est-à-dire en provenance des cellules locales. Les membres du parti défendent l'idée selon laquelle le parti serait le seul parti véritablement démocratique, sans nomination aucune par les deux comités directeurs.

L'ensemble des militant·e·s rencontré·e·s estime que le PCC est le parti qui intègre le plus les femmes, ce qui est juste au regard d'une part de sa dirigeante, d'autre part du nombre des femmes au sein des deux comités directeurs. Ganhu constate simplement : « *il y a beaucoup de femmes dans le parti, ce qui signifie que nous soutenons les femmes* » (27 juin 2000). Erdenbileg observe « *qu'elles se soutiennent entre elles* » (2 juin 2000) et avec Erdentuul, ils soulignent qu'Ojuun est non seulement une femme, mais qu'elle se préoccupe de la question des femmes au sein du parti, tout particulièrement en ces temps de campagne électorale (31 mai 2000). D'ailleurs, elle va effectivement proposer un quota des 30% de candidates au sein de son parti (14 avril 2000).

Et c'est ici que deux reproches lui sont fortement adressés, en particulier par les militant·e·s du PND, comme Ojuunčimeg, très en colère : « *Je n'aime pas Ojuun, son parti parasite les démocrates... Ici [à Hovd], de toutes façons, ils ne semblent pas très implantés...* » (11 mai 2001). Et d'autre part, Zanaa (figure majeure du mouvement associatif des femmes) explique amère : « *elle a convaincu des femmes très compétentes de la suivre. Elles vont manquer maintenant aux démocrates pour la Coalition, Hulan, une autre Ojuun et Kulanda...* » (12 mai 2000). Et justement, les communistes vont gagner les élections haut la main, revenant sur la scène politique en grand vainqueur. L'éclatement de la tendance démocrate est alors reproché en partie à une femme, de même que la non-élection de femmes démocrates. Ce qui nous semble une spirale particulièrement destructrice pour la

classe des femmes, alors que les troubles qu’ont connus les démocrates durant les années 1998-1999, de même que l’assassinat de Zorig, eux, n’ont pas été provoqués par des femmes.

Ojuun est donc à la croisée de deux profils de femmes politiques bien connus. Cooptée en quelque sorte par un homme – bien que décédé –, elle représente aussi le type de candidate qui porte un message personnel, ici celui d’un libéralisme anglo-saxon, mais aussi et surtout celui de l’honnêteté et de l’intégrité politique, en opposition avec les pratiques politiques officieuses. Elle est la seule de son parti à véritablement accéder à l’espace du pouvoir. Les militants de son parti ne bénéficient pas de son charisme. Ils « *sont trop jeunes, ils n’ont pas de personnalités connues et ils n’ont pas d’implantation rurale. Ojuun est la sœur de Zorig, c’est tout. C’est une fille de la ville et elle est trop jeune en politique. Elle sera élue, mais pas les autres* » (Olzvoi, 18 mai 2000). Et même si parfois la presse peut présenter le PCC comme seconde force politique du pays (*Mongol Messenger*, 5 avril 2000), ce ne sera pas confirmé lors des élections.

d) L’augmentation du nombre de femmes candidates

La campagne électorale du printemps 2000 se lance donc entre militantes d’une part et peu de femmes politiques d’autre part. Et nous assistons à l’émergence d’une seconde génération de femmes : celles qui décident d’entrer dans la course électorale.

Les chiffres du nombre total de candidats varient selon les sources et ceux concernant les femmes varient aussi, mais dans de moindres proportions puisqu’elles sont moins nombreuses⁴⁵. Nonobstant les variations, ils montrent tous la même tendance : une augmentation totale du nombre de candidats et plus encore, proportionnellement, l’augmentation de celui des femmes candidates. Si le nombre total de candidats reste sensiblement le même entre 1992 et 1996, (293 en 1992⁴⁶, 315 en 1996⁴⁷) (CIRF, 1997, p.1), celui des femmes passe de 18 en 1992 à 27 en 1996. Le chiffre reste faible en soi, mais c’est plus de 50% d’augmentation. Ceci a aussi pour effet de doubler celui des élues, qui passent de trois à sept (CIRF, 1997, p.1).

Les élections de 2000 sont un peu différentes. La proportion de femmes candidates ne varie pas, restant à quelque 13% de femmes sur l’ensemble. Mais le nombre de candidats et de candidates double, ce qui confère à cette campagne une sorte de « spécificité ». Le 9 juin 2000, (à trois semaines des élections, les enregistrements administratifs sont censés être définitifs), on apprend dans le quotidien *Mongolyn Medee* par N. Cacral (journaliste femme) que « 76 femmes rivalisent contre 584 hommes ». Ce sont principalement des enseignantes, des économistes et des

⁴⁵ Nous choisissons ceux présentés par les associations de femmes, le CIRF essentiellement.

⁴⁶ 295 selon le quotidien *Mongolyn Medee* du 9 juin 2000.

⁴⁷ Le même hebdomadaire américano-mongol, le *UB Post*, donne des chiffres différents. Le 6 avril 2000, il annonce 354 candidats en 1996 et le 9 juin 2000, il informe de 302 candidats...

ingénieures. Elles ont entre 27 et 46 ans. Cette augmentation marque l'espace public, puisqu'elle est notée tout au long de la campagne par l'ensemble des journaux⁴⁸.

Cette envie des femmes d'entrer au sein de l'espace du pouvoir – remarquée en Mongolie pour la première fois par les journalistes - n'est pas propre au pays. En France par exemple, à la suite de l'adoption de la loi sur la parité, « les “faiseurs de listes” [...] d'un arrondissement parisien à la fois aisé et peuplé de nombreuses professions intellectuelles [...] ont été comme assaillis par un nombre de femmes supérieur à celui des hommes, candidates ambitieuses qu'il a fallu calmer... Ce qui relativise l'argument du manque de candidates » (Achin C. *et al.*, 2007, p.25).

Le nombre total de femmes candidates augmente car celui des partis politiques augmente aussi. Sur 16 partis et coalitions, 12 vont présenter des femmes. Cependant, et ceci nous semble très important, le nombre de candidates présentées par les trois partis majeurs n'augmente pas.

Le PPRM présente en 1996 et en 2000 le même nombre de femmes, huit. En 1996, Gandi était la seule femme parmi les 26 élus de cette nouvelle minorité parlementaire. Le PPRM s'enorgueillit d'avoir présenté « plus de femmes » que les démocrates, qui n'en présentent que sept en 1996 (six seront élues, puis sept avec l'arrivée d'Ojuun). En 2000, la Coalition éclate et le PSD présente six femmes⁴⁹ et le PND (qui s'associe au Parti Mongol Démocrate des Croyants) n'en présente que cinq. Sa Première secrétaire Delgermaa ne se présente pas, ce qui surprend la presse. « Elle prétend qu'elle veut mettre plus d'ordre au sein de son propre parti »⁵⁰ ou encore « dit vouloir se concentrer sur les locales » (*UB Post*, 25 mai 2000).

En 1996, les petits partis ne s'étaient pas fait remarquer sur ce point. Le Parti Traditionnel Conservateur qui a obtenu un siège n'avait pas présenté de femme sur ses 17 candidats (Altanceceg, 9 déc. 1999). Trois autres partis avaient présenté entre une et quatre femmes, sur un total de 18 à 32 candidats⁵¹, établissant une sorte de moyenne identique quel que soit le parti, c'est-à-dire à peu près 10%. En 2000, cette moyenne persiste⁵². Mais la coalition PCC/les Verts crée l'événement avec 16 femmes sur 72 candidats, presque 20% de candidatures féminines. On connaît bien sûr leur présidente Ojuun et l'atypique Erdentuul, mais pas les autres. Notons que deux sont journalistes, une certaine Badamhand va défendre les intérêts des handicapés, elle-

⁴⁸ Le *UB Post* du 25 mai 2000 note par exemple (donnant encore un nouveau chiffre pour 1996, mais qu'importe : « En 1996, il y avait 18 femmes candidates et on en connaît presque 50 le 24 mai 2000 ! »

⁴⁹ On retrouve une seule députée sortante, Otgonbajaar, « sans qu'on sache très bien pourquoi les autres députées se retirent » (Cacral N., 9 juin 2000). Les nouvelles sont par exemple Tungalag – présidente du Mouvement des Femmes Social-Démocrates au sein du parti et l'animatrice du bureau du groupe PSD, G. Bujanhišig.

⁵⁰ On retrouve la Ministre des Affaires étrangères Tujaa et la présidente du Bureau du groupe majoritaire, Ojuungerel.

⁵¹ le Parti capitaliste avait présenté quatre femmes sur 32 candidats, le Parti Uni Traditionnel 1 femme pour 18 candidats et le MoAN quatre femmes, ce qui ferait un total de 24 femmes candidates

⁵² Au Parti Libéral, on compte aussi 8 femmes. Le Parti des Nouveaux Socialistes présente quatre femmes : L. Otgontogc qui est directrice du Fonds Erel, L. Ojuun professeure à la faculté d'économie, M. Erdenetungalag, professeure à l'Académie d'administration publique et C. Cededdulam qui est médecin. Au MoAH, on compte sept femmes, dont Kulanda, journaliste. Le Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens compte : 3 femmes. Le Parti des Travailleurs : 1 femme (L. Ičin-Holroo), Parti pour l'Unité : 2 femmes, Batceceg et Burmaa. Ih Evcel : Zajaa, femme d'affaires. Elle est donc seule...

même est handicapée. « Le refus de Hulan de se présenter à ces nouvelles élections pour raisons privées a surpris, beaucoup pensent que sa voix est nécessaire au Parlement » (*UB Post*, 25 mai 2000). Un autre parti politique dépasse aussi le chiffre « classique » des huit candidates, il s'agit du Parti Républicain, avec 12 femmes. Mais il n'aura aucun élu.

Car les campagnes électorales sont précédées des investitures au sein des partis politiques et celles-ci sont clairement des obstacles pour les femmes. C'est bien une perte des effectifs de candidates qui est observée pendant les campagnes électorales. Les hommes rencontrent aussi des difficultés pour leurs candidatures. En 2000, un premier pic aurait enregistré 663 candidats pour finir à 584⁵³. Comparativement, les candidatures des femmes sont hésitantes. Le 3 avril 2000, Zanaa ne comptait que 30 candidates susceptibles de se présenter pour le PPRM et le PND. Le 4 mai 2000, il y en aurait une quarantaine. C'est peu au regard du foisonnement des candidatures masculines qui envahissent les médias.

2- Instrumentalisation des femmes

C'est bien lors de cette campagne que se révèlent les fonctionnements internes des partis politiques et les stratégies des candidates qui tentent de s'y adapter. La pénible ascension de quelqu'un e s est sanctionnée par un encadrement serré des dirigeants et pour très peu des dirigeantes, qu'ils/elles soient PPRM ou démocrates. Certaines s'engagent encore sur le mode de leurs prédécesseuses, comme G. Ojuunceceg, qui ne s'est engagée que récemment, face à la situation de son pays qu'elle juge déplorable : « *Si la situation avait été normale, je n'aurais pas fait de politique* » (18 juin 2000). D'autres commencent à mettre en avant leur volonté de carrière personnelle, à la façon des hommes, comme Zajaa, à la tête de son parti.

a) Les petits partis

A visiter de nombreux centres de petits partis politiques, on a l'impression de rencontrer de nombreuses femmes, en fait même plus présentes que les hommes. Les militant e s ne donnent pas de chiffres précis concernant le nombre de leurs militants, ni celui des femmes. Les organisations étant récentes, les listings des militant e s sont moins importants à tenir que les comptes de campagnes pour les quelques candidat e s en course. Et quand ils/elles en donnent, nous ne pouvons pas les vérifier. Mais, avec les quelques informations qui sont transmises, il apparaît trois profils différents d'instrumentalisation des militants et des femmes.

⁵³ Notons la rapidité de variation des chiffres : puisque ces deux chiffres sont donnés tour à tour à deux jours d'intervalle par le même quotidien, le *Mongolyn Medee*, le 7 puis le 9 juin 2000.

Le Parti des Verts compte seulement 10% de femmes sur 12600 adhérents revendiqués, le président, Bacandorž issu du congrès du 13 avril 2000, et le Premier secrétaire Ganbaatar, élu par le bureau, sont deux hommes. Parmi les 22 délégués des *Aimag*, deux seulement sont des femmes, sur Oulan-Bator (en 2000, le pays n'est pas encore très touché par cette mouvance et manque de recrues en zones rurales). Mais sur les 146 membres du Congrès, 39 sont des femmes, soit 18%. Et sur les neuf personnes composant le bureau, trois sont des femmes : Tujaa qui fait partie des fondatrices, Suvd qui travaille sur un projet avec la GTZ allemande et Cagcaa, enseignante en sciences naturelles.

Ce parti politique n'ayant aucune assise locale, les forces vives sont donc concentrées dans la capitale, constituant ainsi à peu près le fameux « Congrès ». Si le parti ne veut pas totalement disparaître, il a besoin de cette centaine de personnes actives et ne va donc pas en évincer ses femmes. Elles sont même essentielles à sa survie.

On constate la même chose au PCC. A sa création, il a permis aux femmes qui quittaient les partis démocrates une « ascension partisane ». Les nouveaux militant·e·s étaient peu nombreux et il fallait absolument compter sur les femmes. Čimeg, par exemple, qui en est candidate, date les débuts de son engagement politique à mars 1990 en entrant à MoAN. Puis en 1994, son parti entre au PND, au sein duquel elle a été présidente d'une branche locale de quartier de l'Union des femmes. Enfin en 2000, elle suit la dissidence pour le PCC. Et devient immédiatement chef du groupe de son quartier. Ce qui la mène droit vers l'investiture.

Au Parti Républicain, il y aurait 110 000 membres, parmi lesquels « on » compte 57 000 femmes [nous nous permettons de douter de la véracité de ces chiffres, le parti n'ayant pas d'élu parlementaire, et nous n'en avons jamais entendu parler lors de notre séjour]. Le « Conseil politique » compte quatre femmes sur 21 membres, le Congrès compte 65 personnes, « *mais je ne connais pas le nombre de femmes.* » Ce responsable du parti tient tout de même à préciser immédiatement : « *Nous avons 12 femmes candidates et elles sont très éduquées !* » Ce parti ressemble à d'autres petites structures. Elles sont tenues par une poignée d'hommes, les femmes n'y sont admises que pour gonfler les chiffres aux moments des campagnes électorales et pour effectuer de petits travaux nécessaires mais sans « effet-capital » pour elles.

Avec mon amie journaliste qui joue les interprètes, nous sommes reçues par le fondateur et président du Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens, un homme d'une soixantaine d'années derrière un bureau d'*apparatchik* communiste, qui montre un ostensible désintérêt pour mes questions sur les femmes et un non moins ostensible paternalisme pour mon amie (qu'il connaît par ailleurs pour avoir été interviewé par elle). Annonçant assez vite un rendez-vous extérieur, il nous quitte au bout de dix minutes et

Il passe le relais à un jeune homme, qu'il présente comme son vice-président. Jaavuhulan présente une stature de sumo japonais et accepte de se prêter au jeu de nos questions, davantage dans la séduction : il attaque en anglais (et arbore deux téléphones portables).

Il prend l'air plus concerné : « *j'ai fondé le "Liberty Club" en 1997. Sur 20 personnes, il y avait neuf femmes, toutes très jeunes.* » Ils comptent 2 000 adhérents, « *et 60 000 sympathisants.* » Après quelques détours sur la mère patrie (il tente la connivence en s'adressant à mon amie en mongol) et le développement d'un vrai « *néo-libéralisme international* » (en anglais à mon adresse), je tente de revenir sur la question des femmes et puisqu'il semble avoir eu accès à des informations internationales, j'évoque le féminisme. Il me répond en me parlant de la prostitution infantile. Je lui fais remarquer que je ne vois pas vraiment le lien avec le féminisme. « *Yes, I know!* » dit-il. Il le sent, le rapport de séduction est ici définitivement cassé. Je lui demande si une femme pourrait être présidente de la République. Il réfléchit, tousse un peu (et je constate une énorme chevalière en or au poing qu'il se met poliment devant la bouche). « *Selon la Constitution démocratique, c'est possible, mais la tradition ne l'accepterait pas, la société dans son ensemble ne l'accepterait pas.* » Et son parti ? Il réfléchit encore. « *Mon parti suit les principes démocratiques, ce serait donc possible* » (15 juin 2000).

Un troisième type de petit parti présente un dernier profil particulier, comme la Grande Coalition (Их Эвсэл – Ih Esvel). Ce sont des partis sans véritable assise partisane, portés par une personnalité médiatique. Delgermaa, une candidate évincée, joue l'agent de presse et tente d'obtenir devant moi cinq minutes de programme radio. Elle explique ensuite qu'ils souhaiteraient présenter 76 candidats. Mais dix seulement ont déjà leur certificat au moment de la rencontre, le 15 mai 2000, soit un mois et demi avant les élections. « *Il va peut-être y avoir entre 20 et 30% de femmes, mais personne ne sait encore vraiment...* » En fait, il n'y aura qu'une seule candidate, Zajaa, une « femme King ». Elle a été présidente d'un premier parti politique, le Parti pour la Propriété Privée, pendant trois ans. En 1998, à la suite des élections présidentielles, elle a pris la tête du Parti pour la Tradition. Femme impeccable d'une cinquantaine d'années, elle est charismatique, connue pour sa fortune personnelle et son autorité. Elle s'exprime sur le mode guerrier. « *Je suis nationaliste et patriotique* [Үндэсний үзэлтэн итгэл оронч – *udesnii uzelten et eb oronč*]. *Je veux me battre pour mon pays.* » Elle a confiance en elle, pense qu'elle va gagner les élections car se sent très soutenue (26 juin 2000). Elle ne sera pas élue, mais surtout, elle ne connaît pas (et d'autres militantes non plus) le nombre de femmes au sein de son parti et ne semble pas intéressée par le sujet. Elle représente à elle seule son parti politique, à la façon d'Ojuun. En dehors d'elle, il semble bien qu'il n'y ait pas de parti...

b) Carrières obligatoires au sein des partis majeurs

Lors de cette campagne, c'est le PPRM qui apparaît comme contrôlant le plus ses candidats. En 1992, il obtient 70 sièges (sur 76) et seulement deux femmes (soit 4% de femmes

au Parlement). En 1996, ils n'obtiendront que 26 sièges et auront une seule femme députée. En 2000, la presse parle d'un raz de marée PPRM, puisqu'ils obtiennent 72 sièges, mais le nombre de femmes reste faible, abaissant le pourcentage à 10%. A la demande d'informations statistiques, Baigalmaa montre des documents attestant de la participation des femmes, mais sans donner de pourcentage national. « *Au dernier congrès, il y avait 625 participants, dont 95 femmes* », soit 15,2%. A la suite des élections locales de l'automne 1999, elle relève que dans le district de Čingelte à Oulan-Bator, « *50% des conseillers sont des femmes* », à Conginhaj et Cühbaatar district, 8 et 12 femmes ont été élues. Du Parti, 65 femmes dans les Régions et 68 pour la capitale se sont présentées, mais elle ne connaît pas les résultats. Dans la ville de Henti *Aimag*, le gouverneur est une femme. Ce sont les seuls chiffres que nous obtiendrons (16 avril 2001).

Le PPRM est l'appareil d'Etat qui a fabriqué, durant tout le XXe siècle, ses élites, qui en a exclu les femmes et qui continue à ne les considérer que comme des sujets politiques nécessaires à son fonctionnement mais pas à sa direction, ni de fait, à celle de la Nation. La mouvance démocratique peut alors paraître un peu plus concernée par les femmes. Pour être investie lors de ces élections, tous et toutes les candidat·e·s doivent s'appuyer sur une longue présence au sein du parti et très précisément avoir fait leurs preuves au sein des instances de base qui le composent, le premier étant le Comité des Jeunes. Turtogtoh, par exemple, cumule un Doctorat d'histoire avec un master en « *leadership-development* ». Il a surtout été Pionnier dans son enfance, c'est-à-dire membre des Jeunesses Communistes, même à Moscou où il faisait ses études. A son retour, il a immédiatement intégré le Comité des Jeunes du Parti « *et c'est justement ce Comité de jeunes qui l'a choisi pour ces élections* » (Gerelt-Od, 10 juin 2000).

Les Jeunesses Communistes composaient un vivier préparateur à l'adhésion au Parti, développant leurs capacités de « faire » plus que de « penser ». Elles absorbaient l'intégralité des enfants scolarisés, structurant leurs premières activités extra-scolaires. Ceci permettait d'y déceler les futurs militant·e·s, de même éventuellement que les jeunes meneurs et meneuses. Même Zorig y a commencé son engagement politique. La plupart des militantes que nous avons rencontrées y étaient, le Parti les connaît depuis leur enfance.

Njamhuu conseillère régionale PPRM de Saijnšand explique que petite fille, elle était « *très active* », elle était première élève de sa classe et a donc été élue chef de classe et ce, durant toute sa scolarité secondaire. Elle était en parallèle aux Jeunesses Communistes, où elle était chef de groupe. Elle a ensuite fait l'école de médecine (elle est originaire de la capitale), période durant laquelle elle était dans la cellule du Parti de l'école. Puis en 1969, elle est venue directement travailler à Sainšand comme médecin, en intégrant encore la cellule de l'hôpital (14 février 1999).

A Darvi *Sum*, nous rencontrons l'une des deux conseillères municipales PPRM sur les cinq femmes du conseil. De 1991 à 1993, elle a été nommée adjointe au gouverneur du village. Elle a commencé à

soutenir le PPRM en 1983 -date d'obtention de son diplôme universitaire-, mais elle n'y a pas adhéré tout de suite, « *ils ont commencé par me surveiller. Je n'ai véritablement eu ma carte qu'en début d'année 1989* [avaient-ils besoin de militants les soutenant ?], *c'était encore l'unique parti politique du pays, même si on savait qu'il y avait des manifestations.* » Elle donne deux raisons à son adhésion : « *pour trouver un poste [...]. Et pour pouvoir assister à ces réunions, il fallait aussi être membre du parti. Et ça m'intéressait. J'étais déjà affiliée au Parti et je leur suis restée fidèle.* » Entre 1989 et 1990, le Parti a été relativement passif localement et de nombreux militants l'ont quitté. C'est à cette période qu'elle s'est véritablement mobilisée, « *on voulait tous soutenir le processus démocratique* ». En 1996, elle s'est beaucoup investie dans la campagne présidentielle, participant aux organisations de meetings à Hovd, mais les démocrates ont gagné. « *Et en 2000, ils cherchaient du monde pour les élections, ils m'ont proposée* » (Horolžams, 4 juillet 2001).

A l'automne 2000 en séjour à Hovd, nous demandons à être reçues (avec Batgerel, militante démocrate locale) par une certaine Ojuun, chargée de l'organisation des élections pour la ville, mais aussi seule femme ayant été nommée au comité régional de direction du PPRM. La dame est polie, mais reste évasive. Elle ne donne que quelques statistiques officielles. En pleine préparation électorale, elle n'a pas le temps et connaît aussi peut-être mal la position à tenir devant une étrangère (3 octobre 2000).

Au printemps 2001 à Oulan-Bator, alors que je cherche à partir pour Hovd, on m'indique une femme cadre du PPRM qui pourra me mettre en contact avec le chauffeur de bus d'un groupe d'élèves venus dans la capitale pour des olympiades scolaires. Quelle n'est pas ma surprise de reconnaître la dame : c'est Ojuun. Elle a donc été promue comptable générale du Comité de direction du Parti. Elle me reconnaît aussi et ne cache pas sa fierté. Et alors qu'elle avait été distante à Hovd, son visage s'illumine et elle ordonne promptement qu'on me prépare du café et des biscuits. Je peux enfin avoir un entretien intéressant. Elle a eu sa licence d'agronomie en 1982, à Irkoutsk. A son retour, elle a travaillé dans son *Aimag*, au Comité Administratif de Gestion des Biens Techniques. Elle a ensuite intégré le Parti, puis a été présidente régionale de la FFM. Au moment de la démocratisation, elle est devenue « *plus active* », nommée au comité régional en 1998. Et pour finir, cette année, elle a été nommée à Oulan-Bator. Son mari est pédiatre, elle n'en dit pas plus. Mais son fils vient d'entrer en première année à l'université et le déménagement familial réduit les dépenses de logement.

Elle ne le dit pas, mais cette nomination constitue une véritable promotion professionnelle, politique et sociale. Je voudrais clarifier la part de stratégie personnelle. Son discours se fait flou : « *J'ai proposé de venir à Oulan-Bator, par rapport à mon fils, puis ils m'ont invitée...* » Aimerais-elle être ministre ? Elle pense que le Parti regorge de nombreuses personnes plus qualifiées qu'elle, « *mais c'est vrai que moi, je connais bien la vie de la campagne* » (Ojuun, 20 avril 2001).

Tout spécialement pour les femmes, le passage obligatoire est l'ancien Comité des Femmes Mongoles, créé en 1924 et aujourd'hui rebaptisé Union des Femmes Démocrates et Socialistes (UFDS). N'ayant pas mené plus loin les recherches historiques, nous n'avons que peu d'informations sur ce Comité des Femmes, le nombre de femmes qu'il comptait, l'histoire des principales dirigeantes, les passages possibles (ou pas) vers la direction du Parti. Ce que nous savons, c'est que les femmes membres du PPRM y étaient automatiquement incluses et qu'il

irradiait dans toutes les structures sociales, professionnelles, culturelles, administratives, sanitaires, etc. Et qu'elles étaient contrôlées par le Parti.

Aujourd'hui, les militantes associatives démocrates portent un regard critique autant que reconnaissant. « *Durant le communisme, elles enseignaient la cuisine, la couture, les valeurs asiatiques. Elles ne connaissaient pas le féminisme occidental, mais elles en rejetaient les principes. Elles étaient très conservatrices. Il n'y avait pas de groupes de femmes autonomes. Mais il y avait des groupes par usines ou autres structures professionnelles. Dans mon Institut, il y avait un "conseil des femmes", extension du Comité des Femmes Mongoles, et les femmes y étaient effectivement très actives. Elles suivaient la ligne du parti, mais c'est vrai qu'elles faisaient des choses très utiles, moi-même j'y participais. Il y avait des cours professionnels du soir, du soutien pour les femmes rurales. Tout ça était très dynamique. Le Parti instrumentalisait le Comité pour toucher la population. Mais je dois reconnaître que dans les zones rurales, c'était très important pour tout le monde, les enfants, les femmes, les maris et pour une éducation à l'hygiène, la cuisine, la santé* » (Amarsanaa, 6 mai 1999).

Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est que les femmes admises dans l'espace très contrôlé très proche de la direction du Parti ont toutes commencé par être à la tête de ce Comité des Femmes. Nous les qualifions de « produits du Parti ».

Badja, par exemple, localement, a été directrice du comité local des Femmes avant d'occuper le poste secrétaire du *Hural* de l'*Aimag* de Dornogov. Quand on lui demande comment elle en est arrivée à ces deux postes à responsabilités, elle répond avec une humilité toute soviétique : « *j'ai été choisie par l'ancienne directrice qui partait en retraite. Et là, le Parti avait besoin de quelqu'un. Avant qu'ils viennent me chercher, je ne m'intéressais pas beaucoup à la politique...* » (13 février 1999). Dire « je ne m'y intéressais pas beaucoup » signifie souvent dans la bouche de ces femmes du PPRM qu'elles n'étaient pas carriéristes, ce qui était mal vu. Il est alors difficile de connaître la part de volonté personnelle dans ce parcours... Une conseillère municipale dira aussi : « *Le parti ne doit pas être une façon de se promouvoir socialement. C'est pourquoi moi-même, quand je suis entrée au Parti en 1987, je n'avais aucune visée carriériste* » (24 avril 1999). En fait, imposer une certaine modestie à ses militant·e·s est le meilleur moyen pour la direction d'un parti politique de les contrôler.

Mönkhöö a fait partie des seules neuf femmes membres de la Constituante en 1990-1992, sur 462 représentants. Elle représente la figure soviétique par excellence, avec un parcours exemplaire. Elle a fini ses études de pédiatrie en 1966 à Oulan-Bator. Elle a travaillé un temps à la campagne et a adhéré au Parti en 1964 « *parce que j'étais une bonne étudiante.* » Elle a ensuite été « *nommée directrice du service de la santé de l'Aimag. J'étais aussi chef du Comité des Jeunes, puis chef du Comité exécutif de la Croix Rouge.* » Son ascension a continué dans la capitale. De vice-présidente de l'école de médecine, elle passe ministre-adjointe de la Santé, de 1985 à 1990. « *De 1988 à 1990, j'étais aussi présidente du Comité des Femmes Mongoles pendant deux ans* » (2 juillet 1990).

Au moment de la démocratisation, le Parti est ébranlé, son organe féminin devient le cadet de ses préoccupations. Il semble disparaître pour en fait donner naissance à deux nouvelles entités, d'une part l'Union des Femmes Démocrates et Socialistes (UFDS) clairement attachée au PPRM (leur bureau est au sein du bâtiment central du parti) et d'autre part, la Fédération des Femmes Mongoles (FFM), qui conserve une appellation proche de l'originelle, ainsi que son cadre d'intervention. Elles se distinguent par une volonté d'indépendance (leur bureau est dans un bâtiment sans aucun rapport avec le PPRM), une inscription dans le présent (par des projets de développement de type onusien) et l'élargissement de leurs recrues. Les deux structures prennent le statut d'organisation non gouvernementale, s'intégrant au mouvement associatif des femmes, ce que nous analyserons dans la partie qui lui est consacrée. Mais l'une comme l'autre vont continuer à « fabriquer » les candidates potentielles pour le PPRM, comme les deux députées au retour du PPRM en 2000 : Altaï et Gerelsuren.

L'UFDS capte 60% des femmes adhérentes au PPRM (Altaï, 2 mai 2000). L'adhésion à « l'organe féminin » du parti n'est plus automatique, une volonté de réforme semble-t-il. Elles ont établi des programmes de promotion des compétences des femmes « en vue de promouvoir leur participation et leur représentation en politique et dans les processus de prises de décisions » (UFDS, non daté -1999). Altaï en est la présidente.

Altaï a fait toute sa « carrière professionnelle » au sein du Parti. A la suite d'études d'histoire, elle fait son *Aspirantur* (équivalent master 2 en France) de Sociologie à Moscou en 1981. A son retour, le Parti n'a pas oublié qu'elle était première de sa promotion en licence. Elle a été immédiatement intégrée comme nouvelle recrue, « car ils avaient besoin de jeunes » et travaillait comme journaliste pour un journal mongol russophone, *Novosti Mongoli*, « Nouvelles de la Mongolie ». De 1982 à 1988, elle a enseigné à l'Institut du Parti (*Namiin Deed Curguul*). En 1988, le Parti l'a envoyée à Moscou effectuer un Doctorat en science politique, sur la comparaison entre les cinq plans économiques du Parti depuis 1921 jusqu'en 1992. A son retour en 1994, elle est conseillère au Parti, équivalent d'une cadre fonctionnaire. En 1996, elle est nommée pour la première fois à des élections « hors parti », mais face à « Babaar », Batbajar, dont tout le monde sait qu'il était « très fort. Mais de toutes façons, le Parti a perdu ces élections, donc... » Le Parti l'a donc utilisée sur une circonscription qu'il savait perdue d'avance. Après les élections, « le centre de recherche économique du Parti a fermé ». Mais elle « trouve » immédiatement un poste d'enseignante à l'École des maîtres. Entre-temps, elle était devenue présidente de l'UFSD : elle a obtenu une investiture et a été élue.

Durant la campagne électorale, les militantes de l'UFDS sont mobilisées pour la promotion de l'ensemble des candidats du parti, mais surtout des candidates, ce qui ne semble pas facile. Elles ont demandé au Comité central de signer une charte qui stipule que les femmes membres de cette association interne doivent aussi pouvoir présenter des candidates et que le Parti doit s'engager à leur soutien. On comprend ainsi que le Comité central fonctionne comme

une entité totalement distincte d'elles, comme si elles étaient non constitutives de la globalité du Parti. L'existence de l'UFDS et le fait qu'elles s'y inscrivent (dans les deux sens du terme, entrer sur une liste et entrer dans cet espace spécifique) les catégorisent « en tant que femmes ». Ce faisant, elles se différencient du reste des militants et candidats, c'est-à-dire les hommes, et de la femme King, Gandi, qui d'ailleurs ne s'y associe pas. On est là face à un rouage infernal, une stigmatisation reproduite. Altai, à la suite de plusieurs rencontres et dorénavant légitimée par son nouveau statut d'élue parlementaire, reconnaît enfin : « *C'est très difficile de se présenter spontanément, sans passer par l'UFDS. En général, les femmes candidates étaient issues de notre association, comme Bolormaa, Ojuunbolol, Dolgor, Arvi. Les nominations se font en général par le Comité de direction. Et c'est lui qui a demandé des noms...* » La direction du Parti contrôle donc très strictement les investitures.

Nous analyserons aussi plus en détail, en dernière partie de la thèse, l'idéologie du genre portée par la seconde structure, la FFM. Notons ici qu'elle « fédère » plus d'adhérentes que l'UFDS, puisqu'elle représente aux yeux des Mongoliens l'ancien Comité des Femmes⁵⁴. Elle a donc des représentantes au sein de tous les villages et quartiers, des branches plus importantes au sein des villes. Aujourd'hui, elle rassemble de nombreuses femmes de professions différentes, mais qui ne souhaitent pas intégrer le PPRM pour diverses raisons (de lourdeur du Parti par exemple). La FFM demeure ce que nous appellerons une association de type « traditionaliste », en ce qu'elle ne remet jamais en question le pouvoir dominant (même si les militantes peuvent en critiquer les agissements généralement considérés comme individuels) et conserve des activités traditionnellement féminines comme celles citées plus haut. De fait, elle maintient un lien symbolique étroit avec le PPRM, symbolique car il ne la finance pas.

Ces femmes qui « voulaient faire quelque chose » à la suite de la démocratisation prennent le temps de se structurer et en 1993, élisent leur nouvelle présidente en la personne de Gerelsuren. Du temps du soviétisme, celle-ci était nommée par le Parti. « *Mais les adhérentes ont souhaité marquer leur démarche de soutien au processus démocratique* » (Gerelsuren, 14 janvier 1999). Elle est donc la première présidente (et la seule en 1999-2000) à avoir été élue par les adhérentes, même si elle continue de concevoir son ascension sur le mode soviétique. « *Je n'ai pas souhaité avoir ce poste. On me l'a proposé, j'ai accepté. J'étais adhérente au Comité depuis 1978. J'ai participé au septième congrès par hasard [sic !] et j'ai été élue. Il y avait trois ou quatre autres candidates. Je pense que les gens ont voté pour moi car ils me connaissaient bien. J'étais membre du Comité de direction (du Comité des Femmes), j'étais directrice trésorière. Et pour le huitième congrès en 1998, j'ai été réélue. C'est donc mon deuxième mandat* » (14 janvier 1999). Elle sera candidate parlementaire en 2000 et élue.

⁵⁴ La Fédération n'en est en fait pas une, puisqu'elle ne rassemble pas plusieurs associations... Mais c'est ainsi qu'elles traduisent, en anglais *federation*, leur terme mongol, *xонбоо*, qui correspondrait plus à celui d'association, de « groupe lié ».

Que les militantes soient locales ou nationales, elles suivent donc le même parcours : très encadré par le Parti. Elles ont été filtrées, tout au long du XXe siècle, par le Comité des Femmes et continuent de l'être par l'UFDS et par la FFM.

Chez les démocrates, la démarche semble être, du moins dans l'adhésion, plus volontaire. Les candidates aux élections parlementaires que nous avons rencontrées racontent une démarche personnelle et des choix effectués lors de scissions, ce qui laisse penser qu'elles ont plus d'individualité qu'au sein du PPRM. Au départ, le filtre « féminin » qu'est le Comité des Femmes au PPRM n'existait pas chez les démocrates. Il va pourtant s'en créer par la suite et ce n'est que vers 1999-2000 que les leaders vont se comporter de façon similaire au PPRM, c'est-à-dire attacher les militantes à leur genre féminin. Ceci va s'opérer dans une double dynamique, en exigeant d'elles qu'elles y fassent leurs preuves et dans le même temps, puisqu'elles y sont, qu'elles y restent cantonnées.

Le PND « avec Delgermaa, serait le plus sensible à la problématique des femmes, en plus du parti d'Ojuun » (Badamdaš, 30 mars 2000). Enhtujaa, pour qui la question est d'importance, déclare dans le même sens : « *Mon parti politique est le meilleur en terme de participation des femmes. C'est un fait. D'abord parce que nous avons, dès le début, des femmes dans la direction. Deuxièmement parce que nous avons présenté le plus grand nombre de candidates pour les élections. Et enfin, parce que la seule femme qui ait jamais été ministre est issue de notre parti* » (15 juin 1999). Cette vision est partagée par de nombreux militants et militantes.

Pourtant, à y regarder de plus près, les chiffres ne révèlent pas de surprise. Le Comité directeur de 25 membres ne compte que trois femmes. Il s'agit de Delgermaa (qui cumule donc ce nouveau poste avec son mandat de députée), mais aussi Tujaa et Bajarmaa. Le parti comptait aussi Hulan, qui a eu un temps une participation reconnue nationalement par les militants, mais elle n'a pas été réélue. Les 520 cellules locales (*üür*, même appellation que le PPRM) votent pour 30 branches du parti (намын хороо, *namin boroo*) : 21 pour les *Aimag* et neuf pour la capitale. Il s'en dégage 609 membres du Congrès National, qui désignent le chef du parti, mais aussi les 174 membres pour une Grande Assemblée (*Ih Hural* qui élit ensuite le Comité directeur), qui elle, ne comptait que 17 femmes en 1999 (9,7%).

Bajarmaa est présidente du Comité des Femmes du parti (là encore, même appellation que l'ancien PPRM). Elle dit avoir été membre dès 1990 du « Conseil général » du MoAN, qui se fond dans le PND à sa création en 1992. De 1994 à 1996, elle travaillait au Comité des finances du parti, en tant que directrice régionale, elle avait la responsabilité de la gestion de quatre *Aimag*. En 1996, elle arrête de travailler « pour raisons personnelles », mais reste active au sein du parti en tant que simple militante. Elle revient en 1998, par le biais du Comité des Femmes du parti.

Et elle raconte comment son entrée au Comité directeur a pu s'effectuer. Au moment de la constitution des trois Comités du parti (Comité des Femmes, des Jeunes et des Anciens, sur le strict modèle du PPPRM), il s'est posé la question de la participation d'office des trois présidents de Comités au Comité directeur. Cette question, en fait, ne concernait pas les deux leaders « jeune » et « ancien », qui y étaient déjà élus. Elle se posait pour la représentante des femmes. D'autant qu'Amaržargal - Premier secrétaire du PND à cette époque, qui fut aussi Premier ministre - avait même proposé un quota de 20% de femmes dans toutes les instances du parti. Un vif débat a émergé durant la session, certaines voix fortes reprochant aux femmes leur manque d'expérience. Est alors votée à 99 voix (sur 174) la participation des trois présidents – et donc de la présidente –, ainsi que le quota de 20%. Bajarmaa fait donc aussi partie du Comité directeur.

Les arguments utilisés pour l'opposition à la participation des femmes au sein du PND nous révèlent que les dirigeants astreignent les femmes à un espace « féminin ». Les militantes n'y peuvent agir qu'au nom des femmes et sur des domaines qui sont de toutes façons considérés comme secondaires : la famille, la protection sociale, l'éventuelle promotion d'un nombre très restreint de personnalités politiques. Ce qui permet ensuite aux leaders de leur reprocher cette même étroitesse de leurs « activités » et de les écarter du pouvoir.

Un autre détail nous interroge dans le parcours de Bajarmaa. Lors de sa création, elles étaient trois femmes à se présenter pour la direction de ce Comité des Femmes : Enhtujaa, qui était au parlement, G. Ojuungerel qui était chef du groupe parlementaire majoritaire et une jeune, elle-même. Le vote s'est fait à main levée et elle a été élue « *sans problème. En fait, j'ai défendu l'idée que je n'avais pas d'autre responsabilité – ce qui était le cas des deux autres candidates - et que donc, je pourrais totalement me consacrer à ce poste* » (Bajarmaa, 5 mai 2000). Mais jouant cette carte, elle a rencontré une vraie réticence à son investiture, on lui reprochait justement de vouloir maintenant se disperser. Ceci montre deux choses, d'une part que ce Comité des Femmes n'est pas « en soi » un tremplin pour ses militantes. D'autre part, que les leaders du parti sont extrêmement attentifs aux arguments défendus par les unes et les autres au cours de leur parcours. Et qu'ils les utilisent au besoin, avec efficacité, pour les écarter.

Pour ce même parti, nous remarquons la nomination de la ministre Tujaa. Les militants pensent que « *c'est le Conseil des femmes qui a poussé à sa nomination* » (Badamdaš, 30 mars 2000), comme si d'ailleurs elle n'avait la compétence ni de se promouvoir elle-même, ni même pour le poste. Comme si, finalement, « on » « leur » (elle et les autres femmes qui pourraient atteindre ce niveau) avait accordé une faveur.

On note enfin l'élection de Delgermaa au poste de Première secrétaire. Nous la rencontrons le 27 janvier 1999, lendemain de cette élection et la félicitons. Elle déclare sans orgueil : « *le Conseil National doit encore approuver, pour l'instant seul le Comité directeur a voté.* » Ce qui apparaît ici, c'est le contrôle tenu de l'organisation par les dirigeants et ce, quelle que soit leur disposition vis-à-vis des femmes (qu'ils les nomment ou qu'ils les écartent). Celles-ci semblent sur

la sellette, non assurées de leur nouvelle place de pouvoir. Les hommes sont aussi dans la nécessité de faire « leurs preuves », y compris pour « tenir ». Mais leur « genre », le fait qu'ils soient « un homme » n'est jamais une variable explicative – pour les militantes, les dirigeants et les journalistes - de leur ascension ou de leur disgrâce politique.

Au PSD, le Premier secrétaire du parti, Gončigdorž à cette époque, est issu du Congrès National (*Ib Hural*), secondé par deux secrétaires adjoints, deux autres hommes (Ganbaatar et Altanhujaag en 1999). Le Congrès National est composé de 600 membres et se réunit tous les quatre ans. Le Bureau Politique (Улс Төрийн Зөвлөл - *Ulc Törijn Zövlöl*) est composé de 30 membres dont trois femmes (Tungalag, Ariunzajat et Narangerel la députée) et se réunit une fois par an. Le Comité National (Баг Хурал - *Bag Hural*) est composé de 135 personnes qui se réunissent trois fois par an⁵⁵. Tungalag, présidente de l'association des femmes au sein du parti appelée Mouvement des Femmes Socio-Démocrates (MFSD) et membre du Bureau Politique, explique qu'en 1996, au moment des investitures en vue de la campagne législative, sur ces 135 membres, le Comité National ne comptait que dix femmes, soit 7,4%. « *Il a donc été difficile de faire pression en faveur d'une plus grande participation de femmes avec si peu de femmes présentes lors de la session* » (6 avril 2000).

Tungalag, qui arrive à se présenter aux parlementaires, est elle aussi passée par cet espace féminin au sein du parti. Elle dit avoir été intéressée par ce parti dès 1989, à ses tout premiers meetings, lorsqu'elle était étudiante et que « *le groupe n'était pas encore officiellement déclaré parti politique* ». Elle a travaillé un an à la campagne, puis elle a suivi son mari à Pékin et a eu son enfant. Elle a rejoint le parti immédiatement à son retour en Mongolie, en 1993. De 1994 à 1997, elle travaille au Parlement, en tant que conseillère du secrétaire du groupe minoritaire parlementaire. Dans le même temps en 1994, elle devient vice-présidente du Mouvement des femmes, alors que la présidente est Narangerel. Elle lui succède en 1997.

Ces deux partis politiques, rassemblés en Coalition et majoritaires au Parlement à notre arrivée dans le pays (1999) portaient donc la plus grande proportion de femmes députées : sept sur 35, soit 20%. Mais nous venons de constater que ce n'est que relatif, la proportion des femmes au sein des instances de décisions de ces deux partis démocrates, de même que la dynamique de confinement dans un espace « féminin » est similaire à ce qui se joue pour les femmes du PPRM. Les politistes françaises peuvent regretter « l'absence de commissions féminines autonomes et puissantes au sein des partis français [qui pourraient peser] lors des investitures » (Achin C. *et al.*, 2007, p.53). En Mongolie, il nous semble au contraire d'une part

⁵⁵ Ces 135 personnes proviennent des Régions (trois personnes par région, soit 3 fois 21 qui donne 63 et des 9 districts d'Oulan Bator fonctionnant comme des régions, soit 27) et du bureau politique (lui-même élu par les comités locaux). On remarque ici que le PSD se différencie du PPRM en utilisant le terme *zövlöl*, comité et non pas *үүр*, cellule.

qu'elles n'ont pas pu promouvoir les femmes au sein de leurs propres partis, mais même qu'elles les y enferment.

Une fameuse phrase va alors revenir souvent au cours de nos entretiens : « c'est le parti qui décide ». En fait de parti, il semble plutôt que ce soit ses dirigeants - mâles.

Bien sûr, on l'entend souvent au sein du PPRM. Comme Mönhöö, qui lorsqu'on lui demande à quel moment elle a commencé à réfléchir à la politique, répond simplement : « *Au moment où j'ai été désignée pour entrer au Parti. Etre membre du Parti, ce n'était pas obligatoire, mais on me l'a demandé. J'ai ensuite été nommée députée de la Constituante. Puis en 1992, le PPRM m'a encore désignée pour être candidate dans mon Selenge Aimag.* » Quand on lui demande alors de préciser si elle était volontaire ou si on l'a désignée, elle me répond : « *C'était le fruit d'une décision* » (2 juillet 1999).

Nous rencontrons une militante du PPRM à Zuun Mod, membre aussi de l'UFDS. Elle ne s'est jamais présentée aux élections et ne sait pas pour l'avenir. « *Les candidatures ne dépendent pas des candidats, mais de décisions du Parti. Mais si on me le propose, j'accepterai. C'est peut-être déjà décidé, en secret.* » Et qui décide ? La question semble difficile, incomprise. « *Il y a des réunions, dans chaque cellule – géographique -, on choisit un candidat. Dans l'Aimag, il y en a 6. Et puis le futur candidat en Assemblée générale est élu.* » J'insiste : « mais alors pourquoi vous avez dit précédemment que le candidat avait peut-être été choisi en secret ? » Silence. « *Ça dépend alors des candidats. Quelqu'un qui veut être candidat, il se prépare depuis le début, depuis longtemps* » (17 janvier 1999).

Baatar est une des rares femmes maires d'un village, celui d'Erdene Sum dans le Dornogov. Elle dit ne s'être jamais intéressée à la politique, « *c'est le PPRM qui m'a demandé de me présenter, puis ce sont les conseillers qui m'ont demandé d'assumer ce poste. Je n'avais pas d'affiliation, mais j'ai toujours soutenu le PPRM. Ils cherchaient quelqu'un* » (13 février 1999).

Mais on l'entend aussi pour les démocrates. Même si concrètement les partis semblent fonctionner sur le mode de l'élection interne, il semble que la valeur de référence soit celle de la reconnaissance par les dirigeants, par la « nomination », y compris pour ses députées. Delgermaa, pourtant Première secrétaire, est en fait dans cette difficile position d'avoir été choisie « par le Prince ». « *En 1992, j'ai été invitée à travailler par Enhsaiban, président du comité des Affaires économiques. C'était au moment du tout premier Parlement, du tout premier gouvernement. Et ça a aussi été le début de mon implication politique. J'ai travaillé deux années avec lui, puis en 1996, il est devenu Premier ministre. Depuis cette date, je suis très proche du parti* » (27 janvier 1999). Ceci est relevé par la presse : « Elle a été nommée par Elbegdorž pour diriger 40 personnes (Conseil de la Majorité) » (article anonyme). Narangerel explique qu'« *en 1996, j'ai été nommée candidate (PSD) et j'ai été élue sur Oulan-Bator* ». Erdentuul a commencé à travailler en tant que conseillère à la même date. « *J'ai été demandée par les députés de la coalition* » (27 juillet 1999).

Localement, les mêmes dynamiques sont observées. Tujaa, conseillère régionale de Zuun Mod du PSD, explique que « *c'est le parti qui a décidé* ». Puis ensuite, il y a eu confirmation du choix par l'élection interne. « *Il y avait deux ou trois femmes candidates de mon parti, mais je ne me rappelle plus exactement* » (25 juillet 1999). Et même lorsque la personne affirme un fort engagement idéologique, le recrutement se fait aussi par réseau et donc, par choix décidé comme en dehors de la personne. Regzedmaa n'est pas une femme timide. Elle est conseillère municipale PSD à Erdene Sum dans le Dornogov. Pourtant, elle n'a pas non plus fait preuve d'un arrivisme ostentatoire, ce qui est confirmé par les femmes qui sont avec elle au moment de notre rencontre. « *C'est le PSD qui m'a demandé. Ils sont venus me voir et ils m'ont fait des compliments sur mon travail [ce qui rappelle fort le mode de recrutement PPRM]. Avant la démocratisation, tout le monde savait que j'étais contre le communisme. Jeune, j'ai même eu des problèmes avec le président de la cellule du Parti. J'ai été parmi les premières à dire ouvertement que j'étais contre le communisme.* » Et pourquoi n'a-t-elle pas rejoint d'elle-même le parti démocrate? « *J'avais mes occupations, ma famille... je n'avais pas pensé m'engager en fait... Ici, ils se sont constitués entre eux et sont ensuite venus me voir* » (17 février 1999).

Ce qui apparaît en fait, c'est une sorte de mélange entre le mode de nomination des fonctionnaires locaux, héritage soviétique, et celui des candidats (et élus) au sein des partis politiques y compris démocrates. A haut niveau, Žamaa, aujourd'hui fonctionnaire au PNUD, explique : « *En 1990, le président Otchirbat (PND) m'a invitée à rejoindre son équipe de presse* », elle travaillait auparavant pour les services de médias étatiques. Localement, la gouverneure de Dašbalbar Sum à Dornod, dit que pour son mandat de conseillère municipale, « *c'est la coalition démocratique qui en a décidé.* » Et elle enchaîne, comme s'il s'agissait exactement de la même question : « *Pour mon poste de gouverneure, (elle a été médecin pédiatre de 1988 à 1996 dans le Sum), ce sont les chefs de l'Aimag, associés aux dirigeants du Sum* » (Saintujaa, 26 avril 1999). Damdinsuren, « *chef du bureau du gouverneur* » de Holonbuir Sum, avait expliqué que « *le gouverneur fait campagne, comme les nouveaux maires et il doit pouvoir défendre un futur bon programme. Il est ensuite choisi par le conseil municipal, sa candidature est ensuite avalisée par le gouverneur de l'Aimag. C'est politique et personnel en même temps* » (24 avril 1999)⁵⁶. Ce système par nomination dessine alors un paysage administratif largement masculin. Les associations de femmes s'en irritent. « *Seulement 10% de femmes au Parlement, pas une seule femme ministre, pas une seule femme présidente d'un sous-comité de Cabinet, 17,7% de femmes juges, 2,4% de femmes gouverneures d'Aimag, mais 44,5% des*

⁵⁶ Ce qui apparaît, c'est un conflit latent entre gouverneurs et nouveaux maires, à propos de leur hiérarchie au sein des administrations locales : les maires semblent avoir quelques difficultés à faire reconnaître leur poids effectif autant que symbolique, même si pour la plupart des personnes rencontrées, « *la première personne symbolique ne devrait pas être le gouverneur mais bien le maire* » (Damdinsuren, 24 avril 1999). On est là dans une problématique qui nécessiterait un travail de recherche spécifique, entre compétences réelles, moyens et représentation symbolique de ces nouveaux élus démocratiques.

gouverneures des Horoo de la capitale ! [...] La très faible participation des femmes dans diverses branches gouvernementales et l'échec du gouvernement à agir sur cette sous-représentation des femmes dans les postes à hauts niveaux, viole le droit des femmes à participer à la direction des affaires publiques qui est inscrit dans l'Article 25, et celui de l'égalité des droits inscrit dans l'Article 3 et 26 de la CEDEF » (1999).

On remarque ici le paradoxe interne à la dynamique mongole. Les femmes qui désirent s'engager en politique ne sont considérées que comme des fonctionnaires non pas « au pouvoir », mais « au service du pouvoir ». Et à ce titre, elles ne sont pas nommées aux véritables postes de hautes fonctionnaires, à la tête des services et départements de divers niveaux, car ceux-ci sont des postes « de pouvoir ».

Enfin, ce contrôle par les partis politiques des militant·e·s et des investitures pourrait passer inaperçu si chacun et chacune avait sa chance à égalité, ce qui n'est pas le cas, et surtout s'il ne tuait pas dans l'œuf toute énergie personnelle.

Lors de la Conférence organisée par l'International Republican Institute⁵⁷, les 8 et 9 avril 2000, quatre groupes sont constitués, chacun rassemblant les candidates par parti. Des thèmes de travail sont proposés, basés essentiellement sur la mise en valeur individuelle des candidates : qualifications personnelles, se construire une image, collectes de fonds, s'appuyer sur son réseau social et le développer, « *désir de gagner* ». Chaque atelier est animé par un jeune américain en cravate, qui distribue sa carte de visite sur laquelle on peut lire « *senior communication consultant* ». Il commence par proposer la technique du « *role player* » au groupe du PND : elle est refusée, par incompréhension exprimée des candidates (et de certaines de leurs *managers* de campagnes). J'assiste ensuite à sa rencontre avec le groupe du PPRM. Déstabilisé par sa première expérience, il commence par essayer de légitimer son propos en précisant qu'il a vécu quatre ans en Ukraine. Il pose les mêmes questions qu'au groupe précédent et tente cette fois la création d'un slogan personnel. Les femmes prennent un air perplexe, il n'obtient aucune réponse. Plusieurs d'entre elles prennent alors la parole pour lui rappeler que « *c'est le parti qui choisit les candidates !* » Ce à quoi il répond : « *il faut alors travailler à l'intérieur du parti* ». Elles ne s'adressent plus à lui, discutent entre elles, comme de mauvaises élèves désintéressées, bruyantes. Devant mon sourire amusé, une de mes voisine me dit alors : « *S'il croit qu'on a le temps ! On est là pour la campagne, pas pour transformer les partis !* » Les petits fours du cocktail rencontrent par la suite plus de succès.

Cet encadrement des femmes existe aussi pour les hommes. Un député PPRM dit qu'il sera candidat « *Si le parti me le propose, oui* ». Serait-il intéressé par une nomination ministérielle ? « *Si le parti me le propose, j'essaierai de faire de mon mieux.* » Et Premier ministre ? « *Non, je ne le crois pas, je n'ai pas la carrure* » (23 mars 1999). Ganhuu est propriétaire de la principale brasserie

⁵⁷ Institut créé par le Parti républicain américain. Nous en développons les activités en Mongolie dans le dernier chapitre de la thèse.

« étrangère » de la capitale, le café Khanbraü, et se présente sous la houlette du PCC. Il ne pense pas être élu cette première fois en 2000, mais prépare plutôt le terrain pour 2004, « *ce sera ma chance* ». Mais lorsqu'on lui demande s'il prévoit d'insister lors des élections locales, il répond : « *je ne peux pas dire, c'est le parti qui décide...* » (27 juin 2000).

Bien entendu, si « le parti décide », alors il soutient ses candidat·e·s. Bajarmaa explique que le PND a créé un comité d'aide aux candidats, avec un soutien stratégique par petits groupes de quatre candidats. Njamhuu, conseillère régionale PPRM, déclare que pour elle « *le soutien du parti est très important et je pense qu'ici [à Sainšand] la coalition démocrate n'a pas soutenu les candidates femmes.* » Comment expliquer alors qu'il n'y ait que trois femmes sur quinze élus du parti ? « *Ça vient des élues de la campagne...* » Mais nous n'aurons pas plus d'explication (14 février 1999). Une autre dira aussi : « *Le parti (Républicain) m'aide à publier dans les journaux. S'ils ne le faisaient pas, je ne pourrais pas le faire toute seule* » (Ojuunceceg, 18 juin 2000). Mais nous verrons dans le chapitre sur l'importance du capital financier dans une campagne électorale qu'en matière d'aide financière, ceci semble une exception.

Les militant·e·s rencontré·e·s n'ont cependant pas mis ce soutien en avant. Il s'agit plus d'une autorisation obtenue difficilement et toujours à mériter. Pour le PPRM et pour le PCC, les décisions semblent prises par un collectif de dirigeants, sorte d'espace secret, aux arcanes que les militant·e·s respectent autant qu'ils/elles les craignent, du moins pour ceux et celles qui se sentent fragiles. Pour les deux partis démocrates, il semble que ce soit plus une dynamique de parrainage (un cacique appelle à son côté un·e jeune). Le/la novice en politique doit ensuite faire ses preuves d'une part auprès des autres membres des conseils de direction et d'autre part, auprès de ses pairs, qu'ils/elle doit tenir à distance afin qu'ils/elles ne lui prennent pas sa nouvelle place.

Ce n'est pas un hasard si c'est un jeune PND qui pense que pour promouvoir les femmes en politique, il faudrait penser à un système de parrainage par des hommes déjà reconnus. Et on l'a compris, pour la Mongolie comme pour la France, il semblerait que beaucoup plus de femmes que d'hommes soient obligées d'en passer par ce mode de recrutement. « Ainsi, 60% des candidats contre 74% des candidates se placent sous la houlette d'un parrain » (Lévêque S., 2005, p.508). Mais les politistes savent que le parrainage « contribue à [...] asseoir la position interne des "sélectionneurs" » (Achin C. *et al.*, 2007, p.133). La personne nommée est dans une position fragile, n'ayant en fait pas de légitimité partisane et facile à éliminer.

En fait, ces femmes qui sont nommées, le sont sur le modèle soviétique qui intégrait ses femmes les plus instruites comme cadres fonctionnaires, s'appuyant sur leurs compétences pour le bien de la Nation. M. Sineau observe (de façon surprenante, nous en convenons) la même

dynamique en France⁵⁸. Ces « techniciennes » (2001, p.80) nommées subissent par la suite « un manque cruel de surface électorale » ce qui les met en « situation de minoritaires et de marginales dans les partis. Elles n'ont pas suffisamment d'influence au sein des organes directeurs. [...] Le profil type des femmes politiques [...] est celui de femmes nommées par le chef de l'Etat [ou autre dirigeant], instrumentalisées par lui, servant de symboles et de faire-valoir » (2001, p.104). Mais elles n'ont aucune existence par elles-mêmes.

c) Activités féminines

Si le modèle dominant du recrutement politique pour les femmes mongoles est celui de la cadre fonctionnaire (ou tout simplement fonctionnaire pour les militantes moins ambitieuses), il n'est pas surprenant d'observer une division du travail politique genrée « moins favorable aux femmes » (Sineau, 2001, p.120).

Pour celles qui accèdent aux mandats d'élues parlementaires, les places réservées sont celles des comités traditionnellement féminins : affaires familiales, culturelles, sociales, puis au sous-comité aux droits humains. Outre le fait que ces domaines, considérés comme secondaires, ne procurent aucune reconnaissance politique, les politistes françaises constatent que « la (re)production d'une division sexuelle du travail politique est [...] généralement invisible : d'une part [...] les places réservées aux femmes et aux hommes politiques sont le produit de positions respectives acquises depuis longtemps, d'autre part, [...] les responsabilités confiées aux femmes ne leur ont généralement pas été imposées. [...] [L]es élues affirment en effet très souvent avoir demandé les délégations ou charges qui sont les leurs parce qu'elles se sentaient plus aptes à y faire leurs preuves » (Achin C. *et al.*, 2007, p.103).

Au bas de la pyramide, les militantes « de base » sont mobilisables – et mobilisées – pour les campagnes électorales. Elles prennent alors en charge les petits travaux qui n'apportent pas de gloire (« effet-capital »), mais qui sont néanmoins essentiels. On constate ainsi que les femmes mongoles ne sont pas seulement cantonnées à l'espace privé, domestique. Lorsqu'on a besoin d'elles, elles peuvent entrer dans un espace intermédiaire, semi-public/ semi-politique.

On les voit partout. Sans pouvoir les compter, ce sont elles qui fournissent l'essentiel des bataillons d'équipes de campagne, soit derrière un candidat précis - le « štab », équipe restreinte

⁵⁸ M. Sineau évoque par exemple pour la France Michèle Barzach, qui, inconnue du public, est choisie par J. Toubon et connaît une ascension fulgurante en étant nommée Ministre de la Santé et de la Famille. Mais elle crée un groupe de « rénovateurs » avec F. Léotard et M. Noir en juin 1989. En 1990, elle perd toutes ses fonctions politiques, « congédiée » par Chirac qui se sent trahi. Il dira : « Elle me doit sa carrière. J'en ai fait mon ministre de la santé, mon adjointe à la Mairie de Paris et je l'ai imposée dans le 15^{ème}, aux législatives et aux municipales » (*Le Monde*, 20 février 1990, cité par Sineau M., 2001, p.125).

qui peut être salariée -, soit pour faire du « yourte à yourte » et défendre un parti politique, comme au moment de la campagne présidentielle. Un jeune militant raconte que, lorsqu'il a commencé à travailler pour la campagne du Premier ministre Amaržargal au PND, beaucoup de femmes se sont proposées pour travailler aussi. « *D'ailleurs, la plupart des volontaires sont des femmes, étudiantes en science politique ou autre, en quête d'expérience* » (Badamdaš, 18 avril 2000). Ces jeunes sont bénévoles, de la même façon que les cohortes de femmes dans tout le pays. Ce travail politique, pour les femmes en majorité, est donc gratuit.

Le 10 juin 2000, nous arpentons la 62^{ème} circonscription. Nous arrivons au bureau électoral du PND, dont le candidat est un homme. Dans l'unique pièce, nous trouvons onze personnes autour d'une grande table, en train de préparer les panneaux d'affichage. Neuf femmes disent ne pas faire partie des équipes électorales mais être de simples militantes.

Dans la même circonscription mais au bureau du candidat PPRM Turtohtoh, c'est son porte-parole qui reçoit. Avec lui, il n'y a que trois femmes qui s'approchent, intéressées. L'une d'entre elles est sous-chef de la cellule 83 du parti. Le porte-parole déclare qu'il a 23 personnes dans le *štab* de son candidat, dont 14 femmes. Il concède que cette proportion de femmes est largement supérieure à celle des candidates pour son parti. Il pense alors que « *son candidat est moderne, il fait travailler les femmes* ».

Et nous découvrons, en les rencontrant, que nombreuses sont celles qui auraient bien aimé se présenter aux élections (locales ou nationales). Le parti les en a empêché, mais sans les effacer de l'espace politique : elles sont chargées du « *management* » (mot anglais en mongol) des campagnes. Nous avons de nombreux exemples. Nous ne donnerons que les plus significatifs.

Localement, Horolžams est conseillère villageoise du PPRM. Elle aurait bien aimé se présenter aux élections régionales, « *mais ils m'avaient plutôt désignée pour faire partie des équipes d'intendance pendant la campagne. Je l'avais déjà fait, et bien fait, en 1996. Donc, je ne pouvais pas me présenter* » (4 juillet 2001).

Ariunzajat aurait bien aimé se présenter aux parlementaires pour le PSD. Elle sera finalement intégrée dans le *štab* du ministre sortant de l'agriculture. Elle vient de passer une semaine en province, dans l'*Aimag* de Zavhan Uuljastai (centre-ouest du pays), circonscription n°21, où ils ont rencontré les électeurs et électrices de quatre *Sum*. Les trois premiers jours, elle a accompagné le candidat dans les yourtes, derrière lui « *à prendre des notes* ». Elle fait ensuite des comptes-rendus à toute l'équipe qui réfléchit à l'amélioration de son image. Elle travaille aussi à l'organisation de l'emploi du temps du candidat, aux prises de contacts pour ses déplacements, dans les villages et va-et-vient avec la capitale. Un spectacle de cérémonie est prévu pour le 20 mai 2000. Si le candidat n'est resté que trois jours dans les villages, elle est restée plus longtemps pour organiser l'événement et pour « *manager* » les six personnes qui constituent le *štab* local.

Elle se déplace avec un cartable lourd de papiers : prospectus mais surtout notes de travail. Elle effectue donc une activité qui demande compétence, organisation et sérieux. Elle montre une feuille A4 sur laquelle figure l'emploi du temps de la semaine du 15 au 22 mai, où elle sera à nouveau sur place. Elle a en plus la charge d'effectuer le lien entre les deux équipes de campagne, la locale et la « *centrale* », restée dans la

capitale. Celle-ci - pour ce seul candidat- est composée de trois personnes pour la communication (les articles dans les journaux, les interviews avec les journalistes), un comptable (une femme), trois personnes pour l'organisation (trois femmes), deux personnes sur la conception du projet politique (deux hommes) et elle (8 mai 2000). On note que les femmes ne « conçoivent » pas le projet politique.

La circonscription de 14 000 électeurs (six districts du chef lieu plus quatre villages) est loin d'être acquise : aux élections précédentes, le PPRM a recueilli 70% des voix. Le 11 mai 2000, nous rencontrons Ariunzajat comme convenu au bureau de son candidat, elle a travaillé toute la nuit. Elle manifeste clairement à la fois son stress et sa fatigue. Elle dit avoir préparé des trames de programme de campagne pour les candidats, ainsi qu'une liste de tâches à ne pas négliger pour les membres des *štab* ...

Cette caractéristique de travail harassant se retrouve chez d'autres militantes.

Nous retrouvons Čimeg chez elle, le 12 juin 2000, vers 15h. Elle explique qu'elle a travaillé la veille jusqu'à 3h du matin, à la réalisation de panneaux d'affichage (pour le PCC), avec textes et photos des candidates, ainsi que des articles de journaux, en particulier pour Ojuun et Hulan.

Et la division des « tâches politiques » est flagrante lorsque les femmes sont moins nombreuses que les hommes.

Le 24 mai 2000, nous entrons dans un bureau de campagne de quartier pour le MoAN. Il est installé dans une école (musique forte et dessins d'enfants aux murs). On a mis dans le fond d'une classe deux tables neuves de bureau, avec deux ordinateurs et un téléviseur vidéo. Dans la pièce, je compte neuf hommes en grande discussion de mise en place d'un programme de campagne et seulement deux femmes. Ce sont elles qui préparent le thé.

Et « cette capacité des femmes à consentir à la division du travail politique en campagne est aussi en partie le fruit d'une longue socialisation et de l'inégale distribution des tâches domestiques entre hommes et femmes » (Achin C. *et al.*, 2007, p.86). Badamdaš explique que le *manager* de la campagne de 1996 d'Amaržargal, Premier ministre en 2000 à la fin du mandat des démocrates, est candidat pour ces élections. Faire partie d'une équipe, mieux, en avoir la direction, favorise la reconnaissance des collègues du parti et permet une investiture future. Ceci fonctionne pour les hommes. On ne nous l'a jamais signalé pour une femme et les associations de femmes le savent bien : « les procédures de nomination sont complexes et favorisent les hommes qui disposent d'un réseau de relations » (Comité CEDEF, 2007, p.47).

3-Genre au sein des partis

a) Les partis politiques ont « omis » l'égalité entre hommes et femmes

Les associations de femmes réalisent « que pas un seul des trois partis majeurs au Parlement ne porte une attention suffisante au statut des femmes. Les questions les concernant sont inévitablement escamotées par les questions sociales plus globales. Et je dois bien dire que nous n'avons pas beaucoup d'hommes politiques qui se sentent concernés par ces problèmes » (J. Zanaa, *Züüny Medee*, 23 mai 2000). Plus précisément, « Selon le Comité CEDEF, aucun des partis politiques n'a mis en place les directives nécessaires au soutien et à l'encouragement de la participation des femmes en politique et aucune mesure n'a été prise pour la promotion des femmes aux différentes investitures.⁵⁹ » « Nous avons aussi analysé le programme défendu par les trois candidats à la présidentielle en 1997 (Coalition démocratique, MPRP et Parti Traditionnel Unifié) et aucun d'entre eux n'a évoqué les questions des femmes et de l'égalité de genre, comme la Convention l'exige » (Comité CEDEF, 1999).

Pour explication du faible nombre de femmes en politique, les militants conservateurs, mais aussi quelques militantes conservatrices expliquent que : « *C'est le peuple qui décide* ». Un député PPRM déclare par exemple : « *En 1992, le peuple de mon pays natal m'a demandé de les représenter au Parlement et d'y travailler pour eux. Comme ils me l'ont proposé, j'ai accepté et cela a été un formidable espoir qu'ils m'ont donné* ». On constate ici un savant mélange entre « le peuple » et « les dirigeants du parti » qui ne sont pas cités mais dont on sait que c'est à eux que reviennent les nominations. C'est ici une conception particulière de la « démocratie », effectivement « en transition » entre soviétisme et nouveauté.

C'est surtout sur ce raisonnement (bien que peu clair) que le même député s'appuie pour expliquer le faible nombre de femmes élues, argument d'autant plus légitime depuis que le pays est rythmé par des cycles électoraux. « *Le nombre de membres de notre parti s'élève à 83 000⁶⁰ dont la moitié de femmes. Mais nous ne pouvons pas anticiper le choix des électeurs au moment des élections. C'est vrai que nous n'avons qu'une seule femme élue parlementaire de notre parti. Nous n'avons pas de politique spéciale pour soutenir les femmes, nous nous fions à l'opinion des électeurs.* » Pense-t-il qu'un jour il y aura autant de femmes que d'hommes en politique ? « *Si les électeurs le décident... Mais ce n'est de toutes façons pas pour*

⁵⁹ Les militantes associatives déclarent dans la presse à ce sujet : « A ce moment là (jour de la création de la Coalition, décembre 1999), nous avons réalisé que personne ne portait attention à la capacité des femmes à faire de la politique et nous avons donc décidé de créer une organisation permanente dont ce serait l'objectif » (J. Zanaa, *Züüny Medee*, 23 mai 2000). Les femmes vont alors créer une Coalition des femmes, que nous analyserons en dernière partie de la thèse.

⁶⁰ Encore un nouveau chiffre...

le proche avenir, et personnellement, je ne pense pas que ce soit une bonne chose. Parce qu'elles ne connaissent pas les difficultés du pouvoir, elles se feraient écraser, et le pays perdrait du temps dans sa gestion » (23 mars 1999).

Gančimeg est présidente de la branche de Hovd de l'UFDS-PPRM. Elle admet qu'il n'y a jamais eu de femme à la tête du PPRM, ni même à la tête de la branche de l'Aimag. « *C'est le résultat des élections.* » Sur les 11 conseillers régionaux de Hovd, il n'y a que trois femmes. « *Les femmes sont trop peu actives, elles restent à la maison* » (14 mai 2001). Ce qui est très proche des représentations françaises du rapport qu'entretiennent les femmes avec l'espace politique et qui est faux, on vient de le voir aussi pour la Mongolie.

La grande majorité de celles que nous avons rencontrées a plutôt une conscience aiguë de ce manque de prise en compte des femmes au sein des partis politiques et ce, quelle que soit la tendance. Une militante de l'UFDS (PPRM) de Zuun Mod explique que ce qui l'intéressait au sein de l'association des femmes du parti, c'était « *l'accent sur l'augmentation du rôle des femmes dans la vie politique* ». Le Parti néglige-t-il cet aspect de la vie politique ? « *Toutes ces préoccupations étaient notées dans les programmes du Parti, mais c'était très insuffisant. Par exemple, avant la Transition, il y avait entre 20 et 23% de taux de participation de femmes dans les instances politiques. Au moment de la Transition, ce taux a chuté à 3-4%. Si on veut créer une vraie démocratie, il faut que l'on s'occupe de cette question de la participation des femmes à la politique* » (17 janvier 1999).

Narangerel, à qui il est demandé pourquoi selon elle, le taux de participation des femmes durant le processus de transition est si faible, répond avec tristesse. « *Pourquoi ? Mais vous savez bien que, quel que soit le pays, la politique est principalement faite par les hommes. Vous le savez, ça...* » (29 juillet 1999). De retour de la Havane, Tujaa, ministre des Affaires étrangères, explique aux journalistes : « *Sur plus de 100 participants, une seule femme a parlé, moi. J'avais noté cette situation depuis le début et je pense que l'égalité entre les sexes n'est pas séparable des stratégies de développement. Et ne pas prendre en considération les potentialités des femmes, leur intelligence, est un manque à gagner pour le développement* » (Ödriyn Sonin, 25 avril 2000). On constate ici qu'elle reprend le discours de l'ONU sur le sujet.

Certains messieurs déclarent que « *les femmes mongoles sont travailleuses. Comme il est stipulé dans la loi, les femmes ont l'égalité avec les hommes. Et elles utilisent leurs pouvoirs car on les trouve dans toutes les branches de la société, dans l'administration, en politique* » (Député PPRM, 23 mars 1999). Ganhuu, jeune démocrate, semble plutôt réfléchir : « *Oui, ce serait possible d'avoir une femme présidente de la république* », puisque c'est Ojuun qui dirige le parti auquel il est affilié. Et un Parlement composé pour moitié de femmes ? « *Peut-être dans le futur* » (27 juin 2000). Le Lama Tchoijamc au contraire, tient un discours qui a le mérite d'être franc. « *Je pense que le nombre de femmes en politique est suffisant. On ne*

peut pas seulement mesurer leur participation au nombre d'élues au Parlement. Actuellement, les organisations publiques sont véritablement dirigées par des femmes » (Ödriin Sonin, 23 juin 2000).

Selon une enquête menée par le Comité CEDEF, 63,7% des femmes pensent que les hommes politiques n'ont aucune conscience de l'inégalité de genre, contre 36,2% qui pensent que si. En fait, plus qu'une simple inégalité, les militantes et élues constatent un véritable machisme de la part de leurs propres collègues. On le constate d'abord par des jugements portés sur les femmes, généralement celui d'incompétence. Erdenbileg dit dans un premier temps de l'entretien : *« je soutiens une femme ou un homme de la même façon. Ce qui compte, c'est la personne et ses compétences. »* Puis plus tard, il réfléchit, pris dans la discussion. *« Entre 1996 et 2000, il n'y avait pas de femmes fortes. Ojuun et Hulan, elles n'avaient pas confiance en elles-mêmes. La ministre Tujaa n'est pas tellement compétente ».* Gandhi, de l'opposition ? *« Je ne sais pas, elle est au Parlement depuis 8 ans... »* (2 juin 2000). Pas une seule femme politique n'a donc droit à son estime.

Du côté du PPRM, nous égrenons avec Olzvoi la liste des candidates en regardant leur photo dans la presse et il se plie au jeu des commentaires. Dolgor : *« Elle va perdre, je ne la connais pas. Et puis elle est en face de Bajarsaihan (démocrate), et lui, je l'admire ! »* Ojuunhorol : *« Elle est trop jeune, elle n'est connue que depuis deux ou trois ans... »* Il évoque spontanément le candidat Njamdavaa : *« Il est très bien, ancien ministre de la santé »*, puis aussi Tungadorž, Premier ministre du gouvernement de transition en 1990, *« c'est un ami »*. Arvin : *« elle ne me fait pas une trop bonne impression, mais elle a beaucoup aidé le parti financièrement. »* Gandhi : *« Elle est très bien, je pense qu'elle va gagner encore, même si elle est dans la même circonscription que Gavaa, ancien ministre de la défense. »* Il ne voit pas Altai. Il montre Bolormaa : *« Je la connais, elle a fait beaucoup pour les enfants. Mais je ne sais pas si elle peut remporter des élections... »* Et enfin Gerelsuren : *« Je la connais, on est de Zavhan tous les deux. Mais je ne suis pas sûr... Il faut voir les autres candidats de sa circonscription... »* (18 mai 2000). La seule femme à qui il accorde un certain crédit, c'est donc Gandhi. Les autres ne lui semblent pas à la hauteur, alors qu'il fait part spontanément de l'estime qu'il éprouve pour deux hommes (telle n'était pourtant pas ma demande) et qu'il la manifeste même pour quelqu'un de l'opposition. Lors de l'entretien, Sodnondorž, député PPRM, cite cinq noms de femmes candidates pour son parti. *« Non, je n'ai aucun commentaire à faire, les électeurs décideront ! »* (15 juin 2000).

Un certain S. Enhbat, candidat pour la Grande Coalition, dit ne pas connaître assez Zajaa pour pouvoir se prononcer sur elle, alors qu'elle est la seule femme candidate pour sa Coalition et qu'elle dirige même l'un des partis la composant (23 juin 2000).

Enfin, le député PSD, devant deux femmes co-partisanes, Otgonbajar et Narangerel, déclare plus subtilement : *« J'ai beaucoup travaillé avec les femmes, elles sont sérieuses et travailleuses. Mais*

c'est difficile. Je suis médecin. A l'université, 99% des étudiantes sont des filles. Puis dans les hôpitaux, 90% du personnel soignant sont des femmes. Avec les hommes, on ne discute pas des petits problèmes. Les femmes elles, pensent toujours à des petites choses qui n'ont aucune valeur. Avec les hommes, je peux être dur. Les femmes sont susceptibles, elles exigent plus de douceur. Et puis elles ont de nombreux problèmes familiaux, comme tomber enceinte, s'occuper de leurs enfants malades, vivre une séparation » (Batbajar, 14 avril 2000).

C'est donc la révélation de cette enquête auprès de ces jeunes leaders démocrates : ils sont aussi sexistes, pour la plupart, que leurs homologues anciennement soviétiques. Narangerel le reconnaît franchement : « *En tant que femme ? bien sûr que c'est difficile. Quand tu commences à parler de certaines questions concernant les femmes, les hommes qui se disent démocrates, ils ne diront jamais ouvertement que les femmes ne devraient pas être en politique. Mais c'est toujours "derrière"* » (29 juillet 1999).

La forte Zajaa, déclare dans un premier temps qu'« *il n'y a pas de différences entre hommes et femmes candidats, on a tous les mêmes difficultés, les mêmes échecs et les mêmes réussites, indépendamment du sexe* ». Puis lorsque il lui est demandé quel est son principal problème, elle concède : « *j'ai l'impression que les huit autres candidats, ce sont tous des hommes, agissent envers moi comme s'ils étaient unis pour me déstabiliser. Huit hommes contre moi, la seule femme. Et pourquoi ? On est de la même tendance ! Je ne comprends pas, et ça me met très en colère, parce que c'est mauvais pour notre Grande Coalition, justement... Ça nous affaiblit* » (26 juin 2000).

Les jeunes hommes politiques, qui souhaitent une révolution politique, ne souhaitent pourtant pas une révolution dans les rapports sociaux de sexe. La domination masculine est reproduite, quel que soit le régime politique. La démocratie ne permet pas, ici en Mongolie, d'enrayer le processus.

b) Le parti : lieu d'élimination

Pour l'Europe, J. Habermas estime que « [...] nous sommes encore loin [...] de la fin de la démocratie reposant sur les partis. Ce sont encore et toujours les partis qui choisissent le personnel politique et qui le forment » (2005, p.49). Ceci semble donc aussi valable en Mongolie. Les partis politiques sont les principaux composants de ce nouvel espace politique démocratique en Mongolie (ce qui n'est peut-être pas le cas dans d'autres pays d'Asie Centrale). Véritable antichambre de l'espace du pouvoir, ils sont devenus, au cours de la décennie 1990, le premier lieu de l'élimination de ceux et surtout celles qui auraient eu le désir d'y accéder. Ils et elles s'effacent au profit d'une poignée de « choisis » lors des investitures, qui sont d'ailleurs l'occasion d'une bataille violente entre membres d'un même parti.

Le « contexte » des élections législatives est particulier, par la « nature de l'élection [...] En effet, à la différence des municipales, les élections législatives sont doublement concurrentielles :

non seulement s'affrontent les candidats de différents partis, mais la lutte pour la candidature est, à l'intérieur des partis politiques, souvent farouche. Ainsi, il ne s'agit plus de trouver des candidats ou des candidates [...], mais d'en éliminer » (Lévêque S., 2005, p.515). L'espace politique se transforme en un « véritable marché au moment des recrutements, de même pour des échanges entre listes de partis différents, avec la claire intention de contrer des femmes ! » (Achin C. *et al.*, 2007, p.27). Et elles en font l'amer constat : « *En général, les femmes subissent une véritable oppression à l'intérieur des partis politiques. Bien sûr, ce n'est plus le cas pour les femmes connues, mais c'est très difficile pour celles qui viennent d'arriver...* » (Erdentuul, 31 mai 2000).

Les attaques de la part des concurrents de leur propre parti les affectent tout particulièrement.

Ojuungerel ne cache pas son histoire personnelle. Elle est, au moment de la rencontre (le 6 mai 2000), chef du groupe majoritaire au Parlement, démocrate. Elle a 34 ans, elle est belle (longue chevelure à la façon traditionnelle), énergique. Elle a deux enfants, veuve d'un premier mariage, divorcée d'un second. Elle est revenue de ses études à Ekaterinbourg en 1988. Repérée par le PPRM, elle a travaillé dans le Hövgöl, à la protection sociale. Elle ne s'est impliquée en politique, pour la première fois, qu'en 1992, quelques mois avant les élections. Elle a alors été chargée de la communication pour quatre candidats de l'opposition dans l'Aimag, dont Elbegdorž, ancien leader du MoAN (même si elle était par ailleurs plutôt militante pour le Parti Mongol de la Renaissance, branche dissidente du PPRM). Elle était « l'agitateur » pour eux, « *j'ai voyagé dans tout l'Aimag, j'ai rencontré beaucoup de monde !* ». Les démocrates ont perdu ces élections, mais Elbegdorž a été élu, ce qui fut perçu comme une vraie réussite.

Au sortir des élections, le PPRM la menace de l'évincer de son emploi. Elle part pour l'année académique 1992-1993 à Moscou, le temps de faire un magistère en économie. A son retour, immédiatement, comme les trois meilleurs étudiants mongols de sa promotion, elle est « invitée » pour travailler au gouvernement (à majorité PPRM). Elle sera conseillère économique jusqu'en 1996.

A l'approche des élections, elle est pressentie pour se porter candidate dans sa région, au sein du PND (son Parti de la Renaissance ayant fusionné avec trois autres pour constituer le PND). Mais en avril 1996, elle est arrêtée par la police, reste incarcérée préventivement 40 jours : elle suspectée du meurtre de son frère, assassiné dans leur habitation commune. C'est un autre frère qui sera finalement condamné, mais le mal est fait, « *les journaux m'ont détruite* ».

A sa sortie, Elbegdorž souhaite la réhabiliter et la nomme « son assistante ». Elle a en particulier en charge la conception de programmes télévisés en faveur du gouvernement démocrate. Pendant ces quatre années, elle a essayé de reconstruire son image, passant d'une part par les médias, publiant différents articles et répondant à plusieurs journalistes frontalement sur le meurtre de son frère. En parallèle, elle travaille auprès des militants locaux. « *J'ai choisi la voie la plus difficile, la reconnaissance par le bas.* »

Elle se présente à la direction de la branche régionale du parti en 1998, elle est battue, ne cumulant que 25% des voix. Elle s'accroche et se représente en février 2000, elle sent qu'elle bénéficie d'un soutien plus important, inquiétant son concurrent. Elle pourrait ensuite prétendre à l'investiture pour les parlementaires. Mais lors de l'ultime réunion locale, son adversaire évoque à nouveau le meurtre de son

frère. Elle est battue, cumulant néanmoins 45% des voix. « *C'est ce candidat qui se présente donc aux parlementaires. Les militants de mon parti regrettent leur vote, ils me le disent, ils le trouvent trop mou. J'en suis ravie ! J'attends qu'il perde ! Mais c'est un siège de moins pour mon parti. Je me représenterai aux prochaines élections et si je gagne, je serai forte, je serai même la première femme de mon parti à être élue localement !* » (Ojuungerel, 6 mai 2000).

Peu de femmes ont raconté de telles histoires, il se pourrait qu'elles protègent leur parti, surtout en période de campagne. Mais mi-avril, Tungalag constate qu'« *Il y a une vingtaine de candidates potentielles dans notre parti aujourd'hui (PSD). Mais elles se heurtent aux hommes qui ne veulent pas leur laisser les investitures* » (15 avril 2000).

Ce qu'elles racontent plus volontiers, c'est le processus concernant l'attribution d'une circonscription. Car quand elles arrivent à maintenir une candidature, elles réalisent qu'elles se voient imposer leurs circonscriptions et qu'il s'agit des plus difficiles. On leur refuse leur circonscription d'origine, alors que leur père en était le « Titan » à la lutte, qu'elles y avaient une implantation locale. C'est, selon nous, un des processus les plus efficaces dans l'exclusion des femmes (même si elles sont parfois élues, ce qui surprend alors les caciques et les oblige à mieux considérer leur nouvelle « collègue »). Altai par exemple, sera élue communiste de la 67^{ème} circonscription. Elle explique sans détour : « *C'est un quartier de yourtes, plutôt pauvre. C'est moi qui l'ai proposé et bien sûr le Parti était d'accord. En général, les candidats n'aiment pas ces quartiers à cause des problèmes sociaux à gérer. Finalement, ça les arrangeait que je me propose ! Moi, ça m'intéresse et ils m'ont aussi fait confiance parce que j'étais conseillère du Parti aux politiques sociales de 1998 à 2000* » (16 avril 2001).

A l'inverse, de nombreuses femmes rencontrées racontent les négociations ratées avec le parti pour l'obtention d'une circonscription précise. On leur préfère toujours un homme, qui, depuis plus longtemps en politique, peut revendiquer un mandat précédent. On a déjà rencontré Ariunzajat par exemple, qui se sentait prête pour être candidate sur sa région natale, mais qui a dû s'effacer devant un ancien ministre de l'agriculture (tout en travaillant pour lui...).

Bajarmaa, présidente du MFSD au PSD, se porte candidate sur la 70^{ème} circonscription, qu'elle présente au départ comme une circonscription importante, car beaucoup d'entreprises y sont implantées, dont la *Mab Combinat*, l'ancienne boucherie nationale aujourd'hui privatisée. L'obtention de la circonscription s'est négociée avec le directeur du parti sur la capitale et Delgermaa, Première secrétaire. Mais au cours de l'entretien, elle révèle que pour cette nouvelle élection, elle voulait d'abord se présenter dans le Hövsgöl (nord du pays), car elle y était connue, son père y était lutteur. Mais un *abmat*, « ancien du parti », voulait la même circonscription, il était déjà député sur une autre zone et a été ministre de la Défense. Ensuite, elle aurait bien aimé la 76^{ème}, « *car c'est une circonscription de quartiers de yourtes, mais riches, avec du maraîchage, de multiples activités économiques. Les gens y sont dynamiques, ils comprennent bien l'orientation du parti.* » En clair, la circonscription est acquise au parti. Mais le député sortant a finalement décidé de reprendre le flambeau. Elle a ensuite proposé de se battre contre Batbajar, très connu sous le surnom de « Baabar », sur la 63^{ème}. Mais il a été décidé que ce serait plutôt un ex-ministre de l'éducation qui serait en face de lui...

Enfin, elle explique que le précédent élu sur cette même circonscription est issu de son parti : il est en prison à la suite d'un scandale financier. Ce qui ne milite pas en sa faveur. « *Il avait fait de bonnes choses pour les gens, je vais essayer de les montrer.* » Nous apprenons aussi que deux autres hommes avaient été pressentis avant elle, que le premier a abandonné et que le second a changé de circonscription. Courageuse, elle mène sa campagne, mais elle n'est pas élue.

Le « manque d'expérience » est un argument classique pour éliminer les jeunes candidates potentielles. Les hommes, eux, qui s'arrogent les places de pouvoir dans plusieurs domaines, peuvent ensuite s'en prévaloir et ainsi conserver la main. C'est le cas du candidat PPRM Turtogtoh qui était député du Hövsgöl de 1992 à 1996 tout en dirigeant le journal *Unen* (vérité). Il a déménagé et se porte candidat en 2000 dans la capitale. Ou encore Sodnondorž, candidat MPRP, directeur d'une université privée (aucune femme ne possède ce titre). En fait, les femmes candidates font face, sur leur seule circonscription, à plusieurs candidats, tous cumulant plus de capital politique qu'elles. Comme Žargalsaihan (pour le PCC) sur sa 59^{ème} circonscription, qui fait face d'une part à un candidat PPRM, général en retraite, et d'autre part au candidat du PND, ex-ministre de la défense...

Ceci écarte les jeunes, mais surtout les femmes puisque d'une part le patriarcat sociétal fait qu'elles sont évincées des postes à pouvoir de l'ensemble des domaines et qu'elles ne peuvent donc pas y faire référence. Et d'autre part car elles se trouvent dans cette situation de « nouvelle arrivante » reproduite en permanence puisqu'on leur interdit régulièrement l'accès au pouvoir. Zajaa, en politique depuis les années 1990-1991, se satisfait devant l'augmentation de candidates en 2000. Mais elle remarque que « *ces femmes qui entrent pour la première fois en politique n'ont pas d'expérience, elles se font attaquer et blesser* » (26 juin 2000).

Ici, on comprend que les partis politiques ne forment pas leurs candidates et celles qui débutent peuvent se sentir bien seules.

Samedi 23 septembre 2000, à Hovd. J'ai accompagné une candidate démocrate locale faire du « yourte à yourte ». Elle était, au début, bien peu sûre d'elle et peut-être aussi de moi : c'était sa première fois... Elle se présentait d'abord, les gens la laissaient entrer, l'écoutaient. On nous a offert du thé, des biscuits, des bonbons. Mais elle se sentait mal à l'aise. Elle a fini par me dire que elle était bien contente que je l'ai accompagnée. Seule, ça aurait été bien difficile. Je lui ai fait remarquer que les gens du PPRM qu'on a croisés sont plutôt à trois ou quatre par équipe. « *Eh oui...* » répond-elle.

Le lendemain, sa collègue candidate (conseillère régionale sortante) est accompagnée d'un retraité, candidat pour le district. Ensemble, l'expérience politique, l'âge et le genre se cumulent : ils font preuve de nettement plus d'assurance, c'est-à-dire de capital politique. Ils ne seront cependant pas élus.

L'apprentissage semble pourtant fourni aux jeunes hommes, en témoigne « l'expérience » de Badamdaš. Rencontré le 12 mai 2000, il vient d'être contacté pour s'occuper de la campagne parlementaire d'Amaržargal, Premier ministre PND sortant. Il déclare : « *J'étais inquiet de mon manque d'expérience. Il m'a alors dit qu'on pouvait commencer et que si je n'y arrivais pas, alors on me remplacerait* ». Mais il explique finalement qu'il avait été, pendant deux mois au printemps 1999, l'assistant de Zorig, qui développait une stratégie de formation des étudiants en les faisant travailler pour lui. A l'issue de son « stage », Zorig l'avait chaudement recommandé à tous les autres membres des jeunes formations démocrates. Et à l'époque, comme encore, il avait été bien payé. Badamdaš (à une échelle moindre qu'une investiture, certes) cumule donc plusieurs atouts : un bon parrainage, un bon réseau politique, une tolérance à l'essai. Aucune femme rencontrée n'a évoqué ce type de parcours.

Une fois la campagne lancée, Zanaa observe l'ensemble des difficultés auxquelles font face les candidates et en est révoltée. « *Les partis politiques n'ont pas un fonctionnement démocratique puisqu'ils ne considèrent pas l'égalité de genre. Les politiciens eux-mêmes sont officieusement ou même ouvertement "anti-féministes". Et ils n'ont pas préparé leurs candidates, ils ne les soutiennent absolument pas* » (12 mai 2000). Ojuungerel explique encore que l'ambiance, dans les partis politiques, est clairement difficile pour les femmes, en faveur des hommes. Il se forme alors une sorte de dynamique qui tourne sur elle-même pour les investitures des candidates : les dirigeants « savent » que la vie est difficile pour les femmes, donc ils hésitent à en nommer...

c) Normes intériorisées

Ce qui est peut-être le plus difficile à surmonter pour les militantes, c'est l'intériorisation des normes, comme on l'a par exemple vu pour la division du travail politique. Les femmes militantes au sein des associations observent que les femmes au sein des partis politiques n'osent généralement pas se mettre en avant, se présenter. Tungalag raconte, un rien découragée, que lors du Congrès de son parti le PSD qui a eu lieu les 14 et 15 avril pour la désignation des candidates, 20 femmes étaient présentes, soit deux fois plus qu'en 1996, ce qui montre que leur nombre augmente au niveau des cadres du parti. Mais que sur 140 propositions de candidatures, il n'y avait que sept femmes⁶¹ (18 avril 2000).

⁶¹ Naragerel, Ariunzajat, Tungalag, Otgonbajar, Njamsuren, Čimgee et Ajuš.

Et si les hommes - on l'a vu - n'hésitent pas à leur faire savoir leur « manque de » (expérience, compétence, etc.), ce sont aussi les raisons pour lesquelles elles se mettent d'elles-mêmes en retrait.

Le Comité CEDEF invite les candidates dans ses bureaux lors d'une réunion de la Coalition des Femmes. Elles expliquent collectivement qu'elles ne s'étaient pas présentées en 1996, car elles venaient d'entrer en politique et qu'elles ne se sentaient pas à la hauteur des responsabilités. Mais n'était-ce pas aussi le cas de leurs amis dirigeants de ces nouvelles organisations ? Elles sourient : « *Ab, non, eux, ils n'ont pas pris autant de précaution. Et aujourd'hui, on le paye. Mais en même temps, si on voulait que les démocrates passent, il n'y avait qu'eux, eux les jeunes et sans expérience...* » (3 avril 2000).

Certaines jeunes élues portent un regard positif sur leur première expérience au sein des institutions représentatives, comme Tujaa, conseillère régionale. « *C'est plutôt moi qui ai surpris, car il y avait toujours des vieux, des grands. Et les gens me voyaient comme une petite gamine. Mais ils m'ont tout de suite acceptée* » (25 juillet 1999).

Mais pour beaucoup d'entre elles, l'âge est un moyen de les écarter, les unes se pensant trop jeunes, les autres, trop âgées. Nous avons rencontré de nombreuses femmes qui disent « attendre d'être prête ». Comme Baigalmaa, bénévole pour le CPF, qui explique « *j'ai juste 30 ans, j'ai étudié en Russie jusqu'en 1993, je n'ai pas assisté à la Transition et je le regrette... Il me manquait une certaine expérience...* » Plus tard, elle dit tout de même : « *Aujourd'hui, je peux faire de la politique, j'ai l'âge* » (16 mai 2000). Nergüi, cadre à LEOC, est très au fait de la vie politique du pays : « *Non, je ne veux pas me présenter. Je suis encore trop jeune...* » Elle a 36 ans... (27 juin 2000). *A contrario*, Damdinsuren raconte : « *On m'avait proposé d'être gouverneure, mais je dois prendre ma retraite bientôt, j'ai déjà 50 ans, (puisque j'ai eu plus de quatre enfants⁶²) et je me sens trop âgée pour le poste* » (24 avril 1999). Précisons que ce critère de l'âge n'est pas aussi important pour les hommes, qui « positivent » quelle que soit la situation. La jeunesse, c'est l'énergie, et être âgé, c'est avoir de l'expérience.

Le « manque de confiance » est à rapprocher d'autres déclarations comme « ne pas aimer la politique », « ne pas être faite pour ça » ou s'estimer « trop timide » et/ou « pas assez compétente ». Les politistes ont observé pour la France que « [...] à savoir-faire et capitaux équivalents, [les femmes politiques] “avouent” beaucoup plus facilement [...] leurs doutes, leur absence d'opinion, voire leur incompétence. [...] Si les hommes manifestent dans leur comportement un droit naturel à s'exprimer en commission, les femmes, elles, expriment comme un droit naturel à l'incompétence » (Achin C. *et al.*, 2007, p.114). La « fonction » de femme

⁶² Cette question du croisement du genre avec la génération, pourrait être approfondie, car il semblait plutôt qu'une femme âgée gagne en pouvoir, du moins sur sa famille. Nous verrons pourtant dans le chapitre sur l'économie que cette loi obligeant à une retraite précoce pour les mères de famille nombreuse les appauvrit. Nous constatons ici combien elle peut aussi leur faire concevoir leur âge (50 ans) comme celui de l'entrée dans l'inutilité sociale.

politique leur paraît très « élevée » et beaucoup des élues rencontrées disent qu'elles ne s'attendaient pas à occuper un tel poste. Comme cette conseillère régionale PSD qui dit « *j'ai été très surprise qu'on vienne me chercher et surtout d'être élue. C'était vraiment un devoir très haut par rapport à moi, je ne suis qu'une simple enseignante en mathématiques...* » Narangerel aussi déclare qu'elle n'aurait jamais pensé, en 1992, quand elle a commencé à faire de la politique, qu'elle serait un jour « *une personne d'un tel rang... ça m'étonne encore en fait !* » [sourire] (29 juillet 1999).

Bien sûr, le soviétisme s'est construit sur une certaine notion de l'humilité, associée à une quête permanente (du moins, dans les discours), du « mieux » et du « progrès ». Toutefois, certaines déclarations nous ont semblé touchantes, car inattendues. Regzedmaa par exemple, est conseillère municipale. C'est une grande et solide femme d'une cinquantaine d'années, à la parole (du moins, lors de l'entretien) très affirmée : « *j'ai toujours été contre le communisme, tout le monde le savait ici, je l'ai toujours dit.* » Mais lorsque nous abordons la question de l'instruction, elle déplore le fait de ne pas avoir bénéficié de formation professionnelle continue et va jusqu'à dire, en baissant le regard pour la première fois : « *je ne suis peut-être pas au niveau pour m'entretenir avec vous...* » (17 février 1999). Il nous semble que cette déclaration va bien au-delà d'une simple considération de « capacité de faire ». Cette femme, malgré sa colère et son idéologie marquée, a intériorisé le fait qu'une femme – pour correspondre aux normes de genre féminin- doit manquer de confiance en elle. De fait, elle s'empêche « de faire ».

La science politique a bien démontré pour la France que les partis politiques « fixent souverainement les droits d'entrée dans les assemblées, faisant office de *gate-keepers*. Alors qu'ils auraient dû être idéalement, comme dans toute démocratie moderne, des lieux de formation et de sélection ouverts aux membres les plus dynamiques et les plus neufs de la société (jeunes, femmes, etc.), ils ont surtout fonctionné comme clubs, cénacles d'investiture favorisant l'auto-reproduction des élites » (Sineau M., 2001, p148-149). C'est aussi devenu le cas pour la Mongolie, qui reproduit « parfaitement » le modèle.

Face à ces « machines », certains candidats se refusent de s'affilier, au nom de la liberté nouvellement acquise. Une conseillère municipale sans parti explique qu'elle trouve des éléments idéologiques qui lui conviennent dans les deux tendances. Au moment de l'interview, elle soutiendrait plutôt le PPRM, « *mais je refuse de prendre leur carte, je veux rester "libre"* » (Mönhtuul, 24 avril 2000). Le Comité des élections déclare observer une augmentation de candidats indépendants, en particulier se séparant du PPRM et se présentant en plus du candidat qui a été investi. Ces démarches perçues plutôt comme « individualistes » font craindre l'affaiblissement du parti, tout comme elles seraient la cause de leur échec. En 1996, 40 candidats s'étaient ainsi

présentés (*UB Post*, 11 mai 2000). A *Darvi Sum*, la conseillère municipale PPRM explique – un rien amusée, un rien agacée – qu’une dizaine de candidats masculins a souhaité se présenter à tout prix sur le village. Ignorant la procédure d’investiture du parti, ils se sont présentés nominativement sans affiliation revendiquée, même s’ils ont la carte du parti. Elle était l’une des seules du village à rester fidèle au parti. Elle a finalement été élue (*Horolžams*, 4 juillet 2001).

Mais sur 29 candidats parlementaires indépendants en 2000, il y a seulement deux femmes⁶³. Cette prise de liberté par rapport aux partis politiques est donc exceptionnelle pour les femmes, ce qui confirme l’importance pour elles de l’institution, à la fois dans leurs espoirs, mais aussi dans leur exclusion de l’espace du pouvoir.

Cette importance des partis politiques dans l’accès des femmes à l’espace du pouvoir se confirme par la victoire écrasante du PPRM en 2000 (72 sièges sur 76, ne s’attendant pas eux-mêmes à une telle victoire). En fait, lors de la campagne électorale, on entend souvent à propos des concurrents PPRM : « *La personne n’est pas très connue, mais son parti, si !* » (*Erdentuul*, 31 mai 2000). Les Mongoliens, pour ces élections, ont voté pour le parti avant de voter pour une personne. Le PPRM aurait donc pu se permettre de présenter plus de femmes, or, il n’en avait présenté que huit, sept seront élues. Et si les femmes avaient confiance en l’avenir, elles sont, à la fin des années 1990, déçues. La conseillère municipale PPRM *Densmaa* considère « *qu’il était normal que seulement 8 femmes aient été élues au Parlement lors de la première élection, en 1992. Mais ce chiffre n’a pas augmenté en 1996, avec les démocrates... Ce n’est plus “normal”* » (24 avril 1999). Toutes, sans exception, sont persuadées en 1999 qu’« *aux prochaines élections [celles de 2000, donc], il y aura plus de femmes présentées par les partis, y compris les partis démocrates, car ils travaillent mieux* » (*Njamhuu*, 14 février 1999). Mais ce ne fut pas le cas et la même dynamique va se répéter localement, à l’automne. Le lundi 2 octobre 2000, à *Hovd Aimag*, les communistes sont majoritaires partout, aucune des candidates démocrates n’est élue. Pour 30 sièges régionaux, le PPRM n’avait présenté que trois femmes. Il a obtenu 17 sièges, les trois femmes sont élues. Ce qui prouve, si besoin était, qu’une candidature de femme n’est pas plus un « risque » que celle d’un homme lorsque le parti est solide, ce qui est le cas en Mongolie, pour au moins trois d’entre eux.

⁶³ B. Bajarmaa est enseignante dans le *Hövsgöl* et Č. Očirham est experte comptable à *Baganuur Aimag*.

C- Espace public-politique : entre débats et violences

Un mois avant les élections parlementaires, B. Delgermaa, explique dans la presse qu'on peut tenir en politique « si on se bat sans relâche, si on a un esprit fort, alors on peut gravir les échelons. Il ne faut surtout pas reculer » (*Odriijn Sonin*, 23 juin 2000). Nous voici avec un vocabulaire de bataille, qui témoigne d'un espace public et politique violent. On est donc passé de jeunes démocrates qui disaient « *on veut tout changer* » (Enhtujaa, 15 juin 1999) dans les années 1989-1990, à des candidat·e·s de la fin de décennie 1990 qui disent « *il faut se battre* », sous-entendu les un·e·s contre les autres.

L'espace public/politisé mongol présente en fait deux caractéristiques. Il semble d'abord joyeux, avec une ambiance de kermesse généralisée, provoquée par les nombreux « *shows* » (mot anglais utilisé par les militant·e·s) organisés pendant la campagne électorale. Ceci donne une impression de société respectueuse de chacun et chacune, impression qu'avaient déjà certain·e·s observateur·ices du soviétisme mongol. C'est un facteur explicatif d'une transition pacifique.

Mais un second aspect émerge à entendre les expériences des femmes candidates, celui d'une violence qui, si elle n'est pas physique, est bien présente symboliquement, par la « peur de ». Sans remonter ici jusqu'au Moyen Age – ce que nous proposons de faire dans le chapitre sur le « père de la nation » -, nous allons voir que cette violence est héritée d'un passé proche où l'espace public, contrôlé par le Parti, de même que l'espace du Parti lui-même, étaient violents. En comparaison, la démocratisation, on l'a dit, s'est faite sans une goutte de sang, ce qui est un « progrès ». Mais en fait de « débat démocratique », il semble que ce soit plus une « bataille démocratique » qui se joue alors au sein de l'institution parlementaire. Il y règne une violence symbolique, virile, qui n'est pas sans impact sur les femmes. Car celles-ci ne sont pas socialisées, justement, pour se battre. Elles ne s'y habituent pas et n'arrivent pas non plus à la pacifier...

1- Constitution d'un espace public de participation et de débat

Le PPRM, à l'instar des soviets russes, avait mis en place un système d'auto-légitimation fondé sur la mobilisation populaire par les assemblées locales, *hural*. Mais celles-ci ne semblaient pas totalement vides de sens. Au sein de cet espace public, bien que contrôlé par le Parti, semble s'être constituée une possibilité de dialogue, de réunions, de « décider collectivement ».

a) Le village : espace de rencontres et de discussions

La Constitution de 1940 avait clarifié un découpage des territoires administratifs en trois niveaux : régions (21 *Aimag* aujourd'hui, dont les frontières correspondent à celles établies par l'administration de Cinggis Khan, avec trois centres urbains supplémentaires), villages (*Sum*) et districts (*horoo – horijn* au pluriel en ville/ *bag* pour les villages)⁶⁴. Le fonctionnement pyramidal (les délégués étant successivement élus par les assemblées en partant de celles du peuple dans les districts) fait constater à G. Ginsburgs « une démocratie directe à l'œuvre » (1961, p.490), ce qui n'est pas peu dire pour qualifier un régime soviétique. Signalons que le terme utilisé pour « assemblée » (à toute échelle) n'est pas le mot russe « soviét », mais le mot mongol *Хурал* (*Hural*), assemblée des représentants.

G. Ginsburg observe aussi que des réformes constitutionnelles de 1947 suppriment ces élections indirectes pour instaurer des élections directes de députés régionaux, qui nomment ensuite la direction (1961, p.495). Les réformes suivantes effectuées entre 1952 et 1957 visent à réduire le nombre des députés, à tous les niveaux de la vie politique, car il est estimé que leur nombre « n'est pas proportionnel à la quantité de travail à effectuer et a tendance à rendre les discussions de session difficiles » (1961, p.407). « Dans les districts composés de moins de 400 personnes (*bag* et *horin*), les assemblées ne comporteront plus que sept députés (contre 13 auparavant). Et dans ceux supérieurs à 400 habitants, le ratio passe à 1 député pour 50, alors qu'il était de 1 pour 30 (1961, p.496). Ces chiffres semblent montrer que la base partisane populaire était donc très mobilisée, par la structure même du maillage participatif. Et que cette participation va se réduire pour tendre vers une représentativité (que l'on sait relative), d'une part avec la croissance démographique, mais surtout d'autre part selon la volonté des dirigeants. S'il note que « chaque citoyen » a le droit de vote et d'être élu, y compris les femmes (1961, p.492), c'était au sein du parti unique dont nous ne connaissons pas la proportion des membres (admis par la « machine ») pour la population totale. Et rien surtout n'est dit sur la participation des femmes au sein de ces assemblées locales.

Un pays socialiste ne le serait pas sans imbrication étroite entre sa structure politique et sa structure économique. O. Lattimore pense qu'en 1964, date de son deuxième voyage, la Mongolie connaît une véritable organisation socialiste. Il est très attentif au développement des « collectifs » ou coopératives (*negdel*), dont le découpage se calque sur celles des *Sum*. Un collectif rassemble 500 familles et plus de 55 000 têtes de bétail, et chaque famille possède en « propriété privée » 20

⁶⁴ Les termes *Aimag* et *Sum* désignent à la fois le territoire couvert et le chef-lieu régional ou le village en dur (même si la ville peut parfois avoir un nom propre). Par exemple Hovd *Aimag* désigne à la fois la Région et la ville.

à 40 têtes de bétail qui sont rassemblées et élevées avec celles du collectif⁶⁵ (1966). En 1974, sur 302 *sum*, 272 sont « fusionnés avec des *negdel* », organisant une « juxtaposition stricte d'un collectif économique avec une unité politique » (Aubin F., 1974, p.265).

Les centres villageois et urbains (*Sum* et villes) deviennent alors des espaces de rencontres et ce, de plusieurs façons. F. Aubin relève son « rôle urbanisateur [...] par son caractère multifonctionnel de centre d'administration, de culture, de prestations sociales et techniques, d'entrepôt et de distribution de biens de consommation » (1974, p.272). Mais elle précise que « la prospérité économique du pays repose en large partie sur l'élevage traditionnel et tout un secteur de la propagande est destiné à contrebalancer l'attraction exercée par les professions non productrices et le mode de vie urbain » (1970, p.98). Une sédentarisation massive étant précautionneusement évitée, il s'entretient un va et vient régulier entre les campements nomades et le centre administratif.

Et si les nomades avaient survécu à la colonisation mandchoue en ne comptant que sur leur production familiale, le soviétisme a permis (a re-permis ? puisque G. de Rubrouck évoque de nombreux rassemblements autour de chefs territoriaux) une sociabilité dynamique « [...] au début de l'automne, lorsque les étudiants et les employés des administrations sont envoyés dans les campagnes, et durant l'hiver, quand les campements sont regroupés autour des points de sédentarisation. Les “rencontres”, “soirées”, “discussions”, “causeries”, accompagnées de séances de cinéma et de matinées récréatives, se succèdent alors pour développer les connaissances technologiques, pratiques et politiques des éleveurs, ainsi que pour les intéresser à la vie collective et stimuler leur sens communautaire » (Aubin F., 1982, p.354). « D'autre part, l'attribution définitive de la jouissance des terres et de leur installation au *sum* est destinée à faire naître chez l'administrateur comme chez l'éleveur, le sens des responsabilités dans la mise en valeur du bien commun (utilisation rationnelle⁶⁶ des pâturages et construction de bâtiments fixes) et dans leur utilisation (respect des richesses forestières, entretien des points d'eau et des abris pour le bétail) » (Aubin F., 1970, p.96). Le soviétisme développe « le domaine des besoins socioculturels : journal, radio, cinéma, séances folkloriques et conférences, soit à l'agglomération, soit par des équipes ambulantes, séances de lecture à la bibliothèque du *sum*, participation [...] aux *hural*, réunions quotidiennes des membres de la coopérative, voilà autant de facteurs qui transforment l'expérience de l'éleveur » (Aubin F., 1970, p.101).

Ces unités ne sont pas, et ne se sentent pas, isolées les unes des autres. « Un travail de propagande éducative prônant la mystique du rendement, le sens de la compétition inter-groupe,

⁶⁵ Nous verrons que cette caractéristique est essentielle pour comprendre une transition économique « réussie » selon la Banque mondiale.

⁶⁶ Concernant ce terme d'« utilisation rationnelle », émettons ici l'hypothèse que les éleveurs ont toujours su comment gérer leurs pâturages mais qu'il leur a fallu apprendre la discipline soviétique de trajets contraints.

atteint, en principe, tous les campements quelque isolés qu'ils soient, et cherche à les cimenter moralement les uns aux autres » (Aubin F., 1982, p.348). Le sentiment d'appartenance à une Nation - la Nation mongole - demeure très fort. Par exemple, le premier plan quinquennal est lancé en 1948 « [...] et son élaboration est ressentie comme un mouvement constant d'échanges entre la base et le sommet. [...] Le Troisième Plan quinquennal (celui de 1961-1965) a été examiné dit-on, par 331 000 personnes qui ont émis des dizaines de milliers de suggestions [soit plus d'un adulte sur deux puisque la population globale était en 1960 de 936 900 habitants, dont un tiers environ de moins de 15 ans]. De la sorte, lorsque le plan est finalement promulgué et que les mass-médias lui ont donné une large publicité, il est pour chaque travailleur, non plus une lointaine abstraction, peu compréhensible au profane, mais une réalité concrète à son propre niveau » (Aubin F., 1973, p.35). F. Aubin souligne alors « la dualité des fonctions assumées par la planification » : à son rôle économique et intégrateur au bloc soviétique, « s'ajoute un rôle de coordonnateur social et de stimulus idéologique. Car les indices planifiés sont le résultat d'une obligation réciproque de faire – on peut même parler d'un véritable contrat synallagmatique - entre la nation et l'individu » (1973, p.35). Le soviétisme n'a pas fragilisé la « Nation mongole ». Au contraire, ce fut un socle d'appui pour son développement. Ceci permet de comprendre pourquoi le pays ne connaît pas de tensions identitaires internes allant jusqu'aux émeutes.

Et du point de vue des femmes, c'est d'importance. Le régime s'est appuyé – ouvertement - sur le travail des femmes, elles représentaient la moitié des ouvriers des *negdel*⁶⁷. Les femmes sont donc mobilisées pour participer à la construction de la Nation, mais pas à sa « conception ».

Le *Sum* a donc été conçu par les autorités soviétiques non pas seulement comme un espace de production, mais comme un véritable espace de rencontres, entre nouveaux sédentaires et nomades, certainement aussi afin de mieux les contrôler. Il n'en demeure pas moins que les Mongols ont donc l'habitude des discussions collectives à propos de leur avenir. Cette structuration particulière de l'espace social fait que les membres de Parti à l'échelle du *sum* vont avoir en commun non seulement la résidence, mais aussi un objectif économique. O. Lattimore raconte en 1964 les réunions des cellules du Parti, où chacun prend la parole pour expliquer ce qu'il fait, en production, en élevage. Ceci, du point de vue de la discussion au sens d'Habermas, comme constitutive de la démocratie, est très intéressant. Mais concernant notre sujet d'intérêt, le genre du pouvoir, si sur un *Sum* cohabitent trois espaces de pouvoir local : le bureau de gestion du *negdel*, le *hural* du *Sum* et la cellule du Parti, alors « Un homme peut être en position de pouvoir dans plusieurs organisations sociales, économiques ou politiques » (Lattimore O., 1966, p.14). Et

⁶⁷ Nous reviendrons sur leurs activités dans une analyse de la division sexuée du travail dans le chapitre sur genre et économie.

rien n'est dit sur les femmes : ni sur leur accession à ces postes de direction, ni sur la possibilité de cumuler les fonctions.

b) Aspect festif

Espace des discussions, le *Sum* est aussi lieu des festivités et leur forme nous paraît révéler encore un aspect « participation » qui structure aussi l'espace public. G. de Rubrouck en témoigne le premier au XIII^e siècle. Il évoque la solitude de la marche et à l'approche de la capitale, « nous fûmes heureux comme des naufragés arrivant au port » (1997, p.107). Dans les années 1970, « son originalité profonde, la foule mongole la tire de l'impression de gaieté spontanée qui émane d'elle. Car pour ce peuple [...] la fête n'a point perdu l'attrait qu'elle exerçait jadis sur le nomade, lorsque sa sociabilité, développée à l'extrême dans la solitude des steppes, ne trouvait guère à s'exprimer que dans des rassemblements saisonniers » (Aubin F., 1973, p.50). Nous avons aussi fait cette constatation lors de notre séjour de 1999 à 2001.

Selon F. Aubin, « les rapports sociaux sont suractivés en de nombreuses occasions privilégiées qui, inscrites dans un contexte ludique prononcé, concernent un segment plus ou moins important de la population locale ». Le modèle des commémorations est calqué sur le « modèle occidental » (1973, p.49) et la ville d'Oulan-Bator a été conçue pour pouvoir accueillir les rassemblements. Sans avoir creusé plus loin le sujet, il nous semble cependant que les deux modes de fêtes auxquelles nous avons pu assister étaient pour l'un plutôt soviétique – les kermesses enfantines et fêtes de partis politiques- et pour l'autre plutôt « nomade » - les courses de chevaux et la lutte, avec des réunions « en rond », les lutteurs et les chevaux gagnants au centre de l'attention, mais où le public lui-même peut aussi se voir. Le nombre de personnes étant réduit, l'ambiance est différente des fêtes de villages français (repas villageois et bals, fêtes du vin, de la bière, etc.). Les animateurs observés ne sont pas les seuls notables ou encore des artistes professionnels. En France, cette organisation confère au public la position anonyme de ceux « qui s'amuse entre eux ». En Mongolie, pour les fêtes saisonnières sans caractère politique direct, les lutteurs, tireurs et tireuses à l'arc et participant e s à la course de chevaux sont nombreux es (proportionnellement au nombre des résident e s). Ceci permet au public, constitué de la famille et des proches connaissances, une participation active par l'expression d'encouragements, d'applaudissements, etc.

Pour les fêtes issues du soviétisme (fête des enfants au 1^{er} juin, que le PND a aussi choisi comme date fondatrice et donc anniversaire, fête de l'Indépendance, etc.). Nous avons assisté à celle du 1^{er} juin 2001 à Čandamand. Le village dans son intégralité est en émoi. Deux représentations sont prévues, les enfants font un spectacle de gymnastique sur le terrain de foot

(seul espace avec gazon – arrosé - et peupliers) et les adultes défilent ensuite sur la scène du gymnase/salle des fêtes. Ils chantent, dansent et jouent de la musique. Les femmes autant que les hommes, les jeunes autant que les plus âgés. Chacun e peut donc être potentiellement public et acteur/actrice, l'a été ou le sera lors de la prochaine fête. Plutôt qu'une « star » solitaire, chacun et chacune se met un temps sur le devant de la scène, sous les regards tolérants du groupe, et s'exprime à sa façon, bien qu'utilisant les codes culturels connus. Mais il existe une différence dans cette expression, une différence de genre. Les femmes chantent et dansent (voir photo p.574). Les jeunes hommes peuvent danser. Le visage impassible, les jeunes nomades révèlent aussi des voix de *crooner* langoureux sur des chansons d'amour des années 1950. Surtout, ils chantent des chants traditionnels nomades, le *humi*. Il s'agit d'une technique vocale connue des peuples d'Asie Centrale (Mongols et Touvas) qui permet d'émettre deux sons simultanément, une basse et son harmonique aiguë. L'anthropologie musicale – japonaise et américaine en particulier - y consacre de nombreuses études, rendant visite aux artistes. Elle constitue l'un des éléments important de l'identité mongole. Or, elle n'est pratiquée que par les hommes.

Aujourd'hui, la jeunesse mongole connaît aussi la fête nocturne des bars et des boîtes de nuit, et pas seulement dans la capitale, puisque Saina organise dans son hôtel des « nuits disco », à la demande des jeunes du coin, par exemple nomades de passage, qui s'y retrouvent pour boire et danser, engoncés dans leurs manteaux quand il n'y a pas de chauffage et payant le gazole pour le générateur électrique⁶⁸. Au village, on a alors une ambiance de « vie ensemble » où chacun et chacune a sa voix, son rôle, sa participation, mais où aussi on choisit ses relations, amicales et au sein de la famille élargie. Ceci permet une certaine forme de démocratie, mais cette mixité est encore dirigée par les hommes, que ce soit le maire qui préside, ou par le champion lutteur qui rappelle sans cesse la puissance virile.

La campagne électorale de 2000 était fortement imprégnée de l'ambiance de ces rassemblements festifs, par les nombreux *shows*.

Le 10 mai 2000, le PND organise un match de volley dans un gymnase de quartier de la capitale. Le public est jeune et familial, souriant. Les ministres n'ont pas hésité à se présenter en jogging et casquette américaine sportive, comme en particulier Delgermaa. Même la ministre Tujaa, qui a gardé ses talons, est en jogging (!). Des personnalités que je ne connais pas forment une équipe, font des exercices d'étirement, les gens rient beaucoup dans les tribunes. A la troisième manche, Delgermaa qui joue mal sort du jeu, accompagnée des éclats de rire de la tribune. La partie va donc finir avec les seuls hommes. A la fin du match, tous se mettent en ligne comme pour un salut d'acteurs à la fin d'une représentation : pour 25 hommes, trois femmes.

⁶⁸ En 2000, elle dispose d'une chaîne hi-fi chinoise qui clignote de mille feux et d'une dizaine de cassettes de variété internationale des années 1970 et 1980 : Abba, Boney M, Desirless avec son titre mondial « Voyage - voyage ».

Le 24 mai 2000, je visionne une vidéo du *show* d'ouverture de la campagne par MoAN, que l'équipe présente avec plaisir. La Place Sühbaatar est remplie de monde. La candidate Kulanda évoque les femmes avec ferveur. Le temps se gâte, une tempête de poussière épaisse se lève, les images sont mauvaises. Mais elles montrent que la foule ne bouge pas.

Vendredi 11 mai 2001, Hovd. Le PPRM a installé des baffles aux fenêtres de son siège (l'un des rares immeubles récemment rénovés) et diffuse une bande sonore grésillante qui couvre l'ensemble du quartier, de 8h du matin à 22h sans interruption : chansons, discours, musique classique.

Batgerel raconte que le président Bagabandi est venu en avril. La « *cérémonie d'ouverture* » a eu lieu sur la place, « *puis il a rencontré des étudiants. Il y a eu le show à nouveau sur la place, avec deux chanteurs de musiques traditionnelles.* » Ojuunčimeg précise qu'« *il a fait une tempête de poussière infernale* [elle mime la poussière, les yeux plissés], *il n'y avait que des vieux. Par contre, quand Gončigdorž est venu, il a fait très bon, le temps était magnifique.* » Il a fait à peu près la même chose que Bagabandi : « *Et il a fait un speech* [autre mot anglais en mongol] *au théâtre, avec d'autres personnes de la région. Mais il n'y a pas eu de show, il a préféré discuter directement avec les gens.* »

A Hovd les Jeudi 17 et vendredi 18 mai 2001, j'ai assisté aux deux cérémonies de clôture de campagne présidentielle, d'abord des démocrates, ensuite du PPRM. C'est en fait deux événements majeurs ici : tout le monde en parle.

Le *show* des communistes a commencé avec 1 heure et demie de retard. Nous avons eu le temps de noter la présence de policiers en tenue et en civil, et avons aussi assisté à l'arrivée du gouverneur : voiture tout terrain américaine rutilante aux verres teintés. Il était accompagné de deux « fortes » femmes (tout à fait dans le style de la Castafiore de Tintin), en tenue de chanteuses militaires : tailleur bleu marine avec un grand nombre de décorations dorées, des médailles et des chaînes allant des épaulettes à la taille. Très maquillées, très sûres d'elles, très voyantes, une troisième portait une robe pailletée rose fuchsia.

La salle est bien plus remplie qu'hier, le double au moins. Encore une écrasante majorité de jeunes, mais aussi des couples de tous âges, des enfants. Cinq des personnalités importantes de l'*Aimag* se sont assises en une rangée derrière le micro. Le pianiste a fait ses essais au synthétiseur pendant le discours du gouverneur PPRM, comme si celui-ci était inébranlable. La seule femme était la jeune Gančimeg (présidente de l'Union des femmes), en jupe droite noire et veste de tailleur bleu ciel.

Une fanfare de professionnels en uniforme (et larges casquettes militaires) a remplacé les musiciens amateurs et locaux d'hier. Les dirigeants ont ouvert le bal, invitant pour l'occasion des femmes qu'ils avaient l'air de connaître. La voix puissante de la chanteuse a fait saturer la sono (ce qui est fréquent en Mongolie, on finit par l'éteindre). Une jeune fille sobre, maladroitement sur ses talons, a lu un petit discours. Puis on a même vu s'installer un groupe de musique traditionnelle, mais le son n'était pas bon.

La piste était pleine des couples qui dansaient toujours sur le même pas de valse, jeunes et moins jeunes. Ces soirées ont donc peut-être été, en plus d'un « moment politique », un « moment amoureux ». A l'approche de minuit, les dirigeants annoncent l'arrêt des festivités, la campagne se clôturant officiellement à minuit. En comparaison, la soirée PPRM était plus « lourde », officielle, institutionnalisée, avec beaucoup plus de moyens que celle des démocrates, moins empreints de paraître.

Entre ces nombreux *shows*, les candidats tentent d'occuper l'espace public au maximum de leurs possibilités, par des meetings et du porte à porte.

Bajarmaa établit son programme : « *Je dois aller voir le candidat sortant en prison pour pouvoir mettre en avant les résultats de sa politique locale, rencontrer ses assistantes pour m'informer sur la situation globale de la circonscription, en particulier Iraa, qui est coiffeuse et active au sein de la circonscription* » (5 mai 2000). Elle a aussi constitué son équipe de campagne. Elle compte recruter sept personnes : un *manager*, un comptable, un responsable de l'organisation ; et quatre personnes pour les quatre districts que compte sa circonscription. Elle prévoit d'organiser sa campagne en deux périodes : une première période (du 5 mai au 1^{er} juin) durant laquelle elle présentera le programme de son parti politique, en distribuant des tracts ; une deuxième période correspondant à sa propre campagne, où les tracts et interventions publiques seront concentrés sur sa propre candidature, sa biographie, son programme local.

Les candidats, en fonction de leur budget, tentent de toucher l'ensemble des catégories d'électeurs et électrices, avec des meetings organisés avec « les personnes âgées – un thé matinal », « les agriculteurs », les « personnels de la communication », « les enseignants », « les juristes », etc. Ils/elles utilisent les médias. Ils/elles se greffent sur l'ensemble des cérémonies locales habituelles, comme la fête des enfants, le nettoyage collectif de quartier, etc. Enfin, ils/elles tentent l'originalité (le candidat soutenu par Ariunzajat organise le « Jour des motos : l'équipe organise une parade de motos, en appelant à défiler tous les propriétaires de motos »), avec même un semblant de corruption, son candidat faisant venir avec lui une « *équipe de médecins qui l'accompagneront dans les yourtes pour soigner les électeurs qui en auraient besoin* » ce qui n'est pas interdit par la loi, qui ne vise que les « cadeaux et pots-de-vin ») (Ariunzajat, 11 mai 2000). On distribue des tracts, des calendriers, des casquettes, etc.

Nous rencontrons Erdentuul dans son local de permanence, le 5 mai 2000. Durant notre entretien, elle se lève plusieurs fois pour discuter avec des personnes de passage ou des jeunes gens, « *des supporters* » dit-elle en anglais et en souriant. Elle est donc très occupée, mais n'écourte pas l'entretien. Une pause est cependant plus longue, lorsque quatre jeunes (deux filles, deux garçons), apportent des grands cartons de casquettes et de T-shirts rouges avec le sigle du parti. La dizaine de personnes présentes cesse toute activité pour venir essayer, l'une la casquette, l'autre un T-shirt. Une femme entre avec un petit garçon, puis ils repartent, elle portant une casquette, le petit garçon un T-shirt (qui paraît immense sur lui). « *C'est pour l'équipe de campagne, les salariés mais surtout les bénévoles et éventuellement pour distribuer à nos électeurs les plus motivés.* » Elle montre aussi des autocollants. Le lendemain (1^{er} juin) sera le « jour des enfants ». Elle a donc prévu d'aller au parc avec son équipe, afin de distribuer des autocollants et des ballons.

Ces activités vont se poursuivre en juin. Mais elle voudrait surtout faire du porte à porte : « *ma tactique principale est de rencontrer les familles, toutes les familles, d'établir un contact direct avec elles...* »

Les candidat·e·s tentent aussi de s'appuyer sur leur réseau social, particulièrement professionnel, pour toucher le plus grand nombre de personnes. Par exemple, Žargalsaihan (du PCC) est médecin. Elle a débuté sa campagne en organisant des rencontres avec les personnels soignant de plusieurs hôpitaux. « *En tout, il y avait plus de 200 personnes présentes* » (27 mai 2000). Et ils/elles occupent tour à tour les lieux spécifiques de leur circonscription.

La candidate Ojuungerel (MBNN) organise un *meeting* à l'usine de fabrication de vêtements en cachemire. Nous discutons avec un homme pauvre qui a assisté à tous ceux qui s'y sont déroulés. Il mange tranquillement les biscuits distribués tout en déclarant qu'il est membre d'un autre parti.

La députée Gandhi organise une rencontre publique avec le troisième âge dans l'immense amphithéâtre du commissariat du district, le 16 juin 2000. L'équipe électorale, plutôt jeune, est coiffée d'une casquette rouge, habillée avec un t-shirt arborant la rose rouge et le sigle du parti. Ils aident les personnes à se déplacer, à s'asseoir. On me laisse entrer, m'asseoir, mais on vient me demander qui je suis, pour quel journal je travaille. On me permet de rester.

L'ambiance de « kermesse généralisée » se confirme avec une « ambiance familiale » elle aussi très présente. On la rencontre dans un premier temps autour des candidat·e·s, les bénévoles des équipes de campagnes étant, pour beaucoup, membres de la famille, surtout pour les petits partis sans budget (voir photo p.573). Lors des visites de porte à porte, les candidat·e·s peuvent être accompagné·e·s d'un membre de leur famille, présence utilisée comme preuve d'assise locale. Le jour des élections, les électeurs et électrices se déplacent aussi avec un membre de leur famille, avec même les enfants. Bulgan raconte qu'elle est allée voter avec sa grand-mère et que c'est elle qui lui a mis le bulletin de vote dans l'enveloppe. Et comme elles sont d'opinion différente, « *elle a bien vérifié !* » [rires] (13 mai 2000).

Cette période de préparation des élections est donc un moment pendant lequel l'espace public se remplit d'activité fébrile, de volonté de dialogue, de « participation », de musique, de couleurs multiples et inhabituelles. L'ambiance semble joyeuse. Et les femmes, on l'a compris, y sont présentes autant que les hommes, en tant que militantes, électrices (elles représenteraient 53% des électeurs), participantes aux spectacles locaux et candidates.

2- Violence de l'espace public

Mais cette agitation qui prend place dans l'espace public est rythmée par des événements, qui eux, ne sont pas joyeux : perturbations de meetings, bagarres provoquées par des ivrognes, attaques personnelles qui entraînent suspicion, renoncement et déception. Progressivement, il

semble bien que le formidable espoir qui avait mû les mouvements démocratiques et qui dominait au sein de l'espace public politisé se change en un espace de batailles personnelles, se charge d'une violence – si peu physique, alors - symbolique.

a) Du temps du soviétisme

La violence de l'espace public politisé est universelle, par périodes. Elle le fut particulièrement en Mongolie durant la première moitié du XXe siècle. La Révolution communiste⁶⁹ s'était faite contre l'occupant mandchou, contre la noblesse mongole et la classe religieuse bouddhiste, improductive et donc dépendante du reste de la population. Inévitablement survient une période de tentatives de contre-révolution, sanglante, durant la décennie 1930. Les émeutes sont écrasées avec l'aide de l'armée russe : sur une population totale de 750 000 personnes, 22 000 auraient été tuées (Kaplonski C., 1999, p.95).

Les femmes ne sont pas absentes de ces années de violence, même si elles le sont des ouvrages historiques. O. Lattimore est le seul à noter que les hommes s'attaquaient aux femmes aux cheveux courts, signe d'appartenance au Parti (1966, p.125). Le tableau d'un peintre russe présent lors de la guerre civile du début des années 1930 est exposé au Musée du Théâtre⁷⁰. On y voit, dans des tons rouges et bruns, la torture de trois jeunes femmes communistes par des moines bouddhistes. Attachées à un pilori en pleine steppe, ils leur tranchent les seins.

La violence se manifeste aussi à l'encontre des dirigeants. La police secrète mongole aurait été organisée par les Russes et dirigée par Tchoibalsan. A l'été 1922, un complot serait découvert, 16 personnes sont exécutées, dont Da Lama, qui fut tout de même le ministre de l'intérieur du premier gouvernement autonome en 1911, et Bodo, qui aurait peut-être été à l'origine du Parti et qui en était Premier secrétaire en 1921-1922 (Ballis W. B., 1956, p.305). A la suite des premières années sanglantes de 1930 et 1931, et avec le règne de Staline, des dirigeants politiques de premier rang, dont des Premiers secrétaires du Parti, vont aussi disparaître dans des conditions que les Mongols savent violentes⁷¹.

⁶⁹ La date de la création du PPRM semble prêter à débat, révélant un contexte historique flou entourant cette période. Les uns pensent qu'il s'est créé en 1919, avec comme personnage principal Bodo, un lama connu pour être en relations diplomatiques étroites avec la Russie, mais qui est aussi tour à tour accusé d'être un agent à la solde des Japonais ou des Américains. D'autres pensent qu'il a été fondé en 1920, par un groupe d'une douzaine de jeunes radicaux, dont Tchoibalsan et Sühbaatar, plus indépendants vis-à-vis de la Russie (Ballis W. B., 1956, p.299). On remarque avec intérêt que c'est aussi un petit groupe de jeunes intellectuels qui va former l'opposition démocratique libérale exactement de la même façon 70 ans plus tard. L'historien ne dit pas s'il y avait des femmes...

⁷⁰ En 2000, le Musée du Théâtre occupe le second étage de l'immense ministère de la Culture donnant sur la place centrale Sühbaatar. La chaîne de télévision privée Chanel 25 en loue aussi une partie.

⁷¹ Rinchino est envoyé à Moscou, puis assassiné ; Zhamtsarano disparaît lui aussi mystérieusement en 1937. Gendun et Amor, deux activistes gouvernementaux depuis les tous débuts de la révolution communiste, sont aussi exécutés, avec pour chef d'accusation l'espionnage (principalement à la solde des japonais) (Ballis W. B., 1956, p.310). Le guide du Palais gouvernemental (où siège aussi le Parlement) montre en 2000 la galerie des portraits des dirigeants successifs : il n'y a pas une seule femme. Mais ses commentaires sont éloquentes concernant le climat de violence. Nous apprenons que Bodo « a été tué juste après un meeting à cause de ses idées démocratiques ». Le premier « Premier ministre », T. Namnansuren, 1918-1919,

La Seconde Guerre mondiale va assourdir les conflits intérieurs, afin de s'unir contre un ennemi extérieur : en août 1939, des troupes japonaises arrivent sur le territoire. Les Mongols demandent de l'aide aux Russes : l'armée soviétique encercle les 60 000 Japonais et l'Histoire dit qu'il n'y a aucun survivant. Le pays ne connaîtra par la suite plus d'agression extérieure aussi dangereuse, le gouvernement va pouvoir travailler au développement de son pays et l'atmosphère des années 1950 sera plus détendue. Mais tout comme en Russie, un contexte général de doute et de délations s'est installé : il « fleurissait » des espions (au sens où ce sont les autorités soviétiques qui l'affirment), pour les Chinois, les Russes ou encore les Japonais et on assiste encore à des arrestations et exécutions hors du « cadre légal » (Legrand J., 1976, p.45).

Ceci semble cesser à partir de 1939, quand Tchoibalsan concentre le poste de Premier ministre (qu'il occupait depuis 1929) avec celui de Premier secrétaire du Parti. Il passait pour être le « Staline mongol », mais c'est aussi celui qui aurait réussi à lui résister : « *Staline voulait annexer la Mongolie. Tchoibalsan aurait refusé et donc empêché cette annexion. C'est donc grâce à lui que la Mongolie est indépendante* ». Tsendenbal lui succède en 1952 jusqu'en 1974. Il était perçu comme « très russe » et d'ailleurs, sa femme l'était. En 1940, il est nommé Premier secrétaire « *Le socialisme a vraiment commencé avec lui :[...] on a vu l'instauration du Parti unique, l'éducation et la santé gratuites, tout le monde à égalité, "ni riche, ni pauvre", mais on suivait d'autant plus les Russes. Il est mort en Russie, sénile et haï par beaucoup* » (Guide au Palais gouvernemental, 14 avril 2000).

Durant cette seconde période du socialisme, le pays ne connaîtra plus de crise sanglante, mais la vie du Parti n'est pas figée. Les chroniques font en effet part des « purges » successives au sein du Politburo composé de sept membres (Sanders A. J. K., 1989, p.141), sans qu'aucune raison officielle ne soit médiatisée (Heaton W. R., 1983, p.48). Ceci va durer jusque dans les années 1980, premières années qui permettront à certains de faire savoir leur mécontentement et d'exiger du changement. Le philosophe Dašdavaa, par exemple, « a porté son attention sur le fait que la loi électorale est restée essentiellement la même depuis 1949 : "Tout ce que l'électeur doit faire, c'est lever la main en faveur de l'unique candidat." Et selon lui : "Il est temps d'expérimenter un système de nomination de plusieurs candidats" » (Sanders A. J. K., 1989).

La Mongolie a donc l'habitude de batailles sanglantes, et dans l'espace public, et au sein de l'espace fermé du pouvoir.

est tué dans une bataille contre les Mandchous. A. Amar, Premier Ministre de 1928-1930 puis de 1936-1939, « a été appelé en Russie et y a été tué par Staline. Il était indépendant, ne suivait pas la ligne du parti » (14 avril 2000).

b) Violence démocratique

Sans en venir aux armes, l'espace politique a recommencé à se « troubler » au printemps 1998, lors des débuts de l'instabilité gouvernementale.

Puis, « L'évènement le plus marquant [et le plus violent de cette première décennie de démocratie] fut l'assassinat brutal de S. Zorig, le 2 octobre 1998 ». Il cumulait alors un mandat de député avec la fonction de ministre de l'Infrastructure. Le crime n'a jamais été résolu, ses assassins n'ont pas été identifiés. La population mongole est persuadée que « quelqu'un, au gouvernement, au Parlement, sait ce qu'il s'est passé. Il était seul contre le crime et la corruption et il est mort à cause de ça » (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999). On dit aussi que des « forces étrangères » ont voulu déstabiliser la Mongolie, divers articles de presse du moment évoquent sans preuve l'Europe et plus généralement les Etats-Unis, les Russes, et bien sûr les Chinois... La thématique de la corruption, largement traitée par les médias (ce qui peut d'ailleurs laisser supposer qu'elle est ainsi relativement limitée, puisque surveillée par une presse non censurée) va prendre une ampleur nouvelle, entre rumeurs et comptes-rendus de procès. Passant du territoire national à l'éventualité d'affaires impliquant des complices étrangers, il est maintenant dit qu'elle tue, alors quelle était plutôt perçue comme un jeu duquel les plus malins tiraient quelques bénéfices. Ce meurtre sera le seul de la décennie éventuellement lié à la politique. C'est ce que retiennent les observateurs étrangers : « Sans cette exception frappante, la Transition mongole vers la démocratie a été un processus pacifique et sans effusion de sang, soutenu par Zorig lui-même. Sa mort semble être une tragique anomalie » (Severinghaus R. S., 2000, p.131).

Mais il a marqué « violemment » l'espace public et politique. En fait, l'assassinat d'une personne dont l'intégrité n'a jamais été mise en cause, a concrétisé la « possibilité » de la violence et a révélé une frayeur directement liée au politique, en particulier pour les plus vulnérables de la classe politique, les femmes. Erdentuul, en plus de la peine due à la perte de l'ami, explique que « depuis sa mort, la situation n'est pas positive. Le pays n'est pas en guerre. Mais on peut y mourir assassiné » (27 juillet 1999), propos relayé par les associations de femmes (Comité CEDEF, mars 2000, p.8).

L'espace politique se ternit à partir de cet évènement, à mi mandat démocrate. Plusieurs scandales de corruption vont éclater, impliquant des députés qui sont ensuite condamnés « fermement » par la justice⁷². « L'affaire du casino »⁷³ apporte un nouvel élément : trois

⁷² Et leur emprisonnement ne sera pas sans impact sur la vie politique. La presse relève, un rien ironique, que trois des députés ont été hospitalisés peu de temps après leur incarcération (*Mongol Messenger*, 19 mai 1999). Pour la première fois, la classe politique « visite les lieux : la prison de Gants Hutag est réputée pour son insalubrité et ses conditions déplorables de détention. Le Ministre de la Justice a déclaré que le bâtiment avait été construit pour accueillir 246 prisonniers, qu'il en accueille aujourd'hui plus d'un millier... Il a donc promis d'allouer 36 millions de T pour la rénovation des locaux » (*Mongol Messenger*, 5 mai 1999).

protagonistes sont issus de la coalition démocratique, mais le quatrième est du PPRM. La presse met bien l'accent sur le fait que la police soupçonne et donc surveille les deux camps politiques (*Mongol Messenger*, 5 mai 1999). Ceci va déstabiliser la classe politique dans son ensemble et un débat à l'échelle nationale va s'ouvrir sur l'institution, à propos de l'immunité parlementaire, que les députés n'ont donc pas. Il suffit de l'accuser pour mettre en difficulté un élu : « l'affaire du casino » a été provoquée par un simple fax anonyme. Aucune preuve, semble-t-il, n'a véritablement été fournie... « *Maintenant, nous avons trois députés en prison... [...] Nous n'avions jamais expérimenté de telles difficultés dans le passé* » (Enhtujaa, 15 juin 1999). Les jeunes démocrates vont se sentir harcelés par cette menace du PPRM. La journaliste Mönhtuul, sympathisante du PPRM, déclare que « *la Coalition démocratique aurait détourné 37 milliards de T au moins (30 millions d'euros), placés dans des banques étrangères, tout le monde le sait* ». Et au PPRM, ne vont-ils pas faire de même ? « *Je verrai bien* » [sourire] (1^{er} sept. 2000). D'autant que beaucoup comprennent « *qu'il y ait des pratiques de corruption chez les politiques, leur salaire n'est pas suffisant pour vivre correctement...* »⁷⁴ (Nergüi, 27 juin 2000). D'autres affaires vont éclater, principalement autour des privatisations d'entreprises. Les hommes politiques cherchent à se faire tomber mutuellement, dans des procédures judiciaires interminables⁷⁵. Cette incertitude sur la fonction oblige le gouvernement suivant à prendre des mesures et Altai fera partie de la commission chargée de rédiger « *un projet de loi* » (26 avril 2001).

En attendant, d'autres problèmes vont émerger pendant la campagne : des soupçons de corruption électorale. Il est régulièrement fait allusion à l'achat d'électeurs, à une crainte de manipulation des listes d'électeurs, avec double inscription. « *En 1996, il y aurait eu aussi des pratiques illégales, mais on ne l'a su qu'après. Le Premier secrétaire du PPRM pense que des voix leur ont été subtilisées* » (Mönhtuul, 14 juin 2000). En fait, de nombreuses pratiques semblent ne pas avoir d'encadrement juridique, comme l'utilisation des moyens publics dont disposent les candidats dans le cadre de leur profession. On peut voir une équipe de campagne se déplacer dans une ambulance, une salle de classe occupée par un parti politique, etc. On me dira à ce sujet : « *Théoriquement, je n'en ai pas le droit, mais aucun texte n'est suffisamment explicite ... et d'ailleurs, personne n'est venu me le reprocher. De toutes façons, tout le monde le fait !* » [rires].

⁷³ L'éventuelle construction de casinos a été interdite par une loi votée en janvier 1999 (Zorig s'était manifesté comme très « anti-casino »). Mais en avril, une poignée de députés (dont une femme, Hulan) auraient tenté d'outrepasser l'interdiction et d'en faire construire un. Sont impliqués un financement de l'IRI (les protagonistes se sont retrouvés lors d'un meeting de l'ONU à Hong-Kong - *UB Post*, 4 mai 1999) et des pots-de-vins du constructeur, un Chinois (*Mongol Messenger*, 19 mai 1999).

⁷⁴ Ce problème des bas salaires concerne en fait une grande partie des fonctionnaires. Le *UB Post* publie une enquête (non signée) sur la corruption : « Les services de douane sont reconnus comme les plus corrompus, suivis par la justice, les services des procureurs de la République, les services fiscaux et la police. 35% des enquêtés, tous des acteurs du milieu des affaires, pensent que la situation s'est améliorée depuis l'arrivée au pouvoir de la Coalition démocrate, contre 18% qui pensent au contraire que la situation s'est aggravée » (20 avril 2000).

⁷⁵ Le *UB Post* du 12 janvier 1999 : Le député D. Demberel fait appel de la décision de justice qui avait donné raison à Batbajar (actuel Ministre des Finances) dans l'affaire du scandale de la fusion entre deux banques (Banque de la Reconstruction et Golomt Banque). Batbajar avait porté plainte contre lui, après qu'il l'ait accusé (lui et Gončigdorž) de corruption. La cour l'a condamné à payer 2 millions de T de dommages et intérêts. (L'accusation de corruption n'a donc pas pu être prouvée.)

Cette émergence (de la publicisation⁷⁶) de la corruption dans l'espace politique est majeure du point de vue du genre. Car elle implique essentiellement des hommes. Hulan par exemple, était aussi impliquée dans « l'affaire du casino », mais elle n'a pas été condamnée (même si elle ne peut plus prétendre à un mandat électoral). Un premier point est relevé par les associations de femmes. Le Comité CEDEF identifie les raisons de discrimination à l'emploi. Elles notent entre autres que les femmes ne distribuent pas de pot-de-vin et/ou n'en ont pas la possibilité, ce qui en soi montre qu'elles sont moins dans des pratiques de corruption que les hommes. Elles accèdent moins aussi, de fait, aux postes que les hommes obtiennent par ces procédés.

Le deuxième point réside dans le fait que les femmes vont alors se proposer -et être vues- comme celles qui sont innocentes. Il ne s'agit pas ici d'établir la réalité de cette innocence. Il est dit dans un article de journal que l'une d'elles « aurait participé à la vente de faucons à des Saoudiens, mais nous n'en avons aucune preuve » (article anonyme conservé par LEOC). Une autre n'aurait pas réagi à des plaintes d'électeurs qui n'avaient pas reçu leur salaire depuis trois mois. A propos même d'Ojuun : « Elle a travaillé pour une grande entreprise anglaise, elle peut aujourd'hui se consacrer gratuitement à sa carrière politique ». Et enfin à propos d'une dernière qui, étant fille de diplomate et mariée au fils d'un scientifique, peut être « soupçonnée d'espionnage ». De quoi, et pour qui, l'article ne le précise pas. Ce qui est certain, c'est qu'aucune en 2000 n'a jamais été condamnée par la justice pour ce type de pratique. La représentation sociale qui voit les femmes comme intègres n'en est que renforcée.

Et les candidates en politique vont même pouvoir être perçues comme celles qui pourront « sauver » la démocratie en péril. *« Je pense qu'il faut totalement changer pour arriver à éradiquer la corruption. Et que dans ce processus, le rôle des femmes devient très important »* (Erdenbileg, 2 juin 2000). Ojuun peut donc endosser le costume de « sauveuse de la société », ce qu'elle ne manque pas de faire, proposant ainsi une essentialisation du genre féminin à laquelle s'associe l'ensemble du mouvement associatif des femmes et toutes les candidates politiques à l'exception de Gandhi. Ojuunceceg pense par exemple que *« les hommes ne sont pas capables de développer le pays, il devrait y avoir beaucoup plus de femmes au Parlement, car elles connaissent la "vie réelle". Je me dis toujours que si nous avions eu ne serait-ce que 20 femmes dans les premières assemblées, depuis 1992, il n'y aurait pas cette crise sociale et économique que nous avons aujourd'hui »* (18 juin 2000).

⁷⁶ Publicisation au sens de « porter dans l'espace public ».

Nous sommes là dans une dynamique comparable à celle de la France autour du mouvement pour la parité et nous nous inspirerons fortement des analyses des politistes françaises à ce sujet dans la partie portant sur ce mouvement associatif des femmes en Mongolie.

D'une façon générale, les femmes vont être particulièrement réceptives à la violence symbolique qui les entoure, à laquelle elles ne s'étaient pas préparées, parce que tout simplement, elles ne conçoivent pas la politique comme telle. Comme tous les candidats, elles font face à des pratiques d'intimidation entre adversaires. A la mi-juin, les militantes associatives apprennent que Gerelsuren a subi des actes de vandalisme lors d'un de ses meetings et qu'elle en serait choquée psychologiquement. On a brûlé son drapeau, détruit ses photos, coupé l'électricité (groupe électrogène) (Bulgan, 13 juin 2000). Le 2 juillet 2000, son *manager* explique qu'elle n'est pas la seule à avoir subi ce genre d'attaques. Il n'est pas inquiet. « *Elle a beaucoup d'expérience et la force de trois hommes réunis* » (2 juillet 2000). Elle sera effectivement élue, mais la possibilité de ces attaques personnelles instaure un climat de crainte que beaucoup de femmes se refusent à affronter.

D'autant que si la concurrence entre personnalités politiques de tendances opposées s'intensifie, ce qui peut paraître « normal » et, somme toute « attendu », cette ambiance de bataille va se doubler de celle entre dirigeants d'une même tendance, les démocrates. Les accusations de corruption gouvernementale écartent l'ex-Premier ministre C. Elbegdorž du poste de président du PND lors du septième congrès, en avril 1999. Narancacraht lui succède, « *sans surprise* » (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999) et le vice-président est aussi remplacé. La presse remarque que la députée B. Delgermaa a conservé son poste de Première secrétaire. « *Sur ces trois mandats majeurs, un seul est occupé par une femme, elle n'est pas démissionnée (elle est réélue). On pourrait donc penser que c'est elle qui conserve le plus de crédit auprès des adhérents du parti... Elle n'est pourtant pas présentée comme résidente* » remarque la journaliste D. Narantuja (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999). Ces tensions qui resteront relativement tues pendant la campagne parlementaire, explosent au grand jour lors de la campagne présidentielle du printemps 2001 touchant deux autres caciques du parti en concurrence pour la présidentielle. On soupçonne Gončigdorž d'avoir acheté 10 000 voix de militants de son propre parti pour gagner l'investiture en mars 2001, alors qu'il semblait que les militants lui préféreraient Enhsaihan. La crise est grave, déstabilisant le front démocratique et provoquant une des plus forte abstention au sein du parti.

Les militant·e·s sont bien sûr touché·e·s par ces conflits, qu'ils/elles ne comprennent pas. Ils/elles n'arrivent pas à défendre un discours efficace de campagne lorsqu'ils/elles font du « yourte à yourte » et sentent qu'ils/elles perdent de leur crédibilité en tant que personne. Mais ce

qui surprend le plus, c'est le fait que, dans ce conflit entre deux dirigeants hommes, il n'a jamais été question que ce soit Delgermaa, Première secrétaire, qui soit présidentiable. On ne lui pardonne peut-être pas son manque de complaisance lors du dernier congrès. « C'est [elle] qui a peut-être créé les plus grandes vagues [...]. Elle s'est éloignée de son propos initial pour rappeler [les] problèmes, y compris l'arrestation de deux parlementaires pour corruption. Un des observateurs a déclaré que "son discours a détruit l'atmosphère du *meeting* ainsi que les plans des leaders" » (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999).

Un dernier type d'évènements vient compléter l'ambiance agitée de l'espace politique, qui pourrait faire sourire s'il n'était pas autant médiatisé : les épizooties. Dans un pays qui compte en moyenne une trentaine de millions de têtes de bétail et dont la moitié de la population vit de l'élevage, chaque évènement concernant le bétail est d'importance. Or, fin avril, la presse révèle qu'une maladie grave, dite « шүлхий » - *šülhuj*, forme de peste animale qui serait contagieuse pour l'humain, s'est déclarée dans le sud du pays. Des électeurs de trois villages sont en quarantaine, avec interdiction de déplacement, alors que les élections approchent. Comment vont-ils pouvoir voter si l'isolement est maintenu ? Il est décidé de tuer les 17 000 bêtes diagnostiquées malades, ainsi que des gazelles. Ce ne serait pas arrivé depuis 40 ans...

Le 5 mai 2000, le débat parlementaire est exclusivement réservé au sujet. Les députés se rejettent la faute mutuellement de l'état sanitaire lamentable du pays (Mönhtuul, 5 mai 2000). Le 15 mai 2000, il est maintenant avéré que les démocrates au pouvoir sont en difficulté. La décision a été prise de tuer les 70 000 bêtes des trois villages ciblés. Les éleveurs tentent de sauver leur troupeau en quittant les lieux, l'opinion publique est choquée, les bêtes sont tuées devant eux et devant les caméras, ce qui est « contraire à la tradition. Tuer, c'est blesser l'esprit des éleveurs » (Mönhtuul, 15 mai 2000). La Russie entre en scène, elle procure 600 000 vaccins mais menace aussi d'embargo sur la viande, angoisse supplémentaire pour l'opinion publique.

Finalement, l'épizootie sera stoppée, comme toutes celles qui ont précédé depuis que les nomades occupent cette région du monde. Mais elle a fait revenir sur la scène publique les notions de crainte pour les troupeaux, essentiels de la survie dans la steppe. La notion de mort vient s'ajouter à l'ambiance tendue de la campagne. Et ce que nous remarquons, c'est que dans la gestion de cette crise, aucune femme n'apparaît. Il semble qu'elles demeurent à l'écart de l'évènement, alors que celui-ci semble majeur aux yeux de la population. Et c'est, selon nous, une des dynamiques subtiles de leur mise à l'écart du pouvoir, lors de situations graves liées à la violence, la peur et la mort.

c) Espace public et rôle des mass-médias

On l'a compris, les mass-médias jouent un rôle majeur dans la politisation de l'espace public. S'ils étaient déjà bien développés et instrumentalisés par le soviétisme, ils ne perdront pas de leur importance durant la première décennie démocratique et seront même qualifiés « d'hyperactifs » (Pomfret R., 2000). Par le choix des sujets traités, par les pressions qu'ils subissent (de l'Etat comme des acteurs privés pourvoyeurs de fonds) ou celles qu'ils choisissent de braver, ils orientent les objets de « discussion ». Ceren Sumjaa, conseillère municipale du PND, explique qu'« *au moment des élections de 1996, il y a eu beaucoup de battage médiatique, c'est à ce moment là que les partis démocrates ont fait leur apparition dans le village* » (22 avril 1999).

A Dornogov, une femme explique qu'elle est abonnée à une revue mensuelle qui arrive d'Oulan-Bator et que si elle ne peut pas payer son abonnement, elle donne un mouton. Elle explique aussi que lorsqu'elle est chez sa fille à Sainšand, elle regarde à la télévision les débats à l'Assemblée. Dans un village du sud, la retraitée Ojuun n'est pas vraiment impliquée dans la politique, mais « *j'ai mes idées.* » dit-elle. « *En lisant les journaux et en écoutant la radio, j'apprends que la politique nationale n'est pas stable. J'entends les aléas du Parlement, les démissions, les nominations, les débats sans fin. Je trouve que c'est triste pour mon pays...* » (24 avril 1999). Les « citoyennes » s'informent donc sur ce qui se déroule au sein de l'espace politique et du pouvoir.

La démocratisation a bien sûr entraîné la question de la privatisation des médias et de leur indépendance à l'égard de l'Etat. Celui-ci (pourtant démocrate) ne mettant pas en œuvre le processus, l'année 1998 fut secouée d'une « crise des médias », avec une dizaine de journalistes en grève de la faim. Le 28 août 1998⁷⁷, le Parlement adopte une loi qui lance la privatisation des deux principaux quotidiens, « et les éditoriaux sont plus ou moins indépendants du gouvernement » (Severinghaus R. S., 2000, p.132). Ceci permet la constitution de médias par des entités étrangères, principalement américaines, comme les deux hebdomadaires que nous utilisons, mais aussi des chaînes de télévision (Chanel 25, Eagle TV). Ces médias proposent de nouveaux programmes, qui véhiculent de « nouvelles idées ». Les associations de femmes y sont attentives et sont relayées par le gouvernement. Dans un paragraphe spécifique portant sur « Les femmes et les médias », un Programme d'action évoque la liberté de la presse et de la télévision et le fait que la majorité des employés dans les médias sont des femmes. « Pourtant, la participation des

⁷⁷ *Ardin Erh* (droits du peuple) et *Casgijn Gazrin Medee* (l'information du gouvernement) vont être démantelés et aucun autre journal ne pourra réutiliser ce nom pendant cinq ans. Il en est de même pour les chaînes de télévision et de radio, ainsi que pour les publications régionales. (*UB Post*, 30 déc. 1998) La loi entre en vigueur en janvier 1999 : « Le pays est en émoi [...]. Deux nouveaux journaux se répandent dans la rue : *Ardin Undesnij Erh* (Droits nationaux du peuple) et *Gazrijin Medee* (toujours 'Informations du gouvernement'). Un tel changement fait sourire. [...] Les équipes éditoriales de même que la direction des journaux n'ont pas changé. Le Ministre de la Justice, qui a accepté ces enregistrements en novembre est quelque peu confus, mais "il n'y a pas de contradiction du point de vue de la loi"... » (*UB Post*, 5 janvier 1999). Finalement, le *Gazrijin Medee* adoptera le titre définitif de : "*Zuuny Medee*", 'Informations du siècle' (*UB Post*, 12 janvier 1999).

femmes au développement n’y est pas correctement évoquée et on voit se développer la pornographie et la violence, ce qui a un impact négatif sur le statut et la dignité des femmes et sur le comportement moral des enfants et des jeunes enfants. Il devient alors impératif de rétablir le mouvement en sens inverse, afin que les mass media soient utilisés plutôt comme un mécanisme de promotion des femmes» (Ministère des Politiques sociales et du Travail, 1996, p.42).

Enfin, cette nouvelle presse semble connaître des difficultés de réglementation concernant son contenu : la diffusion de fausses informations et de propos diffamatoires sans preuves provoquent des rumeurs publiques qui posent un grave problème aux personnalités politiques⁷⁸. « Il n’est pas besoin de préciser que tout cela est faux, mais même pour un Mongol tranquille, ces allégations ont de quoi blesser » (*UB Post*, 5 janvier 1999). Et en période de campagne électorale, ces acteurs sont autant craints qu’utilisés. Ojuun, par exemple, s’adresse aux journalistes lors d’une conférence. Son unique message est une demande d’honnêteté. Elle les enjoint à consacrer le même temps de parole à chaque parti politique et à chaque candidat (en particulier entre 19h et 21h, heures alimentées en électricité dans les campagnes) et les met en garde contre une simple approche *marketing* de leur métier (IRI, 2000)⁷⁹.

L’impact de ces médias (étrangers et nationaux) sur la construction du genre n’est pas aisément évaluable. Il est cependant un point sur lequel nous avons des données, c’est la présentation des candidates en période de campagnes électorales. Et si le capital politique est « une espèce de capital réputationnel, un capital symbolique lié à la manière d’être perçu » (Bourdieu P., 2005, p.65), on comprend que l’image véhiculée par les médias des personnalités politiques et en particulier des candidates, va être essentielle pour leur accès au pouvoir. Or, ce qui apparaît concernant les femmes, c’est plus une peur des médias qu’une facilité à les utiliser. Et cette peur les retient de s’engager.

Car un nouveau profil va émerger, construit par les médias : celui de la « séductrice intrigante ». La première a peut-être été Hulan, proche conseillère de Zorig, mais qui ne sera pas députée. « Elle est mignonne [terme un peu négatif], elle ne cache rien, elle dit toujours ce qu’elle pense avec franchise et assurance, même quand elle n’est pas d’accord » (article anonyme). Salie par la presse (impliquée dans « l’affaire du casino ») et par ses propres collègues démocrates, elle est dans une phase de repli lors de notre présence en Mongolie et refuse de nous rencontrer.

⁷⁸ Dans le *UB Post* du 5 janvier 1999, on apprend le démenti de deux fausses informations : un suicide et un assassinat, ce qui n’est pas sans importance...

⁷⁹ La capitale reçoit plusieurs chaînes télévisées privées, mais l’agence gouvernementale de télévision (Монгол Үндэсний Тэлэвиз) conserve le monopole des ondes télévisées dans le reste du pays. Son président a été nommé par le gouvernement démocrate, il est lié au PND. L’Union des journalistes dénonce le fait que les temps de parole sont inégaux (le candidat du PND étant largement privilégié) et demande officiellement la nomination d’un nouveau président, plus équitable dans les programmations (*UB Post*, 20 avril 2000). Le fait que le PPRM a tout de même largement remporté les élections révèle que la population, pour attentive qu’elle soit aux médias, n’y est pourtant pas assujettie. Un « esprit critique » semble bien exister.

Deux femmes attribuent leur échec en politique à la presse qui les a accusées d'avoir été la maîtresse d'un même homme, Elbegdorž, dirigeant du PND. Nous avons déjà rencontré la jeune et belle Ojuungerel.

Ojuundar est aussi journaliste, à Eagle TV et refuse d'être candidate : « *Je suis moi-même journaliste, je sais le mal que peuvent faire les médias. Et je ne veux pas être salie. Quand on est célibataire, ça n'atteint personne. Mais quand on est mère de famille, ça peut faire beaucoup de mal aux enfants et au mari.* » Une amie –elle aussi journaliste !– me dira d'elle : « *Elle est très instruite et intelligente. Mais elle a été la maîtresse d'Elbegdorž, elle n'aurait pas dû !* ». Cette rumeur part du fait qu'elle a travaillé pour lui pendant 8 mois, en 1996... Et elle en a certainement connaissance, puisqu'elle précise : « *Une des choses que je n'aime pas non plus, c'est que quand on est politique, on est contrôlé, limité, même si l'objectif n'est que le bien de la Nation. Par exemple pour les soirées, je ne peux pas me présenter avec qui je veux, il faut faire attention... Et je n'aime pas ça, je veux rester libre* » (3 mai 2000).

Notons d'une part que cet homme, cité pour ces deux « cas », semble fonctionner beaucoup sur le mode du parrainage. Et que ses protégées, qui peuvent exercer certaines fonctions politiques un temps, en sont ensuite très ennuyées.

Notons surtout que de telles allégations à l'encontre de femmes ne semblaient pas exister auparavant. Elles en sont les premières victimes, à la fin de la décennie 1990. Si de très nombreuses femmes ont été recrutées par parrainage (souvent collectif), cette image a mis un certain temps à se constituer et ne permet donc pas en Mongolie d'accéder au pouvoir. Et dans la construction de ces profils de femmes, les médias jouent « contre elles ». Ils jouent aussi « contre les hommes », mais aucun ne se verra reprocher d'avoir réussi en politique grâce à des pratiques considérées comme proches de la prostitution. Et ce n'est pas une mince différence. Elle instaure dans les représentations sociales que toute la classe des femmes peut potentiellement accéder au politique par la voie de séduction/prostitution. On comprend alors que la classe des hommes « se méfie des femmes ». En fait, ce sont les hommes qui génèrent le problème en accaparant le pouvoir et en faisant usage du parrainage pour en contrôler l'accès.

La campagne électorale du printemps 2000 s'est donc déroulée dans un double climat de fête et de crainte à la fois, surtout pour les femmes. Les militantes associatives qui tentent de soutenir les candidates font face à une impression de désorganisation, d'incertitude, directement imputable à ces deux dimensions de l'espace public politisé. Par exemple, Zanaa a organisé le 2 mai 2000 un « *training* » dont le sujet était « être femme candidate ». Elle attendait 13 femmes, toutes déclarées candidates, mais personne n'est venu. Zanaa en a été déçue, mais comprend que peut-être « *elles n'ont pas été prévenues à temps, ou elle sont occupées ou surtout, elles ne sont encore pas fixées vraiment sur la solidité de leur nomination électorale* » (12 mai 2000).

L'ambiance de crainte qui accompagnait les deux premières années de Transition ne s'est donc pas estompée, l'institution de la démocratie n'a pas instauré un sentiment de sécurité. A la

fin de notre séjour en mai 2001, Ojuunceceg (directrice locale de LEOC à Hovd et militante démocrate) dit que son supérieur hiérarchique, communiste, l'a menacée de la congédier de son poste si elle continue ses activités politiques. Pour la campagne, elle a distribué des tracts sur le marché, avec d'autres. Cette menace est-elle légale ? « *En général, les fonctionnaires connaissent mal la loi, alors que les gens du PPRM l'utilisent pour leurs intérêts et qu'ils ont de toutes façons beaucoup d'atouts de leur côté.* » Les militant·e·s démocrates craignent globalement tous et toutes une vague de licenciements de fonctionnaires démocrates avec la victoire du PPRM, les postes à responsabilité étant distribués aux communistes.

3-Institutions démocratiques et exclusion des femmes

On touche ici aux limites de l'institution démocratique dans l'application de son propre principe d'égalité.

a) Instabilité gouvernementale et invisibilité des femmes

La Transition s'est accompagnée de débats concernant le choix des institutions à mettre en place, comme la remise en question du régime bicamériste car « *Zorig [y] était opposé, craignant trop de conservatisme. Et même si la Constitution a été en partie rédigée par des membres du Petit Hural, elle a proclamé officiellement un système parlementaire, avec un seul Ih – Grand - Hural, élu au suffrage direct pour quatre ans* » (Badamdaš, 18 avril 2000). On a vu que les femmes n'y ont pas participé.

Le débat le plus important fut plutôt celui portant sur l'équilibre des pouvoirs entre le Parlement et le Président de la République. Durant le soviétisme, la Constitution ne reconnaissait qu'un parti unique, le PPRM, avec son Premier secrétaire, un Comité central et un Bureau politique (ou « Politburo »). L'assemblée législative (*Ih Hural*) était élue pour cinq ans et constituée de 370 membres. Elle votait les lois et désignait les ministres. Le Premier secrétaire du PPRM était aussi président du *Ih Hural* et chef de l'Etat. « Les pouvoirs exécutif, législatif et politique se concentraient donc en une seule personne » (Groupe d'amitié Franco-Mongole du Sénat, 2004). Au moment du débat démocratique sur le sujet, certains défendaient un régime clairement parlementaire, avec candidature à la présidence émanant du Parlement et élu par lui. Finalement, ce sera un régime de type semi-parlementaire (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999). Avec la nouvelle Constitution, « Le Président de Mongolie est élu au suffrage universel direct pour quatre ans [à la majorité relative au premier tour] Chef des armées [...], le Président dispose d'un droit de veto législatif mais ne peut dissoudre le Parlement. Il soumet au Parlement le nom du Premier ministre, selon le résultat des élections législatives. Au delà de ses pouvoirs

constitutionnels, le Président jouit d'une grande autorité morale et à ce titre, il exerce un rôle de médiation politique essentiel, spécialement en cas de conflits entre le Parlement et la population » (Groupe d'amitié Franco-Mongole du Sénat, 2004). La figure du Président n'est donc pas aussi forte que dans les pays d'Asie Centrale où « Malgré les quelques années de “démocratie” au sens occidental du terme visibles au Kazakhstan et au Kirghizstan, voire faiblement au Tadjikistan, les cinq États [avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan] sont aujourd'hui tous entrés dans un schéma autoritaire » avec « en particulier l'hyperpersonnalisation du pouvoir » (Laruelle M., 2004, p.12). D'ailleurs, S. Fish qualifie plutôt le régime mongol de « parlementaire ». Si nous abordons cette question, c'est qu'elle ne fut pas sans impact sur la participation des femmes au politique.

En effet, lors des premières élections démocratiques de 1992, le PPRM est majoritairement élu, ce qui fut une véritable déception pour les militants des partis démocratiques. Mais tous et toutes gardent en revanche un excellent souvenir de 1996. « *C'était la première fois depuis 70 ans qu'un autre parti gagnait les élections ! Les résultats nous ont surpris, les candidats ne pensaient pas gagner. Et puis la période 96-98 a été très agréable, les gens ne pensaient pas seulement aux affaires. On pensait tous au progrès et à la “rénovation”* » (Erdenbileg, 2 juin 2000). Cette alternance au pouvoir fut en effet un véritable événement, relaté même dans la presse internationale.

Mais si les élections se sont effectuées dans la liesse générale en 1996, la direction du pays va s'avérer difficile pour ces « jeunes démocrates », le miracle économique attendu ne se réalisant pas. A mi mandat, le 15 avril 1998, la place Sühbaatar est occupée par des travailleurs manifestant pour une garantie du droit à se syndiquer (refusé par certaines entreprises) et une augmentation des salaires. Les quelques militants du Parti Uni font une grève de la faim, dénonçant le manque de démocratie du Parlement puisqu'ils n'y ont obtenu aucun siège. Enfin, les journaux font état d'une déception généralisée qui pourrait bien se transformer en émeute, en donnant l'exemple de cette agression au couteau sur un policier par... un septuagénaire.

De graves tensions éclatent entre le gouvernement et les députés au Parlement. Le 22 avril 1998, le Premier ministre Enhsaihan et son gouvernement à majorité National-Démocrate démissionnent. Un nouveau Premier ministre doit être nommé et son gouvernement formé. Mais le Président refuse les candidatures proposées par le Parlement et entame ainsi une période de grande instabilité, renouvelant son refus à sept reprises (*Mongol Messenger*, 16 déc. 1998). Un premier gouvernement enfin accepté va « sauter » pour cause de scandale de corruption, il en sera de même pour le suivant, puis un troisième, le quatrième tenant péniblement jusqu'aux élections de 2000. A chaque reprise, la formation du nouveau gouvernement a paralysé les activités du Parlement, dans une perte de temps dévastatrice. La presse est déchaînée, les citoyens perdent confiance en ce nouveau régime pourtant tant désiré.

Mais ce qui nous intéresse précisément ici, c'est le fait que de ces cinq gouvernements démocrates successifs en quatre ans, une seule femme sera nommée ministre des Affaires étrangères, Tujaa. Alors que leur nomination aurait été possible, puisque la presse relate que le Premier ministre Narancacraal propose au Président des candidats inconnus qu'il refuse, faute de pouvoir juger de leur compétence. Durant cette période de troubles, il est difficile de compter le nombre exact de personnes qui ont occupé véritablement un poste de ministre, mais il y en a donc eu beaucoup. Or, aux élections parlementaires du printemps 2000, un statut d'« ancien ministre » fut un argument majeur d'investiture par les partis démocrates, puis ensuite de promotion des candidats. On comprend alors que cette fragilité institutionnelle a aussi constitué une dynamique d'élimination des femmes, dont les femmes n'ont pas conscience.

Ce sont justement ces dynamiques invisibles qui sont si difficiles à contrer, comme l'avait déjà analysé le collectif français observant des « processus “désincarnés” (Téllier, 2005) » ou encore les « mécanismes impersonnels (nombre de délégués, présence automatique du maire) » de mise à l'écart des femmes (Achin C. *et al.*, 2007, p.103).

b) Les élections et modes de scrutins

Les associations de femmes déclarent haut et fort que « Les élections sont le principal moyen de relation directe entre citoyens et l'Etat dans une démocratie » (MFPS, 1996, p.1). Elles sont alors très attentives à leur bon déroulement. D'autant que, comme les hommes, elles ont obtenu le droit de vote en 1924 et se sentent « concernées » par la démocratisation.

Aucune étude, à notre connaissance, n'a été faite sur des différences éventuelles d'opinion politique entre hommes et femmes, ni sur leur vote. Et aucun élément, parmi nos observations, ne nous permet d'émettre d'hypothèse concernant ces questions.

Le taux de participation électorale a été remarquablement élevé à la suite de la transition démocratique avec 97% aux élections de 1992, confirmant que celle-ci a été largement soutenue par la population, y compris rurale. On s'en doute, une difficulté propre au pays est celle du déplacement vers les centres de votes, « leur distance territoriale avec les lieux de vie des nomades en particulier » (MFPS, 1996, p.5). Or, ceux/celles-ci ne semblent pourtant pas s'y rendre moins que les citoyens urbains, puisque même pour les élections locales de 1996 qui ont inquiété les autorités par leur faible taux de participation (65%), campagnes et villes ont eu le même taux, les campagnes semblant même avoir un meilleur taux que les villes.

En fait, concernant l'organisation des élections en pays nomade, le gouvernement a trouvé plusieurs solutions⁸⁰. Il a décidé d'organiser, en 2000, les élections parlementaires et les élections locales le même jour. « C'est le meilleur arrangement pour notre pays [...] et plus économique. En outre, les deux élections prennent alors la même importance aux yeux des citoyens » (MFPS, 1996, p.5). C'est le parti majoritaire qui est légalement en charge de l'organisation des élections, mais une certaine souplesse est « tolérée » puisqu'en 2000, les démocrates (en difficulté) ont toutefois confié cette tâche au PPRM : impression des bulletins de vote, installation des isolements, puis transports des urnes pour les comptages (*Mongol Messenger*, 25 mai 2000). Les « arrangements » les plus spécifiques concernent les déplacements des fonctionnaires qui circulent avec les urnes itinérantes⁸¹ et collectent ensuite les urnes pleines.

Lundi 2 octobre 2000, Hovd, j'accompagne l'urne itinérante au départ de Hovd, avec Davaa gouverneur de Čandamand *Sum*, qui s'est porté volontaire. Vers 17h, le chauffeur a arrêté la voiture : il a calculé le nombre de kilomètres faits, plus celui qu'il restait à faire pour rentrer. Il a déclaré : « *j'ai le plein pour 200 km, pas plus. On s'arrête là, on rentre.* » 200 kilomètres, c'est donc la distance parcourue par les trois urnes itinérantes sur la ville de Hovd. Et nous avons visité une dizaine de familles, les autres se déplacent.

Dimanche 20 mai 2001, élections présidentielles à Čandamand *Sum*, Hovd, 7h du matin.

J'accompagne Davaa, maire du village et chef du comité local des élections, pour la tournée des bureaux de vote du *Sum*. Il y a six *bag* (quartiers), donc six centres de vote : deux dans le centre, deux vers les lacs et deux dans la direction opposée. On m'explique tout de suite que la voiture est le seul véhicule administratif, qu'elle est vieille, quatre ans, et marque quelques 950 000 km au compteur. Y montent (en plus du chauffeur) le gouverneur (devant), Davaa et un policier en uniforme. Ce sont donc quatre hommes. J'y monte également ainsi qu'une dame (nous sommes donc quatre à l'arrière) et deux jeunes hommes dans le « coffre ».

Nous visitons les deux centres de votes « à l'est », vers le lac, à 120 km. Autour du premier bâtiment en dur au milieu de la steppe, je compte 45 personnes, dont 22 femmes, de tous âges. Tous et toutes sont en *deel* propres et colorés, habits de représentation. Les hommes âgés arborent tout leur attirail argenté de tabac et ustensiles pour les chevaux. Les femmes ont les cheveux nattés dans le dos, des barrettes larges serties de corail, elles se coiffent aussi ainsi pour le *Naadam*. J'oublie de compter les chevaux, mais il n'y a que trois jeeps et un fourgon. Je rentre dans la petite maison à la pièce unique (accompagnée des quatre hommes de la jeep), le bureau de vote : il n'y a que des hommes. Des hommes à la vérification de la carte d'électeur, des hommes qui donnent le bulletin de vote, des hommes qui mettent la tache d'encre sur l'ongle une fois le vote fait.

La jeep administrative va servir de transport des électeurs et électrices, d'un point à un autre, jusqu'à dix personnes. Elle va aussi transporter quatre ballots de cachemire (chacun avec un nom inscrit au

⁸⁰ Article 9 du code électoral de 1992, alinéa 1 : tout doit être organisé 65 jours avant les élections. Une division électorale comprend 1500 électeurs, 6000 pour Oulan-Bator.

⁸¹ Article 35 du code électoral : « Si un électeur se trouve dans l'impossibilité de se déplacer, pas moins de 2 membres de la division électorale vont lui rendre visite avec une urne scellée. »

marqueur). Elle va surtout tomber en panne à deux reprises. La seconde fois, refroidir le radiateur n'y suffira pas (on pousse, avant, arrière, on attend, on s'assoit par terre). Le trajet se terminera dans une voiture de passage, Davaa prend la décision d'abandonner le gouverneur et le policier (mais pas l'étrangère qui l'accompagne...) En arrivant au village, Davaa note le nom du chauffeur et j'entends qu'il lui dit : « *je compte 25 litres d'essence, ça va ?* ». Il est large, une façon de remercier le bienfaiteur ? Il est 20h à notre arrivée.

Les élections sont des évènements suivis et encadrés.

Le jour des élections des parlementaires, le 2 juillet 2000, dans la capitale, je visite trois centres de votes : l'école n°60, puis la n°62, puis dans la 74^{ème} circonscription le 103^{ème} centre de vote.

Ambiance surveillée, dans chaque centre deux policiers de garde. Un circuit précis est prévu pour les électeurs. Un homme chargé de la surveillance n'hésite pas à manifester de l'hostilité dans le regard, puis finit par me laisser observer en m'indiquant un coin où rester. Puis il vient discuter et me dit que 11 personnes étaient prévues pour son centre (il est le directeur de l'école). Mais il avoue ne pas être passionné par cette journée. Ils ne sont pas rémunérés, le gouvernement n'a prévu qu'un repas pour midi. Trois personnes de différents partis sont aussi restées avec eux pour la journée.

Le jour des élections présidentielles, 20 mai 2001, 21h40 au centre du village. Un des deux centres du village est dans le grand gymnase. J'y entre accompagnée de Enebiš, épouse du maire. Mais les gens me regardent avec perplexité, je n'insiste pas. La crainte de la corruption est palpable. Cette méfiance à mon égard va disparaître au cours de la journée et je pourrai ensuite assister au décompte public des bulletins.

A 22h, un homme âgé à l'allure fière et modeste à la fois, digne, très digne, annonce la fermeture des bureaux de vote. C'est le gouverneur et on l'écoute, on acquiesce. On installe une table au milieu de la salle, trois personnes s'assoient de chaque côté, il apporte les deux urnes et les ouvre précautionneusement. Le décompte commence : dépliage des bulletins, lecture et prise de note, Bagabandi, Gontchigdož et Dašņjam. Il y a une vingtaine d'observateurs, autant d'hommes que de femmes, installés tout autour.

Le second centre de vote est bien plus petit. Les observateurs sont contre un mur de la longueur, les compteurs contre le mur en face et le « Garde des sceaux » sort les bulletins, entre les deux, au milieu de la pièce, de façon à ce que tout le monde puisse le voir. Ici, une dizaine de personnes mais une majorité d'hommes : ils prennent des notes sur des petits carnets, très attentifs. Soudain, un homme se lève pour faire on ne sait quoi. Il n'a aucune fonction officielle. Mon voisin de banc, un observateur âgé, lui ordonne de se rasseoir ... et de se taire, dans une approbation générale. Cet homme âgé, qui a connu le Communisme et sa culture du secret, respecte donc le vote démocratique et tient à son bon déroulement.

De retour au gymnase, le gouverneur, vieil homme sec et noueux, porte son chapeau sur le devant du front, la nuque dégagée comme certains Gitans très fiers. Il dirige les opérations de décompte dans le respect des instructions, observe avec retenue et réfléchit à voix haute de façon à ce que chacun puisse répondre. Il transporte un vieil attaché-case qui ne ferme plus et par la fente duquel apparaissent des feuilles jaunies plus ou moins cornées. Les observateurs du premier centre nous rejoignent. Je regarde à la sauvette une des feuilles de notes personnelles. Il s'agit d'un tableau, avec les noms de chaque *bag*, et en colonne, les trois candidats. Les gens sont attentifs, ça discute beaucoup, il doit y avoir une cinquantaine de personnes,

hommes et femmes ensemble. Il y a un peu plus de bazar ici que dans l'autre, plus petit. Beaucoup de monde s'est rapproché autour de la table, je vois les gens du comité recompter.

Nous allons ensuite dans le bureau du maire, Davaa, qui va centraliser les urnes des *bag* environnants. Six personnes discutent paisiblement, assises autour d'une grande table où sont disposés limonades, bonbons et petits biscuits. Après m'avoir présentée, (les gens me sourient gentiment, aucun signe de défiance) on m'en propose. Les douceurs seront ensuite disposées sur les bords des fenêtres, pour éviter tout rapprochement avec les bulletins à venir.

Les décomptes des deux premiers centres arrivent, les six personnes mandatées vont vérifier les reports, avec les paquets de bulletins devant eux, si besoin était de recompter. Il est 23h. Les vérifications des deux premiers bureaux ont commencé et autour, on discute doucement, on sourit, on observe. Vers 23h10, Davaa dit que l'électricité va s'arrêter (d'habitude, l'alimentation stoppe à 22h), que le groupe électrogène va prendre la relève. Et puis tout d'un coup, c'est le noir total. Pendant un temps indéfini, peut-être cinq minutes, c'est le noir total sur deux paquets de bulletins, correspondant à deux bureaux de votes centraux. Trois ou quatre allumettes scintillent, puis le néon se rallume, dans le ronflement et l'odeur du générateur diesel dans la pièce à côté.

Une ambiance de discussion calme s'instaure. Les urnes des *bag* arriveront à 3h du matin, après plusieurs tasses de thé et la vérification sera rapide. Mais la mission de Davaa n'est pas terminée, il part dans la nuit avec les urnes pour le chef lieu, pour transmettre les résultats de son village.

La population mongole est donc attentive aux élections démocratiques, dans la participation aux votes, dans leur surveillance, dans le suivi des résultats. Et les femmes, comme les hommes, sont remarquablement présentes. Mais subrepticement, ce sont les hommes qui orchestrent, puisque ce sont eux qui occupent les postes principaux de notabilité locale. Cet acte d'élection, symbole de la démocratie par excellence, est donc sous domination masculine.

Si le principe du suffrage populaire est acquis, les modes de scrutin sont régulièrement l'objet de débats. Le premier a eu lieu dès les premières élections de 1992. Il remet en cause le scrutin uninominal des parlementaires qui empêche les partis minoritaires, collectant pourtant un certain pourcentage de voix, d'être représentés au Parlement. « Par exemple, les démocrates⁸² avaient gagné 17.5% des voix, mais n'ont obtenu que quatre sièges, soit 5.3% de représentation parlementaire (MFPS, 1996, p.5). En janvier 1996, le Président Ochirbat (démocrate) relance le débat en réaffirmant la proposition de sa minorité d'un scrutin à la proportionnelle. Mais la majorité PPRM, qui est sur la fin de son mandat, s'y oppose. Les démocrates vont tout de même gagner ces élections. Et c'est le PPRM qui sera pénalisé par le mode de scrutin. Il va gagner 40,48% des voix, mais seulement 25 sièges, soit 33% de la représentation parlementaire.⁸³

⁸² La mouvance démocrate était composée de la Coalition des Partis Démocrates, du Parti pour le Progrès National et du Parti des Verts.

⁸³ La coalition démocratique (MoAn, PSD et Parti des Verts) va cumuler 46,48% des votes, mais obtient 50 sièges, soit 65,78% du Parlement. La Coalition du Parti de la Renaissance et du Parti des Mongols obtient 3,67% des votes, mais pas de siège ; la Parti Traditionnel Uni paradoxalement, n'obtient que 1,28% des votes, mais un candidat gagne à la proportionnelle, ils ont un

Finalement, les élections du 2 juillet 2000 se feront, elles aussi, sans réforme du mode de scrutin car fin mars 2000, seul le PSD souhaite une réforme pour un scrutin à la proportionnelle. Les partis majoritaires (PND comme PPRM) n'en voient pas l'utilité.

Pourtant, il existe un autre acteur qui critique vivement le scrutin uninominal : les associations de femmes. Burmaa la première, se positionne clairement en faveur du scrutin à la proportionnelle, qui serait plus favorable aux femmes. « *Il faudrait une réforme de la Loi parlementaire. Mais le Parlement s'en fiche* » (15 avril 2000). La députée Enhtujaa, lors de la clôture de la conférence de l'IRI (8 et 9 avril 2000), évoque le système électoral et son impact sur le genre. Mais personne n'écoute vraiment, c'est la fin des deux journées. Il semble donc que cette question n'intéresse véritablement qu'un petit nombre de femmes...

En France, les féministes ont montré comment les modes de scrutin défavorisent les femmes. D'abord le scrutin uninominal, pour lequel les partis n'investissent pas les femmes. Il en est de même en Mongolie. Delgermaa, en sa qualité de députée et Première secrétaire du PND déclare à la presse en pleine campagne électorale : « C'est le système électoral et le mode scrutin qui empêchent les femmes d'être plus présentes dans la vie politique » (*Ödriyn Sonin*, 23 juin 2000).

Mais finalement le scrutin de liste, généralement à l'œuvre pour les élections locales, semble aussi pénalisant pour les femmes. Les partis ne positionnent pas les femmes en tête des listes, ce qui est observé en France (Sineau M., 2001, p.123), mais aussi en Mongolie et les femmes le décrivent très précisément. A l'échelle locale, le mode de scrutin est mixte. Sur une assemblée locale qui compte par exemple 16 sièges, les électeurs devaient choisir quatre élus à la proportionnelle, mais aussi un parti politique. Sont élues les quatre personnes cumulant le plus de voix, puis le parti gagnant désigne ensuite ses représentants.

Bajarmaa est candidate parlementaire du PND et dirigeante de l'union des femmes du parti. Elle avait déjà perdu élections locales de 1992. Elle explique comment, alors qu'elle aurait presque pu obtenir un des 16 sièges. Le premier des quatre élus à la proportionnelle a été Enhsaihan de la Coalition. Les trois suivants étaient issus du PPRM. Ces quatre hommes cumulaient un fort capital politique, ancien ministre, anciens députés et chef éditeur d'un grand quotidien (*Ganbolt du Zuuny Medee*). Ils ont finalement tous été appelés dans différents ministères, laissant leur poste vaquant pour les élus suivants, qui eux, entraient dans le système du pourcentage aux partis politiques. Ils avaient donc été placés par les partis, ce furent quatre de sa liste. Seule femme sur la liste, elle ne venait qu'en sixième position (5 mai 2000).

En fait, dans ces assemblées locales, il existe deux sortes de représentants, les *tergulegč* « dirigeants » et les *töölögč* « représentants », « *notre système est le même que celui de la Suisse* » explique-t-

siège ; enfin, trois partis mineurs n'obtiennent pas non plus de siège : le Parti pour la solidarité nationale, le Parti bourgeois et le Parti des travailleurs.

on (Ženilmaa, gouverneure d'Altanširee *Sum*, 10 février 1999). Les *tergulegč* prennent les décisions et assistent aussi aux assemblées supérieures, comme les *tergulegč* municipaux qui vont à l'assemblée régionale. Ils constituent donc l'espace du pouvoir local. Il n'existe pas, à notre connaissance, de statistiques indiquant le pourcentage de femmes *tergulegč*, mais il semble bien qu'elles soient très peu nombreuses. Les *tergulegč* sont proposés-nommés par le parti majoritaire. En 1997, les démocrates gagnent massivement les élections locales et les militantes reconnaissent que « *la coalition n'a pas soutenu de femmes candidates* » (Dulamsuren, 24 avril 1999), alors que dans son village, elle note même la présence d'un chômeur au sein du conseil municipal, nommé par le parti, ce qui serait impensable pour une femme dans la même situation.

Ce système ne fait que renforcer la puissance des partis politiques. La gouverneure de Dašbalbar *Sum* est l'une des rares à avoir été nommée *tölölögč* et c'est bien « *la coalition démocratique qui en a décidé* » (Saintujaa, 26 avril 1999). Mais par exemple pour Holonbuir *Sum* (Dornod), sur 15 conseillers, il y a trois *tergulegč*, hommes. « *Les femmes ne se sont pas proposées, le parti ne le leur a pas proposé non plus* » (24 avril 1999). Dans ce même village, deux conseillères municipales témoignent de la même chose. Mönhtuul, 33 ans, sans parti mais proche du MPRP, sera placée huitième sur leur liste et est élue. Pourquoi n'a-t-elle pas été placée première ou deuxième ? « *C'est à cause de l'expérience acquise des autres candidats, plus âgés. Mais je trouve que c'est honnête.* » Dulamsuren, démocrate, quant à elle plutôt fâchée, déplore : « *Le secrétaire local du parti n'a pas jugé important de se tourner vers les femmes... J'aurais bien aimé être tergulegč, mais j'étais en fin de liste...* » (24 avril 1999).

Le processus électoral est très important pour l'ensemble de la population mongole, qui le surveille, prend des notes et en vérifie les résultats dans la presse. Et c'est parce que c'est une institution démocratique quasi sacrée qu'elle résiste à la remise en question, alors qu'elle participe aussi de l'écartement des femmes de l'espace du pouvoir local. En fait, le problème concernant les femmes est que, quel que soit le mode de scrutin, il apparaît instrumentalisé par les partis politiques pour les éliminer.

c) Au sein du Parlement

La vie locale des assemblées semble couler tranquillement. Dans les bureaux, les fonctionnaires et les élus sont plus ou moins présents, selon la quantité de travail à fournir.

Darvi *Sum*, 25 octobre 2000. Je rencontre le gouverneur, dans son bureau. Habillé comme un notable, il me reçoit avec importance. Ce n'est pas lui qui détient les cahiers de statistiques, et puis manifestement, il est très occupé, sur le point de repartir, la voiture l'attend dehors. Il ne sait pas que ses sœurs m'ont montré des photos de lui bébé : « *et voilà notre gouverneur !* »... Le gouverneur adjoint me reçoit à

son tour, agréablement, me donne toutes les informations que je lui demande. Mais au bout de 20 minutes, il me fait comprendre qu'il doit quitter son bureau, ce qu'il fait avec empressement...

Čandamand *Sum*, 24 mai 2001. J'ai passé l'après-midi dans le bureau de Davaa, j'ai rencontré trois membres du conseil municipal. Les gens viennent, repartent, restent, le secrétaire, par exemple, est resté toute l'après-midi avec moi, à commenter les différents documents statistiques de la commune. Nous avons bu du thé, mangé des biscuits...

Hovd 16 mai 2001. Hier, j'avais besoin de revoir Gančimeg pour compléter l'organigramme du parti. J'ai essayé d'aller la voir, j'ai trouvé l'entrée principale du Centre pour les Enfants de l'*Aimag* (son bureau) fermé avec un gros cadenas. J'ai ensuite essayé d'aller visiter la femme du gouverneur : personne. Puis j'ai cherché Ojuunceceg, directrice régionale de LEOC, personne non plus... Il était 14h30...

Mais une femme au moins a fait part de sa déception. A Darvi *Sum*, Holožams, l'une des cinq conseillères municipales reste déçue face aux promesses non tenues de la part de ses collègues conseillers. Elle constate qu'une fois en poste, « *ils s'intéressent plus à leurs propres affaires qu'à véritablement agir pour la collectivité. Moi, je voulais travailler à l'organisation de l'écoulement des produits du village, essentiellement les peaux et les laines, et relancer un système de coopérative. Ils disent qu'ils me soutiennent, mais ils ne font rien concrètement...* » (4 juillet 2001).

Le discours le plus marquant est sans conteste celui des députées à l'égard de la vie parlementaire⁸⁴. Elles sont surprises par l'indiscipline affichée des élus, alors qu'elles conçoivent leur mandat comme une véritable mission. Par exemple, même si les Parlementaires ont la réputation de travailler (durant la session parlementaire de septembre, ont été votées 28 lois et 20 résolutions - *UB Post*, 25 mai 2000), le 4 mai 2000, la session n'a pu être tenue. Il n'y avait qu'une vingtaine d'élus présents. Ils ont attendu une bonne partie de la matinée puis ont quitté les lieux (Mönhtuul, 5 mai 2000).

En fait, il règne dès 1998 une ambiance de violence dans l'enceinte même du Parlement, inacceptable pour les députées. Enhtujaa a été la première à le critiquer : « *toute mon énergie d'élue est concentrée sur cette idée, toutes mes allocutions évoquent ce droit de chacun de défendre ses propres opinions politiques. [Car] la réalité n'a pas véritablement changé : les communistes ne peuvent pas accepter que d'autres personnes pensent différemment d'eux. Cette intolérance à la différence est toujours présente au sein du Parlement et l'ambiance est tendue, on a souvent le sentiment d'un abus. Ils ne se battent pas au poing mais presque [en fait,*

⁸⁴ Le Chapitre 3 de la Constitution, Art. 24, déclare que les 76 parlementaires doivent avoir au minimum 25 ans, sont élus pour quatre ans. Le président et le vice-président du *Ih Hural* sont élus par les députés. « Les sessions parlementaires ont lieu tous les trois mois, pour pas moins de 75 jours de travail et les décisions seront prises par une majorité simple (Art. 27) » (Sanders A. J. K., 1992, p.517).

ils vont finir par le faire début 2000] et le mode d'expression est rude, dur. Il n'y pas de respect de la parole de chacun. C'est véritablement pour moi la première « barrière » [en français] à dépasser » (15 juin 1999). Cette impression de ne pas savoir débattre et prendre en compte une différence de conception sera aussi relevée par Altai, députée PPRM au sein du Parlement suivant, d'écrasante majorité PPRM. « Il n'y pas de minorité et c'est un grave manque. Parce que dans la société, il y a pourtant différentes opinions. Les projets de lois devraient être discutés par les associations, les minorités politiques, mais ce n'est pas le cas. Si le gouvernement ne prend pas en compte les suggestions des opposants, la société critiquera par la suite et les oppositions seront sociales plus que politiques⁸⁵ » (26 avril 2001).

En fait, il règne ce que les élues et journalistes vont nommer une « indiscipline parlementaire » qui choque la population. Durant ces deux dernières années démocrates vont se produire quelques événements qui pourraient paraître drôles si la population ne faisait pas face à de graves difficultés économiques. Il s'agit d'échauffourées pendant les sessions parlementaires, provoquées par des députés en état d'ivresse avérée. La population a honte de ce comportement de la part de ses élus, qui perdent ainsi toute crédibilité, alors que les démêlés au sein de la mouvance démocratique avait déjà fait déclarer à Delgermaa : « c'est très grave, ça détruit notre crédibilité. Je suis très inquiète par rapport à ça, parce que ça détruit l'image des forces démocratiques, l'idée même de démocratie. Et la population va nous identifier à la « démocratie »... » (27 janvier 1999). Le PPRM va s'appuyer sur ces excès pour gagner les élections.

d) Différentes façons de faire de la politique

En France, les politistes J. Mossuz-Lavau, A. de Kervasdoué et M. Sineau ont interrogé les femmes politiques sur leur expérience du politique et du pouvoir. Ce qui en ressort largement, c'est une déclaration de « différence », due à une socialisation de genre différente : « elles déclarent notamment qu'elles se distinguent de leurs collègues masculins en étant plus proches des gens, plus soucieuses de réalités concrètes, plus hostiles à la langue de bois, plus à l'écoute » (1997, p.281). Elles se considèrent (et sont aussi considérées par les hommes interrogés) comme « plus sages, plus réfléchies, plus patientes [...] Elles font plus attention à ce qu'elles doivent dire, à ce qu'elles doivent faire. [Elles sont] capables de plus de concessions, [...] plus prévenantes par rapport à tout, la santé, la vie quotidienne » (1997, p43-44). En fait, « au centre des préoccupations des femmes : l'humain » (Sineau M., 1994, p161). Elles citent par exemple

⁸⁵ En fait, on est là face à une autre question que la jeune démocratie va devoir régler : « Les débats devraient avoir lieu au sein des comités permanents, avant de présenter les textes au Parlement. Or, à l'heure actuelle, tout est presque discuté au Parlement, ce qui provoque des sessions interminables. De même, les comités permanents devraient être composés d'experts professionnels de tous les groupes politiques, de toutes les professions concernées. Or, à l'heure actuelle, tous les participants sont du Parti. La qualité des débats perd de sa finesse, au risque de promulgation de mauvais textes... » (Altai, 26 avril 2001).

Martine Aubry : « Les femmes, parce qu’elles ont plus les pieds sur terre, parce qu’elles sont intéressées par l’action plutôt que par le pouvoir, peuvent apporter une autre façon de faire de la politique, plus concrète, plus proche des gens »⁸⁶ (1997, p.179).

Sans entrer dans un axe de réflexion qui mobilise le mouvement féministe depuis ses débuts, celui de la « différence » entre hommes et femmes et le poids à lui attribuer dans la conception du mouvement⁸⁷, on est frappé de constater en Mongolie les mêmes discours de femmes politiques qu’en France, même si on peut noter quelques variantes. Par exemple, Ojuungerel raconte qu’« *Un ami politique m’a dit un jour : “tu dois oublier l’humanité” [en anglais, humanity] Mais je ne veux pas ! Je vais essayer de concilier les deux, la politique et l’humanité ! Je ne suis pas effrayée par la quantité de travail, je vais le faire ! J’ai confiance en moi. Je vais devenir une bonne politique. Je connais un proverbe russe que j’aime beaucoup, “Ne te presse pas, mais sois rapide!”* » (6 mai 2000).

Dans la façon de travailler, l’intégralité des militantes note des différences. Des militantes locales de Gourvanzaral *Sum* à Dornod, disent que les femmes, tout bêtement, respectent l’heure (22 avril 1999). D’autres de Holonbuir *Sum*, dans la même région, prennent leur temps pour réfléchir à la question, qu’elles ne s’étaient jamais posée. « *Les femmes sont différentes les unes des autres, certaines sont moins “bonnes” que d’autres. En général, elles sont meilleures dans la réalisation des programmes. Elles peuvent créer une bonne atmosphère de travail, une bonne organisation* » (24 avril 1999). « *Les bons côtés des femmes qui font de la politique, c’est que une fois qu’elles ont adhéré à un parti politique, elles sont stables et fiables, sérieuses. Une femme comprendra ce qu’on lui demande et sera attachée aux résultats. Alors qu’un homme, dès l’apparition de conflits internes, pourra facilement quitter le parti et aller adhérer à un autre. Les femmes sont plus stables dans leurs idées* » (Dulamsuren, 24 avril 1999). A Sainšand, Badja considère que « *les femmes peuvent tout faire et elles sont plus actives que les hommes, elles peuvent donc occuper tous les postes : fonctionnaires, mandats politiques, tout. Elles sont plus précises, plus minutieuses que les hommes, plus attentionnées, elles finissent toujours ce qu’elles entreprennent* » (13 février 1999). Damdinsuren, conseillère municipale pense « *qu’il y a des postes qui correspondent mieux aux femmes qu’aux hommes, parce qu’elles sont plus attentives, plus responsables. Les postes de maire, de directrice d’école, d’hôpital, de maternelle, correspondent mieux à une femme, comme pour tout poste à caractéristique plutôt sociale.* » Mais finalement en parlant de son maire, elle réfléchit : « *oui, il est bien, et une femme pourrait aussi le faire... Ce n’est pas très important que ce soit un homme ou une femme* » (24 avril 1999). Saaral, militante régionale constate aussi que « *Bien-sûr il y a des différences. Les femmes sont honnêtes, intègres. Elles vont jusqu’au bout de ce qu’elles entreprennent. Les hommes font “un peu” puis ils changent de direction, pour faire des affaires ou un autre projet.*

⁸⁶ Déclaration lors d’une conférence le 20 Janvier 1996 au CNAM sur « les femmes et la politique » par l’association Renaissance africaine.

⁸⁷ M. Sineau propose par exemple une analyse en termes de « contre-culture politique féminine », tandis qu’elle précise que Simone de Beauvoir y a toujours été opposée (1994). On retrouve ce débat autour du mouvement pour la parité (Lagrange R.-M., 2000 ; Bereni L. et Lepinard E., 2004).

Pas les femmes. Par exemple, moi je n'ai jamais changé de parti, depuis le début je suis démocrate. Alors on m'appelle "Saaral la démocrate". Mais les hommes sont opportunistes, ils changent de parti » (12 février 1999).

Les mêmes « défauts » qu'en France sont évoqués. « *Dans la prise de décision, elles ont plus de mal à se positionner, elles sont moins strictes, moins certaines de leur positions »* (24 avril 1999). Ženilmaa, gouverneur de Altanširee Sum dans la région de Dornogov explique que « *une des difficultés majeures de [s]on poste, c'est que le fait d'être une femme empêche de prendre certaines décisions... Nous les femmes, nous sommes moins strictes que les hommes... moins dures »* (10 février 1999). Une conseillère municipale de Erdene Sum (Dornogov) explique dans le même sens que « *Les hommes ne font pas attention à certains détails. Les femmes sont plus précises, elles sont plus attentives aux petits problèmes. Les hommes ont souvent des visions plus globales. Les femmes sont aussi plus sentimentales, plus attentives aux conflits, plus diplomates. Elles sont plus douces, plus attentionnées dans la façon d'annoncer les choses aux gens, dans la façon de traiter les événements. Les femmes sont plus attentives aux vies des gens et les décisions politiques qu'elles prennent en sont différentes. Un exemple ? Quand elle travaillait à la coopérative, negdel, les personnes en difficulté matérielle, pauvres, allaient d'abord voir le gouverneur. Mais il ne les écoutait pas. Alors ils venaient la voir à elle et elle avait tendance à accéder à leur demande plus facilement »* (Regzedmaa, 17 février 1999).

Les préoccupations sont différentes. La préoccupation majeure pour les femmes, c'est la pauvreté du pays. Toutes, sans exception, l'ont mentionné. Tandis que les hommes, questionnés par la presse, vont plutôt évoquer le développement industriel, l'immobilier, l'exportation. En second lieu vient un souci marqué pour l'amélioration des services publics locaux, les écoles et les services sanitaires (Ceren Sumja, 22 avril 1999 ; Nijamhuu, 14 février 1999 ; Horolžams, 4 juillet 2001 ; etc.). Une élue PSD régionale (Zuun Mod) remarque que « *Si une femme demandait de l'argent pour son Sum, elle rénoverait la maternité, l'école. Un homme pense plus au bétail, au développement des troupeaux »* (Tujaa, 25 juillet 1999). Elles sont aussi attentives aux problèmes d'énergies « domestiques », l'eau et l'électricité...

L'explication de ces différences ? Pour toutes les militantes, c'est la même : « *les femmes "dirigent" leur famille, elles sont donc plus sensibles aux problèmes sociaux »* (militante locale de Gourvanzaral Sum à Dornod, 22 avril 1999). « *Je pense que les femmes sont moins touchées par la corruption car elles ont la responsabilité de la famille. Et si elles y sont mêlées, c'est généralement en liaison avec un homme. Les hommes ont une famille aussi, mais ce sont les femmes qui ont la responsabilité de s'en occuper. Il en résulte que les femmes sont plus sérieuses, plus concentrées, et ne perdent pas leur temps en négociations, en meetings. Nous sommes plus concernées par les droits sociaux, les droits des femmes, des enfants, mais pas par l'économie... »* (27 janvier 1999). Enhtujaa pense « que les femmes sont plus attentives aussi aux problèmes sociaux » (15 juin 1999).

Et les hommes ont les mêmes représentations, moins enthousiastes cependant. « *C'est vrai que les femmes sont plus sérieuses que les hommes en général, mais pas dans tous les domaines. Les femmes députées travaillent comme les hommes, mais elles sont plus sensibles aux problèmes des femmes et aux problèmes sociaux* » (député PPRM, 23 mars 1999). Et c'est vrai que pour les militantes rencontrées, un des problèmes majeurs du pays concerne d'une part les femmes « *la prostitution* », mais ce que ne voient pas les députés hommes, c'est qu'elles sont aussi très inquiètes de « *l'alcoolisme des garçons, ce qui empêche d'avoir de bonnes relations de couple, et puis le problème des enfants des rues... Il faudrait que les gens les plus pauvres puissent vivre à la campagne, où ils devraient pouvoir mieux survivre avec un petit troupeau et c'est au gouvernement de coordonner, prendre en charge ce problème* » (Horolžams, 4 juillet 2001).

De fait, se sentant « différentes » des hommes, elles déclarent se sentir proches des autres femmes élues même de tendance opposée. Une élue régionale PSD (à Zuun Mod) « *connâit bien les autres femmes conseillères. Ce ne sont pas des amies, mais pour le travail, on travaille ensemble* » (Tujaa, 25 juillet 1999). Une autre conseillère la Région de Sainšand évoque spontanément la volonté de travailler avec des femmes des autres partis politiques, « *car malgré nos différences d'appartenance, nous souhaitons toutes la même chose, des progrès pour le pays, l'amélioration des conditions de vie pour tout le monde* » (Njamhuu, 14 février 1999). Et on rencontre aussi une forme d'entraide dans l'accès, l'apprentissage du politique. Mönhtuul, conseillère municipale sans parti (Holonbuir Sum, 24 avril 2000) dit avoir été poussée à entrer en politique par une femme plus âgée du village. Damdinsuren avait aussi expliqué qu'elle était en train de former une jeune femme pour reprendre son poste au sein de l'administration locale (24 avril 1999).

Les députées semblent présenter la même solidarité féminine. Ojuungerel du PND évoque le fait qu'elles s'entraident entre membres du même parti, elle cite en particulier Bajarmaa, qu'elle désigne comme « *найз минь* » (*najz min*), « *mon amie* » (6 mai 2000). Altai, nouvelle députée PPRM, déclare que « *nous (les femmes), nous travaillons ensemble sur beaucoup de plans, on a par exemple ce projet avec la Fredrich Herbert Foundation, allemande. C'est un programme [sur trois années] de promotion des femmes politiques et les femmes démocrates participent aussi. Et le 6 mai, trois femmes vont en Allemagne, Tungalag, Delgermaa et Šatar* » (26 avril 2001).

Mais à bien y regarder, Ojuungerel évoque les femmes du même parti qu'elle et durant le mandat d'Altai, une seule femme de l'opposition siège au Parlement (Ojuun), ce qui facilite, on s'en doute, la communication entre elles. En fait, il a été démontré par les politistes françaises que la « sororité » entre femmes politiques était plutôt une représentation masculine. M. Sineau constate que seulement 44% des femmes politiques qu'elle a rencontrées croient en une « solidarité féminine » contre 66% des hommes. Selon Rose-Marie Lagrave, cette « notion de

sororité a servi à masquer les luttes de concurrence et d'influence entre groupes militants » (1990, p.27). Il n'y a donc pas de solidarité de sexe entre la gauche et la droite, les idéologies sont plus fortes (Sineau M., 2001, p.238-239). En fait, « c'est moins leur genre que leur inexpérience politique qui pousse les femmes à des pratiques d'entraide. [...] ces échanges d'expériences et de conseils n'ont lieu, semble-il, qu'entre femmes. Les hommes nouvellement élus ne participent pas à ces rencontres plus ou moins formelles. Sans doute parce que, comme on l'a noté à propos de leur impossibilité à dire l'appréhension de la prise de parole, les hommes, "dominés par la domination" [Bourdieu, 1998] expriment moins (facilement) les difficultés qu'ils peuvent éprouver » (Achin C. *et al.*, 2007, p.136).

Cette solidarité est par ailleurs ambiguë. En effet, « elle peut tout aussi bien être féministe – privilège accordé à l'inégalité des rapports sociaux de sexe – que féminine – mise en scène de l'irréductibilité et de la naturalité de la différence des sexes – selon les points de vue et les croyances des actrices mais aussi selon les conjonctures politiques » (Achin C. *et al.*, 2007, p.136). Et c'est bien aussi ce qui semble diviser les femmes en Mongolie : la différence entre celles qui « s'occupent des femmes » et celles qui « ne s'en occupent pas ». Delgermaa par exemple, commence par déclarer : « *Nous travaillons avec les autres femmes, bien sûr. Nous sommes un groupe.* » Elle continue, réfléchissant à haute voix, « *les femmes députées s'entendent bien les unes avec les autres, tout en conservant leur propre spécificité politique ou encore dans la façon de travailler... Oui, cela signifie que nous ne sommes finalement pas si proches. Nous sommes amies en tant que femmes, mais l'idéologie politique est importante. Et même au sein des différents partis de la coalition, parfois entre femmes, il peut y avoir des tensions, comme entre tous les politiques ! En fait, les autres députées me reprochent de ne pas plus m'intéresser aux problèmes des femmes...* » (27 janvier 1999).

Le 10 avril 2000, le Mouvement des Femmes Social-Démocrates, c'est-à-dire l'association des femmes au sein du PSD, organise un meeting d'auto-promotion. Plusieurs femmes défilent à la tribune. Elles affirment par exemple qu'il faut soutenir les « femmes fortes », ce qui révèle selon nous qu'elles considèrent que « toutes les femmes ne sont pas fortes » et ouvre une fissure dans l'idéal de sororité. Puis une femme rappelle qu'il faudrait que les femmes au Parlement « *travaillent pour les femmes* ». Une seconde pense qu'il faudrait que les femmes candidates soient « *testées, qu'elles aient un minimum d'expérience dans l'administration* ». Enfin, une certaine Tuul invective violemment Narangerel, lui reprochant de ne pas avoir été efficiente durant son mandat. Devant une assemblée qui tentait de ne pas être trop sévère, elle lui signale qu'elle a tenté plusieurs fois de la rencontrer et qu'elle n'a jamais pu obtenir de rendez-vous. Narangerel ne lui répond pas. Mais elle ne sera plus candidate.

Conclusion

Nous étions partie en Mongolie en espérant assister à la construction d'une « véritable » démocratie, en particulier du point de vue des femmes. Nous y avons rencontré des femmes dynamiques, qui souhaitaient toutes agir pour leur pays en mutation. Elles étaient toutes engagées au sein de l'espace public, et même du jeune espace politique démocratique.

a) Bilan : échec des femmes et échec démocratique

Au terme de cette première décennie, il s'en trouve quelques un·e·s plutôt optimistes. Un observateur américain note même que malgré les « deux années noires » de 1998-2000, aucune émeute n'a eu lieu, l'instabilité se résolvant dans la paix : « La situation générale est celle d'un débat agité et de différences de points de vue à l'intérieur des partis sur certaines questions, mais ceci cache en fait un fort consensus concernant les orientations fondamentales » (Pomfret R., 2000, p.156). En fait « d'orientations fondamentales », il s'agit de libéralisation économique. Le député Batbajaar, du PSD, déclare pour sa part : « *L'instabilité parlementaire, ce n'est pas si grave. Du temps du communisme, la population rêvait de faire tomber le Président, mais elle n'en avait pas la possibilité. Aujourd'hui, elle a ce droit et elle l'exerce, c'est aussi simple. Et concernant la corruption, il y en avait aussi du temps du communisme* » (Batbajar, 14 avril 2000).

Certaines femmes politiques sont satisfaites et ne semblent pas connaître de difficulté particulière, comme Ženilmaa « la gouverneure » qui dit ne ressentir aucune animosité. « *Au contraire, étant la seule femme, j'ai même l'impression qu'ils me montrent plus de respect* » (10 février 1999).

Mais ces voix sont minoritaires. L'ensemble des militant·e·s et élu·e·s démocrates fait un bilan pessimiste. « *La population est sceptique, à cause de l'instabilité politique* » (Dulamsuren, 24 avril 1999). Les partis politiques sont devenus des machines solides et puissantes, incontournables si l'on veut agir en politique. Mais dans le même mouvement, ils sont l'objet de critiques acerbes de la part même de leurs propres militantes : « *Pour entrer en politique, il faut se décider sur un parti politique et c'est très difficile aujourd'hui, on ne peut plus leur faire confiance...* » (Ojuunsan, 24 mai 2005). « *Avant, je comptais beaucoup sur les gens de mon parti (PSD). Mais beaucoup d'entre eux ont été corrompus. [...] Nous avons un bon programme, mais ça n'est pas réalisé...* » (Tujaa, 25 juillet 1999). On estime que les hommes politiques ne « *pensent pas à la population, ils sont corrompus et abusent de leurs pouvoirs* » (Mandahsaihan, 20 avril 1999). Žamaa était pressentie pour être candidate, mais ne le sera pas à la suite de problèmes de santé. Il y a autre chose : « *En 1995, j'étais plutôt démocrate [...], mais je n'aimais pas l'attitude des jeunes politiques. Je faisais partie de l'équipe d'Otchirbat (président du PND), il a*

annoncé qu'il allait se représenter et ils se sont mis à négocier leur place au sein de la future équipe [...], l'ambiance a changé. Ils sont allés jusqu'à tenter d'impressionner mon mari pour qu'il me pousse... Je n'ai pas aimé cette attitude » (16 juin 1999).

Les femmes politiques françaises révèlent une grande déception à la suite de quelques années d'expérience (y compris paritaire), accompagnée d'une angoisse pouvant aller jusqu'à la peur (Achin C. *et al.*, 2007, p.121). Comme elles, les femmes politiques mongoles sont déçues, découragées et finissent par se retirer. Parce que « *Tu sais, la politique, c'est parfois quelque chose de sale, de très sale* ». C'est ce qu'a « *appris* » Narangerel la députée (29 juillet 1999), tout comme Enhtujaa. « *Les membres de l'opposition ont utilisé de nombreux petits trucs pour nous piéger, des sales méthodes, ils en avaient l'habitude. Et nous ne les connaissions pas, la voilà notre erreur* » (15 juin 1999). Elles, qui pourtant avaient fait partie des démocrates de la première heure, ne se représenteront pas. Zanaa quant à elle, n'est pas intéressée par une entrée en politique, ni même par une nomination ministérielle. « *Tu sais, pour être ministre, il faut travailler d'une manière vraiment vilaine...* » (19 avril 2001).

Ces jeunes démocrates ne s'attendaient pas à une telle violence, même symbolique, de l'espace politique et surtout de l'espace du pouvoir. Enhtujaa est celle qui le dit le plus clairement. « *Quand j'ai été élue en 1996, c'était la première fois pour moi, j'étais très heureuse, je pensais que nous avions une position puissante, que nous pourrions agir vite et permettre la Transition, le développement. [...] Nous avons pourtant la majorité, nous avons des idées meilleures et nous étions suffisamment courageux pour commencer les réformes. Et puis les choses sont allées de travers, tout a été écrasé, détruit. Et il faut tout recommencer aujourd'hui.* » Son bilan est très négatif : « *La politique n'est pas attirante aujourd'hui. Même les femmes députées qui travaillent de façon assidue, nous sommes découragées. J'en connais beaucoup qui disent ne pas vouloir se représenter aux prochaines élections* » (Enhtujaa, 15 juin 1999). Elle se désengage, invoquant d'abord la maladie de l'un de ses enfants, puis même une hospitalisation la concernant.

D'autres femmes évoquent des problèmes de santé, comme Regzedmaa, conseillère municipale (17 février 1999), ce qui pourrait passer pour un aléa de la vie courante si la députée Altai, à peine élue, n'y faisait pas elle aussi allusion. « *En général, la politique est un travail difficile, car peu de temps libre à cause des différentes réunions. C'est extrêmement fatiguant physiquement* ». Elle préférerait un poste « *exécutif, au Gouvernement* » (26 avril 2001).

Ce qu'Enhtujaa va déclarer nous semble très important pour comprendre cette double dynamique d'exclusion des femmes, c'est-à-dire d'une part éliminer celles qui étaient pourtant présentes lors de la construction de la démocratie et d'autre part, empêcher les nouvelles arrivées : « *Parfois, je ne sais même plus comment je peux encore le supporter. J'ai le sentiment que je devrais faire quelque chose, mais que mes paroles ne sont pas suffisantes et que je n'y arrive pas. Je ne suis pas capable de changer ces gens. Donc, je ne crois pas avoir eu un impact, même si mes messages sont toujours : "il faut que nous*

arrivions à respecter nos paroles.” Ce fut un vrai progrès de réussir à faire entrer les combats de rue à l’intérieur d’un Parlement. Mais maintenant, le second pas serait de mettre en place un véritable “parlementarisme”, parce que nous n’en avons aucune expérience. [...] Mais à l’intérieur du Parlement, [...] ils sont constamment en train de se moquer les uns des autres, de s’insulter [...]» (15 juin 1999).

Les militantes mongoles, comme les féministes françaises⁸⁸ dans les années 1990, pensent « *que s’il y avait plus de femmes au Parlement, l’ambiance des assemblées serait moins violente. Dans la plupart des situations, les femmes montraient leur meilleure attitude, même si nous n’étions que huit* » (Enhtujaa 15 juin 1999 ; Tujaa, 25 juillet 1999 ; etc.). Mais en attendant une éventuelle augmentation substantielle de leur nombre, la principale déception d’Enhtujaa, c’est bien qu’elle n’a « *rien pu changer* ». Et c’est ce qu’anticipent aussi de nombreuses femmes, comme Zanaa. « *Si j’étais “là-bas”, il faudrait que je change tout ! [rires] Et ça fâcherait beaucoup de monde. Les gens n’aiment pas le changement... [Il y a eu la révolution démocratique tout de même ?] Ah oui, mais justement, ça suffit pour l’instant pour eux, il faut qu’ils s’y habituent ! On ne peut pas leur en demander trop !* » [rires] (19 avril 2001).

En fait, dans les années 2000, il est constaté, en France comme en Mongolie (et on peut effectivement s’étonner d’une telle similitude), que les femmes, « en entrant en politique, sont bien loin de changer les conditions sociales d’accès au champ politique, pour reprendre la terminologie de P. Bourdieu » (Sineau M., 2001, p.199). C. Achin (2005, p.495) avait également identifié cette présence non subversive des femmes dans la reproduction sexuée du travail politique, à travers les commissions permanentes entre autres (dont on sait maintenant en plus en Mongolie qu’elles sont vides de pouvoir). D’ailleurs, une journaliste mongole remarque qu’« Entre 1992 et 1996, Gandi et Mönhöö étaient ensemble. En 1996, la question de l’égalité des sexes et de la promotion des femmes dans les hautes instances a émergé » (Cacral N., 9 juin 2000). Cette fameuse question n’a ainsi émergé qu’après leur mandat... Ces deux femmes ne l’ont donc pas porté elles-mêmes, le Parti l’aurait empêché. Et la même conclusion qu’en France s’impose. Une entrée en politique difficile, associée à des « difficultés domestiques [auxquelles] s’ajoute un sentiment confus de ne pas être parvenue à “faire sa place” » font que les femmes politiques sont usées et annoncent qu’elles ne se représenteront pas. [...] De ce fait, le maigre contingent des féministes se trouve exsangue » (Achin C. *et al.*, 2007, p.140). En Mongolie, les premières femmes démocrates n’étaient pas féministes, mais idéalisaient une société entière, faite d’égalité et de liberté, pour les femmes aussi. C’est cet idéal qu’elles ont perdu.

⁸⁸ Pierre Bourdieu, dans *Libération*, le 11 février 1993 « la féminisation du personnel politique aurait des effets considérables sur la vie politique, en faisant entrer des préoccupations que la définition traditionnelle de la politique tend à exclure. », cité par (J. Mossuz-Lavau et A. de Kervasdoue, 1997, p179.) M. Sineau cite Huguette Bouchardeau pour qui « l’intrusion des femmes en politique ne saurait être que révolutionnaire » (1994, p.74). « Non seulement les femmes apporteraient l’efficacité en politique, mais encore elles n’oublieraient jamais l’humain » (1994, p.76).

b) Engagement politique contre professionnalisation

Un élément d'analyse supplémentaire nous apparaît. Les féministes françaises, portées par leur espoir des années 1990, écrivaient : « En fait, bien des femmes politiques [...] refusent la façon masculine de faire de la politique, en ce qu'elle repose sur une séparation tranchée entre vie privée et vie publique. [...] Cette redéfinition des frontières entre privé et public conduirait finalement à une autre conception du "métier" politique » (Sineau M., 1994, p.76-77). C'est cet angle d'analyse qui nous intéresse ici : la question de la professionnalisation de l'espace politique.

En France, la création de l'ENA a institué une professionnalisation de la classe politique, c'est-à-dire selon le « critère défini par Max Weber, "vivre pour et de la politique" » (Achin C., 2005, p.481), même si la « profession » politique reste floue du point de vue juridique, et qu'elle ne peut s'avouer comme un « métier » (Achin C., 2007, p.12). Mais les enquêtrices constatent une différence de conception entre hommes et femmes : les hommes conçoivent la politique comme une activité « totale », s'y investissant à 100% en déléguant les tâches domestiques par exemple aux compagnes. Pour les femmes, la politique est « un devoir » et elles continuent d'assumer « le reste », - ce que leur reprochent d'ailleurs les hommes. Elles préconisent justement « une autre façon de faire de la politique » (Sineau M., 2001, p.150). Les féministes (et paritaires) critiquent cette professionnalisation qu'elles considèrent comme non-démocratique, en militant contre le cumul des mandats. Mais elles ne sont que très peu entendues⁸⁹. Et finalement, « Quelqu'un qui entre en politique, comme quelqu'un qui entre en religion, doit opérer une transformation, une conversion et même si celle-ci ne lui apparaît pas comme telle, même s'il n'en a pas conscience, elle lui est tacitement imposée, la sanction en cas de transgression étant l'échec ou l'exclusion » (Bourdieu P., 2005 p.52).

En Mongolie, les soviétiques avaient instauré une institution politique peut-être encore plus « professionnalisée » qu'en France, avec une forte notion d'expérience, de carrière et de bureaucratie gestionnaire. Les jeunes démocrates, jeunes femmes comme jeunes hommes, ont tenté une irruption dans ces espaces politiques et du pouvoir. Ils et elles n'étaient pas des « professionnels » et n'avaient d'ailleurs pas l'intention de le devenir. Ils/elles mettaient en avant la notion de militantisme, de vocation, ils et elles étaient portés par une idéologie globale de démocratie plus que par un domaine d'expertise spécifique. Enhtujaa se souvient : « *Nous étions d'abord comme des combattants de la rue! Et c'est devenu un engagement pour la vie... C'est ensuite que nous sommes devenus des professionnels de la politique* » (15 juin 1999). On pouvait penser qu'ils n'auraient

⁸⁹ Concernant l'analyse du mouvement pour la parité, voir entre autres les travaux de R.-M. Lagrave (2000), L. Bereni et E. Lépinard (2004).

pas « à s'adapter », puisqu'ils/elles construiraient eux/elles-mêmes cet espace, avec leurs nouvelles règles, démocratiques, égalitaires, etc.

Mais ce qui apparaît le plus clairement en 2000, c'est que l'espace politique s'est finalement reconstruit sur le mode « professionnel » soviétique (semblable au régime républicain français), sans pour autant arrêter toute autre activité professionnelle, à la différence de la France. On observe en dix ans une progression de « carrière » en se spécialisant, permettant une différenciation entre « professionnels et profanes » (Sineau M., 2001, p.22). Cette professionnalisation apparaît comme une dynamique majeure d'exclusion. Les jeunes démocrates, s'ils et elles veulent « tenir », sont obligés de s'adapter à un mode de faire politique qui n'était pas le leur. Zanaa constate d'abord qu'« Il n'y a que 8 femmes députées au Parlement, et elles sont obligées de suivre les lignes directrices des partis » (*UB Post*, 8 juin 1999). Les femmes s'adaptent, ou partent et en fait, la grande majorité part, comme Narangerel. « *Peut-être que je ne suis pas la bonne personne. Les vrais politiques, ils/elles ne s'arrêtent jamais* [elle utilise le pronom anglais *they*, neutre]. *Ils/elles vont toujours en avant, en avant ! Ils/elles ne s'arrêtent jamais. Moi, je ne veux plus le faire.* » En tant qu'êtres humains, ils doivent aussi se fatiguer ? « *Mais peut-être qu'ils aiment ça... Moi, ça ne m'amuse pas. C'est mon boulot [job], seulement mon boulot...* » (29 juillet 1999). En fait de « job », elle en parle comme d'une mission pour la nation, mais pas pour elle-même, à la différence de ses collègues.

Et on rencontre une seconde génération à la fin de la décennie, dont le profil correspond à celui de la haute fonctionnaire (soviétique), le seul toléré tant par les anciens communistes que par les jeunes démocrates. C'est le cas de Ženilmaa, 45 ans, gouverneure de Altanširee *Sum*, qui explique que son travail lui tient à cœur. Elle aurait pu rester à Oulan-Bator, mais elle est revenue après ses études, car « *ce que j'ai appris, je dois le rendre, pour le développement de ma région. Je fais ça pour ma région* » (10 février 1999). Et, à plus haut niveau, Altaï, dont l'investiture n'a été acceptée par le Parti que parce qu'elle était proche de la direction du Parti depuis 1994 (26 avril 2001). Et le petit nombre de celles qui survivent (ou qui sont acceptées) adopte les logiques partisans, étouffant les velléités d'affirmation de genre. Et ce sont celles-ci qui correspondent à cette analyse pour la France. « Plus encore, par l'intériorisation des règles du jeu politique (et sans doute aussi, mais ce serait là un long débat, de la domination masculine), les femmes contribuent activement à leur efficacité » (Achin C. *et al.*, 2007, p.94)⁹⁰. Ce qui fait aussi écrire à V. Despentes : « Les femmes de pouvoir sont les alliées des hommes, celles d'entre nous qui savent le mieux courber l'échine et sourire sous la domination. Prétendre que ça ne fait même pas mal. Les autres, les furieuses, les moches, les fortes têtes, sont asphyxiées, écartées, annulées » (2006, p.132).

⁹⁰ R.M. Lagrave se demande à propos des universitaires et chercheuses féministes « si le discours savant des femmes sur les femmes n'a pas été lui aussi neutralisé par le travail de normalisation du champ scientifique qui, d'une manière beaucoup plus subtile encore, est de force à lui imposer sa forme et son contenu » (1990, p.39).

De fait, et rien n'a pu ébranler cette situation, l'espace politique - et en son sein l'espace du pouvoir- était et s'est reproduit masculin en Mongolie. Il s'est reconstruit démocratique, mais viril et violent. Les hommes ont véritablement « phagocyté » cet espace, au sens du Larousse (1994), c'est-à-dire « l'entourer et l'absorber », interdisant son accès aux femmes. Burmaa dit dans une lettre descriptive de la situation mongole : « *La politique en Mongolie demeure de façon prédominante un jeu d'hommes* » (1997). Zanaa, « *Les députés ? Ils sont beaucoup plus ambitieux que moi et que même les autres dirigeantes d'associations... Mais je les comprends, ils évoluent au sein de partis politiques, c'est très dur, il faut se battre...* » (28 juillet 1999). Et - de la même façon qu'en France avec « la règle paritaire » - « l'une des surprises de l'enquête a été la rapidité avec laquelle les hommes ont réussi à s'adapter à la parité et à se replier sur les lieux les plus stratégiques du pouvoir, preuve de leur sens pratique acquis par leur longue fréquentation du champ politique. » Ils disposent – et utilisent - des « dispositifs pratiques et symboliques [qui] tiennent en effet à distance tous les prétendants, les femmes mais aussi les jeunes, les classes populaires, les “beurs” ou encore les noirs, c'est-à-dire tous les dominés » (Achin C. *et al.*, 2007, p.94). En France, « Les “pionnières” n'ont réussi à se faire admettre [...] qu'en adoptant une attitude conformiste visant à faire oublier leur état de femme » (Achin C., 2005, p.480). En Mongolie, les « pionnières » ont été évincées, ce sont les secondes qui se sont conformées, ou qui devraient se conformer, comme l'explique un démocrate : « *une femme qui veut se lancer en politique ne doit pas être trop douce, mais au contraire, si elle boit, si elle fume, elle aura plus de chance d'être reconnue. Il faut avoir du talent pour organiser les affaires en détail, il faut une forte tête* » (Erdenbileg, 2 juin 2000). Ici comme ailleurs, l'accès au pouvoir « place les femmes en situation de “double bind” (double contrainte): soit elles agissent conformément aux attentes sociales qui pèsent sur les femmes et perdent alors de grandes chances d'accès à des carrières politiques de prestige – en même temps qu'une certaine estime de soi [...], soit elles agissent conformément aux règles implicitement masculines et elles prennent alors le risque d'être rappelées à l'ordre » (Achin C. *et al.*, 2007, p.121). « Il était [...] alors nécessaire de gommer sa féminité » (Achin C., 2007, p.57). Nous ne sommes pas sûre que durant le soviétisme, une femme, pour réussir en politique, ait même eu cette possibilité de « gommer sa féminité ». Personne ne nous a jamais parlé de femmes politiques historiques, sorte de fortes femmes à la façon d'une Simone Veil en France. Les femmes politiques en Mongolie restaient cantonnées aux activités administratives du Parti, et bien contrôlées par la Fédération, ne pouvaient pas en sortir. La remise en question de cette féminité semble avoir été impossible. C'est donc un comportement nouveau pour les femmes démocrates rencontrées que de devoir « se battre ». Elles semblent vraiment les premières à tenter de le faire, et échouent.

En fait, tout apparaît comme obstacle aux femmes en politique. L'espace public-politiqué est plus un « champ de mines » qu'une scène où se mettre en valeur, comme le dit Zanaa : « *Je ne veux pas non plus me présenter car je ne veux pas être exposée. Je sais qu'on peut être encore plus critiquée lorsqu'on devient connue. Les journaux publient de nombreux mensonges pour salir les gens. C'est déjà arrivé par exemple à Batceceg, qui a été accusée de vendre des diplômes!* » (12 mai 2000). La gouverneure de Dašbalbar Sum, Dornod, dit ne pas être inquiétée par le fait d'être une femme, n'y pense pas, « *ça m'est égal. Les hommes autour de moi me respectent, nous prenons toutes les décisions ensemble et je sais que je suis la seule femme gouverneur.* » Mais en fin de rencontre, lorsque nous lui demandons si elle encourage sa fille à faire de la politique, elle répond : « *non, je ne le souhaite pas pour elle. Obtenir des résultats en politique lorsqu'on est une femme, ce n'est pas facile. Je souhaite qu'elle devienne médecin* » (Saintujaa, 26 avril 1999).

Nous avons repéré un dernier obstacle institutionnel, celui qui s'est révélé lors des élections présidentielles. En 2001, Ojuun apparaît comme la seule femme présidentiable, même si ce n'est que par ses militants. « *Elle est connue en Mongolie, les femmes la respectent* » (Žargalsaihan, 27 mai 2000), « *Ab oui ! je crois vraiment en elle !* » (Ganhuu, 27 juin 2000; Erdentuul, 27 juillet 1999). Mais là encore, l'institution démocratique va évincer cette candidature éventuelle de femme. La Constitution, Chapitre 3, Deuxième partie, déclare que l'âge minimum pour être élu à la présidence de la République est de 45 ans, alors que les démocrates avaient demandé 40 ans. (Sanders A. J. K., 1992) Ojuun n'a que 37 ans. Elle est obligée de laisser la place à un candidat plus âgé, qui sera un homme inconnu des électeurs et électrices et ne sera pas élu. Elle ne l'aurait certainement pas été non plus, mais sa candidature aurait au moins, pour la première fois dans le pays, permis à une femme de prétendre à la représentation de la Nation.

c) Les femmes se replient vers les associations

A la fin de la décennie, nous rencontrons de nombreuses femmes, jeunes et moins jeunes, qui refusent un engagement politique alors qu'elles sont militantes au sein d'associations, et qu'elles disent être très attentives à la situation politique du pays. Comme la jeune Ganaa : « *Je trouve que c'est trop difficile. Peut-être plus tard. [...] Non, moi, ce qui m'intéresse, c'est fabriquer les lois, les écrire, les discuter. Je veux faire des choses pour les femmes, les enfants, la jeunesse. Mais pas parler devant des assemblées, se battre, non, pas pour moi* » (21 mai 1999).

Les partis politiques, l'espace politique et plus encore l'espace du pouvoir, passent alors, aux yeux des femmes, pour des lieux d'inefficacité. Comme Nergüi, cadre salariée de LEOC, qui déclare par exemple « *Je suis beaucoup plus utile à mon pays en travaillant ici !* » (27 juin 2000), et encore

la journaliste Ojuundar qui a « *trouvé le travail très ennuyeux [avec Elbegdorž]. J'étais limitée, je n'avais plus la liberté que j'ai retrouvée en travaillant pour les médias. [...] Et puis ça ne va pas assez vite, il n'y a pas assez de résultats tangibles, concrets. C'est trop long... Je préfère mon travail, plus actif, plus efficace. Je sais ce que j'ai à faire : informer la population, et c'est ce que je fais* » (3 mai 2000). Et même localement, les militantes expliquent « *ils ne font rien pour le développement du village. Je préfère agir avec l'association des femmes...* » (Saaran, Holonbuir *Sum*, 24 avril 1999), ou encore Erdenčimeg, qui préfère rester « *libre, les partis politiques ne sont pas bien organisés, ils ne sont pas efficaces* » (3 avril 2001). Badja estime que le travail en tant que directrice du comité régional des femmes était plus gratifiant que son actuel mandat de secrétaire du conseil régional. « *Il y avait souvent des occasions de montrer aux gens qu'on faisait du bon travail. Je devais rencontrer beaucoup de monde, je connaissais beaucoup de monde. Je me devais d'atteindre des buts, de démontrer des résultats. Ce n'est plus vraiment le cas* » (Badja, 13 février 1999).

L'espace politique, finalement, d'espace des possibles est devenu espace des contraintes. « *Dans un parti, je serais limitée... Ici : je fais ce que je veux !* » (Zanaa, 28 juillet 1999). Il est aussi devenu un espace de concurrence inutile, y compris dans les petits villages. « *Dans un parti, les hommes se surveillent les uns les autres, et puis il faut se battre. Alors que dans nos associations, tous ceux qui veulent travailler sont les bienvenus. Ici, on se soutient les unes les autres, on coopère, on travaille ensemble* » (Tujaa, 25 juillet 1999). Et si les hommes peuvent cumuler postes et mandats, les femmes sont plus sélectives. Etant très attachées à leurs activités dans les associations, elles préfèrent s'y consacrer. « *Je n'aurais pas le temps matériel pour pouvoir mener de front les deux activités, politique et associative. Et je fais mon choix : mon travail maintenant !* » (Zanaa, 12 mai 2000).

Et le peu de femmes députées, à l'issue de leur mandat, déclarent toutes comme Narangerel : « *Je vais travailler pour mon association. Nous allons publier un livre sur "comment enseigner la démocratie à l'école" et c'est une activité qui m'apporte bien plus de satisfaction que mon mandat de députée...* » (29 juillet 1999). Otgonbajar a fondé une association qui tente de s'occuper des femmes rurales, et surtout Enhtujaa, qui pourra désormais se consacrer aux activités de sa création, LEOC, devenue l'association la plus importante du pays. En fait, comme nous l'analyserons en troisième partie de cette thèse, la majorité des militantes politiques sont aussi membres d'associations de femmes, comme la forte Zajaa, personnalité majeure de l'Association « Femmes et Business ».

Quand M. Godelier avait écrit : « des deux composantes du pouvoir, la force la plus forte n'est pas la violence des dominants mais le consentement des dominés à leur domination » (1978, p.176), N.-C. Mathieu avait répondu par un article dont le titre portait sa thèse : « Quand céder n'est pas consentir » (1985). Pour consentir, il faut connaître les raisons, les mécanismes et les conséquences du consentement. Or, elle montre que les femmes "ne connaissent" pas, le partage

des connaissances ne se fait pas de façon égale. Les dominés sont maintenus dans l'ignorance. C'est le cas des femmes mongoles. Elles ont bien compris que l'espace politique et l'espace du pouvoir sont « masculins » d'une façon quasi « naturelle », comme un fait que l'on ne peut pas changer. Et pour les quelques unes qui tentent d'y entrer, la seule stratégie est de s'y conformer.

Ce qu'elles ne savent pas, c'est que ces deux espaces sont maintenus masculins, afin de les éliminer. Et la stratégie fonctionne. De cette première génération de militantes démocrates, nombreuses sont aussi celles qui refusent un recrutement politique, comme Zanaa, mais aussi donc Žamaa et Burmaa. Il s'agit de la même dynamique qu'en France, et ailleurs dans le monde. « On trouve assez fréquemment cet argument de la “non-envie”, de “l'inintérêt” des femmes pour les rites masculins dans les sociétés à forte domination masculine et de fait, les femmes peuvent s'exprimer ainsi. [...] En fait, elles ont peur de réalités dont elles savent confusément (et pas toujours si confusément) qu'il s'agit là de situations objectives d'interdit et de danger pour elles, et d'expression du pouvoir des hommes contre elles - ce qu'elles tentent de supprimer sous couvert d'une décision personnelle » (Mathieu N., 1985, p.223).

Et on apprend par le PNUD en Mongolie qu'en 2004, il y a eu 265 candidats, et parmi eux seulement 34 femmes, soit 12,8% (PNUD, 14 juin 2004). Le nombre de candidates femmes a donc drastiquement diminué. Ces deux premières stratégies masculines que sont le verrouillage des partis politiques et le maintien de la violence dans l'espace public et politique ont donc bien fonctionné.

CHAPITRE 2 GENRE ET ECONOMIE

Introduction

La démocratisation des institutions politiques, et leur « virilisation », sont allées de pair avec la libéralisation de l'économie, généralement considérée comme second critère d'évaluation de la situation mongole. « A la fin des années 1990, la Mongolie poursuivait une politique de libre marché presque accompli et jouissait de l'une des plus florissantes démocraties en Asie » (Pomfret R., 2000, p.149, mais aussi Fish M. S., 1998; Ginsburg T., 1998; Spoor M., 1996; UNDP, sept. 1997, p.29, etc.). Avec les libertés individuelles, la Constitution affirme aussi le droit à la propriété privée, adopté en 1991 à 67% des voix par une l'Assemblée Constituante pourtant composée à 78% de membres du PPRM (Sanders A., 1992, p.514). Les opérations de privatisation vont se succéder : le cheptel, l'énergie puis les industries alimentaires (boucherie en particulier), le BTP, la compagnie d'aviation, de transport de l'essence, du cachemire, les banques, etc. Les deux dernières ressources qui résistent, non sans débat, sont l'eau et les pâturages. De véritables fortunes se sont constituées, les *businessmen* devenant les nouveaux héros médiatiques⁹¹, que M. Selim rencontre aussi par exemple au Vietnam (2010, p.203).

Mais pour la majorité de la population, à l'instar de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, ce séisme économique et social provoque une pauvreté que le pays n'avait pas connue depuis 50 ans. « *La crise économique a été une crise monumentale. Il y avait même un rationnement pour la nourriture* » (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). La population semble résignée, convaincue que ce ne sera que passager. Les associations de femmes remettent pourtant le processus en question, et pour cause : « 46% des biens privatisés tels que les appartements et le cheptel sont propriété du seul mari, 30,5 % sont propriété commune du mari et de la femme et 16 % sont propriété de la femme » (Comité CEDEF, 2007, p.45).

Ainsi, « Les résultats de ce traitement de choc sont mitigés » (Comité CEDEF, 2007, p.3). Le CIRF a souhaité étudier « Le statut économique des femmes en économie de transition [...] pour comprendre les impacts à la fois positifs et négatifs des changements ». En conclusion du rapport, l'auteure affirme : « Les analyses de l'enquête ont clairement révélé que la

⁹¹ Le *Mongol Messenger* interviewe l'homme d'affaire D. Žargalsaihan, propriétaire de l'entreprise de cachemire *Bujan*. Il a créé cette entreprise en 1989, avec six employés et « actuellement, 900 personnes l'appellent "patron". » Dans les années 1980, l'homme était conseiller de *Gobi Cachemire*, entreprise d'Etat, mais faisait aussi du commerce illégal de jeans, de cosmétiques, de montres et d'électroménager. Il vendait des enregistrements des Beatles, des Bee Gees et de Santana. « Je gardais la moitié de l'argent dans des comptes à l'étranger. L'autre moitié, je l'ai investie dans des tableaux que j'ai accrochés dans mon appartement. J'ai été arrêté deux fois pour "avoir de l'argent sur moi". Mais ils ne savaient pas vraiment quoi faire avec moi, j'ai toujours été relâché et mon argent m'était rendu » (9 déc. 1998).

période de transition a changé la nature et le niveau de participation des femmes à l'économie mongole. Il apparaît une prédominance des femmes parmi les chômeurs, [...] et la majorité occupe des emplois précaires » (Amgalan T., 2000, p.12). Ainsi, les femmes, d'une part ne jouissent pas de la réussite économique de la même façon que les hommes, mais plus encore, elles apparaissent comme les premières victimes de la crise économique. Ceci n'est pas spécifique à la Mongolie, mais concernant notre sujet d'étude, les féministes savent que la précarité empêche la citoyenneté sociale : par la précarité du logement, de l'emploi, des prestations sociales, etc. « En cette période de l'histoire mondiale où la démocratie, comme régime politique, n'a jamais été aussi omniprésente à l'échelon planétaire, on assisterait donc à une dévitalisation sans précédent des principes démocratiques au cœur même de l'économie [...] où se produisent et se répartissent les richesses » (Appay B. 1999, p.9).

Cette inégalité patente d'accès aux ressources financières provoque l'inégalité d'accès au politique. « Il y a [...] des conditions sociales de possibilité de l'accès à ce microcosme, comme, par exemple, le temps libre : la première accumulation de capital politique est le fait des gens dotés de surplus économique qui leur permet de se distraire des activités productives, ce qui leur permet de se mettre en position de porte-parole » (Bourdieu P., 2005, p.54). Concernant l'ensemble des pays de l'ex-URSS, « Une des principales explications de la participation politique limitée des femmes réside dans les problèmes auxquels elles ont dû faire face durant les premières années de la transition, en particulier les fréquentes interruptions des services sociaux et les problèmes de chômage. On ne doit guère s'étonner si les perdants sur les plans économique et social perdent également leur voix politique » (Rueschemeyer M., 2005, p.563). Cette analyse correspond parfaitement à ce qu'ont vécu les femmes en Mongolie. Bajgalmaa, bénévole au CPF, explique clairement pourquoi elle ne s'était pas engagée en politique avant 2000 : « *A cause des difficultés de la vie, j'avais tout simplement besoin de travailler !* » (16 mai 2000).

C'est bien la première explication donnée par les femmes, celle du besoin de travailler et du manque d'argent. Le concept de « capital » prend alors tout son sens. Il faut trouver de l'argent pour survivre et ensuite pour sa campagne électorale. Mais il nous semble que cette libéralisation de l'économie accentue une différence de genre qui va bien au-delà du simple « pouvoir payer ».

A- Le genre du libéralisme

La politique socialiste et sa volonté de développement pour tous s'était indéniablement appuyée sur le travail des femmes. Et M. Rueschemeyer, effectuant un bilan pour les pays d'Europe de l'Est affirme que « Si cette politique n'a pas entraîné une égalité pleine et entière ni dans la famille ni dans les postes de direction de l'Etat et du système économique, on aurait tort

de nier les incidences égalitaires sur les rapports entre hommes et femmes. » Elle cite alors M. Cermakova, pour la Tchécoslovaquie en 1995 : « Les femmes ont appris à ne pas attribuer leur statut à celui de leur mari, mais à leur propre éducation et à leur situation professionnelle. [...] De façon plus large et en dépit d'une autonomie politique limitée, les femmes ont acquis une expérience participative considérable dans les sociétés communistes – au travail, dans les syndicats, particulièrement dans les collectifs de travail, et dans leurs quartiers » (2005, p.559).

En 1950 en Mongolie, F. Aubin relate une enquête à « l'imprimerie nationale et à l'usine de construction mécanique », où elle constate « un pourcentage de main-d'œuvre féminine assez marquant, sans toutefois équivaloir à celui des hommes » (1974, p.259)⁹². Selon les statistiques nationales, la proportion de femmes au sein de la population active « ouvrière et employée » serait passée de 30,8% en 1960 à 46,2% en 1980, puis augmente encore, passant à 51,3% en 1986 (Office Central de Statistique de la RPM, 1986, p.143). Le taux d'activité féminine a atteint près de 80% en 1989 (Neupert R. F., 1994, p.20).

On ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec la France. « Dans [les] années 1990, le modèle dominant n'est plus celui du choix (travail ou famille), il n'est plus celui de l'alternance (travailler – s'arrêter - retravailler), mais celui du cumul. Pour une mère de famille, il est normal de travailler alors qu'il y a seulement trente ans, il était normal de s'arrêter dès la naissance du premier enfant » (Maruani M., 2000, p.24-25). En Mongolie, le « modèle » dominant depuis les années 1960 et donc bien avant les Françaises, est celui du cumul, celui de l'ouvrière et employée communiste qui travaille tout en élevant ses enfants. D'ailleurs, une femme est certes identifiée par son prénom, mais comme son patronyme a disparu⁹³, sa profession est aussi indiquée dans son adresse pour un courrier, comme pour un homme. Ce statut professionnel pour les femmes semblait donc acquis en Mongolie, support de leur participation politique. Et c'est bien ce que va remettre en question la libéralisation de l'économie.

1- Les femmes et l'emploi

L'un des changements structurels les plus importants dans son impact global sur la vie économique du pays, et sur la vie des femmes en particulier, fut provoqué par le démantèlement des services publics. A. Sanders note que « La réorganisation des ministères a permis de

⁹² En Ouzbékistan, l'américain Pierre Gosset note en 1963 : « Elles sont partout, les femmes : plus de la moitié de tous ceux que nous verrons aux champs, au cours de cette journée. Et ce sont toujours elles qui se livrent aux travaux les plus durs, les plus pénibles, les plus rebutants. Dans les champs, chez nous ou aux Etats-Unis, on espace les cultures d'un bon mètre, la largeur d'un tracteur, voire d'un cheval. Ici, elles sont espacées de 70cm, la largeur d'une femme de somme. Nous nous demanderons souvent au cours de ce voyage ce qui adviendrait de l'Union soviétique si elle ne possédait pas ces gros bataillons de millions de travailleuses de choc » (Gosset P. et Gosset R., 1963).

⁹³ Le régime soviétique n'a conservé que le « prénom du père », le fameux « Ivan Ivanovitch », tentant de détruire la mémoire de la parentèle. Une vaste campagne de ré-attribution des « noms de familles » aura lieu en Mongolie dans les années 1998-2002.

supprimer près de 3 000 postes en deux ans et de faire une économie de près de 20 millions de T » (1989, p.52)⁹⁴. Il faut attendre 2002 pour que le PNUD emploie un ton plus inquiet : « La privatisation a entraîné une baisse fulgurante des personnels employés. Le nombre moyen d'employés pour les entreprises privatisées est passé de 270 en 1992 à 74 en 2002 » (Comité CEDEF, 2007, p.45). Et même si les hommes ne furent pas épargnés⁹⁵, la compression des services s'est essentiellement effectuée par le bas, emplois majoritairement occupés par les femmes. Elles furent donc les premières éliminées par ces remaniements.

Pour ceux et celles qui ont réussi à conserver leur poste subsiste un problème majeur, celui d'une perte catastrophique de pouvoir d'achat. Les salaires ne suivent pas les presque 400% d'inflation ou, même, ne sont pas versés. Avec cette crise des emplois publics, femmes et hommes se sont très vite tournés vers ce qui est apparu comme une nouvelle liberté autant qu'une nouvelle source de richesse : le commerce, individuel et libre. « *C'étaient à 80% des femmes, entre 1991 et 1996-1997. Elles faisaient des allers retours entre la Chine et la Russie [puis plus tard la Corée et le Japon], un peu comme les nomades. Par exemple, j'ai une amie médecin, son mari était trop faible, elle était seule avec ses deux fils, elle l'a fait. Elle vend des cosmétiques russes. Sa mère l'aide, ainsi que toute sa famille en fait...* » (Amarsanaa, 6 mai 1999). Il s'agit là de femmes de la capitale, qui occupaient des fonctions plutôt intellectuelles, et qui, projetées dans le libéralisme économique, se sont adaptées.

A la campagne, il en est de même. Les conseillères municipales rencontrées dans le pays disent souvent que « *la seule solution pour développer le sum, c'est de développer les "small business"* » (24 avril 1999). Ceci est encouragé par les partenaires internationaux qui voient en cette activité commerçante un « exceptionnel développement » (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). Les Mongols eux-mêmes s'enorgueillissent des nouveaux produits auxquels ils se donnent accès : fruits exotiques au cœur de l'hiver, jouets pour enfant, vêtements de mode, etc.

Ces activités commerciales font partie d'un secteur vaste, difficilement délimitable, appelé tour à tour « secteur non structuré », « secteur informel », parfois « secteur privé ». La question de la légalité ne se pose que peu. Notons simplement qu'en 2000, on le distingue du trafic des armes, de la drogue et des femmes, peu « trafiquées » justement en Mongolie. Mais il est aussi confondu (au double sens du terme) avec la multitude de petits emplois qui vont se développer, et qui pourtant sont intéressants à isoler du point de vue du genre : les emplois de service, tels que le ménage et la garderie d'enfants, diverses activités comme la restauration, l'hôtellerie, et bien sûr la prostitution, les strip-teases dans les boîtes de nuit de la capitale, etc. Les associations estiment

⁹⁴ Notons qu'il écrit ces lignes en 1988-1989, le démantèlement des services publics aurait donc commencé avant les mouvements démocratiques... Il y aurait ici une clarification historique à effectuer. On peut même supposer que de telles réformes ont provoqué les mouvements...

⁹⁵ Provoquant désespoir (qu'on imagine chez les enseignants par exemple, qui perdent du jour au lendemain le seul métier qu'ils ont exercé), au mieux fuite des cerveaux (Thircuir A., 2005), pour la plupart reconversion en taxi ou autres activités commerciales et au pire, alcoolisme.

que les femmes sont majoritaires au sein de ce vaste secteur aux contours flous, le ministère observe aussi que la présence des femmes y est 4,3 fois supérieure en trois ans, et 8 fois supérieure à la tête d'une entreprise (Comité CEDEF, 1999). Nous en avons rencontré quelques unes, comme Koulanda qui déclare sans orgueil faire du « business d'essence » avec ses frères, acheminant le carburant avec ses camions vers la région kazakhe de Bajanölgi. Odval, directrice de la branche de l'association Femmes et Business dans la région du sud-Gobi (Dornogov) achemine des denrées alimentaires – riz, farine-, du tissu et des vêtements fabriqués en Chine, commerce très actif à la veille de *Cagaan Sar*. Elle va donc sur les marchés, puis auprès des nomades, « *ils ne payent pas en monnaie, mais en cachemire !* » (14 février 1999). Un tiers de ces nouveaux commerces et industries semblent donc dirigé par des femmes.

Cependant, selon une enquête conduite par l'Union des Propriétaires Privés, si presque les trois quarts de ces nouveaux petits commerçants semblent être des femmes, seulement 26,6% des compagnies privées (c'est-à-dire déclarées au système fiscal et dont on peut penser qu'elles sont génératrices de revenus) seraient dirigées par des femmes en 1998 (Comité CEDEF, 1999). Les trois quarts des entreprises vraiment lucratives sont donc dirigés par des hommes.

Dans les secteurs « déclarés », les femmes sont « dans l'emploi », mais connaissent de fortes inégalités. On sait qu'en régime soviétique, la ségrégation sexuée sectorielle était moins marquée qu'en Europe, et les étrangers s'étonnaient de trouver des femmes ingénieures sur les chantiers⁹⁶. Mais tout comme en Europe (Maruani M., 2000), et d'une façon plus générale, elles connaissent une ségrégation horizontale, en occupant la majorité des emplois dans six secteurs « traditionnellement » féminins⁹⁷. Le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale se permet de déclarer : « Dans notre pays, la discrimination à l'emploi pour les femmes dans le secteur de la santé n'existe pas. Au contraire, la majorité du personnel est féminin, et elles bénéficient de privilèges et de confort professionnels, de l'avancement et de bonnes conditions pour la retraite » (Comité CEDEF, 1999, p.25). Le Comité CEDEF dénonce cependant le fait que même si l'égalité des salaires est prescrite par l'article 11(c) de la Convention sur les « Droits et bénéfices des conditions de travail dans les services », les femmes représentent « 70% des enseignantes et des médecins, et quasi 100% des employées dans les institutions d'accueil de la petite enfance.

⁹⁶ En 1979, le secteur le moins féminisé est celui des transports, avec 14% de femmes. Nous verrons d'ailleurs dans le chapitre sur le nomadisme que ce n'est pas sans impact symbolique dans l'accès au pouvoir. En 2006, le secteur le moins féminisé est devenu celui de l'extraction minière, où les femmes occupent tout de même plus du tiers des emplois, alors qu'en 2004 en France, le moins féminisé est celui du bâtiment, avec seulement 8,9% de femmes. En Mongolie, elles sont 41,7% dans l'industrie et 37% dans le bâtiment (Comité CEDEF, 2007, p.6). Dans son travail sur l'actualité mongole, le journaliste F. O. Sperlich déclare que l'entreprise *Gobi Cachemire* (fleuron du pays) emploierait 1600 ouvrières dont la moyenne d'âge serait de 25 ans et que l'entreprise *Erel* (bâtiment) emploierait 174 ouvrières, en particulier dans la briqueterie (Retner L., 2002).

⁹⁷ Ces secteurs sont la santé et les services sociaux (à près de 80% entre 1979 et 1998), l'éducation (sauf enseignement supérieur), l'administration publique (40%) et les services aux entreprises (dont la finance, à plus de 45%) et le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie (entre 56 et 65%).

L'égalité des salaires est effective, mais les femmes gagnent, dans l'absolu, moins que les hommes, restant cantonnées aux professions et aux statuts les moins rémunérés » (2007, p.18).

De fait, les femmes connaissent une forte ségrégation verticale accompagnée d'une inégalité patente dans les revenus. Les premières statistiques le confirmant, au sein des services restés publics, sont produites par le Comité CEDEF. En 2007, 14,1% seulement sont cadres pour 84% d'entre elles qui ne sont qu'employées et précaires. Au sein des ministères, elles ne sont que 7,7% des secrétaires d'Etat et 20% des directeurs généraux (p.49). Amarsanaa avait bien estimé que « 80% du commerce est tenu par les femmes, mais il s'agit du commerce visible (les stands des marchés), et surtout du petit commerce. Les hommes font du commerce "plus gros" » (6 mai 1999). Ils tiennent les activités les plus lucratives, en plus grande quantité et les produits les plus chers : véhicules, produits de luxe (appareils électroniques, téléphones mobiles), minerais rares (avec présence des firmes étrangères), le nouveau marché de l'immobilier, le nouvel espace boursier, la possession des banques, les nouvelles entreprises de communication (chaînes de télévisions privées), etc. L'enquête du Comité CEDEF au sein de la capitale révèle que 6,6% de femmes pour 10,1% d'hommes gagnent plus de 100 000T par mois (100 USD) ; et que 33,6% des hommes et 45,8% des femmes gagnent moins de 100 000T par mois (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.5).

Occupant les emplois les moins lucratifs, elles occupent aussi de fait, les emplois les moins encadrés du point de vue législatif, et les plus difficiles. « La crise de l'emploi n'a pas chassé les femmes de l'emploi, mais elle a considérablement durci les conditions dans lesquelles elles travaillent » estime M. Maruani pour la France (2000 p.3). Cette constatation est aussi valable pour la Mongolie. La presse nationale invective parfois les entreprises étrangères (*UB Post*, 5 mai 2001), et le Comité CEDEF ne cite pas de source mais déclare dans le même sens : « Certaines entreprises et sociétés étrangères refusent de donner des contrats d'emploi et de négocier des conventions collectives comme l'exige la législation [...]. Certaines d'entre elles évitent à dessein de cotiser au système de protection sociale, [...] refusent d'accorder le congé de maternité [...]. Certaines petites entreprises [nationales] refusent toujours d'appliquer la législation concernant les droits des travailleurs et la santé procréative. Dans le secteur non structuré, les employeurs n'ont aucun sens de responsabilité à l'égard des travailleurs » (2007, p.43).

Printemps 2000. Des travaux d'intérieur sont entrepris dans notre résidence étudiante. Et comme pour tous les autres chantiers que j'ai pu observer, les femmes ont la responsabilité des enduits. Protégées par un masque de papier, ce sont elles en particulier qui passent leurs journées accroupies à enduire les parquets de cette peinture jaune-terre qui recouvre tous les sols mongols. Les émanations de gaz sont tellement toxiques que même si elles ne sont pour l'instant qu'au rez-de-chaussée, nous nous plaignons tous de maux de têtes, jusqu'au 4^{ème} étage...

En fait, nombreux sont les témoignages de femmes qui viennent demander conseil à l'Association des Femmes Juristes, soit qu'elles se sont vues évincées de leur emploi pour cause de grossesse, soit parce que l'employeur ne veut pas leur payer les 9 000 T de congé maternité (l'équivalent d'un 5^{ème} de salaire moyen, évalué à 50 000 T), ce qui concernerait plus de 30% d'entre elles (Comité CEDEF, mars 2000, p.14).

Enfin, ces inégalités de revenus et de sécurité dans le travail rémunéré sont accentuées très spécifiquement pour les femmes par une augmentation de leur quantité de travail. En effet, il semble que si les hommes assument une activité unique (élevage, poste de haut fonctionnaire même local, commerce lucratif) les femmes sont beaucoup plus nombreuses à avoir développé une « multi-activité », faiblement rémunératrice. La majorité des « petites fonctionnaires » a conservé cette activité à mi-temps et y associe une activité commerciale. Par exemple, la proportion des femmes est de 80% chez les enseignants du primaire et secondaire, ne diminuant que de 2,1% entre 1990 et 1998, alors que celle des hommes diminue de 37,3% (National Statistical Office of Mongolia, 1999, p.68). *« On peut penser que les femmes ont été libérées par l'urbanisation, avec un salaire fixe, du temps libéré. Mais maintenant, les gens doivent avoir deux occupations, un emploi de fonctionnaire et un petit business. Mon fils a une enseignante qui ne travaille à l'école que le matin. L'après-midi, elle est dans un supermarché. Si elle ne quitte pas complètement son poste à l'école, c'est parce qu'elle l'aime, et qu'elle espère que le futur ira en s'améliorant. Dans les familles, maintenant, l'un fait des affaires, l'autre conserve un emploi "reconnu" »* (Amarsanaa, 6 mai 1999). Car, même si le commerce est devenu l'activité symbole de réussite financière, la population n'a pas complètement éradiqué les représentations soviétiques du travail, de l'emploi de service public, emploi « honorable » par excellence. Gerelsuren en donne un exemple : *« Mon mari est ingénieur en électricité. Aujourd'hui, il a des problèmes avec son trop petit salaire. Mais il y reste, c'est une place honorable »* (14 janvier 1999). Elle ne dit pas s'il s'est aussi engagé dans d'autres activités qui lui permettraient de gagner de l'argent. Le mari de Nina ne semble avoir comme activité que son poste de directeur de l'école du village, pendant qu'elle gère son stock de cachemire, qu'elle gagne de l'argent par de la couture mais aussi en dispensant des soins pédiatriques, sa profession perdue. Davaa, lui, n'est « que » maire de son village, pendant que sa femme Enebiš travaille à mi-temps à la maternelle et s'occupe de la vente des produits des bêtes qu'elle reçoit en provenance de sa famille.

En conservant ces postes de fonction publique même à mi-temps, les femmes maintiennent la cohésion sociale locale. Car s'investir dans une école maternelle comme Enebiš le fait, c'est favoriser la rencontre des jeunes adultes autour de ce service collectif, c'est aussi *« apprendre aux enfants à vivre ensemble sans se battre, en se respectant, et ça, je l'explique bien aux parents,*

parce qu'après, ça permet une meilleure scolarisation en primaire... » (séjour du 8 mai au 2 juin 2001). Elle a aussi mis en place un système de cantine, en faisant payer les familles au prorata de leurs revenus. « *Il y a des familles très pauvres... J'ai alors proposé de gérer les achats tous ensemble. Les autres familles sont d'accord. Et puis de toutes façons, j'ai remarqué que même les familles pauvres tiennent à payer dès qu'elles le peuvent... En fait, elles participent en donnant de la viande, du lait. C'est aussi essentiel et ça rééquilibre !* » Les femmes continuent donc d'exercer des activités professionnelles qui ne leur apportent pas de richesse mais qui entretiennent néanmoins la paix sociale. En fait, le nouveau système s'appuie sur elles pour amortir la violence de son impact sur la population.

Enfin, une troisième activité que nous avons déjà pu percevoir, est celle de la marchandisation de la production familiale accompagnée du travail gratuit des femmes. Celle-ci est difficilement perceptible par les experts puisqu'il s'agit d'un travail non-rémunéré, issu le plus souvent de l'élevage, mais comprenant aussi la prise en charge des personnes dépendantes, des petits travaux de couture plus ou moins vendus, etc. « Les pressions économiques sont ressenties plus fortement par les personnes qui travaillent dans le cadre du foyer sans être rémunérées. À mesure que l'emploi dans le secteur structuré baisse et qu'il augmente dans les secteurs non structurés et à domicile, la charge de travail des femmes et leurs heures de travail augmentent. [...] Par exemple, [elles] consacrent 31,8 heures par semaine en moyenne à des activités non économiques, contre 17,5 heures pour les hommes » (Comité CEDEF, 2007, p.43). Ici, l'emploi du terme « main d'œuvre », et non pas « population active », montre bien la difficulté de catégoriser cette population en âge de travailler, mais qui, en période de crise, se débrouille pour survivre et s'inscrit dans différents réseaux : déclarés, non-déclarés, marchands et même non marchands, comme les femmes.

2-Le genre de la pauvreté

Ecartées des sources de richesses, elles sont même écartées d'un revenu de survie « à cause de plusieurs facteurs [...] identifiés : le départ à la retraite imposé, la crise économique et le besoin de se recycler, une hiérarchie tyrannique dans le précédent emploi, le fait d'être une femme (et d'avoir été discriminée) » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.10). M. Maruani montre la difficulté d'établir un taux de chômage des femmes en France, quand celles-ci peuvent aussi connaître une situation de sous-emploi. C'est également le cas en Mongolie, où des chiffres sont produits et largement médiatisés quand ils montrent une baisse, mais se contredisent selon

les sources⁹⁸. En l'absence d'une administration expérimentée pour la prise en charge des personnes à la recherche d'un emploi, et surtout en l'absence d'une allocation chômage qui exigerait un suivi attentif des allocataires (les fonctionnaires n'ayant reçu qu'un pécule au départ de leur poste), on peut comprendre que les statistiques nationales soient peu fiables. Le statut de « femme au foyer » ne semble pas exister, ce qui en soi est une caractéristique intéressante du pays. Mais il en existe un autre, celui « d'éleveur / éleveuse » (малчйн – *malčijn*), facilement utilisable pour éviter de se déclarer sans activité salariée lors d'enquêtes qualitatives. Car une part majeure de la population conserve du bétail, y compris dans la capitale (qu'elle va faire paître alentour), sans qu'aucune statistique ne l'évalue à notre connaissance⁹⁹.

Malgré ces difficultés d'évaluation, le Comité CEDEF est affirmatif sur un point : « le taux de chômage des femmes est resté constamment supérieur à celui des hommes durant toute la période de transition [...]. En 1998, ils comptabilisent 5,2% de chômage pour les hommes et 6,4% pour les femmes » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.13), ce qui semble largement sous-estimé. Dans les campagnes, le chômage provient du démantèlement des coopératives (*negdel*). « Cette perte a provoqué du chômage, de la pauvreté... C'est, à mes yeux, le principal souci pour le village » (Saintujaa, 26 avril 1999). Et le Comité CEDEF cite une enquête menée par le Centre National contre la Violence, auprès de femmes sans emploi, et révèle que 33,1% des enquêtées déclaraient ne pas avoir été capables (*were not able*) de trouver un emploi. On note ici d'une part l'évaluation à plus du tiers des personnes qui estiment ne pas avoir une activité professionnelle régulière, et d'autre part, un changement de ton. Celles-ci se sentent coupables, individuellement. Il appartient désormais à chacun, et chacune, de se débrouiller.

Le rôle de l'Etat

Pourtant, l'Etat détient une responsabilité non négligeable dans le non accès des femmes à l'emploi. Et ceci n'est pas propre aux nouveaux gouvernements libéraux.

En fait, la crise économique et le fait qu'elle touche plus les femmes va révéler que « l'explication de l'invisibilité des femmes dans le champ politique et social [...] résidait pour une bonne part dans la spécificité de l'articulation entre public et privé – le “socialisme réel” tendant à valoriser tout ce qui avait trait au privé » (Heinen J., 1995-96, p.121). L'économie socialiste a mobilisé massivement les femmes et produit une valorisation symbolique de cet engagement

⁹⁸ Par exemple, dans un même rapport, le Comité CEDEF relate p.37 le taux de chômage national, évalué par le gouvernement à 9,9% pour les femmes en 1994 et estimé en baisse régulière jusqu'en 2004, à 3,9% pour les femmes et 3,3% pour les hommes. Tandis que p.34, le PNUD estime que plus d'un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2007). Il semble qu'ici le Comité CEDEF ne critique pas frontalement les chiffres gouvernementaux, s'inscrivant plutôt dans une stratégie de dialogue.

⁹⁹ On connaît bien sûr le total du cheptel national (qui oscille autour de 28 millions de têtes), mais les distinctions entre rural et urbain, éleveur/éleveuses, chômeur/chômeuse, de même que l'évaluation des activités « informelles » sont difficiles. Nous y reviendrons dans le chapitre sur genre et nomadisme.

laborieux par une iconographie « toute soviétique » présentant des personnages monumentaux de femmes au travail. Mais « le régime n'a pourtant pas redéfini leur rapport et leurs responsabilités vis-à-vis de leur famille. Les salariées avaient une réelle double charge : celle de participer au développement économique socialiste, mais aussi celle de rester les épouses et mères chargées des travaux domestiques. Et lors de la crise économique engendrée par la libéralisation, les femmes ont été les premières victimes des licenciements massifs, sans que cela n'apparaisse vraiment comme un problème d'ordre public. Certains gouvernements sont même allés jusqu'à des propositions explicites de les renvoyer dans leurs foyers » (Heinen J., 1998, p.247).

Les organisations internationales qui développent des programmes « *gender oriented* » en Mongolie font la même analyse. Le PNUD, dans la plupart de ses rapports destinés à l'information interne, commence son propos par ce paragraphe: « la redéfinition des rôles apparaît comme ayant lieu beaucoup plus entre l'Etat et les femmes qu'entre les hommes et les femmes. L'accent était placé sur une approche visant à la protection et l'efficacité [...] sans interpellier directement les multiples charges des femmes » (PNUD, 1999). Amarsanaa le reconnaît: « *Il n'y avait pas de mouvement de revendication par rapport à la charge domestique. Je me rappelle qu'une fois, un groupe de femmes scientifiques a proposé d'importer des appareils ménagers pour aider les femmes, mais rien n'était dit sur le partage des tâches avec les hommes* » (6 mai 1999).

Et si durant les années 1990, les militants démocrates envisageaient des réformes aux grandes ambitions idéologiques, transformant radicalement les modes de faire politiques et économiques, la gestion de la crise économique révèle une tenace continuité dans la conception des rapports sociaux de sexe, du moins pour la grande majorité des hommes. Amarsanaa raconte encore : « *En 1997, je me rappelle aussi d'un mini-scandale repéré par des femmes de LEOC : une petite entreprise avait été créée dans un village, tous les emplois avaient été donnés aux hommes, on n'avait même pas pensé que les femmes pouvaient être intéressées...* » (6 mai 1999).

En fait, le nouveau régime « démocratique » n'est non seulement pas intéressé par le chômage et la pauvreté des femmes, mais de plus, il va re-produire une conception patriarcale de la division genrée du travail en fixant dans ses nouveaux textes de code du travail des discriminations sexistes. D'après un des rapports du PNUD cité par le Comité CEDEF, il existerait une liste de professions interdites aux femmes : « sauveteur en montagne (en 24 mois de séjour en Mongolie, je n'en avais jamais entendu parler), pompier, ingénieur en mécanique, fabriquer et/ou détruire des briques (très curieux puisque les femmes sont présentes sur tous les chantiers), tuer des animaux, tamponner des lettres (!) et mécanicien » (Comité CEDEF, mars 2000). On peut s'étonner du contenu de cette liste qui paraît quelque peu farfelu. Si trois de ces

professions semblent marquer un interdit plus d'exemple que de réalité sociale, deux activités sont cependant effectivement importantes en Mongolie : abattre du bétail et réparer les véhicules. Cette interdiction formelle pour les femmes s'appuie sur la division genrée du travail en culture patriarcale nomade, nous y reviendrons dans le cinquième chapitre.

Par delà ces interdictions, un arsenal législatif construit sur l'argument de la maternité constitue un véritable obstacle à l'emploi pour les femmes, et par extension, à l'espace politique. Même si dans les pratiques, les mères ont des activités sociales les menant hors du foyer (emploi salarié, activités militantes, études à l'étranger), les représentations sociales construisent une image de la mère contrainte spatialement, l'enfermant au sein du foyer et lui attribuant une charge mentale. Gerlee, interprète pour une antenne du PNUD dans l'est du pays (région de Dornod), spécialisée dans la protection de l'environnement témoigne en 1999 : récemment, un poste s'est libéré et sept candidats hommes pour deux femmes se sont présentés. Le recrutement s'est effectué sur la base d'un test de logique, puis par des discussions avec les dirigeants de l'équipe : un Américain et des cadres mongols (Gerlee faisait la traduction). Il s'est avéré que le meilleur candidat était une des deux femmes. L'équipe, exclusivement masculine, a pourtant décidé de ne pas la recruter. « *Il faut aller à la campagne et elle a un bébé, ils ont décidé de prendre un homme. Alors qu'elle s'était présentée en sachant qu'il y avait des déplacements, qu'elle a bien précisé que ça lui plaisait, que sa mère pouvait s'occuper de l'enfant !* » (19 avril 1999).

En 1996, le jeune gouvernement démocrate reconduit également une législation du travail fondée sur la « protection des femmes », principal obstacle à l'égalité dans le travail. L'article 102 de la Législation sur l'emploi interdit aux femmes enceintes, mères d'enfants âgés de moins de 8 ans et mère de familles de plus de quatre enfants, de faire des heures supplémentaires et d'être missionnées pour des voyages professionnels. « Ceci prive les femmes d'emplois et d'opportunités d'avancement, et attribue officiellement aux seules femmes la responsabilité de l'éducation des enfants » (Comité CEDEF, mars 2000, p.15). Dans la réalité, la législation pour l'emploi n'est que peu suivie en cette période d'adaptation libérale et aucun organe judiciaire n'est véritablement efficace pour pénaliser toute atteinte à la loi du travail (en dehors des affaires portées au pénal). Cette loi reste donc de fait symbolique et d'autant plus hypocrite que c'est justement lorsqu'une femme a la charge d'une famille nombreuse qu'elle a besoin de travailler.

Et ce dont se plaignent le plus les femmes, c'est la législation concernant le départ à la retraite « obligatoire », dès l'âge de 55 ans pour les mères de quatre enfants et plus, alors qu'il est de 60 ans pour les hommes. Les femmes l'ont clairement identifié comme un moyen déguisé de licencier les femmes plus tôt et ceci n'est pas sans impact sur la population. Ojuun, membre d'une association de femmes à Holonbuir, dans la Région de Dornod, est la fonctionnaire du

village chargée du versement des allocations familiales. Elle compte par exemple 175 retraités dans le village, elle estime que « 80% d'entre eux sont des femmes plus ou moins âgées, "précipitées dans une retraite forcée". Une pension complète est de 12 000 T pour un mois, c'est pour celles qui ont travaillé 20 ans pour le gouvernement ou ont eu quatre enfants. Celles qui ont travaillé moins longtemps ont 6 000 T par mois. Et ce n'est pas suffisant pour vivre. C'est le strict minimum pour nourrir une seule personne... Si la famille est grande, cela n'est pas suffisant » (24 avril 1999). Une miche de pain vaut par exemple 300T en 2000, la demi pension ne permet même pas d'en acheter une par jour. Car l'inflation galopante lors de la crise de 1993-1995 a touché de plein fouet toutes les transactions financières, allocations diverses comprises. Les personnes dépendantes de l'Etat se trouvent donc dans une situation matérielle critique car les reports sur les solidarités familiales sont d'autant plus difficiles. Le Comité CEDEF estime que 20 000 femmes qui avaient une activité ont été projetées dans la pauvreté. « Cette clause discrimine les femmes sur la base de leur âge et de leur rôle reproductif. Elle restreint les droits économiques, sociaux et politiques des femmes et renforce l'attitude traditionaliste qui les considère comme faibles et à protéger » (1999).

On éloigne donc les femmes des sources de revenus, mais paradoxalement, la « tradition » (reconstruite à chaque bouleversement social) attribuée aux femmes la responsabilité de la charge familiale, y compris matérielle. Gerelsuren, présidente de la Fédération des Femmes Mongoles, ex-organe féminin du Parti, questionnée à propos des qualités des femmes mongoles, explique : « Les femmes mongoles sont très patientes, c'est très important. Et elles ont la responsabilité de la famille, à la maison et c'est une bonne qualité. Il y a même un proverbe : "Toute la famille dépend de la femme" (« *Ailiin nuur tsarai ezegteïn ajilcag ecekebec khamaardag* ») (14 janvier 1999). Ici, on constate que les analyses féministes de M. Guilbert et C. Baudelot par exemple qui montrent qu'on reconnaît plus volontiers les qualités « naturelles » des femmes que leurs qualifications, sont aussi valables pour la Mongolie. N. Yuval-Davis dit que ces personnes à charge des femmes sont « des individus pre-sociaux comme les enfants », ou des « individus intermédiaires, comme les vieillards ou les handicapés » (1997, p.6), établissant comme un continuum avec la « naturalisation » de la classe des femmes. Ceci est le premier outil de leur assignation au domestique et se répercute sur l'emploi et ses inégalités.

Extrême pauvreté

De fait, une extrême pauvreté a émergé (inexistante durant le soviétisme), composée de la population dépendante du système des prestations sociales, estimée par le gouvernement à 13% en 1995, sans préciser ni le sexe, ni l'âge de ces allocataires. Ces personnes âgées, malades, handicapées ou tout simplement mères de familles nombreuses sont confrontées à une double évolution : d'une part le non réajustement des montants des allocations selon l'index de l'inflation

(il est estimé en 1996 que les prix ont été multipliés par 47, les revenus des fonctionnaires par 18, les pensions par 13 - Gouvernement Mongol, 21-22 février 1996) et d'autre part, la disparition de certaines prestations, due au démantèlement de ces services sociaux d'aides et à la totale désorganisation du système fiscal national.

En 1995, le gouvernement compte qu'une personne qui travaille soutient quatre personnes ne travaillant pas. Entre un quart et un tiers de la population vivrait sous « le » seuil de pauvreté, seuil qui, on s'en doute, varie selon les estimations¹⁰⁰. Cette extrême pauvreté est visible dans l'espace public. Il s'agit de personnes en guenilles dont on sait qu'elles vivent l'hiver dans des niches souterraines le long des canalisations d'eau chaude de la ville. Des hommes trient les ordures désormais déposées aux coins des immeubles et non plus ramassées, des enfants mendient et des femmes se prostituent dans le square adjacent à la place centrale. Et cette situation n'est pas égale du point de vue du genre : « Pour les mères seules, il n'y a pas d'allocation prévue¹⁰¹ » (Ojuun, 24 avril 1999). Et « 10% de personnes [extrêmement pauvres] sont composés essentiellement d'enfants vivant en familles nombreuses dont le seul parent est une femme » (Algae S., 2005, p.3), ce qui était déjà estimé en 1996 par le gouvernement (Comité CEDEF, 1999). Comme pour le reste du monde, bien que finalement moins visible dans l'espace public (sauf prostitution), les femmes sont les plus touchées par cette pauvreté et extrême pauvreté¹⁰² qui touche aussi les enfants et personnes dépendantes vivant avec elles...

Elles sont plus pauvres que les hommes parce que la libéralisation de l'économie a aussi provoqué une augmentation des séparations et divorces, et ces mères assument seules la charge de leurs enfants. Le divorce est légal en Mongolie et largement pratiqué, avec des témoignages datant du Moyen Age puis du XIXe siècle. La femme divorcée et ses enfants retournent chez ses parents (Aubin F., 1990), et récupère son « *ömc* » (Aubin F., 1975, p.548), mot utilisé pour l'époux autant que pour la mariée signifiant le bétail apporté lors du mariage. Le régime soviétique érige ensuite des codes de la famille, et légifère sur la pension paternelle¹⁰³ (Aubin F., 1975, p.571).

¹⁰⁰ La démographe mongole Solongo estime qu'un tiers de la population de la capitale vit en dessous d'un seuil de pauvreté fixé à 25 300T par mois (soit à peu près 25US\$). 10% de ces personnes seraient « très pauvres », c'est-à-dire bénéficiant de moins de 60% du seuil minimum fixé » (2005, p.3).

¹⁰¹ sauf si le père décédé était fonctionnaire : les enfants âgés de moins de 16 ans ont alors une allocation de 12000 T si le père a travaillé au minimum 20 ans, la moitié s'il a travaillé moins.

¹⁰² Notons une catégorie de femmes spécifiques et particulièrement touchées par la crise : les femmes handicapées. L'Association des femmes handicapées estime que 60% des handicapés en Mongolie sont des femmes et qu'elles ne trouvent pas d'emploi car les entreprises préfèrent payer la petite amende gouvernementale plutôt que de les embaucher. 85% du total des handicapés seraient illettrés, privés d'une scolarisation adaptée à leur handicap. Les autres 15% seraient à peine du niveau primaire. Elles relatent des vies de jeunes femmes sourdes et muettes qui ne connaissent pas le langage des signes et qui vivent recluses après avoir été violées par des membres de leur entourage (Comité CEDEF, 2000). Mais nous ne bénéficions pas d'études portant sur l'époque soviétique, ce qui ne nous permet pas de comparer la situation de cette catégorie sociale avec la récente libéralisation...

¹⁰³ Celui de 1956 déclare l'« obligation, sanctionnée pénalement, de subvenir aux besoins des enfants mineurs et de leur donner une éducation socialiste. » Le divorce est réglementé : Art. 18 « le quota de la pension due à l'enfant est fixé par la loi: 25% du revenu mensuel pour un enfant, 35% pour deux, 50% pour trois et plus. »

N. Tungalag, conseillère juridique du ministère de la Justice et travaillant étroitement avec l'Association des Femmes Juristes, explique qu'une nouvelle loi sur la famille a été votée en 1993, clarifiant la division des nouveaux biens privés, avec une protection prévue pour les mères qui conservent la charge des enfants. Ces femmes seules ne sont pas forcément dans la grande misère. Par exemple, dans le village d'Erdene, dans la province de Dornogov (sud-Gobi), Baatar est maire du village. Elle compte 39 « femmes seules » dans le *Sum*, celles qui ne se sont jamais mariées et qui ont des enfants portant leur nom, les femmes divorcées et les veuves (elle en compte « cinq ou six »). Mais elle ne les catégorise pas comme femmes pauvres, « elles ont toutes du bétail ». Par contre, elle identifie « quatre ou cinq familles pauvres », ce sont des « familles », avec les deux parents et même des grands-parents avec eux. « Il y a aussi un homme seul, veuf avec des jeunes enfants, depuis trois ans » (Baatar, 13 février 1999).

Mais dans l'ensemble, la pauvreté des femmes seules est affirmée. Le Comité CEDEF déclare que, même si elles restent propriétaires de leur troupeau, les femmes obtiennent moins de biens au moment du divorce que les hommes. En fait, N. Tungalag estime que ce type de situations juridiques est encore mal encadré. Pour preuve : les services statistiques gouvernementaux exposent deux tableaux surprenants, sans explication aucune. L'un montre une chute de plus de la moitié du nombre de femmes « recevant une pension alimentaire de la part de leur ex-conjoint », passant d'un total de 7784 en 1993 à seulement 3025 en 1998 (1999, p.58), alors qu'un autre montre que le nombre de femmes « chef de famille » passe de 37813 en 1993 à 54 530 en 1998 (p.59) et 11329 de ces femmes ont six enfants et plus (p.60).

« Le nombre de femmes chefs de ménage [...] a atteint 65 700 à la fin de 2004, il a augmenté 16,3 fois depuis 2000 » (Comité CEDEF, 2007, p.35). Les femmes les plus pauvres seraient dans les centres des *Aimag*, mais surtout à Oulan-Bator, Erdenet et Darkhan (Sarantujaa, 04 avril 2000). Ces femmes seules « étaient les principales sources de revenu du foyer, phénomène récent apparu après 1990. Ceci place des charges considérables sur les femmes, connaissant le rôle pivot dans le travail productif non payé au sein du foyer et le travail productif payé dans la sphère publique » (Amgalan T., 2000). Localement, les militantes associatives sont au plus près de ces problèmes. La plupart d'entre elles, questionnées à propos des plus graves difficultés de la population rencontrées sur leurs villages, évoque la pauvreté des femmes seules chefs de famille. Par exemple, pour une ville de 85 720 habitants comme Hovd en 2001, Ojuunceceg, militante de LEOC, estime qu'il y aurait à peu près 1100 « femmes seules » (10 mai 2001). Elles seraient dans une grande précarité, et elle les classe en trois catégories : les retraitées, les femmes en congé maternité et les femmes au chômage.

La libéralisation de l'économie a donc provoqué une paupérisation de la classe des femmes, mais pas seulement. Elle a aussi provoqué un accroissement de leur « charge mentale » et de leur charge de travail gratuit. On comprend qu'elles n'aient plus le temps, la disposition mentale et l'énergie physique de s'investir - « se battre »- en politique.

Par ailleurs, nous ne voulons pas ici tomber dans le poncif qui consiste à ne concevoir la violence que comme production des catégories sociales les plus pauvres. Mais *a contrario*, nous ne pouvons ignorer un des impacts sociaux de la paupérisation : une augmentation manifeste des pratiques de violences physiques, comme symptôme de la violence économique. L'État mongol s'en inquiète, mais semble totalement dépassé. En février 2001, un jeune homme est suspecté d'avoir tué cinq membres de sa famille, par coups et égorgement, pour de l'argent... (*UB Post*, 1^{er} février 2001). En mai 2000, un certain Dr Muhar titre son article : « Une tragédie sociale ». Le recensement de 1999 révèle certaines nouvelles tendances comportementales, et deux nouvelles sortes de décès, les suicides et les meurtres. En 1998, sur 14 573 décès, 1 441 étaient des meurtres [soit presque 10%...], 582 étaient des suicides [soit 4%]. Durant les 8 premiers mois de 1999, 13,8% des décès étaient des suicides et le nombre des meurtres a été multiplié par 13 en 10 ans (*UB Post*, 04 mai 2000).

Ce « mal-être social » est relevé par la plupart des associations de femmes, comme le Comité CEDEF qui souligne une augmentation imbriquée de la criminalité, de l'alcoolisme, de la maladie mentale et de la violence résultant directement de « l'effondrement du système de sécurité sociale égalitaire antérieur » (2007, p.33). Aucune étude ne le démontre encore en Mongolie, mais on sait de façon universelle que les victimes sont très majoritairement des femmes quand les agresseurs sont les hommes. Ceci, de notre point de vue, est très important. Le renforcement du sentiment d'insécurité constitue un obstacle supplémentaire à toute velléité participative au politique.

3-Le libéralisme et le corps des femmes

La prostitution

Enfin, la projection des femmes dans la pauvreté oblige certaines à se prostituer. Bien qu'aucune étude fiable ne puisse permettre de quantifier précisément la pratique, l'ensemble des associations de femmes s'accorde à déclarer que cette émergence du « *commercial sex work*¹⁰⁴ [est]

¹⁰⁴ Ici, par l'emploi du terme *sex worker* en anglais, on perçoit l'influence directe des conceptions diffusées par les organismes internationaux. La prostitution est considérée comme une « profession », alors qu'en mongol, l'expression n'existe pas. Les Mongol-e-s appellent une prostituée « янхан » (janhan), traduisible exactement par « prostituée » en anglais – *prostitute*, ou

l'une des conséquences négatives du changement politique et socio-économique qui a été opéré en Mongolie depuis 1990 » (CIRF, 2000a, p.3). Elle se pratique dans la capitale mais aussi en province, comme à Hovd où Ojuunceg admet qu'elle en a entendu parler, « *des femmes jeunes, et seules...* », sans pouvoir dire combien (10 mai 2001). Et surtout, elle touche aussi des mineures, plusieurs centaines selon les associations de femmes. Elles consomment de la drogue et n'utilisent pas forcément le préservatif. L'enquête qualitative, bien plus que de se centrer sur l'aspect économique de la prostitution, révèle une dimension du genre que le gouvernement n'avait pas voulu percevoir : une oppression des femmes par la sexualité. Le CIRF s'attarde longuement sur la situation de fragilité psychologique et sociale de ces jeunes femmes, rejetées socialement, isolées et à la merci des souteneurs. Les enquêtrices incriminent alors les hommes, « tous » les hommes. « L'âge des clients va de 13 à 65 ans. Il y a aussi les étrangers. Des garçons de 13-14 ans payent une fille pour avoir leur première expérience sexuelle et de l'avis de toutes, ces jeunes sont agressifs et dominateurs. » Elles expliquent que la moitié de leurs revenus revient « aux souteneurs, ce qui inclut les policiers, des mineurs plus âgés sans domicile fixe ou des adultes qui travaillent » (CIRF, 2000a, p.17). Cette nouvelle pratique a mis un certain temps avant de préoccuper véritablement les pouvoirs publics. La Loi de Lutte contre la débauche du 22 juin 1998 interdit la prostitution et criminalise les prostituées. Le Comité CEDEF réagit : « La Loi [...] ne contient rien concernant des sanctions légales à l'encontre des clients, rien n'est mentionné concernant les souteneurs, ce qui renforce l'attitude sociale qui consiste à blâmer seulement les femmes » (Comité CEDEF, mars 2000, p.10). Bien sûr, il existe aussi de la prostitution masculine. Mais se révèle ici une oppression d'une partie de la classe des femmes, la plus fragile, par les hommes, qui en tirent plaisirs et profits.

A cette prostitution ostentatoire s'ajoute une généralisation de soupçon de relations mercantiles. On entend aujourd'hui parfois : « une telle est avec lui car il est riche », ce qui ne semblait pas exister avant la Perestroïka. La prostitution est absente des rapports gouvernementaux soviétiques, existait-elle cependant ? « *On m'a dit que oui, mais ce n'était pas si répandu. Je pense que c'était très peu, pas à l'échelle d'un problème social. C'était peut-être sous une forme cachée, personne n'était dans la rue, peut-être à travers des réseaux très spécifiques.* » Et se mariait-on avec un homme parce qu'il était riche ? « *Non, fondamentalement, non. Le niveau de vie de la population était pour tout le monde le même. L'argent n'était pas si important. Il n'y avait pas un tel contraste de classes. Il y avait des différences, mais pas comme à l'heure actuelle. Je ne pense même pas qu'il y ait eu des hommes qui entretiennent des maîtresses, je veux dire, il y avait des histoires d'amants, mais pas "financières"* » (Amarsanaa, 10 juin 1999).

« биеэ үнэлэгч » (*bije ünelegč* : monnayer, tirer de la valeur de son corps), le suffixe « ч » (č) caractérisant un état d'être : le médecin « эмч » (*emč*) mais aussi l'alcoolique « архичин » (*arhičhin*)... Il n'y a donc pas la notion de « travail ».

C'est bien une financiarisation de l'ensemble des pratiques sociales qui semble s'être mise en place avec la libéralisation économique. Et les femmes sont dépossédées de l'accès « gagnant » à l'argent, beaucoup d'entre elles ne peuvent que survivre, ce qui instaure une construction du genre qui touche l'ensemble de la classe des femmes. Chaque femme peut dorénavant potentiellement être une victime des hommes, et devenir une prostituée pour subvenir à l'éducation de ses enfants, acheter des médicaments pour ses parents. Et chaque homme peut potentiellement être celui qui frappe, et/ou qui s'offre cette femme, et il sait que ce sont d'autres hommes qui contrôlent cette situation. Ceci est nouveau en Mongolie post-soviétique et installe un cadre très défavorable à la constitution du sujet femme en sujet politique...

Les femmes et leur santé

« Une vie pour mourir, un corps pour souffrir, c'est pareil pour tous! » déclare Cinggis Khan (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.150). Cette déclaration égalitaire de la part de l'Empereur ne correspond pas à la réalité de la période de Transition. Car les femmes « souffrent » plus que les hommes, problème bien spécifique de la santé reproductive. Et nous pensons que cette souffrance des corps a un large impact, bien qu'indirect, sur la classe des femmes et donc sur leur accès au pouvoir.

Les pays soviétiques sont connus pour avoir eu pendant la seconde moitié du XXe siècle un système de soins accessibles à l'ensemble de la population, y compris rurale. Il était non seulement performant du point de vue médical, mais aussi gratuit¹⁰⁵. Un journaliste mongol, ne cachant pas sa nostalgie du soviétisme, informe qu'« en 1920, le total de la population s'élevait à 542 000. [...] En 70 ans, la population a quadruplé, l'espérance de vie a été multipliée par 2.5, et la mortalité infantile et maternelle a été divisée par 10 » (*UB Post*, 04 mai 2000).

En 2007, « L'espérance de vie a atteint 63,5 ans, 66,7 ans pour les femmes et 60,8 ans pour les hommes¹⁰⁶ » (Comité CEDEF, 2007, p.26). Puisque la Banque mondiale signale qu'elle était de 58 ans en 1980¹⁰⁷, on pourrait supposer que l'état sanitaire du pays a continué à s'améliorer pendant la période démocratique, prolongée par la privatisation des soins. On s'en doute, ce n'est pas le cas. Dorénavant, d'une part la population doit payer pour ses soins¹⁰⁸ et les

¹⁰⁵ Ce qui surprenait les étrangers, comme en témoigne par exemple en 1983 la féministe noire-américaine Audre Lorde en visite en Russie (2003, p.11).

¹⁰⁶ On peut ici y voir une égalité inverse de celle que nous critiquons. Les hommes meurent plus tôt que les femmes, ils « souffriraient » donc plus. Mais les causes de mortalité des hommes sont – en dehors de la maladie qui touche de la même façon les femmes- l'alcool et les comportements à risque. Même si ceux-ci sont constitutifs de la virilité et donc du genre, les femmes ne peuvent pas « éviter » d'accoucher (à moins de drastiquement réduire le nombre de grossesses, ce qu'elles vont d'ailleurs faire), alors qu'il semble plus simple de réduire sa consommation d'alcool... Cette question de l'impact du genre sur la santé reste encore à approfondir...

¹⁰⁷ www.unesco.org/education/tlsf/TLSF/theme_c/mod13/www.worldbank.org/depweb/english/modules/social/life/datasia.htm

¹⁰⁸ On s'inquiète en particulier pour les étudiants et les éleveurs (*UB Post*, 12 janvier 1999) qui manipulent peu d'argent liquide.

hôpitaux et infirmeries doivent apprendre à se gérer comme une entreprise rentable¹⁰⁹. D'autre part, la qualité des soins a considérablement baissé, la formation des médecins n'étant même pas correctement assurée. D'une façon générale, le pays conservant sa volonté de maillage territorial, chaque village est supposé disposer de son médecin, accompagné de deux à trois infirmières. Mais les infirmeries sont vides, sans chauffage et l'ambulance est recyclée en taxi par exemple. On recule au maximum le moment d'une opération chirurgicale dont on dit qu'elle doit se faire à vif, pour « éviter que le chirurgien ne fasse n'importe quoi » (Mönhtuul, avril 1999).

Le corps médical et ses diagnostics étant peu considérés, l'enjeu pour les soins se trouve dans l'accès aux médicaments – russes, coréens et européens. Ils constituent un cadeau extrêmement apprécié. Localement, les associations de femmes jouent un rôle primordial, car elles assurent, pour une très large part, leur acheminement.

Nina par exemple, pédiatre de métier dans le village de Hovd, perd son poste en 1994, au moment de la privatisation du centre de soins. Entre 1999 et 2001, période de nos séjours chez elle, nous constatons que non seulement elle continue ses activités de diagnostic médical (soit qu'on lui amène des enfants chez elle, soit qu'on la fasse demander dans une yourte), mais aussi qu'elle est la personne centrale dans la fourniture de médicaments pour les enfants du village. Membre de l'association LEOC, elle reçoit, à sa demande, essentiellement des antibiotiques à large spectre (russes et allemands) pour les maladies infantiles, l'intégralité des vaccins, etc... Elle conserve dans un carton un stock de seringues stérilisées, du désinfectant, de la gaze, des bandages, etc. On vient lui donner de l'argent pour qu'elle achète un médicament, on vient lui en présenter un pour s'assurer qu'il est de bonne qualité, etc. En octobre 2000, elle circule entre les maisons et yourtes avec un carton neuf sous le bras. Une épidémie d'oreillons s'est abattue sur les enfants du village, elle a obtenu en quatre jours les antibiotiques en provenance de la capitale, mais pas d'anti-douleur. Elle utilise alors les « dolipranes » bien français, pilés et dosés pour les enfants.

Il semble bien encore que ce sont les femmes qui permettent la survie locale sous les coups de la libéralisation.

Une telle dégradation générale du système sanitaire entraîne deux impacts sociaux. Le premier concerne l'ensemble de la population, avec une progression des maladies dites « des pauvres », comme par exemple l'alcoolisme – l'alcool est aussi consommé pour réduire la douleur (Comité CEDEF, 1999, p.4) et les pathologies afférentes, cirrhose en particulier.

¹⁰⁹ « Les deux tiers des établissements de soins ont été privatisés » (Comité CEDEF, 2007, p.25), c'est-à-dire « les hôpitaux de campagne. [...] Une nouvelle forme de contrat a été mise en place [...] : gestion par des entités privées ou des individus, signé par le gouverneur des régions. Sur 133 hôpitaux à privatiser, le Ministère a reçu 143 propositions d'équipes de médecins. Ceux-ci ont à charge de fournir les équipements et les soins, mais peuvent louer des espaces des bâtiments, pour peu que la location ne gêne pas la mission de soin. [...] Le Ministère considère que les 37 structures qui sont privatisées à ce jour fonctionnent bien. » (B. Ooluun, Mongol Messenger, 24 février 1999) Rien n'est cependant dit sur les moyens de paiement des frais d'hospitalisation pour les patients, ni à combien s'élèvent ces frais...

Le deuxième impact concerne plus particulièrement les femmes et leur santé reproductive. En plus de l'angoisse créée par la précarité matérielle, tout spécialement ressentie à l'approche d'un accouchement, les femmes subissent la médiocrité de leur prise en charge médicale. Le gouvernement s'en affole, enfin, à partir de 1999, constatant l'envolée de la mortalité féminine lors des avortements et des accouchements.

L'avortement semble avoir toujours été légal en Mongolie, mais toujours en contradiction avec des autorités pro-natalistes. Le peuple mongol craint que son petit nombre ne soit une faiblesse face au « géant chinois ». Du temps du soviétisme, la maternité était fortement encouragée et, de toutes façons, « *à cette époque, tout allait bien, on avait tout, alors on ne faisait pas attention au nombre d'enfants* » explique cette mère de dix enfants (11 février 1999). La contraception et les avortements étaient très contrôlés (Neupert R. F., 1994, p.18), « *il était très difficile d'obtenir la permission d'avorter, d'avoir la signature de l'administration, passer devant un jury de docteurs, c'était trop dur...* » (Ojuun, 24 avril 1999). Ces jeunes femmes venaient de se marier et la virilocalité avait pour effet de les isoler de leurs réseaux sociaux initiaux, de les fragiliser dans leurs demandes éventuelles auprès des nouveaux notables auxquels elles devaient s'adresser. En ville, « *Les femmes qui allaient en Russie revenaient avec des stérilets, des diaphragmes et des spermicides, elles les revendaient, il y avait une sorte de contrebande !* » (Amarsanaa, 6 mai 1999).

En 1988, le gouvernement s'alarme de la persistance d'une mortalité infantile toujours élevée et reconnaît que la jeunesse de la population constitue une charge économique pour l'Etat. Des centres de planning familiaux sont développés et au premier trimestre 1989, les contrôles de l'avortement et de la contraception sont arrêtés. Mais le souci pro-nataliste persiste pour les gouvernements de la nouvelle démocratie, qui adopte en 1992 un programme quinquennal impulsé par le PNUD, appelé « *Projet pour la Santé des Enfants et des Mères* » et où l'on peut trouver quelques bonnes volontés de garantir « *une vie reproductive sans danger et planifiée* » tout en maintenant le « *taux de croissance naturel* » (Neupert R. F., 1994, p.21).

Mais s'en tenir à ce constat d'accès légal à la maîtrise de la fécondité, ce que font pourtant la plupart des observateurs, c'est évacuer un pan entier de la réalité des femmes qui ont recours à l'avortement. Il est pratiqué dans des conditions de prise en charge plus qu'humiliantes et à vif¹¹⁰. En témoignera une de mes amies : les femmes sont reçues dans les centres de soins de quartier, sans examen gynécologique préalable, dans une grande pièce réservée à cet effet. Assises sur un banc « *contre le mur* », elles passent les unes après les autres derrière un rideau blanc. On leur demande de ne pas crier, pour ne pas effrayer celles qui attendent. Prévoyantes, elles sont venues

¹¹⁰ Ce qui semble aussi être le cas en Chine pour les femmes qui ne se procurent pas un anesthésiant (Jing-Bao N., 2005)

avec des bandages et du coton, qu'on leur place entre les jambes. Le curetage effectué, elles repartent comme elles sont venues. Sans suivi médical.

En plus des souffrances administrées à ces corps de femmes, les conditions d'hygiène médicale ne sont pas remplies. Et les conséquences sont radicales. En 2000, le gouvernement compte 850 décès survenus à la suite d'avortements pourtant pratiqués en centre de soins (Comité CEDEF, 2000, p.30). Le Comité CEDEF signale aussi une baisse du taux global d'avortements, avec 262 avortements pour 1 000 naissances en 2000, sans qu'aucune étude ne propose d'explication. Il se pourrait que la peur fasse partie des causes de ce recul, puisque ces chiffres sont médiatisés et repris par certains centres de planning familiaux en lutte contre l'avortement. Par exemple, une affiche posée dans la salle d'attente du centre pour le planning familial de Holonbujir (province de Dornod) « informe » que 3 millions de femmes par an avorteraient dans le monde et que « 100 000 » en mourraient (Mandahcaihan, 20 avril 1999).

Et si les femmes mongoles se trouvent en danger quand elles ont recours à un avortement, elles le sont aussi lorsqu'elles accouchent. Depuis la démocratisation, le pays s'émeut de son taux de mortalité maternelle, qui a atteint un pic en 1993 avec 241 décès pour 100 000 naissances vivantes¹¹¹. Ce taux diminue ensuite mais atteint toujours 98,8 en 2004 (Comité CEDEF, 2007, p.27). Surtout, il a sensiblement remonté entre 1997 et 2001, trois années de « crise dans la crise ». On ne peut qu'établir alors un lien direct entre la santé, la vie des femmes et la situation économique du pays...

En 2001 à Oulan-Bator, mon amie enceinte part en quête d'un échographe en état de marche pour réaliser la seule et unique échographie de toute sa grossesse. Elle a fini par en trouver un dans une clinique privée, mais l'acte était tellement cher en proportion de ses revenus qu'elle a dû venir demander à son amie française « une participation financière à mon "travail de reproduction", c'est bien comme ça que tu m'as dis, non ? ».

Les associations de femmes précisent que le démantèlement des services publics touche en particulier les campagnes : « 69,6 % des décès s'y sont produits, à une distance moyenne de 61,8 km de l'hôpital le plus proche » (Comité CEDEF, 2007, p.29)¹¹².

Un dernier souci, corrélé à la santé maternelle, reste celui de la santé infantile. Or, curieusement, le taux de mortalité infantile ne cesse de baisser. R. Neupert note qu'il passe de

¹¹¹ il est estimé pour la décennie 1990 que le taux en France oscille autour de 10 pour 100 000, il a été de 7,5 femmes pour 100.000 naissances vivantes en 2001-2006 (*Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 19 janvier 2010/n°02-03).

¹¹² Une femme nomade du sud du pays, désert de Gobi, raconte qu'à trois reprises durant le début des années 1990, ses filles n'ont pas eu le temps d'aller à la maternité et ont accouché sous la yourte, avec elle comme sage-femme. « C'est difficile d'aller à l'hôpital, c'est finalement plus dangereux que de rester au chaud ici. Ça nous a permis de pratiquer la tradition ! : nous avons gardé le placenta 3 jours sous le lit, puis ses cendres sont dispersées au vent » dit-elle avec le sourire (11 février 1999). En 1952, il était estimé que 41,6% des accouchements se faisaient à domicile. Dans les années 1960, il semble que ce soit « sorti des mœurs » (Aubin F., 1975).

71,9 pour 1 000 naissances vivantes entre 1969 et 1974 à 63,2 entre 1984 et 1989 (1994, p.19). Le gouvernement relève aussi la continuité de la diminution en 1995, avec 44,8 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes (juin 1996, p.6). Le seul service de soins dont semble pouvoir s'enorgueillir le pays reste le service spécialisé dans la prise en charge des grands prématurés. Un article titré « Les médecins font tous leurs efforts pour sauver les plus petits citoyens mongols » paraît dans plusieurs journaux en mai 1999. « L'unité, créée en 1988, accueille par an une moyenne de 300 bébés et obtient des résultats remarquables, “en dépit du manque d'équipements et de médicaments”, explique le Dr J. Dolgor. “Nous ne manquons pas de personnel. Mais le service n'a que trois couveuses qui datent des années 1950, et une très ancienne machine de radiologie, qui seraient considérées comme des pièces de musée dans les pays plus riches.” Le personnel bricole donc des couveuses, les infirmières placent des bouteilles d'eau chaude sous les cloches pour tenir les bébés au chaud. [...] Il faut souligner le fait que le nombre de naissances de bébés en sous-poids est en augmentation, ceci étant provoqué par la pauvreté, le stress, les mauvaises conditions de vie des mères... » (A. Delgermaa, *UB Post*, 11 mai 1999). En 2004, le taux de mortalité infantile a continué de baisser, n'atteignant plus que 29,1 pour 1 000 naissances vivantes (Comité CEDEF, 2007, p.32). Cette prise en charge des nourrissons ne peut être qu'appréciée, mais révèle que celle des mères n'est pas aussi effective.

De fait, il s'agit bien d'une politique étatique – relayée par l'ONU¹¹³ – de mettre en place tel ou tel système de soins, en particulier pour les femmes. D'autant que le personnel soignant n'a jamais bénéficié de la puissance symbolique connue en Europe. Salarié e s de l'Etat, le statut des médecins était comparable à celui des enseignants. Et par exemple, une responsable villageoise du planning familial explique qu'« *En matière d'influence sur les comportements individuels, le gouverneur garde la suprématie sur le médecin. Si une femme a déjà eu beaucoup d'enfants, elle va attendre avant de prendre rendez-vous à l'hôpital de l'Aimag pour la pose d'un stérilet. Alors que si c'est le gouverneur qui se déplace, elle ira tout de suite* » (20 avril 1999). La persistance des références symboliques de pouvoir socialiste font de l'Etat un acteur majeur dans les orientations de pratiques sexuelles, reproductives et sanitaires. Celui-ci, pourtant, ne joue plus son rôle de prise en charge et d'accompagnement des femmes et mères, tout en les assignant au privé et à la maternité. D'ailleurs, le Comité CEDEF le dénonce. « La politique de l'État [...] vise à promouvoir la croissance démographique, elle encourage en particulier des accouchements à des intervalles de deux ou trois ans pour les femmes âgées de 20 à 39 ans. [Alors qu'il serait urgent d'adopter plutôt] des mesures globales destinées à réduire les grossesses non désirées [...] La position pro-nataliste officielle est toujours de rigueur » (2007, p.27). Les femmes mongoles ont donc légalement le droit à la contraception et à l'avortement,

¹¹³ J. Falquet montre comment l'ONU « contrôle la fécondité des femmes » dans la plupart des pays dits « du Sud », même si pour l'Amérique Latine qu'elle cite en exemple, il s'agit plutôt d'une réduction de la natalité (2008, pp.112-116).

mais le manque d'accès aux médicaments et les conditions dans lesquelles sont perpétrés les avortements sont un déni indirect de ces droits. Ce choix politique d'administration « des corps » provoque, à notre sens, une maltraitance sociétale, encore plus marquée pour les femmes du fait de la maternité, alors que paradoxalement, les autorités publiques souhaitent l'encourager.

L'identité mongole se fonde, et se reconstruit aujourd'hui, sur la résistance à la douleur (au froid, aux blessures, etc.). Etre une « bonne mongole », c'est accepter cette souffrance, en plus, en tant que femme, dans son ventre. Il nous apparaît alors que cette souffrance infligée spécifiquement aux femmes, et l'angoisse de la mort qu'elle génère, est un outil majeur de l'oppression des femmes, de la même manière que la violence domestique, en re-construisant sûrement la notion de classe de sexe dominé. La mondialisation¹¹⁴, en provoquant la privatisation des systèmes de soins (entre autres) partout dans le monde, entretient donc la domination masculine non pas seulement symbolique, mais bien physique, corporelle. Et quand J. Falquet qualifie la violence domestique de « guerre de basse intensité » (1997), nous qualifions ces pratiques médicales de torture de basse intensité, faisant partie de la même stratégie de domination masculine (y compris perpétrée par des femmes)¹¹⁵. Ceci constitue une des dynamiques fondamentales d'empêchement de la construction des femmes en sujet politique, individuel et de classe, dynamique mise en place particulièrement par le système néo-libéral, puisque le social-communisme et les Etats-providence l'avaient réduit même s'ils avaient plus ou moins conservé le contrôle sur les corps des femmes. La contrainte sur cet espace « du corps » permet un écartement de l'espace du politique et du pouvoir¹¹⁶.

Les femmes ne restent pas « passives » et contrôlent néanmoins un minimum leur fécondité : en 1998, « 30% des femmes en âge de procréer aurait utilisé un contraceptif, y compris dans les campagnes » (Comité CEDEF, 1999), et les préservatifs se vendent dans tous les petits stands de rue.¹¹⁷ « A la fin des années 1980, on comptait entre 70 et 80 000 naissances par an. [En 1999], on n'en compte plus que 40 à 50 000 par an » (*UB Post*, 04 août 1999). Mais cette prise en main de leur corps et de leur avenir n'est pas suffisante pour acquérir l'égalité en politique.

¹¹⁴ Pour un historique et une définition de celle-ci, voir en particulier J. Falquet (2008), le premier chapitre intitulé « Points de repères pour l'analyse de la mondialisation néolibérale ». B. Hours et M. Selim, quant à eux, délimitent une période précise qui correspond mieux à notre objet : « La globalisation [...] débute après la chute du mur de Berlin suivie de l'effondrement de l'URSS. C'est aussi le commencement réel du troisième millénaire » (2010, p.7).

¹¹⁵ Une étude à l'échelle internationale (effectuée par l'Institut Guttmacher) montre que les conditions de pratique des avortements sont particulièrement difficiles en Afrique, les moins « médicalisées ». La presse n'évoque cependant pas la douleur (*Equilibre et population*, N°108, 2009/2, p. 4).

¹¹⁶ Il faudrait maintenant se nourrir des travaux de Michel Foucault, mais nous n'en prendrons pas le temps.

¹¹⁷ Mercredi 30 mai 2001 : une publicité pour le préservatif est diffusée à la télévision. On y voit un couple d'une vingtaine d'années entrer dans une pharmacie, arriver devant la pharmacienne, hésiter, pour finalement ne rien lui demander et se mettre sur le côté à l'arrivée d'un couple plus âgé. Et à la grande surprise du jeune couple, l'homme, d'une cinquantaine d'années, vient acheter, sans honte, accompagné de sa compagne, deux préservatifs. Les jeunes assistent à la scène et quand le couple s'en va, ils en achètent alors eux aussi, un chacun.

B- Capital économique et pouvoir

La libéralisation de l'économie a donc eu un impact aux multiples facettes sur la population en général, et sur la classe des femmes en particulier, en instaurant un cadre sociétal très inégalitaire, recréant leur paupérisation, leur assignation au privé, une contrainte à la maternité faite de douleur physique. Ceci compose l'aspect « indirect » de l'impact de cette libéralisation sur la participation des femmes au politique.

L'aspect le plus « direct » se révèle concrètement pour les femmes qui décident d'entrer dans l'espace politique. Car pour elles, le « *problème principal, c'est l'argent* ». La réussite financière - le capital économique, comme pour les hommes -, constitue un capital directement mobilisable et transformable. Certaines en possèdent, d'autres prévoient des stratégies, essentiellement basées sur le réseau. Mais la plupart d'entre elles abandonne. En fait, réussir dans les affaires, ce n'est pas seulement « pouvoir payer ». C'est surtout « réussir socialement » : une « brique » conséquente de la constitution du capital symbolique que peu de femmes possèdent.

1- Financement des campagnes

Le lien entre l'économie et le politique se révèle dans toute son ampleur en Mongolie lors des campagnes électorales, locales et parlementaires. Pour la simple raison que le financement des campagnes individuelles n'est assuré ni par les partis politiques ni par un budget étatique. Le seul article de loi électorale stipule, Art. 5, Alinéa 5 que « Les partis, coalitions, candidats indépendants doivent ouvrir un compte par lequel doivent transiter toutes les transactions et le déclarer au Comité Général des Elections. Il y a interdiction de contribution de la part des organisations et institutions gouvernementales, entreprises et personnes étrangères ou apatrides. » La participation financière du milieu des affaires est donc autorisée. De fait, elle est généralisée. Tout est donc permis, les liens avec le milieu de l'industrie et de la finance sont étroits...

Les partis politiques, quant à eux, ne doivent rendre des comptes au Comité Général des Elections que sur leurs dépenses, rien n'étant exigé concernant leurs recettes. Les candidates doivent subvenir au coût de leur campagne, mais ils/elles doivent aussi, une fois leur investiture acquise, financer la campagne de leur parti en payant une cotisation importante. Seuls ceux/celles qui y parviennent peuvent au final porter le nom du parti. Tungalag reconnaît au cours d'un entretien début avril 2000 (en début de campagne) : « *Le premier problème des femmes est le manque de confiance en elles-mêmes, le second est le manque d'argent. Les candidates doivent tout se payer, ce qui, pour la plupart, est impossible. Elles ne peuvent attendre aucun soutien du parti* » (6 avril 2000).

Badambaš explique qu'en 1996, les candidats investis par la Coalition démocratique devaient s'acquitter de la somme de 1 million de T (soit 20 fois un salaire moyen), somme ensuite répartie comme dépenses de campagne dans les circonscriptions prévues difficiles (30 mars 2000). En mai, il est désigné pour prendre en charge la campagne d'Amaržargal, du PND, alors Premier ministre. Il estime le budget nécessaire et officiel à 5 millions de T (12 mai 2000). Le PSD demande de son côté 3 millions de T à chaque candidat, afin de financer les déplacements des *leaders*, les cachets des artistes lors de concerts, les cérémonies diverses. Le *UB Post* révèle que la campagne électorale est une manne de revenu pour les stars, leurs cachets s'élevant à plus de 600 000T pour deux chansons (15 mai 2000).

Tungalag estime à 10 millions de T le budget nécessaire pour sa campagne. Comme pour l'ensemble des candidats, la « communication de campagne » constitue le premier pôle de dépenses, avec achat de « plages médiatiques », interviews radiophoniques et télévisuelles, publications d'articles, impression de tracts, organisation de concerts dans la circonscription. Ojuungerel, journaliste pour la chaîne de télévision privée Eagle TV, donne les tarifs demandés pour les émissions télévisées. La chaîne fait payer aux associations, partis politiques et gouvernement 50 000 T pour la réalisation et la programmation d'une série de six émissions, de 40 minutes chacune (6 mai 2000). Mais Mönhtuul, journaliste pour la Chanel 25, déclare que 20 minutes de programme sur sa chaîne sont facturées 250 US\$, soit 5 fois le prix annoncé plus haut, payables en liquide et en dollars américains (20 mars 2000).

Le deuxième pôle de dépenses est celui du paiement d'une équipe de campagne, la fameuse *štab*.

Ojuungerel (journaliste et ancienne assistante d'Elbegdrož) n'a pas été investie par les militants locaux de son parti, le PND. Mais mi-mai, elle se rend compte que son concurrent ne semble pas pouvoir s'acquitter de ses frais, de même que le candidat de la circonscription voisine. Elle pense pouvoir le remplacer en réunissant les sommes requises (et ainsi passer outre les votes des militants –ce qu'elle ne dit pas). Le PND demande à chaque candidat de réunir au moins 5 millions de T. Durant la discussion, elle s'anime, un rien fâchée : « *Ils n'ont pas encore payé alors que moi, si. En plus, ils ne sont pas très connus, ils ne sont au parti que depuis deux ou trois ans, alors que j'y suis depuis huit ans* ».

Au moment de notre rencontre, enthousiaste, elle établit un budget prévisionnel. Le fait d'être candidate pour une circonscription rurale semble démultiplier les frais: ceux pour la capitale, ceux localement sur la circonscription, multipliés encore par le nombre de *sum*. Elle évalue son besoin à une équipe par *sum*, et neuf personnes par équipe. Elle compte deux chauffeurs, un coordonnateur de l'équipe, des activistes la représentant elle et son parti. Puis elle y ajoute un musicien et un médecin par équipe, « *pour soigner les personnes malades mais éloignées*. » Ce qui lui fait un total de 21 salariés. Elle compte encore la location de neuf yourtes, toutes équipées d'une ligne téléphonique, d'un poste de télévision et d'un lecteur de cassettes vidéo afin de diffuser ses spots publicitaires et les émissions qu'elle a réalisées dans le cadre de son

travail de journaliste. Il faut compter bien sûr la location de plusieurs voitures, au minimum trois, le prix de l'essence, et trois générateurs électriques pour éclairer les meetings qui auront lieu en soirée.

Elle pense avoir besoin de 15 millions de T, ce qui fait un total de 20 millions. Pour le parti, elle a donné 2 millions de T de son budget personnel et deux hommes d'affaires du parti ont versé pour elle les 3 autres millions. Elle a payé le 29 avril 2000 et pense récupérer ses fonds si elle n'est pas investie. Elle a réussi à réunir 2 autres millions pour sa campagne, de la part de divers donateurs. Elle est donc à la recherche de 13 millions de T. pour la réaliser (17 mai 2000).

A Hovd en mai 2001, Ojuunčimeg repart en campagne pour un mandat régional, profitant de la nomination d'un élu à un plus haut poste au PSD à Oulan-Bator. La première campagne qu'elle a faite en 1997 lui aurait coûté à peu près 150 000T, qu'elle ventile ainsi : 40 000T pour les tracts, 75 000T pour l'essence, 20 000T pour le chauffeur et 30 000T pour les frais complémentaires (repas, vodka, petits présents). Le parti ne lui avait apporté aucun soutien (ce qui est pourtant prévu pour les candidats locaux).

Elle estime que cette deuxième campagne va lui coûter le double, soit 300 000T. Elle compte 80 000T de tracts, 90 000T d'essence. Elle n'a pas besoin de payer son chauffeur, mais compte quatre *managers* qui feront les démarches électorales de yourte en yourte, c'est-à-dire quatre fois 30 000T, soit 120 000 T. Elle déclare en riant : « *Cette fois, le parti me donne 20 000 T !!!* » Elle pense s'appuyer essentiellement sur son réseau familial, ses frères et sœurs, et son salaire. Elle est plus satisfaite de la venue spécialement d'Oulan-Bator du « *manager personnel* » de l'ancien ministre Gončigdorž (10 mai 2001). Et dix jours plus tard, elle dira que grâce à lui, le parti lui a donné 65 000T supplémentaires pour l'essence (21 mai 2001).

Une fois le budget établi, il faut trouver les sommes. Certaines candidates font partie du tiers des entrepreneurs commerciaux du pays cités plus haut. Zajaa, pour la Grande Coalition, déclare par exemple tranquillement : « *Je suis dans les affaires, je n'ai pas de problèmes financiers* » (26 juin 2000). Ou encore Naranceceg du PCC, vit de commerce entre Hovd et la capitale.

Mais nous réalisons que pour la plupart de celles qui se disent engagées en politique, leur vie politique est étroitement liée à leur « vie financière », leur engagement politique dépendant de leurs revenus. Elles expliquent alors comment elles planifient tour à tour leurs candidatures en fonctions de leurs possibilités de gagner de l'argent, et *vice versa*.

Lorsqu'on demande à Ojuungerel comment elle a réussi à trouver les 4 millions dont elle dispose en 2000 pour ouvrir sa campagne parlementaire, elle se lance dans une longue explication, qui commence en 1996, lorsqu'elle est devenue l'assistante d'Elbegdorž. Elle gagnait alors 40US\$ par mois (c'est elle qui parle en dollars). Mais en 1997, sa famille a rencontré des difficultés financières. Elle a alors accepté une proposition de mission ponctuelle pour l'organisation internationale Soros, payée 400US\$ par mois, en tant que directrice d'un projet de privatisation de certains services gouvernementaux (communication, informatique, logistique, etc.) Elle a demandé l'autorisation à Elbegdorž, qui a accepté de la voir abandonner son travail politique pour un semestre. On assiste donc ici à une démission politique pour des causes trivialement matérielles, et à l'utilisation de l'intelligentsia locale à des fins néolibérales.

Elbegdorž a ensuite été élu au Parlement en 1998, puis désigné Premier ministre. Il lui a clairement signifié son désir de retravailler avec elle, ce qu'elle a accepté, pour 50 US\$ par mois au départ. Puis elle a été désignée pour être directrice du Bureau du groupe majoritaire, elle a alors pu bénéficier d'un salaire de 90US\$ mensuels. Elle explique que lui gagnait à l'époque 150US\$ par mois... C'est durant ces quatre dernières années et avec ses revenus qu'elle a monté sa propre affaire de distribution d'essence. « *Je voulais quelque chose de très lucratif et de sûr* ». Elle possède deux stations d'essence dans le Hövsgöl et dit employer cinq salariés. « *Je fais aussi beaucoup de traduction pour les chaînes de télévision, de russe et d'anglais. Je voulais être indépendante du milieu des affaires, ne rien devoir à personne.* » (17 mai 2000)

Un autre exemple est celui de Saaral sur la ville de Čandamand dans le sud du pays, qui a été la directrice de la branche locale du PND de 1992 à 1996, et qui préside aussi la branche locale de LEOC. Jusqu'en 1992, elle était fonctionnaire, au service de la protection de l'environnement. Mais elle a décidé d'arrêter, pour se consacrer à la politique, indépendamment du fait que le pouvoir d'achat de son salaire a nettement diminué durant ces années 1990. Elle explique que lorsqu'elle avait besoin d'argent, elle faisait du commerce de fourrures avec la Chine. En 1996, son parti gagne la majorité, elle « trouve » un poste de fonctionnaire.

Au début de la campagne de 2000, elle a longuement hésité à se lancer dans un deuxième mandat, car elle aurait souhaité se consacrer à sa famille, à ses fils. Grâce à son poste de fonctionnaire, l'aîné est boursier, « *mais pour le second, il faut trouver l'argent pour le financement de ses études.* » Finalement, elle sera candidate, mais pas élue.

Nous rencontrons aussi Tujaa, qui pourrait faire une excellente candidate puisqu'elle est déjà élue conseillère régionale pour le PSD de la région de Zuun Mod. « *Mais cela représenterait trop de frais. [...] Je dois d'abord devenir riche et ensuite je pourrai essayer de devenir candidate...* » (25 juillet 1999).

D'autres candidates prévoient des stratagèmes. Erdentuul, candidate pour le PCC, compte aussi 5 millions de T de budget nécessaire. « *Mais même 2 millions, j'ai des difficultés !* » dit-elle en riant (31 mai 2000). « *En fait, je peux peut-être les éviter, en travaillant pour les autres candidats du parti, en leur écrivant leurs textes par exemple. Je suis bonne pour ça !* » Nous rencontrons Žargalsaihan, candidate pour le même parti, le 27 mai 2000, lors de la séance de signatures de la charte électorale de soutien aux femmes candidates dans les locaux de la Coalition des Femmes. Très enthousiasmée par la proposition d'interview, elle nous emmène immédiatement vers son bureau de permanence (et pour ce faire elle utilise l'ambulance et le chauffeur de son service hospitalier). « *Mon principal problème ? C'est l'argent, bien sûr. Nos devons donner 2 millions au parti (PCC), avec lesquels il produit des actions de communication globale : programmes télévisuels, tracts, articles dans la presse... Et je prévois pour ma propre campagne 3 millions de T. Ce qui fait un total de 5 millions* » (27 mai 2000).

Du point de vue financier, les frais occasionnés par une campagne électorale ne sont pas la seule raison d'hésitation. Ojuungerel l'avait déjà évoqué, les salaires prévus pour les politiques sont aussi considérés, par certains, insuffisants. C'est la raison pour laquelle sa collègue Ojuundar, démarchée par les démocrates, refuse de se lancer (3 mai 2000). Une salariée

associative de LEOC, Nergüi, y songe, mais elle déclare le 27 juin 2000 : « *Non, [...] pas [...] maintenant. D'abord parce que [...] je suis encore jeune. Et puis surtout parce qu'il faut d'abord que je me constitue un vrai capital financier. Le salaire d'un élu n'est pas du tout suffisant pour vivre !* » Bulgan, jeune militante de LEOC, dit qu'elle prévoit d'entrer en politique vers l'âge de 30 ans. Comment se préparer ? « *D'abord avoir un objectif concret, ensuite chercher un parti qui soit constant dans sa politique, et enfin, et surtout ! je dois m'enrichir !, pour être indépendante des bailleurs, ne pas être attirée par l'argent et éviter la corruption* » (21 mai 1999).

Pour l'ensemble de ces femmes, le capital économique constitue bien un préalable à la constitution du capital politique. En plus de sa propre fortune, on doit aussi faire appel à des capitaux « amis ». Les candidates organisent alors des cocktails intimistes auxquels sont invités des personnalités que l'on sait riches. L'agitation médiatique est à son comble, partagée entre les présentations individuelles des candidats et les révélations de connections entre ceux-ci et le milieu des affaires. Ces connections présentent d'ailleurs une certaine ambiguïté. Elles sont d'une part porteuses de connotations négatives, puisque la population conserve encore des restes de conception idéologique plutôt « sociale », surtout face à la pauvreté. Mais, dans le même temps, elles font valoir le capital social des candidats dans ce milieu, aujourd'hui considéré comme la seule source de développement du pays.

La candidate Tungalag pour le PSD évoque le 18 avril 2000 ce qui vient d'être discuté lors du Conseil du parti. Il est admis par le parti que les candidats ont besoin d'une quinzaine de millions de T en moyenne pour faire campagne. Ces candidats ont donc besoin de pouvoir s'appuyer sur leur propre fortune personnelle, mais aussi sur le milieu des affaires. « *Et la campagne s'avère plus chère pour nous, puisqu'on est en difficulté face aux communistes...* » Puis rencontrée le 10 mai 2000, elle explique qu'elle est très inquiète, qu'elle n'arrivera peut-être pas à réunir la somme... Elle s'est acquittée de la cotisation pour le parti, et conserve aussi chez elle 1 million de T, ne faisant pas confiance au système bancaire.

Le 10 mai 2000 en soirée, afin de se procurer les 6 millions de T manquants, elle organise un cocktail dans la salle de réception avec vue sur la ville du Grand Hôtel. Une cinquantaine de personnes se sourient dans une ambiance feutrée. Tungalag, en *deel* soyeux - tenue de soirée, tout comme de nombreuses femmes présentes -, dit avoir invité ses amis, en particulier ceux connus depuis l'université, et sa famille. Mais elle a surtout invité des personnes liées au milieu des affaires, qu'elle me présente avec grand sourire. Il s'agit par exemple du propriétaire de la « *Sot Mongol Kamp'an* », une entreprise de distribution d'essence, ou d'un actionnaire de plusieurs entreprises comme le *Ženko Komplex* – un « complexe » en communication, qui comprend entre autres *Eagle TV*-, de l'*Hôtel Bajangol*, et de la *Mab Kombinat*, la ancienne boucherie d'Etat récemment privatisée. Elle présente aussi une femme, la PDG d'une entreprise de textile, la *Tabko*.

Tungalag invite ce « beau monde » à s'asseoir à une unique table disposée le long de la diagonale de la pièce, richement dressée, et propose un repas, mélange de salades russes et de *buuz*s traditionnels (raviolis). Elle ouvre le dîner avec un discours de campagne, mettant en avant la valeur de son parti, puis la sienne, (sa carrière et le fait qu'elle est une femme), puis enfin, dit qu'elle est fière de compter parmi ses soutiens des personnalités aussi importantes que celles ici présentes. (L'acteur principal de cette réception

était bien entendu la vodka.) On met ensuite de la musique, et les quelques jeunes femmes présentes, amies et sœurs, invitent ces messieurs à danser une sorte de valse légère.

Le lendemain, elle dit avoir eu l'engagement de percevoir presque 3 millions de T, mais reconnaît aussi que « *les mêmes personnalités sont invitées à tous les cocktails des autres candidats de mon parti !* »

Se manifeste parfois une volonté de légiférer sur la question afin de limiter la surenchère financière. Mais l'argumentaire est peu construit, on le soupçonne d'être de circonstance puisque aucun parlement ensuite élu n'en a entrepris le chantier.

La porosité entre les deux espaces – économique et politique - est donc manifeste dans le sens d'un besoin de capitaux pour accéder au pouvoir politique. Mais elle l'est aussi dans le sens inverse. La plupart des élus politiques sont accusés d'utiliser leur mandat pour s'enrichir personnellement. Et c'est un argument tentant pour déstabiliser l'adversaire. Erdentuul, évoque son principal rival de campagne, « *le candidat sortant du PSD. Il est PDG d'une entreprise de traitement du cachemire. Il cumule un mandat de parlementaire et un mandat de conseiller régional. Et il a utilisé sa position politique pour faire fructifier ses affaires...* » (31 mai 2000). Les femmes sont moins dans les pratiques de corruption que les hommes. Mais si les candidates rencontrées disent facilement les estimations budgétaires et leurs « sponsors », elles cachent en revanche les échanges promis en cas d'élection. Une amie, non impliquée en politique, évoque ce sujet qui semble préoccuper la population. Les connexions entre les candidats parlementaires et les milieux d'affaires chinois. « *Il faudra bien leur rendre un jour ?* » (Byamba, 23 juin 2000).

La porosité est là aussi où nous ne l'attendons pas. C'est la deuxième fois que Zajaa se présente à des élections parlementaires et elle explique : « *J'ai été candidate en 1996 dans le Hövçgöl, la circonscription des Darhats et des Caatans.*¹¹⁸ *C'était une tactique plutôt commerciale, par rapport à mes affaires. Je voulais que les gens me rencontrent* » (26 juin 2000).

La dépendance entre les deux espaces, économique et politique, est tellement manifeste qu'elle en devient une cause de non engagement. Burma, par exemple, militante associative de la première heure, ne s'engage pas en politique parce que « *Je ne veux pas perdre mon énergie dans une course folle, et surtout, je ne veux pas dépendre d'une entreprise privée* » (15 avril 2000).

Si les hommes sont aussi touchés par cet obstacle financier (nous rencontrons par exemple Erdenbileg, du PCC ou encore Enhbat, militant de la Grande Coalition, qui s'en plaignent), il est avéré qu'il est « plus difficile aux femmes qu'aux hommes de mobiliser les fonds nécessaires » (Comité CEDEF, 2007, p.47). Nous ne pouvons pas citer ici les noms de toutes

¹¹⁸ Les Caatans sont connus pour vivre retirés dans la montagne du nord du pays, les seuls Mongols à vivre sous tipis, chasseurs et éleveurs de rennes. Ce sont eux qui sont mis en scène par Jean-Christophe Grangé dans son roman *Le concile de pierre*, porté à l'écran par Guillaume Nicloux avec Monica Bellucci dans le rôle principal.

celles qui ont refusé, ni même leur nombre, la plupart d'entre elles ne s'étant même jamais manifestées auprès de leur parti. Parmi les exemple les plus marquants, car il s'agissait de femmes engagées dans des activités militantes au sein de partis ou d'associations, nous avons rencontré les dynamiques Burma et Zanaa qui déclarent refuser de se lancer en politique à cause de ce problème d'argent (même si ce n'est pas le seul). Ojuunceceg, par exemple, directrice du CIRF, a été démarchée par un parti démocrate pour se porter candidate. Très prise par ses activités de militante associative, (elle part pour New York au moment de la campagne électorale), elle déclare : « *je n'ai pas le temps, et surtout, je n'ai pas d'argent* » (14 avril 2000).

2- Ambiguïtés libérales

La financiarisation à outrance de l'ensemble de la société, accompagnée du développement de deux extrêmes dans l'accès aux ressources - l'extrême pauvreté et l'extrême richesse - crée un climat social pris au sein d'un paradoxe de représentations. On critique de façon confuse cette nouvelle société où tout s'achète, mais on admire aussi ceux et celles qui réussissent. Ils/elles peuvent tout se payer, c'est la nouvelle forme de liberté par excellence. Et ce faisant, ils/elles bénéficient aussi, et surtout, d'un capital symbolique très puissant qui permet l'accès au pouvoir politique. Mais ceci n'est pas égalitaire du point de vue du genre.

On l'a vu, la période de campagne électorale de 2000 s'est trouvée entachée de plusieurs évènements de violences entre concurrent e s. Du côté du PPRM, l'assistant de la candidate Gandhi aurait été passé à tabac par des agresseurs anonymes, le parti soupçonne des activistes démocrates. Du côté des démocrates, Badamdaš dit que lors d'un meeting avec des électeurs, une bande d'hommes ivres les ont attaqués, créant un vaste désordre. Il pense qu'ils ont été payés pour le faire, par leurs opposants, c'est-à-dire le PPRM (21 juin 2000). Deux enfants auraient encore lancé des projectiles contre les fenêtres d'une salle de meeting de son candidat. Ils ont peut-être aussi été payés pour le faire... Ici s'établit un lien entre argent et violence physique, dont on sait combien elle déstabilise les femmes qui ne sont pas socialisées « pour se battre ».

Le sujet le plus abordé, y compris dans la presse, est celui de l'achat des électeurs, craint par les autorités mais jamais vraiment prouvé. Badamdaš sait que son candidat en est accusé, « *il aurait promis 1 000 T. Ce qui est absurde : comment vérifier qu'ils ont bien voté pour lui?* » Mais le candidat Enhbat déclare, attristé : « *Les pauvres gens sont prêts à tout croire. Ils ne sont pas stupides, ils sont simplement dans la misère...* » (23 juin 2000). De façon plus indirecte, le gouvernement démocrate sortant annonce, fin mai, c'est-à-dire quelques jours à peine avant les élections, une réduction subite de l'impôt sur le revenu pour les éleveurs... La presse commente : « les Mongols ne sont

pas dupes, ils savent qu'il s'agit d'une mesure de séduction » (*UB Post*, 15 mai 2000). Les partis politiques et les candidats ne sont pas les seuls mis en cause dans ce tout financier allant jusqu'à la corruption. Les agents administratifs sont aussi impliqués, les comités locaux des élections accusent le Comité central de détournement de fonds... (Mönhtuul, 1^{er} sept. 2000).

Ce lien entre argent et pouvoir est connu et semble aujourd'hui faire partie de la nouvelle vie politique, comme si rien n'était plus possible pour l'enrayer. Le responsable de la communication du Parti des Verts déclare spontanément « *c'est effectivement très difficile de viser le pouvoir, pour avoir la possibilité de prendre des décisions pour mon pays, et de rester intègre dans l'accession à ce pouvoir. Il y a un paradoxe entre pouvoir et intégrité...* » (5 mai 2000). Mais les femmes candidates, elles, sont très critiques. Au mois de juin, au terme de cette campagne parlementaire agitée, plusieurs d'entre elles, (y compris Zajaa, qui pourtant est une femme d'affaires crainte dans son milieu), déclarent, fatiguées, que « *la campagne électorale est devenue très sale* » (26 juin 2000), ou encore que « *les gens riches jouent avec l'argent* » (Odončimeg, 13 juin 2000).

Déjà lors des élections de 1996, cette ambiance du « tout argent » avait été critiquée, par les associations de femmes en particulier. Le MFPS, dans un petit document intitulé « 1996-Conférence post-élections » déplore le manque de législation. La rédactrice estime notamment que les dépenses devraient être limitées par la loi, de façon à ce que chacun soit à égalité matérielle dans la campagne. Elle appelle aussi à la transparence dans les comptes, afin, tout simplement, d'éviter la corruption (1996). Dès la mi-avril 2000, Burmaa réfléchit : « *Même si la démocratisation est un progrès indéniable, en particulier en ce qui concerne l'ouverture d'une société civile, les libertés individuelles, etc., les pratiques de corruption des partis politiques sont un problème majeur dans le système de démocratie représentative de notre pays. Le manque de législation en matière de financement des partis, la pratique des cadeaux, tout ceci témoigne d'un manque d'éthique patent de la part de nos élus, de notre élite, ce que je pense être très grave. On sait qu'il y a de la corruption même au niveau rural, régional ! L'augmentation de l'abstention aux élections est due à ces problèmes, la population n'a plus confiance en ses représentants, ils en sont déçus* » (15 avril 2000). Ceci se ressent dans les indécisions politiques de la part des électeurs. Le jour même des élections parlementaires, le 2 juillet 2000, nous rencontrons une dame du personnel de surveillance du centre de vote de la 71^{ème} circonscription (capitale). Elle déclare vers 16h, avec un sourire triste, que pour la première fois depuis la démocratisation elle ne sait toujours pas pour qui voter, « *je n'arrête pas d'y penser...* »

En fait, l'orientation partisane qui semblait claire jusqu'en 2000 est aussi brouillée par l'incapacité des gouvernements successifs à résorber la crise économique. Mais dans le même temps, ils font montre d'un certain cynisme en s'enrichissant personnellement sans vraiment

prouver leur engagement pour l'intérêt collectif. Même les communistes, pourtant largement élus en 2000, perdent aussi de leur crédit en seulement une année de gouvernement. Au printemps 2001, la presse relate la série de mesures financières adoptées, pourtant très impopulaires : augmentation des impôts, augmentation de plus de 30% des prix des énergies (électricité, chauffage collectif), ce qui donne à la population l'impression que le prix a presque doublé en à peine deux années. Pour leur défense, ils arguent du *zud*, et mettent l'accent sur le « grand projet » d'autoroute qui traverserait le pays et fournirait plus de 3 000 emplois (Mönhtuul, 20 avril 2001).

Lors des élections locales de l'automne 2000, nous demandons à notre amie journaliste les raisons de l'organisation d'un second tour dans certaines circonscriptions de la capitale. Elle répond ne pas savoir précisément - elle n'avait manifestement aucun intérêt pour la question, elle dont pourtant c'est le métier - mais explique qu'il y aurait eu deux problèmes majeurs. Le premier a été une tentative de manipulation des électeurs. Certains se sont plaints du fait qu'à leur arrivée dans le centre de vote, ils se sont vus demander une « carte d'invitation », en plus de la carte d'électeur ou du passeport. Le deuxième problème fut un pourcentage de participation excessivement faible : 17% dans une des circonscriptions, celle où on aurait donc organisé un second tour en essayant de mobiliser un peu plus l'électorat (Mönhtuul, 21 nov. 2000).

Au début de la démocratisation, « *La population ne se sentait pas trop éloignée des politiques. Zorig, par exemple, avait vendu sa voiture pour financer un club de jeu d'échecs. Beaucoup étaient comme lui, des gens très communs. Mais c'était au début, peut-être qu'aujourd'hui s'est constituée une classe politique qui s'est éloignée de la population...* » (Badamdaš, 12 mai 2000).

Le problème, c'est que cette élite a réussi à le devenir car elle représente aussi « la réussite » symbolique, la capacité d'adaptation. Et c'est à elle que l'on va confier le pouvoir, puisqu'elle semble déjà en posséder la compétence. Posséder du capital financier, c'est posséder du capital symbolique.

Ceci est aussi valable pour les femmes, comme par exemple pour Ojuuna.

Nous avons rencontré Ojuuna (mai 2001), 40 ans, à Čandamand. Elle est non seulement la seule femme conseillère municipale, mais elle est la première femme jamais élue depuis la démocratisation. Elle n'est pourtant membre d'aucun parti, ni d'aucune organisation non gouvernementale. Elle a un parcours politique très simple : Davaa, tête de liste, est venu lui demander de se présenter car il manquait un candidat démocrate. Et pourquoi ? « *Parce qu'elle est la femme la plus riche du village* ».

Grâce à son pécule de trois années de salaire à la suite de la perte de son poste d'enseignante, en l'espace de 8 années de libéralisation, elle a mis en place deux magasins dans le village, puis a monté une petite entreprise de fabrication de limonade. Enfin, elle vient d'embaucher une boulangère après avoir fait fabriquer un four à *argal* (bouse séchée). Elle fait quatre fois par an le voyage (1400 km) jusqu'à la capitale. Le camion est rempli de cachemire ou de bêtes à l'aller, et revient chargé des stocks pour les magasins et des

diverses courses particulières qu'on lui commande (meubles, matériel électronique et métallique divers, machines, etc.), et sur lesquelles elle prend une commission. Elle envoie deux fois par an un homme de confiance au Kazakhstan et en Chine pour acheter certains produits ciblés (vêtements, médicaments, ingrédients chimiques pour la limonade).

Si l'homme le plus riche du village reste aux yeux de tous un nomade éleveur de chameaux que nous rencontrerons aussi, Ojuuna est considérée comme la femme la plus riche et la plus fûtée, seulement secondée par un mari souvent saoul et handicapé d'une main. Elle embauche de façon permanente neuf personnes du village, en plus de journaliers pour les événements (convoyages, déchargements, etc.) Elle a aussi acheté trois tables de billard, dont elle loue la gestion au mois. Grande, solide mais calme et plutôt discrète, elle est celle sur qui on peut compter, celle qui a réussi. Celle qui s'est adaptée.

Réussir économiquement, ce n'est pas seulement pouvoir payer sa campagne, c'est aussi, symboliquement, représenter l'espoir de développement économique. Il est donc compréhensible que l'on accorde du crédit, de l'espoir, - de la reconnaissance, c'est-à-dire du capital politique -, à un acteur, une actrice sociale qui prouve déjà qu'il/elle est capable de réussir, comme s'il/elle allait permettre cette réussite à ceux et celles qui votent pour lui/elle. Et si c'est le cas d'Ojuuna, c'est le cas de beaucoup plus d'hommes que de femmes, qui on l'a vu, n'ont qu'un accès restreint au capital financier.

Ceux et celles qui ne réussissent pas économiquement ne se sentent pas légitimes pour proposer une action collective, et les femmes sont majoritaires dans ce profil. Dans une enquête menée par LEOC auprès de 260 femmes en 1999, à la question : « quels sont les facteurs qui limitent les femmes dans leur participation à la vie sociale », 9,6% des femmes ont répondu « à cause de leur manque de compétence professionnelle » et 13% « à cause de leur non réussite dans le domaine économique » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.5).

Le candidat présidentiel du PCC (Dašnjam) tente de proposer, en 2001, un projet social alternatif, ou du moins, une relation différente entre le milieu des affaires et celui de la politique, en dénonçant le « tout financier ». Le parti a décidé de publier dans la presse l'état financier du parti et de son candidat, avec le total de ses propriétés, en espérant que les deux autres candidats feront de même (*Mongolia This Week*, 10 avril 2001). Mais il n'est pas suivi : le modèle dominant est bien celui du *business man*, nouveau guerrier, cette fois-ci économique. C'est lui qui fait la différence entre concurrents, y compris entre mâles : Turtogtokh est candidat PPRM pour la 62^{ème} circonscription. Il bénéficie de fortes présomptions de réussite, car il a déjà été député pour cette circonscription entre 1992 et 1996, et parce que le candidat démocrate qui lui a succédé (Ganhujaag, du PND) est aujourd'hui décrié pour son manque d'efficacité. Alors que tout laisse penser qu'il est donc en très forte position, il déclare craindre beaucoup la candidature d'un certain Zorigt, candidat d'un « très petit parti au nom trop long, le "Parti Mongol Nouveau Socialiste et

Démocrate”». Il explique : « *Ce parti bénéficie d’une forte influence, grâce à la Erel Compagnie, très riche, dont il est le PDG. Ça lui donne très bonne réputation. Pour les électeurs, c’est lui le meilleur...* » (10 juin 2000). Turtogtoh sera finalement élu, peut-être grâce aux mêmes arguments : si ce n’est pas lui qui a « réussi » personnellement, ce sont les dirigeants du PPRM, à la tête de nombreuses entreprises très lucratives. Du moins, c’est l’image qu’ils défendent.

Ceci a un impact direct sur l’image des femmes et leur confère en général un manque de compétences en « économie », dans la conception même d’un système et donc, dans la « gouvernance », au sens pratique comme symbolique. Nous rencontrons Batbajar, député du PSD. A la question « pensez-vous que Tujaa, actuelle ministre des Affaires étrangères, puisse devenir Premier ministre ? », il répond : « *Tujaa est très compétente du point de vue politique. Mais Narancatcart est mieux placé qu’elle, car il a en plus des compétences en économie, puisqu’il a dirigé une entreprise, il a de l’expérience qu’elle n’a pas* » (14 avril 2000).

Conclusion

Le libéralisme économique permet aujourd’hui la libre entreprise individuelle, tant souhaitée par les Mongoliens au moment de la Transition. Quelques femmes ont « émergé » dans cette quête de la fortune matérielle et la réussite économique permet indéniablement l’accès à l’espace du pouvoir. L’espace économique et l’espace politique sont perméables entre eux, la fortune personnelle et/ou des amis permettent de financer une campagne électorale. Surtout, la réussite dans le « *business* » s’est chargée de la symbolique guerrière si importante dans l’espace politique. Le capital matériel se transforme ainsi en capital politique, tant du point de vue matériel que symbolique.

Ceci est valable pour les hommes (tout du moins pour ceux qui souhaitent entrer dans ces espaces), mais beaucoup moins pour les femmes. D’une part elles n’ont pas eu accès à la « libre entreprise » autant que les hommes. D’autre part, leurs responsabilités familiales, leur « charge mentale » domestique s’est même accrue avec la libéralisation de l’économie. Elles sont ainsi prises dans une « dichotomie domestique/public », qui tourne sur elle-même comme un serpent qui se mord la queue. Leur accès aux richesses est très entravé en période de crise, alors que la société dans son ensemble (les « révolutionnaires » se révélant conservateurs) leur confie de façon quasi exclusive la charge familiale. « *Oui, vous savez, les femmes mongoles sont très actives, en politique en particulier. Aux débuts de la démocratisation, en 1990, il y avait de nombreuses femmes adhérentes de l’Union Démocratique. Mais après, à partir de 1992, leur activité a décliné. Je pense que c’est à cause de la situation économique, l’économie de marché, etc. Dans la famille mongole, les femmes ont une place très importante. Les maris n’avaient plus de travail, plus d’argent. A la suite des réformes démocratiques, la situation économique est*

devenue très difficile. Les femmes n'avaient plus de temps pour la politique, parce qu'elles avaient besoin de gagner de l'argent pour leur famille et leurs enfants » (Erdentuul, 27 juillet 1999). Or, pour mener à bien cette fonction nourricière, il est nécessaire d'avoir accès aux ressources.

C'est alors que les femmes investissent de façon officieuse, mais pourtant bien visible sur les marchés du pays, les espaces flous, mal définis socialement (et scientifiquement¹¹⁹) et peu lucratifs : le « petit commerce », les « petits services ». Ce faisant, elles occupent un espace public qui n'est pas celui de la parole valorisée, mais surtout, elles perdent un temps précieux qui leur permettrait d'investir l'espace politique.

¹¹⁹ Fatou Sow, lors de son intervention au séminaire « le genre globalisé » organisé à l'EHESS le 16 février 2010 par Elisabeth Marteu, Delphine Lacombe et Brigitte Frottier, remarquait avec justesse qu'il faudrait peut-être trouver une autre appellation pour ce « secteur informel » qui se trouve être dans la plupart des pays dits « du Sud », le premier employeur...

CHAPITRE 3 CAPITAL INTELLECTUEL : CAPITAL POLITIQUE ?

Proverbe mongol : « les femmes ont les cheveux longs, mais les idées courtes. »¹²⁰

« *C'est complètement faux* » (Badja, 13 février 1999).

Introduction

L'une des caractéristiques majeures de la « classe des femmes » en Mongolie, c'est sa « sur-instruction » par rapport aux hommes. « Les étudiantes représentent les trois quarts de la totalité des étudiants : 50% en mathématiques, 63% en commerce et économie, 78% en langues étrangères et 76% en pédagogie » (Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.137). En 1996, le ministère des Politiques sociales et du Travail estime que les femmes constituent les deux tiers des étudiants y compris dans les filières traditionnellement masculines en Europe comme l'ingénierie, les diplômes professionnalisant de l'industrie, l'élevage, etc. Les femmes représentent ensuite plus des deux tiers des diplômés de l'année 1998, 68% niveau licence et 62% niveau troisième cycle (master et doctorat). Pour l'année universitaire 2004-2005, sur 5084 étudiants inscrits en master, 67% sont des femmes, et sur 1790 inscrits en Doctorat, 61% sont des femmes (Comité CEDEF, 2007, p.23). « *Il est connu que les jeunes femmes sont plus éduquées que les garçons. Les familles payent pour l'éducation des filles, mais pas pour celle des garçons* » (Solongo, 14 mai 1999).

Cette surprenante caractéristique est corroborée par exemple par Joni Seager dans son Atlas des femmes dans le monde, qui reprend les statistiques gouvernementales mongoles. En 2003, il est estimé que moins de 10% des femmes mongoles sont analphabètes, ce qui est aussi le niveau des pays occidentaux, du Chili, de l'Argentine, mais moins qu'en Chine où il est considéré qu'entre 11 et 25% des femmes sont analphabètes (2003).

Ceci nous intéresse au premier abord car il est connu que l'une des discriminations traditionnelles concernant les femmes dans le monde, c'est le non-accès au savoir, et que l'un des axes majeur d'actions « *d'empowerment* » des femmes consiste à développer l'éducation des filles. Ce ne semble donc pas être le cas en Mongolie¹²¹. D'autre part, si la sur-instruction des filles est aussi observée en Europe par exemple, les femmes mongoles, à la différence des femmes

¹²⁰ Schopenhauer aurait aussi déclaré : « La femme est un animal aux cheveux longs et aux idées courtes ».

¹²¹ A l'exception d'un programme lancé par l'Unesco sur lequel nous reviendrons en dernier chapitre.

européennes, en ont une forte conscience, et s'enorgueillissent de leurs capacités intellectuelles. En témoigne, par exemple, une enquête menée par LEOC en 1998 auprès de hautes fonctionnaires, afin de révéler les obstacles à la promotion des femmes au sein de la haute administration. Aux employées du Cabinet du Premier ministre, ainsi qu'à celles des neuf ministères et de leurs bureaux, la question « pour quelle raison y a-t-il si peu de femmes promues ? » a été posée, et aucune n'a évoqué le manque d'éducation (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999). On est là devant une construction du genre qui semble différente de la France, plus égalitaire.

C'est d'ailleurs ce que les femmes mongoles espèrent elles-mêmes, qui vont tenter d'utiliser ce « capital instruction » comme principal « capital de pouvoir ». Cet argument d'une spécificité « femmes plus instruites que les hommes », et donc par-là même plus compétentes, a largement été utilisé lors des campagnes électorales par l'ensemble des candidates. Et toutes pensent, comme la population, que « *les femmes [auront] de plus en plus de responsabilités* » (A. Solongo, 14 mai 1999), espoir que nous entendrons souvent lors de nos entretiens.

Mais cela n'a pas fonctionné. Le nombre de femmes élues en politique reste très faible. Et c'est ce non-transfert, cette non transformation du capital intellectuel en capital politique que nous allons essayer de comprendre.

1- Le genre du savoir

a) *Femmes belles mais aussi « avisées »*

En fait, cet accès au savoir pour les filles ne semble pas récent : il est inscrit dans la culture nomade qui ne s'est jamais opposée à la scolarité des enfants, garçons comme filles.

En société nomade mongole, « l'être nouveau-né, enfant comme animal, dont il faut protéger la fragilité au milieu d'un environnement hostile, soulève de vifs sentiments d'amour et de dévouement. Il ne peut être question d'infanticide, ni d'enfants rejetés pour naissance illégitime ou adultérine » (Aubin F., 1997, p.95). Et cet accueil est réservé au garçon comme à la fille : « La venue d'un fils est, certes, toujours secrètement souhaitée, surtout s'il est le premier né; mais une fille est fêtée de la même façon qu'un garçon. » (Aubin F., 1975, p.465) « La fillette [...] est, dans la réalité quotidienne, tout autant choyée que son frère et parfois même davantage [...] » (Aubin F., 1997, p.96). Les mères et pères sont autant présents l'un que l'autre dans l'éducation de leurs enfants : « “Le Mongol, lui, est un vrai papa européen. Garçons ou filles, il aime également tous ses enfants” » (Aubin F., 1990, p.183). Les grands-parents s'occupent aussi beaucoup de leurs petits-enfants. F. Aubin note déjà en 1975 le manque de crèches et leur rôle

essentiel dans la garde des nouveau-nés et des petits enfants, pendant que les parents vaquent à leurs activités. Aujourd'hui, ces enfants qui ont entre deux et cinq ans dorment par exemple beaucoup avec un de leurs grands-parents, signe d'une grande tendresse intergénérationnelle, les grands-pères n'étant pas en reste. Et la privatisation des jardins d'enfants n'a fait que renforcer le besoin d'aide entre parents.

Vendredi 1er juin 2001, Čandmand, Hovd, chez Davaa. Les enfants sont en fait très libres, leur personnalité très respectée. Ils ont leurs caprices, leurs crises de jalousie, ils jouent au ballon dans la yourte, ils s'y battent, ils courent partout, ils crient, ils sortent en claquant la porte, ils rentrent les pieds pleins de boue ou de poussière. Les parents peuvent se fâcher tout d'un coup et ordonner à un enfant qui a fait une bêtise de sortir. Mais tant que la bêtise n'est pas faite, les parents sont d'une grande tolérance, avec leurs garçons comme avec leurs filles.

Comme dans toutes les sociétés, une différence d'éducation parentale dans les apprentissages est néanmoins observée : « Durant l'enfance, les rites sont différents en fonction du sexe, et les petits garçons en connaissent plus. L'éducation est légèrement plus contraignante pour les petites filles, [...] quoique celles-ci bénéficient d'une égale affection bienveillante » (Hamayon R., 1979, p.114). En milieu nomade, l'éducation familiale est tournée vers l'apprentissage de la gestion de la quasi unique source de survie, les troupeaux. Comme nous l'analyserons plus loin dans la partie sur l'économie en milieu nomade, le travail d'élevage est divisé selon le genre. Les apprentissages techniques le sont aussi, et ce depuis au moins le Moyen Age (Aubin F., 1997, p.99), puis durant le soviétisme : « à partir de trois ans, aider à nourrir les agneaux et les chevreaux ». En fait l'enfant grandit avec les bêtes : petit il s'occupe des petits, arrivé à l'âge adulte, il aura appris tous les travaux concernant les chevaux. Pour les filles, alors qu'elles savent monter à cheval en même temps que les garçons, on leur apprend « les tâches ménagères et féminines » (Aubin F., 1975, p.510).

Dans les années 1970, les nouveaux biens de consommation semblent alléger le travail des familles. Et les anthropologues françaises sont sensibles aux jeux des enfants : « dans l'âge tendre (moins de 10-11 ans) la vie quotidienne ne différencie guère les sexes » (Hamayon R., 1979, p.115 ; Aubin F., 1975, p.510). Elles observent même des fillettes pratiquant les jeux « virils » comme la lutte, ce que nous ne verrons pas...

Davaa, le maire sédentaire du village de Čandamand, a trois enfants : deux fils de neuf et sept ans, une fille de cinq ans. En mai 2001, le cadet et la petite semblent très liés, ils jouent beaucoup ensemble, aux Lego (jouet masculin) autant qu'à la dinette (féminin), il semble préférer dormir avec elle qu'avec son frère aîné. Celui-ci se démarque d'ailleurs un peu, il ne joue pas du tout avec sa sœur (tout en étant attentif à ses jeux et riant fort des blagues que lui fait le cadet), il prend souvent de grands airs, fait semblant de

s'intéresser aux journaux, regarde la télévision, comme les adultes. Je note aussi que la petite passe autant de temps que ses frères devant l'ordinateur, aidée cette fois par sa mère et par ... l'aîné.

Mais les Mongols nomades ne se contentent pas des apprentissages techniques. Le peuple mongol semble avide de connaissances intellectuelles. « S'il est bien vrai que les principes enseignés aux enfants dans une culture donnée reflètent [...] les valeurs que cette culture tient pour les plus hautes chez l'adulte, [elles sont] pour les Mongols [...] par ordre d'importance croissante, le calme et la retenue, l'ardeur au travail physique, la sagesse, l'étude et la vie intellectuelle » (Aubin F., 1997, p.110).

Cinggis Khan représente un symbole fondamental dans cette approche des sciences. Illettré lui-même, il est celui qui a doté son peuple de l'écriture, en demandant aux Ouïgours de transcrire sa langue. Il semble s'être intéressé à toutes les sciences rencontrées lors de ses conquêtes. Il a également engagé des précepteurs turcs ouïgours et chinois pour éduquer les enfants de son entourage, ce qui sera ensuite repris par l'ensemble des familles nobles, créant ainsi un véritable vivier de « mongols lettrés » (Aubin F., 1975, p.511). En 2000, le journaliste B. Natsagdorj titre un article « Après une décennie de démocratie, nos dirigeants sont toujours en apprentissage ». Il invoque alors l'Empereur qui aurait déclaré: "Je dois d'abord m'éduquer moi-même" (*Önödöör*, 25 avril 2000). Ceci établit, aux yeux des Mongols, d'une part l'importance de l'instruction pour la grandeur de la Nation, mais aussi le lien direct entre instruction et politique. Mais rien n'est dit sur le sexe des enfants qui auront droit à cette instruction. G. de Rubrouck cependant, à propos du khan Batou, signale qu'il rencontre « ses secrétaires et son interprète, qui est chargé de l'éducation de l'une de ses filles » (1997, p.148). Les filles nobles avaient donc un certain accès à l'instruction, sans que nous puissions en deviner le contenu.

Ceci est une caractéristique intéressante de la construction du genre en Mongolie : il apparaît à la lecture de *l'Histoire Secrète*¹²² que les femmes citées le sont essentiellement parce qu'elles sont « belles », mais aussi parce qu'elles sont « avisées ». Leurs actes et leurs paroles révèlent la façon dont « le sujet femme » était conçu. Ces représentations que les guerriers se faisaient des femmes aident à comprendre quelles sont les représentations actuelles.

Les femmes, a fortiori celles des ennemis et des tribus conquises, sont des objets de convoitise (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.175). Le texte ne donne jamais la parole à la première épouse de l'Empereur, même si elle est l'objet de tendres attentions de la part de celui-ci (p.80). Elle apparaît donc comme un personnage de valeur par ce qu'elle représente, mais pas par

¹²² en tant que témoignage historique très certainement rédigé par des hommes (les traductrices françaises, dans leur introduction, n'envisagent pas la possibilité que les scribes pussent être aussi des femmes...)

elle-même. D'autres femmes sont citées ensuite, remarquées par Cinggis Khan pour leur beauté. L'opinion amoureuse d'une seule d'entre elles apparaît, la Reine Neuvaine, et il semblerait bien qu'elle lui ait préféré un autre homme, dont il va se débarrasser (p.116). Les femmes de cette *Histoire Secrète* ont peut-être la possibilité de participer au choix de leur compagnon quand elles sont de famille non noble. Mais elles n'ont pas la possibilité de refuser une union avec l'Empereur, et elles ne sont pas non plus consultées. Ce qui, somme toute, ressemble beaucoup aux rapports sociaux de sexe connus en Europe à la même époque.

D'autres personnages de femmes sont cités dans *L'Histoire Secrète*, pour en vanter la « sagacité », et c'est ce qui nous apparaît spécifique. Les guerriers mongols évoquent leur intelligence mais aussi leurs méfaits¹²³. La première femme reconnue est celle à qui l'Empereur doit doublement la vie, puisqu'il s'agit de sa mère. Elle lui donne d'abord naissance, puis, alors qu'il est encore enfant et qu'elle est abandonnée par les Princes, elle réussit à survivre et surtout à élever ses fils, qui deviennent de grands guerriers (1994, p.59). Elle en sera louée par les scribes (et la nation mongole). Plus tard, Jamuqa, connu aujourd'hui pour être le principal ennemi de l'Empereur par ses multiples trahisons, se repentit et demande « qu'on me laisse mourir promptement ». Cinggis accepte, le tue et lui donne même une très belle sépulture. Curieusement, au cours de sa longue plainte, Jamuqa parle de la « mère sagace » de Cinggis, alors que lui-même est orphelin, et que son épouse « est une radoteuse » (1994, p.169). Devenu adulte et roi, Cinggis commentera les paroles des femmes dont il va s'entourer, et non pas uniquement de ses épouses. A propos de la Reine Hémione, il déclare : « Sa parole est sincère. Je lui confierai de hautes tâches! » [...] et l'aima » (1994, p.160). M.D. Even et R. Pop notent à son propos : « Elle fut en effet l'une des épouses les plus chères à son cœur. C'est elle qu'il choisira d'emmener dans sa dernière campagne militaire » (1994, p.288). Ces guerriers attribuent donc leur échec et leur réussite aussi en partie à la qualité des femmes qui les entourent¹²⁴. La culture nomade mongole semble donc reconnaître aux femmes leur intelligence (ce qui n'est pas le cas pour la France à la même époque par exemple). On pourrait penser que ceci construit un genre plus égalitaire entre hommes et femmes.

¹²³ Dans ce sens, l'une des rares fois où G. de Rubrouck met en scène une femme, c'est pour raconter qu'un prétendant au rang de khan commet une erreur : « sur le conseil d'une femme de Keu ». Puis, au moment des représailles : « On envoya également quérir les femmes. Elles furent toutes fouettées avec des tisons ardents pour qu'elles fissent des aveux. Quand elles eurent avoué, elles furent mises à mort. » (1997, p.140)

¹²⁴ Ceci n'est pas propre à la Mongolie : Virginie Vaté explique que ce sont les femmes qui sont rendues responsables de la réussite, mais aussi de l'échec des chasseurs chez les Tchouktches. On peut aussi faire le rapprochement avec les femmes de présidents des démocraties occidentales, généralement décrites comme fortes et dangereuses à la fois, source du pouvoir de leur conjoint, mais toujours dans l'ombre. Une façon, diront les féministes, de rejeter dans l'occulte la classe des femmes, tandis que les hommes ne sont pourtant pas en reste avec ce genre de pratique.

Ce n'est pourtant pas aussi simple. R. Hamayon, à propos aussi de *l'Histoire Secrète*, note que même si les femmes y jouent des rôles importants sans lesquels les guerriers seraient perdus, tout l'honneur revient aux hommes (1979, p.135).

Ces évocations de femmes intelligentes se retrouvent dans d'autres sources, qui montrent de façon concomitante comment le masculin domine pourtant le féminin. F. Aubin cite Galsan Tschinag, romancier touva de Mongolie : « Dans *Ciel Bleu*¹²⁵, la grand-mère dont la mémoire était “ pareille à une bibliothèque bien rangée ”, s'exprime toujours à propos, d'une voix douce, sous la forme imagée de proverbes souvent sibyllins pour le petit héros » (1997). Les femmes – âgées - apparaissent donc détentrices d'un savoir qu'elles transmettent. Mais F. Aubin découvre aussi parmi les “ Dits de Cinggis Khan ”¹²⁶, que « S'il y a un homme qui a deux pensées, ce n'est pas un homme, il sera appelé femme. S'il y a un homme qui a une pensée unique, ce n'est pas un homme, il sera appelé joyau. S'il y a une femme qui a deux pensées, ce n'est pas une femme, elle sera appelée chienne. S'il y a une femme qui a une pensée unique, ce n'est pas une femme, elle sera appelée homme. Avec une telle femme, il sera avantageux de se mettre en ménage » (1997, p.109). On trouve ici clairement en premier lieu l'échelle de la hiérarchie de genre, allant du « joyau » au masculin, au féminin, à l'animalité. Ce genre est relativement fragile, facilement mouvant, puisque un homme ou une femme peuvent se transformer en « l'autre genre », en fonction de la qualité de leur intelligence. Remarquons alors qu'une femme peut être rabaissée au rang de « chienne » sans pouvoir s'élever au rang de joyau, ce qui est exactement le contraire pour un homme, qui peut accéder au rang de joyau, sans risquer à l'extrême de devenir un « chien »... F. Aubin cite un autre proverbe où une femme est clairement associée d'une part à un objet (la selle du cheval), d'autre part encore au chien (Aubin F., 1997, p.110). Le genre féminin pour les Mongols semble se situer entre objet et être doué d'intelligence. Le capital « intelligence » permet à un homme d'accéder au rang de « joyau », tandis que ce même capital ne le permet pas pour une femme. Celle-ci sera toujours inférieure à l'homme.

Les hommes s'inscrivent aussi dans cet environnement « matériel », mais eux ont droit à la gloire. Et R. Hamayon conclut : « [...] c'est le héros seul qui est glorifié, c'est de lui seul que se soucie l'épopée, laquelle ne dit rien du sort ultérieur de la sœur dont jusqu'à l'existence même paraît oubliée. La femme a beau l'emporter tant en énergie qu'en intelligence, tant en perspicacité qu'en imagination, c'est inmanquablement au bénéfice de l'homme » (1979, p.132). Ainsi, quelles que soient la quantité et la qualité du capital intellectuel détenu par une femme, celui-ci ne lui permet pas d'accéder au pouvoir.

¹²⁵ F. Aubin cite (Tschinag G., 1999).

¹²⁶ traduction de l'édition de Pékin de 1925 par A. Mostaert, *Harvard Journal of Asiatic Studies*, XIV, 1951, p358-359.

b) Elite intellectuelle soviétique mixte

La colonisation mandchoue a comme étouffé ce désir nomade de connaissance (Aubin F., 1975, p.514). Le soviétisme a bien sûr ravivé la fierté nationale, et a instauré le capital intellectuel comme source de « hiérarchie de prestige ». C. Humphrey, dans son livre sur un kolkhoze de Sibérie, souligne l'importance de la valeur « “cultivé, non cultivé” ». [De même en Ouzbékistan,] les personnes à qui l'on attribue la qualité de cultivées sont celles qui ont une intégration optimale dans le système » (Pétric B., 2002 p.137). En Mongolie, le pouvoir soviétique mettra en place une éducation généralisée, obligatoire et gratuite pour tous et toutes, quadrillant le pays, chaque village possédant sa crèche, son « jardin d'enfants » puis son école primaire et secondaire jusqu'au baccalauréat. Les enfants nomades vont au pensionnat du village auquel leurs parents sont administrativement rattachés, ou restent chez un parent sédentaire. Le régime va former des maîtres, habiller, nourrir, équiper et loger les pensionnaires. Et la nation mongole est peut-être la seule nation au monde où l'instruction scolaire n'est pas considérée comme en concurrence culturelle et symbolique avec la vie nomade (ce qui est le cas par exemple pour les peuples de Sibérie et pour les Roms européens).

Le pays a ratifié la Convention contre la discrimination dans l'éducation en 1964. Et même si, comme le note F. Aubin en 1975, les discriminations classiques de statut social et de sexe persistent, « d'une manière générale [...] les Mongols aiment l'étude et ambitionnent d'envoyer leurs enfants à l'école » (Aubin F., 1975, p.510 ; Rupen R. A., 1960, p.139). Les éleveurs nomades sont aussi instruits. O. Lattimore s'émerveille déjà en 1964 de sa rencontre avec un jeune homme à bicyclette dans la steppe, fusil sur l'épaule, polyglotte et peintre : il va chasser la marmotte après avoir été étudiant à Moscou. En 1999-2000, on nous présente tel cavalier nomade entrant dans la yourte voisine comme un frère qui a effectué tant d'années d'études supérieures en Allemagne de l'Est dans les années 1970, ou telle femme qui a obtenu son diplôme supérieur de comptable à l'université de Novossibirsk dans les années 1980¹²⁷.

L'Etat cherche à développer une élite intellectuelle et dirigeante, et donne ainsi sa chance à chaque enfant du pays. L'outil majeur de cette production semble avoir été les fameuses « écoles russes » n°23 et n°18, mentionnées dans les biographies de nombreux parlementaires, démocrates comme communistes d'aujourd'hui. Zorig, pour le plus bel exemple, est allé à l'école n°23, de même qu'Erdentuul et la plupart de ses plus proches amis politiques.

La mère d'une amie me dit que son mari a passé son baccalauréat en 1967, l'école était encore « mongole ». Elle pense qu'elle s'est « russifiée » progressivement, en commençant par la première classe, en

¹²⁷ Signalons qu'il en est de même dans toute l'Asie Centrale, où le PNUD estime à 98,4% le taux d'alphabétisation en 1990 (Atlani-Duault L. et Poujol C., 2008, p.40).

1965-1967. L'établissement inscrivait automatiquement tous les enfants du quartier, suivant le découpage territorial scolaire en vigueur sur tout le territoire. Mais on pouvait aussi y entrer sur concours : il fallait témoigner d'un apprentissage de la langue russe déjà entamé, en chantant des chansons russes pour les plus jeunes, et en lisant et écrivant le russe pour les plus âgés. Il est clair que les enfants de l'élite du pays y entraient tous, et que les parents de familles moins installées rêvaient d'y envoyer les leurs. Elle a tout fait pour que sa fille aînée y entre aussi, elle a appris les fameuses chansons russes. Scolarisée à la fin des années 1990, mon amie relate la discrimination à l'égard des « *enfants de femmes de ménage* » qui étaient admis dans l'école selon le découpage territorial (Tuya et sa mère, mai 2007).

Il existait aussi des écoles « chinoises », mais la mère dit avec un sourire que les enfants mongols n'y allaient pas, alors qu'ils semblent de plus en plus les fréquenter actuellement.

Les jeunes filles sont donc admises au sein de cette élite. Elles le sont encore par exemple au sein des « pionniers », prise en charge parascolaire des enfants exactement sur le modèle des jeunesses communistes russes (Aubin F., 1975, p.510). Gerelsuren, qui sera très engagées au sein du Parti, était « *déjà chef pionnière !* » (14 janvier 1999). Les jeunes, filles et garçons, étaient ainsi formés à une participation active à la construction du régime soviétique.

En fait, celui-ci s'appuie fortement sur l'instruction des femmes. Le Comité CEDEF révèle qu'en 1956, presque 40% des femmes étaient considérées comme analphabètes, pour seulement 20% des hommes, ce qui signale qu'avant la soviétisation, les femmes étaient effectivement discriminées face au savoir intellectuel, comme dans le reste du monde. En 1979, l'écart hommes-femmes s'est réduit, mais reste de 8 points, avec un peu moins de 12% de femmes analphabètes contre 4% des hommes. L'égalité à ce sujet n'aura été presque atteinte qu'en 2000, avec 2% pour les hommes, et 2,5% pour les femmes (2007, p.16). Il est donc estimé (selon les sources) qu'entre 86% en 1989 (Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.137), et 98% en 2006 (Comité CEDEF, 2007) de la population est lettrée, sans différence significative entre hommes et femmes. Cette instruction est loin de se limiter à savoir signer de son nom et compter ses économies. En éduquant la population, le régime a provoqué un véritable goût pour « les informations » répandues par les médias : télévision dans les villes, radio et surtout lecture des journaux, y compris à la campagne, intérêt qui n'a pas perdu de sa force durant les années 1990. On remarque que la population porte une grande attention aux quotidiens qui circulent avec les personnes (par exemple les personnes âgées en visite ici et là) et sont lus par tous dans les yourtes : hommes et femmes, mais aussi jeunes et enfants qui se plaisent à faire comme leurs parents, y compris « au fin fond du désert »¹²⁸. Les informations sont ensuite longuement

¹²⁸ Nous ne développerons pas ici sur la qualité de ces « informations ». Notons que la « peopolisation » de la presse n'a pas encore lieu en 2000 aussi fort qu'en Occident. Mais la presse d'analyse reste encore très réduite, l'essentiel des articles donne la parole à des personnalités politiques, économiques, religieuses et artistiques, sur leur opinion du pays, sur leur travail. On

discutées dans les yourtes¹²⁹. Et dans cette quête de l'information, base de la discussion démocratique, les femmes sont présentes, comme nous l'avons observé dans les familles et lors de nos entretiens. Ainsi, si « [...] une société peut agir efficacement sur elle-même au moyen de la volonté informée et formée par la discussion de ses citoyens réunis » (Bouchindhomme C., 2005, p.73) - ce qui fonde la constitution d'un espace public selon J. Habermas - alors, il semble que le soviétisme l'a permis en Mongolie.

Mais on ne peut s'en tenir à ce constat qui nous semblait pourtant porteur d'espoir égalitaire. Car, malgré leur « sagacité » reconnue, malgré leur accès à l'instruction, les femmes mongoles connaissent des contraintes de langage spécifiques au genre féminin, comme en France par exemple. Et M. Yaguello montre comment ces multiples contraintes construisent une domination symbolique d'une efficacité redoutable dans le maintien de la domination masculine (2002). A.-M. Gatti remarque encore, et de la même façon, pour l'Italie quelque chose que l'on entend aussi en France. Les femmes entre elles n'ont que des « conversations, des “bavardages”», alors que les hommes entre eux ont des « discussions », différence « qui souligne la prégnance du contenu de la communication. [...] » Les hommes, en fait, discuteraient de « choses importantes » et donc de politique, tandis que les femmes ne « bavardent » qu'à propos de sujets supposés triviaux : la famille, les loisirs, les potins (1998, p.308). La parole des femmes est donc moins « importante » que celle des hommes¹³⁰.

Effectuant sa recherche dans les années 1970, R. Hamayon va rédiger deux articles qui portent en leur titre sa découverte : « De la difficulté d'être belle-fille » (1973) et « Le pouvoir des hommes passe par la “langue des femmes” [...] » (1979). Elle propose ici la seule analyse du point de vue du genre que nous connaissons sur la Mongolie pour cette période, en adoptant une perspective féministe radicale¹³¹. Elle annonce en introduction : « L'analyse nous mènera à évoquer la conception mongole du lien entre la parole et le pouvoir, et nous verrons que la femme qui possède les armes linguistiques du pouvoir ne peut en user que pour se défendre et lorsqu'on la consulte » (1973). Ce travail, qui établit les relations analytiques entre les trois points du triangle intelligence/parole/pouvoir, nous apporte beaucoup pour notre compréhension de l'exclusion des femmes du politique en Mongolie.

trouve de nombreuses informations concrètes, comme des résultats d'enquêtes plus ou moins fiables, le cours du cuivre ou les heures de vols des principales lignes. On trouve enfin des rubriques loisirs (poésie, cuisine, couture, cheval, etc.).

¹²⁹ Une fois les informations estimées trop vieilles, les feuilles de journaux sont réutilisées (papier à cigarette, papier toilette, protecteur pour la pâte qui repose, ce qui provoque d'ailleurs des campagnes de prévention informant sur l'intoxication au plomb...), etc.

¹³⁰ Lors de réunions politiques, les hommes sont écoutés dans le respect, tandis que lorsque les femmes prennent la parole, les hommes se lèvent, discutent entre eux, vaquent à leurs occupations (Achin C. *et al.*, 2007, p.113).

¹³¹ Elle est d'ailleurs citée par Nicole-Claude Mathieu dans son travail de déconstruction du « consentement » féminin à la domination masculine (1985).

Elle analyse « le conte de la bru sensée », conte populaire qui participe de la construction de l'idéologie du genre. Il s'agit de la mise à l'épreuve d'une jeune femme, choisie pour être la femme d'un prince naïf. Le beau-père lui fait subir des tests d'habileté artisanale, mais surtout d'intelligence. Elle doit décrypter un message fait de métaphores, et mettre en place une stratégie politique pour sauver le vieil homme en péril, et par-là même sauver la nation¹³². « Il se trouve qu'à la fin du conte, la bru accède au trône du khan. Détenant le pouvoir suprême, elle remplit donc un rôle d'homme. Il faut cependant se garder d'interpréter ce fait comme une prise du pouvoir masculin par la femme, d'y voir une victoire de l'intelligence féminine au détriment de l'homme. Tout d'abord, il n'y a aucune quête du pouvoir, aucune ambition de la part de la bru, assidûment pourchassée au contraire, et sollicitée. Son ascension n'est due, en ce qui la concerne, qu'à son intelligence et à son obéissance à la coutume. Et surtout, ce n'est pas pour en profiter elle-même qu'elle reçoit le trône, mais pour pallier une défaillance de la lignée du khan. [...] [L]es ministres font valoir au khan que "l'on ne se coupe pas les pieds sous prétexte qu'ils sont en sueur" [...] l'engageant ainsi à ne pas évincer son fils, mais à chercher dans un bon mariage une compensation à son incompetence. L'essentiel est de ne pas laisser s'éteindre le feu du foyer, s'interrompre la lignée. En outre, la promotion de la bru n'apparaît pas dans toutes les versions (loin s'en faut) » (1973).

Le deuxième corpus qu'elle analyse est composé du langage mongol, dans sa quotidienneté, tant entre les humains entre eux, qu'avec les esprits. À écouter attentivement ce qui se dit, elle retrouve d'abord le jeu d'utilisation d'euphémismes, de devinettes, d'énigmes, qui servent à éduquer la perspicacité des enfants, puis à tester les jeunes adultes, avec en toile de fond l'idée de détourner l'attention des mauvais esprits. Ils ne comprennent pas les euphémismes et jeux de sens, ils n'auraient donc pas accès au symbolisme, ce qui protège les humains. Mais ces énigmes se trouvent être essentiellement à destination des femmes. Elle note aussi que les dictons, les louanges, les vœux ou formules lamaïques à l'égard des enfants, sont généralisés au masculin. Elle remarque la signification des prénoms, qui révèlent les valeurs associées aux garçons : « Courage », « Bonheur », « Lion », « Fort », « Héros... », tandis que les filles sont généralement « Perle », « Bijou », « Joyau », « Fleur ». « Alors que le portrait masculin est fait de vaillance et d'éclat, la silhouette féminine se compose de sagesse et de modestie, de réserve et d'endurance au travail ; la robustesse, la docilité et la fécondité y importent plus que les yeux noirs et les pommettes rouges, signe canonique de la beauté » (1979, p.123). Aujourd'hui d'ailleurs, un ami a prénommé son petit garçon *Tör*, ce qui signifie « politique » mais avec une notion marquée de force, de puissance. Rien d'équivalent pour une petite fille.

¹³² Notons qu'aucun conte « classique » pour enfant en France ne développe ce type de personnage...

Surtout, en parallèle avec le conte de la bru, elle observe une domination symbolique masculine s’opérant par le contrôle du langage des femmes. Un homme, dans la parole, a toutes les libertés, sauf en présence d’un aîné. « La femme ne peut que répondre, écouter ou se taire, n’acquérant quelque droit d’initiative qu’avec sa maturité de mère comblée » (1979, p.125). En fonction de la hiérarchie qu’instaurent le sexe et l’âge dans une famille, le grand-père est au sommet, la belle-fille à la place la plus défavorisée. Ceci est marqué par les procédés langagiers genrés : « La belle-fille est soumise à de nombreux interdits de langage, portant notamment sur les noms personnels de ses beaux-parents et des aînés de son mari, et sur l’usage, dans le discours ordinaire, des éléments lexicaux qui les composent. Ainsi, si le nom de son beau-père comporte le terme *tömör* “fer”, elle ne pourra user de ce terme pour parler d’un objet en fer. Elle est donc obligée de recourir à des substituts pour désigner les objets dont ses beaux-parents portent le nom, et c’est là ce que les mongolisants ont qualifié de “langue des femmes” » (Hamayon R., 1979, p.125), « phénomène linguistique résultant du rôle d’usine de transformation symbolique que le beau-père fait jouer à sa bru » (1973, p.7).

User d’euphémismes n’est pas réservé aux femmes, puisque des interdits touchent aussi une autre catégorie sociale constituée par les cadets. Comme dans toute société, des tabous entourent certains thèmes. Mais « Les femmes, considérées comme moins sacrées que les hommes, sont particulièrement surveillées dans leurs interdits. Pour la plupart des tabous, leur observation est plus stricte pour les femmes que pour les hommes » (Jagchid S., 1979, p.156). « Encouragées, les capacités féminines sont en même temps contenues [et] contrôlées de façon à ne pas risquer de se retourner contre les tenants du pouvoir, mais à s’exercer uniquement à leur profit » (Hamayon R., 1979, p.133).

Elle met alors en lumière un processus d’empêchement de constitution d’une « classe des femmes » au sens marxiste, c’est-à-dire se constituant en groupe d’action collective¹³³ : « Ce processus de reflux des prouesses féminines dans le cadre rigide du couple [...] met en lumière [un effet] sociologique : unir les hommes et isoler les femmes. Les hommes s’absorbent en visites [...], qui sous la yourte, qui dans la steppe ou aux abords d’un marché ; ils s’y livrent les uns aux autres la trame de leurs jours, colportent les nouvelles [...] Leurs causeries sont les gazettes des steppes. Les femmes ne racontent qu’à l’intime et en tête-à-tête : “Une femme, quelque excellente qu’on la dise, ne laisse pas de trace qui aillent plus loin que son monceau de cendres ; à une journée de distance, on ne connaît plus son nom” (Mostaert 1941-44 : 759a) » (1979, p.133).

Pour légitimer cette pratique, les Mongols e s parlent de « respect ». R. Hamayon pense que s’opère ainsi une véritable « efficacité symbolique », de domination des hommes sur les

¹³³ Nous reprenons ici l’explication que nous avons proposée en introduction.

femmes, et « user d’euphémismes, c’est pour la belle-fille, avouer et accepter sa subordination » (1979, p.127). Cette différence est intériorisée dès la plus tendre enfance par les petites filles. « Aussi les interdits ne connaissent-ils pas d’infractions et sont conçus non comme une oppression gratuite, mais comme l’expression naturelle d’une différence également naturelle. C’est là précisément ce qui fait la force des contraintes et leur persistance : les plus arbitraires sont les plus intériorisées » (Hamayon R., 1979, p.128). En Mongolie également, même si une femme, à la différence des françaises, est plutôt considérée comme intelligente, la différence naturelle des sexes biologiques est un socle solide sur lequel s’appuie la légitimation de leur oppression¹³⁴.

La « cosmogonie de la différence » (C. Delphy, 2001, p.35) en Mongolie semble donc différente de la française. Les contes populaires racontés aux petites filles françaises (la Belle au bois dormant, Cendrillon, Blanche Neige, la Belle et la Bête, etc.) tentent de leur apprendre à attendre leur libération d’un homme, en ne cultivant comme valeur que la générosité, la gentillesse, la résignation dans la passivité, l’attente et le labeur. Le conte de la « bru sensée » présente une autre image de la femme mongole, celle de la femme intelligente, actrice de la vie des hommes de son entourage, conseillère nécessaire avant l’action. Les deux constructions féminines se rejoignent néanmoins dans la même soumission – naturalisée - au masculin.

De fait, R. Hamayon observe que les femmes font preuve d’une vraie compétence de conseil, tant dans le discours historique, comme les personnages de femmes retenus par *L’Histoire Secrète* que dans les représentations populaires, le mari les écoute. Mais, précise-t-elle : « c’est toujours l’homme qui socialise les décisions » (1979, p.129). « Il y a donc un lien entre mot et pouvoir. Et ce lien joue à une production et à la perception de discours. Une des illustrations les plus spectaculaires en est les joutes oratoires d’où sort plein de pouvoir et de prestige, pourvu d’une position sociale accrue, celui qui n’a pas été pris de court ni pour déchiffrer les énigmes que lui proposait l’adversaire, ni pour lui en poser » (1973, p.70). Elle catégorise trois registres de parole : « le registre supérieur [...] apanage des hommes », dont ils tirent gloire ; « le registre de production et de perception littérales, au niveau même de la dénomination, est à la disposition de tout être humain » ; « le registre inférieur de production, qui écarte les femmes et les cadets du pouvoir », avec l’obligation de concevoir des métaphores facile à décrypter pour tous. Il s’agit alors d’une « certaine idéologie de la parole comme source de pouvoir » (1973, p.72). La structure du langage imposée aux femmes structure à son tour le rapport au monde, et donc à l’espace du pouvoir : celles-ci n’y ont pas leur place.

¹³⁴ C. Delphy montre même que l’idéologie du genre précède le sexe biologique, qui n’en devient que l’outil argumentaire.

Dans les années 1970, R. Hamayon notait déjà : « la vie quotidienne de la bru en est peu affectée. A l'heure actuelle, malgré l'effacement graduel de cette tradition, le souvenir en reste très vivace » (1973, p.61). A la fin des années 1990, la majorité des épouses que nous avons rencontrées ne vouvoient plus leur mari (alors qu'il était d'usage qu'elles le fassent, et que celui-ci, par contre, les tutoyait). Et si selon J. Butler « le sujet n'est pas responsable du langage, mais responsable de sa répétition » (2004, p.54), alors cette évolution montre que les femmes « travaillent » à leur égalité avec les hommes. Comme en France cependant, même si nous n'avons pas effectué d'études approfondies sur la question de ce langage genré, nous avons pu remarquer que les jeunes femmes rencontrées refusaient d'énoncer un certain nombre de « gros mots », qu'ils soient des insultes ou à connotations sexuelles¹³⁵. Ceci ne signifie pas qu'elles ne les utilisent pas, mais que face à l'étrangère, l'interdit semble beaucoup plus fort pour elles que pour les garçons. Même, il est clair qu'il est plutôt viril pour un homme d'utiliser cette violence symbolique. Empêcher les femmes d'y avoir accès en public, c'est aussi leur interdire un moyen de « combat » symbolique, un moyen d'accéder au pouvoir.

c) Privatisation de l'instruction et sur-instruction des jeunes femmes

En 1990, avec la privatisation générale des services publics, les budgets des établissements étatiques (écoles et universités) ne sont pris en charge que partiellement par l'Etat et l'instruction devient donc payante. Dans les familles, un système de bourse est maintenu uniquement pour le premier enfant et le montant est très largement insuffisant pour survivre dans la capitale par exemple. Parallèlement, il s'ouvre pour la première fois dans le pays des établissements privés, possédés par des Mongols, mais aussi (et surtout) par des étrangers : écoles/instituts américains, russes, japonais et turcs. Selon le ministère de l'Education, en 1998, à peu près 20% des élèves suivraient leur scolarité en institution privée.

Les Mongols ont développé un vrai souci de l'instruction, en tant que capital intellectuel qui permet de mieux vivre. L'obligation de payer oblige la population à repenser intégralement l'organisation des projets familiaux et leur financement. La scolarisation des enfants est devenue un sujet d'angoisse très forte, abordé au cours de la quasi totalité des rencontres. « *Oui, notre souci majeur, c'est pour nos enfants, c'est leur instruction, et l'argent reste un gros problème. Nous n'avons que des filles, l'aînée a été boursière, elle est enseignante dans le village. Ma famille a pu financer la scolarité supérieure de la*

¹³⁵ Ce que nous remarquons lorsque nous demandons à nos amies de nous les apprendre en mongol, « pour les reconnaître dans une conversation ou dans une dispute », alors que les garçons, eux, se font un plaisir de même les écrire au dos de notre cahier de langue... J. Butler réfléchit au « pouvoir des mots ; politique du performatif » (2004) et avec M. Yaguello, elles montrent comment l'argot est essentiellement constitué d'insultes sexistes et racistes, alors que comparativement, peu de mots permettent des insultes à l'encontre des blancs et des hommes. M. Yaguello réalise aussi que la pègre et plus généralement les catégories populaires, s'approprient le langage de la violence – en particulier celui à l'encontre des femmes, tandis que les femmes, elles, ne se l'approprient pas... Ce que nous attribuons à l'efficacité de l'idéologie de genre.

cadette, mais nous ne pourrons certainement pas pour la dernière, ou alors, je ne vois vraiment pas comment... Ça me rend très triste, c'est notre pays maintenant... » (Damdinsuren, 24 avril 1999). Pour que les jeunes puissent suivre des formations supérieures qui se concentrent dans la capitale, les familles mettent en place une nouvelle gestion budgétaire, et font preuve d'une véritable adaptation au libéralisme.

A l'automne 2000, je remarque chez Nina, sous leur lit et dans un coin de leur chambre, six ballots énormes. Je lui demande ce que c'est : « *C'est ma laine de cachemire* ». D'où vient-elle ? « *C'est ma sœur qui garde mes chèvres*. » Et combien en a-t-elle ? « *Je ne sais pas, c'est elle qui sait ! Mais je lui fais confiance, elle me donne toute la laine de mes chèvres.* »

Je la taraude de questions : elle garde la laine en attendant d'une part que le cours remonte petit à petit (raison pour laquelle elle ne l'a pas vendue au début de l'été, comme tout le monde), elle attend aussi une bonne opportunité d'intermédiaire. Si elle ne trouve pas, elle ira elle-même la porter à Oulan-Bator, évitant ainsi la commission de l'intermédiaire. L'argent, qu'elle dit équivaloir à deux salaires de son mari, servira pour la première année universitaire de son aîné. Le salaire de directeur de l'école de son mari est plutôt utilisé pour les dépenses courantes de la famille : vêtements, déplacements locaux, nourriture achetée (autre que viande et produits laitiers), médicaments, etc.

Dans un pays où près de la moitié de la population a moins de 18 ans (*UB Post*, 29 mars 2000), et où 75% a moins de 35 ans (Comité CEDEF, 1999), on imagine aisément ce qu'un tel changement structurel dans l'accès à l'instruction peut provoquer à l'échelle nationale. Cette angoisse constitue une charge mentale nouvelle pour les parents, pour les mères, charge qui empiète encore sur leur éventuel désir de s'engager en politique.

Au souci financier durant la scolarité, s'ajoute la crainte de voir se détériorer le niveau des enseignements¹³⁶, ce qui semble manifeste dans certaines disciplines qui nécessitent un équipement technique coûteux, comme la médecine par exemple. Amarsanaa, intellectuelle ayant effectué un master de droits humains à Londres dans les années 1990, est très inquiète. « *Je ne peux pas payer les études universitaires pour ma fille, je voudrais qu'elle reste à Londres où le niveau est meilleur. [...] Le niveau scolaire de mon fils, ici, il est rentré avec moi depuis trois ans et il a 13 ans, est plutôt faible, je trouve... Mon rêve, c'est de pouvoir lui aussi l'envoyer en Angleterre...* » (10 juin 1999).

S'est aussi développée une pratique générale de petite corruption, allant de cadeaux à l'enseignant (qui n'est pas sans rappeler à la fois le système soviétique et les pratiques nomades d'échanges de biens et services) à l'achat de diplômes (lors de « frais d'inscriptions », ou de petites commissions aux secrétariats). Mais, à Oulan-Bator, à l'Université d'Etat que nous avons

¹³⁶ Nous analyserons l'impact des nouveaux enseignements imposés par les bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, Fondation Soros, Tacis). Constatons ici que les nouveaux masters sur le « *management* », la « *finance* », le « *leadership* » ne passent donc pas, aux yeux des Mongol-e-s instruits, pour des formations « de qualité ». Ceux et celles qui ont encore un certain esprit critique regrettent la culture générale et la curiosité intellectuelle pour les arts et la philosophie que dispensait l'école soviétique, de même que le sens aigu du devoir pour la collectivité, aux antipodes de l'intérêt individuel enseigné aujourd'hui...

fréquentée, ce ne semble pas être aussi radical qu'au Kirghizstan par exemple (Thircuir A., 2005, p.100). Au contraire, il persiste une émulation collective autour de l'idée d'être le meilleur de sa classe, et les étudiants sont même très attentifs à la qualité des enseignements et à l'exigence des professeurs. Leur niveau d'étude reste donc correct, surtout pour certains savoirs ou expertises objectivement évaluables comme la pratique des langues, la comptabilité, l'informatique, etc. L'évaluation du niveau de chacun peut même se faire par les étudiants eux-mêmes (en littérature, en science politique), et les enseignants ne vont pas se risquer à octroyer un diplôme à un étudiant trop mauvais, quelle que soit son arrogance et sa fortune. Il y va de leur réputation, et de celui de leur établissement, surtout s'il est privé¹³⁷.

Il est clair cependant aujourd'hui, que si la concurrence s'aiguise pour une place d'étudiant boursier en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon par exemple, l'étudiant retenu devra cumuler des capacités intellectuelles approuvées, un réseau familial connu pour graviter dans le milieu politique et/ou économique et capable de faire pression sur les sélectionneurs, mais aussi, et c'est nouveau, un capital financier familial avéré par des pots-de-vin. Du temps du soviétisme, ce dernier critère ne semblait pas exister. Il faudrait faire une étude de la répartition par sexe de ces étudiants privilégiés : signalons que nous avons rencontré de nombreuses jeunes femmes qui ont bénéficié de ces bourses.

Mais, de fait, même si les familles déploient des trésors d'énergie pour financer les études de leurs enfants, la privatisation du système éducatif entraîne irrémédiablement de l'abandon scolaire. L'UNICEF estime en 1999 que seuls 82% des enfants sont scolarisés (contre 100% au Japon et 97% aux Philippines) (*UB Post*, 04 août 1999). L'article ne dit pas que le taux de scolarisation était aussi de 100% avant la Perestroïka.

Et, chose intéressante nous concernant, l'abandon scolaire connaît une différence patente entre filles et garçons : ceux-ci seraient plus touchés. Phénomène tout à fait nouveau, « leur force de travail devient extrêmement nécessaire. Il est estimé en 1992 que l'absentéisme touchait 24% des élèves, à tous les niveaux de scolarisation » (Spoor M., 1996, p.622). Ceci révèle d'ailleurs un phénomène connexe qui interpelle aussi les observateurs étrangers qui ne l'avaient pas prévu, celui d'un repli sur l'élevage afin de faire face à la crise. Soit que les familles nomades n'aient plus confiance en l'instruction, et ne voient plus dans les études supérieures le moyen de vivre mieux,

¹³⁷ Evoquons ici la surprise de l'ensemble des étrangers de passage en Mongolie, devant l'exceptionnel niveau en langue (jeunes interprètes en français, en anglais, en italien) n'ayant jamais quitté le pays par exemple, les jeunes informaticiens à la tête de l'un des nombreux « cafés Internet », ou autre jeune *businessman* difficile en affaires, alors que la gestion d'un restaurant ou autre établissement privé ne se pratiquait pas 10 ans auparavant. Ne présumons pas trop vite d'une baisse générale du niveau d'instruction des pays ex-soviétiques. L'étude internationale sur le niveau de lecture des enfants d'une dizaine d'année, baptisée « Pirls », signale en 2006 que parmi les 40 pays qui ont participé à l'enquête, la Russie se classe toujours en tête, devant l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis, le Canada, etc. Malheureusement, l'étude n'a pas été effectuée pour la Mongolie.

soit même que certaines familles sédentaires, dont le nombre est difficilement évaluable, quittent la ville, espérant une meilleure survie dans la steppe. Le nombre de ces familles et de ces jeunes reste très réduit à l'échelle nationale, la migration vers la capitale étant elle, beaucoup plus significative. Mais l'Etat s'inquiète pour ses garçons et le Comité CEDEF se penche aussi sur la question. Les chiffres de 2000 montrent que finalement, le taux d'alphabétisation de la population est plus élevé après dix ans de démocratie libérale (97,5% contre 96% en 1989 et 92% en 1979). Mais ces chiffres intègrent la disparition des personnes âgées, celles-là qui pouvaient être les dernières à ne pas savoir lire et écrire. Tandis qu'une nouvelle catégorie apparaît, celle des jeunes analphabètes : l'Etat en compte 8400 ayant entre 15 et 19 ans, les deux tiers sont des garçons (2007, p.17).

Et si la rumeur nationale (discussion avec les amis) porte beaucoup d'attention à ces garçons qui décrochent, rien n'est jamais dit sur les filles qui décrochent aussi, ni pourquoi, ni qui elles sont. Alors que les chiffres montrent qu'elles représentent tout de même plus d'un tiers de ces adolescents déscolarisés... Elevage ? Prostitution dans la capitale ? La question reste ouverte. Mais constatons pour notre sujet que la libéralisation de l'instruction semble instaurer une évolution dans le « genre du savoir ».

Car enfin, concernant les études supérieures, s'il est difficile d'envoyer ses enfants à l'université, aucun chiffre n'évoque pourtant une chute du nombre des étudiants, au contraire. Et la sur-instruction des femmes est bien attestée. Le Comité CEDEF note à ce propos : « Un examen comparatif des données du recensement de la population révèle que le pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus ayant fait des études supérieures a augmenté en 2000 de 4,2 % par rapport 1979 et de 2 % par rapport à 1989 et était identique à celui des hommes. Cela montre que le taux de masculinité de la population ayant une instruction supérieure a baissé rapidement, c'est-à-dire de 37,5 % » (2007, p.15). Solongo, enseignante ayant fait ses études dans les années 1980, explique que durant le communisme, « *il y avait des quotas, peut-être de moitié, dans l'accès des femmes aux hauts diplômes, et pour l'accès aux corps de métier. Ces quotas ont disparu en 1990. Et finalement, il semble que la disparition de ces quotas a surtout nui aux garçons. Dans ma classe d'étudiants de master en économie, ils ne sont que deux !* » (14 mai 1999).

La démocratisation libérale, concernant l'instruction, semble plutôt favorable aux femmes. C'est d'ailleurs ce qu'elles pensent. « *J'ai confiance en mon pays [...] nous pouvons nous adapter très vite, nous l'avons déjà démontré par le passé, nous le démontrerons à nouveau* » (G. Ojuunceceg, 18 juin 2000). Elles ont eu vent de la déscolarisation des garçons et surtout de leur supériorité numérique au sein des instituts universitaires. En 1996, M. Avery l'avait constaté : « Un thème majeur qui unifie ces femmes est la volonté de changement et d'être un agent actif de ce changement grâce à leur

instruction. » Elles en développent alors l'idée que le « groupe femmes », leur classe de sexe, surpasse les hommes de ce point de vue. Nombreux sont les témoignages comme par exemple, le 10 avril 2000, lors d'une rencontre de l'Association des Femmes Social-Démocrates (association au sein du PSD), une intervenante s'appuie sur le fait que « *70% des personnes éduquées dans notre pays sont des femmes... Et sur 26 diplomates, sept sont des femmes* » (10 avril 2000). Une militante de LEOC habitant Zuun Mod, à qui il est demandé « quel est le principal atout de la Mongolie ? » répond : « *Les gens sont accueillants, généreux, solidaires. Et aussi, nous avons une grande capacité d'instruction, surtout les femmes, puisque 60 à 70% des gens instruits sont des femmes. Elles sont plus actives que les hommes, plus dynamiques.* » (Ojuunceceg, 17 janvier 1999).

Et face aux inégalités dans les rapports sociaux de sexe, ce capital instruction reste celui de tous les espoirs. D'abord par une demande de développement, tout spécialement dans les zones rurales. Au sein du petit village de Darvi, 14 juillet 2001, l'une des cinq femmes conseillères municipales regrette le peu de femmes au sein du conseil. Que faire pour changer cette différence ? Elle évoque immédiatement l'instruction : « *il faut permettre aux jeunes filles des campagnes d'aller faire des études supérieures soit à Hovd [chef-lieu régional], soit à Oulan-Bator, soit même à l'étranger, comme toi ! Mais oui ! Il faut que les femmes puissent aussi découvrir le monde, comme toi, c'est apprendre la vie ! Je trouve merveilleux ce que tu fais, profite bien pour nous toutes qui ne pouvons pas le faire. Il faudrait aussi que les femmes mongoles puissent le faire, qu'elles aient accès aux mêmes opportunités que les autres, comme c'était le cas du temps du communisme, finalement. Les femmes, même des campagnes, même comme moi, on a appris à ne pas avoir peur de travailler pour notre peuple grâce à l'école... et aujourd'hui, la crise économique nous empêche de soutenir nos filles...* » (Horolžams, 4 juillet 2001). Dulamsuren estime aussi que la situation des femmes dans le pays va changer, « *mais pas seulement à l'université. Actuellement, même dans les écoles secondaires, avec l'introduction d'informations concernant les pays étrangers, même les plus jeunes filles s'intéressent maintenant à la politique* » (24 avril 1999).

La plupart des femmes de la capitale, et même les hommes, s'appuie aussi sur l'instruction des jeunes femmes pour prévoir un changement dans les rapports sociaux de sexe. La plus pessimiste (réaliste ?) semble être Ojuunceceg qui constate que « *les femmes sont très instruites sans pour autant être en charge de pouvoir et de responsabilités. Je pense que dans dix ans peut-être...* » (18 juin 2000). Mais cette échéance de « dix ans » est, pour toutes les autres femmes rencontrées, celle de l'égalité : « *Je suis très optimiste pour nous les femmes, car elles sont très instruites. Dans dix ou 20 ans, il y aura plus de femmes politiques, c'est sûr* » (Nergüi, 27 juin 2000).

2- Le capital intellectuel au sein de l'espace politique et du pouvoir

Les Mongols ont conscience de leur bon niveau d'instruction générale, et pensent qu'il existe un lien direct entre capital intellectuel et accès à l'espace du pouvoir. L'élite communiste s'était construite sur ce capital, l'ensemble des dirigeants bénéficiant tous d'un niveau d'instruction élevé. Et cette estime de l'homme « savant » persiste avec la démocratisation. Par exemple, il est souvent dit que le PND, composé – du moins à ses débuts - de jeunes intellectuels, et donc assimilés à des scientifiques (tel que l'était Zorig) véhicule une meilleure image publique que son concurrent du même bord, le PSD. *A contrario*, un niveau d'instruction intermédiaire (secondaire achevé) est vécu par la plupart des personnes rencontrées comme un manque, considéré comme un obstacle majeur pour entrer en politique. Par exemple, un militant du Parti Mongol pour l'Unité, rencontré dans la yourte de campagne du parti, dit soutenir très fort sa candidate, Batceceg. Mais il ne s'est pas présenté lui-même, d'abord par manque d'argent, mais aussi parce qu'il n'est « *pas assez éduqué...* » (2 juin 2000)

a) Le capital « instruction », obligatoire pour l'engagement politique

Ce capital intellectuel semble être le capital mobilisable majeur pour les femmes. Nous avons déjà observé que les premières démocrates, actrices de la transition politique du début des années 1990, avaient toutes un niveau d'instruction très élevé, ayant effectué un troisième cycle dans diverses universités de l'ancien bloc soviétique. Enhtujaa, députée PND, en a une conscience aiguë : « *Nous avons presque tous étudié en Russie, en Europe de l'Est. Le niveau de l'éducation en Mongolie est très élevé, beaucoup d'entre nous parlent plusieurs langues. Cet accès à l'information a été une clef pour nos prises de décisions, pour notre engagement* » (Enhtujaa, 15 juin 1999). Batbajar, député PSD, reconnaît que ses collègues sont très instruites et qu'elles ont toutes participé à la démocratisation dès le tout début. « *En fait, le principal besoin pour une femme qui veut se lancer en politique, c'est l'instruction. Et il y a beaucoup de femmes instruites, intelligentes dans le monde, comme par exemple Madeleine Albright !* » (14 avril 2000).

Les actrices politiques des villages aussi révèlent toutes un parcours universitaire. Nous ne citons ici qu'un petit nombre de témoignages. Saintujaa, gouverneure de Dašbalbar *sum*, région de Dornod (Est du pays) déclare : « *Pour faire ce travail, il faut être instruit, intellectuel. Je ne pense pas qu'un ou une nomade puisse travailler à mon poste. Il faut avoir la capacité de gérer, organiser une entreprise ou une association par exemple* » (Saintujaa, 26 avril 1999). Ženilmaa, l'une des rares gouverneures de *Sum* du pays, est née dans son village - Altanširee *Sum* dans la région de Dornogov (sud-Gobi), mais a fait cinq ans d'études à l'université d'Oulan-Bator suivies de 18 mois de formation administrative.

« *Puis je suis revenue, et me voilà gouverneure !* » (10 février 1999). Dans la même région, mais à Erdene Sum, Regzedmaa, conseillère municipale, déclare : « *Avec Baatar [la maire], nous sommes les deux femmes les plus éduquées du Sum* » (17 février 1999). Horolžams, conseillère municipale de Darvi Sum, (Hovd, ouest) est née en 1959 au village. Elle était « *chef de classe* » en primaire, a effectué sa scolarité secondaire dans la capitale, et a obtenu le baccalauréat en 1978. Elle est sortie diplômée de l'Université d'agronomie et économie de l'agriculture en 1983 et a été immédiatement nommée dans son village en tant que comptable du *negdel*, profession qu'elle a exercée jusqu'à son démantèlement, en 1991 (4 juillet 2001). La présidente du comité villageois de Holonbuir (Est du pays), est aussi née dans ce même village, et y a étudié jusqu'en 8^{ème} classe (équivalent seconde), puis est allée à Dornod (chef-lieu régional) jusqu'en 10^{ème} classe (terminale). Elle a ensuite étudié trois ans à l'université d'économie dans la capitale et est venue travailler dans son Sum. « *C'était en 1989. Aujourd'hui, depuis deux ans, j'ai décidé de reprendre mes études, et je suis inscrite à mi-temps à un cours d'économie, par correspondance* » (Saraan, 24 avril 1999). Badja, militante communiste dans la quarantaine, ville de Sainšand dans le Gobi, pense qu'elle a été choisie par l'ancienne directrice de la FFM grâce à sa formation de juriste (13 février 1999). Etc.

Dans la continuité de ces premières femmes politiques des années démocratiques, les candidates à l'entrée en politique doivent faire montre de leur parcours d'étude. Lors de la rencontre collective de femmes engagées dans des associations au sein de la petite ville de Zuun Mod, toutes disent que la qualité majeure recherchée (par les partis, mais aussi par les électeurs) pour les femmes qui se présentent aux élections, c'est l'instruction (Ojuunceceg, 17 janvier 1999).

Et nationalement, les candidates aux élections parlementaires de 2000 mettent toutes en avant, systématiquement, leur parcours universitaire. Čimeg, candidate par exemple pour le PCC, a obtenu un magistère en 1979 à Moscou, puis a continué ses études en Mongolie. Elle s'est inscrite en thèse de Doctorat en 1989, pour la soutenir en 1999. Elle est professeure à l'université depuis 1996, et dirige de nombreux travaux (15 avril 2000). Nous n'allons pas faire ici la liste des diplômes obtenus par les femmes candidates. Notons qu'aucune d'entre elles n'ose se présenter sans avoir au minimum le niveau licence, que nombreuses sont celles qui parlent l'anglais et qu'elles sont reconnues par leurs camarades de parti pour leurs compétences professionnelles observées soit dans le cadre d'un poste administratif (gouvernemental ou régional), soit au sein même du parti (comptabilité, présidence de l'association de femmes du parti et donc aptitudes à la prise d'initiative et à la gestion d'une équipe, etc.)

Il est clair qu'elles - et plus encore les quelques élues - appartiennent ainsi à une élite sociale. Les politistes françaises remarquent que les femmes « exerçant les fonctions de ministre

ou de députées sont “surdéterminées” scolairement et socialement, se recrutant, y compris à gauche, dans le vivier de la bourgeoisie cultivée, enseignante et fonctionnaire de préférence¹³⁸», ce qui ne favorise pas une réduction, pourtant espérée, de la « distance sociale entre représentants et représentés » (Sineau M., 1997, p.22) Nous comprenons ici que c’est aussi le cas en Mongolie, surtout avec les femmes politiques de la seconde génération.

b) Mais persistance de leur exclusion

Malgré cette « surcompensation » des femmes (M. Sineau, 2001, p.199), reconnue par tous, leur exclusion persiste, puisque le nombre de femmes élues n’augmente pas en 2000, ni même en 2004, plafonnant à 8 femmes au Parlement pour 68 hommes.

C’est que, dans les faits, si le capital instruction est exigé pour les femmes, il ne l’est pas nécessairement pour les hommes. Et les femmes s’en rendent compte. A l’échelle des villages, Regzedmaa réalise : « *Bien-sûr qu’il y a des différences entre les hommes et les femmes. Déjà, les cinq femmes élues au hural sont toutes des femmes diplômées. Ce qui n’est pas le cas des hommes, ils avaient juste leur carte et leur nom, et c’est tout.* » (17 février 1999) Une conseillère de Zuun Mod explique que « *Pour pouvoir être élue du Hural, il faut être très instruite, avoir deux cursus universitaires, et parler plusieurs langues étrangères.* » Tous les conseillers régionaux ont-ils ce profil ? « *Non, bien sûr ! Les femmes sont toutes très instruites, mais pas les hommes, puisqu’il y a même des hommes éleveurs...* » (Tujaa, 25 juillet 1999) Une militante du PPRM de la même ville fait remarquer qu’il y a plus de femmes instruites que d’hommes instruits, et se demande à voix haute « *pourquoi ne peuvent-elles pas se présenter ? Les hommes se connaissent entre eux, ils se placent, se soutiennent, et c’est difficile pour les femmes de les pousser !* » (17 janvier 1999).

Zanaa, fondatrice et présidente du Comité CEDEF, à propos de cette persistance de l’exclusion des femmes du politique, développe une explication intéressante, fondée sur la « sous-instruction » des hommes. Lors d’une interview en mai 2000, un (une ?) journaliste lui demande : « Certains hommes politiques ont une conception opposée à la vôtre concernant ces questions de genre. Que comptez-vous faire ? ». Elle répond : « Il faut favoriser le développement de la connaissance par rapport à ces questions de genre. Les hommes politiques ne connaissent pas les principes des droits humains autant que les femmes, c’est à cause de cette ignorance qu’ils reproduisent et confirment les discriminations envers les femmes et la violation de la loi. Et ils expliquent ces pratiques par la tradition, la religion, et autres tendances sociales. Ils ne savent pas que la Mongolie doit maintenant agir selon les conventions internationales qu’elle a signées,

138 Mais elle note que les femmes, globalement dans la société, « ne bénéficient pas d’une situation aussi favorisée que les hommes ». Elle demeure optimiste, pensant que leur entrée en nombre peut faire évoluer les choses (Sineau M., 1997).

comme la CEDEF. Les dirigeants doivent s'en préoccuper » (*Zuuny Medee*, 23 mai 2000). Elle tente donc d'attaquer la classe politique masculine par le biais du savoir, faisant passer une orientation idéologique pour un manque d'instruction... Mais elle ne reçoit que peu d'écho...

Car selon nous, cette sur-instruction des femmes, si elle peut apparaître comme le résultat de stratégies personnelles (encouragées par les familles des jeunes filles), n'est pourtant pas le produit d'une stratégie collective (de la « classe des femmes ») d'émancipation sociale féministe. La classe des femmes se trouve être plutôt instrumentalisée. La nation avait besoin de femmes éduquées pour construire le communisme ; elle a aujourd'hui besoin de femmes compétentes, mais diligentes, pour son développement libéral. Et à bien y regarder, ce capital instruction n'est plus celui dont on a vraiment besoin pour réussir d'une part individuellement, mais surtout, aux yeux de l'ensemble de la société, dans ce nouveau contexte politique et économique. D'ailleurs, Enhtujaa constate à propos de ses co-députés démocrates au pouvoir entre 1996 et 2000, que « *notre niveau d'instruction était largement supérieur à celui des parlements précédents* » (15 juin 1999), mais qu'il ne leur a permis ni de porter le pays vers un progrès pourtant tant attendu, ni même de conserver le pouvoir. Car ce « pouvoir » est fait d'autres capitaux ajoutés, comme par exemple le capital financier.

Pourquoi les parents mobilisent-ils un budget familial destiné à l'instruction de leurs filles plus que pour leurs garçons ? « *[I]ls estiment que les filles ne sont pas fortes physiquement, elles ne peuvent pas travailler physiquement, elles ont besoin de l'instruction. Alors qu'un garçon pourra toujours se débrouiller* » (Damdinsuren, 24 avril 1999). Le Comité CEDEF l'a bien compris : « Le fait que la majorité écrasante des élèves [bacheliers] qui se sont inscrits dans des centres de formation professionnelle soit des garçons montre que les parents tiennent à ce que leurs filles aient un niveau d'instruction supérieur, alors qu'ils souhaitent que leurs fils obtiennent une formation professionnelle concrète en vue de trouver un emploi » (2007, p.22). On sait maintenant que les hommes tiennent majoritairement les activités économiques les plus lucratives : commerce de véhicules, de cachemire, d'appareils électroménagers, de même que l'élevage, qui fournit, à la campagne, une richesse matérielle reconnue en particulier par le statut de мянгат (*mjangad*), « celui qui possède 1000 têtes et plus ». Pour ces activités, nul besoin d'études supérieures. Suffisent le savoir-faire (appris « sur le tas » tant pour l'élevage que pour les jeunes hommes d'affaires), le bon sens, le réseau social et familial pour l'écoulement de la marchandise et un éventuel soutien financier. Les femmes sont attendues pour tenir le foyer, veiller le bétail en cas d'absence, effectuer les tâches complémentaires d'élevage, et en ville, pour un salaire d'appoint, gagné auprès d'une administration. Non pas pour diriger le pays. Et concernant la classe dirigeante, qui continue non

seulement de s'instruire, mais vise aujourd'hui les plus prestigieuses universités internationales, à diplôme égal, les hommes sont préférés aux femmes pour les mandats politiques.

Ce qui est paradoxal, c'est que cet amour des études développé y compris par les femmes inquiète désormais les plus conservateurs. Comme l'expriment deux militants du PPRM, chargés de communication et relations publiques : « *Dans les années 1960-1970, le gouvernement a mis une très bonne éducation en place. Nos femmes sont très compétentes, très instruites. A l'avenir, il y aura de plus en plus de femmes impliquées dans des hauts niveaux. Mais il y aura aussi un problème d'inégalité dans l'instruction vis-à-vis des garçons, et surtout des difficultés futures pour la famille et le mariage* » (2 avril 2000). La démographe gouvernementale Solongo illustre ces propos par des chiffres : « *Dans une dizaine d'années, nous aurons un grave problème national, parce qu'une femme instruite souhaite épouser un homme instruit. Mais les hommes auront un niveau d'instruction nettement inférieur à celui des femmes. Les femmes préféreront élever leurs enfants seules, ou partir à l'étranger. Or notre gouvernement souhaite une augmentation de la population... Augmenter la population, c'est une bonne chose en soi, car nous sommes réellement peu nombreux. Et le taux de croissance de la population n'est que de 1,4, le gouvernement souhaite atteindre 1,8. La véritable problématique, c'est celle posée par les femmes elles-mêmes. Il est bien connu que plus les femmes sont éduquées, plus elles contrôlent leur fécondité et diminuent leur nombre d'enfant* » (14 mai 1999).

Finalement, cette instruction des femmes qui fait la fierté du pays et en particulier des femmes elles-mêmes en vient à poser problème aux autorités, au nom de la Nation. On est ici dans un début de contradiction qui explique pourquoi les femmes ont tant de mal à investir l'espace du pouvoir.

c) Femmes « avisées » mais pas « publiques »

Pourquoi le capital instruction, même largement possédé, ne suffit-il pas à une classe sociale (ici, celles des femmes) pour accéder au politique, puis au pouvoir, alors qu'il est reconnu pourtant indispensable à cet accès ? Un dernier élément d'explication nous semble important à explorer. Nous émettons l'hypothèse qu'il a à voir avec son révélateur en politique : la parole publique. C'est la prise de parole en public, les discours devant des assemblées des partis politiques (Achin C. *et al.*, 2007, p. 119), lors des rencontres avec les électeurs et les électrices, puis ensuite devant le parlement, les médias, la Nation, qui permet de présumer si un homme ou une femme est apte ou non à assumer des responsabilités politiques, à entrer dans l'espace du pouvoir. Dans les années 1990, M. Sineau espère même pour la France que les femmes ayant un langage « bien à elles » qui, s'il entrait en politique, changerait la façon de faire, de penser. « *Véhiculé par les femmes, le langage politique serait plus simple, plus direct, plus proche de la vie, et donc, peut-on espérer, mieux entendu par les électeurs* » (1994, p.75).

En Mongolie, dans l'espace public qu'est celui de la rue, des marchés, des magasins, des restaurants et des bars de nuit, les femmes ne semblent pas restreintes dans leur parole, proposant un paysage sonore et des attitudes à l'égard d'autrui proches du paysage français : regard franc, toisant plutôt qu'invitant, stature affirmée. Mais lors de meetings semi-publics lors des campagnes électorales par exemple, il n'y a que les jeunes hommes qui osent interpellier le candidat présidentiel venu les rencontrer au sein de l'université (ce qui, là encore, est fort comparable à ce qui se joue en France). Un autre exemple : l'IRI organise une conférence invitant les journalistes afin de les « former » à la couverture des événements politiques. Sur la soixantaine de journalistes présents, les deux tiers sont des femmes. Les intervenants américains se veulent pédagogues et sollicitent vivement les prises de parole du public, en posant des questions du type : « Et pourquoi le journaliste politique se doit-il d'être neutre ? » Nous remarquons que si les hommes, toutes générations confondues, prennent largement la parole, n'hésitant pas à user de l'humour (et moquer les intervenants étrangers), seules les femmes âgées d'une cinquantaine d'années prennent la parole. Les jeunes femmes restent silencieuses, ou se parlent entre elles (20 avril 2000). Ici, le genre se croise donc avec la génération.

S'il s'avère difficile pour les femmes de prendre la parole en public, c'est qu'elles ne sont pas socialisées pour le faire. Elles ont encore plus de difficultés au sein de l'espace politique, ce qui constitue un des obstacles majeur à leur reconnaissance, à leur inclusion. Car « La sphère politique est le lieu où s'exerce, par prédilection, la magie du verbe, le *logos* à la fois parole et discours raisonnable, réservé aux hommes mâles qui s'engendrent eux-mêmes comme citoyens. Et ce *logos* leur sert d'abord à décréter que eux seuls ont le *logos* et à attribuer une efficacité dans la réalité à l'affirmation de leur rôle créateur » (Le Bras-Chopard A., 2004, p.12). « Seuls les politiques ont compétence (c'est un mot très important, à la fois technique et juridique) pour parler de politique. Il leur appartient de parler de politique. La politique leur appartient. Voilà une proposition tacite qui est inscrite dans l'existence du champ politique » (Bourdieu P., 2005, p.56).

Ni encouragées ni formées par les partis politiques, l'installation des femmes au sein de l'espace du pouvoir est donc fortement compromise. Les femmes engagées en politique en France témoignent de leur peur, de l'angoisse, de l'envie permanente de démissionner : « comment ne pas voir qu'elles témoignent avant tout de la violence symbolique éprouvée [...] lorsqu'elles endossent des rôles politiques qui, exercés depuis toujours par des hommes, enferment des ressources essentiellement masculines et non pas universelles comme le suppose un point de vue *genderblindness*.¹³⁹ ? Parce que les positions politiques, plus encore que les positions sociales, “sont sexuées et sexuantes” [Bourdieu, 1998, p. 91], les femmes qui y accèdent se

¹³⁹ Aveugle au genre, c'est-à-dire à la domination masculine.

retrouvent en effet confrontées à des injonctions contradictoires mais pareillement violentes » (Achin C. et al, 2007, p.121).

La Mongolie se prête aussi (tristement) à ces analyses. Seule Žamaa ne semble pas avoir de réticence, et pour cause : « *A cause de la position de ministre de mon père, j'avais un nom qui représentait quelque chose de très fort. Et même si je me permettais de donner un avis défavorable sur certaines choses, ils ne me disaient rien. Et ça arrivait relativement souvent, parce que certaines choses n'étaient pas ... "normales"* » (23 mai 2000). Mais c'est bien la seule, et elle n'a pas de mandat d'élue, restant cantonnée à cette position peut-être parfois plus confortable de femme nommée « par le prince », jusqu'au jour où celui-ci en décidera autrement. L'ensemble des autres femmes rencontrées évoque cette difficulté majeure dans leur parcours. Au niveau local, selon Dulamsuren, « *Une autre principale raison de la faible participation des femmes au politique est [...] le manque de capacité d'expression des sentiments ou des pensées devant un groupe. [...] Si le Parti va dans les familles, les militants remarquent que les femmes les soutiennent et sont d'accord avec leurs programmes. Mais si on leur demande de mettre par écrit leurs volontés ou idées, si on leur demande de s'investir, elles se rétractent* » (24 avril 1999). Amarsanaa évoque par exemple son mari, qui était engagé dans le processus démocratique (ils s'étaient rencontrés en Ukraine) mais est décédé en 1991. « *Même s'il était malade, on le voit sur les vidéos de la transition, en 1989, il était très ami avec les leaders, Elbegdorž et Zorig, et aurait été très impliqué aujourd'hui. C'était un très bon orateur, il avait ce talent pour parler aux gens. Les femmes sont plus timides, c'est la raison pour laquelle nous ne faisons que peu de politique. Je suis très timide, je n'aime pas parler en public...* » (10 juin 1999).

Nous rencontrons Altai en avril 2001, à la suite de son élection en tant que députée au Parlement. Nouvelle arrivée dans cet espace, nous lui demandons s'il est difficile d'être une femme au Parlement, et quelles sont les attitudes des hommes envers elle. Elle commence par dire que « *tout va bien, j'avais déjà été dirigeante de l'association des femmes, j'avais déjà de l'expérience...* » Mais elle finit par réfléchir à haute voix : « *Il arrive parfois effectivement qu'on me fasse comprendre que comme je suis une femme, je n'ai rien à dire. Ce n'est pas aussi clair, mais c'est sûr, c'est ça... Et c'est difficile pour moi, ça se passe avec des hommes plus âgés de mon parti. Il faut que je fasse attention à tout ce que je dis, surtout en public. De toutes façons, je ne peux pas prendre la parole sur tout, je dois être experte pour pouvoir donner mon avis. Si le sujet dépend de ma formation professionnelle ou de mon domaine d'expertise, alors, oui, je dis ce que je pense important pour mon pays. Ou encore si j'ai la certitude d'avoir une idée très novatrice, et importante. Sinon, je ne dois pas prendre le risque de parler et de me faire critiquer. [...] Par exemple, aujourd'hui c'est un jour de session parlementaire, mais je n'ai pas pris la parole, car le débat était autour de la législation sur les armes à feu puis sur la taxation du bétail... Je n'y connais rien, donc, je n'ai rien dit. Les femmes élues devraient être instruites sur la vie parlementaire, car certaines ont fait l'erreur de trop parler, et elles sont maintenant l'objet de critiques de la part de leurs collègues.* » Mais les hommes qui parlent, eux, ils

connaissent tous très bien les sujets qu'ils abordent ? *« Ah non ! - elle sourit - et eux aussi, ils devraient se taire ! Mais ils ne le font pas ! Ils s'insultent même au Parlement ! j'ai été très surprise de ça ! [...] Non, eux, ils pensent tout connaître. Mais c'est vrai qu'ils ont plus l'habitude que moi, avec l'expérience, ils finissent par connaître quand même, mais moi, je viens d'arriver... »* (16 avril 2001)

Titulaire d'un doctorat en économie obtenu à l'université de Strasbourg (en France), Mandah est secrétaire de l'ambassade de France à Oulan-Bator en 1999-2000. A propos de notre sujet d'étude, nous évoquons une réunion de la Coalition des Femmes. Elle fait une moue sceptique : *« Ce n'est pas en ajoutant quelques femmes de plus au Parlement que la société va changer. Ce sont les hommes qui ont un problème, ce sont les hommes qu'il faut changer. Et les femmes n'arrivent pas à prendre la parole en public. Entre femmes, il n'y a pas de problème, elles peuvent parler. Mais dès qu'un homme est présent, elles se taisent. Même au Parlement, elles manquent de courage pour prendre en charge les problèmes sérieux »* (4 avril 2000). Ici, on note au passage que les femmes sont même culpabilisées de leur propre oppression symbolique (qui n'est pas perçue comme telle).

A la question : *« pensez-vous qu'il y ait une différence entre les hommes et les femmes dans la façon de faire de la politique ? »*, Baatar, maire du village d'Erdene Sum, dans le Dornogov, désert du Gobi, répond immédiatement *« non »*. Mais, comme si le temps de cette courte réponse lui avait permis de réfléchir, elle enchaîne sans pause : *« Je vais vous raconter une petite histoire. Il y a quand même des difficultés à être une femme. L'année dernière, le gouverneur du sum est mort. La tradition mongole oblige à attendre 49 jours avant de le remplacer. Mais pendant cette période, il y a eu le Naadam. En tant que maire, j'ai tout organisé. Et l'assistante du gouverneur se trouvait être aussi une femme. Et alors l'armée a demandé : "qui va [faire le discours d'ouverture] pour le Naadam ?" Traditionnellement, ce sont les hommes. Mais dans cette situation, le poste le plus élevé après le gouverneur, c'est moi [notons que l' élu démocratique s'efface donc devant le fonctionnaire]. J'avais donc pensé que c'était à moi d'ouvrir le Naadam. Et d'entendre la question, ça m'a fait mal. Je suis une femme, mais j'ai tout organisé, alors pourquoi ne pourrais-je pas faire le discours inaugural ? J'ai alors fait référence à la Constitution. Il n'y est pas écrit que les femmes ne doivent pas faire ceci ou cela. Je me disais que si le Président de Notre Mongolie devient une femme, il va bien falloir qu'elle ouvre le Naadam, parce que c'est au Président de le faire ! Finalement, ce n'est ni moi ni l'assistante du gouverneur qui l'avons fait, c'est un des directeurs des services de l'administration. »* Elle continue en expliquant que l'actuel gouverneur est aussi un homme âgé. *« Mais même si mon statut est parfois plus élevé que certains de ces messieurs, comme c'est la tradition de "laisser courir les hommes devant", je laisse faire »* (13 février 1999, voir photo p.572).

Conclusion

Ainsi, le « capital intellectuel » (« sagacité » légendaire d'autrefois et diplômés aujourd'hui) que les femmes cultivent avec fierté, s'il est indispensable à toutes celles qui souhaitent entrer en politique, n'est pourtant pas le garant de leur réussite. Les militantes des partis politiques peuvent toujours espérer que l'avenir proche sera meilleur, grâce uniquement à ce capital.

Celles des associations de femmes en revanche, plus informées par leurs enquêtes, font plutôt face à un amer constat. Elles accusent alors le nouveau système économique et nous sommes bien d'accord avec leurs analyses. « Le haut niveau général d'éducation chez les femmes apparaissant dans notre enquête et dans les statistiques officielles confirme que les changements susmentionnés [chômage, emplois précaires] sont véritablement dus aux conséquences de la restructuration économique, plus qu'à un défaut dans les compétences professionnelles de la main-d'œuvre féminine » (Amgalan T., 2000). Le Comité CEDAW continue dans ce sens. « En l'absence de règles gouvernant le marché du travail, les retours sur investissement dans l'éducation pour les femmes ont été très lents, ce qui peut réduire leur contribution à la croissance économique » (Comité CEDEF, 2007, p.37). Ceci montre bien que l'instruction des femmes ne suffit pas à en faire une catégorie sociale « puissante ». Zanaa et les militantes qui l'entourent au Comité CEDEF en concluent « Certes, à l'heure actuelle les étudiants ont une vision assez différente du rôle des hommes et des femmes dans la vie sociale, notamment dans les relations familiales. Mais les décideurs ont tendance à ne pas accepter des propositions formulées par des femmes » (2007, p.23). Et de terminer dans le rapport qu'elles rédigent pour le PNUD : « Ainsi, alors que les statistiques montrent que la Mongolie a réussi à renforcer les capacités et compétences des femmes, le défi reste dans la création d'un environnement permettant aux femmes d'utiliser ces compétences » (PNUD, 1999).

Depuis la démocratisation, il y a eu pour la première fois une femme ministre, ce dont les militantes associatives sont fières. « Mais il circule beaucoup de rumeurs négatives sur les parlementaires telles que Enkhtuya, Naranceceg, Narangerel. Beaucoup de personnes pensent qu'elles n'ont pas travaillé, qu'elles n'ont rien fait » (article anonyme, 2000). Cette déclaration est confirmée par une amie : « *Elles sont restées effectivement silencieuses, je ne sais rien d'elles...* » Ceci apporte un dernier élément de compréhension. Les hommes en place dans l'espace du pouvoir (dans les partis politiques, au gouvernement, au Parlement) empêchent les femmes de faire valoir leur travail par la prise de parole en public, de prendre en charge des domaines qui les mettraient en valeur, de publiciser leurs compétences, leurs principes, etc. Ils les empêchent donc de se faire connaître, ce qui les empêche aussi de se faire « reconnaître », élément pourtant essentiel dans l'accumulation de capital politique. Ceci leur porte un grave préjudice. Elles ne sont ensuite plus

légitimes lors de réélections, non seulement individuellement, mais aussi « en tant que femmes », celles qui sortent de l'anonymat (Gandi par exemple en Mongolie) faisant figure d'exception et confirmant pour ainsi dire, le retrait de l'ensemble « des autres ».

Ainsi s'est ouvert en Mongolie un espace public-politique : celui des débats, qui ont lieu dans la presse, mais surtout au sein des partis politiques et au *Ib Hural*. C'est l'espace où doivent briller les esprits, par leur capital intellectuel révélé par la parole, le *logos*. Mais les femmes mongoles n'y accèdent pas. Ceci nous invite à explorer plus avant la spécificité de la Mongolie, à savoir sa « culture nomade » à laquelle Baatar vient de faire référence. C'est l'objet de la seconde partie de cette thèse.

Deuxième partie : Le genre de « l'esprit nomade »

Le modèle démocratique libéral adopté en Mongolie a permis quelques changements, mais n'a pas redéfini les rapports sociaux de sexe. On assiste même à des dynamiques de renforcement de la domination masculine à l'intérieur de l'espace politique. Les femmes ont été dépossédées du capital « soutien du parti » et écartées du capital financier. Et lorsqu'elles tentent de mobiliser le seul capital dont elles paraissent « sur-dotées », le capital intellectuel, la socialisation de genre empêche de le publiciser par une prise éventuelle de parole en public, empêchement renforcé par la violence symbolique et physique latente de l'espace politique.

Ce que nous souhaitons maintenant comprendre, c'est comment ce modèle politique a pu reproduire les mêmes exclusions, les mêmes inégalités qu'en Europe, alors que la Mongolie présente une spécificité majeure, le nomadisme. Dans cette seconde partie, nous tenterons d'analyser comment s'articulent les rapports entre hommes et femmes en « culture nomade », ce que les Mongols appellent « l'esprit nomade », que nous limiterons à trois domaines : la famille, l'élevage et les réseaux sociaux. Nous voudrions mettre à jour l'impact de cet ensemble culturel sur le genre du pouvoir : comment les rapports de pouvoir au sein de l'espace local – domestique, nomade et villageois – expliquent-ils les rapports de pouvoir à l'échelle nationale ? Autrement dit : quelles sont les perméabilités entre espaces locaux et espace politique national ? Notre hypothèse ici, est que l'espace du pouvoir se dissémine à l'intérieur de ces espaces emboîtés, et qu'il est strictement similaire dans l'un et l'autre espace.

C. Pateman (et les féministes en général) a démontré que la famille patriarcale compose la cellule de base, reproduite à l'identique, de la démocratie antique puis occidentale. Nous allons le voir, c'est aussi le cas en Mongolie. Mais cette dynamique dépasse largement l'espace domestique, et se renforce avec les espaces intermédiaires : organisation de l'élevage et mobilité, réseaux et symboles nationaux, cet ensemble verrouillant hermétiquement l'espace du pouvoir.

CHAPITRE 4 FAMILLE ET POLITIQUE

« *Les hommes commencent à penser à leur futur quand ils se marient, les femmes pensent à leur futur jusqu'à ce qu'elles trouvent un mari.* » Proverbe mongol

Introduction

Dans l'exploration de cette « culture nomade » et de sa structuration du pouvoir, nous commençons donc par la « famille », sujet qui n'est certes pas propre aux sociétés nomades, mais qui constitue néanmoins le socle de ses pratiques culturelles, sociales, économiques et politiques. « Il a été dit et répété par les auteurs qui ont touché au problème que la famille mongole était patriarcale, patrilinéaire et patrilocale (L. Krader) avec des survivances matriarcales (L. Schram, K.V. Vjatkina, N.O. Saraksinova, etc.) » (Aubin F., 1975, p.525). « Le droit de la famille, en particulier, a conservé ses grandes lignes invariables en dépit des vicissitudes de l'Histoire mongole » (p.460). « Le pouvoir du chef de famille repose, non tellement [...] sur une *patria potestas* de type romain, mais sur les devoirs que la piété filiale impose aux cadets. [...] Le confucianisme ajoute à cela l'idée de devoir envers la hiérarchie » (p.526).

Nous n'entrerons pas dans le détail des études sur la parenté en société mongole. Le système d'alliance matrimoniale est globalement qualifié d'exogame. La consanguinité est une frayeur toujours actuelle¹⁴⁰ et un tabou très fort existe sur une éventuelle endogamie. Dans les représentations, les générations forment un squelette, chacune étant un os, et l'on ne peut se marier que s'il n'existe pas d'ancêtre commun de la phalange à l'omoplate. L'ensemble compte neuf générations, nombre connu et souvent évoqué aujourd'hui. Mais ce n'est pas si simple. R. Hamayon explique que le terme « se marier » comporte les mots *yourte* et *cousins*, et qu'il y aurait une probabilité pour que dans l'histoire ait existé une pratique de mariages entre cousins, notamment croisés (soeur-frère) (1979, p.118). La notion d'exogamie semble donc plutôt floue.

F. Aubin effectue une étude du mariage et nous apprend (ce qui ne surprend pas dans cette société patriarcale) qu'il pouvait être polygame¹⁴¹ et qu'il était organisé par les parents des jeunes époux avec une circulation de biens entre familles qu'elle qualifie de « compensation

¹⁴⁰ Des amies racontent des histoires d'enfants-loups issus de couples incestueux isolés dans la steppe, ou encore d'amours contrariées par les lamas à qui on demande l'étude généalogique, qui découvrent une parenté entre deux jeunes amants et interdisent le mariage. Ces histoires sont relayées par la presse.

¹⁴¹ Voir aussi à ce sujet (Even M., Pop R., 1994, p.257 ; Huc É. R., 1999, p.155 ; Aubin F., 1975, p.483 et p.547) et Bawden C. R., 1963, qui relate des légendes mongoles, indiennes, chinoises, russes et coréennes, étrangement similaires. Il s'agit de meurtres et de vengeances entre co-épouses. On comprend à les lire que ces femmes ne vivent que par le truchement de leur fils et n'agissent que pour lui.

matrimoniale » (1975 ; voir aussi Rubrouck G. de, 1997, p.93 et Huc É. R., 1999 p.152). Notons qu'« à la dissolution du mariage, chaque *ömci* [bétail apporté lors du mariage, mot usité pour l'époux autant que pour la mariée] retrouve sa pleine individualité » (Aubin F., 1975, p.548), ce qui n'est pas le cas en France par exemple pour la même période « pré-moderne ».

Il existait en Asie Centrale la pratique de « l'enlèvement » de la jeune épousée. Elle est encore parfois d'actualité en Ouzbékistan et au Kazakhstan¹⁴², mais elle a complètement disparu en Mongolie. La mère très âgée d'Adilbiš, d'ascendance noble, dit avec un petit sourire qu'elle a été enlevée par son mari au début des années 1950. En fait d'enlèvement, elle avait revêtu son plus beau *deel* et s'était parée de ses bijoux. Elle déclare malicieuse : « *C'était notre romantisme à nous !* ». F. Aubin évoque aussi une grande tendresse dans les couples (1975, p.529). De notre point de vue, la jeune épousée demeure un élément passif de l'évènement, tandis que revient au garçon toute la gloire de l'action.

Ajoutons pour compléter ce paysage rapide de la famille en société mongole que la virginité n'est absolument pas exigée au mariage, même si une jeune fille doit rester discrète sur ses pratiques. En 1998, une enquête sur la sexualité auprès des moins de 18 ans montre que leur comportement est très proche de celui de la France par exemple¹⁴³.

L'aspect essentiel, selon nous, concerne le statut de la bru. Le divorce est permis et largement pratiqué en Mongolie au moins depuis le XIXe siècle comme en atteste le père Huc (1999, p.155). Ainsi, les femmes mongoles ne semblent pas vivre l'institution familiale de façon aussi violente qu'en Ouzbékistan par exemple, comme le décrit Laurent Bazin (2009). Il n'est pas question de mariages précoces ou forcés, ni de violences entre brus et belles-mères vivant sous le même toit, puisque le jeune couple reçoit traditionnellement sa propre yourte au mariage et se faisait octroyer son appartement pendant la période soviétique. Aujourd'hui, c'est la crise économique qui empêche les jeunes de quitter le domicile parental. Et nombreux sont ceux qui vivent non pas chez les parents de l'époux (comme le voudrait la tradition plutôt patrilocale nomade) mais chez la fille¹⁴⁴.

Cependant, R. Hamayon analyse « la difficulté d'être belle-fille » (1973) corrélée avec une étude sur le langage (1979). Elle montre comment l'idéologie de genre se cristallise dans la relation entre beau-père et belle-fille, puis « contamine » toute la classe des femmes qui intériorise

¹⁴² Il faudrait faire une étude approfondie sur le sujet, car deux témoignages s'affrontent. On entend parler de jeunes femmes terriblement malheureuses. Mais les jeunes d'aujourd'hui racontent aussi de belles échappées à plusieurs voitures, où garçons et filles font la fête. La « tradition » est en fait bien pratique dans le cas où les parents seraient opposés à l'union, car elle les oblige à l'acceptation.

¹⁴³ Elle est réalisée conjointement par le Ministère de la Jeunesse et le PNUD et publiée entre autres dans le *Mongol Messenger* (02 déc. 1998). La moyenne d'âge au premier rapport est de 17,2 ans pour les filles [17,6 en France] et de 16,8 ans pour les garçons [17,6 en France, chiffres obtenu sur le site de l'INED : www.ined.fr/fr/tout_savoir_population/fiches_pedagogiques/population_de_la_france/age_premier_rapport_sexuel_france/

¹⁴⁴ Nous avons rencontré 2 jeunes mariées qui déclaraient ouvertement vivre chez leurs parents pour ne pas avoir à vivre avec les parents de leur conjoint. La crainte de la « belle-mère » existe, mais elle est contournée.

la domination masculine. Elle décrit surtout la pression familiale qui repose sur elle : « elle est le pivot de l’alliance, en tant qu’objet et support du contrat. Elle est acquise chèrement, toute la famille du garçon concourt à la réunion du *siiž bileg* [*bileg* signifiant « cadeau »], sorte de dot compensatoire, [...] consistant essentiellement en bétail. [...] [A]u niveau technico-économique, elle est main-d’œuvre, [elle] est promesse de progéniture. [...] Seule la mise au monde d’un fils fait vraiment équilibre au *siiž bileg* » (1973, p.36-37). Au sein de la famille, qui occupe l’espace domestique, il s’agit bien pour les femmes mongoles d’assumer la triple lourde charge de travail : activité domestique, activité rémunérée et prise en charge de la collectivité proche (famille élargie, village). Nous avons déjà vu dans le chapitre sur le travail combien cet aspect est important dans la compréhension du non accès des femmes au pouvoir.

Ce qui nous questionne ici, c’est la dimension de capital symbolique dont semble porteuse l’image de la « Mère », et dont se réclament les femmes mongoles. « *En Mongolie, le traitement des femmes est différent des autres pays et il faut bien dire que les mères en particulier bénéficient de meilleures conditions que les femmes en général. Les Mongols respectent les mères, les filles, les sœurs* » (Zanaa, 20 mai 1999). Les hommes se prennent aussi au jeu : « *Les femmes ont beaucoup de pouvoir dans leur famille, elles décident généralement de l’éducation des enfants, ou de la gestion budgétaire des foyers... Chez moi, mon père confie tous ses revenus à ma mère.* » Puis il dit en riant : « *Ma mère est le Premier ministre, mon père le Président, ce qui signifie qu’il n’a qu’un pouvoir symbolique !* » (Badamdaš, 30 mars 2000). Ce type de représentation n’existe pas seulement en Mongolie, l’idée que les femmes détiennent le pouvoir au sein de l’espace domestique est répandue, et nous avons vu combien elle est pourtant fautive...¹⁴⁵

Mais puisqu’elles semblent le vivre comme un « capital » explicatif d’une certaine volonté d’agir pour la Nation, nous proposons, dans ce chapitre, d’approfondir l’analyse des passerelles entre famille et pouvoir.

Dans un premier temps, nous comparerons l’impact symbolique de la « Mère » du peuple nomade à celui du « Père ». Il s’agit de la mythologie nationale et de son utilisation par les femmes qui souhaitent accéder au pouvoir.

Dans un second temps, nous comparerons l’utilisation de ce « capital familial » parmi les candidats et candidates aux élections parlementaires et locales. Nous utiliserons ainsi les mêmes

¹⁴⁵ Nous pouvons questionner le « pourquoi » de telles représentations, de la même façon que C. Delphy le fait pour l’idée en France qu’il y aurait l’égalité entre hommes et femmes. Or, constate-elle, « rien n’a changé dans la situation matérielle des femmes et des hommes durant ces trente dernières années. Cette absence de changement est un fait : les différences de salaire [...] sont les mêmes qu’il y a trente ans, le « partage » du travail domestique [...] est lui aussi inchangé, les violences conjugales et extra-conjugales contre les femmes n’ont pas diminué. La seule différence entre ce tableau et celui de 1970, outre les femmes pilotes de ligne, ce qui ne constitue pas un changement structurel, consiste en ce que la société a réussi à convaincre les femmes que “l’égalité, c’est ça” » (2001, p.34). Elle montre alors qu’il s’agit d’une stratégie nouvelle de résistance à l’égalité et au féminisme : « Partout se sont mis en place des barrages idéologiques à toute action en faveur de l’égalité substantielle... au nom de l’égalité elle-même » (« Retrouver l’élan du féminisme » in *Le Monde Diplomatique*, mai 2004).

outils que les politistes françaises, qui ont montré qu'il s'agit d'un capital mobilisable pour les hommes comme pour les femmes : réseau familial déjà politique, paternité politique, etc. Nous voulons comprendre comment cette question se décline pour les Mongoles, et empêche, au nom de la Nation – dont le socle identitaire demeure le nomadisme – l'accès des femmes au pouvoir pourtant aujourd'hui démocratique.

Car par delà les spécificités anthropologiques présentées par la société mongole, ce qui apparaît dans notre recherche sur le genre du pouvoir, c'est ce qu'avait déjà analysé N.-C. Mathieu bien avant nous : « Il est bon de ne pas oublier que la famille demeure, dans toute société, le groupement social qui exprime par excellence l'institutionnalisation du biologique » (1991 p.24). Ce sera aussi en Mongolie l'un des aspects fondamentaux du moindre accès des femmes au pouvoir : la naturalisation de leur genre, qui passe par l'assignation à la maternité.

A- Symboles et structures

1- La mère de la Nation

A l'origine des peuples des steppes, « il y eut Loup-Bleu, qui naquit prédestiné par le ciel d'en haut. Son épouse fut Biche-Fauve. Franchissant une vaste étendue d'eau, ils parvinrent aux sources de la rivière Onan et s'établirent au mont Divin-Qaldun » (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.41)¹⁴⁶. Le territoire est donné, habité par deux figures animales fortement genrées, l'une féminine, furtive, grégaire parce que sans défense ; et l'autre masculine, puissante, plutôt solitaire mais s'associant dans l'attaque, dangereuse tout en étant protectrice pour les siens.

a) *Mythe fondateur*

Au commencement plus précisément de la Nation mongole, fédération d'une multitude de petits peuples nomades, est l'histoire d'une mère et de son fils¹⁴⁷. Alan-Qo'a, (Garance la Belle, aussi connue sous le nom de Mère Hö'elün¹⁴⁸) est le personnage de femme le plus important dans cette *Histoire Secrète*. Au premier acte, la « Mère » a deux premiers fils issus de son mariage officiel et on assiste à la naissance de trois autres fils alors qu'elle est veuve. Les deux aînés sont agressifs

¹⁴⁶ Les traductrices précisent : « ces noms d'animaux peuvent s'appliquer à des ancêtres humains et ne témoignent pas forcément d'une ancienne organisation totémique » (Even M. et Pop R., 1994, p.251). Aujourd'hui, l'image du « loup bleu » est très utilisée pour symboliser la nation, par les partis politiques, par les artistes, dans la presse.

¹⁴⁷ Voir les *Avertissements* des auteures concernant les difficultés de repérage des divers personnages animant cette *Histoire Secrète* (Even M. et Pop R., 1994).

¹⁴⁸ En fait, Alan-Qoa semble être un terme générique de maternité, « mère du peuple », alors que les Mongols reconnaissent en Hö'elün la mère biologique du futur empereur.

envers leurs cadets sans père légitime. La Mère explique que leur géniteur vient du ciel, entrant dans la yourte par le trou du toit, sous la forme d'un « chien jaune » (alors qu'un autre homme vit sous la même yourte que Garance la Belle, issu d'une tribu conquise¹⁴⁹). Puis vient le deuxième acte. Toujours pour contrer les velléités violentes de ses fils aînés, elle saisit une flèche qu'elle brise d'un coup sec. Mais elle leur montre ensuite qu'elle ne peut en briser cinq liées ensemble. « Vous, mes cinq fils, êtes nés du même ventre » (1994, p.43-44)

Cet épisode de l'enfance de l'Empereur est connu aujourd'hui de tous les enfants mongols, qui en retiennent une conception fondamentale de leur Nation : une nation de solidarité entre « frères », qui se rangeront derrière la figure de celui qui paraît le plus charismatique, le futur Cinggis Khan. Et celle qui est à l'origine de cette conception du vivre ensemble, c'est la Mère, ce qui en instaure une image très forte. Elle sera ensuite celle qui la maintient lors d'un second conflit fratricide, en intervenant à nouveau pour éviter l'exécution d'un présumé traître, en invoquant cette fois le lait maternel. « Voici les seins que vous avez tétés! » Et l'Empereur s'incline : « “En provoquant la colère de Mère, dit-il, / Pour ce qui est d'avoir peur, j'ai eu peur / Pour ce qui est d'avoir honte, j'ai eu honte. / [A présent] rentrons!” » (1994, p.205). D'ailleurs, l'Empereur lui-même le reconnaît : « Je pense que Mère a peiné pour rassembler la nation » et il va lui donner en récompense, pour elle et pour le « Benjamin » 10 000 « sujets » (1994, p.202).

La période de la transition démocratique fut un moment de re-construction de l'idée de Nation. On a alors cherché des appuis dans les mythes fondateurs, le peuple mongol a effectué un travail de redécouverte de son histoire, le régime communiste étant soupçonné d'avoir gommé certains aspects identitaires pourtant essentiels à la distinction nationale. Et l'importance du personnage de la Mère – bien que secondaire par rapport à son fils - apparaît par exemple lors de la grande campagne de confection des nouvelles cartes d'identités (1999-2001). Chaque citoyen a été appelé à retrouver le nom de son *omog*, « sous-clan », qui avait été effacé des passeports, ne laissant subsister que son prénom et le prénom de son père, *omog*¹⁵⁰. Certaines familles ayant oublié leur *omog*, elles pouvaient alors en choisir un. On a beaucoup choisi par exemple le nom du célèbre astronaute mongol, Guragčaa, le nom du clan de l'Empereur, Boržigon. Mais on a aussi beaucoup choisi le nom de la Mère de l'Empereur, Hö'elün, ou le nom de son clan, Olqunu'ud¹⁵¹.

¹⁴⁹ Le chien jaune se trouve souvent dans les pratiques chamaniques et cette référence ici est un bel exemple ethnologique de la moindre importance de la paternité biologique sur la paternité sociale.

¹⁵⁰ Ce qui a donné les fameux « fils de » en ligne directe, effaçant, du point de vue administratif et identitaire, toute possibilité de suivi patronymique, d'autant plus pour les femmes.

¹⁵¹ D'autres femmes sont en fait citées dans le texte : Dorée, qui sauve un enfant (1994, p.185), Monolun qui, « A l'image de ces fortes femmes qui ponctuent l'histoire mongole, [...] dirigea son peuple à la mort de Vaste-Tudun - défunt mari - et combattit les Jalair » (Even M., Pop R., 1994, p.258), puis les reines : en 1227, l'Empereur « monte au ciel » et on donne les Tangoutes à la Reine Nonaine, celle qu'il avait choisie pour l'accompagner dans sa dernière campagne (1994, p.234).

Cette réappropriation de l'histoire des reines nationales jusque dans les identités individuelles a été précédée d'une utilisation de ce thème dans la culture artistique, devenue l'un des vecteurs principaux de cette redécouverte par la population. Plusieurs films ont été tournés sur la vie de certaines reines, épouses des descendants de l'Empereur, et on peut trouver leurs portraits imaginés chez les artistes qui vendent leurs aquarelles aux touristes visitant la capitale. Leurs noms sont cités dans la presse, comme, par exemple, ce compte-rendu sur le défilé de mode de la couturière Sojolmaa qui s'est inspirée de leurs costumes. « Pour de nombreux Mongols, les reines de l'Empire sont des symboles féminins de force, de courage et de sagesse, comme Alan-Qo'a Qatan "la sage". Cette collection marque une volonté de travailler sur ce beau thème » (*UB Post*, 27 avril 1999). Cette dimension de la nouvelle nation libérée du joug communiste se construit de l'intérieur et le regard international en est charmé. Cette représentation de la Reine mongole, sage et belle, dans son costume si particulier (grande coiffure pesante qui empêche tout mouvement brusque, robe lourde, colorée, membres et formes cachés, ce qui excite la curiosité et confère à ces personnages un grande « dignité » toute féminine) est très appréciée. Le monde entier a pu apercevoir le costume présumé de Börte, épouse aimée (dit la légende) de l'Empereur, porté par la reine Amidala dans le film *La guerre des étoiles : la menace fantôme*, lorsqu'elle prend la parole en pleine assemblée intergalactique¹⁵² (voir illustration p.571).

La Nation mongole est donc dignement représentée par ses reines et c'est sur ce socle que vont s'appuyer les candidates parlementaires lors de la campagne électorale de 2000. Cette référence apparaît de façon diffuse dans de nombreux articles rédigés par une Coalition des Associations de Femmes pour la promotion des candidates. Elle est aussi par exemple très utilisée par la candidate Zajaa, que ses militants associent à la Reine Manduqaï du XVI^e siècle.

Soulignons ici que si le statut de veuve pour les reines françaises ne leur conférait que celui de régente suite à l'activation de la loi salique (Le Bras-Chopard A., 2004, p.189), il n'en est pas de même en Mongolie. S. Jagchid et P. Hyer analysent l'*Histoire Secrète* et observent que lorsqu'un chef de guerre meurt, ce n'est pas son fils qui prend le pouvoir, mais sa femme. « Ainsi, durant les premières périodes de l'histoire mongole, [...] les femmes détenaient une influence considérable en politique. [...] Bien que le statut des femmes ne soit pas égal à celui des hommes au sein du système de lignage clanique, il est relativement haut et libre comparé à la situation des femmes dans la plupart des autres parties de l'Asie. [...] » (1979, p.251-253).

¹⁵² Le film est réalisé par Georges Luca et le costume dessiné par la costumière Trisha Biggar : voir Trisha Biggar, *Dressing a Galaxy : The Costumes of Star Wars*. New York, Harry N. Abrams, 2005. Photos en ligne: <http://membres.multimania.fr/emilielopez/starwars/ian.htm>

Durant la période soviétique, l'autorité paternelle est partagée avec l'épouse, qui participe à la « gestion des affaires internes et même financières ». Si le fils est encore mineur à la mort du père, la mère est « maîtresse de l'avoir conjugal et tutrice de ses enfants. Jusqu'à sa vieillesse avancée, elle sera la gérante des biens familiaux, décidera des héritages, comme un homme. Elle-même pourra rester vivre sur les biens en commun avec le dernier-né, et lui donnera une nouvelle yourte à son mariage pour l'établissement du couple » (Aubin F., 1975, p.565)¹⁵³. En société mongole, une femme mère de famille en l'absence de son mari, est donc bien plus considérée qu'en France par exemple. Et les veuves ont pouvoir de décision : « S'il est une image respectée et obéie, c'est celle de la mère qui a établi ses enfants » (Hamayon R., 1979, p.129).

b) Femmes seules et fortes...

Aujourd'hui, une veuve est considérée par l'Office National des Statistiques comme le « chef de famille », même si son fils adulte vit chez elle. Par exemple, un tableau précise le nombre de femmes seules ayant des enfants « qui ont moins de 16 ans » et elles sont 38 670 en 1998, alors qu'un tableau précédent avait annoncé 54 530 femmes identifiées « chef de famille ». (The National Statistical Office of Mongolia, 1999, p.61) La précision de l'âge des enfants ne vient qu'en second lieu dans la prise en compte du statut de « chef de famille » d'une femme.

Et le statut de « mère seule » n'est pas porteur de rejet social comme il a pu l'être en Europe. Il ne semble poser socialement que le problème économique. On l'a vu, la libéralisation a provoqué une véritable paupérisation de ces femmes qui n'existait pas durant la période soviétique. Dans les années 1990 et 2000, nous rencontrons de nombreuses femmes élevant leurs enfants sans le père. Qu'elles soient divorcées ou que le père soit inconnu de l'entourage, et quel que soit leur âge, leur famille reste très proche. Il est même fréquent qu'elles vivent avec leurs parents et/ou frères et sœurs, et ceux-ci participent à l'éducation des enfants.

Au Moyen Age, on ne tue pas une femme ennemie « au milieu de sa grossesse » (Even M. et Pop R., 1994, p.46). On l'enlève et l'enfant qui naît est appelé « l'étranger » et fondera un clan du même nom. Il restera subordonné aux enfants légitimes de son père adoptif, les enfants de « l'épouse promise » (p.46), mais il héritera des droits de guerrier de ce dernier. Le petit enfant orphelin est aussi sauvé, confié à « Mère » qui en fera un héritier potentiel¹⁵⁴ (p.99).

¹⁵³ Sans que nous ne puissions faire ici une étude juridique du statut des veuves en régime soviétique en Russie, signalons le travail de Lise Gruel-Apert (2004) qui révèle des similitudes intéressantes avec la Mongolie.

¹⁵⁴ « Mère Hö'elün éleva sous sa tente ces quatre-là : l'enfant appelé Force, trouvé dans le camp des Bons-Viseurs ; l'enfant appelé Mésange-Bleue, trouvé dans le camp Besüd, parmi ceux des Princes ; l'enfant appelé Siki-Quduqu [celui qui aurait commencé à rédiger l'épopée, cf p.23], trouvé dans le camp des Tatars ; l'enfant appelé Louvet, trouvé dans le campement des Cœurs-Vaillants » (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994).

Dans les années 1970, l'anthropologue rencontre différents procédés d'acceptation d'un enfant illégitime (Aubin F., 1975, p.466). Cet accueil de l'enfant, quelles que soient ses origines biologiques, s'explique par la faiblesse numérique de la population mongole et le souci démographique constant manifesté par les dirigeants. F. Aubin rappelle que le XIXe siècle est marqué par une forte régression démographique, due à l'encouragement de la religion bouddhiste par les colons mandchous comme stratégie de stérilisation sociale et d'appauvrissement de la population. Il est estimé qu'un tiers des hommes était enrôlé dans le clergé, célibataires et à la charge de la population. La mortalité infantile étant aussi très élevée, on peut supposer que l'enfant vivant, quelle que soit son origine, est accepté afin d'assurer une succession.

C'est aussi le cas pour les enfants qui naissent hors mariage. Et F. Aubin en conclut : « Qu'un lien inéluctable existe entre le statut de l'enfant et celui de la femme, telle est finalement la leçon que l'exemple mongol suggère au comparatiste des institutions sociales et juridiques » (1975, p.583). La vie de l'enfant étant plus importante que les conditions mêmes de sa procréation, la mère se trouve protégée d'un éventuel rejet social.

En 1999, je rencontre une jeune femme célibataire, mère d'une petite fille. Elle explique que le père biologique de l'enfant ne peut pas revendiquer sa paternité. Sans mariage, seule la mère décide du nom que portera l'enfant. En l'absence de nom de famille, on pourrait s'attendre à ce que l'enfant porte le prénom de la mère. Il n'en est rien, la petite porte le prénom du père d'Ojuun. La filiation patrilinéaire est donc rétablie.

Nous discutons, je lui dis que ce type de situation n'est toujours pas confortable en France, et que par le passé, les mères étaient cloîtrées, les bâtards abandonnés voire tués. Elle n'est pas surprise, elle sait que la Mongolie est très tolérante sur ce point, spécificité nationale. Elle estime que durant le soviétisme, la situation était plus difficile, le régime cherchant à contrôler davantage la population. Et que selon elle, la meilleure période était avant 1924 [Révolution communiste], « *les mœurs étaient encore plus libres...* »

Au tournant du XXIe siècle, il circule une rumeur, celle de la difficulté pour ces femmes de la nouvelle Mongolie de « trouver un homme ». Amarsanaa, divorcée, à qui est posée la question de « refaire sa vie » s'exclame : « *Un homme ? Mais où ? Où sont-ils ? C'est très difficile de rencontrer quelqu'un de mon âge [une cinquantaine d'années], la Mongolie est un trop petit pays. Ceux qui sont intéressants sont mariés et ceux qui sont seuls boivent ! Et de toutes façons, un homme ne m'apprécierait pas car je suis trop instruite, il voudrait que je fasse seulement les tâches domestiques et ça ne m'intéresse pas ! C'est bien plus simple d'être toute seule* » (10 juin 1999). Lors de la Conférence organisée par l'IRI (8 et 9 mai 2000), Ojuun déclare que les femmes « *devraient peut-être se marier avec des étrangers !* », alors qu'elle-même est officiellement célibataire.

De fait, nous rencontrerons un certain nombre de femmes politiques qui se déclarent « seules », avec leurs enfants. Saaral, de Sainšand, vit seule avec ses trois fils, deux grands

adolescents et un garçon de cinq ans. Erdentuul, militante démocrate active, est connue pour être seule. Nous apprendrons ce que peu d'électeurs et électrices savent. Elle s'est mariée avec un Mexicain lorsqu'ils étaient étudiants à Moscou. Mais il est reparti au Mexique et elle élève donc « seule » leur fils, c'est-à-dire avec sa famille à elle (27 juillet 1999). Narangerel, Ojuungerel, Ojuun, etc. sont aussi célibataires, divorcées ou jamais mariées. Cette absence de conjoint n'est jamais invoquée à leur rencontre.

Le fait d'être « seule » ne semble donc pas être un obstacle pour accéder au pouvoir, surtout pour celle qui est mère et en particulier de fils. C'est-à-dire, si elle remplace un homme.

c) ... mais pas représentantes de la Nation

Car en milieu nomade mongol, nous sommes bien en société patrilinéaire et de fait, patriarcale, ce qui est évoqué à plusieurs reprises par G. de Rubrouck qui observe les différents chefs trôner, dominant leurs épouses et mère. Les reines qui se succèdent seront par la suite éliminées de la transmission du pouvoir et même de l'histoire puisque les Mongols d'aujourd'hui les ont oubliées. Dans le socle symbolique des références nationales, leur évocation ne constitue qu'un capital symbolique très réduit pour les femmes.

Et surtout : si la Mère de l'Empereur et quelques reines font partie du mythe national, elles ne représentent pas la Nation. D'ailleurs, aucune femme, aucun corps de femme même, n'a jamais représenté la nation mongole. Il n'existe pas d'allégorie féminine de la « République socialiste mongole » et donc pas de seins découverts, comme ceux de la Mère qui ont pu apparaître dans *l'Histoire Secrète* lors du conflit fratricide : « Elle s'assit jambes croisées et sortit ses deux seins, les étalant sur ses genoux, en disant : “Vois-tu? / Voici les seins que vous avez tétés!” » (p.205). Les Mongols, marqués par soixante-dix ans de soviétisme moral, restent pudiques. Le corps n'est pas exposé, ni par les hommes, ni par les femmes. Le corps des femmes ne semble pas autant « réifiée » qu'en France par exemple, avec la Marianne aux seins nus.

Maurice Agulhon réfléchit immédiatement à « pourquoi la femme ? [...] serait-ce [...] qu'une séquence millénaire de cultures fondées sur la prépondérance masculine vouait la femme aux rôles subalternes “d'objets”, le support allégorique étant en somme un mannequin de l'abstraction » (1979, p.7) ? F. Collin établit alors, à propos de la France, que « “La” République, inscrite dans le phantasme de Marianne permet d'évacuer les femmes concrètes dans leur diversité. Pétrifiées, statufiées, Marie et Anne [...] font silence » (1995, p.70).

En Mongolie, la seule représentation de seins aperçue fut celle du peintre russe qui montre les tortures infligées aux femmes communistes par les moines bouddhistes. Mais sur les bas-reliefs de certains bâtiments ou dans les peintures qui ornent encore en 2000 les immenses

panneaux des places publiques des villages, les peintres ont ensuite dessiné des femmes habillées du *deel*, ouvrières ou éleveuses nomades, debout et en marche, généralement tenant un outil de travail ou un petit animal. Ces représentations de femmes au travail sont directement inspirées par l'art réaliste soviétique¹⁵⁵. Elles peuvent aussi tenir un grand bol d'*airag*, qui symbolise tant le peuple nomade que la maternité.

Mais même s'il s'agit d'une maternité hors du corps, générique, ces représentations semblent mieux correspondre, plutôt qu'une pure allégorie, aux femmes réelles, c'est-à-dire aux femmes en activité sociale, auxquelles on adjoint certains symboles nationaux. La Nation socialiste n'était pas représentée par une abstraction, mais bien par ses ouvrières en action, même si cette action est restée, et reste, genrée.

Durant la première décennie démocratique, le nouvel espoir sociétal n'est plus l'industrie, mais la nouvelle liberté acquise, liberté d'expression mais surtout de commercer avec les nouveaux partenaires mondiaux. Cette Mongolie qui se veut « dans la modernité » s'enorgueillit alors de ses mannequins de mode qui vont travailler au Japon ou de ses chanteuses de variétés qui vont enregistrer leurs albums à Taiwan¹⁵⁶. La démocratie ne sera toujours pas symbolisée par une allégorie féminine d'ampleur nationale.

Nous avons trouvé cependant une plaquette distribuée en 1992 qui avait été produite par la nouvelle coalition démocratique en pleine campagne de mobilisation. Titrée « Histoire et faits », elle est principalement axée sur la « connaissance de la vérité historique »¹⁵⁷. Un premier article réaffirme l'un des piliers de la définition de la nation mongole, son indépendance vis-à-vis de ses deux puissants voisins, l'Ours russe et le Dragon chinois. Un deuxième article expose en détail les répressions civiles, rappelant aux Mongols que le communisme s'est construit d'une part sur une violence aujourd'hui montrée comme illégitime, d'autre part sous le contrôle assassin de Staline.

Rien n'est dit sur les femmes dans cette plaquette de quatre pages au format A3. Rien n'a jamais été dit sur la question des inégalités sociales entre hommes et femmes durant la transition démocratique, en dehors de l'inscription dans la Constitution de l'égalité de tous les citoyens, quel que soit leur sexe, leur religion ou leur nationalité. Mais, une seule photo apparaît au milieu du texte de page de présentation, et c'est celle d'une femme (voir p.572).

¹⁵⁵ voir Hobsbawm E., 1978.

¹⁵⁶ Voir le documentaire réalisé par Lutz Reutner portant sur la mode et les mannequins mongoles.

¹⁵⁷ Les années 1990 sont, partout dans l'ancien bloc soviétique, des années de recherches de « vérité historique », à des fins de construction de nouvelles nations. C'est aussi le cas en Mongolie et les débats sanglants du socialisme, les années 1930. Un coupable est désigné, Staline et le PPRM rappelle que sur les neuf membres du « politburo » de l'époque, 1 seul a survécu. Finalement, ce qui semble important pour C. Kaplonski, c'est la production historique sur le sujet, accompagnée de recherches individuelles au sein des familles sur les parents disparus. Ceci révèle la volonté de la population de faire le point sur cette période et de définir une identité indépendamment des Russes. Il s'agit donc de faire la paix avec ce passé socialiste (1999).

Très âgée, en tenue traditionnelle, elle est accroupie au sol, de cette façon particulière aux Mongols lors d'un rassemblement public, un genou à terre, l'autre sous le menton. Il peut s'agir du *Naadam*, fête nationale, mais en cette période on pense plutôt à un rassemblement politique. Dans le flou, d'autres personnes se distinguent, assises loin derrière elle, ce n'est donc pas sa famille. Elle regarde la caméra sans expression particulière, la lumière lui faisant plisser les yeux. Dans ses mains, elle semble dérouler le collier bouddhiste, perle après perle, comme on peut le voir faire par les personnes âgées. Contre sa cuisse se trouve une béquille en bois.

L'utilisation de cette photo nous intéresse, en ce qu'il semble que cette femme représente une nouvelle idée de la nation mongole, une nation vieille, ancienne et tenace, toujours vivante de sa culture et ses « traditions », dans l'expectative de ce qui peut dorénavant se produire, mais sachant qu'elle ne veut plus de ce qui est arrivé ; une nation un peu fragile, abîmée par l'histoire, mais prête à se relever et à repartir, selon son propre rythme et avec ses capacités.

Mais si les Mongols démocrates et libéraux ont pu instrumentaliser cette image de femme pour symboliser une certaine idée de leur nouvelle Nation, cette photo ne s'est pas transformée en allégorie nationale. Elle ne s'est pas affichée dans toutes les yourtes et dans la plupart des bureaux administratifs. La véritable image reconstruite durant la démocratisation du pays, celle qui est distribuée par les candidats de différents partis, celle que l'on trouve brodée sur les tapis et reproduite par les artistes peintres, c'est le portrait de Cinggis Khan, même s'il est unanimement reconnu qu'aucun de ces portraits ne peut prétendre à la « vérité historique » (voir photo p.572).

2-Le Père de la Nation

a) Le père de la nation : Cinggis Khan

C'est en effet Cinggis Khan qui resymbolise la Nation aujourd'hui, le puissant et intelligent guerrier qui a su construire un Etat et fédérer - notamment par la force - une Nation politique. Les observateurs étrangers notent alors : « [...] la Mongolie va entrer dans le nouveau millénaire avec une Constitution nouvelle portant avec elle l'héritage de Cinggis Khan, dont certains diront que c'est l'Homme du Millénaire » (Severinghaus R. S., 2000, p.130). Les gouvernements successifs (Rupen R. A., 1973) travaillent aussi à cette reconception de la Nation. « Une équipe des meilleurs scientifiques et historiens a décidé que le 31 mai 1162 serait le jour de la célébration de la naissance de Cinggis Khan » (*Mongol Messenger*, 19 mai 1999).¹⁵⁸

¹⁵⁸ « 1999 est aussi l'anniversaire du couronnement du jeune Temoujin, en 1189, et de sa nomination "Cinggis Khan - Roi universel" ».

A l'étranger, le personnage de Cinggis Khan cristallise différentes représentations. Il terrorise (Kappler C., 1997, p.13) ou il fascine pour la tolérance dont il aurait fait preuve (Aubin F., 1993, p.248). *L'Histoire Secrète* et le témoignage de G. de Rubrouck relatent de nombreuses cruautés. Mais nous ne sommes pas certaine que les hommes de pouvoir du Moyen Age européen faisaient preuve de plus de clémence à l'égard de leurs obligés ou de leurs ennemis. Ce qui importe ici, c'est que ce personnage est le fondateur de la nation mongole qui n'existait pas avant lui. En tant que tel, il est porteur d'une puissance symbolique inégalée, ni par sa Mère, ni par d'autres héros nationaux. Ces derniers, par contre, s'inscriront dans son sillage. De fait, il fut un enjeu géopolitique. L'URSS a tenté de déstabiliser son image, mettant l'accent sur l'aspect féodal du personnage. La Chine au contraire, dans les années 1950, cherchant alliance avec les Mongols de Mongolie intérieure, a tenté d'affirmer que ses reliques sont à Ezhen-khôrô, en Chine¹⁵⁹ (Aubin F., 1993, p.144).

Le symbole ne fut jamais totalement éradiqué et les années 1990 furent une période de « nouveau gengiskhanide » (Aubin F., 1993), nouveau tellement puissant qu'il en a surpris l'ensemble des observateurs internationaux. « En fait, le véritable âge d'or, celui qui passionne tout Mongol, est le XIIIe siècle. Et le personnage le plus médiatisé est Cinggis Khan [...] chargé maintenant d'un rôle de divinité protectrice de la nation en général et de chaque citoyen en particulier, de force légitimant tout pouvoir politique [...] et toute espèce d'entreprise commerciale, industrielle ou culturelle quelle qu'elle soit, de garant de la vraie mongolité. Sa personnalité, réputée incarner les vertus foncières de son peuple, est pétrie de sagesse, d'humanité et, d'une manière inattendue [...] de pacifisme. Ses dits et actes doivent inspirer toute vie sociale privée et publique, ainsi que toute règle de droit effective » (Aubin F., 1996, p.315-316). La célébration de *l'Histoire Secrète* en 1990, accompagnée depuis de nombreuses traductions et de rééditions, concrétise cette adoration. « Son nom et son effigie [...] se voient partout, dans les rues, sur les enveloppes postales, [...] les flacons à priser si importants dans les échanges de politesse entre nomades, même sur les billets de banque, [...] et ils servent de publicité à quantité de produits, de la vodka jusqu'à un hôtel cinq étoiles » (Aubin F., 1993, p.147). Il s'agit bien d'une construction car du point de vue historique les costumes sont faux, le fameux « culte du ciel » associé à la personne de l'empereur a été « inventé de toute pièce » (p.148).

Lors de la campagne de réappropriation des patronymes entre 1999 et 2001, on s'en doute, les différents noms ayant un lien direct avec Cinggis Khan furent utilisés. La recherche de descendants en ligne directe, c'est-à-dire noble, s'est effectuée en 1995 et les personnes finalement découvertes semblaient surprises de leur ascendance, encore « soviétiquement »

¹⁵⁹ La recherche de sa tombe étant toujours d'actualité de même que ses origines ancestrales, signalons que différents pays voisins reprennent aujourd'hui le même type de rumeur : le Japon, l'Asie Centrale...

modestes (Aubin F., 1996, p.320). En 2000, au moment de la constitution des nouvelles cartes d'identité, l'heure n'est plus à la modestie et de très nombreuses familles se déclarent être des descendants de Cinggis Khan. Un fort soupçon d'exagération pèse alors sur elles, qui deviennent les cibles d'une gentille moquerie publique.

L'effigie de l'Empereur est surtout utilisée par les partis politiques, leurs différents logos sont tous associés à son portrait. Son image envahit l'ensemble des espaces sociaux tout spécialement lors des campagnes électorales auxquelles nous avons assisté : les médias bien sûr, les rues où les bannières politiques le présentent aussi, les magasins qui peuvent afficher plusieurs portraits présentés par différents partis pour faire montre de neutralité néanmoins patriotique, etc. On trouve des calendriers présentant son portrait dans la plupart des yourtes, ils sont distribués par les candidats en campagne. Par exemple, chez Davaa en mai 2001, l'image de Cinggis Khan est au premier plan d'une carte de la Mongolie portant le logo « démocrate » dans son coin gauche. Son image est donc extrêmement présente, gage de légitimité politique, sans commune mesure avec celle de la Mère ou des reines.

Car dans cette symbolisation de la nation de contrat, de solidarité sociale, d'unité homogène et forte, pas de place pour les femmes. La mère s'efface pour laisser ses fils s'associer et prendre les décisions majeures pour le groupe, principalement celle de la guerre.

La nation mongole s'est ainsi fondée sur un parfait mélange des deux conceptions classiques de la nation. Dans la conception de la transmission du patrimoine identitaire, la parenté du côté du père est appelée « *jastan torol* » (яс, *jac* étant l'os), et la famille du côté de la mère « *cusan torol* » (уус, *cus*, le sang). Le père transmet « l'os » et la mère le sang, la chair. La nation ethno-culturelle, cette nation du sang de la mère, place les femmes uniquement dans leur rôle de mères et d'épouses. La deuxième conception, celle de la nation politique, produit d'une volonté des nationaux d'établir un consensus social, semble marquée par ce que déclare Ernest Renan à propos de la France : « Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends la véritable) voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale » (Forest P. et Renan E., 1991). Ici, il s'agit du sang du père, sang non pas transmis mais répandu de ses blessures pour la patrie. Cinggis Khan meurt lors d'une campagne militaire, il correspond parfaitement à cette assise pour les Mongols. Mais dans ce contrat passé entre les cinq frères, qui deviendront les acteurs de leur société, point de femmes. « L'idéologie mongole » valorise bien plus les « vertus de permanence et de solidarité qu'évoque la notion d'os » (Hamayon R., 1979, p.119). Paradoxalement, alors que c'est cette deuxième conception qui semble correspondre à la modernité occidentale – nation par contrat –, les femmes n'y ont aucune visibilité.

b) Le père de la démocratie : Zorig

A la suite de Cinggis Khan, la Mongolie a connu de nombreux héros et autres hommes forts. Sühebaatar symbolise aujourd'hui la révolution communiste, sans pour autant en être le « père ». C'était un jeune homme de condition simple, on l'admire pour son courage et sa détermination. Le fantasme est d'autant plus aisé qu'il est mort prématurément. De cette révolution soviétique, aucune femme ne ressort glorieuse, si ce n'est prise dans la masse du peuple, ouvrière besogneuse. Les deux leaders qui ont suivi, Tchoibalsan et Tsedenbal sont aujourd'hui perçus plutôt comme des administrateurs obligés du « grand frère »¹⁶⁰ russe.

Une nouvelle figure émerge à nouveau à la faveur de la transition démocratique, celle de Zorig. On l'a vu, il est considéré à la fin de la décennie 1990 comme le personnage central de la Transition. Il faisait bien partie d'un groupe considéré aujourd'hui comme fondateur de la Coalition de l'Union Démocratique. Mais il n'en était pas le leader puisqu'il n'en a pas été le président et qu'il n'a jamais été président d'aucun parti politique. Il fut élu député de 1992 à 1996, puis nommé ministre des infrastructures en 1996. Il est alors reconnu la même année « Meilleur jeune homme politique », puis titré de « Meilleur jeune homme politique asiatique » en 1997.

Mais il est assassiné et ce n'est qu'après son assassinat qu'on apprend qu'il était pressenti pour les présidentielles, rassemblant derrière lui l'ensemble de la Coalition libérale bien mal en point à cette période. Et voici que se reproduit le processus déjà expérimenté autour de Sühbataar : il est déifié. Le gouvernement l'honore du titre de « Meilleur homme politique du siècle » en 1999. Le 28 avril 1999, une statue est érigée à sa mémoire, le jour de son anniversaire (il aurait eu 37 ans) et 20 000 timbres à son effigie sont imprimés en Hongrie. Il est présenté dans la presse comme « l'avocat de la démocratie », puis même comme grand leader charismatique : « Zorig, qui en 1990 a dirigé un mouvement qui a fait tomber l'ancien régime communiste, mettant fin à 70 ans de règles totalitaires ». Un journaliste interroge des personnes du cortège : « Il était religieux, c'est grâce à ça qu'il a réussi. », ou encore « C'était un dieu vivant » (*Mongol Messenger*, 28 avril 1999), alors qu'il n'en a jamais été question lors de nos entretiens, par exemple avec sa sœur Ojuun, et qu'aucun document d'archives n'en atteste. Il devient celui qui aurait fait naître la pensée démocratique en Mongolie, celui qui a permis son application et celui qui aurait pu sauver le pays de la crise dans laquelle il se trouvait au moment de sa disparition.

Zorig a bel et bien existé et nous ne cherchons pas à minimiser les qualités de l'homme. Mais il semble bien que l'ampleur de sa mémoire aujourd'hui, elle, a été fabriquée et entretenue.

¹⁶⁰ Expression courante pour désigner les Russes.

D'ailleurs, le communiste Olvoi fait une analyse qui nous semble intéressante : « *Les démocrates n'ont pas pu survivre car il ne s'est pas dégagé de dirigeant. Je ne pense pas que Zorig aurait pu jouer ce rôle. Il sortait pourtant du rang en tentant d'unifier le paysage démocrate. Mais ils ne l'ont pas reconnu, d'ailleurs, s'ils l'avaient fait, il l'aurait été ! c'est aussi simple que ça...* » (18 mai 2000).

Cette construction *post mortem* d'une effigie nationale semble avoir quelques avantages concrets dans la vie démocratique du pays. Selon Steven Fish, ceci permet d'éviter une éventuelle personnification du pouvoir : « Dans la plupart des pays post-communistes qui ont ou qui ont eu un tel personnage, [...] ces nombreux pères ont [...] ralenti ou même renversé les processus de démocratisation » (1998, p.139). Il n'a en effet jamais été question de crainte de dictature en Mongolie et cet aspect de la vie politique du petit pays n'est pas sans importance, c'est même un aspect fondamental.

Mais, cette déification d'un seul personnage a pour effet d'effacer les autres acteurs politiques de la mémoire nationale, en particulier les actrices politiques. Et, de la même façon que dans les démocraties occidentales dites « vieilles » où les héros de la Nation ne sont pas des héroïnes, les femmes ne peuvent pas s'identifier aux effigies masculines. Et les effigies nationales féminines ne sont pas constitutives d'un capital politique aussi puissant que celles des héros, qui se ressemblent et se succèdent.

B- Au quotidien

Cette symbolique guerrière nationale explique pourquoi les femmes, en tant que classe de sexe, ne peuvent pas, à égalité avec les hommes, investir l'espace politique et encore moins l'espace du pouvoir.

Nous aimerions maintenant comprendre comment les quelques femmes qui y accèdent utilisent leur « capital familial », s'il apparaît des différences avec les hommes, et lesquelles.

1- Engagement politique et entourage familial

a) La famille élargie

En tant que bru dans une société traditionnellement patrilinéaire et patrilocale, une femme qui souhaite s'engager en politique est obligée de tenir compte (subir, résister ou au contraire se sentir encouragée) de l'avis de ses deux familles, c'est-à-dire aussi celle de son époux. Et dans le cas où elle est non mariée ou divorcée, les avis de ses parents et frères et sœurs sont essentiels.

De l'ensemble des femmes militantes que nous avons rencontrées, une seule dit avoir eu à faire face à un refus familial dans un premier temps. Il s'agit d'Ojuungerel, qui fut pourtant l'assistante d'Elbegdorž, leader du PND. « *Ils étaient globalement opposés à ce que je m'engage, ils avaient peur à cause du décès mystérieux de mon mari. Mais j'ai tenu bon et je continue* » (6 mai 2000). Sa famille va finalement la soutenir activement, en composant son équipe de campagne. Un de ses frères est « *designer* », il va s'occuper de ses tracts et spots publicitaires ; une sœur devient son assistante et elle espère ne pas avoir à la payer, mais ce n'est pas clair ; une autre va l'habiller, lui acheter et coudre des tenues pour ses apparitions publiques, « *deux deel et deux tailleurs* » ; un dernier frère est ingénieur dans l'aviation, il sera son conseiller tactique pour la campagne. Enfin, sa circonscription correspondant à son village natal, qui est aussi celui de son défunt mari, ses parents s'occuperont de ses deux enfants. « *Mon mari était pilote, lutteur, il était très beau et très connu dans cette région. Il ne faut pas en parler ouvertement, mais mon fils lui ressemble beaucoup et les gens du village s'en souviennent grâce à lui* » (17 mai 2000).

Ce qui est frappant dans les discours de l'ensemble de ces femmes candidates ou politiques confirmées, c'est la mobilisation systématique de leur famille pour les soutenir. Le minimum pour s'engager semble-t-il, c'est un parent très proche qui prend en charge les enfants : le conjoint bien sûr, la mère ou le père, une sœur. Citons pour l'exemple Ženilmaa, « *Mon mari est chauffeur, il n'est pas, non plus, souvent à la maison. Ce sont mes parents qui s'occupent de nos enfants* » (10 février 1999) ou Erdentuul qui est célibataire et qui dit ne pas avoir de famille, « *sauf une soeur qui s'occupe de mon fils pendant la campagne électorale, il a huit ans* » (31 mai 2000). Ou même encore Zanaa, dont l'époux était aussi engagé dans le mouvement de démocratisation : « *Mon fils avait 12 ans et c'est mon père qui s'en est occupé* » (28 juillet 1999).

Pour beaucoup d'entre elles, à l'instar d'Ojuungerel, l'ensemble de la famille est mobilisé. Enhtujaa raconte : « *J'ai deux fils, et mon mari et ma famille m'ont toujours beaucoup soutenue. En 1990, mon plus jeune fils avait deux ans et je l'emportais partout avec moi, par exemple dans les réunions qui finissaient à minuit, il dormait sur une chaise ! En 1992, j'étais directrice de campagne pour un candidat. Il y avait constamment quelqu'un frappant à la porte pour travailler chez moi, jusqu'en pleine nuit. Nous étions complètement engagés, mon mari vendait des journaux, mon fils aîné faisait à manger ! Toute la famille était engagée !* » (15 juin 1999).

Pour la plupart, les familles constituent les équipes de campagne, comme pour Žargalsajhan, candidate pour le PCC. Sa fille, qui vient d'obtenir son diplôme en Relations Internationales (études prestigieuses) et son mari, directeur d'un service de neurologie, l'aident dans ses relations avec les électeurs. « *Mon mari ne veut pas faire de politique, mais il me soutient beaucoup dans cette campagne, il est même très content !* » Son frère, qui travaille à la direction de rédaction du

magazine pour la jeunesse « Super », est *manager* de sa campagne. Lorsque nous le rencontrons, il lui apporte un tirage du dernier numéro hebdomadaire dans lequel il a fait publier une page complète sur elle, avec photos de famille et biographie. Son fils enfin, est âgé de dix ans. « *Lui aussi, il aimerait bien me suivre partout et participer ! Mais c'est quand même un peu dangereux, il faut faire attention, alors ce sont mes parents qui le gardent* » (27 mai 2000).

Ojuunceceg en pleine campagne déclare encore : « *Mon équipe de campagne est constituée de dix personnes et il s'agit principalement de ma famille, mon mari, mes grands enfants. Et on se soutient mutuellement avec ma sœur !* » (18 juin 2000). Dulamsuren explique aussi : « *Un de mes frères fait de la politique, les autres me soutiennent beaucoup, ils sont membres du parti* » (24 avril 1999).

Les femmes rencontrées témoignent toutes du soutien sans réserve de leurs enfants. Saaral, démocrate, a deux fils grands adolescents : « *ils m'ont toujours soutenue dans mon engagement démocrate, depuis le début. Je vais même vous raconter une histoire. Le PPRM avait diffusé des lettres de critiques et d'appel à la mobilisation contre les démocrates. Mes fils avaient vu que leur père en avait cachée une et nous étions en conflit ouvert sur mon engagement. Ils ont attendu qu'il dorme, ils la lui ont dérobée pour venir me la montrer... Je suis triste quand je pense à lui, mais je suis fière de mes fils* » (12 février 1999).

Pour s'engager en politique, il semble absolument nécessaire d'être aidée matériellement et soutenue sur le plan affectif, par sa famille proche.

b) L'ascendant modèle

Nombreuses sont celles qui font référence à un e parent e référence symbolique, selon deux modèles : soit qu'il/elle ait été engagé politiquement au sein du PPRM, soit au contraire qu'il/elle ait toujours manifesté quelque réticence même discrète.

Gerelsuren, par exemple, explique qu'ils sont six enfants avec des profils très différents (un ingénieur en agriculture, un économiste, un conseiller politique de l'ambassade au Japon, le plus jeune est simple ouvrier). Lorsqu'on lui demande de qui elle tient sa force d'engagement politique, elle réfléchit : « *Ma mère était couturière et mon père était Chef de la Justice Militaire, quelqu'un de très important...* » (14 janvier 1999). Ce type de femmes engagées, que l'on pourrait appeler « les filles de », semble correspondre aussi à Badja, conseillère régionale et même élue secrétaire du *Hural* régional, dont le père a été gouverneur du *Sum*, (Dornogov, Sainšand) (13 février 1999). Ou encore Altaï, du PPRM, dernière enfant après deux sœurs et un frère, qui, elle, est fière de sa mère qui était pédiatre et toujours vivante à 80 ans, mais surtout de son père, qui était militaire de carrière puis tellement passionné d'histoire qu'il en est devenu professeur (16 avril 2001).

Celle dont l'ascendant est le plus connu est sans conteste Žamaa, qui est systématiquement présentée par les personnes qui la connaissent comme la petite-fille de

Sühebaatar. Elle en est très fière elle-même : « *On peut voir mon grand-père à cheval au centre de la place centrale de la capitale de mon pays ! Et sa statue ne sera pas détruite de sitôt puisque même la démocratie ne l'a pas enlevée !* » (23 mai 2000). Son père a d'abord été ministre pendant une vingtaine d'années, puis diplomate et elle fait partie des rares personnes qui ont pu faire leurs études durant la période soviétique à New York et à Genève. Elle dit s'être engagée au PPRM en 1987, à son retour au pays. Elle a travaillé pour le Comité des médias du Gouvernement jusqu'en 1990. En 1991, elle a fait partie de la scission qui s'est faite au sein du Parti et qui a créé le « Parti National de la Renaissance »¹⁶¹. A l'élection du Président National-Démocrate Otchirbat, elle devient sa secrétaire de communication jusqu'en 1996. Aujourd'hui responsable de programmes de développement pour le PNUD, elle met particulièrement l'accent sur les libertés civiles, inexistantes avant la Transition. Elle dit qu'elle avait été choisie pour être candidate parlementaire en 1996, mais elle a vécu une lourde opération en 1995 et elle était très fatiguée. Paradoxalement, son héritage symbolique ne lui a pas permis d'entrer, en son nom propre, en politique.

Du côté de la « rébellion », on rencontre la famille de Narangerel, députée PSD : « *Mes parents ne sont plus vivants, mais je suis d'une famille très ordinaire. Vous connaissez les quartiers de yourtes qui cernent Oulan-Bator ? Et bien je viens de là. Ma mère était femme au foyer et mon père était simple agent administratif, mais de petite hiérarchie...* » D'où vient votre force, votre énergie ? Elle rit de bon cœur : « *Je ne sais pas, mes parents, peut-être, oui, mes parents. C'est probablement dans mon sang... Vous savez, à ce moment là, si vous vouliez être reconnu, il fallait être membre du Parti. Mais mon père n'y est jamais entré. Jamais. Il disait : "Je peux survivre sans le Parti". Il était très indépendant. Et je ne sais pas exactement pourquoi, d'où il le tenait lui-même... Il est mort trop tôt, en 1977, je n'ai pas pu le lui demander. Mais je sais que son père, mon grand-père, a été tué durant la répression de 1938. C'est peut-être toutes ces choses qu'ils ont mis dans mon sang ! [rires] Mais il n'a jamais rien dit à propos de tout ça, il ne me parlait pas de politique, j'étais encore une jeune fille et puis à ce moment là, on ne parlait pas de politique, personne ne pouvait parler ouvertement de politique...* » (29 juillet 1999).

Si pour ces femmes c'est le père et le grand-père qui semblent fournir le capital symbolique, pour les autres, c'est la mère. Certaines sont donc « les filles de leur père », d'autres sont « les filles de leur mère ». Enhtujaa par exemple : « *Ma mère était très forte, elle était le chef de la famille. Elle était comme un homme ! Elle était seule et elle était vraiment très forte. Elle avait une mauvaise santé, mais elle ne s'en plaignait jamais, personne ne le remarquait. Et elle est morte trop jeune. Je n'ai qu'un seul frère et il n'est pas impliqué en politique. [...] Moi, je défends très fort cette idée de liberté. Je tiens ça de ma mère, de son comportement, de l'éducation qu'elle nous a donnée* » (15 juin 1999).

¹⁶¹ Le Parti de la Renaissance a ensuite joint une coalition démocrate faite de quatre autres petits partis, qui, en 1994 ont formé le Parti National-Démocratique.

Ojuungerel explique que sa mère était très connue en tant qu'idéologue du PPRM et que cet héritage a failli la décourager. Au moment de son entrée en politique en 1992, elle était assez effrayée par l'opposition. Il était plus facile pour elle, afin d'éviter les conflits avec sa famille et sa mère, de rentrer dans une dissidence du PPRM, le Parti de la Renaissance. Elle a donc monté la branche du parti dans l'*Aimag*.

Citons pour finir Amarsanaa, dont les parents ont divorcé, ce qui était assez rare : « *il était plus âgé et très possessif, elle était belle et très intelligente, elle a fait une grande carrière médicale. Il n'était pas l'homme de ses rêves. Mais je tiens aussi mon énergie face à la vie de ma grand-mère, c'était une femme très forte, elle était directrice de l'hôpital pédiatrique. Elle a beaucoup soutenu ma mère lors du divorce* » (10 juin 1999).

Un ascendant modèle ne suffit pas pour entrer en politique, puisque les femmes engagées, élues ou candidates, ont toutes des frères ou sœurs qui semblent ne pas être intéressés par ce type de parcours. Mais lorsque l'engagement personnel apparaît, l'ascendant semble alors constituer la base d'une force personnelle, finalement plus performante qu'un simple capital symbolique de type « fille de », puisque Žamaa est celle qui semble la moins engagée personnellement.

Notons que les femmes citent leurs pères mais aussi leurs mères comme modèles de « femmes fortes ». Les hommes politiques feraient-ils état semblablement de l'influence de leur mère sur leur parcours personnel ?

c) Engagement politique et rapports entre conjoints

Le « capital conjoint »

« *Pour les gros problèmes, c'est mon mari qui décide. Mais pour les petits, c'est moi. Et quand je regarde les autres femmes, je me rends compte que c'est la même chose* » (Osoržamaa, 14 février 1999). La famille mongole étant de structure patriarcale, si une femme prend la décision de s'engager en politique, les rapports qu'elle vit avec son conjoint sont essentiels à prendre en compte. Nous constatons avec surprise que le conjoint, pour la majorité d'entre elles, est d'un soutien inconditionnel, ce que nous appelons « capital-conjoint » comme par exemple pour Nina.

Pour l'ensemble des femmes mariées, rurales ou citadines et quelle que soit la tendance politique, le conjoint est une source d'énergie, d'encouragements, de soutien financier, il permet de se dégager partiellement des obligations domestiques, etc. Il semble en être de même en France ou « Dans ces récits [auto-biographiques de femmes politiques] conformément au statut des femmes, traditionnellement comme des filles et des épouses, elles reçoivent le soutien constant de leurs conjoints et de quelques figures paternelles » (Achin C. *et al.*, 2007, p.59)

La gouverneure de Dašbalbar *sum* déclare par exemple : « *comme je suis une femme, j'ai aussi le problème de la famille, mais mon mari m'aide beaucoup. [...] C'est difficile de concilier la vie professionnelle et la vie familiale, avec toutes mes charges professionnelles. Mes parents, ma famille, mon mari m'aident beaucoup. De même pour les hommes, si leur femme n'est pas compréhensive et travailleuse, ça leur est difficile d'obtenir de bons résultats* » (Saintujaa, 26 avril 1999).

Les conseillères municipales évoquent aussi leurs conjoints. Damdinsuren répond docilement à l'exercice de présentation, déclare qu'elle est mariée, a cinq enfants, que son mari est médecin, qu'il est au même parti qu'elle, le PPRM. Mais elle précise alors avec un sourire : « *il me soutient beaucoup, avec nos enfants, je n'aurais pas pu toute seule !* » (24 avril 1999). Le mari de Regzedmaa est aussi conseiller municipal, mais lui cumule ce titre avec celui de directeur de l'école et directeur de la section du PSD au village. « *Il a commencé à faire de la politique en 1990. En 1992, il ne s'était pas présenté, il était malade. Je ne me rappelle plus très bien si on le lui a demandé où s'il l'a décidé lui-même, mais il s'est présenté en 1996, comme moi. Nous faisons campagne ensemble, c'était plutôt marrant, comme situation...* » (17 février 1999) Hololžams dit fort que son mari l'a toujours soutenue, alors qu'il n'est même pas membre du parti et que son père ne l'était pas non plus (4 juillet 2001). Etc.

Au sein de la capitale, les citadines faisant plutôt partie de l'élite sociale ont le même type de déclarations : « *C'est mon mari qui s'occupe de la maison !* » (Gerelsuren, 14 janvier 1999). Zanaa explique : « *Quand j'ai organisé la grève de la faim, il a quitté le Parti et a rejoint le mouvement démocratique. Nos idées ne divergent pas, il a toujours été avec moi. Vous savez, à ce moment là, j'étais comme un enfant des rues, j'étais toujours dehors ! Je rentrais souvent à 4, 5h du matin. Mais mon mari n'a jamais été jaloux, ne m'a jamais posé de question. Il m'attendait. Et puis pendant deux ans, je n'avais plus d'emploi. C'est lui qui m'a nourri ! Il faudrait un homme aussi bon pour chaque femme !* » [elle rit] (28 juillet 1999).

A la question « comment s'organise votre vie quotidienne ? », Altai, nouvelle députée PPRM, répond sans réfléchir : « *Très chargée.* » Elle a deux enfants : un jeune de 18 ans et un « *tout petit de deux ans !* ». Son mari travaille en tant que consultant au PNUD et ne peut donc pas être affilié à un parti. « *Nous nous entendons très bien, en fait, il me soutient beaucoup. J'ai une aide à la maison pour le bébé, et il m'a beaucoup aidée durant ma campagne électorale. Je peux dire : "nous avons gagné" !* » (26 avril 2001). Tungalag dit sans complexe que c'est son mari et ses amis qui l'ont aidée à payer les 3 millions nécessaires pour le PSD dans le cadre de sa campagne. « *Il est interprète en chinois et gagne bien sa vie* » (10 mai 2000). Čimeg, candidate parlementaire pour le PCC, explique qu'elle bénéficie d'un soutien inconditionnel de la part de sa famille. Son mari est directeur de la chaîne télévisée *Chanel 25*, qui fait partie d'un complexe de médias privés (financés par les Etats-Unis). Elle utilise

les facilités médiatiques qu'il met à sa disposition pour sa campagne, avec en plus sa voiture professionnelle (15 avril 2000 et 13 juin 2000).

Nous rencontrons Odončimeg une première fois le 15 avril 2000, elle est candidate pour le PCC. Le 12 juin 2000, nous retournons lui rendre visite et nous rencontrons son mari, c'est donc lui qui assure la permanence électorale pour la journée. « *Elle fait du porte à porte et demain, elle ira rencontrer les employés de la boucherie Mah Kombinat.* » Il n'est pas membre du parti, mais étant son mari, il doit la soutenir « *à 100% ! Je dois l'aider à distribuer des tracts aux gens du district, ou rester ici pour recevoir les électeurs comme vous !* » Il a abandonné son activité professionnelle pour l'occasion, il est entraîneur en sports de combat, boxe et lutte. Il est donc connu dans le district ? « *Oui ! Tous les garçons sont passés par ma salle d'entraînement !* » (Mari d'Odončimeg, 12 juin 2000).

Enfin, Enhtujaa raconte : « *Mon mari a commencé plus tôt que moi ses activités politiques et il était très actif. Mais lorsque nous avons tous les deux été pris dans la politique, ma famille a souffert de cette non-attention parentale. Alors il a pris la décision d'arrêter pour rester auprès de nos enfants, ce qui lui vaut beaucoup de respect de la part des autres femmes politiques ! Ça a été un choix très difficile à faire pour lui. Parce que de mon côté, je ne voulais pas laisser tomber, même s'il me l'a demandé. Parce que je pense que nos chances étaient à égalité, il aurait pu se retrouver à ma place au Parlement. Et je ne sais pas vraiment pourquoi il a fait ce choix... Le connaissant, je suis toujours surprise de réaliser qu'il l'a fait ! Bien sûr, nous avons eu des discussions très dures, des disputes, et je sais qu'il en a souffert... Sa décision a peut-être été motivée par le fait de vouloir maintenir la paix dans la famille... Je pourrais même presque dire qu'il a été plus concerné par notre famille que moi, en fait* » (15 juin 1999).

Même les femmes engagées dans un militantisme moins ostensible, celui des associations, ne peuvent se passer du soutien effectif de leur conjoint. Gantömör nous montre une icône du Bouddha. « *C'est mon mari qui a fait cette photocopie. Il a le même titre religieux que moi, Gueden et il travaille au monastère de Gandan. Il me soutient beaucoup !* » (21 juillet 2000). Peut-être de façon plus subtile, Osoržamaa qui n'a qu'un engagement au sein d'une association de femmes, LEOC, dit que son mari est satisfait de son engagement car elle travaille « *pour le peuple* » (14 février 1999). Amarsanaa qui a toujours défendu le principe de liberté et de droits humains, a une sœur qui a fait des études techniques et qui n'est absolument pas engagée en politique. « *Son mari ne la soutient pas du tout non plus. Mon mari à moi était très présent, il m'a beaucoup soutenue* » (10 juin 1999).

Bulgan, directrice de la FFM de Zuun Mod, dit la même chose de son mari, enseignant en mathématiques. Il l'a même encouragée à se présenter aux élections pour ce poste. Au début, elle n'était pas très intéressée, elle avait peur de perdre son salaire et l'association n'était pas véritablement établie... Depuis, ils discutent ensemble des projets qu'elle peut avoir, il lui a appris

à utiliser les logiciels de traitement de texte sur l'ordinateur. « *Il est très fier de moi !* » (29 janvier 1999). Bajgalmaa, employée au Centre pour le Progrès des Femmes après y avoir été bénévole déclare avec le sourire : « *Mon mari est ingénieur électronique de formation, comme moi, on s'est rencontré à l'université. Et aujourd'hui, il travaille pour l'USAid. Et il est aussi membre du Centre pour le Progrès des Femmes !* » (16 mai 2000). Odval est directrice de la branche de l'association Femmes et Business. Son mari est directeur de la station de radio, elle déclare donc gagner plus que lui. Après avoir évoqué la difficulté de la double charge pour les femmes, elle me dit : « *Je n'ai pas ce problème, parce que c'est mon mari qui fait le ménage et même mieux que moi !* » Nous ne sommes pas allée vérifier ses dires... Mais nous pouvons au moins supposer que, soit il a véritablement pris en charge l'intégralité du travail ménager, soit il y participe assez pour la soulager et lui permettre d'honorer ses engagements politiques et associatifs.

La grande différence entre les hommes et les femmes dans l'engagement politique, ce qui consiste à sortir de l'espace domestique pour occuper de façon officielle la scène publique, se trouve donc dans le soutien du conjoint. A la différence des femmes, les hommes ne citent jamais leur épouse comme source d'énergie et de courage pour eux. Et il semble que les dirigeants du PPRM le sachent puisque lorsqu'ils demandent à Badja de présenter des femmes pour investitures éventuelles, « *ils veulent connaître le nombre d'enfants, la situation du mari ! Si elle est mauvaise, on ne retiendra pas la candidature de son épouse...* » (13 février 1999). Les quelques épouses que nous avons rencontrées n'ont besoin, pour permettre à leur mari de s'engager en politique, que de tenir leur rôle de mère auprès des enfants et d'assurer les tâches domestiques. Mais les hommes politiques ne le signalent jamais comme une chance, une opportunité, ou même n'y ont jamais pensé comme pouvant être un obstacle à leur carrière. Les épouses de Davaa et de Zundujzams effectuent leurs tâches domestiques comme elles le feraient si leur mari avait n'importe quelle autre profession. L'épouse de Ganhuu est tchèque, elle le soutient beaucoup, elle l'aide dans sa campagne. Mais en tant qu'étrangère, elle ne peut pas s'engager en politique (27 juin 2000). L'épouse d'Erdenbileg le soutient, l'observe, mais ne participe pas : « *elle est trop droite dans ses principes ! Je la connais, elle ne s'engagera jamais, elle est trop calme, elle n'aime pas la foule...* » (2 juin 2000).

Le rôle des quatre épouses rencontrées ici n'est qu'un rôle de mère, rôle « naturel » pour une femme. Tandis que pour les femmes politiques, le soutien du mari est essentiel, il sort du cadre de son rôle « normal » d'époux. Les collègues politiques masculins, d'ailleurs, en rendent compte : « *d'après moi, si les femmes veulent entrer en politique, soit elles doivent se marier tard, soit elles doivent avoir un "très bon mari"* » (Batbajar, 14 avril 2000).

La presse internationale évoque les soutiens, parfois « occultes », des épouses aux grands hommes politiques. On l'a dit de Hillary Clinton, de Bernadette Chirac, etc. Le travail des conjointes dans la carrière de leur époux est, de la même façon que pour les femmes, essentiel. Mais ceux-ci le reconnaissent-ils publiquement ? Quelle que soit la réponse, nous nous permettons d'émettre l'hypothèse que la « qualité de l'épouse » est moins importante dans la réussite sociale et politique d'un candidat que celle du mari pour une candidate. Autrement dit, le « capital-conjoint » joue beaucoup plus pour les femmes que pour les hommes.

Ou le sacrifice du couple

On s'en doute, si certains époux soutiennent leurs femmes, c'est aussi avec le risque que celles-ci atteignent une position sociale plus élevée qu'eux. Njamhuu, conseillère régionale PPRM à Sainšand, dit en souriant que c'est elle qui gagne le plus d'argent. Ils vivent dans un appartement cosu, avec appareils électroniques neufs : télévision, magnétoscope et plusieurs cassettes vidéo. Son mari travaille pour une compagnie de tourisme, aux revenus saisonniers. Elle dit qu'il n'y a pas de conflit par rapport à cet écart de revenus, il la soutient, « *il ne boit pas, ne fume pas* ». Et il ne fait pas de politique car « *c'est difficile d'avoir deux personnes qui en font dans la famille* » (14 février 1999). Nous rencontrons un certain nombre de femmes conseillères communales dont les époux sont chauffeurs, ce qui est considéré généralement comme un emploi lucratif mais moins prestigieux qu'un mandat électoral ou même qu'un poste de fonctionnaire puisque ne nécessitant pas de diplôme. C'est le cas de Badja (13 février 1999), de Ženilmaa qui est pourtant gouverneure (10 février 1999), etc.

Mais cette supériorité relative de l'épouse d'un point de vue social est assez rare et semble finalement parfois très mal vécue. Baatar, une quarantaine d'années, a d'abord été assistante du gouverneur de Erdene *Sum*, puis aujourd'hui maire du village lorsque nous la rencontrons. Son mari était militaire, rattaché à la base « *sur la frontière, mais il a eu droit à la retraite plus jeune* ». Il est actuellement complètement désœuvré, n'a pas retrouvé de travail, « *il est devenu un peu distant avec les gens normaux* ». Et nous ne le rencontrons pas (13 février 1999). La gouverneure de Dašbalbar *Sum*, lors de notre rencontre, avait d'abord rendu hommage au soutien de son mari. Puis, plus loin dans l'entretien, elle dit à voix basse : « *Ce n'est pas vraiment facile le fait que les deux membres de la famille ne soient pas au même niveau. Les Mongols préfèrent que le chef de famille soit quelqu'un d'important. Je sais que pour lui, ce n'est pas facile à vivre que les gens viennent nous rendre visite pour demander conseil à sa femme* » (Saintujaa, 26 avril 1999). Alors qu'il est socialement « normal » qu'un homme ait une position sociale, publique, plus élevée que son épouse, voire que celle-ci n'en ait pas du tout, l'inverse se rencontre, mais n'est pas sans poser le problème de son acceptation.

On s'en doute, certains conjoints s'opposent à l'engagement politique de leur épouse. Nous rencontrons ainsi un certain nombre de femmes engagées en politique qui, pour pouvoir persister dans leur démarche, ont dû divorcer. Par exemple, cette conseillère régionale dont le mari fait aussi de la politique, dans le même parti. Que pense-t-il de ses activités ? « *Il est d'accord, mais il n'aime pas trop les réunions, il s'y endort ! Et il n'aime pas que j'y aille trop souvent, elles ont lieu la nuit.* » Il y en a beaucoup de ces réunions ? « *quatre par an* » (Tujaa, 25 juillet 1999). Naranceceg est candidate pour le PCC. Elle explique pouvoir compter sur sa fratrie, c'est sa soeur qui s'occupe de sa fille de sept ans, et elle s'entend aussi très bien avec son frère. « *Je suis libre, j'ai divorcé. J'avais rencontré mon mari en étant étudiante, nous étions trop jeunes, nous nous sommes mariés trop tôt, nous ne nous sommes pas compris* » (5 juin 2000). Narangerel que nous rencontrons dans son bureau de députée déclare : « *Ma famille ? J'ai un grand fils, de 25 ans, ma petite-fille et ma belle-fille. Voilà ma famille. Ils vivent à Oulan-Bator, même si aujourd'hui mon fils est parti vivre quelques mois aux Etats-Unis. Ils me soutiennent beaucoup. Ça ne pourrait pas être autrement* » (29 juillet 1999).

Saaral avait rencontré son mari à l'âge de 23 ans. Ils se sont séparés en 1995. Est-ce plus facile ou difficile ? « *Matériellement, c'est à peu près la même situation. Mais pour prendre des décisions importantes, c'est mieux d'être seule que deux à se disputer. Maintenant, je fais comme je l'entends.* » La seule et unique raison pour laquelle ils se sont séparés, serait « *la différence idéologique : mon mari était directeur de la branche du PPRM à Sainšand. Nous n'étions vraiment pas d'accord...* » Elle dit : « *très honnêtement, il ne m'a jamais frappée, il ne m'a jamais interdit d'assister à des réunions, il ne m'a jamais reproché de faillir à mes devoirs d'épouse et mère.* » Et lorsqu'on lui demande si elle souhaite rester seule ou rencontrer quelqu'un, elle répond : « *ni l'un, ni l'autre, je voudrais que mon mari revienne. Il vit avec sa vieille mère. Et lorsque celle-ci aura disparu – c'est la vie - il reviendra et il comprendra.* » Elle fait même des projets : « *On pourrait déménager et aller nous installer à Oulan-Bator...* » (12 février 1999).

Ainsi, si les femmes politiques en France ont besoin de faire connaître leur vie familiale¹⁶², ce n'est pas le cas pour les femmes politiques mongoles, celle-ci n'entre pas dans les capitaux publicisés lors des campagnes électorales. Par exemple, dans cet article anonyme sur les 8 femmes députées de 1996 à 2000, la seule mention sur la situation familiale d'une d'entre elles concerne Ojuun : « *En plus de ses activités professionnelles et politiques, elle s'occupe des soins de sa mère. Rien d'étonnant à ce qu'elle ne soit pas mariée* ». Les autres sont soit mariées, soit divorcées, la journaliste n'en fait pas mention. De fait, qu'elles soient divorcées ne leur porte pas préjudice. Le fameux statut de « femme seule » est parfaitement accepté.

¹⁶² On l'a par exemple reproché à Ségolène Royal lors des divers événements considérés comme d'ordre « privé » qui ont jalonné sa vie politique : naissance de son premier enfant, concubinage assumé, séparation, etc. Et paradoxalement, il semble qu'on l'ait plutôt encouragé pour Martine Aubry, afin de lui construire une image plus « humaine » que « technicienne » : elle a alors publicisé sa vie de couple, sa maternité, etc.

2-Le « capital-maternité » ?

Mais si une femme mongole peut décider de vivre seule, sans un mari dont elle aurait besoin pour s'accomplir, il semble que ce soit différent concernant la charge de la maternité, qui, quoi qu'il advienne, lui revient.

Au premier abord, cette charge peut paraître moins lourde qu'en France par exemple. Lors de nos entretiens, nombreuses sont les femmes qui expliquent avoir effectué des études supérieures ou des stages de formation loin de chez elles. Des salariées d'associations de femmes sont même allées à l'étranger pour les stages récents sur le « genre » ou les « droits humains » et ont confié leurs enfants, y compris en bas âge, à leur famille, à leur époux (et père des enfants), ce qui nous paraît plus rare en France. Une bénévole de LEOC à *Zuun Mod* raconte par exemple que lorsqu'elle est partie faire un magistère à Oulan-Bator, les enfants étaient petits. Pendant ces deux années de séparation, ils étaient élevés par leur père et elle revenait les week-ends (17 janvier 1999). Ojuunsan, directrice du bureau d'Oulan-Bator explique aussi : « *j'ai fait une année de formation en Allemagne, en 1995. J'avais laissé ma fille à son père, mon mari, il me soutient beaucoup ! C'est vrai que les Allemandes étaient surprises de ça, que je parte et laisse mes enfants, mais c'est comme ça en Mongolie, ça ne pose pas de problème... C'est quand je suis rentrée que mon mari a râlé un peu : je suis allée aussitôt dans le Henti voir ma famille et mon mari me disait : "tu ne m'aimes plus !" [rires]* » (24 mai 2005).

Il ne semble donc pas interdit à une femme mongole de quitter son foyer momentanément pour raisons d'études ou professionnelle, la famille proche peut prendre le relais du maternage. Mais ce rôle de mère est un rôle majeur pour une femme, qui, si durant le soviétisme fut doublé de celui d'ouvrière, se redéfinit aujourd'hui comme celui à privilégier avant tout engagement public et de fait, politique.

a) Valorisation nationale de l'épouse et mère

Si la Mère était un personnage central de l'histoire du Moyen Age, elle l'est toujours aujourd'hui. Les journaux relatent par exemple que « [l]a veille du 26 novembre 1998, jour de la célébration du Jour de l'Indépendance, le Président Bagabendi a décoré neuf personnes, mais pas une seule femme » (*Mongol Messenger*, 2 déc. 1998). En revanche, « Le gouvernement mongol va dépenser 62 500 US\$ pour récompenser les "mères fertiles" le 1^{er} juin, fête des enfants. Les mères de cinq enfants vont recevoir la deuxième médaille et 20 000T, les mères de huit enfants et plus, la première médaille et 40 000T. » Et l'entrefilet précise que « La cérémonie est critiquée par beaucoup pour être une réminiscence du passé communiste » (*UB Post*, 1^{er} juin 1999).

Pour les gouvernements successifs de cette nouvelle démocratie, la seule conception du statut de « femme » par le truchement de celui de « mère » n'est pas remise en question, comme en témoigne encore ce rapport – pourtant utilisé comme Programme National d'action pour la promotion des femmes : « Les femmes mongoles réalisent une grande contribution au bien-être de la famille et au développement de la société, à travers l'éducation des enfants, la préparation des jeunes générations pour la vie et le travail, en leur enseignant comment protéger l'environnement, respecter les anciens et les valeurs morales. Les femmes sont aussi responsables de l'économie et de la consommation domestique, de l'enseignement des méthodes traditionnelles de la production alimentaire et du renforcement des liens de soutien mutuel et de la solidarité au sein des communautés et de la nation » (Ministère des Politiques sociales et du Travail, juin 1996, p.29). Ce jeune gouvernement conserve l'habitude statistique des années soviétiques et continue : « En 1995, il y avait 512 000 foyers en Mongolie, d'une taille moyenne de 4,4 personnes ». Il se satisfait des moyens mis en place pour les soins autour de la natalité, il reconnaît néanmoins qu'il faudrait développer la prise en charge de la petite enfance (Ministère des Politiques sociales et du Travail, juin 1996), quand on a vu que l'effondrement de tels services d'une part provoque le chômage des femmes qui y travaillaient, et d'autre part, empêche les jeunes mères de chercher un emploi.

L'objectif stratégique n°3 est alors de « développer les moyens pour les femmes de s'engager en même temps dans le travail domestique (et se dévouer à leurs enfants en bas âge) et dans un emploi rémunéré, à l'aide de méthodes de réduction de la charge de travail domestique ». L'objectif n°4 est de promouvoir le partage des tâches entre hommes et femmes (p.14 et 15). Mais rien n'est dit sur les moyens à mettre en place pour atteindre ces objectifs. Cependant, en introduction du rapport, la notion de « double charge » est mentionnée. « Les femmes, donc, assument une double charge, celle de la reproduction sociale tout en contribuant au développement durable national » (p.5). On le constate, il ne s'agit pas d'une dénonciation, mais bien d'une mise en valeur de cette capacité qu'ont les femmes d'assumer tant de responsabilités, en vue de leur exploitation.

Et pour les jeunes hommes politiques qui ne s'intéressent que peu à la question, la conception de la « protection » des femmes et de leurs enfants n'a pas encore été remplacée par celle de l'égalité. Comme en témoigne Batbajar, député PSD, qui explique : « *mon gouvernement gère très bien cette question des femmes. Par exemple, la récente loi adoptée sur le travail diminue le temps de travail pour les femmes et empêche tout licenciement intempestif. Nous avons un proverbe mongol qui dit : "la femme est forte à l'intérieur, l'homme à l'extérieur". En fait, une femme qui veut faire de la politique et donc être forte "à l'extérieur", doit être d'abord forte "à l'intérieur"...* » (14 avril 2000). Ses co-partisanes, Narangerel et

Otgonbajar ne le reprendront pas sur ces propos, déjà satisfaites qu'elles sont de cet homme sur qui elles pourront compter si nécessaire, lors d'une proposition de loi.

Amarsanaa est plus optimiste pour le futur. « *J'ai organisé, avec les Women Social Progress et l'UN des conférences pour la jeunesse. Et les garçons des groupes que j'ai rencontrés étaient sensibilisés à ce problème, ils disaient qu'il leur semble normal de partager le travail domestique pour que les filles puissent faire de la politique. Les jeunes générations semblent prêtes à entendre ces nouveaux principes et à les vivre* » (6 mai 1999). En attendant que cette nouvelle génération envisage de vivre différemment, aujourd'hui le Comité CEDEF se fait plus critique : « Les femmes sont forcées par l'Etat d'assumer l'éducation des enfants (*child-caring role*) : seules les femmes et les hommes célibataires sont habilités à percevoir les allocations familiales et les congés maternité. Cette loi empêche les familles de partager la responsabilité de l'éducation des enfants et entrave le statut économique des femmes. Il s'agit donc là d'un type protectionniste de discrimination, qui renforce le stéréotype culturel et traditionnel à l'égard des femmes » (Comité CEDEF, mars 2000).

b) Quand la maternité empêche l'engagement politique

Bien évidemment, cette double charge pour les femmes, (famille et quête d'une activité rémunérée) est l'un des obstacles majeur à leur accès à l'espace politique. « *Je pense que c'est trop de travail pour une femme qui veut rester aussi une bonne mère. Pour les femmes qui n'ont pas d'enfants, c'est un bon choix. Mais pour celles qui en ont, en particulier en bas âge, c'est très difficile. Tout simplement d'abord parce que nous n'avons plus de services publics de prise en charge de la petite enfance, maternelles, garderies...* » Le nouvel Etat libéral ne participe plus à la prise en charge familiale, qui se reporte sur les femmes.

De la façon la plus « naturelle », les périodes de grossesse et de petite enfance sont des périodes de retrait de l'espace politique et de perte d'opportunités. Erdentuul par exemple, ne s'est pas présentée aux élections de 1992 car elle était enceinte (27 juillet 1999), de même pour Bajarmaa, candidate parlementaire PND et leader de l'union des femmes du parti, enceinte en 1996 (5 mai 2000), ou Bajgalmaa, bénévole associative. « *En 1997, j'ai eu mon enfant, il a fallu que je travaille et que je m'occupe de lui...* » (16 mai 2000). Enfin, citons Enhtujaa qui ne se représentera pas aux élections de 2000, car « *mon aîné est gravement malade, et c'est impossible de faire de la politique avec un enfant malade. Je dois d'abord m'assurer de son rétablissement* » (15 juin 1999).

Les associations de femmes sont aujourd'hui pleinement conscientes de cette charge handicapante pour les femmes même si « *ces voix sont très faibles* » (Amarsanaa, 6 mai 1999). A la question « pourquoi y a-t-il si peu de femmes promues », les hautes fonctionnaires enquêtées par LEOC ont répondu à 24,3% d'entre elles « à cause des responsabilités dans l'éducation des enfants », puis à 19,5% d'entre elles « parce que les femmes ont moins de temps pour leur

réalisation personnelle principalement à cause du travail domestique » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.18). Le même type d'enquête a ensuite été mené en 1999, auprès de 260 femmes sans statut spécifique. A la question « quels sont les facteurs qui limitent les femmes dans leur participation à la vie sociale », elles ont répondu, pour 17,6% d'entre elles, « à cause de la double charge travail et famille » (p.18).

Cette « charge familiale », doublée de la paupérisation grandissante, est l'explication majeure donnée par les femmes politiques concernant leur retrait patent de l'espace politique depuis la démocratisation. *« C'est quand les problèmes ont émergé, que nous nous sommes retrouvées face à de véritables défis, alors il faut bien constater que les femmes ont commencé à se désengager. Bien sûr à cause de la crise économique, bien sûr à cause de la double charge, à cause de la pression, elles se sont senties chargées des responsabilités familiales, de l'éducation des enfants. Et pour ces raisons, elles n'ont pas voulu prendre le risque du danger des manifestations de rue. C'était une période assez dangereuse... En fait, même s'il n'y a jamais eu de répression sanglante de la part de l'Etat, à ce moment là, on pouvait s'attendre à tout. Personne ne se sentait en sécurité, nous nous attendions à des échauffourées, à du danger. Et chacun a dû faire un choix. Cela ne veut pas dire que les femmes avaient peur ou n'étaient pas courageuses. Simplement, elles pensaient, et les hommes les y ont encouragées, qu'il fallait faire attention pour les enfants »* (Enhtujaa, 15 juin 1999). *« Les femmes n'avaient plus de temps pour la politique, parce qu'elles avaient besoin de gagner de l'argent pour leur famille et leurs enfants. »* (Erdentuul, 27 juillet 1999).

Les femmes mongoles se voient empêchées concrètement de s'engager en politique par le manque de temps, l'attribution sociale des tâches domestiques, et plus globalement par la responsabilité de la survie du foyer. Mais le maternage, qui en constitue une activité majeure, ne constitue pas qu'un obstacle matériel. N.-C. Mathieu montre que « Le fait d'avoir la responsabilité constante des enfants est non seulement un travail physique – souvent non-évalué - mais aussi un travail mental constant et de surcroît un travail mental aliénant, à tout le moins limitatif de la pensée à force de tout simplifier dans les explications aux enfants, est-ce qu'on peut développer une pensée complexe, “libre” ? » (1985, p.191). Quand s'ajoute à cette limitation celle du langage de la bru, et par extension de toute la classe des femmes mongoles, on comprend qu'elles ne se sentent pas légitimes dans cette activité qu'est le politique.

Arrivée au village de Holonbuir, nous avons prévenu de notre visite et sommes accueillies par le maire et un petit groupe de femmes actives en politique et dans les associations de femmes du village. Nous commençons par prendre le thé (dans la pièce centrale de la mairie non chauffée, nous gardons nos fourrures même sur la tête). Après une courte allocution bienveillante et quelque peu amusée du maire, chacune se présente. Une dame qui doit avoir soixante ans prend la parole en dernier, dit ne pas être officiellement active en politique, mais explique avoir toujours été intéressée, raison de sa présence à notre

rencontre. Puis nous proposons de rencontrer chacune des personnes individuellement, ce qu'elles acceptent, même si elles ne l'avaient pas prévu.

Fidèle à son rang de prise de parole, la dame en question sera la dernière à venir nous voir. Elle a manifestement très envie de parler. Nous « attaquons » dans le vif du sujet : pourquoi n'a-t-elle jamais essayé de faire de la politique ? « *C'est une question d'intérêt personnel. J'étais plus impliquée dans mes responsabilités familiales, et dans mon travail, plus attachée à bien faire ce qu'on me demandait dans mon travail.* » Avoir autant d'enfants, était-ce un choix ? « *J'ai eu sept enfants... Je suis allée jusqu'en 8^{ème} classe [équivalent BEPC], et mon mari a fait une école d'agriculture, deux ou trois ans après la 8^{ème} classe. J'ai fait l'école d'infirmière et j'ai travaillé à l'hôpital de Čojbalsan. Et lors d'une mission dans ce sum, j'ai rencontré mon mari... et puis j'ai vécu ma vie d'épouse, ici, comme tout le monde, en fait !* »

Était-ce difficile de venir habiter dans ce village, quitter la petite ville ? « *J'avais 19 ans, et mon mari 21. Et c'est vrai qu'au début, c'était difficile. Mais maintenant, ça va. En fait, mon père était aussi chauffeur, alors avec les deux voitures, celle de mon mari et celle de mon père, on pouvait souvent se rendre visite. J'avais 20 ans pour mon premier enfant. Et là, j'ai eu beaucoup de soutien de la part de la "seconde mère", la sage femme.* »

Pense-t-elle que le fait d'avoir une grande famille l'ait empêchée de faire de la politique ou autre activité ? Elle répond sans réfléchir, longuement : « *Mon mari étant chauffeur, il était souvent absent, et il m'est arrivé de rester deux ou trois mois toute seule avec la responsabilité de la famille. [...] Et donc, j'avais très peu de temps pour moi en dehors de ma famille.* » Et maintenant qu'elle est peut-être moins prise par le temps et ses enfants, pense-t-elle qu'elle peut faire de la politique ? « *Je me sens mieux dans la peau d'une observatrice.* » (Ojuun, 24 avril 1999)

Finalement, cet entretien non prévu dans notre enquête révèle l'ensemble des analyses effectuées jusqu'ici. Une femme est chargée des responsabilités familiales et se sent d'autant moins légitime dans un engagement politique qu'en société patrilocale (même si beaucoup de mariages se font néanmoins localement), elle se trouve coupée de son réseau social d'origine. Il lui faut ensuite avoir accompli sa vie de mère pour pouvoir prétendre à quelque rôle public.

c) Les mères de famille qui s'engagent néanmoins

Malgré l'empêchement social (la contrainte de genre), certaines d'entre elles s'engagent en politique, et parfois, réussissent à se faire élire. « *Je ne vois pas de différence entre les hommes et les femmes candidates, ils rencontrent les mêmes problèmes. Sauf peut-être la charge de la famille, qui pose un problème pour les femmes...* » (G. Ojuungerel, 13 mai 2000). Il s'agit d'une différence majeure avec les hommes. Les femmes militantes rencontrées font toutes allusion à leur famille et à leurs enfants, et témoignent de la crainte de les avoir « mal élevés ». « *La femme du Président m'a dit un jour : "Žamaa ne t'inquiète pas. Si tes enfants ont été mal élevés, ils dépenseront ton argent. S'ils sont bien élevés et éduqués, ils gagneront leur propres revenus." !* » (16 juin 1999).

Et même quand tout se passe bien, le sujet est largement évoqué, comme pour se prouver à soi-même que justement, « on a bien fait ». Les deux fils aînés de Saaral sont calmes et sans histoires, font tous les deux des études supérieures alors qu'elle est seule à les élever. « *Je n'ai pas fait grand-chose de spécial par rapport à leur éducation, je souhaite juste qu'ils soient autonomes. Bien sûr, je suis*

inquiète pour leur avenir, mais je leur ai appris à compter sur eux-mêmes, sans “regarder dans la main de l’autre”. » Durant leur adolescence, elle était souvent absente pour ses activités politiques. Ils étaient donc obligés de s’assumer un minimum seuls. *« Les voisins pouvaient médire. Mais mes deux fils ont eu leur bac, alors que certains de leurs amis ne l’ont pas eu, malgré le soutien parental... Etre seule, c’est parfois difficile. Mais maintenant, partout où je vais, je suis bien accueillie par les présidents, les directeurs, tout le monde. Et c’est le résultat de mon travail »* (12 février 1999).

Mais pour la plupart d’entre elles, la culpabilité de ne pas « passer assez de temps auprès de leurs enfants » est manifeste. Lors de notre entretien, Ženilmaa, gouverneure de Altanširee Sum à Dornogov, signale tout de suite que, pour elle, assumer son poste est difficile car elle a des enfants et elle ne peut passer que peu de temps auprès d’eux, ce qu’elle déplore (10 février 1999). Erdentuul dit regretter ne pas pouvoir s’occuper davantage de son fils, de sa famille. Elle envisage d’ailleurs de se retirer quelque temps de la politique à cause de problèmes matériels, et considère que celles qui se maintiennent *« ont laissé tomber la vie privée »* (31 mai 2000).

De fait, « le temps » est encore le problème majeur. La plupart des femmes engagées localement dans des partis politiques ou des associations cumulent cette activité avec un emploi et la charge domestique et maternelle. *« C’est difficile de trouver du temps pour le comité et c’est encore plus difficile de trouver du temps en commun pour se réunir ou travailler ensemble »* (Saraan, 24 avril 1999). *« Avec ma famille et mon emploi, il ne me reste pas beaucoup de temps pour les réunions et activités de l’association. Parfois, je ne peux pas y aller, je ne peux faire tout ce que j’aurais envie de faire pour mon association... »* (Osorzamaa, 14 février 1999). A Zuun Mod, une militante du PPRM engagée en plus au sein de l’AFSD, ne peut s’occuper de l’association que pendant son temps libre. *« Ça me prend deux ou trois heures par semaine, et comme on est toutes dans cette situation, on se partage le travail. En fait, on perd aussi du temps à se répartir le travail, justement parce qu’on en manque ! »* [sourire](17 janvier 1999). Même Gerelsuren, présidente de la FFM, déclare que *« Le grand problème que j’ai avec ce poste, c’est le manque de temps pour moi et pour ma famille. J’aurais aimé préparer un diplôme supplémentaire, mais je n’ai pas le temps. Et je voudrais aussi m’occuper de la maison, de mes enfants, mais c’est mon mari qui s’en occupe ! Mais je ne peux pas faire autrement, c’est une vieille association, elle doit être à la hauteur et en tant que présidente, je dois m’y consacrer »* (14 janvier 1999).

Ainsi, de la même façon qu’en France, « Leur triple journée de travail professionnelle, familiale et politique » (Achin C. *et al.*, 2007, p.89), ce manque de temps, les empêche de se « professionnaliser » en politique. Ce qui n’est pas similaire pour les hommes.

Conclusion

L'idéologie du genre, construite sur le socle historique et/ou mythologique de la Nation mongole, enseigne bien aux femmes qu'elles ne peuvent se réaliser qu'en tant qu'épouse et mère – d'un fils - et qu'elles doivent se plier à une vie de labeur. Le soviétisme et l'adoption d'un régime démocratique n'ont pas remis en question leur assignation à la maternité, n'ont pas permis le partage des tâches domestiques dont elles ont, seules malgré quelques aides bienvenues, la charge. Or ces tâches sont sans « effet capital » pour une carrière politique.

En outre, si « la Mère » semble porteuse d'un capital symbolique fort, réactualisé par la démocratisation, celui-ci non plus n'est pas « transformable » en capital politique. Il ne l'est pas autant que l'image du Père, de l'Empereur, dont les hommes se revendiquent tous, quelle que soit la tendance politique.

Enfin, le « capital familial » semble obligatoire pour les femmes qui décident de s'engager en politique, dans le soutien du conjoint et/ou des proches. Une particularité de la Mongolie peut apparaître dans le fait que quelques unes peuvent faire de la politique en étant divorcée, sans que cela semble leur porter préjudice dans leur parcours engagé. On remarque cependant qu'elles conservent une culpabilité vis-à-vis de leurs enfants, que toutes ont évoquée, alors qu'aucun homme n'en a jamais parlé. On comprend que cette culpabilité spécifique aux femmes constitue un obstacle à leur engagement, en général, en politique.

CHAPITRE 5 GENRE ET NOMADISME

Introduction

En 2000, l'Etat recense 2 382 525 habitants dans le pays. Il est estimé qu'un premier tiers vit dans la capitale, soit 768 634 personnes (32%¹⁶³), un deuxième tiers dans les deux villes industrielles principales (Darhan et Erdenet) et les chefs-lieux régionaux, ce qui totalise 1 395 859 citadins (58,5%). Un troisième tiers (986 666 personnes soit 41,4%) vit en zone rurale, et peut alors être sédentaire, semi-nomade ou nomade (Comité CEDEF, 2000, p.1). Cette division en « tiers » n'est cependant pas la plus répandue. La moitié de la population active le serait au sein du « secteur pastoral » (D. Sneath, 1999, p.7), les statistiques officielles annoncent en 1997 que 48,6% de la population active est composée d'éleveurs (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999).

Mais on le constate, une simple dichotomie qui établirait que « éleveur = nomade » et « non-éleveur = sédentaire » ne correspond pas à la réalité¹⁶⁴. M. Avery, qui a publié un livre d'interviews de femmes en Mongolie, distingue les femmes de la ville et les femmes de la campagne, « excepté le fait que la plupart d'entre elles se situent entre les deux » (1996, p.9). La Mongolie ne se scinde pas en deux catégories claires de personnes. Et ce qui rend difficile les estimations, c'est la variété des profils d'éleveurs - et éleveuses. On peut en effet « élever du bétail » de plusieurs façons. On peut d'abord être « totalement » nomade et ne vivre que de son troupeau. Tout en étant nomade, on peut aussi compléter son revenu par du commerce de véhicules par exemple, (en allant acheter une jeep ou un fourgon de transport en Russie et faire le trajet jusqu'à la capitale une à plusieurs fois par an). On peut aussi faire de l'élevage et être sédentaire, habiter un centre villageois ou une petite ville, et ne s'occuper que d'un troupeau, ou, de la même façon que les nomades, associer plusieurs activités rémunératrices.

Ainsi, être nomade, c'est d'abord avoir un troupeau. Le terme mongol est alors нүүдэлчин – *nüüdelč'in*-, avec la racine *nüüdel*, nomadiser. Mais se déclarer « éleveur », малчин, (*malč'in*, « mal » signifiant troupeau) ne signifie par forcément être nomade. A la suite de la libéralisation économique, si l'on a perdu son emploi (de fonctionnaire par exemple), on peut se considérer comme « sans emploi », ажилгүй, (*ažilgüj*), tout en expliquant qu'on a un troupeau : « *Mon mari ne travaille pas (ažilgüj) mais il s'occupe de notre troupeau* » (Saraan, 24 avril 1999). On

¹⁶³ Pourcentages calculés par nous.

¹⁶⁴ De nombreux artistes mettent en scène des nomades (romans, films, BD, autres), révélant leurs propres fantasmes, ce que nous ne critiquons pas en tant que fictions.

« travaille avec des bêtes » mais ce n'est pas une « profession ». « *Je suis comptable !* » (Dulamsuren, 24 avril 1999). Ces hésitations de catégorisation révèlent en soi que l'élevage, même s'il n'est peut-être pas considéré comme leur « profession » pour certains Mongols, c'est-à-dire sanctionné par un diplôme, demeure un moyen de subsistance économique fiable et accessible pour l'ensemble de ceux qui se sont vu octroyer du bétail au moment de la privatisation des 20 millions de têtes en 1992 (l'Etat conservant un troupeau national toujours surveillé par des salariés). Nous rencontrons par exemple une femme éleveuse à Dornogov. Elle dit ne vivre que de son troupeau (avec ses deux fils non encore mariés). Elle va le matin sur le marché du chef-lieu régional, Saianšand, en moto conduite par son fils et obtient quelques revenus en vendant l'été des produits laitiers, et l'hiver, les peaux et la viande (11 février 1999).

Si chacun se définit comme il le désire, il n'en reste pas moins que « Malgré de récentes pertes de bétail¹⁶⁵, la production agricole, largement dominée par l'élevage, demeure le contributeur majeur au PNB mongol » (Upton C., 2005, p.586). Le cheptel a connu son maximum en 1999 avec 33,5 millions de têtes, pour subir une crise avec une perte de 10 millions de têtes entre 1999 et 2002. Mais il s'est reconstitué pour atteindre un chiffre « de croisière » : 28 millions, chiffres de 1995 (Comité CEDEF, 2007, p.3). La Mongolie, c'est donc plus ou moins 28 millions de têtes de bétail pour 2,7 millions de Mongols, et ce, malgré une première période de soviétisme (qui a quasi intégralement sédentarisé les populations nomades d'Asie Centrale ou nord-sibériennes), et une deuxième période de transition démocratique, qui, accompagnée d'une crise économique sans précédent, n'a pas provoqué un exode rural radical (même si les faubourgs de la capitale connaissent un accroissement manifeste).

Cette persistance du nomadisme et de son élevage fait du pays une exception au sein de l'ancien bloc soviétique. Mais aussi une exception en Asie. Les trois millions de Mongols comptabilisés en Mongolie Intérieure, c'est-à-dire en Chine, sont sédentarisés – exceptées quelques rares yourtes qui subsistent encore. En fait, la Mongolie fait figure d'exception mondiale : même si c'est une minorité à l'échelle planétaire, il n'existe plus aucun territoire sur lequel évolue à peu près un million de personnes, accompagnées d'un cheptel si important.

¹⁶⁵ Il est une information qui parvient régulièrement aux Européens (dépêches AFP alarmantes durant les hivers 2000 puis 2001 et encore en janvier 2010 !), c'est celle du « *zud* », il s'agit soit d'une pointe de froid « exceptionnelle » au creux de l'hiver (janvier-février), soit d'une gelée tardive et tenace (mars-avril), qui empêche les troupeaux de gratter le sol pour trouver l'herbe. Le phénomène, on s'en doute, est pourtant bien connu des Mongols : F. Aubin, par exemple, évoque l'hiver 1967-1968, avec près de 3 millions de perte de têtes de bétail, tout en retrouvant son niveau de presque 23 millions seulement 3 ans plus tard en 1970. Ce *zud* sera l'occasion pour le Parti de lancer, durant les années 68 et 69 « des campagnes de construction d'abris » (1972). Un hiver rigoureux et plus de 500 000 pertes sont aussi notés en 1983-1984 (J. K. Sanders, 1985). On l'a compris, plus qu'exceptionnels les *zud* semblent plutôt réguliers et ne constituent qu'une condition, certes extrêmement dure, de la vie dans la steppe. Aujourd'hui, le phénomène est exploité pour lancer un appel à l'aide internationale : le 4 avril 2000 (dépêche AFP), la ministre allemande de la Coopération, Heidemarie Wiecezorek-Zeul a débloqué un million de marks (510 000€) et la Banque mondiale intervient aussi régulièrement. De même que le Pape Jean-Paul II [!], qui donne 50 000 US\$ pour les victimes du *zud*... (*Mongol Messenger*, 17 mai 2000).

La question est alors de savoir comment se déclinent les rapports de genre au sein de cette « culture nomade », et plus précisément quel en est l'impact sur le désir, puis la possibilité pour les femmes, d'accéder au politique, à l'espace du pouvoir. A ce sujet, on a vu que F. Aubin et R. Hamayon constatent des pratiques égalitaires du point de vue du genre au sein d'une société patriarcale, mais l'une souligne l'aspect optimiste (et spécifique) tandis que l'autre met plutôt l'accent sur la domination masculine (et universelle).

Les féministes (non spécialistes de la Mongolie) développent deux approches du nomadisme, en particulier lors du passage du nomadisme à la sédentarité urbaine et l'impact sur la classe des femmes. E. Boulding, en 1977, traite de « l'apport du nomadisme à la rigidité - ou à la flexibilité- de la différence de pouvoir entre les sexes » (1977, p.85). De tels articles sont suffisamment rares pour qu'on s'y intéresse. Elle développe un premier argument qui est aussi avancé par F. Aubin : chacun a des tâches particulières à accomplir, ce qui provoquerait une « participation » des femmes « plus poussée » que dans les sociétés sédentaires. L'instauration du salariat est alors considérée comme un système d'exploitation, des femmes en particulier, isolées dans un nouveau mode de vie urbain inconnu.¹⁶⁶

E. Boulding réfléchit surtout à « [...] la dynamique de la mobilité [qui] dépouille les structures de stratification sans les abolir pour autant. [...] Le degré d'égalité entre hommes et femmes dépend peut-être [...] étroitement du degré de mobilité et du remaniement de la société qui l'accompagne » (1977, p.86). Le passage à la sédentarité provoquerait un véritable « processus de claustration urbaine » (1977, p100). Elle observe la sédentarisation de la majorité des peuples nomades, et déclare déjà dans les années 1970 que « le système patriarcal [...] subit une universalisation et une consolidation sans précédent avec le développement du marché urbain et de l'impérialisme » (p.81).

A l'inverse¹⁶⁷, les études sur le partage des tâches en sociétés rurales (et pastorales) mettent l'accent sur la surcharge de travail et de responsabilités pour les femmes (à l'instar de R. Hamayon pour la Mongolie). Et les historiennes du travail en Europe considèrent plutôt que la généralisation du salariat y compris pour les femmes au cours du XIXe siècle, fut un élément de leur autonomisation. Les femmes quittaient l'enceinte du foyer, non plus pour accéder à un autre espace privé (celui de la maison des maîtres pour les domestiques) mais l'espace semi-public des

¹⁶⁶ elle fait aussi ce type d'analyse pour les migrantes, tout en distinguant pourtant le nomadisme de la migration

¹⁶⁷ Signalons ici la conception de Cheikh Anta Diop, qui pense que les tribus nomades étaient toutes patriarcales, car « dans cette existence qui se réduisait à de perpétuels déplacements le rôle économique de la femme se réduisait au strict minimum; elle n'était qu'un fardeau que l'homme traînait derrière lui. [...] Ayant moins de valeur économique, c'est elle qui quitte son clan pour rejoindre celui de son mari » (1959). Le matriarcat, organisation qu'il définit par la matrilocalité, n'est alors possible que dans les sociétés sédentaires. La femme, « malgré son infériorité physique », peut alors avoir un rôle économique plus important. « Elle en devient même l'élément stabilisateur en tant que maîtresse de maison, gardienne des vivres » (1959).

fabriques. Elles disposaient d'un temps personnel grâce aux horaires fixes. Un salaire plus régulier que les gages annuels (du moins pour les femmes célibataires) et surtout des relations amicales avec d'autres femmes permettaient même de constituer des cellules syndicales puis partisans¹⁶⁸. Bref, cette sédentarisation urbaine de la moitié des femmes mongoles serait à l'origine de leur constitution en sujets politiques.

Nous allons tenter de démontrer au cours de ce chapitre que ni l'une, ni l'autre de ces analyses ne semblent totalement satisfaisante. La structure familiale patriarcale de cette « culture nomade » organise une division sexuée du travail d'élevage qui fait peser sur les femmes une charge inégale à celle des hommes, que nous analyserons dans un premier temps. Nous comprendrons ainsi que, « Si on pensait que le travail pouvait donner aux hommes l'indépendance et une identité individuelle, il était considéré pour les femmes comme un devoir envers les autres » (Scott J. W., 1991, p.438). Cette division organise à son tour une spatialité genrée que nous présenterons dans un second temps. La société mongole nomade est une société de la « spatialité » par excellence ; ainsi dans notre analyse, la notion d'espace comme outil sociologique sera en adéquation étroite avec la notion de territoire concret : territoire/espace du travail nomade, puis de la mobilité nomade. C'est cette mobilité à échelle « nationale » que nous présenterons en dernier lieu. Car pour pouvoir accéder à l'espace du pouvoir symbolique, il faut commencer par pouvoir accéder aux espaces sociaux concrets, c'est-à-dire pouvoir se déplacer de la campagne vers la capitale par exemple. Ce qui n'est pas si simple pour les femmes. Et de façon transversale, nous verrons que la « modernité », c'est-à-dire la sédentarité, l'industrialisation¹⁶⁹ (Aubin F., 1972 et 1974) et aujourd'hui le libéralisme, n'ont permis ni un meilleur partage du travail, ni un meilleur accès des femmes aux nouveaux capitaux symboliques de pouvoir.

1- Nomadisme : l'institution économique

La « culture nomade » est avant tout une « institution économique » (Aubin F., 1974a, p.80) : l'élevage extensif. L'apparition et la généralisation du nomadisme dans ces contrées dateraient de 700 à 300 ans avant JC¹⁷⁰ et seraient le fruit d'une adaptation à deux conditions

¹⁶⁸ Voir l'introduction au volume 4 de *l'Histoire des femmes*, par Geneviève Fraisse et Michelle Perrot, titrée « Ordres et libertés », p.13-18. Dans ce volume, les travaux de Joan W. Scott montrent, pour l'Europe, que les hommes y étaient fortement opposés, leur interdisant par exemple la syndicalisation (Scott J. W., 1991). « Une activité salariée peut être décrite comme une exaction intolérable, un mal nécessaire, ou une expérience positive, suivant le contexte et le cadre de l'analyse. [...] les Anglaises [...] parlent de situations diverses, qui les laissent tantôt exténuées et sans le sou, tantôt fortes et déterminées, les poussant vers les mouvements politiques qui développaient entre elles une identité collective. Même les réformateurs les plus horrifiés ont souvent noté la fierté et l'indépendance de certaines des travailleuses [...] » (Scott J. W., 1991).

¹⁶⁹ Dans les revues américaines des années 1960-1970 qui surveillent de près la difficile industrialisation du pays, on trouve même les termes de « population rurale arriérée » (*backward community*) et de « primitifs » (Ginsburgs G., 1961).

¹⁷⁰ L'origine des peuplades mongoles porte à débat : il s'agirait de tribus agricoles fuyant l'impôt de l'empire chinois, poussées à l'élevage nomade par l'écologie du territoire (Legrand J., 1998) mais aussi de tribus nomades d'Asie Centrale, d'où le lien avec

écologiques majeures, le manque d'eau et le froid¹⁷¹. Mode de survie, le nomadisme devient ce que F. Aubin appelle une « institution socio-économique [...] défini[e] par trois éléments principaux, nécessaires et suffisants à son existence : 1) Une unité humaine (le groupe de nomadisation) ; 2) Liée à un troupeau ; 3) Et affectée dans sa totalité d'un déplacement périodique selon un itinéraire fixe » (1974a, p.80). Le nomade mongol ne se déplace pas « où bon lui semble » : les parcours de nomadisation sont fixes, c'est-à-dire réguliers, connus de ceux qui s'y installent mais aussi, de fait, de ceux qui ne le pourront pas.

La contrainte écologique n'est qu'une donnée qui impose l'élevage extensif comme source première de survie. Mais l'organisation politique et sociale encadrant cet élevage, loin d'être immuable, a connu trois grandes périodes historiques « lentes et mal connues. [...] La plus anciennement relevée est celle qui a accompagné la montée du pouvoir gengiskhanide ; [...] la plus spectaculaire est celle qui prend sa source dans l'avènement du régime socialiste ; la tendance générale étant, au cours de l'histoire, celle d'un rétrécissement du groupe de nomadisation (actuellement de une à quelques familles) et d'un raccourcissement du parcours » (Aubin F., 1974b, p.247). La troisième a débuté avec la libéralisation de l'économie. Et cette histoire de l'élevage et de sa gestion n'est pas sans impact sur les rapports sociaux de sexe.

a) Possession du cheptel

Durant l'époque gengiskhanide, l'organisation politico-sociale est qualifiée par D. Sneath d'« institution à grande échelle » (1999). Jusqu'au début du XXe siècle, la steppe était parcourue de peu de caravanes, mais elles étaient « impressionnantes » comme en témoigne G. de Rubrouck (1997, p.100) et se déplaçaient sur plusieurs milliers de kilomètres. Les femmes sont des actrices présentes et visibles de cette organisation économique et spatiale. « Une seule femmelette mènera vingt à trente chars, [...] la petite femme s'assiera sur le premier chariot pour mener l'attelage et tous les autres suivront du même pas » (Rubrouck G. de, 1997, p.81). Ce que nous constatons aussi, c'est que les femmes nobles ont un véritable droit de propriété privée sur des chariots, des troupeaux, une suite. « Batou a vingt-six épouses ; chacune d'elles a une grande maison et, derrière celle-ci, quelques petites qui sont comme des chambres, où habitent les servantes. Et à chacune de ces maisons s'adjoignent bien deux cents chariots » (Rubrouck G. de, 1997, p.81)¹⁷². A la suite de conseils avisés lors de la conquête gengiskhanide, quelques femmes se voient

la langue turcique. Il semble que se dégage aujourd'hui un consensus sur la date et sur le fait que « loin d'être primitif comme on pourrait le supposer, [le nomadisme dans cette région] serait le résultat d'une adaptation au cadre écologique » (Aubin F., 1974b, p.269).

¹⁷¹ décrit par tous les voyageurs : Rubrouck G. de, 1997, p.145; Huc É. R., 1999, p.61. Au XXe siècle, la température la plus froide enregistrée semble avoir été en 1976, à Uvs *Aimag* : -55,6°. Oulan-Bator, la capitale, est située dans une zone plutôt « clémente », la température minimale enregistrée y fut - 49° en 1956 (*Mongol Messenger*, 17 janvier 2001).

¹⁷² Mais aussi p.108 et p.187.

octroyer des récompenses (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.202). L'événement était cependant rare, le texte en relate beaucoup plus pour les hommes.

L'Empereur évoque aussi la question de l'héritage. « J'accorderai aussi des faveurs à mes descendants de sexe féminin » (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.186). Les auteures notent alors : « On a attribué l'anormale brièveté de ce paragraphe, qui semble avoir été expurgé, aux luttes intestines qui déchirèrent par la suite les branches rivales des descendants de Cinggis » (1994, p.293). Doit-on penser ici qu'attribuer également des « faveurs » aux femmes sème le désordre ? Eliminer les femmes pourrait correspondre à une stratégie de réduction des légitimités successorales. F. Aubin étudie les partages successoraux chez les Mongols « du commun » pour la période de domination mandchoue. On sait que la population était appauvrie, et même s'il y a obligation de fournir les filles en dot, le peu de richesse est alors accaparé par les hommes (1975). En société nomade pré-soviétique, les femmes ont donc le droit de propriété, mais il est remis en question à la moindre fragilité sociétale.

C. Upton scinde la période soviétique en deux : la période de pré-collectivisation (des années 1920 jusqu'à la fin des années 1960) et la période dite « collective » (jusqu'à la transition de 1989-1990). Et plutôt que de chercher à réduire son élevage, au contraire, la particularité de la Mongolie durant la seconde moitié du XXe siècle fut bien de le développer, en associant progrès techniques et vétérinaires avec techniques traditionnelles (Spoor M., 1996). On passe de structures collectives féodales à des coopératives (*negdel*), attachées à un territoire considérablement réduit autour d'un centre administratif « en dur », le *sum*, établi selon un principe géographique d'équidistance (entre 150 et 250 kilomètres) et de couverture de l'ensemble du territoire. « Dans 60 *sum*, l'orbite des déplacements annuels des unités de nomadisation continue de s'étendre sur 100 à 300km » (Aubin F., 1982, p.348). Mais les déplacements et emplacements sur les pâtures étaient strictement décidés par l'instance administrative du *Sum*¹⁷³ (Sneath D., 1999; Aubin F., 1982, p.352 ; 1970, p.95) et « l'emplacement de chaque foyer à n'importe quel moment de l'année est connu de tous, ainsi que son appartenance généalogique, ses caractéristiques propres » (Aubin F., 1982, p.343).

La taille des troupeaux va de fait diminuer, tandis que le cheptel national augmente. Les dirigeants vont tenir compte des révoltes des éleveurs des années 1930 (Aubin F., 1967, p.142) et ceux-ci vont pouvoir conserver des têtes en propriété privée, ce qui semble être une

¹⁷³ Les *negdel* sont appelés par W. Heaton des « associations agricoles » (1979, p.59) ce qui semble atténuer l'aspect autoritaire de la structure.

caractéristique de la Mongolie comparée au reste des pays soviétiques¹⁷⁴. F. Aubin rapporte qu'« une coopérative compte en moyenne quelque 63 500 bêtes collectives et 15 000 bêtes privées » (1970, p.99). Elle précise aussi que chacun connaît, à propos d'un éleveur, « la consistance de son prestige et de sa fortune ([...] éminemment variable) » (1982, p.343). Car si certains étrangers pensent que la survie en auto-production ne permet pas l'accumulation de richesses, et perçoivent les nomades comme s'accommodant d'une pauvreté économique associée à une piètre maîtrise d'un flux éventuel de biens de consommation qui contournerait leurs frontières et leur serait inconnu¹⁷⁵, ce n'est pourtant pas le cas. F. Aubin souligne au contraire comment les nomades font démonstration de leurs richesses¹⁷⁶, par la taille des troupeaux de chevaux et divers matériaux précieux « placés sur la selle des chevaux » (1986, p.134). On le comprend, « le bétail [et en particulier les chevaux] est pour le nomade l'équivalent économique de la terre pour le paysan » (1982, p.345).

Le développement économique du pays¹⁷⁷ permet la formation de « 30 000 éleveurs », au niveau minimum du secondaire : « Déjà la presse et la littérature abondent en reportages glorifiant les “bergères diplômées” (Aubin F., 1972, p.139). Cette citation est la preuve, si besoin était, de la mobilisation des femmes pour le développement socialiste du pays. D'autant que le manque de main d'oeuvre constitue un problème majeur pour la nation. Les femmes sont alors doublement instrumentalisées, pour leur force de travail et de reproduction. Nous n'avons aucune autre donnée sur les biens leur appartenant en propre, ni combien d'entre elles dirigeaient des *negdel*.

L'adoption de la Constitution démocratique s'est accompagnée de la privatisation des troupeaux, d'une « décollectivisation » (Upton C., 2005), ce qui n'a pas fait débat, les deux tendances politiques étant, à ce sujet, en total accord¹⁷⁸ (Pomfret R., 2000, p.157). Les troupeaux des *negdel* ont été distribués aux salariés qui y étaient rattachés, en fonction de la taille du cheptel du *negdel* d'une part, et de la taille de la famille à nourrir d'autre part.

¹⁷⁴ Youri Rytkhéou, dans son roman *L'Etrangère aux yeux bleus*, (Actes Sud, 2002), montre comment les Tchouktches perdent tout contrôle de leurs troupeaux...

¹⁷⁵ Nous ne citerons pas ici les propos que nous considérons comme racistes à l'égard des Mongols et que nous avons entendus de la part d'un certain nombre d'étrangers européens en mission dans le pays. Citons seulement des propos moins violents tout en étant méprisants, d'une étudiante russe rencontrée à Paris en 2008 : « La Mongolie, pour les Russes, c'est “un pays qui ne sert à rien” : ils occupent de l'espace, sans se développer, sans rien apporter à leur voisins... »

¹⁷⁶ Elle explique aussi que des nomades viennent s'installer à proximité du *sum* en hiver, « en particulier les parents d'écoliers » et qu'ils stockent « meubles, tapis, couvertures et autres objets de luxe » dans des cabanes lorsqu'ils repartent en été (ce qui est toujours le cas en 2001). Et elle note en bas de page : « un des effets de la sédentarisation est de donner un intérêt au salaire en argent, en développant le goût de l'épargne et de l'investissement mobilier » (1970, p.99). Ce qui est surprenant, puisque nous sommes en période soviétique.

¹⁷⁷ (Rupen R. A., 1960 et 1973 ; Aubin F., 1967 et 1972 ; Legrand J., 1976 ; Spoor M., 1996 ; World Bank, 1992 et 1994 ; etc.)

¹⁷⁸ Par contre, de vifs débats ont agité la scène politique concernant la privatisation des pâturages, de même – de fait – que la privatisation des sous-sols. Ils restent à ce jour, nationaux, tandis que de petites parcelles peuvent aujourd'hui se louer « à vie » pour le maraîchage. Il est estimé que 82% des 156 millions d'hectares du territoire mongol sont classés pâturages et que la Mongolie détient la plus grande surface continue de pâturage en domaine public au monde (Upton C., 2005, p.586).

La famille nucléaire devient l'unité de production. « La composition de cette unité varie largement, mais consiste le plus communément en une famille virilocale - un couple, ses enfants non mariés, et les familles nucléaires des fils mariés. [...] Le chef de famille est généralement l'homme le plus âgé, mais peut aussi être sa femme s'il est absent ou décédé.¹⁷⁹ [...] L'*öröö* est l'unité de propriété de bétail, et le chef de famille (*terguulegč*, [terme repris pour désigner le « conseiller communal principal »], ou plus généralement *ezen*) n'est en charge uniquement que de cette unité. Mais celui-ci semble être beaucoup plus personnellement associé à la propriété que ne le sont les autres membres de la famille » (D. Sneath, 1999). Donc, même si les femmes furent prises en compte dans la redistribution, elles ne possédaient que 16 % de ces biens privatisés en 2000 (Comité CEDEF, 2007, p.45). Elles avaient moins de responsabilités dans les *negdel* que les hommes, hiérarchie qui a également compté dans la distribution. Mais aussi, par exemple, Baatar, actuelle maire de village, explique qu'elle a eu droit à 60 têtes, chèvres et moutons. « *Je n'ai pas besoin de chevaux ni de chameau, je n'en ai pas voulu. Et pour mes bêtes, ce sont des amis de mon mari qui s'en occupent aujourd'hui* » (13 février 1999)¹⁸⁰. Elle a donc renoncé - en tant que femme - à ce qui est pourtant le plus valorisé dans la symbolique nomade, les chevaux.

Les femmes partent beaucoup moins dotées en capital matériel et en capital symbolique dans ce secteur qui est pourtant considéré comme celui qui a permis au pays de survivre. Ce serait justement la conservation de têtes en propriété privée durant le soviétisme, - à peu près 25% du cheptel national - qui en a permis le maintien, dans d'exceptionnelles conditions, de motivation, et de savoir-faire traditionnels sans aide majeure vétérinaire, à petite échelle, alors qu'elle a disparu en Sibérie par exemple (Pomfret R., 2000)¹⁸¹. F. Aubin remarquait avec acuité déjà en 1970, que face à une spécialisation des troupeaux qui pourrait entraîner une perte des savoir-faire, « [l]a survivance d'un petit cheptel privé aide aussi, dans une certaine mesure, à l'entretien d'une compétence diversifiée » (1970, p.108).

L'élevage fait alors fonction de « tampon », de protection économique (Sporer M., 1996, p.616), grâce au développement d'un « secteur informel » bien connu des Mongols, puisqu'il s'agit

¹⁷⁹ Notons ici que l'anglais permet justement une neutralisation du terme « chef de famille » : « head of the family », plus appropriée pour évoquer la possibilité que ce soit une femme...

¹⁸⁰ Les personnes dans les villages qui ne travaillaient pas au *negdel*, mais dans les institutions de service public (l'administration, l'infirmerie, etc.), mais surtout les jeunes qui atteignaient tout juste leur majorité, n'ont pas eu droit au cheptel. Ce sont les nouveaux pauvres, quand leur famille n'a pas pu les soutenir.

¹⁸¹ Plusieurs aspects caractérisent donc la Mongolie et la différencient des républiques soviétiques rattachées à Moscou, comme celles d'Asie Centrale mais aussi la Sibérie. L'élevage extensif nomade a non seulement été conservé, mais a fait l'objet de politiques fortes de développement « rationalisé », alors qu'il a disparu des Républiques russes, qui sont quasi intégralement sédentarisées et où le cheptel a considérablement diminué. Les étudiants kazakhs venus pour un cycle d'études à Oulan-Bator se sont tous étonnés de la taille des troupeaux. Notons encore que la situation semble plus extrême en République Touva voisine (république de la Fédération de Russie), par exemple, où la pauvreté oblige les jeunes gens à passer la frontière mongole pour venir voler le bétail. Ceux-ci préfèrent se faire tuer par la police et l'armée mongole que de rentrer bredouilles... (*Mongol Messenger*, 23 juin 1999 et 5 avril 2000). Voir à ce sujet l'analyse de la pratique du vol de bétail que fait l'anthropologue (Stepanoff C., 2007).

d'échanges de biens produits par le troupeau, et qui « pourrait être un phénomène général : le secteur informel a facilité la transition en maintenant un flux de denrées indispensables et de services nécessaires tout en soulageant le chômage urbain » (Pomfret R., 2000, p.152). Les marchés (nationaux et sur l'ensemble du continent ex-soviétique¹⁸²) sont déstructurés, mais la base alimentaire est assurée, et circule entre campagnes et villes selon les vieux canaux que le soviétisme n'avait pas détruits : la famille et les amis. L'année 1998 assiste à un retour de la croissance avec « à peu près 3% du PNB » et « de nouveaux emplois semblent avoir été enregistrés, ou estimés, dans le secteur informel, les professions libérales et surtout dans le secteur pastoral » (Sneath D., 1999, p.7).

Ce qui est certain, c'est que les produits de l'élevage sont utilisés comme biens monnayables.

Lundi 16 octobre 2000. Adilbiš et un autre passager ont payé le trajet (500T de Čandamand à Hovd) après avoir vendu des pelotes de boyaux séchés de mouton. Elles se vendent ensuite en Chine, pour divers usages, médical, fibre, autres.

Mardi 24 octobre 2000, départ de Darvi pour Oulan-Bator : Oulana (qui est l'employée de Saina à l'hôtel, avec qui elle entretient des relations plutôt sororales), part avec moi. Le chauffeur fait un peu la moue en découvrant que je suis chargée et Oulana aussi : dix peaux de moutons.

Dimanche 29 octobre 2000 à Oulan-Bator, chez moi, devant une tasse de thé. Avec une amie, elles ont passé la journée au marché. Avec l'argent de la vente des peaux, Oulana a acheté un blouson d'hiver avec capuche fourrée, une paire de chaussures, un jean, du maquillage, un « parfum français ».

Les femmes sont donc aussi très concernées par ce secteur, qui n'est pas qu'une « roue de secours ». En 2000, 96,7 % du cheptel a été privatisé et une famille possède 135 têtes en moyenne. L'aisance financière est estimée par les banques par exemple à 500 têtes, minimum requis pour l'obtention d'un prêt (Comité CEDEF, 2007, p.45). Mais précisons aussi qu'une ancienne forme de « collectivisation » existe toujours, c'est celle de la prise en charge par un couple, de têtes de bétail appartenant à plusieurs autres personnes, famille et amis. Ainsi, de nombreux sédentaires (de petites villes et de la capitale) possèdent des bêtes qui sont entretenues à la campagne. C'est d'ailleurs un des supports essentiels d'échanges entre sédentaires et nomades, au sein desquels nous verrons que les femmes sont plus qu'actives. Mais alors, les troupeaux sont beaucoup plus importants que les 135 têtes de moyenne, ce qui favorise leur meilleur maintien et selon nous, fausse les classiques statistiques.

L'élevage a aussi permis que se constituent de véritables fortunes, dont témoignent les achats de voitures tout terrain rutilantes (jeeps russes ou 4x4 japonais), les téléviseurs neufs

¹⁸² La réduction des relations économiques avec la Russie pose en particulier le problème de l'obtention des vaccins animaux lors des épizooties à répétitions (mais dont les Mongols ont néanmoins l'habitude, puisque le cheptel va continuer d'augmenter), tandis que le « Grand Frère » russe fait savoir qu'il a grandement besoin de la viande mongole pour sa propre population (*UB Post*, 11 et 15 mai 2000).

associés à des antennes paraboliques placées à droite de la porte d'entrée (à gauche en sortant), donc dirigées vers la Chine (sud-est, Pékin). Le gouvernement recense avec minutie chacun des « cinq sabots »¹⁸³. Les éleveurs ont parfaitement su adapter leur catégorie de bétail à leurs besoins économiques. Le nombre de chameaux a ainsi baissé régulièrement au cours de la seconde moitié du XXe siècle, passant de 900 000 en 1954 à 354 100 en 2000 (*Mongol Messenger*, 3 mai 2000). En revanche, celui des chèvres angoras, productrices de cachemire¹⁸⁴ a considérablement augmenté, ne serait-ce par exemple qu'entre 1998 et 1999, avec une augmentation de 749 000 têtes (N. Davaa, *Mongol Messenger*, 30 juin 1999). En 2002, la Mongolie produirait le tiers du cachemire du monde (Retner L., 2002).

Le journaliste Ts. Monkhdalai, même s'il critique ces dix années de transition pour la corruption, la pauvreté et l'endettement du pays, relève lui aussi le potentiel du secteur de l'élevage, et compare les chefs d'entreprises aux « 559 éleveurs *mjangad* » (*UB Post*, 30 mars 1999). Il existe en effet en Mongolie un statut d'éleveur bien particulier, celui de *мянгад*, *mjangad*, « celui qui possède plus de 1 000 têtes ». La fierté d'un village, lors de nos visites, se compte avec ses *mjangad*, généralement de deux à quatre. Et si aucune étude détaillée n'est faite sur la question, des femmes sont pourtant aussi *mjangad*. Comme par exemple cette grande femme solide d'une quarantaine d'années aperçue en mai 2001 devant sa yourte « juste avant la montagne, sur la piste qui mène aux lacs » sur Čandamand, Hovd. « Ils viennent tous de partir pour Oulan-Bator, à dix personnes dans le grand camion, chargé de cachemire... » (Davaa, séjour du 8 mai au 2 juin 2001). Mais les militantes du Comité CEDEF signalent un meeting des *mjangad* en 1998 : sur 518 participants, il n'y avait que 28 femmes, soit 5,4%... (Comité CEDEF, 1999, p.18).

b) Division sexuée du travail

Les femmes ont eu un très faible accès à la propriété, d'autant plus quand celle-ci est importante. Pourtant il est estimé qu'elles constituent 46% des travailleurs dans l'élevage et l'agriculture, chiffre qui ne semble pas avoir évolué depuis 1979, sans préciser de quel type d'activité il s'agit : métier principal ? Revenus d'appoint ? Production privée ? Il est connu aujourd'hui que le travail gratuit des femmes n'est généralement pas pris en compte dans les évaluations économiques, alors que pourtant, il est au fondement des richesses nationales, quel que soit le régime économique (Delphy C., 1998). Nous gageons donc que ce chiffre est plus important dans la réalité, que les femmes sont plus nombreuses à s'occuper de bétail, qu'elles ne

183 En 1998 par exemple, il compte 356 400 chameaux, 3,7 millions de bovins (vaches, yacks et croisements), 14,7 millions de moutons, 11 millions de chèvres et 3,1 millions de chevaux (*UB Post*, 5 janvier 1999).

184 Elles auraient été importées de Russie dans les années 1950 (Severinghaus R. S., 2000, p.132).

se déclarent pas comme « éleveuses » mais plutôt comme salariées du petit emploi qu'elles occupent toujours à mi-temps, où même qu'elles préfèrent donner la « profession » correspondant à leur formation, alors qu'elles sont au chômage.

L'élevage s'effectue avec une sexuation des tâches qui ne semble pas avoir évolué depuis les témoignages médiévaux¹⁸⁵ (Rubrouck G. de, 1997, p.82 et p.91), seuls passages où les femmes des catégories sociales non nobles apparaissent. Cette division est généralement attribuée à une naturalisation à la fois des besoins des troupeaux, mais aussi bien sûr, des qualités spécifiques des femmes. Avec la Transition, ce type d'analyse persiste : « Le foyer pastoral, avec sa division du travail établie depuis longtemps [...] demeure l'unité de base pour l'élevage du bétail, comme il l'était déjà durant la période pré-collective » (Sneath D., 1999).

En fait, c'est même ce type de pratiques qui est au fondement de la fameuse thématique « tradition versus modernité ». Le peuple mongol est largement félicité par les observateurs étrangers pour avoir su conserver, malgré les influences étrangères, « des traditions riches et originales, dont on retrouve trace dans l'Empire gengiskhanide du XIIIe siècle et même beaucoup plus tôt, chez les proto-Turcs et les proto-Mongols » (Aubin F., 1970, p.84). On admire la faculté à maintenir ensemble la reproduction des « traditions » tout en se « modernisant », terme déjà employé durant la période soviétique (Aubin F., 1970, p.86 ; 1973, p.34)¹⁸⁶.

La sociologie ne conçoit plus aujourd'hui cette dichotomie, mais propose plutôt une approche fonctionnaliste de « la tradition ». Il s'agit de comprendre pourquoi et comment certaines « traditions » sont conservées tandis que d'autres sont abandonnées. Par exemple, le « nomadisme » et la « culture nomade » ont une histoire, connaissent des évolutions. La division sexuée du travail est cependant reproduite. En fait, il semble bien qu'elle soit même accentuée. Car ce qui nous frappe ici, c'est que si au Moyen Age la traite des juments est effectuée par les hommes (Rubrouck G. de, 1997, p.92), au XXe siècle, cette tâche est maintenant attribuée aux femmes. Est-ce au moment de la « rationalisation » du travail en *negdel* que cette nouvelle tâche a été attribuée aux femmes et institutionnalisée ? On peut le penser car F. Aubin note au cours de l'une de ses études « les “trayeuses” et les “zootechniciens” » (1967, p.146), marquant ainsi la féminisation de la traite et la masculinisation de la nouvelle technicité. O. Lattimore observe l'amélioration des conditions de travail des éleveurs, avec des moyens techniques mais aussi un partage plus égalitaire du travail (1966). Il n'évoque pourtant pas cette égalité du partage du travail entre hommes et femmes.

¹⁸⁵ Et comme il est souvent dit au cours des reportages télévisés.

¹⁸⁶ Et la thématique est toujours d'actualité, avec par exemple une soirée *Thema* du 23 janvier 2002 sur Arte, intitulée « Mongolie : entre tradition et capitalisme ».

Cette responsabilité dans les travaux d'élevage, cette nécessité pour l'entretien d'un troupeau d'être un couple au minimum (aidé par la suite par les adolescents), peut laisser penser que les femmes gagnent en autonomie vis-à-vis des hommes. F. Aubin écrit par exemple : « à l'époque pré-contemporaine, le poids des tâches qui reposent sur elle a ému les voyageurs; son rôle économique est pourtant garant de sa place au sein de la famille » (1975, p.583). Nergüi, militante de l'association LEOC explique aussi : « *En fait, cette organisation libérale a toujours existé dans nos vies nomades, dans nos travaux, nous savons ce nous avons à faire en tant que femme, en tant qu'homme, dans la vie de famille. Et cette vie de famille est presque entièrement dirigée par les femmes. Dans la steppe, elles s'occupent de presque tout ! Et c'est peut-être ce qui permet autant d'autonomie par rapport aux autres femmes du continent. Finalement, la culture nomade est très compatible avec le libéralisme...* » (27 juin 2000).

Dans le même sens, notons qu'il ne règne pas en Mongolie une ambiance oppressante pour les femmes. Nous avons en effet observé souvent des hommes aider aux travaux domestiques, comme la préparation des pâtes pour les repas de fêtes en particulier, le nettoyage de la poussière, la prise en charge des nourrissons, etc. Il importe de ne pas rester aveugle devant des rapports de soutien mutuel. Il n'en demeure pas moins que le travail est sexué, genré, et que le plus difficile, le plus répétitif et le plus astreignant est assigné aux femmes (Paola Tabet 1979), ce qui s'oppose à la conception simplement « complémentaire » du travail. Et ce, avec une étonnante pérennité historique malgré les changements politico-économiques.

Lundi 28 mai 2001 : Davaa a préparé de la ciboulette : coupée fin, salée et mise en bocal. A la suite d'une pêche au lac, il a découpé les poissons, et a commencé à les frire, il est resté devant le poêle pendant peut-être 20 minutes. L'activité était visiblement pénible, à cause de la chaleur étouffante et des jets d'huile bouillante. Enebiš a pris la relève, elle y est restée pendant deux heures et demie. Je lui ai proposé plusieurs fois de la relayer, d'autant que ce poisson était pour moi : « *Ab non, ce n'est pas pour les invités ! Continue d'écrire et raconte bien tout ce que font les Mongols !* » Je n'ai pas osé lui rappeler que mon intérêt se porte plutôt sur ce que font les Mongoles. Je sais qu'elle le sait, et Davaa était aussi là, c'est lui qui a organisé la pêche à mon attention. Ma venue fut en revanche un surcroît de travail pour la maîtresse de maison...

L'élevage des gros animaux est confié aux hommes, de même que le travail du cuir, deux activités qui s'étalent dans l'espace et le temps. « Les occupations des hommes sont très bornées ; elles consistent uniquement à diriger les troupeaux dans les bons pâturages, et ce soin est plutôt un plaisir qu'une peine [...]. Ils ne se donnent de la fatigue que lorsqu'ils sont obligés de poursuivre des animaux échappés. Alors ils se mettent au grand galop ; ils volent plutôt qu'ils ne courent » (Huc E.R., 1999, p.44-46). Les femmes surveillent les petits, enfants comme bétail, agneaux et chevreaux orphelins se disputant leurs jupons protecteurs au printemps. Elles travaillent les produits frais (viande et lait), et le feutre, activités qui nécessitent une assignation à un espace réduit autour de la yourte, et à un temps immédiat : celui de la traite, de la fabrique du

yaourt, de la couture du feutre (avant le froid). « De nos jours, on conseille 6 à 8 traites en plein été, trois à cinq vers l'automne ». La période de lactation dure trois mois (Aubin F., 1986, p.140).

Les femmes sont ainsi assignées à un espace domestique dont elles ne peuvent s'éloigner.

Mercredi 30 mai 2001. J'avais demandé à rencontrer un *mjangad*, on m'emmène rencontrer en fait un type d'éleveur devenu plus rare : celui qui a misé sur les chameaux. J'assiste à la tonte, effectuée par une douzaine d'hommes, à deux sur chaque chameau. A un bon kilomètre du lieu de rassemblement des bêtes, une yourte d'appoint, de petite taille, est installée pour l'occasion. Trois femmes y préparent à manger pour les personnes de la tonte (et accessoirement le thé pour les visiteuses étrangères).

Ce sont elles qui se lèvent le plus tôt et qui se couchent le plus tard. Ce sont elles qui ne pourront pas se reposer pendant la journée, alors que les hommes le font régulièrement. F. Aubin décrit « en quelques traits un pasteur mongol typique », et note « l'aptitude à fournir d'intenses efforts lorsque la survie de ce dernier est en jeu, pour retomber dans l'oisiveté sitôt la crise passée et laisser porter aux femmes tout le fardeau des tâches quotidiennes » (1974, p.247) R. Hamayon précise alors que « l'une des locutions désignant la femme : *togoony xiin*, "l'être du chaudron", indique à quel point la cuisine est une attribution majeure de la femme » (1973, p.38).

Lundi 28 mai 2001, bords du Lac Har Us Nuur, chez les parents de Enebiš. Les grands-parents vivent avec leur dernier fils qui doit avoir 25 ans, sa jeune femme (qui fait tout le travail domestique), et leurs deux petites filles, de quatre et deux ans. Mais pour l'été (et peut-être aussi parce que Davaa avais prévenu de sa venue ?), ils ont installé une tente canadienne à proximité. Dès que la nuit a été un peu avancée, le jeune a dit « *moi, je vais me coucher* ». Il a pris un tapis de feutre et une couette, et il est allé se coucher dans la tente. Sa jeune femme l'a rejoint plus tard, après avoir trait vaches et chèvres, puis préparé une nouvelle marmite de yaourt, pendant que tout le monde discutait dans la yourte, à la bougie.

Samedi et dimanche 26 et 27 mai 2001, Har Us Nuur, en visite sur l'île au milieu du lac : Enebiš dormait par terre dans une première yourte. Dans la deuxième, il n'y avait que des hommes en train de jouer aux cartes et aux petits chevaux, de plaisanter, et d'alterner thé et vodka. Les deux femmes de la famille - la mère et une sœur jeune adulte - préparaient à manger...

Lundi 28 mai 2001. La voiture qui devait nous ramener au village est tombée en panne. Nous avons passé la nuit dans deux yourtes du bord du lac Har Us Nur, chez des parents d'Enebiš. Vers 2h du matin, la fille de la dame âgée qui nous a hébergés est arrivée, avec son mari. Le lendemain, vers 7h du matin, les enfants se sont réveillés avec la grand-mère, qui préparait du thé. Dix minutes plus tard, le mari de la jeune femme lui a répété sur un ton très autoritaire « *hé ! lève toi !! lève toi !* », ce qu'elle a fait. J'ai alors pu constater qu'elle était enceinte de peut-être six mois. Elle s'est levée pour faire du rangement, aider à faire le yaourt, puis le repas. Alors que son mari a dormi jusqu'à notre départ, vers 10h du matin.

Vendredi 1^{er} juin 2001, Čandmand, Hovd, chez Davaa. Il est fréquent que le père s'assoupisse pendant la journée pendant que ses enfants jouent très bruyamment au pied du lit. Il ne réagit pas, son

ronflement révèle un sommeil profond. Autre forme de liberté. Si elle peut avoir des moments de détente, nous ne verrons jamais la mère faire de même. Le matin, elle se réveille vers 6h30, la première avant tout le monde, elle prépare le feu, puis un petit-déjeuner.

On aurait pu penser - naïvement certes- que l'Histoire va dans le sens d'une meilleure répartition des tâches, en vue d'une égalité hommes-femmes. On sait que partout dans le monde, l'introduction d'outils techniques plus élaborés, puis même de machines industrielles, est immédiatement appropriée par les hommes, ce qui leur fait gagner du temps et de l'aisance dans la tâche, tandis que les femmes restent avec leurs outils basiques.¹⁸⁷

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les femmes nomades semblent moins absorbées par les travaux du textile, car des vêtements peu chers se trouvent sur les nouveaux marchés : pantalons, chemises, blousons, sous-vêtements, etc. Elles conservent pourtant la charge du travail de la laine de mouton et du feutre, qui restent un matériau nécessaire en ces « contrées extrêmes ». Rien ne remplace à ce jour le feutre pour sa qualité d'isolant. Il constitue les parois des yourtes, les tapis de sol mais aussi une série d'objets de la cuisine (étui à tasse). On l'utilise aussi pour les habits d'hiver, pour les selles du cheval. Le tassement du feutre, en été, semble un travail collectif, souvent aidé par un tracteur. Mais la couture des diverses pièces et leur broderie sont exclusivement le travail des femmes. Elles s'occupent aussi de la laine à tricoter : des heures passées à la nettoyer (enlever les saletés à la main, brin par brin d'herbe sèche et autre petit caillou et poussière), puis à la filer. Puis ensuite à tricoter. Enfin, elles continuent bien sûr de coudre les *deel*, habits aux multiples variantes (long, court, plus ou moins brodé, simplement doublé de coton, ou calfeutré, ou encore doublé de fourrure), de faire des broderies décoratives sur des housses de couettes et de coussins, etc.

La « modernité » n'a donc pas permis aux femmes de travailler à part égale avec les hommes, de s'approprier autant de richesses qu'eux.

Et même, les observateurs semblent unanimes sur le fait que « les femmes rurales travaillent maintenant plus d'heures que les hommes » (Spoor M., 1996, p.622 ; Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.140). La libéralisation de l'économie et la crise économique qui s'en est suivi ont augmenté leur charge de travail. Car la troisième évolution historique de l'élevage (avec la réduction de la taille des troupeaux et des distances de nomadisation) concerne le contenu des troupeaux, passant de troupeaux à espèces variées à des troupeaux spécifiés durant le socialisme,

¹⁸⁷ Voir à ce sujet (Tabet P., 1979, p.39 ; Perrot M.; 1983; Chabaud-Rychter D., 1997) entre autres, et même l'ONU, qui observe que « L'absence de participation des femmes à la conception des technologies induit une inadéquation de celles-ci à leurs besoins et peut engendrer des situations d'exploitation » (UNESCO / ISESCO, 1999, p.40).

et revenant à une diversification des bêtes pour une seule famille avec la Transition. « Il existe une tendance à l'augmentation de l'activité basée sur les ressources naturelles [...]. À mesure que les activités d'élevage s'étendent, le fardeau pesant sur les femmes éleveuses augmente » (Comité CEDEF, 2007, p.40). Le Comité CEDEF constate aussi que « Ces dernières années, plus nombreuses sont les personnes qui choisissent de travailler à domicile, la fiscalité étant moindre ». Une enquête dit aussi que 62,2% de ces femmes ont choisi cette profession, pour 64,7% des hommes, que 15,6% d'entre elles disent avoir été forcées d'exercer cette profession à la suite de la perte de leur emploi, contre seulement 11,9% des hommes ; 2,5% disent que c'est grâce à la privatisation des troupeaux, contre 4% des hommes. L'élevage du bétail est donc une activité considérée plus positivement par les hommes que par les femmes (Comité CEDEF, 1999).

Face aux difficultés rencontrées dans un élevage individuel, un certain mouvement de « re-collectivisation » a été constaté (Spoor M., 1996, p.621).

A Darvi *Sum*, Horolžams, PPRM, explique que le *negdel* a été démantelé en 1991, elle en était comptable. Mais face aux difficultés d'entretien des nouveaux troupeaux individuels, du manque de moyens pour se procurer du matériel motorisé ou des vaccins, puis surtout en raison des nouvelles difficultés d'écoulement des produits, l'idée de mise en commun des biens de production a été tentée à nouveau en 1993. Elle en est redevenue la comptable à la demande des gens du village. En 1996, les démocrates ont gagné les élections (y compris dans le village), et ils ont tenté d'encourager les éleveurs à s'autonomiser en unité de productions individuelles, re-dissociant la coopérative. Mais elle est à nouveau re-crée en 1999. Elle n'en est plus comptable car elle a alors tenté sa chance en montant sa petite affaire privée. Aujourd'hui, elle voudrait, lors de son mandat de conseillère, relancer le projet (4 juillet 2001).

Les associations de femmes notent que même avec ces tentatives, « la charge de travail pour les femmes n'a pas diminué. Alors que l'élevage et le travail domestique devraient être des travaux collectifs, [...] les femmes travaillent jusqu'à six heures de plus par jour que les hommes, et ne tirent aucun bénéfice de la collectivisation des tâches professionnelles, que ce soit dans l'élevage ou dans l'agriculture » (Comité CEDEF, 1999, p.5). La libéralisation n'a pas poussé les hommes (et d'ailleurs, pourquoi le feraient-ils ?) à s'investir plus dans les travaux domestiques. Lors de la rencontre collective dans le village de Holonbujir, une des femmes déclare en souriant : « *Moi, je viens de construire ma maison. C'est moi qui ai presque tout fait, les murs, la peinture, les fenêtres. Et quand nous les femmes, on fait la cuisine, le ménage ou le potager, les maris regardent la télévision, ils ne font rien du tout ! pourquoi ? c'est très curieux...* » (Saraan, 24 avril 1999). M. Selim, qui s'appuie plutôt sur des exemples dans l'industrie en Asie du Sud-Est, montre comment « le travail est [...] la sphère où s'accomplit avec le plus de force la globalisation du capitalisme » (2010, p.65). En Mongolie et dans la « ruralité », il en est de même¹⁸⁸.

¹⁸⁸ Nous pensons aussi à de nombreux travaux qui tirent la même conclusion pour la paysannerie indienne et africaine...

Une difficulté nouvelle dénoncée aujourd’hui est l’accès aux services publics, en particulier de santé. Ceci est nouveau d’une part parce que le soviétisme avait le souci du rayonnement territorial, et d’autre part, si les femmes ont toujours eu des besoins spécifiques en matière de gynécologie et maternité, c’est la première fois qu’elles en revendiquent une meilleure prise en charge. La Fondation pour l’amélioration des conditions des femmes rurales le présente dans sa plaquette. « Les femmes nomades sont pénalisées, alors qu’elles assument une charge multiple, l’élevage, les travaux domestiques et l’éducation de leurs enfants » (1999).

Si l’on considère le retour au nomadisme et l’augmentation de la charge de travail pour les femmes, la libéralisation de l’économie a bien provoqué un repli sur l’espace domestique, avec un amoindrissement du lien social touchant particulièrement les femmes. Le Comité CEDEF s’était rendu compte, dès 1998, de ces différences de situation entre hommes et femmes, et de l’impact sur le plan de la participation politique. « Le titre de “chef de famille” traditionnellement attribué au membre masculin le plus âgé du foyer leur confère le droit d’être présent à tous les événements représentatifs, et de recevoir tous les titres de récompense. Les femmes restent auprès du foyer à perpétuer leur traditionnel travail domestique » (1999, p.18).

c) L’interdit de tuer

Il est un dernier aspect du travail de l’élevage qui semble éminemment porteur de sens du point de vue du genre, et qui est aussi une activité essentielle dans la steppe (comme partout, d’ailleurs), il s’agit de la mise à mort d’un animal, domestique ou chassé. Et cet acte particulier de « tuer » est strictement réalisé par les hommes, qui en ont donc le monopole et qui en écartent les femmes. « Elles ont le droit de tuer dans la yourte pour se défendre, elles et leur famille, mais je ne connais pas d’exemple précis, c’est plutôt un principe » (Badamdaš, 30 mars 2000).

Il est une chose que ne fait jamais la première femme nomade que nous avons rencontrée, c’est tuer le mouton, ni aucun autre animal. Son mari était un excellent chasseur de marmottes, mais elle ne l’a jamais chassée, même si elle dit savoir utiliser un fusil, « contre les loups ».

Le 28 avril 1999, sur la piste du retour de l’est vers la capitale, l’homme passager à côté du chauffeur repère un poulain à demi-mort d’épuisement après s’être embourbé dans un ruisseau. Couché sur le flan, il a eu les yeux crevés par les corbeaux qui le harcèlent. Les hommes, très en colère contre le propriétaire absent qui n’a pas su s’en occuper, décident de l’achever en l’étouffant avec un lacet et un chiffon. L’acte est rapide et se fait en silence. Nous, les femmes, ne sommes pas sorties de la voiture, et je comprends qu’il est même mal venu de parler.

P. Tabet a fait une analyse de cette question, fondamentale selon nous, où elle démontre qu'une des dynamiques essentielles de « l'exploitation des femmes » se fonde sur leur éloignement des outils qui sont aussi des armes (le couteau de cuisine n'étant qu'une arme blanche), voire même en interdit l'accès. « Ce n'est pas la chasse qui est interdite aux femmes, ce sont les armes, en tant que telles et en tant que concrétisation d'un développement technologique, qui leur est refusé » (1979, p.28). M. Sineau cite Yves Lequin, pour qui « l'égalité politique dépendait de l'égalité sur le champ de bataille », et remarque que la parité arrive [en France] avec la fin de la conscription militaire pour les garçons. Les historiennes féministes aujourd'hui ont montré que les femmes ont toujours participé aux guerres, ne serait-ce que pour la défense de leurs villes, maisons, familles. Mais la différence avec les hommes, c'est qu'on ne leur confiait pas d'armes, du moins pas les mêmes qu'aux hommes, qui s'arrogent les armes modernes (selon les époques), efficaces, techniques, et laissent aux femmes leurs ustensiles de cuisine, puis des petites armes « de femmes », moins dangereuses que celles des hommes. En fait, on avait besoin d'elles, mais on ne leur en reconnaissait pas la compétence. Elles n'en recevaient pas non plus les honneurs, ni le pouvoir politique.

Le cas de la société mongole est sur ce point intéressant, car il montre, une fois encore, une particularité. Les observateurs étrangers rapportent deux témoignages contradictoires : celui de l'utilisation des armes par les femmes, puis celui de leurs interdictions.

L'*Histoire Secrète* relate quelques faits d'armes réalisés par des femmes, il s'agit d'actes de défense de leurs campements, ou de leurs hommes en difficulté¹⁸⁹. Une femme de pouvoir apparaît aux côtés de Cinggis : « Saurienne, la mère du roi Tayang des Huit », qui donne l'ordre de couper la tête de la dépouille du roi Ong. On obéit et c'est elle qui se charge du rituel d'exécution. (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.147). Elle se comporte en fait comme un guerrier, elle dit à propos des femmes des tribus soumises : « Mais assurément, pour ce qui est de leurs brus et de leurs filles les plus belles, ramenons-les ! » (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.148). A la même époque, Jean de Plan Carpin, est admiratif : « Elles sont prestes et expéditives dans tous leurs travaux. Toutes les femmes portent des culottes et certaines tirent à l'arc comme les hommes » (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.264).

Aujourd'hui, la Mongolie n'est plus la société guerrière du Moyen Age. Mais les touristes qui assistent au *Naadam*, festivités estivales marquées par les trois sports nationaux (la lutte, la course de chevaux et le tir à l'arc), s'émerveillent devant les fillettes de cinq ans qui montent aussi les chevaux de course, de la même façon que les garçons, et les femmes participent au tir à l'arc

¹⁸⁹ L'histoire des femmes en Europe en relate aussi, toujours présentes qu'elles sont dans les villes assiégées, dans les campagnes pillées.

(voir photo p.571). La tireuse d'élite championne du monde de 1999 est d'ailleurs mongole, et c'est aussi la femme la plus riche de Mongolie¹⁹⁰.

Cet accès des femmes à deux sports plutôt masculins est porté par une femme politique : la sœur de Zorig et présidente de son nouveau PCC, Ojuun. Elle est effectivement connue pour être une grande sportive, plusieurs articles de presse révèlent qu'elle est ceinture noire de karaté, qu'elle a été 5^{ème} en compétition nationale en Tchécoslovaquie lorsqu'elle y faisait ses études, qu'elle a ensuite été capitaine de l'équipe féminine de l'université de Cambridge. Elle est aussi une randonneuse de haut niveau (ce qui n'est pas sans rappeler la culture nomade justement), avec deux mois dans l'Himalaya, puis divers séjours dans les Alpes, l'Altaï, dernièrement dans les monts Tien Shan du Kirghizstan. Elle dit enfin qu'elle jouait beaucoup aux échecs avec son frère, ce qui lui a appris à évaluer d'autres partenaires : « Quand les hommes jouent contre les femmes, ils les sous-estiment souvent. J'aime battre des personnes comme ça » (*UB post*, 20 avril 1999).

Mais si nous rencontrons d'autres femmes qui ont pratiqué les sports nationaux (Zanaa a fait du tir à l'arc), Ojuun est bien la seule à médiatiser cette capacité « virile »...

Car d'autres témoignages historiques contredisent cette perception, comme cette femme punie par le khan pour avoir osé « prononcer la sentence de mort à l'insu de son mari » (G. de Rubrouck, 1997, p.192). Dans les années 1970, F. Aubin et R. Hamayon font aussi ce constat d'une interdiction de tuer, que nous retrouvons aussi dans les années 1990. « En dehors de l'élevage, la démarcation ne semble pas admettre le moindre empiètement: chasser, corroyer (dégrossir de la matière), travailler le métal, conduire une caravane n'appartient qu'à l'homme; de vigoureux interdits écartent de la forge la femme, laquelle en revanche règne sans partage sur la couture, domaine lourd pour elle de labeur et de symboles » (Hamayon R., 1979, p.115). Ainsi, « L'exclusivité du travail des matières dures par les hommes, le caractère même des exceptions [...] mettent en évidence le roc solide sur lequel s'est fondée la domination masculine : l'impossibilité pour les femmes de se fabriquer des armes, leur dépendance vis-à-vis des hommes pour la quasi totalité des instruments de production. Le contrôle par les hommes de la production et de l'emploi des outils et des armes est confirmé comme condition nécessaire de leur pouvoir sur les femmes, basé à la fois sur la violence (monopole masculin des armes) et sur le sous-équipement des femmes (monopole masculin des outils). Conditions sans laquelle ils auraient difficilement pu atteindre une appropriation aussi totale des femmes, une telle utilisation dans le travail, la sexualité, la reproduction de l'espèce » (Tabet P., 1979, p.50).

¹⁹⁰ L'hebdomadaire The UB Post fait un top-ten des personnalités de 1998. Sur 8 personnalités, six sont des hommes politiques, les deux femmes ne le sont pas : l'une est chanteuse, la très nationale Ariuna, dont on entend beaucoup les chansons, l'autre D. Monkhubayar. « La Mongolie est fière de sa championne au tir, car elle associe douceur et générosité avec courage et discipline des athlètes » (5 janvier 1999).

F. Aubin se concentre en particulier sur les techniques d'élevage du cheval, considéré comme fierté du nomade. Le marquage du cheval indique la propriété, mais autrefois, le dessin indiquait aussi la position sociale du propriétaire. Au vu de cette marque, on sait qui le monte, qui nous rend visite. Or, les femmes sont exclues de la cérémonie de marquage, tout comme de celle de la castration (1986, p.141).

Tout visiteur d'une famille nomade, si la visite est plaisante pour les hôtes et s'il reste pour un temps, peut assister à la mise à mort du mouton, nourriture de base. Il s'agit encore d'une technique très spécifique à la steppe mongole qui ne manque pas d'impressionner l'étranger : on incise la bête au niveau de la poitrine, puis on passe la main dans la cage thoracique pour aller sectionner l'aorte, avec le doigt. La bête se débat quelques secondes, sans un bruit. Puis c'est fini. Pas une goutte de sang ne se perd, ce qui donne l'impression d'une mise à mort très « propre », sans effusion inutile. Elle est strictement effectuée par les hommes, enfants compris, à qui on apprend petit à petit à manier le couteau, puis l'aorte.

Les femmes apparaissent dans un second temps : pendant que les hommes dépècent puis découpent la bête, les mains rouges de sang, elles s'approchent avec deux ou trois bassines. Elles récupèrent la viande propre, mais surtout les entrailles : elles sont écartées de la mise à mort, mais elles sont strictement chargées de nettoyer l'appareil digestif de l'animal, dont elles extraient une quantité de verdure non encore assimilée et de la matière fécale, ce qui, là encore, surprend toujours celui et celle qui l'observent pour la première fois. Une amie française dira alors : « *mais elles ont les mains véritablement dans la merde !* » De fait, les femmes assurent l'ensemble des tâches de nettoyage : lessive à l'eau bouillante, protection contre la poussière (et vents de sable), etc. « L'emploi des outils assure souvent le contrôle de tout le processus productif et confine les femmes dans un rôle subordonné, même lorsqu'elles accomplissent la plus grande partie des opérations » (Tabet P., 1979, p.38).

Cet éloignement de la mise à mort, s'il est toujours justifié par « ce n'est pas pour les femmes », comme pour les protéger sans utiliser le terme d'interdit, est lourd de conséquences. La viande étant l'alimentation de base dans la steppe, les femmes sont donc rendues dépendantes des hommes pour l'accès même à leur propre nourriture. Elles se voient ensuite par contre chargées des tâches les plus avilissantes... En ce sens, la division du travail paraît bien « complémentaire ». P. Tabet déclare à ce sujet : « Je voudrais contester l'idée du caractère naturel, l'idée de la complémentarité et de la réciprocité dans la division sexuelle - ou plutôt en reprenant la définition pertinente de N.-C. Mathieu (1991 : 663) - dans la division *socio-sexuée* du travail. Ma

thèse est que la division du travail n'est pas neutre mais orientée et asymétrique [...] ; qu'il s'agit d'une relation [...] de domination ; que cette domination se manifeste objectivement et que des constantes générales régissent la répartition des tâches, qui reflètent les rapports de classe entre les deux sexes [...]. Cette domination se traduit [...] dans la création d'une identité sociologique masculine ou féminine, d'une *gender identity* d'êtres qui sont biologiquement hommes ou femmes (Mathieu N.-C., 1973 ; Rubin G., 1975). Dans ce contexte, enfin, la division sexuelle du travail doit être analysée en tant que relation politique entre les sexes » (1979, p.16).

Par extension, l'éloignement des techniques de mise à mort des animaux s'étend aux techniques de combats avec des humains. Aucune femme mongole n'a jamais dirigé (de ce que nous savons) une section des armées gengiskhanides, aucune section de ces armées n'était composée de femmes entraînées aux combats¹⁹¹. Si certaines femmes pouvaient être remerciées pour un fait d'arme, aucune d'entre elles n'étaient pourtant une « guerrière » en statut social. Et au XXe siècle, la lutte au corps à corps, pourtant tant prisée par les hommes, n'est pas pratiquée par les femmes. La légende dit même que leur petit dossard ne couvre justement pas la poitrine, afin de s'assurer de la « masculinité » des lutteurs, parce qu'une femme se serait fait passer pour un homme et voulait combattre¹⁹²... P. Tabet écrit alors : « le monopole de certaines activités clés est nécessaire aux hommes pour s'assurer le contrôle des instruments de production et finalement, l'utilisation globale des femmes » (1979, p.14). Et de nombreuses féministes pensent aujourd'hui que les femmes ne seront vraiment reconnues en tant que sujet politique que lorsque celles-ci participeront à la décision de guerre. Ce n'est pas le cas en Mongolie. Les femmes n'ont pas accès à la force légitime, à la puissance, qui est pourtant garante de l'accès au pouvoir.

2-L'espace du travail des femmes : la yourte

La division genrée du travail induit une division genrée des espaces du nomadisme. Et celui auquel les femmes sont assignées est l'espace domestique : la yourte. Ce type d'habitat est caractéristique, tant par son adaptation au milieu, que par l'actualité du pays. Les velléités gouvernementales de réduire les quartiers de yourtes de la capitale afin de loger la population dans des appartements n'ont, à ce jour, pas pu être satisfaites. En l'An 2000, il est estimé que 50,2% de la population vivrait en yourte¹⁹³, et 49,2 en appartement (*UB Post*, 29 mars 2000)¹⁹⁴. « Dans cette société patriarcale, patrilinéaire et patrilocale, la yourte est d'abord un bien masculin

¹⁹¹ Il semblerait que ce fut le cas chez les femmes Sarmates, confondues avec les Scythes, ce qu'expliquent Vadime Elisseeff et Claude Mossé dans l'Encyclopédie Universalis de 2004.

¹⁹² Merci à Gaëlle Lacaze de nous l'avoir racontée !

¹⁹³ Précisons que les quartiers de yourtes de la capitale, s'ils abritent certaines familles pauvres, ne sont pourtant pas des bidonvilles, les plus pauvres vivant dans les niches souterraines des canalisations d'eau chaude. Ces quartiers sont électrifiés, on y a donc la télévision, le téléphone et divers appareils modernes en fonction des budgets, on s'y chauffe au bois et on y parque sa voiture. Il reste le problème de l'eau, encore à la fontaine collective et surtout non traitée lorsqu'elle est usée.

¹⁹⁴ On n'en trouve plus que quelques unes au Kazakhstan et en Mongolie Intérieure.

transmis au fils par ses parents au moment du mariage. La fille recevra en dot les lits, ustensiles de cuisines, tapis qui garniront l'intérieur » (Bianquis-Gasser I., 1996, p.99). Cette pièce unique a pour particularité d'être « cloisonnée symboliquement », organisée spatialement selon deux hiérarchies catégorielles : la génération et le genre, cette dernière division étant la plus remarquée.

a) Espace domestique contrôlé par les hommes.

La yourte - *ger* en mongol - est spécifique des nomades d'Asie Centrale. C'est une tente ronde ayant la forme d'un chapiteau assez bas, qui offre peu de prise aux vents d'hiver, différent du tipi conique amérindien et de la yaranga des éleveurs de rennes de l'Altai et de la Sibérie (Rytkhéou Y., 1994). La structure est en boiseries : treillis des murs, bâtons du toit, plancher et meubles, l'ensemble peint en orange avec des frises très gaies. « Ils la couvrent de feutre blanc [jusqu'à sept épaisseurs de feutre en hiver] qu'ils enduisent assez fréquemment de chaux ou de terre blanche et de poudre d'os afin d'aviver l'éclat de sa blancheur. Parfois aussi, ils usent de feutre noir » (Rubrouck G. de, 1997, p.79). Le dernier élément indispensable en est le poêle central, point nodal : ce sont les femmes qui sont chargées de l'entretien du feu : « [la bru] ne doit à aucun prix le laisser s'éteindre, aussi l'entretient-elle le plus tard possible et se lève-t-elle de très bonne heure pour le réveiller sous les cendres chaudes [...]. L'extinction du feu du foyer est assimilée à celle de la lignée » (Hamayon R., 1973, p.38).

L'entrée de la yourte est toujours disposée en direction du sud, sud-est, de sorte que plusieurs yourtes ensemble seront disposées en ligne, évitant les vis-à-vis. Cette orientation – qui semble bien immuable (Rubrouck G. de, 1997, p.81-82, p.117) - permet aussi de spatialiser la pièce unique que constitue l'intérieur de la tente, en étroite référence au cosmos (Bianquis-Gasser I., 1996). En entrant dans la yourte, on est donc face au nord. Mais les Mongols se représentent l'espace à l'inverse des Occidentaux, face au sud. C'est-à-dire comme lorsqu'ils sont placés dans leur yourte, assis au nord, faisant face à la porte et à l'extérieur, le sud. Et en Mongol, un même mot désigne « gauche et est » - зүүн - *zuiin*, un autre « droite et ouest » - баруун - *baruun*.

Les ethnologues et anthropologues sont unanimes et reprennent la représentation de leurs interviewés mongols. L'espace intérieur se divise en deux, l'espace féminin à l'est, et l'espace masculin à l'ouest. Les femmes sont effectivement cantonnées à l'est, du côté de l'ouverture du poêle dont elles ont la responsabilité, et sur lequel elles cuisinent. On y trouve l'ensemble des ustensiles, le bidon d'eau, le panier à *argal*, mais aussi le lit conjugal, sur lequel les mères accouchent et sous lequel le placenta doit être enterré. Le « côté des hommes » est donc celui de l'ouest, où l'on trouve le bidon à *airag*, le matériel pour les chevaux, et un lit pour les enfants ou pour les amis (c'est toujours sur celui-ci que les inconnus et invités sont accueillis). Dans

la partie nord, la plus chaude, se concentre la force symbolique de la famille : on y trouve un petit autel religieux généralement disposé sur un coffre, des petites statuettes bouddhistes et des photographies familiales auxquelles sont aussi accrochées décorations, diplômes et autres certificats de réussite des enfants par exemple. On peut y trouver un lit, qui sera occupé (de même que celui de l'ouest), selon le nombre de personnes à héberger, par une personne âgée ou par des enfants¹⁹⁵.

« La stricte répartition de l'espace renvoie à [la] répartition des tâches » (Bianquis-Gasser I., 1996, p.100). Pourtant dans la vie quotidienne, les emplacements de chacun peuvent révéler un suivi moins strict du principe de répartition, ou plutôt pouvons-nous dire, un « mélange ». Là encore, on en trouve témoignage au Moyen Age. « [Batou] était assis sur un siège long et large comme un lit, tout doré, auquel on montait par trois marches ; l'une de ses femmes était à côté de lui. Les hommes étaient assis çà et là, à sa droite, et les femmes à sa gauche : le côté des femmes n'était pas occupé entièrement par celles-ci car seules les épouses de Batou étaient présentes ; c'est pourquoi s'y trouvaient des hommes » (Rubrouck G. de, 1997, p.117). On observe aussi aujourd'hui souvent un grand-père s'occuper d'un petit enfant, secondant ainsi une jeune mère pendant qu'elle prépare la cuisine, tous les trois du côté est. Une grand-mère hébergée chez ses enfants peut aussi occuper « l'espace des hommes », en dormant dans le lit à l'ouest.

Une autre forme de brouillage apparaît, relevé par I. Bianquis-Gasser : « L'habitation est à la fois féminine et masculine » avec une perception nouvelle : « la yourte est plutôt le monde des femmes, l'extérieur le monde des hommes ». Un veuf lui dira encore « Quand j'entre dans la yourte, je deviens femme, quand j'en sors, je deviens homme » (1996, p.101). Le « genre de l'espace domestique » semble donc difficile à attribuer, même s'il semble se re-clarifier en période festive. L'anthropologue note enfin une « opposition » entre droite et gauche, la droite étant le côté fort, la gauche étant dévalorisée. Les femmes sont dites froides, les hommes chauds, « Mais chez tout être humain la partie gauche, c'est-à-dire est est froide et la partie droite, c'est à dire ouest, est chaude » (1996, p.102). Il est intéressant de noter ici que les Mongols semblent se représenter une éventuelle « part de féminité en eux ». Mais cette « féminité », ce « côté gauche » est bien « négatif » et le masculin domine le féminin.

En fait, l'idée séduisante d'une éventuelle quotidienneté « partagée », de même que celle de l'aide des hommes à la cuisine, de même encore que celle d'une division « bipartite » (Bianquis-Gasser I., 1996), à aire territoriale égale entre hommes et femmes, nous semble moins simple qu'il n'y paraît. R. Hamayon observait dans les années 1970 certaines exceptions de placement en

¹⁹⁵ Pour une description des « techniques du corps » sous la yourte et au dehors, voir G. Lacaze, 2006.

fonction des trois critères essentiels : le sexe, l'âge et l'activité (travail au sud, repos au nord). Ainsi, elle observe une jeune mariée qui reste confinée dans le quart sud-est. Elle ne dit rien concernant le jeune marié. Elle constate que « l'homme est structurellement aîné, la femme cadette » (1979, p.118), mais elle remarque néanmoins que le petit garçon pourra aller dans la partie de la yourte réservée aux aînés. « [L]a femme ne fera que remonter du sud au nord de la moitié est, sans jamais occuper la place la plus au nord ni le plein nord » (1979, p.121).

Lors de nos propres visites, nous remarquons que si les hommes de la yourte peuvent s'asseoir du côté des femmes, et éventuellement les aider à préparer à manger, les femmes ne s'assoient jamais du « côté des hommes » - exception faite des invitées qui ne sont pas de la famille (voir photo p.571). Elles ne font qu'y venir pour poser sur la petite table les repas des hôtes. Il nous semble donc que la yourte n'est pas divisée en deux parties égales, l'une féminine, l'autre masculine, mais plutôt en trois parties, trois « tiers » : l'est et l'ouest, mais aussi le nord. Et que les hommes contrôlent non seulement les deux tiers ouest et nord (qui déborde sur le nord-est) qui leur sont attribués, mais aussi finalement le tiers est/sud-est (notamment lorsqu'ils dorment dans le lit conjugal), celui occupé par les femmes qui y restent confinées. En fait, il nous apparaît que les hommes occupent physiquement beaucoup plus d'espace « domestique » que les femmes, et surtout que la place nord qui leur est attribuée (avec peut-être même l'hypothèse que leur poids symbolique de patriarche est renforcé par les forces symboliques des entités spirituelles qui y sont aussi positionnées, les ancêtres et Bouddha) est une place de contrôle de l'ensemble de l'espace, et donc aussi des personnes qui l'occupent, les invités, les enfants, et les femmes. A. Le Bras-Chopard déclare alors de la même façon pour l'Europe, « il n'y a donc pas de “partage des espaces” : l'homme est partout, seule la femme est censée rester dans l'enceinte du foyer » (2004, p.118). Ainsi, dire que « l'espace domestique est féminin » ne peut plus signifier que les femmes y seraient « libres ». Cela signifie que c'est le seul espace qui leur soit assigné, mais par devoir et obligation (et non pouvoir).

b) Re-production du genre

Dans les années 1970, F. Aubin constate que « La perpétuation de la vie sous la yourte a permis le maintien en milieu rural de nombreuses coutumes qui lui restent attachées matériellement » (1970, p.107). Comme nous avons pu le comprendre, cette constatation est encore valable en 2000. Cette assignation masculin et/ou féminin se réactualise par exemple avec la disposition des appareils modernes¹⁹⁶. Le poste de radio et la télévision sont placés au nord-

¹⁹⁶ Dans la capitale et dans les chefs-lieux de régions, l'électricité est permanente. A la campagne, les nomades les plus riches ont un générateur à essence activé en soirée et pour les plus modernes, des capteurs solaires (rares, mais vendus sur le

ouest, « côté masculin ». L'ordinateur, quand il y en a un, est placé plein ouest. Et même le frigidaire est placé à l'ouest, ce qui peut aussi s'expliquer par le fait que le coin cuisine est généralement déjà comblé par le bidon d'eau, le meuble de rangement, puis le lit.

Et le placement des femmes et des hommes reste une pratique essentielle, au fondement de la symbolique de l'idéologie du genre. Je l'ai expérimenté moi-même, et propose ici une anthropologie réflexive.

J'assistais un jour à un repas où une vingtaine de personnes étaient présentes, il s'agissait d'une réunion politique pour la construction d'un pont. Trois jeunes filles nomades (jeunes adultes célibataires, habillées en jeans moulant et bien maquillées, jusqu'au rouge sur les ongles) avaient profité des voitures pour rentrer dans leur famille. Le repas avait lieu dans une yourte pendant le voyage, elles n'étaient donc pas chez elles. Et l'une d'entre elles avait décidé de s'asseoir du côté des hommes (à côté de moi, l'invitée, et c'était elle qui nous avait placées toutes les deux. Elle manifestait un vif intérêt pour moi, et faisait montre d'une grande volonté de parler anglais, plaisantant et riant fort de notre discussion bilingue. Cette présence « du côté des hommes », ostentatoire qui plus est, n'a pas plu au député régional (homme d'une quarantaine d'année à l'aplomb d'un champion lutteur), qui lui en a fait la remarque, le reste de l'assemblée attentive. Elle s'est rebiffée un instant et voyant qu'elle ne voulait pas changer de place, il lui a dit haut et fort : « *tu ne montres pas le bon exemple d'une femme mongole à la Française* ».

Le respect des règles assignées au genre féminin est donc « obligatoire ». Mais on attend d'une femme qu'elle s'y soumette d'elle-même. Si elle s'y plie, si elle participe d'elle-même de la relation de domination, elle est valorisée. Si elle ne le fait pas, elle est qualifiée de mauvaise mongole. Le genre est alors étroitement associé au sentiment national.

En ce qui me concerne, en tant qu'étrangère lors de mes séjours dans les familles vivant en yourte (dont une sédentaire, chez Davaa), j'étais reçue à la place d'honneur, c'est-à-dire à gauche au fond, donc du côté des hommes, mais là où sont reçues aussi toutes les femmes invitées ne faisant pas partie de la famille proche. Cette place, on me l'indiquait quand je rentrais dans la yourte, et j'y restais, observant les techniques de cuisine plutôt que participant. Et personne ne m'a proposé d'aider aux préparations des repas, ce qui aurait nécessité que je passe « de l'autre côté », celui des femmes. Mon genre laissait donc la place à mon identité d'invitée.

D'ailleurs, les gens entre eux me désignaient par le terme « *la Française* ». Ici, l'identité « d'européenne » supplantait celle de « femme ». Car, j'ai pu remarquer que les invitées mongoles, qui restaient dormir dans la yourte, ne restaient du côté des invités que le temps des premières heures de l'accueil, de la première tasse de thé. Le moment de la préparation du second repas venu, elles passaient automatiquement du côté des femmes, en aidant la « maîtresse de maison ». Même si ce n'est pas dit, ces femmes « aidantes » correspondent à ce qu'est une femme « bonne », « bien », сайн (*sain*, qui devient

marché de la capitale). Dans la plupart des familles, on n'a qu'un poste de radio et une lampe à piles. Une lampe à dynamo est d'ailleurs un cadeau très apprécié. Dans les villages, l'alimentation électrique est variable, selon la richesse du village (qui paye un ou plusieurs générateurs) selon son équipement en câbles, selon les saisons (on électrifie plus l'hiver sombre que l'été. A Čandamand, dans la Région de Hovd, par exemple en mai 2001, il y a l'électricité de 18h45 jusqu'à 22h10 en semaine et 22h30 le week-end. C'est donc durant la soirée qu'on s'occupe avec l'ordinateur (qu'on essaie d'éteindre proprement avant que la coupure d'électricité ne fasse presque implorer l'écran) et qu'Enebiš repasse au fer électrique, réchauffe des plats ou de l'eau sur la plaque électrique (qu'elle a donc en plus du poêle). Il est prévu que l'électricité s'arrête le 3 juin.

d'ailleurs un prénom de femme, Сайна, Saina) c'est-à-dire se pliant bien aux normes attendues du genre féminin, et ce faisant, étaient donc acceptées dans la famille d'accueil, et plus largement dans la société.

Comprenant que personne ne m'y obligerait, mais pensant que ce serait un facteur de meilleure intégration sociale, j'ai fini par proposer mon aide à la préparation des repas. Je suis alors passée « de l'autre coté », celui des femmes. C'était à la fin de mon séjour (la dernière semaine, et le processus s'est répété dans deux familles différentes). Et durant cette dernière semaine, deux événements concomitants ont eu lieu :

- Dans l'une des familles, le père (Davaa, 35 ans) s'est comporté de façon beaucoup plus désagréable. Il m'a fait remarquer qu'il ne fallait pas froncer le nez lorsque je ris, en me disant qu'il n'y a que les chiens et les loups qui le font (c'était la première fois qu'il s'adressait à moi sur un ton autoritaire). Il a aussi refusé que je l'accompagne dans deux réunions, alors qu'il me semblait qu'il m'avait associée à toutes ses activités jusque là, et qu'il était plutôt fier de me présenter aux personnes à qui il rendait visite. Avec le recul, je pense qu'il y a eu d'autres réunions auxquelles il ne m'a pas conviée. Je me dis que la différence alors, c'est qu'il ne me l'avait pas fait savoir. Alors que durant cette dernière semaine, il le disait haut et fort, en informant sa femme et de fait, moi aussi, sans pour autant penser que je pourrais l'y accompagner.

- La chose la plus surprenante à mes yeux, c'est que les deux pères de famille (celui cité précédemment et un deuxième, du même âge), m'ont ouvertement proposé de coucher avec moi, à deux nuits de mon départ, qu'ils savaient définitif. Le premier est venu entièrement nu dans mon lit en pleine nuit, alors que sa femme, ses trois enfants et sa nièce de 15 ans dormaient dans la yourte (tout près de moi¹⁹⁷). Le second, une fois sa femme partie travailler, était à moitié ivre de la nuit précédente, allongé dans son lit, et m'a appelée à plusieurs reprises pour que je vienne le rejoindre. (Précisons que je n'ai pas répondu positivement à ces propositions, qu'elles m'ont beaucoup troublée, etc.) C'est à la suite de ces deux événements qui ont eu lieu quasiment au même moment, que me sont venues ces réflexions d'anthropologie réflexive.

J'é mets ici l'hypothèse que j'étais devenue, de mon propre actif, non plus « la Française » mais « la femme française », qui connaît les manières mongoles ou tout du moins, qui doit les connaître. Devenir « femme » (et non plus « juste Française ») m'a automatiquement positionnée dans une dynamique double de relation avec les hommes. J'étais à la fois indésirable à leurs côtés dans leurs activités extérieures (et masculines), et dans une nouvelle exigence de leur part tout en étant dans une nouvelle relation possible de séduction avec eux - du moins, c'est ce que j'en déduis, bien que la notion de la relation entre la sexualité et le désir soit ici à étudier.

Ce que j'ai inconsciemment fait (« incorporation inconsciente ») pour mon groupe de naissance, j'ai pu l'objectiver pour mon groupe d'accueil, mon « terrain ». J'ai compris que pour toutes les femmes, cette double dynamique d'exigence (identitaire genrée et identitaire culturelle) et de séduction est indispensable pour se sociabiliser (fonder une famille). Et pour entrer dans cette relation de socialisation/séduction, il faut montrer que l'on est une « femme » et donc répondre aux exigences sociales du genre. Donc, si, en tant qu'individu e, je veux me socialiser (m'intégrer dans un groupe, le mien ou un autre), je dois participer de

¹⁹⁷ Une étude sur les frontières (et la perméabilité) entre l'espace de l'intimité (corporelle et sexuelle) et l'espace privé serait ici à faire. Précisons que si la proximité physique existe, d'une part elle n'est pas aussi forte qu'elle semblait l'être chez les Inuits par exemple (Dalla Bernardina S., 1999), d'autre part, une grande pudeur l'accompagne. Dans la yourte au moment du coucher, les adultes ne vont jamais s'exposer nus au regard, du moins étranger, ni même la poitrine pour les femmes. Les relations sexuelles, si elles ont lieu, sont très discrètes et attendent que les compagnons de nuitée se soient endormis. La toilette est aussi un moment pudique, dont les étranger-e-s ne peuvent pas témoigner, à moins « d'épouser la vie nomade ». On se débrouille alors avec la maîtresse de maison pour qu'elle tienne les hommes à distance, qu'elle nous laisse un broc d'eau chaude et une bassine et qu'elle nous enferme ... de l'extérieur (!).

mon assignation au genre correspondant à mon sexe biologique (et prendre une décision lorsque celui-ci est indéfini, intersexe). Et, l'assignation de genre féminin, c'est une spatialisation sociale (privée-domestique et non politique), c'est une division du travail (gratuit plutôt que rémunéré), et c'est un écartement de la décision politique. C'est « *rester en arrière des hommes* », principe que les femmes nomades connaissent bien pour me l'avoir dit et redit lors d'entretiens, sans les hommes.

C. Achin évoque alors un habitus secondaire de professionnel de la politique (fait de mise en avant de soi, de prise de parole en public, etc., c'est-à-dire de comportements masculins), et un habitus primaire d'agent socialement situé. « Or, la socialisation primaire est souvent clivée sexuellement : comment les femmes députées tiennent-elles ensemble ces deux habitus ? » (2005, p.490). Les femmes ne peuvent pas dire « je veux faire de la politique par goût du pouvoir » car elles souhaitent coller au genre féminin, qui leur enjoint de ne pas entrer dans l'espace du pouvoir. C'est ce que remarquent d'autres politistes en France. « Comme le souligne Sandrine Lévêque¹⁹⁸, les femmes engagées dans la compétition électorale sont soumises à des injonctions contradictoires que méconnaissent leurs homologues masculins. Soit elles mettent en avant des qualités réputées féminines et encourent alors le risque de la stigmatisation, voire de l'exclusion, soit elles gommant dans leur présentation d'elles-mêmes ces mêmes qualités et s'interdisent par là-même d'user de ressources rares » (Achin C. *et al.*, 2007, p.76).

On comprend ici comment s'établit un « pont » entre ce qui se joue au sein de l'espace domestique et la répétition de la « scène » au sein de l'espace politique, par la co-constitutivité du genre et de la nation. En fait, dans cette société mixte (c'est-à-dire sans ségrégation sexuelle telle qu'observée dans la plupart des pays de culture musulmane), les femmes occupent aussi l'espace politique, mais pour y « travailler », avec les mêmes devoirs et responsabilités qu'au sein de l'espace domestique, et toujours sous le même contrôle des hommes.

c) Nomadisme de l'espace domestique

L'élevage nomade nécessite entre quatre déplacements pour la steppe et 12 pour les zones semi-désertiques. Le déplacement régulier non pas seulement du troupeau (comme la transhumance) mais bien aussi de la « maison », brouillerait les frontières délimitant les espaces domestiques et publics. Les femmes seraient alors moins enfermées dans des frontières spatiales concrètes, les murs bien connus des domaines sédentaires. Plutôt qu'un espace « intérieur » ou « extérieur », E. Boulding observe que les femmes ont autant d'activités au dedans qu'au dehors de la tente et préfère les espaces féminin / masculin (1977, p.98).

¹⁹⁸ 2005, « La féminité "dépassée" », *Revue Française de Sciences Politiques*, 55(3).

C'est aussi ce que nous avons observé, mais notre analyse diffère. Car si la yourte bouge, la division sexuelle du travail qui lui est assignée bouge avec elle. Si les pans de feutre de la yourte délimitent un espace domestique, celui-ci s'étend au dehors, repérable car il est l'espace des nombreuses responsabilités attribuées aux femmes. Entre le domestique de la yourte et le public de la steppe existe un espace extérieur intermédiaire, comme un tampon spatial. Cet espace est matérialisé en ville par une palissade (à la façon des maisons et de leur jardin potager des sociétés agricoles), il l'est dans la steppe par la ronde du chien.

Le chien est un acteur essentiel de la composition du foyer, vivant et spatial, dont la présence dangereuse est notée par les anthropologues. « [L]es chiens, en Mongolie, ne sont pas dressés à diriger le troupeau, mais seulement à écarter les prédateurs, hommes ou animaux » (Aubin F., 1982, p.341 ; Hamayon R., 1973, p.12). Cet acteur inattendu nous intéresse en ce qu'il délimite un espace devenu extérieur-domestique. C'est à l'intérieur de cet espace que les troupeaux de caprins passent la nuit, que les chevaux à monter sont attachés à la longe plantée dans le sol. C'est donc dans cet espace que les femmes traient les juments, chèvres et brebis, qu'elles ramassent l'*argal*, qu'elles élèvent enfants et petits d'animaux, qu'elles cousent, cuisinent, nettoient, etc. Certains travaux d'hommes ont aussi lieu à l'intérieur de cet espace domestique, comme la mise à mort des bêtes, le travail du cuir, l'artisanat. Mais les travaux d'élevage du gros bétail comme l'éducation des fils grandis, ont lieu dans la steppe, dans la montagne, etc.

Une frontière invisible entre l'espace privé/domestique et public existe bel et bien et se recompose systématiquement autour de la yourte qui s'installe. Et les femmes sont assignées à cet espace domestique, tandis que les hommes contrôlent l'ensemble de la steppe, vaste espace public national. Ce sont eux qui utilisent les jumelles pour repérer les troupeaux dont ils ont la charge et se retrouvent au hasard des aventures qui s'y déroulent. Dans ce vaste espace sans frontières matérialisées, on aurait pu penser que la fuite est facile. Mais F. Aubin note qu'elle « ne semble pas aisée, car, la population, quelque clairsemée et mobile qu'elle soit, est toujours localisable et tenue dans des limites administratives fixes » (1988, p.324). Le régime soviétique, en fixant les territoires autour des centres administratifs des villages, n'a fait que renforcer ce contrôle masculin de l'espace territorial et politique.

Cet espace domestique du travail des femmes correspond ainsi à ce qui est généralement appelé « campement », l'« *ail* » ou « *hot-ail* », composé d'une ou plusieurs familles. Il est un espace de solitude mais aussi de première sociabilité. Et le choix de l'emplacement de la yourte se fait selon des règles masculines, qui oscillent entre contraintes et liberté.

Au XIII^e siècle, les khans pouvaient s'entourer d'une cour très importante. Avec la soviétisation, ces rassemblements ont disparu (sauf autour de la capitale pour les fêtes). Et le choix de l'emplacement, à l'intérieur du *Sum*, se fait selon deux règles coutumières. La première est « l'héritage », l'usage faisant le droit d'utilisation. On s'installe parce que la famille s'y installe depuis plusieurs générations (Upton C., 2005). Mais nous ne connaissons pas d'étude précisant la part de filiation matrilineaire sur cette occupation. La seconde règle d'occupation est la notion de « libre choix », qui demeure indéniablement forte chez les nomades qui n'hésitent pas à changer leurs habitudes. En témoignent les conflits qui constituent bien le problème essentiel pour les maires des villages. La concurrence pour les bons pâturages est toujours réglée à l'amiable par des médiations demandées aux notables - toujours les hommes d'ailleurs. Et contrairement à ce que les experts étrangers pensent, ce n'est pas un problème nouveau, puisque il était « fréquemment dénoncé par les savants soviétiques en visite scientifique » (F. Aubin, 1970, p.108).

Nous avons rencontré un homme qui dit s'être ainsi installé. Et son parcours de vie n'est pas sans incidence sur son accumulation de capital politique.

Zundujzams a pris comme nom de famille en 1994 « Ceux du lac ». Car il a été le premier à s'installer, avec sa femme et ses jeunes enfants, sur une des îles au milieu du lac de Har Uc Nuur, région de Hovd, en 1991. Fils de parents fonctionnaires et donc sédentaires, il était lui-même comptable d'un *negdel*. Il a rencontré sa femme lors de son service militaire et ensemble, ils ont décidé de tenter l'élevage nomade à la suite de la démocratisation. Il a cherché un emplacement, et explique avoir choisi les lacs d'une part parce que personne à ce jour n'y était installé, mais aussi pour la beauté du lieu. Avec sa formation « *d'ingénieur de l'environnement* », il a obtenu la seule autorisation donnée à quelqu'un pour « *aller sur l'eau* », c'est-à-dire utiliser l'unique barque, qui appartenait à une famille russe repartie au même moment de la démocratisation.

Il est ensuite devenu officiellement garde-chasse en 1998 (avec un salaire dû au poste), après que la zone est devenue protégée en 1997, sous l'appellation 'Parc naturel'. Il a aussi été repéré comme personne clef par la WWF, qui complète son salaire pour quelque mission de conservation de la nature, gentiment surveillé par leur envoyé occidental (en la personne de l'Allemand Heino). A notre demande de manger du poisson, il sort un filet de pêche qu'il explique avoir confisqué à des pêcheurs russes. La pêche est donc interdite. Mais il a le pouvoir de déroger, ce qu'il fera généreusement.

A la fin du mois de mai 2001, sa yourte est installée au bord de l'eau. Ses enfants sont adultes, deux de ses filles sont installées autour du lac, avec conjoints et enfants, dont une sur une île. Ils utilisent la barque. Les troupes de ce couple « de l'île » sont « à terre », sauf quelques chevaux qui s'ébattent sur une île voisine. Zundujzams s'est donc installé de façon totalement libre, et a installé avec lui sa famille. Mais c'est bien lui, le père, le fondateur de cet espace, pas sa femme. Il est aujourd'hui conseiller municipal, délégué de ce canton, comme « représentant » le meilleur de ce petit territoire.

Un nouveau choix se fait aussi, celui de se rapprocher des villes. Aujourd'hui, les yourtes s'y jouxtent dans des quartiers pittoresques. Cet exode rural ou « in-migration » (Alгаа S., 2005) inquiète les autorités (Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.27), qui s'y confrontaient déjà durant le soviétisme (Aubin F., 1982 ; Heaton W., 1979). Bajarmaa, candidate aux législatives de la circonscription 70 - un quartier de yourtes - explique que le choix de l'emplacement se fait selon deux critères : rejoindre la famille déjà installée si celle-ci peut proposer de l'espace à l'intérieur de son enclos ou un choix en fonction des modes selon les quartiers. Mais bien sûr, les bons emplacements sont déjà saturés. Sa circonscription et un autre endroit plus éloigné appelé Гачуурт (*Gačurt*) sont connus pour avoir des terres fertiles et de l'eau de source, pure. « *Les fonctionnaires et les retraités n'ont pas besoin de ces endroits, il vaut mieux les réserver aux éleveurs et aux personnes qui veulent faire du maraîchage* » (5 mai 2000).

Les conseillères de l'association des femmes juristes expliquent que le problème majeur que rencontrent ces nouvelles populations urbaines (en plus des problèmes classiques pour les femmes comme la violence) est surtout un problème d'accès aux services publics. Car les familles ne payent pas la taxe d'installation de 25 000T (soit un bon tiers d'un salaire moyen à l'époque), et n'y ont donc théoriquement pas droit. Mais malgré des problèmes sociaux connus de toutes les grandes villes, ces quartiers sont complètement intégrés à l'entité qu'est la capitale (et les chefs-lieux régionaux). Le meilleur révélateur en est le fait qu'ils sont découpés en circonscriptions administratives et politiques. Les élus de ces populations portent ainsi un vrai message représentatif auprès des autorités urbaines et nationales. Les pouvoirs publics y sont très présents et manifestent d'ailleurs un vrai souci de gestion urbanistique, même si ni les fonds, ni les solutions ne semblent établis (*Mongol Messenger*, 11 avril 2001).

Le dépeuplement des campagnes inquiète cependant. Ces énergies qui ont quitté les zones rurales viennent à y manquer, et pas seulement en terme de main-d'oeuvre. A Darvi Sum, par exemple, Horolžams, conseillère municipale, déclare : « *Il me semble que les femmes du village sont globalement plus sérieuses que les hommes qui boivent trop. Mais [...] beaucoup de femmes diplômées du village sont, pour la plupart, parties pour aller travailler dans la capitale. Alors c'est plus difficile de soutenir des femmes candidates dans ces conditions...* » (4 juillet 2001).

Si l'on choisit son emplacement, on choisit aussi les personnes avec qui on va s'installer. On trouve le long des pistes principales, des sortes de hameaux proposant aux voyageurs le gîte et le couvert. Les campements dans la steppe peuvent rassembler jusqu'à une dizaine de yourtes l'été, lorsque le pâturage est gras. Mais on ne rencontre plus de grands groupes nomadisant ensemble. Les Mongols nomadisent et s'installent « en individualistes » : une famille nucléaire

isolée, s'associant à deux ou trois autres familles nucléaires. Et ce qui prédomine dans cette association, même s'il arrive que l'on soit de la même famille, c'est la bonne entente, l'amitié. Autrement dit, les nomades mongols ne s'installent aujourd'hui que dans le cadre d'un choix mutuel de voisinage, ce qui, du point de vue du « vivre ensemble », n'est pas sans impact sur la conception de ce qu'est un « *hot* », un groupe puis aujourd'hui « la ville ». Et ce choix mutuel est accompagné de la notion de « temporaire » car on se sépare aussi facilement que l'on s'est mis ensemble. « [S]a fluidité distingue le groupe de nomadisation du village [sédentaire] » (1974a, p.82), « la teneur du groupe n'était pas fixe, elle variait au gré des saisons et de l'humeur de chacun » (1967, p.146).

Fin mai 2000, la yourte de Zundujžams est posée au bord de l'eau, avec pour voisins proches donc deux de ses filles dont l'une vit avec ses beaux-parents (les parents, donc, d'Enebiš). Les autres yourtes sont plus loin, et on ne présente personne de la famille. Zundujžams reçoit la visite fréquente d'un homme avec qui il travaille le cuir (tressages) et prépare ses chevaux pour le *Naadam*. Les discussions de travail sont détendues et les deux hommes rient ensemble souvent. Sa femme entretient pour sa part des relations joyeuses avec une voisine dont la yourte est à environ 1km. Lorsque nous tombons en panne le long du lac, même si sa femme ne nous accompagne pas, c'est cette dame qui nous héberge.

En juillet 2001, nous retrouvons Zundujžams dans les montagnes qui entourent le lac, « *il y fait moins chaud et surtout, il n'y a pas de moustiques* ». Sa fille (mariée à un frère d'Enebiš) est avec lui. Mais il n'y a plus les beaux-parents, ni la fille qui habitait l'île. Deux autres yourtes sont maintenant associées, que nous ne reconnaissons pas. Il explique que « *celle du milieu* », à laquelle est attaché un chameleon craintif, est là pour la première fois, c'est une connaissance de « *celle d'en haut* », c'est-à-dire donc un ami de son gendre. Celui-ci passe par ailleurs beaucoup de temps avec le plus jeune fils de Zundujžams (23 ans), venu de la capitale pour les vacances. Ils chassent, font de l'alcool, discutent ensemble durant les soirées.

La société mongole semble ainsi peu soumise à une certaine pesanteur relationnelle (sociale, familiale, de réseau) décrite parfois dans d'autres sociétés.¹⁹⁹ Selon F. Aubin, le mode de vie nomade procure une plus grande autonomie individuelle que le mode de vie sédentaire. Par exemple, le jeune couple, aussi pauvre soit-il, ne vit jamais sous la même yourte que les vieux parents. Alors qu'en milieu sédentaire, la maison serait petite... (1975, p.583). D'ailleurs, c'est un des problèmes des jeunes couples de la capitale, qui, manquant d'argent, sont obligés, pour un temps de vivre dans une belle-famille, ce qui est généralement très mal vécu. Dans les représentations mongoles, un jeune couple est donc très indépendant de sa parentèle. De fait, les femmes, même assujetties aux travaux domestiques, conservent une certaine indépendance vis-à-vis du groupe social, rural, familial.

¹⁹⁹ Voir L. Bazin pour l'Ouzbékistan.

Lors de nos séjours en Mongolie, nous avons aussi été surprise par la mobilité, en particulier, des personnes âgées. Celles-ci habitent généralement non pas chez un enfant, mais tour à tour chez plusieurs d'entre eux. Elles passent l'hiver chez ceux habitant en ville, puis rejoignent ceux de la steppe à la belle saison. Les veufs et veuves habitent dans la même yourte que les jeunes (et dorment généralement avec un petit enfant) et les couples âgés montent leur propre yourte à proximité de celle de leurs enfants. Les parents de Nina, par exemple vivent à Oulan-Bator l'hiver, et chez sa sœur la majorité de la période des mois doux, tout en visitant aussi Nina et ses autres soeurs sédentaires du village. Et cette mobilité est aussi observée pour les femmes. La femme seule éleveuse que nous rencontrons à Sainšand vit habituellement dans sa yourte, à 30 km de Sainšand. Mais pour la préparation de *Cagaan Sar*, elle va habiter chez sa fille, en ville, à cause du manque de lumière pour la couture (11 février 1999).

A notre connaissance, aucune étude n'a approfondi l'analyse de ce thème d'une certaine laxité des relations sociales. La société mongole est fondée sur au moins deux axes hiérarchiques que sont le genre et la génération. Ils structurent la division du travail, la répartition des richesses et les représentations symboliques qui produisent les notions de respect, honneur et devoirs. Nous verrons dans la partie suivante que la vie économique de la société mongole s'organise aussi sur un maillage d'échanges de biens et de services, s'appuyant et produisant de façon concomitante un réseau social très effectif, dynamisé par les effets d'endettements mutuels. Ces deux aspects « tiennent » donc la société mongole dans une obligation de relations, qui provoque stratégies d'évitements et conflits. Mais cette vraie possibilité du choix de partenaire de vie familiale et sociale, à la façon d'un contrat tacite renouvelable ou pas, confirme une notion fondamentale pour les Mongols, la liberté.

Cette jouissance de la liberté, nous le verrons à plusieurs moments de l'exposé, n'est pas égale selon que l'on est un homme ou une femme, même si la vieille femme semble en gagner. Elle ne l'est déjà pas, malgré les apparences, dans la mobilité.

3-Les transports

Les déplacements constituent le cœur - empirique et symbolique - de cette « culture ». Si la population est aujourd'hui pour moitié citadine, elle conserve une forte propension au « voyage », la steppe étant sillonnée de nombreux véhicules transportant humains et biens de consommation. Le climat et les distances géographiques entre les lieux de vie provoquent des situations de danger²⁰⁰, un isolement, tout du moins pour la cellule familiale. Se déplacer devient

²⁰⁰ Une amie raconte comment elle est tombée gravement malade dans les années 1980, en plein hiver en vacances chez sa grand-mère, avec une forte diarrhée accompagnée d'une forte fièvre. Il a fallu l'emmener à l'infirmerie du *sum* en tracteur, enroulée dans un tas d'épaisses couvertures. On craignait pour elle, mais aussi pour le chauffeur du tracteur...

une nécessité de survie sociale et économique. Les moyens de transport (animaux et motorisés) revêtent de fait une importance capitale, qu'on les possède et qu'on doive les entretenir, ou qu'on ait besoin de les chercher pour effectuer son trajet. Et le rapport à cet élément essentiel de la maîtrise de sa vie dans la steppe est généré.

Les femmes peuvent jouir d'une mobilité individuelle grâce au cheval, que ne connaissent pas les femmes sédentaires asiatiques et européennes. L'Histoire semble montrer qu'elles ont perdu certaines prérogatives, comme celle de la direction des caravanes, du fait de l'accaparement des moteurs par les hommes, alors que se déplacer dans la steppe conserve une charge symbolique extrêmement puissante dont sont ainsi écartées les femmes.

a) Femmes à cheval, mais pas « à moteur »

Avant l'arrivée du moteur, le cheval constituait le moyen le plus rapide, résistant et sûr pour se déplacer. Les bœufs et yacks ne sont utilisés que pour la traction, et les chameaux pour des trajets de portage. L'animal est l'objet d'une attention toute particulière, mais pas le cavalier et son confort. « [C]hacun devait se résigner à son sort » (Rubrouck G. de, 1997, p.123). « Sous l'ancien régime, les dames nobles et les hauts prélats de l'Eglise lamaïque n'utilisaient que des ambleurs pour voyager sur de longues distances sans fatigue » (Aubin F., 1986, p.142), ce qui confirme que celles-ci avaient la « permission sociale » d'effectuer de grands déplacements. Au XIXe siècle, le père Huc rencontre par exemple « une reine du pays des Halhas [et sa caravane] en pèlerinage à la fameuse lamaserie des Cinq-Tours, dans la province de Khan-Si » (1999 p36).

Il faut cependant distinguer deux sortes de déplacements, le fonctionnel (professionnel et familial lorsqu'il s'agit d'une obligation ritualisée et même contrôlée socialement) et le déplacement de loisir. Le père Huc décrit les loisirs des hommes. « A part la course à cheval, les Tartares mongols vivent habituellement dans une profonde oisiveté ; ils passent une grande partie de la journée accroupis dans leur tente, dormant, buvant du thé au lait, ou fumant la pipe. Pourtant, le Tartare, lui aussi, est parfois flâneur, et peut-être autant qu'un Parisien [...]. Quand il lui vient en tête d'aller voir un peu ce qui se passe de par le monde, [...] il s'élance dans le désert, n'importe de quel côté ; [...] et toujours sans autre but que de pouvoir causer un instant avec quelque étranger » (1999 p.46). Il précise concernant les femmes : « l'équitation ne leur est pas étrangère, et elles y montrent autant d'habileté et de courage que les hommes. Cependant, ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'elles montent à cheval ; en voyage par exemple, et lorsqu'il n'y a personne pour aller chercher les animaux qui se sont égarés. Ordinairement, [...] elles doivent s'occuper, dans l'intérieur de leur tente » (1999 p.65). De fait, les femmes n'ont pas la même

jouissance de temps de loisirs, de liberté. Elles n'ont donc pas la même jouissance du moyen de transport qu'est le cheval, même si elles le maîtrisent parfaitement.

Aujourd'hui, si une jeep se pose au creux d'une colline et fait un feu de camp, les touristes s'étonnent de voir arriver tranquillement les hommes « du coin », qui s'installent et ne refusent pas la tasse de thé ou de vodka. Si une voiture tombe en panne, quelle que soit la température, le chauffeur peut être assuré que dans l'heure qui suit il sera entouré de partenaires de réparation. Lors de ces nombreuses rencontres fortuites, les femmes sont rares. En Mongolie, et comme E. Boulding l'a remarqué partout dans le monde, « les femmes sortent peu du camp » (1977, p.98).

Un député tente de « positiver » : « *Et pour une femme politique, c'est un peu la même chose qu'une femme médecin. J'ai travaillé à la campagne, les femmes médecins doivent se déplacer souvent, aller en urgence, la nuit, auprès de malades nomades. Pour les femmes politiques, c'est la même chose, elles doivent assister à des réunions qui se terminent tard dans la nuit, elles doivent se déplacer beaucoup, surtout dans le cas où leur circonscription se situe en province...* » (Batbajar, 14 avril 2000). Si elles « peuvent » le faire, elles le font beaucoup moins que les hommes car la possibilité de se déplacer est bien liée au travail. N.-C. Mathieu fait ainsi cette analyse : « Les femmes [...] ne sont pas à mon sens autonomes, mais elles sont auto-mobiles, or, même à distance, une automobile est gouvernée, elle n'est pas auto-nome » (1985, p.209). Cette « auto-mobilité » est nécessaire à leur exploitation. Et si les hommes sont aussi exploités économiquement du temps du soviétisme comme aujourd'hui, les femmes mongoles (même si la situation peut paraître moins violente physiquement et symboliquement que dans d'autres sociétés) sont bien dans un rapport d'exploitation par les hommes, un rapport d'oppression économique et symbolique.

Cette mobilité réduite par rapport à celle des hommes, cette moindre liberté, est aussi révélée par un moindre « rapport à la machine ». Les femmes conduisent des voitures en ville, mais nous n'avons jamais vu de femme conduire de motos, jeeps, camions et fourgons, véhicules qui sont pourtant d'importants moyens d'enrichissement.

Dimanche 5 août 2001, en jeep pour un dernier retour vers la capitale depuis la région de Hovd, nous empruntons la piste du nord. A peine avons-nous quitté Hovd (250 km ?) que nous voilà arrêtés sur la rive mouvante de la rivière Zavhan, à mi-chemin d'Uliastaj. Le chauffeur est inquiet, il avait été très réticent à l'idée de ce parcours par le nord, la route y est réputée difficile. Il me jette des regards noirs, et moi, je prends conscience du danger. On nous avait indiqué un campement dont la principale ressource est de faire passer la rivière en tirant les voitures à l'aide d'un tracteur que nous voyons de l'autre côté, près des yourtes. Il n'y a que 50 cm d'une eau plutôt tranquille, mais le fond est sableux. Les gamins traversent à pied à notre rencontre et se plaisent à me raconter que la semaine dernière, un gros 4x4 japonais rutilant neuf, refusant de payer le service de passage, s'est enfoncé jusqu'au toit en plein milieu de la traversée, faisant rager son conducteur prétentieux (bien sûr venant de la capitale) et rire tout le campement. Il a fallu qu'il paye cher

ensuite pour que le tracteur tire une bonne partie de la nuit et fasse sortir de l'eau une voiture dont le moteur était certainement irrécupérable.

Les gamins nous informent aussi, ce qui entretient leur sourire, que le chauffeur du tracteur est absent, il nous faut attendre. Notre chauffeur, passablement énervé, décide tout de même de tenter la traversée. Nous restons dans la voiture, les portes entre-ouvertes, le regard rivé sur le bas de la voiture. Mon taux d'adrénaline est à son comble durant les quelques minutes que dure le trajet. Les pneus baignent dans une eau pure, enfoncés en permanence dans 5 à 10 centimètres de sable clair. Le silence est tendu, comme dans toutes les situations de risque en Mongolie. Mais nous passons. L'autre rive atteinte, nous nous jetons hors de la voiture et félicitons grandement le conducteur (il ne décolère pas...)

Nous décidons immédiatement de pique-niquer et il est d'accord. Soleil radieux, désert à perte de vue, rivière fraîche dans les pieds, gamins curieux qui me questionnent, souriants, sur mon pays, les enfants de mon pays, les tracteurs de mon pays. Le chauffeur sort une bouteille de vodka et nous sommes accueillis par les deux adultes présents du camps : deux femmes d'une quarantaine d'années, de petits enfants dans les bras. Elles sont contentes de nous voir, riant et se moquant de notre angoisse passée. Nous mangeons ensemble, elles préparent le thé, puis une soupe « à la viande » dégustée par les Mongols présents et nous, notre grillade. Elles nous expliquent alors que le mari de l'une est parti en jeep la veille et qu'il aurait dû rentrer pendant la nuit, que le mari de la seconde est parti faire le *Naadam* du coin.

Mon amie mongole leur dit alors : « *Il faut donc que vous appreniez à conduire le tracteur !* ».

Une seule ligne de train traverse le pays, du nord au sud en passant par la capitale, et facilite les déplacements vers la Russie et la Chine. Les vols nationaux se développent aussi²⁰¹, mais ils sont onéreux. Les modes de déplacements collectifs (en dehors des nomadisations) les plus usités sont donc la jeep et le fourgon. Ces véhicules peuvent être très rarement possédés par des femmes, ils le sont en écrasante majorité par des hommes. Ils sont surtout toujours conduits par ceux-ci. Ils les contrôlent donc quasi totalement, de même, de fait, que leurs passagers.

Le 26 octobre 2000. A la suite d'un trajet en jeep qui dure depuis 24 heures et à quelque 80 kilomètres de l'arrivée, un conducteur commence à fatiguer. La piste est difficile, légèrement montagneuse, caillouteuse. Arrivés sur le plateau, elle devient plus facile. Et il demande à sa femme de conduire. Elle prend le volant de façon hésitante, très concentrée. Il lui signale les passages de vitesse, la fait se ranger sur le coté lorsqu'une voiture arrive en face. Elle doit en être à ses débuts, ou ne pas conduire souvent. Pendant une heure de conduite de sa femme, il ne dormira pas, surveillant, puis reprendra le volant pour aller plus vite. Mais c'est néanmoins la première fois que je vois un homme passer le volant à une femme.

Ce contrôle et cette dépendance se ressentent dans la recherche d'un véhicule (réseau, marché local). C'est aussi le cas pour les hommes qui ne possèdent pas de voiture, mais c'est systématiquement le cas pour toutes les femmes.

²⁰¹ de l'avis des écologistes, il s'agit du mode de transport qui dérange le moins la faune sauvage, elle aussi migratrice.

b) Une sociabilité masculine autour des véhicules

Posséder et savoir conduire un moyen de transport est une chose. Mais savoir l'entretenir en est une autre. Et ici, l'analyse de P. Tabet prend tout son sens. L'élevage des chevaux est strictement masculin, exclusivité réactualisée avec les véhicules motorisés.

Nous n'avons jamais vu non plus de femme réparer un véhicule, ce qui constitue une activité pourtant majeure en Mongolie, car il est « normal » que le véhicule tombe en panne, si l'on considère les deux critères durkheimiens du « normal », le quantitatif et l'accepté socialement. De fait, les « chauffeurs » sont aussi mécaniciens, et la possibilité de la panne est intégrée au trajet, surtout si l'on accepte de monter dans un vieux véhicule. Tout voyageur en Mongolie n'a pas manqué de croiser le long des pistes, de nombreux véhicules au capot ouvert, au moteur plus ou moins démonté sur le bas-côté et toujours deux ou trois hommes en train de réfléchir, patiemment. Car la réparation du véhicule, dès qu'elle s'avère difficile, devient collective et masculine. Soit que le chauffeur n'identifie pas la raison de la panne et alors il fait appel aux hommes du coin pour leur savoir en mécanique, soit que le véhicule nécessite une pièce de rechange, et il faut mobiliser les mêmes hommes pour se la procurer (contacter la personne susceptible de la fournir, négocier un prix, arranger les trajets jusqu'à la voiture immobilisée, etc.). Pendant ce temps, les passagers sont hébergés chez les nomades proches. Puis si la réparation tarde, on s'arrange pour trouver un autre véhicule et on se fait rembourser. Mais la plupart du temps, le véhicule finit par repartir.

Nous aurions de nombreuses anecdotes de pannes à raconter, la jeep qui portait les résultats électoraux du *Sum* de Čandamand vers le chef-lieu (en pleine nuit), de multiples crevaisons en plein hiver, un fourgon collectif qui ne repart plus du tout et l'ensemble des passagers qui râlent en montant dans d'autres véhicules de passage, etc. En voici une qui nous a paru significative de l'ensemble du contrôle de la steppe par les hommes.

Mardi 26 septembre 2000. J'accompagne Ojuunčimeg, candidate Social-Démocrate de l'*Aimag*, dans sa campagne électorale, de yourte en yourte, pour cinq jours, jusqu'au dimanche 1^{er} octobre, jour des élections locales (et régionales). Elle décide d'aller sur Darvi *sum*, à 240 km de Hovd. Nous sommes accompagnées par une jeune femme qui profite du trajet pour rentrer chez elle.

Mercredi 27 septembre, nous visitons plusieurs yourtes et en soirée, à la suite d'une pause en pleine steppe, le véhicule ne démarre plus. Nous – les femmes - attendons une demi-heure dans la voiture, laissant les deux hommes (chauffeur et « *manager* ») regarder le moteur et faire plusieurs essais. Nous sortons de la voiture, mangeons un peu (mais pas les hommes), discutons. La nuit tombe, une certaine tension s'installe. Ojuunčimeg, qui a payé pour ce véhicule, est en train de perdre du temps. Il est maintenant 23h, nuit noire, et le chauffeur déclare que la voiture ne repartira pas. En cohorte serrée, nous décidons de partir

à pied pour trouver une yourte où passer la nuit car la jeune femme dit que sa famille n'est plus très loin. Le chauffeur abandonne son véhicule (et toutes nos affaires), ce qui me surprend.

Nous marchons peut-être une demi-heure dans une nuit étoilée qui permet de suivre la piste, jusqu'à ce que nous entendions des aboiements de chiens. La petite troupe est contente car ils annoncent des habitations, mais je remarque aussi que mes deux compagnes se rapprochent de moi à me toucher et nous placent en arrière des hommes, tout en étant attentives à ce qui peut « arriver » derrière nous. Les hommes avancent prudemment en direction des aboiements, ont ramassé des pierres (de même que nous trois, maintenant épaules contre épaules, riant de la situation – Ojuunčimeg dit fort « *je suis responsable de cette Française !* »). Les chiens semblent tout près, on les entend se déplacer devant nous, on surveille nos arrières. Les hommes crient le prénom donné par la jeune femme, tentant de couvrir les aboiements des chiens. Enfin les chiens se taisent, et un appel humain nous répond. Nous courons en groupe serré les quelque 100 mètres qui nous restent à franchir et nous engouffrons (du moins les femmes) dans une yourte accueillante, celle des parents de la jeune femme. La dame ensommeillée rit avec nous de notre frayeur. Le chauffeur prend une heure pour boire et manger. Puis il repart seul, il va dormir dans la voiture.

Jeudi 28 septembre, en milieu de matinée, nous retournons à la voiture. Nous y trouvons 8 hommes de tous âges, fumant, buvant du thé au thermos, discutant de la panne. En fin de matinée, le verdict tombe, collectif. Il s'agit d'un faux contact du circuit électrique. Ils vont essayer diverses réparations jusqu'au soir, mais rien n'y fait, il faut changer la « *cartouchkie* ». Le chauffeur ira la chercher le lendemain.

Il est parti pour le *sum* – 50 km - à 7h30 le matin, en moto avec un voisin. Ojuunčimeg qui n'en peut plus de voir défilier le temps sans voiture (le temps de la campagne est court, jusqu'à vendredi soir 29 septembre à minuit), finit par partir à pied au moins pour visiter les yourtes environnantes. La fille aînée de nos hôtes, celle-là même qui était en voiture avec nous la veille, l'accompagne. Elle revient vers 16h, en camion. Le gouverneur du *sum* l'a trouvée et l'a véhiculée en camion de yourte en yourte. On va attendre le chauffeur avec Tchimbat (*manager*), qui dormait. C'est lui qui a passé la deuxième nuit dans la voiture, glaciale, et il n'a pas bien dormi. Il nous montre une plaque de fer sur laquelle il a tiré au fusil pour s'occuper, il a fait plusieurs trous...

Le chauffeur arrive enfin vers 17h, mais en voiture et accompagné de deux autres hommes âgés (distincts de ceux qu'il y avait déjà la veille), et qu'il a l'air de connaître de longue date. La réparation se fait collective. Ils discutent, comparent avec le moteur de l'autre voiture, (le changement de pièce n'a rien amélioré). Ojuunčimeg, à l'écart et l'air de rien, attend impatiemment, et me dit plusieurs fois « *ce soir tel district, demain matin retour sur Hovd* ». Vers 18h, ils sortent une autre pièce du système électrique et remarquent qu'un fil minuscule est débranché : surprise générale, couteau, rebranchement, bout de chiffon pour éviter les faux contacts, et la pièce est remontée. Tentative : enfin, le moteur redémarre. Le sourire est sur toutes les lèvres, Ojuunčimeg sort une bouteille de vodka, chacun a sa gorgée (y compris moi, qui pourtant tente de refuser). La voiture salvatrice repart avec ses vieux sympathiques. 50 km à l'aller comme au retour jusqu'au *sum*. Ont-ils été dédommages pour le prix de l'essence des 100 kilomètres ? Je ne demande pas...

De nuit, Tchimbat voulait nous faire dormir chez une connaissance mais la piste était tellement boueuse que nous n'avons pas pu passer. On a dormi chez une tante et les cousins. Il connaît beaucoup de monde dans le coin, d'où l'intérêt de l'avoir comme *manager*.

Le savoir mécanique n'a donc pas qu'un impact technique. Il permet aux hommes la maîtrise exclusive des déplacements, il leur permet aussi la constitution d'un capital symbolique fort, « celui qui sait réparer », de même qu'il est le support d'un lien social viril, dense, et finalement, il permet surtout le contrôle de l'espace public national.

c) Le fourgon : espace semi-public

Enfin, il se joue des choses intéressantes pendant les trajets sur de longues distances. Fréquents, ils constituent des « espaces-temps » qui rythment la vie dans la steppe, ouvrent un espace intermédiaire entre le privé et le public. Ils sont mixtes et proposent ainsi de véritables moments de sociabilité, aussi marquants que les réunions de familles et/ou de fêtes. Les rapports de pouvoir que l'on y observe sont ainsi porteurs d'informations sur « le genre du pouvoir ».

La proximité corporelle mixte, d'abord, que provoquent les transports en fourgons ont surpris la voyageuse occidentale, de la même façon, finalement, qu'elle avait surpris les visiteurs du Grand Nord qui ont vécu des nuits collectives chez les Inuits, qui semblaient dormir les uns contre les autres, accueillant aussi les étrangers (Dalla Bernardina S., 1999). Nous nous en rendons compte à la relecture du journal de terrain dont voici ici quelques extraits.

Trajet entre Hovd et Darvi *Sum*, 20 octobre 2000.

Le chauffeur arrive donc vers 17h, et le trajet se fera de nuit, en arrivant chez Nina à 4h du matin. Je me retrouve avec 11 personnes, 8 adultes et trois enfants. On est assis sur deux bancs contre les parois du fourgon, et des sacs de légumes, pommes de terre, choux et navets, et d'autres ballots, des vêtements ou autre. La température doit être approximativement de -5° à l'extérieur. En voyant mon *deel* fourré, les deux jeunes gens (même âge que moi, garçon et fille) assis contre les parois se l'accaparent et le mettent dans leur dos, en me disant de m'asseoir à côté d'eux. Je me retrouve coincée entre le garçon (qui a passé son bras par-dessus mon épaule pour ne pas être écrasé par la pression de mon buste) et une pile de cartons, dont le plus élevé tombe légèrement sur moi. La fille assise à côté du jeune homme a d'abord fermé les yeux, la tête droite. Puis elle s'est penchée en s'appuyant sur lui. Puis finalement, elle s'est endormie sur ses genoux, il lui a passé son second bras autour de la taille, en étant attentif que le *deel* la couvre un peu. Sa tête à lui a fini par se caler contre moi. Je ne peux m'empêcher d'être surprise d'une telle « intimité » ouvertement attentive et tendre. Sont-ils amis-amants d'avant le mariage ? Est-ce simplement quelque chose de normal quand on voyage ?

Quand elle est descendue du fourgon, pendant l'heure de trajet qui a suivi, le jeune homme s'est endormi contre moi, écrasée que j'étais contre la pile de cartons. J'avais en fait le poids de deux hommes, puisqu'un autre jeune homme était affalé sur lui, à la place de la jeune fille. J'ai dû tenir une demi-heure, je n'avais pas sommeil. Mais j'ai fini par remuer assez pour les déranger. Ils se sont endormis l'un sur le buste de l'autre, contre la pile de cartons, pendant que moi je pouvais m'asseoir plus à l'aise en avant du fourgon.

Je retrouve par la suite la jeune femme. C'est Sainbileg, la jeune sœur de Nina qui tient l'hôtel, et avec qui je deviendrai amie. Et l'homme, c'est son futur mari !

Première semaine de mai 2001, voyage de Oulan-Bator à Hovd.

Quand je monte dans le fourgon, je suis « accueillie » chaleureusement par un gros bonhomme que je surnomme intérieurement « le jovial », (il s’amuse de ma présence, mais reste courtois). On est déjà 8 personnes. De 19h à 23h, on va sillonner la ville pour charger ici des gros sacs, ici des passagères avec leurs sacs : quatre femmes et une enfant, ce qui totalise 12 adultes. Devant un dernier portail, tout le monde descend et les hommes rangent définitivement les sacs (car c’est aussi une activité masculine). Ils combent le tiers du volume arrière en les fixant avec une corde, puis forcent pour que les sacs restants couvrent le sol sans faire de pyramide là où nous allons nous asseoir. Nous placerons nos jambes où nous pourrons.

On me propose la place de devant, à côté du chauffeur, la place d’honneur en quelque sorte. Je la refuse pour la laisser à la mère avec sa fille. Je me retrouve assise sur la rangée derrière le chauffeur, contre la porte. C’est la place la plus froide, je le sais, l’air froid passe par la porte et en cette période, il peut encore geler la nuit. Je suis collée contre un jeune homme, 25 ans, qui porte un *deel* vert et de grosses bottes fourrées de cavalier. Le tout flambant neuf. Il a « objectivement » l’air débile (les œillades des femmes assorties de sourires discrets, néanmoins bien moqueurs, me le confirment).

On s’arrête au bout d’une heure, tout le monde s’était plus ou moins assoupi, déjà affalé sur les épaules du voisin-voisine. On est vraiment serrés les uns contre les autres, pas de place du tout pour les pieds... [...] Lors d’une halte, le « *deel* vert » – sans un mot - prend ma place contre la porte. Je suis forcée de reconnaître que c’est sympathique de sa part. Je sors alors mon *deel* de fourrure, qui émerveille tout le monde, que j’arrange sur toutes les jambes étendues sur le sac central. Le « *deel* vert » me propose de me caler la tête contre son épaule. J’ai du mal à cacher ma réticence (sourire en coin de mes deux voisines de droite). Je lui explique, ce qui est par ailleurs tout à fait vrai, que j’ai les cervicales en mauvais état. Je lui préfère ma voisine de droite, ma tête contre sa poitrine étant moins cassée, mes jambes davantage dans le prolongement. Ces précisions techniques peuvent paraître superflues, mais le voyage va durer au moins 48 heures, pendant lesquelles nous allons être secoués « comme si le cœur et les poumons allaient sortir par la bouche » comme disent les Mongols, par les cahots de la piste, et ce sont donc des détails qui comptent.

Il est 3h du matin, on essaye de dormir. Et je vois que tout le monde est calé contre quelqu’un d’autre, vraiment au contact, une « grosse dame » a même mis ses jambes entre celles d’un jeune homme, les siennes étaient trop coincées dans le coin. Le « jovial » s’est lové entre ses deux voisines (une cinquantaine d’années, celles-là qui se moquent de moi et des avances du « *deel* vert »). Il est carrément dans les bras de celle de gauche, qu’il ne connaissait pas avant de monter puisqu’il lui a demandé son nom, son âge et sa provenance.

Le fourgon roule, la journée passe, les hommes boivent de la vodka, ce qui les aide à s’assoupir la soirée suivante. Mais pour nous les femmes, qui n’avons pas bu, cette deuxième nuit sur la piste s’annonce longue et pénible. Elle va l’être. Je peine à trouver une place qui me convienne, comme tout le monde. Vers 4h du matin, le chauffeur s’arrête. Il conduit depuis 26 heures, il dit vouloir dormir. On est à côté de trois yourtes inhabitées. La première est fermée par un cadenas. Dans la deuxième, quatre personnes vont dormir, dont le chauffeur. Et la mère et sa fille viennent me chercher pour qu’on aille dormir toutes les trois sur le lit de fer d’une place dans la troisième yourte. On y trouve une couverture que l’on se met sur les pieds et mon *deel* de fourrure nous sert de couverture de dessus (il doit faire -2, -3°). Je vais pouvoir dormir deux heures, au chaud, toute serrée contre la dame, qui finit même par mettre sa tête dans mon cou. A 6h

du matin, le chauffeur vient nous chercher. Nous sommes peut-être à 400km de Hovd, dans le sud-ouest du pays, en lisière du désert. L'aube est magnifique, rose tendre. Le ciel est immense, immense.

A propos de cette proximité physique qui surprend tellement les Occidentaux, Sergio Dalla Bernardina propose cette analyse : « La banquise [...] s'attaque aux fondements du sujet. Face à la pression du monde extérieur, comme pendant un bombardement ou un tremblement de terre, les barrières interindividuelles se désagrègent. Le groupe, dans son indistinction, reprend le dessus sur l'individu. C'est l'un des nombreux charmes de la banquise : sous l'emprise du froid polaire, on délègue, on abdique » (1999, p.144). Les différents voyageurs et ethnologues qu'il cite ne font que « décrire » cette proximité physique érotisée (comme pour nous, nous nous en rendons bien compte !). Il ne cite aucune étude qui chercherait à comprendre qui dort contre qui, pourquoi, comment, les représentations qui y sont associées pour les Inuits, et les liens avec l'organisation de la sexualité. De même, rien n'est proposé comme analyse sur l'évolution de cette corporéité collective et de son éventuelle dislocation avec la sédentarisation, comme elle semble avoir eu lieu en Occident, au profit d'une individualité liée à la notion d'intimité.

De notre point de vue, cette proximité physique mixte révèle un rapport au corps de l'Autre, hétérosexué, qui est beaucoup moins empreint de tabous et interdits qu'en France par exemple. Dans ces occasions, entre hommes et femmes : non seulement on se touche, mais on se pousse et on se repousse, on s'allonge dans les bras de l'une ou de l'autre, on se dégage si besoin, on change de place. Dans ce jeu des forces corporelles, les corps des femmes sont bien présents. Si, dans le rapport de dualité qu'est le rapport de couple marié, les femmes sont victimes de violences conjugales, dans un « groupe », elles semblent pouvoir se positionner à égalité. Mais ne l'oublions pas, dans ce jeu des possibles (qu'offre l'espace du fourgon) une place leur reste inaccessible, celle du chauffeur.

Cette position maîtresse du chauffeur, toujours un homme, est enfin révélée lors d'une dernière analyse, celle des prises de parole. Car pour les trajets les plus longs, comme pour ceux que nous avons expérimentés jusqu'à Hovd et qui durent donc au minimum 48 heures, la discussion s'installe vite, d'autant que les passagers partagent par ailleurs une même appartenance locale. L'ambiance est résignée face au défi physique du trajet, mais détendue et joyeuse. La bouteille de vodka est toujours présente. Lors de ces assemblées semi-publiques, les modes de discussion informent sur « ce qu'on peut dire ou pas en tant que femme ».

Trajet de Oulan-Bator à Hovd, première semaine du mois de mai 2001. Les femmes parlent entre elles librement dans le fourgon, de choses sérieuses ou pas, en présence des hommes, alors que ceux-ci ne

participeront pas à ces discussions. Elles se parlent très vite, la voix haute, les commentaires semblent libres, de même lors des pauses mais aussi plutôt sans les hommes.

Elles vont discuter de l'état des marchés dans le pays, celui de Hovd étant, semble-il, de meilleur approvisionnement et moins cher que celui de Henti. Elles vont discuter des voyages à l'étranger, au Japon, en Corée et aux Etats-Unis. L'une d'elles a un parent qui est allé travailler en Corée et donne des informations sur les prix des biens de consommation en prenant pour référence le kilo de viande.

Une autre évoque la venue des deux candidats à la présidentielle, et s'ensuit une discussion sur le sujet. Il semble qu'elle soutient plutôt les démocrates, en disant que « *le communisme, ça suffit, c'est le même parti au pouvoir depuis presque un siècle* ». Même si je ne comprends pas tout ce qui se dit, le ton est ouvert, sans agressivité, plutôt à la moquerie en cas de désaccord.

Notons dans un premier temps que si ce type de discussion entre femmes peut avoir lieu dans un espace semi-public tel que le fourgon, il n'existe aucune « opportunité » de discussions strictement féminine dans l'espace public (comme pour la panne de voiture). Et il n'existe pas non plus un espace semi-public au village pour des discussions entre femmes, en dehors des réunions familiales et professionnelles (et artisanales comme la couture, activités qui ont toujours lieu au sein de l'espace domestique). Les femmes sont quasi absentes des assemblées politiques locales, ce qui en fait des espaces masculins. On peut supposer que c'est pour pallier ce manque d'espace à elles que se sont si bien implantées les branches associatives, qu'elles connaissaient auparavant avec le Comité des Femmes. Mais ce déséquilibre social entre hommes et femmes constitue un obstacle pour les femmes, qui n'apprennent pas les discussions « publiques ».

Enfin, une différence entre hommes et femmes s'observe clairement à la « sortie » du véhicule. Lors d'une rencontre avec un autre véhicule, les hommes sortent en premier et parfois, les femmes ne sortent pas du tout. Et lors d'un événement sérieux (une roue crevée, une rencontre amicale), les femmes sortiront un peu après les hommes pour s'éloigner discrètement, observer la réparation mécanique en restant en arrière comme pour ne pas gêner.

Lors d'un retour sur Oulan-Bator en plein hiver (février 2001), le chauffeur annonce qu'il est perdu. Les têtes se penchent aux fenêtres pour essayer de repérer un relief familier, mais la tempête de neige n'offre qu'un brouillard blanc. Les assistants du conducteur (à ce moment précis, un homme et une femme âgée), expliquent qu'on ne distingue plus la piste, ni aucune trace qui aurait pu nous guider. A la suite de ces deux ou trois minutes de mise au point, un grand silence s'installe. Pas de panique, mais le sentiment d'une concentration quasi mystique. Les femmes n'interviendront plus, laissant les deux hommes dans la quarantaine sortir du fourgon, faire quelques pas dans le froid, revenir bredouilles, discuter avec le chauffeur. Quelques minutes seulement et une moto est aperçue venant vers nous. Elle s'arrête, et le jeune couple de motards engoncés dans leurs fourrures arbore un large sourire moqueur. Dans le fourgon, le groupe s'esclaffe joyeusement. Sûrs d'eux, ils nous font rebrousser chemin. Le brouillard se lève, et nous retombons sur une piste perpendiculaire, à prendre « à l'est ».

Les femmes ont donc une liberté d'action bien moindre que celle des hommes, et une parole sociale spatialisée, au sein d'un espace intermédiaire semi-public comme le fourgon. Mais cette parole y est limitée et on ne leur demande que rarement leur opinion sur telle ou telle situation grave à résoudre au sein de cet espace public.

Conclusion

Le nomadisme n'est pas seulement une « institution économique », dont le travail, la répartition des richesses et la charge symbolique sont inégalitaires du point de vue du genre. Si dans cette culture nomade apparaissent des pratiques qui sont moins violentes et oppressantes que dans d'autres régions du monde, il n'en reste pas moins que la steppe, cet espace public de la démocratie d'aujourd'hui, est entièrement contrôlée par les hommes.

F. Aubin observe « [de nombreuses] rencontres fortuites au cours de la nomadisation ou de pèlerinages et voyages individuels fort fréquents, même dans les milieux féminins » (1982, p.343). Les femmes participent de ce tissu social qui se concrétise entre campements et village. Des visiteurs « occasionnels [...] viennent au centre du *sum* pour une livraison à la coopérative, une réunion d'information ou une fête. Certains font le voyage régulièrement, s'ils sont tenus d'apporter à date fixe le produit de leur élevage » (1970, p.99). Mais elle rajoute : « d'autres - les femmes en particulier - ne viennent qu'exceptionnellement » (1970, p.99). Sur ce point, elle est en accord parfait avec R. Hamayon qui rappelle que pour sortir de chez soi en dehors des nécessités professionnelles, il faut en avoir le temps. Or, elle constate qu'en Mongolie « la femme assure la majeure partie des activités productrices, l'homme consacre beaucoup de temps à la vie sociale, visites à faire ou à recevoir » (1979, p.129). Les femmes ne se déplacent donc pas autant que les hommes, et de fait, sont moins actrices de cet espace public, aujourd'hui d'autant plus démocratique qu'on a le droit d'y exprimer ses pensées libérales sans risquer l'opprobre social. « *Les femmes rurales doivent traire, ce qui suppose qu'elles restent auprès des troupeaux, des petits. Elles doivent ensuite traiter le lait conservé, en le faisant bouillir ou en le battant, bref, elles ne peuvent pas s'éloigner. Les hommes, eux, en général, passent l'été en allant de chez un voisin à un autre. Les femmes, elles, ne peuvent donc pas aller par exemple à des meetings dans les villages ou dans le chef-lieu régional* » (Amarsanaa, 6 mai 1999).

En société nomade mongole « démocratique », malgré tous les présupposés égalitaires, les hommes contrôlent l'ensemble des espaces sociaux, tandis que les femmes n'ont qu'un accès restreint à l'espace politique du village.

CHAPITRE 6 RESEAUX ET POUVOIR

Introduction

En étroite corrélation avec la dimension « économique » du nomadisme et se superposant à la famille, une troisième composante de « la culture nomade » mongole est celle du système d'échanges de biens et de services. Au fil des 24 mois de présence en Mongolie, une impression s'est dégagée, celle que « tout le monde connaît tout le monde », en ville comme à la campagne chez les nomades. Et ce maillage social sous-tend et est sous-tendu par une organisation dense de dons et contre-dons entre connaissances familiales, professionnelles et amicales, avec des ramifications à l'étranger²⁰². Cette circulation de biens et de services est si importante que F. Aubin observait dans les années 1970 une « économie de cadeaux » (1970, p.107). En 2005, la démographe Solongo effectue la seule enquête quantitative que nous avons trouvée sur le sujet et estime que les « cadeaux et transferts²⁰³ » composent 18,2% (soit un cinquième) des revenus des habitants dans la capitale (S. Algaa, 2005)²⁰⁴.

Or, on sait depuis M. Mauss que « [...] la question première qui se pose aux hommes [est] la question *politique* qui n'est autre que l'autre face de la question du don, celle de savoir qui sont les amis et qui sont les ennemis » (Caillé A., 2000, p.84). M. Mauss avait défini le « potlatch » comme une « institution » (1923-1924, p.11), une « lutte des nobles pour assurer entre eux une hiérarchie dont ultérieurement profite leur clan » (1923-1924, p.10). Il remarque en particulier en Inde que « c'est avant tout d'intérêt politique qu'il s'agit » (1923-1924, p.100), l'aspect économique n'étant que secondaire. Ainsi, « dans le cadre de la petite société fondée sur l'interconnaissance, *le don et le politique coïncident*. [II] n'a pas d'abord à voir avec la charité, mais avec l'aménagement de l'antagonisme » (Caillé A., 2000, p.128) (souligné par nous).

S'établit alors un pont analytique entre l'anthropologie et une approche de la démocratie par la sociologie politique. A. Degenne et M. Forsé rappellent la fameuse déclaration de Hobbes : « Avoir des amis, c'est avoir du pouvoir » (1994, p.194). P. Merklé cite largement P. Bourdieu. « [T]rois formes de capital contribuent à la reproduction sociale » : le capital

²⁰² Citons pour l'exemple Burmaa : « *j'ai connu des années difficiles, entre 1990 et 1994 [années des débuts effectifs de l'association MFPS]. J'ai d'abord divorcé en 1992, je suis retournée vivre auprès de mes parents. Puis ma sœur qui habitait déjà en Allemagne nous envoyait de l'argent* » (15 avril 2000). Ou encore Gerelsuren, qui explique : « Une de mes filles est une spécialiste du cuir [comme elle] et vit aux Etats-Unis. Et la femme de mon plus jeune fils parle français ! Un de mes cinq frères est Conseiller de l'ambassadeur au Japon » (14 janvier 1999). Et Gançimeg, dont un frère vit aux Etats-Unis et l'autre au Japon (14 mai 2001), etc.

²⁰³ Entre « dons » et « échanges », les termes à utiliser nous semblent difficiles à choisir autant qu'à définir. M. Mauss lui-même reconnaissait que « Les termes que nous avons employés: présent, cadeau, don, ne sont pas eux-mêmes tout à fait exacts. Nous n'en trouvons pas d'autres, voilà tout » (1923-1924, p.97). Pour cette étude, nous essaierons d'apporter autant de précision que possible.

²⁰⁴ Ces échanges viennent compléter les 67,5% de revenus d'un travail et les 8,4% des allocations d'Etat.

économique, le capital culturel en tant que ressources symboliques et le capital social, défini comme la « possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'inter-reconnaissances » (Bourdieu, 1980, p.2).

« On peut alors avancer une définition plus précise du capital social, qui apparaît comme constitué du réseau des relations sociales d'un individu et des volumes des différentes sortes de capital détenus par les agents qu'il peut ainsi atteindre et mobiliser pour son propre intérêt. » (Merkle P., 2004, p.55) Le « capital social » est conçu comme un bien individuel qui permet des stratégies et provoque aussi des inégalités, car les différents capitaux ne sont pas indépendants les uns des autres, provoquant un « effet multiplicateur sur le capital possédé en propre » (Merkle P., 2004 p.56).

Ces dons, échanges et entraides participent de l'accès au pouvoir par l'entretien d'un réseau. Ils permettent la constitution du capital social fait de reconnaissance, c'est-à-dire « le capital réputationnel » (2005, p.65), qui va se transformer en « capital politique » par un contre-don symbolique, l'élection. « L'existence d'un réseau de liaisons [est] le produit de stratégies d'investissement social consciemment ou inconsciemment orientées vers l'institution ou la reproduction de relations sociales directement utilisables [...] supposant et produisant la connaissance et la reconnaissance mutuelle » (1980, p.2). « [I] est important de savoir que l'univers politique repose sur une exclusion, sur une dépossession » (2005, p.55) volontaire de la part du citoyen ne de son capital politique, décisionnel, vers une élite politique. R. M. Lagrave précise que cette « dépossession » se fait en échange « de l'exercice en direct de sa conviction politique » (2000, p.133). Si l'on se base sur les observations de B. Pétric en société soviétique, les richesses matérielles n'avaient pas perdu leur valeur (on l'a aussi vu pour les Mongols) mais il était interdit de les amasser – les capitaliser – de même qu'en faire commerce. Celui qui pouvait jouer ce rôle (en plus de l'instruction), c'est le capital social. « Aujourd'hui, c'est encore la transmission d'un capital social qui joue un rôle fondamental dans la gestion d'un univers social perçu comme précaire » (2002 p.138).

Vouloir comprendre comment se joue l'accès à l'espace du pouvoir en Mongolie nous oblige à l'analyse de ces espaces « intermédiaires » que sont les réseaux et les échanges. Mais ces analyses sur lesquelles nous allons nous fonder ne semblent concerner que les hommes. D'abord parce que les femmes sont absentes de ces observations ou n'apparaissent que comme objets de dons (et de contre-dons). « Le véritable universel sociologique et anthropologique que ce dernier a découvert n'est pas celui de l'obligation d'échanger, mais celui de la triple obligation de donner, recevoir et rendre *des femmes*, des mots et des biens. De donner et recevoir des symboles puisque

dans la relation de don qui scelle les alliances, *femmes*, paroles et biens valent à titre symbolique » (Caillé A., 2000, p.85) (souligné par nous).²⁰⁵

Ensuite parce que les femmes, qui pourtant ont le droit de participation politique, ne sont pas élues. Dans cette nouvelle démocratie, elles ne captent pas de cette « reconnaissance » qui permet l'accès au pouvoir. « *Ce qui manque beaucoup aux femmes, c'est un bon réseau social, des amis, des connaissances... Et pourtant, c'est essentiel, ne serait-ce que financièrement !* » explique très simplement Tungalag (6 avril 2000). « *Les candidats ont besoin d'un soutien social, en lien direct avec la collecte de fonds. Et ils ont aussi besoin de spécialistes qui les aident...* » (Badamdaš, 30 mars 2000). De la même façon pour la nomination à des postes de hauts fonctionnaires, « *on en a discuté avec Zanaa et on se disait que les hommes font appel à leurs amis. Et qu'ils ont justement de nombreux "amis" à de hautes positions. Nous les femmes, avons des réseaux amicaux plus restreints...* » (Amarsanaa, 10 juin 1999).

Les femmes sont-elles alors en dehors de cette « économie de cadeaux » qui permet de se faire des « amis » ? Certes non, on le sait, elles sont même - semble-t-il - les actrices les plus visibles de cette économie par de petits cadeaux. Le premier exemple que donne Boris Pétric dans son analyse du système de dons et contre-dons en Ouzbékistan est celui des femmes vues dans la rue transportant des plats qu'elles vont offrir (2002, p.133). En Mongolie, ce sont elles qui offrent le thé et le repas au visiteur, les bonbons et les vêtements à son départ.

Sans que nous l'ayons prévu en commençant à travailler sur la Mongolie, les « concepts de lien et de réseau [et de fait, les] recherches sur les formes de cohésion et de stratification de l'espace social » (Gribaudi M., 1998, p.5) sont apparus comme un détour imposé. Des travaux spécifiques donnent quelques pistes de réflexion sur les différences de pratiques de réseaux, de sociabilité et surtout de dons selon que l'on est homme ou femme.

Précisons que nous ne pouvons prétendre à des résultats « définitifs », puisque l'étude de la sociabilité reste difficilement abordable quelle que soit la méthode d'enquête, tant les interconnaissances sont multiples et les temporalités de certaines rencontres distendues tout en influant fortement sur les structures des réseaux. Même les spécialistes reconnaissent les difficultés d'évaluation quantitative, comme par exemple P. Merklé (2004, p.105).

A l'opposé de ces considérations « scientifiques », on peut déclarer qu'il n'est pas nécessaire d'enquêter plus loin pour constater qu'il existe bien une sociabilité masculine et une sociabilité féminine. La partition des espaces sociaux selon le genre apparaît plus ou moins marquée selon les sociétés. De nombreuses activités sociales comme les loisirs et le travail sont généralement non-mixtes et c'est aussi le cas en Mongolie. Mais s'arrêter à cette constatation que

²⁰⁵ Il s'oppose ainsi à C. Lévi-Strauss, ce qu'il explique p.31-35. Nous ne nous permettrons pas ici d'entrer dans cette tension théorique. Nous nous déplacerons plutôt vers des analyses du point de vue du genre.

les femmes restent contraintes au privé et au familial ne nous satisfait pas non plus. La société mongole se distingue par une mixité de ses espaces, espace domestique (que les hommes dominent), espaces intermédiaires que nous qualifions de semi-publics, mais aussi espace public. L'approche par les réseaux va permettre de saisir ce qui se joue « à l'horizontale » entre ces différents espaces, d'une part la mobilité verticale pour les hommes, mais aussi les dynamiques, imperceptibles au premier regard, de « blocage » de cette mobilité pour les femmes.

Ce qui nous intéresse, c'est d'essayer de déceler où et comment s'effectue le « basculement relationnel ». Comment les hommes peuvent-ils se consacrer à des relations qui leur apporteront les capitaux nécessaires à l'accès au politique, tandis que les femmes, qui ne sont pourtant pas passives ni dans l'entretien de leurs relations, ni dans leurs activités, restent cantonnées à des relations nécessaires mais, somme toute, pauvres en « effet capital » ?

Nous tenterons de mettre à jour le lien essentiel entre réseau, don, symboles et politique. Nous finirons sur la partie intitulée « thé contre vodka », cette dernière se révélant éminemment porteuse de symbole, symbole du lien social, mais d'un lien social tissé autant à l'horizontale (l'homosocialité²⁰⁶) qu'à la verticale, par la domination - entre autres - de genre. L'alcool est comme un hyper-symbole de la puissance virile, excluant les femmes.

Notre méthodologie se basera sur l'observation et nous présenterons en particulier quatre personnages détenant des responsabilités politiques locales, deux hommes et deux femmes. Nous avons en fait déjà « rencontré » la « chef d'entreprise » Ojuuna dans le chapitre sur l'économie et le nomade « du lac ». Nous compléterons ici avec Davaa, jeune maire, et Nina, conseillère municipale. Ces monographies permettront, à défaut d'analyses quantitatives, la révélation de « détails » qui, selon nous, ont leur importance explicative.

A- Tout le monde connaît tout le monde

1- Réseaux et pouvoir

Lors de mon premier séjour dans la capitale, j'ai souhaité aller rencontrer des femmes militantes en province. De façon non objectivée et m'appuyant sur la pratique bien connue des étudiants de la « boule de neige » - il faut bien le dire, la plus simple-, je me suis adressée aux militantes des trois associations avec qui j'étais entrée en contact : la MFPS, la FFM et LEOC. Elles m'ont non seulement donné des contacts de femmes chez qui elles supposaient que je pourrais être bien reçue, elles ont aussi téléphoné pour les prévenir. En somme, rien de bien original. Je me suis donc rendue d'abord à Sainšand (Dornogov), où j'ai

²⁰⁶ Emprunté à F. Gaspard.

rencontré Saaral, directrice de LEOC, puis à Zuun Mod (où j'ai rencontré Bulgan, directrice de la FFM) puis, enfin à Hovd, hébergée chez Batgerel, membre de LEOC.

Puis décidant de « m'installer » dans la région de Hovd, j'ai demandé à Batgerel de m'indiquer une connaissance à la campagne. Elle me présente d'une part Ojuunčimeg, candidate régionale social-démocrate, qui me mettra en contact avec la famille de Davaa à Čandamand, (qui lui, me mettra en contact avec Zundujžams sur les bords du lac), puis avec Nina, à Darvi (voir photos p.571 et p.575). Et sans m'en rendre compte, à chaque fois que je me rends chez une nouvelle personne, je précise (que ce soit au chauffeur du fourgon ou à celui d'un taxi local en descendant de l'avion) où je vais, c'est-à-dire chez qui précisément, puis je précise d'où je viens, c'est-à-dire qui m'a envoyée.

Cette inscription de tout inconnu dans un réseau ne date pas du soviétisme. Ceci est particulièrement frappant dans le récit de G. de Rubrouck, qui décrit son « Arrivée chez les barbares ». La troupe de guerriers qu'il rencontre en pleine steppe lorgne ses chariots. Une conversation s'engage, par interprète interposé. « Leur première question fut de savoir si nous avions déjà été chez eux. [...] Ils nous demandèrent alors d'où nous venions et où nous voulions aller » (1997, p.96). Il donne le nom de « Sartach », un khan puissant chez qui il se rend, envoyé par son ancien hôte Batou, deuxième référence connue par les guerriers en présence. Il leur demande d'ailleurs de l'y mener. C'est ce qu'ils vont faire, lui épargnant le pillage (1997, p.96). Lui comme moi, étrangers en Mongolie, nous sommes trouvés face à des groupes qui faisaient figures d'entités fédérées (la troupe de guerriers, les personnes des fourgons), nous étions passablement dans la même crainte pour nos bagages. Et, à la demande de nos interlocuteurs, nous avons procédé de la même façon, signaler une personne source et une personne d'accueil potentiel. En fait, chacun et chacune s'inscrit dans ce réseau social. Dans les réunions, les gens se présentent tour à tour : leur nom, d'où ils viennent, où ils vont, de qui ils sont parents, quelles sont leurs activités, etc. Après quelques semaines de présence sur la Région de Hovd, la jeune chercheuse française se sent en sécurité.

Jeudi 26 octobre 2000, Darvi *sum*, Hovd. Sainbileg et Oulana décident de se rendre à la station essence pour signaler notre volonté de départ et faire dire aux chauffeurs des voitures en partance pour Oulan-Bator de nous prendre. En chemin, nous nous arrêtons chez la sœur de Nina, qui nous offre de l'*aroul* et 1000 T à chacune. Puis, sur le chemin, un jeune homme à moto s'arrête et demande si je suis bien « la Française ». Il sourit de notre étonnement, enlève son casque et ses lunettes pour reprendre un air plus humain et s'explique : je suis passée chez lui à la campagne et j'ai même pris sa femme en photo, mais lui n'y était pas. Il dit que sa femme avait expliqué qu'ils venaient de se marier et que j'avais bien aimé la penderie chinoise neuve, colorée et très pratique, ce qui avait fait rire sa femme. Ce détail la rappelle effectivement à mon souvenir. Cette rencontre avait été très agréable... Elle et sa belle-mère étaient en train de ranger la yourte, pour sa première nomadisation en tant qu'épouse. Nous avions plaisanté à ce sujet, je m'étais excusée d'être incapable de l'aider et elles en avaient déduit que je n'étais donc pas bonne à marier...

Il nous fait alors monter toutes les deux derrière lui sur la moto et nous dépose à la station. Puis très simplement, nous souhaite bon retour à Oulan-Bator et s'en va vers le village.

M. Gribaudo définit alors ainsi « les réseaux [...] produits instables d'un travail continu de remaniement et d'adaptation que chaque individu réalise en agissant sur les ressources et les relations qu'il hérite, sur celles qu'il trouve ou qu'il peut atteindre, et sur les projets de vie qui orientent au fur et à mesure son parcours » (1998 p.39). A. Caillé rajoute que « Le réseau est l'ensemble des personnes avec qui l'entretien de relations de personne à personne, d'amitié ou de camaraderie, permet de conserver et d'espérer confiance et fidélité » (2000 p.57)²⁰⁷.

Comme les familles ont toutes des membres répartis en province et dans la capitale, il semble que ces réseaux se jouent, s'activent, s'utilisent sur l'ensemble du territoire, en particulier sur l'axe province/capitale. Comme par exemple Ojuunceceg résidante à Hovd, qui est l'aînée d'une fratrie : une sœur en Allemagne, une soeur comptable à l'hôpital de Hovd, un frère juriste à Zavhan, un frère commerçant entre Hovd, la capitale et la Chine et le plus jeune étudiant en histoire dans la capitale. On a alors le sentiment d'un quadrillage dense d'interconnaissances, sinon direct, tout du moins indirect car on connaît toujours quelqu'un en commun.

Une telle densité de « connaissances », entretenue, est d'autant plus importante pour les acteurs politiques du pays.

Lundi 21 mai 2001, le chauffeur de la jeep me dépose la première à Čandamand, sans chercher la maison. Mon hôte, Davaa, a été élu maire du village, tout le monde le connaît (ce qui n'est certes pas propre à la Mongolie).

Ici, nous présentons donc cet homme, en ce qu'il nous semble proposer un profil spécifique de personne détentrice de « pouvoir », c'est-à-dire de capital politique.

Tsevenravdan (surnommé Davaa) est jeune, il a 35 ans. Il a donc été élu maire par son conseil municipal en 2000, neuf élus pour le PPRM, onze pour la Coalition démocratique. Ses parents, comme ceux de sa femme Enebiš, sont nomades et vivent avec leur bétail sur le territoire de la commune. Notons qu'ils n'ont jamais eu d'importance politique dans la vie locale. Cette non-adhésion familiale au PPRM lui a permis de se déclarer démocrate sans être soupçonné d'opportunisme politique.

Il est l'avant dernier d'une famille de sept enfants, les uns sédentaires au village, les autres dans la steppe. Il n'est pas le plus riche de la famille, mais en tant que maire, il occupe la position sociale la plus élevée. Il n'a pas de bétail, il vit du salaire que lui procure sa fonction et achète la viande à bas prix à ses frères et sœurs ou à des cousins nomades. Il reçoit aussi des bêtes et des produits laitiers en échange de

²⁰⁷ En notes, il précise : « Cela ne suffit évidemment pas à rendre un réseau moralement recommandable. Le meilleur exemple de réseau où l'on est fidèle et se fait confiance est sans doute la Mafia. Notons seulement qu'ici les moyens de cette fidélité ne sont pas seulement la parole donnée mais aussi et surtout la terreur » (2000, p.57). Pour compléter une tentative de définition de la notion de réseau, voir aussi (Merkle P., 2004, p.4).

services qu'il rend, comme par exemple le fait d'héberger une nièce pendant l'année scolaire. Ces produits lui sont aussi offerts par les nombreuses personnes qu'il visite et qu'il reçoit.

Entre 1988 et 1992, il faisait ses études de « gestion administrative » correspondant à quatre années d'études supérieures dans la capitale, en plein mouvement démocratique. De retour au village, aidé par quelques hommes informés du mouvement par les émissions de radio et par la presse nationale, il met en place la nouvelle branche démocratique et s'en trouve donc « leader ». Ses compétences politiques sont tout de suite reconnues, grâce d'une part à son diplôme spécialisé dans la gestion administrative locale, grâce ensuite au fait qu'il vient d'assister en personne au mouvement démocratique, aux réunions secrètes dans les universités d'abord, aux manifestations de rues ensuite. De 1992 à 2000, la majorité du nouveau conseil municipal est à l'ancien Parti communiste. Il occupe alors le poste de directeur de la branche démocratique dans le village, en même temps que celui de gouverneur adjoint (fonctionnaire nommé par l'Etat) depuis 1996. Durant ces 8 années, il effectue de nombreux voyages dans la capitale, pour assister à différents stages de formation juridique et administrative, et pour participer aux nombreuses réunions du parti démocrate.

En 1998, un représentant de WWF arrive au village pour un programme de sauvegarde de la nature dans la zone des lacs qui sont sur la commune. Il devient membre de l'organisation et partenaire à part entière pour la mise en place du programme. WWF lui procure un ordinateur qu'il installe dans sa yourte, il reçoit de nombreuses brochures en anglais et en mongol, que tout le monde feuillette plusieurs fois pour le plaisir du papier glacé et des photos. Il vit dans une grande yourte confortable qu'il a installée avec celle d'un cousin, dans un enclos au centre du village. Il est donc sédentaire, même s'il quitte le village au mois de juillet, pour vivre auprès de ses parents dans une petite yourte.

Il reçoit énormément chez lui et fait dormir ses invités sur un canapé convertible tout neuf (celui-là qui m'est attribué). On vient relativement peu chez lui pour régler des problèmes personnels, on le visite plutôt pour boire de la vodka et lui manifester ainsi une reconnaissance statutaire. Lui-même est un bon buveur et ouvre généreusement la bouteille qu'on lui offre ou qu'il a rangée dans un coffre (bouteille qui donne l'impression de se régénérer en permanence sans qu'au début de mon séjour, je comprenne qui la remplace). Sa femme, elle, prépare le thé et les repas. Je comprends que c'est elle qui (même s'il le fait aussi) veille au remplacement de la bouteille, mais elle n'en boit que très peu. En tant que maire et même auparavant, il se déplace beaucoup dans la commune pour des visites et pour des réunions (comme pour la construction d'un pont) bien souvent constituées exclusivement d'hommes.

Lors de notre second séjour, il a acheté une jeep d'occasion dont il est très content, ce qui révèle une aisance financière allant croissant.

Il semble que Dava ait obtenu sa reconnaissance politique immédiatement à son retour de la capitale en 1992, par une compétence confirmée par ses diplômes. Son profil pourrait donc correspondre à celui d'un membre du parti communiste d'avant la libéralisation, « technicien du pouvoir », du pouvoir de décision autant que d'administration locale. Le réseau familial n'a eu que peu d'influence à ses débuts politiques, mais le soutien qui s'est peu à peu révélé de toute sa famille élargie lui assure la base d'une vie matérielle et sociale sans laquelle il n'aurait pu survivre. Son inscription dans le réseau villageois, amical puis politique s'est faite par le haut. C'est parce qu'il a une compétence politique établie par l'élite intellectuelle - les professeurs de son école de la

capitale, qui sont pour la plupart des hauts membres du Parti communiste - que l'on vient le voir. Les trois réseaux semblent se nourrir les uns les autres, tout comme les capitaux sociaux, économiques et politiques semblent aussi le faire.

Nous allons l'analyser en détail, Ojuuna la « femme la plus riche de Čandamand » et Nina l'ancienne pédiatre bénéficient aussi de « reconnaissance » comme Davaa. Dans leur village respectif, elles « connaissent tout le monde et tout le monde les connaît », ce qui leur a permis d'obtenir un mandat électoral. Cette dynamique du réseau et des reconnaissances fonctionne donc aussi pour les femmes. Mais elles ne sont *que* conseillères municipales et elles ne souhaitent pas devenir maire, anticipant l'échec. Leur profil correspond à celui de nombreuses femmes, celles-là même qui, présentes dans l'espace politique, n'accèdent pourtant pas à l'espace du pouvoir. C'est ce que nous souhaitons comprendre.

Lors des élections parlementaires, les femmes qui décident de se porter candidates savent que la reconnaissance de la part des électeurs trices est une clef majeure lorsque l'on n'est pas encore connue nationalement. Elles visent donc toutes, dans un premier temps, les circonscriptions où elles sont connues, celle de leur famille, collègues, etc.

C'est le cas de la Première secrétaire du PND, Delgermaa, députée du 25^{ème} district. « *Je suis née à Oulan-Bator, ça fait 40 ans que je vis ici et j'ai été élue par les gens d'ici* » (27 janvier 1999). Erdentuul, *a contrario* s'est présentée en 1996 à Töv *Aimag* qu'elle ne connaissait pas. Elle n'a pas été élue car « *C'était une circonscription difficile... Ils sont plus conservateurs* » (29 juillet 1999). Rencontrée pendant sa seconde campagne au printemps 2000, elle déclare être plus à l'aise avec sa nouvelle circonscription, la 61^{ème}, au coeur de la capitale. « *Je suis une fille de la ville et ce district est habité par l'intelligentsia, ils soutiennent beaucoup plus les idées démocratiques. [...] J'ai été investie à la fois par les membres de la branche locale, mais aussi par les leaders du parti [dont elle fait partie]* » (31 mai 2000). Čimeg se présente dans la 69^{ème} circonscription, le *Sohgino Hajban* District, son quartier. « *Je n'ai eu aucun problème pour le choix... C'est le district le plus peuplé de la ville, 94 000 électeurs dans le district et 24 000 pour ma circonscription. La moitié des familles est très éduquée et l'autre moitié jeune. C'est aussi un quartier qui a été construit dans les années 1980 par les Russes, il est dynamique économiquement, avec un fort potentiel de développement dans le secteur tertiaire* » (12 juin 2000).

Celles qui sont connues nationalement sont utilisées à l'inverse. Leur parti les parachute sur des circonscriptions où ils sont en difficulté. A charge pour la candidate de se faire accepter, forte de sa reconnaissance acquise à l'échelle nationale. C'est le cas d'Enhtujaa pour le PND, élue du Hentii, qui n'est pas son *Aimag* d'origine, ou au PPRM de Gandi, nommée à Bajanzurh alors que son mandat précédent s'était effectué à Bajangol (*UB Post*, 25 mai 2000) ou encore de

Gerelsuren, qui s'est trouvée en concurrence avec le gouverneur de la ville sur la 70^{ème} circonscription. Elle va finalement partir sur la 74^{ème} et gagner les élections (5 mai 2000).

Les jeunes partis instrumentalisent aussi les femmes sur des circonscriptions difficiles, comme premier agent médiatique. Comme Odončimeg, candidate pour le PCC sur la 62^{ème} circonscription, le quartier de yourtes, proche de l'aéroport et donc considéré comme « vitrine de la capitale ». Elle habite le quartier et « *c'est le parti qui est venu me le proposer avec la promesse de me soutenir. L'objectif est de faire entendre notre voix ici, même si je ne suis pas élue cette année* » (10 juin 2000).

Mais on a vu qu'une des dynamiques majeure d'exclusion des femmes est leur placement sur des circonscriptions qu'elles ne connaissent pas :

Tungalag par exemple aurait voulu être candidate dans le Dundgov, son pays natal. Mais deux hommes lui font concurrence. Elle s'est rabattue sur la capitale mais n'est pas élue. Delgermaa, pour la Grande Coalition : « *Je voulais me présenter sur la 36^{ème} circonscription, Töv Aimag, c'est mon lieu de naissance. Mais il y a eu beaucoup trop de concurrence avec d'autres candidats d'autres partis de la coalition, je me suis retirée* » (15 mai 2000).

Nous avons déjà évoqué les difficultés rencontrées par G. Ojuungerel, ancienne assistante d'Elbegdorž dont le frère a été assassiné. Sa mauvaise réputation lui colle à la peau, mais le candidat Batuul se retire et le PND la demande, connaissant sa fortune personnelle. Elle se porte candidate sur la 46^{ème} circonscription, celle de son premier mari qui était pilote de ligne et lutteur. « *Il était très beau, très connu localement. Je ne peux pas l'utiliser directement, mais on me demande des nouvelles de mon fils qui lui ressemble beaucoup, je montre une photo...* » (6 mai 2000). Puis elle a aidé son partenaire, pilote blessé dans le même accident qui l'a rendue veuve. Elle a réussi à le faire soigner en Allemagne où il s'est finalement installé. On la connaît pour cette histoire.

Mais elle explique aussi qu'un militant l'a contactée pour lui signaler que le candidat du même parti sur la circonscription voisine, la 47^{ème}, n'avait pas de bons pronostics. Il a déjà été élu deux fois et semble perdre de sa cote. Or, cette 47^{ème} est justement sa circonscription de naissance ; elle y est connue, ses parents y sont très respectés, ses voisins connaissent l'inculpation de son autre frère pour le meurtre familial et elle n'en serait donc pas attaquée. « *Il faudrait que nous permutions, lui et moi. Mais il ne le souhaite pas. C'est idiot car nous risquons de perdre les deux circonscriptions. Mais je ne veux plus d'ennemis dans le parti, tant pis !* » (17 mai 2000)

Enfin, une dernière déclaration nous intrigue. Enhbat, candidat de la Grande Coalition sur la 74^{ème} circonscription, explique : « *elle compte 25 000 habitants, dont ceux de Gačurt [quartier huppé de la ville], les deux tiers d'entre eux sont très éduqués. Je l'ai choisie car je vis ici.* » Mais c'est la même circonscription que Gerelsuren et il dit à son propos : « *ce n'est pas la personne en elle-même qui est dangereuse, c'est son parti...* » (23 juin 2000).

Ces exemples montrent une même chose : les candidates s'appuient sur une personnalité masculine absente, mais dont le symbole « masculin » demeure obligatoire dans la recherche de capital politique et symbolique. A notre connaissance, aucun homme n'utilise de personnalité féminine dans cette même recherche. L'inégalité entre hommes et femmes est ici patente...

2-Frontières entre réseaux

Nous avons touché là une première barrière pour les femmes au jeu de la reconnaissance. Le maillage très dense d'interconnaissances permet les entrées, mais - et les auteurs spécialistes du sujet l'évoquent moins - les réseaux jouent aussi un rôle de filtre. Et si une méthodologie d'approche des réseaux est déjà reconnue comme difficile à mettre en œuvre, il semble encore plus difficile d'aborder les barrières sociales imperceptibles qu'ils instaurent.

Sur le terrain, la jeune chercheuse qui n'avait pas réfléchi à ces questions au départ découvre peu à peu certaines réticences, puis réalise que certaines portes lui restent fermées. Une fois passé le rituel d'accueil de l'étrangère, on lui signifie par la suite ce qui « se fait » et ne « se fait pas » quand on veut rendre visite à quelqu'un. Si une certaine dynamique de réseau a joué en ma faveur et m'a effectivement permis d'être généreusement accueillie - pour y rester - chez certaines personnes, il est apparu au fil du terrain que d'autres réseaux m'étaient fermés.

D'abord, je me suis vue refuser un séjour chez une fille de Zundujzams qui habitait l'île. Davaa et Enebiš m'avaient proposé d'aller lui rendre visite et nous étions finalement partis à une dizaine d'adultes et cinq enfants. En pleins préparatifs pour la nomadisation prévue pour le 30 du mois de mai, elle avait l'air plutôt agacée de la présence de tout ce monde chez elle. J'ai proposé de rester, je voulais « voir » la nomadisation : comment allait-elle se faire ? On m'a répondu : « en camion ». Mais... en barque jusqu'à la rive ? Et qu'allaient devenir les chevaux sur l'île voisine ? Les réponses étaient évasives, l'observation aurait été idéale. Il s'agissait de trois jours, tout au plus. Davaa lui a transmis ma demande en ma présence, mais sans me regarder, elle a refusé, expliquant qu'il y avait déjà beaucoup de monde, qu'elle était débordée, ce qui était une raison complètement légitime.

Il semble acquis qu'en cas de danger on peut compter sur le voisin ou le chauffeur de passage. Mais lorsque les Mongols se déplacent, ils cherchent toujours sur leur trajet plutôt l'aide de connaissances amicales et/ou familiales, ce qui, somme toute, n'est pas surprenant. Les événements de « sauvetage » ont lieu sur des territoires précis et les chauffeurs qui font régulièrement les trajets cultivent aussi le réseau. En fait, la fameuse hospitalité mongole est soumise à quelques règles tacites et les femmes participent pleinement à leur suivi. Elles acceptent mais peuvent aussi refuser.

Si les réseaux semblent solides à la campagne, il en est de même dans la capitale (800 000 habitants), où ils associent le maillage familial avec celui de la profession. De fait, chercher à rencontrer des personnages politiques reconnus (hommes et surtout femmes élues) donne l'impression d'une élite politique (et sportive et culturelle)²⁰⁸ relativement réduite en nombre, au

²⁰⁸ Un article du quotidien *Önödör* évoque les chanteuses mongoles, dont il est dit qu'elles sont « moins nombreuses que les doigts de la main » Il informe à propos d'une certaine Maya que « Ses parents ont tous les deux subi la répression du Parti, son père en tant que cadre du comité Central, sa mère en tant qu'enseignante en médecine ». L'article use de lyrisme en

sein de laquelle, plus encore qu'au sein de la classe moyenne, « tout le monde connaît tout le monde ». Il semble alors se dégager deux réseaux, d'une part les démocrates, plutôt jeunes, d'autre part les communistes, de la génération (en 2000) des 50-60 ans.

Le Pr. Olsvoi, par exemple, professeur de diplomatie et de relations étrangères, a été diplomate, ambassadeur de la Mongolie en Chine, puis ministre adjoint aux affaires étrangères à la fin des années 1980. Lors de notre rencontre, il regarde la publication dans la presse de la liste des candidatures du PPRM et il s'exclame : « *Oh, un ami de classe en primaire !* » Quant à lui, il est membre de la commission des conseillers du Président, fonction permanente à la suite d'une nomination présidentielle (18 mai 2000).

Au sein des militants démocrates, les inter-connaissances sont nombreuses. Nous avons rencontré un premier « noyau dur » construit autour de Zorig. Ganhuu par exemple, se présente pour le PCC : « *J'étais un ami d'Ojuun lorsque nous étions étudiants à Prague. Zorig est venu lui rendre visite en 1990, je l'ai rencontré, nous avons tout de suite lié amitié. Je connais aussi Erdentuul depuis la primaire! Je crois en fait que j'attendais, sans le savoir, la création de ce parti...* » (27 juin 2000).

De la même façon qu'en France, le passage par une formation supérieure destinée à la formation d'une élite politique permet aussi les rencontres, aujourd'hui à travers le cursus de science politique de l'université.

Vendredi 12 mai 2000, le PSD organise une cérémonie de présentation des candidats sur la grande place centrale. J'y accompagne Badamdaš. Il y rencontre alors six autres jeunes hommes politiques qu'il me présente comme des camarades de classe de « Science Po ». Et dans les discussions que j'évite d'épier trop ostensiblement, j'entends qu'ils se disent avec quel homme influent ils travaillent aujourd'hui.

Čimeg est candidate au PCC. Son mari est directeur de la chaîne télévisée Channel 25 (celle-là même pour laquelle mon amie Mönhtuul travaille). Elle me montre une photo dans la vitrine de son salon : on y distingue sa tante, épouse d'un frère de son père, conseiller économique du Président. D'ailleurs, mon amie journaliste, dont l'oncle est aussi « conseiller économique du Président », le connaît (15 avril 2000).

De retour de notre terrain, nous avons réalisé, trop tard, que d'une part nous avons rencontré peu de militant·e·s et élu·e·s affiliés au PPRM (notre « boule de neige » est donc clairement teintée par la mouvance démocrate). D'autre part, nous avons finalement assisté à peu de réunions politiques partisanes et donc peu de réunions où se rassemblaient majoritairement des hommes.

Mardi 3 octobre 2000, Hovd, surlendemain des élections locales.

Batgerel (démocrate) m'accompagne au bâtiment de l'administration. Nous y rencontrons pour la seconde fois la directrice du comité régional des élections, Ojuun, qui se trouve être aussi la seule femme du comité de direction de MPRP de l'*Aimag*. Elle me dit avoir les résultats de seulement deux *Sum*, les autres

« révélant » qu'un célèbre compositeur russe est même tombé amoureux d'elle, mais révèle surtout qu'elle est mariée à un ancien ministre des Affaires étrangères et qu'elle-même fut conseillère au Ministère de la Culture (11 mai 2000).

arriveront d'ici le lendemain. Elle nous présente au passage la directrice de la branche du MPRP d'un quartier, qui accepte d'aller avec moi au siège du parti car elle y a une réunion avec d'autres femmes. Je suis pleine d'espoir de rencontrer enfin ces femmes PPRM.

Nous arrivons dans un bâtiment vibrant d'activité à la suite de l'écrasante victoire électorale. Nous rencontrons d'abord une directrice de branche du chef-lieu, elle donne quelques résultats sans connaître la disparité sexuée et s'étonne d'ailleurs de ma question. Nous la suivons dans le couloir, elle entre dans le bureau du secrétaire régional du parti, qui lui, les a. Il me voit dans l'entrebâillement de la porte mais me laisse dans le couloir. Il déclare qu'il n'a pas le temps ni aujourd'hui, ni demain. Elle reprend le couloir, nous la suivons machinalement, elle nous conseille de regarder dans la presse locale et indique qu'elle non plus n'a pas le temps de discuter davantage. Dans la pièce où elle vient d'entrer des femmes l'attendent. Je ne suis pas invitée, elles discutent entre elles, la seule qui me regarde ne me rend pas le sourire.

Pendant la campagne électorale, je n'avais pu rencontrer ni Altaï (directrice de l'Union des Femmes Démocrates et Socialistes du parti que j'avais pourtant rencontrée l'année précédente), ni même Gerelsuren, qui m'avait pourtant reçue plusieurs fois en tant que présidente de la FFM, avant d'être candidate parlementaire. Elle m'avait même posé un lapin. Je lui avais laissé un cadeau et mes questions par écrit, elle ne m'a jamais répondu. Et ici, à Hovd, la fermeture du réseau PPRM se perpétue. Autant les démocrates sont attentifs et même curieux de ma présence et de mes opinions, autant les militants et encore plus élus PPRM sont méfiants et s'en désintéressent. Ils donnent l'impression d'une machine « bien huilée », sorte de forteresse pleine où chacun joue un rôle bien défini. Ils sont forts du soutien de la population et de leur histoire presque centenaire.

Deux semaines plus tard, lundi 16 octobre 2000, je tente de retourner au PPRM, pour obtenir les résultats des élections, détaillés par sexe. Le monsieur de l'accueil (le fameux *džidžur* en poste dans tous les halls de bâtiments administratifs) m'apprend qu'Ojuun est hospitalisée. Et que personne d'autre ne peut me recevoir. Je n'ai donc pas pu obtenir la liste complète de tous les candidats, ni celle des résultats, ni pour 2000, ni pour 1996. Et il s'agit pourtant de la Région où je suis restée le plus longtemps.

Entrer par un réseau rend difficile le contact avec un autre. Si mon entrée s'était effectuée par le PPRM, on peut penser que c'est le contraire qui aurait eu lieu. Les démocrates se seraient méfiés. Il aurait fallu être beaucoup plus attentive à cultiver la « neutralité ». Mais on peut ici imaginer que notre inscription (involontaire) au sein d'un réseau spécifique a peut-être permis d'y entrer « mieux » que si nous avions joué sur les deux tableaux... Les femmes démocrates m'auraient-elles recommandé aussi chaudement les unes aux autres si elles avaient appris que j'étais aussi très intégrée chez les militantes PPRM ? Nous pouvons en douter...

Enfin, en tant que femme, j'ai eu davantage accès aux réseaux féminins qu'aux réseaux masculins. L'inscription des individus dans les deux réseaux en fonction de leur genre n'est pas propre à un chercheur ou chercheuse. Ces deux réseaux se dissocient à l'intérieur d'eux-mêmes (familles, classes sociales, espaces professionnels, etc.).

La question proprement méthodologique est alors de savoir comment légitimement évoquer les réseaux masculins auxquels je n'ai pourtant pas eu accès ? Elisabeth Marteu, par

exemple, y répond en travaillant en binôme avec un chercheur (Jarry A. *et al*, 2006). N'ayant pas eu cette possibilité, j'avance pour ma part que, travailler avec les femmes et sur les femmes, permet de récolter, en creux, des informations sur les réseaux masculins. Si les hommes sont absents, c'est qu'ils sont « ailleurs » et entre eux. Et les femmes racontent, on peut ainsi surtout travailler sur la production discursive. En outre, même s'ils sont genrés, les réseaux sont en fait en constante interaction. En Mongolie, les espaces domestiques et publics sont divisés symboliquement et matériellement (la yourte par exemple). Mais dans la pratique, les femmes et les hommes y sont présents et l'occupation territoriale est mixte. La dichotomie des réseaux n'est donc pas abrupte. Elle est complexe, symbolique et concrète.

A mon arrivée en Mongolie, j'aurais peut-être dû « utiliser » mon identité d'européenne « doctorante », les intellectuels y étant très respectés. Je suppose que mon identification aurait été autre et j'aurais pu prendre contact avec les élites masculines, qui m'auraient donné un certain accès aux espaces de décisions, fermés, masculins. Mais finalement, en essayant d'approcher l'espace du pouvoir par le réseau des femmes, j'ai vécu « de l'intérieur » la difficulté des femmes mongoles à y entrer. Car, et je m'en suis rendu compte trop tard, j'ai moi-même été exclue de certaines réunions informelles et non-mixtes.

Il nous importe alors de comprendre ce qui s'effectue « aux portes » de cet espace du pouvoir masculin et l'analyse ici sera depuis l'espace local.

B- Dons et pouvoir

La dynamique essentielle d'activation des réseaux sociaux passe par les échanges de biens et services. Entre système économique, cohésion sociale et nation, les échanges sont « genrés » et nous proposons ici de montrer comment ce genre du don et du contre-don explique aussi, pour partie, l'exclusion des femmes de l'espace du pouvoir.

1- Fonctions des échanges : lien social et politique

Les échanges fondent le lien social. G. de Rubrouck raconte comment il refuse d'abord « d'accepter de l'or, de l'argent ou des vêtements précieux » (1997, p.124). Mais au fil de son séjour, imperceptiblement et comme doté d'une force centripète, ce système va l'absorber et faire en sorte qu'il soit intégré au groupe que forment les Mongols de l'époque (1997, p.97). Dans le même temps, il comprend qu'il est nécessaire de l'entretenir et il quitte même la steppe en laissant certains de ses objets précieux à ses hôtes. « Le lendemain, j'envoyai à Coiac un flacon de vin de muscat - il s'était parfaitement conservé malgré un si long voyage - et un panier plein de biscuits, ce qui lui plut beaucoup » (1997, p.108-109). Nous verrons que la jeune chercheuse a aussi participé à ce système, ce qui permet aujourd'hui une analyse réflexive sur la thématique.

Avec la sédentarisation de la moitié de la population, les autorités soviétiques ont été attentives à maintenir une cohésion sociale forte entre villes et campagnes. Le gouvernement va s'appuyer sur ce système d'échanges et instaurer des dons « nationaux » qui « s'inscrivent dans un contexte coutumier [qui] s'ils n'ont plus à jouer un rôle d'assurance en cas de besoin, [...] continuent à cimenter des solidarités » (Aubin F., 1970, p.107). Il s'agit de cadeaux pour la nation de la part de chaque travailleur, de chaque groupe professionnel, qui en retour reçoivent des décorations, des titres de reconnaissance, etc. « Le *Nadam* moderne offre à ses participants toute la gamme des distractions et des plaisirs concevables en pays communistes. Mais la plus haute satisfaction est, sans aucun doute, procurée par l'annonce des "cadeaux" que la collectivité a reçu de chacun de ses membres. [...] Après des hésitations, la Mongolie a suivi l'URSS, en choisissant une combinaison de stimulants honorifiques, très efficaces dans un milieu influencé par les traditions nomades du prestige (remise de drapeaux rouges, de titres, de décorations) et de stimulants matériels (argent, livres, yourtes, etc.) » (Aubin F., 1973, p.51). « L'exemple de la Mongolie montre de quel poids pèsent les traditions sur les méthodes d'encadrement des masses. La dialectique de l'échange de cadeaux entre gouvernement et gouvernés [ceux-ci répondent par

leur travail quantifié en statistiques nationales], même si elle est importée, tire sa justification psychologique interne de l'importance du cadeau dans la fête coutumière » (1973, p.56) Ici, les liens étroits entre cette « économie de cadeaux » et le politique est révélé à l'échelle nationale.

F. Aubin observait les contacts entre les citadins instruits et les éleveurs, lors par exemple des formations sur les machines. Mais surtout, « D'autres facteurs, spontanés ceux-là, favorisent aussi les contacts entre citadins et ruraux : le bétail privé confié à l'éleveur par un parent travaillant à la ville, les échanges de cadeaux qui s'ensuivent, les vacances sous la yourte pour les habitants des nouveaux blocs d'immeubles, etc. » (1970, p.100).

Aujourd'hui, les « cadeaux nationaux » ont disparu, exceptées les décorations. Personne ne semble d'ailleurs s'en plaindre, le désengagement de l'Etat faisant partie de la « nouvelle donne » de cette démocratie libérale tant souhaitée. Et le système des attributions de décorations est même très critiqué²⁰⁹. Plutôt que ces « cadeaux d'Etat », on attend une augmentation des allocations diverses et des salaires des fonctionnaires, ce qui n'est plus une dynamique de cadeaux mais bien plutôt une juste répartition du produit national.

Persistent néanmoins des échanges de biens et de services entre personnes, qui vont au-delà des cadeaux de bienvenue. Un voyageur en visite pour les vacances (ou pour sa recherche sociologique) apporte des présents qui sont généralement d'une grande nécessité, médicaments, objets manufacturés (jumelles, lampes électriques, couteaux pliables), etc.

Jeudi 17 mai 2001. Hier, Ganbold m'a demandé des médicaments pour les yeux, pour son père âgé devenu sensible à la poussière. Je n'ai pu lui donner que mon simple collyre. Ce matin, il m'a aussi demandé « des médicaments pour l'âme, des médicaments pour se calmer »... Je n'ai pas posé de question.

Le nouvel Etat libéral se désengage de cette circulation de biens et services dans les années 1990. En fait, il s'appuie sur eux pour la survie de la population durant la crise économique. Dans le même temps, les échanges structurent les relations sociales en un système d'endettements réciproques qui se réactivent en permanence, en particulier entre nomades et sédentaires, ce qui continue de maintenir une cohésion sociale, nationale, forte. Les uns fournissent produits alimentaires de base (viande et produits laitiers), de même que les produits commercialisables (laines et peaux), en échange de services multiples comme l'accès aux services

²⁰⁹ Dans un article intitulé « Surcharge de médailles : la Mongolie les brade trop », le journaliste D. Sandagsuren ironise sur la tendance des pouvoirs publics mongols à une distribution généreuse de reconnaissances héroïques, « ce qui dévalue la notion même de la reconnaissance de l'Etat. » Il existe plusieurs types de titres, les trois majeurs étant Héros du travail, L'ordre de l'Etoile Polaire et L'Ordre de Sukhbaatar - héros de la révolution communiste, créé en 1945, frère jumeau de l'Ordre de Lénine. « En 50 ans, 1700 personnes ont reçu ce titre, dont 1070 en trente ans, ce qui fait 30 à 40 par année. Le président Otchirbat a décoré, durant son mandat [de 1992 à 1996], quelques 11 000 personnes ! » (*UB Post*, 04 mai 1999). Le Président suivant, Bagabendi, sera raillé pour avoir décoré 200 personnes, essentiellement des jeunes, « en ayant comme objectif qu'ils vont d'autant plus s'efforcer de servir leur pays, plutôt que des personnes âgées qui vont bientôt disparaître... » (*UB Post*, 05 janvier 1999). Remarquons qu'en 1998, sur les neuf personnes décorées (sportifs, poètes, romanciers, scientifiques), il n'y a pas une seule femme (*Mongol Messenger*, 02 déc. 1998).

publics, garde de personnes à charge (enfants et personnes âgées), informations diverses. Ceci est toujours observable en 2000-2001.

Lundi 2 octobre 2000, Hovd. Ce matin vers 11h30, le mari de Batgerel est rentré avec une télévision neuve, énorme. Un jeune homme habillé richement, me voyant au balcon, s'est adressé à moi avec un grand « bonjour ! » en français. Il m'explique ensuite - en mongol - qu'il vient d'Oulan-Bator en visite d'abord chez un frère dans l'appartement du dessus, il leur a apporté un second téléviseur neuf. Il connaît quelques mots de français car il travaille pour la COGEMA... Comme on dirait en France : « le monde est petit » ce qui est encore plus « vrai » ici. Il partira ensuite chez sa grand-mère nomade, pour dix jours. Il lui porte des photos de lui et d'elle faites lors de sa dernière visite, des médicaments et du chocolat. Il dit qu'il va surtout lui laisser de l'argent.

Vendredi 18 mai 2001, Hovd. Hier dans la nuit, Ganbold est revenu de la campagne où il était allé voir sa mère qui se disait malade. Il n'y aura même pas passé une journée complète. Il a ramené deux bidons de cinq litres de lait et un grand sac de fromages. Il pense y retourner la semaine suivante : « Il y aura de l'airag ! »

De fait, l'ensemble des pratiques de dons et échanges interpersonnels en Mongolie se distingue mal du large « secteur informel ». On le constatera par exemple avec Nina, qui gagne sa vie en aidant les femmes du village à coudre les *deel* qu'elles offriront ensuite aux hommes de leur famille. Le « système de dons » est là enchevêtré dans celui de la survie économique.

B. Pétric propose une distinction entre dons et cadeaux, en percevant dans le cadeau une plus grande obligation de rendre que dans le don (2002 p.153). Mais il nous semble que la distinction reste ici difficile : les deux s'accrochent parfaitement d'un rendu, sinon matériel, du moins symbolique, dans la « re-connaissance ».

En démocratie cependant, un tel « pont » entre échanges interpersonnels et politiques est officiellement interdit et même très contrôlé. Il s'agit d'achat des électeurs ou autre forme de ce qui est appelé « corruption ». Le système démocratique, donc, semble s'opposer, dans ses principes, au système « traditionnel » des échanges.

Ceci n'est d'ailleurs pas sans poser sincèrement problème aux candidats qui font du « yourte à yourte » à la campagne, quand on sait que tout visiteur se doit d'arriver et de repartir avec quelque menu cadeau. Nous l'observons lors de la campagne locale d'Ojuunčimeg, la dernière semaine du mois de septembre 2000. Nous avons dû dormir dans quatre yourtes différentes, toutes « connues » pour être de la famille d'un membre de l'équipe. Et elle n'a pas donné en échange les fameux cadeaux traditionnels et m'a empêchée de le faire moi-même, en expliquant à nos hôtes la loi contre la corruption. Elle a bien tenté de faire référence aux calendriers des démocrates pendus dans beaucoup de yourtes visitées, comme si elle voulait signifier que son parti politique avait déjà effectué les fameux cadeaux de visites. Ce type de

« *goodies* » a d'ailleurs peu porté à débat, comme s'il était entendu que les partis politiques pouvaient tous le faire et qu'ils étaient sur ce point à égalité. Mais elle les a néanmoins quittés en leur « devant » quelque chose, alors qu'elle venait justement pour leur proposer une « dépossession » de leur capital politique... Du point de vue du « principe » démocratique, elle est dans la légalité. Mais du point de vue de la « culture nomade » constitutive de la Nation, elle a cassé la chaîne de la reconnaissance et donc du capital politique.

La « dépossession » a cependant bien eu lieu pour l'ensemble des élus, anciens communistes pour les élections de 2000. Qu'est-ce qui est alors « échangé » entre électrices et élus et qui permet le contre-don symbolique de l'élection ?

2- Réseaux familiaux et politique

L'ethno-anthropologie a montré comment l'« objet premier » qui s'échange semble bien être les femmes elles-mêmes dans une circulation contrôlée par les hommes, puisque *pour* les hommes même si les femmes âgées semblent aussi y participer. La Mongolie n'échappe pas à cet « universel », même si aujourd'hui les femmes semblent pouvoir choisir leur conjoint.

a) Alliances et parenté : contrôlées par les hommes

« Toute l'ethnologie ne cesse de montrer une seule et même chose : lorsqu'il n'est pas imposé par la force et la conquête, c'est par l'alliance que se constitue le lien social. L'alliance entre les hommes, l'alliance entre les hommes par le détour des femmes, l'alliance entre les hommes et les dieux par le détour des offrandes et des victimes » (Caillé A., 2000, p.206). M. Mauss avait écrit à propos des protagonistes du *potlatch* que « ce qu'ils échangent, ce n'est pas exclusivement [...] des choses utiles économiquement. Ce sont avant tout des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes, des foires dont le marché n'est qu'un des moments et où la circulation des richesses n'est qu'un des termes d'un contrat beaucoup plus général et beaucoup plus permanent. [...] Nous avons proposé d'appeler tout ceci le *système des prestations totales* » (Mauss M., 1923-1924, p.9).

Le don symbolise l'alliance, qui se décline en deux dimensions, entre groupes et entre générations. « Les femmes se trouvent à la croisée de ces deux systèmes d'alliance, puisque données en vue de faire la paix, à travers l'espace, et de donner la vie à travers le temps » (Caillé A., 2000 p.206). Au Moyen Age, « Les Mongols pratiquaient l'exogamie, [...] [ils] prenaient femme dans un clan étranger : il était fréquent de la choisir dans le clan d'origine de la mère ». Il y a donc des relations de « preneurs » et de « donneurs » de femmes. Cette relation se nomme

« alliés » ou « parents par alliance. [...] Que les femmes aient été traditionnellement une précieuse monnaie d'échange [...] est clairement exprimé » (Even M., Pop R., 1994, p.263).

L'exemple le plus frappant est sans aucun doute celui de l'alliance instaurée par le père du futur Empereur. C'est lui qui a choisi sa belle-fille Bôrte (Bleutée) alors qu'elle n'a que dix ans : « Quand il aperçu la fille, il vit une fille / qui avait de l'éclat sur le visage /Et du feu dans les yeux. Elle plut à son coeur » (1994, p.53)²¹⁰. Il semble que ce soit le seul exemple de mariage aussi ostensiblement symbole d'alliance entre deux hommes non ennemis, car les mariages suivants de l'Empereur le seront avec des princesses de tribus conquises. D'ailleurs, ce qui apparaît dans le récit de l'*Histoire Secrète*, bien plus que des alliances entre hommes déjà alliés, ce sont des « prises » de femmes à l'issue de batailles, femmes de la tribu ennemie que l'on vient de vaincre²¹¹. Bien sûr, les hommes sont aussi objets de transactions (esclaves), de même que les enfants. Mais ceux-ci n'apparaissent pas autant que les femmes que l'on s'approprie, à l'usage au mieux d'une future filiation - les épouses -, au pire, à l'usage de services, les concubines, les servantes et les esclaves. Les femmes sont ainsi conçues comme des butins de guerre, des biens réparateurs, des compensations²¹². Les hommes, guerriers et artisans, ne sont pas utilisés pour leur sexualité, de plaisir et/ou de reproduction. On peut y voir un désavantage car les hommes « inutiles » sont tués (de même, on le suppose, les femmes âgées). Les femmes semblent l'être moins, mais leur corps est alors conçu comme un objet qui ne leur appartient pas. Il appartient aux hommes et dans une moindre mesure aux femmes dominantes.

Car on trouve bien sûr des femmes de vainqueurs ou de haut rang qui participent à des échanges d'autres femmes, comme dans l'*Histoire Secrète* (1994, p.148). A ceux (et celles) qui ont tenté de chercher une certaine forme de pouvoir qui leur serait attribué lors de ce type d'échanges politiques, N.-C. Mathieu répond : « La médiation de la conscience propre des femmes par le référent masculin, dont les enfants mâles ne sont pas le moindre élément, l'état d'appropriation qui s'y révèle vont de pair avec le fait que dans nombre de sociétés (principalement patrilinéaires et virilocalles) les femmes ne sont objectivement qu'une courroie de transmission pour la socialité des hommes » (1991, p10-11).

Si les anthropologues de la seconde moitié du XXe siècle ne semblent plus faire d'analyses en termes de « clan », « tribu » ou autre forme de regroupement familiaux au sens large, J.

²¹⁰ Il ne s'agit donc pas d'une romantique histoire d'amour telle que les romances d'aujourd'hui les décrivent.

²¹¹ Voir p.81, 86, 87, 175, 200, 201.

²¹² Pour ajouter à cette dimension « objet » des femmes, F. Aubin effectue une étude du droit chez les Mongols au Moyen Age et constate que « [l]es peines les plus constantes à travers l'histoire mongole ne sont pas la mort ou les châtiments corporels, [...] mais des peines patrimoniales, comptées le plus souvent en bétail - unité, cinq ou séries de neuf -, accompagnées [...] ou remplacées [...] par la réduction en esclavage des enfants du condamné ou de sa femme ou des deux » (1991, p. 256 et 268). Un rapport de 1282 fait par un Chinois explique que si la peine de mort du criminel ainsi qu'une amende ne suffisent pas, la famille de celui-ci doit donner une fille à la famille ennemie (1975, p.492).

Legrand évoque pourtant des alliances de façon plus généralisée : « Dispersés, condamnés à n'accéder qu'à des ressources fluctuantes, [les nomades] recherchent les issues les moins incertaines en bâtissant autour d'eux, avec leur parenté, leurs voisins, des jeux complexes de rapports politiques, des réseaux de relations, des alliances qui, de loin en loin, aboutissent à la formation d'équilibres le plus souvent éphémères, dominés par l'une de ces alliances ou par une force qui a su s'appuyer sur elles » (1998 p. 84-86)

Les réseaux amicaux, professionnels et plus largement sociaux se superposent donc à des réseaux de parenté.

Installée à Čandamand (Région de Hovd), nous avons repéré le jour des élections, un personnage discrètement charismatique, un éleveur nomade habitant « au bord du lac », conseiller du *bag* (plus petite unité territoriale rurale). Nous souhaitions le rencontrer, sans connaître son nom. Mais il portait un trait distinctif, une moustache. Notre description a fait sourire Davaa, il se trouve qu'une fille de l'homme est mariée avec un jeune frère de la femme de Davaa, Enebiš. Le couple décide d'ailleurs d'y aller en famille, sorte de « week-end au bord du lac ». La rencontre est facile, nous sommes très généreusement accueillis.

Il suffit ensuite de rester quelques temps au sein d'une famille pour rencontrer les visiteurs.

En juin 2001, Davaa explique qu'il est issu d'une famille « nombreuse ». Ils sont 8 frères et sœurs et six habitent dans le *sum*. Un grand nombre de personnes gravite ainsi autour de lui : les conjoints et les de la fratrie, les beaux-parents, les enfants, leurs conjoints et s. Une jeune fille (Onorzajaa) vient dormir un soir, halte entre le lieu de sa famille nomade et le chef-lieu où elle se rend par la suite. C'est la fille d'une sœur aînée. Quelques jours plus tard, cette même sœur aînée passe deux nuits. Elle vient de la campagne pour accoucher. Elle a 42 ans et son fils aîné en a 23, il fait des études supérieures à l'université d'Oulan-Bator (elle me demande si je ne l'ai pas croisé... !) avec deux cadettes de 17 et 19 ans. Ils sont neuf enfants, dix avec celui qui arrive. Ces familles très nombreuses deviennent suffisamment peu courantes pour qu'on les remarque, les Mongols eux-mêmes le relatent avec le sourire. Les générations ayant entre 35 et 60 ans évoquent généralement entre quatre et six frères et sœurs, ce qui permet un réseau familial déjà fourni.

Entre les visites de ces deux femmes, un vieillard était aussi de passage, reçu avec déférence car c'est le grand-père de la jeune fille, mais du côté de son père, le beau-père donc de la sœur de Davaa. Aujourd'hui, Davaa n'est pas seulement « un membre de la famille élargie », c'est aussi le maire. Il se joue donc une réactivation et une amplification de son réseau grâce à cette position sociale acquise, tout comme son réseau lui a servi de base de reconnaissance locale.

Nous avons eu le souci de replacer cette analyse des réseaux familiaux dans une évolution historique, afin d'en aborder les influences culturelles. Force est de constater que les termes « d'alliances politiques » sont associés d'une part à leur contrôle par les hommes (même si les mères et épouses des chefs peuvent y participer) et d'autre part, que les femmes en sont toujours aujourd'hui l'objet et le support.

b) Le cas spécifique des nièces

M. Mauss, s'appuyant sur la description d'un long rituel d'échanges de cadeaux lors de visites qui durent plusieurs jours (le *kula* intertribal chez les Trobriandais) comprend qu'« Il y a naturellement eu prestations d'hospitalité, de nourriture et, à Sinaketa, de femmes » (1923-1924, p.37). Ici, les femmes sont considérées comme un service. Une femme, c'est du plaisir, un enfant à venir. C'est aussi du travail domestique gratuit, second aspect du don de femmes qui nous semble important, en ce qu'il perdure bien aujourd'hui, d'une part dans la vie de couple (on l'a vu) mais aussi par ce qui nous apparaît comme le cas spécifique des nièces.

Pour les sédentaires, l'un des services les plus apprécié est sans équivoque celui de garder un enfant scolarisé. Et pour ce que nous avons pu observer, il s'agit beaucoup de jeunes filles.

Mercredi 30 mai 2001, Čandamand, Hovd. Je souhaitais rendre visite à l'éleveur « le plus important » de l'*Aimag*, qui se trouve à 45km (m'a-t-on dit) du centre. Je l'ai fait savoir à l'épouse d'un chauffeur. Son mari n'était pas disponible, mais elle m'a expliqué qu'elle connaît quelqu'un. Nous sommes parties vers 7h du soir et la dame âgée qui s'occupe de la cantine de la maternelle (qui travaille donc avec Enebiš chez qui je séjourne) m'a demandé si elle pouvait m'accompagner. Sa mère et l'éleveur sont frères et sœurs, elle en est donc la nièce, du même âge que celui-ci ou presque. Elle m'explique qu'ils sont très liés, car elle garde en fait une de ses filles, qui fréquente le collège du village. En échange de quoi elle « *ne manque jamais de bonne viande ni de bon lait !* ».

Dans deux familles de notre étude, celle de Batgerel et Ganbolt dans le centre de Hovd et celle de Davaa et Enebiš à Čandamand, résidaient aussi deux jeunes filles à l'année, de dix et douze ans²¹³, deux nièces. N'ayant pas réalisé d'étude précise sur ce sujet, nous ne nous risquerons pas à des analyses généralisantes. Mais le hasard de ces deux situations a tout de même permis quelques observations, comparables avec celles effectuées par F. Aubin (1975).

Mai 2001, Čandamand, Hovd. La nièce est arrivée en avril. C'est une fille d'une sœur aînée d'Enebiš. Elle habitait auparavant dans une autre famille, dans le centre, pour aller à l'école, je ne demande pas pourquoi elle a changé d'hôtes. Elle semble avoir en charge certaines tâches tout en bénéficiant de temps pour ses devoirs. C'est elle, exclusivement elle, qui balaye au moins une fois par jour, va chercher de l'eau, parfois accompagnée du cadet et de la petite, va faire les petits achats dont a besoin Enebiš, fait la vaisselle. Enebiš la sollicite ensuite pour aller chercher l'*argal* dehors ou vider l'eau de la bassine à toilette, et ensemble, elles alimentent le foyer et préparent les repas. Elle aide au rangement (de la literie le matin par exemple) et se fait la plus discrète possible.

Jeudi 24 mai 2001. Hier soir, je suis rentrée vers 16h. La nièce avait fait du feu et était à quatre pattes en train de nettoyer à l'eau et au savon le lino de la yourte. Nettoyer l'intégralité de la surface lui a pris 40 minutes. Les adultes ne lui adressent que très peu la parole, on ne lui demande pas comment s'est passée

²¹³ Deux de nos amies à Oulan-Bator « gardaient » souvent une nièce, alors qu'elles avaient aussi des neveux... etc.

sa journée d'école et, en présence d'un invité, on ne la présente pas (je n'ai même pas retenu son prénom, reproduisant ainsi son invisibilité...). Et c'est d'ailleurs elle qui va faire le service.

Je remarque aussi qu'en l'absence des parents, l'aîné (9 ans) prend de grands airs pour s'adresser à elle. Affalé sur le lit, il lui demande par exemple d'un ton impérial de venir chercher sa tasse sale pour aller la ranger avec la vaisselle sale et un peu plus tard, de lui servir le thé, de lui apporter des biscuits. Elle manifeste une réticence certaine, mais il ne faiblit pas, un air de plus en plus narquois. Il s'arrête lorsque sa mère revient. Mais reprend la même attitude dès qu'il est seul.

Mardi 3 octobre 2000, Hovd. Chez Ganbold et Batgerel, Ojanga (dix ans) semble avoir pour mission principale de s'occuper de la petite (quatre ans). Elle l'emmène et va la chercher à l'école, décide ou pas qu'elles sortent s'amuser dehors, la surveille quand elle joue avec ses petites voisines, la fait goûter, exerce une certaine autorité en fonction de ce qui est permis ou pas, peut même la gronder. Elle semble relativement autonome, dans le cadre de ce qu'a défini Batgerel, et aide assez peu au ménage.

Je l'ai toujours vue souriante, Batgerel discute avec elle, suit ses devoirs. Mais elle reste assez en retrait vis-à-vis de moi, ne m'adresse que rarement la parole, de même qu'aux adultes, ce qui n'est pas le cas de la toute petite qui vient par exemple farfouiller ostensiblement dans mes affaires avec un regard bien impertinent. Je n'ai jamais assisté à un conflit avec Batgerel. Mais la veille de mon départ, elle était en train de taper de la viande sèche au marteau sur le rebord de la fenêtre et Ganbold est arrivé pour lui dire qu'elle ne le faisait pas bien. Elle lui a lancé un regard noir et a continué. Il insistait devant moi, ce qui était humiliant pour elle, en lui disant « *si tu travailles, tu dois le faire bien* », puis vers moi en souriant, « *elle ne travaille pas bien, elle est paresseuse* ».

Ce travail domestique effectué par des jeunes femmes qui aident des femmes plus âgées peut laisser entrevoir une thématique parfois évoquée dans la recherche sur les structures familiales et même au sein des recherches féministes, celle des rapports de domination entre femmes (épouse principale envers seconde épouse, belle-mère envers une belle-fille). A nouveau, certain e s ont pu y voir une pratique de domination féminine. N.-C. Mathieu n'en est pas : « Le "pouvoir" des vieilles femmes sur les jeunes est certes en partie vrai, mais il semble mal interprété si l'on s'en tient là, c'est-à-dire si l'on n'ajoute pas qu'il s'agit d'une délégation et contrainte mentale, un pouvoir qui n'exprime en fait que l'absence de pouvoir des femmes – de même que le prétendu pouvoir des femmes sur les enfants n'est que l'image inversée de la contrainte aux enfants qui pèse sur elles » (1985, p.211). D'autant que ce qui nous est apparu dans ces deux familles, c'est une relation plutôt de solidarité intergénérationnelle entre femmes (les femmes adultes devant *de toute manière* effectuer les travaux dont elles se déchargent sur les petites). Alors que les attitudes des hommes étaient ostensiblement humiliantes et que ceux-ci visaient clairement leur exploitation sous couvert d'un « enseignement ».

F. Aubin évoque ces pratiques qui remontent au Moyen Age. En expliquant la grande attention portée aux enfants par les Mongols, elle note néanmoins que si certains enfants ont été

sauvés des massacres entre tribus, beaucoup ont été tués ou réduits en esclavage. En fait, « l'exploitation juvénile par des proches ou des voisins fortunés » est courante jusqu'au début du XXe siècle (1975, p.492). La période du soviétisme semble avoir été une parenthèse, les temps libres des enfants scolarisés en primaire et secondaire étaient occupés par des activités parascolaires, les Pionniers²¹⁴ en particulier. Mais dans les années 1990, les écoles ne proposent plus ces activités, les parents ne pourraient pas payer, surtout à la campagne. Il s'organise alors un système de garde, les plus âgés ayant la responsabilité des plus jeunes. Et c'est souvent une nièce venue étudier qui se trouve chargée des petits (1997). La libéralisation économique a donc remis en pratique le travail domestique des adolescent e s et plus encore, l'exploitation des filles.

Il faudrait effectuer une observation des familles où c'est un jeune garçon qui est « en garde », quels travaux il effectue pour sa famille d'accueil, ou encore quel type de cadeaux est effectué par sa famille parentale en remerciement. Gageons qu'un jeune garçon sera moins astreint aux tâches domestiques qu'une jeune fille et que les cadeaux sont plus importants que pour celle-ci. Si celui-ci est en charge de l'élevage, il faudrait en évaluer la contrainte de même que les évènements qui permettent la valorisation. On ne félicite pas publiquement une jeune fille qui a bien balayé, alors qu'on va féliciter un jeune garçon pour sa première mise bas. Une chose est sûre : aujourd'hui, les alliances interfamiliales continuent de faire circuler les femmes, souvent sans qu'elles en aient le choix (les nièces n'ont ni le choix de leur famille d'accueil, ni celui de la teneur du « contrat » d'échange pour leur séjour).

Ainsi, la constitution des réseaux familiaux est toujours aujourd'hui une source essentielle de capital politique pour les hommes et continue de se structurer autour de la circulation des femmes. Concomitamment, leur travail gratuit facilite aussi les activités politiques des hommes.

c) La sociabilité familiale des femmes

Pour les femmes qui s'engagent localement en politique, la famille aussi constitue une fondation obligatoire de la constitution du capital politique.

Présentons ici Nina plus en détail, « un prénom russe » indique-t-elle. Elle fut très importante pour nous dans le « ressenti » de notre séjour en Mongolie. Les relations d'entente furent telles que nous avons pu séjourner trois fois chez elle, pour des périodes allant de dix jours à trois semaines. A 42 ans, elle est conseillère municipale du village de Darvi, Région de Hovd. Son mari est un membre important de la cellule communiste du village, il était professeur de mathématiques, domaine qu'il déclare être une passion. Il vient d'être nommé directeur de l'école qui rassemble les 600 élèves du village, du primaire jusqu'au baccalauréat.

Mais elle-même n'a jamais été membre du Parti communiste. Son père a même toujours été en opposition ouverte avec les principes socialistes. Et chose surprenante, en 1992, c'est son mari qui l'a

²¹⁴ Les jeunesses communistes.

poussée à faire de la politique. Alors qu'il est en voyage dans la capitale pour un meeting du PPRM, il a rencontré un des leaders du mouvement démocratique, un des meilleurs mathématiciens du pays pour lequel il a une grande admiration. De retour chez lui, sans renoncer à son engagement communiste, il donne tous les tracts démocrates à sa femme et, voyant que celle-ci est vivement intéressée, il la soutient dans la mise en place de la branche démocratique dans le village.

Nina devient donc la présidente de la branche locale, au même titre que Davaa dans le village voisin. Elle aussi effectuera de nombreux voyages dans la capitale pour des réunions du parti. Elle y va seule et en profite pour aller au grand marché, parfois accompagnée d'une de ses sœurs. Durant ces années, elle ne se présentera pas pourtant, car elle sait qu'elle a peu de chances d'être élue. L'écrasante majorité du conseil municipal reste fidèle au PPRM. Se sentant plus soutenue en 2000, - le village semble critique vis-à-vis de la majorité communiste - elle se présente et est élue conseillère municipale au nom du parti démocrate, pendant que son mari est aussi élu pour le PPRM, ce qui fait sourire tout le monde. Le PPRM d'ailleurs reste largement majoritaire avec 17 des 20 sièges.

Mais plus précisément, cinq femmes ont été élues, dont trois démocrates. Les trois élus démocrates sont donc... trois femmes. Le PPRM n'a présenté que trois femmes, deux ont été élues. La troisième était en face de Nina. Il semble bien que le PPRM ait donc tenté de mettre ces deux femmes dos à dos en concurrence. Nina sourit : *« je ne sais pas pourquoi ! je ne comprends pas... mais nous sommes connues, on fait des choses pour le village, les gens le savent, ils ont plus confiance ? »*

M. Eve effectue une enquête à Turin, en Italie, qui apporte des éléments généraux intéressants de compréhension des rapports entre parenté et réseau social : « la parenté est effectivement la source de la pluralité des contacts avec ces autres mondes [professionnels, culturels, religieux, etc.] » (1998, p.49). Il souligne alors que « l'époux d'Ego joue un rôle particulièrement stratégique dans la construction du monde social » (1998, p.52), il ouvre la majeure partie d'un éventuel nouveau réseau. Il ne précise pas s'il s'agit de l'épouse ou de l'époux. Remarquons que les épouses de Zundujžams et Davaa n'avaient pas d'activité politique, elles n'ont qu'un rôle « traditionnel » de soutien affectif et matériel. Alors que pour Nina, d'un part son mari est lui-même un militant actif et, d'autre part, il a véritablement permis (dans le double sens d'autoriser et de favoriser) un engagement politique, d'autant plus remarquable qu'il est différent du sien. En France, il a été observé lors des investitures locales que les femmes sont aussi recrutées car elles amènent avec elles les réseaux et la représentation de leur mari (Achin C. *et al.*, 2007, p.53). Ceci semble ici également pertinent.

M. Eve constate encore une caractéristique genrée des réseaux qu'il observe : « Ce sont presque uniquement les rapports entre sœurs qui semblent servir de voies d'ouverture sociale. [...] En revanche, les autres rapports de parenté (par exemple entre frères, entre frère et sœur, entre enfants et parents ou encore entre parents plus éloignés) agissent rarement comme base du

développement de nouveaux rapports autonomes chez les Turinois enquêtés » (1998, p.53). Ici, le concept de « sororité » prend tout son sens (!), en tant que différent de rapports entre frères.

La structure du réseau familial de Nina semble aussi correspondre à cette analyse.

Nina explique que c'est une sœur qui garde ses chèvres à cachemire. Je lui demande de quel moyen elle dispose pour vérifier que celle-ci ne « l'entourloupe » pas. Elle est surprise de ma suspicion (ce qui révèle d'ailleurs mon propre état d'esprit et me fait honte...) : « *Non, tu sais, elle ne m'en pique pas. Elle n'a pas de raison de le faire, si on a des problèmes dans la famille, on s'entraide, entre toutes les sœurs, ça a toujours été comme ça... On vient par exemple d'aider la plus jeune (Saina) à acheter l'hôtel du village. Je t'en ai parlé. Il n'y a pas de raison qu'on se mente sur des histoires d'argent... Jamais.* »

Samedi 21 octobre 2000, Darvi. Hier, en tout début de matinée, Nina a été prise de violentes douleurs dans le dos, elle ne pouvait plus bouger. Elle a dû rester deux heures pliée en deux sur la table, la tête posée sur des coussins, jusqu'à épuisement, les médicaments que lui donnait son mari à la petite cuillère l'ont peut-être aussi calmée. Ses deux sœurs sont arrivées très vite, dont Sainbileg (Saina), la plus jeune (qui a le même âge que moi). Puis une doctoresse est venue lui faire une injection de calmant. Vers 14h, elle s'est enfin relevée, est venue s'asseoir à la cuisine et n'en a plus bougé. La sœur cadette (Nina est l'aînée) est alors rentrée chez elle, Saina est restée jusqu'en soirée et a préparé le repas.

Nous nous rendons le surlendemain chez ses parents, pour une nuit (et nous y retournerons pour six jours en juillet 2001). Je rencontre alors sa troisième sœur, seule nomade qui dit parcourir les pâturages de son père et qui s'occupe des parents âgés pendant certaines périodes (l'hiver, ceux-ci vont chez un frère dans la capitale). C'est cette même sœur et son mari qui s'occupent des chèvres à cachemire de Nina.

Il y a aussi deux frères : l'aîné « *a fait des études d'économie en Allemagne de l'Est* », mais elle n'en parle que très peu, et surtout, je ne vais jamais les rencontrer. Notons que je ne vais pas non plus rencontrer la famille de son mari...

Pour Nina, le réseau familial semble se multiplier par deux pour la soutenir : celui de ses sœurs et celui de son mari. Il est indéniable qu'elle a gagné les élections locales grâce à cette première reconnaissance qui commence par sa famille.

De ces observations, un point apparaît : les femmes en général, en France comme en Italie et en Mongolie, se voient souvent, elles s'appellent. Elles discutent des « problèmes de la famille », ce qui est considéré par les hommes comme des « broutilles ». Du point de vue de l'anthropologie, « la fonction active de maintien des rapports de parenté revient principalement aux femmes, les hommes se limitant à vivre dans le réseau familial entretenu par leurs épouses [...]. L'importance des sœurs plutôt que des frères dans la construction du réseau reflète peut-être cette position *stratégique* des femmes » (Eve M., 1998, p.54).

Nous aurions aimé une définition du terme de « stratégie » ici utilisé par M. Eve. Car il nous semble que le terme employé au sens de « recherche d'acquisition de pouvoir » ne convient pas... S'il convient pour les hommes dans leurs instaurations d'alliances (et pour les femmes qui se voient attribuer la recherche de conjointes pour leurs fils, en vue d'une alliance entre hommes),

c'est parce qu'il s'agit d'alliances politiques. Les femmes entre elles ne peuvent que s'en accommoder, afin de mieux vivre leur quotidien. Entre sœurs, il ne s'agit pas d'alliances politiques, il s'agit d'une « stratégie » d'adaptation aux circonstances, une stratégie de survie sociale. D'ailleurs, les relations avec des femmes extérieures (même simplement les belles-sœurs) n'apparaissent pas. Les relations fortes perdurent avec des femmes déjà connues dont on a la certitude qu'elles ne trahiront pas.

Il nous semble que ce n'est pas une position « stratégique », mais plutôt une position obligatoire et même instrumentalisée par les hommes qu'occupent les femmes. Car lors de ces « bavardages », il s'agit bien d'échanges d'informations, d'entretiens des liens familiaux, en particulier par les échanges de cadeaux lors des fêtes familiales (Eve, 1998). Il apparaît ici que les hommes se déchargent sur les femmes de l'activité d'entretien nécessaire des réseaux familiaux (pour leur position stratégique), mais peu glorieuse socialement, ce que nous considérons comme une exploitation de plus.

3- L'entraide - genrée

A. M. Gatti dans son étude des réseaux sociaux à Cagliari (Sardaigne) concluait par une analyse explicite dans le titre de son article : « les hommes ont des amis, les femmes des parents » (1998). Nous venons de voir pour la Mongolie que les hommes ont aussi des parents et nous allons maintenant constater une évidence pour les femmes : elles ont aussi des amis.

Mais, d'une part, elles en ont moins que les hommes car elles en sont empêchées par leur temps de travail et leur assignation à l'espace domestique. Elles identifient elles-mêmes ce manque de capital social comme un obstacle à un engagement politique. D'autre part, il semble aussi que les échanges qui impliquent les femmes ne sont pas les mêmes ou se jouent différemment de ceux des hommes. Car les femmes ne sont pas isolées ni même enfermées dans les réseaux familiaux. Nous allons l'observer, elles ont même de nombreuses relations locales de voisinage. Il importe alors d'analyser la teneur de ces échanges et pourquoi ils ne permettent pas la « dépossession » (BourdieuP., 2005, p.55) pour les femmes.

a) L'argent

Un premier bien circule beaucoup de main en main. Il s'agit des billets de banque²¹⁵. L'usage de monnaie semble avoir été généralisé plus tardivement chez les nomades qu'en Europe. G. de Rubrouck par exemple, s'il est surpris par les accaparements de ses affaires, l'est tout autant

²¹⁵ A la fin des années 1990, l'inflation avait été telle que les pièces de monnaie, décimales du tögrög (les tongés) avaient disparu de la circulation.

par le peu d'utilisation de monnaie par les nomades qu'il rencontre (1997, p.103). La pratique de la monnaie ne semble pas encore acquise au XIX^e siècle et le père Huc montre finement comment les colons Mandchous et Chinois ruineront les nomades avec des manipulations de calculs sur le produit des troupeaux (1999, p.24 et p.90). C'est le soviétisme qui aurait instauré une monétarisation progressive de la société, par le paiement des salaires. Les Mongols l'utilisent pour acheter, non pas « des articles nouveaux qui bouleverseraient les habitudes, mais, par priorité, sur une ancienne denrée de luxe à valeur quasi rituelle dans les offrandes, les cadeaux et les repas de bienvenue : les sucreries » (Aubin F., 1974, p.272).

La distinction entre cadeaux et échanges monétarisés (B. Pétric, 2002) nous semble aujourd'hui délicate à délimiter. Car d'une part la revente de produits se pratique entre inter-connaissances (au retour de la capitale par exemple). Localement l'épicière du village ou la vendeuse bien connue sur le marché peut aussi pratiquer des tarifs préférentiels (ou affichés comme tels) selon le degré de connaissance de l'acheteur se. D'autre part, l'argent n'est pas porteur de la même connotation négative qu'en France et s'offre en « cadeau » aux dieux et à une personne honorée. Un échange « purement marchand » existe bien avec la grande distribution en développement (les marchés de rue qui s'agrandissent et les supers-marchés qui s'implantent), nous ne l'évoquerons pas ici.

Ce qui nous intéresse, c'est la participation des femmes à cette circulation « informelle », au sein de laquelle j'ai moi-même été prise.

Vendredi 1^{er} juin 2001. Chez l'éleveur de chameaux de Čandamand, en pleine tonte de ses bêtes et à la tête d'une équipe de 14 personnes, il ne s'accorde que dix minutes pour répondre à mes questions. A la tombée du jour, nous revenons lentement et dans le vent doux jusqu'à la première yourte. Je n'avais pas apporté grand-chose, des bonbons, du chocolat. Mais quand je suis repartie, sa fille (qui m'avait accompagnée, visage très marqué par le soleil et le travail) m'a offert un *batag* (étoffe bleue symbole de sacré) et 5 000 T, l'équivalent d'un 10^{ème} de salaire moyen. C'est la première fois qu'on m'offre un *batag*, j'en étais très touchée. Elle m'a expliqué qu'en 1997, des étudiants français étaient déjà venus leur rendre visite. Le fait d'être l'éleveur le plus riche en bétail (144 chameaux) lui procure donc une réputation.

J'en ai ensuite discuté avec Enebiš et il semblerait que ce soit le don que l'on fait lorsqu'on veut marquer de l'amitié à un hôte mais qu'on n'a pas de cadeau de valeur, (fourrure, bijou entre autres).

Dans le cadre d'un échange « traditionnel » de biens et de services pourtant si répandu, il semble que le paiement, au sens contractuel du terme, ne soit pas apprécié. Baatar explique à propos des amis de son mari qui s'occupent de son bétail que « *Parfois, je leur donne de l'argent, mais ça n'est pas très bon de dire : "tu m'aides, alors je te donne ça". J'aide plutôt quand ils en ont besoin, parfois j'habille leurs petits. Peut-être que dans les pays développés, il y a des contrats, mais en Mongolie, ça n'existe pas* » (13 février 1999). L'argent circule aussi pourtant dans ce type d'échanges et nombreux sont les

étrangers qui y perçoivent une « arnaque »²¹⁶. Ce ne fut pas mon cas. J'avais besoin de services, j'ai accepté de donner de l'argent. Mais de façon indirecte, telle que la demande était formulée, en payant l'essence pour un trajet chez des connaissances (qui seront interviewées), en achetant des médicaments.

Vendredi 6 octobre 2000, Hovd, matinée. Je croise Ojuunčimeg, qui est d'abord un peu froide. Puis je lui dis que je repars à la campagne le lendemain. Et là, elle me dit enthousiaste : « *moi aussi je pars demain pour deux Sum, viens avec moi !!!* » Devant sa familiarité soudaine, je lui propose d'en discuter ensemble avec Batgerel. Et devant une tasse de thé, je comprends qu'elle a besoin d'argent pour payer l'essence du véhicule de campagne électorale. Je pose ma condition, rester une semaine chez une de ses connaissances. Elle a des parents éloignés « là-bas » (ce sera Davaa), c'est tout à fait possible. C'est donc d'accord.

Vendredi 6 octobre 2000, soirée. Revenue de Buyant Sum avec la directrice de la FFM (un réseau communiste qui ne s'ouvre toujours pas, malgré la gentillesse manifeste de la dame), je pars demain matin très tôt avec Ojuunčimeg. J'en discute avec Batgerel qui reste un peu avec moi dans la chambre, ce qu'elle n'avait pas fait jusque là et je comprends qu'elle est préoccupée. Elle me répète de me méfier d'Ojuunčimeg et « *de son rapport à l'argent* »... Elle me demandait au début 50 000 T (l'équivalent d'un petit salaire mensuel, celui de mon amie journaliste par exemple) mais Batgerel me dit que 15 000 T suffiront. Finalement, j'ai laissé 20 000 T à Ojuunčimeg et j'ai aussi largement contribué à l'achat de la nourriture (elle a payé les cinq bouteilles de vodka). Je ne suis décidément pas douée en affaires.

En fait, ma présence en Mongolie sera jalonnée par ce type « d'échange » à propos duquel les Mongols restent finalement discrets. Bien sûr, la question de l'abus de l'étrangère s'est posée. Lorsque nous « donnions » ainsi de l'argent, étions-nous dans une relation déséquilibrée, en position de « donneuse » et nos hôtes des « voleurs » et d'ailleurs bien plus souvent des « voleuses » d'étrangère ? Il nous semble que notre don d'argent ne fut pas aussi simpliste, ni pour nous, ni pour les femmes que nous avons rencontrées. Si le don appelle le contre-don, alors l'argent s'est révélé un moyen pour nous de « symboliser la relation ». Nous avons besoin d'informations (formelles et informelles), nous avons aussi besoin de protection, ce qui n'est pas le moindre des besoins car nous étions souvent seule lors de nos déplacements « dans la steppe ». Nous inclure dans cette dynamique toute mongole de don et contre-don fut finalement le moyen le plus sûr d'effectuer nos recherches.

Il apparaît en second lieu que la circulation d'argent en dehors de contrats commerciaux formels fait partie de la dynamique informelle de l'« économie de cadeaux » du pays, tout particulièrement « entre femmes ».

²¹⁶ les Mongols sont perçus comme cherchant à établir « de plus en plus » de relations mercantiles, comme si par ailleurs, il y eut un « bon Mongol ignorant la perversion capitaliste » qui se transforme en un individu avide, maîtrisant mal ses tentations au sein du nouveau système économique.

Nous glissons ici du don au prêt d'argent, dont la distinction est d'ailleurs aussi délicate, puisque le don appelle généralement un contre-don, même indirect. Si le don d'argent fut si bien accepté de la part des personnes que nous avons rencontrées, c'est qu'en cette période de crise économique, l'argent manque cruellement. De fait, « un système informel de crédits et de prêts opère véritablement au sein du secteur informel, majoritairement entre amis et parents. [...] Il est intéressant de noter qu'aucun des informants n'a mentionné avoir emprunté de l'argent auprès d'un "prêteur professionnel", ils évoquent toujours de la famille, des amis et connaissances, même si la personne en question s'avère le faire de façon quelque peu systématique et donc professionnelle. Les prêteurs sur gages, appelés "*lombards*", existent, mais ne sont jamais mentionnés comme source d'investissement initial. Ils sont principalement utilisés pour des achats de la vie courante » (Anderson J. H., 1998). Ces prêts d'argent entre amis et parents symbolisent à leur paroxysme les liens d'endettements mutuels qui fondent le fameux « secteur informel », tout en jouxtant de très près le secteur économique formel, commerce et salarisation de la population. Celui/celle qui possède un capital économique et qui peut donc prêter de l'argent à son entourage, possède un atout majeur dans la constitution de son capital politique.²¹⁷

Ce que nous avons pu observer à l'échelle locale, c'est que la réussite économique permet plus que simplement pouvoir payer sa campagne électorale : elle permet la construction d'un réseau autour du prêt de petites sommes d'argent. Ceci existe aussi, bien sûr, à plus grande échelle et peut s'apparenter à de la corruption, mais ce n'était pas notre objet et nous n'avons donc pas de données. Par contre, à observer les réseaux autour des femmes élues locales, cette dynamique complémentaire apparaît clairement. Prêter de l'argent permet d'obtenir une reconnaissance politique. C'est le cas d'Ojuuna et de Nina.

Ojuuna est chef d'entreprise dans le village de Čandamand et elle est considérée comme la femme la plus riche. On vient très souvent la voir pour lui demander de l'aide matérielle (déplacement en voiture, prêt d'argent) et pour faire affaire avec elle. On reconnaît ses qualités de gestionnaire financier et le bon caractère de son mari. Il y a toujours une bouteille de vodka quand elle reçoit, c'est son mari qui fait le service, qui sert aussi parfois d'intermédiaire avec les hommes qui ont besoin d'aide. Il a été aussi très impliqué dans la coalition démocratique au début des années 1990, ami intime de Davaa le maire et le petit groupe de quadragénaires se réunit régulièrement chez lui, tant pour la politique que pour les affaires.

Les femmes viennent aussi, mais sans passer par le rituel de l'alcool, de façon plus confidentielle. Grande femme solide et calme, elle se trouve seule lors de réunions et ne prend que très rarement la parole. Elle ne s'approprie donc que très peu de pouvoir décisionnel mais chacun sait que ses petites entreprises

²¹⁷ Boris Pétric montre comment, en Ouzbékistan, c'est même cette fluctuation des richesses qui organise à la fois l'accès au pouvoir et l'éviction de celui qui a trop donné pour y accéder. Nous n'avons pas effectué les mêmes observations que lui en Mongolie (il n'y existe pas d'équivalent du *toy*) (2002). Mais les échanges lors du Jour de l'An pourraient être suivis et analysés dans leurs implications pour l'accès d'un maire à son mandat par exemple. Ce qui est sûr, c'est que d'une part la capacité à l'entraide locale est majeure dans cet accès au pouvoir, d'autre part elle n'est pas le seul critère, puisque le niveau de diplômes et l'orientation idéologique partisane sont aussi deux critères très importants en Mongolie et plus encore à l'échelle nationale.

sont vitales pour la vie économique du village. Le soutien que lui apporte son mari a aussi son importance, dans l'intégration qu'elle peut avoir ou pas au petit groupe d'hommes de son âge qui se sont engagés officiellement dans la vie politique du village, ceux-là même qui sont venus la chercher.

Sa reconnaissance s'est ainsi constituée grâce à sa réussite économique à l'échelle locale, mais aussi et surtout parce qu'elle redistribue en quelque sorte son bénéfice, en permettant à un grand nombre de personnes de survivre décemment, soit en les payant régulièrement avec un salaire (y compris un jeune homme qui semble un peu demeuré et qui travaille à la fabrique de limonade), soit en prêtant de l'argent. Pourtant, son capital politique semble bien fragile. Si elle est économiquement irremplaçable dans le village, elle semble « politiquement » tout à fait interchangeable si elle ne s'investit pas plus lors de son mandat, ce qu'elle ne semble pas faire.

Mais ce qui nous semble ici significatif, c'est que si cette femme prête de l'argent (tout comme Nina nous allons le voir), elle n'en attend que très peu de bénéfices en retour, puisqu'elle prête de petites sommes sans taux d'intérêt ou à taux très faible, pour des sommes plus importantes. En outre, on s'en doute, les échéances tout comme les remboursements sont aléatoires... En fait, elle fait preuve de considérations qui nous apparaissent toutes « féminines » : *« J'ai du mal à ne pas aider les gens... Peut-être qu'un jour moi aussi, j'aurais besoin d'aide ?... »* Odval avait aussi évoqué cet aspect spécifique. Au cours de notre entretien, elle s'était animée : *« je suis malheureuse devant la pauvreté dans mon pays. [...] J'essaye de rester dure avec les hommes avec qui je traite, puis je vois la famille, les petits enfants, et je ne peux pas m'empêcher de changer d'avis, de "donner". Je pense que c'est pour cela que c'est plus difficile pour une femme de faire des affaires »* (14 février 1999).

Isabelle Guérin réfléchit à la notion économique de marchand/non marchand. A l'analyse classique d'une monnaie émancipatrice car neutre, neutralisant les identités, elle oppose celle d'une « sphère marchande construite socialement [...] propre à chaque société [...]. Mais sa définition ne s'arrête pas là. Un même bien ou service peut être autorisé à pénétrer la sphère marchande, non pas en fonction de ses caractéristiques propres, mais en fonction des caractéristiques de son détenteur. Certains groupes sociaux sont exclus de l'échange marchand ou de certains types d'échanges, et cette restriction concerne souvent les femmes » (2003, p.46).

Pour conforter son analyse concernant cette question du « rapport à l'argent », nous ne pouvons éviter de faire le lien avec le spectre de la corruption. Et force est de constater qu'elle implique peu les femmes, tout du moins dans les représentations nationales. Ainsi, les femmes manipulent « de » l'argent, mais différemment des hommes, en moins grande quantité et avec moins de recherche d'intérêt personnel.

b) Générosité féminine contre intérêts masculins

Nous en venons à la même constatation qu'I. Guérin dans son analyse du don du point de vue des femmes. « Jacques Godbout et Alain Caillé, dans leur ouvrage *L'Esprit du don*, consacrent un chapitre spécifique aux femmes. “De toute évidence, nous disent-ils, il y a quelque chose de particulier, un lien spécial entre les femmes et le don, commun à toutes les sociétés”» [Godbout et Caillé, 1992, p.541] (2003, p.35). Elle précise alors : plus que du simple partage, il s'agit de la « construction sociale d'un altruisme féminin²¹⁸ » (2003, p.35). L'ensemble des travaux sur le « *care* », essentiellement anglo-saxons, en témoignent aussi²¹⁹. Dans le processus de don, les femmes se dévouent à autrui et l'obligation de contre-don connue pour les hommes n'est donc pas opérationnelle pour elles.

Observons ce qui se déroule chez le couple de Nina et son mari Sumočir, tout deux conseillers municipaux.

Nina est très connue dans le village car elle continue d'exercer son métier de doctoresse auprès de gens plus ou moins dans le besoin et ce, *sans demander d'honoraires*. La présidente du chef-lieu régional de LEOC (« *mon amie* » dit-elle) lui envoie des petites brochures d'informations consacrées aux femmes et à leurs droits. L'association lui envoie surtout fréquemment des colis de semences et de médicaments, comme par exemple un carton de seringues. Elle se déplace pour aller voir les personnes âgées, les jeunes enfants, fait des pansements, administre des doses de pénicilline, donne des conseils d'hygiène. On vient la voir quand on est de passage au village - comme cette femme qui dit doucement beaucoup souffrir à la suite de deux césariennes - ou encore quand elle se déplace pour visiter un parent à la campagne. Lors de l'épidémie d'oreillons, c'est elle qui semble en charge du suivi des traitements. Les parents viennent lui présenter les enfants aux joues très enflées et, s'étant procuré les antibiotiques, c'est elle qui fait les injections. Les soins sont alors administrés dans la pièce « de devant », pas celle attenante à la cuisine. Les visites sont rapides, on sent une certaine inquiétude, Nina se fait souriante.

La petite maison de deux pièces au centre du village a été attribuée à son mari en 1992, en sa qualité de fonctionnaire. La famille semble ne manquer de rien de vital : nourriture, combustibles, vêtements. Mais le poste de radio doit avoir 20 ans et fonctionne encore par le génie bricoleur du père qui fait tenir les piles par un savant jeu d'élastiques et de fils électriques. La télévision ne marche pas et il n'y a pas d'autres objets « industriels ». Les meubles sont vieux, même si très propres. Les murs de la maison auraient bien besoin d'un coup de peinture, même s'il fait très bon dans les deux pièces car le poêle chauffe en quasi permanence.

Assise à la table basse de la cuisine devant la fenêtre, elle observe les allées et venues des deux familles vivant dans les maisons d'en face. Il s'agit pour l'une du jeune gouverneur communiste du village, que de nombreuses personnes viennent visiter. Les sœurs et la mère de celui-ci viennent souvent chez Nina, elles se retrouvent avec d'autres femmes autour d'une tasse de thé, et observent et commentent toutes

²¹⁸ Elle rappelle aussi les différentes analyses de l'exploitation des femmes effectuées par les féministes.

²¹⁹ Voir par exemple la récente publication de Garrau Marie et Le Goff Alice, 2010, *Care, justice et dépendance*, Paris, PUF.

ensemble, avec quelques moqueries il faut bien le dire. Elles expliquent volontiers les liens de famille entre maisonnées, de même que les « secrets », les malheurs et les gloires.

Quelques observations « brutes ». Samedi 21 octobre 2000, dans la maison, quand la porte d'entrée est ouverte, c'est à dire sans crochet intérieur, les gens entrent sans frapper et viennent s'asseoir dans la cuisine ou dans la première pièce. L'offre de thé n'est pas systématique, les entrants peuvent être discrets, sans même dire ni bonjour ni au revoir. Les enfants en particulier ne disent rien du tout. Parfois on ne les entend même pas entrer. Ils se mettent tout près de la porte et ils attendent qu'on leur adresse la parole. Puis ils se lèvent et partent, sans un regard. Sainbileg, par exemple, qui avait préparé le repas hier soir, a mangé avec nous. Elle s'est levée, alors que nous étions tous encore attablés, et elle est partie comme ça, sans un regard. (Il n'y a qu'à moi qu'elle dit un grand « bonjour », en me demandant si j'avais bien dormi, tout sourire. Ceci me révèle la différence de mon statut.)

Samedi 21 octobre 2000. Une vieille dame, accompagnée d'une petite fille, qui est restée en permanence collée à elle sans prononcer un mot, est aussi venue lui rendre visite dans l'après-midi. Elles sont reparties avec de l'argent serré fort dans le creux de la main. Puis deux hommes ivres, en soirée, qui ne restent pas longtemps : Sumočir est cette fois présent.

Mardi 24 octobre 2000. Ce matin, la famille s'est levée vers 7h moins le quart. Il est 10h30, et quatre personnes sont venues voir Nina. D'abord un vieux monsieur qui n'est pas resté longtemps. Puis un homme d'une trentaine d'années, qui a dit avoir mal à la tête et a beaucoup fumé. Nina lui parlait fort en riant - un peu forcée ai-je cru déceler. Elle a mangé un bout de pain avec lui devant une tasse de café au lait instantané, celui que j'ai apporté. Puis maintenant, une dame avec cette jeune fille un peu demeurée qui était déjà venue samedi, puis dimanche, puis encore aujourd'hui. La première fois que je l'ai vue, elle est venue demander de l'argent assez directement. Nina lui en a donné, sans poser de question, rapidement, 5 000 T.

Et de toutes ces visites au domicile, une seule était destinée au père, Sumočir (alors que celui-ci a trois frères, dont deux au conseil municipal, aussi au PPRM). Ce fut un homme d'entre 30 et 40 ans, qui est resté un moment dans la cuisine à discuter avec lui, Nina s'affairant à les servir d'abord en thé, puis en vodka. C'est le mari d'une cousine à elle, et c'est aussi (et surtout) le nouveau « *Zacag Darga* » (gouverneur), celui dont elle parle souvent avec ses visiteuses voisines. Ce fut pour moi l'occasion de le rencontrer, mais c'est Sumočir qui nous présente et qui lui fait part de mon désir de l'interviewer (je serai reçue formellement à la mairie le lendemain).

Il est alors flagrant de réaliser que Sumočir, d'une part semble vivre son réseau social et politique à l'extérieur de la maison, et d'autre part que c'est lui, non pas elle, qui en est le seul détenteur du « droit d'entrée ». Le réseau, pourtant très fourni, de Nina, superposant au moins quatre sous-réseaux (sa famille, la couture, les soins, et le prêt d'argent) et l'ensemble de ses dons, ne sont donc que très pauvres en « effet-capital ». Il est facile, au regard de son parcours politique, de comprendre que Nina est reconnue pour ses qualités altruistes. Il a aussi fallu qu'elle manifeste des capacités personnelles d'adaptation au nouveau système économique alors qu'elle avait perdu

son poste de fonctionnaire. Enfin, son capital professionnel a pu être transformé en capital politique par le soutien de son mari, soutien personnel mais aussi social, puisqu'il est engagé en politique depuis les années 1970.

Pour effectuer une véritable comparaison, il aurait fallu suivre Sumočir dans ses activités en dehors de la maisonnée, ce qui ne fut pas possible. Il semble certain que si Nina a été élue au conseil municipal, c'est parce que, comme elle le dit elle-même, « *tout le monde la connaît, et elle connaît tout le monde* ». Mais elle reconnaît aussi n'assister que très peu aux réunions municipales, et de toutes façons, « *les femmes y prennent peu la parole. On me demande mon avis sur les décisions, mais même pas toutes, celles sur lesquelles je connais le sujet, ou sur des petites choses. [Lesquelles ?] Le ramassage des ordures, le problème de l'électricité... En fait, je joue plus un rôle de consultante qu'un rôle de "décideur"* », rôle que joue pourtant son mari.

Chez un autre homme politique démocrate, Davaa, nous avons pu observer que sa famille utilise sa position géographique (sédentaire au village) pour faire les haltes nécessaires lors de déplacements. De nos notes n'apparaissent pas de visites faites à Enebiš, sa femme. Elle rencontre sa propre famille lors de visites ciblées, comme celle effectuée au bord du lac, sorte de week-end en famille, grand plaisir aussi pour Davaa. Mais sans effet-capital pour elle. Elle n'est d'ailleurs pas impliquée dans la vie politique formelle de son village, bien que très active à la survie de la maternelle.

Dans la yourte familiale, par contre, Davaa reçoit beaucoup. Il s'agit quasi exclusivement d'hommes et une bouteille de vodka est systématiquement ouverte (nous y reviendrons dans la dernière sous-partie de ce chapitre). Les dons et surtout les services qu'il rend sont alors significatifs d'une différence avec Nina. On vient le voir d'abord pour s'assurer du résultat de démarches entreprises auprès de l'administration du village, c'est-à-dire auprès de lui en tant qu'ancien gouverneur (*Zasag Darga*) et, aujourd'hui, en tant que maire. Il s'agit de visites de courtoisie intéressée, non pas envers une personne qui a décidé d'être généreuse, mais envers une personne qui a du pouvoir. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'obtenir des faveurs ou une aumône, mais bien de s'assurer que Davaa va mettre en pratique son statut nouvellement conféré.

On vient aussi le voir en cas de problème grave, une personne âgée très malade certainement en train de mourir et on a besoin d'une jeep dans l'urgence pour faire la visite, ou encore un tracteur embourbé à 4 heures du matin. Davaa, lui-même, n'a ni jeep ni autre véhicule pour répondre à la demande (Nina en revanche détenait les médicaments en tant que membre de LEOC). Mais il a le « pouvoir » d'obliger un de ses concitoyens à le faire. Il a donc le pouvoir de mettre en réseau d'autres hommes, qui, eux-mêmes, ont un capital certain, une jeep, un camion ou une position telle au sein de l'administration du chef-lieu qu'ils pourront agir pour les

villageois. P. Merklé développe la dimension relationnelle du pouvoir et donc une réflexion sur la teneur des relations faisant réseau. Il cite M. Weber, 1922, qui « insistait à juste titre sur la dimension relationnelle du pouvoir. » Il évoque les travaux de Linton Freeman qui analyse les « relations de domination » en fonction de trois formes de centralité : le nombre de contacts, la distance et le fait qu'on peut être un intermédiaire. « [U]n individu peut occuper une position clef parce qu'il est un point de passage obligé pour les autres » (2004 p.68). Du point de vue de la sociologie des réseaux, Davaa est ici ce « point intermédiaire ». Mais ces deux femmes, elles, ne semblent être qu'un « point ressource », ce qui signifie qu'elles « donnent » même « plus » que les hommes, sans gagner de contre-don.

Enfin, une dernière observation est celle qui se joue autour de l'ordinateur procuré par la GTZ et WWF dont Davaa est le représentant officiel dans le village.

Mercredi 22 mai 2001 au soir avant 22h, coupure de courant. Concentré devant l'écran, Davaa fait des invitations de mariage. C'est un très vieux monsieur qui est venu les demander, il semble très fier de marier son petit-fils et observe patiemment l'écran avec un grand sourire. Davaa me demande mon expertise, car il souhaiterait les faire recto-verso, et ne comprend pas que je ne sache pas. Il en a imprimé 200, à 10 par page. Le vieux monsieur reparti, il me dit qu'il ne sera pas payé mais qu'il est bien sûr invité au mariage, et qu'il va d'ailleurs préparer un « *grand discours* ».

Jeudi 23 mai 2001. Tout à l'heure, un jeune est arrivé avec un en-tête de diplôme à faire. C'est Enebiš qui s'y est mise pendant que Davaa faisait le repas. Il me dit qu'il y a un autre ordinateur, dans les locaux de l'administration, mais il est le seul à savoir s'en servir vraiment car il a eu 20 heures de cours à Oulan-Bator, puis a travaillé tous les jours et donc il a « pratiqué » (et pas sa femme).

Cet ordinateur, installé « du côté des hommes » dans la yourte, est donc aussi un support d'effet-capital. Symbole par excellence de la « modernité », les enfants en visite attendent une proposition de jeu, tandis que leurs parents, assis du côté des invités et devant une tasse de thé, les observent avec curiosité et respect. De jeunes adultes demandent aussi à y passer du temps, plutôt sur le logiciel de traitement de texte et de statistiques, en prévision d'une formation supérieure dans la capitale. Et ce n'est pas un hasard si c'est un homme qui le possède, même si sa femme l'utilise aussi, mais jamais pour elle-même.

Rappelons ici que Zundujžams, qui vit près du lac en tant que garde-chasse, a été contacté par les deux mêmes ONG que Davaa, la GTZ et WWF. Il reçoit donc régulièrement des étrangers de passage intéressés par la nature. Ces deux hommes rencontrés localement se sont donc trouvés inclus, au hasard de leur fonction professionnelle, dans deux organisations internationales qui, bien que n'ayant aucun poids dans la vie locale (les programmes de protection de l'environnement ne font vivre personne, et les villageois considèrent que ce n'est vraiment pas ce dont ils ont le plus besoin) leur ont attribué une reconnaissance certaine, difficile à expliquer,

de l'ordre de l'irrationnel. Il s'agit tout de même de pays riches... Davaa, en tant que maire, se voit présenter tous les visiteurs étrangers. Comme par exemple ce jeune ethnomusicologue américain, venu pour étudier le *humi*. Personne n'en parle jamais, mais de tels liens avec les Etats-Unis, le progrès technique, l'argent facile (qui est venu à eux sans qu'ils ne le demandent) renforcent le charisme, c'est-à-dire le capital politique de ces deux hommes.

Les deux femmes rencontrées (et si une autre femme avait eu un profil différent, nous l'aurions certainement rencontrée puisque nous faisons savoir que nous les recherchions) n'ont pas de tels liens avec l'étranger, les pays développés. Ojuuna fait régulièrement commerce avec les pays limitrophes, porteurs de bien moins de symboles de réussite économique (en particulier la Chine plutôt crainte). Il s'agit donc d'un lien de travail, puisque dans le cadre de ses affaires, elle « va chercher » ce dont elle a besoin. Et l'engagement associatif de Nina est le fruit d'une démarche volontaire, de recherche d'un soutien, d'aide. Il y a donc ce côté laborieux chez les femmes, dont un homme n'a pas besoin pour prouver sa valeur d'homme politique.

c) Dons des femmes aux hommes : les vêtements

En plus de services divers et de nourriture, le vêtement semble être un des cadeaux les plus offerts, « cadeau » au sens où le contre-don n'apparaît pas immédiatement. C'est un cadeau de choix car le tissu n'est pas fabriqué en Mongolie, c'est un matériau léger et donc idéal pour le transport, et c'est enfin un bien de consommation des plus nécessaires.

Les Mongols semblent avoir toujours fait commerce, de tissus, de soies et de fourrures²²⁰. Surtout, ils en font l'échange, un échange quelque peu « obligatoire » comme G. de Rubrouck le constate (1997, p.196), qui se voit d'abord « échanger » ses riches habits de cérémonie religieuse contre l'hospitalité et le laissez-passer²²¹. A son départ, le khan lui offre aussi « un simple vêtement, “afin que vous ne le quittiez pas les mains vides.” Nous dûmes l'accepter, par respect envers lui car ils prennent en très mauvaise part que l'on méprise leur présent ». On trouve aussi ce cadeau à un moment clef du parcours de Cinggis Khan. La mère de sa première épouse vient à lui avec une « pelisse de zibeline noire », qu'il offrira à son tour au père de Bleutée lorsqu'il aura besoin d'aide (Even M., Pop R. et Siki-Quduqu, 1994, p.68). L'alliance politique est ici manifeste,

²²⁰ G. de Rubrouck note au XIII^{ème} siècle: « Pour ce qui regarde leurs vêtements et leur habillement, vous saurez qu'il leur vient de Catay et d'autres pays d'Orient et aussi de Perse et d'autres pays du sud les étoffes de soie et d'or et les toiles de coton dont ils s'habillent en été. De Russie, de Moxel, de la Grande Bulgarie, de Pascatur qui est la Grande Hongrie, et de Kerkis, toutes régions situées au nord et très boisées, et de beaucoup d'autres régions du nord qui leur obéissent, on leur apporte des fourrures précieuses très variées que je n'ai jamais vues dans nos pays, dont ils se vêtent en hiver. [...] Les riches fourrent leurs vêtements avec de l'étoffe de soie qui est extraordinairement douce, légère et chaude. Les pauvres les fourrent de toile de coton » (1997, p.88).

²²¹ Voir l'histoire touchante qui le lie avec le Han Sartach, qui accapare ses habits (p.109), les porte (p.111 et 119) pour finir par les lui rendre (p.203).

héritée d'une génération à l'autre, et symbolisée par l'échange de deux bien précieux qui n'ont pas de parole, une femme contre une pelisse de zibeline.

Nous avons nous aussi vécu quelques anecdotes à propos de vêtements, en voici une :

Mercredi 25 octobre 2000 au soir, à Darvi *Sum*, Hovd. Mon départ est prévu pour le lendemain, le chauffeur vient de confirmer. Pendant que je prépare mes affaires, Nina verse une larme en disant « *tu es comme ma fille maintenant, tu vas beaucoup me manquer...* » Ne sachant pas trop comment réagir - je suis très touchée par ses paroles, tout en sachant qu'avec sa fille, justement, elle ne se serait certainement pas épanchée de la sorte - je fais comme si je n'avais pas remarqué et je la taquine en lui disant que je vais revenir l'année prochaine pour un mois. Elle verra qu'elle en aura vite assez de ma présence ! Elle rit et me dit que s'il fait beau, on ira se promener dans la montagne (ce que nous ferons d'ailleurs en 2001). Cherchant à m'alléger autant qu'à la remercier, je lui donne ma pharmacie puis sans y porter attention, le petit gilet de cachemire que j'ai porté en quasi permanence chez elle et qui, d'ailleurs, m'avait été donné avant de quitter la France par une femme de ma propre famille. Je m'excuse du fait qu'il soit vieux et troué. Face à ce cadeau auquel je n'accordais que peu d'importance (certains y verront un « refilé de vieille nippe ») à ma grande surprise, elle marque les quelques secondes de silence typique des Mongols qui reçoivent un cadeau qu'ils estiment de grande valeur, le prend avec presque une certaine violence (sans dire merci, ce qui encore me révèle tout le signifié du présent à ses yeux) et l'enfile tout de suite. Elle va le porter jusqu'à mon départ.

Le vêtement, en plus de son utilité première de protection contre le froid, est donc chargé de symboles. Décoré il montre une certaine richesse ; offert, il marque une attention particulière de celle/celui qui l'offre à l'égard de celle/celui qui le porte. Or, il existe une véritable « institution » du don de vêtements. Il s'agit du don de *deel* par les femmes à toutes les personnes de leur famille, et en particulier à leurs hommes au moment de deux périodes festives : le *Naadam* estival et le Premier de l'An en hiver. Durant les périodes précédant ces deux événements, celles-ci « doivent » confectionner ces habits. En fonction de leur savoir-faire, de leur budget pour le tissu et du rang de la personne à qui elles l'offrent, le vêtement sera de plus ou moins bonne qualité, décoré, long, court, simple, matelassé de laine ou doublé de fourrure, etc. Finalement, les femmes se voient confier la tâche d'habiller leurs hommes.

Le 11 février 1999, Dornogov, Sainšand : à ma demande, on me présente une dame connue de LEOC pour être nomade et vivant seule avec deux de ses fils dans la steppe. Au moment où je rencontre la dame, elle est à Sainšand en ville (en visite chez une fille). Elle va profiter de notre visite de sa yourte pour rentrer chez elle. A son retour, elle offre à son fils aîné non marié un nouveau *deel*, devant nous. Elle explique qu'elle doit fabriquer dix *deel* pour ce Nouvel An, un *deel* neuf pour chaque homme de sa famille.

Čandamand, mai 2001. Enebiš reçoit son beau-père qui part pour l'hôpital. Elle lui offre un *deel* neuf matelassé et une chemise neuve. Il reste quatre jours, et puis part avec un sac plein de *bov* et de bonbons.

Nina était médecin pédiatre jusqu'en 1990. Avec la libéralisation du système de santé, elle n'a plus perçu de salaire (seul le directeur de l'infirmierie a gardé son poste). Pour gagner de l'argent aujourd'hui, couturière et brodeuse sur tissus et sur feutre, elle fabrique des *deel*. Elle reçoit presque quotidiennement des femmes mais aussi des hommes pour la confection de différents *deel* et « *dandee* » (robes de femmes occidentalisées). Ceci lui procure un revenu d'appoint, « *Celles qui ne peuvent pas payer tout de suite me donneront plus tard de la viande ou autre.* » Les séances de couture se font au sol entre la cuisine et la pièce attenante, la porte grande ouverte, dans le calme, l'humour et toujours accompagnées de thé et de biscuits. Cette nouvelle activité « traditionnellement » féminine lui permet donc un premier réseau social d'interconnaissances, qui se rapproche fort, dans ses modalités, de la sociabilité de la yourte nomade, puisque les séances de couture s'y font aussi au sol, à proximité du foyer et du lit conjugal.

Les séances de couture rurales sont ainsi plus ou moins collectives, rassemblant spécialistes et novices, des amies, au besoin une couturière quelque peu payée comme Nina. Cette « institution » du cadeau du *deel* semble bien créatrice de lien social à deux niveaux. D'une part la fabrication du *deel* cimente les solidarités entre femmes, d'autre part ces *deel* sont à destination de l'ensemble de la famille, mais surtout à destination des hommes. Une femme donne ainsi personnellement un *deel* à un homme en particulier.

Nous avons cherché l'équivalent masculin de cette « institution » du don de *deel*, et nous n'en avons pas trouvé... Dans les représentations, les hommes se doivent de fournir la nourriture et la sécurité, présents effectués pour l'ensemble de la famille, non pas individualisés comme les *deel*. Même les bijoux féminins, ces cadeaux aux femmes, ne leur semblent pas personnellement destinés. M. Mauss avait observé qu'« Il semble que la femme aux Trobriand, comme les “princesses” au nord-ouest américain [...] servent en quelque sorte de moyen d'exposer les objets de parade » (1923-1924, p.31). En Mongolie, F. Aubin révèle que « En se radicalisant dans les années trente, le gouvernement populaire avait strictement interdit les bijoux des femmes et leurs parures de tête, ces somptueux assortiments d'argent, de corail, de turquoise, de lapis-lazuli, destinés à indiquer à la fois la fortune du mari et son appartenance ethnique » (1986, p.134)²²². Les hommes vont alors les placer sur la selle des chevaux, ce qui confirme le fait que les femmes sont des supports de faire-valoir, davantage que des sujets politiques.

Nous pouvons rapprocher ce constat de celui de M. Mauss qui évoque une « forme nécessaire de l'échange - c'est-à-dire la division du travail social elle-même » (1923-1924, p.7). Mais les féministes ont démontré que la division du travail social est genrée et que le travail des

²²² M. Mauss observe dans son travail sur le don et la valeur des objets symboliques que ce sont les femmes qui portent les bracelets de coquillage porteurs de la valeur des cadeaux effectués. Il note alors en bas de page : « Il semble que la femme aux Trobriand, comme les “princesses” au nord-ouest américain, et quelques autres personnes, servent en quelque sorte de moyen d'exposer les objets de parade... sans compter qu'on les « charme » ainsi » (Mauss M., 1923-1924, p.31).

femmes est alors gratuit. Il ne se voit pas reconnaître de valeur (monétaire et symbolique)²²³. C. Delphy comprend par exemple que « Toutes les sociétés actuelles, y compris les sociétés “socialistes”, reposent, pour l'élevage des enfants et les travaux domestiques, sur le travail gratuit des femmes » (1998, p.34). Et nous rebondissons sur une analyse complémentaire : « Ce sont les femmes qui sont exclues du marché (de l'échange) en tant qu'agents économiques, et non leur production » écrit-elle (Delphy C., 1998, p.34-35). Les hommes / le système les utilisent bien en tant que femmes, mais ils s'arrogent le privilège de l'échange « profitable », le contre-don.

Ainsi, les dons faits par les femmes, l'entraide et la circulation des biens dont elles ont la charge n'appellent pas la reconnaissance. La seule reconnaissance qui leur est attribuée est celle d'être une « bonne mère » et épouse, une bonne Mongole. I. Guérin observe que la création d'un réseau – en France - pour les femmes est faite de relations d'offres (contraignantes) et de charité : « les femmes ne donnent pas forcément plus que les hommes, mais elles sont moins sensibles aux déductions fiscales (leur don serait donc moins “intéressé”) » (2003, p.38). Elle cite John Stuart Mill et ses « réflexions relatives au caractère [...] imposé d'une prétendue “nature” féminine [qui] se révèlent d'une étonnante actualité. [...] Le caractère construit de la différence entre les sexes est l'un des arguments qu'il défend le plus fermement. C'est particulièrement le cas, estime-t-il, concernant la propension des femmes à s'occuper d'autrui : “On apprend universellement aux femmes qu'elles sont nées pour faire abnégation d'elles-mêmes.” [Mill, 1975, p. 112] (2003, p.39). Les femmes sont « hyper-actives » dans le secteur informel. Mais cette activité est sans « effet-capital », elle ne se transforme pas, ou très peu, en capital politique.

²²³ Elle réfléchit ici à la notion de « valeur » telle que conçue par Marx et s'oppose à la distinction “valeur d'usage” versus “valeur d'échange” car « cette production est commercialisable [...]. Le même bien qui est consommé par la famille et qui a donc une valeur d'usage pour elle, a aussi naturellement une valeur d'échange puisqu'il peut être porté sur le marché. D'autre part, s'il n'était pas autoproduit, il devrait être remplacé par son équivalent acheté sur le marché [...] [!] y a continuité entre les services fournis gratuitement par les femmes et les services commercialisables » (1998 p.39-41).

C- Thé contre vodka

Enfin, durant notre séjour nous est apparue une dernière catégorie de biens échangés : les deux boissons de sociabilité que sont le thé et l'alcool. Le thé est offert à tout visiteur et accompagne les repas. Boisson mixte, il est exclusivement préparé par les femmes.

Sont consommées trois sortes de boissons alcoolisées. La plus douce est l'*airag*, premier stade de fermentation du lait de jument, obtenu par conservation dans une grande outre et battu régulièrement, jusqu'à obtenir un pétilllement proche de celui de la bière. C'est une boisson fraîche, très appréciée l'été et bue par tout le monde, y compris les grands enfants. Le lait de jument est aussi distillé. On obtient alors de l'*arbi*, boisson translucide, amère et forte en degrés. Boisson de fête (elle se conserve mal), on dit qu'on n'en sent pas tout de suite l'ivresse, mais qu'elle « coupe les jambes », empêchant parfois le visiteur de repartir... Une amie raconte que son grand-père se plaisait à « piéger » ainsi ses collègues russes, ce qui révèle l'aspect « national » de la boisson. Enfin vient la vodka de commerce, russe, polonaise, mongole. Lors d'une visite, elle est offerte après le thé - et le repas-, selon la qualité du visiteur (quand ce n'est pas lui-même qui l'apporte). La gestion de l'alcool, c'est-à-dire son achat et sa fabrication, est mixte. Mais sa consommation est masculine, associée à la virilité, et si les femmes peuvent en boire, ce n'est qu'avec précaution²²⁴. La consommation d'alcool est donc genrée, et la virilité qui y est associée semble universelle (pour les cultures où elle est consommée)²²⁵.

En Mongolie, nous avons observé deux catégories d'usage de cette boisson : l'usage que nous qualifions de « physico-actif » et l'usage de sociabilité. Il s'agit d'une boisson masculine et nous comprendrons alors comment elle constitue une clef essentielle d'accès à l'espace du pouvoir.

a) *L'usage physico-actif*

Dans les représentations mongoles, l'alcool agit sur le corps, en donnant de la force et du courage qui permettent de surpasser la peur. En fait, la consommation est contrôlée, soit dans l'excès, soit dans la retenue. On évite par exemple soigneusement l'ivresse au volant des véhicules

²²⁴ Ce genre de l'alcool est analysé par exemple par Véronique Nahoum-Grappe (2000) en Yougoslavie et pour la France par Monique Membrado (Clément S. et Membrado M., 2001).

²²⁵ Voir par exemple l'étude de Anne Steiner dans le quartier de Belleville à Paris, où les « Français de souche » reprochent aux juifs ashkénazes de ne pas boire d'alcool, parce que « thé et jus de fruits sont des boissons de femmes ». Ils déclarent alors : « On ne peut même pas boire un verre avec eux, jamais on ne les voit éméchés. C'est pas des hommes, qu'est-ce qu'ils ont dans le ventre ? » (Steiner A., 2000).

sur les longs trajets. Les chauffeurs disent qu'ils boivent pour résister à la fatigue, au froid et à l'effort anticipé qu'il faudra fournir pour changer une roue crevée.

Le 26 octobre 2000, avec une jeune femme qui propose de faire le trajet avec moi jusqu'à la capitale, nous sommes prises « en stop » par le chauffeur d'un fourgon neuf venu se ravitailler à la pompe à essence. Nous sommes alors ses deux seules passagères, un luxe. Il va jusqu'à Bajanhongor, c'est-à-dire la moitié du trajet jusqu'à la capitale, 600 km. Nous quittons Darvi vers 14h. L'homme d'une quarantaine d'années ne parle pas, il est mal rasé et, engoncé dans un *deel* marron fourré très épais, il donne l'impression d'un ours mais avec quelque chose d'original. Sa tenue complète semble neuve, il porte un chapeau neuf de cuir de la forme de ceux des cow-boys américains, c'est la première fois que je vois ça. Autre trait surprenant, il écoute de la musique techno, trois cassettes successives.

Nous roulons dans l'immensité. Il y a une première halte vers 18h pour un repas. Puis la nuit tombe. Le chauffeur nous dit qu'on arrivera à destination le lendemain matin. Vers 22h, il fatigue un peu et fait une pause. Et sort de sous son siège une bouteille de vodka. Il décroche le cache en plastique de la lampe de la cabine pour en faire une tasse (pratique généralisée en Mongolie), y passe le torchon neuf dont il s'était servi pour s'éponger le visage. Il y verse une première rasade qu'il jette au loin dehors. Puis une deuxième qu'il tend à Oulana, puis encore à moi. Me voyant chipoter, il me dit en me regardant pour la première fois dans les yeux : « *il y a encore 400 bornes alors tu peux boire, il va falloir tenir !* » Puis il remplit la « tasse » en rajoutant à ce qu'il m'avait tendu et l'avale sans sourciller.

On repart. Au bout d'une demi-heure, il se tourne vers moi et me dit « *tu veux prendre le volant ?* ». J'en suis très étonnée, il est le premier homme à me demander aussi rapidement si je sais conduire, spontanément, sans que nous ayons eu besoin de parler de la vie en France ou autre sujet ayant rapport avec les voitures. Mais je n'y arrive pas, je n'ai pas l'habitude de la conduite sur piste. Il reprend le volant. Vers 23h, il ressort la bouteille et avale deux volumes de cache-ampoule. Vers 23h30, un pneu éclate contre un caillou. Il effectue le changement de roue tout seul, dans le froid (il doit faire -10°). Nous l'entendons grogner et éructer.

On repart. Il doit être 1h du matin quand il s'arrête à nouveau, mais je sens qu'il est fatigué. Il ressort la bouteille. Oulana boit une bonne rasade, moi je chipote toujours et lui va tout simplement la finir, en faisant de grands rots. Il se pose cinq minutes, on écoute la nuit glacée. Il fait bon dans le camion grâce à la chaleur dégagée par le moteur placé à l'intérieur, sous une tôle propre entre le chauffeur et la place de devant. Il nous aide à nous installer, serrées tête bêche, couvertes par le *deel* fourré et un vieux manteau de marmotte d'Oulana. N'être que toutes les deux et ne pas être chargées n'est finalement pas un avantage.

Le chauffeur repart, pour une demi-heure. Puis finit par s'arrêter pour dire qu'il veut dormir un peu. Il doit être 1h et demie. Il rote et grogne tranquillement. Il s'allonge sur le moteur et s'endort. Nous aussi. Peu de temps après, je l'entends râler. Il a froid. Engourdi, les gestes lourds, il remet le moteur en marche et le laisse tourner. Nous somnolons sans sortir de notre cocon. Lui se réchauffe, on se rendort, et à mon réveil je le vois face contre la tôle du moteur. Mais il fait à nouveau froid. Toujours avec les mêmes grognements d'ours pas content, il remet le moteur en marche et puis finalement, repart. Nuit noire mais ciel immense étoilé. J'ai perdu toute notion du temps.

Il doit être 5h du matin quand il fait halte dans une yourte connue, dans laquelle il nous propose de manger, mais nous déclinons. On repart, le jour se lève. Il s'arrête aux pieds d'un grand *ovoo*, et va y mettre le *badag* qui était accroché à la petite trappe du toit du fourgon. En revenant il me tend une petite

Pierre ronde et poreuse en me disant : « *c'est une pierre qui est cajhan, bonne* ». Puis c'est reparti, cette fois jusqu'à ce qu'il s'arrête dans un village devant la porte d'une cour. Il nous laisse dans le fourgon, sans un mot. Au bout d'une demi-heure, il vient nous chercher pour une tasse de thé. Nous sommes chez lui, il est 8h du matin.

Nous rencontrons sa femme (digne, belle, avec des airs de Simone Signoret) et ses huit enfants ; Nous remarquons l'ameublement de sa yourte, une télévision et un poste de radio neuf complètent l'assortiment de lits et canapés qui ont l'air tout aussi neufs. Les trois fils aînés partent à l'école en VTT, neufs. Mais le trajet n'est pas terminé, et sur la piste jusqu'au chef-lieu régional, il va confier le volant à sa femme (seule et unique fois où nous assisterons à la conduite d'un fourgon par une femme, ce qui confirme mon estime à son égard). Arrivés sur la place du marché, il nous trouve le fourgon qui nous emmènera jusqu'à Oulan-Bator. Nous le payons, et il nous laisse. Sans se retourner.

Cet homme venait de Moscou. Depuis combien de temps était-il sur les pistes ? Et combien de bouteilles de vodka a-t-il bues pour « tenir » ?

Mais on peut aussi contrôler sa consommation en cherchant une ivresse totale qui fait perdre le sens de la réalité. C'est le cas, par exemple, de certains hommes qui prennent l'avion - observations jusqu'à la fin des 1990 -, et boivent jusqu'à l'écroulement, « par peur » me dit une amie. C'est encore le cas des passagers des transports sur les longues distances.

Pendant le voyage en fourgon, première semaine de mai 2001, entre Oulan-Bator et Hovd.

Après un départ de la capitale dans l'après-midi, nous nous arrêtons pour manger dans une yourte qui fait « fast-food ». Quand nous repartons vers 2h du matin, le « gros jovial » sort une bouteille de vodka. Il décroche le cache ampoule de la lampe intérieure du fourgon qu'il nettoie de sa manche. Il jette le contenu de cette première tasse par la fenêtre. Puis il tend la deuxième tasse à sa voisine de gauche (50 ans, petit visage rieur) qui regarde la tasse d'un air dépité et fait la moue. Il lui dit deux ou trois phrases qui font rire tout le monde, elle se plie à avaler la première gorgée. Elle lui retend la tasse, qu'il refuse et lui dit qu'elle est obligée, en tant que bonne Mongole, en plus devant une étrangère, de finir. Elle prend l'air très obligé et finit la tasse. Il va ensuite faire tourner la tasse (en la remplissant à raz bord systématiquement après chaque personne), les femmes n'y trempant que leurs lèvres, les hommes la finissant, surtout lui qui sert et un homme d'une quarantaine d'année qui se trouve être « Kazakh de Mongolie » comme on dit ici, et ils s'en resservent même un deuxième tasse pour finir cette première tournée.

Un peu de temps passe, le « gros jovial » tient la bouteille dans ses mains tout en plaisantant, les femmes s'y mettent aussi, avec des rires éclatants, sans retenue, les yeux pétillants, les hommes restant pour l'instant plus discrets.

C'est le moment de la deuxième tournée, il doit être 3h du matin, celle qui verra cette première bouteille se vider. On est donc déjà dans une ambiance bien détendue, oubliant les cahots de la piste, la fatigue, les courbatures et le froid. Il tend la première tasse à sa voisine de droite, cette fois, la cinquantaine, pommettes très saillantes, femme forte, solide. Elle fait semblant de refuser, il chante une chanson qui fait rire tout le monde, elle boit toute la tasse. Il la remplit à nouveau, et la tend aux femmes du fourgon, sauf à moi. Toutes font mine de ne pas en vouloir. Il fait le pitre, en chantant toujours la même chanson qui fait rire tout le monde, et même si je ne comprends pas, sa tête est marrante, il fait des grimaces moqueuses. Et

toutes avalent leur tasse, même si elle n'est pas trop remplie. Il passe ensuite aux hommes, en remplissant nettement plus la tasse. Ils boivent tous, sans commentaire. Il finit donc par moi, tout le monde a les yeux braqués sur moi. J'y trempe cul-cultement les lèvres, il me chante alors la même chanson qu'aux autres. J'y trempe une deuxième fois les lèvres, mais ne peux pas me résigner à la finir. Je la lui rends et en fait, il se fait un plaisir de la finir pour moi.

Le lendemain, deuxième moitié du trajet, trois hommes sont si saouls qu'ils dorment en ronflant fort, émergeant de temps en temps pour aller faire leurs besoins aux moments des arrêts, à quatre pattes pour l'un et grondé par les femmes comme un petit enfant. Les trois autres, plus jeunes, sont ivres sans avoir perdu le contrôle de leur corps, ils dorment mais se réveillent plus souvent et sont capables de tenir une conversation pratique. Aucune femme n'aura bu autant, aucune n'aura ce type de comportement. Ils semblent dessaouler une heure avant l'arrivée, à l'annonce d'un « nous sommes chez nous ! ». Auraient-ils calculé le temps de leur ivresse, s'assommer le temps du trajet et être éveillés pour l'arrivée ?...

Cette consommation de l'alcool comme produit « physico-actif » dans sa représentation n'est bien sûr pas spécifique à la Mongolie²²⁶. Elle est décrite par exemple pour les soldats de la guerre en Yougoslavie qui se saoulent avant les combats. « La peur est une épreuve qui ne se comprend qu'avec tout le corps. [...] Une première terreur peut définitivement briser quelqu'un. Boire permet d'envelopper cette possibilité de déchirure intérieure tout en restant viril, en brouillant sciemment les cartes du réel. [...] L'ivresse est une manière de manipuler sa propre perception de soi et du monde » (Nahoum-Grappe V., 2000, p.169).

L'alcoolique se distingue alors. Il est celui qui ne contrôle plus sa force. Dans un premier cas de figure, il « perd sa force » et s'écroule là où il ne devrait pas, comme ces hommes allongés par terre dans les rues d'Oulan-Bator l'hiver, joue contre verglas, incapables de se relever engoncés dans leurs manteaux et grosses bottes. On les tire alors vers un hall d'immeuble, on hèle une voiture de police (qui fait montre d'ailleurs d'une certaine lassitude). Ces hommes qui ont perdu leur virilité, on ne les respecte plus et ils ne font plus peur. On assiste à des colères de femmes qui n'hésitent pas à frapper au visage celui qui, encore debout, devient trop pressant.

Mais on est là dans la rue. L'ivrogne au domicile est un danger pour les femmes, en Mongolie comme ailleurs. Il ne se contrôle plus. La plupart des femmes politiques rencontrées classe l'alcoolisme comme le problème national en seconde position, juste après le chômage. Il « empêche d'avoir de bonnes relations de couple » (Horolžams, 4 juillet 2001), il constitue « le problème majeur de l'éducation des enfants et de leur instruction » (Erdenčimeg, 17 juin 1999). « Vous le savez, les épouses subissent la violence de l'ivresse, et plus sournoisement, l'inactivité de leurs hommes et la dépense du maigre budget, et parfois même l'argent qu'elles gagnent et qu'il leur prend ! C'est horrible à dire, mais dans ces situations extrêmes, quand les enfants sont en danger, il vaut mieux qu'elles divorcent, pour la survie de tous... »

²²⁶ Voir par exemple la partie entière consacrée aux « Peurs et transgressions » in Bernard C., 2000.

(Ojuuncan, directrice de LEOC, 24 mai 2005). Dans le cadre d'une enquête pilote, le CAV a rencontré 35 enfants des rues en 1996-1997. Pour tous, il s'est avéré que leur départ du foyer familial est dû à une consommation excessive d'alcool de la part d'un homme proche, père, beau-père, frère aîné (CAV, 1997)²²⁷.

Les parlementaires démocrates sont plus modérés. Batbajar, député PSD, déclare : « *D'après moi, les progrès et bénéfices pour la population apportés par la démocratisation sont tellement importants qu'ils ne sont pas quantifiables. La vie a radicalement changé. Et je ne suis pas d'accord avec la minorité qui clame que le niveau de vie a baissé, c'est faux, la vie s'améliore vraiment. Ce qui a émergé, qui existait déjà auparavant mais qui était tenu secret, c'est l'alcoolisme* » (14 avril 2000). Aucune étude n'existant sur la question du temps du soviétisme, nous ne pouvons effectuer de comparaison... Mais tous attestent d'une augmentation, ou au minimum, d'une consommation ostentatoire inexistante du temps du soviétisme. Pour explication, la crise économique bien sûr. La consommation d'alcool révèle au grand jour les liens structureaux entre production économique, pouvoir et genre. Car cette recherche de la force physique virile, le pouvoir sur son propre corps, s'étend au pouvoir sur les autres, comme l'analyse de P. Brisson sur « L'expérience masculine de l'alcool et le besoin de pouvoir » le montre. Et le pouvoir sur l'autre, c'est d'abord sur les femmes, ce que constate V. Nahoum-Grappe, qui établit clairement le « lien entre alcool et violence sexuelle ».

En Mongolie, l'alcool remplit une « fonction contemporaine [...] dans la vie des hommes comme moyen d'adaptation à un rôle social de producteur et de pourvoyeur, essentiellement fondé sur la quête et l'affirmation du pouvoir » (Brisson P., 1988, p.249). La libéralisation économique a mis au ban de la nouvelle société une classe moyenne d'hommes qui étaient fonctionnaires, reconnus du temps du soviétisme dans leur position d'intellectuels, d'artistes ou tout simplement d'hommes influents au sein de leurs administrations. En l'espace de quelques mois, ils ont perdu leur poste et, de fait, leur statut social. Pire, ils ont perdu leur revenu et leur famille connaît, pour certains, une grande misère dont ils se sont sentis responsables. Žamaa raconte par exemple : « *Mon mari est [aujourd'hui] dans le secteur privé. Il travaillait aussi pour l'Agence Nationale pour l'Information. Mais il a été l'un des tout premiers à quitter son poste de fonctionnaire. Lorsque le système s'est effondré, il a vraiment dit "Ouff !" Mais ça a été très dur pour sa génération, ils étaient trop vieux pour changer, se réadapter. Nous avons cinq ans d'écart, et en période de crise, ça compte, cette différence générationnelle. Et puis moi, j'ai eu de la chance, grâce à mon anglais, mon passé de voyages m'a permis de retrouver du travail. Mais ça a été très difficile. Parce qu'au moment où le système s'est effondré, j'avais ma carrière lancée, programmée avec l'ancien système. Alors on se demande : "Mais qu'est-ce que je vais faire ?"* »

²²⁷ Signalons au passage que certains experts internationaux (pourtant les mêmes qui ont tant prôné la libéralisation du pays) s'inquiètent aussi, associant l'alcoolisme, le retour du bouddhisme et le développement de la pornographie à une même « dégradation de la moralité » (Ginsburg T., 1998).

Psychologiquement, c'est très dur» (16 juin 1999). On comprend dès lors que beaucoup d'entre eux n'ayant pas su s'adapter à la nouvelle donne libérale, ont sombré dans une alcoolisation qu'ils pensaient passagère et d'autant plus tolérée par leur entourage qu'elle n'était pas isolée.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de noter que cette utilisation physico-active de l'alcool n'est absolument pas permise aux femmes. D'abord parce que, comme le montre cette recherche chez les Masais dont les conclusions correspondent parfaitement à ce que nous avons observé en Mongolie : « le pouvoir des hommes réside dans leur capacité de s'auto-contrôler, de s'auto-restreindre [...]. Ni les jeunes hommes ni les femmes ne sont considérés comme capables de cette auto-contrainte » (Willis J., 1999, p.348). Les femmes sont exclues de cet usage physico-actif du produit. Elles n'ont donc pas d'accès à cette force physique que l'alcool est censé procurer. D'ailleurs, dans les représentations, les femmes n'effectuent pas de travaux de force - et n'ont pas à le faire-, et par exemple, elles ne conduisent pas les véhicules qui sont pourtant si gratifiants dans les références symboliques de la Nation.

Et pour mieux contrôler l'interdit, l'alcool est considéré comme un poison pour les femmes, mauvais pour leur santé et surtout pour celle de leurs enfants. Elles sont interdites d'ivrognerie au nom de la Nation. De fait, l'alcoolisme des femmes semble plutôt rare mais il inquiète beaucoup plus que celui des hommes. Il génère les mêmes craintes « médicales » qu'en France. En atteste cet article d'un certain Dr Mūhar intitulé « une tragédie sociale », dans lequel il vilipende l'alcoolisme des femmes « qui affecte gravement le patrimoine génétique du pays » (*UB Post*, 04 mai 2000). La seule femme dont on nous a parlé comme « *arbčīn* », alcoolique, vivait dans la rue et semblait malade mentale... L'alcoolisme féminin est peut-être tabou. Il n'en demeure pas moins que le rapport à l'alcool est genré et que les femmes sont écartées de la possibilité de « gagner » de la force et donc du pouvoir grâce à l'alcool.

b) L'usage de sociabilité

Les hommes ne boivent pas seuls, boire seul est même très déconsidéré²²⁸, comme si la construction de la virilité par l'usage de l'alcool ne devait se concevoir que dans le contrôle du groupe des hommes. Il est alors une deuxième catégorie d'usage du produit, l'usage de sociabilité, une sociabilité masculine qui participe donc de la constitution de la classe de sexe, celle des hommes, par opposition à celle des femmes. Cette différence de consommation entre hommes et femmes s'observe lors de toutes les réunions et de toutes les rencontres amicales au cours

²²⁸ Voir C. Bernand, 2000.

desquelles l'alcool est comme une présence obligatoire. La consommation s'effectue toujours selon le même rituel, l'alcool est distribué par un seul homme, celui qui offre la bouteille ou celui à qui on l'a offerte. Il offre la première tasse aux esprits et aux dieux, puis il offre personnellement les tasses tour à tour à toute l'assemblée, en cercle. Chaque personne accueille la tasse, doit la boire d'un coup sec, puis doit la lui rendre. Il remplit à nouveau et ainsi de suite, alternant parfois avec ses propres rasades. L'échange d'alcool est donc fortement personnalisé, tout en étant un acte collectif.

Cette consommation de sociabilité est historique en Mongolie. La première distillation d'« *arhi* » a toujours été l'occasion d'un rassemblement joyeux, F. Aubin et R. Hamayon en attestent pour les années 1960 et 1970, quand l'ensemble du voisinage vient la goûter et qu'elle est offerte par l'homme de la maison avec fierté.

Si l'évaluation de l'excès de consommation d'alcool n'existait pas d'un point de vue statistique au XXe siècle, les descriptions de G. de Rubrouck en revanche révèlent que les nomades au XIIIe siècle étaient déjà grands amateurs de boissons alcoolisées, tout comme lui-même (1997, p.85). Il témoigne d'abord de la boisson de réception, le comas [*airag*], en visite chez un chef mongol (1997, p.118), il en décrit la fabrication puis l'apport par les éleveurs de la cour. Mais le lait de jument fermenté n'est déjà pas la seule boisson alcoolisée des nomades : « Il nous fit demander ce que nous voulions boire : ou bien du vin ou de la terracine, qui est de la cervoise de riz, ou du caracomos, qui est du lait clair de jument, ou du bal, qui est de l'hydromel de miel. Ce sont là les quatre boissons qu'ils prennent en hiver » (1997, p.147). L'importation de boissons alcoolisées se révèle ainsi une pratique ancienne chez les nomades, matérialisation de relations « inter-nationales ». D'ailleurs, au sein des campements, les Mongols ne sont pas les seuls à boire : un des fils de Mangou « a pour maître un prêtre nestorien, David, fort ivrogne, qui l'instruit ». Et il avait déjà remarqué qu'« ils ont coutume d'être indulgents aux ivrognes » (1997, p.126).

Cet usage de sociabilité de l'alcool légitime, toujours aujourd'hui, une organisation sociale d'échanges économiques dépassant les frontières nationales. Car si l'alcoolisme est considéré par certains comme un fléau, la consommation nationale permet paradoxalement une production non négligeable dans le PIB²²⁹. On perçoit ici encore comment genre et nation sont alors intimement liés.

²²⁹ Ceci est valable par exemple pour la France avec le vin, pour l'Irlande avec la guinness, etc. « L'ensemble de la production nationale s'élève à 3 600 tonnes d'alcool par an, alors que le pays ne consomme que 3 000 tonnes [et l'unique distillerie nationale] est aussi un très bon client pour l'agriculture, puisqu'elle achète 15 000 tonnes de blé et 100 tonnes de pommes de terre chaque année » (*Mongol Messenger*, 14 avril 1999).

Support de la relation virile, on peut refuser d'échanger de l'alcool ou d'accueillir une personne considérée comme non digne de l'échange.

Mardi 24 octobre 2000. Un homme vient rendre visite à Nina. Il est connu pour avoir fait trois séjours en prison pour ivresse et violence, y compris contre sa mère. Il sort de trois mois de prison. Et vient demander à Nina un *deel*, des habits. Quand il a vu la bouteille de vodka dans un coin de la pièce de devant, il était tout excité, il l'a prise et m'a dit tout de suite : « *tu veux en boire ?* ». Nina vient alors à ma rescousse sous le prétexte que « *la Française et moi, nous devons travailler* ». Elle lui indique la porte, il n'insiste pas.

Mais lorsque on est en présence d'amis ou de personnes « intéressantes » pour leur position sociale, l'alcool est quasi omniprésent. Il semble alors que le don d'alcool corresponde aux « dons d'institutions [...] qui créent ou recréent l'alliance » que A. Caillé distingue « de ceux qui sont donnés, faits et rendus dans le cadre de l'alliance instituée – les dons institués. Plus encore que les seconds, les dons d'institution sont des symboles, [...] des performateurs de liaison. Ou, plus précisément, c'est dans la mesure où ils sont vecteurs d'alliance qu'ils privilégient le lien par rapport aux biens et que leur dimension symbolique l'emporte sur leur dimension fonctionnelle et utilitaire » (2000, p.200). Et si M. Mauss disait que l'importance dans le don, c'est « l'âme de la chose », alors, la vodka ne semble même être qu'une « âme pure », un « pur symbole », de la relation, mais d'une relation virile. En fait, il semble que ce soit le don qui ait le plus d'« effet capital ».

Il y eut de nombreux moments de consommation collective d'alcool durant notre séjour, toujours orchestrés par des hommes. Nous ne relaterons ici que les exemples de deux hommes politiques locaux, qui illustrent la façon dont l'alcool est une « âme » de la relation virile, un support de l'échange de cette virilité, une voie de transfert de capital politique. Nous avons déjà pu effectuer la comparaison entre la sociabilité de Nina, entretenue au domicile et autour du thé, avec celle de son mari, Sumočir, entretenue à l'extérieur du domicile, très certainement dans les locaux institutionnels, le bureau du PPRM, bien sûr, mais aussi l'école (dont il est directeur) et surtout la mairie au sein de laquelle il est reconnu comme conseiller communiste fiable et historique. Rappelons que les deux seules fois où il a reçu du monde « à la maison » en notre présence, c'était le nouveau gouverneur (un cousin de sa femme) et le conseiller régional, accompagné du gouverneur et du maire. Ces deux soirées - et ces deux seules soirées du temps de notre séjour, en plus de celle la veille de mon départ - furent copieusement arrosées de vodka.

De façon opposée à Nina, l'épouse de Davaa ne reçoit que de la famille, et même très peu de sa propre famille, elle accueille essentiellement la famille de son mari. Celui-ci en revanche, jeune maire de Čandamand, reçoit beaucoup, et c'est toujours avec de la vodka.

Jeudi 24 mai 2001, Čandamand. Davaa reçoit la visite de Heino, « *volonteer* » allemand de la GTZ et de WWF. Il est presque minuit, les enfants ne sortiront pas de leur couche. Davaa ouvre alors une bouteille

de vodka, qu'il faudra finir. On essaye en vain de m'associer et Enebiš ne s'en voit pas proposer. Les deux hommes la boivent seuls.

Dimanche 27 mai 2001. Nous revenons du lac avec de gros poissons, ce qui constitue un événement. Une ribambelle d'enfants de tous âges est venue et a goûté, précautionneusement avec les doigts, assis en rond autour de l'assiette, les uns après les autres. Une belle-sœur est venue, le voisin, un beau-frère. Un premier homme ivre est apparu, pour aller directement aux toilettes. Davaa, qui ne voulait pas le voir, a quitté la yourte en *catimini* pour aller se cacher dans la cabane. L'homme est entré dans la yourte, Enebiš lui a offert du thé. Il puait fort. Enebiš me regardait du coin de l'œil, guettant mon fou rire. Il a fini par partir.

Un gros bonhomme est ensuite arrivé, avec son fils adolescent. Il s'est mis sur ses genoux, et se balançait irrégulièrement, tentant de ne pas tomber. Il se passait beaucoup la langue sur les lèvres comme s'il avait soif, et avait des difficultés pour parler. Davaa lui parlait avec respect et lui a préparé une assiette de poisson avec du riz, en enlevant les arrêtes comme pour un petit enfant. Le gros bonhomme l'a mangée lentement, toujours en se balançant. Puis à ma grande surprise, Davaa a ouvert une bouteille de vodka et en a servi à ce gros bonhomme qui était pourtant déjà bien ivre. Quand Davaa lui tendait la petite tasse, il plongeait les yeux dedans, mais il lui disait « *ob, non, mon frère (jeune frère, minii dūū), bois-le, toi* ». Davaa faisait semblant de boire avec une tasse de thé, puis lui retendait la tasse de vodka, et le gros bonhomme se l'envoyait d'un trait. Au bout de la demi-bouteille, il s'est effondré sur le côté, en gazouillant. Son fils avait disparu après avoir avalé deux assiettes de poisson. Davaa a installé une natte et a couché doucement l'homme, comme on couche un chien malade. C'est peut-être ce qu'il cherchait, le faire s'écrouler pour avoir la paix.

Un troisième homme un peu moins ivre est passé, le gouverneur du village. Vif et rieur, il a mangé son poisson tout seul. Puis un quatrième est encore venu, vers 21h : le frère aîné de Davaa. Il était, lui aussi, très ivre. Davaa lui a préparé son poisson. Il a ressorti la bouteille de vodka pour en offrir trois tasses à son frère. Puis il l'a aidé à se relever, et lui a dit « *bon, maintenant, il est tard, tu rentres directement chez toi, d'accord ?* ».

Une dame d'une cinquantaine d'année est passée, l'épouse du gros bonhomme qui dormait donc profondément. Il était un peu en travers de la natte, elle l'a mieux positionné et lui a remis le *deel* bien sur les jambes. Elle s'est assise pour manger du poisson, puis est partie.

Avant d'éteindre la bougie, Davaa l'a réveillé pour aller aux toilettes (ce qui constitue un exercice périlleux, puisque les deux planches au-dessus de la fosse ne sont pas larges, et l'hiver elles sont en plus verglacées). Le gros bonhomme a dormi là par terre à côté de mon divan, une puanteur. Pour disparaître dans la nuit. J'apprendrai par la suite que c'est l'homme considéré comme fondateur du mouvement démocratique dans le village.

Les femmes peuvent boire aussi, faire usage de cet alcool de sociabilité, mais sous un contrôle social acerbe. G. de Rubrouck raconte déjà au XIII^e siècle une ivresse de femme, ce qu'il a dû trouver suffisamment surprenant pour le noter. Une dame, « la première épouse », vient assister à « l'octave de l'Épiphanie » organisée par un moine nestorien dans une petite chapelle du campement du grand Mangou. « Ensuite on nous apporta à boire et c'était de la cervoise de riz, du vin rouge semblable au vin de La Rochelle, et du comos. Alors la dame, une coupe pleine à la

main, les genoux fléchis, demandait la bénédiction, tous les prêtres chantaient à pleine voix et elle vidait la coupe tout entière. De même mon compagnon et moi nous dûmes chanter aussi, quand elle voulut boire une seconde fois. Quand ils furent tous à peu près ivres, on apporta à manger [...]. Ils passèrent ainsi la journée jusqu'au soir. Et comme la dame était déjà éméchée, elle monta dans son char, pendant que les prêtres chantaient et hurlaient, puis elle alla son chemin » (1997 p.155). Ici, on peut rapprocher la consommation d'alcool durant la cérémonie religieuse de celle des chamanes²³⁰, hommes comme femmes. On peut supposer une sous-catégorie d'usage de sociabilité de l'alcool, une « sociabilité mystique », dans la recherche de contact avec les esprits. On offre aussi d'ailleurs de l'alcool aux esprits à différentes occasions.

Aujourd'hui, les femmes boivent aussi jusqu'à l'ivresse, lors de soirées festives en particulier. Elles ont semble-t-il le droit de l'usage de sociabilité de l'alcool. Or, pour les femmes, en France comme en Mongolie, on se représente la consommation d'alcool doublement liée à la sexualité, la peur de l'enfant malade mais aussi, et *a contrario*, une plus grande facilité dans l'acte sexuel. V. Despentes explique qu'un jour, elle a décidé de réintégrer sa « catégorie » de femme. « Arrêter de boire. [...] pour éviter la désinhibition de l'alcool. Et les comportements virils qui vont avec : coucher avec n'importe qui, prendre le voisin par l'épaule, faire du bruit [...]. Ça n'a pas été neutre. C'était un affaiblissement consenti » (2006, p.141). De fait, si les jeunes femmes peuvent s'enivrer le temps de la fête, on a l'impression que c'est finalement au bénéfice des hommes, puisqu'elles accepteront plus facilement l'acte sexuel. Cette consommation d'alcool semble donc très contrôlée par les hommes, pour leur intérêt, leur plaisir.

Et d'une façon générale, les femmes n'ont pas droit à l'ivresse publique, qui représente une ultime forme de liberté. Durant le soviétisme en Russie, la consommation de vodka était considérée comme un droit inaliénable, une liberté non contrôlée par le Parti Communiste. Et la tentative de régulation de consommation par Gorbatchev s'est soldée d'abord par son discrédit, ensuite par l'élection d'un buveur notoire en la personne de Boris Eltsine. Pour les hommes, les dérives qui découlent de cette ivresse sont conçues comme des événements inévitables, dommageables mais sans suite. Il s'agit généralement d'altercations entre hommes qui peuvent se solder par des blessures graves, mais qui sont toujours pardonnées. Par exemple, durant l'été 2000, un étudiant de notre résidence universitaire a gravement blessé un autre étudiant qui a perdu beaucoup de sang. L'agresseur a payé les soins hospitaliers et lui a rendu visite tous les jours, lui apportant ses repas et médicaments. La sortie de l'hôpital s'est ensuite fêtée avec – à nouveau et sans fin - force vodka.

²³⁰ Voir en particulier la thèse de L. Merli, 2004.

De façon encore plus « publique », un mini-scandale éclate. « Le 31 mars 1999, une sérieuse altercation a eu lieu dans les bureaux mêmes de la Maison du Gouvernement, entre l'ancien ministre des finances, et l'actuel ministre de la Justice. Les deux hommes se sont battus, en état d'ébriété, et il a fallu effectuer des points de suture à l'infirmierie du bâtiment. Le président du Comité Permanent sur l'éthique a considéré qu'un tel comportement, qui n'est pas isolé, de la part d'hommes d'Etat ou d'élus, est une marque de non-respect de l'Etat. Dans son discours au Parlement, le Premier ministre Naracacraal leur a demandé de formuler des excuses devant la Nation » (*UB Post*, 06 avril 1999). Zanaa dira à propos de cette affaire : « *C'est une honte pour notre pays, et pour notre jeune démocratie. C'est la preuve que nous avons encore à apprendre* » (05 mai 1999). Mais les deux protagonistes n'auront pas de punition conséquente et lorsqu'on en parle, c'est finalement avec le sourire.

Il en serait autrement pour deux femmes. Elles n'auraient pas été pardonnées, l'affaire n'aurait pas fait sourire. Une femme n'a absolument pas la liberté de perdre ses moyens dans l'espace public, son ivresse doit rester dans l'espace intime des connaissances proches.

c) Alcool : hyper symbole du pouvoir

L'alcool étant la boisson de la virilité et la politique nécessitant cette virilité, on pourrait penser que « *Si une femme boit ou fume, elle aura plus de chance de se faire reconnaître et respecter qu'une femme douce* » (Erdenbileg, 2 juin 2000). Parce qu'elle tente de partager l'alcool et d'en obtenir « l'effet capital politique ». Nous avons rencontré une femme politique, Erdentuul, qui boit « comme un homme » dit la journaliste Mönhtuul. Mais elle ne sera pas élue. De façon apparemment contradictoire, la même journaliste dira à son propos : « *Elle est intelligente et elle a l'expérience de l'expertise gouvernementale. Mais elle boit...* » Les femmes ne peuvent donc pas « boire », ce n'est socialement pas accepté. Elles ne sont pas socialisées pour boire, elles n'apprennent pas à « tenir », elles ne partagent pas l'ivresse. « S'enivrer ensemble est le meilleur moyen d'inclure et d'exclure » (Bernand C., 2000, p.13). De fait, elles sont exclues du groupe des hommes, par l'interdiction de l'appropriation du symbole de virilité et de pouvoir qu'est l'alcool.

A contre-pied, les femmes politiques associées en Coalition ont essayé de se constituer en tant que groupe politique spécifique, celui des femmes, et de retourner la discrimination dont elles sont l'objet en vantant leur sérieux. Toutes, à l'unanimité, mettent en avant dans leurs discours de campagne le fait que « les femmes ne boivent pas », et qu'à ce titre, elles méritent le pouvoir, même plus que les hommes. Zanaa, par exemple, présidente de la Coalition des Femmes en 2000, pense que la situation est légèrement meilleure qu'en 1996, « *car le pays est mieux informé,*

les associations de femmes sont déjà connues, et les femmes sont considérées en général comme plus fiables que les hommes, en particulier face au problème général de l'alcoolisme » (15 avril 2000).

D'un point de vue rationnel, la population les soutient. Mais cet argument n'a pas fonctionné, il ne fut pas à effet-capital. Car il semble bien que ce soit exactement le contraire : c'est l'alcool qui est à effet-capital. Dans les représentations de ce qu'est le pouvoir, elles ne peuvent pas rivaliser. L'alcool participe de la constitution de la virilité et celle-ci est essentielle dans l'accès au pouvoir.

« On pourrait multiplier les exemples de rituels d'enivrement célébrés en Polynésie, au Pérou, en Amazonie, en Scandinavie ou ailleurs. Au-delà de leur spécificité, ces cérémonies montrent bien l'importance de l'ivresse, ses liens avec l'ordre social et le calendrier, les exclusions qu'elle sous-tend, la transgression qu'elle encourage, et sa dimension agonistique. » (Bernard C., 2000, p.18) A. Caillé établit alors une distinction entre don-partage et don-agonistique : « Lorsque les prestations consistent en biens réputés masculins, elles sont de type agonistique. Elles sont en revanche pacifistes, assimilables à un partage, lorsqu'elles portent sur des biens réputés féminins²³¹ » (2000, p.78). Les femmes ne « lutteraient » donc pas pour le pouvoir.

Ce qui est essentiel dans le don, c'est le symbole porté par la chose donnée, échangée. Ainsi, ce qui est donné par une femme n'est pas porteur de symbole, tout du moins du symbole de la force et du pouvoir. A. Caillé nomme cette suprématie du symbole, « l'esprit du don » : « En nouant des rapports déterminés par les obligations qu'ils contractent en s'alliant et en se donnant les uns aux autres, en se soumettant à la loi des symboles qu'ils créent et font circuler, les hommes produisent simultanément leur individualité, leur communauté et l'ensemble social au sein duquel se déploie leur rivalité » (2000, p.59). Le rapport à l'alcool est genré, il symbolise aussi de fait une relation genrée. Et si une relation entre hommes tend à procurer un effet-capital, alors l'alcool symboliserait cet effet-capital, tandis que les femmes, cantonnées au thé, n'y ont pas droit, au nom de la bonne santé de la Nation.

En fait, il semble que les femmes d'une part ne produisent pas de symboles, ce sont les hommes qui décident de ce qui est « beau », « fort », « représente la maternité » et « représente la Nation ». Et d'autre part, si elles constituent au moins la moitié des maillons tissant « l'économie des cadeaux », les hommes, eux, la contrôlent, de même qu'ils contrôlent « l'économie des symboles ». Et donc le pouvoir.

²³¹ Il cite le travail de Rospabé, 1993b, *Du sexe des dons*, La Revue Mauss semestrielle n°2.

Conclusion

De ces analyses des espaces intermédiaires entre les espaces domestique, public et politique, mêlant alliances, réseaux, famille et sociabilité, nous assistons à un paradoxe. Les anthropologues de la parenté disent d'un côté que les hommes contrôlent les alliances familiales, de l'autre il semble aux sociologues des réseaux que la sociabilité masculine est à l'extérieur de la famille. M. Forsé (1991) et P. Merklé distinguent ainsi la sociabilité féminine et masculine selon la classique « opposition intérieur/extérieur » (2004, p.41). De leur côté, les femmes seraient cantonnées à une sociabilité familiale.

Nos observations tendent à déconstruire cette classique dichotomie. Dire que les femmes sont « consacrées » à une sociabilité familiale et les hommes à une sociabilité publique ne suffit pas, puisque ce n'est que partiellement le cas en Mongolie. D'une part les hommes, en contrôlant les alliances, participent d'une sociabilité sinon « familiale », alors « parentale », utilisée à des fins politiques. Ils s'occupent bien de « relations familiales » et entretiennent même des relations denses du point de vue de leur charge symbolique. Les femmes aussi participent de cette activité politique de la famille, de la parenté, puisqu'il leur revient de l'entretenir (et de décider même parfois des modes d'alliances puisqu'elles peuvent décider des conjoints de leurs enfants). Ce qui est sans « effet capital » et ne leur confère pas de « pouvoir » : elles n'en sont que le truchement.

Et d'autre part les femmes ont aussi des ami·e·s qu'elles voient souvent, elles n'ont donc pas « que de la famille ». Nina par exemple cumule quatre réseaux : celui de sa « double » famille (ses sœurs et son conjoint), celui de l'ensemble des villageois par les soins gratuits qu'elle continue de prodiguer, celui de la couture et enfin, celui du prêt d'argent qu'elle entretient en plus de cet ensemble. En fait, les femmes qui accèdent à l'espace du pouvoir local ont nécessairement accumulé ce capital social, qui a permis un transfert « magique » en capital politique.

Selon nos analyse, les femmes occupent bien les espaces intermédiaires que constituent les réseaux qui favorisent l'accès à l'espace du pouvoir. Mais ce qui donne l'impression que la classe des femmes n'a pas de « vie publique » et reste cantonnée au domestique, c'est que les femmes politiques comme Nina et Ojuuna sont rares.

En fait les femmes accèdent à l'espace politique, mais n'accèdent pas à l'espace distinct du pouvoir.

A la différence des dons et contre-dons des hommes, le maillage féminin reste horizontal. Et ceci s'explique par la circulation des cadeaux qui s'opère par les réseaux. Ces échanges sont sans effet capital pour elles car on considère que si elles doivent donner (il y va de leur reconnaissance en tant que femme mongole), il n'est pas dit socialement qu'elles doivent recevoir

en échange. M. Mauss cite un proverbe maori : « Donne autant que tu prends, tout sera très bien » (1923-1924, p.95). Or une femme donne et même, elle donne plus qu'un homme puisque la féminité se construit sur l'altruisme en Mongolie aussi. Mais que « prend-t-elle » en retour ? Lorsque nous réfléchissions avec des amies, l'une d'elle déclare justement avec le sourire : « elle “prend des coups” ! ». En fait, une femme ne « prend » pas et ne doit pas non plus s'attendre à « un contre-don » électif par exemple. A l'échelle nationale, une rare femme politique qui accèdera à l'espace du pouvoir doit « se donner » pour la Nation, par son temps et ses compétences. Mais elle doit le faire de façon « désintéressée », sans en attendre de récompense, de gloire, de reconnaissance qui lui permettraient de s'autonomiser en tant que sujet politique.

Pour aller plus loin, M. Mauss observe que « Refuser de donner, négliger d'inviter, comme refuser de prendre, équivaut à déclarer la guerre » (1923-1924, p.18) et déclarer la guerre est bien l'acte politique par excellence. Que se passe-t-il si une femme refuse de donner ? Dans la plupart des cas, ce n'est pas « pour déclarer la guerre », c'est juste « pour ne pas entrer en relation » sexuelle et matrimoniale par exemple. Mais le résultat est – dans les représentations et dans un pourcentage de statistiques élevé – le même : elle est frappée, voire assassinée. Par l'idéologie de genre quasi universelle, la classe des femmes sait qu'elle ne peut « se refuser » qu'avec force précautions. Donc, d'une part finalement une femme ne peut pas refuser (alors qu'un homme, si), et d'autre part, elle ne bénéficiera pas de contre-don (alors qu'un homme, si). La fameuse triple obligation anthropologique de faire, recevoir et rendre les cadeaux n'est donc pas valable pour les femmes, c'est-à-dire tout de même pour la moitié de la population.

Ces réseaux sociaux – et leur importance pour l'accès à l'espace du pouvoir – existaient du temps du soviétisme. B. Pétric observe en Ouzbékistan les rassemblements de quartier (*maballa*), les fêtes où vont se dérouler les échanges de cadeaux et même les travaux collectifs comme les subotnik. Et il constate que si ceux-ci se font sur le mode du réseau, « La participation est volontaire, et la composition des individus impliquée reste floue, ce qui nous autorise à parler d'association » (2002 p.157). Il y a là un lien entre les maillages en réseaux sociaux de la société mongole et le mouvement associatif des femmes.

Troisième partie : Le mouvement **associatif des femmes**

Que ce soit par le nouveau modèle démocratique ou par « l'esprit nomade », la société mongole reproduit une domination masculine qui empêche les femmes d'accéder à l'espace du pouvoir. Dans cette troisième partie, nous analyserons comment les femmes, en réaction à la domination masculine générale dont elles sont l'objet dans l'ensemble des espaces sociaux et surtout du pouvoir, ont constitué un mouvement associatif de femmes, espace particulier car nouveau, non-mixte. Fortes d'un héritage soviétique et encouragées par de multiples organisations internationales, elles tentent de se constituer en acteur politique à travers le mouvement associatif

Dans un premier chapitre, l'observation de leurs activités montre en effet que l'objectif premier des militantes associatives a été, et reste, d'agir pour cette nouvelle démocratie en construction, d'agir sur le politique. Le second chapitre analysera une première stratégie d'action, celle de la « mise en réseau », qui se concrétise par la constitution d'une Coalition de femmes afin de promouvoir, autant que faire se peut, les candidates politiques de la campagne du printemps 2000. Mais face à leur échec patent – le nombre d'élues reste le même, huit -, il importe alors de mettre en perspective leur seconde stratégie, celle de l'appui sur l'espace international. S'impose ainsi une ultime explication de l'exclusion des femmes de l'espace du pouvoir, l'impact du nationalisme sur le genre.

CHAPITRE 7 PAYSAGE ASSOCIATIF

“nous avons le droit d’être ici et là” (Žamaa, 16 juin 1999)

Introduction

Lorsque nous avons commencé à expliquer autour de nous que nous étions venue en Mongolie pour y étudier «le genre du pouvoir», nos amies (journaliste et salariée d’une entreprise) nous ont orientée, non pas vers les députées qui sont finalement peu nombreuses, mais vers des personnalités qu’elles identifiaient comme «agissant pour les femmes en politique» : les associations de femmes²³².

Ce fut pour nous le commencement véritable et rapide de notre travail d’enquête. Nous avons d’abord apprécié la commodité des lieux (des bureaux loués dans le centre de la capitale, avec de la documentation) où les militantes et salariées nous ont très agréablement accueillie (café et petits biscuits offerts systématiquement). Nous étions ainsi face à des associations « installées », sinon « institutionnalisées » et qui n’étaient pas simplement des « groupes de copines ». Nous avons ainsi vite compris 1/ que leurs fondatrices et dirigeantes sont des personnalités connues de l’espace politique toutes impliquées dans le mouvement démocratique, 2/ qu’elles se sont constituées en véritables « moyennes entreprises », avec des bureaux pouvant salarier plus de dix personnes, 3/ qu’elles ont de véritables programmes d’actions auprès de la population, avec un rayonnement en province, de sorte qu’elles sont « connues » et « reconnues » partout dans le pays mais aussi par les consultants étrangers, 4/ que leur objectif majeur porte sur la promotion des femmes en politique, même si elles se voient obligées de développer d’autres activités de « service public ».

Alors que nous ne l’avions pas envisagé lors de la constitution de ce projet de recherche, l’analyse de ce troisième élément de la réalité sociale est devenue centrale pour comprendre comment la démocratie se construit « sans les femmes²³³ », alors qu’elles mettent en place de véritables associations participatives.

Il s’agit ainsi d’entrer dans un domaine de l’analyse sociologique et de science politique, celui des rapports concrets et symboliques entre deux piliers reconnus d’un système

²³² Les militantes utilisent généralement le terme d’ONG pour parler de leurs structures ТББ (Төрийн Бус Байгууллага), mais elles les ont titrées « comité : хороо, horoo » et « fédération : холбоо, holboo » essentiellement, termes issus du soviétisme. Par souci de clarté dans cet exposé, le terme « ONG » désignera les organisations non gouvernementales internationales, tandis que le terme « association » désignera les associations de femmes mongoles, c’est-à-dire créées et dirigées par elles.

²³³ Nous faisons ici référence au titre « La démocratie sans les femmes » de Christine Fauré (1985).

démocratique « idéal » - depuis Tocqueville -, la représentation (via les élections) et la participation (via la « société civile »). Les analyses sur « les associations » en France sont nombreuses. Nous n'utiliserons que celles s'inscrivant à la croisée de l'anthropologie, de la sociologie politique et de la science politique sensible au genre, sans prétendre à l'exhaustivité. Selon les perspectives, les débats analytiques portent d'une part sur la capacité ou pas des associations d'agir sur le social (Caillé A., 2001, p.10) et d'autre part dans quel type de relation avec l'Etat²³⁴. S'agit-il de « structures d'accompagnement et de replâtrage » permettant même la pérennité du système pourtant critiqué (Caillé A., 2001, p.8) ou « d'acteurs primordiaux et centraux du jeu démocratique et de son renouveau ? » (p.9). Sans prendre une position définitive sur ces questions concernant la France, nous les utiliserons plutôt comme outil d'analyse du mouvement associatif des femmes en Mongolie. Comment se situent-elles par rapport à un Etat qui ne semble que se désengager, dynamique dont on sait qu'elle provoque partout dans le monde « le réveil de la société civile » (Ryckmans H., 1996, p.205) ?

En Europe au XXe siècle, les associations étaient suspectes : on craignait les sectes religieuses, le complot politique (Eme B., 2001, p.33). Il n'en est rien en Mongolie, où ne règne, pendant les années 1990, aucun climat de méfiance politique. Les réunions de femmes rappellent les comités soviétiques, on a envers elles une attitude plutôt condescendante car on sait que l'espace véritable du pouvoir se trouve au Parlement. Mais pour les militantes associatives, comme en France, « les associations [sont] parmi les formes d'action collective les plus aptes à susciter l'espoir » (Caillé A., 2001, p.10).

Pour notre travail d'analyse, ce qui nous intéresse surtout, c'est la dimension de « politisation de la vie sociale » (Habermas J., 1992, p.IV) que provoquent les associations de femmes et même encore de « politisation de la vie quotidienne » (Laville J.-L., 2001, p.115). La dynamique existait déjà en régime soviétique avec les assemblées locales et il nous semble important de comprendre comment elle se perpétue et se transforme aujourd'hui.

S'il est possible de distinguer « représentation » et « participation » et, plus précisément, l'espace de la représentation (les Assemblées élues) et l'espace de la participation (les associations), les deux espaces sont constitutifs d'un plus large, celui du politique. Ainsi, quels que soient les termes employés pour désigner ce « secteur spécifique » (Laville J.-L., 2001, p.65), ou « secteur autonome » (p.64), la « dimension intermédiaire » de cet « espace opérant le passage de

²³⁴ A. Caillé évoque aussi le secteur économique. « Peut-être n'est-il pas inutile [de rappeler] que la classe ouvrière et les socialistes du XX^{ème} siècle vouaient un véritable culte à l'association [...]. Toutes les organisations clés de la démocratie moderne qui nous préservent toujours du règne sans partage d'un marché auto-régulé : syndicats, mutuelles, coopératives et même partis politiques, sont issues du creuset associatif » (2001, p.10). C'est un aspect que nous ne travaillerons pas, excepté à travers la lutte contre la pauvreté, peut-être aussi parce qu'il n'apparaît pas comme primordial pour les associations de femmes mongoles.

la sphère privée à la sphère publique » semble importante. Car « ce sont les modalités de cette articulation entre associations et pouvoirs publics qui s'avèrent déterminantes pour le devenir de la démocratie » (Laville J.-L., 2001, p.64). Concernant les femmes en Mongolie, cet espace est à la fois un secteur spécifique, le seul au sein duquel les femmes se sentent à l'aise, et un secteur intermédiaire, qu'elles souhaitent utiliser pour sortir du privé et passer du public au politique.

En effet, et selon ces analyses portant sur la France, les associations de femmes devraient constituer un premier espace intermédiaire permettant le passage de l'espace privé à l'espace public : « Au sein de cette dynamique [...] se forme une confiance interpersonnelle par l'instauration d'un espace où ne prédominent pas les dimensions stratégiques, instrumentales ou utilitaires et où s'exerce une réflexion commune. C'est pourquoi ces espaces peuvent être qualifiés "d'espace publics de proximité" au sens où des questions auparavant cantonnées dans la sphère privée peuvent y être abordées et débattues jusqu'à la définition d'un bien commun partagé qui peut alors servir de cadre de référence » (Laville J.-L., 2001, p.98, mais aussi Caillé A., 1998, p.79).

Les associations constitueraient ensuite un second espace intermédiaire favorisant le passage de l'espace public à l'espace politique, du moins pour les hommes. « Le fait associatif, par son encastrement politique, articule dès lors espaces de vie familiers des sujets sociaux et engagement dans la "chose publique". Quotidienneté et politique apparaissent comme les deux versants de l'émancipation des sujets » (Eme B., 2001, p.42), d'un « sujet politique actif » (p.43).

C'est ce qui s'est produit pour les femmes françaises au XIXe siècle, M. Perrot observe que l'engagement des femmes dans les associations caritatives va permettre progressivement leur engagement dans un espace public politisé. « Aux dames charitables plus ou moins poussées par leurs confesseurs ou leurs maris, dont elles illustrent ainsi le nom, succèdent des femmes plus indépendantes, souvent célibataires ou veuves, indignées par la misère physique ou morale et animées par un esprit missionnaire » (1991, p.469). Elle explique que les bourgeoises se voient accompagnées de femmes plus modestes et ensemble, elles développent un véritable savoir « de terrain », par le biais d'enquêtes minutieuses sur la pauvreté qu'elles effectuent elles-mêmes lors de leurs visites dans les quartiers. Elles développent alors le « travail social », c'est-à-dire la prise en charge de la pauvreté. Elles en deviennent les expertes, « ministres des pauvres, sur lesquels elles exercent aussi un pouvoir non dépourvu d'ambiguïté et de conflits de classes, [les femmes] se pensent comme des médiatrices de ceux, à leur image, qui n'ont ni voix, ni vote. Entre femmes et prolétaires, il existe un lien symbolique, sinon organique, que les saint-simoniens avaient mis en évidence. "J'aime agir sur les masses, dit Eugénie Niboyet, parce que c'est là que je sens toute ma

puissance. Je suis apôtre.” Au nom des exclus, des faibles, des enfants et avant tout des autres femmes, elles revendiquent un droit de représentation, local et même national » (1991, p.473).

Cet espace associatif s'avère en effet le seul espace d'action au sein duquel les femmes peuvent exercer non pas « le pouvoir », mais « des activités politiques ». On peut généralement observer dans le monde une « spécialisation des femmes dans les activités de proximité » résultant « d'une pluralité de facteurs où les aspirations personnelles et le souci d'autrui s'entremêlent avec des contraintes de degrés divers, depuis l'impératif de survie jusqu'au simple respect de normes sociales, en passant par l'intériorisation d'un sens du devoir et du dévouement » (Guérin I., 2003, p.36). Le mouvement associatif des femmes mongoles s'en distingue quelque peu, se constituant non pas pour gérer la quotidienneté, mais avec des ambitions résolument « politiques ».

Dans ce premier chapitre, nous proposons de les présenter. Comment elles se sont formées, qui sont les premières militantes et pour quels types d'activités.

A- Premières associations : démocratie et genre

En 1999, une dizaine d'associations de femmes étaient tellement « actives » qu'elles semblaient occuper l'espace de la société civile à elles seules. Nous distinguerons trois catégories : les associations agissant pour « le genre et la démocratie », les « associations d'expertes » avec des domaines d'intervention plus ciblés et les associations « de type traditionaliste ». Des associations de femmes au sein des partis politiques forment une quatrième catégorie, nous les présenterons dans le second chapitre.

1- Les associations « pour la démocratie »

a) Création : par des femmes politiques

Il semble que le premier groupe qui se soit constitué sur le mode associatif (des membres actifs identifiés, un sujet d'intérêt commun et un nom) ait été créé par Zorig, en 1989-1990, qui l'a appelé Association Mongole pour la Démocratie. Elle s'est ensuite développée en un parti politique d'opposition, le premier parti démocrate. Mais comme s'en souviennent les jeunes femmes engagées, « *En 1989-1990, il n'y avait pas beaucoup de femmes dans le nouveau Parti Mongol Démocrate. Et ce sont elles qui ont organisé la première association de femmes, l'Association des Femmes pour la Liberté Démocratique. Ce petit groupe éphémère a duré quelques mois jusqu'aux élections de 1990* » (Odončimeg, 15 avril 2000). « *Les groupes de femmes liés aux partis démocrates, dans les années 90-92 étaient convaincus qu'il y aurait un nouveau rôle pour les femmes dans la société. Les femmes compétentes voulaient*

partager les responsabilités. Elles ont alors créé LEOC et le Mouvement des Femmes pour le Progrès Social. Au départ, c'était lié aux partis. Puis elles ont petit à petit pris leur indépendance » (Amarsanaa, 6 mai 1999).

Femmes Libérales et Intellectuelles (LEOC²³⁵)

L'association de femmes la plus connue dans le pays est sans aucun doute LEOC. Elle a été créée par Enhtujaa, femme intègre proche de Zorig, qui sera ensuite, en 1996, députée parlementaire. L'association a donc vu le jour en même temps que les premiers partis politiques démocratiques, grâce à une militante démocrate pour qui « espace politique » a tout de suite signifié aussi « espace associatif ».

« Ce fut réellement la première association de femmes. C'était tout de suite une association très puissante et elle l'est restée » (Zamaa, 23 mai 2000). Les militantes de l'association, y compris celles résidant en province, se présentent ainsi : *« Le but de l'organisation est d'augmenter la participation des femmes dans les processus de décision. Il est alors nécessaire d'instruire les femmes, de les informer, et elles organisent des séminaires. Il y a aussi des cours organisés, comme l'anglais ou la culture d'un potager »* (Ojuunceceg, 17 janvier 1999). La gynécologue d'un petit village explique qu'elle s'intéressait *« à la démocratie et à la politique. Les deux sont réunies, je pense, à LEOC »* (Mandahcaihan, 20 avril 1999).

Sur sa plaquette de 2000, le bureau présente l'association de façon plus technique. « Notre mission [est de] contribuer au développement durable du pays, pour lequel les compétences et les savoirs des femmes sont pleinement utilisés et, de façon égale, dans la construction de structures économiques, politiques et sociales efficaces ». Elles déclinent ensuite deux types d'activités. D'une part « Femmes en politique (*Women in politics*) : Développer des activités qui auront pour objectif l'égalité de représentation des femmes dans les conceptions des politiques de développement social, économique et politique, et à tous les niveaux de prises de décisions. Préparer et introduire des femmes compétentes aux postes de direction à tous les niveaux » et d'autre part « Femmes dans le développement » (*Women in development*) : travailler à l'amélioration des capacités des femmes pour permettre leur participation au développement social et économique du pays, faire en sorte qu'elles soient indépendantes » (LEOC, 2000).

Outre la mise en place de programmes qui mobilisent une majorité du personnel et des militantes, elles ont fait le choix de se structurer en « Clubs », « Jeunes femmes leaders » ; « Famille et tradition », « le Club Politique », « le Centre pour les femmes d'affaires ». « Les clubs et centres jouent le rôle de forum de discussion et permettent le débat autour de problèmes spécifiques économiques et politiques, ainsi que la formation intellectuelle nécessaire aux

²³⁵ LEOC est le sigle mongol pour « Association des Femmes Libérales et Intellectuelles » Либерал Эмэгтэйчүүдийн Оюуны Сан. Nous l'utiliserons car les militantes l'utilisent quand elles parlent anglais, ce qui n'est pas le cas des autres associations.

adhérentes » (LEOC, 2000). En fait, LEOC sera aussi l'organisation « mère » qui donnera naissance à d'autres initiatives, comme la création d'un centre d'information pour les femmes, un centre de lutte contre les violences domestiques (structures que nous présentons plus loin). LEOC s'attribue aussi l'initiative de la création de la Coalition des associations de femmes pour la promotion des femmes en politiques, à la suite d'un atelier tenu sur « Femmes en politique ». Elles énumèrent encore pas moins de 13 projets, six forums et séminaires, la conduite de six recherches et la production de 13 brochures. C'est l'association généraliste la plus importante sur le plan quantitatif, en terme de création de groupes de travail, de répartition sur le territoire et de production. Il y aurait 7500 membres dans tout le pays, des branches dans les 21 *Aimag* et des activités dans 180 *Sum*.

Elles ont surtout l'image, à l'échelle nationale, d'un groupe de femmes intègres, intelligentes, dynamiques et efficaces, qui en 2001 n'avait été entachée par aucun scandale. Le nom de l'association « Femmes Libérales et Intellectuelles » a su associer deux valeurs majeures en société mongole, qui se transforment en deux capitaux. L'un - rattaché à l'intelligentsia - ne reniant pas l'héritage soviétique et valorisant leurs compétences ; l'autre montrant leur volonté délibérée d'inscription dans la modernité. Une ancienne militante provinciale plutôt PPRM explique que lors d'un séjour dans la capitale, elle a rencontré LEOC. « *Je me suis rendue compte que dans cette association, beaucoup de femmes parlent deux ou trois langues étrangères et je trouve que c'est une très bonne chose* » (Osoržamaa, 14 février 1999). Cendsuren est fonctionnaire à Dalanzadgad, à la gestion du budget régional. Elle est aussi membre de LEOC depuis 1993. « *En fait, j'ai adhéré presque au début, non ? Puisqu'elles se sont créées en 1992... J'ai rencontré LEOC, Enhtujaa précisément, par le biais de mon travail. Entre 1993 et 1996, il y a eu un projet du PNUD de lutte contre la pauvreté des femmes nomades dans l'Aimag. Il avait été demandé aux fonctionnaires comptables de participer, en évaluant le niveau de pauvreté de la région. Il y avait eu plusieurs réunions de travail, avec Enhtujaa. Je l'ai trouvée dynamique, très intelligente, j'ai eu confiance en elle... J'ai voulu continuer à travailler comme ça* » (3 février 1999).

Femmes leaders

En fait, lorsque nous avons cherché à rencontrer les militantes de LEOC ou des autres associations de femmes, il nous est apparu que celles-ci sont toujours présentées d'abord avec leur fondatrice et présidente. Il s'agit de personnalités fortes, publiques. Elles ont toutes été engagées activement dans le processus de démocratisation depuis la capitale et sont connues de la population pour cet engagement politique. Et pour deux d'entre elles, Enhtujaa – fondatrice de LEOC - et Narangerel – fondatrice d'une association sur l'enseignement de la démocratie à l'école, elles ont ensuite été élues parlementaires en 1996, ce qui peut donner l'impression qu'elles sont venues au politique représentatif à la suite d'un engagement associatif, comme semble le

penser S. M. Fish (1998, p.137). Or concernant précisément ces deux femmes, c'est l'inverse qui s'est produit puisqu'elles ont d'abord été engagées dans l'espace politique, faisant partie de ceux et celles qui ont renversé le régime soviétique.

Remarquons d'ailleurs que le mouvement démocratique n'a pas été impulsé par des jeunes issus de la « représentation ». Ils/elles se sont lancés sur le mode de la « participation ». Comme elles le disent toutes les deux, « *je voulais agir pour la société !* ». Mais une fois le système représentatif mis en place en 1992, elles n'ont pas été élues, elles se sont donc trouvées exclues de ce nouveau système représentatif. Ce n'est qu'alors qu'elles se sont orientées vers l'associatif. Les quatre années qui ont suivi furent effectivement l'occasion de se former à ce nouvel espace politique et de revenir en 1996 pour une candidature plus assurée (profitant du soutien général aux démocrates). La « salle d'attente » au sein de laquelle elles se sont préparées n'a pas été les associations, mais bien les partis politiques en formation. Au sein des associations, elles avaient d'autres activités, liées, mais différentes : pas de jeu de concurrence contre des collègues partisans, pas de nécessité de stratégie de pouvoir, mise en avant d'une compétence spécifique, etc.

D'autres activistes démocrates, plus nombreuses, ont un profil d'administratrices à la façon des hautes fonctionnaires et n'ont pas, ensuite, réintégré les partis politiques. Žamaa, arrière petite-fille de Sühbaatar et fille de ministre, s'est engagée dans le processus démocratique et comptait se présenter aux élections de 1996. Elle ne le fera pas pour cause de santé. « *Et puis j'ai été élue présidente de LEOC* » à la suite de l'élection parlementaire d'Enhtujaa. Elle rentre au PNUD et démissionne des bureaux associatifs pour pouvoir travailler avec eux (et les financer) tout en restant dans la légalité (23 mai 2000).

Burmaa, fondatrice et présidente du Mouvement des Femmes pour le Progrès Social (MFPS) et Ojuunceceg, présidente du Centre de Recherche et d'Information pour les Femmes (CIRF) étaient aussi très engagées dans les mouvements démocrates. Zanaa, enfin, forte figure du mouvement associatif des femmes, est celle que nous avons le mieux rencontrée. Nous avons déjà raconté comment elle organisait des réunions secrètes au sein de son établissement d'enseignement, membre du groupe d'élite démocrate. « *J'en suis arrivée à la question des femmes à travers les discussions au moment de la révolution, en 1989, en fait, ça se faisait sur le mode associatif qui était encore illégal et mon intuition m'a appelée vers ce domaine. Depuis la démocratie donc...* » (28 juillet 1999). Elle ne s'est jamais lancée dans une campagne électorale en tant que candidate. Mais militante à LEOC, elle va impulser la première Coalition des Femmes pour la campagne électorale de 1996, puis créer le Comité national de veille CEDEF.

Ces femmes, qui deviennent au cours de la décennie 1990 de véritables techniciennes associatives, sont accompagnées par d'autres, moins charismatiques, mais qui participent aussi, à

leur manière, au politique. Citons par exemple ici Amarsanaa et Činčuluun, membres de LEOC dès sa création, qui fondent en 2000 les premières associations de défense des droits humains, nouvelle vague « d'ONGisation ».

Un premier lien entre associations et partis politiques se trouve donc dans le fait que les fondatrices des associations sont toutes issues du mouvement démocratique. Et la caractéristique majeure des associations qu'elles vont fonder sera leur implication volontaire au sein de l'espace politique. Ainsi, elles considèrent toutes qu'il s'agit, au sein de ces associations, d'activité politique, comme le fait comprendre Ojuunceceg, directrice de CIRF. « *Non, je ne suis pas prête pour entrer en politique... [Mais vous y pensez ?] Bien sûr, chaque citoyen y pense ! [rires] Tout le monde réfléchit à la façon dont nous pourrions changer la situation et moi aussi ! [...] Mais en fait, la plupart des femmes sont engagées indirectement en politique, en influençant les politiques... Elles jouent un rôle, un rôle majeur dans la fabrique des lois* » (11 janvier 1999).

b) La notion « d'activité » : participation citoyenne

Il semble bien que ce soit le fait de « jouer un rôle », c'est-à-dire « participer » qui soit important pour ces femmes. En régime soviétique, la reconnaissance des droits « citoyens » était largement soumise à celle des « devoirs » envers la Nation, considérée comme perpétuellement sur la voie de la « construction du communisme »²³⁶. Dans les représentations collectives, à la notion de « citoyen à part entière par ses droits » se substituait celle de « bon communiste », qui s'évaluait, en dehors des actes purement partisans, au travers du « bon travailleur ». On a vu comment le régime s'est ainsi construit sur le travail, avec une ségrégation horizontale de métiers masculins et féminins (même si différente de l'Europe) et surtout comment le travail reproductif - maternage et charge domestique - demeurait assigné aux femmes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'il y avait le « bon communiste » qui se distinguait en ce qu'il était « actif » pour son pays. Le « mauvais communiste » était celui qui restait « passif », qu'on ne remarquait pas dans son travail, dans ses actions. Ceci était valable pour les hommes autant que pour les femmes, qui se devaient donc d'être « actives » si elles souhaitaient accéder à une reconnaissance sociale. Et cette perception n'a pas disparu avec la démocratisation. Dans les années de transition, ce critère fut très souvent mobilisé, même à des fins de jugement entre personnes, une forte critique étant alors « elle n'est pas très active », révélant un certain mépris. Cette dichotomie « active/ non-active » a façonné très profondément la conception de la citoyenneté d'aujourd'hui. Une bonne citoyenne démocratique est une citoyenne « active ».

²³⁶ Voir les discours des deux principaux Secrétaires du Parti, Tchoibalsan puis Tsendenbal, rapportés dans divers articles : Françoise Aubin, Robert Rupen, Alan Sanders, William B. Ballis, etc.

Durant ces années de transition, il y a d'abord eu le sentiment que les femmes ont été « moins actives » les premières années. On l'a vu, les femmes ont été empêchées par le contrôle des partis, par la précarité, par leur assignation à l'espace privé, etc. Et même si cet empêchement est largement social, économique et politique, il est porté par les femmes comme une faiblesse de genre, auto-culpabilisante. C'est ce qui explique (pour une petite minorité de celles que nous avons rencontrées, précisons-le) le faible nombre de femmes dans l'espace politique. Comme par exemple cette jeune conseillère municipale qui n'avait jamais pensé au fait qu'il n'y ait pas de femmes *tergülegč*. Elle estime qu'il n'y a pas vraiment d'obstacles à la participation des femmes au conseil municipal, qu'il ne tient qu'à elles d'être « actives » (Mönhtuul, 24 avril 2000). Les hommes utilisent cet argument comme instrument d'évincement du pouvoir. Ce processus est connu en Europe : « en établissant un espace politique déterminé et en distinguant entre citoyens et non-citoyens, ou entre citoyens actifs et citoyens passifs, la démocratie trace une ligne de partage nette pour la détermination de la sphère du pouvoir. Les femmes, dans cette opération, sont rejetées du côté du non-pouvoir » (Collin F., 1996, p.30).

Les femmes en ont une conscience aiguë et, souhaitant être reconnues comme de « bonnes citoyennes », cherchent cette « activité ». Cette notion de « participation » fonde la constitution des associations, comme le montre la plaquette de présentation du Mouvement des Femmes pour le Progrès Social. « Qu'est-ce qu'une société civile ? Le dictionnaire dit que civil signifie "lié à la population générale, répondant aux intérêts des citoyens". Il s'agit donc que notre société soit pour les citoyens et avec leur participation active. [...] La démocratie est forte quand ses citoyens sont actifs. Dans ce but [...], ils forment des associations » (1996, p.15).

Le Mouvement des Femmes pour le Progrès Social (MFPS)

Et les militantes démocrates vont bien au-delà d'une simple participation « en tant que femme ». Elles décident de se poser comme intermédiaires entre les leaders politiques et une population qu'elles estiment mobilisable. Par exemple, à l'issue de son mandat parlementaire, Narangerel souhaite se consacrer à son association. « *Nous avons publié un livre, sur "comment enseigner la démocratie à l'école". Et nous souhaitons continuer avec des séminaires* » (29 juillet 1999). Parce qu'il est communément admis qu'il faut « *apprendre la démocratie. Tu sais, les gens vivent toujours avec l'ancien mode de pensée, un mode rigide, soviétique. Il faut apprendre la modernité, [...] l'ouverture d'esprit, mais aussi l'honnêteté...* » (Bulgan, 21 mai 1999).

En fait, cet apprentissage collectif de la démocratie semble être l'objectif majeur des deux premières associations, LEOC et le MFPS. Et selon l'observateur américain Sheldon R. Severinghaus, « *Les groupes de femmes ont joué un rôle clef dans l'éducation des électeurs en 1996 [deuxième cycle électoral démocratique après 1992]. Je pense que 20% des électeurs ont témoigné avoir reçu des*

informations sur le déroulement des élections et sur les structures démocratiques en provenance des associations de femmes ! Elles ont produit le premier annuaire d'Etat, avec les noms de chaque officiel, l'adresse professionnelle et le contact téléphonique. Le gouvernement l'a interdit. Ce sont aussi les groupes de femmes qui ont organisé le premier débat télévisé entre les deux candidats à la présidence ! Le MFPS a fait une éducation des électeurs très importante, à la radio, à la télévision, dans les journaux... » (2 juillet 1999).

Le MFPS est en effet l'association qui déclare le plus officiellement s'engager pour une participation permanente à cette nouvelle démocratie, avec une appropriation forte du principe de « fabrication collective » de ce nouveau régime, chaque citoyen ne étant appelé e à contribuer. Elles mettent alors véritablement en pratique le principe du « faire ensemble », avec en premier lieu une éducation citoyenne des électeurs/électrices, afin qu'ils/elles disposent des outils nécessaires à une participation avisée à l'ensemble des processus démocratiques, que ce soient les élections, le militantisme au sein des partis politiques, mais aussi la fabrication des réformes législatives et leur débat au Parlement. « Le MFPS est une organisation volontaire non lucrative, non gouvernementale et non partisane fondée en 1992. C'est une organisation de conseil, de surveillance et d'éducation civique oeuvrant pour la gouvernance démocratique et l'égalité de genre » (MFPS, 1999). Burmaa précise que « *Notre activité a véritablement démarré en 1994, sur des actions envers le gouvernement et les partis politiques. Nous sommes entrées en contact avec tous les partis présents aux futures élections de 1996* » (15 avril 2000). Dans la brochure conçue en 1999, les objectifs concernant spécifiquement le genre viennent ainsi en seconde position comme « aider à améliorer les statuts des femmes aux niveaux communautaires et nationaux », « aider à éliminer toute forme de discrimination de genre » et « promouvoir la place des femmes en politique et dans l'économie » (MFPS, non daté -1999, p.1).

L'accent étant porté sur l'espace politique, Burmaa crée un Centre pour l'Education des Electeurs trices (*Voter Education Center*) en avril 1997, avec l'aide de l'USAid et l'Asia Foundation. [...] (MFPS, non daté -1999, p.2). Elle (le pronom confondant ici volontairement l'association avec sa présidente Burmaa) organise des événements qu'elle veut nationaux, comme par exemple le lancement de compétitions de poèmes et de dessins aux thématiques démocratiques mais surtout la tenue de deux « Parlements des Enfants », ou Mini-Parlement, le premier ayant eu lieu le 8 octobre 1997, un second le 1^{er} juin 1998. Il s'agissait d'accueillir des élèves de Terminale pour discuter des projets de lois et des grandes questions de société au sein même du Parlement, comme l'abolition de la peine de mort, l'égalité d'accès à la propriété privée de la terre, l'arrêt de l'exploitation des forêts, etc., de la même façon que les députés. Les élèves sont venus de trois régions et le film de la délibération a fait l'objet d'une émission télévisée. Sur la photo de groupe présentant les 112 participants, on peut compter 58 femmes, soit un Mini-

Parlement quasi paritaire. Mais elles n'ont pas proposé aux jeunes de réfléchir au sujet (Burmaa et Centre d'Education des Electeurs/trices, 1998, p.4).

Burmaa a associé ce projet à celui de cinq rencontres entre « jeunes » et « leaders »²³⁷. L'enjeu que représente l'éducation politique de la jeune génération est de taille et le MFPS a réussi à mobiliser, outre le gouvernement et certains élus, les Nations Unies, les ambassades, le secteur privé (par exemple la compagnie aérienne mongole MIAT) et même des artistes. Elles visent donc clairement la mobilisation d'un certain espace public au sens large.

Nous ne pouvons éviter ici de décrire les autres activités de l'association, tant nous voulons démontrer le « volume » de celles-ci, mais aussi leurs contenus toujours liés au politique. De juillet 1997 à juillet 1999, elles lancent un projet global intitulé « Renforcer la participation démocratique en Mongolie ». Il s'agit de séminaires dans les chefs-lieux régionaux et mêmes les villages à destination des électeurs/trices, de conférences entre professionnels dans la capitale, de programmes télévisés et radiophoniques. Elles impriment une série de brochures titrées « Mini-Parlements », « Comment faire du lobby », « Gouvernance locale », « Comment organiser un cercle d'étude », etc., en 8 000 exemplaires distribués lors des rencontres mais aussi à des bibliothèques et centres de documentations locaux (MFPS, non daté -1999, p.10).

Cette activité continue en 2000, lors du troisième cycle électoral qu'expérimente la Mongolie. Hišiksaihan, coordonnatrice de projet, explique qu'à la suite de l'obtention de financements en provenance des Etats-Unis²³⁸, elles ont renouvelé leur « action d'information démocratique auprès des électeurs » à partir du 16 juin 2000 jusqu'à la fin du mois. Elles ont organisé une exposition de peintures et dessins sur le thème « pourquoi les élections sont-elles importantes ? », elles ont publié des petites brochures d'information sur la loi électorale, sur le calendrier, sur les droits et devoirs des électeurs, etc.

Dans la capitale, dix étudiant e s se relayent au Centre d'Education des Electeurs/trices, qui prend aussi le statut d'association, frère jumeau du MFPS. En cette période de campagne, ils répondent à des questions, pour la plupart téléphoniques. Elles avaient diffusé leur numéro de *hotline* dans trois quotidiens et lors de plusieurs annonces radiophoniques²³⁹.

²³⁷ Il s'agit d'un programme financé par le PNUD, appelé « One World, the UNConference Series ». Cinq rencontres sont organisées : L'enfance, les Droits humains, Population et Développement, Développement social et Femmes et développement. Des personnalités nationales ont été invitées : R.Gončigdorž (Président du Parlement à cette date), R. Amažargal (Premier ministre à cette date), etc., et des personnalité étrangères : le Secrétaire Général pour l'Information publique et la communication des Nations Unies, M. Kensaku Hogen. Le compte-rendu a été remis à M. Kofi A. Annan, lors de la 54^{ème} Assemblée générale des Nations Unies à New-York. Les organisateurs estiment que 1500 jeunes ont assisté physiquement à ces cinq rencontres, que 15 000 ont participé à la rédaction de cahiers de doléances qui ont servi de base pour les interventions publiques des jeunes « élus » (Centre d'Education des Electeurs/trices, 1997).

²³⁸ USAid et de l'IRI

²³⁹ Les questions portent globalement sur deux thèmes : les adresses et contacts avec les partis politiques, les *managers* d'équipes électorales, etc., et les problèmes électoraux liés aux déplacements, déménagements et nomadisation.

Sur une table sont entreposées trois caméras qui réaliseront des spots publicitaires. Par le biais de la télévision, elles espèrent mieux toucher la population rurale (Hišiksaihan, 23 juin 2000). Elles relatent encore des programmes de rencontres démocratiques soutenus par le Canada Found (MFPS, non daté -1999, p16). Ou encore des réunions tri-partites organisées par le Centre, invitant des politiques officiels locaux, des acteurs privés économiques et des associations. L'expérience a été menée dans quatre Régions. Dans la Région d'Övörhangai, le conseil régional a adopté la moitié des propositions faites par le groupe tri-partite et les a incluses dans le budget prévisionnel de la décennie » (MFPS, non daté -1999, p.17).

Enfin, dans leur Manuel pour les nouveaux électeurs/trices, les deux entités réunies (MFPS et le Centre d'Education des Electeurs/trices) vont bien plus loin que de « tenter d'agir » : elles y proposent une définition de la démocratie et un mode de comportement citoyen qui va forcément façonner les représentations de ceux et celles qui vont lire la brochure. Elles commencent par citer la Constitution, puis déclinent en quatre points courts ce qu'est un « Vote intelligent ²⁴⁰ » puis les « Droits des nouveaux électeurs/trices », avec des « Vous devez etc. » et « Il est nécessaire de etc. » (non daté-1998, p.3). Elles mettent ensuite en garde contre la manipulation médiatique effectuée par les candidats présidentiels (les fausses promesses, les bons slogans, etc.) et proposent « Sept pas avant de voter ²⁴¹ ». Elles donnent les numéros de téléphone du Comité Général des Elections et invitent à se renseigner auprès d'eux. Elles montrent ensuite un bulletin de vote et indiquent comment voter (en entourant le numéro du candidat), ce qu'elles font aussi sur des affiches murales titrées « Votre vote, votre droit ». Elles rappellent surtout les principes d'une élection démocratique comme le choix secret, le devoir. Elles donnent un certain nombre de définitions courtes comme « Qu'est-ce qu'un député parlementaire ?²⁴² » (p.16), la liberté²⁴³, un parti politique²⁴⁴, la démocratie²⁴⁵, etc.

Veille institutionnelle

Mais ce n'est pas tout. Le MFPS effectue - parallèlement à une formation des citoyens - une veille attentionnée des jeunes pratiques institutionnelles démocratiques et au besoin, une

²⁴⁰ « Une opportunité de jouir de ses droits et devoirs ; Un pas qui laissera des traces dans l'Histoire ; Un pas qui façonnera le futur ; Une manière de participer au gouvernement et de protéger ses propres intérêts » (Centre d'Education des Electeurs/trices, non daté -1998, p.2).

²⁴¹ « Vous devez vous inscrire ; Vous devriez vérifier vos connaissances des candidats en comparant plusieurs sources d'information ; [...] Sélectionner votre candidat [et] voter honnêtement pour lui ; Est-ce que le processus est terminé ? Non : Il faut encore évaluer le travail qu'il va réaliser, et quatre ans plus tard, le processus recommence » (Centre d'Education des Electeurs/trices, non daté -1998, p.8).

²⁴² Elles citent la Constitution, Chapitre 3, Art. 23-1 : « Un membre du Parlement doit être élu par le peuple, il représente et défend les intérêts de l'ensemble des citoyens et de l'Etat ».

²⁴³ « C'est l'opportunité de faire quelque chose sans blesser d'autres personnes. »

²⁴⁴ « Un groupe de personnes partageant la même conception de la façon dont le gouvernement devrait agir »

²⁴⁵ « C'est le gouvernement par le peuple, pour le peuple. Toutes les décisions concernant la vie du peuple devraient être prises pour le peuple et le peuple doit participer au processus de décision. Il doit participer au processus des élections pour former un gouvernement qui représentera ses idées, croyances et souhaits » (Centre d'Education des Electeurs/trices, non daté -1998, p.20). On est là face à des assertions qui n'appellent pas le débat...

interpellation des acteurs politiques nouvellement élus. Dans leur plaquette de présentation, voici leur « deuxième activité : évaluer le travail (*performance*) du Gouvernement et du Parlement en fonction de leurs engagements dans les plans d'action » puis « proposer des amendements et défendre des projets de lois et de politiques publiques » (non daté-1999, p.1).

Le Centre d'Education des Electeurs.trices organise deux Conférences post-élections, la première le 19 novembre 1996 à la suite des parlementaires, la seconde en 1997, à la suite des présidentielles. Elles en publient les rapports, sous la forme de publications collectives, dans lesquels elles font intervenir différentes personnalités politiques, des universitaires reconnus comme tels et des jeunes chercheuses en politique bénévoles de l'association. Il s'agissait de « concevoir un système électoral adapté au contexte constaté depuis la démocratisation, plus ouvert et moins dispendieux » (non daté -1999). « [...] A la suite de cette conférence, le MFPS a produit [11] recommandations spécifiques en vue [de 25] amendements à la loi électorale» (1996, p.1). « C'est à l'issue de cette conférence qu'il est par exemple décidé que les élections parlementaires et régionales se tiendront le même jour, afin d'éviter des dépenses inutiles et de ne pas faire déplacer deux fois les électeurs (ce qui a provoqué un fort absentéisme lors des élections régionales du printemps 1996). Sont aussi clarifiés les statuts et rôles des observateurs, des bénévoles engagés aux côtés des candidats, des membres d'ONG » (1996, p36). Enfin, elles demandent à ce que la campagne soit mieux préparée, avec des déclarations de candidatures mieux encadrées ; que les distributions de bulletins de vote et informations concernant les candidats aient lieu plus tôt, avec un calendrier établi (MFPS, 1996, p38). Cette modification de la loi électorale, on le constate, dépasse largement les seuls intérêts des associations de femmes et touche bien l'ensemble de l'espace politique représentatif.

Elles sont fières de présenter un autre « Projet de Renforcement de la Démocratie Participative ». « Le 8 mai 1997, le MFPS est devenu la première association à signer un accord coopératif avec le Secrétariat Parlementaire et le Musée National de l'Histoire, pour développer la transparence et la responsabilité financière du Parlement et le rapprocher des citoyens » (MFPS, 1999). En effet, Burmaa explique que « de 1992 à 1996, les activités au Parlement étaient opaques ». Les comptes-rendus d'assemblée n'étaient pas publiés ni accessibles par exemple aux éventuels acteurs sociaux qui les auraient demandés. En 1994-1995, elles ont lancé leur première grande enquête portant sur la vie politique parlementaire et constatent un problème particulier, celui du manque de discipline vis-à-vis des partis. Les votes se faisaient à bulletins secrets et ne suivaient pas les directives du parti majoritaire, le PPRM (15 avril 2000).

En 1996, son organisation propose une réflexion sur ces procédures en rappelant leur aspect fondamental pour la « démocratie ». Le PPRM, devenu minoritaire lors des élections

récentes, y était totalement opposé. Mais à l'automne 1996 et à la suite d'un débat, le principe « d'ouverture », principalement par le vote non secret et l'accès des textes aux acteurs sociaux, a été voté. Elles ont ainsi commencé à archiver les différents documents produits par le Parlement.

Un troisième point auquel Burmaa tient beaucoup est celui de l'information de la population des agissements de ses dirigeants. Car ceux-ci ont conservé, de la période soviétique, le goût du secret. Une première critique de ce type de pratique avait émergé durant les années 1980. Le Dr. Minis, vice-directeur de l'Institut des Sciences Sociales, « s'est plaint du fait que les documents concernant le Parti étaient, pour l'immense majorité, placés sous le sceau du secret et accessibles à une très petite minorité d'individus. L'écriture, de plus, y est codée, ou tronquée, ce qu'il qualifie de “distorsion des récits historiques”. [Ceci constitue] un obstacle majeur pour la recherche scientifique » (Sanders A. J. K., 1989, p.48).²⁴⁶ Burmaa veut marquer la différence avec l'ancien régime et cherche à publier tout type de document concernant la vie politique, qu'elle considère donc comme « publique », les résultats officiels des élections, les débats parlementaires, la vie des partis politiques. En avril 2000, elle se félicite d'avoir installé une caméra qui filme en permanence les débats parlementaires, ce qui fut difficile à accepter pour le président du Parlement. Elle a en projet de concevoir un site Internet qui serait le support interface entre les électeurs et les élus. « *Ce serait une liaison directe avec les élus. On pourrait mettre en ligne les projets législatifs, les comptes-rendus d'assemblées, etc.* » Pour la prochaine décennie, elle souhaiterait agir sur deux points. D'une part travailler au niveau local et réfléchir au manque d'information des gens de la campagne, d'autre part établir un dialogue entre les associations et le secteur des affaires. Elle a déjà établi certains contacts avec des entrepreneurs de cinq *Aimag*... (Burmaa, 15 avril 2000).

Mais cette notion du secret réapparaît régulièrement (sans parler des activités de corruption). Par exemple, le 1^{er} septembre 2000, jour de clôture de la session parlementaire d'été. Au moment de la discussion relative au remplacement du directeur de la banque, le vice-président a voulu exclure les journalistes. Un vote a été décidé et sur 65 parlementaires présents, 62 ont refusé, les journalistes sont restés (Mönhtuul, 1^{er} sept. 2000).

Le 7 juin 2000, à trois semaines des élections parlementaires, un entrefilet dans le *Mongolin Medee* déclare que les journalistes manquent d'informations, le Comité pour les élections ne veut pas leur en donner, les responsables prétextent qu'ils n'ont pas le temps.

Le 10 novembre 2000, après les élections locales (1^{er} octobre pour le premier tour et 30 octobre pour le deuxième), nous faisons nous aussi face à l'inertie de ce même Comité national pour les

²⁴⁶ L'observateur continue ainsi : « Avec le résultat aujourd'hui, que nous n'avons aucune idée claire de l'étape à laquelle se situe la Mongolie dans la construction du socialisme ». Notons que ce n'est peut-être pas un hasard si c'est un Américain qui se plaint d'être si peu « informé ».

élections (composé de 15 personnes dont trois femmes). Nous prenons rendez-vous avec notre amie journaliste, qui souhaite récolter les mêmes informations que moi. Nous sommes reçues par le secrétaire général, non pas dans un bureau de travail, mais au salon de réception. L'homme est affable, il estime à 13 000 le nombre de candidats dans tout le pays. Mais en fin d'entretien, 1/ il refuse de transmettre les listes des candidats même sur la capitale, au nom du secret d'Etat ; 2/ il dit que les listes des élus ne sont pas encore publiables, du fait de difficultés sur certaines circonscriptions. Nous rencontrons d'autres chercheurs à Oulan-Bator qui courent comme nous après ces informations, de même que les militantes du MFPS qui ne détiennent que des informations partielles publiées dans les journaux, rien en provenance du Comité.

Nous quittons la Mongolie le mardi 21 novembre 2000, sans que ni moi ni aucune association de femmes n'ayons pu obtenir d'information en provenance du Comité national.

Le MFPS et LEOC ont ainsi une aire d'activité très étendue et leur dimension intrinsèquement politique est connue et défendue par l'ensemble des militantes qui y agissent aujourd'hui : « *Oui, j'aimerais bien entrer en politique, dans ma région, peut-être en 2000... Mais en fait, je considère qu'à LEOC j'en fais déjà, puisque je travaille pour les femmes, en fait, pour ma région tout ensemble, pour tout le monde... Puisque quand LEOC aide par exemple une femme pauvre, elle aide aussi ses enfants, qui vont mieux réussir à l'école et donc, c'est l'avenir de mon pays tout entier que je prépare... Pas seulement pour les femmes...* » (Cendsuren, 3 février 1999). Cette conscience politique et citoyenne caractérise ainsi ce mouvement associatif des femmes en Mongolie.

2- Les associations d'expertes

En même temps que LEOC, se crée l'Association des Femmes Juristes (AFJ), le 12 décembre 1992, première association que nous qualifions d'expertes, c'est-à-dire de femmes possédant un domaine particulier de compétences administratives et désireuses de le mettre au service spécifiquement des femmes. En cinq années d'activité, elles ont établi 36 bureaux dans les 21 *Aimag* et dans neuf districts de la capitale. Elles se présentent comme une association « non gouvernementale et à but non lucratif, [...] dont l'objectif est de protéger les droits et les intérêts de toutes les femmes de Mongolie. L'AFJ compte plus de 700 membres, dont les deux tiers sont des juristes professionnelles » (plaque de présentation, 1998). En 2000, elles précisent qu'elles comptent quelques 300 juges, 80 procureures et 180 avocates, de même que des personnels juridiques enseignantes et simples secrétaires. En 1997, elles avaient quatre salariées, en 2000, elles en ont 6, dont une directrice, deux juristes, une chargée de relations internationales et une administratrice (2000). « *Notre spécificité, c'est le fait que nous sommes une association de professionnelles... Nous sommes les seules comme ça en Mongolie !* » (Činčuluun, 12 mai 1999)

Leur « Vision » (même mot en anglais) ne concerne pas seulement les femmes. Elles veulent agir pour « Une société mongole qui s'autodétermine, humaine, juste et démocratique, qui

protège et promeut les droits humains des femmes (*women's human rights*), qui permet aux individus leur épanouissement, qui respecte l'héritage culturel de la population et établit des relations avec d'autres sociétés dans le respect mutuel, l'égalité et la coopération » (2000). Leur « Mission » est alors de « Fournir des services juridiques aux femmes, s'engager en politique et autres formes de défenses des droits avec d'autres groupes de femmes, afin de protéger et promouvoir les droits des femmes, soutenir les femmes dans leur accès aux postes de direction (*advance women's leadership*), accroître leur participation au développement du pays, contribuer à un système juridique qui réponde aux besoins de la population et protecteur des droits, en particulier pour les femmes »(1998). Il s'agit de faire avancer la société dans son ensemble.

Une seconde association d'expertes a été fondée en juin 1995, il s'agit du Centre Contre la Violence domestique (CAV), « première association en Mongolie à développer un projet de lutte contre la violence à l'encontre des femmes et des enfants. » Sa « Mission : stopper toute forme de violence dans notre société et participer à l'établissement d'une société démocratique, humaine et équitable, qui est basée sur l'égalité de genre (plaquette de présentation, non daté -2000).

Enfin, une troisième organisation d'expertes sera le Comité CEDEF, avec à sa direction la charismatique Zanaa. Membre du bureau de LEOC depuis 1995, elle prend connaissance de la CEDEF²⁴⁷ qui avait été signée par le gouvernement mongol en 1981, alors qu'elle n'avait été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies qu'à peine deux ans auparavant²⁴⁸. La Convention avait guidé un certain nombre de directives du plan gouvernemental pour « la voie socialiste du développement » de 1988, mais « à ce moment là, les gens n'avaient pas la culture des droits humains. Ils étaient un peu comme des bébés, ils faisaient ce qu'on leur disait de faire » (28 juillet 1999). En juillet 1996, elle crée le *CEDAW Watch Club*²⁴⁹ d'abord au sein de LEOC. Il sera consacré à une activité de « surveillance » de l'application de la Convention dans le pays. « Le centre est devenu indépendant en 1998 » (Comité CEDEF, mars 2000). Il a ensuite été déclaré au ministère en janvier 1999, sous le régime des associations non gouvernementales (Zanaa, 20 mai 1999). La mission de cette organisation est de diriger et d'évaluer les performances des institutions étatiques (législatives, exécutives et judiciaires) dans la tenue de leurs obligations sous la CEDEF, et de promouvoir une application de la Convention plus efficace en Mongolie » (Comité CEDEF, mars 2000). « *A la lecture de la Convention, j'ai découvert qu'il y a 30 clauses et que les 16 premières sont vraiment importantes. Or, nous avons aussi découvert que 15 d'entre elles ne sont pas réalisées socialement. Nous avons*

²⁴⁷ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

²⁴⁸ La Convention est adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1979. La France la signe le 17 juillet 1980 et la ratifie le 14 décembre 1983. La Mongolie la signe le 17 juillet 1980 et la ratifie le 20 juillet 1981.

²⁴⁹ CEDAW (Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women) est l'acronyme anglais de la CEDEF. Le *CEDAW Watching Club* est donc un "club de surveillance" de l'application de la CEDEF.

décidé de prendre en charge cette implantation nécessaire » (20 mai 1999). Elle est entourée d'une vingtaine de bénévoles toutes universitaires, qui se spécialisent dans le droit international et le genre.

A la différence de LEOC et du MFPS, l'AFJ, le CAV et le Comité CEDEF sont spécialisés chacun sur un domaine d'action qui nécessite un véritable savoir technique acquis dans des formations généralement internationales. Il s'agit essentiellement du droit et du droit international. Car elles l'ont bien compris, l'arsenal juridique est un outil majeur d'action en faveur de l'égalité des sexes. Et ces trois associations vont travailler ensemble et en partenariat avec LEOC et le MFPS.

Législation sur la libre association

Ces associations de femmes vont d'abord être les uniques actrices de la mise en place d'un encadrement juridique qui n'existait pas du temps du soviétisme : celui des associations. Dans son Rapport sur la « Conférence post-élections » de 1996, Burmaa propose la description d'une ONG, son rôle, son statut par rapport à l'Etat, ses modalités de financements²⁵⁰ : « Pour résumer cet exposé, constatons donc qu'il est urgent de mettre en place un cadre législatif clair concernant le statut des ONG, leur existence légale et leurs activités, au vu de leurs importantes contributions au développement politique et social du pays » (MFPS, 1996, 18).

Un observateur américain note alors : « A la suite de son élection en 1996, Narangerel a pris en charge la rédaction d'une proposition de loi concernant les ONG. La loi a dû faire face à une opposition considérable, notamment concernant la proposition d'allègement fiscal pour ce type de structure. Forte de son expérience en dehors du gouvernement et faisant preuve d'un formidable bon sens, elle a réussi à faire adopter la loi en janvier 1997 » (Fish M. S., 1998, p.137). Narangerel, peut-être moins catégorique dans l'appropriation exclusive de la rédaction de la loi, dit, comme un bilan de son mandat : « *j'ai fait partie du groupe de celles qui ont rédigé la proposition de loi. Et aujourd'hui, mon association [...] travaille aussi la formation des associations sur ce cadre législatif, les actions possibles, les idées...* » (29 juillet 1999).

Il s'est plutôt agi d'un travail collectif. Žamaa, aujourd'hui à l'ONU, a effectué une formation d'une année aux Etats-Unis sur le budget associatif. A son retour, elle est considérée comme l'experte en la matière et a aussi grandement participé à la rédaction du projet de loi. « *Le premier pas fut la déclaration du droit d'association libre. La loi instaure un minimum de cinq personnes dans les conseils d'administration afin de garantir la transparence comptable et l'exemption d'impôts pour les donateurs. Une première proposition a été refusée en 1993 par le PPRM qui la trouvait trop libérale, une deuxième proposition a été retoquée par les démocrates en 1996, ils la trouvaient trop conservatrice [rires !]. Elle a*

²⁵⁰ Présenté en introduction de ce chapitre

finalement été adoptée en 1997 et en 1998, toutes les associations avaient obligation de se déclarer » (16 juin 1999). *« Et ce n'est pas une mauvaise loi selon les experts internationaux. C'est une bonne base pour la participation des citoyens aux affaires publiques »* (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). Les associations de femmes n'ont ainsi pas seulement agi pour « leurs intérêts » mais pour l'ensemble de la société, civile et aussi politique, c'est-à-dire sur l'ensemble de l'espace politique.

Droits des femmes

Enfin, de façon plus ciblée sur « les femmes », « Notre but principal est de défendre les droits des femmes ». C'est l'activité principale de l'AFJ. *« Nous organisons des cours pour informer, nous utilisons la radio, les journaux, nous faisons des séminaires. Et nous essayons de faire voter des lois concernant les femmes : lois sur la famille, sur l'emploi, sur les droits dans la maternité, les allocations, etc. Il y a un projet de loi concernant la reconnaissance de la violence domestique. Nous rédigeons tous les projets, avec le relais de hauts fonctionnaires, comme Tungalag du ministère de la Justice »* (Činčuluun, 12 mai 1999). Mais c'est aussi en fait l'objectif de l'ensemble des associations constituant le Comité CEDEF : « En accord avec notre mission, nous analysons les lois nationales en adoptant une perspective centrée sur les droits humains et le genre. Nous travaillons aussi sur les clauses discriminantes du code de la famille, le code du travail, la loi sur la sécurité, la loi sur la protection sociale, le code civil, la loi sur la liberté de la presse et la loi anti-prostitution » (mars 2000). « L'une des formes les plus populaires de participation de la société civile, c'est leur participation à l'élaboration des documents de politique générale et leur participation à des groupes de travail qui conduisent des recherches dans ce domaine et font connaître leur avis » (Comité CEDEF, 2007, p.13).

Ces activités ne restent pas lettres mortes. N. Tungalag, haute fonctionnaire, conseillère juridique du ministère de la Justice, explique qu'un nouveau code de la famille a été étudié et voté en 1993 [l'ancien datait de 1972], mais que les associations et elle-même sont en train de préparer des amendements (12 janvier 1999). La juriste Činčuluun les détaille pour nous, début juin 1999 : *« Il y a la création du statut de "couple en concubinage", qui n'existait pas dans la formulation, car même s'il n'y en a pas beaucoup, il en existe. Il y a la création d'un service d'état civil concernant les mariages : ils se faisaient au Palais des mariages, mais sans enregistrement contrôlé administrativement. La responsabilité parentale n'était pas clairement codifiée dans la loi, la réforme la clarifie ; la structure familiale n'était pas claire non plus, rapports de parenté cousins, frères, parents, oncles et tantes, grands-parents. La clarification permettra de définir des responsabilités tutoriales vis-à-vis d'enfants orphelins, naturels ou même négligés, comme c'est le cas pour les enfants des rues... Nous demandons aussi une législation de donations de biens, en particulier entre grands-parents et petits-enfants, protégeant les biens de l'accaparement parental (toujours pour essayer de sauver les enfants des rues, parfois c'est mieux, si le père boit)... Enfin, la loi réprécise la propriété privée des femmes, même mariées, leur accès aux crédits bancaires, leur autonomie. En général, la propriété des femmes est reconnue, [...] et il nous faut*

défendre ça aujourd'hui » (9 juin 1999). L'irruption des enfants des rues étant devenue un vrai souci, la nouvelle loi facilite leur adoption, plénière si les deux parents biologiques sont d'accord. L'adoption par des parents étrangers est aussi désormais autorisée (12 janvier 1999).

Ce nouveau code est voté le 11 juin 1999. Commentaire de mon amie journaliste : « *Nos associations de femmes ont fait du bon travail !* » L'AFJ se voit aussi chargée de la rédaction du projet de loi sur la prévention de grossesse, la stérilisation chirurgicale et sur les interventions tardives de grossesses²⁵¹. Elles prennent aussi en charge celui sur l'enregistrement de la propriété immobilière (janvier 1997). Etc.

L'AFJ associe ses activités « par le haut » à une action « au plus près des citoyennes ». Elle dispense du conseil juridique spécialement destiné aux femmes en tenant une permanence juridique sans rendez-vous. Lors de notre première visite des locaux, quatre femmes se voient offrir une tasse de thé dans une salle d'attente et deux avocates sont en discussion dans deux petits bureaux. « *Il y a principalement quatre thématiques de demandes de conseils juridiques : les relations familiales (allant jusqu'au divorce), la violence conjugale, les problèmes liés à l'emploi, l'accès aux allocations sociales* » (Činčuluun, 9 juin 1999).

Concernant le divorce, « *c'est facile de divorcer, il faut un peu d'argent, mais pas trop. C'est plutôt urbain que rural. On divorce pour deux raisons principales, pas d'enfant au bout de dix ans de vie conjugale et ce sont plutôt les maris qui demandent le divorce. Il y a aussi les problèmes de violence conjugale qui concernent plutôt les familles pauvres, les femmes réclamant la jouissance d'un bien qu'elles ne peuvent pas posséder seule ou aidées par leurs familles* » (Činčuluun, 9 juin 1999). « *En fait, le code de la famille n'a pas changé depuis 1973. Lors d'un divorce, le partage des biens n'est pas simple. Il y a deux sortes de biens, les biens individuels possédés avant le mariage et les biens communs acquis pendant le mariage. Généralement, l'homme apporte la yourte (et peut donc repartir avec, ce qui arrivait et alors justement la procédure de divorce permettait à la mère en charge des enfants de la récupérer) et la femme apporte les meubles et les ustensiles. Le troupeau était toujours objet de conflit, sur les têtes estimées acquises pendant la vie de couple. Une réforme a été adoptée en 1995, le partage est aujourd'hui proportionnel au nombre d'enfants à charge et les femmes peuvent quasi systématiquement conserver l'habitation* » (Činčuluun, 12 mai 1999). Mais les procédures sont lentes, la juriste cite un certain cas de divorce où l'épouse attend de pouvoir jouir de l'appartement familial avec ses enfants depuis plus d'un an. L'association effectue le suivi de certains parcours juridiques et en juillet 2001, elles déclarent avoir aidé sept femmes durant le premier semestre à récupérer leur appartement à la suite d'un divorce qui aurait pu les laisser sans ressource aucune (AFJ, 2001).

²⁵¹ Il est précisé Article 3, deuxième alinéa, qu'il s'agit des interventions médicales ayant lieu entre 12 et 24 semaines de grossesse.

Beaucoup de femmes viennent aussi pour des problèmes liés au marché de l'emploi. « *Les femmes qui viennent consulter sont généralement en litige avec un employeur, qui leur refuse une indemnisation de licenciement, ou l'accès au chômage, ou même à l'allocation maternité, qui est de 6 000T par mois, ce qui n'est déjà pas beaucoup* » (Činčuluun, 9 juin 1999). Elles sont aussi consultées sur des thématiques moins difficiles, comme par exemple un certain nombre de femmes, parfois accompagnées, qui souhaitent monter une petite entreprise, soit de commerce, soit d'artisanat. Elles font alors du conseil sur ce qu'elles nomment en anglais la « *legal globalization* ». Elles donnent comme exemple la demande récente d'information du cadre juridique concernant la traduction en mongol d'un roman *best-seller* américain (Činčuluun, 12 mai 1999).

Les conseillères de l'AFJ organisent aussi des séminaires de formation juridique auprès des fonctionnaires des régions, sur différents thèmes. Par exemple, sur la notion de droits des enfants, elles informent qu'il existe des dispositions juridiques qui aident les familles à prendre en charge les soins des enfants lorsque ceux-ci se blessent pendant les festivités nationales, pendant la course de chevaux notamment, etc. (AFJ, 29 mars 2000). Amraa explique qu'elles ont organisé des ateliers d'information juridique à destination de non-juristes qui pourraient en avoir besoin, des fonctionnaires, des salariés d'associations, des enseignants. A la fin du mois, 24-28 avril, elles formeront 23 juristes qui vont ensuite aller dans les *Aimag*. Elles ont aussi édité cinq petits fascicules « La loi pour les citoyens », touchant cinq domaines : la loi pénale, le code de la famille, la loi communale-villageoise, les droits des enfants et le code du travail (16 avril 2000).

Plus modeste, Gerelsuren, présidente de la Fédération des Femmes Mongoles (FFM) tente aussi cette action sur le législatif : « *Nous venons de proposer un amendement à la loi sur le travail, qui interdit le licenciement des mères de deux enfants et plus, afin que cette interdiction soit aussi valable pour les mères d'enfant unique. Nous demandons aussi régulièrement la réévaluation des montants des allocations familiales...* » (14 janvier 1999) Mais en ces temps d'ultra libéralisme, ses propositions ne reçoivent que peu d'écoute. L'un des trois objectifs de l'Association des Femmes Mongoles Démocrates et Socialistes est aussi de « travailler au développement de la prise en compte de façon nationale des problèmes spécifiques aux femmes et faire des propositions de réformes de la législation concernant les femmes, la famille et les enfants et la politique publique de protection sociale ». Cette volonté d'agir « par le haut » est donc partagée par l'ensemble des associations de femmes et menée par les associations d'expertes en la matière.

Lutte contre la violence domestique

Un axe d'action apparaît un peu plus tard : la lutte contre la violence domestique. Le CAV devient très vite un acteur majeur du paysage associatif et travaille en partenariat avec la majorité

des associations de femmes. En fait, la « concrétude » à la fois de son propos et de ses actions en font une structure prisée par les bailleurs de fonds qui ont l'habitude de ce type d'associations présentes un peu partout dans le monde.

Et de la même façon que « partout dans le monde », elles mènent de front une lutte législative, les premières études sur la question et un accueil spécialisé des victimes. En mai 1999, il manque toujours une législation claire sur la criminalisation de la violence domestique, le viol conjugal n'est pas reconnu et les actes de violences sexuelles sont rarement punis²⁵². L'AFJ rédige le premier texte de loi, détaillé et accompagné de moyens nécessaires à son application (centre d'accueil, conseil juridique, etc.). Concernant le viol extra-conjugal, l'association voudrait aussi officialiser les procédures de réparation. Aujourd'hui, « *lorsqu'une femme est violée, en particulier si elle est mineure, les parents vont demander un dédommagement financier et généralement ils l'obtiennent. La jeune fille est ignorée. Nous voulons que ces affaires sortent du domaine du privé, ce serait le début d'un processus de réparation essentiel pour les victimes* » (Činčuluun, 12 mai 1999).

Le CAV s'associe aux premières études effectuées dans le pays. « En 1996, il a effectué une enquête auprès de 417 femmes, une sur trois a répondu avoir subi au moins une fois de la violence de la part d'un homme » (LEOC, 2000, p.3). Dans un rapport intitulé « En réponse à la demande d'informations sur les violences faites aux femmes », LEOC et le CAV avancent conjointement que 43,7 % des crimes seraient commis à l'intérieur de l'espace domestique, que ces crimes seraient dirigés contre des personnes proches, dont en particulier, évidemment, des femmes et des enfants. « Il est très difficile d'établir des statistiques sur ces pratiques criminelles, qui attireraient pourtant l'attention de l'État [...] car les personnes sont trop timides, effrayées pour parler ouvertement et inquiètes pour leur honneur. A ceci, il faut ajouter que la politique et la justice considèrent la violence domestique comme un problème d'ordre privé²⁵³ » (LEOC, 2000). Selon LEOC, les viols conjugaux seraient en augmentation (Comité CEDEF, mars 2000, p.13). L'universitaire Solongo travaille aussi sur cette question qui lui semble majeure. Attribue-t-elle la violence à l'alcoolisme ? Elle et l'étudiante présente sont d'accord. « *Non, la violence domestique n'est pas due à l'alcool, ce n'est qu'un alibi. C'est une question d'éducation dans la famille, c'est au niveau familial qu'il faut agir. Le manque d'instruction des hommes est un vrai problème, je souhaiterais pouvoir agir dans ce domaine* » (14 mai 1999). Elles révèlent aussi que la pratique d'inceste paternel ou de

²⁵² Dans le code Mongolo-Oïrat de 1640, quelques peines touchent les femmes coupables et les hommes qui abusent de femmes. « Contre l'homme qui a eu des gestes indécents (sans aller jusqu'au viol) envers une jeune fille de plus de 10 ans : une chiquenaude sur les parties secrètes ; mais pas de châtement si la fillette a moins de 10 ans » (Aubin F., 1991, p.265).

²⁵³ Christine Delphy fait alors cette analyse pour la France : « Ce qui explique la violence conjugale, c'est la conjugalité : c'est que la société a créé une catégorie sociale - le "privé". [...] La femme mariée est soustraite à la protection de la loi, tandis que l'homme marié est soustrait aux sanctions de la loi » (2001, p.192).

viols de la part de proches serait une des causes principales de vie dans la rue pour ces filles obligées de quitter le foyer et d'entrer dans la prostitution.

Le CAV travaille alors avec plusieurs outils. Le tout nouveau centre d'accueil pour femmes battues et leurs enfants a accueilli 312 personnes en 8 mois de service, ce qui est une première en Mongolie. Elles ont reçu 105 demandes d'aide en 1997 en provenance de femmes et de quatre hommes (CIRF, 1997, p31). Les conseillères juridiques ont compté 126 personnes venues les rencontrer, 110 ont ensuite eu un premier contact avec la police et 35 ont entamé une procédure pénale. Elles assurent aussi une permanence téléphonique et un conseil psychologique qui a touché 245 personnes sur l'année.

Un psychologue australien leur propose de mettre en place des stages à destination des hommes violents qui le souhaiteraient²⁵⁴ et des formations pour les policiers. Enfin, de façon plus « grand public », elles organisent des rencontres avec des classes d'élèves dans les Régions, en leur montrant un film réalisé par le CAV, puis avec des fonctionnaires locaux à propos de la promulgation des nouvelles législations concernant la famille et l'enfance (CAV, 1997).

Ce qui nous paraît essentiel, ici, c'est que - même si le patriarcat n'est pas dénoncé en tant que cadre producteur de cette violence structurelle -, c'est la première fois que la violence domestique est dénoncée en Mongolie à l'échelle nationale. Les associations de femmes l'ont extraite de l'espace domestique pour la porter dans l'espace public. L'État commence par se féliciter de cette prise en charge par les associations de femmes. Dans un de ses rapports, le ministère de la Santé et de la Protection sociale aborde un dernier sujet, dans un chapitre intitulé « questions diverses », avec la prostitution et les « femmes au foyer ». « Les associations telles que l'AFJ et le CAV montrent un grand enthousiasme à travailler pour cette cause. Mais il est toujours besoin de faire beaucoup plus pour aider les femmes, les familles et les enfants » (J. Zanaa, 2001).

Une dernière enquête nous paraît intéressante, car les enquêtrices ont développé un questionnement autour de l'impact dans la vie publique. Elle a été effectuée auprès de 300 femmes de 6 districts d'Oulan-Bator. Un tiers de ces femmes ont répondu avoir subi ou subir - au moment de l'enquête - des violences de la part de leur conjoint. Et 30,3% ont déclaré avoir perdu de l'intérêt pour leur travail, 22,7% déclarent qu'elles ont perdu confiance en elles, 20% déclarent que leur statut social s'en est trouvé affecté et qu'elles ont perdu la confiance de leurs collègues, 9,7% disent avoir perdu leur patience, être devenue nerveuse et 17,3% identifient d'autres conséquences : une moindre participation à la vie publique, un moindre accès à l'information, la perte d'amis et de collègues, etc. (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999).

²⁵⁴ Sur la critique de cette approche psychologisante, voir, entre autres, le travail de Romito P., 2006.

Cette enquête montre comment la violence domestique, dont on pourrait croire que les conséquences sont limitées à l'espace domestique, a un impact sur leur participation à la vie publique et donc, de fait, à la vie politique. L'impact est direct pour les femmes victimes. Mais la violence domestique façonne aussi le rapport aux hommes et donc au politique pour l'ensemble de la classe de sexe, par la connaissance que toutes les femmes – en tant que femmes - ont de la possibilité de devenir victimes à leur tour.²⁵⁵ J. Falquet, dans son étude sur le Salvador, « étudie les parallèles qu'on peut tracer entre les techniques de guerre de basse intensité et la violence contre les femmes dans son ensemble. Il apparaît alors que la violence contre les femmes relie étroitement la sphère privée et la sphère publique et qu'il s'agit d'un rapport social central dans le maintien de l'oppression des femmes » (1997, p.130).

Ces associations de femmes, même lorsqu'elles visent les droits spécifiques des femmes, poursuivent en fait une action dépassant largement le simple intérêt de « la catégorie femmes ». La lutte contre la violence domestique n'était pas un objectif premier du mouvement associatif des femmes, qui visait plutôt une action sur l'ensemble social, pour la démocratie. Mais le CAV et ses partenaires, en se concentrant sur la protection des femmes victimes de violences, reinscrivent cette action dans l'ensemble de leur engagement politique. Et de façon globale, créer un cadre juridique concernant les associations, c'est permettre la structuration de l'ensemble d'une société civile, conçue comme un espace d'action participant de la nouvelle démocratie, touchant l'intégralité des domaines sociaux, économiques et politiques. Enfin et surtout, provoquer 11 amendements à la loi électorale, c'est directement participer à la construction des nouvelles institutions démocratiques.

B- Les associations de type « traditionaliste »

1- Traditions, famille et patrie

Un troisième type d'associations vient composer le paysage associatif des femmes. Nous l'appellerons « traditionaliste », pour plusieurs raisons. Ces associations sont d'abord fondées par des femmes qui conservent une forte inscription dans le passé politique soviétique, même si elles soutiennent résolument le processus démocratique. Elles se distinguent des associations

²⁵⁵ Virginie Despentes écrit à propos de son propre viol : « [...] à ce moment précis, je me suis sentie femme, salement femme, comme je ne l'avais jamais senti, comme je ne l'ai plus jamais senti. » (2006, p.49). « Cette proximité est depuis, parmi les choses indélébiles : corps d'hommes dans un lieu clos où l'on est enfermées, avec eux, mais pas semblables à eux. Jamais semblables, avec nos corps de femmes. Jamais en sécurité, jamais les mêmes qu'eux. Nous sommes du sexe de la peur, de l'humiliation, le sexe étranger. C'est sur cette exclusion de nos corps que se construisent les virilités, leur fameuse solidarité masculine, c'est dans ces moments qu'elle se noue. Un pacte reposant sur notre infériorité. Leurs rires de mecs, entre eux, le rire du plus fort, en nombre » (p.37). « Ce que les femmes ont traversé, c'est non seulement l'histoire des hommes, comme les hommes, mais encore leur oppression spécifique. D'une violence inouïe » (p.149).

« démocratie et genre » en portant un discours fondé sur « la tradition », tradition qui en fait, en conjugue deux : la tradition socialiste d'abord, mais aussi la tradition « nomade » et « historique », mettant l'accent sur le familialisme et la patrie. En ce sens, elles établissent une continuité historique là où il y avait rupture, entre la révolution soviétique et le passé féodal. Ceci révèle de fait une continuité dans la conception sociale du genre qu'elles peuvent utiliser. Elles cherchent donc elles aussi à mettre en place des activités de soutien aux « mères », aux enfants, en vue d'un meilleur développement pour leur pays.

La Fédération des Femmes Mongoles (FFM) est la plus importante de ce type. Elle se présente comme la reconstitution de l'ancien Comité des Femmes du Parti qui avait disparu pendant les années de transition. La plupart des militantes de la FFM étaient au PPRM avant la transition et étaient donc aussi membres du Comité. Elles tiennent aujourd'hui cependant à l'indépendance totale vis-à-vis du PPRM. Elles se sont structurées sur le mode associatif, c'est-à-dire en dehors de la structure administrative du PPRM et sur la base du bénévolat (et non de la nomination). Elles ont des branches dans tous les *Aimag* et des militantes dans la plupart des *Sums* et sont ainsi connues par la plupart des femmes mongoles. A la fin de la décennie, elles véhiculent un discours mélangeant rigueur soviétique, principes familialistes et modernité démocratique. Sur leur plaquette par exemple, elles expliquent leurs « objectifs » : « Protéger tous les droits et intérêts des femmes indépendamment de leur religion, nationalité, idéologie et statut social, coordonner les efforts faits dans ce sens par d'autres organisations et former l'opinion publique des femmes à propos des politiques gouvernementales concernant le genre. » Elles annoncent ensuite « Les principes clefs » : « obéir à la Constitution et aux Lois ; à la justice démocratique ; et coopérer avec les partis, les syndicats et les associations » (non daté -2000). Elles sont les seules à évoquer cette « obéissance ». « *Nous avons deux rôles : pour la société et pour l'Etat. [...] Nos valeurs ? C'est une question très importante. Nous voulons travailler pour les femmes, contre la pauvreté, contre le chômage, pour la participation des femmes à la politique. Et enfin pour contrôler les lois relatives aux droits des femmes. Par exemple, l'employeur n'a pas le droit de licencier les mères de deux enfants et plus. Et je souhaite que ce soit applicable aussi pour les mères d'un seul enfant... Nous avons aussi demandé l'augmentation des allocations familiales...* » (Gerelsuren, 14 janvier 1999). En province, comme à Zuun Mod, « *les deux principales activités touchent à l'éducation et à la lutte contre la pauvreté* » (Bulgan, 29 janvier 1999).

Elles éditent un petit magazine d'une vingtaine de pages, qui – malgré un aspect vieillot dû aux machines d'imprimerie - ressemble fort aux magazines féminins du monde entier. Sur la couverture en papier glacé (rareté en Mongolie pendant ces années), elles exposent le portrait en couleurs d'une jeune fille aux épaules dénudées, une rose portée près de la bouche, de la même

couleur que son rouge à lèvres et son vernis à ongles. Elle a deux boucles d'oreilles à son oreille gauche, ce qui marque un certain signe de « modernité ». On trouve ensuite de la publicité pour des produits de beauté mongols et des produits de nettoyage domestique, pour un vendeur de canapés et pour trois lieux publics d'amusement qui ont dû participer au financement du magazine : un restaurant, un bar et un « billard ». Les articles intérieurs portent sur un sommet international sur la population et le développement social, avec la photo d'une femme à la tribune, l'interview d'une femme haute fonctionnaire, un patron de couture pour un pull, une double page sur les méfaits de la cigarette, trois pages sur des conseils de santé et une leçon d'histoire avec un « poème historique ». Ce n'est qu'en dernière page qu'elles présentent une photo du bâtiment de l'association, ainsi qu'une photo du groupe des femmes de la capitale, avec les coordonnées de l'association. Nous sommes devant la présentation d'une féminité classique, (beauté, santé, cuisine), qui n'est pas celle proposée par les jeunes associations de type « démocratiques ». Touchant « à tout », la FFM souhaite ainsi attirer d'autres militantes que celles affiliées au PPRM. Elle n'en conserve pas moins un lien fort avec celui-ci, d'une part par son discours idéologique, mais surtout par la personne de sa présidente, Gerelsuren, qui se présentera aux élections parlementaires de 2000 pour le PPRM et sera élue. L'inscription de l'association dans l'espace politique est donc encore ici manifeste.

La Fondation²⁵⁶ pour les Femmes Rurales apparaît comme une seconde association de type traditionaliste. Leur présidente Č. Otgonbajaar est députée démocrate au Parlement, mais n'a pas participé à sa création : elle semble avoir été choisie par les militantes comme caution symbolique. Leur logo reprend le miroir féminin avec une yourte à l'intérieur, symbole à la fois du nomadisme, mais aussi du foyer, féminin par excellence. Leur plaquette explique : « La fondation est une organisation non lucrative, non partisane et non gouvernementale. Elle a pour objectif de promouvoir l'activité sociale des femmes rurales, de fournir une aide aux foyers les plus pauvres, aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, de soutenir les femmes seules et les femmes qui se lancent dans une entreprise ». Elle énumère plus loin « Les quatre objectifs de l'association : Education juridique et civique des électeurs ; Favoriser l'augmentation de la représentation des femmes dans les instances locales ; Soutenir les petites et moyennes entreprises ; Travailler à un planning familial et à la protection de la santé des enfants ». Leurs projets annoncés se concentrent essentiellement sur la diffusion d'informations (« séminaires »)

²⁵⁶ Le terme mongol pour « fondation » est « сан » *san*, qu'elles traduisent en anglais « *foundation* ». Mais ce terme de fondation n'a, semble-t-il en 2000, pas encore la teneur d'une « fondation » à l'occidentale, c'est-à-dire financée par des fonds privés nationaux. Il s'agit donc d'une association fonctionnant comme les autres, dans l'attente de tout type de financement public et/ou privé. Nous le développons en dernier chapitre de la thèse.

de santé publique (1999). Dans les faits, elles sont connues, mais on ne nous présentera que de rares militantes, y compris à la campagne.

Une troisième association, « le Mouvement national de la Mongolie Gal Golomt²⁵⁷ » a été créée, « à l'initiative de femmes célèbres, de femmes d'affaires, d'universitaires et de diplomates, de médecins et de physiciennes, d'enseignantes, de juristes et d'économistes » (plaquette de présentation, 1999). En vérité, il semble plutôt que l'association soit le fait de Mönhöö, une des militantes les plus âgées du paysage actif féminin, ancienne ministre puis parlementaire de la Constituyente. Figure typique, ancienne communiste, elle a fondé la petite association sur le tard, le 18 février 1997. Gal Golomt signifie à la fois foyer, cheminée et emplacement du feu. Leur logo renforce encore la notion de « tradition », puisqu'il s'agit de l'image stylisée du foyer, mais à socle traditionnel (une armature ouverte de trois cerceaux métalliques) tandis qu'aujourd'hui, il s'agit exclusivement de poêles.

N'utilisant aucun terme s'inscrivant dans la « modernité », tels que « genre », « démocratie », etc., elles présentent une approche clairement moins centrée sur les femmes. « L'objectif de l'association est de permettre la prise en compte des opinions et des intérêts des familles, des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes âgées dans les conceptualisations des politiques sociales ». Elles souhaitent « Développer un environnement sanitaire décent ; Distiller auprès des jeunes la sensibilité nationale du respect des valeurs et des traditions progressistes du mode de vie nomade des Mongols, qui ont l'habitude de vivre en comptant les uns sur les autres, d'aimer et d'être fiers de leur Mère-patrie, de lui être dévoués et loyaux ». Elles précisent que c'est une association non lucrative, œuvrant à « la prospérité de la Mère-patrie (*Homeland*) et pour le bien-être du peuple » (1999). L'association ne semble pas avoir de salariée, elle fonctionne au bénévolat, pour la rédaction du petit magazine (seule production effective dont nous pouvons attester) et sont de fait plus connues pour la personnalité de Mönhöö que pour leurs activités.

Ces trois associations traditionalistes, notons le, se sont créées plus tard que les associations engagées dans « la démocratie ». Et seule la FFM est réellement active, travaillant d'ailleurs en partenariat avec LEOC, l'AFJ, le CAV et le Comité CEDEF essentiellement.

Un dernier groupement de femmes traditionalistes attire notre attention, il s'agit d'un monastère de femmes. Les religieux avaient été l'objet de massacres à la suite de la révolution

²⁵⁷ De la même façon que pour « fondation », le terme « mouvement » (*Хөдөлгөөн - Hөdөлgөөн*) est utilisé par les femmes dans l'intitulé de leur organisation mais la structure de celle-ci ne diffère cependant pas des autres « associations ».

soviétique. Avec la démocratisation et « la liberté religieuse, les monastères se sont ouverts ou réouverts, 150 depuis 1989, en 1993. [...] Mais finalement, ce n'est pas le déferlement auquel on aurait pu s'attendre » (Aubin F., 1993, p.149). En 2000, une statue de Bouddha est érigée en place publique, en plus des multiples travaux de rénovations dans les quelques temples de la capitale (*UB Post*, 25 mai 2000). Un évènement majeur fut la venue du Bogd Khan, réincarnation tibétaine présumée du chef spirituel bouddhiste qui avait été assassiné en 1924. Mais celui-ci, bien qu'accueilli par une foule colorée, n'aura aucune relation avec l'Etat²⁵⁸.

La majorité des familles réserve un dessus de meuble à une statue de Bouddha, des offrandes (encens) et des photos de personnes chères. Mais le chamanisme n'a pas disparu. La présence des esprits, animaux et humains, se ressent partout. On en parle et on y fait attention, dans la steppe comme dans les foyers, pour la protection d'un nouveau-né par exemple. Badamdaš explique à ce sujet que « *Les Mongols ne sont engagés véritablement dans aucune religion en tant que doctrine. Nous sommes très tolérants*²⁵⁹ » (30 mars 2000). Le pays est aujourd'hui assailli par de nombreux missionnaires, toutes sectes et croyances confondues : écoles islamiques turques (avec échanges universitaires), multiples tendances catholiques, évangéliques, protestantes²⁶⁰ et même des intégristes américains bouddhistes, qui viennent prôner le végétarisme, dans un pays dont l'essentiel du régime alimentaire est carné.²⁶¹ Finalement, la population reste peu pratiquante²⁶².

Du côté de la direction du culte et de la vie spirituelle mongole, les femmes sont remarquées puisqu'elles sont chamanes autant que les hommes.²⁶³ Dans l'église bouddhiste, en

²⁵⁸ « [...] il semblerait que le gouvernement mongol ait attendu pour le faire venir : il avait demandé une lettre d'invitation depuis 1991, il l'a donc attendue presque 10 ans... Les raisons de ces réticences semblent obscures, peur de la concurrence politique pour les uns, peur de la concurrence religieuse pour les autres » (*Mongol Messenger*, M. Kohn, 21 juillet 1999). Le saint homme fait un tour de certains des monastères de la région, mais le journaliste ne précise rien concernant les monastères de femmes...

²⁵⁹ Cette image d'une Mongolie tolérante est très forte, observée par la plupart des étrangers de passage. G. de Rubrouck, le premier, est critiqué pour son intolérance par le khan qui le reçoit et qui lui dit : « comme Dieu a donné à la main plusieurs doigts, de même il a donné aux hommes plusieurs voies. [...] Dieu vous a donné les Ecritures et vous chrétiens, vous ne les suivez pas. Vous ne trouvez pas dans les Ecritures qu'un autre doit en critiquer un autre, n'est-il pas vrai ? [...] Il nous a donné les devins, nous faisons ce qu'ils nous disent et nous vivons en paix » (1997, p.187). C'est le successeur de Genghis Khan, Koubilaï, qui donnera la prééminence au bouddhisme. Il fut « à la fois le dernier Mongol à avoir assiégé Pékin et l'homme qui fit don au chef de l'Eglise lamaïque du titre mongol de Dalai Lama [...] » (Legrand J., 1998, p.117).

²⁵⁹ Caroline PUEL, dans un article pour *Le Point*, publié le 5 Avril 1997, dit à ce propos : « Les autorités d'Oulan-Bator, qui s'étaient tout d'abord montrées accueillantes, s'inquiètent désormais de cette multiplicité religieuse qui risque, à leurs yeux, de mettre en péril l'unité nationale. »

²⁶⁰ Signalons par exemple que le jour des élections parlementaires, le 2 juillet 2000, trois jeunes femmes viennent voter avec un t-shirt « *youth of Jesus Christ* ». Ou encore : lors de mon dernier séjour à Hovd du printemps 2001, je m'étonne de la présence de deux jeunes missionnaires mormons. Tous les habitants de la petite ville semblent les avoir remarqués, j'apprends qu'ils donnent des cours d'anglais dans plusieurs écoles. Mon amie me montre leur appartement, repérable de l'extérieur : ils ont déposé leurs deux vélos VTT sur leur balcon. Batgerel me dit, les yeux malicieux « *ici, tout le monde pense que c'est une secte d'homosexuels. Comment peuvent-ils vivre à deux hommes, sans femmes ?* ». J'éclate de rire.

²⁶¹ Un article du *Mongol Messenger* daté du 5 avril 2000 raconte une conférence donnée par un de ces intégristes bouddhistes, qui avait pourtant été très attendu. Les arènes du Palais des sports étaient pleines d'une foule joyeuse de voir enfin un Américain déclarer défendre le Bouddhisme. Une amie anglaise raconte ensuite comment cette même foule est sortie perplexe de la rencontre, traitant ouvertement l'orateur de « débile » (mot employé en russe et par extension en mongol).

²⁶² Nous remarquons par exemple qu'il n'y a pas de monastère ni même de lama à Čandamand. Lorsqu'on en sent la nécessité, on fait appel à celui du village voisin, Zereg Sum. Une de nos amies citadine, souvent malade, fait appel aux protections des lamas (qui lui mettent des lacets rouges autour du poignet ou de la taille et lui prescrivent conseils de comportement – comme diminuer la boisson de vodka). Nina est peut-être la personne affichant le plus son attachement au bouddhisme, avec de nombreuses images pieuses exposées dans son salon. Elle m'annonce un jour qu'elle m'emmènera le lendemain au temple, pour faire des prières pour la rentrée à l'université de son aîné. Nous constatons ensemble le lendemain en soirée qu'elle a oublié... : « *Ce n'est pas grave, on ira une autre fois* » (juin/ juillet 2001).

²⁶³ Voir à ce sujet Hamayon R., 1979 et surtout 1990.

revanche, pas de femmes en Mongolie.²⁶⁴ Il n'y avait jamais eu de monastère féminin et c'est la démocratisation qui a permis leur constitution, le 2 octobre 1990 pour le Centre Bajasgalant. Sa créatrice Gantömör avait commencé ses « prières » dès 1988 et les croyants se rassemblaient à l'époque en privé. Puis elle a même arrêté d'enseigner les mathématiques pour se consacrer au temple. « *Nous avons 21 nonnes, un comptable, une cuisinière et un gardien.* » Mais à ce jour, elles n'ont pas de connexion active en dehors de la capitale. « *Faire du bien aux gens, c'est le principe du bouddhisme* » qui associe les deux écoles Rouge et Jaune, et elles enseignent la langue écrite Tshoijaa. « *Cette religion indique clairement le respect de la Terre. Elle dit toujours la vérité* » (21 juillet 2000).

Gantömör inscrit sa pratique dans une dimension historique et nationale, c'est-à-dire dans l'espace politique : « *Je ne suis pas opposée aux autres tendances religieuses. Mais nos ancêtres respectaient cette religion, nous sommes leurs descendants, nous devons continuer leur tradition. Ceux qui pratiquent une autre religion font du mal à nos ancêtres. [...] Mes grands-parents étaient croyants, puis mes parents. Notre maître était un grand lama, qui faisait sa prière en cachette. Nous étions six femmes à être ses élèves en cachette, trois d'entre elles travaillent ici avec moi. Une autre a fondé un second petit temple* ». Et concernant spécifiquement les femmes : « *Il y a deux catégories de nonnes, celles qui font voeu de célibat et qui se rasent la tête, celles qui sont mariées. C'est leur choix. Entre un monastère d'hommes et un monastère de femmes, il n'y a pas de différence. La seule différence, c'est le sexe* » (21 juillet 2000). Elle explique que deux jeunes femmes ont effectué leur formation au Népal. « *Nous faisons le bien, des prières et du prosélytisme. Nous aidons les enfants orphelins, les femmes prisonnières, bref, nous faisons les mêmes activités qu'une association de femmes* ». Mais « *Il n'y a pas de prière consacrées spécialement aux femmes. Toute prière est consacrée au monde, à l'être humain, au grand ciel et même à la faune. Nous faisons aussi beaucoup de lecture de la Tara verte* » (21 juillet 2000).

Elles ne développent donc pas de discours revendicatif en faveur des femmes et cet aspect traditionaliste semble problématique pour la Coalition des Femmes dans le cadre des élections. Ces femmes militantes vont alors rencontrer le Lama D. Tchoijamc. Il se prête à un jeu qui est certainement une première dans le pays, celui de défendre le principe d'égalité. Dans le quotidien *Ödrijn Sonin*, le 23 juin 2000 - soit un mois avant la date des élections - il déclare : « *Selon la religion bouddhiste, tous les êtres vivants sont égaux. Qu'ils soient hommes ou femmes n'a pas d'importance, s'ils avancent selon les préceptes de Burkham Bagch (dieu), ils deviendront Burkham Bagch. [...] Et c'est aussi le cas pour la politique* » (23 juin 2000). Pourtant, Gantömör déclare en fin d'entretien, un rien penaude, comme si c'était la première fois qu'elle y pense : « *Ce n'est pas possible que le Dalai Lama soit une femme. Le roi est toujours un homme. Le maître d'une famille est toujours un homme. Le roi du bouddhisme ne peut pas être une femme...* » (21 juillet 2000).

²⁶⁴ Voir par exemple Chayet A., 1993, notamment le chapitre 5 intitulé « Les Tibétaines et la religion », où l'auteure explique que les femmes, qui transmettent les enseignements malgré les répressions, ne sont pourtant pas présentes dans la hiérarchie et n'apparaissent aussi que très peu dans les écrits sacrés, même si on peut supposer que ceux-ci ont été en partie brûlés...

“Nous avons le droit d’être ici et là.”

Ainsi, ces associations qui s’inscrivent dans « la » - double - tradition soviétique et nomade ne remettent pas en cause la domination masculine. Zanaa déclare à ce propos : « *Il y a eu le plan de 1988, qui prévoyait la voie socialiste du développement. A ce moment là, les gens ne comprenaient pas ce qu’étaient les vrais “droits humains”, participer à la vie politique, etc. Ils étaient comme à la maternelle, comme des enfants* ». Cette désinformation a duré jusqu’en 1991. Mais elle réfléchit aussi : « *En 1924, la Mongolie s’est dotée d’une Constitution, dans laquelle il est écrit que les hommes et les femmes doivent bénéficier des mêmes droits. C’est peut-être aussi l’une des raisons pour lesquelles les femmes ont tout de même un certain nombre de droits. Nous avons reçu une bonne instruction, à égalité avec les hommes. Et certaines sont même allées étudier en Russie, en Europe. Et en Mongolie, nous avons aussi beaucoup de Russes, nous avons finalement une culture mixte en fait. Je ne sais pas...* » (27 mars 2000).

Ce qui nous importe ici, c’est que la question des rapports entre hommes et femmes n’était pas absente du régime soviétique. « *Il me semble que cette notion a toujours été latente sous le communisme* (Ojuunceceg, 11 janvier 1999). « *Et les femmes avaient vraiment des droits durant le communisme. Par exemple : un salaire égal pour un travail égal. [...] Je crois que tout le monde vous le dira. Bien sûr, il y avait cette sorte de paternalisme, de protectionnisme des femmes dans la maternité. Et je sais que l’on peut débattre sur cette question. Mais tout de même, il y avait une réelle égalité. Alors l’idée que “nous avons le droit d’être ici et là” fait partie de la société* » (Žamaa, 16 juin 1999).

Et en 1999, ce qui surprend la jeune sociologue, c’est que - même si le patriarcat n’est pas identifié comme tel - la majorité des femmes rencontrées lors de nos séjours de recherche entre 1999 et 2001, femmes rurales et pour certaines nomades « du fin fond » du sud et de l’ouest du pays (régions de Ömnögov et Hovd) évoquent un « nous les femmes » à des fins de revendications d’égalité avec les hommes en matière de travail et de droits politiques. Les femmes mongoles semblent toutes avoir une conscience aiguë des inégalités sociales entre hommes et femmes, c’est-à-dire des inégalités de genre, même si elles n’emploient pas toutes le terme « genre », n’en ayant pas encore connaissance.

Précisons que nous nous sommes toujours présentée comme effectuant une recherche sur « les femmes » : nous prenions contact avec une personne « parce que c’est une femme ». Nous créions ainsi nous-même une catégorie sociale, celle « des femmes », mais pas celle des « femmes ayant des rapports inégalitaires avec les hommes ». Nous avons alors été surprise, d’une part du fait que la plupart des femmes ont répondu à la demande avec un intérêt marqué et d’autre part du fait de leur évocation des inégalités. Les candidates parlementaires de la capitale étaient peut-être celles qui étaient les plus pressées, plus inquiètes pour leur campagne que pour la question des rapports hommes-femmes. Elles ont répondu pourtant et pour certaines, il y eut plusieurs

rencontres. Et ce fut une véritable surprise de constater les accueils successifs qui nous ont été réservés par les femmes des villages de Erden *Sum*, de Dornogov *Aimag* en février 1999, puis Gourvanzaral et Holonbuir, de Dornod *Aimag* fin avril 1999, puis même Zuun Mod et les militantes autour de la FFM, puis encore l'ensemble des rencontres, dans la région de Hovd.

Bien sûr, certaines femmes ne semblaient pas développer de conscience de genre. La députée Otgonbajar est restée relativement silencieuse à ce sujet (8 juin 1999). Nina, pourtant membre de LEOC, ou Ojuunčimeg²⁶⁵, par exemple, n'en ont pas parlé. Les deux hommes compagnons partisans d'Ojuun ne voient pas de différences entre hommes et femmes, « *dans la façon de travailler... [...] Il faut savoir organiser, avoir du talent pour régler n'importe quel type d'affaire... En fait, je soutiens les femmes, mais pas selon le parti politique, plutôt selon la personnalité, parce que il n'y a pas de différence* » (Erdenbileg, 2 juin 2000). « *Non, il n'y a pas de différence...* » (Ganhuu, 27 juin 2000).

Les femmes du village de Čandamand n'étaient pas revendicatrices, la seule conseillère municipale le reconnaît d'ailleurs (Ojuunceceg, 22 mai 2001). Mais ni elles ni leurs époux ne nous ont jamais renvoyé de commentaire négatif (critique, moqueur) sur notre travail, nos questions. Le sujet de recherche leur semblait légitime, digne d'intérêt en soi. Nous avons été surprise, en clair, par l'intérêt porté à « la question des femmes », à la liberté de ton des entretiens et par le sentiment général qu'elles se sentaient très concernées.

Cette « conscience féminine » n'est pas venue avec la démocratisation. Il est clair qu'elle est héritée de la période soviétique et que l'outil qui l'a véhiculée a été le Comité des Femmes. Celui-ci, présent sur l'ensemble du territoire, était un filtre obligatoire pour accéder à la reconnaissance du Parti et ses activités étaient strictement contrôlées par les dirigeants nationaux. « *Durant la période des partis uniques, les associations féminines ont partout été chapeautées politiquement par une organisation unique : la section féminine du parti au pouvoir. [...] Le personnel des services sociaux [...] confondait souvent travail social et propagande partisane. Dans ce cas, la prise en compte des besoins des femmes répond au seul souci électoraliste, l'attribution des aides se faisant au gré de l'allégeance au parti* » (Ryckmans H., 1996, p.207). Néanmoins, les femmes s'y retrouvaient entre elles, dans un type d'espace qui existe peu en Europe : un espace public féminin d'action collective exclusivement non mixte. Le Comité faisait déjà partie intégrante de l'espace politique, puisque il était au sein du Parti. Et il avait créé et institué socialement et politiquement une « catégorie femmes » qui sera essentielle dans l'émergence du mouvement associatif contemporain.

²⁶⁵ candidate régionale social-démocrate de Hovd que nous avons suivie en campagne

Enfin, remarquons que si certains hommes peuvent faire preuve d'une vraie condescendance à l'égard des femmes qui s'engagent pour une égalité entre hommes et femmes, il n'existe pas en Mongolie de mouvement masculiniste, ni même anti-féministe. Zanaa par exemple, note avec nous qu'elle ne connaît pas d'association de femmes « anti-féministes » à l'Occidentale : anti IVG, anti-divorce, etc. (27 mars 2000). L'espace public du militantisme est donc ouvert aux femmes, du moins pendant cette décennie 1990-2000, elles n'y rencontrent pas de résistance officielle, formelle.

C'est peut-être aussi pour cette raison que les femmes mongoles ont l'impression que leur situation est meilleure que celle des femmes dans le reste de l'Asie. *« Je dois dire que les garçons mongols sont les meilleurs en Asie, par exemple, les pires je crois étant les Japonais. Je m'en suis rendu compte quand j'ai fait cette université d'été d'une semaine au Japon, dans une école de science politique. Nous étions tous de jeunes politiques et militants. Et sur 50 participants (une dizaine d'étrangers, coréens et mongols), il n'y avait que trois filles, dont moi, une deuxième Mongole et une Coréenne ! Pas une seule Japonaise ! J'étais très surprise et très déçue aussi par le Japon... »* (Bulgan, 21 mai 1999). *« Les femmes mongoles sont plus indépendantes que les femmes chinoises ou coréennes. Mais il y a aussi finalement des avantages à être chinoise ou coréenne : en étant dépendante de leur mari, ceux-là sont obligés de travailler, d'assumer les difficultés. En Mongolie, les femmes ont beaucoup de responsabilités, de travail, de fatigue »* (Ojuunsan, 24 mai 2005).

Les différentes dimensions de la « catégorie femme »

Ce « nous les femmes » devient le support d'un engagement de soi pour le collectif. Et nous constatons qu'il se décline en deux types de « conscience de soi » : une conscience individualisée – être une femme soi-même - et une conscience de classe de sexe.

Altai a d'abord été militante au sein du PPRM, puis présidente de l'Union des femmes au sein du parti et enfin, députée. Pourquoi cet intérêt pour les femmes ? *« Je suis une femme moi-même, je suis mère, j'ai deux sœurs et une mère. Je connais les problèmes des femmes »* (16 avril 2001). A la question de savoir pourquoi y a-t-il si peu de femmes promues, les hautes fonctionnaires enquêtées par LEOC ont répondu à 34,1% « du fait d'être une femme » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999). Puis dans une autre enquête menée auprès de 260 femmes, à la question « quels sont les facteurs qui limitent les femmes dans leur participation à la vie sociale », elles ont répondu à 30,3% « à cause des attitudes sociales » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999). Amarsanaa, à qui il est demandé à quel moment s'est effectuée cette prise de conscience féministe, répond immédiatement : *« C'est la vie, vous savez, c'est juste la vie... »* (6 mai 1999).

Nous sommes en pays ex-soviétique, où était instaurée une pratique généralisée de la statistique. Malgré une absence de chiffres désagrégés par sexe à l'échelle nationale (jusqu'à la demande des associations), les femmes furent aussi ces comptables de tous les domaines sociaux.

Elles remarquaient, et remarquent encore, une différence quantitative. Il est par exemple évoqué le poste de gouverneur avec une conseillère municipale, qui, à notre surprise, se fâche ouvertement. « *Une femme peut tout à fait faire ce travail, mais une seule a été nommée dans l'Aimag !* ». Nous signalons notre surprise de sa connaissance du nombre exact de femmes à ce poste. « *C'est par intérêt personnel, j'ai toujours noté le nombre inférieur de femmes dans les assemblées régionales... Et j'ai toujours pensé que ce n'est pas normal* » (Dulamsuren, 24 avril 1999). Dans les discours de revendications, il est souvent rappelé que « *Les femmes représentent 52% de la population totale mongole* » (Coalition des associations de femmes, 23 mai 2000). Ou encore cette déclaration de Mönhöö : « *Les femmes composent plus de 50% de la population et donc leur participation à la vie sociale n'est pas suffisante. Il nous faut soutenir celles qui peuvent s'y consacrer!* » (23 juin 2000). Ici, il semble que « la » statistique a été le support d'une conscience de genre, c'est-à-dire collective.

On rencontre surtout l'idée que « *c'est plus difficile pour les femmes* ». En fait, ce que nous voulons souligner ici, c'est que les femmes rencontrées développent toutes un discours argumenté, instruit de différents types de données, généralement glanés dans la presse, puis on le verra, par les formations effectuées par les associations de femmes. Mais un tel « savoir » sur « les femmes » n'a pas pu se créer, puis être approprié par les femmes en moins d'une décennie à l'échelle de tout un territoire. Notre hypothèse est ici que le Comité des Femmes a été un formidable outil de formation d'une « classe de sexe », c'est-à-dire s'inscrivant dans une lutte d'intérêts, ici, avec les hommes. « *Pour l'instant, il y a beaucoup plus de problèmes pour les femmes que pour les hommes. Elles travaillent beaucoup, gagnent peu, n'ont parfois pas de mari, beaucoup d'enfants... [Que faudrait-il faire pour que cela change ?] Il faut bien mener la politique, puis réunir les femmes, travailler en collectivité et créer des entreprises* » (Tujaa, 25 juillet 1999).

Et ces femmes rencontrées disent toutes que la situation des femmes s'est détériorée depuis la transition, avec la crise économique. La députée Narangerel s'interroge sur le paradoxe d'un taux élevé de jeunes femmes diplômées et du faible nombre de femmes *manager* » (29 juillet 1999). Dans le cadre de son emploi au PNUD pour un programme de lutte contre la pauvreté, Erdenčimeg s'est rendu compte que la majorité des personnes touchées étaient des femmes. Mais finalement, elle en avait conscience auparavant. « *Pour deux personnes sur le même emploi, ils prendront l'homme, s'il n'est pas alcoolique. C'est une généralité* » (3 avril 2001). Une étude menée par l'AFJ révèle que 28,5% des enquêtées pensent qu'il existe bien de la discrimination de genre dans les pratiques de recrutement (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999).

Les militantes locales font aussi une comparaison entre « l'avant » et « l'après transition ». Une conseillère municipale déclare par exemple : « *En fait, sur les documents, les papiers, on écrit*

toujours l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais dans la "vraie vie", ça ne se passe pas comme ça, ça ne se réalise pas. S'il y a deux candidats pour un poste de travail, un homme et une femme, le patron choisit toujours l'homme » (Tujaa, 25 juillet 1999). « *La vie est devenue plus dure pour les femmes. Pendant l'époque du socialisme, il y avait les allocations pour les mères, y compris salariées. Maintenant, il n'y a plus ce système d'aides et même celles qui travaillent n'arrivent pas à gagner suffisamment pour élever leurs enfants. [...] Par exemple moi, on était 6 dans la famille, ma mère travaillait et elle arrivait à élever tout le monde ! Alors que je n'en ai que trois et c'est déjà difficile...* » (Tujaa, 25 juillet 1999).

La difficulté économique se retrouve en politique. Une militante du PPRM annonce un intérêt éventuel pour une carrière politique locale. Pense-t-elle qu'en tant que femme, ce sera plus difficile que pour un homme ? « *Pour l'instant, oui. Il va falloir faire encore plus d'efforts que les hommes* » (17 janvier 1999). La gouverneure de Dachbalbar *Sum* à Dornod, explique qu'avant elle, il n'y avait jamais eu de femme nommée gouverneure. « *Les villageois n'avaient pas confiance en moi, ou en tous les cas, c'est ce que j'ai ressenti. Je sens en fait que les personnes observent attentivement mon mode de gestion, mes résultats...* » (Saintujaa, 26 avril 1999).

Lors de la conférence organisée par l'IRI les 8 et 9 avril 2000, l'intervenant américain demande aux participantes (en l'occurrence le groupe du PPRM) quels sont les problèmes rencontrés par les femmes candidates. Elles répondent immédiatement à cette question et de façon très collective. Elles listent la timidité, le manque de confiance en soi, le fait qu'elles ont des difficultés à prendre des décisions importantes, qu'elles se trouvent face à une tradition masculine de candidature qui connaît déjà les rouages du monde politique alors qu'elles doivent les apprendre. Elles ajoutent les facteurs plus larges comme les problèmes économiques (en particulier pour financer la campagne), la culture asiatique, au sein de laquelle les femmes bénéficient d'un statut inférieur à celui des hommes (IRI, 2000). L'intervenant lui-même est surpris de la spontanéité avec laquelle elles répondent. Nous avons ici la parfaite manifestation d'une conscience de classe de sexe...

Les militantes d'associations de femmes sont celles qui dénoncent le plus violemment les inégalités. Gerelsuren, présidente de la FFM, laisse éclater sa colère : « *Il faut faire la comparaison entre les hommes et les femmes. Les femmes sont beaucoup plus éduquées que les hommes et pourtant, ceux qui travaillent dans les postes à haute responsabilité, qui gagnent plus d'argent, ce sont les hommes ! Et les femmes travaillent mieux que les hommes ! Et dans les écoles secondaires, on donne des cours de cuisine, de couture, et ça ne sert à rien ! [...] Le principal problème des femmes mongoles, c'est l'inégalité entre les femmes et les hommes, et ça touche tous les problèmes de la vie. [...] Et les prostituées, ce n'est pas seulement de leur faute, ce sont les hommes qui ont inventé ça !* » (14 janvier 1999).

A la question « quels sont les problèmes majeurs des femmes mongoles ? », la jeune Ariuna répond : « *Avec la transition, les femmes ont plus de pouvoir d'un côté. Mais de l'autre, elles rencontrent plus de difficultés. Mais elles ont finalement plus d'opportunités d'améliorer leur statut et leur vie* » (04 juin 1999). Au sein des associations, elles ont ce sentiment d'agir pour leur propre vie.

Ainsi, l'héritage soviétique se compose d'une conscience de genre, c'est-à-dire d'une différence de traitement social entre hommes et femmes, tout en affirmant un statut de « femme active » au sein de l'espace politique (Parti mais aussi *negdel*, villages, quartiers, usines, etc.), opposé même à celui de femme « inactive ». De plus, si l'on prend en compte leur discours essentialisant cette « catégorie femme » au sein duquel apparaît une critique « des hommes », alors nous sommes bien face à une « classe de sexe ». C'est-à-dire une « conscience de genre » incluant la conception de l'inégalité de traitement avec les hommes - avec des préoccupations traduites en revendications spécifiques, essentiellement autour de la maternité et du social. De telles représentations largement partagées par les femmes mongoles sur l'ensemble du territoire nous semblent par exemple absentes en France.

La question de la nature féminine

Les femmes ne vont cependant pas jusqu'à dénoncer un patriarcat identifié et critiqué comme tel. Dans les représentations des femmes rencontrées, deux classes de sexes existent et l'une a moins de prérogatives que l'autre. Mais les hommes ne sont pas perçus comme « agissant pour leur domination ». En quelque sorte, il suffirait que les femmes gagnent l'égalité et tout serait pour le mieux.

La production scientifique internationale commence à être connue en Mongolie et on peut lire par exemple dans la presse que « Les femmes sont des personnes et chaque personne est un produit de sa société » (*UB Post*, 8 juin 1999). Cette conception des rapports sociaux de sexe, cependant, n'est pas la plus répandue, loin s'en faut. La notion de « nature » est bien sûr très prégnante. Le candidat Enhbat, par exemple, semble avoir une conception très conservatrice du rôle des femmes. Il évoque une division naturelle et traditionnelle du travail entre les sexes : « *aux hommes l'argent et la politique, aux femmes les responsabilités familiales* ». Et comment expliquer l'exemplaire réussite des femmes à l'école ? « *Parce que les femmes peuvent étudier justement, elles n'ont pas besoin de gagner beaucoup d'argent...!* » Monsieur se souvient qu'il est en campagne électorale et réfléchit. « *Mais c'est vrai que les temps ont changé et que les femmes veulent être plus indépendantes, ce qui est aussi bien* » (23 juin 2000).

Une notion répandue dans le monde, celle de complémentarité des rôles, n'est alors pas loin. Préoccupée par cette question, Mönhöö déclare dans la presse que « La nature a fait les hommes et les femmes. Comme la loi des opposés, ils se complètent. Il en est de même pour la

politique. Sans les femmes, la politique ne peut être bien menée. Mais dans la vie sociale, il y a le réel besoin de la participation des femmes » (23 juin 2000). Ou encore le chargé des relations publiques du Parti des Verts, qui déclare quelque chose que nous n'avions jamais entendu en Mongolie : « *L'idée du Parti des Verts est d'être le plus proche possible des femmes, car elles sont proches de la nature. Les hommes ont fait trop d'erreurs, il faut que les femmes changent la situation* » (5 mai 2000).

Sans être ni forcément conservatrices, ni romantiques, les perceptions courantes de « comment sont les femmes et les hommes » véhiculent subrepticement cette notion de complémentarité. Ariuna, jeune militante à LEOC, déclare par exemple : « *Ab, les hommes mongols, les hommes mongols... Beaucoup d'entre eux sont rudes. Lors d'un cours d'anglais, l'enseignante était américaine, elle a demandé aux hommes de définir les femmes et vice versa. Et la principale caractéristique des hommes (de la part des femmes) c'était la rudesse. Elles ont dit aussi qu'ils sont doués et que les hommes les respectent beaucoup. Les femmes leur reprochaient d'être toujours en retard, d'être désordonnés, d'être souvent ignares. Mais ils sont aussi perçus comme forts physiquement, ce qui est souvent nécessaire dans la vie de tous les jours...* » (11 juin 1999). « *Il faudrait qu'elles aient plus accès aux postes à responsabilités. Et qu'elles restent féminines, physiquement et émotionnellement. Energiques et "multi-actives". Oui, les femmes sont différentes et je pense que nous devons conserver cette différence. Si nous la perdons, ça risque d'influencer les attitudes mêmes physiques, ce serait dommage ! – rires - [Et mentalement ?] Nous avons besoin d'apprendre encore à ce sujet. Mais les femmes sont plus flexibles (mot anglais), plus sensibles. Elles sont plus précises, plus méticuleuses. [Et les hommes ?] Ab, ils sont très différents ! [rires]. [En Mongolie, qu'attendent les hommes d'une femme ?] Bien sûr, ils veulent qu'une femme soit très belle, mais ils veulent aussi qu'elle ait une profession de haut niveau, avec une belle voiture, avec tout quoi ! [rires]* » (04 juin 1999).

Dulamsuren, conseillère municipale, réfléchit. « *Les côtés positifs d'être une femme ? Au sein du conseil municipal, les femmes prennent plus d'initiatives que les hommes, sont plus attentives aux résultats des programmes engagés, sont plus capables de communication avec la collectivité. [Les côtés négatifs ?] C'est plus difficile de travailler en dehors des heures régulières, comme le soir ou la nuit, et de voyager dans la steppe. C'est aussi plus difficile d'avoir une vision globale, d'ensemble, de la situation du sum. D'après moi, les hommes le font mieux. [Le mauvais côté des hommes ?] Ça dépend des personnalités, certains boivent, n'assument pas leurs responsabilités. Mais d'autres sont très instruits, très bien* » (24 avril 1999).

La déclaration de cette femme présente par ailleurs un intérêt particulier. Tandis qu'elle n'envisage « les femmes » que dans un ensemble « pris dans la masse », elle conçoit « les hommes » comme des individus distincts les uns des autres, faisant référence à une personnalité propre à chacun. Le plus fréquemment, il est plutôt considéré qu'il y a « *deux catégories de femmes, celles qui sont instruites et celles qui ont de nombreux enfants et qui n'ont pas de travail* » (Osoržamaa, 14 février 1999). Remarquons que là encore, l'individualité d'une femme n'apparaît pas.

Finalement, ce n'est pas tant la référence à une nature féminine qui est évoquée, que des responsabilités familiales desquelles on ne peut se soustraire et qui sont en lien avec la « nature ». Ce sont ces responsabilités familiales qui, apprises et ensuite assumées par les femmes, leur confèrent plus de sérieux, de fiabilité, etc. Amarsanaa, qui a réfléchi à la question dans le cadre de son parcours de militante, explique simplement : « *Il n'y a pas tellement de référence au corps en Mongolie. Les femmes sont "naturellement" plus douces et plus diplomates, ce qui est bon en politique. Mais personne ne parle du corps, la question de la capacité est plus "mentale". Chez nous, le corps n'est pas aussi important, ce qui fait que les hommes s'occupent aussi du bébé, ainsi que les grands enfants* » (6 mai 1999).

D'une façon générale, est développée la fameuse dimension « essentialiste ». D'une part les femmes sont différentes des hommes, avec des caractéristiques propres à la féminité. D'autre part, elles sont meilleures que les hommes, grâce justement à cette féminité. C'est l'argument principal de campagne électorale. Lors de la rencontre avec six femmes de Gurvanzaral, elles conviennent toutes ensemble que les villageois font plus confiance aux femmes pour être élues car elles sont très actives, plus bienveillantes et compréhensives que les hommes (22 avril 1999). Une conseillère municipale pense que les femmes sont plus précises dans leurs critiques que les hommes, qui restent souvent trop généraux. Elle pense aussi que « *les femmes sont plus sensibles aux soucis matériels de la communauté, qu'elles sont plus patientes, plus attentives* » (Mönhtuul, 24 avril 2000). « *Les femmes mongoles sont beaucoup plus patientes que les hommes. On dit en mongol que les hommes n'acceptent même pas d'être malades !* » (Densmaa, 24 avril 1999). Même la jeune leader Ojuun qui fait référence dans un de ses discours, au patriarcat mongol (elle vient de se former sur la question), déclare : « *Mais ce patriarcat, ce problème politique, se retrouve partout dans le monde ! Alors qu'en pratique, les femmes sont plus efficaces et compétentes que les hommes...* » (IRI, 2000).

Certains hommes adoptent aussi ce discours. Badamdaš par exemple, qui explique que « *la comptable de l'équipe électorale devrait plutôt être une femme, car elles sont plus efficaces pour le travail de documentation, plus responsables, meilleures gestionnaires du budget imposé* » (30 mars 2000). Ou encore Jaavuhulan, jeune chef d'un parti traditionaliste, qui déclare que « *les femmes travaillent mieux que les hommes, elles sont mieux organisées* » sans pouvoir expliquer pourquoi lui-même ne présente aucune candidate aux parlementaires (15 juin 2000). Dans l'ensemble des argumentaires politiques, ce sont ces responsabilités de mère que mettent alors en avant les candidates femmes, elles évoquent un véritable « savoir familial ». « *Et puis si c'est une femme qui est directrice d'une entreprise, la situation des ouvriers est bien meilleure que si c'est un homme. Parce que les femmes connaissent mieux les conditions de vie d'une mère de famille* » (24 avril 1999).

Ainsi, la conscience d'une « catégorie femme » ne peut pas se transformer en outil de subversion de l'ordre hiérarchique social. Maintenir la maternité au centre de l'identité de genre empêche les femmes, particulièrement celles se réclamant de la « tradition », de lutter efficacement contre leur domination. En ceci se révèle d'autant à l'analyse de leurs activités.

2-Lutte contre la pauvreté

Un des domaines majeur d'activité de la FFM sera officiellement d'œuvrer pour le « développement économique ». Mais face à la crise, force est de constater qu'il s'agit plutôt d'une lutte contre la pauvreté. Autrement dit, plutôt que d'être invitées au ministère de l'Economie à co-concevoir le nouveau développement économique libéral, ce qu'elles n'auraient d'ailleurs pas refusé, elles se voient prendre en charge des programmes locaux et/ou internationaux de charité. Rappelons que la libéralisation de l'économie fut l'une des revendications majeures du mouvement démocrate, soutenu aussi par les militants du PPRM. Ce n'est que dans les années 1996-1997 qu'ont émergé les premières critiques de ce nouveau système et l'idée que l'Etat se devait d'intervenir pour les personnes les plus démunies.

Ce n'est donc à peu près qu'à partir de ces mêmes années que le mouvement associatif des femmes a commencé à y réfléchir aussi. Il nous semble très important de souligner ici que ce mouvement ne s'est donc proposé comme palliatif de services publics que tardivement dans son processus de constitution et dans une proportion finalement insignifiante comparativement à l'ensemble de ses activités politiques. Ce n'est qu'en 1999 que sont créés les premiers projets de soutien aux femmes dans leur accès à la nouvelle économie libérale. En fait, ce domaine d'action a été fortement encouragé par les bailleurs de fonds internationaux, qui mettent l'accent sur la thématique « genre et développement ». L'UNESCO semble avoir été le premier, en 1994, à mettre en place un projet de lutte contre la pauvreté à destination des femmes seules, éleveuses de Dornogov *Aimag* (désert du Gobi). Une vingtaine de femmes ont été invitées à diverses activités (formation, microcrédits, discussions de groupe). Saaral raconte avec un sourire radieux : *« deux ou trois femmes ont réellement changé, elles se sont mises à faire attention à elles, à mieux s'habiller, à se maquiller, elles ont fini par trouver un mari. C'est un excellent résultat ! »* (Saaral, 12 février 1999). Nous nous passerons ici de commentaire. Mais nous développerons l'impact de ces programmes sur le mouvement associatif des femmes dans le dernier chapitre.

Formations professionnelles

Les associations identifient en premier lieu les difficultés des femmes pour la création d'entreprises. Une nouvelle association se crée, l'association Femmes et Business, qui se donne

pour objectif « de défendre et aider les femmes qui font du “*business*”, les femmes nomades ou sédentaires qui font du commerce de détail ou en gros, etc. » (Odval, 14 février 1999). L'Union des Femmes Mongoles Démocrates et Socialistes (association des militantes officielles du PPRM) déclare aussi « [...] assister les femmes dans la création et dans la gestion de petites et moyennes entreprises » (non daté -1999).

La formation professionnelle sera surtout l'activité principale de la FFM, comme dans la branche de Töv *Aimag*.

Nous rendons visite à Bulgan, sa directrice, pour la troisième fois du 24 au 30 juillet 1999. Dans les locaux, le bureau a changé de pièce. La plus grande est maintenant encombrée par du matériel de formation à un travail artisanal. Dans un premier coin, on distingue une machine compacte cachée par des brochures cornées, le tout sali par de la poussière blanche. Une organisation allemande s'est donné la peine de faire parvenir un four (d'occasion) à pâtisseries avec son manuel d'utilisation et des recettes de pâtisseries allemandes, c'est-à-dire des gros gâteaux plein de crème. Il s'agissait donc de monter une pâtisserie. Les femmes présentes expliquent avec le sourire qu'elles ont essayé (la farine éparpillée en témoigne), « que c'était très bon ». Elles sont courtoises devant l'étrangère que je suis, voisine de l'Allemagne. Mais nous nous permettons de douter pourtant des résultats obtenus, connaissant les différences de produits à disposition entre l'Allemagne et la Mongolie. Il n'y a pas d'œuf en Mongolie (ou si peu et donc très chers, la viande de volaille est un luxe) et on utilise surtout très peu les laitages dans les préparations sucrées. De fait, si elle avait été observatrice, l'organisation allemande aurait remarqué qu'il y a peu de pâtisseries en Mongolie - et pour cause -, on préférera recevoir l'hôte avec de bons raviolis à la viande. Et si on peut dépenser de l'argent, alors on achète des bonbons. Une machine et des recettes de bonbons auraient été peut-être d'une meilleure aide au lancement d'un petit artisanat culinaire.²⁶⁶

Dans la même pièce, elles ont aussi monté deux métiers à tisser la laine, à la façon des tapis magrébins. Au moment de notre visite, une dizaine de femmes studieuses tentent de s'en servir... Nous ne disons rien, mais ne comprenons pas la raison d'un tel attirail alors qu'elles savent toutes travailler la laine, le feutre, le cuir et qu'elles en commercialisent d'ailleurs les produits.

Enfin, Bulgan nous explique le tas de chutes de tissus occupant le dernier coin disponible : sur le conseil de la même organisation allemande, elles en ont monnayé un gros stock afin de fabriquer des vêtements pour les plus démunis de la ville... Elle nous explique ensuite pourquoi le tas reste ce qu'il est, un tas : les machines à coudre russes qui font partie du programme (et vieilles de 30 ans) sont électriques. Or, dans le *sum* de Bayanhangai où elles ont proposé de lancer l'activité, il n'y a l'électricité que trois heures par jour, le groupe électrogène est tombé en panne et l'association est en conflit avec les autorités locales qui ne veulent pas payer les réparations. Chaque chute de tissu n'atteignant pas les 10cm, on souhaite à ces femmes beaucoup de persévérance pour produire d'éventuels vêtements (quand le marché national est envahi de vêtements chinois, jolis, vendus à des prix modiques...).

²⁶⁶ Mais il s'en trouve aussi pour mettre en garde contre l'arrivée massive du sucre dans l'alimentation mongole, qui provoque un problème de caries dentaires dans un pays où il n'y a pas de dentistes et dont la population ne connaissait pas cette difficulté quand elle se satisfaisait d'un peu de miel.

Ces projets paraissent trop en décalage avec la réalité du pays pour être des exemples à suivre. D'autres paraissent plus attrayants. Le MFPS a par exemple « monté un Centre Technique pour les Femmes en octobre 1995, qui a pour objectif d'améliorer les compétences informatiques des femmes et ainsi augmenter leurs opportunités professionnelles et leurs activités sur le marché économique. Le projet a originellement été financé par l'ambassade allemande en Mongolie. Les 15 000 DM ont permis d'acheter six ordinateurs et imprimantes. Depuis 1994, des formatrices ont été formés à Hambourg, au Frauen Technik Zentrum, leur séjour a été financé par la Carl Duisberg Gesellschaft²⁶⁷ » (MFPS, non daté -1999, p.8). Elles ont ensuite organisé cinq stages d'une durée de 14 jours, dont quatre dans les *Aimag*, qui auraient touché 500 personnes sur deux années²⁶⁸... Elles ont aussi été financées pour effectuer une formation sur le *management* pour 38 femmes, dans les régions du Hövsgöl et de Arkhangai et une formation au travail artisanal pour le développement de petites entreprises. Enfin, elles ont aussi mis en place une formation spécifique pour femmes en grandes difficultés matérielles : gestion d'un budget familial et développement de petites activités lucratives » (MFPS, 1999).

Microcrédits

Dans l'un de ses rapports, le Comité CEDEF laisse écrire : « Dans sa politique sur le développement de l'emploi, le Gouvernement, en premier lieu, soutient l'emploi féminin, en donnant aux femmes la priorité d'accès aux prêts bancaires, tout spécifiquement aux femmes célibataires et chefs de famille, pauvres, handicapées ou retraitées mais qui sont toujours en condition d'être employées » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999 p.6). Cette langue de bois est cependant dénoncée clairement dans un écrit indépendant. « Les prêts de la part du gouvernement ou d'organisations internationales ne peuvent s'obtenir que si la personne dispose d'un bien à hypothéquer ou encore de contacts personnels avec une banque. On comprend donc que de nombreuses femmes capables de gérer une entreprise de taille petite ou moyenne n'ont pas accès aux crédits qui leur permettraient de démarrer » (Comité CEDEF, 1999, p.5).

Le problème étant international, le microcrédit est devenu l'outil majeur proposé par les bailleurs internationaux à destination des femmes, l'hypothèque étant leur « honnêteté ». « Le PNUD a contribué à hauteur de 1 million de US\$ de prêts pour les microcrédits, devenant ainsi le premier sponsor pour ces projets. Le développement du mouvement des microcrédits est crucial

²⁶⁷ Une organisation liée au gouvernement allemand et à des entreprises privées, voir son site web : www.inwent.org/ueber_inwent/index.php.en

²⁶⁸ Précisons que même si les Mongol-e-s font montre d'une curiosité intelligente concernant Internet et que les ordinateurs apparaissent dans la capitale, il n'en est pas de même à la campagne : à Hovd par exemple, aucun bureau des diverses administrations locales que nous avons visités n'était équipé d'ordinateur. Le seul que nous avons vu chez un particulier – Davaa à Čandamand en 2000 - lui avait été fourni par WWF et les 3 autres postes de la Région ont été installés par le service public postal en 2000. Ils n'avaient donc aucune vocation professionnelle...

pour l'élévation du niveau de vie, en particulier en créant les opportunités de *business* pour les foyers pauvres, les femmes ayant à charge de nombreux enfants » (Comité CEDEF, 2007, p.17). La première femme nomade que nous rencontrons fait effectivement part de l'obtention d'un microcrédit « *grâce à mon gouverneur. C'est une ONG néo-zélandaise, sur un programme spécifique aux femmes seules, accompagné d'une formation de couture de chaussures mongoles. Je lui en suis donc très reconnaissante* » (11 février 1999).

Mais derrière la satisfaction de façade, le système de microcrédits fait l'objet de nombreuses critiques partout où il se développe. « La prise de responsabilité et l'accès à une certaine autonomie pourraient changer les structures de relations de genre. Pour l'instant, ce qui semble établi globalement dans le monde, c'est que ces nouvelles responsabilités ne font que s'ajouter à la charge déjà importante de travail quotidien des femmes, ne favorisant aucune transformation des relations traditionnelles de pouvoir... » (Teyssier S., 1996).

Cette analyse est aussi pertinente pour la Mongolie. A Hovd, LEOC organise ainsi un système de microcrédits, mais plutôt sur le mode de la tontine. Les fonds ne sont pas étrangers mais collectés localement, avec des « mises » de 50 000 à 100 000 T. « *Le prêt est exclusivement réservé aux membres de l'association, de sommes entre 300 0000 et 600 000 T. Les projets acceptés sont essentiellement du commerce, sur le marché local* » (Ojuunceceg, 24 sept. 2000). On peut comprendre que les prêts soient réservés exclusivement aux adhérentes de l'association, mais on ne peut s'empêcher de constater qu'il s'agit du même système que les traditionnels prêts bancaires octroyés aux « connaissances » : celui du clientélisme.

Dans l'*Aimag* de Dornogov, Saaral reste diplomate : pendant le socialisme, elle a beaucoup soutenu la FFM, « *elles étaient très efficaces en direction des femmes* ». Elle ne veut rien dire de négatif sur cette organisation, « *mais beaucoup de choses dépendent de la personnalité de la directrice locale. Depuis la démocratisation, elles gèrent des programmes d'aides financières [microcrédits entre autres]. Mais ce que nous voyons en fait, c'est que ces aides vont la plupart du temps aux "amies". Elles ont du mal à trouver les femmes les plus pauvres* » (Saaral, 12 février 1999). Cette constatation est aussi effectuée par Solongo, dans sa recherche sur la « Pauvreté urbaine et l'in-migration à Oulan-Bator ». Bien que les foyers rencontrés semblent informés des projets de soutien et de formation mis en place par l'Etat, seuls 10% en bénéficient réellement. Les deux programmes les plus suivis sont celui de la « Révolution verte » et celui du développement des microcrédits. Et il apparaît que les familles les plus pauvres sont les moins participantes à ces programmes (Algae S., 2005).

La FFM est la principale association à s'être lancée dans l'expérience. L'énergique Bulgan dit avec force qu'elle souhaite lutter contre la pauvreté. Elle est responsable, dans sa Région, d'un

système de microcrédits accordés exclusivement à des femmes. Pour les plus pauvres, le crédit est de 200 000 à 300 000 T, pour les femmes plus solides, 400 000 à 500 000 T, à 1% d'intérêt. Le fond monétaire a été pourvu par une ONG hollandaise, sur le mode de la subvention. Les intérêts sont utilisés pour les dépenses courantes de l'association : essence pour la voiture nécessaire aux déplacements pour le rayonnement des activités (prises de contacts, suivi). Par exemple, sur un crédit de 500 000 T, il doit se dégager 60 000 T de bénéfices par an, ce qui correspond à une mensualité d'un bon salaire. Une élue du PSD considère très positivement cette activité, pourtant de la FFM : « [...] *je suis tout à fait contre les principes de dons, car cela n'améliore rien du tout. Il y a en fait beaucoup de femmes prêtes à travailler pour améliorer leurs conditions de vie : travailler la terre, tisser des tapis, monter des petites entreprises. Mais elles ont besoin d'argent pour ça... et les microcrédits sont un bon moyen* » (Tujaa, 25 juillet 1999).

Bulgan explique que c'est elle qui choisit les femmes qui auront droit à un prêt, sur leur capacité de gestion d'une somme d'argent et de son remboursement. Elle doit constituer des dossiers qui sont ensuite validés par le bureau directeur de la capitale et déclare honnêtement avoir un problème de conscience concernant l'équité de ce fonctionnement. Son *Aimag* comporte 27 *Sum*, or elle ne couvre que trois *Sum* et « *il y a beaucoup d'autres femmes pauvres, célibataires avec enfants à charge* ». Elle est donc à la recherche d'autres bailleurs de fonds, elle cite le PNUD...

Elle nous invite à la suivre à la rencontre des bénéficiaires des microcrédits, dans un périple en jeep qui durera quatre jours. Elle ne nous en a pas parlé, mais nous découvrons le problème central de ce système : celui des remboursements. Une première femme ne peut pas lui rendre l'argent : elle a été « obligée » d'acheter des médicaments pour quelqu'un du village. Nous la comprenons : elle est prise dans une organisation locale en réseaux très denses (et genrés, on l'a vu) et s'en défaire serait un risque impossible à encourir, en prévision d'une même situation de besoin pour soi-même et sa famille. La rencontre a lieu dehors, devant la voiture (et non pas dans une yourte accueillante). Bulgan l'humilie devant l'étrangère que je suis, la culpabilise, au nom de l'association, au nom du réseau de femmes : elle devait réutiliser cet argent pour payer une autre femme, pour constituer un autre microcrédit.

La même situation se répète dans le village suivant : le mari de la femme l'a quittée, elle se retrouve seule avec les enfants... Bulgan finit par dire : « *C'est difficile, c'est vraiment difficile... Je ne peux pas leur en vouloir, quand elles dépensent l'argent, c'est toujours pour de très bonnes raisons, ce n'est pas pour boire de la vodka... si j'étais dans leur situation, j'aurais fait pareil ! On aurait toute fait pareil ! Mais moi, je dois retrouver mon argent...* »

En fait de microcrédit, il s'agit plutôt d'un système de micro-endettement. H. Peemans-Poullet évoque une « miniaturisation de l'endettement des pays pauvres [qui] passe par les femmes » (Bisilliat J. et Verschuur C., 2002, p.347). Si les femmes semblent plus « honnêtes », c'est qu'elles sont plus soumises que les hommes à la pression sociale. C'est sur cette dynamique que s'appuie justement le système des microcrédits (elles « avalent plus facilement leur

dignité» (Mestrum F., 2003, p.45). L'identité de genre se construit ainsi : l'identité masculine développe une capacité à prendre des risques (celui de se lancer dans les affaires, par exemple), tandis que l'identité féminine se re-construit y compris en société libéral-démocratique, autour des responsabilités domestiques. « Ce qu'on attend des femmes pauvres, c'est qu'elles produisent des biens publics qui profitent à l'ensemble de la société » (Mestrum F., 2003, p.43). Ce système financier s'appuie sur le genre et renforce la domination masculine.

Actions caritatives contre réseaux solidaires

Face à ces situations de pauvreté (plus ou moins extrêmes), les femmes se voient proposer des projets étrangers qui les intéressent car ils peuvent être créateurs d'emplois, mais qui fonctionnent sur un mode spécifique, celui de la charité²⁶⁹. La FFM de la capitale organise, sur un projet d'une ONG allemande, une distribution de vêtements d'occasion (grands sacs en provenance de l'Allemagne). Bulgan à Zuun Mod fait état un projet de soupe populaire, porté par trois femmes sans emploi, qui prévoit donc trois salaires et des repas pour 25 personnes pendant une année. Le financement serait en provenance d'un fond gouvernemental ouvert à ce type de projet depuis 1996, avec des fonds d'ONG étrangères (29 janvier 1999). En 2000, le CIRF met en place une soupe populaire dans deux quartiers de la capitale (Bajanhošüü et Jaarmag), financée par la AusAid (*Mongol Messenger*, 3 mai 2000).

En Europe aussi certaines associations développent les mêmes activités caritatives. « Cette inclination à aider autrui, valorisée comme un élément constitutif de la citoyenneté responsable, porte en elle la menace d'un "don sans réciprocité", ne permettant comme seul retour qu'une gratitude sans limites et créant une dette qui ne peut jamais être honorée par les bénéficiaires » (Laville J.-L., 2001, p.87). On est là dans un système qui ne permet pas le contre-don (ni matériel, ni symbolique) et qui fabrique une catégorie sociale inexistante jusqu'alors en Mongolie, celle des assistés. Cette nouvelle catégorie est majoritairement constituée de femmes (avec leurs enfants et personnes âgées et malades à charge), ce qui renforce une idéologie de genre patriarcale.

Ces projets, d'un nouveau type pour la Mongolie qui n'en avait jamais entendu parler avant la démocratisation, ont été montés par les associations comme si elles avaient voulu les tester. Il s'agit d'une perspective d'action qui considère les femmes comme manquant des compétences nécessaires à leur égalité sociale avec les hommes, sans jamais remettre en question les systèmes de pouvoir (économique et de genre).

²⁶⁹ De nombreux missionnaires ne s'implantent dans la capitale et dans le pays que par ce biais de la charité : orphelinats, soupes populaires, soins médicaux, cous d'anglais, etc.

D'autres types de projets s'appuient plutôt sur les compétences déjà maîtrisées par les femmes et tentent de mieux viser leurs véritables demandes. Le Comité CEDEF, le MFPS, le CIRF et LEOC organisent des cours d'anglais, très appréciés de l'ensemble des militantes qui espèrent ainsi pouvoir remplir les formulaires de demandes de financements, voire de bourses d'études à l'étranger. Une enquête réalisée en partenariat par le PNUD et LEOC a permis de comprendre que les nomades (hommes comme femmes finalement) peuvent se lancer dans les affaires peut-être plus facilement que les citadins car le bétail constitue un véritable capital économique de base. Ce qui leur manque en fait, en ces temps de nouveautés économiques, juridiques et fiscales, ce sont les informations. Quelles sont les nouvelles opportunités, comment se déclarer, comment gérer un budget avec toutes les nouvelles dépenses à entrevoir, que prévoir, comment s'assurer, que permettent ou garantissent les nouvelles administrations, etc. ? Autant d'informations que LEOC apporte dans des stages proposés dans la capitale et dans les chefs-lieux. La jeune salariée se permet même un regard critique du point de vue du genre. « *Ce qui est sûr aussi, c'est que les hommes sont plus mobiles que les femmes, ils ont plus de facilités pour se déplacer en ville... Nous réfléchissons à ce problème, mais pour l'instant, n'avons pas trouvé de solution... Nous ne pouvons pas aller faire une formation à chaque femme dans sa yourte !* » (Censuren, 3 février 1999).

Certaines initiatives enfin, tentent de développer plutôt la solidarité entre femmes, utilisant différemment le mode de réseaux genrés issus de la culture nomade mais aussi soviétique. On a vu que les femmes qui conservent un poste d'enseignante organisent une cantine solidaire afin que les enfants des familles les plus pauvres aient trois repas dans la journée. Et la « solidarité » va aussi jouer sur le reste des produits nécessaires au maternage comme des vêtements chauds, des médicaments (Enebiš, séjour du 8 mai au 2 juin 2001). Nous l'avons déjà dit, les femmes réalisent plus qu'un simple « nourrissage » des enfants. Elles conservent localement un fort ancrage de service public – dont elles espèrent que l'absence est momentanée. Elles préservent un espace social spécifique pour l'enfant situé au cœur des préoccupations collectives (et non pas relégué à l'isolement des foyers où peut régner l'ambiance stressante de la gestion de crise), des échanges, matériels et d'informations, entre familles. Elles maintiennent ainsi un tissu social local, garant de la paix sociale et donc de la démocratie.

A Sainšand - Dornogov, Osoržamaa explique qu'entre membres de LEOC, elles organisent des formations pour les femmes sans emploi ou/et seules : comment gérer un jardin [le maraîchage se développe en Mongolie, conjointement à la sédentarisation et généralement jumelé avec la conservation d'un petit troupeau], comment cuisiner au mieux des stocks, apprendre l'anglais, à se servir d'un ordinateur. Ces formations sont surtout le moment de rencontres qui se déroulent au « centre de formation » régional, « on » leur a accordé une salle.

« *On se raconte, on rit, on discute politique, on échange les bonnes informations. C'est aussi très important en fait pour nous, ça nous encourage malgré les difficultés !* » (Osoržamaa, 14 février 1999).

« A la soviétique », la présidente de la branche villageoise de la FFM de Holonbuir, Dornod, essaye de tenir une réunion au moins une fois par mois et de décider du programme des activités du mois. En fonction des problèmes et des compétences de chacune, elles se fixent des « missions ». Par exemple, elle est d'habitude en charge de conseils économiques auprès des femmes du *Sum*. Les discussions permettent des explications par rapport à une facture, un impôt, l'apprentissage de certains mécanismes dans la gestion d'un budget familial. Elles organisent aussi des rencontres « culturelles », des petits concours, des bals, des concerts. « *Entre nous, on s'aide... si une femme va voir sa situation s'améliorer, ou si même elle va marier son fils par exemple, elle va venir à la réunion avec des gâteaux de mariage (gâteaux secs en forme de semelle), avec des bonbons. Et on fera un peu la fête avec elle !* » (Saraan, 24 avril 1999). Ce sera aussi pour elle une façon de remercier collectivement celles qui l'ont soutenue.

Plus technique sera LEOC dans un projet sans financement développé en 1999 : « *Avec nos membres dans les Régions, nous voulons mettre en relation les femmes éleveuses mjangad (« qui possède plus de 1 000 bêtes »), avec des femmes plus pauvres, dans le cadre soit d'un transfert de conseils, soit d'une possibilité d'embauche. Nous sommes en train d'y réfléchir...* » (Ganhujag, 2 février 1999).

3-Actions sexualité et santé des femmes

On a pu analyser l'impact de la crise économique sur la santé des femmes, spécifiquement touchées en tant que femmes par une hausse notable de la mortalité en couches, mais aussi par une maltraitance sanitaire globale provoquée par le manque de formation des nouveaux personnels soignants, le manque de médicaments et d'anesthésiants. Ce problème n'a été pris en charge que tardivement par les associations de femmes et reste un parent pauvre de leurs actions. Pour être efficace, il faudrait s'attaquer à une restructuration de l'intégralité du système de soins que même le gouvernement de majorité communiste ne peut engager...

La santé reproductive

Mandahsaihan est la seule gynécologue dont le poste n'ait pas été supprimé sur la Région de Dornod. En partenariat avec son programme de travail à LEOC, elle a produit un rapport et proposé des séminaires sur la « santé des femmes ». Le projet était conçu en deux étapes : de 1992 à 1997, des réunions seulement avec des femmes, les médecins et infirmières de chaque *Sum* (un

dans l'*Aimag*), où elle faisait de la prévention alimentaire (éviter de manger trop de sucreries)²⁷⁰ et hygiénique. « *Votre santé est entre vos mains* » leur disait-elle. A partir de 1997, elle a organisé des séminaires à destination des fonctionnaires locaux ayant des responsabilités, c'est-à-dire pour majorité des hommes. Il s'agissait d'information sanitaire, comme expliquer les avantages du stérilet quand les hommes y sont défavorables. En ces temps de difficultés concernant les soins, femmes et hommes craignent aussi des complications et préféreront une contraception par injection, ce qu'elle confirme, mais qui entraîne d'autres types de complications possibles et qui coûte plus cher. Elle fait aussi un suivi local des femmes en couches²⁷¹ et des grossesses des mineures. Si celles-ci demandent un avortement, elle n'en prend pas la décision seule, mais avec le médecin et l'infirmière. « *Enfin, [elle s'occupe de] tout ce qui touche à la santé des femmes* », avec une vision toute soviétique. « *Il faut une hygiène de vie globale, faire du sport, rester tranquille chez soi, bien organiser son repos et son travail* ». Ce qui, en ces temps difficiles, restent sans doute pures préconisations. La prévention des maladies sexuellement transmissibles ? Selon elle, il y en aurait peu dans son *Aimag*, pas plus de 25... (20 avril 1999).

Mais cette militante semble bien isolée. La santé des femmes n'est pas une préoccupation des associations dans leur ensemble. Notons par exemple que la candidate parlementaire Žargalsaihan pour le PCC et membre de LEOC, développe comme programme principal celui de la lutte contre la pauvreté. Elle n'évoque jamais la question de la santé, alors qu'elle est pourtant médecin (27 mai 2000). D'ailleurs, cette question n'est abordée par aucun candidat e à notre connaissance. La libéralisation s'est accompagnée de l'idée d'une « liberté avec son corps », renvoyant son traitement à la responsabilité de l'individu, conception qui s'oppose justement à la gestion collective « des corps », tout du moins officielle (puisque selon nous, le « laisser-faire » induit de fait une non-gestion collective qui est une façon de gestion collective).

Ces années de transition politique fabriquent parallèlement un nouveau rapport au corps et à la sexualité, tout du moins dans les représentations, autour de la prostitution et de la pornographie. On incrimine les soviétiques pour leur silence passé, et l'influence étrangère pour sa supposée pollution des valeurs et des pratiques nationales. De nouvelles thématiques sont abordées dans la presse comme la prévention des MST et les cassettes pornographiques (russes, allemandes, etc.) sont visionnées jusque dans l'unique lecteur que possède un village. Mais rien ne prouve qu'elles ne circulaient pas déjà dans les années 1970 et 1980.

²⁷⁰ Nous oublions de lui demander d'où vient ce discours, alors qu'en Mongolie le gras est très valorisé, comme en France le foie gras par exemple.

²⁷¹ Il y a ce qu'elle appelle « *les femmes à risques* » et elle a défini certains critères : celles qui viennent d'accoucher 3 années d'affilée ; celles qui ont plus de 35 ans ; celles qui ont déjà eu cinq enfants et plus ; les femmes seules « chefs de famille » et qui ont des revenus très faibles ; celles qui sont gravement malades. Elle les a identifiées et d'une façon qui serait refusée en France, elle a « *transmis la liste au médecin. Et le personnel médical les suit, en particulier sur leur usage de contraceptifs* ».

De son côté, Mandahsaihan fait aussi de l'éducation sexuelle auprès des jeunes au collège et au lycée, il lui semble que ceux-ci utilisent de plus en plus les préservatifs. Dans les années 1970, période de sa jeunesse, l'éducation sexuelle n'était destinée qu'aux filles : le cycle menstruel, la fécondation, le développement de la grossesse. Aujourd'hui, elle fait ces interventions devant les classes mixtes et trouve les garçons « *très actifs, intéressés* » (20 avril 1999). La journaliste B. Ooluun en fait un article titré : « Le vieux sujet tabou arrive dans les classes ». « L'ancien gouvernement communiste aimait voir ce pays comme un océan de pureté. Le sexe, la violence, la maladie, le meurtre, l'avidité et la pauvreté existaient dans les autres pays, mais pas en Mongolie. Les années 1990 ont introduit [...] une petite révolution sexuelle. Il n'y avait jamais eu auparavant autant d'adolescentes enceintes, d'avortements, de viols, de MST, de pornographie et de prostituées. Mais, à la différence des autres pays, la jeunesse mongole n'a qu'un accès limité à l'information et à la contraception. » Les nouveaux programmes gouvernementaux d'éducation sexuelle à l'école font face à un refus des enseignants. Ils ne sont pas assez confiants pour évoquer un sujet qui était jusque là tabou. « Il faut éditer des manuels. Le projet va être financé par le PNUD, 7,2 millions de US\$, de même que 200 lits supplémentaires dans les maternités rurales, pour un financement de 300 000 US\$ (7 avril 1999).

Les associations de femmes ont aussi des projets. L'UFDS (au sein du PPRM) développe un programme à petite échelle intitulé « Santé – Pollution de l'air - Femmes », sur le District Khan-Uul à Oulan-Bator, un autre sur la lutte contre les maladies respiratoires dans celui de Čingeltei, un dernier de prévention sida dans la cité universitaire (Altai, 2 mai 2000). La Fondation pour les Femmes Rurales développe deux projets, un « Planning pour la famille et la santé des mères et des enfants » et « L'hygiène et la santé pour les filles ». Leur principal mode d'action est d'organiser des séminaires et de distribuer des fascicules (1999). L'association Mouvement Gal Golomt a mis en place un projet de lutte contre le sida, avec le PNUD, auprès des femmes travaillant sur le marché... (1999). Etc. Mais ces projets restent minimes et, en ce qui nous concerne, sans preuve d'activité tangible...

On a vu que la Mongolie a développé une forte propension nataliste et ce, quel que soit le régime politique. Ce n'est pas le seul pays au monde : les Etats dirigés par des hommes mettent en place des politiques familiales qui ont un impact majeur sur leurs sociétés. « Les associations de femmes réagissent alors, en acceptant ou en montrant l'inutilité ou les difficultés supplémentaires qu'engendrent de telles politiques. [...] Elles] seraient ainsi les pôles de changement des mentalités » (Ryckmans H., 1996, p.204). En Mongolie cependant, la santé reproductive n'est pas un axe majeur de travail pour les associations. Il ne s'agit pas ici d'un

reproche que rien ne légitimerait, mais d'une composante de l'analyse de ce mouvement associatif féminin spécifique durant cette première décennie de démocratie libérale.

Le silence sur la prostitution

Il en est de même face à la prostitution ostentatoire d'extrême pauvreté, qui génère différentes réactions. Les étrangers se plaisent à voir dans ce qu'ils prennent pour une liberté du corps la continuité avec une sexualité mongole traditionnellement moins contrainte que dans les sociétés judéo-chrétiennes²⁷². Mais les femmes mongoles y voient une autre explication. « *Je ne pense pas que ce soit culturel. Je crois plutôt que c'est issu de la propagation des films et de la culture occidentale, de l'Europe de l'Est aussi. La nouvelle génération la reproduit. Et personne ne leur dit si c'est moral ou immoral. On leur dit simplement que pour gagner de l'argent, tout est justifié. Et le gouvernement et les autres structures ne procurent pas cet argent. Il faut alors qu'ils trouvent leur propre façon de le gagner. Comme l'exige le marché. Il y a des clients, alors ils proposent le service...* » (Amarsanaa, 10 juin 1999). L'éducation soviétique avait instauré une certaine raideur morale, une « discipline des corps » toute collective. Dans l'effervescence de la nouvelle liberté économique gagnée, on entend ça et là que vendre son corps fait aussi partie de ces nouvelles libertés acquises. On sait bien pourtant que seules les femmes dans l'extrême nécessité s'y résignent, qu'elles soient mères de famille pauvres ou étudiantes ambitieuses dans ce nouveau système éducatif onéreux.

Durant cette première décennie, les associations de femmes restent silencieuses, comme ne sachant quelle position adopter. Elles le reconnaissent : « *C'est vrai que c'est un phénomène étrange. Sur presque une trentaine d'associations actives, personne ne discute de ce problème ouvertement. Et personne ne s'y oppose. Les gens se disent "Bien sûr que ce n'est pas bien, ces pauvres femmes, etc..." Mais c'est plus ou moins accepté dans la société. Que ce soit contre les stripteases ou contre la pornographie, il n'y a jamais eu de campagne publique contre. [...] J'ai moi-même été surprise, pourquoi ces femmes qui se dénomment elles-mêmes féministes ne disent rien à ce sujet ? Mais on ne pouvait pas réaliser qu'il s'agissait d'une modification si importante de la personnalité et du corps des femmes. C'était en fait une demande de l'économie de marché, quelque chose de normal. On commence seulement à s'inquiéter des problèmes révélés récemment de MST, de violence...* » (Amarsanaa, 10 juin 1999). Et ce n'est pas un hasard si c'est la militante PPRM Gerelsuren, présidente de la FFM, qui semble la plus fâchée. « *Ce sont les hommes qui ont inventé les conditions du travail, qui ont inventé ce marché* » (14 janvier 1999).

Une loi de lutte contre la prostitution est finalement adoptée le 22 juin 1998 : il est légalement interdit de vendre son corps et d'organiser la prostitution de quelqu'un d'autre. Les associations de femmes commencent ensuite à se mobiliser : « *avec la nouvelle loi, la police arrête les*

²⁷² Il existe effectivement la rumeur selon laquelle les Mongols offriraient leurs épouses aux visiteurs de passage.

prostituées, mais n'inquiète pas les souteneurs. Il y a là ce que nous considérons comme un viol du droit des femmes à disposer librement de leur corps, par les souteneurs... et bien sûr, il y a les problèmes de la prostitution infantine... » (Činčuluun, 12 mai 1999) contre laquelle il n'y a aucune action étatique. Et comme partout dans le monde, « La police utilise les prostituées comme informatrices ou comme source de revenus en soutirant de l'argent aux clients étrangers japonais, chinois et occidentaux. Et lorsque celles-ci deviennent gênantes, on les arrête » (Comité CEDEF, mars 2000, p14). La protection de cette nouvelle catégorie de personnes – et de leurs conditions spécifiques - semble problématique. Les infections sexuellement transmissibles inquiètent peu le gouvernement durant la décennie 1990. Les organisations internationales développent des projets de lutte contre le sida, alors qu'en 2007, le Comité CEDEF ne signale que « seize cas d'infection par le VIH depuis l'apparition du premier cas en 1992 » et s'inquiète beaucoup plus face au 12,9% des personnes atteintes de la syphilis et de la progression, mal évaluée, de la tuberculose » (2007, p.32).

Le silence sur l'homosexualité

L'homosexualité ? « *Voilà le vrai tabou. Jusqu'à l'année dernière, c'était une chose socialement totalement inacceptable. C'était impossible à dire et c'était considéré comme un crime. Les gens commencent à en parler, mais le sujet rencontre beaucoup d'hostilité. Concernant l'homosexualité féminine, je n'en connais pas, je ne sais pas... [Dans les prisons ?] Oui, j'en ai entendu parler. Les seniors abusent des plus jeunes [...]... Et je ne sais pas sur la prison des femmes... L'année dernière, la première association de gays et lesbiennes s'est créée²⁷³. Je les ai rencontrés, ils ont un site Internet anonyme, ils sont très effrayés de révéler leur sexualité, ils ont peur d'être licenciés, ils n'en ont jamais parlé à leur famille, à peine à leurs très proches amis... »* (Amarsanaa, 10 juin 1999). « *Il n'y a pas de loi mongole, ce n'est ni autorisé, ni interdit. La police intervient sur les cas de viols en prison, mais c'est tout... »* (Činčuluun, 12 mai 1999)²⁷⁴.

La seule évocation de la défense des droits des homosexuelles se trouve dans un document rédigé par LEOC, qui au milieu de 6 axes de lutte contre les inégalités et les discriminations, annonce celui d'une attention particulière portée aux groupes de femmes marginalisées telles que les handicapées, les mères seules ou les lesbiennes (LEOC, 1998a).

Les associations de type traditionaliste, en particulier la FFM, se sont constituées à partir de la seconde moitié des années 1990 et se sont plutôt consacrées à des activités de « *care* », essentiellement de lutte contre la pauvreté. On est bien ici dans la mise en place d'un palliatif de

²⁷³ La presse annonce discrètement sa création à la suite d'un « harcèlement policier et procédures judiciaires flouées qui ont violé les droits humains ». *Tavilan* (Destin) tient une petite permanence pour accueillir les personnes qui auraient vécu les mêmes discriminations, l'association a aussi participé à une marche contre le sida et organise régulièrement des tournois sportifs et des soirées de rassemblement (30 juin 1999).

²⁷⁴ Voir à ce sujet les témoignages recueillis par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, www2.irb-cisr.gc.ca/fr/recherche/rdi/?action=record.viewrec&gotorec=451161

services publics démantelés, activités mondialement connues. « Dans ces associations, il n'est guère envisagé de modifier les rapports de genre. [...] La condition féminine est considérée comme immuable [...] (Ryckmans H., 1996, p.213). Et ni elles, ni les autres associations ne se sont emparées des questions liées au corps, à la santé reproductive des femmes, ce qui dessine une caractéristique particulière du mouvement associatif mongol.

Mais il a aussi été reconnu que ces regroupements permettent de « déboucher sur une remise en cause des modèles de partage des ressources entre hommes et femmes » (Ryckmans H., 1996, p.214) et que « De plus en plus de groupes de femmes se situent clairement sur le terrain du politique (et non de la politique) » (p.217). C'est cette analyse que partage également Burmaa. « Le gouvernement tente sans cesse d'augmenter son pouvoir et les entités économiques leurs profits. Les associations recentrent l'attention du gouvernement et des entreprises vers le social, elles maintiennent l'équilibre entre pouvoir et profit. [...] [E]n d'autres termes, elles représentent la participation civile au politique » (MFPS, 1996, p.15-16).

C- Cadre théorique

Le mouvement associatif des femmes en Mongolie, dès sa constitution, s'est « encadré » dans l'espace politique. Il a été impulsé par des militantes démocrates, qui ont hérité d'une conscience de classe de sexe construite durant le soviétisme et que véhiculent encore aujourd'hui les militantes plus âgées. « *Du temps du Communisme, les femmes et les hommes étaient tous égaux, tous faisaient partie de la même machine, la conscience féministe venait de l'Etat, comme si elle venait de "quelqu'un d'autre". La véritable conscience féministe profonde est arrivée avec la démocratisation, puis avec la Conférence de Pékin. La Chine étant proche, les femmes mongoles ont pu y participer. Elles ont réalisé qu'auparavant, elles pensaient avoir besoin de la protection de l'Etat. Aujourd'hui, elles ont plus confiance en elles-mêmes, elles n'ont plus les mêmes types de revendications. Les gens, en général, pas seulement les femmes, commencent à comprendre qu'ils doivent vivre avec leurs propres compétences, leurs propres ressources* » (Amarsanaa, 10 juin 1999). « *C'est le processus de démocratisation qui a donné le "top". Et nous avons réussi à le formuler en 1993-1994 ? Il me semble que ça a été un travail collectif, entre Mongoles et avec des Australiennes...* » (Ojuunceceg, 11 janvier 1999). Car c'est bien la dynamique principale tant souhaitée que celle de l'ouverture à l'international.

a) Avec la démocratisation, le « genre »

Un nouvel outil discursif arrive ainsi avec la démocratisation : le « genre ». Les associations de femmes structurent l'ensemble de leur engagement autour du terme « ЖЭНДЭР »

(prononcer : « gender » en roulant le r). « *Le mot “genre” n’existe pas en mongol. Je l’ai entendu pour la première fois dans un colloque international, en 1996* » (Amarsanaa, 6 mai 1999). Elles vont apprendre d’une part comment cette notion se distingue du sexe biologique, хүйс (*hüüs*) et d’autre part, qu’on peut la conjuguer avec celle des droits. La formule spécifiquement mongole sera dorénavant « *жендерийн тегш эрх (genderijn tegš erh)* », mot à mot : « droit d’égalité de genre ».

Les militantes associatives vont se spécialiser sur cette nouvelle notion, en se l’appropriant plus ou moins, en fonction de leur position au sein des structures, de leur prise en charge des dossiers de financement. Zanaa est sans doute celle qui manipule la notion avec le plus d’assurance : « *Les femmes et les hommes ne sont pas différents. Nous sommes différents dans notre corps, mais j’ai la même tête que toi, les mêmes mains, un ventre, deux jambes. Donc, nous sommes très similaires. Alors “ne me dis pas de bêtises et ne me fais pas de leçon”. Ils ne peuvent plus dire ça* » (28 juillet 1999). Erdenčimeg a travaillé avec elle, puis a fondé sa propre association Genre et Développement. En anglais, elle explique : « *Il y a beaucoup de problèmes de genre (gender issues), les femmes rencontrent toujours des difficultés de genre. On traduit en mongol “gender” par “sexe”. Beaucoup de gens mélangent les deux termes. Très peu connaissent cette nouvelle idée. Pourtant, on a beaucoup de problèmes, dans l’éducation, la sphère productive. Le genre affecte aussi la sphère reproductive. Et vous avez rencontré des femmes politiques, alors vous connaissez aussi ce problème ! Et la pauvreté est aussi traversée par le problème du genre, de la famille* » (3 avril 2001).

On trouve ensuite un certain nombre de termes techniques issus du droit international, comme par exemple ce type de phrase : « Les participantes ont reconnu qu’il existe un grand décalage entre l’égalité de genre *de jure* et l’égalité de genre *de facto* » (LEOC, 1998a). Il y a même un effet de mode. La jeune femme politique Ojuun, lors de la Conférence organisée par l’IRI en préparation aux élections, commence son discours en avouant : « *Je n’avais jamais vraiment pensé aux questions concernant les femmes. Mais c’est une réflexion que nous ne pouvons plus éviter. Les banques demandent des programmes prenant en compte le genre, comme la Trade and Development Bank, ou même notre Premier ministre !* » (8 et 9 avril 2000)

Utiliser le terme « genre » est donc devenu « obligatoire ». Mais pour celles qui sont le plus convaincues, il ne s’agit pas seulement d’une coquille vide. Et dans leur volonté d’agir pour l’égalité, « les femmes ont constaté que [l]es associations manquent [...] d’outils en matière d’analyses sexospécifiques » (Comité CEDEF, 2007, p.1). Le rapport rédigé par le ministère de la Santé et de la Protection sociale reconnaît par exemple que « l’Office National des Statistiques ne fait pas de calcul détaillé sur la répartition des salaires selon le sexe » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.16). Il va ainsi produire, sur demande du Comité CEDEF, un premier fascicule intitulé « Femmes et hommes en Mongolie ». Leur sont apparus ensuite des problèmes plus difficiles à

quantifier, car touchant des échantillons précis, importants néanmoins en terme d'impact sur le genre. Concernant par exemple le problème des mises à la retraite précoce selon le nombre d'enfants, Zanaa explique qu'elles connaissent « *une femme qui a même été mise à la retraite à l'âge de 36 ans ! Nous ne disposons pas du chiffre exact des femmes qui ont ainsi subi cette loi. Mais nous [la] tenons cependant pour responsable d'un large sous-emploi des femmes* » (non daté - printemps 2000). Enfin, les associations de femmes identifient de véritables problématiques, qui nécessitent plus que des statistiques. Par exemple, « *[n]ous savons que les deux tiers des juristes dans le pays sont des femmes, mais qu'elles restent globalement dans les postes à peu de responsabilité. Ce n'est pas normal. Nous sommes en train de faire une étude sociologique sur cette question. Et maintenant, il faut arriver à nous promouvoir, à aider les femmes à gravir les échelons* » (Činčuluun, 12 mai 1999).

Le mouvement associatif va se documenter sur la production scientifique étrangère autour du genre car elles réalisent aussi que « [...] *nous manquons de savoirs sur le genre, nous tentons de nous procurer toute source de formation : publications, colloques internationaux, formations universitaires à l'étranger. Nous souhaitons former les femmes mongoles, mais nous devons aussi nous former nous-mêmes !* » (Ariuna, 11 juin 1999). Zanaa, par exemple, effectue un master sur les « gender studies » en 2000. Amarsanaa est titulaire d'un master sur les droits humains qu'elle a effectué à Londres. Ojuunsan est directrice de LEOC depuis 1996, LEOC lui avait permis d'obtenir une bourse pour une année d'étude sur le genre en Allemagne en 1995 (24 mai 2005). La fille de Žamaa, qui a 24 ans en 1999, est diplômée de sociologie avec un master effectué aux Etats-Unis et travaille maintenant en tant que chercheuse pour le CIRF...

L'une des activités majeures de l'ensemble des associations sera de développer des études sur le genre. Comme le MFPS, dont la première activité annoncée est celle de « *conduire des recherches, sondages et analyses des questions liées à la démocratie et au genre, à la législation nationale et internationale* » (non daté -1999, p.1). Ou Erdenčimeg, fondatrice de l'association Genre et Développement, qui aimerait « *pouvoir diriger des enquêtes sur les femmes et la pauvreté, en travaillant en réseau avec d'autres associations* » (17 juin 1999). Elles seront ainsi les productrices d'un savoir novateur, parfois subversif, qui deviendra un outil majeur – conçu et utilisé comme un capital - dans leur stratégie d'occupation de l'espace public.

Production d'un savoir sur le genre

Et en 1995, LEOC, le MFPS et l'AFJ créent le premier Centre de Recherche et d'Information pour les Femmes (CIRF), c'est-à-dire *sur, par et pour* les femmes. Elles ont rassemblé des publications en langue anglaise (américaines, australiennes, canadiennes). « *La situation générale économique, politique et sociale des femmes constitue notre centre d'intérêt global ! Nous essayons en fait d'aborder chaque domaine social du point de vue du genre* » explique Ariuna, jeune salariée (11 juin

1999). Le CIRF annonce trois axes de travail dans sa plaquette. Le premier est de « créer une base de données et un réseau pour la collecte d'informations sur le genre ». Car « les résultats des recherches sont considérés comme le premier pas essentiel vers la conception de politiques publiques égales selon le genre ». Le deuxième axe est celui d'« éveiller la conscience de la population sur les questions de genre [...] ». Enfin, elles souhaitent « promouvoir les statuts des femmes²⁷⁵ par l'amélioration de leur instruction et de leurs savoirs professionnels à tous les niveaux. [...] Le Centre fournit aussi des conseils méthodologiques pour des chercheurs et autres associations » (1998). Et l'ensemble des associations accumule précieusement de la documentation, le CAV, avec plus de « 100 références en 1997 » (1997, p.2), le Centre d'Information des Electeurs trices, le Comité CEDEF, LEOC, la FFM, etc.

Pour les trois premières associations majeures du mouvement, la recherche devient immédiatement un domaine d'activité aussi important en termes financiers et de personnes mobilisées que la lutte pour la démocratie et la promotion des femmes en politique.

Le MFPS énumère dans sa plaquette de 1998 la liste de leurs cinq enquêtes : une analyse des questions concernant les femmes lors des élections de 1990, 1992, 1993, 1996 et 1997, à travers les programmes défendus par les partis politiques, les candidats à la Présidence, les candidats aux mandats de gouverneurs ; une analyse du Plan d'Action Gouvernemental et de la réalisation des promesses faites par les partis gagnants lors de leurs campagnes électorales ; celle de la loi électorale en termes d'assurance des droits électoraux et de transparence de la vie parlementaire ; la production d'un Rapport sur la réalisation du Programme « Post-Beijing » et enfin la tenue d'une enquête sous forme de questionnaire auprès des candidats aux élections parlementaires et présidentielles.

Le CIRF note aussi en 1997 « Le manque de données désagrégées par sexe concernant le monde des entreprises et de l'emploi, empêche d'évaluer précisément la participation des femmes dans le secteur privé en plein développement » (1997, p.9). Elles réalisent alors leur propre enquête parmi 66 entreprises localisés sur Oulan-Bator : les femmes y représentent 60% des employés, 40% des cadres et seulement 12% des bureaux de direction. Elles demandent aussi leurs statistiques à l'Association des Employeurs Privés, qui compte 26,6% de femmes, sans en connaître le nombre total de membres (CIRF, 1997, p.9). Elles donnent des chiffres plus précis concernant l'activité des femmes dans la capitale et dans la région du Gobi-Altai, ils correspondent aux deux premières enquêtes du CIRF (1997, p.12). Elles ont ensuite effectué trois

²⁷⁵ Le terme employé ici est : « *to promote the women's empowerment* ». Or, il est généralement considéré que le terme « *d'empowerment* est intraduisible dans notre langue » (Sineau M., 2001, p21). Nous verrons l'impact de ce type de « notions » en dernier chapitre.

enquêtes en 1997 sur les femmes chefs de famille, puis les causes de divorce auprès de deux tribunaux de districts de la capitale (1997, p.28). Elles énumèrent d'autres titres de travaux dans un rapport pour le gouvernement : « Le statut économique des femmes en économie de transition », « L'accès des femmes aux microcrédits », « La question des mutuelles et de la protection sociale », « Les femmes et la pauvreté », « Les femmes en politique et dans les postes de direction », « Les Femmes et la question du droit du travail », « La prostitution chez les mineures », « Les MST et le HIV chez les groupes à hauts risques de contamination », « La situation des femmes prisonnières » et enfin « Modèle nutritionnel pour la famille » (Amgalan T., 2000).

L'AFJ mène une enquête, en partenariat avec le PNUD, sur les pratiques de corruption ; LEOC mène de nombreuses enquêtes sur la participation au développement du pays (LEOC, 1998b). La toute jeune association Droits humains et développement effectue en 2001 une « petite » recherche sur la pratique du viol dans les hôpitaux, ce qui semble courant, mais que personne n'a jamais osé dénoncer publiquement ni porter en justice. Les militantes voudraient recueillir des témoignages, établir une estimation afin d'en faire un rapport au gouvernement, en démontrer les séquelles psychologiques sur les victimes et mettre en place un protocole de prise en charge psychologique, avec l'aide du gouvernement. Elles souhaitent même promulguer de nouvelles lois permettant de véritablement sanctionner les médecins reconnus coupables, ce qui n'existe pas aujourd'hui. Elles ont une consultante australienne, spécialiste de la faisabilité des enquêtes et de l'analyse de données. Elle est missionnée pour une année, la présidente de l'association souhaiterait qu'elle reste deux ans (Činčuluun, 4 avril 2001)²⁷⁶.

On constate alors deux soucis nouveaux dans la pratique de l'enquête en Mongolie, celui de la publication de la méthodologie utilisée, invitant donc au débat scientifique et celui d'une approche qualitative, à l'aide d'entretiens.

Le CAV explique dans son Rapport pour les années 1996-1997. « En analysant les rapports de police, nous avons révélé une croissance sans précédent de la violence à l'encontre des femmes en général et de la violence domestique en particulier (selon la moyenne annuelle des crimes de 1996, 43,7% des crimes se sont produits à l'intérieur de la famille) ». Elles citent la liste des enquêtes – encore exploratoires - qu'elles ont menées : une analyse des décisions de justice face au divorce, la même chose pour la violence domestique, la première enquête sur la criminalité féminine, les rencontres et entretiens avec 53 prostituées sur les raisons qui les ont poussées à cette situation, la même procédure avec 124 femmes qui ont pratiqué un avortement,

²⁷⁶ Ce travail de doctorat utilise de nombreuses autres enquêtes, voir en bibliographie.

une récolte de données sur les mineurs en prison et enfin, les entretiens avec 200 juristes sur la nécessité de réformes sur la législation familiale (1997).

Le CIRF explique par exemple encore que « [l]’enquête [sur la prostitution chez les mineures] a pour but de comprendre et définir les causes et facteurs qui poussent les mineures vers la prostitution autant que de trouver des solutions pour assister ces mineures en explorant les possibilités et les opportunités qu’elles auraient de changer leur vie ». Et elles mettent l’accent sur leur méthodologie. « Il s’agit de la première étude sur des mineur·e·s faite en Mongolie [...]. Il était important d’obtenir des informations pertinentes et réalistes de la part des filles en un temps réduit, en vue de produire des résultats suffisamment objectifs. Durant l’enquête exploratoire, nous avons noté que des filles faisaient pression sur d’autres, en les empêchant de parler librement. Nous avons donc développé une méthodologie particulière qui prend en compte cette dimension [...], avec une combinaison de plusieurs méthodes : une méthode participative [...] pour avoir une attitude franche avec les interviewées, qu’elles se sentent à l’aise et tranquilles. Il s’agissait de leur faire jouer des saynètes (a role play), ce qui permettait d’obtenir des réponses formulées, complétées par des observations. Ensuite, un questionnaire final était proposé, pour corroborer les réponses obtenues pendant la saynète. [...] Selon des sources non-officielles, il y aurait plus de 400 prostituées mineures à Oulan-Bator. Nous en avons sélectionné 40, ce qui représenterait 10% de la population concernée » (2000a).

Les associations recrutent de jeunes sociologues : « *je dirige les enquêtes pour le CIRF et avec des partenaires. Nous venons d’en finir une sur l’accès des femmes aux microcrédits. Puis nous allons nous lancer dans [...] la seconde partie d’une enquête nationale sur “ les femmes et leur statut économique ”, qui avait débuté il y a deux ans* » (Ariuna, 11 juin 1999). « L’importance de cette étude, c’est qu’elle est la toute première jamais réalisée par une ONG, utilisant une nouvelle méthodologie » (CIRF, 1998, p.2). Elles annoncent un échantillonnage par catégories socioprofessionnelles « proportionnel aux statistiques étatiques produites lors du référendum de 1997 »²⁷⁷. Les associations de femmes inventent ainsi de nouvelles techniques d’enquête, processus qui n’avait jamais été expérimenté dans le pays par d’autres acteurs que les statisticiens nationaux. Zanaa déclare même : « *J’aimerais aussi organiser une conférence, nationale ou locale, sur les méthodes féministes ou de genre* » (28 juillet 1999).

Enfin, notons qu’elles se positionnent résolument dans le cadre d’une recherche-action qui permettra « de mettre en exergue les principaux problèmes économiques des femmes, mais aussi leur résolution dans un futur immédiat » (1998, p.1).

²⁷⁷ 3 800 personnes - moitié femmes/hommes -, rencontrées en 2 périodes, dans quatre *Aimag* et la capitale, 800 nomades, 800 sédentaires, 1500 citadins de la capitale ; 45% répondent qu’ils sont employés, 12% éleveurs, 15% de professions libérales, 9% commerçants, 4% étudiants, 12,5% retraités, 2,3% handicapés et 2% de personnes travaillant à domicile.

Institution universitaire et « gender »

Ces nouvelles expertes des questions de genre constituent un domaine qui n'existait pas du temps du soviétisme. Et sans surprise, il semble y avoir peu de professeures de l'université sensibilisées au genre. « *Il y en a, il y en a !* » Zanaa cite deux démographes, que nous rencontrerons par la suite. « *Et nous connaissons aussi Ajuuś, de l'Institut des langues étrangères. Elle donne des cours de façon bénévole sur les droits humains. Mais c'est vrai qu'il faut que je développe cet enseignement dans nos institutions* » (28 juillet 1999).

En 2000, une seconde jeune sociologue travaillant pour le CIRF explique, dans une publication intitulée *Genrer les perspectives mongoles : formations et recherches hors l'Académie* que « Jusqu'à il y a approximativement cinq ans, il y avait très peu, voire pas du tout d'opportunité, dans l'éducation supérieure, d'acquérir les connaissances nécessaires à la recherche sur le genre en Mongolie. Les recherches et données sur les femmes [...] durant la période contemporaine ou dans l'histoire n'existaient tout simplement pas [...]. En tant que première génération d'universitaires travaillant sur le genre, les difficultés auxquelles nous devons faire face sont considérables. Nos efforts et succès dans le domaine dépendent souvent du bénévolat dévoué des femmes et de leur énergie dans ces projets » (Amgalan T., 2000).

En 1999, le seul véritable enseignement universitaire comportant la thématique du genre est celui proposé par le duo des démographes, A. Solongo et C. Bolormaa, rattachées au Centre d'Enseignement et de Recherche sur la Population, du Département économie. Il s'intitule : « Femmes, population et développement ». Solongo a étudié dans cette même université, a fait sa licence au laboratoire la première année de sa création. Pour son master en 1994, elle avait choisi de rédiger son mémoire dans le cadre de ce même séminaire (qui venait juste d'être créé en 1993), sur les femmes et l'emploi. Elle a mené une enquête sur 200 femmes travaillant dans la capitale. A l'époque, elle était la seule, à sa connaissance, à travailler sur les femmes. Elle ne le dit pas, mais ce devait être la première utilisant une méthodologie plus restreinte et qualitative que les traditionnelles statistiques nationales. Elle a aussi participé aux travaux de LEOC, elles lui ont demandé de rester dans l'association, mais elle a préféré rester au sein de l'université, espérant son développement et un rééchelonnement progressif des grilles salariales... (14 mai 1999)²⁷⁸.

²⁷⁸ Voir à ce sujet R.-M. Lagrave (1998) pour les pays d'Europe de l'Est et M. Laruelle plus précisément pour l'Asie centrale : « Les changements qu'ont connus les pays post-soviétiques ne sont pas qu'apparents, ils ont profondément modifié les conditions de vie des chercheurs et de la recherche. Dans tous les États de la région, la vie intellectuelle, même académique et officielle, est de plus en plus sclérosée : le départ massif des plus compétitifs et de ceux ayant des sujets "exportables", la brutale baisse de prestige social de la profession, le manque de vocation chez les jeunes, l'absence de moyens de publication et de recherche, la quasi-impossibilité d'accéder aux ouvrages en langues occidentales n'aident pas à la constitution de réseaux scientifiques ancrés dans les grands champs de la pensée contemporaine. Les questions financières sont devenues l'élément central du fonctionnement de la recherche, la baisse de l'aide de l'État ayant pris des proportions démesurées » (Laruelle M., 2005, p.46). Elle évoque même le fait de devoir payer pour être publiée dans les revues scientifiques... Cette situation est largement similaire en Mongolie.

Le séminaire qu'elle anime à présent est réservé aux étudiants en démographie de niveau licence et c'est elle qui s'en voit chargée à la suite du départ du premier enseignant « *qui de toutes façons, n'était pas spécialiste* ». Pour l'année 1995-1996, le séminaire comportait 30 heures en 2^{ème} semestre et était divisé en huit sessions. La première session introduisait les « Questions de genre et concepts de genre [au pluriel], data désagrégée par sexe et cadre d'analyse de genre ». Les sessions suivantes abordaient une « Comparaison des indicateurs statistiques sociaux et démographiques concernant les femmes durant les trois dernières décennies », « La collecte des données », les « Raisons des différences de genre au regard des caractéristiques culturelles » (sont énumérés tout ensemble : « statut, pouvoir et droits, devoirs dans les relations familiales, mariage, pauvreté, événements religieux, la reproduction, l'éducation des enfants, la mort, le travail domestique, l'instruction, l'emploi). La session 5 continuait sur les « Relations entre la production et la reproduction chez les femmes : instruction, emploi et fertilité [thème principal qu'elle va aborder ensuite au cours de l'entretien], les sessions suivantes porteront encore sur « La contribution économique des femmes au développement », « Le rôle de l'Etat dans la conception de politiques sensibles aux femmes [...] ». Enfin, la 8^{ème} session, comme une sorte de conclusion, faisait le point sur les « Femmes, population et développement en Mongolie ».

En 1999, elle a trois étudiantes spécialisées qui feront leur master sur le genre et d'autres étudiantes viennent assister aux cours. Elle prend beaucoup de plaisir à animer ce séminaire au cours duquel elle favorise la discussion, « *c'est très vivant* ». Les étudiantes sont très intéressées et elles ne discutent pas seulement des femmes, mais beaucoup plus généralement des « *questions de genre, c'est-à-dire des hommes et des femmes ensemble* » (Solongo, 14 mai 1999).

La démocratisation libérale s'est accompagnée d'une refonte quasi totale de l'enseignement supérieur, tant administrative que dans le contenu des formations. Les financements de l'Etat étant réduits, les chercheurs se tournent vers l'étranger. M. Laruelle note avec acuité concernant l'Ouzbékistan que « Pour obtenir les faveurs des associations occidentales, les chercheurs sont obligés, non plus de présenter des sujets "politiquement corrects" au sens strict du terme, mais de répondre aux objectifs demandés par les organismes occidentaux. Ceux-ci ont une conception de la recherche plus proche de la consultation d'experts que de travaux fondamentaux [...]. Les sujets subventionnés s'inscrivent dans l'objectif précis d'un développement de la "société civile" tant attendu : *gender studies*, démocratisation, vie associative, *focus group*... » (2005, p.47). Une difficulté émerge alors. Si les militantes souhaitent résolument entrer dans ce nouveau domaine de formation et de revendications qu'est celui des rapports de genre, les organismes internationaux en font une obligation, ce qui en dénature le contenu.

A Oulan-Bator, l'enseignement de « *gender studies* » est financé - et contrôlé tant dans son contenu que dans son volume - par le programme européen TACIS, qui contribue largement au financement du Département économie de l'Université nationale : matériel informatique, travaux dans le bâtiment, formations à l'étranger pour certains enseignants (comme son supérieur, qui est au moment de la rencontre en Allemagne pour l'année universitaire) et bourses nationales et européennes pour les meilleurs candidats. Solongo explique que ce programme spécifique sur les questions de genre dans le développement a été constitué en 1994, lors du séjour d'un consultant TACIS dans la capitale. C'est lui qui a établi les différentes thématiques et a fourni quelques supports (principalement des sites Internet à l'époque). Il a ainsi imposé une perspective « femmes et développement » où les femmes sont conçues comme des acteurs économiques à mobiliser, sans réflexion ni sur « le développement », ni sur l'impact de « ce développement » dans les rapports sociaux de sexe, dont par exemple la surcharge de travail pour les femmes²⁷⁹. Solongo n'a été sensibilisée à aucune approche critique et ne se sent pas en capacité de le faire, le financement de son poste en dépend. Elle finit par expliquer qu'« *Un deuxième consultant est venu en 1998 et nous a conseillé de diminuer le nombre d'heures d'enseignement sur ce séminaire, nous n'en faisons plus que 16. [Pourquoi ?] Pour dégager du temps dans un meilleur accompagnement méthodologique pour les travaux des masters. C'est pour cette raison que nous n'avons plus que deux étudiantes vraiment spécialisées, l'enseignement est devenu optionnel. En 1994, nous en avions une vingtaine, une dizaine ont alors fait leur master sur des questions liées au genre et elles travaillent maintenant dans des associations. Mais avec ces restrictions, nous touchons moins d'étudiantes* » (Solongo, 14 mai 1999).

Le Centre démographique et ces deux actrices sensibilisées au genre, développent également un volet « recherche ». Elles viennent de rédiger une proposition d'enquête intitulée « Recherche sur la situation des rapports de genre chez les jeunes et perspectives pour le futur ». Elles souhaitent connaître, dans ce nouveau contexte de transition et de fragilisation économique, quelles sont les attentes des jeunes, percevoir s'il y a des différences entre filles et garçons. Elles demanderont quelles sont les différentes perceptions des parents vis-à-vis de leurs enfants filles et garçons, comme une forme d'étude de la construction des normes de la masculinité et de la féminité dans cette nouvelle Mongolie (Centre d'Enseignement et de Recherche sur la Population, 1999).

En 2007, la situation des enseignements sur le genre à l'Université en Mongolie n'a pas changé, comme le montre le rapport de Zanaa pour le Comité CEDEF. « Sur l'initiative du groupe susmentionné [associations composant le Comité CEDEF] et sur recommandation de la

²⁷⁹ Pour une lecture des différentes approches sur « femmes et développement », « genre et développement » puis « genre dans le développement », on lira les travaux dirigés et réalisés par Jeanne Bisilliat, (et ORSTOM, 1996), en particulier l'introduction et l'article Luttés féministes et développement, une double perspective épistémologique.

commission parlementaire permanente de la politique sociale, depuis 2004, 16 heures d'enseignement portant sur la question des relations entre les sexes figurent au programme de formation des enseignants ». Seule une petite avancée : « [...] la formation du personnel enseignant et d'encadrement inclut depuis 2004 une méthodologie pour l'observation et l'analyse de la situation des sexes (2007, p.23).

Face aux difficultés de développement de ces recherches au sein de l'université, le mouvement associatif persévère dans la réalisation de ses propres travaux. Le CIRF par exemple, en tant qu'organisation indépendante, tente de s'imposer comme partenaire principal des recherches sur « genre et développement économique » (Amgalan T., 2000). C'est aussi une façon de capter des fonds avec lesquels elles payeront du matériel, des salariées et si possible, des formations à l'étranger.

Un dernier exemple : le Comité CEDEF a créé un « Club Genre » en décembre 1999. « Les membres en sont des étudiant·e·s, des enseignant·e·s et des élèves plus jeunes. La coordonnatrice prépare et traduit des textes (anglais et russe en mongol) tirés d'ouvrages sur le genre et le féminisme qui sont ensuite discutés : “Le deuxième sexe”, “Histoire du féminisme”, “Histoire des femmes et histoire du genre”, “Conseils en provenance de l'Europe : l'égalité de genre en perspective”. La coordonnatrice organise aussi des interventions ponctuelles pour des séminaires. Le Club se réunit tous les trois mois et l'enseignante Ajuš a aussi organisé un petit groupe de travail à l'université des sciences humaines et sociales pour les étudiants intéressés par le genre et le féminisme » (2001, p.5). La première réunion véritable de travail sur les textes n'a eu lieu qu'en octobre 2000.

b) La diffusion de la notion de genre

Ce nouveau savoir constitué est d'abord utilisé par le mouvement associatif lui-même. Il est mobilisé principalement dans la rédaction de leurs nombreux rapports, afin d'obtenir des fonds pour la réalisation de tel ou tel projet de développement. Comme par exemple le Rapport pour la 68^{ème} session du Comité des Droits Humains des Nations Unies, « L'égalité maintenant ! » de mars 2000: « Le présent rapport a été rédigé à l'aide d'informations produites par les associations: le Comité CEDEF, le CIRF, LEOC et l'Association pour les femmes handicapées » (Comité CEDEF, mars 2000, p.22). Elles démontrent ainsi leurs compétences, leur capacité d'action, leur adaptation à des techniques et conceptions nouvelles du monde, etc.

La production de ce nouveau savoir est aussi utilisée comme support de dialogue et de travaux communs avec différentes entités étatiques (universités, ministères, commissions

parlementaires, etc.). « Depuis quelques temps, la plupart des études présentent des résultats ventilés par sexe, ce qui facilite l'évaluation des politiques et des activités en matière d'éducation et la planification des mesures futures » (Comité CEDEF, 2007, p.23).

Ce qui semble importer plus que tout aux militantes et salariées des associations de femmes, c'est la visée d'un changement social vers une plus grande égalité entre hommes et femmes, une véritable revendication de genre. « Afin que les gens puissent comprendre comme il se doit les questions concernant l'égalité des sexes, on a publié des manuels à l'intention du public et on a organisé de vastes activités de sensibilisation avec la collaboration des médias » (Comité CEDEF, 2007). Elles produisent ainsi différents supports papier, plaquettes de présentation, petits manuels, rapports d'enquêtes, petits magazines, etc. Le CIRF réalise par exemple le premier document d'« Information sur le genre » mis en forme en mai 1997. Elles exposent cinq chapitres : Politique et économie, emploi, éducation et sciences, famille et nuptialité, criminalité et violence. Elles donnent par exemple les chiffres concernant les femmes élues et les fonctionnaires (gouverneures, juges, etc.), les enseignantes et la famille, qui sont des chiffres connus pour être ceux de l'Etat » (1997, p.8).

Les séminaires populaires

Elles organisent surtout des « *seminars* », ou encore des « *trainings* » et « *workshops* » (mot anglais prononcé en roulant le r). Elles invitent par exemple l'ensemble des fonctionnaires d'une administration régionale à venir participer à une journée de sensibilisation au genre. Il s'agit d'un mode de rencontre bien connu en pays soviétique. Il utilise les réseaux professionnels qui croisent aujourd'hui les nouveaux réseaux associatifs puisque ce sont les femmes qui ont majoritairement conservé un poste dans les administrations locales et ce sont aussi les principales militantes. Ces séminaires et rencontres ponctuelles sont l'occasion de mobilisations de femmes plus ou moins intéressées par la thématique. Ils deviennent le principal mode de partage de l'information et donc d'une véritable diffusion des revendications de genre. Zanaa en est persuadée, « *dans mes séminaires, je change aussi les mentalités. Je rencontre 200 femmes qui vont en parler à d'autres femmes. Et je suis certaine qu'après ces séminaires, les femmes peuvent aussi rentrer chez elles et dire à leur mari : "eh, ne me traite plus comme ça", oui, aujourd'hui, elles peuvent le dire* » (28 juillet 1999).

Le MFPS signale avoir effectué, entre juin 1994 et 1998, 19 conférences et tables rondes et 14 séminaires, dont certains organisés dans sept Régions, comme par exemple celle intitulée « Dialogue en communauté locale : renforcer les relations entre administrations, *business* et citoyens » (non daté -1999). Toutes les associations de femmes organisent de telles rencontres,

très formelles, dans la capitale ou dans les chefs-lieux régionaux, ce qui est toujours un évènement très attendu par les invitées et/ou militantes.

Nous avons nous-même été invitée à y assister et de telles rencontres ont été des moments importants de notre recherche. Nous avons pu y observer la façon dont les associations de femmes tentent de sensibiliser la population dans son ensemble (par le biais des femmes) aux questions de genre. Nous avons pu y observer la façon dont elles manipulent le concept lui-même par les explications qu'elles en donnent et les exemples qu'elles utilisent, la façon dont elles mobilisent l'histoire du pays, différents éléments culturels et donc constitutifs de l'identité nationale actuelle. Enfin, nous avons pu observer les domaines sur lesquels elles s'appuient pour s'assurer l'adhésion des femmes présentes, comme la violence domestique, les difficultés d'accès aux crédits bancaires, les difficultés économiques de la vie quotidienne.

Du 25 au 28 mai 1999. Zanaa m'invite au séminaire qu'elle organise – avec le Comité CEDEF - dans le sud du pays. Je suis ravie, expédition collective en avion et en mini-bus, bagages, sucreries. Puis je le découvrirai au retour : vodka.

Le séminaire se tient sur deux jours, intitulé « Les droits des femmes, Régions du sud ». Y sont en effet invitées les militantes associatives des quatre régions du sud et du centre du pays, Ömnögov, Dundgov, Töv et Govsumber²⁸⁰. La rencontre – hébergement, restauration et travaux - a lieu dans le seul hôtel de la ville. Elle compte 35 participantes, 1 homme. Au départ, Zanaa avait prévu dix personnes de chaque *Aimag*, mais elle a eu de nombreuses candidatures et il a fallu qu'elle en refuse. Elle a sélectionné en priorité des membres d'associations de femmes. L'intégralité de l'organisation du séminaire a été financée par l'Asia Foundation, les trajets (en avion depuis la capitale), l'hébergement de l'ensemble des participantes (sauf les locales), les repas et les imprimés papier (20 mai 1999).

Au premier jour, dans la salle qui leur est attribuée, Zanaa commence par proposer de changer la disposition des chaises et tables. D'une salle de classe, elle fait un cercle. Toutes sont habillées très élégamment et sont ravies de ce nouvel aménagement. Les organisatrices distribuent une pochette plastifiée avec un cahier d'écriture neuf, un stylo et un programme imprimé. Elles distribuent ensuite une plaquette de présentation du Comité CEDEF et font circuler une dizaine d'exemplaires de poche de la Convention.

Pendant la première matinée, elles présentent la Convention, elles en font l'historique, mettent l'accent sur l'engagement de l'Etat. Zanaa explique ensuite les enjeux législatifs, lors d'une séance de lecture des articles qui lui semblent importants (en particulier les droits humains, les libertés individuelles et leurs garanties par l'environnement social et les lois). L'assemblée prend des notes, attentive. Une militante de l'AFJ développe ensuite la notion de devoirs et de prévoyance individuelle, l'importance de payer ses impôts et de prévoir un compte bancaire d'assurance personnelle. Elle prend l'exemple concret des discriminations dans l'emploi, évoque des cas réels de licenciements abusifs, de recrutements d'hommes alors que des femmes candidates étaient meilleures, etc., en expliquant que l'association a aidé ces femmes à obtenir gain de cause auprès des mauvais employeurs. La salle réagit activement, elles discutent entre elles, elles approuvent les deux présentations.

²⁸⁰ Govsumber est la 4^{ème} ville du pays érigée en Région, après Oulan-Bator, Erdene et Darhan.

Après le déjeuner qui a lieu dans la salle restaurant de l'hôtel, nous tombons sur porte close et attendons la clef. On me dit alors, comme pour s'excuser devant « la Française » : « *C'est la première fois que nous organisons un tel séminaire ici, nous devons apprendre encore les questions d'organisation...* » (Ce à quoi je réponds que même quand on en a l'habitude, il y a toujours ce genre de problème à régler...)

Durant l'après-midi, Zanaa reprend les commandes. Elle demande aux participantes de se compter à voix haute, par 5, pour former des sous-groupes, mais cette fois-ci non par affinité (et même provenance), mais par même nombre : les 1 ensemble, les 2, etc. Elle oblige donc à la rencontre.

Elle commence par faire réfléchir l'assemblée aux prénoms des enfants, leur signification : les groupes mettent en évidence les significations de puissance, de solidarité et de richesse pour les garçons, de préciosité et de sagesse pour les filles. Puis elle continue par les jouets offerts et finit sur les tâches apprises aux enfants. Elle donne ensuite l'explication du « genre » comme culturellement construit, appris. Ensuite, elle lance un exercice de réflexion sur des propositions comme « il est interdit pour une femme de tuer un mouton » et de faire la différence entre le genre et le sexe biologique. Les discussions dans les sous-groupes sont très vives, joyeuses. Zanaa leur demande de faire un petit tableau présentant le nombre d'heures que femmes et hommes consacrent à eux-mêmes, sommeil compris, et celui qu'elles/ils consacrent aux autres. Les cinq groupes discutent bruyamment et établissent que les femmes se réservent entre 10 et 11 heures pour elles, contre 12 et 14 heures pour les hommes, et qu'elles consacrent entre 5 et 6 heures aux autres (enfants et personnes âgées), contre 2 et 3 heures pour les hommes (le seul groupe déclarant 3 heures étant celui au sein duquel l'homme policier est présent, rires au moment de sa présentation).

Pour finir la session en fin d'après-midi, Zanaa évoque les proverbes qui révèlent une tradition discriminante pour les femmes. Elle leur demande ensuite de chanter des chansons de leur connaissance qui évoquent les femmes. Trois participantes, encouragées par leur groupe, chantent alors chacune à leur tour, pour une assemblée recueillie. C'est un moment de grande émotion, les chanteuses chantent avec force et assurance, mais les paroles sont tristes : la première chanson raconte le désespoir d'une toute jeune fille mariée de force, vendue à un vieil homme. Elle répète « pourquoi mon père ? » ; la deuxième raconte aussi un mariage forcé contre argent aux parents, et met l'accent sur le « mariage au loin, loin de sa famille, loin de ses sœurs ». La troisième s'intitule « Je te donnerai une tasse de thé ». Zanaa en explique la symbolique : une femme doit toujours offrir la première tasse de thé au chef de famille, toujours un homme, ce qui signifie en d'autres termes qu'une femme doit toujours tout donner aux hommes.

Zanaa utilise l'émotion dégagée par ces chansons pour reprendre l'idée de discrimination inscrite dans la tradition mongole. Elle finit par des proverbes connus et même réactualisés : « *pour un chauffeur, une pelle, c'est mieux qu'une femme* ». Elles rient de cette idée et font quelques blagues sexuelles.

La matinée du lendemain, troisième session, Zanaa lance la discussion sur les partis politiques. Elles se rassemblent par appartenance et proposent par groupe un panneau où elles répertorient les différentes attitudes qu'elles ont rencontrées au sein du parti. Au terme de la matinée, elles affichent leurs panneaux aux murs et se rendent à l'évidence : quel que soit le parti et quelle que soit sa tendance idéologique, « les hommes ne prennent pas en compte les femmes dans la participation politique ». Zanaa invite alors, par *Aimag*, à lire la Convention pour y chercher les articles qui font référence à la participation politique et l'égalité hommes/femmes. Pour le compte-rendu, le groupe de Govsumber se voit monopolisé par une forte femme d'une quarantaine d'années en uniforme, le chignon tressé tiré haut sur la tête. C'est l'image même de la directrice d'école, solide, impassible, la voix forte, souriante pour donner un ordre. Les

jeunes femmes du groupe sont écrasées, ne s'exprimeront qu'à la fin de son exposé, lors d'un échange avec l'animatrice et en s'adressant à elle, non pas à l'assemblée. Zanaa évoquera plus tard ce problème du besoin de se respecter d'abord entre femmes...

Elles reprennent les jeux de rôles, avec pour thématique « les solutions pour sortir de situations de discrimination ». Les groupes mettent en scène des couples, avec comme symboles de la masculinité la veste à moitié fermée qui passe sous l'épaule, façon jeune nomade qui a chaud, et le foulard de couleur sur la tête pour la femme nomade qui se protège la chevelure de la poussière. Le lama est mimé avec une ceinture rouge flamboyant et un chapelet dans les mains. Une participante mime un banquier odieux, assise les jambes écartées et les mains pleines de bagues qu'elle avait récoltées auprès des autres participantes. Sourires généralisés, mais le banquier refuse bien le prêt que Madame lui demande... Elle se tourne alors vers ses « sœurs », qui se montrent très solidaires, mimées massées derrière elle, corps contre corps (Comité CEDEF, 26 et 27 mai 1999).

L'observation de ce séminaire reprend ainsi – pour les déconstruire – les éléments essentiels de la construction de l'idéologie de genre de la société mongole actuelle.

Jeudi 10 mai 2001, je suis invitée à un séminaire de deux jours organisé par le CAV à Hovd. Elles occupent pour l'occasion une salle du bâtiment de l'administration régionale. Je compte 23 personnes et à nouveau un seul homme. Le second jour, plusieurs affiches aux murs témoignent des travaux collectifs de la veille, en deux catégories : les causes de la violence, puis les causes de la solitude. Concernant les causes de la violence : « la mauvaise entente, le chômage et le manque de revenus, la méconnaissance des lois, le manque d'instruction, la jalousie, la venue d'un enfant, le manque de contrôle de soi ». Rien sur la domination masculine. Les causes de la solitude : « ne pas conserver de relations avec les amis (même à la campagne), vivre très éloignée, ne pas participer aux événements locaux comme les fêtes, la jalousie ».

Les participantes se présentent, il y a plusieurs enseignantes, des représentantes d'associations de femmes qui sont en même temps des fonctionnaires régionales et locales, et trois fonctionnaires de police, dont l'homme. Le séminaire va ensuite se dérouler de façon interactive : l'animatrice va poser une question et les participantes vont devoir réfléchir aux réponses en petits groupes : « Pourquoi les femmes acceptent-elles la violence domestique ? » « Parce qu'elles pensent aux enfants, qu'elles sont très patientes ; que les femmes ont développé un comportement plus tendre ; qu'elles pensent à l'honneur de la famille ; qu'elles n'ont pas la capacité de prendre des décisions dans la vie ; parce qu'elles occupent peu de postes de pouvoir ; à cause de la tradition. »

Durant l'après midi, elles vont réfléchir à « Comment éviter la violence domestique ? Et que faire quand elle se présente ? ». La réponse majeure sera d'utiliser le système législatif, qui - l'animatrice le répète - est en faveur des femmes victimes. Elle leur propose de réaliser des saynètes. Les représentations sont des moments d'émotions fortes (lorsqu'une femme pleure à la suite de coups qu'elle aurait reçus), ou encore de fous rires généralisés lorsqu'une actrice mime de façon péremptoire l'intervention d'un policier ivre aux lunettes de soleil dorées. On est ici dans de la performance de genre.

Le Comité CEDEF anime encore des stages sur les droits humains des femmes (*women's human rights*) pour les femmes militantes, journalistes et juristes à un niveau tant local que national » (mars 2000). Dans leur rapport d'activité pour 2000 et 2001, elles commencent par

relater leurs trois programmes de formation : « un cycle de 8 séminaires de formation aux niveaux local et national, invitant plus de 140 personnes, les fonctionnaires (“*bureaucrats*”) de 13 Régions et de la capitale, les juges et avocats des 21 Régions et de neuf districts d’Oulan-Bator. Ces programmes ont été financés par la CIDA²⁸¹, la Soros Foundation et le gouvernement de la Nouvelle Zélande ». Un second programme, financé par AUSAid, enseigne l’anglais « aux associations de femmes, aux fonctionnaires et à toute personne intéressée. Plus de 30 personnes sont concernées et les thématiques abordées porteront spécialement sur les droits humains, les droits des femmes et l’égalité de genre ». Un troisième programme, à nouveau financé par la CIDA, met en place un enseignement à distance portant aussi sur les droits humains des femmes. Elles en exposent les objectifs : « former à l’égalité de genre les fonctionnaires et la population », « définir des axes de coopération », « développer un réseau et développer encore nos activités ». Puis les résultats : « 111 personnes ont suivi les formations et 30 personnes sont actuellement en cours d’anglais » (2001, p.3). Les fonctionnaires sont encore la cible d’interventions proposées par la nouvelle association Droits humains et développement, qui traite différents thèmes portant sur les droits humains et plus précisément le respect des droits dans les commissariats, dans l’accès aux aides sociales, etc. (Činčuluun, 4 avril 2001).

Assister à un séminaire sur invitation est toujours un événement qui se déroule dans une ambiance très agréable (comme pour ceux auxquels nous avons assisté). D’abord parce que la routine professionnelle est, pour quelques jours, interrompue. Ensuite parce que, pour le rendre attrayant, les organisatrices prévoient toujours de bons repas et une belle soirée de clôture. De telles rencontres sont de toutes façons comme habituelles pour les Mongols, qui s’en réjouissent toujours. Elles ont d’abord rythmé la vie nomade, elles ont ensuite été conservées par le régime soviétique et inscrites dans la nouvelle organisation sociale en corps de métiers se rencontrant lors des réunions du Parti. Aujourd’hui, les associations ne font donc qu’utiliser une pratique de rencontres et d’activités collectives déjà bien connue par les Mongols.

Au delà de la simple réjouissance d’un repas presque festif, ces séminaires sont incontestablement des outils majeurs dans le développement du mouvement associatif des femmes. Zanaa montre par exemple deux lettres de femmes qui annoncent mettre en place des activités locales à la suite du séminaire qu’elle a organisé dans le sud (le premier décrit ci-dessus). Une femme procureure de la République, de l’*Aimag* de Dundgov, annonce qu’elle souhaite monter une branche locale, avec 5 autres femmes dont elle donne les noms et les fonctions : deux juristes locales, la médecin généraliste du centre de santé des femmes, une femme gouverneure de

²⁸¹ Canadian International Development Agency

Sum, une enseignante et une journaliste travaillant pour un magazine local. Elles annoncent qu'elles prévoient quatre thématiques de travail : la santé, la politique, les droits humains et l'égalité de genre (écrit *gender*). Elles finissent par « Peut-on donc devenir membres du réseau national ? Comment travailler à l'avenir ? Donnez-nous toute forme de conseil » (Enhe, procureure de la République, non daté – sept. 1999).

La deuxième lettre fait suite à un séminaire qui avait été animé par le CAV de Šargalžuutad, dans les *Aimag* du nord-ouest (Bajanhongor, Arhangai, Övörhangai et Zavhan). Elle-même salariée du CAV à Bajanhongor, la rédactrice de la lettre informe que durant les deux mois qui ont suivi le séminaire, 20 présidentes d'associations dans les *Aimag* ont été sensibilisées, puis 55 personnes du *Sum* de Bömbögör, puis 70 fonctionnaires des centres hospitaliers (infirmiers, maternités) des *Aimag* et *Sum*, puis enfin 65 personnes des services publics divers (police, autre). Ces informations portent sur les droits des femmes, le traitement de la violence domestique et la CEDEF. En partenariat avec le Comité CEDEF, elles recrutent une salariée pour la mise en œuvre de la CEDEF localement et proposent par la présente un profil de candidate qui leur semble convenir (Dylmaa, 22 juin 1999).

Comme preuve d'une certaine prise de conscience, citons Horolžams, conseillère municipale du PPRM de Darvi *Sum*. La première fois que le sujet est abordé, elle déclare que depuis qu'elle est élue, elle n'a pas rencontré de difficulté majeure du fait d'être une femme. Mais plus loin au cours de l'entretien, elle dit savoir (à la suite d'un séminaire d'information organisé par les membres de la FFM de la capitale) que les postes de direction sont largement occupés par des hommes, qu'elle a conscience d'être une femme dans un milieu d'hommes. « *Mais je crois que les choses progressent depuis 1995, que les femmes apprennent qu'il faut être active, qu'il ne faut pas rester chez soi...* » (4 juillet 2001). Un autre exemple est celui de Gančimeg, présidente de la branche de Hovd de l'UFDS-PPRM. Elle évoque « la question du genre », sans en donner plus de détails. Comment connaît-elle le terme ? « *En général, je le connais... par des séminaires...* » (14 mai 2001).

Le mouvement associatif a incontestablement provoqué une amorce de transformation des représentations concernant ce qui est privé et ce qui est public, principalement par le biais du CAV. Le Rapport d'activité pour les années 1996-1997 explique que la violence domestique a toujours été considérée comme un problème d'ordre privé (ce qui n'est pas propre à la Mongolie). Mais le sujet est maintenant considéré comme un problème d'ordre public, « *a social problem* ». Elles en déduisent l'efficacité de l'outil « séminaire » et « l'absolue nécessité de continuer ce type d'action visant la prise de conscience par un large public, les fonctionnaires, les journalistes, les médecins et les enseignants » (1997, p.3). En 2003, la loi spécifique contre les

violences domestiques n'est pas adoptée. Mais l'AFJ et le CAV déclarent, dans un rapport encourageant, qu'« Un groupe parlementaire de lecture du projet de loi a été constitué en décembre 2002, présidé par Ts. Byambadorj, rapporteur adjoint du Parlement. Ceci ne prouve pas en soi que les députés soient prêts à adopter la Loi, c'est néanmoins le témoignage d'une force de pression constituée autour de cette question » (AFJ, 2003, p.266).

Première Histoire des femmes

Leurs études et publications produisent également un nouveau discours historique sur les femmes, elles émergent comme sujet. En fait, il ne s'agit pas d'un discours mais de plusieurs, en fonction des interprétations que les unes et les autres font de leur passé.

Les unes considèrent la période gengiskhanide comme un âge d'or des rapports entre hommes et femmes, pendant laquelle aurait régné une véritable égalité, qui a ensuite été formalisée par la période soviétique mais qui serait abîmée aujourd'hui par la libéralisation. C'est le discours que propose par exemple A. Terbiš du CIRF, qui déclare que durant le « Grand Empire Mongol [...] l'élevage des animaux et le mode de vie nomade étaient les principales raisons d'une division du travail plus ou moins égale entre hommes et femmes. Les filles comme les garçons, participaient aux courses de chevaux et s'occupaient du bétail dès l'âge de quatre ans. Les femmes mongoles n'étaient pas voilées comme les musulmanes ou les pieds bandés comme les chinoises. Elles étaient libres spirituellement et physiquement » (Amgalan T., 2000, p.5). Elle fait ensuite référence à des personnages de femmes connues. Elle continue : « le régime socialiste a permis de nombreuses améliorations [...] ». Pour la période actuelle, elle évoque la perte du pouvoir économique pour les femmes, d'où le besoin d'agir par la création d'ONG. On le constate, les recherches historiques sur le genre étant quasi inexistantes, il s'agit d'un début. Les militantes peuvent tenter d'utiliser des données encore fragiles (comme celle de la participation des petites filles aux courses de chevaux, actuelle, mais non prouvée pour la période féodale).

Le discours de Zanaa (et des militantes qui l'entourent) se fait plus critique du point de vue du genre vis-à-vis des mêmes périodes. Elle écrit : « L'élevage nomade a dominé dans le pays depuis plusieurs centaines d'années. Le style de vie traditionnel, déterminé par les besoins de production du foyer a exclu les femmes de la vie publique. La Révolution Populaire de 1921 leur a apporté des changements majeurs. Elles ont été instruites, on leur a donné la possibilité de participer à la vie politique, économique et sociale du pays. La première Constitution mongole, adoptée en 1924 déclare que : « tous les citoyens mongols bénéficient de l'égalité des droits, indépendamment de leur origine ethnique, leur croyance religieuse ou sexe » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999, p.3). « Mais cette égalité ne s'est tout de même pas étendue jusqu'au niveau des prises de décisions, puisque les hommes y dominaient largement, comme le prescrivent les

normes sociales et les us et coutumes. Durant cette période, la politique du Parti Unique envers les femmes consistait surtout en une protection sociale [...]. De telles mesures ont favorisé la construction de rôles sociaux spécifiques, d'une identité propre aux femmes mongoles, mais d'un autre côté, elles révèlent une certaine conception. Les femmes ne sont pas considérées comme des participants actifs du développement social, mais les bénéficiaires passifs de la richesse sociale » (Comité CEDEF, 2007, p.6). Notons que ce discours se construit en 2007, soit une quinzaine d'années après l'ouverture du pays, période durant laquelle ont été possibles les échanges intellectuels avec des historiennes féministes étrangères produisant un discours critique vis-à-vis de leurs propres sociétés.

Il ne s'agit pas ici de déterminer une « vérité historique ». Ce qui apparaît, c'est plutôt la nécessité pour les militantes de construire un discours qui fasse office de support argumentaire en fonction de leurs objectifs. Les unes pensent qu'évoquer un « âge d'or » permet de montrer que l'actuelle situation d'inégalité n'est pas immuable. Pour les autres, il s'agit de s'opposer à une instrumentalisation manifeste de la période gengiskhanide (reconstituée en tradition depuis la perestroïka) qui permet de reproduire les inégalités de genre.

Et surtout : genre et politique

Car ce qui constitue l'objectif majeur des actions militantes, c'est bien la promotion des femmes en politique. Elles ont alors entrepris de constituer un savoir sur la question du genre en politique, et de la même façon que pour les autres thématiques liées au genre, de le diffuser auprès des fonctionnaires, des militantes, puis enfin des leaders.

On l'a vu, le MFPS fut le premier à agir. Face au refus du Comité des élections de transmettre les informations, le Centre d'Information des Electrices a constitué des dossiers de presse, depuis 1994, et diffuse toute information considérée comme faisant partie de la « démocratie ». A l'occasion de sa participation au Second Forum des Femmes Est-Asiatiques, le CIRF réalise aussi une petite enquête sur « La participation politique des femmes en Mongolie ». Elles y mentionnent le Korean Institute for Women & Politics, et le CAPWIP (Center for Asia-Pacific Women in Politics)²⁸², rédacteur d'un questionnaire traduit en mongol, distribué à 55 salariés dans les institutions majeures du pays (ministères, universités, partis politiques) et auprès des associations de femmes. Dix huit questionnaires ont été retournés et analysés (U. Gombosuren, 1999). « L'enquête montre que sept organisations développent des activités de sensibilisation sur la thématiques des Femmes en Politique (*WIP, Women In Politics*). Cinq d'entre

²⁸² Voir le site officiel du CAPWIP : www.capwip.org/index.htm. Il a été créé par une dizaine de femmes (fonctionnaires internationales et femmes politiques) qui se sont rencontrées en 1996. Les congrès qui ont ensuite suivi ont été financés majoritairement par les femmes elles-mêmes et pour un tiers d'entre elles, par la CIDA, l'UNIFEM et l'Asia Foundation.

elles sont des associations de femmes. Elles développent jusqu'à trois programmes de sensibilisation qu'elles ont conçus elles-mêmes. Le MFPS développe cinq programmes, quatre conçus par l'association, dont trois sont des activités permanentes. Les thématiques sont principalement la participation des femmes au politique, la démocratie et l'éducation citoyenne des électrices » (U. Gombosuren, 1999).

Dans un tableau de dix pages, elles listent ensuite les titres des séminaires, référençant les associations organisatrices, le titres des documents distribués : « Sensibilisation à l'économie, aux droits et à la démocratie », « Femmes dans le développement », « Droits des femmes dans l'emploi et la famille », « Leadership (terme utilisé en mongol) », « Améliorer la participation des femmes au politique », « Participation des femmes à la vie publique », etc. Elles citent aussi les catégories de participantes invitées à ces rencontres, militantes d'associations de femmes et fonctionnaires locales (U. Gombosuren, 1999).

Conclusion

Le paysage associatif mongol de cette première décennie démocratique est ainsi composé majoritairement d'associations de femmes militantes démocrates, rejointes en deuxième moitié des années 1990 par des associations plutôt de type « traditionaliste ». Ces secondes ont pris en charge des activités qui étaient peu effectuées par les premières : des programmes de « *care* » chers aux bailleurs internationaux. Globalement, la FFM est reconnue comme ce qu'elle est : l'ex-organe du PPRM. Elle véhicule une image de stabilité teintée d'un rien de nationalisme, comme un certain rempart à une modernité trop violente. Elles affichent un travail pour « le pays », « le peuple », tandis que LEOC, le MFPS, l'AJF et le Comité CEDEF revendiquent un mouvement de défense spécifique des femmes et une surveillance de l'application des principes démocratiques d'égalité. Les deux types d'associations restent relativement silencieuses sur les mêmes problèmes, ceux qui touchent au corps et à la sexualité des femmes.

Elles conservent cependant la même volonté que les associations catégorisées « démocrates », c'est-à-dire une action au sein de l'espace politique, aux côtés de l'Etat et des partis politiques, pour la construction de cette nouvelle démocratie en laquelle elles ont tant d'espoir. Si besoin était, voici une énième citation de Zanaa, qui répète inlassablement à qui veut bien l'entendre, le même discours : « Depuis 1990, les femmes mongoles, ensemble avec les hommes, ont été impliquées très activement dans la transformation démocratique du pays. [...] Actuellement, plus de 40 associations concentrent leurs efforts pour assurer à toutes les femmes la jouissance de leurs droits légitimes. » Elle montre bien par cette phrase que pour elle, la

participation des femmes au processus démocratique s'est faite essentiellement par le biais des associations (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999 p.2).

C'est finalement ce qui importe le plus aux femmes mongoles : la participation, « l'activité ». Ojuunceceg, directrice de la branche régionale de LEOC de Hovd explique que certaines adhérentes sont plutôt en faveur du PPRM, mais qu'« *elles préfèrent LEOC ici, car la branche de la FFM est moins active...* » (24 sept. 2000). Donnons encore l'exemple non pas d'une seule militante, mais d'un petit groupe, à Dalanzadgad « *Nous étions plusieurs anciennes membres [du Comité], ici, à nous retrouver à l'occasion du programme de lutte contre la pauvreté du PNUD. Nous sommes convenues ensemble du fait que la FFM locale n'était plus active et que nous souhaitions toutes intégrer LEOC, la seule association à l'époque qui existait. C'est ce que nous avons fait* » (Cendsuren, 3 février 1999).

De fait aujourd'hui, il est toujours important de « montrer son activité », de tout type. C'est ce que fait Bulgan, directrice FFM de la branche régionale de Zuun Mod. Lors de notre rencontre, elle présente des photos de son « conseil d'administration » de bénévoles : huit femmes souriantes, comme preuve de la mobilisation locale. Puis elle montre ensuite d'autres photos, les rénovations qu'elle a faites en 1997 du petit bâtiment que la Région lui permet d'utiliser. Elle a changé l'orientation de la porte d'entrée, fait construire un sas, très important contre le froid, rénové le système de chauffage et fait crépir et peindre la façade. Il y en a eu pour 1 500 000 T. Ce qui a procuré du travail et un revenu à une dizaine de personnes (29 janvier 1999). Elle peut dorénavant se présenter fièrement aux étrangers de passage et faire des demandes de financement, qu'elle obtient pour un programme de microcrédits par exemple (voir photo p.574). En témoigne encore cet article dans la presse anglophone, rédigé par Zanaa et titré « Les femmes mongoles sont toujours actives ! » (*UB Post*, 8 juin 1999).

Ce qui nous importe pour notre analyse, c'est que « Les activités de la société civile ne sont pas dissociables de la société politique, et les associations ne sont pas seulement l'expression de la société civile. Elles sont aussi impliquées dans des rapports de pouvoir parce qu'elles médiatisent les conflits idéologiques de la société globale, contribuent à la formation des élites et à la structuration du pouvoir local, et participent à la définition des politiques tout en légitimant la sphère politico-administrative » (Laville J.-L., 2001, p.65).

Surtout, en Mongolie tout particulièrement, les associations de femmes réfléchissent à beaucoup plus que la cause des femmes comme le prouve cette récente déclaration du Comité CEDEF. « À la différence des organisations non gouvernementales, la participation du secteur privé dans l'élaboration et l'exécution des politiques et programmes de développement social est insuffisante : pas de lobby officiels. L'institutionnalisation d'une représentation du secteur privé permettrait peut-être justement d'éviter des pressions personnelles (et de la corruption) sur les

élus politiques » (Comité CEDEF, 2007, p.13). Elles se positionnent ainsi en « chiennes de garde » non pas seulement des droits des femmes, mais de l'ensemble de la démocratie, à la façon d'un véritable Conseil constitutionnel.

Un premier outil utilisé est celui de la notion de « genre », comme pour s'assurer soi-même de la légitimité de son propos. Un second va être la constitution d'un réseau national, afin de faire pression sur l'Etat.

CHAPITRE 8 PREMIERE STRATEGIE : RESEAU NATIONAL

Introduction

La description des programmes d'activités et du cadre idéologique de ces nouvelles associations de femmes mongoles ne suffit pas à leur analyse. Premièrement parce qu'il est bon de se souvenir que durant les 70 années de soviétisme, un tel espace, en dehors du contrôle du Parti, n'existait pas. J. Habermas analysant la constitution de l'espace public en France à l'issue de la Révolution, constate une « désincarnation du pouvoir », c'est-à-dire le passage de l'incarnation dans un personne (Roi ou Jésus) en un « lieu vide ». C'est ce « lieu vide » qui devient « espace public » (Eme B., 2001, p.36). « La représentation du pouvoir dans la révolution démocratique en fait le lieu de l'absence, le lieu de l'être vide où toute idée substantielle du pouvoir s'évanouit. C'est que cet évanouissement d'une représentation substantielle du pouvoir est le corollaire de l'institution d'une communauté politique qui entérine la construction socio-politique de l'espace public, tel qu'il s'est progressivement instauré au XVIIIe siècle » (Habermas J., 2000 p.34). Il a donc fallu un siècle à l'Europe pour constituer son « espace public ».

En Mongolie, on peut s'étonner de la rapidité avec laquelle ces associations de femmes se sont institutionnalisées. Zanaa déclare par exemple : « *Nous travaillons véritablement depuis 1996* » (28 juillet 1999). Elles sont reconnues par les bailleurs internationaux à partir de 1997.

Nous allons montrer dans ce chapitre qu'elles ne sont pas de simples associations « de façade », ou encore des sortes de bureaux de consultants experts pris dans la masse d'un secteur de services nouvellement privés. Bien que la tendance existe, due au besoin de créer des emplois, ces associations de femmes occupent l'ensemble de l'espace territorial national, mettant en réseaux des centaines de militantes. De plus, les associations de femmes sont les seules associations à s'être immédiatement approprié cet « espace vide », pour le façonner en un « espace public ». On peut donc déclarer sans risque que ce sont les femmes – et elles seules - qui constituent l'espace de la démocratie participative des années 1990-2000 en Mongolie. Cet « espace public », elles le conçoivent immédiatement comme un espace public-politique, c'est-à-dire se préoccupant de problèmes politiques, à l'échelle de la nation.

Elles vont utiliser un mode de fonctionnement bien connu, celui du Comité des Femmes, centralisé et rayonnant dans chaque *Aimag*, et si possible, dans chaque *Sum*. Mais elles vont aussi construire une stratégie nouvelle, puisque la multitude des organisations est elle aussi nouvelle :

elles vont se constituer en réseau, c'est-à-dire résolument chercher à se constituer – et à se faire reconnaître – comme un mouvement associatif, représentatif de l'ensemble des femmes, de « la classe des femmes ».

Et c'est en tant que « mouvement » occupant l'espace public-politique qu'elles vont agir pour la promotion des femmes en politique, c'est-à-dire tenter une action sur l'espace du pouvoir.

A- Réseau national

a) Quadrillage territorial en une décennie

Les noyaux associatifs se sont donc créés dans la capitale, où demeurent bureaux et dirigeantes, et ont ensuite cherché un rayonnement régional. Leur implantation locale deviendra d'ailleurs, à la fin de la décennie 1990, le mode d'évaluation de leur « puissance » effective. Le développement de chaque association de femmes s'est ainsi effectué sur un mode « pyramidal », au sein duquel nous distinguons trois niveaux : 1/des élites de la capitale en liens étroits avec 2/des dirigeantes locales, qui rassemblent autour d'elles 3/des militantes.

Cette importance quantitative est évoquée par les directions des associations, dans les nombreuses brochures éditées, justifiant des demandes de financements. Un risque de gonflement des chiffres existe, que nous n'avons pas pu évaluer. Par contre, la présence des militantes dans les villages que nous avons traversés, elle, ne trompe pas. Nous prendrons ainsi le temps de les présenter, comme « preuve » de leur véritable quadrillage territorial.

Centralisation et rayonnement régional

L'association majeure en termes quantitatifs est sans conteste LEOC. La date de sa création étant arrêtée sur 1992, elle compte au sein de ses locaux dans la capitale en 1999 six salariées : une directrice, une directrice adjointe, une comptable, une chargée de communication qui est aussi interprète en anglais, une chargée des stages et séminaires sur le genre (nouveau poste) et deux responsables des projets et programmes (Bajarceceg, 7 avril 2000). C'est ce qu'elles appellent le bureau exécutif (*executive desk*) qui témoigne d'une dotation financière essentiellement étrangère. Le bureau directeur, lui, est composé de neuf membres et depuis septembre 1999, la nouvelle présidente est Nergüi, sa fondatrice Enhtujaa demeure présidente d'honneur (LEOC, 2000). « *Les deux premières années, l'association ne fonctionnait pas réellement, nous n'avons commencé à être efficaces qu'en 1994, avec la création d'un petit Comité exécutif, une salariée, et c'était moi !* » (Činčuluun, 12 mai 1999). En 2000, elles ont monté une nouvelle antenne et un petit centre de formation situé à

l'étage au-dessus des bureaux principaux, ce qui prouve leur développement, tant financier qu'effectif dans leurs activités (Zanaa, 27 mars 2000). Elles défendent l'idée d'un fonctionnement démocratique, grâce à une fréquence élevée d'assemblées générales - tous les deux ans - permettant ainsi le renouvellement, si nécessaire, des différentes instances (LEOC, 2000).

L'aura qui se dégage de ces femmes à la tête de LEOC n'est pas seulement un effet d'attitudes. Le fameux « capital réputationnel » permet la confiance des femmes qui vivent en province, de même qu'une certaine identification. En contrepartie, ces nouvelles recrues se voient conférer une mission, celle de constituer – et de diriger - une branche ou cellule locale. Un système d'élections leur permet ensuite de cumuler la reconnaissance des dirigeantes avec celle des militantes locales, militantes qui peuvent elles-mêmes espérer occuper un jour le poste de directrice locale. Et ce système de propagation est opérationnel. Les différents séjours en province en attestent.

Ojuunceceg à Zuun Mod dit avoir connu LEOC dès sa création dans sa ville en 1996. Elle se rappelle la date exacte de première réunion : « *C'était un 14 février ! On riait de se voir toutes seules sans les hommes, alors que c'était la journée de l'amour !* » En 1999, elle déclare que l'association rassemble 64 membres, et dans tout l'Aimag, plus de 280. Mais ce chiffre ne comprend pas certains *Sum* qui n'ont pas transféré leurs données, elles affirment avoir des membres dans tous les *Sum*. « *C'est une organisation très forte dans l'Aimag, dans la même position que la FFM. Mais LEOC n'existe que depuis cinq ou six ans, alors que la Fédération existe depuis 70 ans* » (17 janvier 1999).

Saaral est présidente de la branche de Sainšand, de la Région de Dornogov (sud-Gobi). Ce fut la première personne vers qui Zanaa m'a dirigée, elles s'estimaient beaucoup. Avant d'adhérer à LEOC, elle était au Comité des Femmes, elle avait aussi été directrice de la cellule des femmes météorologues. Elle a fait ses études à Oulan-Bator de 1984 à 1989, y a rencontré Zorig et s'est engagée dans la démocratisation. De 1992 à 1996, elle a été directrice locale du parti de Zorig, le PND. « *Je connais l'association depuis 1992, j'avais rencontré ses fondatrices lors d'une réunion démocratique à Oulan-Bator, avec une autre amie qui a été la première directrice ici. Et je les ai toujours soutenues, de même qu'elles m'ont toujours soutenue ici pour nos activités. Avec mon métier [ingénieure météorologue], je devais aller régulièrement à Oulan-Bator, mon service payait pour moi. Aujourd'hui, c'est l'association qui s'en occupe* » (12 février 1999). Elle pense qu'elle a été élue directrice en 1997 grâce à son engagement démocratique « *depuis le début* ».

Notre séjour chez elle étant le premier effectué en province et surtout durant les vacances de *Cagaan Sar* (Premier de l'An lunaire), nous n'avons pas osé poser trop de questions à ces premières personnes rencontrées. Et nous n'avons donc pas pu les observer « au travail ». Elles nous ont néanmoins reçue dans le bureau qu'elles occupent, Saaral et deux autres membres du

bureau régional de l'association, sur le total de sept femmes au bureau, qui, précise Osoržamaa, se réunissent le week-end (14 février 1999).

Dans la Région de Dornod, à l'est du pays, nous rencontrons Mandahsaihan. Elle explique avoir soutenu LEOC depuis 1992 et commencé à sérieusement travailler avec elles en 1995-1996 pour finalement entrer au bureau local en 1998. Elle avait pu assister à l'Assemblée générale qui a lieu tous les trois ans, sur l'initiative d'une amie habitant la capitale : « *C'était très intéressant de rencontrer toutes ces femmes intelligentes et dynamiques, et j'ai décidé de les rejoindre dans leurs activités. Elles m'ont expliqué que ma profession est très importante pour elles, pour que je transmette des informations, que je participe aux enquêtes nationales et que je donne mon avis sur leurs programmes sur la santé des femmes* » (20 avril 1999).

Nous rencontrons Cendsuren dans les locaux de l'association à Oulan-Bator, elle est en visite. Les activités qu'elles mènent à Dalanzadgad (centre-sud du pays), pour le moment, sont essentiellement des recueils de données qu'elles envoient ensuite à Oulan-Bator, concernant l'éducation des femmes, leurs revenus, etc. Elles réfléchissent aussi à des ateliers, « *et justement, je profite de mon séjour à Oulan-Bator pour venir chercher des conseils, des idées. L'ensemble des activités se réalise pour l'instant par le bénévolat* » (3 février 1999). Et comme pour prouver la réalité de leurs activités, Cendursen explique qu'une ONG anglaise a mis en place un système de microcrédits qui touche 85 femmes de la région, et que le PNUD a par ailleurs financé le voyage de trois membres régionales de LEOC pour la Conférence de Pékin en 1995, avec un budget de 160 000 T.

Enfin à Hovd, ouest du pays, nous sommes accueillie par Ojuunceceg, présidente de la branche régionale depuis 1996. Elle pense qu'elle a été élue pour deux raisons : « *Je suis professeure de droit et d'économie, et je m'y connais en politique* ». Elle déclare qu'il y aurait à peu près 300 membres de l'association dans l'*Aimag* (villages compris). Par exemple, la dernière recrue, d'une quarantaine d'années, est ingénieure en météorologie (24 sept. 2000). Nous ne pouvons pas vérifier ces estimations, surtout concernant les villages. Si à Darvi Nina est effectivement très active et en lien avec à la fois avec Hovd et la capitale, elle semble être la seule sur le village. Tandis qu'à Čandamand, Ojuun expliquera que même LEOC est mal représentée. Constatons néanmoins que l'association est connue de toutes les femmes rencontrées et que son absence locale est déplorée.

Dans le chef-lieu, elles développent un axe important autour de la lutte contre la pauvreté, avec des actions qui peuvent être ponctuelles ou expérimentales, comme un accent porté sur les cultures maraîchères (la région est connue pour être fertile, les migrants chinois et kazakhs ont apporté leur savoir-faire, le marché local est fourni en produits locaux) et sur le traitement du lait. Elle montre des prospectus sur la défense des droits des femmes et la promotion de la participation au politique dans les assemblées locales, supports de discussions entre elles lors de

réunions « *et nous nous échangeons des conseils* ». Elle évoque aussi la mise en place de microcrédits, discutée justement lors de la dernière réunion (Ojuunceceg, 10 mai 2001). LEOC est l'association la plus respectée pour le niveau intellectuel revendiqué par ses militantes, la plus connue pour ses actions touchant tous les domaines sociaux et surtout politiques.

Après une période de flottement au moment de la démocratisation, la Fédération des Femmes Mongoles semble être néanmoins la seconde association la plus connue et la plus importante en terme de militantes sur l'ensemble du territoire. « *Nous avons 46 organisations de femmes réparties sur tout le territoire : une vingtaine de femmes travaillent à Oulan-Bator* » (Gerelsuren, 14 janvier 1999). Elles ne présentent cependant aucun document officiel en attestant. Du temps du Comité, le bureau directeur était composé de neuf personnes du même statut administratif que l'ensemble des fonctionnaires du pays et « *cinq trésorières avec une directrice* ». La présidente était désignée par le Gouvernement, ce qui n'est plus le cas. Elles ont pérennisé leur fonctionnement centralisé et se sont développées en réseau national.

Bulgan est la directrice de la branche de Zuun Mod, de Töv *Aimag* (centre du pays). De la FFM, c'est elle qui nous a accueillie le plus ouvertement durant notre enquête. Elle a été élue lors du « *septième congrès de l'association en novembre 1997, il y avait cinq candidates* ». Elle-même n'était pas présente, elle avait des problèmes de famille. Elle a une formation de physicienne météorologue, mais elle a perdu son poste à Töv. Elle a 37 ans, elle est mariée avec deux enfants. Elle explique qu'elle a toujours été « *chef* » : « *chef de classe* », puis « *chef de la jeunesse* », et quand elle a commencé à travailler, elle est tout de suite devenue « *chef du syndicat* ». « *Dans Töv Aimag, il y a 27 Sum, nous avons une branche de l'association dans 25 d'entre eux* » (29 janvier 1999). Il y aurait une quinzaine d'associations de femmes dans l'*Aimag* et plus précisément dans le centre. Nous l'accompagnerons dans sa visite des trois *Sum* concernés par son expérience de microcrédits : avec sa jeep, elle couvre un rayon de 110 km autour du chef lieu.

Dans le sud du pays, à Sainšand, Région de Dornogov (sud-Gobi), Njamhuu, conseillère régionale PPRM rencontrée avec Saarl, explique qu'elle ne connaît pas en détails la FFM, « *mais elles ont des adhérentes dans toutes les institutions, écoles, hôpital, etc.* » (14 février 1999). Saarl et les deux femmes membres du bureau de LEOC ne démentent pas.

Dans la Région de Hovd, la FFM est aussi très présente. A Darvi *Sum*, deux membres sont conseillères municipales, mais à Čandamand, Adilbiš qui est connue pour être membre de l'association est aussi critiquée discrètement pour ne pas être « *active* ».

A la campagne, la Fondation pour les Femmes Rurales fondée en 1994 est aussi souvent citée. Selon leur plaquette, le bureau est situé à Oulan-Bator, et l'association disposerait de

branches dans les 21 *Aimag*, et dans au moins 50 *Sum* du pays (Fondation pour les Femmes Rurales, 1999). Mais nous n'avons pas rencontré de femmes militantes déclarant être à la direction d'une branche locale, ni entendu parler d'activités spécifiques.

Les associations d'expertes – l'AFJ, le CAV, le CIRF – de même que le MFPS et le Comité CEDEF semblent moins dans la recherche de militantes que dans une activité concentrée sur la capitale, à la façon d'un service public, qui, s'il en a les moyens, installe aussi des bureaux dans les chefs-lieux de régions.

L'AFJ, dont la salle d'attente compte généralement une dizaine de femmes dans le besoin, comprend cinq juristes travaillant à temps partiel et deux avocates bénévoles (qui doivent se faire une clientèle par le réseau des personnes qu'elles aident) (Čimetdavaa, 15 janvier 1999). Elles auraient 38 bureaux dans les 21 *Aimag*, dans les *Sum* et dans les districts de la capitale. Elles estiment rassembler 700 membres, ce qui paraît beaucoup mais néanmoins crédible car elles fonctionnent à la façon d'une corporation. « *Ce sont des juges, des avocates, des personnels de police et des procureurs. Nous [les femmes] sommes majoritaires dans la profession, avec 70%, même si on occupe peu les postes à plus hautes responsabilités... Notre Conseil de direction compte 11 personnes, notre Assemblée générale se tient tous les quatre ans et la prochaine est en novembre* » (Činčuluun, 12 mai 1999).

Association « jumelle », le CAV semble souhaiter fonctionner de façon moins centralisée et indique dans son Rapport 1996-1997 : « Nous sélectionnons les meilleurs projets parmi des propositions faites par des associations locales. En 1997, nous avons des projets avec Bajanhongor, Orhon et Övörhangai. Ces branches sont établies, avec une directrice à temps complet, un psychologue et un conseiller juridique » (CAV, 1997).

Plus discret, le CIRF ne compte que sept salariées et quelque 200 bénévoles dans le pays, dont nous n'avons pas eu confirmation lors de nos séjours en dehors de la capitale.

La plaquette de présentation du Mouvement des Femmes pour le Progrès Social indique qu'elles sont sept salariées, plus un chauffeur. « *Il était un peu gêné au début d'être le seul homme ! Mais aujourd'hui, il n'y a plus de problèmes* » (Burmaa, 15 avril 2000). En plus de ses deux centres dans la capitale (le Centre d'éducation pour les Electeurs/électrices et le Centre Technique pour les femmes), elles déclarent être présentes dans les 21 chefs-lieux de Régions, ainsi que dans 220 des 330 *Sum*. Elles comptent 43 formatrices dans les Régions, sept postes informatiques dans les chefs-lieux, connectés à Internet, en vue d'éducation civique (MFPS, 1999). Burmaa compte enfin quelque 7 000 bénévoles, parmi lesquelles une majorité d'étudiantes et d'enseignantes. « *Au départ, seules les femmes étaient intéressées. Aujourd'hui, nous constatons la présence de plus en plus d'hommes dans nos meetings ! Ils semblent comprendre que le mouvement des femmes est utile pour la société...* » (15 avril 2000).

Enfin, Zanaa est certainement la plus connue (avec Burmaa et Enhtujaa la députée), perçue comme la plus engagée dans la défense des droits des femmes. Mais le Comité CEDEF, en tant qu'instance associative, n'est pas connu localement. C'est d'ailleurs un point qu'elle souhaite améliorer. Dans son rapport pour 2000 et début 2001, le deuxième axe de travail présenté est justement celui des « Activités locales ». Elles sont très satisfaites de la constitution de 15 branches locales, 13 en Région et deux dans la capitale (Comité CEDEF, 2001b).

Globalement, on peut donc estimer que les associations les plus présentes sur le territoire sont, comme à Darvi Sum, « LEOC, la FFM, [...] et la Fondation pour les Femmes Rurales. Je crois qu'à Hovd, il y en a une douzaine, avec les "Femmes Juristes", le MFPS, "l'association contre la violence", Femmes et Business, les associations de femmes dans les partis, le PPRM et les démocrates » (Horolžams, 4 juillet 2001). Odval, présidente régionale de Femmes et Business, déplore de ne pas avoir pu développer de branches dans les Sum (Dornogov). « Je crois qu'il y a une dizaine d'organisations de femmes ici à Sainšand, mais trois ou quatre par village » (14 février 1999).

Héritage militant : réseaux de femmes

Nous avons souligné dans le chapitre précédent que le Comité des Femmes a permis la constitution d'une conscience de genre et formé les femmes mongoles à un engagement pour la collectivité. Ici, il apparaît qu'il est toujours aujourd'hui le modèle de structure organisationnelle de ces nouvelles associations. De nombreuses militantes d'associations diverses étaient membres du Comité avant la démocratisation. Odval, par exemple, directrice de Femmes et Business de Dornogov, était au Comité. « Ici, au début des années 1990, il y a eu une période d'arrêt des activités. Puis finalement, j'ai rencontré cette nouvelle association et je m'y sens mieux » (14 février 1999). Et Osorzamaa, militante de LEOC présente lors de la même rencontre, était d'abord aux Jeunesses Communistes (*pionniers* en mongol), puis au Comité. Elle a habité pendant une quinzaine d'années à Altanširee, elle en était devenue directrice de l'école. Elle était aussi la présidente de la cellule du Comité. « A ce moment là, c'était le zasag darag (gouverneur de la Région ou du village) qui proposait une femme, ou deux ou trois. Et les femmes votaient entre elles. J'ai été élue comme ça pendant dix ans. A l'époque, nous trouvions ça normal. Aujourd'hui, je me rends compte qu'il n'avait rien à y voir, le vrai système démocratique, c'est l'élection, comme elles l'ont tout de suite fait à LEOC. La FFM a mis du temps avant de le mettre en place et c'est pour ça que je suis partie... » (14 février 1999).

Gerelsuren, présidente de la FFM, ajoute un détail intéressant : « Avant 1990, il n'y avait qu'une seule organisation de femmes. Entre 1990 et 1993, c'était une période de transition. Mais avec l'arrivée de la démocratie, il y a eu beaucoup de réunions de femmes et on a toutes senti un besoin. Certaines étaient au PPRM, mais beaucoup n'y étaient pas, n'y avaient jamais été, mais voulaient rejoindre un groupe de

femmes. Alors on a décidé de se constituer en organisation non gouvernementale » (14 janvier 1999). Les femmes mongoles avaient donc une vraie pratique d'un « militantisme entre femmes », non mixte, très impliqué dans le politique. La démocratisation a provoqué comme une paralysie de ces velléités, qui n'ont pas pu trouver leur place au sein de la démocratie représentative. Elles ont alors investi l'espace public. Et en 2001, le gouvernement compte quelque 40 associations de femmes (Zanaa, 28 juillet 1999).

En présence de la directrice régionale de la FFM, cette sous-directrice de LEOC continue : *« finalement, LEOC fonctionne beaucoup sur le mode de la Fédération. La “cellule mère” gère et organise tout. Certaines membres ont assisté à des cours à Oulan-Bator, puis nous partageons ce nouveau savoir au niveau de l'Aimag, avec nos réunions [...] au moins une fois par mois. Au début de l'année, on fait un emploi du temps mensuel. Il y a aussi des réunions pour décider des thèmes que nous voudrions voir abordés en séminaires, et le centre en tient compte dans ses contenus, avec les autres Aimag aussi... »* (Ojuunceceg, 17 janvier 1999). L'héritage soviétique permet une structure organisationnelle efficace. Mais il n'y a plus d'obligation, de contrainte, c'est la différence.

A cette structure héritée, s'adjoint celle du tissage, en permanence, des réseaux amicaux. *« Nous avons l'habitude de travailler ensemble, avec des personnes avec qui on s'entend bien. Du temps du communisme, nous devons nous entraider, et tout était organisé par le Parti, comme par exemple la tonte au printemps. Mais il n'y avait rien en dehors du Parti. Toutes les initiatives étaient soumises au Parti, puis acceptées ou refusées. Aujourd'hui, nous sommes libres ! C'est la grande différence »* (Amarsanaa, 6 mai 1999). Même la présidente de la FFM se réjouit : *« Les organisations sont très indépendantes et les femmes s'associent de façon totalement libre. Il y a globalement trois façons de s'associer : la proximité locale, (entre voisines et amies), selon la profession et selon des idées, comme par exemple la défense des prisonnières ou les trois monastères de nonnes qui font partie de la Fédération »* (Gerelsuren, 14 janvier 1999).

Nous ne citerons pas ici l'ensemble des souvenirs des militantes, qui racontent comment une amie, une sœur, une belle-sœur, ou une collègue de travail les a invitées à une réunion, à une conférence. Pour l'exemple, citons Amarsanaa, qui lance son association de défense des droits humains, et a décidé d'organiser une branche dans son Aimag. *« J'en ai parlé à des copines et aussi autour de moi plus largement. C'était des femmes de mon âge, toutes enseignantes. Deux étaient de très bonnes amies de longue date, les deux autres étaient des femmes intéressées »* (6 mai 1999). Ou encore la jeune Ganaa : *« Ojuuncan, la directrice, est l'amie de ma sœur. Elle lui a d'abord proposé d'y entrer, puis ensuite elle me l'a proposé à moi. Il y a un club de jeunes filles à LEOC, on peut se rencontrer jusqu'à trois fois par semaine ! On est une quinzaine, des étudiantes ou certaines travaillent déjà »* (21 mai 1999).

De fait, les jeunes associations comptent aussi sur ce réseau informel pour débiter leurs activités. Erdenčimeg, fondatrice de l'association Genre et Développement, déclare que le siège social de l'association est à Oulan-Bator (chez elle), que pour l'instant, elles sont 8 personnes dans la capitale et qu'elles ont « *une branche dans trois Aimag, ce sont des amies, ou même la soeur d'une amie d'ici* » (3 avril 2001).

Et si « Dans le phénomène associatif, tradition et modernité s'entremêlent selon des configurations multiples qui font prédominer l'une ou l'autre » (Eme B., 2001, p.33), alors en Mongolie, le mouvement associatif des femmes se structure par le haut, puis en aval en cascade, associant le mode soviétique centralisé et rayonnant sur l'ensemble du territoire au mode de réseau social d'interconnaissances amicales et/ou familiales. Mais « la reconnaissance n'est plus seulement liée, comme dans les traditions, à la reconnaissance symbolique des uns et des autres dans un ordre professionnel (les métiers), une pyramide sociale d'ordres ou une vision religieuse du monde ; elle advient entre sujets sociaux idéalement égaux et libres » (Eme B., 2001, p.39). C'est aussi le cas en Mongolie : les femmes dans les associations démocrates s'inscrivent résolument dans une perspective « moderne », remettant en cause la traditionnelle hiérarchie entre les genres.

b) Les « employées associatives »

Ce modèle structurel du Comité des Femmes, aujourd'hui encore unique, fait que les associations de femmes ressemblent fort aussi, de fait, au modèle de service public soviétique. Leur bureau directeur situé dans la capitale se rapproche, dans son poids symbolique, d'un ministère. Les cellules (ou branches) régionales puis villageoises sont dirigées par une femme, qui, même si elle est aujourd'hui élue, choisie, semble investie du même pouvoir qu'une chef de service soviétique. Autour d'elle, des « membres », militantes plus ou moins actives, s'associent en vue d'une action collective.

Dans la capitale, autour des femmes fondatrices et présidentes, se sont impliquées des femmes instruites, parlant plusieurs langues (elles reçoivent toutes personnellement les consultant e s en anglais). Ces « travailleuses associatives »²⁸³ gagnent un salaire correct que les administrations publiques ne donnent plus. En 2000, les employées des associations rencontrées donnaient toutes la valeur de leur salaire en dollars américains, même si elles le touchaient en monnaie locale, car ils dépendaient des financements étrangers. Elles gagnaient l'équivalent de 80

²⁸³ Je remercie Delphine Lacombe pour la "formule".

à 100 US\$, soit le double d'un salaire moyen. Les cadres pouvaient gagner davantage grâce à des missions si les contrats avec les bailleurs de fonds le permettaient.

Un engagement de « service public »

De fait, les membres de ces associations de femmes sont en connexion étroite avec le service public. Il s'agit d'abord des simples militantes qui ont généralement conservé leur poste (à mi-temps pour beaucoup), ou qui continuent de se définir par la profession qu'elles exerçaient avant la transition. Par exemple, dans le village de Holonboui, Dornod *Aimag* (voir photo p.574), la présidente de la FFM explique que « *le comité s'est reformé en 1994. Il est totalement indépendant, et ne s'occupe que du Sum. Les sept membres travaillent toutes dans le Sum, pour le Sum : l'école, la maternelle, l'hôpital, etc... Et dans nos réunions, lorsque nous réfléchissons à nos actions ensemble, c'est vrai que nous réfléchissons en fonction de ce qui se passe à l'école, à l'hôpital, à la mairie* » (Saraan, 24 avril 1999).

A Čandamand, Saaral compte 65 militantes. Toujours sur le mode soviétique, elles ont répertorié le niveau d'études et les professions de chacune : 33 femmes ont le baccalauréat, 26 ont fait des études supérieures. Elles comptent trois ingénieures en travaux publics, en bâtiment et en climatologie (il existe un « Centre de climatologie » dans chaque chef-lieu régional), une ouvrière en bâtiment, cinq professeures et institutrices, une professeure de théâtre, deux femmes travaillent à la mairie (*Ulc Tör*), trois à la préfecture (*Edijn Zacağ*), huit comptables (de différentes institutions), trois médecins dont la directrice de l'infirmerie, une musicienne, une bibliothécaire. A ces femmes, autrefois fonctionnaires de l'Etat, s'ajoutent aujourd'hui celles qui se sont lancées dans les nouveaux secteurs d'activités. Elles comptent neuf femmes travaillant sur la ligne de chemin de fer, deux cuisinières, deux coiffeuses, une serveuse, quatre « femmes d'affaires », une « femme travaillant le métal » (Saaral, 12 février 1999). A Zuun Mod, des trois militantes rencontrées, l'une est gynécologue, les deux autres sont infirmières. Elles informent avec plaisir que « *La dernière arrivée s'appelle Mühceceg, elle fait du business, elle a adhéré en mai 1999* » (17 janvier 2000).

Les membres de LEOC proviennent localement de l'ensemble des catégories professionnelles, mais avec une forte majorité de femmes qui continuent de s'inscrire majoritairement dans des professions touchant au service public. Et l'engagement associatif de celles qui sont aujourd'hui « dans le privé » montre qu'elles conservent aussi une volonté forte d'action pour la collectivité. Ces militantes utilisent les locaux des administrations dont elles dépendent encore, rusant pour s'adapter et trouver des moyens de travailler. Par exemple à Hovd, les membres de LEOC racontent que « *Pendant les deux premières années, ce n'était pas facile, nous n'avions pas de locaux, nous allions d'une maison à une autre, il n'y avait pas de moyens. Mais depuis que la*

direction est assurée par la directrice du lycée, on utilise un local dans le lycée et même un ordinateur et la photocopieuse !» (Batgerel, mai 2001).

Un secteur d'emplois

Pour celles qui ont « totalement » perdu leur poste, l'espace des associations se révèle un espace de source de revenus en exerçant leurs compétences de service public, ce qui leur évite d'avoir à exercer des activités moins considérées. Ce n'est pas le moindre des avantages. Et même, « *Bien sûr, si j'obtiens un financement pour réaliser un plus gros projet sur ma Région, je vais lâcher mon poste de fonctionnaire* » (Cendsuren, 3 février 1999). Mais ces dirigeantes et militantes savent que – théoriquement - une association n'est ni un service public, ni une entreprise, et qu'en tirer un revenu n'est pas – officiellement - un objectif avouable. Les salariées restent alors pudiques sur leur statut, il est difficile d'effectuer la distinction entre de « simples salariées » et les militantes au fort engagement idéologique, et même parfois entre les présidentes ou les directrices d'associations.

Un journaliste donne par exemple la biographie d'Ojuunceceg : elle était journaliste et le PNUD est venu la chercher au début des années 1990 car elle était l'une des rares qui parlait anglais (*Mongol Messenger*, 7 mars 2001). Rencontrée en 2000, elle est officiellement la directrice du CIRF, mais déclare pourtant qu'elle n'a pas de salaire (14 avril 2000). On a aussi vu que Zanaa a participé activement au processus de démocratisation en organisant des réunions au sein de son établissement. Mais elle s'est consacrée entièrement à cette activité (puis ensuite à la défense des droits des femmes) à partir du moment où elle a été congédiée de son poste d'enseignante. Elle ne donne aucune précision sur ses revenus personnels. Notons que son homologue pour le MFPS déclare : « *J'ai enfin eu mon appartement à 40 ans, l'année dernière !* » (Burmaa, 15 avril 2000).

A 35 ans, Ojuunsan est ingénieure en bâtiment. Sa dernière fille est née en 1990, elle a arrêté de travailler, puis avec la libéralisation, n'a pas repris. Quand sa fille a eu trois ans, elle a pu aller au jardin d'enfants, ce qui lui a dégagé du temps libre. Une amie lui a alors fait connaître LEOC. En 1994, Enhtujaa lui a proposé d'y rentrer comme salariée, puis en 1996, de devenir directrice. Elle gagne entre 80 et 100US\$ par mois, selon les financements des projets (Ojuunsan, 24 mai 2005). Mais son poste de directrice n'est pas qu'un simple « travail ». Ganhujaag – salariée - déclare à son sujet : « *Elle s'est instruite d'elle-même, elle est très intelligente... LEOC est devenu le sens de sa vie !* » (2 février 1999). Elle évoque d'ailleurs les autres salariées : la jeune responsable du programme « Femmes et politique » qui était entrée d'abord au Club des jeunes femmes leaders, puis l'agent de presse, qui était journaliste, et qui est très impliquée dans la défense des droits des femmes, puis encore Amarsanaa, que nous rencontrerons par la suite, « *chercheuse en free lance* ». Elle précise qu'elle est très heureuse, comme l'ensemble de l'association, de l'élection

parlementaire de Enhtujaa, Narangerel et Ojuun. « *Elles sont toutes les trois membres actives de LEOC* » (2 février 1999). On relève ici une adhésion sans faille au cadre idéologique proposé par l'association et un soutien personnalisé aux femmes dirigeantes.

La distinction entre intérêt matériel et militantisme est particulièrement difficile à établir parmi les jeunes militantes. Elles n'ont pas connu le système soviétique et le mouvement associatif féminin constitue pour elles le principal espace d'emploi et de carrière. Il se crée même des formations spécifiques, comme le master en démographie : « *La démographie en tant que domaine à part n'existait pas. Dans chaque Région, un fonctionnaire était chargé, depuis toujours, de recenser la population, mais sans analyse. Avec cette nouvelle formation, les étudiantes peuvent maintenant envisager de trouver un poste dans une ONG* » (Solongo, 14 mai 1999).

Beaucoup ont aussi un double engagement, au sein d'un parti politique ou en soutien à une personnalité politique. Ganaa par exemple a 24 ans en mai 1999. « *J'ai fait mes études à l'Institut des Relations Internationales [études prestigieuses], et aujourd'hui, je cherche du travail, alors j'en profite pour faire des choses pour LEOC. J'ai été assistante d'un député du PND, c'était très intéressant, j'étais un peu comme sa secrétaire, j'ai appris beaucoup sur le fonctionnement de ce nouveau Parlement. [...] En fait, j'ai toujours été intéressée par la politique, les lois... Je voudrais faire une carrière politique ou diplomatique. [Pourquoi ?] C'est difficile à dire, les difficultés que rencontrent les femmes sont tellement importantes, il faut y travailler... [...] Et moi, je ne veux pas me marier, pas avant 30 ans. Je veux un ou deux enfants, pas plus, je veux rester libre* » (21 mai 1999). Bulgan, son amie, a le même âge. Elle est entrée au club des jeunes filles de LEOC en 1995. « *J'avais connu le Club par des camarades de classe, qui étaient aussi des proches de députés du PSD.* » En 1998, elle en est devenue chef et donc automatiquement membre du bureau de LEOC. « *Mais cette année, je n'ai plus le temps, je travaille !* » comme salariée pour une ONG mongolo-japonaise qui s'occupe des enfants des rues. Comment en est-elle venue à s'intéresser à la politique ? « *Eh bien, tu sais, il y a un proverbe que les démocrates disaient beaucoup au début des années 1990 : "Peut-être que tu ne t'intéresses pas à la politique, mais elle, elle s'intéresse à toi." Quand j'étais en première année d'études, je ne m'y intéressais pas du tout, "je serai enseignante" ! J'ai eu le déclic avec la première réunion du Club des jeunes filles. Je me suis dit qu'il faut que les femmes gagnent du pouvoir, et pour ça, il faut que je m'y mette moi aussi... Donc, je veux devenir femme politique, mais pas avant 30 ans.* » Car elle veut d'abord devenir riche, « *oui, riche, comme ça, je ne serai pas attirée par la corruption. Je ne sais pas encore vraiment comment, mais je vais y arriver, c'est sûr !* » [rires] (21 mai 1999).

Ariuna, 29 ans, est salariée au CIRF. Elle a obtenu son master en sociologie en 1993. « *Je connais le CIRF depuis 1994, par une amie de ma promotion, qui a aussi travaillé ici. J'ai d'abord participé bénévolement aux enquêtes et à des traductions de documents en anglais. A ce moment là, je travaillais au Centre*

Scientifique de Recherche et d'Information de l'Académie des Sciences. J'étais responsable du développement de projets de recherches scientifiques sur les problèmes sociaux de la Mongolie. Puis j'ai rencontré Ojuunceceg en 1998, quand elle est devenue directrice exécutive. C'est elle qui m'a fait venir ici » (04 juin 1999). Au moment de notre rencontre, elle est un peu inquiète pour son avenir car elle n'est pas sûre d'être réembauchée. Son revenu dépend en effet des financements de projets qu'elles arrivent à concevoir et à défendre auprès des bailleurs de fonds. Comme les autres salariées rencontrées, elle adhère à la cause défendue par le CIRF : « *Pendant mon précédent emploi, je n'avais pas rencontré ces idées, mais quand j'ai découvert les "gender studies", j'ai trouvé ça vraiment intéressant.* » (21 mai 1999).

Cette employabilité au sein de l'espace associatif est connue dans le monde entier : « Ainsi, [...] en 1990, les organisations sans but lucratif emploient près de 12 millions de personnes en équivalent temps plein dans huit pays industrialisés (Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suède) ou en transition (Hongrie), soit un emploi sur 20. [...] Le budget total pour ces 8 pays dépasse 3 000 milliards de francs, soit en moyenne 3,5% du produit intérieur » (Laville J.-L., 2001, p.94). Les frontières entre espace politique et espace économique sont ainsi floues. L'engagement politique – et collectif - des femmes au sein du mouvement associatif se double d'un espoir de carrière professionnelle autre que du petit commerce. Localement, on espère un financement qui fera vivre quelques mois, ou tout simplement des avantages en nature, comme un voyage dans la capitale, des médicaments, etc.

Vendredi 6 octobre 2000, Hovd. Il est 21h42. Une dame de LEOC vient de passer une heure à me montrer un projet de conférences à propos des légumes... Elle m'explique qu'elle n'a plus de travail, son mari non plus et pourtant trois enfants étudiants. Elle cherche à monter un projet et à le faire financer par des organismes internationaux... Elle ne le dit pas, mais l'heure tardive de sa visite joue sur l'informel : peut-être a-t-elle vu en moi un bailleur de fonds potentiel.

Fuite des cerveaux

Ce nouveau « secteur associatif » nécessite les mêmes compétences que le secteur administratif, mais il est plus rémunérateur. Il voit ainsi venir à lui celles qui en ont l'expérience d'avant la transition et les plus jeunes qui en ont la formation. Les administrations se vident au profit des associations, des organisations internationales. Žamaa, qui travaille maintenant au PNUD, travaillait auparavant pour le gouvernement. « *Les salaires étaient très bas, même dans ma position. Vous savez combien un député reçoit ? Il reçoit 60 000 T par mois ! Et moi, je recevais 40 000 T. Ça devenait très difficile, surtout que j'avais mes enfants.* » Sa fille a travaillé une année pour le ministère de la Santé et de la Protection sociale. « *Elle avait passé deux ans à New York, avec mes parents, elle parle trois langues. Elle n'a pas aimé la gestion du ministère, elle l'a trouvé trop faible. Elle a quitté ce poste pour travailler au CIRF* » (16 juin 1999). Erdenčimeg était ingénieure en hydraulique. Elle a effectué son dernier

chantier en 1996, puis a travaillé pour le PNUD. C'est en constatant que l'ONG japonaise pour laquelle elle travaille aujourd'hui capte des financements internationaux qu'elle a décidé de monter sa propre association Genre et Développement (17 juin 1999). Baigalmaa, bénévole du MFPS, n'a jamais trouvé d'emploi comme ingénieure en électronique. Elle a alors été recrutée à USAid grâce à sa maîtrise de l'anglais (16 mai 2000).

Les salariées de la FFM semblent gagner moins et tentent d'augmenter leurs revenus. Bulgan par exemple, directrice de la FFM de Zuun Mod, explique qu'elle a hésité à accepter le poste de présidente de l'association, ses enfants se plaignant du fait qu'elle n'ait pas de salaire régulier. Elle évoque la somme de 30 000 T, mais précise-t-elle avec honnêteté, « *ce n'est pas systématique, si je monte un bon projet, je gagne beaucoup plus...* » (29 janvier 1999). Et c'est la raison pour laquelle elle s'investit autant dans son association. Gerelsuren, présidente de la FFM, n'est pas non plus comblée. « *Ce n'est pas facile de travailler à ce poste. Je gagnais mieux ma vie avec le Président. Mais j'ai été élue, les femmes m'ont fait confiance, je ne peux pas refuser* » (14 janvier 1999). Elle optera finalement pour un mandat de parlementaire, dont la rémunération augmente en 2000.

Celles qui le peuvent partent même à l'étranger. Zanaa explique par exemple qu'une des jeunes employées de LEOC est allocataire d'une bourse d'études de droit d'une année à la faculté de Columbia, New York, qui sera suivie obligatoirement d'un an de travail pour le Comité CEDEF. Elle ne cache pas son inquiétude : « *j'espère qu'elle reviendra, je reste en contact par e-mail avec elle, comme avec ma fille !* » [rires] (12 mai 2000). « *Il y a beaucoup de fonctionnaires qui sont partis déjà, ou qui travaillent dans une ONG, comme ici ! C'est vrai que c'est triste, car ceux et celles qui restent sont peut-être les moins bien formés. Ça affaiblit le pays. Mais nous pensons à nos enfants !* » (Cendsuren, 3 février 1999).

On le constate, cet espace des associations de femmes tisse des liens étroits avec le service public, dont il peut même apparaître comme un palliatif. On peut le déplorer, mais finalement, c'est un moindre mal comparé à une véritable fuite des cerveaux qui aurait peut-être eu lieu si ce « tiers secteur » ne s'était pas constitué. De la même façon, il tisse aussi des liens avec l'espace politique formel, celui des partis politiques. Les unes en viennent, les autres espèrent y retourner. On connaît certaines salariées de LEOC comme Gerelsuren, on a aussi rencontré Nergüi, qui va finir sa mission avec les nouvelles élections. Elle pense ensuite quitter l'association, puisqu'elle n'est embauchée que sur un contrat à durée déterminée, et déclare avoir déjà eu plusieurs propositions d'emploi dans le privé et dans le politique, en tant que conseillère de personnalités (27 juin 2000).

c) Faire « mouvement »

Les associations de femmes quadrillent donc le territoire national sur un mode « vertical » et une deuxième stratégie est de travailler ensemble « à l'horizontale », autrement dit, de « faire réseau ». Zanaa est peut-être celle qui s'y consacre le plus, avec un objectif clair : « [...] l'un des rôles majeurs des associations de femmes est de rassembler nos forces et faire un gros effort pour changer les lois discriminantes, et être toutes ensemble concentrées sur cette question, aux niveaux local, national, régional et global » (1999, p.5).

Réseaux associatifs, Comité CEDEF et volonté de « faire mouvement »

Au sein de la capitale, les associations de femmes sont liées entre elles par le fait que les dirigeantes d'associations sont engagées au sein de plusieurs bureaux associatifs, y apportent leur aide et leur appui symbolique. Le réseau commence donc « par le haut ». Zanaa en est le meilleur exemple, qui expose volontiers son CV de « cumularde ». Elle se présente tour à tour comme fondatrice ou élue de LEOC, aujourd'hui vice-présidente, fondatrice du comité CEDEF, membre de la Société des travailleurs sociaux, du Centre des Droits Humains et du Développement, de l'Association des Femmes Universitaires, puis fondatrice de la Coalition des Associations de Femmes. Žamaa, avant d'être recrutée au PNUD, a effectué une formation sur la gestion du budget d'une ONG. *« Je travaillais officiellement pour le Président, mais je passais beaucoup de mon temps libre à aider les associations, comme une sorte de conseillère-comptable non payée. Tout le monde me connaissait et tout le monde me demandait comment rédiger un bilan financier. J'étais en quelque sorte la "personne de tout le monde". Et j'étais dans les bureaux de six ou sept associations »* (23 mai 2000). Le Comité directeur du CAV rassemble entre autres - Burmaa (fondatrice et directrice du MFPS), Zanaa, L. Odončimeg, directrice de la Croix Rouge en Mongolie. Lors d'une rencontre organisée par le Mouvement des Femmes Social-Démocrates (du PSD), les organisatrices proposent des ateliers. Celui portant sur « Femmes et Droits » est présidé par Činžulun, ancienne militante et salariée de l'AFJ, qui a par la suite créé sa propre association de défense des droits humains (MFSD, 10 avril 2000). Etc.

Ce réseau interpersonnel dense ne s'est pas seulement constitué au sein de la capitale entre dirigeantes. Localement, les militantes se connaissent et n'hésitent pas à se réunir.

En témoigne ma propre expérience d'enquête. Depuis la capitale ou un chef-lieu, je prévenais par téléphone de ma venue en contactant une militante et en précisant que j'étais recommandée par une telle de ses connaissances. J'ai proposé à plusieurs reprises de faire une première rencontre collective (j'y voyais un moyen de me présenter à toutes, sans secret ni relation privilégiée avec telle ou telle). Ceci nécessitait que cette militante entre en contact avec ses homologues d'autres organisations. Aucune n'a jamais refusé. J'ai

toujours été accueillie chaleureusement par des groupes de femmes étonnées qu'on vienne les rencontrer elles et de préférence aux notables officiels (voir photo p.574, l'accueil à Holonbuir *Sum*, Dornod *Aimag*, les 24-25 avril 1999).

Je propose par exemple à Bulgan de Zuun Mod, que j'ai déjà rencontrée, de me présenter d'autres militantes, ce qui semble ne pas lui poser de problème. Et lorsque j'arrive, elle me présente, en plus de militantes de la FFM qui oeuvrent avec elle : la présidente de l'association des femmes du PSD, une conseillère régionale PSD, deux militantes de LEOC, toutes inscrites – en principe - dans un mouvement politique opposé à son association (voir photo p.574).

Odval, directrice de Femmes et Business à Sainšand, déclare tout de suite qu'elle travaille en lien avec d'autres organisations de femmes, pour leurs conseils concernant la gestion de certains problèmes rencontrés. Par exemple ? « *L'année dernière, j'ai décidé de louer une pièce pour faire un bureau, pour pouvoir aussi nous réunir. J'en ai discuté avec la présidente de la FFM ici, et nous avons décidé de louer ensemble... Et voilà* » (14 février 1999). Osorzamaa, adhérente LEOC, a été institutrice et explique que la directrice de la FFM a été son élève... « *Avec mon métier, je connais beaucoup de monde : les enfants devenus grands, mais aussi leurs parents, leur famille, comme toutes les autres femmes enseignantes. C'est bien pour nos activités !* » (14 février 1999).

En fait, cette quasi obligation « géographique » de travailler ensemble s'est érigée en stratégie institutionnalisée, activité à part entière dans les programmes d'action financés par les bailleurs. Les militantes ont commencé par organiser des « congrès » au sein desquels les femmes se sont retrouvées, espaces et temps de rencontres et de dialogue. Le gouvernement le reconnaît : « Le premier "Forum d'organisations non-gouvernementales de femmes" a été initié par LEOC et s'est tenu en octobre 1996. » Il a rassemblé 500 participantes (bénévoles et/ou salariée) de plus de 30 associations. La création du CAV en a été un résultat immédiatement tangible. « Ce forum s'est révélé être un catalyseur important de la réalisation du programme national d'amélioration du statut des femmes, en activant la mobilisation et la coopération entre des personnalités, des associations de femmes et les agences gouvernementales » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999). Les associations s'unissent autour de projets menés en commun. Dès 1995, le MFPS évoque deux projets collectifs: un projet de co-gestion des centres de documentations avec le CIRF, et un projet de gestion du CAV avec LEOC, l'AFJ et l'ambassade australienne (CAV, 1997). Dans les Régions, Mandahcaihan par exemple à Dornod, explique que la directrice régionale de LEOC a organisé une rencontre avec les autres associations locales. Chacune devait produire un rapport régional en référence à son domaine d'intervention. En tant que gynécologue, elle était chargée d'un communiqué sur la santé des femmes (20 avril 1999). Il y avait eu aussi des communiqués sur l'activité économique, sur l'éducation, etc. A Sainšand, Saaral (de LEOC) explique qu'elles

travaillent avec la FFM (en particulier sur un programme de développement local néo-zélandais), mais aussi avec l'AFJ. Cette dernière, quant à elle, déclare volontiers travailler en réseau avec LEOC, le MFPS, le Mouvement Gal Golomt, la Fondation pour les Femmes Rurales, le Centre pour le Développement et le « *réseau de Zanaa !* » (Ganhujag, 2 février 1999).

Zanaa est en effet peut-être celle qui a le plus tenté de fédérer ces associations, à plusieurs reprises : lors de forums de femmes, puis lors de la mise en place d'une Coalition pour la promotion des femmes politiques candidates en 1996 et à nouveau en 2000, puis enfin avec la création du Comité national de veille CEDEF. *« J'ai réalisé qu'une association seule ne peut pas travailler efficacement dans ce domaine, j'ai alors proposé de mettre les associations à contribution, et donc de former plutôt un réseau. Au départ, nous étions sept associations, et nous nous sommes appelées "Réseau de veille CEDEF" (CEDAW Watch Network). Nous avons conçu des accords de travail multilatéraux. Chaque association qui a rejoint le réseau s'est engagée à prendre en charge une clause de la Convention. Par exemple LEOC est responsable des droits politiques des femmes, et de leur participation. L'AFJ est responsable des "droits des femmes et de l'égalité de genre", le CAV travaille sur la législation familiale, la Fondation pour les Femmes Rurales sur l'accès aux services publics dans les campagnes, etc. Le rôle du Comité est de coordonner toutes ces activités »* (20 mai 1999). En 2000, Femmes et Business, le Mouvement des Femmes Social-Démocrates (du PSD), l'Association des Femmes Universitaires, le Conseil des Femmes du PND et l'Association des Femmes Handicapées viennent se joindre au réseau (Comité CEDEF, non daté - 2000). En 2001, elles présentent sur leur site Internet une 11^{ème} association : le Centre pour les Droits Humains et le Développement (Comité CEDEF, 2001a).

Le Comité CEDEF représente un noyau dur d'action collective. Dès 1997, le CAV y fait référence dans son Rapport d'activité. *« Les associations de femmes travaillent de façon très active dans ce domaine en se soutenant mutuellement. La création du Comité CEDEF en octobre 1997 est un témoignage de ces activités conjointes »* (1997). Pour l'AFJ, Činčuluun est expressément chargée d'une mise en réseau, et de l'entretenir. *« Nous travaillons avec Zanaa, avec LEOC. Mais pas seulement, nous sommes un réseau solide de 12-13 associations »* (12 mai 1999).

Ce réseau constitué a pour but d'une part de décupler les forces de travail et les compétences, mais aussi et surtout, en s'appuyant sur ces fameuses compétences professionnelles, de créer un groupe social suffisamment fort pour être enfin considéré comme un acteur social et politique que le gouvernement ne pourrait plus ignorer. Le ton sera dorénavant technique, exigeant. Le Comité se dote d'un savoir-faire administratif national et international, et devient l'acteur mais aussi l'interlocuteur majeur de toute action nationale en lien avec l'Etat et/ou la Banque mondiale, et/ou les Nations Unies.

Par exemple, lors du Troisième Forum des Femmes Est-Asiatiques des 23-26 août 1998, il est décidé de laisser les organisations, dans les pays, prendre en charge tel ou tel aspect des résolutions. En ce qui concerne la Mongolie, elles annoncent quatre points : un travail autour de la promotion dans l'emploi ; un point très développé autour de la promotion des femmes en participation politique ; un point autour de la lutte contre la violence domestique ; enfin, un point mentionnant une seule entité, le Comité CEDEF. Celui-ci fait un bilan de ses activités, lesquelles correspondent toutes aux objectifs fixés par le Forum (LEOC, 1998a). « *Maintenant, je voudrais rassembler tout le monde et travailler efficacement. Les institutions pourraient reconnaître notre solidarité, notre harmonie et notre pouvoir* » (Zanaa, 28 juillet 1999).

On peut ainsi parler de « mouvement associatif des femmes », que le Comité CEDEF utilise comme force de pression sur le gouvernement. Les différents rapports du Comité permettent d'appréhender cette stratégie. Le *Rapport pour la IWRAP Asia-Pacific*²⁸⁴ portant sur *l'Application des droits du travail pour les femmes mongoles* est officiellement signé par Zanaa. Mais elle y précise d'une part les noms des sept femmes qui ont participé à sa rédaction, chacune représentante d'une association de femmes, et d'autre part les 17 documents sur lesquels elle s'appuie, des textes de loi et le rapport du PNUD pour 1998, mais aussi sept enquêtes effectuées par les associations de femmes (2001). Dans le septième Rapport des Etats parties de 2007, elle commence par faire la liste des 45 personnes qui y ont participé. Il s'agit de sept associations de femmes et 18 militantes expertes, des chercheuses indépendantes, une quinzaine de hautes fonctionnaires, deux femmes à la tête de leur entreprise, une économiste employée de la Bank of Mongolia et une journaliste. La tactique de Zanaa est bien de légitimer ses propos en montrant qu'elle n'est pas seule dans le paysage revendicatif féminin du pays, et qu'il s'inscrit désormais dans divers espaces sociaux. Elle fait donc montre d'un travail plus que ponctuellement collectif, mais bien issu d'un mouvement associatif inscrit dans le temps et dans le territoire.

Activités avec les institutions non « féministes »

Cette volonté de « travailler ensemble » ne se limite pas aux seules associations féminines. Elle s'étend, de façon plus ou moins efficace, à l'ensemble des entités sociales. Les associations cherchent par exemple à associer le secteur privé. Pour le *Rapport sur les droits du travail et les femmes*, Zanaa liste les 45 entités contributrices dont des cadres dans les banques (Comité CEDEF, 1999, p.2). Localement, la présidente de la FFM de Zuun Mod explique à propos de chutes de tissus utilisées pour la production de vêtements qu'elles sont données par l'entreprise de textile installée

²⁸⁴ IWRAP: International Women's Rights Action Watch - Asia Pacific, www.iwraw-ap.org

dans la commune. C'est Sarantujaa, employée de l'entreprise, qui fait le lien entre les deux interlocuteurs. Le chef de l'entreprise est aussi le chef du Comité des Jeunes PPRM de l'*Aimag*, « *il a donc tout de suite accepté* » (Bulgan, 25 juillet 1999).

On a vu aussi l'importance du volet recherche et enseignement sur le genre pour les associations de femmes. « Il faut également considérer la coopération entre les associations de femmes, l'université mongole et d'autres institutions privées » (Zanaa, 28 juillet 1999). Sur sa plaquette, le Population Teaching and Research Center affiche travailler avec LEOC et la FFM, mais aussi avec le ministère de la Population et du Travail et celui de la Santé et de la Protection sociale. A la demande des différents ministères, elles font aussi de la formation pour les fonctionnaires et agents locaux. Ce lien étroit entre associations et élite intellectuelle avait déjà été souhaité par Burmaa et son MFPS, qui avait organisé les « Conférences post-élections » en 1996 et 1997. Deux rapports avaient été publiés, dans lesquels intervenaient différentes personnalités politiques, des universitaires reconnus comme tels et de jeunes chercheuses en politique, bénévoles de l'association. Le MFPS avait donc cherché à établir un réseau de scientifiques reconnus comme tels sur la question de l'analyse politique.

L'acteur majeur que les associations de femmes tentent de rallier à leur cause, c'est le gouvernement. Les années de création des associations (1992-1996) correspondent à une période de découverte mutuelle, il n'est ni sollicité, ni regardant. Seule Altanceceg, chargée du service des femmes et des affaires familiales rattachée au département des femmes, de la famille et de la jeunesse du ministère de la Santé et de la Protection sociale semble en contact officiel avec le réseau des femmes de la capitale.

A l'issue de cette période et à la demande des associations, le gouvernement affiche une certaine bonne volonté. « *La coopération entre le gouvernement et les ONG s'est améliorée ces trois dernières années. Auparavant, le gouvernement était suspicieux et réciproquement. Et puis peut-être aussi que les vieilles autorités pensaient que ces femmes n'avaient pas d'influence, pas de pouvoir, qu'elles ne représentent pas une menace. Et ils se sont trompés ! Elles ont de l'influence et beaucoup de réussite !* » (R. S. Severinghaus, 2 juillet 1999). Zanaa, dans ses différents rapports, commence généralement par rendre hommage à l'Etat en citant systématiquement les actions qu'il a menées en faveur des femmes, comme la signature des conventions internationales. Mais elle l'attaque aussi frontalement : « Le gouvernement a échoué dans la création de nouveaux emplois pour ces femmes ou dans l'octroi de prêts ou d'aides. Plus, aucune politique n'a été implantée concernant la formation continue et la réorientation professionnelle » (J. Zanaa et Comité CEDEF, 2007, p.5). En 1999 et 2007, elle se plaint toujours du manque de données étatiques désagrégées par sexe et s'appuie sur six enquêtes

réalisées par les associations de femmes (en 1999) et sur cinq rapports, quatre en provenance de l'Etat et un en provenance du PNUD, qui démontrent tous des inégalités dans l'emploi. Systématiquement, elle identifie les modes de discrimination, puis elle liste différentes recommandations, en interpellant directement les organismes concernés : « - Pour le ministère ; - Pour le Parlement », etc. Elle sort ici d'un éventuel statut de substitut de service public. Elle se pose en experte, non isolée, qui replace l'Etat dans son rôle d'organisme au service des populations, tant dans la conception de politiques publiques que dans leur réalisation.

On peut encore lire dans les documents officiels que l'Association des Femmes Mongoles Démocrates et Socialistes (du PSD alors majoritaire au pouvoir) travaille avec le ministère de la Nature et de l'Environnement et le ministère de la Santé et de la Protection sociale (MFSD, 10 avril 2000). Localement, certaines Régions sont mises à contribution, depuis les ministères. Par exemple, le « *Programme de développement pour les femmes rurales de Dornod Aimag* [signé par le gouverneur le 23 mai 1997]. *En juin 1996, le gouvernement a lancé un vaste programme de développement concernant les femmes, celui-ci en découle.* » G. Saraan, directrice de la FFM, se voit chargée d'en contrôler la réalisation, d'effectuer un rapport chaque année et d'en informer le gouverneur. « *Les objectifs doivent être mis à jour chaque année et sont à la charge de tous les directeurs de services qui se doivent de les réaliser* » (Saraan, 24 avril 1999). A Zuun Mod, Bulgan a signé un contrat de prêt avec l'administration de l'*Aimag*, avec lequel a été financée la rénovation du bâtiment de l'association (25 juillet 1999). Au sein du bureau national, Gerelsuren déclare, à la façon de l'ancien Comité des Femmes : « *Nous enregistrons les idées des femmes et nous les transmettons au Gouvernement, au Parlement* » (14 janvier 1999). Mais à la date de l'entretien, elles ne peuvent pas vraiment donner d'exemples.

Début juillet 2001, Zanaa dit aussi avoir rencontré plusieurs personnalités à propos du projet de loi concernant la protection des femmes contre la prostitution et les trafics. Elle cite un ancien Premier ministre de la Coalition démocratique²⁸⁵, le président du MoAH²⁸⁶ et souhaiterait entrer en contact avec le porte-parole du Parlement²⁸⁷ au moment de notre entretien (4 juillet 2001). Les militantes cherchent de la même façon à impliquer les hommes politiques locaux, et avec eux les administrations locales. Ce qui facilite le dialogue, c'est qu'elles sont aussi leurs épouses, comme par exemple Osoržamaa, militante de LEOC à Sainšand, dont le mari est gouverneur de l'*Aimag*. Les aide-t-il dans leurs activités ? « *Il ne peut pas faire grand-chose. De l'argent ? Tout le monde en demande ! Mais par exemple, nous occupons une pièce prêtée au sein du bâtiment de l'administration régionale... C'est déjà pas mal !* » (14 février 1999).

²⁸⁵ Un certain Narancacarl

²⁸⁶ Doršgžav

²⁸⁷ Enebiš

Cette stratégie semble porter quelques fruits. La nouvelle députée PPRM Altai explique avec plaisir que « son » gouvernement a organisé en décembre dernier (2000) une rencontre avec des parlementaires hommes et femmes et des militantes associatives. « *Nous avons aussi invité les épouses de ces députés, pour favoriser le dialogue avec les hommes. Il a été question de genre, nous voulions les sensibiliser et en obtenir du soutien. Nous ne voulions pas nous disputer, mais vraiment discuter.* » Et au printemps 2001, le gouvernement crée une Commission nationale sur le genre « *Gendriin Udecnii Khoroo* ». Cette commission doit rassembler 13 femmes des organisations gouvernementales, associatives et du milieu des affaires (26 avril 2001).

Les médias

La stratégie de mise en réseau dans leurs actions s'accompagne d'une volonté d'occupation de l'espace public par le biais des médias - radio, presse écrite et télévision -, modes de communication publique bien connus des régimes soviétiques. D'ailleurs, si la radio avait été un mode de recrutement pour les partis politiques, elle l'a aussi été pour les associations, comme par exemple pour Ojuungeceg qui a entendu parler de LEOC la première fois à la radio et qui a ensuite fait le déplacement dans la capitale pour rencontrer les militantes (17 janvier 1999).

Pour leur information citoyenne, les militantes du MFPS furent peut-être les premières à utiliser si consciencieusement leurs financements dans la réalisation de supports médiatiques. La dynamique branche locale de l'association dans la Région de Arhangai publie une Lettre, quatre numéros tirés à 15 000 exemplaires qui sont ensuite distribués dans tout le pays par le biais des fonctionnaires militantes. Elles ont publié un « quatre pages » sur « Qui est le Président ? » présentant chaque candidat à la présidence, tiré à 5 000 exemplaires en 1997 ; entre 1995 et 1998, le Manuel pour les Electeurs trices est réédité cinq fois en 10 000 exemplaires; un Manuel d'information au sujet des représentants politiques élus locaux est tiré en 100 exemplaires dans 19 *Aimag* (MFPS, 1999). Elles ont conçu et imprimé trois types de prospectus : « Qui est le Président ? » « Une comparaison des programmes proposés par les candidats » et « Comment remplir son bulletin de vote ? », le tout en 18 000 exemplaires et distribués dans différents points du pays par les bénévoles. Un des événements médiatiques majeurs fut l'organisation du premier débat télévisé entre candidats à la présidentielle, « avec un journaliste modérateur » conjointement avec l'Institut Mongol de la Presse, la Télévision Nationale et la Radio Nationale » (MFPS, non daté – 1999, p.2).

Dans le but de sélectionner des participant e s au débat télévisé, elles ont organisé un concours de dissertation dont le sujet était « Démocratie en Mongolie ». Elles ont recueilli 160 copies proposées, disent-elles, par tous types de professions (mais elles ne citent pas de nomades par exemple), elles en ont sélectionné 24. En plus de ces électeurs trices (elles n'en précisent pas

la proportion hommes/femmes), ont été invités au débat des journalistes, des fonctionnaires du Comité Général des Elections, quatre délégués des partis politiques et enfin les trois candidats présidentiels avec leurs épouses. Le « public » ainsi composé avait droit à un certain nombre de questions, préparées à l'avance, après que les acteurs trices politiques présents ont signé une Charte portant sur le déroulement du débat.

Dans son Rapport d'activités, le MFPS note « l'importance de ce débat télévisé. Ce fut le commencement d'une certaine coopération entre différents partis politiques et des associations » (non daté -1999, p.3). Elles ont ensuite organisé une rencontre sur le thème « Que doit être un Président de la République ? », rassemblant plus de 600 personnes (députés, conseillers locaux, militants politiques, hauts fonctionnaires), puis les Conférences post-élections (p.8).

Parallèlement à cette éducation politique, les associations de femmes utilisent les médias pour leur propre cause. Le CAV indique par exemple dans son rapport 1996-1997 que « La consultante australienne a été missionnée sur la politique de visibilité du Centre ». Elles ont un groupe de 13 personnes qui travaillent à la couverture des activités du CAV par la presse quotidienne et mensuelle, avec de nombreux articles. Elles ont réalisé et diffusé deux films sur la violence domestique et sur la prostitution, sur les chaînes télévisées (la *Télévision Nationale* et *Chanel 25*). Elles ont aussi participé à différentes émissions pour enfants sur *Eagle TV*, *Ulaanbaatar TV*, *MM TV News*. Elles sont intervenues dans plusieurs émissions de radio, sur « la loi concernant la violence domestique, les solutions, la reconnaissance de femmes en situations critiques, etc. Elles diffusent aussi 200 copies d'une gazette bimensuelle sur la violence domestique, essentiellement à destination des fonctionnaires (police, juristes, etc.). En 1998, elles en tirent 1500 exemplaires (CAV, 1997).

Enfin, le Comité CEDEF est certainement l'entité qui utilise le plus largement les médias. Il a diffusé des interviews et programmes à la *Télévision Nationale*, *Oulan-Bator TV*, *Chanel 25* et *Eagle TV*. Il publie régulièrement des articles dans les deux hebdomadaires anglophones le *UB Post* et le *Mongolia this week* lus par la jeunesse urbaine. Il occupe surtout une fois par semaine pendant les deux derniers mois de campagne électorale, une pleine page dans les deux quotidiens nationaux au format A3²⁸⁸ (Comité CEDEF, 2001b, p.3). Zanaa vise la reconnaissance des femmes en général et leur promotion en politique.

Nergüi, salariée de LEOC, fait un bilan positif : « *en dix années d'existence, nous pouvons dire que les associations de femmes sont démocratiques. Nous travaillons bien entre nous, nous sommes coopératives et*

²⁸⁸ l'équivalent de ce que peut être *Le Figaro* ou *Le Monde* en France : ces deux quotidiens n'ont jamais réservé autant d'espace de façon aussi fréquente à la « cause des femmes », pour reprendre les termes de Gisèle Halimi.

nous avons des actions concrètes, ce qui n'est pas forcément le cas des services gouvernementaux ou même d'autres types d'associations » (27 juin 2000). Ces femmes se sont donc auto-organisées et auto-structurées. Elles l'ont fait par leur mode de fonctionnement et d'expansion, et surtout en se constituant en un réseau/mouvement. Par là même, elles ont structuré ce nouvel espace public en un espace « public-politique », par les types de revendications et d'activités développées. En témoignent certains consultants étrangers, comme M. S. Fish qui cite le MFPS, l'AFJ et LEOC (1998, p.137). Les associations elles-mêmes effectuent une enquête « (33 questionnaires rendus par des femmes travaillant dans des associations de femmes, mais aussi au gouvernement ou à l'université) [dans laquelle] 17 organisations ont été mentionnées comme connues pour effectuer des activités de sensibilisation sur la thématique femmes et politique²⁸⁹. Cinq d'entre elles ont été mentionnées de 8 à 12 fois : le MFPS, LEOC, CIRF et le Mouvement des Femmes Sociales-Démocrates (du PSD) » (U. Gombosuren, 1999).

En Mongolie, elles sont les seules à occuper cet « espace vide » et en sont devenues un modèle. « *Par exemple, hier j'ai rencontré une organisation qui s'occupe des enfants. Ils organisent une réception pour le directeur de l'UNICEF en visite en Mongolie. Et ils veulent aussi mettre en place un réseau entre associations centrées sur l'enfance et la jeunesse. Mais ils ne font rien, ils n'y arrivent pas. [sourires] Ils sont venus me voir en me disant : "il faut qu'on prenne ton exemple..." !* » (Zanaa, 28 juillet 1999).

Enfin, le dernier mode d'occupation de l'espace public consiste à participer aux « événements locaux », comme la fête des mères et celle des enfants le 1^{er} juin, auxquelles participe l'ensemble des branches de la FFM. Les associations de type « démocrate » y participent aussi. LEOC déclare sur une plaquette un axe « culture, vie sociale ». Elles ont organisé une distribution de cadeaux et un concours de chansons (1999). A Hovd, Ojuunceceg et ses militantes y participent « *chaque année. Nous savons bien le faire et c'est agréable pour nous !* » (10 mai 2001). Bulgan à Zuun Mod, dit que la FFM participe aussi à la journée d'action contre le SIDA et autres MST. Elle montre les petits fascicules qu'elles ont reçus pour leur centre d'information (deux étagères dans le bureau) (29 janvier 1999). On peut aussi lire dans le compte-rendu de la Coalition des Femmes que « Nous avons participé à un "*subotnik*", travaux collectifs de nettoyage urbain, dans le quartier autour de la maternité n°1 ; y ont pris part des militantes de l'AFJ, de la FFM et du MFSD (du PSD) » (2000, p.2). Etc.

Cet investissement de l'espace public en Mongolie semble très similaire à ce qu'a observé Bérengère Marques-Pereira pour l'Amérique Latine. « Un tel espace public peut donner vie à l'idée de contrôle citoyen, c'est-à-dire de responsabilité publique des individus dans l'élaboration

²⁸⁹ sont cités également des entités de formation supérieure, privées et publiques, le PNUD, le Comité Général des Elections, etc.

de la normativité sociale, de vigilance à l'égard des institutions ainsi qu'une réflexion sur les formes prises par l'exclusion sociale et les limites de l'inclusion, [qui passe, pour les femmes] par une publicisation du privé. La participation des femmes à une citoyenneté dans la société civile a créé un espace public les rendant visibles » (2001, p.16). C'est une analyse que les militantes mongoles font elles-mêmes : « Les engagements pris à Oulan-Bator ont pu l'être grâce au pouvoir fort et organisé du mouvement des femmes » déclare LEOC (1998a, p.4).

B- La promotion des femmes politiques

L'objectif essentiel de lutte pour toutes ces associations, l'objectif même pour lequel elles se sont créées, nous l'avons déjà dit, c'est bien la promotion des femmes au sein de l'espace politique et plus, du pouvoir. Le MFPS déclare ainsi : « Notre organisation est non politique, nous sommes neutres du point de vue politique. Mais notre objectif est de promouvoir les femmes en politique, de soutenir par exemple la mise en place de quotas au sein des partis » (1999). C'est aussi le premier objectif annoncé sur la plaquette de LEOC (1999) et encore ce que va expliquer Zanaa dans son interview du 23 mai 2000 pour le *Zuuny Medee*. « Nous souhaitons influencer la résolution des problèmes sociaux en participant à la politique, et ainsi créer un changement par rapport à tout ce qui limite les droits des femmes. Et lorsque nous aurons 20% des femmes au Parlement, alors, nous pourrons résoudre toutes sortes de problèmes. [...] Et je pense qu'il est important que les électeurs prennent conscience du besoin d'augmenter la participation des femmes en politique, afin justement d'agir sur la législation. » Et même la Fondation pour les Femmes Rurales affiche en premier objectif celui de l'« éducation civile, civique et juridique » et en second, celui de la « promotion des femmes dans les instances représentatives locales ». Ce n'est qu'ensuite que viennent le « soutien aux petites et moyennes entreprises » et la « protection de santé infantile et planning familial » (plaquette, 2000).

1- Imbrication espace public/espace politique

Les associations de femmes dans les partis

Un quatrième et dernier type d'associations de femmes compose le paysage de ce nouvel espace public et en renforce l'imbrication avec « le » politique puisqu'il s'agit des associations de femmes (qui se feront enregistrer sous ce statut légal dès la promulgation de la loi en 1998) au sein des partis politiques. « Les associations sont classées en deux catégories, les partisans et les non-partisans. Les non-partisans défendent les intérêts publics et décrivent leurs activités comme telles. Les associations partisans défendent des intérêts précis, sont affiliées à un parti et

sont même constituées des membres du parti. Leurs objectifs sont de soutenir leur parti politique, elles conduisent donc souvent les activités du parti en question » (MFPS, 1996, p.17).

L'Union des Femmes Démocrates et Socialistes (UFDS du PPRM), semble une des associations des plus effectives. Le Comité des Femmes ayant disparu dans le séisme de la démocratisation, Altai se souvient : lors de la Conférence des Jeunes du Parti en 1994, « *on s'est retrouvées une dizaine de militantes et on a décidé de fonder le Mouvement des Femmes pour le Développement, qui a véritablement vu le jour en novembre 1994* » (16 avril 2001). Une jeune présidente est élue (Altai) par les militantes présentes, sans regard aucun de l'appareil. Lors de leur deuxième Assemblée générale, le 6 mai 1998, elles ont « *redéfini leurs activités et souhaité augmenter le nombre d'adhérentes* ». Elles se sont renommées « l'Union des Femmes Mongoles Démocrates et Socialistes », s'enregistrent dans le cadre de la nouvelle loi sur les associations et Altai est réélue. Et quelle est la différence avec la FFM ? « *La FFM est une association indépendante du PPRM, même si elles en sont très proches et que nous travaillons ensemble. Notre Union n'est composé que de militantes du PPRM.* »

La plaquette éditée en 1998 annonce 5 000 membres, et en 1999, Altai en déclare 6500. Elle précise que les deux tiers des adhérentes sont de la capitale (2 mai 2000). Baigalmaa, vice-présidente, explique le fonctionnement en cellules locales (*Aimag, districts, Sum*), dont les activités se font en étroite collaboration avec les conseils locaux du PPRM. Mais contrairement à l'ancien Comité des Femmes, l'adhésion à l'Union n'est pas automatique si on adhère au PPRM et elle estime que seulement les deux tiers des adhérentes du Parti (qu'elle estime à 35% de la totalité des adhérents) sont dans son association (16 avril 2001). Leur Comité de direction est composé de 25 personnes, toutes bénévoles. Elles ont quatre salariées dont elle est la directrice. Dans les *Aimag*, chaque présidente de Région est accompagnée d'un Comité directeur de neuf à onze personnes. « *En Mongolie, il y a 330 Sum, nous avons des branches dans 236 d'entre eux* » (16 avril 2001). Leur plaquette éditée en 2000 explique plus modestement que si elles touchaient 21 régions jusqu'en 1998, elles ne comptent plus que onze régions effectivement transformées en branches associatives. « *Avec la transformation en association, il a fallu produire des documents, convoquer des réunions extraordinaires, etc. Certaines Régions sont seulement en train de le faire* » (2000).

On pourrait s'attendre à ce qu'elles s'inscrivent dans la continuité du Comité des Femmes. Il n'en est rien. Pas d'activité traditionnellement féminine (couture, santé, etc. - à l'exception de la campagne présidentielle où elles publient les fiches cuisine des repas préférés de leur candidat), pas de discours familialiste, très peu même de rappel de la « tradition ». Lors de notre première rencontre, la présidente D. Altai déclare en guise d'introduction : « *Nous avons les mêmes objectifs que les autres associations, mais nous avons des spécificités...* » (2 mai 2000). Elle montre ensuite la description de la plaquette : « L'objectif de l'UFDS est de promouvoir et développer l'intelligence des

femmes et leurs statuts dans une société démocratique, de les assister en leur procurant compétences et instruction et de protéger les droits des femmes. Cette association travaille dans le cadre de la loi sur les associations qui a été adoptée en 1997 » (UFDS, non daté -1999). Puis elle met l'accent sur l'activité au sein du Parti : « *Grâce à la démocratisation, on peut créer maintenant des associations. Et nous nous spécialisons sur les intérêts des femmes, sur les affaires du Parti et plus globalement sur tous les citoyens. Mais nous mettons l'accent sur la défense des intérêts des femmes* » (2 mai 2000).

Dans le cadre de la campagne présidentielle, « *nous avons organisé un meeting pour soutenir le Président sortant Bagabandi, avec la FFM et d'autres organisations* » (2 mai 2000). Elles ont fait une conférence de presse pour démentir « *de fausses informations propagées par les démocrates* » (à propos d'artistes qui les soutiennent ou non). Elles ont préparé des tracts à destination spécialement des électrices et ont aussi organisé une sorte de club de soutien, baptisé « *Mouvement Femmes et Enfants* », avec pour figure de proue l'actrice Sovda qui a joué la célèbre reine Manduhai Cecen Hadan. Le club rassemblerait une quarantaine de femmes d'affaires, d'artistes, d'anciennes militantes comme Mönhöö. Localement, les militantes semblent suivre les activités de la capitale, comme « *protéger les droits des femmes et augmenter la participation des femmes aux activités politiques. L'année dernière, nous avons organisé une rencontre avec la députée Gandi* » (à Zuun Mod, 17 janvier 1999).

Du côté des partis démocrates, le Mouvement des Femmes Social-Démocrates – MFSD - s'est créé en 1990 au sein du Parti Social-Démocrate « *en même temps que le parti lui-même. Il y avait 853 personnes lors de la création du parti, la loi en exigeait 800. Mais il n'y avait que 23 femmes dont Narangerel, Ayouch, Burma, Tuul, etc. Ces 23 femmes ont créé le Mouvement, avec deux buts : améliorer la participation des femmes et diffuser l'information au sein du parti.* » Concernant le nombre de militantes, Tungalag la présidente n'est pas très précise. « *Actuellement, il y aurait 50 000 membres au Parti, dont 40% de femmes qui sont toutes automatiquement membres* » (6 avril 2000). Elle explique ensuite qu'elles visent à l'augmentation de la participation des femmes « *non pas seulement dans le parti mais aussi dans la société tout entière* » (6 avril 2000). Tungalag, jeune femme souriante, sérieuse et énergique, est présente à de nombreuses réunions de LEOC et du Comité CEDEF, dont elle est aussi militante.

A leur sujet, signalons une observation. L'Institut américain Républicain International – IRI- organise les samedi 8 et dimanche 9 avril 2000, une conférence sur le thème « *les femmes, la politique et les élections.* » Les deux journées s'organisent autour d'ateliers : on propose aux femmes de se rassembler par couleur politique : se constituent quatre groupes, trois groupes pour les trois principaux partis (PPRM, PSD et PND), le quatrième groupe étant constitué de femmes militantes de plus petits partis. Les organisateurs américains, qui ont travaillé avec les quatre groupes, s'étonnent d'une participation plus énergique au sein du groupe du PSD. Interrogée à ce

sujet, Tungalag l'explique par l'activité de son association peut-être plus efficace que celles des autres partis. En ce qui nous concerne, nous émettons plutôt l'hypothèse d'une plus grande liberté d'expression laissée par l'appareil. Mais ne nous y trompons pas : ce n'est pas la garantie d'une plus grande promotion lors des investitures par exemple... Tungalag rencontrée le 6 avril 2000, dit souhaiter développer une tactique pour la campagne : « *présenter peu de candidates, peut-être une vingtaine sur 76 candidats, mais des candidates solides* ». Elles prévoient de convoquer les dirigeants du parti à une conférence. Le parti ne présentera au final que six d'entre elles.

Au sein du second parti démocrate, le Parti National Démocrate, l'Union des femmes semble moins visible. De fait, elle n'a pas été créée par les militantes, mais par le chef du parti et député Elbegdorž soutenu par le Conseil, et sur le tard, en 1998. Sa présidente Bajarmaa explique qu'« *Il a souhaité trois organisations inexistantes auparavant : l'union des "anciens" pour faire appel à leur expérience en politique, l'union des femmes pour promouvoir leur participation et l'union des jeunes, pour les former, pour bénéficier de leur énergie* » (5 mai 2000). On le constate, ces trois instances sont directement inspirées du soviétisme. Malgré ce peu de visibilité, selon la plupart des militants, c'est grâce à elles que la ministre Tuya a été nommée (Badamdaš, 30 mars 2000), comme si par ailleurs, elle n'avait pu compter ni sur ses propres qualités, ni sur la reconnaissance des hommes du parti.

Enfin, le nouveau Parti du Courage Civil s'est constitué sans instance féminine. Mais prise dans l'effervescence de promotion des femmes provoquée par la Coalition des femmes (que nous allons analyser dans la prochaine sous-partie), sa présidente Ojuun annonce en pleine campagne électorale qu'elle souhaiterait que se crée une association de femmes au sein du parti (17 mai 2000). L'existence de ces entités au sein des partis concurrents n'est donc pas anodine.

Bien sûr, l'activité majeure de ces associations est de soutenir les candidat·e·s du parti, à chaque cycle électoral. Elles sont de ce fait attentives aux orientations de leur direction nationale dont elles demeurent vassales. Mais elles cherchent à se positionner aussi face à ces mêmes directions, en militantes dynamiques défendant les intérêts des femmes et donc la promotion des femmes en politique en général. Pour ce faire, elles s'allient au mouvement associatif national, plus encore dans la Coalition des femmes. Elles marquent ainsi leur volonté de ne pas rester cantonnées au seul espace partisan. L'annonce d'Ojuun a, par exemple, lieu lors d'un cocktail qu'elle organise et auquel elle invite les dirigeantes des associations de femmes comme Zanaa, les femmes de LEOC et de l'AFJ, etc., qu'elle a intitulé « Les élections et les femmes ». Ce petit évènement marque le flou des frontières entre les espaces occupés par les différents types

d'associations. Ce qui pousse Burmaa à constater : « Comme il n'y a, à ce jour [1996], aucune loi qui clarifie le statut des ONG, la compréhension de la population à ce sujet est quelque peu brouillée. Certaines d'entre elles se sont associées avec des partis politiques et promeuvent des candidatures, comme par exemple l'Association des étudiants qui a officiellement rejoint la Coalition démocrate. [...] En fait, les associations elles-mêmes et le public en général, tendent à confondre associations et partis politiques » (MFPS, 1996, p.18). Ce qui nous apparaît ici, c'est que même si la distinction entre associations partisans et non-partisans va finir par se clarifier, l'ensemble de ce mouvement associatif de femmes souhaite agir sur le politique au sens large du terme, « sur et pour la démocratie ».

Parcours au sein des deux espaces, associatif et politique

La politisation de cet espace public des associations n'est pas uniquement un fait des organisations. Les militantes elles-mêmes sont, en écrasante majorité, inscrites dans l'espace politique des partis et ne conçoivent leur activité associative qu'étroitement liée avec celui-ci. Par exemple, une conseillère régionale PSD de Zuun Mod, rencontrée et interrogée en tant que telle car se déclinant comme telle devant la sociologue, explique que les seules activités menées spécifiquement pour les femmes sont faites par « *nous, les associations* » (Tujaa, 25 juillet 1999).

On a déjà vu comment dans un premier temps, les LEOC, le MFPS et l'AFJ avaient été fondées par les jeunes militantes démocrates de la première heure. Zanaa le dit peu, mais elle est plutôt proche du PND. Son CV révèle qu'elle a commencé par être présidente du Conseil de la capitale du MoAN de 1990 à 1991, et que de 1990 à 1992, elle était élue conseillère du Présidium de l'Assemblée municipale d'Oulan-Bator. Aujourd'hui, les militantes sont en fait présentes dans les deux espaces : l'espace public (politisé) des associations et l'espace politique des partis. Nergui, comme Enhtujaa, explique qu'elle cumule le statut de présidente de LEOC avec celui de Conseillère du Premier ministre. Elle dit être impliquée dans la politique depuis 1989, immédiatement avec son engagement pour les « *gender issues* ». *C'est indissociable* » (27 juin 2000). Erdentuul, la conseillère ministérielle économiste proche de Zorig puis de sa soeur Ojuun, nous apprend qu'elle est « *membre de LEOC et de plusieurs associations de femmes. En 1996, j'ai eu un contrat avec le CIRF, au moment même de la première Coalition des femmes. J'y ai participé !* » (29 juillet 1999).

En fait, les femmes militantes des associations vont tenter d'utiliser l'espace associatif comme un espace de constitution d'un nouveau capital, transformable en capital politique. Dans leur parcours personnel, les militantes au sein des partis politiques qui souhaitent en gravir les échelons vont faire valoir leur « *activité* » encore toute soviétique comme mode de légitimité politique. Elles déclarent ainsi quasiment toutes : « *les femmes sont plus actives que les hommes, elles s'organisent mieux que les hommes* » (Badja, 13 février 1999). On remarque ainsi que, si dans les

années 1990-1995, l'activité dans un espace était considérée comme similaire au second, une distinction s'établit progressivement. Comme Žamaa, haute fonctionnaire du PNUD qui fait partie de plusieurs bureaux associatifs, mais qui déclare avec une pointe de regret : « *Je ne me considère pas comme une femme active en politique* » (23 mai 2000). L'activité associative apparaît, pendant la seconde moitié des années 1990, comme une activité intermédiaire mais non dirigeante. Cette différence entre les deux espaces s'étant instaurée, l'ensemble des femmes rencontrées pense ensuite que c'est une activité au sein de l'espace associatif qui permet un accès au pouvoir. Les militantes vont donc s'appuyer sur les deux espaces imbriqués pour tenter d'accéder à l'espace du pouvoir : celui des bureaux des partis politiques, mais surtout celui des conseils municipaux, régionaux et du Parlement. A la fin des années 1990, être militante associative est même devenu une obligation à une éventuelle candidature électorale. Les femmes accumulent du « capital réputationnel » au sein des associations et avancent en s'appuyant sur un double parcours. Comme Gerelsuren, qui avait été membre du bureau du Comité des Femmes et vice-présidente du Syndicat des Travailleurs avant la Transition. Elle a ensuite été appelée auprès du Cabinet du Président Otchirbat [démocrate !], et chargée de l'attribution des Honneurs (médailles nationales). Elue présidente de la FFM, elle se présente aux parlementaires de 2000 sous la houlette du PPRM et est élue (14 janvier 1999).

Les partis politiques reconnaissent ce parcours associatif des femmes et commencent par accepter que LEOC leur propose des candidates, comme à Zuun Mod pour les démocrates, mais pour le PPRM aussi. A Sainšand, Badia est élue secrétaire du conseil municipal depuis 1992. De 1987 à 1992, elle a d'abord été directrice de la FFM. Elle pense que le PPRM est venu la chercher car elle connaissait « *beaucoup de monde* » grâce à ses activités associatives. A Darvi Sum, Horolžams est l'une des deux conseillères municipales de la minorité PPRM. Elle déclare qu'elle s'est présentée d'elle-même, en butte aux vieilles habitudes du parti de désignation « par le haut ». « *Mais j'ai toujours été très active au sein de la FMM. En fait, j'étais déjà sous-directrice du Comité des Femmes en 1985 et directrice à partir de 1987* » (4 juillet 2001). Elle l'est toujours et cumule ainsi 28 années de direction ! Et celles qui avaient d'abord pensé à une évolution partisane se tournent aussi finalement vers l'espace associatif. Comme Delermaa, agent de presse de la Grande Coalition, qui explique avoir fondé une association de soutien pour les femmes seules et chefs de famille en 1995. Elle compte une cinquantaine de bénévoles, étudiantes et enseignantes, mais manque de fonds. « *Nous avons néanmoins organisé des stages de formation et mon parti le sait* » (15 mai 2000).

Localement, les conseillères municipales et régionales sont - ou ont toutes été - militantes soit de la FFM soit de LEOC. Comme par exemple Ocoržamaa à Sainšand Dornogov, qui est aujourd'hui militante à LEOC. Mais dans son village d'origine, Altanširee était directrice de FFM

et pendant deux ans conseillère municipale. Elles sont incluses dans un réseau local qu'elles animent, mais aussi national. Les directions leur confient différents types de missions, qu'elles réalisent bien souvent en partenariat, officiel ou officieux, avec les autorités locales. Que ce soit de la récolte d'information ou l'organisation d'une rencontre lors d'une campagne de soutien aux femmes candidates, elles sont identifiées comme des « femmes actives » pour la collectivité. Localement, cette inscription associative est un tremplin pour les quelques femmes qui le souhaitent, vers l'espace du pouvoir. Et les femmes comme Nina, militante LEOC et conseillère municipale, savent qu'on a voté pour elles parce qu'elles ont démontré la capacité d'aider la population, de mobiliser de nouvelles ressources économiques et relationnelles. Une large majorité des 15 à 20% des conseillères locales sont adhérentes actives d'associations de femmes, et ont été élues parce qu'on les savait dans ce réseau dynamique.

Et pour l'ensemble des femmes rencontrées, le lien entre associations et promotion des femmes à l'espace du pouvoir local (conseils municipaux) est automatiquement effectué. Et ce, dans les deux sens. Soit qu'on attribue l'élection d'une femme à « l'activité dynamique » des associations de femmes dans le village, soit au contraire qu'on explique le manque de femmes au conseil municipal par le manque d'activité de la militante qui avait annoncé son engagement. « *[S]eulement trois femmes au sein de mon Hural, ce n'est pas assez. Je crois que c'est à cause du manque d'associations de femmes. En fait, il y en a, comme la FFM, mais elles ne travaillent pas assez dans ce Sum* » (Baatar, 13 février 1999). A Čandamand, Ojuuna est la seule femme élue au conseil municipal. Elle est « triste » du manque de femmes dans la vie officielle de la commune, « *les associations nationales de femmes ne sont pas actives dans le village. J'ai entendu parler de l'association Femmes et business, je voudrais la monter ici...* » (22 mai 2001). A Holonbuir Sum, la directrice de la FFM n'est pas affiliée à un parti politique mais exprime « *un grand besoin de plus de participation féminine en politique* ». Avec d'autres villageoises, elles sont en train de réfléchir à la création d'une branche de l'association des femmes au sein des partis démocrates. Elles sont ennuyées par le fait que localement, la distinction entre les deux partis majeurs PND et PSD, ne se fait pas et qu'il faudra donc choisir entre l'une ou l'autre des associations de femmes. Et au sein du PPRM, plus proche de la FFM ? « *Non, nous sommes majoritairement démocrates ! Je sais que c'est paradoxal, mais c'est comme ça...* » (24 avril 1999). Les femmes politiques de la capitale font aussi cette analyse, comme Narangerel. Lorsqu'il lui est demandé comment elle explique la faible participation des femmes au politique lors du processus de transition, elle répond : « *à ce moment-là, les femmes n'étaient pas aussi actives qu'elles le sont devenues aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons les organisations de femmes, et de plus en plus de femmes s'engagent en politique* » (29 juillet 1999).

En 1999 et jusqu'aux élections de juillet 2000, les militantes manifestent toutes leur espoir. Comme Enhtujaa qui déclare, même si elle-même se retire de la vie politique : *Je pense plutôt que grâce à notre réseau d'associations, notre réseau de femmes politiques et associatives, dans notre régime politique, avec ses relations mondiales, les femmes étaient mieux préparées, elles étaient plus compétentes, ce qui est finalement le grand problème en Mongolie. [Vous savez que vous êtes très appréciées partout ?] Je pense que c'est grâce au travail que nous avons fait avec LEOC, pour les femmes en général, mais surtout pour leur promotion en politique. Nous sommes maintenant assez connues, c'est vrai. C'est aussi dû à notre ténacité. Durant toutes ces années 1990, nous n'avons jamais arrêté, et nous avons eu des bons résultats* » (15 juin 1999).

Bérenghère Marques-Pereira « appréhende la citoyenneté de façon dynamique, comme processus en construction » qui, comme « mode de participation à la vie en société et conscience d'appartenance à celle-ci [...] [rend] possible la capacité à peser sur l'espace public » (1996, p.74). Cette analyse, pourtant posée sur l'Amérique Latine, semble correspondre à la Mongolie. Notons cependant que si B. Marques-Pereira envisageait « la capacité à peser sur *l'espace public* » [souligné par nous], il semble que les militantes associatives mongoles considèrent leur activité clairement comme une stratégie globale d'accès à *l'espace du pouvoir*. Et l'intégralité des femmes rencontrées espère une évolution. « *Avec les actions des associations, la participation des femmes au politique va aller croissant, il y aura plus de femmes élues au cours des prochaines élections* » (Dulamsuren, 24 avril 1999).

2-La Coalition pour la promotion des femmes candidates

Si l'activité au sein de l'espace associatif permet d'envisager l'accès à l'espace du pouvoir de façon individuelle, les associations vont mettre en place de véritables stratégies collectives de promotion des femmes en politique. Dans un premier temps et sans se concerter, LEOC et la FFM se donnent pour mission de repérer et encourager des militantes locales à entrer dans la course aux élections. « *Personnellement, je ne veux pas entrer en politique, je suis très bien comme je suis. Mais il faut que les jeunes femmes se lancent et LEOC fait régulièrement des actions pour les soutenir, comme le Club des jeunes femmes leaders* » (Ojuunsan, 24 mai 2005). Bajarceceg précise que « *Nous soutenons toutes les femmes, de tous les partis politiques* » (7 avril 2000). Une autre candidate, Žargalsaihan, n'avait jamais fait de politique avant de s'engager au PCC lors de sa création en 2000. Mais elle est militante de LEOC depuis 1997 et sa sœur est aussi connue pour être une gynécologue douce et concernée par les problèmes de violences conjugales. Elle-même déclare alors : « *Je suis très soucieuse des questions de genre, la violence conjugale et la participation des femmes au politique* ». Pour cette première campagne électorale, LEOC va l'aider à rédiger sa profession de foi (27 mai 2000). Du côté de la FFM, la seule femme maire de village que nous ayons rencontrée, Baatar (voir photo p.572), raconte que la première personne qui l'a poussée à briguer ce mandat a été la directrice de la FFM

à Sainšand (seule association de femmes dans le village - Erdene *Sum*, Dornogov). Elle avait d'abord refusé, mais la militante en avait aussi parlé aux membres du PPRM local. Une fois élus, ceux-ci le lui ont ensuite redemandé, elle a accepté (13 février 1999).

Zanaa est l'une de celles qui apparaît le plus engagée. « *J'ai un grand espoir pour les futures élections, en 2000* ». Pensez-vous qu'un jour, il y aura 50% de femmes au Parlement mongol ? « *Qui sait ? Je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour ça, mobiliser tous mes talents* ». Nous évoquons la parité en France, la réforme de la Constitution. « *C'est très bien, vraiment bien. Mais tu vois ici, il faut d'abord encourager les femmes à se lancer. Il faut les chercher et les soutenir. Beaucoup d'entre elles n'osent pas alors qu'elles en sont capables et même mieux que les hommes !* » [rires] (28 juillet 1999).

L'outil majeur que Zanaa et les associations de femmes vont mettre en place pour la promotion des femmes en politique va être une « Coalition des femmes ».

a) Naissance

Zanaa se souvient : « *L'initiative est venue de LEOC, à la suite du premier Forum des associations qu'elles ont aussi elles-mêmes organisé, portant précisément sur "les femmes en politique"* » (28 juillet 1999). Elle montre le premier document attestant de l'existence de cette entité. Une première réunion s'est tenue le 21 septembre 1995, avec le groupe des femmes du PND, puis une séance officielle de signatures a eu lieu le 26 du mois, par 20 associations. Erdentuul, Bajarmaa (du PND) et Žamaa en étaient les coordonnatrices. Elles ont décidé d'instaurer un collectif directeur, sans présidente, composé de Zanaa, Burmaa, Altai et Alimaahuu (initiatrice d'un certain Mouvement des femmes pour la justice). Žamaa, par le biais de ses fonctions au PNUD, et Zanaa en tant que présidente du Comité CEDEF apportaient une sorte de caution « internationale ».

Le collectif s'est étoffé jusqu'à 22 associations. Durant cette première période, elles avaient cherché le soutien officiel d'hommes politiques haut placés comme le Président du Parlement et les différents Premiers secrétaires des partis. Elles avaient principalement produit des tracts et publié des articles dans la presse. Zanaa considérera par la suite que le résultat de 8 femmes au Parlement est dû à cette première mobilisation (*Zuuny Medee*, 23 mai 2000).

Mais elle déclarera aussi : « *En 1996, nous n'avions pas de stratégie solide. Nous n'avions pas de fonds, pas de soutien de la part des partis, par de véritables actions médiatiques. Pour cette deuxième expérience, nous sommes mieux préparées, nous savons mieux comment agir* » (15 avril 2000). Car en juillet 1999, Tungalag, Gerelsuren et Zanaa se croisent et décident de reconstituer la Coalition en prévision des élections parlementaires de 2000. Elles organisent une première réunion le 15 novembre 1999, durant laquelle elles fixent la date du 10 décembre 1999 pour un événement médiatisé. La

Coalition est enregistrée officiellement auprès du ministère de la Justice le 25 février 2000. Des associations de femmes se joindront à elles tout au long de la campagne, pour finir avec une Coalition de 30 associations sur 40 officiellement enregistrées auprès des autorités gouvernementales (voir annexes p.551).

Pour cette deuxième édition, elles vont fonctionner sur un mode plus institutionnalisé qu'en 1996, se dotant d'un bureau de 10 personnes²⁹⁰ et d'une présidente, Zanaa. De ce que racontent les militantes, « *il n'y a pas vraiment eu d'élection de la présidente. Gerelsuren a proposé la candidature de Zanaa et il n'y avait pas d'autres candidates* » (Tungalag, 10 mai 2000). On ne peut pas s'empêcher d'y percevoir une réminiscence du « c'est le parti qui choisit », avec une abnégation affichée du candidat « sélectionné ». Alors que finalement, la candidate désignée est celle qui cumulait le plus de « capital », celle que tout le monde semblait porter. Cette désignation collective d'un « dirigeant » semble éviter une course folle à l'élection. Mais elle n'est possible que dans un petit groupe à forte interconnaissance...

Un triple objectif

« *La Coalition [de 1996] avait vraiment pour objectif de promouvoir les femmes politiques à tous les niveaux : local, national et même international ! Nous visions surtout le Gouvernement et le Parlement* » explique Zanaa (15 avril 2000). Mais les divergences entre partis politiques étaient plus fortes que l'idée de « *coalition entre femmes* » (28 juillet 1999). Ses nouvelles initiatrices vont essayer d'éviter cet écueil pour 2000. Zanaa va dorénavant y associer deux autres objectifs qu'elle souhaite fédérateurs. D'une part celui de l'intérêt général pour l'ensemble de la population : « *La Coalition des femmes mongoles [...] s'est engagée dans le progrès de la société* » (plaquette de présentation, février 2000) ou encore « *Nous ne voulons pas seulement diriger l'attention sur les droits des femmes, mais aussi plus globalement sur le développement du pays* » (Zuuny Medee, 23 mai 2000). Et d'autre part, à visée plus « interne », « *Assurer l'égalité de genre dans les instances de décisions à tous les niveaux gouvernementaux, et par là, assurer une augmentation d'au moins 20% de la participation des femmes [...]* » (plaquette de présentation, février 2000).

Ainsi, « l'égalité de genre » (« *genderijn tegs* ») transcenderait les clivages idéologiques. Burmaa par exemple, dit s'être impliquée dans le processus démocratique dès 1989 et avoir été l'une des fondatrices du PSD, seule femme au milieu d'une cinquantaine d'hommes. Mais à la fin

²⁹⁰ Gerelsuren (FFM et PPRM), M. Tungalag (PSD et MFSD), Ch. Otgonbajar (PSD et Femmes Rurale), D. Altai (UFDS et PPRM), J. Altanceceg (en charge de la trésorerie de la Mairie d'Oulan-Bator), Ts. Bajarmaa, O. Zaya (Grande Coalition et Association Femmes Business), D. Mönhöö (PPRM et Gal Golomt) et pour les associations D. Nergüi (LEOC), N. Činčuluun (Association des femmes juristes).

des années 1990, elle préfère se désengager et afficher une certaine neutralité « *afin de pouvoir travailler avec tous les partis politiques* » (15 avril 2000).

C'est sur ce critère que la Coalition va s'appuyer pour soutenir les candidates. Celles-ci doivent s'engager dans une lutte pour l'égalité de genre, en signant une Charte composée de 12 questions auxquelles elles se doivent de connaître les réponses (voir annexe p.573). Ainsi selon Zanaa, « *Nous ne pouvons pas soutenir une femme juste parce que c'est une femme. Elle doit être "féministe"* (en anglais "feminist woman"), *nous accordons de l'importance à ces idées !* » (15 avril 2000).

Mais ce n'est pas si simple et des voix s'élèvent au sein de la Coalition pour tempérer l'aspect « féministe », - celles qui s'en revendiquent sont trop peu nombreuses-, et s'assurer plutôt de la compétence des nouvelles candidates. La réunion du 12 mai 2000 met en place cinq critères nouveaux de soutien : « une expérience de cinq années de travail dans une association de femmes, être déjà reconnue sur le plan national, être en capacité de concevoir un programme politique, économique et social sensible aux perspectives de genre, être honnête, et avoir des diplômes et de l'expérience en politique ».

Il semblerait, à la mi-mai, qu'il y ait une meilleure entente entre femmes de différents partis, qu'elles aient vraiment réussi à former « coalition » et qu'elles puissent compter sur le soutien de plus d'hommes politiques qu'en 1996. Au total, elles finiront par rassembler plus d'une vingtaine de candidates (sont aussi comptées celles qui se sont retirées en cours de campagne)²⁹¹. Finalement, elles vont aussi soutenir des candidates qui ne correspondaient pourtant pas aux critères énoncés, que ce soit la sensibilité au genre ou l'exigence d'expérience, comme par exemple Bajarmaa et Batceceg du PND et une certaine Tujaa du PPRM.

Toutes les candidates ne sont pas forcément présentes à chaque réunion, ce qui peut éviter les conflits. Mais signalons que lors d'une des premières réunions qui a eu lieu le 3 avril 2000, présidée par Zanaa, quinze participantes étaient présentes et l'ambiance était sérieuse tout en étant détendue. Chaque candidate a révélé le calendrier de campagne de son parti afin de réfléchir à des actions s'y adaptant. A la fin de la réunion, elles auront toutes pris la parole.

Stratégies et moyens

Au moment du lancement en avril 2000, Zanaa pense que la situation est légèrement meilleure qu'en 1996 car le pays est mieux informé. Les associations de femmes sont déjà connues de la population et les femmes sont considérées en général comme plus fiables que les

²⁹¹ Les premières à avoir signé la Charte sont pour la Coalition démocrate Narangerel (qui finira par se retirer), Tungalag et Otgonbajar du PSD et Delgermaa, Enhtujaa, Nergüi et Urançimeg pour le PND ; pour le PCC Ojuun et Hulan (qui se retirera) et Suhžargalmaa; pour le PPRM Gerelsuren, Mönhöö et Altai. S'y joignent par la suite Holog et Arvin du PPRM, Zajaa de la Grande Coalition (Parti de la renaissance) et Sergelen du Parti Socialiste Unifié.

hommes, en particulier face au problème de l'alcoolisme. La Coalition est aussi mieux préparée, elle capitalise l'expérience acquise en 1996.

Le premier moyen qu'elle mobilise va être la mise en réseau. « Afin d'atteindre son objectif de promotion des femmes dans la participation au politique, la Coalition souhaite coordonner les activités des associations et mettre l'accent sur l'éducation des électeurs concernant le genre (plaquette, 2000). « Elles sont décidées à constituer un pont entre les citoyens, les femmes, les partis et coalitions, pour résoudre les problèmes de chômage, violence et pauvreté » (*Zuuny Medee*, 23 mai 2000). Cette stratégie est bien connue pour Zanaa, qui en fait elle-même une critique. Lors de la réunion du 3 avril, elle remarque que les activités de ce nouveau réseau sont centrées sur la capitale. Elle réfléchit à haute voix et déclare qu'elles devraient soutenir aussi les candidates dans les *Aimag*. Le 16 avril, elles organisent une réunion du bureau de la Coalition à Darhanuul, en présence de Gerelsuren, Tungalag et d'une journaliste, Sarantujaa. La réunion est filmée, diffusée sur la chaîne nationale au journal d'information quotidien (Coalition des Femmes, 2000, p.1). Par la suite, les candidates des circonscriptions rurales passeront boire un café au local du Comité CEDEF, occupé par la Coalition. Citons Ojuungerel, candidate dans le Hövsgöl, Koulanda, candidate dans la région de BajanÖlgi (kazakhe de Mongolie) et même Saaral, de Sajnšand. Mais elles ne signeront pas la Charte et n'auront que peu de participation effective à la Coalition, absorbées par le programme très chargé de leur propre campagne, entre province et capitale.

Une des difficultés de cette Coalition sera le manque de trésorerie. Elles décident collectivement que chaque association membre apporte une cotisation de 20 000 T. Au 15 avril 2000, les cotisations des douze premières permettent d'envisager la publication d'articles dans la presse, mais pas d'embaucher une salariée. Elles vont donc se répartir les tâches entre associations. Elles cherchent aussi des financements étrangers, mais ils restent difficiles à capter : les différents bailleurs potentiels (tels que l'Asia Foundation, la AusAid, etc.) ne financent que des « événements ». BRIDGE²⁹² avait par exemple financé une rencontre entre associations en janvier 2000 et la Coalition organise le 14 avril 2000 un atelier sur « Women leadership », financé par une ONG appelée « Project Harmony USA ». Mais ces types de budgets sont très contrôlés et elles ne peuvent pas en dégager de marges.

La principale stratégie qu'elles peuvent alors mettre en place, parce qu'elles possèdent également les connections nécessaires dans ces milieux, sera d'investir une partie de l'espace

²⁹² Voir la liste des sigles en annexes.

public-politique s'ouvrant, comme à chaque période de campagne, au sein des partis et dans la presse. « En 1996, la question de l'égalité des sexes et de la promotion de la participation des femmes dans les instances de prises de décisions a émergé » (*Mongolyn Medee*, le 9 juin 2000). Il s'agit de poursuivre dans ce sens. Et les candidates avaient déjà toutes prévu d'une part leur propre promotion au sein de leur parti, d'autre part la diffusion de leurs propres textes de campagne dans la presse. Les actions et articles de la Coalition ne font que renforcer cet investissement, ce qui ne nécessite finalement que peu de moyens financiers. Une première conférence de presse a lieu le 1^{er} mars 2000, au Centre de la Presse. Quatre chaînes télévisées et dix journaux sont invités et présents. Lors de la réunion interne du 3 avril, il est décidé d'envoyer des « salutations au Congrès du PND, avec l'assurance de notre soutien ». Le 21 avril, une lettre sera adressée à tous les partis politiques, énumérant l'ensemble des femmes candidates afin de montrer qu'elles ne sont pas isolées et appeler à leur soutien. Le 25 est prévue une rencontre avec les dirigeants du PCC et si possible selon les candidates, la rencontre personnalisée des leaders de chaque parti, les rendez-vous restant à fixer.

Elles prévoient de publier une pleine page dans les six quotidiens les plus distribués²⁹³ à deux dates différentes et de réaliser un programme de 20 minutes pour la télévision. Il coûterait 400\$ et c'est le PND qui payerait. Ce programme d'activités est consigné dans un *Rapport d'activité, avril 2000*. Elles organisent une réunion de bilan le 4 mai 2000 et sont globalement satisfaites du résultat du mois d'avril. Mais elles restent modestes et se disent que seules les élections prouveront leur efficacité. Le point majeur a été l'octroi de la part de l'ambassade australienne d'une subvention de 6 000 US\$ pour la publication de leurs articles : elles vont pouvoir payer les six quotidiens et avancent le chiffre de 200 000 tirages au minimum pour chacun d'entre eux.

La première publication « officielle » sort le 23 mai 2000 dans le *Zuuny Medee*. Elles occupent une demie page (format A3), avec une interview de Zanaa, un « Appel » et une photo de femmes travaillant autour d'une table. Le 8 juin 2000, elles ont une page complète dans le *Mongolyn Medee*, avec l'article prenant la moitié supérieure de la page intitulé « Soutenons le progrès pour les femmes », un interview de Zanaa dans la moitié inférieure de la page, un appel à soutien pour les femmes candidates, la liste de trente associations composant la Coalition et deux photos. Une deuxième publication sort le 23 juin 2000 dans le *Ödriin Sonin*, soit un mois avant la date des élections, avec l'interview de quatre personnalités politiques soutenant les femmes, puis le 28 juin 2000 dans le *Mongolyn Medee*, une page complète au format A3 apportant son soutien aux candidates du parti Ekh Oron- MACHCN.

²⁹³ *Önödөөр* (Өнөдөөр), *Züüni Medee* (Зүүны Мэдээ), *Ödriin Sonin* (Өдрийн сонин), *Mongolin Medee* (Монголын Мэдээ), *Cerüüle* (Сэрүүлээ) et *Mongolžingoо* (Монголжингоо).

b) La tentative de « salto du stigmat »²⁹⁴

Avec ces publications « phares » de la Coalition, la presse est envahie par des articles personnels des candidates. Il est alors intéressant d'analyser les professions de foi, elles révèlent les capitaux que les femmes ont tenté de valoriser. Ceci permet de comprendre en partie pour quelles raisons elles n'ont pas obtenu de résultats à la hauteur de leurs espoirs, puisque leur nombre est resté de huit élues à l'issue des élections.

Un des arguments essentiels de cette campagne a été la volonté d'agir pour le développement économique du pays et de lutter contre la pauvreté. Mais ce discours est proposé par tous les candidats, quels que soit leur genre et leur parti politique. G. Ojuungerel par exemple, du Parti Républicain, aborde plusieurs points « en vrac », que l'on retrouvera plus ou moins dans l'ensemble des discours : le besoin de développer l'industrie, de faire baisser le chômage et d'augmenter les pensions et les salaires, de rétablir la gratuité du système éducatif, etc. (13 mai 2000).²⁹⁵ Finalement, c'est aussi parce que le paysage idéologique est globalement brouillé que les candidates des différents partis peuvent se retrouver au sein de la Coalition des femmes. Après un bref rappel de la Constitution et de l'égalité des droits effectué par l'ancien Président Otchirbat (*Ödrijn Sonin*, 23 juin 2000), les femmes de la Coalition vont développer un nouveau type de discours (déjà produit en 1996), celui de la « spécificité féminine ».

Outre l'aide apportée aux candidates en leur donnant des conseils dans leurs stratégies de campagne, la Coalition des Femmes a délibérément joué la carte d'un argumentaire qui apparaît comme essentialiste, c'est-à-dire lié au fait d'être une femme, en opposition aux candidats masculins. Elles s'appuient sur l'échec des hommes politiques, incapables de remédier au désordre social et accusés de corruption. Les candidates ont ainsi pu, d'une part effectuer la démarche traditionnelle valorisant l'implantation locale et/ou la filiation politique et d'autre part mettre en avant leurs « qualités féminines ». Et ce discours « femmes » va même devenir un des seuls discours clairs dans cette campagne. Il va s'articuler autour d'une part de la maternité et d'autre part, autour des qualités « spécifiquement féminines »

²⁹⁴ Selon l'expression de C. Achin et M. Paoletti (2002). Il s'agit du retournement d'une insulte fondée sur un « stigmat », comme par exemple les Afro-américains qui s'interpellent entre eux par l'insulte raciste « Niger ». C'est cette valorisation de la « négritude » qui a même constitué le fondement du mouvement politique de défense des minorités noires aux Etats-Unis. Les politistes françaises montrent aujourd'hui qu'il s'agit de la même dynamique pour les mouvements de femmes qui tentent de valoriser la « féminité ».

²⁹⁵ Par exemple, un candidat de petit parti déclare aussi, sans crainte : « nous voulons construire une autoroute aérienne autour d'Oulan-Bator. Nous résoudrons aussi les problèmes d'électricité à la campagne et les personnes sans logement auront un appartement » (*Önödöör*, 12 mai 2000).

La charge familiale assumée

La tentative de valorisation du « genre féminin » passe d'abord par la dénonciation de la condition inégale des femmes par rapport aux hommes, les candidates les plus informées ayant connaissance des problèmes de pauvreté accrus pour les femmes. Ceci est alors associé à l'idée que « les femmes sont plus proches des problèmes sociaux. Les femmes parlementaires prennent en charge les sujets comme la maternité et la petite enfance, les salaires et les allocations familiales. On a donc besoin d'elles » (D. Mönhöö, *Ödrijn Sonin*, 23 juin 2000). Et de fait, comme en France, « Les femmes semblent garder un quasi monopole du quotidien » (Lévêque S., juin 2005, p.513) : les problèmes de service public, éducation, santé, vieillissement. Les femmes ont alors plus conscience des besoins de la société que les hommes, argument important dans un pays où les services publics font défaut.

Dans leur quête d'accumulation de capitaux, elles tentent de transformer la charge domestique et familiale en capital politique : « être plus capable que les hommes ». Elles en viennent même à la production d'un discours qui semble revendiquer cette charge familiale uniquement assumée par les femmes. Lors de la conférence organisée par l'IRI, les samedi et dimanche 8-9 avril 2000, sur le thème « les femmes, la politique et les élections », une femme âgée prend la parole. Elle déclare être âgée de 69 ans, avoir élevé sept enfants et être à présent grand-mère. Elle demande aux femmes mariées et mères de famille présentes dans l'assemblée de lever la main. Les deux tiers des mains se lèvent²⁹⁶. Elle montre ainsi que « *les femmes ont l'expérience de la famille* ». Gerelsuren, présidente de la FFM, à qui il est demandé quels sont les points positifs de son pays, répond : « *Les femmes Mongoles sont très patientes, c'est très important. Elles ont la responsabilité de la famille et c'est une bonne qualité. Il y a même un proverbe : "Toute la famille dépend de la femme" (« Ailiin nuur tsarai ezegein ajilcag ecekebec khamaardag »). Il y a des hommes qui participent aux tâches ménagères et d'autres pas, et ceux-là sont un problème* » (14 janvier 1999). Cet argument est particulièrement bien « accepté » par les hommes, comme en témoigne Sodnondorž, député du PPRM. Lors de notre entretien où il parle longuement sans laisser de place au dialogue, ses premières phrases sont en faveur de l'égalité entre les sexes concernant les droits et le choix d'une profession. Mais il continue en évoquant la « *division naturelle du travail entre les sexes* : *les femmes ont la charge de la famille, et c'est pour cela qu'elles sont limitées dans leurs activités politiques.* » Il déclare ensuite, comme s'il avait tout de même entendu ses co-partisanes défendre leurs intentions de candidature : « *Les femmes sont plus humaines, d'où l'intérêt pour le peuple de les laisser promulguer des lois* » (15 juin 2000).

²⁹⁶ Ceci révèle aussi que les deux tiers des femmes présentes, toutes engagées en politique, sont mères de famille et que la charge familiale concrète n'est pas, semble-t-il, le principal obstacle.

Dans le même sens, un des arguments majeurs de la Coalition est que « les femmes sont moins corrompues que les hommes ». Zanaa, rencontrée en juillet 1999 en est « certaine » : « *Après “l’affaire du casino”, les électeurs ont aussi réalisé que les hommes étaient finalement tous les mêmes, même s’ils appartiennent à différents partis. [...] Avant, c’était le PPRM qui était concerné par la corruption et maintenant aussi les Démocrates. Evidemment, pas tous. Mais ce ne sont que des hommes, pas des femmes. Il y en a 8 au Parlement et elles n’ont jamais été impliquées dans ces affaires. Certaines personnes essayent de les salir, mais les gens savent maintenant que les femmes sont plus honnêtes que les hommes. Et nous le savons aussi nous-mêmes ! [rires] Et c’est aussi pour ça que nous avons créé cette Coalition* » (28 juillet 1999). Delgermaa témoigne d’une conception de la classe des femmes rencontrée souvent : « *Je pense que les femmes sont moins touchées par la corruption car elles ont la responsabilité de la famille. Et si elles y sont mêlées, c’est généralement en liaison avec un homme* » (27 janvier 1999).

Avec pour base cette responsabilité familiale, les femmes candidates se positionnent alors en « salvatrices » de la Nation, créant une catégorie politique particulière, celle de leur genre, comme l’avait fait Garance la Belle, Mère de Cinggis Khan. Baatar déclare par exemple que « *Les femmes peuvent faire tous les travaux que peuvent faire les hommes...* » (13 février 1999). La Coalition des femmes annonce sans surprise que « *Nous devons soutenir les femmes car elles sont au fondement du développement de notre pays* » (Ödriin Sonin, le 23 juin 2000). Les femmes « se battent pour développer une sphère de justice, qui améliorera les droits généraux de toute la population : citoyens, femmes, enfants, personnes âgées », puis encore : « *Nous devons résoudre les problèmes concernant le système de la santé, de l’éducation. Il nous faut aussi stopper le chômage, la pauvreté, l’alcoolisme, la violence, apporter des réformes législatives, accroître les droits des femmes* » (Zuuny Medee, 23 mai 2000). Le Président Otchirbat continue : « *les femmes ont la charge de l’éducation des enfants, et c’est un rôle extrêmement important. Car dans une société, une population non-éduquée provoque de véritables catastrophes* » (Ödriin Sonin, 23 juin 2000). Même la ministre des Affaires étrangères, Tujaa, porte ce discours : « *je pense que l’égalité entre les sexes n’est pas séparable des stratégies de développement. Et ne pas prendre en considération les potentialités des femmes, leur intelligence, est un manque à gagner pour le développement* » (Ödriin Sonin, 25 avril 2000).

Qualités féminines

En France, le mouvement pour la parité fut « le lieu de la réaffirmation de la différence des sexes, puisque s’y négocie un rôle de « femme *en* politique » parfois exclusif de celui de « femme politique » et donc différent du modèle de “l’homme politique professionnel” » (Achin C. *et al.*, 2007, p.21). Plus encore, « La campagne pour les élections municipales de 2001 [a été]

marquée par une surexploitation du genre qui apparaît de manière inédite comme une véritable ressource politique [...] » avec une revendication de la « différence » par les candidates (Achin C. *et al.*, 2007, p.60). Ces analyses sont aussi valables pour la Mongolie en 2000.

Sans surprise, la première qualité mise en avant est celle de leur « bon niveau d'études » et de fait, leurs compétences pour diriger le pays. L'ancien Président Otchirbat déclare lui-même que « les femmes ont la possibilité de participer aux élections car elles sont une base sociale très éduquée » (Ödriyn Sonin, 23 juin 2000). La plupart des hommes sont obligés de le reconnaître, comme ce candidat du PCC, « *Les femmes leaders ont bonne réputation, celle d'être plus éduquées et surtout moins corrompues que les hommes* » (Žargalsaihan, 27 mai 2000).

Les femmes apparaissent aussi « plus sérieuses que les hommes, elles sont patientes et persévérantes dans l'accomplissement de leurs actions » (D. Mönhöö, Ödriyn Sonin, 23 juin 2000), « elles sont moins versatiles et persévèrent toujours jusqu'à atteindre leur but » (Lama D. Tchoižams, Ödriyn Sonin, 23 juin 2000), « Les femmes font ce qu'elles ont à faire avec beaucoup plus d'attention » (Gantujaa, 10 avril 2000 - rencontre du MFSD), « *elles sont plus responsables, elles réalisent leurs projets mieux que les hommes* » (Naranceceg, le 5 juin 2000). Etc. Cette conception de « femmes en politique et en général » n'est pas seulement perçue chez les femmes politiques, mais chez toutes les femmes – citoyennes - abordées notamment à la sortie d'un bureau de vote le 2 juillet 2000. Elles disent toutes en substance que « *les femmes sont plus fiables que les hommes, plus stables dans leurs projets et leurs démarches* » (paroles prononcées par une femme d'une quarantaine d'années). « *Par exemple, les droits individuels sont aujourd'hui mal appliqués. S'il y avait plus de femmes en politique, elles seraient plus attentives à leur application* » (Njamhuu, 14 février 1999) Et de la même façon, l'ensemble des hommes « simples citoyens » croisés lors des meetings politiques déclarent que « *le sexe n'a pas d'importance, mais c'est vrai que les femmes travaillent mieux que les hommes* ». Ceci n'est pas sans rappeler que lors de sondages d'opinion en France, la population apparaît bien plus favorable à la parité que la classe politique dans son ensemble²⁹⁷. On peut penser que ces discours ne sont que de façade, les résultats des élections prouvant que les femmes sont moins investies des capacités politiques que les hommes. Mais nous pouvons aussi prendre en compte le fait que les Mongols en ont voté, lors de ces élections de 2000, pour le PPRM « plus que pour une candidate en particulier ». Ici, le poids des partis dans l'exclusion des femmes redevient majeur.

Viennent aussi des qualités attribuées au « caractère spécifique des femmes ». L'ancien Président ne manque pas d'y faire allusion. « Les femmes se querellent moins, elles créent autour d'elles des relations amicales, un espace plus serein, plus flexible et conciliant que les hommes » (Ödriyn Sonin, 23 juin 2000). Questionnée sur l'explication de ces qualités féminines, Mönhöö remarque, et sans

²⁹⁷ Voir le sondage BVA sur le sujet : www.bva.fr/fr/sondages/les_francais_et_la_parite_hommes-femmes.html

en percevoir l'aspect pernicieux, que « C'est une question à laquelle la science tente de répondre » (Ödrijn Sonin, 23 juin 2000). Il s'agit pour elle de légitimer son propos. Et comme en France, l'explication de ces qualités renvoie à un « biologique » auquel les femmes sont irrémédiablement « attachées », alors que la question ne se pose jamais en ces termes concernant les hommes. Et ceci est malheureusement aussi repris par les femmes elles-mêmes, comme Delgermaa qui tente de valoriser son « sexe » : « *de par leur constitution naturelle, les femmes ont un tempérament plus doux, elles évitent d'exacerber les problèmes. Ce signe de flexibilité, d'adaptation, a d'importantes influences dans les mécanismes de consensus en politique* » (Ödrijn Sonin, 23 juin 2000).

Les femmes sont alors « *plus diplomates, elles parlent plus que les hommes, elles sont plus ouvertes, elles peuvent mieux influencer les autres que les hommes* » (Njamhuu, 14 février 1999). « Elles sont flexibles, elles peuvent bien travailler ensemble, créer de liens sociaux, amicaux » (D. Mönhöö, Ödrijn Sonin, 23 juin 2000). Nergui, directrice de LEOC évoque même son signe astrologique occidental, Balance (alors que l'astrologie chinoise est aussi très prégnante), elle « *essaye d'être douce, plutôt travailler par la suggestion. Ce n'est pas une question de féminité, mais je développe des tactiques d'approche en fonction des différentes personnalités que je rencontre* » (27 juin 2000).

Comme le révèlent les politistes françaises, « Il ne s'agit pas de corriger une longue discrimination au nom de l'égalité, comme l'auraient souhaité certaines paritaristes, mais surtout de “faire de la politique autrement”, en mobilisant des qualités réputées féminines, comme le désintéressement, le dévouement, la proximité, la concrétude, la douceur, etc. » (Achin C. et Dorlin E., 2007). Ceci prouve, si besoin était, l'aspect universel de l'idéologie de genre, malgré quelques spécificités locales. Et loin d'être uniquement symbolique, la plupart des femmes elles-mêmes érige cette conception du genre comme normative : « *Les femmes candidates doivent être altruistes, elles travaillent rarement pour leurs propres intérêts, elles doivent travailler pour les autres...* » (Tuul militante lors de la réunion des femmes du PSD, 10 avril 2000).

Seule Enhtujaa déclare, plus modérée : « *nous ne sommes que 10%, c'est trop peu finalement pour faire une analyse ! Mais c'est peut-être justement parce qu'elles ne sont que si peu nombreuses qu'elles font plus attention, je ne pense pas que les femmes soient naturellement meilleures* » (15 juin 1999).

Ce discours d'appui sur « la spécificité femme » s'est véritablement répandu dans tout le pays, il a été utilisé par de nombreuses candidates locales comme par exemple cette démocrate régionale qui fait du porte à porte dans un quartier de yourtes à Hovd le 23 septembre 2000. Elle est jeune et c'est sa première campagne. Elle sait aussi que les démocrates sont en difficulté nationale, ses visites sont donc peu assurées. Son court discours est principalement axé sur le fait qu'elle est une femme : elle est membre de LEOC, elle se soucie des enfants, des femmes et des

personnes âgées, elle est la seule femme candidate contre quatre hommes. Elle finit par donner un tract avec sa photo, son programme et le dernier tirage du journal de son parti.

Ce que nous remarquons le lendemain (24 sept. 2000), c'est que sa collègue candidate ne fera pas référence à sa féminité et ni à aucune association de femmes. Cette seconde candidate en effet, plus assurée, a d'abord commencé par rappeler longuement les personnalités et actions des élus démocrates sortants, puis a aussi fait part de sa crainte d'un PPRM unique dangereux (argument développé par tous les petits partis). Mais connaissant les gens du quartier visité (« *Ils sont rouges ici...* »), elle est sans illusion. Ceci montre d'une part que les candidates ont un véritable choix de discours, mais révèle aussi que c'est un discours instrumentalisable par celles qui manquent d'expérience.

S'impose ici encore la même analyse que celle effectuée par les politistes en France avec le mouvement pour la parité, « Loin d'accentuer la différence de présentation de soi des candidats et des candidates, les professions de foi uniformisent au contraire les qualités et les ressources effectivement mobilisables à un moment donné » (Lévêque S., juin 2005, p.503). Et « Même si l'on n'acquiesce pas à l'idée que les femmes auraient des qualités qui seraient leur apanage intrinsèque et si l'on préfère voir dans leurs propos le résultat d'une évolution socioéconomique et d'une situation culturelle, il n'en demeure pas moins qu'une conclusion inchangée s'impose : elles seraient en mesure d'offrir un apport spécifique à une vie politique qui satisfait de moins en moins les citoyens depuis quelques années » (Mossuz-Lavau J. et Kervasdoué A. de, 1997, p.179). En Mongolie aussi, face à la crise économique puis politique des années 1998-2000, la « féminité » est utilisée comme argument de régénération du politique (Achin C. *et al.*, 2007, p.38). La plaquette de présentation de la Coalition des Femmes se termine sur ces paroles : « Nos électeurs comprennent bien qu'il est devenu de plus en plus important d'augmenter la représentation des femmes au Parlement pour renouveler la société et la politique » (2000).

La différence entre les deux pays est peut-être que ce type d'argumentation a été davantage défendu par le mouvement associatif mongol que par les militantes associatives françaises. Et contrairement à la France (Bereni L. et Lepinard E., 2004), il n'y a pas eu en Mongolie de discours féministe alternatif.

Surtout, et ceci est valable pour la Mongolie autant que pour la France, cette valorisation de la « féminité » va tout à fait à l'encontre de ce que nous avons analysé au premier chapitre de cette thèse, à savoir la virilité de l'espace du pouvoir. A propos des femmes qui ne font pas de politique, Narangerel se demande si elles n'ont pas « *raison* », par peur de « *perdre* » quelque chose qu'elle n'arrive pas, ou ne veut pas se résoudre, à nommer : « *ce n'est pas leur statut... mais leur comportement, leur propre style de vie...* » (29 juillet 1999). Il nous semble qu'il s'agit bien de leur

« féminité », qu'elles doivent abandonner si elles souhaitent faire carrière. Ceci est frontalement paradoxal avec les arguments essentialistes de la Coalition des Femmes, qui défendent l'idée de faire de la politique « parce que femmes ». Les politistes françaises évoquent alors une « figure jusqu'ici oxymorique : la “Femme politique” » (Achin C. et Dorlin E., 2007). Nous comprenons alors pourquoi les femmes ne peuvent pas, à ce jour, entrer dans l'espace du pouvoir.

c) Question de la représentation

Avec la mise en place d'un discours sur des actions et des capacités « en tant que femmes », la Coalition a aussi besoin de travailler la façon dont les candidates vont se « présenter », afin d'entrer dans le jeu de la « re-présentation », que P. Bourdieu appelle plutôt la « délégation ». « [L]a délégation est “un de ces cas de magie sociale où [...] une personne devient autre chose que ce qu'elle est, un homme (ministre, [...] député, Premier secrétaire, etc.) pouvant s'identifier et être identifié à un ensemble d'hommes, le Peuple, les Travailleurs, etc. ou à une entité sociale, la Nation, l'Etat, l'Eglise, le Parti” ». ²⁹⁸ Et « Le député doit correspondre à certaines représentations qu'on a de lui, même si lui-même les produit, représentations qui varient en fonction du contexte social du moment, de l'état du champ politique, mais aussi de ses propres conceptions » (Achin C., 2005, p.482).

Un premier élément apparaît dans « le pouvoir des mots » ²⁹⁹. Dans le tract qu'elles rédigent, les militantes s'expliquent en ces termes : « la Coalition [...] coordonne la campagne des candidates et souhaite ainsi augmenter la représentation (*töölölöl*) des femmes, afin de créer l'égalité de participation en économie, politique, vie sociale et culturelle. Nous considérons que cette participation (*orolcoo*) est le moteur majeur pour garantir le développement stable d'une société démocratique ». Elles utilisent le terme *töölölöl* qui peut être traduit par mandat, ce qui n'est pas sans importance car il fait lien avec celui de *töölölgöç*, terme utilisé pour désigner les conseillers (régionaux et municipaux). Ce faisant, elles n'utilisent pas celui de *tergülegç*, c'est-à-dire « chef des *töölölgöç* », maire ou président de conseil. Le terme *töölölöl* en mongol adjoint donc la notion de « participation » à celle de représentation, mais pas celle de « direction » ou de « pouvoir ». Ceci recoupe notre analyse faite en première partie sur les profils des femmes « au pouvoir » dans cette nouvelle démocratie mongole, femmes « cadres fonctionnaires ». Et de la même façon qu'en France, « En distinguant, dans les espaces de pouvoir, la société civile et la société politique d'un côté, le gouvernement et la représentation de l'autre, il apparaît que les femmes exercent

²⁹⁸ Bourdieu P., « Espace social et genèse des “classes” », 1984, p51, cité par Fritsch P. dans son introduction à Bourdieu P., (2000) 2005, p.21.

²⁹⁹ Nous faisons ici référence à l'ouvrage de Judith Butler (2004).

éventuellement un pouvoir civil plutôt que politique, sont conviées au gouvernement plus qu'à la représentation » (Fraisie G., 1996, p.42).

Représenter la classe des femmes

Avec la tentative de « salto du stigmat », les femmes cherchent d'abord à se représenter elles-mêmes et à mettre en place un premier processus de « représentation miroir ». L'argument quantitatif est mobilisé en réponse à la naturalisation du féminin : « Les femmes représentent la majorité de la population dans le monde, elles doivent donc être présentes dans toutes les institutions » (Delgermaa, *Ödriin Sonin*, 23 juin 2000). Lors de la première réunion de la Coalition des Femmes, le 3 avril 2000, la juriste Činčuluun est l'une des plus actives. Pour la presse, elle propose de faire connaître le soutien quantitatif d'une part des femmes (nombre d'associations et de candidates) mais aussi de personnalités masculines. Elles font ainsi appel aux hommes, non en tant que « semblables », c'est-à-dire professionnelles de la politique, mais « différentes des hommes », en tant que « femmes ».

Lors de cette campagne peut-être encore plus qu'en 1996, la Coalition va opérer un véritable travail sur « l'image » des femmes candidates. Chaque article de présentation de la Coalition, de même que chaque profession de foi, est accompagné d'une ou plusieurs photos. La Coalition va aussi organiser une séance photos le 27 mai 2000 dans ses locaux, une journée agréable « entre femmes », où les unes prendront soin des autres, comme Zanaa qui se fait coiffeuse pour l'occasion (voir photo p.572). Ces images « dont il est difficile de faire une analyse systématique » (Lévêque S., juin 2005, p.510) montrent une tentative de représentation de « toutes » les catégories de femmes, du moins celles les plus opérationnelles dans les représentations de la Mongolie de cette année 2000.

La « femme dynamique urbaine » est bien sûr celle qui est le plus mise en scène. Elle est symbolisée par le tailleur occidental et la position assise à une table de travail (voir photo p.572). Les femmes sont toujours « tirées à quatre épingles », maquillées, se tenant bien droites, les cheveux toujours soigneusement coiffés. Ce qui peut même apparaître comme une certaine raideur évoque d'une part le « sérieux » qu'elles revendiquent, mais aussi le soviétisme. C'est en effet à cette période que les femmes mongoles ont commencé à porter ce type de tenue. Elles tentent de présenter ainsi une image de femmes inscrites dans la « continuité » autant que dans une modernité réactualisée en permanence. Gerelsuren, fervente militante du PPRM (et future députée) va même jusqu'à porter la tenue des jeunesses communistes, les « pionnières » : chemisier blanc, jupe plissée bleu marine et foulard rouge. Mais elle sera la seule.

Les candidates se doivent aussi de représenter « la femme rurale » qui elle, n'est jamais au repos. Elle est symbolisée par l'habit traditionnel et généralement en position debout. Ainsi, chaque députée dispose de ces deux types de photos d'elle-même, et les photos de groupe présentent toujours les deux catégories de femmes. Ojuun, par exemple, dont l'image principale est celle de la jeune libérale en tailleur strict, se présente aussi dans la presse en *deel* fourré, assise contre un mur sur un banc (comme si elle affirmait justement son « assise » locale) et avec un petit enfant (*Mongol Messenger*, 30 déc. 1998). On constate ici qu'on lui adjoint une fonction maternante qu'on sait pourtant ne pas faire partie de sa vie. Zanaa encore, éprouve le besoin d'afficher ce type d'image en *deel* mongol (*Zuuny Medee*, 23 mai 2000).

A la suite de la séance photo, la Coalition édite un tract format A4, tiré en 20 000 exemplaires et intitulé : « Laissez nous vous aider ». Vingt femmes sont présentées, avec photo et texte, elles sont toutes plus ou moins souriantes, regardant l'objectif. Elles portent les deux types de tenues : quatre sont en *deel* et une a même sur la tête une toque en fourrure, avec deux très longs pendentifs aux oreilles rappelant les deux mèches disposées en arc de cercle de la coiffe des reines nomades ; les autres sont en veste de tailleur, col de chemisier impeccablement apprêté.

Cette attention portée à leur « présentation » dans cette quête de la « représentation », montre qu'en Mongolie comme en France, « Beaucoup plus que pour les hommes, le corps des femmes politiques constitue un capital symbolique censé augmenter leur chance de succès dans la compétition électorale. Les femmes ont “intérêt” à être jolies, leur apparence est une “ressource”, un “capital” » (Achin C. *et al.*, 2007, p.71). Du moins, c'est ce qui apparaît au premier abord. Mais avec l'émergence du personnage politique de la « courtisane » et le discrédit dont il est l'objet, une fois encore en Mongolie comme en France, « La beauté est une arme ambiguë dans le combat politique et la mise en scène de la séduction - particulièrement de la séduction féminine - reste illégitime » (Lévêque S., 2005, p.510).

Car même si les Mongols n'instrumentalisent pas le corps des femmes en allégorie fantasmée, comme en France pourtant, « le corps en politique [demeure] un corps social et sexué » [et] les « corps légitimes » du politique (Achin C. et Dorlin E., 2007) sont aussi en Mongolie des corps d'hommes. « Les photos de profession de foi [...] collent en effet au modèle des photos politiques officielles, [...] au plus près du modèle de l'élu « dominant » qu'est le Président de la République. [...] Les éléments qui renvoient à une identité sexuelle et sexuée féminine marquée n'ont pas lieu d'être dans l'espace politique » et selon S. Lévêque le tailleur constitue un « substitut du costume cravate » gommant « l'identité sexuelle » (2005, p.510). Selon nous cependant, le tailleur apparaît plutôt comme le marqueur du féminin en se distinguant du

costume masculin par la jupe et par la couleur. Il semble en effet que la féminité doit être identifiable, remarquée, mais que dans le même temps, elle demeure contrôlée. Au sein de l'espace politique et encore plus au sein de l'espace du pouvoir, les femmes doivent afficher une « certaine féminité », policée, maîtrisée, c'est-à-dire contrôlée par les hommes (et les femmes qui s'inscrivent dans ce rapport de genre).

« On comprend mieux dès lors les injonctions contradictoires qui pèsent sur les femmes en politique, avoir un corps “ni trop féminin, ni trop masculin” : un corps qui disparaisse au profit du sujet citoyen – c'est-à-dire, de “l'homme” – qui se cache derrière. Le corps des femmes politiques du XXe siècle a donc été leur meilleur ennemi » (Achin C. et Dorlin E., 2007).

Quelque impact positif ?

Cette stratégie globale a eu au minimum trois impacts « positifs » perceptibles. On note d'abord que certaines femmes politiques qui ne l'avaient jamais fait auparavant, utilisent en 2000 l'argument « femme », et de façon moins marquée mais néanmoins nouvelle, celui de l'égalité entre les sexes. Ojuun, bien sûr, n'avait pas cette orientation lors des premiers moments de sa vie politique, puisqu'elle a commencé par s'identifier (exclusivement) à son frère disparu. De même, « *Delgermaa a évolué, elle se sent maintenant concernée par les problèmes des femmes* » constate Zanaa. Mais n'est-ce pas une tactique électorale ? « *Je ne sais pas, peut-être, mais peut-être aussi qu'elle est sincère. Quoi qu'il en soit, ça ne change rien pour nous, elle soutient l'égalité et la promotion des femmes, et c'est bien* » (12 mai 2000). Même la ministre des Affaires étrangères tient ce nouveau discours, dans le compte-rendu d'une rencontre internationale tenue à la Havane. « Sur plus de 100 participants, il n'y avait qu'une seule femme qui ait parlé, moi. Mais de toutes façons, j'avais noté cette situation depuis le début » (Ödriyn Sonin, 25 avril 2000). Cette nouvelle attention portée au « genre » se trouve aussi par exemple dans le *Guide pour les électeurs/trices* de 2000 : la féminisation des électeurs trices est désormais marquée, en précisant en anglais « Il/elle », alors que le pronom mongol « тэр / тер » ne marque pas la distinction (Centre d'Education des Electeurs/trices, non daté - printemps 2000, p.9). Le programme du candidat ex-ministre dont la campagne est dirigée par Ariunzajat, prévoit pour le 6 juin, l'organisation d'un petit stage professionnel à destination des femmes sans emploi, avec une invitation à un déjeuner. Etc.

On constate un deuxième impact indéniable dans l'augmentation substantielle du nombre de candidates : à trois semaines des élections en 2000, on en comptait une cinquantaine sur un total de 663 candidats alors qu'elles n'étaient que 18 à se présenter en 1996. Le député PSD Batbajar constate même que « *d'après les sondages d'opinion, les femmes ont plus de crédit auprès des électeurs que les hommes députés* » (14 avril 2000).

Les associations de femmes n'ont pas pu collecter l'ensemble des chiffres nationaux dont elles auraient besoin pour effectuer de rigoureuses comparaisons. Elles notent cependant qu'en 1992, les femmes ne représentaient que 10,2% des candidates régionales. Elles n'ont été ensuite que 7,1% des conseillères élues et 5,2% dans les bureaux de direction (CIRF, 1997, p.2). En 1997, leur proportion a augmenté, passant à 14,8% des candidats, 13,8% des élus et 14,6% dans les directions (CIRF, 1997, p.2). Pour 1992 et 1997, c'est donc localement que les femmes sont le plus représentées. A l'automne 2000, à la suite des élections régionales et municipales qui ont eu lieu le même jour, elles sont fières de deux surprises : il y a 43% de femmes conseillères locales (Région et villages confondus) à Bajaanhongor, « *ce serait grâce aux femmes cadres fonctionnaires* » et 26% à Baganuur, « *grâce à la Coalition de Femmes* » (Zanaa, 22 sept. 2000).

Le troisième impact notable est enfin celui de l'introduction de l'idée de quotas féminins au sein des partis politiques. En mars-avril 2000, les partis démocrates font l'annonce d'un quota de 20% de candidates, sous l'impulsion de Tungalag pour le PSD et de Delgermaa pour le PND³⁰⁰. Le 3 avril 2000, le MPRP annonce avoir 30 femmes candidates pour cette campagne parlementaire. « *Moi, j'ai bénéficié du quota de 10% des candidates [finalement retenu par le PPRM], même si au final, nous ne sommes que cinq femmes candidates* » (Bajarmaa, 5 mai 2000). A l'échelle locale, la candidate PPRM Horolžams affirme avoir été soutenue par « les femmes », c'est-à-dire d'une part l'annonce du quota, d'autre part la venue la Coalition des Femmes à Hovd et ses interventions dans les réunions. Mais l'argument majeur auprès du PPRM a été le besoin de capter les voix des femmes, ce qui a convaincu le conseil régional du Parti (4 juillet 2001).

C'est ce même argument qui a « convaincu » le responsable des relations publiques du Parti des Verts. Il explique sans sourciller qu'il souhaite soutenir une liste avec un tiers de candidates afin d'interpeller aussi l'électorat féminin (5 mai 2000). Pour le PPRM autant que pour lui, les femmes ne représentent donc que d'autres femmes, avec aussi l'idée sous-jacente que les hommes ne représentent plus forcément les femmes.

Les petits partis sont ceux qui semblent le plus « sensibles » aux femmes. Comme le PCC et Ojuun, comme la candidate Tuul du MoAN qui annonce vouloir lutter contre la pauvreté, l'oppression et la violence que subissent les femmes (4 juin 2000), ou encore Batceceg pour la Grande Coalition, dont le permanent à son bureau de campagne déclare fièrement connaître le « *parcours personnel et féministe* » [seule personne extérieure au mouvement des femmes à employer le terme anglicisé]. Elle a été directrice de LEOC à Darhan. Elle a commencé à s'intéresser à la

³⁰⁰ En fait, Enhtujaa avait déjà fait ce type de proposition à son parti : « *Nous avons promu l'année dernière un amendement dans les règles de fonctionnement du parti. Nous avons adopté la solution des quotas : sur 3 candidats pour chaque région, au moins 1 doit être une femme. Ce sera donc un début d'équilibrage* » (15 juin 1999).

politique en 1990 puis s'est impliquée en 1996, avec pour principal objectif de « *combattre la violence subie par les femmes autant en Mongolie que dans le monde et elle veut agir en passant par la politique* » (2 juin 2000).

En fait, il apparaît que « la cause des femmes » a été instrumentalisée par les partis en campagne, autant les « petits » partis et les démocrates en difficulté en 2000, que le PPRM qui la perçoit plutôt comme un « complément ». C'est une dynamique que les politistes ont déjà bien analysé pour la France, où elles constatent une « instrumentalisation des attributs spécifiques prêtés aux femmes, tantôt stigmatisés, tantôt loués » (Achin C., 2005, p.498), en fonction de « l'enjeu stratégique du dossier » (Sineau M., 2001, p165).

La véritable impossibilité : représenter la Nation

De fait, représenter la classe des femmes sera un objectif non atteint, puisque, on l'a vu en première partie de cette thèse, les électeurs et électrices ont voté en 2000 plutôt pour un parti politique, indépendamment finalement du sexe du candidat. Mais l'importance des partis politiques dans l'élimination des femmes n'est pas le seul élément explicatif. Il faut comprendre sur quelles dynamiques ceux-ci s'appuient pour n'investir qu'une majorité d'hommes.

Une seconde dimension de la « représentation » est à prendre en compte. « Les élections législatives sont aussi des élections nationales qui laissent peu de place aux enjeux locaux ou catégoriels. Un député est considéré comme un représentant de la nation tout entière. Il n'est pas en principe l'élu de sa circonscription, ni encore moins le représentant d'intérêts particuliers [comme par exemple le "quotidien" ou le "social" pour les femmes]. La question de la représentation "miroir", [...] n'est donc plus, dans [ce] cadre, mobilisable ni même recevable. [...] En ce sens, il devient impossible d'imposer une candidature sur le fondement d'intérêts propres aux femmes et encore moins de défendre la cause féministe » (Lévêque S., juin 2005, p.516). Et « l'argument utilitariste », c'est-à-dire « les femmes doivent voter pour garantir la paix, lutter contre l'immoralité, l'alcoolisme, apporter une expertise propre en raison de leur identité spécifique [...] s'oppose à la conception républicaine universaliste » (Achin C. *et al.*, 2007, p.3-4).

C'est ce qu'avait permis de comprendre J. Habermas: « une sphère publique [...] n'acquiert de fonction politique effective qu'à partir du moment où elle transforme les bourgeois, comme agents économiques, en citoyens, afin qu'ils accordent leurs intérêts respectifs, c'est-à-dire les généralisent et les fassent valoir efficacement devant le pouvoir, de telle manière que le pouvoir d'Etat se transforme en médium d'auto-organisation de la société » (1993, p.XI). Ainsi, un des processus qui aurait permis aux bourgeois d'investir l'espace politique, puis l'espace du pouvoir, c'est de faire valoir leurs intérêts comme des intérêts nationaux. Et de la même façon

pour une femme, une élue en démocratie ne doit pas seulement représenter sa « classe de sexe », mais elle doit aussi représenter « l'ensemble social », c'est-à-dire aussi les hommes.

Les militantes de la Coalition, de même que les femmes candidates l'ont bien compris : c'est la raison pour laquelle elles ont mis l'accent sur le « développement du pays », dans son ensemble. Dans la production de leur image, elles vont aussi tenter de faire passer leur volonté de représenter la Nation tout entière. Elles utilisent largement le drapeau mongol qui sera posé en fond de leurs portraits. D'autres types de photos porteront le même message. Comme celle qui accompagne l'article dans le *Mongolyn Medee*, le 8 juin 2000 : un groupe de nomades fait corps avec un petit camion les portes ouvertes. On y compte deux couples avec chacun un bébé devant le moteur, un couple plus âgé chacun à une porte, le pied sur la marche de montée, puis une dizaine de personnes, femmes, hommes et enfants dans la benne du camion. La pose est traditionnelle : tout le monde regarde fixement l'objectif, sérieusement, les cheveux décoiffés par le vent.

Un autre outil pour cette « représentation nationale » a été de demander le soutien de personnalités variées, censées représenter différents groupes sociaux, différents intérêts, tous rassemblés autour de la « cause des femmes ». Le *Ödrijn Sonin* du 23 juin 2000 présente quatre personnalités qui soutiennent la Coalition : B. Delgermaa est bien connue pour être jeune et démocrate, D. Mönhöö est plus âgée, issue de l'ancienne élite « classique » communiste ; puis on rencontre deux hommes : l'ancien Président P. Otchirbat et D. Tchoïjamts, Lama en chef d'un monastère. Sa photo montre un homme « de terrain », figure trapue et puissante de lutteur, portrait avec bonnet et *deel* ouvert de l'éleveur nomade en plein travail. Cette photo représente donc les deux piliers de la « tradition nationale », l'élevage et la religion, même si celle-ci n'est pas pratiquée ni en masse, ni de façon exclusive d'autres croyances.

Il semble que les femmes ne puissent pas représenter à la fois leur classe de sexe et l'ensemble social (Sineau M., 2001, p.239). En pratique pourtant, les hommes aussi représentent « des intérêts particuliers », c'est-à-dire d'une part leur genre et d'autre part un territoire, un groupe économique et/ou une catégorie sociale, comme le constate Zanaa : « *On ne choisit pas n'importe quel candidat, mais celui qui pourra agir en fonction de certains intérêts, et parfois à l'encontre des intérêts publics. Et c'est pour cette raison qu'ils ne peuvent pas prendre en compte l'égalité de genre* » (12 mai 2000). G. Fraisse se demande « ce qu'un député représente [...] : une population circonscrite dans un espace ou cet espace lui-même ? Les gens, le peuple ou un domaine, un fief ? Et la question devient alors : que fait un député à l'Assemblée nationale, fait-il les lois [...] pour la nation, ou représente-il son fief, “ses terres” et “ses gens” ? Les deux peut-être. Et les femmes sont hors jeu, si peu invitées à faire les lois, si peu reconnues comme chef d'un fief de l'Etat, ici républicain et non-plus monarchique » (1996, p.43).

En fait, ce qu'explique aussi Françoise Colin, c'est que les femmes se voient refuser la capacité à représenter l'universel, c'est-à-dire non pas seulement elles-mêmes, mais l'intégralité de la souveraineté d'une nation (1995). Et Rada Iveković fait la même analyse : « N'est universalisable que le côté dominant d'une dichotomie » (1995, p.203). Les féministes françaises nourrissent ainsi une critique acerbe du principe de neutralité et d'universalité républicaine, qui cache la réalité de l'accaparement du pouvoir par une minorité blanche et bourgeoise d'hommes (entre autres M. Sineau, 1997). R.-M. Lagrave propose alors de « ne pas renoncer à l'universel, mais lutter contre l'annexion masculine de l'universel » (2000, p.133).

Si le concept d'universel reste attaché au contexte français pour signifier l'ensemble de la nation, cette analyse n'en reste pas moins pertinente pour la Mongolie. Il existe une traduction possible d'universel : *bukh delhiin*, « le monde entier », ou encore *olon talin*, « l'ensemble des parties », peu usités dans le discours national. Ce sont les termes *ulc*, c'est-à-dire « peuple », et encore *niit*, « public », « collectif » au sens d'opposé à « privé » qui correspondent le plus fidèlement au concept d'universel « à la française », en ce que leur utilisation politique intègre la diversité des intérêts par sous-groupe « clanique »³⁰¹ ou par classes sociales. Et c'est bien l'exercice de la représentation de ce « peuple mongol, descendant de Cinggis Khan » qui demeure contradictoire et impossible pour les femmes, malgré tous les efforts pour y accéder.

Conclusion

Le mouvement associatif des femmes en Mongolie a donc tenté la même stratégie que les bourgeois européens du XVIIIe siècle. Les associations de femmes ont occupé l'ensemble de l'espace territorial, en constituant, grâce à leurs actions, l'espace public en un espace public-politisé. Elles ont ensuite tenté la constitution d'un réseau national non plus seulement depuis la capitale vers les campagnes, mais bien transversal, entre elles. Elles l'ont concrétisé avec une Coalition des Femmes qui renforçait les liens avec l'espace politique (les candidates) et qui, dans le même temps, occupait l'espace des médias par un discours sur le genre et la représentation.

Cette stratégie a indéniablement créé une visibilité de la classe des femmes et de quelques-unes de ses « représentantes » en particulier. En fait, localement, l'inscription et l'activité dans une association sont devenues obligatoires pour les femmes qui briguent un mandat électoral.

³⁰¹ Les kazakhs - bien que souvent objet de racisme - participent à la vie politique du pays. Un Kazakh, Dzardyhan, a eu de nombreuses responsabilités gouvernementales durant la transition : d'abord vice-président du Bag Hural, puis vice-président de la Commission parlementaire de rédaction de la Constitution, avant d'en devenir président (Sanders A. J. K., 1992, p.511). Au moment de la rédaction de la Constitution, un député kazakh a refusé la mention « groupe de population parlant une autre langue ». Après un court débat où ce même député a évoqué l'idée de faire apparaître la référence à l'Islam, la formule « autres nationalités » a été acceptée (Sanders A. J. K., 1992, p.512). Mais pour les étrangers au « peuple mongol » - qui détiennent pourtant le passeport national, la représentation nationale est impossible : les réguliers deux ou trois députés kazakhs ne représentent, dans les représentations sociales, que les autres Kazakhs du territoire.

Le bilan est cependant mitigé. « *C'est vrai que les associations de femmes ont fait un énorme travail d'encouragement des femmes candidates, c'était devenu l'un des sujets principaux de la campagne. Mais cela n'a pas suffi* » constate Enhtujaa (15 juin 1999). « *Les choses se sont améliorées pour les femmes en 1996, à la suite de la mise en place de la coalition. [...] L'existence de cette coalition et de cette demande a touché la population. Mais les hommes ont refusé* » constate aussi Žamaa, bien tristement (15 avril 2001).

Le milieu associatif des femmes est considéré par les hommes comme « fermé sur lui-même » : c'est une réseau de femmes, essayant de réfléchir aux problèmes des femmes et qui, même lorsqu'elles font tout pour s'inclure dans la vie globale de leur collectivité, n'arrivent pas à établir un lien avec les institutions officielles. Ce lien avec le réseau « des femmes » est essentiel dans la reconnaissance de l'engagement dans la vie politique de la collectivité. Il est une courroie qui permet la transformation des capitaux professionnels en capital politique. Mais il n'en est pas le garant. Cependant les activités associatives, d'entre-aide, voire caritatives, ne sont pas considérées par les hommes politiques comme des capacités de décision, mais plutôt des capacités de gestion, de gestion à court terme. A trois semaines des élections, la cinquantaine de candidates connue sur un total de 663 ne fait plus que 7,5% de femmes, relativisant ainsi l'augmentation en nombre. En fait, les trois partis majeurs ne présentent que le même nombre de femmes qu'en 1996, c'est-à-dire huit, reniant ainsi leurs promesses.

Ainsi, l'analyse classique des associations (et plus globalement de la société civile) qui les conçoit comme « “un appareil de cooptation des contre-élites dans le système dominant” (Caillé A., 2001, p.7) est largement inopérante concernant la Mongolie. Car d'une part, ces militantes ne constituent une « contre-élite » qu'en leur qualité de femmes (et non pas de force idéologique). D'autre part, très peu d'entre elles accèdent effectivement à l'espace du pouvoir.

Les femmes n'ont pas réussi à transformer leur « capital-association » en « capital-politique » parce qu'elles ont tenté une stratégie discursive de « salto du stigmate » qui les a enfermées dans leur « féminité ». De la même façon qu'en France pour le mouvement pour la parité, cette stratégie a « consacré la valence différencielle des sexes³⁰² au lieu d'établir leur égalité politique » (Lagrave R.M., 2000, p.114), ce qui les positionne dans l'impossibilité de représenter la Nation dans son ensemble. En défendant l'idée d'une « catégorie femme », elles « accordent leurs intérêts respectifs » comme les bourgeois décrits par J. Habermas. Ce faisant, elles développent un essentialisme du féminin, que R.-M. Lagrave qualifie de « pensée ethnique », et elles empêchent la « généralisation » qui permettrait que tout citoyen masculin mais aussi les autres femmes qui ne sont ni « sérieuses », ni à charge d'une famille, puisse s'identifier à une candidate.

³⁰² Concept qu'elle emprunte à Françoise Héritier, 1996, *Masculin/Féminin, La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.

CHAPITRE 9 L'ECHEC DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

Introduction

Malgré la constitution du mouvement associatif des femmes dont le principal objectif a été leur promotion en politique, elles sont de moins en moins présentes au sein des instances représentatives depuis 1990, date d'accession du pays à la démocratie libérale. Aux élections parlementaires de 2000, neuf des 76 députés sont des femmes, soit 11,6%. En 2006, elles sont cinq, soit 6,6%. Aux élections de 2008, sur 356 candidats, 66 sont des femmes soit 18,5%. Mais seules trois d'entre elles sont élues, soit 4% du Parlement.

Les femmes n'ont pas plus de succès par la nomination : le gouvernement de 2008 compte trois ministres femmes, une ministre adjointe et deux secrétaires d'Etat. Alors qu'elles composent 24,6% des conseillères locales (municipales et régionales), il n'y a aucune gouverneure régionale, ni en 2000, ni en 2006 (Comité CEDEF, 2008, p.12-13).

C'est que la formidable énergie déployée par le mouvement associatif des femmes n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés. L'occupation de l'espace public et politique n'a pas ouvert l'accès à l'espace du pouvoir. Dans ce dernier chapitre, nous allons d'abord constater qu'elles ont fait face à une difficulté majeure : le manque de moyens financiers. Ce qui a provoqué d'une part une concurrence entre associations, fragmentant le beau projet de réseau-mouvement. D'autre part, elles se sont tournées vers un troisième espace, celui que nous qualifierons « d'espace international », composé des nombreux bailleurs internationaux : étatiques, mais aussi fondations privées et religieuses. Non seulement ces intervenants étaient les seuls à proposer les fonds dont elles manquaient cruellement en période de crise, mais ils avaient aussi intégré « le genre » comme dimension « obligatoire » pour obtenir leurs subventions. Ceci, nous allons le voir, n'a pas été sans contrepartie. Cette dépendance financière a détourné le mouvement de ses objectifs premiers.

Enfin, les associations de femmes mongoles ont tenté d'instrumentaliser ce nouvel espace en s'appuyant symboliquement sur lui pour faire une ultime pression sur l'espace national : l'Etat. Ce fut la dernière raison qui a provoqué leur échec. Nous verrons alors, à l'instar de nombreuses chercheuses, comment « genre » et « nation » sont ainsi étroitement imbriqués.

A- Problèmes rencontrés

Même si la Coalition des Femmes fait « bonne figure », d'une part elle n'a pas réussi à rassembler toutes les candidates, comme Ojuunceceg, du Parti Républicain, qui ne l'a pas rejointe. « *Je connais les associations de femmes, je les ai aidées [elle ne précise pas comment]. Si je suis élue, alors je travaillerai avec elles* » (18 juin 2000). D'autre part, certaines n'en sont pas satisfaites, comme Zajaa. « *Elles ne m'ont pas aidée comme je pensais qu'elles le feraient. En fait, elles n'ont rien fait pour moi ! Elles ne m'ont jamais appelée pour savoir comment j'allais, elles ne m'ont rien apporté. Toutes ces conférences sur le genre sont inutiles. Elles feraient mieux de nous accompagner dans nos meetings, de faire des choses beaucoup plus concrètes. [...] Les femmes devraient se soutenir entre elles, mais ce n'est pas le cas* » (26 juin 2000).

a) Les rivalités

Des conflits, en fait, il en a toujours existé. « *Tu sais, il n'y avait qu'une seule organisation de femmes avant 1990, le Comité. Et cette organisation était très ambitieuse. Quand les premiers groupes sont apparus, la Fédération pensait: "elles sont si petites, insignifiantes, elles n'arriveront à rien." C'est pour cette raison que chaque association a essayé d'être la meilleure, et elles se sont mises à se concurrencer, à se critiquer. Il y a en fait beaucoup de conflits d'intérêts... Et puis elles ont compris que ça n'était pas une façon de travailler. Parce que les intérêts des femmes sont très similaires. Une femme est une femme. Alors on a pris en considération les activités de chacune d'entre nous, et nous avons compris qu'il faut nous unir, c'est très important* » (Zanaa, 28 juillet 1999). Mais malgré la volonté de Zanaa de créer un réseau solidaire, au bout de trois séjours en Mongolie, on finit par découvrir que des conflits personnels persistent, non seulement très violents, mais empêchant aussi ce travail collectif. Il s'agit de déclarations dont le ton se fait plus agacé. Se lasse-t-on de ma présence ? Manifeste-on une certaine fatigue et une vraie déception devant le peu de résultats obtenus ? Le tout combiné, certainement.

Deux dirigeantes, majeures dans le mouvement associatif, dont exceptionnellement nous ne révélerons pas les identités par respect pour leur travail, se détestent ouvertement. L'une me dira à propos de la seconde qu'elle est caractérielle et qu'elle use de tous les moyens, y compris « relationnels » pour obtenir de l'argent de la part de consultants étrangers. De fait, elles n'ont jamais travaillé ensemble. Mais cet antagonisme entre dirigeantes entraîne des alliances et des contre-alliances, qui parasitent aussi le travail d'autres militantes. « *Elles ont dit à propos de mon association : "un rassemblement stupide de femmes stupides". Elles veulent salir mon travail, mais elles ne savent pas ce que je fais ! On dit en mongol : "нэг тэрэгийн хоёр дүгүүй", "unies comme les deux roues pour une seule charrette !", elles sont comme ça ! Je me demande parfois pourquoi on est l'objet de tant de haine au sujet de notre travail. Je devrais rester sans rien faire, tranquille, je ne serais embêtée par personne et personne ne*

m'embêterait ! » Et une militante provinciale en fait les frais. Elle a tenté de travailler avec les deux organisations. Une des deux dirigeantes dit alors d'elle : « *Elle n'a pas bonne réputation, elle est trop ambitieuse. Et en même temps, elle ne travaille pas bien [etc.]* ».

Zanaa constate aussi que les associations politiques ont des difficultés à travailler ensemble, « *elles se détestent. Durant le meeting organisé par IRI, Enbtujaa a été huée pendant son discours. On nous reproche, à toutes les deux, de trop parler. Beaucoup de femmes ont un "esprit sombre", elles peuvent même voter contre des femmes candidates...* » (15 avril 2000).

L'« affaire Činčuluun » a également violemment secoué le petit monde des associations de femmes. Au printemps 2000, en pleine campagne électorale parlementaire et activité de la Coalition des femmes, Činčuluun est brutalement congédiée de l'Association des Femmes Juristes. Mais elle est connue, respectée, et nombreuses sont celles qui vont s'impliquer dans ce conflit entre elle et son employeur. Zanaa, bien sûr, qui clame haut et fort : « *Les activistes de l'AFJ sont en fait individualistes. Il y a deux problèmes. D'abord celui d'un manque de transparence. Elles ont décidé de ne convoquer leur Assemblée générale que tous les quatre ans, alors que dans les autres associations, c'est tous les deux ans. Les membres du comité directeur n'ont pas été élues, elles violent la loi ! Et le deuxième a été révélé par Činčuluun, qui en tant que directrice, a souhaité une augmentation de salaire à la suite de l'obtention d'un budget sur un programme. Elle a demandé la convocation de l'AG pour l'officialiser, elle a été évincée. La volontaire australienne (Volontariat International) qui la soutenait a aussi été éconduite !* » (15 avril 2000).

Le 29 mars 2000, la volontaire australienne diffuse en effet sa lettre de démission auprès du CAV, du Comité CEDEF, du CIRF, du MFPS, de LEOC et de la FFM, ce qui en montre l'importance dans l'espace associatif des femmes. Elle explique son geste face d'une part à la décision des membres du bureau directeur d'annuler les élections prévues pour fin 1999 et de conserver leurs postes et, d'autre part, du renvoi de Činčuluun, qu'elle qualifie d'illégitime, opaque et effectué avec « un manque total de justice », sans sommation ni période probatoire. Elle ne comprend pas pourquoi l'association agit de la sorte, de façon anti-démocratique, alors qu'elle occupe une place prépondérante dans le paysage associatif, grâce en très grande partie au travail qu'a effectué Činčuluun, « à ses compétences et son dynamisme, qui justement, ont peut-être pu effrayer certaines membres du bureau ». Elle termine en précisant qu'elle est profondément attristée et qu'elle craint pour la réputation de l'association (AFJ, 29 mars 2000).

De son côté, l'AFJ maintient ses arguments. Amraa, jeune salariée, les expose : « *Depuis 1999, l'association tente de s'aligner sur des critères organisationnels internationaux. Le 9 mars 2000, lors d'une réunion de l'ancien – et toujours actuel - bureau qui a voté cette nouvelle orientation, un grave conflit a éclaté. La nouvelle structure prévoit cinq salariées, [soit une réduction de 2 personnes]. Pour pouvoir être recrutée, il*

faut maîtriser l'anglais, présenter des compétences de direction et de communication, exigences inscrites dans les dossiers de demandes de financements. Or deux femmes sont qualifiées "d'incompétentes" : Činčuluun et une certaine Gandulan, conseillère juridique. Elles ont toutes deux été "démissionnées" le jour même, mais Gandulan étant enceinte, elles ne peuvent pas la licencier» (16 avril 2000). On commence à percevoir ici comment les directives internationales peuvent s'avérer néfastes pour les associations, même si dans ce cas, elles sont plus instrumentalisées qu'à l'origine du problème. Car la raison majeure – mais officieuse – du licenciement de Činčuluun, c'est bien sa remise en question de la légitimité du bureau et sa demande de convocation d'une Assemblée générale (Amraa, 16 avril 2000).

Au moment des événements, elles sont dans une situation délicate, les activités en cours sont très perturbées et une directrice nouvellement embauchée vient aussi de démissionner. Sans cette cadre, les bailleurs remettent en cause leur financement, l'ambassade australienne en particulier. Par un courrier adressé à l'association, ils souhaitent s'assurer des capacités en ressources humaines de l'association. Amraa a répondu par la négative, sachant en plus que c'est une directrice qui aurait dû y répondre. D'autre part, elles ne savent plus comment jouer leur rôle dans le soutien aux femmes candidates aux élections parlementaires. *« Il n'y a plus de dirigeante pour donner la direction. Činčuluun avait décidé de se joindre à la Coalition des Femmes, et c'est effectivement certainement ce qu'il y a de mieux à faire! »* (Amraa, 16 avril 2000). Elles ont reçu un certain nombre de lettres émanant des branches de l'association en province, qui leur enjoignent d'organiser les élections d'un nouveau bureau et de recruter une directrice au plus vite. Amraa pense finalement que la présidente devrait aussi être élue au suffrage direct, plutôt que d'être nommée par le bureau. L'ambiance est très tendue, la conseillère juridique qui n'a pas été licenciée pour cause de grossesse reçoit les femmes dans un bureau individuel placé au fond d'un couloir. *« Mais cette ambiance existait déjà avant le clash officiel... En fait, les cinq salariées actuelles sont en conflit avec le bureau des "fondatrices". Elle-même cherche à quitter l'association »* (Amraa, 16 avril 2000). Début mai 2000, elle quitte effectivement l'organisation.

Ce conflit gêne les travaux collectifs. Le 3 avril 2000, lors d'une réunion de travail de la Coalition des femmes et alors que Činčuluun en est absente, une dispute éclate entre Zanaa et Altanceceg, la présidente de l'AFJ. Altanceceg se défend contre l'attaque publique de Zanaa : *« c'est un sujet qui ne regarde que notre association, et je sais que vous êtes très amies, mais ça ne changera rien. Nous estimons qu'elle ne peut plus travailler avec nous car elle ne parle pas anglais et surtout, elle a trop mauvais caractère. »* Zanaa ne décolère pas et réplique que *« si, ça regarde tout le monde, les organisations doivent être démocratiques et donc ouvertes et sans secrets. Nous devons travailler ensemble, ce que nous faisons sur de nombreux projets, nous pouvons donner notre avis. »* La question se pose alors de savoir si elle peut, à titre personnel et non en tant que représentante d'une organisation, rester au sein de la Coalition.

Gerelsuren intervient, plus consensuelle. Elle passe sous silence le conflit mais affirme que Činčuluun reste une juriste de grande compétence. L'ensemble des militantes présentes hoche la tête. Elle pourrait donc être membre « individuelle ». Elles votent à main levée, pour accepter majoritairement qu'elle reste au sein du Conseil de direction de la Coalition (3 avril 2000).

Činčuluun va ensuite monter sa propre association de défense des droits humains, avec notamment Amarsanaa. On la retrouvera dans de nombreux travaux collectifs, comme le *Rapport final sur la violence contre les femmes* (Činčuluun, 23 juillet 2001), conjointement avec Zanaa et d'autres, adressé à l'UNIFEM. Elles citent 38 personnes qui ont participé au travail de conception, réalisé entre le 2 avril et le 9 juillet 2001, la dernière étant Ojuunceceg, toujours directrice [présidente ? là encore, le statut demeure flou] de l'AFJ.

Signalons que ces différends entre femmes ont eu une influence, malgré nous, sur notre collecte d'informations. Car, par manque de professionnalisme sociologique, nous en convenons, nous avons développé des relations allant jusqu'à l'amitié avec certaines femmes, en particulier Zanaa, et irrémédiablement, ses « ennemies » nous ont écartée. Nous avons déjà évoqué comment nous n'avons pas pu « pénétrer » les réseaux autour du PPRM, de même que les réseaux masculins. Il existe aussi des réseaux au sein du mouvement associatif des femmes et nous n'avons pas pu les explorer tous avec la même intensité.

Une journaliste fait l'éloge d'Ojuunceceg, directrice du CIRF, car elle vient d'être recrutée sur un programme de l'UNIFEM. « Cette nouvelle *manager* vient de recevoir la récompense pour le travail qu'elle a effectué pour la société civile et les femmes en Mongolie, en décembre 2000. Elle est en train de travailler à la publication d'un livre sur "100 femmes" en Mongolie, qu'elle espère pouvoir publier aussi en anglais » (*Mongol Messenger*, 7 mars 2001). Je discute de cet article avec Zanaa qui me dit qu'elles ont conçu et obtenu ensemble des fonds pour ce projet. Elle est amère : « *Manager, c'est un titre abusif... Elle est très égoïste. Elle travaillait aux Nations Unies, elle en a été licenciée. Ce n'est qu'ensuite qu'elle a été recrutée au CIRF* » (10 juillet 2001). Je comprends qu'elles ne s'apprécient pas, ce que je ne savais pas. De fait, je comprends aussi pourquoi – après m'avoir pourtant gentiment accueillie - Ojuunceceg a refusé de me rencontrer à partir de mai 1999, malgré mes relances. Elle devait connaître mes bonnes relations avec Zanaa et s'était donc éloignée de moi avant même que j'en sois consciente...

Les conséquences de ces conflits paraissent graves : « La coopération entre les organisations de la société civile et les efforts et initiatives des femmes jouent un rôle important pour la promotion des femmes en politique. Mais ces organisations ne parlent pas d'une seule voix, leurs activités sont dispersées et elles manquent de pouvoir » (Comité CEDEF, 2007, p48-49). En effet, lors d'une réunion autour du projet de lutte contre les violences domestiques, le

consultant australien – principal bailleur- évoque les jalousies³⁰³ et le manque de coopération entre associations, qui paralysent la réalisation des projets et effrayent les donateurs (CAV, ADDH, Comité CEDEF, UNIFEM, 8 juillet 2001).

De ces difficultés à travailler ensemble, les hommes ont une explication culpabilisant les femmes elles-mêmes (et non les contraintes auxquelles elles ont à faire face). Comme le montre cette déclaration de Badamdaš, jeune politiste : « *En général, les femmes sont plutôt dures entre elles. Pas exemple : une épouse va d'abord haïr la maîtresse de son mari avant de le haïr lui...* » (30 mars 2000). Le démocrate Batbajaar s'était aussi plaint de la dimension « harpie » des femmes dans le milieu professionnel. On remarque alors que les mêmes caricatures ont cours en France, entre douceur toute féminine et querelles insensées. En tant que victimes d'une oppression qui ne s'avoue pourtant pas, il faudrait qu'elles soient « naturellement » solidaires, plus solidaires que les hommes entre eux. Il est vrai que les femmes n'apprennent pas la solidarité de corps, comme les hommes l'apprennent avec les jeux collectifs³⁰⁴. Doit-on imputer les conflits qui déchirent bel et bien le mouvement associatif des femmes à la fin des années 1990 à ce seul apprentissage d'un genre qui fait d'elles – malgré le « collectif » du soviétisme - des individus plus isolées ?

b) La question de leur financement

Une étude menée par le CIRF souligne en fait leur problème majeur : « Les associations de femmes rencontrent différentes difficultés dans le développement et la réalisation de leurs activités de sensibilisation. Ces contraintes sont principalement le manque de moyens financiers, de matériaux de travail, d'enseignantes expérimentées. Mais sur 11 difficultés référencées, le manque de moyens financiers est le plus cité » (U. Gombosuren, 1999).

Les salariées restent pudiques sur leur budget. Gerelsuren par exemple, présidente de la FFM, déclare sans donner plus de détails : « *Nous nous finançons nous-mêmes, avec la vente d'un magazine. Nous avons aussi de l'argent de la part des différentes organisations qui nous composent, elles ont des projets avec l'étranger...* » (14 janvier 1999). Localement, les militantes sont plus descriptives. « *Au début, ce n'était pas facile car on n'avait pas d'argent, pas un tögrög!* » Et après cinq années de travail, « *la situation financière reste difficile. L'ancienne présidente avait fait un emprunt de 5 millions de T, l'association est toujours en train de rembourser*³⁰⁵... » (Bulgan, 29 janvier 1999). Elle est donc la seule employée et est

³⁰³ Notons que l'un de nos « relecteurs personnels » constate ici que lorsque l'on parle de conflits entre femmes, la jalousie est souvent utilisée, alors qu'elle l'est très peu pour les hommes, à propos de qui on parle plutôt de « conflits ». Ceci confère aux problèmes « masculins » plus d'importance qu'aux problèmes « féminins ». Il y aurait ici un domaine discursif à explorer, en lien également avec la notion de « capitaux ».

³⁰⁴ Voir entre autres le travail de Christine MENNESSON, 2005, *Être une femme dans le monde des hommes. Socialisation sportive et construction du genre*, Paris, L'Harmattan.

³⁰⁵ Il s'agit là de surcroît d'une somme consacrée aux microcrédits. Les « bénéficiaires » se trouvent endettées et nous apprenons ici que l'association se trouve donc dans la même situation...

aidée par huit bénévoles. En janvier 1999, elle cherche des fonds pour financer un projet de cantine populaire et évoque le fait que l'association n'a pas de fonds permanents. Même si le secteur associatif demeure un secteur d'emploi, les rémunérations des salariées, dépendantes des budgets obtenus sur les programmes, sont précaires. Elle vit essentiellement – au moment de la rencontre en janvier 1999 - d'un projet de protection de la nature et des chevaux sauvages financé par une ONG hollandaise. Elle habite un appartement donné par l'Etat quand elle et son mari étaient fonctionnaires, mais « *Mes enfants me reprochent de ne pas avoir de salaire régulier. Je ne veux pas me représenter pour 2000, ce n'est pas suffisant* » (29 janvier 1999).

Peuvent alors se déclarer les antagonismes. « *Moi, il me semble que la FFM, en tant qu'ancien organe du Parti, a plus de facilité pour obtenir des financements que LEOC par exemple. J'ai été membre du Comité, et maintenant que je suis à LEOC, je trouve très injuste de travailler sans financement...* » (Osoržamaa, 14 février 1999). Irrémédiablement, des affaires de corruption éclatent aussi, ce qui contredit d'ailleurs la représentation sociale d'une classe des femmes honnêtes et sans vices. La comptable du Comité CEDEF détourne 4 000 US\$ en imitant les cinq signatures nécessaires. Zanaa est terrassée, « *Peux-tu imaginer ? [...] On a réalisé que ce n'est pas la première fois, elle a acheté un appartement, tous les meubles* ». Il y a aussi de la corruption parmi les femmes ? « *Non, ce n'est pas de la corruption. En fait, c'est plutôt de l'utilisation des failles de la législation. [...] Cette femme joue sur l'utilisation du capital financier d'une association, entre "frais de missions", "salaires", "commissions spécifiques", etc. Finalement, ça arrive assez souvent...* » Et toi, tu n'as jamais été tentée de le faire ? « *Mais tous les jours ! [rires]. Tu sais, s'il est découvert que je trempe dans ce genre de choses, je ne retrouverai pas de boulot, je suis trop connue maintenant. Et je suis aussi connue à l'étranger ! [rires]* » (10 juillet 2001). Finalement, il est même dit au détour d'un entretien que « *Des femmes, il y en a beaucoup dans les administrations et elles n'empêchent pas la corruption...* » (Tujaa, 25 juillet 1999).

A la fin de la décennie 1990, le « marché de projets » (Ditchev I., 2001) semble même se tarir. Burmaa déclare que son association, le MFPS, après avoir été financée très correctement, « *est aujourd'hui en difficulté. Nous n'avons plus de possibilité de financement. Nous ne pouvons donc pas réaliser nos projets* ». Elle aurait besoin de 10 millions de T au minimum (10 000 US\$). « *Mais je ne veux pas être dépendante d'une entreprise privée* » (15 avril 2000). « L'Asia Foundation a financé 16 éditions de la revue bi-hebdomadaire *Confiance et effort*, qui avait pour vocation d'informer les citoyens des activités parlementaires et gouvernementales. Elle a acquis une vraie popularité parmi les législateurs trices et les électeurs trices. Cependant, le faible pouvoir d'achat des Mongols conjugué au prix élevé d'une publication font qu'aujourd'hui, la publication de la lettre est en péril. Nous sommes à la recherche de plus amples subventions... » (MFPS, non daté -1999, p.4).

Erdenčimeg tente de trouver des financements pour des projets de lutte contre la pauvreté, ses courriers restent sans réponse (3 avril 2001). Amarsanaa, qui la connaît bien, confie que « *Même si elle souhaite faire des choses, elle ne peut rien faire, elle n'a pas d'argent* ». Au cours de l'entretien, elle réfléchit à la Transition : « *Aujourd'hui, on est libre ! Enfin, on découvre quand même le problème des financements...* » (6 mai 1999).

L'ensemble des militantes reproche à l'Etat de ne pas les soutenir : « *Le gouvernement ne participe pas financièrement. Mais il a accepté de fournir les copies d'un certain nombre de documents, la caméra pour le Parlement, et propose de fournir l'accès à Internet pour le projet de site parlementaire* » (Burmaa, 15 avril 2000). « A cause du manque de soutien de la part des autorités étatiques et d'un manque de cadre juridique approprié, il semble impossible de résoudre le problème. Les associations ne peuvent donc pas continuer à travailler, à apporter leur soutien aux victimes de violences domestiques, en particulier au niveau local, dans l'accueil d'urgence, matériel et psychologique, alors qu'il s'agit du cœur de notre action » (AFJ, 2003, p.267).

Pire : « *il y a aussi de la corruption. Les femmes qui sont vraiment pauvres ne touchent rien. Les gens de l'administration donnent à quelqu'un qu'ils connaissent, voire un proche...* » (Tujaa, 25 juillet 1999). « *Chaque Aimag dispose d'un fonds d'environ 15 millions de T (15 000 US\$). L'attribution d'un crédit avec intérêts est décidée par le Hural de l'Aimag. Mais il est très difficile d'obtenir ces fonds* » (Gerelsuren, 14 janvier 1999). Les rédactrices du *Programme National d'Action pour la Promotion des Femmes* notent qu'il est prévu que les administrations locales y participent financièrement, mais aucune somme n'est notée dans le compte-rendu financier. « Malgré un budget de 30 millions de T (28 000 US\$), aucun fonds n'a été trouvé pour les associations de femmes qui auraient pu participer à cette réalisation en tant qu'acteur public » (Comité CEDEF, mars 2000, p.12).

De fait, celles-ci se tournent vers les seuls partenaires qui se présentent et cela, avec empressement : les bailleurs internationaux.

B- L'espace international

Avec l'acquisition de nouveaux droits et libertés (de propriété privée en particulier), la seconde dimension majeure de la Transition démocratique fut l'ouverture à l'international. C. Poujol évoque même un « enclavement mental » (2008, p.34) à propos de l'Asie Centrale : « La norme soviétique passait par le rejet argumenté de toute influence étrangère, en particulier provenant "de l'ouest", pour des raisons de sécurité idéologique, culturelle et nationale » (2008, p.21). Cette ouverture est ainsi considérée comme un gain magistral par l'ensemble de la population. « *Quand j'étais petite, on ne pouvait que travailler avec des Russes. Aujourd'hui, le pays s'est ouvert*

et on a des relations internationales » (Ganaa, 21 mai 1999). De même, la première fois que le terme de « démocratie » est relevé, c'est dans la bouche de B. Lamjav, membre du politburo qui déclare : « Il est certain que sans s'ouvrir, nous n'arriverons pas à développer la démocratie » (Sanders A. J. K., 1989, p.47). La Mongolie n'était pas un pays fermé sur lui-même et au vu des témoignages de G. de Rubrouck (1997)³⁰⁶, les nomades des steppes d'Asie Centrale ne l'ont jamais été. Ce qui est nouveau pour le pays en revanche, ce sont les relations diplomatiques, culturelles et commerciales avec d'autres pays que ceux inclus dans le bloc soviétique, en particulier les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et l'Europe.

Le chapitre portant sur la libéralisation économique dans les rapports sociaux de sexe a déjà montré que la Transition a été le moment de l'immersion quasiment totale de la Mongolie au sein de l'économie mondiale (elle se joint à l'OMC en 1997). Elle s'est alors soumise aux protocoles de transformation de l'ensemble des administrations et institutions du pays, protocoles imposés par les deux acteurs majeurs de l'économie mondiale : la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Cette transformation passe par une masse de « dons », « subventions » et surtout « crédits » internationaux qui déferlent sur le pays³⁰⁷. De fait, la « société civile » - essentiellement composée des associations de femmes- est l'un des acteurs privilégiés pour la réception de ces crédits. Le mouvement associatif est ainsi précipité (et/ou inclus) très tôt au sein de cet espace international, dont on distingue mal de quel type sont les différents acteurs.

Par exemple, un forum d'associations mongoles a lieu en octobre 1996. Selon Zanaa, un premier grand rassemblement avait déjà eu lieu en 1995, avec la venue de femmes politiques des Philippines, de Thaïlande et même de Washington. On pourrait penser qu'il s'agit là du mouvement international féministe. Or, l'évènement a été financé par l'Asia Foundation, une ONG internationale dont la maison mère se trouve à Washington DC et dont les 87 millions de

³⁰⁶ Il rencontre à la cour du Khan des nestoriens, des chrétiens et des sarrasins (p.109). Les nomades font commerce d'alcool et de nourriture avec la Chine et les peuples d'Asie Centrale du sud. « Pour ce qui regarde leurs vêtements et leur habillement, vous saurez qu'il leur vient de Catay et d'autres pays d'Orient et aussi de Perse et d'autres pays du sud les étoffes de soie et d'or et les toiles de coton dont ils s'habillent en été. De Russie, de Moxel, de la Grande Bulgarie, de Pascatur qui est la Grande Hongrie, et de Kerkis, toutes régions situées au nord et très boisées, et de beaucoup d'autres régions du nord qui leur obéissent on leur apporte des fourrures précieuses très variées que je n'ai jamais vues dans nos pays, dont ils se vêtent en hiver (p.86). Il raconte sa rencontre avec des Alains, « qui sont appelés ici Aas, chrétiens selon le rite grec » (p.102). Enfin, et peut-être le plus surprenant : « Une femme vint nous trouver : c'était une Lorraine de Metz qui avait été faite prisonnière en Hongrie. Elle s'appelait Pascha et nous fit grandes Pâques, à la mesure de ses moyens. Elle appartenait à la cour de cette dame chrétienne dont j'ai parlé plus haut, et nous raconta les misères inouïes qu'elle avait subies avant d'arriver à la cour, mais maintenant sa condition était assez bonne. Elle avait un jeune mari Ruthène [Europe du nord-est, Ukraine], dont elle avait trois jeunes enfants très beaux. Il savait faire des maisons, ce qui, chez eux, est un bon métier » (p.149).

³⁰⁷ On peut lire à ce propos sur le site du Sénat français : « La Mongolie est très dépendante de l'aide financière internationale. Autrefois assurée par l'URSS, elle est désormais versée par un groupe de pays donateurs et par des institutions financières internationales pilotées par la Banque mondiale. Depuis 1991, la Mongolie a reçu 900 millions d'euros en dons et assistances techniques, autant en *soft loans*, et 320 millions d'euros ont été promis pour la période 2001-2002. La part de chaque contributeur que sont le Japon, les institutions financières internationales, et les autres pays (principalement l'Union européenne) s'établit à environ un tiers. Cette assistance est appelée à perdurer puisque aucune autonomie n'est envisageable avant la fin du prochain mandat gouvernemental en 2008, date à laquelle il conviendra d'évaluer les résultats de l'aide apportée. Le montant de l'endettement extérieur : celui-ci atteint 11 milliards de roubles à l'égard de la Russie. Il est d'ailleurs fort à parier que les Russes négocieront un effacement de la dette en échange de droits sur les mines de cuivre. » Rapport rédigé par Agnès Gaborit, www.senat.fr/international/collomongolie/collomongolie1.html.

US\$ de budget pour l'année 2008, et les 41 millions de US\$ pour des publications « éducatives » proviennent de nombreux donateurs, en particulier le gouvernement américain³⁰⁸. Ceci n'a donc que peu à voir avec un éventuel mouvement féministe, ni même féminin, international. C'est pourtant ce forum, rassemblant 24 associations et plus d'une centaine de femmes, qui a donné naissance à la première Coalition des Femmes. C'est un consultant australien pour l'ONG Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique³⁰⁹ qui a débloqué leur financement à hauteur de 6 000 US\$ (15 avril 2000).

1- Une ressource

a) *L'espace international : un appui financier*

La plupart des militantes, comme Bulgan, déclarent que « *c'est grâce aux financements étrangers que nous pouvons travailler!* » (29 janvier 1999). Le MFPS remercie, dans sa plaquette de présentation, leurs « principaux donateurs : l'Agence pour les Nations Unies, la USAid, l'Asia Foundation, TACIS³¹⁰, la Konrad Adenauer Foundation³¹¹, le Global Found for Women³¹², la Open Society Institut (la G. Fondation Soros), le Canada Found et l'ambassade allemande (non daté - 1999). Le Mini-Parlement et le programme « Renforcer la participation démocratique en Mongolie » ont été financés conjointement par TACIS et la Konrad Adenauer Foundation.

Le CIRF est financé (et l'a été dès sa création) essentiellement par la AUSAid, mais aussi par le PNUD, l'Asia Foundation, le Global Found for Women, et le Gender Studies Small Grant Programm (GSPG, de la Fondation Soros³¹³) (CIRF, 1998).

Les activités de LEOC sont financées par la National Endowment for Democracy (NED)³¹⁴ par subventions pour les salaires et les frais de fonctionnement. Elles ont des

³⁰⁸ <http://asiafoundation.org/about/>

³⁰⁹ Une ONG aux multiples bailleurs de fonds, étatiques comme privés : www.spc.int/corp/index.php?option=com

³¹⁰ « Le programme communautaire TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States-CEI) a été créé en décembre 1991. Instrument financier d'assistance technique, il a pour objectif d'encourager "l'établissement de conditions favorables à l'économie de marché et de renforcer la démocratie" dans les pays concernés. » www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-russie/programme-tacis.shtml

En 2000, le consultant référent pour la Mongolie est français. Nous le rencontrons lors d'un cocktail organisé pour le 14 juillet à l'ambassade française. Il a passé quelques années en Russie avant de prendre le poste à Oulan-Bator. Il dit alors à propos des Mongols : « Ils sont incultes, ils n'ont pas de piano dans les appartements... ».

³¹¹ C'est une "fondation politique" allemande, essentiellement financée par le gouvernement : www.kas.de/wf/en/71.3628/

³¹² ONG dont le siège est à San Francisco, et financée par de nombreux donateurs, avec en particulier de nombreuses églises et congrégations catholiques et la Banque mondiale : www.globalfundforwomen.org/cms/about-gfw/supporters

³¹³ « La GSGP a été établie conjointement par la Open Society Institute (Fondation Soros) and la CEU Program on Gender and Culture pour soutenir les initiatives de genre dans les pays d'Europe Centrale et de l'Est, et dans les Nouveaux Pays Indépendants (Newly Independent States -NIS). Le programme est basé sur le principe que les microcrédits peuvent fournir un soutien vital à des programmes nouveaux et innovants ». Voir : <https://listserv.niif.hu/pipermail/gesth-l/1997-May/001468.html>

³¹⁴ La « Dotation Nationale pour la Démocratie » a été fondée en 1983 aux USA (sous la présidence de R. Reagan), sur une budgétisation de la USAid et soumise au Congrès (site officiel : www.ned.org/about/nedhistory.html). Elle est accusée d'être un instrument de la CIA. Voir à ce sujet entre autres « La Fondation états-unienne pour la démocratie, La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" » par Thierry Meyssan, sur le site Internet Voltaire : www.voltairenet.org/article12196.html, ou encore Flounders S., 2006.

financements pour des projets précis en provenance de l'Asia Foundation, le PNUD, la Konrad Adenauer Foundation, le Open Society Institut. Pour le soutien aux femmes candidates, elles sont financées à hauteur de 7 000 US\$ par la Development Alternative Incorporation (USA), sur deux axes de travail : la diffusion d'informations et des publications (LEOC, 2000).

L'Association des Femmes Juristes « est financée par les cotisations des membres, des donations privées et d'entreprises mongoles et étrangères (américaines), et surtout par les financements de projets précis, avec les Etats-Unis, le Canada et l'Australie » (Činčuluun, 12 mai 1999). L'activité de conseil juridique bénéficie d'un budget de 29 000 US\$ pour l'année, ce qui permet de salarier trois femmes. Notons que nous n'avons jamais entendu parler de cotisations de membres, ni pour LEOC, ni pour les autres associations (ce qui n'est pas le cas pour les partis politiques). Nos doutons fortement de leur existence, en 2000 en tout cas.

En 1996 lors de sa création, le CAV est financé à 85% par le Gouvernement australien (AUSAid), à hauteur de 47 000 US\$. Il publie son bilan pour 1998 :

Organisation pourvoyeuse	Montants en US\$	Projets financés
Gouvernement australien	47 120	Equipements locaux, bureautique et autres dépenses courantes de fonctionnement (capitale et régions)
Global Fund for Women (USA)	7 000	Pour la réalisation du film "Tear drop"
Save the children Book Fund (UK)	1 600	Pour la publication du livre "The man cries"
Asia Foundation (US Government)	2 000	Pour la publication de la gazette et l'organisation des rencontres de sensibilisation.
Total	57 720	

Dans le rapport que le CAV lui adresse, l'ambassade australienne est informée du fait que la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright (en visite en Mongolie en 1998) a annoncé qu'une subvention de 100 000 US\$ serait donnée par le Gouvernement américain, via l'Asia Foundation, sur un budget de la USAid. Elle sera utilisée comme suit : 50 000 \$ pour le centre d'accueil ; 15 000 \$ pour les prises en charge d'hommes violents ; 15 000 \$ pour la *hotline* ; 20 000 \$ pour les branches régionales (CAV, 1999).

Le Comité CEDEF déclare en 2001: « Un grand merci à l'UNIFEM qui nous a permis de réaliser nos activités et nous a soutenues financièrement [à hauteur de 50 000 US\$] » (Önödöör, 15 février 2001). Elles sont aussi financées par le Centre de Recherches pour le Développement International, du gouvernement canadien³¹⁵ (Zanaa, 19 avril 2001).

³¹⁵ www.idrc.ca/fr/ev-8513-201-1-DO_TOPIC.html

Des associations plus modestes sont aussi touchées. Narangerel, députée qui a également fondé une association pour l'éducation à la démocratie dans les écoles, à propos de son ministère de l'Education, commence par sourire largement. « *Ils ont beaucoup de choses à faire, ils nous soutiennent, mais pas financièrement. Ils savent que nous sommes financées par des étrangers, de la Fédération américaine des Enseignants, de la Fondation polonaise pour l'Enseignement de la Démocratie, de la Fondation Soros, de l'Asia Foundation... C'est comme ça ! Ils ne peuvent rien faire contre ça* » (Narangerel, 29 juillet 1999). Et même Gantömör, la fondatrice du monastère de femmes qui avait commencé par évoquer les dons des croyants, cite deux femmes australiennes qui la soutiennent depuis le début, ainsi qu'une certaine Gandji Renbantchi qui réside à Milan et qui lui a envoyé deux fois 2 000 US\$. Elle a aussi assisté à un meeting international et a rencontré des contacts qui financent les études de trois nonnes en Angleterre, dont le Conseiller du Dalaï Lama, Luvsan Ich, qui finance leur hébergement. Elle a aussi des contacts avec des personnalités à Taïwan, ainsi qu'avec une association coréenne (21 juillet 2000).

On le constate, les associations de type « traditionalistes » sont aussi dépendantes des financements étrangers. Gerelsuren, présidente de la FFM, déclare : « *Nous avons des financements en provenance d'organisations japonaises, australiennes, allemandes et américaines* » (14 janvier 1999). Localement à Zuun Mod, Bulgan explique qu'une ONG hollandaise a monté un très gros projet de sauvegarde du cheval de Prjevalski, la FFM capte 4 à 5% des budgets, ce qui correspond à son salaire³¹⁶. Pendant notre visite, deux jeunes filles entrent dans le bureau, elle les prend en photo. Elle explique ensuite qu'il s'agit d'un projet sur dix années de parrainage d'adolescents par des Coréens, pour leur études : vêtements et matériel scolaire (29 janvier 1999). On est ici dans une démarche typique d'assistanat et de domination.

Et *last but not least*, l'Union des Femmes Démocrates et Socialistes (au sein du PPRM) a trois programmes financés par le gouvernement hollandais, le PNUD et l'UNICEF.

En vue de capter puis de maintenir ces financements étrangers, les nouvelles salariées associatives font preuve d'une indéniable capacité d'adaptation. Peu de rapports l'explicitent, mais les équipes associatives font un énorme travail de traduction : traduction des documents anglophones en mongol, puis traduction de comptes-rendus d'activités en anglais... Ce sont là deux étapes de réalisation des projets qui nécessitent du temps et du personnel compétent. On le perçoit, par exemple, dans l'annonce de mise en place du projet « Droits Humains des Femmes, pas à pas », par le MFPS : « Après avoir reçu les documents [de Women Law Development

³¹⁶ Les Hollandais ont monté un camp que nous visitons en juillet 1999, avec bâtis en dur et périmètre surveillé, sorte de ferme extensive. Bulgan rencontre un des responsables, mongol, car certaines femmes travaillent pour les Hollandais : elles cousent, tricotent...

International], nous les avons traduits et imprimés, constituant ainsi une première brochure, support des réunions de conception du programme » (non daté -1999, p.21).

Dans son Rapport annuel pour 2000 et le « premier quart 2001 », le Comité CEDEF propose un compte-rendu efficace de ses activités. Le rapport fait 7 pages, il révèle une véritable maîtrise du langage administratif international. Elles emploient alors l'ensemble des termes chers au milieu : *implementation, programs, groups, cooperation, coordination, branches, network, enforcing, promote, empowerment, human rights, women's human rights, gender equality, democracy*. (Comité CEDEF, 2001)

En 1999, lorsque nous les rencontrons, les dirigeantes d'associations de femmes parlent presque toutes anglais, les jeunes employées aussi (c'est même, on l'a vu, un critère de recrutement) et les associations organisent des cours de langue à destination des employées et militantes. L'enquête sur les femmes dans l'économie a été financée par le projet "Small Activities Scheme (SAS) de AUSAid (CIRF, 1998, p.2). Le rapport est rédigé avec des termes tels que « *hope and aspirations* », qui sont des termes qui paraissent très anglais quant les Mongoles semblent plutôt raisonner en termes de besoins, pour leur famille, leurs enfants, le pays...

b) L'espace international : un appui symbolique

Les associations de femmes vont aussi utiliser une seconde ressource proposée par cet espace international : un appui symbolique permettant de faire pression sur l'espace national et plus précisément sur les occupants de l'espace du pouvoir (les leaders au sein de l'Etat et des partis politiques).

Il s'agit d'abord de citer d'autres pays en exemple. « L'Etat ne perd rien à faire entrer les femmes en politique. Les pays développés nous le prouvent, comme les pays scandinaves où le problème du logement est totalement résolu. Ils ont aussi mis en place un système d'éducation gratuit » (Plaquette de la Coalition des femmes). Mönhöö, ancienne Parlementaire pour le PPRM et créatrice du Mouvement Gal Golomt déclare dans la presse un mois avant les élections : « Je pense que le nombre de femmes en politique est largement insuffisant. La moyenne internationale est de 10%, en Scandinavie, elles sont 39%. [...] La participation des femmes à la politique n'a jamais échoué. Des problèmes sociaux sont résolus, [...] les droits humains des femmes et des enfants bien protégés » (Önödöör, 23 juin 2000). Zanaa s'exprime aussi dans la presse : « Les femmes ont un devoir naturel de reproduction, c'est un devoir social spécifique (qui doit être accepté en tant que tel). Elles doivent donc être traitées différemment des hommes. [...] Mais ces lois oublient les pères, qui s'occupent aussi pourtant de leurs enfants, ou devraient le faire. Il en est autrement au Danemark par exemple, où les parents peuvent discuter pour décider de qui va prendre un congé spécifique pour s'occuper d'un jeune enfant. Grâce à ces lois

progressistes, il y a une obligation de dialogue au sein des couples, et on constate moins de violence domestique et sociale » (*Önödöör*, 15 février 2001). Zanaa idéalise ici ce qui peut éventuellement exister à l'étranger (la violence domestique existe aussi au Danemark et toute comparaison quantitative reste à ce jour délicate).

En citant ces « modèles » étrangers, les militantes vont aussi inclure leurs actions dans celles, plus larges, du mouvement international de la lutte pour les droits humains et les droits des femmes. Par exemple, dans une interview pour le *Zunny Medee* le 23 mai 2000 (en pleine campagne), Zanaa explique que « La Coalition a été créée le jour international des Droits Humains, le 10 décembre 1999, par les chefs des associations de femmes qui avaient déjà été activistes en 1996 ». Le logo de la Coalition des femmes est constitué d'une bande horizontale avec à droite inscrit « Coalition des associations de femmes mongoles » et à gauche, 40 petits motifs en rang, qui évoquent des étoiles du drapeau américain. A mieux les regarder, on s'aperçoit qu'il s'agit de petites fleurs, chacune représentant une association. La Fondation pour les Femmes Rurales déclare que la mission de l'association est de « Travailler pour l'implantation des prévisions de la Déclaration de Genève sur les femmes rurales » (CIRF, Nov. 1998, p.5).

Ces références à un partenariat avec des consultants et organismes étrangers sont constantes. Dans sa plaquette, Erdenčimeg explique qu'elle a assisté à une formation sur le « genre » mis en œuvre par une consultante Ougandaise, qui elle-même avait fait ses études à Londres. Dans le *Mongol Messenger*, LEOC annonce la création d'une librairie itinérante dans trois *Aimag* avec l'aide d'un programme de développement allemand (17 janvier 2001). Les associations présentent toutes des partenariats avec des entités étrangères et ont l'impression de s'inscrire résolument dans un vaste réseau international spécialisé sur le genre, comme cette militante locale : « *oui, [...] nous publions des articles en anglais. Il faut que les femmes travaillent ensemble* » (17 janvier 1999).

La FFM, par exemple, présente 11 projets en cours sur sa plaquette en 1999. Un seul n'est pas effectué avec un partenaire international.³¹⁷ Ou encore : « Concernant les rencontres internationales, le CIRF a participé au Second Forum des Femmes Asiatiques, à la Consultation Régionale de l'Indochine et de la Mongolie sur la Mise en Oeuvre et le Suivi Post-Pékin,

³¹⁷ Le « 'MON/93/WO-1, pour améliorer le niveau de vie des femmes mongoles, avec l'UNFEM, en 1991-1994 ; le 'MON/93/PO-5' pour augmenter les revenus des femmes avec le Fonds pour la Population des Nations Unies et le BIT, en 1993-1994 ; le 'DAP' avec l'ambassade australienne à Pékin, petit projet pour la formation à la culture des légumes et l'utilisation du cachemire à destination des femmes rurales ; le '340/000/04', pour fournir une assistance technique aux femmes, avec l'organisation religieuse allemande 'Mesereor', en 1994-1995 ; une formation en prophylaxie auprès des prostituées sur la protection par rapport au SIDA, avec l'Organisation Mondiale de la Santé et le Ministère de la Santé en 1995 ; un projet de réduction de la centralisation des associations de femmes et renforcer leurs capacités locales, avec TACIS (Europe) ; un accompagnement aux petits projets visant à augmenter les revenus des femmes rurales, avec l'ambassade australienne à Pékin ; une formation à la gestion d'entreprise et un projet de microcrédits avec 'Italian Society for Progress' de TACIS, en 1996-1997 ; un programme de protection de la santé avec l'ambassade hollandaise à Pékin ; un programme d'éducation parentale, avec l'UNICEF ; un projet de lutte contre la désertification du Gobi, avec le gouvernement mongol ; un projet de microcrédit avec le PNUD en 1998 » (FFM, non daté, consulté en 2000).

Promouvoir les Femmes dans le Domaine de l'Information (Séoul, Corée 1996), le Premier Forum du Programme pour les Femmes pour un réseau d'OSI³¹⁸ (Budapest, Hongrie 1997) et le Quatrième Congrès International sur le sida en Asie et dans le Pacifique (Manille, Philippines 1997) ». Elles concluent leur plaquette avec « Le Centre souhaite la coopération de toute organisation travaillant aux mêmes objectifs » (CIRF, 1998).

Citons aussi le Mouvement Gal Golomt, qui présente ses neuf bénévoles. « Nous collaborons avec l'association mongolo-japonaise Solongo (Arc-en-ciel) et sommes désireuses de promouvoir et étendre plus loin les relations externes » (1999). Les partis politiques aussi « s'internationalisent » : les trois femmes du bureau du Parti des Verts travaillent à un projet avec une association allemande de protection de l'environnement. Ils auraient des relations avec les partis des Verts de Taiwan, de la Corée, de la Suède et reçoivent des brochures anglophones transmises par les Suédois (5 mai 2000). Le 10 avril 2000, lors d'une réunion de travail du MFSD (du PSD), une intervenante rappelle qu'elle a assisté à une conférence internationale socialiste à Paris en 1999. Elle égraine les thèmes de lutte des femmes dans le monde qui y avaient été abordés, également préoccupants en Mongolie : pauvreté due aux changements macro-économiques, viols, maîtrise de la fécondité et santé reproductive, femmes rurales, indépendance économique, participation dans les instances de prises de décisions, etc. » (Badamhorol, 10 avril 2000). Même Ojuun, dirigeante du PCC, met l'accent sur ses liens à l'international. Dans ses publications, on peut la voir en photo en Malaisie, en Russie, en réunion avec l'ambassadeur américain en Mongolie, en rencontre culturelle avec des Japonais et des Coréens (R. Bold, non daté - 2005).

C'est que les organismes internationaux, seuls partenaires « intéressés » par « les questions du genre », leur décernent en plus des honneurs. Dans un encadré dans sa présentation, on apprend par exemple que « Le MFPS a gagné le EU-US Democracy and Civil Society Awards. Le concours a été initié par le Sommet Etats-Unis/ Union Européenne de mai 1998 à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Plan Marshall et du 40^{ème} anniversaire du Traité de Rome. Cinquante gagnants ont été désignés parmi 140 nominations par les ambassades américaines et européennes de 28 pays. Le MFPS a été sélectionné pour sa participation à une bonne gouvernance, l'éducation citoyenne et la défense des droits des femmes dans la capitale et dans les Régions » (non daté -1999, p.7). Ce que ne dit pas la plaquette, c'est que le prix est de 20 000 US\$. Zanaa est aussi « internationalement » félicitée : « L'Asia Pacific Women Law and Development (APWLD) félicite Zanaa qui vient de recevoir une décoration des mains du Président Bagabendi »³¹⁹.

³¹⁸ OSI : Organisation de Solidarité Internationale.

³¹⁹ www.globalfundforwomen.org/4news/news/grantee-news/jurmed.html

Espace international contre espace national

Fortes de cette reconnaissance impulsée par l'espace international, elles interpellent alors leur gouvernement en vue de résultats tangibles. Comme par exemple le CAV, qui déclare qu'« il n'y a pas de programme gouvernemental spécifique de réduction des violences domestiques et que le soutien gouvernemental aux associations portant cette question est très insuffisant » (AFJ, 2003, p.267). L'association qui va le plus utiliser cette inscription internationale, est sans aucun doute le Comité CEDEF. En deux années, il a consacré les 2/3 de son budget de 50 000 US\$ pour les « relations internationales », c'est à dire faire venir des consultants mais aussi envoyer des Mongoles dans des rencontres internationales (Zanaa, 12 mai 2000).

Le Comité va tenter de mobiliser en doublon d'une part l'espace national, rural et urbain, en sensibilisant les nouveaux citoyens, mais aussi l'espace politique international. L'arme principale de sa créatrice en Mongolie, Zanaa, sera alors d'interpeller directement son gouvernement, en rappelant son engagement non pas auprès des femmes du pays, les citoyennes, mais auprès de la communauté internationale. Elle déclare dans le quotidien *Önödöör* : « Le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes, il en a fait la promesse » (15 février 2001). Elle sera celle qui, croisant l'espace politique international avec l'espace politique national, utilisera le plus les références symboliques dont sont porteurs les pays occidentaux en Mongolie afin de faire pression sur son gouvernement.

Dans son Rapport annuel pour 2000, le Comité CEDEF propose un compte-rendu efficace de ses activités, en sept axes de travail dont la « Coopération nationale et internationale ». Les rédactrices listent les nombreux rapports rédigés dans le cadre du suivi international autour de la CEDEF, mais aussi autour de la préparation de la Conférence de Pékin+5, de l'UNGASS³²⁰. Sur la seule année 2000, elles comptent douze rencontres internationales, dont quatre à l'étranger : Hong Kong, New York, Taipei et Kuala Lumpur (2001, p.6). Et si on tape en 2010 son nom sur Google, Zanaa apparaît dans pas moins d'une dizaine d'organisations internationales : « Women's & Gender Studies Association, of Countries in Transition »³²¹, Global Fund for Women ou l'Asia Pacific Women Law and Development³²², etc.³²³

³²⁰ Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida, 25-27 juin 2001, New York.

³²¹ Créée en 1998, à la suite d'un rassemblement à Belgrade en décembre 1998, sur impulsion de l'association Center for Women's Studies, www.zenskestudie.edu.yu/wgsact/index.html. Le Comité CEDEF en fait partie, comme 29 autres pays.

³²² APWLD is an independent, non-government, non-profit organization. It is committed to enabling women to use law as an instrument of social change for equality, justice and development. It has a consultative status at the Economic and Social Council of the United Nations (ECOSOC). APWLD developed from dialogues during 1985-1988 among Asia Pacific women lawyers, social scientists and activists, beginning at the 1985 Third World Women Forum on Women, Law and Development held in Nairobi, Kenya.) www.apwld.org/aboutus.htm On la croise sur le site du US Department of State, dans la retranscription d'une vidéo conférence qui a eu lieu le 14 mai 2002, avec Lorne Craner, Assistant Secretary of State for the Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, "who is here to discuss U.S. human rights and democratic policy and the roles they play in the U.S.-Mongolian relationship."

Quelques résultats indéniables

La double stratégie des associations de femmes, constitution en mouvement associatif et inscription dans un espace international, a eu quelques résultats indéniables. Le gouvernement ne manque pas de s'en féliciter : « Plus de 170 lois ont été adoptées depuis l'adoption de la Constitution en 1992 et dans beaucoup d'entre elles on trouve des clauses interdisant la discrimination de genre³²⁴ » (Comité CEDEF, non daté - 1998). Le gouvernement lance quelques programmes ambitieux, comme le Programme National *Améliorer l'Etat pour les Femmes* [...] approuvé [...] en 1996 et le *Rapport sur le développement humain* préparé par le PNUD en 1997 » (AFJ, 1998). Quatre années plus tard, « Le Programme National de Promotion de l'Égalité des Sexes a été adopté en 2002 en application de la résolution n°274 du Gouvernement conformément aux tendances modernes en matière de développement et à la nécessité stratégique de la promotion de la femme ». Sont cités différents acteurs et actrices : « les représentants des autorités centrales et locales, des organisations non gouvernementales et scientifiques, des médias, du secteur privé et des organisations internationales, dont de nombreuses femmes. [...] Le programme est en cinq parties³²⁵ incluant les 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing, et son exécution est prévue en cinq étapes d'ici à 2015 » (Comité CEDEF, 2007, p.12-13). S'ensuit la déclaration d'un suivi par étapes, mais aucun résultat n'est donné pour le bilan effectué en 2004...

Le gouvernement a aussi été sommé de créer des institutions adéquates. « Le Conseil national sur l'égalité des sexes créé en 2001 et dirigé par le vice-président du Conseil des ministres n'était pas un mécanisme approprié pour intégrer une perspective sexospécifique dans les différentes politiques [...]. Par conséquent, le Gouvernement a créé en 2005 la Commission nationale sur l'égalité des sexes dirigée par le Premier ministre, [...] organe consultatif national [...]. Elle a pour fonction d'élaborer et d'appliquer la politique de l'État dans ce domaine, de soutenir les initiatives des organes officiels, des organisations de la société civile et des particuliers en ce qui concerne l'évaluation des résultats, et de coopérer avec les organisations internationales et les donateurs et de coordonner leurs activités » (Comité CEDEF, 2007, p.13).

La responsable des relations publiques de l'AFJ signale que le Premier ministre Enhbajar a prononcé un discours à l'occasion du 8 mars 2001, dans lequel il a fait référence à la violence

³²³ On trouve encore CIVICUS, the « Center for Health and Gender Equity (US NGO, avec donations privées de fondations), Global Media Monitoring Project (constitué d'associations de partout dans le monde), Les Pénélopes y font référence à propos de la participation de Zanaa au Forum de AWID à Mexico en 2002...

³²⁴ « Pour citer quelques exemples : Articles 14 et 16 de la Constitution, Paragraphe 2 de l'Article 1 de la loi électorale, Article 19 de la loi sur les tribunaux, Art. 56 du code civil, Art. 15 du code criminel, Art. 3 de la loi sur les relations en l'Etat et des Eglises, Paragraphe 1 de l'Art. 4 de la loi sur les voyages à l'étranger, la propriété privée et l'émigration des citoyens Mongols. »

³²⁵ Les titres en sont : « l'égalité des sexes dans les relations familiales, [...] dans les relations économiques, [...] en matière de développement rural, [...] au niveau de la prise de décisions, et le mécanisme national et la participation de la société civile. »

domestique et à la volonté de l'Etat de lutter contre. Elles y voient la reconnaissance par l'Etat de ce problème national. Mais elle précise que l'association connaît aussi les difficultés rencontrées par les femmes auprès de la police, dont les agents ne reconnaissent pas l'importance et découragent les victimes dans leur volonté de porter plainte (18 avril 2001).

Les dirigeants politiques sont obligés de reconnaître publiquement le travail de ces associations de femmes et de leurs dirigeantes. Mais il faut attendre le 25 novembre 2004. Le Président Bagabendi en personne décore Zanaa de l'Ordre de l'Etoile Rouge, en reconnaissance de sa contribution au développement de la démocratie, de la société civile et des organisations non gouvernementales en Mongolie. Ceci est dorénavant la preuve de sa compétence. Tungalag, présidente du MFSD au PSD, dit qu'il lui semble ressentir plus de soutien de la part des dirigeants du parti qu'il y a quatre ans. Elle a trois explications à cette évolution : l'instrumentalisation des femmes car ils se sentent en difficulté, les effets du travail de la Coalition des Femmes, la pression de l'Internationale Socialiste dont ils sont membres et dont ils sont obligés de suivre les directives vers la parité (6 avril 2000). Mais cette pression ne sera pas très conséquente, puisque le PSD ne soutiendra que trois femmes sur 76 candidats.

Echec et mépris

En fait, à l'image du PSD, le résultat de cette stratégie de « pression » sur l'ensemble de l'espace politique et surtout du pouvoir sera bien plutôt un échec. En témoigne cet échange entre Zanaa (et le Comité CEDEF) et le gouvernement. En 2001, elle rédige un Rapport Alternatif sur l'implantation de la CEDEF en Mongolie³²⁶. « Ce travail fut accompli seulement par les bénévoles du Comité et aucun fonds n'a été utilisé, ce qui signifie que les ressources du Comité ont été pleinement exploitées » (2001, p.3). Elle continue : « Des représentantes du Comité CEDEF ont assisté à la 24^{ème} assemblée CEDEF qui a eu lieu en janvier 2001 à New York [...]. Leur participation a été financée par IWRAW-AP³²⁷. » Elles concluent leur rapport d'activité 2000/2001 par : « La rédaction du Rapport Alternatif a eu pour résultat que les Nations Unies et le Comité CEDEF ont adressé des Commentaires spécifiques au gouvernement de la Mongolie. Le Comité s'engage aujourd'hui à pousser à la mise en œuvre des recommandations incluses dans les Commentaires » (2001, p.7). Elles y proposent des amendements au code du travail, au code de la famille, à la loi sur la protection sociale. Elles produisent un Résumé de ce Rapport

³²⁶ Rapport alternatif : traduction de Shadow Report, rapport rédigé uniquement par la société civile et qui se distingue donc d'un rapport co-écrit avec des acteurs gouvernementaux.

³²⁷ International Women's Rights Action Watch - Asia Pacific, étroitement lié à CEDEF, financé par des entités gouvernementales (UNIFEM par exemple) mais aussi des fondations privées telle que la Fondation Ford. www.iwraw-ap.org/aboutus/donors.htm

Alternatif, puis un Commentaire, qu'elles ont distribué « aux candidats à l'élection présidentielle de 2001, aux ministères et aux associations de femmes » (2001, p.2).

Mais elles écrivent alors, pour la première fois dans un document officiel : « Nous avons reçu une réponse officielle de la part des ministères de la Justice, de la Protection sociale et du Travail. Ces réponses sont de véritables humiliations pour le Comité CEDEF et pour ses activités » (Comité CEDEF, 2001, p.4).

Le ministre adjoint Ts. Munkhorgil signe une lettre dont le ton et les propos sont en effet particulièrement méprisants. Les six recommandations qui leur ont été adressées sont reprises et ridiculisées. Concernant par exemple la première portant sur « La loi sur les élections parlementaires », la réponse indique sans détour que « Le défi majeur de chaque parti politique est de gagner les élections [...]. Il est évident que [dans ce but] un parti doit désigner les candidats qui détiennent les capacités intellectuelles et la popularité les plus hautes [...]. En d'autres termes, le seul défi d'un parti n'est pas, bien sûr, de désigner des femmes "juste pour les maintenir" à des niveaux de prises de décisions, mais de déléguer des candidats suffisamment intelligents et capables de tenir les affaires de l'Etat. Six femmes sur sept ont été élues en 1996 [...] et sept femmes sur huit en 2000 [...]. Ces exemples montrent qu'une femme très instruite et détenant une expertise appropriée peut être élue à tous les niveaux. Au contraire, chacun peut conclure que la sensibilité au genre et les mentalités ont évolué, y compris même au sein des partis politiques, ce qui est d'ailleurs inscrit dans la loi » (p.1).

Le Comité CEDEF avait également critiqué l'attitude paternaliste vis-à-vis des femmes en n'attribuant de congé maternel qu'aux femmes, renforçant ainsi « l'idée que seules les femmes doivent s'occuper des enfants » (J. Zanaa, 2001). L'Etat répond alors : « Il est déplaisant de tirer des conclusions extrêmes et irréalistes et de penser que les hommes pourraient "faire le travail" d'être enceinte et de nourrir un bébé, alors que la nature de leur structure biologique n'y est pas prédestinée. En outre, ces clauses constituent sans aucun doute une véritable protection pour les femmes. Ces remarques réduisent la portée du rapport et constituent un obstacle à sa publication à un niveau international, mais elles montrent aussi votre incompetence et votre faible intelligence » (p.3). En *post scriptum*, la réponse gouvernementale indique que « Ce Rapport Alternatif contient de nombreuses erreurs d'écriture et d'expression, et vous devez le re-écrire en portant attention au fait qu'il ne correspond pas aux directives requises. [...] En réécrivant ce rapport, vous devez exclure le paragraphe 3 des recommandations adressées au gouvernement » (p.3). Cette dernière adresse est indéniablement d'un immense mépris pour le travail des associations de femmes.

On est ici, semble-t-il, face à un problème de légitimité de ce mouvement associatif. Toute la difficulté pour ce mouvement et pour ses militantes, c'est leur positionnement. Lorsque celles-ci travaillent en collaboration avec l'Etat, elles rencontrent la difficulté de censure éventuelle, ou de complaisance, ou même l'accusation de compromission, surtout si elles en obtiennent des financements. Mais lorsque elles se mettent en position de rupture avec l'Etat, elles rencontrent alors une difficulté de légitimité représentative. Un Rapport Alternatif (traduction de « *Shadow Report* ») est un rapport qui, dans le langage administratif international, correspond à un travail émanant des associations, souvent critique à l'égard du rapport gouvernemental³²⁸. Il se distingue donc ici du rapport officiel que les gouvernements doivent rendre tous les trois ans à la commission CEDEF³²⁹. Un des intérêts de la production d'un tel rapport, c'est justement de pouvoir se démarquer de la politique nationale et d'en dénoncer certaines pratiques. Autrement dit, le rapport critique les représentations et les actions des acteurs dominants. Or, ce Rapport Alternatif est ici rédigé par des femmes majoritairement inscrites dans le courant démocrate (qui ont participé activement à la démocratisation) à l'attention d'une majorité politique à l'époque... démocrate (l'opposition étant du courant ancien communiste). Ceci est assez révélateur de l'ambiguïté politique dans laquelle le mouvement associatif des femmes se trouve embourbé. « Le problème est que, si les associations ont donné naissance à l'Etat social, l'Etat ne les a reconnues que dans un rapport tutélaire » (Laville J.-L., Caillé A., Chaniel P. et [et al.], 2001, p.12) ; Et c'est un obstacle à la légitimité de leurs revendications.

N. Yuval-Davis observe aussi la multitude des associations de femmes actives dans les pays du Sud depuis les années 1980. Leurs activités au départ « traditionnelles » leur ont permis dans un premier temps d'asseoir une certaine légitimité d'action sociale. Mais le fait qu'elles n'aient pas été financées par les pouvoirs locaux de leurs groupes respectifs, s'il a permis un début d'indépendance, leur a souvent porté préjudice, et elles sont souvent perçues comme des traîtres à leur groupe (1997, p.120-121). « La position d'otage qui incombe alors aux femmes est donc d'une certaine manière consubstantielle de leur statut assujéti dans des contextes de conflits de normes reflétant eux-mêmes des rapports de domination. En effet, la possession des femmes, leur mise sous tutelle se donne à voir comme une part essentielle de l'identité qu'une société édifie par le biais de ses représentants légitimes, soit masculins. Porter atteinte à "ses femmes" – les toucher, les violer mais aussi les éduquer, les affranchir – est ressenti comme une agression identitaire » (M. Selim, 2010, p.127). Les femmes, si elles ne veulent pas être « bannies de leur pays » (M. Selim, 2010, p.130) comme par exemple Taslima Nasreen, doivent obligatoirement modérer leurs propos.

³²⁸ voir par exemple : www.reproductiverights.org/pub_shadow.html

³²⁹ Nous tenons ici à remercier Caroline Ressayat, Docteure en droit international, qui nous a éclairées sur cette question.

L'interpellation du gouvernement ne se solde donc que par des résultats très limités qui ne remettent pas en question l'ordre patriarcal ni la représentation du genre. Et ce, quelle que soit la tendance au pouvoir. Le Troisième Forum des Femmes Est-Asiatiques s'ouvre sur les mots d'accueil de Gončigdorž, porte-parole du Parlement (démocrate), puis Batbajar, ministre de la Santé et de la Protection sociale. Ce dernier fait une longue intervention, donnant plusieurs statistiques – discours de tradition toute soviétique -, et conclut par un : « Je vous souhaite à toutes – merveilleuses mères et femmes, qui avez soigné et nourri l'humanité et qui lui avez permis de grandir, qui rendez le monde doux et tendre avec vos berceuses et permettez à l'humanité de vivre en paix et dans l'amour - je vous souhaite le meilleur ! » (LEOC, 1998c, p.6). Il est ici clairement rappelé à toutes les militantes et femmes politiques présentes – dans un discours biologisant - leur assignation à l'espace domestique et à la maternité. Zanaa note encore : « le gouvernement réalise l'importance d'assister les femmes dans la "performance" de leurs fonctions reproductives et de créer les conditions favorables pour pouvoir combiner leur emploi avec le travail domestique » (Comité CEDEF, non daté -1998, p.12). A-t-il jamais été question de combiner emploi et travail domestique pour les hommes ?

En 2001, les anciens communistes gagnent largement les élections. Altai, présidente de l'UFDS au sein du PPRM, est obligée de reconnaître que : « *Ils ont fait beaucoup de promesses durant leur campagne. Mais le problème actuellement concerne le budget...* » (26 avril 2001). Ainsi, quel que soit le parti politique, les luttes des femmes ne sont pas reconnues et n'ont pas d'incidence concrète. Les deux principales stratégies du mouvement associatif des femmes - s'inclure résolument dans le mouvement des femmes international et se constituer en réseau - ont échoué. Une dernière explication apparaît alors : l'influence – négative – que cet espace international a eue sur le mouvement associatif des femmes.

2-L'influence internationale

Les différents acteurs internationaux présents en Mongolie influencent les politiques sociales, juridiques et économiques du pays durant cette décennie d'apprentissage de la démocratie libérale. Au delà de l'incidence sur la constitution de la « société civile », ils tentent de la façonner vers davantage de néolibéralisme au détriment des revendications initialement portées. Et comme « la société civile » en Mongolie est constituée par les associations de femmes, celles-ci sont bien les premières médias de cette influence.

a) Influence politique et économique

On peut lire sur le site français du Sénat : « La présence occidentale et en particulier américaine est importante [en Mongolie]. Il est frappant, lorsque l'on se rend dans les provinces, de constater que les seuls étrangers présents dans les sous-préfectures sont les jeunes Américains des *Peace Corps*, qui assument le rôle de conseillers techniques auprès du gouverneur et enseignent l'anglais dans les écoles. [...] De fait, à l'instar de la classe dirigeante actuelle, les interlocuteurs décisionnaires seront bientôt tous anglophones »³³⁰. Les militantes associatives rencontrées dans les villages, y compris les plus reculés, racontent souvent des anecdotes sur la venue d'étrangers (à la jeune chercheuse étrangère elle aussi!). Comme par exemple la gouverneur de Dašbalbar *sum* (Dornod) qui raconte que deux médecins phytothérapeutes et botanistes italiens sont venus à plusieurs reprises (ils étaient logés à l'hôtel, mais le chauffage étant tombé en panne en plein hiver, elle les a hébergés pendant une semaine.) De retour en Europe, ils ont constitué un « herbier calendrier » qu'ils ont ensuite envoyé au village, afin que les villageois puissent utiliser les plantes médicinales de la région. [Et ils les utilisent ?] « *Non... [sourire], on fait avec les antibiotiques ! Surtout pour les enfants, on ne va pas prendre de risques...* » (Saintujaa, 26 avril 1999). On nous raconte la venue d'Américains, de Suisses, de Hollandais, etc., médecins, écologistes, etc.

Ceci rappelle l'intérêt persistant de différents acteurs internationaux pour la situation géostratégique spécifique du pays. La Mongolie n'est plus « prise » aujourd'hui mais « située » entre « l'Ours » et le « Dragon ». Avec sa situation politique stable et son gouvernement accueillant, elle est devenue « *une plaque tournante de l'information pour toute l'Asie du Nord* » dicit un jeune diplomate en poste. Ces acteurs internationaux ont donc tout intérêt à faire en sorte que cette situation se maintienne, que l'Etat mongol ne puisse pas reprendre trop d'autonomie et qu'il ne décide pas non plus de se rapprocher de l'un ou de l'autre de ses puissants voisins. Ainsi, « l'on » va chercher à façonner une certaine forme d'espace public, politique et du pouvoir. Le PNUD se constitue en structure de soutien pour les hauts fonctionnaires. « *Notre action est essentielle, parce que sinon sans nous, les membres du gouvernement ne seraient pas aussi bien formés. C'est un système plutôt étrange, très lié au gouvernement. C'est son premier partenaire en fait* » (Žamaa, 16 juin 1999).

Le manuel pour les électeurs trices édité par le MFPS et qui donne des définitions essentielles telles que « la liberté », « la démocratie », etc., est officiellement financé par la US Agency for International Development et l'Institut Républicain International (IRI) (non daté - 1998, p.1). L'IRI est un acteur local incontournable de cet espace public-politique. Fondé en 1984 par l'administration Reagan (son pendant démocrate étant le NDI, dont personne n'a entendu

³³⁰ Agnès Gaborit, www.senat.fr/international/collomongolie/collomongolie1.html

parler en Mongolie), il serait implanté dans plus de 30 pays, avec des programmes de partenariat avec les gouvernements, les parlements, des acteurs du secteur privé et des actions en faveur du développement des marchés. Le quartier général est à Washington, c'est une ONG dont l'objectif est « *d'aider la démocratie dans le monde* » explique Bajara, le directeur mongol. L'IRI s'est implanté en Mongolie en 1992, pour soutenir dans un premier temps les partis plutôt démocrates, puis a aussi travaillé avec le PPRM. Mais « *concrètement, nous avons aidé la Coalition, en 1996, à gagner les élections. Nous avons aidé les démocrates à se structurer, à consolider leurs bases, à lever des fonds* ». Il se trouve que le responsable mongol de l'IRI est Bajara, le frère aîné de Zorig (leader démocrate déifié à la suite de son assassinat) et d'Ojuun, la créatrice et dirigeante du PCC (16 avril 2000).

A partir de 1996, l'IRI a mis en place des programmes de formation pour les élus parlementaires. Il s'agit d'« *améliorer leur professionnalisme, leur image, leurs connaissances et donc leurs compétences sur certains dossiers. Nous avons aussi formé des secrétaires, des assistants, personnes essentielles dans l'accompagnement d'une personnalité politique* ». On trouve aussi dans la publication de la Conférence post-élections de 1996 : « Des professionnels qui se sont activement engagés dans une activité d'influence sur la législation et sur les politiques sont appelés des *lobbyistes*. [...] Faire du lobbying est une activité professionnelle et correspond souvent à l'étape finale des processus de revendications par les citoyens et groupes d'intérêts. Ceux-ci, après avoir effectué des recherches et analyses, recrutent des professionnels du lobbying pour influencer, en fonction de leurs vues, la législation » (MFPS, 1996, p.18). L'IRI participe résolument à la professionnalisation d'une classe politique, quand cette professionnalisation peut faire l'objet de critiques par certains acteurs dans les « vieilles démocraties » qui estiment qu'elle est contraire au principe même de démocratie, c'est-à-dire de partage du pouvoir par l'évitement des cumuls des mandats et des responsabilités³³¹. De fait, les hommes politiques apprécient ces soutiens. L'IRI est cité dès 1996 par le PSD lors de la Conférence post-élections. B.Boldbaatar, directeur du Centre pour l'Information et la Recherche du PSD, déclare que « Les activités de l'IRI et ses idées et conseils, approuvés par le Comité Général des élections, ont été très utiles pour mettre en place de bonnes conditions de déroulement des élections. [...] L'IRI a organisé deux séminaires à l'intention des cadres des partis politiques, sur la création d'un système d'observateurs. Puis encore une série de 4 séminaires, à l'intention des observateurs eux-mêmes, dans la capitale [et dans 6 provinces]. Les séminaires ont formé autant de personnes des partis que des Comités des élections, pour un total de 600 personnes. Durant ces séminaires, 5 000 manuels pour l'observation et autres sujets liés aux élections ont été distribués » (MFPS, 1996, p.4).

³³¹ Nous pensons ici en particulier au mouvement pour la parité en France.

Ils organisent aussi des conférences sur des thèmes précis, comme sur les principes fondamentaux « démocratiques », sur l'économie de marché, ou celle à laquelle nous avons assisté, sur les femmes politiques. Bajara est d'ailleurs très optimiste, il constate que le nombre de femmes candidates augmente « irrémédiablement ». Mais dans les travaux du MFPS qu'il finance, pas une seule fois les termes de genre ou femmes n'y sont mentionnés.

Des programmes de formation

La formation des futures élites qui maintiendront cette nouvelle démocratie libérale est de fait très importante. La libéralisation du système scolaire et universitaire permet à diverses entités étrangères de proposer leurs propres enseignements, au sein des établissements qu'elles dirigent. Elles influencent aussi les contenus des enseignements de l'université d'Etat. Les consultants européens, américains et australiens pour l'essentiel, venus pour apprendre à « tenir » les budgets des nouvelles entreprises que sont devenues les universités, établissent aussi les nouveaux diplômes et leurs contenus (divers masters) en vue de leur utilité pour la nouvelle société, mais aussi – et surtout - de rentabilité financière.

L'orientation politique des enseignements est ainsi redirigée. Tout le monde sait que le département universitaire consacré aux « Etudes du système communiste » s'est radicalement transformé en un nouveau département de « science politique » où on étudie désormais « la démocratie » (Mönhtuul, 14 juin 2000). Un doctorant en parle : « *Le département de science politique a été créé en 1993. Il compte actuellement dix enseignants, cinq seulement titulaires d'un Doctorat dont 4 femmes ! Elles sont jeunes, dans la quarantaine, elles ont fait leurs études à Moscou dans les années 1980, elles enseignent les différents systèmes électoraux, le système des lobbies, les partis politiques, etc., et c'est ça qui nous intéresse. Les autres enseignants sont des spécialistes du communisme, ils ont aussi fait leurs études à Moscou mais dans les années 1960 ! Un seul d'entre eux est allé au Japon. Côté étudiants, nous sommes 200, avec une majorité de filles, et pour la plupart nous sommes engagés en politique* » (Badamdaš, 30 mars 2000)³³².

³³² Précisons ici que l'enseignement de l'anthropologie et de la sociologie a aussi été transformé avec l'ouverture de l'enseignement. Ariuna a 29 ans : « *J'ai eu un master de sociologie en 1993, la toute première promotion de sociologie. Mon mémoire portait sur Durkheim, de la pure sociologie ! Mon professeur m'avait demandé de travailler sur cet auteur, je crois que lui aussi voulait se renseigner. J'avais commencé en 1989-1990 en philosophie et le département s'est ouvert, et l'université nous a obligés à nous y inscrire, neuf filles et un seul garçon. Et finalement, j'ai trouvé ça passionnant. Les enseignants étaient tous Mongols, avec des formations effectuées en Russie. Nos livres de référence étaient pour beaucoup russes : sociologie de l'éducation avec le manuel d'un certain Guchebrisk, méthodologie avec Yadav, sociologie de l'opinion publique avec Ossipov. Et puis de l'épistémologie européenne, avec les classiques : Spencer, Marx, Weber, qui étaient aussi étudiés en philosophie en fait, avec des philosophes classiques : Aristote, Platon, Rousseau. Et puis Hegel et Feuerbach. Et il y avait des philosophes mongols, religieux bouddhistes. J'ai trouvé tous ces enseignements très intéressants, ils nous disaient que "les sociologues sont des médecins sociaux, pour les douleurs sociales". A cette époque, c'était très important pour améliorer la situation, ça m'a beaucoup plu. Mais ça ne se développe pas assez vite et il nous faudrait des ouvrages anglophones, européens, ou même japonais ? Pour l'instant, nous n'y avons pas accès, sauf comme moi, dans des professions spécifiques où l'organisation procure de la documentation* » (21 mai 1999).

Pour le Kirghizstan, A. Thircuir observe par exemple, non sans humour, l'enlèvement de la statue de Lénine de la place centrale et son déplacement en face du Parlement. « Quelle direction indique à présent le bras ferme de Lénine ? L'université américaine en Asie Centrale (AUCA). [...] [D]epuis 2002, elle est basée sur le modèle américain d'éducation et de formation et reçoit des aides financières du gouvernement des Etats-Unis (le premier donateur) et de la Fondation Soros (le deuxième donateur). Le gouvernement kirghiz apporte aussi son soutien. [...] C'est à l'heure actuelle l'université la plus réputée et la plus prestigieuse des universités du Kirghizstan » (2005, p.98).

Georges Soros et son « Open Society Institute » est un deuxième acteur très présent en Mongolie. Ce milliardaire américain d'origine hongroise finance, entre autres, diverses bourses estudiantines. Badamdaš en a bénéficié. « *La fondation Soros a financé une université d'été à Cracovie en 1997, deux Mongols ont pu s'y rendre, j'en faisais partie, ainsi qu'un doctorant en histoire. C'était intéressant de pouvoir rencontrer d'autres étudiants et de visiter Cracovie !* » (30 mars 2000). Outre la création de liens dits « intellectuels » entre l'Asie centrale et l'Occident, M. Laruelle observe l'impact politique de ces interventions par le biais de la production même du savoir. En Ouzbékistan, G. Soros a financé (toujours « entre autres ») la publication d'un Atlas Ethnique défendant une perspective constructiviste des peuples d'Asie Centrale, proche des analyses « occidentales » actuelles. Ce faisant, il s'oppose aux historiens et socio-anthropologues « classiques » du pays qui, dans la grande tradition soviétique, défendent une conception plus « naturelle » des nations, légitimant ainsi les frontières coloniales tsaristes puis soviétiques de la zone (2005). G. Soros cherche à créer une élite d'opposition au régime en place. Ne défendant officiellement que la promotion de « la démocratie », le personnage est connu pour avoir financé les diverses révolutions « colorées » démocratiques des années 2000 (Ukraine, Kirghizstan) tout en étant lié avec la CIA. « Le rôle des associations financées par les Etats-Unis dans les tentatives de “changement de régime” à Cuba, au Venezuela, au Chili, au Nicaragua et à Haïti est bien connu. Le rôle de ces mêmes organisations subversives en Europe de l'Est ainsi que dans les anciennes républiques soviétiques l'est beaucoup moins, bien qu'elles y soient encore plus présentes » (Flounders S. 2006). L'analyste canadienne décrit comment des consultants internationaux, des experts en politique et des assistants techniques travaillent de concert pour changer la législation existante, développer des associations, constituer des centres d'informations, former des fonctionnaires, mettre sur pied des conseils de quartier et des associations commerciales, tout en faisant pression pour modifier le budget de l'Etat dans leur propre intérêt³³³. L'impact de ses diverses actions sur une zone

³³³ Les démocrates américains défendent le même type de politique internationale. Voir à ce sujet l'article de J. T. Godbout, qui analyse l'utilisation du don par Bill Clinton, de concert avec Bill Gates, sans jamais remettre en question le libéralisme qui

géographique somme toute très étendue (l'intégralité de l'ancien bloc communiste, bien qu'il ait été rejeté de Russie en 2003) n'est finalement que très peu objectivé. Les universitaires locaux essaient plutôt d'utiliser ces nouvelles opportunités et se trouvent donc dans l'incapacité d'analyse critique, I. Ditchev le montre pour la Bulgarie par exemple (2001). Il en est de même pour le mouvement associatif des femmes.

« *L'association [des Femmes Juristes, dont on a vu la force de proposition législative] a été créée en 1992. En fait, deux femmes étaient allées aux Etats-Unis, invitées par une association internationale de juges, et elles ont pris connaissance de ce type d'ONG. Elles ont ensuite créé l'association mongole. Aujourd'hui, l'une de ces deux femmes est au Conseil de direction, Altanceceg. La deuxième est revenue dans sa région natale, l'Arhangai, et y dirige le bureau* » (Činčuluun, 12 mai 1999). Il en est de même pour le MFPS, qui a beaucoup travaillé avec des experts étrangers. Dans leur rapport d'activité, elles expliquent qu'elles « ont invité un expert de la Commission Fédérale des Elections américaines pour travailler avec le groupe sur les projets d'amendements » (non daté -1999, p.3). Pour la Conférence post-élections présidentielles de 1997, elles ouvrent la publication par le papier de L. Sumati et Ts. Sereglen, présentés comme « l'équipe de recherche » de la Fondation Soros à Oulan-Bator (Centre d'Education des Electeurs/trices, 1997, p.1). Cette deuxième conférence consacre son propos à l'évolution des opinions publiques en relation essentiellement avec la pauvreté, sans qu'une seule fois ne soit remis en question le nouveau système économique libéral et sans aborder la question des inégalités hommes/femmes. Ceci prouve – si besoin était - la volonté de l'association de femmes de s'occuper de politique en général, mais aussi le désintérêt patent de ses partenaires pour la question du genre. Et pourtant, ce sont eux qui la financent.

L'UNESCO s'est aussi intéressée à des projets d'instruction. Il a mis en place un programme « d'instruction informelle » radiophonique tout spécialement à destination des femmes nomades de la région du Gobi³³⁴ (incluant cinq régions administratives et touchant – selon ses propres estimations - 15 000 femmes). Le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale s'en félicite. Ce programme fut « une des façons majeures d'élever leur niveau d'instruction et d'accentuer leur égalité des droits. [Cette instruction] doit être flexible, basée sur leurs besoins, accessible à toutes. Le projet a été évalué comme un succès. L'instruction informelle dispensée a amélioré le niveau éducatif, culturel et surtout des connaissances en élevage extensif. Le projet a aussi changé la mentalité [...]. Il s'agit là d'un savoir complexe allant de la vie saine à la *connaissance juridique nécessaire à l'éducation des enfants et à la "family managment"* » (Comité CEDEF, 1999) [souligné par nous].

pourtant crée la pauvreté (2008). Il montre a contrario comment l'ancien président des Etats-Unis préconise le don (à l'international) pour favoriser la consommation.

³³⁴ Informal education for meeting education needs in Gobi women, cattle-breeders

Revenons cependant sur plusieurs aspects de ce type de projet. Constatons d'abord la prétention tout occidentale d'un organisme dont les experts – qui ne passent généralement que quelques semaines sur leurs « terrains » - s'estiment plus compétents en matière d'élevage extensif que les Mongols, alors que l'expérience des nomades centre-asiatiques est tout de même évaluée à plus de 2 000 ans (Aubin F., 1974, p.269 ; Legrand J., 1998). De plus, il existe l'Université d'agronomie et économie de l'agriculture, largement fréquentée par les étudiants *et les étudiantes* du pays, et dotée d'un certain prestige aux yeux des éleveurs et éleveuses rencontrés. On est alors en droit de se demander pourquoi l'UNESCO ne favoriserait pas plutôt la venue des étudiantes dans la capitale afin d'y suivre un enseignement connu et estimé de tous les Mongols (qui ne dispense certes pas d'enseignement « nécessaire au “*family management*” »). Nous affirmons que c'est déconsidérer ces femmes que de leur proposer un enseignement de « seconde zone »³³⁵.

La deuxième critique concerne la conception de genre développée par le projet. On remarque que celui-ci se focalise sur les femmes nomades, traduisant plusieurs présupposés. D'une part que ces femmes seraient moins instruites que leurs homologues masculins, ce qui n'est absolument plus le cas, en témoignent les diverses études citées plus haut. Le projet crée ainsi une catégorie « femmes nomades intellectuellement discriminées et donc victimes de ce point de vue », catégorie pourtant inexistante dans la réalité. Il propose ensuite de leur enseigner l'élevage, supposant qu'elles manquent de savoir-faire, ce qui double leurs inaptitudes intellectuelles supposées d'une inaptitude technique elle aussi supposée. En ciblant le groupe « femmes », le projet laisse entendre que les hommes, eux, n'en ont pas besoin, renforçant une conception du groupe « femmes » moins capables que les hommes. Cette éventuelle carence n'est pourtant jamais invoquée, en ce qui concerne l'élevage, en Mongolie. Au contraire, et on l'a vu, c'est sur cette participation « obligatoire » des femmes à la division du travail d'élevage que s'est construite la représentation nationale de leur autonomie supposée. Il n'en demeure pas moins que le projet ne tient donc pas compte des représentations de genre, qui, lorsqu'elles sont « égalitaires », devraient plutôt servir de « levier » pour un encouragement réel à l'égalité.

La dernière critique de ce projet concerne la dispense d'enseignements relatifs à la famille. Ceci révèle une conception de genre largement conservatrice, où les charges familiales restent attribuées aux seules femmes. Nous considérons que de tels projets fabriquent des catégories de citoyens dévalorisés - les femmes -, les projettent dans une dynamique d'assistanat international, tout en alourdissant leur charge de travail. Sans remettre en question le système d'économie libérale générateur de pauvreté et qui, loin de contester la domination masculine, la renforce.

³³⁵ D'autant, on l'a vu dans le chapitre sur la privatisation de l'instruction, que le problème du pays depuis la crise, serait plutôt la déscolarisation des garçons. Etc.

Enfin, l'Union Européenne est également présente en Mongolie, par le biais du programme TACIS³³⁶, qui a créé par exemple en 1993 un nouveau département d'études démographiques rattaché au département d'économie, le « Population Teaching and Research Center ». Solongo y a été recrutée en 1994 comme enseignante et chercheuse démographe, avec quatre autres femmes, le seul homme de l'équipe étant le directeur du centre. Il jouit d'ailleurs d'une formation au Japon (destination très prisée par les Mongoliens) et c'est elle qui le remplace pour la période.

Concernant spécifiquement notre sujet de recherche, ce programme TACIS a demandé à Solongo de mettre en place, depuis 1996, le seul et unique séminaire universitaire durant les années 1990 incluant officiellement une perspective genrée. Optionnel pour les étudiants du master en économie, il s'intitule « Femmes et développement ». Mais Solongo explique aussi, déçue, que loin d'apporter seulement un financement, TACIS contrôle de façon très suivie non seulement le quota horaire accordé à l'enseignement mais aussi son contenu. Au moment de sa création, un « *conseiller technique hollandais est venu mettre en place le programme que nous utilisons encore à ce jour. Le séminaire était prévu sur 30 heures de cours. En 1999, les experts TACIS ont décidé de réduire la durée à 16 heures, sans toucher au contenu ni nous demander notre avis. Ils disent que les étudiants doivent beaucoup plus travailler seuls* ». La venue d'un expert Canadien est prévue à l'été 1999, pour « *travailler avec moi sur l'actualisation du contenu des programmes* » (14 mai 1999).

Deux étudiantes (dont celle qui sert d'interprète en anglais pour l'entretien) sont allées effectuer un stage d'une année de formation en Inde. A leur retour, elles se font plus critiques. Il leur semble que le contenu du séminaire est trop général et manque d'éléments empiriques. Les enseignantes essaient maintenant de donner des exemples concernant la Mongolie. « *J'espère pouvoir en parler avec l'expert, cet été* » (14 mai 1999).

En fait, l'ensemble des formations sur le genre (conférences et séminaires) était effectué par des étrangères, invitées pour l'occasion et considérées comme les seules expertes sur la question. Par exemple à Zuun Mod, Ojuunceceg explique que les militantes de LEOC ont assisté à un stage de formation sur « la distinction de genre », organisé par un réseau « Asie du Sud-Est », avec une Malaisienne et une Indienne. Elles travaillent aussi avec l'Asia Foundation (Ojuunceceg, 17 janvier 1999). Batbajar, député PSD, a lui-même assisté en tant que chef du comité de la question des femmes, à deux grands colloques parlementaires internationaux, l'un organisé au Portugal et l'autre organisé en Mongolie. Son seul commentaire sera : « *C'était intéressant...* » (14 avril 2000).

³³⁶ Voir le site, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r17003.htm>, qui présente le programme comme suit : « Le programme TACIS vise à favoriser la transition vers une économie de marché et renforcer la démocratie et l'État de droit dans les États partenaires d'Europe orientale et d'Asie centrale. »

Genre mais pas féminisme

De la même façon que la plupart des programmes d'aide exigent une « dimension genre », TACIS (et l'Union Européenne par la voix de ses consultants) a donc fait obligation à l'Université d'Etat d'enseigner le genre. Mais pas le « féminisme », terme qui n'est que très peu utilisé en Mongolie. Lors de notre discussion avec Solongo, nous évoquons le mouvement féministe en France. Elle fronce les sourcils et demande une explication : « *J'ai déjà entendu ce terme, mais je ne comprends pas bien, s'agit-il d'un mouvement de femmes ?* » (14 mai 1999). Zanaa, elle-même, n'emploie le terme de « féminisme » qu'en présence de spécialistes de la question : « *Je suis une des fondatrices de LEOC, avec aussi par exemple la députée Enhtujaa. Tu vois, je ne connaissais rien aux idées "féministes", mais j'étais une militante dans l'âme, j'ai été très engagée, et tout de suite !, dans le mouvement démocratique. En fait, on n'avait jamais entendu parler de féminisme avant 1992. Parce que la Mongolie était un pays fermé et très éloigné des autres pays* » (5 mai 1999). Amarsanaa peut prendre du recul, elle qui a effectué un master de Gender studies à Londres et qui connaît le sujet : « *Il y a bien eu en effet un certain rejet du féminisme au moment de la transition, mais moins marqué qu'en Europe de l'Est. Les femmes voulaient rester à la maison. J'ai eu une amie comme ça, elle avait deux enfants en bas âge en 90-92. Je pense surtout en fait qu'on ne sait pas très bien ce qu'est le "féminisme" tel qu'il est pensé et vécu en Occident. J'entends les femmes dire que le féminisme, c'est remplacer les hommes par des femmes, c'est-à-dire placer les femmes au-dessus des hommes, et bien sûr, elles ne veulent pas de ça... Nous manquons de formations, de livres. [...] A l'université, tous les cours sont plutôt dirigés vers la gestion de la crise économique...* » [sourire] (6 mai 1999). Elle connaît deux femmes qui se disent féministes : Enhtujaa la députée et Burmaa. On comprend maintenant pourquoi cette dernière ne peut pas employer le terme dans ses publications. En revanche, Enhtujaa l'insuffle à LEOC puisque c'est dans leur plaquette qu'on le trouve, seul document à en faire mention sur l'ensemble des publications d'associations de femmes. Elles relatent un échange universitaire avec le Japon qui a eu lieu en 1999 et 2000 et qui fut « le premier évènement pendant lequel les théories féministes et les questions de genre ont été développées en Mongolie » (2000)³³⁷.

Le terme « genre » est alors accompagné d'un autre terme, celui de « discrimination » - ялгаварлан (jagavarlan). Zanaa l'emploie beaucoup, puisqu'il est même dans le titre de la CEDEF. Ce faisant, elle n'utilise pas les termes de дарлал (darlal) ou хавчлага (havčlag) qui signifient plutôt oppression, ou encore давамгай (davamgaj) et ноёрхон (noïrhone), dominant, et ноёрхол (noïrhol) la domination, ноёрхох (noïrhone), dominer, etc. Sans surprise, les termes de patriarcat

³³⁷ Notons que selon ses analystes, le féminisme japonais n'a pas remis en question la maternité, en s'appuyant même sur cet argument essentialiste pour ses revendications (Christensen R. et Dowdle B., 2005 ; Nishikawa Y., 1995). Les liens entre les féministes japonaises et mongoles restent à explorer. Ils pourraient expliquer aussi pourquoi le mouvement associatif n'a que très peu pensé cette question. Ceci étant dit, c'est un débat qui existe au sein de la plupart des mouvements de femmes, y compris en France, comme il a été analysé pour le mouvement pour la parité en particulier par R.-M. Lagrave (2000), de même que les n° 15 et 16 de *Nouvelle questions féministes*, 1995 et 1996, qui montrent les différences argumentaires entre « paritaristes » et « égalitaristes ».

et matriarcat, qui existent en mongol (эцгийн эрхт ёс – ecgijn erht jos -/ эхийн эрхт ёс – ehijn erht jos -) ne sont que très rarement employés. Au cours de notre enquête, ils ne l'ont été qu'une seule fois, par le fervent soutien de la candidate Batceceg. Sans qu'il soit possible de faire la part entre son sentiment personnel et sa mission de soutien (l'un recoupant l'autre ?), il dit avec un grand sourire que « *Aujourd'hui personne ne pense que le matriarcat est meilleur que le patriarcat, mais moi si. J'ai beaucoup plus confiance en les femmes qu'en les hommes... et j'en suis un, je sais !* » (2 juin 2000).

Il apparaît donc clair que ces femmes démocrates se sont formées au « genre » par le biais de l'influence internationale, celle-ci largement influencée par les perspectives occidentales les plus « neutralisantes ». Pire, J. Falquet analyse en particulier les deux notions de « *mainstreaming* » et « *empowerment* », perspectives des plus individualistes, au détriment de conceptions collectives de partage des richesses (2008, p.132-133). On comprend ainsi que l'appropriation de ces notions par les femmes empêche les stratégies collectives, qui étaient pourtant au fondement de leurs activités. Enfin, le patriarcat n'est jamais dénoncé en tant que système d'oppression. Cet encadrement idéologique explique le moindre effet du mouvement associatif des femmes sur l'espace politique mongol et l'échec de sa lutte pour l'entrée dans l'espace du pouvoir³³⁸.

b) Détournement du mouvement associatif des femmes

Ces institutions étrangères poussent au développement d'une société civile comme contre-pouvoir d'un éventuel Etat fort, celui-ci étant « toujours suspect, potentiellement totalitaire » (B. Hours, 2010, p.33). Ceci a été largement analysé pour l'Europe de l'Est. « Lors de l'effondrement du bloc soviétique, l'Occident n'avait pas confiance en les Etats ayant émergé du communisme ; il préférait avoir affaire à des individus [...] même s'ils ne représentaient personne. Ces individus, ainsi que les [associations] qu'ils allaient fonder, pouvaient (ou semblaient pouvoir) être modelés à l'image du monde occidental assez rapidement, alors que pour les institutions de l'Etat, ce processus apparaissait beaucoup plus long. Ces organisations sont donc devenues une sorte d'avant-poste du global, un instrument d'influence pour les institutions occidentales » (Ditchev I., 2001, p.102). Les analyses sont similaires concernant l'Asie Centrale. « Entre la violence de l'insurgé et le dissident qui révèle, par sa présence, les failles de régimes oppresseurs, la lutte pour la démocratie admettrait désormais un nouveau relais : le militant de la société civile » (Горджман S., 2007, p.4).

³³⁸ Nous retrouvons la même analyse en France concernant le mouvement pour la parité, à propos duquel les politistes évoquent un « féminisme 'apprivoisé' – aseptisé ?- [...] tout à fait comparable à celui qui s'exprime dans les journaux féminins, par ailleurs promoteurs de la loi » (Achin C. *et al.*, 2007, p.60). Il s'agit là des femmes qui ont pu accéder à la scène publique. Les féministes radicales, elles, n'ont quasiment pas été médiatisées, ni elles ni leurs arguments (voir à ce sujet R.-M. Lagrave, 2000).

Un des acteurs majeurs développant cette stratégie est sans conteste la Fondation Soros. En Mongolie, elle y arrive un peu tard. La presse nationale informe de l'ouverture d'un centre exclusivement réservé aux associations en novembre 1998. L'objectif officiel est de favoriser leur accès à Internet (création de leur propre site, de forum de discussions, etc.) afin de renforcer la société civile. Le centre offrira plusieurs services contre paiement : hébergement de site (170\$), développement et suivi de site (720\$), animation de discussions en ligne (480\$) et formation sur Internet (30\$-210\$). La Fondation fournira aussi des bourses à certaines associations pour avoir accès à ces services (*Mongol Messenger*, 9 déc. 1998)³³⁹.

Nouveaux modes de faire

Attirées par ces nouvelles technologies qui leur sont directement destinées, les associations de femmes se professionnalisent. Elles étaient déjà habituées à travailler à la façon des administrations. Elles s'adaptent donc parfaitement à une nouvelle forme de bureaucratisation, un nouveau mode d'organisation associative standardisée, avec un bureau directeur et un bureau exécutif, l'ensemble contrôlant un budget en dollars américains. On l'a vu, dans les faits, la distinction est malaisée. Dans le montage des dossiers en revanche, elles savent comment « ficeler » une bonne présentation pour ensuite répartir les ressources. La budgétisation, justement, est bien le nerf de la guerre. Le modèle vient des Etats-Unis, par le biais de Žamaa. « *En 1994, j'ai passé une année dans le Minnesota pour un programme d'étude de la budgétisation non lucrative des ONG. A mon retour, j'ai été engagée dans la rédaction du projet de loi sur les associations* » (16 juin 1999). « Le rapport économique paraît devenir hégémonique sous les contraintes publiques, mais aussi à travers l'attrait de certaines associations pour l'imaginaire entrepreneurial » (Eme B., p51, 2001), imaginaire, en Mongolie, en provenance directe des Etats-Unis. Ainsi, et comme semble-t-il dans l'ensemble du bloc soviétique, « l'activité concrète sur les projets n'est souvent qu'une excuse pour se créer un emploi » (Ditchev I., 2001, p.100). Le problème inhérent à ce type de fonctionnement est aussi une nouvelle forme de temporalité, le court terme. Que ce soit pour la mise en place des projets comme pour leur financement. C'est bien là la différence avec l'ancienne administration. Ce qui peut aussi expliquer la tendance « individualiste » de certaines militantes salariées. Il faut bien profiter de la ressource tant qu'elle est là car on a parfaitement connaissance de sa volatilité. Aux dépens de l'engagement politique – ici « de genre ».

Le deuxième mode de faire qui leur a été imposé fut celui de la mise en réseau, leur fameuse tentative de « faire mouvement ». En fait, c'est lors d'un meeting international féministe

³³⁹ Signalons que, fidèle à la défense de son idéologie libérale, la Fondation Soros a aussi par exemple financé une enquête sur la police : « La fondation souhaite mettre en place un programme de travail à l'amélioration des relations entre la population et la police » (UB Post, 27 avril 2000).

tenu à Bangkok en 1997 axé sur la conception de réseaux que Zanaa a découvert la technique que nous qualifions de « transversale ». « *Nous avions discuté de la façon concrète dont nous pouvions faire avancer ce réseau et travailler ensemble* » (Zanaa 20 mai 1999). C'est à son retour qu'a été décidée la tenue du Troisième Forum des Femmes Est-Asiatique à Oulan-Bator, en 1998. Indéniablement, la rencontre, puis la publication en mongol des communications des intervenantes permet un échange de savoirs, de perspectives d'analyses, d'outils de compréhension, ce qui est réclamé par les militantes mongoles. Et plus tard : « *Au mois d'avril, je suis allée à Manille, envoyée par l'association [le CRIF] pour un colloque sur les "Women electronic network". Nous avons discuté des techniques de mise en réseau et sur la préparation de la conférence de Pékin. C'était vraiment intéressant, stimulant !* » (Airuna, 21 mai 1999). Nous l'avons vu plus haut, cette stratégie n'a pourtant pas fonctionné.

Nouvelles thématiques

Nous observons aussi que les organisations internationales proposent des thématiques de formations et d'actions qui n'étaient pas celles intéressant au départ les associations de femmes. Ouvertes et avides d'échanges, celles-ci s'y inscrivent. Par exemple, un article tente de faire la publicité des nouveaux Services de régulation de l'emploi (sorte d'ANPE sans les allocations chômage), en présentant celui de Songino District. On y apprend que la directrice du service, une certaine journaliste et membre de LEOC, a fait plusieurs stages à l'étranger : « 1995, en Thaïlande sur l'emploi des femmes ; 1996, sur le *management* en Allemagne ; 1999, en Italie sur la création d'emplois » (Zuuni Medee, le 20 avril 2000). Nous ne relaterons pas les nombreuses formations en *managment, leadership*, et autre *empowerment* et *self-confidence promotion* que les militantes des autres associations ont suivies. Ce faisant, elles délaissent leurs premiers combats.

Sarantujaa, chargée de mission « genre » au PNUD explique dans un premier temps que le principal objectif de l'organisation est de faire du « *gender mainstreaming* » auprès des hauts fonctionnaires. En 1997, elles ont disposé d'un million de US\$ pour organiser un « *high level summit* » convoquant les hauts fonctionnaires ministériels et régionaux, des parlementaires, des leaders d'associations³⁴⁰. Elle ne réagira pas face à notre étonnement devant une telle somme. La façon dont celle-ci a été « dépensée » et « répartie » fait partie des points aveugles de l'enquête sociologique. Gageons que les intervenants étrangers ont aussi eu leur – généreuse - rétribution.

Le PNUD s'est surtout donné pour « mission » de « *lutter contre la pauvreté et pour le développement humain* », y compris en Mongolie. « *Et d'ailleurs, nous sommes en train d'essayer de toucher plus les associations, [car] elles sont beaucoup plus confrontées à ces préoccupations.* [Pensez-vous que les instances gouvernementales échouent en quelque sorte – celles-là même qui ont pourtant

³⁴⁰ De tels programmes ont-ils jamais eu lieu en Europe, en France ?

participé au « *high level summit* » ?] *Pas nécessairement. Le rôle du gouvernement évolue. Du temps du communisme, l'Etat était partout, prenait tout en charge. Avec le système actuel de libre marché et de libertés civiles, la société civile se développe très largement en fournisseur de services (« services provider »). Le gouvernement doit être solide techniquement, mais doit aussi être limité dans ses pouvoirs. Sinon, on retomberait dans une intervention à outrance* » (Žamaa, 16 juin 1999). Dans ce vaste programme de lutte contre la pauvreté, Sarantujaa évoque un programme, piloté par le Cabinet du Premier ministre, d'apprentissage de stockage du lait de jument en le séchant et en le transformant en poudre. « *Il paraît que ce lait est très bon pour les maux respiratoires*³⁴¹. » Il s'agit de fournir une source de revenu aux femmes rurales. [Et quel serait l'apport spécifique par rapport au fromage sec, sans limitation de conservation et base de consommation de produits laitiers par la population ?] « *Nous pourrions l'exporter, alors que le fromage ne s'exporte pas* ». Il faut donc identifier des « femmes pauvres » dans les villages, charge qui revient à un fonctionnaire du *Sum* (6 avril 2001). Nous retombons ici dans la crainte du réseautage, sachant en plus que les femmes les plus pauvres sont urbaines et sans troupeau et ce programme ne les touchera donc pas.

Cette approche de la « pauvreté » est aujourd'hui critiquée (voir en particulier B. Hours, 2010). J. Falquet, qui s'appuie sur le travail de B. Lautier, montre surtout que les organisations internationales ont développé, en lien avec la thématique, des techniques d'évaluation statistiques sophistiquées. Celles-ci, dans leurs « significations » toutes libérales (création de catégories de pauvres qui cachent les réalités des populations) semblent alors bien proches des techniques soviétiques d'instrumentalisation des chiffres, pourtant raillées par les mêmes statisticiens (2008, 148). En Mongolie, ce sont très précisément les associations de femmes avec leur formidable volonté de modernisation de la recherche, qui ont été mobilisées, et détournées.

« La question de la violence domestique, incluant les abus à l'encontre des enfants, est de plus en plus présente sur la scène publique et dans les médias, après tant d'années de déni social et gouvernemental » peut-on lire dans les rapports de 1997 (p.12) et 1998 (p.13) (exactement le même paragraphe) du PNUD. « Même s'il n'existe aucune statistique fiable sur l'étendue de ce type d'abus, les acteurs humanitaires, les associations de femmes, les diplomates et autres observateurs étrangers pensent que le phénomène est commun. » Dans le traitement de cette question par la communauté internationale, rien n'est dit sur la domination masculine dans son ensemble, les femmes restent les victimes d'une entité impalpable : l'alcool, la crise économique et de façon sous-jacente leur « faiblesse physique », seules raisons invoquées comme explication.

³⁴¹ De telles vertus thérapeutiques sont attribuées à de nombreux mets, comme par exemple la viande de loup, le gras du mouton, etc.

Nous ne cherchons pas ici à minimiser le problème. Mais cet intérêt de la part des « diplomates et autres observateurs étrangers » pour la situation des femmes, en particulier leur corps et donc leur sexualité et la reproduction, en Mongolie n'est pas neutre du point de vue du genre et de la nation. Car cette thématique a bien aussi été « inspirée » par les Etats-Unis. Sosorma, la directrice du CAV, est allée visiter le SASS en Oregon³⁴² « en vue d'un échange d'expérience ». En retour, une consultante et un psychologue australiens travaillent au CAV à Oulan-Bator et organisent des stages et formations pour les personnes impliquées dans le Centre.

Il s'agit bien ici aussi de l'instrumentalisation d'une revendication féministe, revendication que l'on trouve partout dans le monde mais dont les acteurs internationaux ne se préoccupent pourtant généralement pas dans leurs propres pays. Les féministes ont réfléchi à cette problématique, comme par exemple Christine Delphy, à propos de l'intervention armée américaine en Afghanistan (2002). Celle-ci, qui s'est largement effectuée au nom de la « démocratie » et de l'égalité homme/femmes, est dénoncée comme une nouvelle forme de guerre coloniale³⁴³. La Mongolie n'est pas bombardée. Mais l'action de l'ensemble des acteurs internationaux est pourtant très comparable en terme d'imposition de normes sociales, politiques et économiques, comme elle a tenté de l'être dans l'ensemble du bloc ex-soviétique. « Quand les nations capitalistes européennes colonisèrent pour la première fois le monde, la croix suivit bientôt le fusil. Des milliers de missionnaires firent partie intégrante du mécanisme de conquête et d'assujettissement. L'implantation d'une administration coloniale exigeait que l'on réorganisât la société et la structure de la propriété de façon à privilégier les colonisateurs. D'où l'utilité de l'enseignement, de la formation et de l'orientation politique dispensées aux membres de l'élite locale appelés à collaborer. [...] En Russie aujourd'hui, ce ne sont pas que des organisations religieuses qui inondent la région. Le premier rôle pour la propagation des valeurs capitalistes revient aux associations spécialistes des “droits de l'homme”» (Flounders S., 2006).

³⁴² “Sexual Assault Support Services of Portsmouth, aux Etats-Unis “est une organisation non lucrative qui fournit de la formation, du soutien et de la défense juridique aux survivant(e)s (*survivors* en anglais, terme neutre) de la violence sexuelle et à leur famille ». Voir : www.sass-lane.org/index.html

³⁴³ La même analyse est aussi produite concernant la France (Delphy C., 2004) et l'intérêt majeur de la classe politique pour la question du voile, alors que les mêmes acteurs (et actrices aussi !) politiques commencent toujours par résister fermement à tout progrès en matière d'égalité hommes/femmes. Pour ces 20 dernières années, en témoignent la résistance au mouvement pour la parité, celle à l'adoption du PACS, celle aux politiques de développement de service à la petite enfance, etc. Et plus récemment, le Centre National pour les Droits des Femmes ne parle plus de résistance, mais de recul, avec la fermeture de centres IVG, l'appauvrissement des femmes au moment du passage à la retraite, les difficultés d'adoption d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes, etc.

Un texte est alors lancé le 8 mars 2005 par le réseau féministe NextGenderation à l'occasion de la journée internationale des femmes au moment de la campagne pour la constitution européenne, titré « Pas en notre nom » et qui déclare : « A la nouvelle clique des gardiens autoproclamés des “droits des femmes”, que nous n'avons jamais rencontrés ni comme participants, ni comme soutiens dans nos mouvements et nos luttes de femmes pendant de longues années, nous disons avec détermination : PAS EN NOTRE NOM ! ». En ligne sur : www.nextgenderation.net. E. Dorlin en reprend le titre dans un article qu'elle publie notamment sur le site politique L'Autre campagne. Elle y précise en sous-titre : « Contre la récupération raciste du féminisme par la droite française » et y dénonce aussi ce qu'elle analyse comme une « racialisation d'un principe politique », l'égalité hommes-femmes étant le principe politique, l'idée qu'il est défendu par les blancs européens face à des « étrangers », sa racialisation.

Or, la revendication de l'égalité des « droits humains » a fini par englober, à la fin des années 1990, l'ensemble des revendications des femmes en Mongolie. Comme l'explique Zanaa, « *En ce qui concerne la critique de certaines femmes pour le féminisme occidental, pour ma part, je suis les principes des droits humains, plutôt que ce qui est occidental ou de n'importe quel autre horizon* » (5 mai 1999). En fait, elle a pris connaissance de la CEDEF en 1996, « *date à laquelle j'ai participé à un meeting sur les droits humains à Jakarta* [rassemblement organisé par Asia Pacific Organisation on Human Rights et nous avons été financées par l'Asia Pacific Women in Politics, branche de US Aid]. *J'ai alors décidé de me consacrer au développement des droits humains en Mongolie* » (20 mai 1999).

Cette thématique des droits humains est à la fois neutre et internationale par excellence. En septembre 1999, Zanaa rédige un papier sur « Les droits humains des femmes et la législation mongole ». Elle interpelle ainsi l'Etat : « Le gouvernement mongol a déclaré son engagement envers le respect des droits humains dans ses Constitutions de 1924, 1940, 1960 et 1992. Il a ratifié différentes conventions internationales sur les droits humains, incluant ceux des femmes, depuis 1965. [...] Les changements apportés par une transition pacifique vers la démocratie en 1992 ont créé de nouvelles et réelles opportunités. [...] Cependant, le gouvernement mongol n'a pas été capable d'assurer le résultat de ses promesses d'égalité et d'équité entre hommes et femmes » (1999, p.2). Cet angle d'attaque lui permet d'aborder l'ensemble des thèmes touchant les femmes (J. Zanaa et Comité CEDEF, 1999).

La notion n'a pourtant pas été intégrée immédiatement par la démocratisation. Elle s'est développée à partir de 1998, lorsque LEOC a lancé un programme impulsé par le PNUD sur « Enseigner les droits humains » à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration Universelle. Elles ont alors produit une brochure diffusée dans les écoles primaires, puis organisé une conférence rassemblant les associations intéressées (LEOC, 2000). Une Commission Nationale des Droits Humains est ensuite créée en 2001 (*Mongol Messenger*, 17 janvier 2001) et réalisera des enquêtes et des rapports gouvernementaux en lien avec les associations. Elle aurait examiné les plaintes de 100 à 160 citoyens entre 2003 et 2005, faisant état de violation de leurs droits et libertés fondamentaux (Comité CEDEF, 2007, p.8).

Face aux résistances étatiques opposées aux revendications « d'égalité de genre », cette dernière notion qui se veut généralisante, sera le levier d'un nouvel argumentaire discursif. Elle sera aussi l'occasion d'une nouvelle vague de création d'associations, en 2000-2001, qui porteront dans leur intitulé même les termes de « Droits humains ». Elles sont, de fait, moins « frontalement » ciblées sur « l'égalité de genre », même si celle-ci en fait partie. Elles espèrent mettre en place de nouvelles stratégies. Qui ne seront pas plus efficaces que les précédentes.

Présentons ici l'association Droits Humains et Développement, (*Human Rights and Development*), créée en juillet 2000 par la juriste Činčuluun qui avait été la première salariée de l'AFJ, puis licenciée. Sa nouvelle association, devenue véritablement active à partir de 2001, rencontre un vrai succès. En témoigne le nombre de partenaires financeurs : le Global Fund for Women, Mama Cash³⁴⁴, la AUSAid, la Fondation Soros, l'Asia Pacific Women Law and Development, le PNUD, la United Nations Human Rights High Commission, la European Human Rights Commission. Činčuluun et les militantes de son association sont aussi en contact avec la représentante d'Amnesty International en Mongolie, une certaine Altantujaa. Elles bénéficient d'un budget de 75 000 US\$ sur l'année 2001, ce qui leur permet de salarier huit femmes. Činčuluun compte 25 bénévoles et des branches dans huit *Aimag*. Elle déclare avoir bouclé cinq projets : une petite recherche sur le trafic de femmes (projet financé par une ONG basée à Bangkok), un projet sur la santé, un autre sur les conflits à propos des pâturages [!]. Elles publient une petite revue trimestrielle et rédigent régulièrement des rapports concernant les droits humains en Mongolie, à destination du gouvernement, de partenaires étrangers, de la presse nationale et internationale, de rencontres entre associations locales, etc. (4 avril 2001). Au printemps 2001, Činčuluun explique qu'elles sont en train de travailler sur trois nouveaux projets quasiment achevés et d'en concevoir deux autres, principalement sur la lutte contre la violence domestique et sur l'amélioration des conditions de détention en préventive. Elles sont en train de préparer des émissions pour la radio ; elles ont déjà réalisé et diffusé une cinquantaine de petits programmes radiophoniques, auxquels les auditeurs et auditrices ont énormément réagi en appelant la station, expression d'opinion ou témoignages personnels, dont un nombre notable en provenance de la campagne. Ce qui lui fait dire que la population a connaissance d'un certain nombre de problèmes (violence domestique, conditions de détention), et qu'elle éprouve le besoin d'en parler car elle considère ces pratiques et événements comme des injustices (4 avril 2001). Elle emploie volontairement le terme de torture (эрүүтгэл – *erüüt – erüüt sūüilt*), ce qui marque une évolution dans les discours de ces expertes associatives.

La mode en matière de sujets d'intérêts pour les organismes internationaux continue d'évoluer et avec elle, les propos et intérêts des militantes mongoles. En 2000 et 2001, nous remarquons ainsi la créations d'associations d'un nouveau type : les « spécialisées ». Il s'agit d'une association de femmes handicapées, une autre de « célibataires », sorte d'agence matrimoniale associative composée à 60% de femmes, qui rejoint même la Coalition.

³⁴⁴ Mama Cash est une organisation néerlandaise qui déclare être la première organisation de lutte internationale à s'être créée en 1983 pour les droits des femmes. On trouve dans la liste de ses partenaires la Fondation Nike et l'Open Society Institute (Soros), et autres fondations américaines. Voir son site : www.mamacash.org

Zanaa, lors de notre entrevue en juillet 2001, prononce un nouveau « concept », celui de « *women trafficking* » et même celui du trafic d'organes. Elle vient d'en être informée lors d'un séminaire organisé du 5 au 7 juillet 2001 par le ministère mongol de la Protection sociale et par le Bureau International du Travail. Les intervenants ont expliqué que des filles mongoles seraient vendues (par des « Russes locaux », étudiants en droit en Europe), en Europe de l'Est, au Japon et en Corée du Sud et transiteraient par la Chine vers Singapour. Elle dit avoir trouvé dans la presse des annonces d'emplois fallacieux (10 juillet 2001). Le sujet est à la mode dans les instances internationales. En Mongolie pourtant, il n'est pas si important : « La Mongolie a enregistré sept affaires criminelles d'achat et de vente de personnes pendant la période 2003-2005. [...] La Mongolie est en train d'examiner la possibilité de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Le Protocole additionnel vise à la prévenir, la réprimer et la punir pour la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. [...] Le Gouvernement a adopté en 2005 un programme national de protection des personnes contre la vente, et, en particulier, l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants » (Comité CEDEF, 2007, p.11). La rumeur aujourd'hui évoque plutôt le développement, dans la capitale, de prostitution pédophile à destination de clients étrangers.

Enfin, un dernier type d'association de femmes émerge, celui d'une élite sociale qui se démarque sans vergogne d'un militantisme citoyen populaire. Il s'agit de la création d'un Club Soroptimistic par Zanaa en 2000. « *C'est une ONG de femmes sur le modèle du "Rotary club". La maison mère est en Angleterre, à Cambridge. Mais le premier groupe s'est formé en Californie, à Oakland. Les nouvelles membres ? Je suis allée les rencontrer chacune en particulier, je les connais toutes personnellement, ce sont des amies.* » Il s'agit d'une leader du CIRF, d'une haute fonctionnaire du ministère de l'Environnement, d'une poète, de la directrice de l'école de médecine, de la directrice générale de l'Agence d'Information et de Communication, etc. On est bien là sur un nouveau mode, celui du clientélisme d'élite aujourd'hui assumé. Zanaa est de fait devenue présidente du club.

Les liens entretenus entre associations et Etats constituent un sujet d'analyse largement investi. Du point de vue des principes démocratiques, A. Caillé relève que la spécialisation des associations dans le monde « est à la fois leur force et leur faiblesse ». Leur force car leur expertise a permis de faire entendre les voix de certaines minorités qui n'avaient pas d'autre espace d'expression, comme les « femmes, [les] anciens colonisés, [les] minorités sexuelles » (2001, p.196). Mais c'est aussi leur faiblesse car d'une part, « Plus elles se spécialisent et [...] plus l'écart se creuse [...] entre les permanents (qu'ils soient salariés ou bénévoles) d'un côté, les militants ou les bénévoles plus occasionnels de l'autre et les populations aidées enfin » (2001, p.196-197). Et d'autre part, « [...] s'il devait ne plus exister que des associations spécifiques, toutes en quête de

victimes particulières à défendre, alors on ne voit pas lesquelles seraient à même de poser en tant que tel le problème de la construction et de la défense d'un mode de fonctionnement démocratique global, du cadre général où [les associations] puissent s'articuler et trouver leur place, aux côtés du marché et des Etats » (2001, p.197). Ainsi, « Dépourvues des moyens d'imposer leurs choix, trop étroitement spécialisées, elles doivent structurellement céder le pas aux Etats. Leur problème est "qu'elles [les associations] arrivent toujours trop tard ; elles réagissent seulement aux crises ; leur capacité d'anticipation et de prévention est bien inférieure à celle de l'Etat" écrit Michael Walzer [2000, p.48]. [L]es associations civiques jouent au mieux un rôle correcteur : leurs militants [...] sont incapables de faire la paix dans un pays déchiré par une guerre civile ou de redistribuer les ressources sur une échelle significative » (2001, p.199).

B. Eme, de son côté, reconnaît aux associations une efficacité de « proximité ». Mais « Le changement de la société est moins à l'ordre du jour que le changement de la condition des personnes [...] en difficulté [...] socio-économiques. Les politiques publiques qui ne cessent tout à la fois de focaliser leurs actions sur la proximité [...] et de faire appel aux solidarités associatives renforcent [...] leur emprise sur les associations » (2001, p.50). J.-L. Laville poursuit l'analyse en notant que « les soins apportés aux enfants, aux personnes âgées ou malades, relèvent d'un travail de proximité défini comme un travail "entrepris par affection ou par sens des responsabilités envers autrui, sans en attendre de rétribution financière immédiate" [Folbre, 1997, p139]. A ce titre, ce travail de proximité a principalement été accompli par les femmes [O'Connor, 1996] ; [...] au sein de la sphère privée, ce qui avait pour contrepartie de restreindre leur participation à la sphère publique et leur accès à la citoyenneté [Pateman, 1988, p.236-260] » (2001, p.93).

Ces analyses sont parfaitement valables pour la Mongolie, où nous venons de comprendre comment les militantes ont complètement délaissé leur lutte initiale, c'est-à-dire l'engagement pour la démocratie à l'échelle institutionnelle et la promotion des femmes en politique. Elles qui concevaient l'espace associatif comme imbriqué dans l'espace politique, avec des actions franches à l'adresse des partis et des parlementaires, ont progressivement glissé vers un espace public dilué dans une « société civile », dont les actions se tournent désormais vers l'espace domestique et les « tâches éternelles » (Selim M., 2010, p.138), ce qui les ramène à leur « nature ». Leurs actions se fragmentent aujourd'hui en une multitude de sous-thématiques spécialisées, isolées et éloignées les unes des autres. C'est un résultat radicalement opposé à celui qu'elles souhaitaient initialement et qui était « vendu » par les organismes internationaux dans leur soutien à la « mise en réseau ».

c) Et instrumentalisation

Instauration de la démocratie libérale par les femmes

Ce que nous montrent nos observations, c'est que le mouvement associatif des femmes a été non seulement détourné de ses revendications initiales, mais a également été instrumentalisé. Car ces associations constituées exclusivement de femmes sont identifiées par l'ONU et la Banque mondiale comme les seuls partenaires fiables pour leurs programmes. Avec le fait qu'« un certain discours de la société civile est récupérable par des institutions internationales en quête de relégitimation face à la persistance de la pauvreté » (Caillé A. et Laville J.-L., 2001, p.9).

Cette découverte n'en est pas une. I. Ditchev souligne que sur l'ensemble du bloc ex-soviétique, « L'action locale n'est qu'une occasion pour l'apprentissage du global. [...] [Les salariés associatifs] acceptent donc volontiers le pacte tacite consistant à représenter une culture globale et disséminer l'exemple (en devenir le *multiplié*). Les [associations] deviennent alors la nouvelle *forge de cadres* [souligné par l'auteur] qui alimente le domaine politique, ainsi que celui de l'économie. [...] Par conséquent, même si un bon nombre de projets semblent être pur gaspillage d'argent, ils ont certainement réalisé leur but stratégique, à savoir créer une nouvelle classe de médiateurs entre le global et le local ». Il précise qu'« Il est évidemment difficile de définir la “culture globale”, même si dans chaque cas concret, on peut bien la sentir » (2001, p.100). « Ces nouvelles formes de mobilisation non gouvernementales “qui vont dans le bon sens”, affichant tous les attributs de l'activisme moral³⁴⁵, de l'internationalisme, apparemment à l'écoute des besoins réels, sont en même temps les vecteurs capillaires d'un véritable impérialisme symbolique » (Guilhot, 2001, p.30). Il semble bien que nous ayons assisté au même phénomène en Mongolie. L'échec de ce mouvement associatif de femmes est alors très comparable à ce qu'observe B. Eme partout dans le monde qui pose l'hypothèse d'une « crise larvée, mais profonde des “nébuleuses associatives”, [avec] un brouillage du sens [de leurs] pratiques au regard de leur visées de transformation de la société, et une crise politique où semblent se perdre les finalités et les orientations générales [de leurs] actions. » Et selon lui, « Cette crise est due à l'emprise grandissante des logiques technico-instrumentales (économisation, professionnalisation, esprit gestionnaire et entrepreneurial, affaiblissement des perspectives militantes, inscription dans un système de pouvoir, etc.) au détriment des logiques civiques de solidarité [...] en fonction d'une visée politique de transformation de la société » (2001, p.28).

L'exemple le plus frappant de cette instrumentalisation fut peut-être celui de notre rencontre avec l'Allemand Heino, chargé de mission de protection de l'environnement pour la GTZ dans la région de Hovd. Le 24 mai 2001, à Čandamand, Heino constate que les travaux de rénovation qu'il a lancés début avril n'ont pas commencé. Il est fâché, mais donne cependant 200 000T à Davaa (l'équivalent de trois mois de salaire pour Davaa) sur les 400 000T qui étaient prévus. Il s'agit d'aménager « *un centre de documentation sur*

³⁴⁵ B. Hours analyse aussi cette « moralité globale » libérale des organisations internationales (2010).

l'écologie, l'environnement, la nature, etc. avec des livres et surtout un ordinateur. » Sur les cinq villages couverts par son projet, seul l'un d'entre eux a fini l'installation...

Début juin, il retombe sur moi chez Zundujzams au bord du lac, ne cache pas sa surprise. Nous parlons plus longuement et il m'explique qu'il a pour mission aussi, d'intervenir sur le surpâturage et les conflits entre éleveurs. Je ne dis rien mais je suis sceptique. Les Mongols n'ont pas attendu les consultants étrangers pour régler ce type de problème.

Nous nous retrouvons enfin à Hovd à la mi-juin. Il est enthousiaste, il a une nouvelle idée : il me propose de m'embaucher. Car, voyant que ses missions n'avancent pas, il souhaite travailler avec les associations de femmes. *« Je vois bien que ce sont les seules à faire des choses, elles sont fiables et réceptives. »* A-t-il entendu parler d'associations de femmes intéressées par la protection de l'environnement ? *« Non mais justement toi, tu pourrais faire le lien, les former, travailler avec elles ».*

Nous n'avons pas enquêté plus loin sur les intérêts spécifiques de l'Allemagne, la Hollande, la France, etc. en Mongolie, ce n'était pas notre sujet. Il n'en demeure pas moins que les associations de femmes et par elles, « la classe des femmes », fut bien un bénéficiaire ciblé en vue de sa transformation en média de l'instauration d'une certaine démocratie, libérale. L'article titré « Les femmes mongoles sont toujours actives » commence par : « Une des résolutions des Nations Unies déclare qu'une société qui n'inclut pas les femmes dans tous les aspects de la vie sociale et politique, y compris en tant que décideurs, ne peut alors pas être considérée comme une démocratie » (*UB Post*, 8 juin 1999). Tous les intervenants dans le pays le feront au nom de cette démocratie. Comme par exemple l'ambassadeur australien à Pékin, qui va aider la Coalition des Femmes pour la publication d'un article dans le magazine "Education des électeurs" (Rapport d'activité pour le mois d'avril 2000).

Les samedi 8 et dimanche 9 avril 2000 se déroule la conférence organisée par l'IRI. Elle s'intitule « Les femmes, la politique et les élections » et l'objectif de la conférence est de « soutenir la participation des femmes ». L'IRI a financé la venue d'une centaine de femmes, de quatre partis, PND, PSD et PPRM et le Parti Républicain. Il semblerait qu'il y ait une femme en provenance de chaque *Aimag* et de chaque parti. Quatre intervenantes prennent la parole en assemblée plénière : Ojuun, Narangerel, Enhtujaa et une des deux invitées d'honneur américaines, les gouverneures adjointes du Sud-Dakota et de l'Utah, en visite en Mongolie. Puis les femmes sont invitées à travailler en quatre sous-groupes, par parti politique, le Parti Républicain se trouvant mêlé aux présidentes d'associations telles que Zanaa qui ont aussi été invitées. L'animateur ou animatrice des « *workshop* » propose des « *role play* » et autres activités « dynamiques ». Puis viennent les conclusions. Le ton employé est très paternaliste, c'est un enchaînement de « *you have to...* » Les deux premières interventions se focalisent sur la communication : « *ce qui est important, c'est le travail sur votre image, les électeurs sont attentifs à l'image que*

vous proposez de vous-même... » explique le consultant américain responsable de l'IRI en binôme avec Bajara, puis aborde la question du drapeau sur les photos, des couleurs en relations avec les symboles du pays (le bleu, le rouge), etc. Le lendemain, à propos de l'argent, il est dit : *« vous pouvez avoir de l'argent et c'est même une très bonne chose. Et vous pouvez avoir de l'argent sans devenir corrompus. »*

Le lendemain de leur intervention à l'IRI, le 10 avril 2000, nous retrouvons les deux Américaines au meeting des femmes candidates du PSD. La gouverneure adjointe de l'Utah est invitée à parler. Dans son discours déclamé avec prestance, elle commence par faire référence à Margareth Thatcher, à Indira Gandhi, etc. Elle leur conseille d'être attentives aux problèmes d'argent car *« l'argent, c'est le pouvoir »*. Puis elle donne encore une série de conseils, avec entre autres : *« apprenez à gérer un budget car c'est le plus important »*. Elle finit par : *« J'espère que vous aurez toutes l'occasion de venir me rendre visite aux Etats-Unis »*. Elles sont aussi invitées par la Coalition des Femmes à une rencontre le 13 avril. *« Nous avons discuté à propos de la conférence de l'IRI, de ce à quoi les femmes doivent faire attention quand elles rentrent en politique, leur stratégie »*. Le 25 avril, Zanaa, Tungalag et Amaraa ont rencontré l'ambassadeur anglais en vue d'un [petit] soutien financier » (Coalition des Femmes, 2000, p.1-2).

Les associations de femmes sont ainsi devenues totalement dépendantes de leurs bailleurs de fonds internationaux. Et sous couvert de l'universalisme des droits humains ou encore des libertés fondamentales, elles deviennent les courroies de transmission de valeurs occidentales telles que l'individualisme poussé à son paroxysme et le libéralisme économique. Des anthropologues et économistes féministes ont déjà montré comment le microcrédit est un « faux nez du néolibéralisme » (Hofmann E. et Marius-Gnanou K, 2007). *« C'est [...] un dispositif qui [...] instrumentalise les femmes pour mieux libéraliser l'économie »* (Treillet S., 2007 mais aussi entres autres Falquet J., 2008, qui s'appuie sur les travaux d'Hedwige Peemans Poulet, 2000).

N. Guilhot ne mâche pas non plus ses mots : *« Le soutien à la participation de la société civile au processus politique prend souvent la forme d'une exportation de cette institution typiquement anglo-saxonne qu'est le think tank, vivier d'une élite qui doit beaucoup aux nouveaux missionnaires de la démocratie. Parfois ce néocolonialisme des bonnes intentions peut toucher au ridicule, plus par naïveté que par machiavélisme : [il en est] ainsi lorsque la NED, une agence américaine para-étatique [...] fait de l'éducation pré-électorale en Mongolie en faisant traduire *Le Contrat avec l'Amérique* de l'idéologue de la droite républicaine Newt Gingrich, réintitulé pour l'occasion *Contrat avec l'électeur mongol* »* (2001, p.30). Or, l'association qui a diffusé ce type de documentation est bien le MFPS, l'une des associations majeures de femmes. Il s'avère ainsi que plus que l'instrumentalisation de « la société civile », « l'ONU agit de concert avec la Banque

mondiale, le FMI et les gouvernements des pays du Nord pour imposer le néolibéralisme. Surtout, [les institutions internationales développent des stratégies] pour neutraliser les mouvements sociaux et pour capter à leur profit la légitimité et l'énergie transformatrice du mouvement féministe. On constate alors à quel point l'instrumentalisation des femmes est au cœur de l'extension de la mondialisation » (Falquet J., 2008, p.19).

Diffusion en Asie

Il semble bien que, sous couvert d'encouragement de partenariats avec les voisins asiatiques, les organisations internationales tentent d'utiliser les associations de femmes mongoles pour un rayonnement sur le continent, tout du moins dans des pays au contact difficile. En témoignent plusieurs exemples. « Le MFPS a coordonné la Rencontre Régionale sur le rôle des associations qui a eu lieu du 24 octobre au 7 novembre 1997. La rencontre a rassemblé des représentants de la Mongolie et de cinq pays de l'Asie Centrale³⁴⁶. Ce fut l'occasion d'un dialogue constructif entre les organisations de femmes et d'identifier les questions importantes les concernant en considérant la région dans son ensemble » (MFPS, non daté -1999, p.4). Quels en ont été les résultats ? « *Nous ne savons pas, le contact avec ces pays est aujourd'hui difficile, les femmes ne sont pas tellement dans ces dynamiques...* » (Baigalmaa, 16 mai 2000). Le Comité CEDEF dit avoir travaillé en coopération avec des femmes russes et coréennes, à qui elles ont donné des *trainings* portant sur les problèmes économiques lors d'une rencontre à Irkoutsk (Zanaa, 27 mars 2000).

LEOC a organisé la venue d'une délégation de femmes nord-coréennes en février 2000, « *pour leur montrer comment la démocratie peut ouvrir un pays. Maintenant que ces femmes sont venues en Mongolie, on peut espérer que le progrès va germer dans leur pays. Ils en sont au stade où nous étions il y a dix ans et c'est important qu'ils se développent. [...] Auparavant, tout contact était impossible. Nous ne savons pas pourquoi le gouvernement coréen a accepté soudainement. Sur huit associations de femmes avec lesquelles nous avons eu un contact, une seule a été autorisée. Cinq femmes sont venues, mais accompagnées de trois hommes, ils étaient clairement là pour les surveiller !* » (Ojuunceceg, 24 sept. 2000). Nous pouvons cependant comprendre leur méfiance : le séjour a été financé par la NED. La directrice adjointe me dit « *cette année est très "internationale", nous avons aussi un échange avec la Russie, une association de femmes qui s'appelle Angara* » (24 sept. 2000). Elles évoquent également un programme de développement des « *women leadership* » avec les Philippines (plaquette, non datée – 2000). Etc.

C'est LEOC qui a organisé le Troisième Forum des Femmes Est-Asiatiques à Oulan-Bator, les 23-26 août 1998, au Palais des Enfants. Le premier avait seulement eu lieu en 1994, à Inoshima au Japon, le second en 1996, à Séoul. Le quatrième s'est ensuite tenu en 2000 à Taïwan.

³⁴⁶ le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan

La Mongolie a donc été rapide à organiser cette rencontre, au regard de leur date de création (1992). « L'objectif du Forum est de réfléchir aux questions culturelles, économiques, sociales et politiques que rencontrent les femmes de la région, [...] à travers la coordination et la collaboration de la communauté des ONG. » Elles ont accueilli 320 femmes en provenance du Japon, de la Corée du Sud, de Hongkong, de la Chine et de Taïwan. Le forum s'est organisé autour de trois thématiques, dont on connaît aujourd'hui la portée « non neutre » : « Les femmes, le travail et leur inclusion dans la mondialisation », « Des droits des femmes sont des droits humains », « Politique et pouvoir pour les femmes » (LEOC, 1998, p.2).

Cet évènement et sa récurrence sur le continent asiatique montrent que les frontières symboliques entre l'espace asiatique et l'espace international plutôt occidental sont très perméables. Car par exemple, pour ce Troisième Forum, elles ont été financées - en plus de la Japan Foundation Asia Center - par pas moins de six entités occidentales : le gouvernement américain, la Development Alternatives Corporation, l'Asia Foundation, la Konrad Adenauer Foundation, l'UNICEF et le PNUD (LEOC, 1998, p.2). Dans la publication des actes, Enhtuja, première femme mongole à prendre la parole, commence par remercier l'ambassadeur des Etats-Unis en Mongolie, de même que la « distinguée » épouse du Président des Etats-Unis, Hillary Clinton, venue en 1995 et « dont les efforts nous ont tant aidées, tant financièrement que sur le plan de l'organisation ». Elle s'adresse enfin à la représentante de Madeleine Albright et la remercie encore pour son engagement dans la défense de la cause des femmes : elle a aussi aidé à financer l'évènement (LEOC, 1998, p.7).

M. Albright était déjà effectivement venue en Mongolie en mai 1998, « pour assurer la continuité du soutien à la démocratisation apporté par les Etats-Unis. Elle fut l'invitée d'honneur à une table ronde organisée par les femmes leaders du pays [...], où elle a rappelé l'importance d'avoir des femmes dans la haute sphère de la politique. [Cette] visite souligne l'engagement des Etats-Unis envers la Mongolie et représente une branche importante de son réseau de relations internationales en expansion » (Severinghaus R. S., 2000, p.136).

En fait, N. Guillhot montre que « les “sociétés civiles” émergentes ne constituent pas le contre-pouvoir aux forces de globalisation comme certains le souhaiteraient » (2001, p.31). Les dirigeantes locales sont souvent issues des élites sociales et ne remettent pas en cause la globalisation dans son idéologie. « [L]’activisme civique constitue dans certains cas une véritable économie parallèle », ce qu’ont parfaitement compris beaucoup d’acteurs et particulièrement d’actrices, comme en Mongolie. Pour ces raisons, la “société civile globale”, [et l’espoir] d’une démocratie globale, ne peut se configurer aujourd’hui que comme une aristocratie. [...] Ces

forums, déjà fort nombreux [...] fonctionnent [...] comme des courroies de transmission et des centres de coordination de la division du travail de domination ». Cet aspect de l'évolution de l'impérialisme fait partie de sa dynamique innovante en vue de son renouvellement (2001, p31). En Mongolie, elle passe clairement par les femmes.

Une volonté d'indépendance

Face à cet « espace international » attractif mais néanmoins très orienté, nous observons quelques manifestations de résistance. Par exemple, la très attendue députée Gandi ne se présente pas à la conférence de l'IRI (elle refusera aussi de nous rencontrer). Elle s'est désistée par téléphone sans même donner de raison (8 et 9 avril 2000). Nous ne sommes pas surpris du fait que ce soit les représentants du PPRM qui marquent le plus ostensiblement leurs distances avec les Etats-Unis. Mais ce n'est qu'une attitude de façade. Le PPRM au pouvoir ne pourra pas réorienter sa politique étrangère. Et chez les démocrates aussi, les militantes restent vigilantes et ne s'interdisent pas une certaine critique. Erdenčimeg par exemple pense que certains programmes sont utiles, comme ceux sur la pauvreté. Mais d'autres lui paraissent futiles, comme par exemple les conférences pour les enfants, « *beaucoup d'argent pour rien. C'est mieux de l'utiliser dans les domaines productifs, dans des activités concrètes* » (3 avril 2001).

Les salariées et militantes associatives tentent aussi de s'autonomiser. Le CAV par exemple, dont « La partie financière [...] est l'une des parties les plus difficiles », révèle que « Nous louons aussi un terrain pour un potager, dont nous tirons 300kg de légumes qui sont utilisés pour la consommation de la cantine du Centre d'accueil pour femmes battues » (1997). Činčuluun a déclaré aux autorités le 17 juillet 2001 l'existence d'une nouvelle association qu'elle a intitulée : « Mongolian Women's Fund » (encore aidée par Global Fund for Women !). Elle explique clairement que l'association a pour objectif de trouver des financements nationaux aux associations de femmes, qui seraient mixés avec des fonds étrangers afin d'en limiter la dépendance financière. En cinq mois d'activité, elles ont trouvé 250 entités donatrices (femmes, hommes et organisations gouvernementales ou privées) et ont rassemblé 1600 US\$ qu'elles vont attribuer à un projet. Elle dit en riant : « *la somme minimum est de 100T ! (~ 1 US\$)* ». Elles ont fait de la publicité à la radio, dans la presse, mais elle estime qu'elles manquent encore d'expérience.

Au jour de la rencontre, le financement n'a pas encore été affecté et elles souhaitent privilégier les associations de femmes rurales. Mais Činčuluun avoue se trouver devant un problème de conscience : qui choisir ? Elle cite une association urbaine, la « ЭМЭГТЭЙЧҮД ХӨДӨЛМӨӨР ӨРХЛЭГ », Femmes et Economie, créée en avril 2001, dont l'objectif est la lutte contre le chômage par la formation professionnelle et la réinsertion. Il lui semble évident qu'un

tel projet ne peut être que grandement soutenu. Elle donne aussi un autre cas pour lequel cet argent pourrait être profitable : une mère de 6 enfants qui propose de démarrer une fabrique de bonbons. Le choix va donc être difficile, la décision se prendra à la rentrée, par un vote lors d'une réunion extraordinaire où elle invitera aussi Zanaa (22 juillet 2001).

Le 25 avril 2000, nous trouvons dans la presse la première critique que nous jugeons « construite », de la mondialisation économique. Elle est formulée par Tujaa, ministre des Affaires étrangères, qui revient précisément d'un meeting à l'ONU et qui met en perspective la non résolution de la pauvreté malgré le développement massif de la « mondialisation » (*Ödrijn Sonin*). Nous remarquons cependant que le mot « libéralisme » n'est pas prononcé.

C- Genre et Nation

Les relations entre l'espace international (le « global ») et l'espace national (subdivisé en un Etat et un « local ») ont un impact majeur sur le genre. L'intervention des organisations internationales a anéanti le mouvement associatif des femmes « de l'intérieur » (et a accentué les écarts de richesse, les écarts dans la division genrée du travail, les écarts dans l'accès à l'espace du pouvoir puisque le nombre de femmes y a diminué). Une dernière dynamique explicative de ces résultats est à pointer dans le fait que cette intervention étrangère a aussi permis la décrédibilisation des associations nationales par l'utilisation d'un argument nationaliste.

Catherine Poujol analyse le même phénomène en Asie Centrale. « Depuis 2005, un pas a été franchi dans le sens d'une radicalisation de l'approche des Etats face à la réorganisation jugée “potentiellement dangereuse” de la société civile, du fait, en partie, de l'impact présumé du financement international » (2008, p.30). Elle n'hésite pas à porter un regard critique sur ces gouvernements et leur incapacité de prendre en charge les problèmes sociaux sur lesquels l'intervention étrangère s'appuie : la pauvreté, les désirs d'opposition politique et surtout la véritable influence islamiste plus proche des populations. Nous nous associons parfaitement à cette analyse. Mais en Mongolie d'une part, la Communauté internationale entretient bien cette incapacité par le biais de l'endettement national. « Le FMI estime [en 2008] que [...] l'ensemble de la dette extérieure atteint 80 % du PIB »³⁴⁷. Une dépêche AFP du 07 mars 2009 informe encore que le FMI est « parvenu à un accord avec les autorités d'Oulan-Bator en vue de l'octroi d'une ligne de crédit de 224 millions de US\$ ».

D'autre part, il se trouve que – nous l'avons largement évoqué - l'unique acteur de la société civile a été le mouvement associatif de femmes. Nous allons maintenant voir comment

³⁴⁷ Agnès Gaborit, www.senat.fr/international/collomongolie/collomongolie1.html.

l'idéologie « nationale » de genre est utilisée pour contrer le mouvement associatif des femmes et avec lui, leurs luttes. Dans cette démarche, la mobilisation de la contextualisation géostratégique du pays sera mise en lien avec la construction du genre.

a) *Renouveau nationaliste*

N. Yuval-Davis montre que la tendance hégémonique d'une nation est toujours plus ou moins de se légitimer par la naturalisation d'elle-même, d'où le lien étroit, toujours, entre nationalisme et racisme (1997, p.11). La Mongolie n'échappe pas à cette dynamique.

Contexte géostratégique

La Mongolie est considérée par l'ensemble des étrangers qui s'y sont intéressés, comme écrasée « entre deux », entre l'Ours russe et le Dragon chinois. Les idiomes exprimant cette position ne manquent pas. Thomas E. Ewing titre son ouvrage *Entre le marteau et l'enclume ? [...]* (Ewing T. E., 1980) et Robert A. Rupen note en 1973 : « La Mongolie Extérieure, doit servir de « tampon » (« *buffer* ») séparant une Sibérie dépeuplée et une Chine du Nord surpeuplée et donc expansionniste » (1973). William R. Heaton qualifie la Mongolie de « pion » (« *pawn* ») dans la dispute Sino-soviétique (1979, p.63) et Sechin Jagchid et Paul Hyer considèrent que la Mongolie constitue une « aire pivot » (« *a pivotal area* ») (p.8, 1979). Cette position géostratégique attire les regards de la communauté internationale, en particulier américains.

La révolution populaire avait eu lieu dans un triple contexte, de lutte d'indépendance vis-à-vis du colonisateur chinois (dominé jusqu'en 1911 par une dynastie mandchoue), de lutte révolutionnaire socialiste contre la noblesse nationale et d'une alliance avec la Russie soviétique³⁴⁸. La naissance puis l'évolution du PPRM s'est construite en relation avec cette imbrication géostratégique, fondamentale dans le déroulé de l'histoire politique du pays. Elle a façonné un contexte national qui n'est pas sans impact sur les rapports sociaux de sexe. Le pays se sent fort et fragile à la fois. Les femmes, en tant qu'élément central de la reproduction du « Peuple mongol », en constituent une donnée fondamentale qu'il importe de préserver. En 1987, « le 15 janvier, l'Union Soviétique annonce le retrait de l'une des cinq divisions stationnées en Mongolie » (Jarrett K., 1988, p.78). La même année, la population atteint 2 millions de personnes et « La nation est très fière de cette croissance, ce qui révèle un nationalisme et un vif désir de survivre au sein d'un Etat souverain » (Jarrett K., 1988, p.85).

³⁴⁸ Pour une analyse de la « colonisation » soviétique et de sa gestion contemporaine en Asie Centrale (entre autres), voir en particulier M. Selim, 2010, pp.165-170, puis le chapitre coécrit avec B. Hours portant sur « La chute dans l'indignité en Ouzbékistan », pp.175-197.

Ce sentiment de fragilité a persisté avec la Transition. On ne parle plus tellement des Russes, excepté lorsqu'ils menacent d'un embargo sur la viande. L'élite politique connaît sa dépendance énergétique vis-à-vis « Grand frère » et tente plutôt d'en minimiser l'importance, comme lorsqu'elle réagit face aux tractations en cours entre les deux Etats³⁴⁹. D. Žargalsaihan, propriétaire de la florissante entreprise de cachemire Buyan, déclare par exemple dans la presse : « La Mongolie est dans une meilleure situation sans la Russie. Mais les Russes sont un partenaire nécessaire. Nous leur achetons tout notre gaz et notre électricité, nous sommes comme mariés pour le meilleur et pour le pire ! » (*Mongol Messenger*, 9 déc. 1998).

En revanche, on craint toujours autant le grand et peuplé voisin chinois. La distinction autant que la crainte de la Chine constitue – tout du moins au XXe siècle - le référent essentiel de la construction de la Nation mongole. La présence de bases militaires soviétiques sur le territoire durant les 70 années de régime socialiste avait été légitimée par les tensions avec Pékin qui, régulièrement, contestait le tracé des frontières au sud (Aubin F., 1972, p.127 ; Heaton Jr W. R., 1979, p.61) et même encore au début des années 1980 (Green E. E., 1986). On craint l'envahissement démographique (Rupen R. A., 1973, p.467), de même qu'économique³⁵⁰.

Dans les années 1990, la Chine est encore accusée par la Mongolie d'effectuer des essais nucléaires tout près de la frontière et les effets radioactifs retomberaient sur le territoire mongol. « Il faut signaler que le Président Bagabendi s'est tout de même rendu en Chine du 10 au 15 décembre 1998, accompagné de 40 hommes d'affaires. C'est le premier séjour effectué par un Président Mongol en Chine, avec la rencontre avec Jiang Zeming. Les deux chefs d'Etat sont convenus que les relations entre les deux pays sont "satisfaisantes", la Chine a promis d'honorer l'indépendance de la Mongolie et en retour, la Mongolie a accepté la ligne adoptée par la Chine envers Taïwan et a fait silence sur le Tibet... » (*Mongol Messenger*, 25 nov. 1998)

La déstabilisation gouvernementale de 1998-2000 n'est pourtant pas sans rapport avec la question. « Les personnalités politiques qui soutiennent le régime parlementaire que j'ai interviewées expliquent qu'il y avait la crainte qu'un Président aux pleins pouvoirs puisse être facilement manipulé soit par la Chine, soit par la Russie » (Fish M. S., 1998, p.133). Mais l'animosité provient également de considérations économiques. Le populiste Monhdalaj déclare par exemple : « *Economiquement, nous avons régressé et retrouvé l'exacte situation que nous avons*

³⁴⁹ Le UB Post du 7 juillet 1999 publie la lettre écrite par un certain "Senior citizen", Ts. Ochirbat (ancien président démocrate), au Président Bagabendi, d'abord pour lui reprocher de ne pas avoir assisté à la cérémonie commémorative de la mort de Zorig. Il lui reproche surtout d'avoir envoyé une lettre à Boris Yeltsin, à propos d'un contentieux sur le contrôle conjoint Mongol-Russe de la mine d'extraction d'Erdenet. Pour Ts Ochirbat, les mines relèvent de la législation nationale et « l'implication de la Russie viole l'indépendance de la Mongolie ». La question de l'indépendance n'est donc pas réglée.

³⁵⁰ Durant le soviétisme s'installe une concurrence à l'aide entre l'URSS et la Chine, que l'URSS remporte haut la main, aussi grâce au contrôle que les autorités mongoles exercent dans le choix de leurs partenaires (Rupen R. A., 1960, 1973).

endurée pendant les deux siècles d'occupation chinoise. Nous vendons du cachemire, du cuir et autres matières premières à des prix anormalement bas, ils nous vendent des produits bon marché. [...] Les Chinois vivent plus longtemps grâce aux pouvoirs thérapeutiques des bois de cerfs [sic], pendant que les Mongols s'enivrent jusqu'à la mort avec de la bière chinoise » (UB Post , 30 mars 1999). Le candidat de la Grande Coalition Enhbat déclare encore: « *Je suis globalement optimiste et de toutes façons, il faut que le pays se développe, sinon, nous qui étions un "Grand Empire", nous risquons de nous faire coloniser par les Chinois !* » (23 juin 2000)³⁵¹.

b) Identité de genre

Identité de genre face à la Chine...

« *Après la chute du communisme, il y a eu un retour à la culture asiatique...* » (Amarsanaa, 6 mai 1999). Tout en maintenant un fort racisme anti Chinois, une partie de la population semble effectivement se recentrer sur la culture « asiatique » et surtout l' « esprit nomade mongol ».

La crise gouvernementale des années 98-2000 a décrédibilisé les deux partis majeurs de la tendance démocrate, le PND et le PSD. Et dans les discours idéologiques, les grands arguments électoraux tels que la lutte contre la corruption, le maintien d'un cap « libéral » associé à l'idée de liberté individuelle et le souci de la réduction de la pauvreté sont tour à tour utilisés de façon indistincte par les deux tendances majeures, démocrates et anciens communistes. Face au sentiment généralisé d'impuissance des appareils en place, on assiste durant le premier semestre de l'année 2000 à l'émergence de quatre formations nouvelles (le Parti Mongol du Courage Civique, mais aussi le Parti Mongol Républicain, le Nouveau Parti Mongol Démocrate et Socialiste et le Parti National Social et Démocrate) et à la réactivation de petits partis politiques. Ils s'étaient créés au début des années 1990 autour des ambitions politiques personnelles de leurs présidents auto-proclamés, sans avoir pu se développer. En 2000, leurs éclats médiatiques instaurent une ambiance d'agitation politique au sein d'un paysage cacophonique.

Ces petites formations s'appuient sur un nouveau thème, celui du nationalisme, dans un rejet de l'étranger et dans le rappel à la tradition religieuse bouddhiste. Les candidates du Parti Républicain par exemple déclarent vouloir instaurer une meilleure organisation de la main d'œuvre, une meilleure discipline et rétablir un contrôle accru des immigrants, en particulier des Chinois (G. Ojuungerel et Ojuunceceg, 13 mai 2000). Une militante associative dira aussi : « *Les Chinois sont nombreux, fermés sur eux-mêmes, pensent qu'ils sont forts. Les Mongols veulent connaître les autres pays, nous sommes simplement très curieux. J'ai rencontré à Londres, lors d'un stage, une Chinoise avocate,*

³⁵¹ Nous arrêtons là les citations, mais notons qu'elles sont nombreuses. Peut-être cette dernière est-elle la plus drôle : D. Žargalsaihan déclare à propos des Chinois : « Nous n'avons que peu de commerce avec eux et de toutes façons, ils ne nous envoient que du vieux parquet plein de cafards morts. Mais je ralentirai encore ce commerce, pour plutôt développer les relations avec le Japon et les pays occidentaux » (*Mongol Messenger*, 9 déc. 1998).

originaires de Shanghai, mais travaillant à Hongkong. Elle m'a demandé : "Mais qu'est-ce qu'une ONG ?". Les Chinois ont l'ouverture en économie, pas d'ouverture d'esprit. » Bref, « *la Mongolie est différente des autres pays asiatiques. Je préfère comparer la Mongolie aux pays occidentaux* » (Solongo, 14 mai 1999).

Accompagnant le discours « anti-chinois », se redéveloppe une re-historisation autour du personnage de Cinggis Khan. Par exemple, le Parti Mongol pour l'Unité, créé en 1994, compterait 16 000 membres en 2000. « *Nous allons présenter dix candidats, huit hommes et deux femmes. Le plus important, c'est leur volonté de défendre les deux principes "unité et indépendance" et "de marcher dans les pas de Cinggis Khan" selon sa politique et adaptée à notre situation de modernité. [...] L'unité permet l'indépendance, qui elle-même est garantie par l'ordre dans l'armée qu'avait instauré Cinggis Khan : "Арваад (Arvaad), Мянгад (Mjangad) Түмээт (Tümeet)* » (militant, 2 juin 2000).

Le Parti Républicain se fonde également, on l'a vu, sur un rappel nationaliste. Ojuunceceg en explique le logo : l'aigle est l'oiseau qui vole le plus haut, qui voit loin ; les cinq flèches sont celles de la solidarité impulsée par la mère de Cinggis Khan ; les neuf étoiles proviennent aussi du temps de Cinggis Khan ; le Loup Bleu est l'animal fondateur du peuple mongol, c'est le symbole de la chance. Elle rajoute pour finir, « *les loups, quand ils en ont besoin, se rassemblent et agissent ensemble* » (18 juin 2000). Čimbat, directeur du comité des élections du parti, se sent « *concerné par la sécurité et l'indépendance de son pays en tant qu'ancien militaire* ». Dans leur gazette de campagne électorale, sur 69 candidats pressentis (ils n'en présenteront finalement que 12), on ne compte que 12 femmes dont cinq en uniforme militaire ou policier (printemps 2000).

Le Nouveau Parti Mongol Socialiste-Démocrate développe aussi une vision militaire directement inspirée de l'Empereur. Dans un article de campagne du quotidien *Önödör* daté du 12 mai 2000, son président Damdinsüren, maître en arts martiaux et espion de métier formé en Russie, se compare à Poutine. « *La création de son nouveau parti est un véritable succès, avec maintenant plus de 10 000 adhérents. [...] Nous avons le projet d'organiser deux rencontres sportives de karaté entre la Russie et la Mongolie. [...] Nous ne voulons pas de coalition, mais après les élections, nous sommes prêts à travailler avec le PPRM, pour la défense par exemple. Mais notre programme est spécial et secret* » (*Önödör*, 12 mai 2000) [souligné par nous]³⁵².

Toutes sortes d'arrangements nationalistes paraissent ainsi possibles. Irrémédiablement, les « nouveaux étrangers » que sont les Occidentaux (dont on a déjà vu que le PPRM se méfie ostensiblement) provoquent également des réactions. Le candidat Enhbat déclare par exemple :

³⁵² Un dernier exemple de ce nationalisme s'est manifesté à travers le personnage haut en couleur de Dašbalbar, député régulièrement médiatisé pour ses frasques et sa xénophobie. « Il a annoncé le 8 février qu'il démissionnait de la tête du parti qu'il a créé, le Parti Mongol Traditionnel Uni. Ses militants [estimés à 20 000] exigent aujourd'hui qu'il démissionne de son mandat de député afin de le remplacer. Mais celui-ci refuse et a déclaré qu'il resterait en place sous un autre parti, essayant de rallier le Parti National-Socialiste dirigé par un certain G. Galina que la presse a déjà qualifié de fasciste. Dašbalbar [...] admire Saddam Hussein et Adolph Hitler » (*Mongol Messenger*, 17 février 1999).

« *Mon principal problème ? C'est [...] le manque d'argent. Les gros partis se font soutenir par les étrangers, avec de l'argent et surtout des conseils. C'est très injuste* ». Il évoque son programme politique : des réformes institutionnelles en vue de réduire l'instabilité, lutte contre la pauvreté, etc. « *Nous avons hérité, par le biais des Russes, d'un système éducatif à la française. Et aujourd'hui, tout le monde s'en mêle, les Japonais, les Canadiens, les Coréens. Ça ne va pas, il faut constituer notre propre système* » (23 juin 2000).

Ce ressentiment vis-à-vis des étrangers s'est manifesté à travers au moins un entretien, raté, de fait. Il s'est agit de Danzan, 60 ans, qui dit avoir été expert à Moscou pour la « Banque économique de coopération », président et candidat du Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens. Face à son refus de parler de la question des femmes, mon amie journaliste tente d'aborder d'autres sujets, comme celui du système électoral qui ne semble pas favoriser les minorités politiques. Il esquivait encore la réponse : « *je changerai les choses si je suis élu* ». J'évoque la mondialisation libérale, dont beaucoup de minorités déclarent pâtir. Il répond que « *le premier grand globalisateur était Cinggis Khan* » et il montre l'emblème de son parti : un seul monde. Avant de partir, il exhibe une dernière photo de lui dans son journal : il est en train de faire du patin à glace (15 juin 2000).

Beaucoup plus sérieusement, Olzvoi, diplomate de carrière et Professeur émérite de l'Université en Relations internationales fait un constat qui l'inquiète : « *La Mongolie est membre de l'ONU depuis 40 ans – exactement 40 ans en 2001. Et l'ONU a envahi (« зэлэх » - zeleh) les modes de faire en relations étrangères. Tout passe actuellement par l'ONU et nous risquons d'y perdre notre indépendance... Si ce n'est déjà fait... [sourire]* » (18 mai 2000).

Dans la recherche de cette différenciation entre les Mongols et les Chinois, l'idéologie de genre tient une place importante, si ce n'est la place principale. Il est communément admis en Mongolie que « *les femmes mongoles ont plus de pouvoir que les femmes asiatiques. Elles peuvent participer en politique selon leur désir et elles ont plus de pouvoir dans leur famille* » (député du PPRM, 1999). Nous entendrons cette affirmation à de nombreuses reprises. « *Nous sommes différentes des pays chrétiens ou musulmans, les femmes mongoles sont libres. Oui, indépendantes, dans toutes sortes d'activités* » (Narangerel, 29 juillet 1999). « *Il y a une grande différence entre les femmes mongoles et les femmes asiatiques. Les Mongoles sont plus indépendantes traditionnellement, probablement à cause de la culture nomade* » (Nergüi, 27 juin 2000). « *Oui, [elles] sont plus indépendantes, plus actives que les femmes chinoises. Les Mongoles sont franches, ce qu'elles veulent dire, elles le disent tout de suite. Elles ont le droit de parler, même le droit de battre les hommes [rires] !* » (Ojuunceceg, Zuun Mod, 17 janvier 1999). La distinction s'effectue aussi vis-à-vis « *des Japonaises et des Coréennes* » (Erdenčimeg, 17 juin 1999). « *En terme d'éducation et de savoirs, nous femmes mongoles, nous plaçons parmi les premiers rangs mondiaux* » (UB Post, 8 juin 1999). Nous ne les citerons pas tous ici, mais les témoignages sont nombreux.

Les militantes associatives ont même le sentiment qu'elles sont meilleures que leurs voisines féministes, comme Zanaa qui ne cache pas sa fierté : « *Tu sais, j'ai été à plusieurs forums internationaux, un peu partout dans le monde. Mais je dois dire que le Troisième Forum International des Femmes que nous avons organisé à Oulan-Bator a été le meilleur, le mieux organisé, celui où il y avait la meilleure ambiance ! Vraiment ! Nous avons été attentives à ce que chaque participante ait eu droit à une attention particulière. Beaucoup de femmes de différents pays nous ont fait des compliments !* » (28 juillet 1999).

Les hommes, évidemment, défendent aussi ce point de vue (Badamdaš, 12 mai 2000 ; Ganhuu, 27 juin 2000 ; Enhbat, 23 juin 2000). Mais ceci a pour principal effet de jeter le discrédit sur les revendications égalitaires des femmes. Mönhtuul, journaliste au Parlement, explique que les interventions de Zanaa n'y sont pas les bienvenues. La majorité masculine lui reproche d'exagérer, puisque « la situation est déjà meilleure qu'ailleurs » pensent-ils. Il s'agit là d'un élément majeur dans l'explication de l'échec de la lutte du mouvement associatif des femmes.

... en contradiction avec l'identité de genre asiatique

Un deuxième argument nationaliste complique de surcroît le positionnement des femmes, car il vient en contradiction avec la pseudo égalité de genre mongole différente de la Chine. Il s'agit cette fois de la construction de l'identité de genre des femmes mongoles non pas en référence à la Chine, mais au monde occidental. Dans ce nouvel exercice, l'injonction « de genre » est tout autre : elle est opposée.

Ceci nous est révélé par le Premier secrétaire du PPRM, Enkhbajar³⁵³, qui a accepté une rencontre sur le thème que nous avons annoncé, les femmes en politique. En fin d'entretien, interrogé sur les atouts de la Mongolie, le futur Premier ministre ne manque pas d'éloges envers ses compatriotes féminines, qui « *sont intelligentes, plus honnêtes et plus capables d'organisation que les hommes* ». Il affirme sa fierté de la culture nomade, qui « *opprime beaucoup moins les femmes que ses voisins asiatiques* », selon la représentation souvent entendue.

Pourtant en début d'entretien, nous avons constaté avec lui le faible nombre de femmes candidates pour son parti, à trois semaines des élections. Pour explication, et nous lui en sommes reconnaissante, il ne s'est pas perdu en considérations démagogiques. Son unique argument est simple : « *une candidature féminine est une prise de risque, dans un pays asiatique où les traditions sont patriarcales* » (7 juin 2000). Il nous semble que cette réponse révèle plusieurs éléments : d'une part, le refus de remettre en question les rapports sociaux de sexe patriarcaux ; d'autre part, la référence à la notion d'identité nationale, ici considérée comme « asiatique », qui serait donc fondée sur la domination masculine (face à la sociologue française). Le PPRM n'est pas le seul à

³⁵³ qui sera ensuite Premier Ministre de 2000 à 2004 et Président de la République de juillet 2005 à aujourd'hui.

craindre ce « risque », « [Et] *cette crainte est d'autant plus grande pour les sièges à la campagne, qui est considérée comme plus attachée encore à la tradition* » (Bajarceceg, 7 avril 2000). Ariunzajat raconte qu'un certain Tumurtogoo, député connu pour ses ivresses répétées, y compris pendant les sessions parlementaires, lui a déclaré pendant un vol de déplacement pour la campagne « *qu'il n'y a pas de parti assez stupide pour promouvoir les femmes, que ce serait un trop grand risque électoral* ». Elle l'a raconté à Zanaa, « *qui en était très en colère, elle en a parlé devant le parlement. Gonçigdorž aurait tenté de faire un discours de soutien, mais c'était très hésitant. Il a notamment dit qu'il ne pouvait rien promettre, qu'il essaierait d'aider les candidates matériellement...* » (19 avril 2000).

Dans son combat, Zanaa butte sur cette « tradition », même si elle tente de l'attaquer de plein fouet. « Puisque la Mongolie a ratifié la CEDEF, notre pays a donc la responsabilité de prendre les mesures nécessaires pour éliminer de façon stable les violences faites aux femmes. Nous ne pouvons pas échapper à ces responsabilités en arguant de la tradition. Un homme devient un ennemi des femmes quand il viole les droits humains et ce, par n'importe quelle sorte de violence, légère ou grave. C'est un crime. Le fait que la tradition limite les droits des femmes, nous appelons cela de la discrimination directe » (Önödöör, 15 février 2001). Le *Shadow Report* évoque par exemple l'éventuel assouplissement de la règle patrilinéaire. « La clause 24.3 de la nouvelle loi sur la famille (1999) déclare qu'un enfant doit porter le nom de son père. Ceci viole l'article 16 de la Convention, qui déclare que les hommes et les femmes ont les mêmes droits et devoirs envers leurs enfants. Il est ainsi prouvé que l'Etat ne prend pas ses responsabilités [pour faire appliquer cet article de la Convention] » (J. Zanaa, 2001). Le ministre adjoint lui répond : « Il est important pour les enfants de respecter les pères et pour ces derniers d'assumer leurs responsabilités familiales, ce qui devrait faire baisser le taux de divorces. Les enfants qui portent le nom de leur mère identifient leur illégitimité, ce qui provoque de la souffrance en lien avec leur origine. Ceci est très profondément lié aux traditions nomades mongoles et à une culture ancienne. En particulier, être capable d'identifier son propre passé. De la même façon que les lois interdisent les mariages entre personnes de même sang ou de la même famille. Un autre aspect peut être celui de la politique ancienne de sécurité de la patrie » (ministre adjoint Ts. Munkhorgil)

Le nationalisme comporte en son sein un souci majeur pour la reproduction de la population et donc pour la cellule familiale. Laurent Bazin montre en Ouzbékistan comment le nationalisme influence le mariage. A la fin des années 2000, les mariages « internationaux », qui étaient pourtant communs du temps du soviétisme, sont refusés par les belles-familles (les familles de jeunes hommes ouzbeks refusant des futures brus arméniennes et kazakhes par exemple) (2009). Le lien est également effectué par Boris Pétric qui observe « les transformations des stratégies matrimoniales » (2002, p.142). L. Bazin explique alors : « L'évocation des

“traditions” peut avoir des objets multiples, mais elle se focalise de manière frappante sur la question du mariage, de sorte qu’il en constitue le cœur » (2009, p.13). A propos des mariages arrangés et de leur acceptation par de jeunes époux, il comprend que « l’invocation des “traditions” devient une injonction sacralisée à la conformité et à l’obéissance » (2009, p.13). La situation du garçon, qui doit renoncer souvent à une jeune fille aimée, est déjà difficile. Celle de la bru est encore plus dure, puisque ce mariage s’accompagnera pour elle d’une exploitation par le travail et de la reproduction forcée.

En Mongolie, nous n’avons pas observé de telles tensions concernant la famille. L’idéologie de genre, cependant, demeure étroitement liée à celle de la Nation, dans une domination masculine qu’il importe de cultiver, comme partout dans le monde. Nira Yuval-Davis montre que la nation a souvent été conçue comme une extension de la parenté, car « ce sont les femmes et pas (seulement ?) la bureaucratie ni l’intelligentsia qui reproduisent les nations biologiquement, culturellement et symboliquement » (1997, p.2). De fait, « [l]e genre et la nation ne peuvent être analysés l’un sans l’autre, ils sont informés et construits l’un par l’autre » (1997, p.21). Elle va plus loin et montre en fait que le genre est mobilisé dans – et les femmes mises au service de – la construction des identités nationales et des nationalismes concrets. J. Falquet rappelle que « De son côté, N.-C. Mathieu a [proposé] le concept de “l’arraisonnement des femmes” (1985) » (2007, p.2). Au nom de la défense d’une identité asiatique qui, face à l’Occident et comme par « magie », s’homogénéise. On entre alors en contradiction avec les déclarations précédentes. « *J’ai eu la chance de participer à des rencontres internationales en Asie, en Corée, aux Philippines. Je ne vois pas de différence entre les femmes asiatiques et les Mongoles. Ici comme là-bas, les hommes prennent les décisions, les femmes les réalisent* » (Žargalsaihan, 27 mai 2000). « *De nombreuses femmes sont plus fortes que les hommes et plus éduquées, plus sérieuses, bref, meilleures. Si elles n’arrivent pas à des hauts postes à responsabilité, c’est peut-être à cause de la psychologie asiatique, les traditions asiatiques, je ne sais pas...* » (Narangerel, 29 juillet 1999)

Si les observateurs américains pensaient que « Les nouvelles relations avec les Etats-Unis [entreprises depuis 1987] ont donné à la Mongolie de nouvelles options et de plus grandes chances d’établir son indépendance » (Jarrett K., 1988, p.85), ce n’est pas ce que pensent beaucoup de Mongols et de Mongoles, qui y perçoivent plutôt un danger. Comme en témoigne franchement Gantömör, la religieuse bouddhiste : « *avec l’influence étrangère, les femmes réclament l’égalité avec les hommes, elles fument et boivent comme les hommes. Ce n’est pas bien* » (21 juillet 2000).

Badamdaš, jeune politiste explique qu’il a bien compris que la défense de l’égalité de genre s’appuie sur la notion des droits humains, avec l’idée que les femmes sont porteuses de progrès. Mais il réfléchit ensuite à haute voix : « *Les principes de droits humains sont en contradiction avec la*

tradition... Je n'arrive pas à savoir si c'est positif ou négatif, mais c'est un constat. Par exemple, les principes des Droits de l'enfant sont en contradiction avec ceux de respect des aînés que nous avons dans notre société. Nous sommes en train d'évoluer par rapport à ça, mais donc, nous perdons un peu notre culture » (30 mars 2000).

En Mongolie, les ONG internationales n'ont pas été interdites, comme ce fut le cas en Asie Centrale et en Russie dans les années 2004 - 2006 (voir Bazin L., 2009 ; Poujol C., 2008 ; Selim M., 2010). Mais le rejet de leur influence s'est porté sur le mouvement associatif des femmes et avec lui, sur l'ensemble de ses revendications d'égalité et d'accès à l'espace du pouvoir.

Multiplicité de l'identité de genre féminin

L'analyse de l'échec des deux stratégies majeures du mouvement associatif des femmes, le recours à la « féminité » lors de la constitution d'une Coalition des Femmes d'une part, l'appui sur l'espace international d'autre part, révèle que l'identité de genre en Mongolie, pour les femmes qui souhaitent représenter la Nation, se construit sur une double contradiction.

La première nous est apparue lors de l'analyse de l'activité des femmes dans l'espace politique et plus encore dans l'espace du pouvoir, où l'argument de la féminité se trouve en butte à la virilité entretenue au sein de ces deux espaces. Au nom de la défense de leur Nation, et c'est la seconde contradiction comme nous venons de le comprendre dans ce dernier chapitre, elles doivent « jouer », au sens ici butlerien de « performer le genre » (2005 et 2006), la femme mongole « libre et indépendante face aux Chinois », mais aussi « celle qui doit rester en arrière », face à l'Occident.

Au quotidien, les femmes s'adaptent, en Mongolie comme ailleurs. Car « force est de constater que les femmes ne sont pas dupes des raisons “marketing” de leur recrutement. [...] Certaines peuvent et savent jouer des stéréotypes à travers lesquels on les perçoit » (Achin C. *et al.*, 2007, p.54). Isabelle Guérin, qui est aussi amenée à réfléchir sur l'identité, évoque un « moi multiple » pour les femmes (2003, p43). M. Selim, quant à elle, évoque « une schize » qui explique aussi l'échec des mouvements de femmes, car elles « sont bloquées dans leur processus d'affranchissement et piétinent sur place » (2010, p.135).

Les sociologues des réseaux A. Degenne et M. Forsé utilisent le concept de *multiplicité* (1994, p.29) pour ce jeu/je des différents types de relations (parents, amis, collègues). Du point de vue du genre, les femmes doivent s'y adapter « localement », comme les hommes. Nous venons de comprendre qu'elles doivent de surcroît composer avec l'identité de genre combinée à l'identité nationale. Ce concept de multiplicité nous paraît tout à fait juste en ce qu'il est porteur des deux notions de multiplicité et de complexité à la fois. Et c'est alors qu'apparaissent ce qu'I. Guérin appelle des « conflits d'intérêts ». « [E]t les femmes sont particulièrement touchées par ce processus de préférence adaptative, résultat naturel de leur oppression [Sen, 1984] » (2003, p43).

Ceci conduit la philosophe Michèle Riot-Sarcey à écrire : « La représentation politique au sein d'un système démocratique ne peut se renouveler qu'à condition de rompre avec le mythe de la souveraineté une et indivisible. Le corps politique doit cesser de filer la métaphore, l'ensemble est composé d'individus multiples à qui doit être restituée la part du souverain qui lui appartient » (Riot-Sarcey M., 1995, p.141). Face au piège d'une fragmentation de cette souveraineté pourtant garante de l'unité nationale, la démocratie participative n'a pas su se poser en alternative politique.

c) La force de « l'esprit nomade »

L'ultime élément de « stabilisation » pour la Mongolie face à sa fragilité géostratégique mais aussi face à la crise économique, est toujours le nomadisme et plus symboliquement « l'esprit nomade ». Ceci est un élément essentiel d'explication des difficultés des femmes dans l'accès au politique.

En 2000, Badamdaš est de ceux, peu nombreux, qui perçoivent le nomadisme comme un obstacle au progrès. « *Je suis optimiste pour l'avenir, les institutions démocratiques sont bien implantées, elles ne risquent pas la déstabilisation. Mais nous devons perdre notre nomadisme si nous voulons nous adapter à la mondialisation. Il n'y a plus les grandes nomadisations de l'Europe Centrale jusqu'au Japon. Les territoires se rapetissent. D'ici un siècle, il n'y aura plus de nomades. Et c'est bien. Il faut que les éléments occidentaux arrivent à s'implanter en Mongolie si l'on veut nous aussi nous développer* » (30 mars 2000). Un article d'un journaliste mongol publié dans le quotidien *Önödöör* s'érige contre l'aide gouvernementale aux éleveurs et déclare qu'il n'y aura pas de développement sans sédentarisation (1^{er} février 2001).

L'identité mongole et la défense du nomadisme

Mais ces voix sont très rares, car c'est exactement tout le contraire qui s'est produit, nous l'avons déjà abordé. Car dans cette Transition vers une démocratie libérale, on a d'abord assisté à un retour pragmatique au nomadisme, « le mode de vie traditionnel ayant été anticipé comme pouvant fournir une source fiable de subsistance et une certaine protection contre la crise économique » (Pomfret R., 2000, p.153). Ceci n'a pas manqué de surprendre les observateurs internationaux. Les chiffres varient en fonction des définitions retenues, mais c'est une constante : « On assiste à une migration de la ville vers la campagne, la part de la population urbaine passant de 57% en 1990 à 52% en 1997. Et en ville, on a constaté un retour au style de vie traditionnel lorsque les familles ont quitté leur appartement difficilement entretenu et chauffé de façon erratique pour se réinstaller dans une yourte de feutre au foyer privé » (Pomfret R., 2000, p.153). D. Sneath note pour sa part que « même si la capitale conserve son aspect attractif et qu'il est estimé que plus de 70 000 personnes se sont installées à ses abords, [...] un des aspects

les plus intéressants des récents changements a été un processus de désurbanisation. [...] Entre 1992 et 1995, la population urbaine a décliné de 4% (50 000 personnes), pendant que la population rurale augmentait de 15%, soit 150 000 personnes » (1999, p.13). Les anthropologues O. Bruun et O. Odgaard notent aussi, que depuis 1990, « la transition vers une économie de marché a impliqué, pour une part considérable de la population, le retour à un pastoralisme semi-nomade. En campagne, les petites villes sont désertées, en témoignent les immeubles vides. L'idée que la seule source fiable de survie soit le bétail s'est même accentuée car il fournit nourriture, habits, abri et moyen de transport. Avec le phénomène, même réduit, de la déscolarisation des adolescents, [...] il apparaît même une nouvelle idéologie, celle tournée vers la famille unie dans une économie pastorale » (1996, p.26).

En pleine constitution de la nouvelle Nation mongole, le nomadisme est alors perçu comme un socle identitaire inaliénable. « Les Mongols, eux, même s'ils vivaient en ville et s'y plaisaient, comptaient le mode de vie nomade au nombre de leurs spécificités nationales les plus aimées. Et le fait que celui-ci ait survécu, bon gré mal gré, aux coups du communisme prouvait pour eux, de toute évidence, sa supériorité sur l'ancien nomadisme des turcophones d'Asie centrale, des Kazakhs des empires russes et chinois en particulier » (Aubin F., 1993, p.142).

Cette représentation généralisée que le nomadisme est la force qui permet de survivre à tout évènement national provoque son idéalisation. La culture nomade est invoquée pour expliquer une formidable faculté d'adaptation du peuple mongol : « *Je dois bien dire, et je suis fier de ça, de mon pays, que les nomades s'adaptent à toutes sortes de situations nouvelles, à cause de leur habitude à vivre dans des conditions extrêmes. Nous sommes de très bons linguistes car nous avons besoin de pouvoir nous adapter. Nous nous adapterons au libéralisme* » (Badamdaš, 30 mars 2000)³⁵⁴.

Finalement, la Mongolie en 1998 n'en est pas à sa première « révolution » politique et économique, son premier « changement » social (c'est, tout du moins, la façon dont est présentée la démocratisation par la presse étrangère). Il s'avère que les notions de « modernité », « développement », « progrès », tant défendues par les associations de femmes dans les années 1990, sont connues en Mongolie et ce, au moins depuis les années 1970. Même le terme de « transition » est employé du temps de la soviétisation par les observateurs américains : « A travers tous ces évènements, l'année 1978 en Mongolie a marqué un pas significatif vers la modernisation et ce fut donc véritablement une année de transition » (Heaton Jr W. R., 1979).

La majorité de la population reste fière de son nomadisme, qui surpasse de loin le religieux comme référence identitaire. « Le principal défi pour le gouvernement mongol est de

³⁵⁴ F. Aubin constate que les juristes mongols avaient par exemple adopté la « pensée romano-germanique » par le biais du modèle soviétique russe (1983). Les Mongols n'en sont donc pas, en 1992, à leur première « adoption » d'un système juridique occidental. Elle met en exergue « la sensibilité nomade aux stimulations extérieures et la souplesse de ses facultés d'adaptation au modernisme » (1974, p.273).

conserver les deux modes de vie, l'ancien et le nouveau, intégrés dans la société mongole » (Bruun O. et Odgaard O., 1996, p.26).

Dans les années 1990 et au tournant du second millénaire, la majorité des Mongols conçoit le nomadisme comme un socle « traditionnel » de vie sociale, mis en valeur indéniablement pour son attrait touristique mais aussi comme stabilité identitaire face à des influences attirantes autant qu'effrayantes. M. Selim montre comment on assiste, en Asie du Sud-Est, à un retour « aux sotériologies et aux magismes » favorisant la rédemption (2010, p.77). En Mongolie, le nomadisme, les nomades et leur dirigeant historique Cinggis Khan sont alors considérés comme épargnés par la « saleté » de l'argent, de la corruption, et perpétuent les valeurs humaines de solidarité, de respect de l'autre, de travail et d'étude intellectuelle. « Le mode de vie nomade, reconnu comme une constante remarquable de la civilisation matérielle des steppes, fait de nouveau la fierté des Mongols » (Aubin F., 1996, p.319). Même si les influences chinoises, indiennes et tibétaines sont parfois reconnues par certains historiens et intellectuels mongols (Aubin F., 1996), l'identité mongole et le nomadisme se perçoivent plutôt comme un îlot exceptionnel dans le monde.

L'écrivain célèbre G. Mend-Oyoo fait l'éloge du nomadisme. « La vie nomade est mouvement. Le mouvement fait la vie nomade. » Il évoque la mythologie nomade, basée sur la course des étoiles, puis les savoirs des sages. « Depuis les années 1990, la démocratie a redonné aux gens la possibilité de posséder du bétail, ce qui a contribué à une renaissance du nomadisme. Mais la transition vers une économie de marché ébranle les traditions [...] millénaires [qui] sont oubliées. [...] Nous pourrions améliorer les conditions de vie des nomades. Pourquoi ne pas développer l'électricité grâce à l'énergie du vent ? Pourquoi ne pas avoir des téléphones portables dans la steppe ? Pourquoi ne pas améliorer la yourte et les conditions d'habitat ? La vie en mouvement pourrait alors être enviée par les citadins... » (*UB Post*, 24 février 1999)

La liberté et l'individualisme nomade

Si la Mongolie d'aujourd'hui se caractérise par un nomadisme et une sédentarité étroitement imbriqués, le nomadisme constitue un ensemble culturel qui demeure le référent identitaire le plus puissant du « peuple mongol ». Une de nos questions posées aux personnes rencontrées fut « pourquoi, d'après vous, la transition d'un système économique collectivisé au libéralisme où prédomine l'individualisme s'est-elle si bien effectuée selon les dires des observateurs étrangers ? ». Žamaa s'est par exemple exclamée, le sourire aux lèvres : « *Ab, nous sommes nés individualistes ! Et ça crée de graves problèmes. Parce que chaque mâle mongol croit qu'il est le plus grand penseur du monde. Parce qu'il a toujours été seul dans la steppe avec sa famille, parce qu'il y prend toutes les décisions. Alors sur 76 députés au Parlement, 68 mâles, chacun pense qu'il est le meilleur ! Ils se fichent du parti,*

du programme qu'ils ont voté... Parce que, quand vous vivez au milieu de nulle part, qu'une tempête de neige fait rage, que vous n'avez que votre femme et vos enfants pour vous aider et que, 15 km plus loin, vous savez que quelqu'un meurt, il n'y a pas de possibilité physique de l'aider, alors vous devez survivre seulement par vous-même. Et vous ne pouvez pas vous soucier de ce qui arrive au voisin, parce que physiquement, matériellement, c'est impossible » (23 mai 2000). Lors des rencontres politiques, ce sont toutes ces individualités qui se retrouvent donc, affirmant leur « liberté », ce qui est très critiqué par l'ensemble des femmes députées que nous avons rencontrées : « Les parlementaires n'ont pas de discipline. Parfois, ils négocient même plus que l'opposition ! Ça n'est pas du parlementarisme. Ça signifie que nous avons besoin de réformer un grand nombre de textes et d'apporter des amendements à la Constitution. Car en sept ans, la vie politique a déjà bien changé... (Delgermaa, 27 janvier 1999). Et c'est ce qui s'est produit : « Il a fallu une loi les obligeant à montrer leur vote, leur prise de position, pour que les partis puissent avoir un minimum d'emprise sur eux... ! » (Badamdaš, 12 mai 2000).

Cette idée que « l'esprit nomade » est au fondement de l'explication de la société actuelle est défendue par tous et toutes. « Je crois que cet amour de la liberté est très naturel pour des nomades. Ils ont toujours été libres et même "libéraux" ! Il a été très difficile de leur faire accepter cette société très stricte et de les sédentariser. Et ils n'y ont pas totalement réussi en 70 années ! Je pense vraiment que nous avons cette liberté dans le sang, plus peut-être que dans d'autres sociétés » (Enhtujaa, 15 juin 1999). Cette difficulté de sédentarisation afin de constituer une « classe ouvrière » est notée par F. Aubin : « Les rapports officiels n'ont cessé de le rappeler : les éleveurs ont eu peine à s'adapter à la vie citadine et au rythme de travail en usine » (1974, p.267) en particulier dans les mines du nord. Ils semblaient peu attirés par l'argent liquide des salaires et « Entre 1943 et 1947 [...] on enregistre un total de 2 674 embauches nouvelles pour 1925 départs » (1974a, p.266)³⁵⁵. Žamaa dit encore : « Ce qui nous différencie des autres pays asiatiques, c'est notre héritage nomade. [...] Nos avons toujours eu le même niveau de liberté personnelle qu'aux Etats-Unis, je pense ! »

L'immensité du territoire et son climat difficile provoquent une représentation de la steppe comme un espace de solitude humaine, crainte comme recherchée, se transformant alors en espace de liberté. En 1919, la densité moyenne de population est estimée à 0,47 habitant au km² (Aubin F., 1974, p.246). A la fin des années 1990, cette densité a triplé, mais reste de 1,5 personnes au km² (Comité CEDEF, 1999)³⁵⁶. Cette idée que la géographie influence les comportements humains n'est pas récente : « C'est un peuple sobre, endurant et discipliné au plus haut point, qui se tient à une discipline imposée par la rudesse des conditions de vie et par des

³⁵⁵ Le processus d'industrialisation lui-même, et les conditions de travail qu'il instaure, n'est donc pas remis en cause.

³⁵⁶ Elle est de 32 personnes au km² en Europe en 2007 et de 98 en France, www.insee.fr/fr/ffc/chifclefiche.asp?tab_id=20

chefs formés, selon la méthode gengiskhanide, sans concession et sans pitié, à être des conquérants, à constituer un empire et à le maintenir » (Kappler C., 1997, p.21).

On le constate, ceci est en contradiction d'abord avec la forte hiérarchie sociale de la société féodale, puis ensuite avec la constitution pyramidale du régime soviétique. On peut ici supposer que le Parti s'est appuyé sur une notion très forte de la Nation et a mobilisé les deux axes de domination « traditionnels » que sont la génération et le genre pour se structurer et se légitimer. Et enfin, on l'a vu, c'est finalement ce même parti, en tant qu'institution, qui va influencer largement l'orientation des votes.

A l'opposé, la jeune démocratie libérale a réactivé un « esprit nomade » composé de la notion d'individualisme qui avait permis par exemple de survivre au colon mandchou. La notion d'individu libre, dont l'autonomie est plus importante que le groupe, a mû la transition politique. Zanaa déclare par exemple: *« J'ai beaucoup d'espoir pour les élections de 2000. Maintenant, les gens comprennent qui est qui, ce qui va être fait, pour une bonne démocratie. Les électeurs vont davantage porter attention aux personnalités candidates qu'aux partis politiques. Les Mongols, en général, font attention au caractère individuel des gens. Lors des dernières élections, les conflits entre partis politiques étaient très violents, ils ont été très médiatisés. Et puis c'était quand même une nouveauté pour le pays ! Alors on a tous fait plutôt attention aux partis. Mais je crois que c'est fini, maintenant, on va revenir à un choix par candidats, sur la personne »* (28 juillet 1999). Elle espère ainsi que les Mongols vont « porter cette attention aux » candidates femmes, à leur « valeur personnelle et leurs compétences », en tant qu'individues.

Mais elle se trompe et nous partagerons sa déception. D'abord, l'état de fébrilité politique, provoqué par cette agitation au sein du Parlement, n'est pas favorable aux femmes. C'est un homme qui le constate. *« C'est difficile de faire de la politique en Mongolie car les Mongols ne suivent pas les lois et c'est donc très dur pour les femmes d'en faire dans ce contexte. Ils sont trop individualistes, ils ne suivent pas les directives des partis... La chose la plus difficile, c'est le fait que beaucoup d'élus cachent leurs idées, ils sont malbonnêtes, vous ne pouvez pas savoir ce qu'ils pensent et donc, vous ne pouvez pas travailler... Ceci est dû à une double cause, d'une part ils ont peur de parler, d'autre part, ils sont très attentifs à leurs intérêts privés, n'imaginant pas qu'ils puissent aller de pair avec des intérêts collectifs... »* (Erdenbileg, 2 juin 2000).

Cet individualisme, cette liberté toute nomade, s'ils sont affichés et recherchés pour les hommes, ne sont pas tolérés pour les femmes.

Capital symbolique

Localement, le nomadisme constitue pour les hommes un capital symbolique, qui leur permet d'accéder aux mandats d'élus locaux.

C'est le cas de Zundujžams.

Zundujžams « Ceux du lac » a 45 ans, il est conseiller municipal depuis 1990, de la même commune que Zeveenravdan (Davaa), Čandamand. Il s'est fait reconnaître tout jeune homme comme quelqu'un d'exceptionnel pour ses initiatives et ses qualités d'éleveur. Ses chevaux gagnent toutes les courses locales et régionales, alors qu'il a tout appris tout seul puisque ses parents étaient fonctionnaires dans le chef-lieu de la région.

Il n'a jamais sympathisé avec le Parti communiste, ni lui ni personne de sa famille. Aux dires de ses électeurs, il est reconnu pour son intégrité. On vient chez lui pour régler des conflits autour de l'occupation des sols (installation d'une yourte et gestion des pâturages), pour discuter de problèmes familiaux comme pour demander conseil à un sage, mais aussi pour des conseils techniques concernant tout l'élevage, la santé des bêtes, le travail du cuir, du feutre, les moments de déplacement. Avec son salaire de fonctionnaire protecteur de la nature, son cheptel lui procure un niveau de vie correct sans être ostentatoirement riche. Il se déplace à moto pour les longues distances et à cheval pour visiter les voisins. Il offre volontiers à manger et a adopté deux jeunes orphelins, enfants d'un plus jeune frère veuf. On ne lui demande jamais d'argent. Il achète rarement de la vodka, il en boit peu. Mais quand vient l'été, sa femme distille le lait de jument et c'est toujours l'occasion de se retrouver pour les hommes des environs. Sa femme n'en boit pas, ni aucune jeune fille de la yourte, sauf pour les occasions rares.

Zundujžams a été l'un des premiers membres de la Coalition démocratique et participe aux nombreuses réunions de prises de décisions pour le village, très lié (même familialement) avec Davaa. On constate ici que Zundujžams a d'abord été reconnu dans le cadre d'un réseau villageois, sans pouvoir compter sur aucun réseau familial à son arrivée dans le village. Il fait figure de Mongol « traditionnel ». Il a reçu une bonne instruction et s'inscrit dans les pratiques culturelles propres au nomadisme, presque en résistance face à une mondialisation inquiétante, tout en présentant l'image d'un homme « moderne », en relation avec les étrangers. En dehors de la vie de sa famille, il n'a pas eu à faire plus d'efforts pour être reconnu en tant qu'homme honnête, sur qui on peut compter. Son capital politique s'est construit presque malgré lui, l'engagement idéologique le faisant basculer dans l'acte politique en tant que tel, c'est-à-dire la prise de décision pour la collectivité.

Les nomades représentent le fondement même de la définition de l'identité mongole, face aux puissances voisines sédentaires qui ont pourtant essayé pendant plus de trois siècles de les dominer. Zundujžams tire son capital politique de la représentation de cette identité. Mais si un homme peut représenter à la fois le nomadisme et une certaine « modernité », cette double identité étant même un plus dans la reconnaissance de capacité d'aide aux décisions locales, il n'en est pas de même pour les femmes.

Dans les deux villages sur lesquels nous avons fait le plus d'observations, sur un total de 40 conseillers, on ne compte que sept femmes et pas une seule n'est nomade. Les femmes nomades sont exclues, clairement, de l'espace politique et plus encore de l'espace du pouvoir. En fait, l'identité nationale nomade se construit sur la base de rapports sociaux de genre puisque, « chez les nomades, les femmes doivent rester en arrière ». Zanaa réalise par exemple : « *Peut-être que la culture nomade nous procure plus de liberté, la possibilité de décider nous-mêmes des problèmes familiaux.* »

Mais quoi qu'il en soit, dans la culture mongole, ils traitent toujours les femmes comme inférieures aux hommes. Les femmes sont en fait comme le deuxième sexe » (mai 1999).

Conclusion

Le mouvement associatif des femmes s'était constitué pour une promotion des femmes au sein de l'espace du pouvoir. « *En fait, c'était la raison majeure des premières grandes activités des associations de femmes...* » (Zanaa, 15 avril 2000). En une seule décennie, ces femmes ont développé une stratégie d'action collective qu'elles ont doublé d'un appui sur l'espace international. Elles ont appris comment conceptualiser et mener à terme un projet, en s'adaptant aux modes nationaux et internationaux d'expression publique, avec leurs pratiques discursives et l'utilisation de la presse nationale et même internationale (Internet par exemple). Elles ont appris à tirer parti des injonctions autant que des arcanes des diverses ONG internationales, elles manipulent également aujourd'hui leurs jeux d'écriture financière. Elles revendiquent la défense d'un idéal, elles prennent la parole devant l'Assemblée parlementaire. Sur le plan individuel, elles ont appris à valoriser leurs compétences, les réactualiser par des formations à l'étranger, ou encore à évoluer à travers une structure hiérarchique basée sur le mode « démocratique » d'élections internes.

Mais ceci n'a pas fonctionné dans l'accès à l'espace du pouvoir. D'une part parce qu'elles ont été détournées de leur objectif initial par leur dépendance aux bailleurs de fonds étrangers. Ceux-ci n'ont eu que très peu soutenu ce mouvement tandis qu'ils ont largement fait montre d'une ingérence dans les programmes d'activités. « On peut alors être tenté de voir dans l'institutionnalisation de la "société civile internationale" moins l'affirmation d'une exigence démocratique ou l'émergence d'un espace public mondial de type habermassien, que la mise en place d'une nouvelle "discipline" au sens foucauldien du terme, dans le cadre d'une gouvernamentalité globale » (Pouligny B. de, 2001, p.122).

D'autre part, l'analyse du mouvement associatif des femmes n'est pas séparable du contexte global national. Or, en 2000, les réformes économiques continuent d'accentuer le creusement des écarts de richesses. L'Etat, soumis à des plans de réajustements structurels, continue de réduire ses dépenses publiques, ce qui maintient dans la grande pauvreté les personnes dépendantes des aides publiques. Les mesures de réduction des inégalités sur le marché du travail restent inexistantes, mettant à mal l'engagement pris lors de la signature de la CEDEF et décevant bon nombre de militantes, femmes comme hommes.

Au terme de dix années de transition, la population commence à perdre le formidable espoir qui la portait en 1990 et, appauvrie, recherche d'autres idéaux. En réaction, les fameux pays « modèles » perdent peu à peu leur capital symbolique et une rhétorique nationaliste apparaît

dans les discours des politiques, principalement dirigée à l'encontre des Chinois, vieux ennemis. Surtout, la « tradition nomade » fonctionne comme un refuge identitaire et idéologique, d'autant qu'elle constitue une véritable source de revenus, encore plus nécessaire avec la libéralisation de l'ensemble des services publics. Cette « tradition » ne remet pas encore en cause, en Mongolie, la notion d'idéal démocratique, mais elle cultive la domination masculine.

Profitant de ce contexte pour déstabiliser l'opposition libérale, le PPRM réactualise un discours sur l'idée d'un développement autonome, sans influence étrangère qui a provoqué en son temps un changement trop brusque. On le comprend, ceci ne va pas servir la stratégie adoptée par le mouvement associatif des femmes. Les autorités locales « associent » les revendications égalitaires des femmes avec cette ingérence étrangère et considèrent leurs activités comme « brevetées par l'Occident » (Poujol C., 2006, p.73). En 2000, le Parti Communiste remporte 68 sièges sur 74 au Parlement. Et pour justifier sa réticence à présenter des femmes aux élections, le futur Président de la Mongolie invoque la tradition asiatique et nomade en particulier, qui stipule qu'une femme « doit rester en arrière », concrètement et symboliquement.

Les associations de femmes, celles de « type démocrate » en particulier, sont donc prises dans une contradiction qui les stérilise. Obligées de se tourner vers les organisations internationales pour leur capital tant financier que symbolique, elles diffusent la notion de genre, d'égalité, bref, d'idéal démocratique. Elles apostrophent leur gouvernement, mais se voient qualifiées en retour souvent de menteuses, voire de « mauvaises mongoles ». Or il n'y a pas meilleur argument de décrédibilisation que celui de « trahison à la Patrie ».

CONCLUSION

« J'ai fait cet écrit, à la mesure de mon pouvoir et de mon savoir, demandant pardon à votre insurpassable mansuétude de ce que j'ai pu dire de superflu ou d'insuffisant, de peu sage ou même de sot, en homme de peu de sagesse que je suis, et qui n'est pas entraîné à rédiger de si longues histoires. » (Rubrouck G. de, 1997, p.122)

Cette recherche de doctorat s'est donné pour objectif d'expliquer l'absence des femmes de l'espace du pouvoir en Mongolie. Cette absence semble en effet problématique dans un contexte national caractérisé par un régime politique qui se réclame de l'égalité des sexes, par une « culture nomade » qui présente des pratiques de genre égalitaires et enfin, par la constitution d'un mouvement associatif de femmes revendiquant la promotion des femmes en politique. Ces trois dimensions conjuguées à un héritage soviétique considéré aussi comme plus égalitaire que les « vieilles démocraties occidentales », pouvaient laisser penser qu'un meilleur partage du pouvoir s'instaurerait en société mongole.

C'est pourtant un échec que nous avons observé, et avec nous les militantes déçues et lasses, lors de notre séjour en 1999-2001. Echec du mouvement associatif, échecs individuels également, de femmes qui auraient brigué un mandat politique si les obstacles qu'elles avaient rencontrés durant leur parcours n'avaient pas fini par les décourager de façon beaucoup plus nette que pour les hommes. C'est pour comprendre cet échec que nous avons observé leurs stratégies, la façon dont elles ont, individuellement et/ou collectivement, tenté de mobiliser différents capitaux au sein de différents espaces, de les accumuler pour les transformer en un capital politique et tenter d'accéder à l'espace du pouvoir, local et national.

a) *Capitiaux et espaces genrés*

Arraïsonnement des femmes

Au cours de cette recherche, nous avons compris que ces femmes mongoles qui souhaitent tant une participation active au nouveau régime démocratique en lequel elles avaient placé tous leurs espoirs, n'étaient pas « rares ». Elles étaient au contraire très nombreuses, partout présentes, au sein des mouvements de rue dans les années 1990-1992, au sein d'une jeune élite politique qui a constitué les premiers partis démocrates, puis au sein des partis politiques de toutes tendances pendant cette première décennie. Ce sont ces mêmes femmes, à l'échelle locale comme dans la capitale, qui ont construit un espace inexistant du temps du soviétisme, l'espace des associations. Ce nouvel espace public, elles étaient les seules à l'investir et elles l'ont conçu – au départ – comme un espace d'action imbriqué dans l'espace politique. Indépendantes des partis politiques, elles avaient la ferme volonté de partager avec eux la « conception » d'une nouvelle société, au double sens de « penser » et de « faire », construire. Aux analyses des sociologues et politistes qui proposaient une compréhension du genre par une « exclusion des femmes de l'espace politique », l'observation de la Mongolie montre au contraire que les femmes y sont présentes, présence « numérique » et présence « qualitative, par toute une série de tâches invisibles mais néanmoins déterminantes » (J. Falquet, 2008, p.158).

On ne peut donc plus convoquer la notion d'exclusion-inclusion souvent à l'œuvre dans les analyses du genre du pouvoir. D'abord parce que, comme le dénonce R.M. Lagrave, « L'exclusion du politique est d'abord de l'ordre de la croyance : on continue à croire et à faire croire que le politique est seulement affaire de savoir et de compétence et non de conviction » (2000, p.132). Ensuite car, A. Le Bras-Chopard l'avait déjà démontré pour la France, la notion d'exclusion « laisserait supposer une inclusion préalable ». Pour elle, et nous la suivons dans cette analyse, ceci est « impensable à l'origine puisque les hommes ne chassent pas les femmes d'un espace qu'elles auraient investi, mais construisent cette sphère pour rester entre hommes. C'est donc la façon dont ceux-ci ont cherché à découper l'espace [qu'il faut étudier], pour voir [...] comment ils ont distribué les lieux, comment le politique s'est construit, dans les discours et dans la réalité, sans les femmes » (2004 p.203). Elle précise qu'il ne s'agit pas d'une étourderie de la part des hommes : le politique s'est bâti contre les femmes. Ce qui fait écrire à l'historienne Michelle Perrot : « La politique est non seulement un bastion qui leur résiste, mais le moyen et le symbole de leur oppression » (*Le Monde*, 25 février 1999).

La première conclusion que nous pouvons tirer de ces observations, c'est que les femmes mongoles sont donc présentes au sein de l'ensemble des espaces sociaux. S'agissant de l'espace

associatif considéré comme l'un des deux piliers majeurs du bon fonctionnement de la démocratie, elles y sont même plus nombreuses que les hommes. Mais elles y sont « arraisonnées ». Elles sont surtout bien présentes au sein de l'espace politique, absentes en revanche de l'espace du pouvoir et même des différents espaces du pouvoir : locaux, économiques, étatiques.

Pas « d'effet-capital » pour les femmes

Plutôt qu'une « exclusion » voire même un « désintérêt » comme on peut parfois l'entendre pour expliquer l'absence des femmes du pouvoir, il apparaît que la classe des femmes a été instrumentalisée et ce, à plusieurs niveaux. Au sein de l'espace politique, elles sont instrumentalisées pour leurs compétences, sous couvert d'une biologisation de leurs qualités « féminines ». En privilégiant le profil de la haute fonctionnaire et en éliminant celles qui ne s'y conformeraient pas, les élites mongoles s'assurent une main d'œuvre surqualifiée, sur laquelle ils s'appuient en cas de situation difficile (comme la nomination de la Première secrétaire Delgermaa lors de la chute de la Coalition démocrate, ce qui n'est pas sans faire écho avec le Parti Socialiste français aujourd'hui). En libéralisant les services publics et en développant des programmes d'assistantat, la classe des femmes dans son ensemble - du Mouvement associatif des femmes plutôt proche des élites jusqu'aux femmes les plus pauvres - a été instrumentalisée par le régime économique libéral pour faire supporter à la société tout entière l'accaparement des richesses par une minorité (d'hommes mais aussi de femmes, il faut le dire). « Les ONG », comprenons ici à la fois les ONG internationales et les associations locales, apparaissent alors comme un « outil de gestion des exclusions globales » (B. Hours, 2010, p.47). Précisons que la critique que nous avons effectuée à propos des ONG américaines intervenant en Mongolie essentiellement, est exactement la même qu'effectuent B. Hours et M. Selim à propos des ONG françaises (2010, p.49) officiant en Afrique.

Présentes, les femmes le sont au sein de la « culture nomade ». Là encore, l'observation de sa dimension « matérielle » a montré que la moitié de la population nomade compte sur elles pour leur travail gratuit, dont la charge a augmenté avec la libéralisation. Il semblerait même que la division du travail genré se soit accentuée, les femmes nomades ayant perdu des « postes prestigieux » que pourtant elles occupaient à travers l'histoire, comme la conduite des caravanes. L'observation des échanges à travers les réseaux a aussi montré que les femmes y jouent un rôle fondamental dans le maintien des solidarités locales (essentiel à nouveau dans la résistance à la crise économique). « L'esprit nomade » s'appuie sur les femmes, sur leur assujettissement symbolique comme principal socle de la nouvelle Nation.

Cette dernière analyse permet de comprendre pourquoi, quelles que soient les stratégies déployées par la classe des femmes, ou par un mouvement associatif plus réduit, pour accumuler des capitaux, celles-ci s'avèrent inopérantes.

Car les femmes ne manquent pas de « capitaux », excepté le capital économique. Elles sont pourtant présentes au sein de l'espace économique, mais on l'a vu, dans des activités faiblement rémunératrices. Elles n'accèdent pas - ou très peu - à l'un des principaux capitaux nécessaires à l'accès à l'espace du pouvoir : la richesse économique. Les associations de femmes montrent de surcroît que la libéralisation, loin de favoriser leur « *empowerment* », a au contraire provoqué leur « *disempowerment* », [mettant] en péril leur situation à long terme » (CIRF, 1998, p.2). Il y a là un impact majeur entre espace du pouvoir et espace économique qui, si l'on s'y tient, évacuerait même toute étude complémentaire.

Excepté le capital économique donc, cette étude a montré que les femmes mongoles soit « possèdent », soit mettent tout en œuvre pour avoir accès à l'ensemble des capitaux nécessaires à l'entrée dans l'espace du pouvoir. Nous avons même compris que pour elles, la possession de ces capitaux est « obligatoire » : il est obligatoire pour une femme politique de cumuler capital « parti politique » et « soutien des leaders », obligatoire d'être très instruite, obligatoire de disposer d'un capital « fortune » et d'avoir montré sa capacité d'adaptation au nouveau régime économique, obligatoire d'avoir un « capital familial » en la personne d'un proche, voire de toute la famille qui soutient affectivement et matériellement sa carrière par exemple. Il est même devenu obligatoire de s'être constitué un « capital associatif » présenté comme un « capital participatif ». On peut y percevoir l'héritage soviétique, qui obligeait les femmes à passer par le Comité des Femmes pour gravir les échelons d'accès à l'élite du Parti. Nous n'étions cependant pas dans un régime représentatif. Ce qui surprend aujourd'hui, c'est que le régime démocratique l'ait érigé en nouvelle norme pour la carrière politique d'une femme. Il n'en est pas de même pour les hommes, et c'est bien là une différence majeure de genre. Les hommes n'ont pas la nécessité de faire montre de la même progression laborieuse observée chez les femmes. Il n'est pas obligatoire pour eux d'être parrainé par un leader, pas obligatoire d'être diplômé, il leur faut être riche mais pas forcément « en emploi », il n'est pas obligatoire d'être soutenu par son épouse. Altai découvre par exemple à la suite de son élection au Parlement, que « *certain candidats ne connaissent même rien à la politique [pourtant de son propre parti, le PPRM]. Dans ce parlement, 20% à 30% des gens ne savent rien. Les dirigeants du parti ne savaient pas qu'ils obtiendraient autant de sièges et ont investi des nouveaux venus. Ils sont en train d'apprendre les procédés...* » (26 avril 2001).

Il n'est surtout pas obligatoire d'être passé par la « case association », on peut dire que ce « capital associatif » n'existe pas pour eux, puisqu'ils n'ont pas investi cet espace (du moins

pendant la première décennie de démocratisation). Dans cette analyse des « capitaux politiques », il apparaîtrait même que les très rares femmes qui arrivent à accéder à l'espace du pouvoir sont « sur-dotées » de capitaux divers, qu'elles ont accumulés au cours d'une progression lente et laborieuse, tandis que les hommes s'appuient sur des capitaux généralement venus à eux principalement dans les échanges relationnels et symboliques avec leurs pairs plus âgés, mais dont le parrainage demeure plus diffus que pour les femmes.

En fait, d'une façon tout à fait « matérielle », l'observation des échanges chez les nomades a permis de comprendre que, quel que soit le capital qu'une femme va donner ou, dit autrement, qu'elle va « mettre dans le circuit », l'idéologie de genre fait qu'elle ne peut pas en attendre de contre-don. Pour ce qui nous intéresse, il s'agit du circuit de la « représentation », c'est-à-dire de la transformation d'un capital - quel qu'il soit - en « capital politique », symbolique. Or, l'idéologie de genre fait que les femmes non seulement ne doivent pas attendre de contre-don matériel et symbolique, mais qu'en plus, elles se doivent de donner si elles ne veulent tout simplement pas être niées en tant que femmes, seul moyen pour elles d'être reconnues comme individu accepté au sein du groupe. « [T]out se passe comme si les pratiques des hommes et des femmes renforçaient encore le capital symbolique des premiers tout en freinant la progression des secondes » (Achin C. *et al.*, 2007, p.125). L'observation des échanges en Mongolie invite ainsi à repenser la « théorie du don ».

La sociologie des réseaux complète encore nos analyses. P. Merklé présente trois critères qui permettent de « mesurer les éventuels effets spécifiques » d'un réseau (2004, p.58) : la taille du réseau personnel, le volume des ressources contenues dans ce réseau et enfin, les chances d'accès à ces ressources (2004 p.59), comme par exemple si les connaissances (famille, collègues ou amis) acceptent de partager leurs ressources. Ici, on comprend que certains critères deviennent discriminants, comme celui du genre.

Ceci a une implication directe sur le système démocratique. Les politistes constatent en France que les investitures sont aussi le moment de resserrement des solidarités partisans (Achin C. *et al.*, 2007). Un candidat soutenu par un parrain s'endette symboliquement auprès de celui-ci et de son parti, il y est ensuite « attaché », ce qui consolide le parti de l'intérieur. Concernant les femmes, nous comprenons d'une part, qu'une femme nommée n'a plus beaucoup de marge de manœuvre individuelle (pour défendre la cause féminine par exemple). D'autre part, puisque les femmes demeurent moins nommées quantitativement que les hommes, ceci montre qu'un homme va préférer inclure, dans cette dynamique d'endettement symbolique, plutôt un autre homme qu'une femme (ce que tente justement de déranger l'obligation paritaire en France et l'instauration des quotas en Mongolie). Un homme ne va donc pas faire de « cadeau symbolique »

(qu'est la nomination) à une femme, il va conserver le symbole du pouvoir au sein de sa classe de sexe. Les politistes évoquent même une stratégie collective - masculine - de contrôle des « réseaux transactionnels et des jeux de rétributions » (Achin C. et al, 2007, p.31).

L'espace du pouvoir : un espace privé

Cette recherche a ainsi montré que quels que soient les capitaux mobilisés, quelles que soient les stratégies déployées par les femmes, en tant que femmes, l'espace du pouvoir leur reste hermétiquement fermé. Nous précisons ici « en tant que femme », car finalement la seule femme véritablement admise en Mongolie au sein de l'espace du pouvoir (en témoignent ses trois mandats successifs) a été Gandhi. Elle n'a jamais revendiqué sa féminité, n'en a jamais parlé, ne l'a jamais instrumentalisée. Elle a, en quelque sorte, un statut « a-sexué », « a-genré », et c'est peut-être l'explication majeure de sa présence parmi les hommes.

Car en Mongolie, l'espace du pouvoir, plus encore que l'espace politique, « est fermé sur lui-même » (Sineau M, 2001, p.240) et il est exclusivement « viril » (Le Bras-Chopard A., 2004). Considérant cet aspect, la Mongolie n'est pas un cas isolé, puisque l'ensemble des politistes le souligne également pour la France. « [C]ette boîte noire qu'est le champ politique » (Achin C. *et al.*, 2007, p.15) est aussi qualifiée de « "microcosme" » (Sineau M., 1994, p.77) qui construit ainsi une démocratie « monosexuée » (Sineau M., 2001, p.240). « L'intrusion des femmes en politique s'apparente donc à une forme de braconnage tant les positions de pouvoir des professionnels en place et les appareils partisans constituent une « chasse gardée » masculine » (Achin C. et Dorlin E., 2007), même s'il s'opère une sélection drastique à laquelle sont également soumis les hommes. Altai déclare d'ailleurs tristement à propos de ses co-partisans : « *Les hommes ont une ambition bien connue, ils ne veulent pas laisser leur siège* » (26 avril 2001). M. Riot-Sarcey observe également que « ce qui naît et perdure de l'opposition entre public et privé, masculin et féminin, a une portée universelle : l'espace public et plus précisément l'espace du politique deviennent espaces fermés. Fermeture qui se concrétise par l'existence de barrières dont il faut admettre la signification symbolique avant de les franchir : pénétrer dans le système politique avec quelques chances d'y être entendu, c'est s'identifier à une élite dont les valeurs dites viriles sont masculines. Et l'initiation qu'implique l'entrée en politique s'accompagne de l'adoption d'un code, le plus souvent implicite, qui régit les comportements les plus essentiels » (1993, p.20).

Nous relevons ici le verbe « perdurer » à propos de cette fermeture virile de l'espace politique, et plus précisément, nous semble-t-il, de l'espace du pouvoir. Car si les femmes sont attachées « traditionnellement » à la famille, une autre réalité se dévoile ici, celle du maintien d'une « tradition » invisibilisée, celle des hommes au sein de l'espace du pouvoir. F. Gaspard déclare par exemple, pour l'avoir vécu en tant que jeune élue : « Il existe entre eux un "fratriarcat" qui est le

produit d'une vieille homosocialité » (1997, p.115). Ici, c'est bien la politique au masculin qui est « traditionnelle », traversant les révolutions et autres changements de régimes politiques.

Avec sa fermeture, un second aspect fondamental de cet espace du pouvoir réside dans sa dimension de « secret », c'est-à-dire exactement l'opposé du « public ». Nous n'y avons pas porté une attention majeure lors de nos entretiens, mais nous avons néanmoins relevé une petite phrase récurrente : « *c'est le parti qui décide* » et ce, autant chez les membres du PPRM que chez les jeunes démocrates à l'issue de cette première décennie d'existence. Or, nous l'avons vu, les directions des partis sont « tenues » par les hommes. Souvenons-nous précisément de ce que déclare une militante locale à propos de sa propre investiture éventuelle. Celle-ci ne dépendait pas des votes des militants de base, ni « *des candidats* ». Elle dépendait « *de décisions du Parti. [...] Les réunions des dirigeants des cellules ont eu lieu, c'est peut-être déjà décidé, en secret* » (17 janvier 1999).

Cette « culture du secret » était flagrante en régime soviétique. Cette notion n'a pas disparu de la démocratie puisque les votes des citoyens doivent se faire « secrètement ». On a également vu combien Burmaa avait peiné pour « publiciser » (et ici le terme prend tout son sens de « démocratiser ») l'espace des débats parlementaires que les députés concevaient comme « secrets ». Il est toujours régulièrement question d'exclure les journalistes du Parlement. Burmaa n'est pas la seule à s'être battue contre cette pratique, Zanaa appelle aussi de tous ses vœux à « *travailler sans secrets* » entre associations. Il y va de la possibilité de « faire mouvement » et de la transparence démocratique (et accessoirement de la lutte contre la corruption).

Une fois de plus, la comparaison avec la France est frappante. Le collectif mené par C. Achin observe avec minutie que « Le travail de fabrication des listes électorales est d'ordinaire [...] une opération discrète dont on parle dans l'entre-soi [...], mais qui ne mérite pas d'explication publique. [...] Si les voies de l'éligibilité sont en un sens impénétrables, c'est qu'elles reposent sur [des] relations sociales, réseaux, affinités qui se construisent sur le temps long, que le moment de constitution des équipes vient simplement ratifier en retenant des éligibles “naturels”, [...] dont les candidatures “s'imposent” et ne se “discutent” pas » (Achin C. *et al*, 2007, p.19).

Ceci nous oblige à repenser la fameuse « dichotomie privé/public » qui a été si utile aux féministes pour comprendre une des dimensions fondamentale du genre, l'assignation « au privé » par une biologisation de la fonction maternelle et les empêchant ainsi de participer aux prises de décisions pour la collectivité. Mais N.-Y. Davis le montrait déjà dans ses analyses de la construction de la féminité et de la masculinité en lien avec la nation : la dichotomie privé/public n'est alors plus un outil adéquat (1997, p.4). Ce qui est désigné comme « sphère privée », l'espace

de la « maison », de la « famille », est contrôlé par les hommes, de la même façon qu'ils contrôlent en fait l'ensemble des espaces sociaux. Les féministes du Mouvement de Libération des Femmes l'avaient également déjà compris lorsqu'elles lançaient le slogan « le privé est politique » et qu'elles revendiquaient la légalisation de l'avortement et la criminalisation de la violence « conjugale ». Cet espace n'est donc pas un espace « privé », nous le qualifierons désormais de « domestique ». En Mongolie aussi, c'est l'espace social « naturel » auquel sont assignées les femmes. Et force est de constater que l'adoption d'un régime démocratique n'a pas transformé structurellement les rapports sociaux de sexe : ils se sont recomposés.

En revanche, si les espaces sociaux sont mixtes en Mongolie, il en est un qui demeure résolument non-mixte, c'est bien l'espace du pouvoir. Ainsi, il apparaît qu'il ne fonctionne pas sur le modèle de la famille patriarcale, celle-ci étant bien « nécessairement » mixte.

A. Le Bras-Chopard évoque alors « la factice distinction public/privé. [...] La puissance, par définition, ne se partage pas avec ceux (celles) sur qui elle s'exerce. Pour être convaincante, la distinction public/privé devrait supposer une simple juxtaposition, géographique des espaces : les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, et chacun chez soi. Mais [...] la frontière est peu hermétique entre ces deux sphères, dont l'une seulement, le foyer, peut être topographiquement définie : les hommes circulent de l'une à l'autre, et les femmes elles-mêmes [...] sont amenées à sortir de la maison pour se répandre dans des lieux intermédiaires, les rues adjacentes de l'agora. La séparation est donc verticale, le privé englobe le public ; hiérarchique, le politique administrant le privé. L'homme est à la fois le locuteur et le bénéficiaire de ce partage des espaces dont il se réserve sans partage le politique, qui légitime [...] sa domination. » (A., 2004, p.203)

Bon nombre des décisions politiques des plus importantes (y compris à l'échelle mondiale) sont prises lors de réunions informelles, dans leur immense majorité masculines, qui s'apparentent bien à des réunions d'ordre privé. Lors de ces réunions, nous l'avons vu pour cette société mongole, le support symbolique de la circulation du pouvoir entre hommes est l'alcool. Ceci n'est pas propre à la Mongolie, puisque A. Le Bras-Chopard cite par exemple pour la France Michelet qui s'est exprimé clairement sur les avantages d'une société d'hommes sans l'ennui des femmes, et encore Rousseau, qui écrivait à son ami d'Alembert : « «jamais peuple n'a péri par l'excès du vin, tous périssent par le désordre des femmes» » (2004, p.56-57).

Ceci nous mène à la conclusion centrale de cette thèse. Avec sa double dimension de « fermeture » et de « secret », l'espace du pouvoir ne peut plus être considéré comme un « espace public », principe sur lequel s'appuie pourtant la démocratie. Il est au contraire un espace privé, l'espace privé des hommes. Et c'est parce qu'il est conçu comme tel que, même en régime

« démocratique », l'accès au pouvoir n'est pas « égalitaire », quelle que soit la minorité politique qui tente d'y accéder.

b) Féminisme et néolibéralisme

Classe de sexe

Comme l'ensemble des recherches féministes radicales matérialistes, la nôtre peut également « paraître pessimiste, excessive ou angoissante » (Falquet J., 2008, p.194). En outre, conclure cette recherche par une opposition quasiment binaire entre masculin/pouvoir et féminin/non pouvoir, relève d'une analyse féministe que certains et certaines ne conçoivent que comme « ethnocentriste occidentale ». Nourrir cette analyse en montrant, de surcroît, les similitudes avec la France et d'autres pays du monde, la situe dans une perspective universalisante, qui peut apparaître comme niant la « culture mongole » d'une part, comme niant les rapports de classes sociales et de différences identitaires entre femmes au sein de la société mongole d'autre part.

Cette difficulté a été réfléchiée par les féministes issues des pays du Sud, comme Chandra Talpade Mohanty qui reste, à juste titre, vigilante sur cette problématique. « Analyser la “différence sexuelle” à partir d'une conception du patriarcat ou de la domination masculine envisagée comme monolithique et singulière quelles que soient les cultures, entraîne une conception de ce que j'appellerai la “différence du Tiers Monde” tout aussi réductrice et homogène, chose étrange stable et anhistorique, qui apparemment opprime la plupart, si ce n'est la totalité, des femmes vivant dans ces pays. C'est lorsqu'elles produisent cette “différence Tiers Monde” que les féministes occidentales s'approprient et colonisent les complexités constitutives de la vie des femmes de ces pays » (1984, in Dorlin E., 2009, p.152). Elle dénonce ainsi fermement cette « démarche qui vise à mettre au jour le caractère universel de la domination des femmes dans la société » (p.171). Et montre toute la force de sa critique envers les féministes du Nord par la dernière phrase de son texte qui reprend Marx à propos des prolétaires : « Ils ne peuvent pas se représenter eux-mêmes ; ils doivent être représentés » (p.178).

En tant que « féministe du Nord », je suis ainsi obligée de réfléchir à mon propre positionnement. Et je dois ici dire que je n'ai jamais cherché à « représenter les femmes mongoles ». Bien au contraire. Je peux ici enfin avouer que j'étais partie en Mongolie, au début de cette recherche, avec une démarche culturaliste. Je pensais en effet que je partais à la rencontre d'une culture où les femmes jouissaient d'une plus grande égalité avec les hommes qu'en France. Où la démocratie y serait « magnifique et merveilleuse ». La Mongolie représentait pour moi un pays imaginaire, un Eldorado de liberté pour les femmes, liberté conférée par « l'esprit nomade ».

J'ai découvert une idéologie et des pratiques de genre présentant des particularités remarquables. Les femmes sont effectivement considérées en Mongolie comme intelligentes et bonnes conseillères, ce qui n'est pas le cas en France. Elles jouissent aussi d'un statut de « femme seule » respectée, fût-ce avec leurs enfants « sans père », statut que les femmes françaises semblent encore revendiquer. Dans l'ensemble des représentations sociales, le soviétisme a indéniablement permis une indépendance économique entraînant une autonomie identitaire, que les femmes françaises peinent à faire reconnaître (en témoignent les difficultés faites aux femmes mariées de pouvoir conserver leur nom « de jeune fille »).

Il n'en demeure pas moins que la réalité empirique a fait voler en éclats nos illusions de différence culturelle. Les femmes sont exclues de l'espace du pouvoir en tant que femmes, en Mongolie comme en France et comme dans le reste du monde. Ce qui nous autorise bien à utiliser le concept de « classe de sexe », même si indéniablement encore, les femmes de l'élite sociale jouissent de plus de « facilités de vie » - de capitaux - que les femmes des classes populaires (urbaines comme rurales). Et si une « classe des femmes » au sens marxiste, c'est-à-dire puissante et revendicatrice, n'arrive pas à se constituer, il existe bel et bien une « classe des hommes », qui eux, ont des stratégies collectives de défense de leur accaparement du pouvoir. Et c'est même une stratégie de la classe dominante de faire en sorte que les dominés ne puissent pas se constituer en « classe » au sens marxiste du terme. La déception est grande, certes, mais il eut été non scientifique de ne pas en faire état.

Libéralisme contre liberté

En outre, il a également fallu tenir compte d'une autre réalité empirique pour laquelle nous n'étions pas armée scientifiquement : il s'est agi de la macro-économie et plus précisément, de l'analyse de l'impact de la mondialisation sur les rapports sociaux de sexe. Féministes françaises à propos du « monde », comme militantes mongoles concernant leur pays, font un même constat : la transition démocratique libérale a favorisé une détérioration du statut des femmes, a aggravé un creusement des inégalités de genre.

Avec de telles « considérations », nous sommes effectivement bien loin de la « culture nomade » et surtout de sa « liberté » légendaire, fantasmée par les Occidentaux (et moi-même bien sûr) et revendiquée par les Mongol·e·s. Si Marcel Mauss avait observé une indifférence affectée dans le processus de don, comme si l'objet en lui-même n'a pas une grande importance, il avait compris qu'« On recherche en tout ceci à montrer de la libéralité, de la liberté et de l'autonomie, en même temps que de la grandeur. Et pourtant, au fond, ce sont des mécanismes d'obligation, et même d'obligation par les choses, qui jouent » (Mauss M., 1923-1924, p.30). Au

quotidien des nomades, nous l'avons bien compris, cette obligation touche davantage les femmes. Il n'est pas question de « liberté de don » pour les femmes.

En société nomade mongole, les femmes ont « certaines libertés », mais elles n'ont pas « la liberté ». I. Guérin réfléchit aussi à cette notion de dépendance versus de liberté en France, liberté républicaine niée pour les femmes à la Révolution. Le cens institué pour le vote était une façon de s'assurer que les électeurs étaient indépendants : la dépendance est conçue à l'époque comme assujettissante – pour les hommes. Concernant les femmes cependant, « la dépendance ne les empêche pas de contribuer à l'utilité collective, bien au contraire : c'est précisément leur devoir qui, en quelque sorte, les condamne à la dépendance. Pour elles, la dignité ne trouve pas sa source dans la liberté, mais dans le dévouement envers autrui » (2003, p.51).

Enfin, et tout spécifiquement dans ce nouveau contexte « libéral » en Mongolie, nous avons vu que les hommes peuvent prendre le risque de dépenser une partie de leur fortune dans une campagne électorale dont ils savent qu'elle ne sera pas forcément gagnante. Ce dernier aspect nous semble important : si les femmes ne perdent pas toute leur énergie à trouver des fonds pour leur campagne politique, ce n'est pas seulement par manque de « capacité » individuelle, par manque de « débrouillardise » ou par manque de n'importe quel autre capital social généralement envisagé par les organismes internationaux qui réfléchissent à leur *impoverment*. C'est aussi parce qu'« elles ne peuvent pas assumer l'idée de dépenser de l'argent pour leur propre compte sans être sûre d'avoir un retour... » (Enhtujaa, 15 juin 1999). C'est une différence majeure avec les hommes. La majorité des femmes ne prennent pas la liberté de « dépenser de l'argent », d'une part quand il s'agit d'une dépense centrée sur elles-mêmes, et d'autre part quand la dépense est aléatoire. Deux caractéristiques d'une campagne électorale, obligatoires pour accéder à l'espace du pouvoir. Il est donc bien un capital manquant aux femmes, en Mongolie comme partout dans le monde, c'est la liberté. Et si en culture nomade elles en disposaient de quelque peu, le libéralisme les en a dépossédées.

Pour penser le genre du pouvoir, il nous a fallu opérer un détour par l'économique. L. Bazin et M. Selim invitent à « repenser de manière rigoureuse et problématique l'économique en anthropologie [ce qui] paraît d'autant plus indispensable que la mondialisation s'impose comme un ensemble de recompositions hiérarchiques mais aussi symboliques, imaginaires et culturelles (2000, p.7). Avec B. Hours, ils distinguent une anthropologie culturelle de leur « anthropologie politique » (2010, p.259). Nous avons également proposé non pas une « sociologie culturelle » de la Mongolie, mais une sociologie politique, en nous « penchant [nous aussi] sur des représentations et des phénomènes de nature politique » (2010, p.259). Ces nouveaux

positionnements théoriques et méthodologiques pour l'anthropologie et donc, pour notre « socio-anthropologie », sont provoqués en particulier par ce nouvel objet que sont les ONG qui « apparaissent aujourd'hui [comme] des espaces sociaux les plus représentatifs d'une conjugaison de problématiques personnelles et de rhizomes collectifs détenteurs de stratégies politiques et économiques globales » (2010, p.216).

Faisant résolument partie des mouvements féministes qu'elles observent dans le même temps, J. Falquet et M. Selim démontrent « l'emprise du genre »³⁵⁷ que les organismes internationaux ont infligée aux pays d'Amérique Latine et à l'Asie du Sud Est. « [L]es femmes et les combats qu'elles soutiennent n'étant alors qu'une figure parmi d'autres de cet hypermarché des droits émergeant sur la généralisation du capitalisme. [...] D'une manière générale le retour de la nature comme légitimation idéologique de la globalisation confère à l'entité " femme " une efficacité symbolique d'autant plus redoutable qu'elle draine un paquet de normes qui vont de la famille aux technologies de la reproduction » (Selim M., 2004).

Mais attention, nous avons pris le risque de « critiquer » un mouvement de femmes, celui de la Mongolie et de ce que nous analysons comme une « erreur stratégique », à savoir les tentatives de salto du stigmate et de recours à l'espace international. Cela ne signifie pas pour autant que nous pensons qu'il faut arrêter le combat féministe, ou pour reprendre précisément les termes de Zanaa, « la lutte pour l'égalité ». Bien au contraire et, comme le déclare aussi J. Falquet, « [I]l est [toujours] temps de reprendre l'initiative » (2008, p.194).

A ceux et celles qui pensent que les femmes ne sont pas « assez ceci » ou « assez cela » dans leurs luttes, rappelons-nous de ce que N.-C. Mathieu avait déjà écrit à ce sujet : l'une des dimensions majeures de l'explication du « consentement » des femmes à leur domination (comme par exemple en Mongolie pour les femmes qui ne dénoncent pas le libéralisme ni le patriarcat en tant que systèmes d'exploitation se combinant) est la violence spécifique à leur rencontre. J. Falquet montre parfaitement comment cette violence contre les femmes s'est accrue avec la mondialisation néolibérale, avec l'augmentation des « hommes en armes » et de la violence domestique, auxquelles nous ajoutons la violence « médicale » spécifiquement concernant la sexualité et la natalité, l'ensemble constituant une torture de basse intensité mondialisée. Ce qui conduit « tendanciellement à nier aux femmes dans leur ensemble la possibilité d'être en désaccord à la fois avec le gouvernement du pays dont elles sont ressortissantes et avec les ennemis de ces gouvernements, [...] à leur interdire une action politique autonome. [...] [I]l faut

³⁵⁷ Nous détournons ici le titre que donne Ilana Löwy à son ouvrage portant au contraire sur la déconstruction de la domination masculine (2006, Paris, La Dispute, collection Le Genre du Monde).

remarquer que cette violence multiple et généralisée permet une remarquable économie de moyens pour un résultat optimal » (2008, p.75-80).

Un deuxième élément majeur d'anéantissement des luttes des femmes (et des luttes pour la démocratie « idéale » en général) est la « fameuse » problématique « identitaire », le libéralisme provoquant un repli sur la « nation » et sur ses traditions réinventées. M. Selim, en particulier à propos de l'Ouzbékistan, constate un « processus de retraditionalisation générale [...] répondant à la volonté de légitimation idéologique de l'Etat par l'exaltation de "l'identité nationale", de la grandeur de la civilisation "ouzbèke", bref de la magnificence de l'Ouzbékitude » (2010, p.134). « Le développement planétaire de l'économie de marché capitaliste se double de la production de normes globales dans des domaines tel que la morale, la santé, la sécurité [...]. Tout se passe comme si un projet économique devenait projet de civilisation. [...] [L]a démocratie occidentale est aujourd'hui bien problématique » (Selim M., 2010, p.10).

Bien loin donc de vouloir « critiquer » le mouvement associatif des femmes en Mongolie, nous avons compris qu'« en réalité, ce que les femmes occidentales-blanches doivent affronter, c'est leur responsabilité spécifique face à la culture particulière définie par les hommes occidentaux-blancs » (Falquet J., 2008, p.185).

Invisibilisation

Un troisième et dernier obstacle à l'égalité entre hommes et femmes que nous voulons aborder dans ce travail est celui de leur « invisibilisation ». Nous avons souligné que le nom des femmes n'est pas mentionné dans de nombreux documents historiques. Les experts américains ont érigé la Mongolie en « figure d'exception asiatique », modèle de réussite « démocratique ». Mais la majorité oublie les femmes, comme T. Ginsburg. Il note qu'en janvier 1996, le gouvernement a adopté la première loi du pays encadrant les organisations non gouvernementales. Il cite des manifestations de chauffeurs de camions et d'étudiants (1998). Il passe sous silence les activités des associations de femmes.

Elles ne sont évoquées que dans un rapport ou deux, sur les dizaines qu'ils peuvent produire. Le consultant S. Severinghaus avait été élogieux à leur égard lors de notre entretien. Dans le rapport publié évoquant les amendements apportés à la loi sur la famille, il cite l'AFJ et LEOC. « Ce consortium [...] est le premier "chien de garde" associatif. Ces deux exemples d'ONG actives reflètent le développement d'une société civile au sein de laquelle se construit une coopération entre gouvernement et organisations non-gouvernementales et où les citoyens s'impliquent de plus en plus dans les affaires publiques. Un tel phénomène ajoute de la puissance à cette jeune démocratie mongole » (2000, p.13). Remarquons cependant qu'il ne précise pas que ce sont là des associations exclusivement composées de femmes...

Au sein de l'espace national, il s'est produit une véritable invisibilisation du « travail politique » des femmes (J. Falquet, 2008). Les citoyen·ne·s mongole·s disent connaître leur nom, mais ne connaissent pas leurs activités parlementaires. Une amie dira : « *Elles sont restées effectivement très silencieuses, je ne sais rien d'elles...* » Ce fut pourtant une stratégie majeure que de « publiciser » leurs activités, nous n'allons pas citer à nouveau ici l'ensemble des publications du Comité CEDEF, de la Coalition des Femmes, etc. Mais il n'en est pas de même pour la presse comme le *Mongol Messenger* daté du 25 novembre 1998, qui présente une demi-page de garde sur « One World Conférence avec 170 adolescents venus de tout le pays », sans même citer l'association de femmes qui l'a organisée : le MFPS. Badamdaš, jeune politiste, note une évolution du système démocratique de son pays. « *Aujourd'hui, les élus sont tenus de suivre un minimum les directives des partis et ils peuvent être contrôlés grâce au procédé de "votes ouverts".* » Mais il ne cite pas les personnes à l'origine de cette évolution institutionnelle pourtant majeure. Sait-il de qui il s'agit ? « *Oui, tu as raison, c'est Burmaa, et son association de femmes. Mais ça n'a pas d'importance "qui c'est", ce qui est important, c'est le résultat, non ?* » (18 avril 2000).

Tenaces, les associations de femmes vont réussir à faire voter à la session parlementaire à majorité PPRM du printemps 2006 un amendement à la loi électorale, imposant un nouveau quota de 30% de femmes candidates sur les listes « ce qui représente un grand progrès » (Comité CEDEF, 2007, p.48). Mais l'amendement sera retiré par ce même Parlement lors de la session de l'automne 2007.

Le cas des associations de femmes mongoles illustre la situation des femmes à l'échelle internationale. En Mongolie, elles ont été les principales actrices de l'éducation à la démocratie par une activité associative exemplaire. Elles n'agissaient alors pas en tant que femmes, mais en tant que citoyennes, n'utilisant, dans ces actions, ni le terme de féminisme, ni celui de « gender », qui arrivera plus tard, avec les programmes de développement, dans les années 95-96. Peut-être devraient-elles davantage publiciser non pas leurs « qualités », mais bien leurs résultats.

J. Habermas explique qu'une « sphère publique [...] n'acquiert de fonction politique effective qu'à partir du moment où elle transforme les bourgeois, comme agents économiques, en citoyens, afin qu'ils accordent leurs intérêts respectifs, c'est-à-dire les généralisent et les fassent valoir efficacement devant le pouvoir, de telle manière que le pouvoir d'Etat se transforme en médium d'auto-organisation de la société » (1992, p.XI). Cette analyse n'est pas opérationnelle pour les mouvements des femmes. En Mongolie par exemple, elles ont « accordé leurs intérêts respectifs », elles ont tenté de les « généraliser ». Mais le processus « national » et masculin d'invisibilisation de leur mouvement a anéanti leur lutte.

Et aveuglement

Cette invisibilisation du travail et des luttes des femmes est liée à un processus cette fois « d’aveuglement » des femmes. Lorsque M. Godelier avait écrit que « des deux composantes du pouvoir, la force la plus forte n’est pas la violence des dominants mais le consentement des dominés à leur domination » (1978, p.176), N.-C. Mathieu avait répondu par un article dont le titre portait sa thèse : « Quand céder n’est pas consentir » (1985). Pour consentir, il faut connaître les raisons, les mécanismes et les conséquences du consentement. Or, elle montre que les femmes “ne connaissent” pas, le partage des connaissances ne se fait pas de façon égale. Les dominés sont maintenus dans l’ignorance. C’est le cas des femmes mongoles. Elles ont bien compris que l’espace politique et l’espace du pouvoir sont « masculins » d’une façon quasi « naturelle », comme un fait que l’on ne peut pas changer. Et pour les quelques unes qui tentent d’y entrer, la seule stratégie est de s’y conformer.

Ce qu’elles ne savent pas, c’est que ces deux espaces sont maintenus masculins, afin de les arraisonner dans l’un, de les éliminer de l’autre. Et la stratégie fonctionne. Cette difficulté de prise de conscience et d’expression de la domination par des dominés n’est pas observée pour la première fois. Elle est même bien identifiée par N.-C. Mathieu : « Il existe chez les dominés plusieurs types de conscience et de productions de connaissance, fragmentés et contradictoires, dus justement aux mécanismes de l’oppression » (1985, p.176). « La violence principale de la domination consiste à *limiter* les possibilités, le rayon d’action et de pensée de l’opprimé(e) : limiter la liberté du corps, limiter l’accès aux moyens autonomes et sophistiqués de production et de défense [elle cite les travaux de P. Tabet], aux connaissances, aux valeurs, aux représentations... *y compris aux représentations de la domination* » (1985, p.231) [souligné par l’auteure]. L’influence internationale et l’importation de la notion de genre, puis celle de « droits humains », a quelque peu « neutralisé » un discours féminin qui était pourtant revendicatif. Une dynamique majeure a été, par des organisations représentant la Communauté internationale, de contrôler cet accès au savoir – à la notion de genre. On voit ici toute la contradiction que le mouvement international des femmes n’a pas su aider à résoudre.

D’ailleurs, nous avons nous aussi été « aveugle » à ce qui nous apparaît aujourd’hui, alors que nous avons quitté le pays : nous n’avons pas su distinguer un vaste réseau international non gouvernemental ou gouvernemental, public ou privé, et même religieux et politique d’un « véritable » réseau féministe. Le Comité CEDEF raconte par exemple qu’elles ont « reçu des graines de la part de l’ADRA – Adventist Development Relief Agency - [qu’elles ont] distribuées localement. Les femmes rurales ont pu planter des légumes et des fleurs dans leurs jardins et ont ramassé une bonne récolte » [sic] (Comité CEDEF, 2001, p.2). Voilà typiquement le genre de

déclaration aimable à l'égard de l'ADRA, qui révèle la capacité diplomatique des femmes mongoles incluses volontairement dans le grand réseau de l'aide internationale. Les femmes sourient de ces aides dérisoires et sans rapport avec leurs préoccupations nationales. Le problème, c'est que le mouvement féministe international peut parfois se confondre avec ce type d'organisation et d'agissements...

J'ai essayé tout au long de ce travail de « sortir de l'ignorance », et avant tout, de « mon ignorance », ou comme le formule R.-M. Lagrave, de « dévoiler l'impensé » (2000, p.136). C'est une démarche que je conçois comme complémentaire pour la lutte des femmes dans le monde, entre savoirs situés et universalité de la domination masculine, où l'analyse peut se faire en prenant exemple sur différentes situations culturelles. N.-Y Davis propose alors la notion de « transversalisme³⁵⁸ » (1997, p.129) des luttes et des pensées féministes.

Ce n'est pas moi qui ai apporté mon savoir « à la Mongolie », mais bien « la Mongolie » et « les femmes mongoles » qui m'ont apporté leur force. Comme Enhtujaa. *« Je n'ai jamais supporté le non-respect des volontés individuelles, le non-respect des personnes. L'ignorance... Il y avait juste une volonté collective, un souhait collectif. Tout était collectif. Et personne n'avait la possibilité de s'exprimer en tant qu'individu. Donc je pense que pour moi, ça a été une force d'action que de croire en ma propre voix, ma propre expression. D'avoir mon opinion propre et de ne dépendre de personne. Et tout ce que j'ai pu faire par le passé relève de cette volonté »* (15 juin 1999).

³⁵⁸ Qui avait été décidée lors d'une rencontre des Femmes en noir en décembre 1990.

Annexes

Sigles et acronymes

La plupart des sigles utilisés sont des noms d'associations de femmes. Nous donnons ici l'appellation mongole, mais aussi la traduction en anglais effectuée par les femmes elles-mêmes, en contrôlant ainsi le sens. La traduction en français est proposée par nous.

- AFA : Association des Femmes d'Affaires, Business Women's Association, Бизнес Эмэгтэйчүүдийн Холбоо (*Business Emegteiüüdig Holboo*)
- AFJ : Association des Femmes Juristes, Хуульч Эмэгтэйчүүдийн Холбоо (*Huulč Emegteiüüdig Holboo*), Women Lawyers Association
- AFLD : Association des Femmes pour la Liberté Démocratique, МОНГОЛЫН ЧӨЛӨӨТ Ардчилсан Эмэгтэйчүүдийн Холбоо (*Mongolin Čölööt Ardčilsan Emegteiüüdig Holboo*), semble être le premier groupe de femmes sur le mode associatif
- Asia Foundation, avec des fonds de USAid
- AUSAid : *Australian Agency for International Development*
- BRIDGE : Organisation issue du Parti des Travailleurs anglais, travaillant sur genre et développement, financée par les agences de coopération gouvernementale suédoise, suisse et irlandaise : www.bridge.ids.ac.uk/who_we_are.html
- CAEM : Conseil d'Assistance Economique Mutuelle
- CAV : Centre contre la violence domestique, Гэр Бүлийн Хүчирхийллийн эсрэг Үндэсний төв (*Ger Bülün Hүчirhiülliin esreg Ühdesnii Töv*), Center Against Violence
- CDHD : Centre pour les Droits Humains et le Développement
- CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; *CEDAW, The International Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women* ; Эмэгтэйчүүдийг Ялгаварлан Гадуурлах Бүх Хэлбэрийг Устгах Тухай НУБ-н Конвенцийн Хэрэгжилтийг Хянах (*Emegteiüüdig Jalgavarlan Gaduurлах Bүh Helberiiг Ustgah Tubai Konvenčin Heregčiltiiг Hjanah*)
- Coalition des Associations de Femmes
- CEE : Centre d'Education des Electeurs/trices, Сонгогчдын Боловсрол Төв (*Songogčdin Bolovsrol töv*), *Voters Education Center*
- CIDA : *Canadian International Development Agency*
- CIRF : Centre d'Information et de Recherche pour les Femmes, Эмэгтэйчүүдийн судалгаа, мэдээллийн төв (*Emegteiüüdig sudalгаа medeelliin töv*). Vont ensuite se transformer en « Centre du Genre pour le développement durable », *Gender Center for sustainable development*.
- Comité CEDEF, désignera ici le Comité national mongol CEDEF : Үндэсний Сүлжээний Төв, (*Undesnii Sүlžeenii Töv*) *The Mongolian National CEDAW Watch Network and Center* ;
- Comité des Femmes (du PND)
- CPF : Centre pour le Progrès des Femmes (Center For Women Progress)
- FFM : Fédération des Femmes Mongoles, МОНГОЛ Эмэгтэйчүүдийн Холбоо (*Mongol Emegteiüüdig Holboo*), Mongolian Women Federation
- FFR : Fondation pour les Femmes Rurales, Foundation for the Empowerment of Rural Women, Хөдөөгийн Эмэгтэйчүүдийн Хөгжлийг Дэмжих Сан (soutien au développement) (*Hödөөгийн Emegteiüüdig Hөгžliг Demžih San*)
- Gal Golomt (Mouvement), Гал Голомт Хөдөлгөөн (*Gal Golomt Hödөлgөөн*).

GTZ : *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*, agence gouvernementale allemande de coopération internationale

IRI: *International Republican Institute*, issu du Parti Républicain américain.

LEOC: est le sigle mongol pour l'Association des Femmes Libérales et Intellectuelles. Nous l'utiliserons car les militantes l'utilisent quand elles parlent anglais, Либерал Эмэгтэйчүүдийн Оюуны Сан (*Liberal Emegteiçüüdig Ojuuni San*)

MFPS : Mouvement des Femmes pour le Progrès Social, Нийгмийн Дэвшил Эмэгтэйчүүд Хөдөлгөөн (*Niigmiin Densil Emegteiçüüd Hөdөlgөөн*), *Women for Social Progress Movement*

MFSD : Mouvement des Femmes Social-Démocrates, (du PSD). Social-Democratic Women Movement, Социал Демократ Эмэгтэйчүүд Хөдөлгөөн (*Social Democrat Emegteiçüüd Hөdөlgөөн*)

MIAT : *Mongolian International Airlines*

MoAN : Parti démocratique, Mongolian Democratic Party, Монглын Ардчилсан нам (*Monglin Ardçilsan Nam*)

ODH : Observatoire des Droits Humains, Human Rights Watch

PCC : Parti du Courage Civique, Citizen's Will Party, Иргэний Зориг Нам (*Irgenii Zorig Nam*)

PND : Parti National-Démocrate, Монглын Үндэсний Ардчилсан Нам – МУАН (*Ündesnii Ardçilsan Nam*)

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPRM : Parti Populaire Révolutionnaire Mongol, Монглын Ардын Хувьгалт Нам МАХН (*Monglin Ardin Huvgalt Nam*)

PSD: Parti Social-Démocrate, Монглын Социал Демократ Нам - МСДН (*Monglin Social Democrat Nam*)

RPM : République Populaire de Mongolie

UFDS : Union des Femmes Démocrates et Socialistes, (du PPRM).

UNIFEM : *United Nations Development Fund for Women*

USAid : United States Agency for International Development

WWF : World Wild Foundation

Carte de la Mongolie



En violet : principaux lieux de nos séjours³⁵⁹

³⁵⁹ Merci à Julien K pour la réalisation de cette carte.

Noms de lieux

Régions du sud : Dornogov *Aimag*, chef lieu Sainšand, avec Erdene *Sum*, Altanširee *Sum* et Ömnögov *Aimag*, chef lieu Dalanzadgad ;

Région dans l'ouest : Hovd *Aimag*, Chef lieu Vargalant (nom de la ville, mais rarement utilisé), avec Darvi *Sum*, Čandamand *Sum* et les lacs Har Us Nuur

Région au nord-ouest : Zavhan *Aimag*, chef lieu Uuljastaj ;

Région du centre : Töv *Aimag*, chef lieu Zuun Mod ;

Région à l'est : Dornod *Aimag*, chef lieu Čoibalsan (du nom du dirigeant soviétique), avec Holonbuijr *Sum* et Dašbalbar *Sum*

Chronologie terrain

Premier séjour : du 17 novembre 1998 au 24 juillet 1999.

16 décembre 1998 : premiers contacts avec les associations de femmes : CIRF, photocopies de rapports d'enquêtes.

27 janvier 1999 : premier entretien avec une députée, Delgermaa ;

29 janvier 1999: première visite en province, proche province de Töv *Aimag* – Zuun Mod ; avec l'interprète (et amie) Altangul, pour rencontrer la FFM.

Du 9 au 14 février 1999, séjour à Dornogov *Aimag*, avec l'interprète Ninžee :

10 février : Zenilmaa, gouverneure de Altanširee *Sum* ;

11 février : visite de la femme « seule », nomade ;

12 février : Saaral et Badja, secrétaire du conseil régional Sainšand

12 et 13 février : visite de Erden *Sum* (en train), rencontre de la femme maire, Baatar.

14 février 1999 : entretiens avec Niamhu, Odval et Osoržamaa.

17 février 1999 : Cagaan Sar, à Oulan-Bator.

Du 19 au 28 avril 1999 : séjour à Dornod *Aimag*, avec mon amie (anglophone) Byamba.

20 : divers entretiens dans le Chef-lieu ;

22 : Gourvanzaral *Sum*, entretien collectif ;

24-25 : Holonbuijr *Sum*, entretien collectif ;

26 avril : rencontre de la gouverneure de Dašbalbar *Sum*.

Du 25 au 30 mai 1999 : séminaire du Comité CEDEF à Dalanzadgad : « Les droits des femmes, dans le sud et le centre ».

Du 3 au 5 juillet : 2^{ème} séjour à Zuun Mod ; entretien collectif des membres de la Fédération des Femmes Mongoles.

21 juillet 1999, Oulan-Bator : visite du monastère et 22 juillet 1999, venue du Bogd Khan.

Du 24 au 30 juillet : troisième séjour à Zuun Mod, avec mon amie (anglophone) Mönhtuul, visite des femmes ayant contracté un microcrédit et visite du camp de touristes hollandais.

Deuxième séjour, du 19 mars au 26 juillet 2000 : campagne parlementaire.

- 3 avril 2000 : réunion de travail de la Coalition des Femmes, Oulan-Bator ;
- 8 et 9 avril 2000, Conférence de l'IRI (International Republican Institute) sur « Les femmes, la Politique et les élections, 2000 » ;
- 10 avril 2000 : Réunion avec différentes actrices associatives autour de la préparation des élections et de la promotion des femmes en politique, MFSD (du PSD) ;
- 20 avril 2000 : Conférence de l'IRI sur « Elections et médias » ;
- 17 mai 2000 : Cocktail organisé par Ojuun et le PCC pour rencontrer les associations de femmes, « Les élections et les femmes », Oulan-Bator ;
- 27 mai 2000 : séance de signatures de la Coalition des Femmes dans les locaux du Comité CEDEF, avec séance photos et présence des chaînes télévisées ;
- 12 mai 2000, Cérémonie de présentation des candidats aux élections parlementaires du PSD, Oulan-Bator ;
- 16 juin 2000 : meeting public de Gandi, Oulan-Bator ;
- 2 juillet 2000, jour des élections parlementaires.

Troisième séjour, du 1^{er} septembre au 21 novembre 2000, pour les élections locales, municipales et régionales.

- Du 23 septembre (avion) au 26 octobre : 1^{er} séjour dans la région de Hovd. Accueillie par Ojuunceceg, directrice branche LEOC, qui me présente Batgerel, qui va m'héberger.
- Du mardi 26 au samedi 30 septembre : j'accompagne Ojuunčimeg, candidate régionale PSD, dans sa campagne électorale, de yourte en yourte, sur le Darvi *sum*, à 240 km le Hovd. Elle me présente Davaa et son épouse, Enebiš.
- Dimanche 1 octobre 2000 : Jour des élections, suivi de l'urne itinérante à Hovd.
- Du 7 au 15 octobre : séjour à Čandamand ;
- 15 octobre : retour à Hovd ;
- 21 octobre : trajet de Hovd à Darvi (arrivée chez Nina à 4h du matin) ;
- 24-26 octobre 2000 : trajet de Darvi à Oulan-Bator, avec Oulana et « l'homme-ours-techno » jusqu'à Bajaanhongor, puis en fourgon collectif.

Quatrième séjour : du 15 mars au 13 août 2001, pour la campagne présidentielle

Avril 2001 : Oulan-Bator.

- Du 4 mai au 8 juillet : 2^{ème} séjour à Hovd (aller retour en fourgon) ;
- 13 mai : accompagnement des militantes de yourte en yourte ;
- 10 mai : séminaire CAV à Hovd ;
- Jeudi 17 et vendredi 18 mai : *shows* organisés par les démocrates puis le PPRM à Hovd ;
- Du 19 mai au 9 juin : séjour chez Davaa, entre le centre Čandamand *Sum* et les lacs.
- Dimanche 20 mai 2001 : élections présidentielles ;
- 26 et 27 mai 2001 : week-end sur le lac, avec la famille de Davaa ;
- 30 mai 2001 : tonte des chameaux du *Mjangad*, Čandamand ;
- 1^{er} juin : fête des mères et des enfants, bal des « démocrates unis » à Čandamand ;
- Du 2 au 7 juin 2001 : Lac Har Uuc Nuur ;
- Du 9 au 14 juin 2001 : chef-lieu, Hovd ;
- Du 14 juin au 6 juillet 2001 : séjour chez Nina à Darvi Sum ;
- 21 juin : problème avec le policier ;
- 24 juin : visite de sa sœur et de ses parents, à la montagne.

8 juillet 2001 : Réunion autour d'un projet de lutte contre les violences domestiques, CAV, ADDH, Comité CEDEF, UNIFEM.

Glossaire

- Aimag* (Аймаг) : administration régionale ; est aussi employé pour désigner le chef-lieu de la région, de même que la « région » au sens « lieu » du terme, comme « lieu de naissance ». La Mongolie est composée de 21 *Aimag*, - 18 régions et trois villes indépendantes : Oulan-Bator, Darhan, Erdenet- tous sub-divisés de 14 à 21 soums.
- airag* : premier stade de fermentation du lait de jument, obtenu par conservation dans une grande outre et battu régulièrement, jusqu'à obtenir un pétilllement proche de celui de la bière. Boisson fraîche, très appréciée l'été, bue par tout le monde, y compris les grands enfants. Aussi appelé comas, comos ou caracomos par Guillaume De Rubrouck.
- argal* : bouse séchée, principal combustible en zone rurale.
- arbi* : lait de jument distillé, boisson translucide, amère, très forte en degrés. Boisson de fête (elle ne se conserve que mal), on dit qu'on n'en sent pas tout de suite l'ivresse, mais qu'elle « coupe les jambes », empêchant ainsi le visiteur de repartir...
- bov* : biscuits
- Cagaan Sar* (Цагаан Сар): Nouvel An mongol
- Sereentiüid* (сэрээтнүүд) : intelligentsia.
- Darga* (Дарга) : chef ; *Zasag Darga* (Засаг Дарга) : se dit de l'ensemble des postes de fonctionnaires, c'est-à-dire gouverneurs de village, de régions, de villes, etc.
- deel* (ДЭЭЛ) : habit traditionnel
- düüreg* (Дүүрэг) : districts urbain
- Ediin Zacag* : préfecture
- Khan* : chef
- batag* : long morceau de tissu bleu chargé de sens, il accompagne les offrandes aux personnes et aux dieux
- hasa* : barrière autour des yourtes en ville
- bot ajl* : campement
- humi* : technique de chant diphtongue (le chanteur émet deux sons simultanément, une tonique et son harmonique) pratiquée par les hommes des populations altaïques, Mongols et Touvas essentiellement.
- Hural* (Хурал) : assemblée des représentants, *Bag Hural* (Баг Хурал) et *Ih hural* (Их Хурал), Petite et Grande Assemblée ; désigne toutes les assemblées représentatives.
- irgen* (иргэн) : citoyen ne, sans distinction de sexe.
- Mah Kombinat* (Мах комбинат) : ancienne boucherie nationale d'Etat
- möriin huur* : instrument de musique « à la tête de cheval », semblable au violoncelle
- ovoo* : monticule de pierre, lieu sacré généralement lié à la présence d'un esprit.
- Sojombo* : logo du drapeau national
- Sum* : сум, division villageoise administrative, aussi écrit *somon* par F. Aubin. De la même façon que *aimag*, se confond avec le nom d'un village, de même que son centre pour les nomades.
- tergülegč* (тэргүүлэгч) et *töölögč* (төөлөлөгч) : les représentants et dirigeants des conseils municipaux.
- tüüc* : petite échoppe
- üür*, *үүр* : nid, se dit des cellules locales pour le Parti Révolutionnaire (ex-communiste), et est repris par certains partis démocrates.
- Ulc Töriin зөвлөл* (Улс Төрийн Зөвлөл) : conseils municipaux
- Undesni horoo* (Удэсны Хороо) : union nationale
- Ulc Tör* (Улс Төр) : mairie
- зуд* (зуд) : catastrophe naturelle généralement due au froid
- tögrögs* : Төгрөг, 5000 T

Liste des personnes rencontrées

(et langue d'échange)

- Altai, présidente de l'UFDS (PPRM), puis députée, Oulan-Bator, 2 mai 2000 puis 16 et 26 avril 2001, mongol.
- Altanceceg, chargée du service des femmes et des affaires familiales; département des femmes, de la famille et de la jeunesse; ministère de la Santé et de la Protection sociale, Oulan-Bator, 9 décembre 1999, mongol.
- Altangul, professeure de français à l'Université Nationale, Oulan-Bator, 1999, 2000 et 2001, français.
- Amarsanaa, fondatrice et salariée de l'association observatoire des droits humains, 6 mai et 10 juin 1999, anglais.
- Amraa, Association des femmes juristes, Oulan-Bator, 16 avril 2000, anglais.
- Ariuna, salariée du CIRF, Oulan-Bator, 21 mai 1999, 2, 4 et 11 juin 1999, anglais.
- Ariunzajat, candidate puis équipe de campagne électorale, Oulan-Bator, 11 mai 2000, mongol.
- Ariunzajat, candidate puis équipe de campagne électorale, Oulan-Bator, 8 mai 2000, mongol.
- Baatar, femme maire de Erdene *Sum*, Dornogov, 13 février 1999, mongol.
- Badamdaš, jeune politiste, assistant d'Amaržargal, PND, enseignant à l'université, Oulan-Bator, 30 mars, 18 avril, 12 mai, 21 juin 2000, anglais.
- Badja, secrétaire du *Hural* régional, militante au PPRM, Dornogov, Sajnšand, 13 février 1999, mongol.
- Baigalmaa, bénévole pour le MFPS et salariée USAid, soutient le PCC, Oulan-Bator, 16 mai 2000, anglais.
- Baigalmaa, vice-présidente de l'UFDS (PPRM), Oulan-Bator, 16 avril 2001, mongol.
- Bajarceceg, salariée pour LEOC, Oulan-Bator, 7 avril 2000, anglais.
- Bajarmaa, salariée pour le PND et directrice de l'Union des femmes du parti, Oulan-Bator, 5 mai 2000, anglais.
- Batbajar, député PSD, 14 avril 2000, anglais.
- Batceceg, candidat de la 96^{ème} circonscription pour la Grande Coalition, Oulan-Bator, 2000, mongol.
- Batgerel, militante LEOC, professeure de mathématiques, Hovd, 16 octobre 2000, mai 2001, mongol.
- Bulgan, salariée du PNUD, Oulan-Bator, 20 juin 2000, anglais.
- Bulgan, membre de LEOC, Oulan-Bator, 21 mai 1999, anglais.
- Bulgan, directrice de la FFM, Zuun Mod, Töv *Aimag*, 29 janvier 1999, puis du 3 au 5 juillet et du 24 au 30 juillet 1999, mongol.
- Burmaa, fondatrice et présidente du MFPS, Oulan-Bator, 15 avril 2000, anglais.
- Byamba, salariée d'une ONG allemande, Oulan-Bator, 29 janvier 1999, anglais.
- C. Enhbat, militant de la Grande Coalition, candidat en 2000, Oulan-Bator, 23 juin 2000, mongol.
- Cedensuren, secrétaire de LEOC à Dalanzadgad, Oulan-Bator, 3 février 1999, mongol.
- Ceren Sumjaa, conseillère municipale PND, Dornod, Gurvanzaral *Sum*, 22 avril 1999, mongol.
- Čimbat, directeur du Comité des élections pour le Parti Républicain, Oulan-Bator, 23 mai 2000, mongol.
- Čimeg, candidate parlementaire du PCC, Oulan-Bator, 15 avril 2000, mongol.
- Čimetdavaa, salariée de l'AFJ, Oulan-Bator, 15 janvier 1999, anglais/mongol.
- Činčuluun, juriste, première salariée de l'AFJ, créera ensuite son Association Droits Humains et Développement, Oulan-Bator, 12 mai, 24 mai, 9 juin 1999, puis 4 avril 2001, 22 juillet 2001 anglais.
- Conseillère municipale PPRM, chargée des allocations familiales, Dornod *Aimag*, Holonbuir *Sum*, 24 avril 1999, mongol.
- Danzan, secrétaire général du Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens, Oulan-Bator, 15 juin 2000, mongol.

- Davaa, gouverneur puis maire de Čandamand, Hovd, séjour du 7 au 15 octobre 2000 et du 8 mai au 2 juin 2001, mongol.
- Delgermaa, députée puis Première secrétaire du PND, Oulan-Bator, 27 janvier 1999, anglais.
- Delgermaa, candidate pour la Grande Coalition, Oulan-Bator, 15 mai 2000, mongol.
- Densmaa, conseillère municipale PPRM, Dornod *Aimag*, Holonbuir *Sum*, 24 avril 1999, mongol.
- Député parlementaire PPRM, Oulan-Bator, 23 mars 1999, mongol.
- Dulamsuren, conseillère municipale social-démocrate, Dornod *Aimag*, Holonbuir *Sum*, 24 avril 1999, mongol.
- Enebiš, épouse de Davaa, institutrice de maternelle, Čandamand *Sum*, Hovd *Aimag*, séjour du 8 mai au 2 juin 2001, mongol.
- Enhbat, candidat pour la Grande Coalition, 23 juin 2000, Oulan-Bator, mongol.
- Enhtujaa, députée PND, fondatrice de LEOC, Oulan-Bator, 15 juin 1999, anglais.
- Entretien collectif avec des militantes locales, Zuun Mod, Töv *Aimag*, 17 janvier 1999, mongol.
- Entretien collectif avec des militantes locales, Gurvanzaral *Sum*, Dornod, 22 avril 1999, mongol.
- Erdenbat, député PPRM, Oulan-Bator, 12 avril 1999, mongol.
- Erdenbileg, député PCC, Oulan-Bator, 2 juin 2000, anglais.
- Erdenčimeg, fondatrice de l'association Genre et Développement, Oulan-Bator, 17 juin 1999, anglais.
- Erdentuul, candidate parlementaires PND puis PCC pour la 61^{ème} circonscription, ЧИМГЭЛТЭЙ ДҮҮРЭГ, conseillère gouvernementale, Oulan-Bator, 27 juillet 1999 et 31 mai 2000, anglais.
- Femme nomade, veuve, seule avec ses deux fils. Dornogov, désert du Gobi, 11 février 1999, mongol.
- Ganaa, membre de LEOC, Oulan-Bator, 21 mai 1999, anglais.
- Gančimeg, présidente de la branche de Hovd de l'UFDS, PPRM, Hovd Töv, 14 mai 2001, mongol.
- Ganhujag, chargée communication LEOC, Première visite d'une association, Oulan-Bator, 2 février 1999, anglais.
- Ganhuu, candidat PCC, propriétaire du bar Khanbraü, Oulan-Bator, 27 juin 2000, anglais.
- Gantömör, responsable du Centre Bajasgalant, monastère de femmes, Oulan-Bator, 21 juillet 2000, mongol.
- Gerel, boulangère de Čandamand *Sum*, Hovd, du 15 mai au 2 juin 2001, mongol.
- Gerelsuren, présidente de la FMM, Oulan-Bator, 14 janvier 1999, anglais.
- Gerlee, interprète pour l'antenne de Dornod du PNUD pour le protection de l'environnement, 19 avril 1999, anglais.
- Guide au Palais gouvernemental, Oulan-Bator, 14 avril 2000, anglais.
- Heino, volontaire pour la GTZ, Darvi- Hovd, jeudi 24 mai 2001, anglais.
- Hišiksaihan, coordonnatrice de projet, MFPS, Oulan-Bator, 23 juin 2000, anglais/mongol.
- Horolžams, conseillère municipale PPRM, nomade, Darvi *Sum*, Hovd, 4 juillet 2001, mongol.
- Jaavuhulan, président du Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens, Oulan-Bator, 15 juin 2000, mongol.
- Jeune femme « Bouriate de Mongolie » vivant en France, Paris, français.
- Koulanda, candidate parlementaire pour la région de BajanÖlgi, kazakhe de Mongolie, 3 avril et 4 mai 2000.
- Maire de Gurvanzaral *Sum*, Dornod *Aimag*, 22 avril 1999, mongol.
- Manager* de l'équipe de campagne de Gerelsuren, Oulan-Bator, 2 juillet 2000, mongol.
- Mandah, employée secrétaire de l'ambassade de France, Oulan-Bator, 4 avril 2000, français.
- Mandahsaihan, gynécologue, Dornod, 20 avril 1999, mongol.
- Mari d'Odončimeg, candidate PCC, Oulan-Bator, 12 juin 2000, mongol.
- Militant du Parti Mongol pour l'Unité, intégré à la Grande Coalition, soutien pour sa candidate Batceceg, 2 juin 2000, mongol.

- Militants, chargés de communication et relations publiques PPRM, Oulan-Bator, mongol.
- Militants pour la Grande Coalition au Bureau politique, Oulan-Bator, 23 juin 2000, mongol.
- Militant et responsable communication et relations internationales pour le Parti des Verts, 5 mai 2000, anglais/mongol.
- Mönhöö, ancienne députée PPRM, présidente de l'association Mouvement Gal Golomt, Oulan-Bator, 2 juillet 1999, mongol.
- Mönhtuul, journaliste parlementaire pour la chaîne télévisée Chanel 25, Oulan-Bator, rencontres bi-hebdomadaires pendant nos séjours, anglais.
- Mönhtuul, conseillère municipale sans parti, directrice de l'école maternelle, Holonbuir *Sum*, Dornod, 24 avril 2000, mongol.
- N. Enhbajar (Nambaryn Enkhbajar), Premier secrétaire du PPRM au moment de la rencontre, Premier ministre de 2000 à 2004, Président de la République de juillet 2005 à juillet 2009. Oulan-Bator, 7 juin 2000, mongol/anglais
- N. Tungalag, juriste conseillère au Ministère de la justice, Oulan-Bator, 12 et 18 janvier 1999, mongol.
- Naranceceg, PCC, Oulan-Bator, 5 juin 2000, anglais.
- Narangerel, députée PSD, Oulan-Bator, 29 juillet 1999, anglais.
- Nergüj, salariée de LEOC, Oulan-Bator, 27 juin 2000, anglais.
- Nina, conseillère municipale et membre LEOC, Darvi sum, Hovd, du 21 au 24 oct 2000, du 14 juin au 8 juillet 2001, puis 27 au 30 juillet 2001, mongol.
- Njamhuu, conseillère régionale PPRM, Sajnsand, 14 février 1999, mongol.
- Odončimeg, candidate PCC, 62^{ème} circonscription, Oulan-Bator, 10 et 13 juin 2000, anglais.
- Odval, commerçante et membre de l'association « Femmes et Business », Dornogov, 14 février 1999, mongol.
- Ojuun, présidente du PCC, Oulan-Bator, 20 mars, 14 avril et 2 mai 2000, anglais.
- Ojuun, responsable des allocations retraites, Holonbuir *Sum*, Dornod, 24 avril 1999, mongol.
- Ojuuna (Ojuunceceg de son vrai prénom), conseillère municipale et chef d'entreprises, Čandamand, Hovd, 22 mai 2001, mongol.
- Ojuunceceg, directrice du CIRF, Oulan-Bator, rencontrée plusieurs fois en janvier 1999, anglais.
- Ojuunceceg, directrice de LEOC, Hovd, 24 septembre 2000, 10 mai 2001, mongol.
- Ojuunceceg, sous directrice branche locale LEOC, Zuun Mod, Töv, 17 janvier 1999, mongol.
- G. Ojuunceceg, militante du Parti Républicain, soeur d'Ojuungerel, Oulan Bator, 18 juin 2000, anglais.
- Ojuunčimeg, candidate régionale social-démocrate à Hovd, suivie du 26 au 30 septembre 2000, puis rencontrée les 10, 11 et 21 mai 2001, mongol.
- Ojuundar, journaliste Eagle TV, Oulan-Bator, 3 mai 2000, anglais.
- Ojuungerel, ancienne assistante d'Elbegdorž, candidate pour la 46^{ème} circonscription dans le Hövsgöl. Journaliste pour Eagle TV, Oulan-Bator, 6 et 17 mai 2000, anglais.
- G. Ojuungerel, candidate du Parti Républicain, Oulan-Bator, 13 mai 2000, mongol.
- Ojuunsan, directrice de LEOC, Oulan-Bator, 24 mai 2005, mongol/anglais.
- Olzvoi, ambassadeur de la Mongolie en Chine, ministre adjoint aux Affaires étrangères de 1986 à 1990 PPRM, Professeur de diplomatie et de relations étrangères, 18 mai 2000, Oulan-Bator, anglais.
- Osoržamaa, adhérente LEOC, Sajnsand, Dornogov, 14 février 1999, mongol.
- Otgonbajar, députée PSD, Oulan-Bator, 8 juin 1999, mongol.
- Présidente locale de la FFM, Holonbuir *sum*, Dornod, 24 avril 1999, mongol.
- Regzedmaa, conseillère municipale du PSD, Erdene *Sum*, Dornogov, 17 février 1999, mongol.
- R. S. Severinghaus, consultant américain, Oulan-Bator, 2 juillet 1999, anglais.

- Saaral, directrice de LEOC, Sajnsand, Dornogov, 12 février 1999, mongol.
- Sajntujaa, gouverneure de Dašbalbar *Sum*, Dornod, 26 avril 1999, mongol.
- Salariée, responsable des relations publiques de l'AFJ, Oulan-Bator, 18 avril 2001, anglais.
- Salariée Comité CEDEF, Oulan-Bator, 14 avril 2001, anglais.
- Sarantujaa, chargée de mission « genre » au PNUD, Oulan Bator, 6 avril 2001, anglais.
- Secrétaire du conseil municipal, Dornod *Aimag*, Holonbuir *Sum*, 24 avril 1999, mongol.
- Sodnondorž, député PPRM, Oulan-Bator, 15 juin 2000, mongol.
- Solongo (Alaga), enseignante au Population Teaching and Research Center, statisticienne sensibilisée au genre, Oulan-Bator, 14 mai 1999, mongol/anglais.
- Tujaa, élue conseillère régionale PSD, Zuun Mod, Töv, 25 juillet 1999, mongol.
- Tungalag, candidate parlementaire pour le PSD et présidente du MFSD, Oulan-Bator, 6 avril et 10 mai 2000, anglais.
- Turtogtoh, candidat PPRM pour la 62^{ème} circonscription (près de l'aéroport), a été député entre 1992 et 1996, Oulan-Bator, 10 juin 2000, mongol.
- Tuul, candidate pour le MoAN, Oulan-Bator, 4 juin 2000, mongol.
- Tuya et sa mère, Paris, mai 2007.
- Zajaa, candidate pour la Grande Coalition, présidente de l'Association des femmes d'affaires, Oulan-Bator, 26 juin 2000, mongol.
- Žamaa, fonctionnaire internationale pour le PNUD, Oulan-Bator, 16 juin 1999, 23 mai 2000, 15 avril 2001, anglais.
- Zanaa, présidente du Comité CEDEF, 1er entretien, Oulan-Bator, 05 et 20 mai 1999, 28 juillet 1999, 27 mars 2000, 27 mai 2000, 10 juillet 2001, anglais.
- Žargalsaihan, PCC, Oulan-Bator, 27 mai 2000, mongol.
- Ženilmaa, gouverneure, Altansiree *Sum* (80 km de Sainšand), Dornogov, 10 février 1999, mongol.
- Zundujžams, nomade, vit avec sa famille au bord du lac *Har Uuc Nuur*, Čandamand *Sum*, Hovd : 2 au 7 juin 2001, mongol.

Liste des principaux partis politiques de la décennie 1990

Traduction française	Traduction anglaise	Nom mongol
Parti Populaire Révolutionnaire-PPRM	Mongol Popular and Revolutionary Party - MPRP	МАХН : МОНГЛЫН Ардын Хувьгалт Нам
Parti Social-Démocrate-PSD	Mongol Social Democrat Party - SDP	МОНГЛЫН Социал Демократ Нам
Parti National-Démocrate - PND Créé le 25 octobre 1992, d'une fédération de 4 partis :	Mongol National Democrat Party - NDP	МҮАН МОНГЛЫН Үндэсний Ардчилсан Нам
Parti Unifié (de Zorig)	Mongolian United Party	МОНГЛЫН Нэгсэн нам
Parti du Progrès National	Mongolian National Progress Party	МОНГЛЫН Үндэсний Дэвшлийн нам
Parti de la Renaissance (dirigé par Zajaa)	Mongolian Renaissance Party	МОНГЛЫН Сэргэн Мандлын нам (dissidence du MPRP)
Parti démocratique Premier secrétaire : Elbegdorž puis Doršgžav	Mongolian Democratic Party (MoAN)	МОНГЛЫН Ардчилсан нам
Parti mongol démocrate des croyants, qui fusionnera avec le PND. Premier secrétaire : Bajarsuren	Religious Party	Шашинтны нам (МШАН)
(Parti Capitaliste devient) Parti Républicain. Président : D. Žargalcajhan	Capitalist Party, Republican Party.	Монгол Хөрөнгөтний Нам / МБНН : Монглын Бүгд Найрамдах Нам
Parti du Courage Civique PCC Présidente : Ojuun	Citizen's Will Party	Иргэний Зориг Нам
Parti des Verts	Green Party	Ногоонн Нам
Parti Démocrate Nouveau Socialiste		Эх Орон МАШСН Монглын Ардчилсан Шинэ Социалист Нам
Nouveau Parti Social-démocrate	New Social-Democrat Party	МШСДН Монглын Шинэ Социал Демократ Нам
Nouveau Parti Libéral Démocratique des Citoyens	Mongol Citizen's New Liberal Democratic Party	МИАШЛН, Ябуухулан Монглын Иргэний Ардчилсан Шинэ Либерал Нам
Parti Mongol pour l'Unité		Монглын Эв Нэгдлийн Нам
En 2000, la Grande Coalition rassemble 3 partis :	Big Coalition	Их Эсвэл
Parti Uni Traditionnel	Mongolian Traditional United Party	Монголын Уламжлалын Нэгсэн Нам
Parti de la Renaissance Démocratique (de Zajaa)	Mongolian Democratic Renaissance Party	
Parti pour la Mongolie	Party for Mongolia	
Parti des Travailleurs	Workers Party	Монголын Ажилчиний Нам

Associations composant la Coalition des Femmes, 2000

- | | |
|---|------------------|
| 1- Femmes et mouvement démocratique ; | B. Odončimeg ; |
| 2- Ariun Sanaa ; | A. Cecegmaa ; |
| 3- Mouvement Gal Golomt ; | D. Mönhöö ; |
| 4- Association des femmes mongoles pour la paix ; | T. Cecegmaa ; |
| 5- Association des femmes écrivaines « Tsagtsga » ; | B. Lhagvasuren ; |
| 6- Association « Iveel » ; | J. Ojuun ; |
| 7- LEOC ; | D. Nergüi ; |
| 8- Union des femmes démocratiques et socialistes ; | D. Altai. |
| 9- Association des femmes universitaires ; | N. Ojuun ; |
| 10- Association des femmes d'affaires («Business Women») ; | O. Zajaa; |
| 11- Fédération des femmes mongoles; | N. Gerelsuren ; |
| 12- Centre des femmes d'affaires unies ; | P. Svud; |
| 13- Association des femmes mongoles «Image»; | Ch. Davaajav ; |
| 14- Union des femmes « Mongoljingo » ; | S. Baigalmaa ; |
| 15- Conseil des femmes du Parti National Démocrate ; | C. Bajarmaa ; |
| 16- Association des femmes handicapées ; | D. Selenge ; |
| 17- Association du groupe des femmes d'affaires vulnérables ; | D. Semjidmaa ; |
| 18- Mouvement des femmes sociales et démocrates ; | M. Tungalag ; |
| 19- Centre Oulen Eej ; | D. Nonna ; |
| 20- ONG des femmes Orhon San ; | Ja. Sodonceceg ; |
| 21- Conseil des femmes de la Ville d'Oulan Bator ; | P. Altanceceg ; |
| 22- Association des femmes de douaniers ; | G. Naranceceg ; |
| 23- Association des femmes juristes ; | D. Atlanceceg ; |
| 24- Centre national contre la violence ; | J. Altanceceg ; |
| 25- Fondation pour les Femmes Rurales ; | Š. Otgonbajar ; |
| 26- Association des femmes pour la justice ; | L. Ider ; |
| 27- Association des femmes « Sain Sanaa » ; | B. Dulamsuren ; |
| 28- Association de lutte contre le cancer chez les femmes ; | D. Avirmed ; |
| 29- Société « Paire de colonnes » ; | D. Naran ; |
| 30- Comité CEDEF ; | J. Zanaa. |

Charte d'engagement pour les femmes politiques.

Coalition des Femmes Mongoles, Mars 2000

- Connaissez-vous les violations des droits des femmes et des principes d'égalité de genre ?
- Que pensez-vous du fait que, selon la loi qui a été confirmée en 1994, les femmes capables de travailler mais ayant eu plus de trois enfants, se voient mises d'autorité à la retraite ? Si vous devenez membre du Parlement, de quelle façon envisagez-vous de résoudre ce problème qui concerne beaucoup de femmes ? Pour l'amélioration des conditions de travail des femmes, quelles mesures, clairement, comptez-vous mettre en place ?
- Les possibilités pour les femmes de travailler dans les professions de leur choix ne sont pas suffisantes. En vue de résoudre ce problème, quelle réforme envisagez-vous ?
- Comment résoudre les problèmes de violences à l'encontre des femmes, violences domestiques en particulier ? Comment résoudre le problème du trafic des femmes, prostitution ou *strip-tease* ?
- Comment arrêter les insultes envers les femmes dans les médias ?
- Que connaissez-vous des droits internationaux des femmes ? A propos des droits humains, quels sont les principes que vous défendez ? Par rapport à ces principes, qu'allez-vous réaliser dans vos programmes ?
- Que pensez-vous d'une plus large participation des femmes à la vie sociale et dans quelle mesure est-ce utile pour la société ?
- De quelle façon peut-on résoudre le problème du manque d'instruction concernant les hommes ? Et comment résoudre celui de l'alcoolisme ?
- Que pensez-vous mettre en place concernant le besoin de la promotion de l'égalité de genre dans la société ? Que faire concernant les limitations des droits des femmes et pour introduire un changement dans les lois, les règles et la tradition ?
- Qu'envisagez-vous pour inciter le gouvernement à instaurer un meilleur environnement pour les femmes dans l'emploi, pour monter de petites et moyennes entreprises ? Pourquoi les prêts aux femmes sont-ils si maigres ?
- Quel est votre niveau de compréhension du genre et de l'égalité de genre ? Avez-vous étudié cela ? Si vous devenez parlementaire, pensez-vous pouvoir influencer les décisions de l'Assemblée sur ces questions ?
- Pensez-vous pouvoir introduire cette problématique de l'égalité de genre au sein de votre parti politique ?

Repère chronologique de la Mongolie

Ve siècle : invasion de l'Europe par les Huns.

451 : Sainte Geneviève organise le ravitaillement de Paris assiégé par Attila...

XIIIe siècle : unification nomade autour de Cinggis Khan, puis conquêtes vers l'Asie, l'Inde.

31 mai 1162 : date présumée de sa naissance et **1227**, déclaration officielle de sa mort.

Les conquêtes continuent avec ses descendants vers l'Europe : février 1238, sac de Moscou ; décembre 1240, sac de Kiev ; hiver 1240-1241, conquête de l'Europe de l'Est.

1242 : mort du Grand Khan Ögödei et reflux des troupes pour procéder à l'élection du nouvel empereur

1245 : départ de Jean de Plan Carpin

1253 : départ de Guillaume de Rubrouck

Fin XVIIe siècle: chute de l'empire gengiskhanide et colonisation mandchoue et **1849-1851** : voyage du père Huc

1911 : premiers soulèvements indépendantistes et anti-féodaux

1918: premier recensement mongol: le russe I.M. Maiskii avance le chiffre de 647 504 mongols, 100 000 chinois et 5 000 russes.

26 novembre 1924 : Constitution soviétique

Années 1930 : « années noires », émeutes anti-révolutionnaires

1939-1952 : H. Tchoïbalsan (Čoibalsan) : aurait tenu tête à Staline sur l'annexion de la Mongolie

1940 : nouvelle Constitution (redécoupage électoral)

1952- 1984 : Tsendenbal (Cedenbal), sa femme était russe. C'est avec lui que le régime « soviétique » se serait développé.

1960 : nouvelle Constitution

1974: la population a presque triplé, avec 1 420 000 personnes, tandis que la présence russe et chinoise est drastiquement contrôlée

1984-1990 : D. Sodnom et le PPRM se préparent au marché libre

-
- 1989:** naissance de l'opposition, qui provoque la démission globale des organes du pays.
- 29 juillet 1990:** élections d'une assemblée constituante, auxquelles participent 5 partis d'opposition. Taux de participation: 97,9%. Résultats: sur 462 constituants, le PPRM gagne 360 sièges; soit 78%. Il n'y a que neuf femmes.
- 1991, avril:** loi sur libre circulation des Mongols hors de RPM, démantèlement des coopératives, autorisations de privatisation des usines d'Etat et pour chacun d'être propriétaire d'actions pour un montant max de 10 000 T.
- 14 janvier 1992:** adoption de la Constitution démocratique
- 7, 8 et 9 mars 1990:** grève, qui implique une refonte partielle de l'appareil politique. Lors de la session gouvernementale de mai 1990, est instauré le multipartisme, pour des élections prévues en juillet 1990
- 3 septembre 1990:** Punsalmaagijn Ochirbat est élu Président de la République (par la Constituante)
- Janvier-février 1991:** la Mongolie devient membre du FMI, doublement des salaires et des prix des produits alimentaires.
-
- 28 Juin 1992:** premières élections législatives. Le mode de scrutin majoritaire à un tour évince les jeunes partis. Le PPRM gagne 70 sièges (sur 76) avec seulement 56% des voix.
- 1992:** début de crise économique grave, 70% de la population a moins de 28 ans.
- 6 Juin 1993:** premières élections présidentielles démocratiques au suffrage universel. Le démocrate Ochirbat gagne: 57,8% des voix. Le taux de participation est de 92,7%, 93,7% pour les provinciaux et 90,2% pour les citoyens.
- Première période de cohabitation
-
- 1996:** élections parlementaires: la Coalition démocratique gagne la majorité, avec 50 sièges, soit 65,78%. Le PPRM en gagne 25. C'est la première alternance au pouvoir.
- Juillet 1994:** visite en France de N. Enhbajar, ministre de la Culture. Il évoque le problème de l'arrivée de la pornographie et du besoin de légiférer à ce sujet.
- 22 avril 1998:** démission du gouvernement démocrate et début des tensions entre gouvernement et Parlement, jusqu'au élections suivantes.
- 18 mai 1997,** présidentielles: Bagabendi, du PPRM, ancien président du Parlement est élu avec 60,8% des voix.
- Deuxième période de cohabitation, inversée
- fin mars 2000:** accession au pouvoir de **Poutine.**
-
- 2 juillet 2000:** victoire écrasante du PPRM aux Parlementaires, avec 72 sièges sur 76 (un pour le PND et trois indépendants). Taux de participation: 82%
- 20 mai 2001:** réélection de Bagabendi, PPRM, à la présidentielle
- 27 juin et 17 juillet 2004,** la **Coalition démocratique de la patrie** remporte 44,7% des voix et 35 sièges sur 76 au Parlement. Une alliance est alors formée avec le PPRM et le leader démocrate, T. Elbegdorj, devient Premier ministre le 20 août 2004.
- 22 mai 2005 / 24 mai 2009:** Enkhbayar Président, PPRM (majorité absolue dès le premier tour avec 53,5% des voix face à son plus proche rival M. Enhsaihan).
- Période de cohabitation
- Juin 2008:** élections parlementaires controversées. Les PPRM se maintient cependant.
- 1er juillet 2008:** Suite à l'annonce des résultats des élections législatives, des émeutes éclatent et font cinq morts et plus de 300 blessés. Le siège du PPRM est saccagé.
- 24 mai 2009:** le démocrate Ts. Elbegdorj est élu Président (51,24% contre 47,44% à Enhsaihan du PPRM)

Bibliographie

Sciences sociales et genre

- ACHIN C., 2005, « Un ‘métier d’hommes’ ? les représentations du métier de député à l’épreuve de sa féminisation » in *Revue Française de Sociologie Politique*, Vol.55, pp.477-499.
- ACHIN C., BARGEL L. et DULONG D. (Dir.), 2007, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica.
- ACHIN C. et DORLIN E., 2007, « “J’ai changé, toi non plus” la fabrique d’un-e présidentiable: Sarkozy/Royal au prisme du genre” in *Mouvements*, Paris, La Découverte.
- ACHIN C. et PAOLETTI M., 2002, « Le “salto” du stigmate: Genre et construction des listes aux municipales de 2001” in *Politix*, Vol.15(60), *La parité en pratique*, Paris, Hermes Science, pp.33-54.
- ACHIN C. et LÉVÊQUE S., 2006, *Femmes en politique*, (Repères ; 455), Paris, La Découverte.
- AGULHON M., 1979, *Marianne au combat : l’imagerie et la symbolique républicaine de 1789 à 1880*, (Bibliothèque d’ethnologie historique), Paris, Flammarion.
- AGULHON M.; BECKER A. et COHEN É. (Dir.), 2006, *La République en représentations : autour de l’oeuvre de Maurice Agulhon*, (Histoire de la France aux XIXe et XXe siècles), Paris, Publications de la Sorbonne.
- AGULHON M. et BONTE P., (1992) 2003, *Marianne, les visages de la République*, (Découvertes Gallimard. Histoire), Paris, Gallimard.
- AÏVAZOVA S., (1997) 2000, « Les femmes et la politique en Russie dans les années 1990 », in LE BRAS-CHOPARD A. et MOSSUZ-LAVAU J., *Les femmes et la politique*, pp.161-167, Paris ; Montréal (Québec), L’Harmattan.
- ANTROBUS P., 2007, *Le mouvement mondial des femmes*, Montréal, Ecosociété.
- APPAY B., HEINEN J. et LÉOMANT C. (Dir.), 1999, *Précarisation et citoyenneté* in *Cahiers du GEDISST*, Vol.23, Paris, L’Harmattan.
- ATTAC (France), 2003, *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, (Petit libre ; 51), Paris, Mille et une nuits.
- AUSLANDER L. et ZANCARINI-FOURNEL M. (Dir.), 2000, *Le genre de la nation*, Vol. 12, (Clio), Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- BAECQUE A. de, 1988, *La Caricature révolutionnaire*, Paris, Presses du CNRS.
- 1993, *Le corps de l’histoire : métaphores et politique, 1770-1800*, (Essai histoire), Paris, Calmann-Lévy.
- BERENI L., 2007, « Du MLF au mouvement pour la parité. La genèse d’une nouvelle cause dans l’espace de la cause des femmes » in *Politix*, Editions Armand Colin, pp.107-132 ;
- 2004, « Le mouvement français pour la parité et l’Europe » in *Les usages de l’Europe. Acteurs et transformations européennes*, Paris, L’Harmattan, pp.33-54.
- BERENI L. et LEPINARD E., 2004, « “Les femmes ne sont pas une catégorie” les stratégies de légitimation de la parité en France » in *Revue française de science politique*, Vol.54, pp.71-98.
- BERNAND C. (Dir.) 2000, *Désirs d’ivresse. Alcools, rites et dérives*. Paris, Autrement, Vol.191.
- BISILLIAT J. (Dir.), 2003, *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, (Tropiques), Paris, Karthala.
- BISILLIAT J. (Dir.) et ORSTOM, 1996, *Femmes du Sud, chefs de famille*, (Hommes et sociétés), Paris, Karthala.
- BISILLIAT J. et FIÉLOUX M., 1992, *Femmes du tiers-monde : travail et quotidien*, (Connaissance des hommes), Paris, L’Harmattan.
- BISILLIAT J. et VERSCHUUR C. (Dir.), 2000, *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique*, (Cahiers genre et développement), Paris ; Genève, AFED-EFI, L’Harmattan.
- 2002 *Genre et économie : un premier éclairage*, (Cahiers genre et développement), Paris ; Genève, AFED - EFI, L’Harmattan.

- BLÖSS T. (Dir.), 2001, *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF.
- BOUCHARDEAU H., 1993, « Un parcours politique », in RIOT-SARCEY M. et Centre culturel de l'Albigeois., *Femmes, pouvoirs. Actes du colloque d'Albi*, des 19 et 20 mars 1992. p.51-58, Paris, Kimé.
- BOULDING E., 1977, « Nomadisme, mobilité et statut des femmes », in MICHEL A. (Dir.), *Femmes, sexisme et société*, p.86-100, Paris, PUF.
- BOURDIEU P., 1998, *La domination masculine*, Paris, Le Grand livre du mois.
- BRISSON P., 1988, « L'expérience masculine de l'alcool et le besoin de pouvoir », in BRISSON P., *L'usage des drogues et de la toxicomanie*, pp.239-250, Montréal, Gaëtan Morin.
- BUTLER J. P., 2003, *La vie psychique du pouvoir : l'assujettissement en théories*, (Non & non), Paris, L. Scheer.
- 2004, *Le pouvoir des mots ; politique du performatif*, Paris, Ed. Amsterdam.
- 2005, *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.
- 2006, *Défaire le genre*, Paris, Amsterdam.
- BUTLER J. et SCOTT J. W., 1992, *Feminist Theorize the Political*, New York and London, Routledge.
- CANAS M., 2003, « Le mouvement féministe et les institutions internationales », in BISILLIAT J., *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, pp.129-151, Paris, Karthala.
- CASTELAIN J., 2000, « L'Île est la peur », in BERNAND C., *Désirs d'ivresse. Alcool, rites et dérives*, pp.108-123, Paris, Autrement.
- CHABAUD-RYCHTER D. (Dir.), 1997, *Genre et techniques domestiques in Cahiers du Gedist*, Vol.20, Paris, L'Harmattan.
- CHRISTENSEN R. et DOWDLE B., 2005, « Japon: une représentation moussée par l'élite plutôt que par le mouvement des femmes », in TREMBLAY M., *Femmes et parlements. Un regard international*, pp.351-368, Montréal, Canada, Remue-ménage.
- CLÉMENT S. et MEMBRADO M., 2001, « Des alcooliques pas comme les autres? La construction d'une catégorie sexuée », in AÏACH P., CEBE D., CRESSON G., PHILIPPE C., *Femmes et Hommes dans le champ de la santé, aspects sociologiques*, pp.51-74, Editions de l'ENSP.
- COLLARD C., 2001, « La théorie de l'échange, la biologie et la valence différentielle des sexes » in *L'Homme*, Vol.157, pp.231-238.
- 2000, « Femmes échangées, femmes échangistes » in *L'Homme*, Vol.154-155, pp.101-116.
- COLLIN F., 1995, « L'urne est-elle funéraire ? », in RIOT-SARCEY M., *Démocratie et représentation : actes du colloque d'Albi* des 19 et 20 novembre 1994, pp.45-75, Paris, Kimé.
- 1996, « Mythe et réalité de la démocratie », in VIENNOT E. et GASPARD F., *La démocratie à la française ou Les femmes indésirables : actes du colloque interdisciplinaire*, 9-11 décembre 1993, Paris, pp.25-35, Paris, Publications de l'Université Paris VII-Denis Diderot.
- 1999 *Le différend des sexes : de Platon à la parité*, (Lundis philosophie), Nantes, Pleins feux.
- DAVID-NEEL Alexandra, 1975, 8, VIII, 1917, *Journal de voyage*, 11 août 1904 -26 décembre 1917, Paris, Plon.
- DEL RE A., 1996, « Citoyenneté politique et représentation politique en Italie », in DEL RE A. et HEINEN J., *Quelle citoyenneté pour les femmes ? : la crise des États-providence et de la représentation politique en Europe*, pp.173-190, (Bibliothèque du féminisme), Paris ; Montréal, L'Harmattan.
- DEL RE A. et HEINEN J. (Dir.), 1996, *Quelle citoyenneté pour les femmes ? : la crise des États-providence et de la représentation politique en Europe*, (Bibliothèque du féminisme), Paris ; Montréal, L'Harmattan.
- DELPHY C., 1998, *L'ennemi principal. 1, Économie politique du patriarcat*, (Nouvelles questions féministes), Paris, Syllepse.
- 2001 *L'ennemi principal. 2, Penser le genre*, (Nouvelles questions féministes), Paris, Syllepse.
- 2002, « Une guerre pour les femmes ? » in *Le Monde Diplomatique*, en ligne : www.monde-diplomatique.fr/2002/03/DELPHY/16220
- 2004, « Race, caste et genre en France », Présenté au Congrès Marx international le 2 octobre 2004.
- DESPENTES V., 2006 *King Kong théorie*, Paris, Grasset.

- DIETZ M., 2000, « Tout est dans le contexte: féminisme et théories de la citoyenneté », in BALLMER-CAO, T.-H., MOTTIER V. et SGIER L., *Genre et politique : débats et perspectives*, pp.122-166, Paris, Gallimard.
- DIOP C. A., 1959, *L'unité culturelle de l'Afrique noire : domaines du patriarcat et du matriarcat dans l'Antiquité classique*, Paris, Présence africaine.
- DORLIN Elsa (Dir.), 2009, *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Actuel Marx, col. Confrontation, PUF.
- 2006-2007, « Pas en notre nom. Contre la récupération raciste du féminisme par la droite française », en ligne : www.lautre campagne.org/article.php?id=132
- ECHARD N. et MATHIEU N.-C., 1985, *L'Arraînement des femmes : essais en anthropologie des sexes*, (Cahiers de l'Homme), Paris, EHESS.
- Ephesia, 1995, *La place des femmes : les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, (Recherches), Paris, La Découverte.
- FAURÉ C., 1985, *La démocratie sans les femmes, Essai sur le libéralisme en France*, col. Politiques d'aujourd'hui, PUF.
- FALQUET J., 1997, « Guerre de basse intensité contre les femmes? la violence domestique comme torture. Réflexions à partir du cas salvadorien » in *Nouvelles questions féministes*, Vol.18, pp.129-160.
- 2003, « Femmes, féminisme et développement », in BISILLIAT J., *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, pp.75-112, Paris, Karthala.
- 2007, « A qui appartiennent les femmes ? L'«arraînement des femmes» par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe », communication au colloque « Classe, ethnicité, genre... : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? » 8-9 mars 2007.
- 2008, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris, La dispute. Le genre du monde.
- FEINBERG M., 2000, « La politique de la personne: Genre, nation et citoyenneté en Tchécoslovaquie (1918-1945) » in *CLIO, Histoire, Femmes et société*, Vol.12, coordonné par AUSLANDER L. et ZANCARINI-FOURNEL M., Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp.107-129.
- FERRAND M., 2004, *Féminin masculin*, Vol. 389, (Repères), Paris, La Découverte
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL D.; PLANTÉ C. et RIOT-SARCEY M. (Dir.), 2005, *Le genre comme catégorie d'analyse : sociologie, histoire, littérature*, (Bibliothèque du féminisme), Paris, L'Harmattan.
- FOURNIER-FINOCCHIARO L. (Dir.), 2006, *Les mères de la patrie : représentations et constructions d'une figure nationale*, Caen, Maison de la recherche en sciences humaines, Vol.45, pp.320-327.
- FRAISSE G., 1995, *Muse de la raison : démocratie et exclusion des femmes en France*, (Folio Histoire), Paris, Gallimard.
- 1996, "Quand gouverner n'est pas représenter", in VIENNOT E. et GASPARD F., *La démocratie à la française ou Les femmes indésirables : actes du colloque interdisciplinaire*, 9-11 décembre 1993, pp.37-49, Paris, Publications de l'Université Paris VII-Denis Diderot.
- 2001 *Les deux gouvernements : la famille et la Cité*, (Folio. Essais), Paris, Gallimard.
- GASPARD F., 1995, « Des partis et des femmes », in RIOT-SARCEY M., *Démocratie et Représentation*, pp.221-242, Paris, Kimé.
- 1997, « Système politique et rareté des femmes élues. Spécificité française? », in LE BRAS-CHOPARD, A. et MOSSUZ-LAVAU J., *Les femmes et la politique*, pp.97-118, Paris ; Montréal (Québec), L'Harmattan.
- GODELIER M., 2003, « Anthropologie et recherches féministes. Perspectives et rétrospectives », in HUPPERT-LAUFER J., MARRY C. et MARUANI M., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, pp.23-34, Paris, La Découverte.
- GRUEL-APERT L., 2004, « Etre veuve dans la Russie traditionnelle », in : VASSAS C., BARON-COHEN S. et FESCHET V., *Terrain*, Vol. 42, *Homme/femme*, pp.53-64, Paris, Maison des sciences de l'homme, ministère de la Culture et de la Communication.
- GUÉRIN I., 2003, « La construction sociale de l'altruisme féminin », in *Femmes et économies solidaire*, Paris, La Découverte.
- GUILLAUMIN C., 1992, *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*, (Recherches), Paris, Côté-femmes.
- HARAWAY D., 1988, « Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle », *Manifeste cyborg et autres essais*, Exils éditeurs, Paris, PP.107-142.

- HARDING Sandra, 1984, « Standpoint Theory as a site of political, philosophic et scientific debate », in S. Harding (ed.), *The Feminist Standpoint Theory Reader*, New-York et London, Routledge, pp.1-15.
- HEINEN, J., *Entre bon et mauvais genre ou : Des effets de la division sexuelle du travail sur la citoyenneté*. Thèse pour l'habilitation à diriger des recherches: 1995-96.
- 1996, « Sphère publique et sphère privée en Europe de l'Est », in DEL RE A. et HEINEN J., *Quelle citoyenneté pour les femmes ? : la crise des États-providence et de la représentation politique en Europe*, p.247-265, Paris, Montréal, L'Harmattan.
- 1997, « Heurs et malheurs de la citoyenneté des femmes à l'Est » in *Sextant*, Vol.7, pp.63-86.
- HÉRITIER F., 1996, *Masculin-féminin* [I], *La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob.
- 2002, *Masculin-féminin* [II], *Dissoudre la hiérarchie*, Paris, Odile Jacob.
- HIRATA H. S.; LABORIE F. et LE DOARÉ H. (Dir.), 2004, *Dictionnaire critique du féminisme*, (Politique d'aujourd'hui), Paris, PUF.
- HOBBSBAWM E., 1978, « Sexe, symboles, vêtements et socialisme » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.23, pp.2-18.
- HODGSON D. L., 1999, « Pastoralism, patriarchy and history: Changing gender relations among Maasai in Tanganyika 1890-1940 » in *The Journal of African History*, Vol.40, Cambridge University Press, pp.41-65.
- HOFMANN E. et MARIUS-GNAGNOU K., 2007, « Le microcrédit est-il le faut nez du néolibéralisme ? La microfinance et les femmes pauvres : état du débat », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°238, pp.217-233.
- HOURS B. et SELIM M., 2010, *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, L'Harmattan.
- HUGON A. (Dir.), 2004, *Histoire des femmes en situation coloniale : Afrique et Asie, XXe siècle*, (Hommes et sociétés), Paris, Karthala.
- HUPPERT-LAUFER J.; MARRY C. et MARUANI M. (Dir.), 2003, *Le travail du genre : les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, (Recherches), Paris, La Découverte, MAGE.
- HURTIG M., KAIL M. et ROUCH H., 2002, *Sexe et genre : de la hiérarchie entre les sexes*, Paris, CNRS Editions, 2002.
- IVEKOVIC R., 1995, « Le pouvoir nationaliste et les femmes », in RIOT-SARCEY M., *Démocratie et Représentation*, pp.203-209, Paris, Kimé.
- 2003, *Le sexe de la nation*, (Non & non), Paris, Léo Scheer.
- KNIBIELHER Y., 1993, « Mères pouvoirs », in RIOT-SARCEY M. et Centre culturel de l'Albigeois., *Femmes, pouvoirs. Actes du colloque d'Albi*, des 19 et 20 mars 1992. pp.32-43, Paris, Kimé.
- KRAKOVITCH O.; SELIER G. et VIENNOT E., 2001, *Femmes de pouvoir : mythes et fantasmes*, (Bibliothèque du féminisme), Paris, L'Harmattan.
- LAGRAVE R.-M., 1990, « Recherches féministes ou recherche sur les femmes », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 83, Masculin/féminin – 1, pp.27-39.
- 2000, « Une étrange défaite. La loi constitutionnelle sur la parité », in *Politix*, Vol.13, N°51, pp.113-141.
- LAGRAVE R.-M.; GESTIN A. et LÉPINARD E. (Dir.), 2002, *Dissemblances : jeux et enjeux du genre*, (Bibliothèque du féminisme), Paris, L'Harmattan.
- LANDES J. B. et ORTNER S. B., 1998, *Feminism : the public and the private*, (Ed. Teresa Brennan and Susan James), Oxford University Press.
- LANQUETIN M.-T., 2003, « Un autre droit pour les femmes ? », in : HUPPERT-LAUFER J., MARRY C. et MARUANI M., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, pp.325-344, Paris, La Découverte.
- LAUFER J., 1995, « Introduction à la seconde partie "De l'égalité" », in Mission française de coordination pour la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes, Pékin, *La place des femmes : les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, p.740, Paris, La Découverte.
- LAUTIER B., 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*, (Repères ; 155), Paris, La Découverte.
- LE BRAS-CHOPARD A., 2004, *Le masculin, le sexuel et le politique*, Paris, Plon.
- LE BRAS-CHOPARD A. et MOSSUZ-LAVAU J., 1997, *Les femmes et la politique*, (Logiques politiques), Paris, Montréal (Québec), L'Harmattan.

- 1997, « Introduction », in LE BRAS-CHOPARD A. et MOSSUZ-LAVAU J., *Les femmes et la politique*, pp.11-19, Paris ; Montréal (Québec), L'Harmattan.
- LEIBOVICI M., 1993, « Action politique et pouvoir chez Rosa Luxembourg et Hanna Arendt », in RIOT-SARCEY M. et Centre culturel de l'Albigeois, *Femmes, pouvoirs. Actes du colloque d'Albi*, des 19 et 20 mars 1992, pp.83-107, Paris, Kimé.
- LÉVÊQUE S., juin 2005, « La féminité 'dépassée'? usages et non-usages du genre dans les professions de foi des candidat(e)s parisien(ne)s aux élections législatives de 2002. » in *Revue Française de Sociologie Politique*, Vol.55, pp.501-520.
- LORDE A., (1984) 2003, *Sister outsider. Essais et propos d'Andre Lorde : sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, (The @Crossing Press feminist series), Suisse et Canada, Trois, Mamamélis.
- LÖWY I., 2006, *L'emprise du genre : masculinité, féminité, inégalité*, (Le genre du monde), Paris, la Dispute.
- MARAND-FOUQUET C., 2000, « Le genre des colonies. Sur les escaliers de la gare Saint-Charles à Marseille » in *Clio*, Vol.12, AUSLANDER L. et ZANCARININ-FOURNEL M. (dir.), Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp.189-191.
- MARQUES-PERAIRA B., 1996, « Citoyenneté et représentations. Quelques repères utiles à l'analyse comparative », in : DEL RE A. et HEINEN J., *Quelle citoyenneté pour les femmes ? : la crise des États-providence et de la représentation politique en Europe*, pp.65-74, Paris ; Montréal, L'Harmattan.
- 1998, « Citoyenneté, programmes sociaux et organisations de femmes dans le cône sud » in *Cahiers du Gedisst*, Vol.23, *Précarisation et citoyenneté*, Paris, APPAY B., HEINEN J. et LEOMANT C. (Dir.), pp.15-28.
- MARQUES-PEREIRA B. et NOLASCO P., 2001, *La représentation politique des femmes en Amérique latine*, L'Harmattan.
- MARSHALL T. H., (1949)1992, *Citizenship and Social Class*, London, Pluto Press.
- MARUANI M., 2000, *Travail et emploi des femmes*, (Repères ; 287), Paris, La Découverte.
- MARUANI M. (Dir.), 2005, *Femmes, genre et sociétés : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- MATHIEU N., 1985, « Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie » in *Cahiers de l'Homme*, Vol.26, *L'Arraînement des Femmes, essais en anthropologie des sexes*, Paris, Mouton, EHESS, pp.169-245.
- 1991, *L'anatomie politique : catégorisations et idéologies du sexe*, (Recherches), Paris, Côté-femmes.
- MESTRUM F., 2003, « De l'utilité des femmes dans le nouvel ordre mondial », in BISILLIAT, Jeanne, *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, pp.35-73, Paris, Karthala.
- MICHON F., 2003, « Segmentation, marchés professionnels, marchés transitionnels: la disparition des divisions de genre », in HUPPERT-LAUFER J., MARRY C. et MARUANI M., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, pp.238-256, Paris, La Découverte.
- MOHANTY C. T., 2009 (1984), « Sous le regard de l'Occident : recherche féministe et discours colonial », in Dorlin E., *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Actuel Marx, col. Confrontation, PUF.
- MOSSUZ-LAVAU J., 1995, « Les conceptions politiques des hommes et des femmes ou le four cassé de la Rmiste », in : RIOT-SARCEY, Michèle, *Démocratie et Représentation*, pp.260-279, Paris, Kimé.
- MOSSUZ-LAVAU J. et KERVASDOUE A. de, 1997, *Les femmes ne sont pas des hommes comme les autres*, Ed. Odile Jacob.
- Multitudes, 2003, « Féminismes, queer, multitudes », Vol.12, Paris : Exils.
- NAHOUM-GRAPPE V., 2000, « Alcool et guerre en ex-Yougoslavie 1991-1993 », in : BERNAND C., *Désirs d'ivresse. Alcool, rites et dérives*, p.155-171, Paris, Autrement.
- NEGRI T., 1993, « Rapports de pouvoir et dislocation », in RIOT-SARCEY M. et Centre culturel de l'Albigeois, *Femmes, pouvoirs. Actes du colloque d'Albi*, des 19 et 20 mars 1992, pp.76-82, Paris, Kimé.
- NISHIKAWA Y., 1995, « D'un cours du soir à Osaka à la formation d'un groupe autonome : « territoire de la lumière » », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 4-5 | mis en ligne le 07 octobre 2009, Consulté le 07 avril 2010. URL : <http://cedref.revues.org/323>
- OLLIVIER M. et TREMBLAY M., 2000, *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*, (Outils de recherche), Paris ; Montréal, L'Harmattan.

- ORTIZ L., 1995, « Souveraineté, représentation et droit de suffrage des femmes », in RIOT-SARCEY M. (Dir.), *Démocratie et Représentation*, pp.105-127, Paris, Kimé.
- PATEMAN C., 1989 *The disorder of women: democracy, feminism and political theory*, Cambridge, Polity Press.
- 2000, « Féminisme et démocratie », in BALLMER-CAO T.-H., MOTTIER V. et SGIER L., *Genre et politique : débats et perspectives*, pp.88-121, Paris, Gallimard.
- PEEMANS Poullet H., février-mai 2000, « La minaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes... », in *Chronique féministe*, n°71-72 : *Féminisme et développement*.
- PERROT M., 1983, « Femmes et machines au XIXe siècle » in *Romantisme*, in *Revue du dix-neuvième siècle*, Vol.41, CDU-SEDES, pp.5-17.
- 1991, « Sortir », in : FRAISSE G. et PERROT M., *Histoire des femmes. Le XIXe siècle*. Vol. 4, pp.467-494, Paris, Plon.
- 1997, « Les femmes et la citoyenneté en France. Histoire d'une exclusion », in LE BRAS-CHOPARD A. et MOSSUZ-LAVAU J., *Les femmes et la politique*. Ouvrage issu d'un colloque tenu à Saint-Quentin-en-Yvelines, le 17 octobre 1996, pp.23-39, Paris ; Montréal (Québec), L'Harmattan.
- PERROT M. et LEBRUN J., 1997, *Femmes publiques : dialogue*, Paris, Textuel.
- PETERS J. et WOLPER A., 1995, *Women's rights, human rights : international feminist perspectives*, New York, Routledge.
- PEYRE E. et WIELS J., 1996, « De la "nature des femmes" et de son incompatibilité avec l'exercice du pouvoir : le poids des discours scientifiques depuis le XVIIIe siècle », in VIENNOT E., *La démocratie à la française ou les femmes indésirables*, CEDREF, Publications de l'Université Paris 7- Denis Diderot, pp. 127-158.
- PONTHIEU S. et SILVERA R., 2003, « Introduction au Chapitre IV: Sciences économiques. Peut-on faire l'économie du genre ? », in HUPPERT-LAUFER J., MARRY C. et MARUANI M., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, p.209-212, Paris, La Découverte.
- RIBEIRO-BITTENCOURT F., 2007, « Pratiques d'intervention sociale et dialogues ethnographiques » in *Vibrant*, Vol.4, N°1, pp.97-125
- RIOT-SARCEY M., 1995, « De la représentation et de ses multiples usages », in RIOT-SARCEY, M. (Dir.), *Démocratie et Représentation*, pp.129-143, Paris, Kimé,
- RIOT-SARCEY M. (Dir.) et Centre culturel de l'Albigeois, 1995, *Démocratie et représentation : actes du colloque d'Albi* des 19 et 20 novembre 1994, (Le Sens de l'histoire), Paris, Kimé.
- RIOT-SARCEY M. (Dir.) et Centre culturel de l'Albigeois, 1993, *Femmes, pouvoirs : actes du colloque d'Albi*, des 19 et 20 mars 1992, (Vues critiques), Paris, Kimé.
- ROCHEFORT F., 1995, « Démocratie féministe contre démocratie exclusive ou les enjeux de la mixité », in : RIOT-SARCEY M., *Démocratie et Représentation*, pp.181-202, Paris, Kimé.
- ROMITO P., 2006, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Syllepse.
- RUBIN G. S.; MATHIEU N. et PHETERSON G., 1999, « L'économie politique du sexe : transactions sur les femmes et systèmes de sexe », in *Cahiers du CEDREF*, Vol.7, Paris, Université Paris7-Denis Diderot.
- RUESCHEMEYER M., 2005, « De la chute du Mur à l'élection des femmes dans les espaces parlementaires », in TREMBLAY M. (Dir.), *Femmes et parlements. Un regard international*, pp.557-380, Montréal, Canada.
- RYCKMANS H., 1996, « Les associations féminines en Afrique: une décennie d'ajustement après la décennie de la femme », in BISILLIAT J. et Association Femmes et Développement, *Femmes du Sud, chefs de famille*, pp.195-219, Paris, Karthala.
- SCOTT J. W., 1991, « La travailleuse », in : FRAISSE G. et PERROT M., *Histoire des femmes. Le XIXe siècle*. Vol.4, pp.419-444, Paris, Plon.
- 2000, « Genre, une catégorie utile d'analyse historique », in BISILLIAT J. et VERSCHUUR C., *Le genre : un outil nécessaire : introduction à une problématique*, Paris, L'Harmattan.
- SCOTT J. W., 1998, *La citoyenne paradoxale : les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, A. Michel.
- SEAGER J., 2003, *L'atlas des femmes dans le monde : la réalité de leurs conditions de vie*, (Atlas/monde), Paris, Autrement.
- SEIDMAN G. W., 2000, « Une citoyenneté sexuée : La transition démocratique en Afrique du Sud et le genre de l'Etat » in *CLIO, Histoire, Femmes et société*, Vol.12, *Le genre de la nation*, Toulouse, Clio et Presse Universitaire du Mirail, pp.131-161.

- SELIM M., 2004, « Globalisation : consonances et dissonances anthropologiques », in *Socio-Anthropologie*, n°14, en ligne : <http://socio-anthropologie.revues.org/index386.html>
- SINEAU M., 1997, « La parité à la française: un contr-modèle de l'égalité républicaine » in : LE BRAS-CHOPARD A. et MOSSUZ-LAVAU J., *Les femmes et la politique*, pp.119-142, Paris, Montréal (Québec), L'Harmattan.
- 2001, *Profession femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Science Po.
- SOFER C., 2003, « Femmes, féminisme et théories économiques : la révolution secrète », in : HUPPERT-LAUFER, J., MARRY C. et MARUANI M., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, pp.213-226, Paris, La Découverte.
- STEINER A., 2000, « Belleville : d'un café l'autre », in BERNAND C., *Désirs d'ivresse. Alcool, rites et dérives*, pp.91-105, Paris, Autrement.
- TABET P., 1979, « Les mains, les outils, les armes » in *L'Homme*, Vol.19, pp.5-61.
- TABET P., (1979)1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*, (Bibliothèque du féminisme), Paris ; Montréal (Québec), L'Harmattan.
- TAHON M.-B., 1999, « Le micro-ondes, le privé et le domestique » in *Recherches sociologiques*, Vol.3, Université catholique de Louvain, Belgique, pp.87-114
- TEYSSIER S., 1996, « Quel crédit pour les femmes? », in : BISILLIAT J. et Association Femmes et Développement, *Femmes du Sud, chefs de famille*, pp.241-242, Paris, Karthala.
- THIERS-VIDAL L., 6 février 2002, *Pouvoir, savoir et genre. La question de la limitation épistémique*. Communication non publiée pour le séminaire organisé par R.-M. Lagrave- EHESS, Paris.
- TRAT J., 1998, « Hommes et femmes dans le mouvement social. Introduction » in *Cahiers du Gedisst*, Vol.18, Paris, L'Harmattan.
- TREILLET S., 10 octobre 2007, in *L'Humanité des débats*, « L'enrôlement des femmes dans la marchandisation libérale ».
- UNESCO / ISESCO, 1999, *Femmes, sciences et technologies. Vers un nouveau développement*, Paris.
- VARIKAS E., 1995, « Genre et démocratie historique ou le paradoxe de l'égalité par le privilège », in RIOT-SARCEY M., *Démocratie et Représentation*, pp.145-162, Paris, Kimé.
- VASSAS C., BARON-COHEN S. et FESCHET V. (Dir.), 2004, *Homme/femme in Terrain*, Vol.42, Paris : ministère de la Culture et de la Communication, Maison des Sciences de l'Homme.
- VEAUVY C. et AZZOUG M., 2004, *Les femmes dans l'espace public : itinéraires français et italiens*, Saint-Denis, Maison des sciences de l'homme, Le Fil d'Ariane.
- VIDAL C. (Dir.), 2006, *Féminin masculin : mythes et idéologie*, (Regards), Paris, Belin.
- VIENNOT E. (Dir.) et GASPARD F. (préface), 1996, *La démocratie à la française ou Les femmes indésirables : actes du colloque interdisciplinaire*, 9-11 décembre 1993, Paris, Publications de l'Université Paris VII-Denis Diderot.
- WALBY S., 2000, « La citoyenneté est-elle sexuée? », in : BALLMER-CAO T.-H., MOTTIER V. et SGIER L., *Genre et politique : débats et perspectives*, pp.51-87, Paris, Gallimard.
- WARREN C. A. B. et HACKNEY J. K. 2000 *Gender issues in ethnography*, London, Sage Publications Thousand Oaks.
- WILLIS J., 1999, « Enkurma sikitoi: Commoditization, drink, and power among the maasai », in *The International Journal of African Historical Studies*, Vol.32, Boston University, African Studies Center, pp.339-357.
- YAGUELLO M., (1978) 2002, *Les mots et les femmes*, Paris, Petit Bibliothèque Payot.
- YOON B. L., 2005, « Corée du Sud: La représentation des femmes à l'Assemblée nationale dans une société androcentriste et militariste », in : TREMBLAY M. (Dir.), *Femmes et parlements. Un regard international*, pp.327-349, Montréal, Les éditions du remue-ménage.
- YUVAL-DAVIS N., 1997, *Gender and Nation*, (Politics and Culture: A Theory, Culture & Society Series), London, Thousand Oaks ; New Delhi, Sage Publications.
- ZAIDMAN C., 1996, *La mixité à l'école primaire*, (Bibliothèque du féminisme), L'Harmattan.

Sociologie générale

- BAZIN Laurent et SELIM Monique, 2000, « Quelques occurrences économiques en anthropologie », in *Socio-Anthropologie*, n°7, en ligne : <http://socio-anthropologie.revues.org/index97.html>
- BOUCHINDHOMME C., 2005, « Avant propos », in HABERMAS J., *Une époque de transitions. Ecrits politiques 1998-2003*, pp.7-25, Paris, Fayard.
- BOURDIEU P., 1978, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.23, pp.67-69.
- 1980, « Le capital social: Notes provisoires » in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol.31, pp.2-3.
- fev-mars 1981, « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique » in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol.36, pp.3-24.
- (2000) 2005, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon
- CAILLÉ A., 2000, *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, (Sociologie économique), Desclee de Bourwer.
- 2001, « La société civile mondiale qui vient » in LAVILLE, J.-L., CAILLÉ, A., CHANIAL, P., et al, *Association, démocratie et société civile*, pp.183-208, Paris, La Découverte.
- CAILLÉ A. et LAVILLE J.-L., 2001, "Introduction", in LAVILLE, J.-L., CAILLÉ, A., CHANIAL, P., et al, *Association, démocratie et société civile*, pp.7-13, Paris, La Découverte.
- CARCASSONNE G., 2004, « Militant de la démocratie » in *Critique Internationale*, Vol.24, Paris, Presses de Sc. Po., pp.177-192.
- CEFAI D., 2003, *L'enquête de terrain*, Paris, Revue Mauss.
- CHANIAL P., 2001, « Société civile, société civique ? Associationnisme, libéralisme et républicanisme », in LAVILLE, J., CAILLÉ, A. et CHANIAL, P., *Association, démocratie et société civile*, pp.141-161, Paris, La Découverte.
- DALLA BERNARDINA S., 1999, « L'appel de la banquise. Stéréotypes et "terrains" dans le Grand Nord », in DALLA BERNARDINA, S., GRISELIN, M., NAKASHIMA, D. (Dir.), *Banquises : les Inuits et l'infini Arctique*, pp.126-179, Paris, Autrement.
- DEGENNE A. et FORSÉ M., 1994, *Les réseaux sociaux : une analyse structurale en sociologie*, (Collection U. Série Sociologie), Paris, A. Colin.
- DELPEUCH T., 2006, « La coopération internationale au prisme du courant de recherche "droit et développement" » in *Droit et société*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, pp.119-173.
- DEVEREUX, G., (1967) 1998, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier Montaigne.
- DITCHEV I., 2001, « La nouvelle classe de médiateurs », in *Transitions*, n°42, 1, p.97-106.
- EME B., 2001, « Les associations ou les tourments de l'ambivalence », in LAVILLE, J., CAILLÉ, A. et CHANIAL, P., *Association, démocratie et société civile*, pp.27-58, Paris, La Découverte.
- EVE M., 1998, « Qui se ressemble s'assemble ? Les sources d'homogénéité à Turin », in GRIBAUDI, M., *Espaces, temporalités, stratifications : exercices sur les réseaux sociaux*, Vol.31, pp.43-69, Paris, EHESS.
- FLOUNDERS S., 2006, « Des milliers d'ONG financées par les USA à l'assaut de la Russie » in *mondialisation.ca*.
- FOREST P. et RENAN E., 1991, « "Qu'est-ce qu'une nation ?", Ernest Renan : littérature et identité nationale de 1871 à 1914 », Vol.112, (Littérature vivante), Paris, P. Bordas et fils.
- GATTI A. M., 1998, « Cagliari : les hommes ont des amis, les femmes des parents », in : *Espaces, temporalités, stratifications : exercices sur les réseaux sociaux*, Vol.31, pp.289-310, Paris, EHESS.
- GODBOUT J. T., 2008, « Bill Clinton et le don » in *Autrement*, Vol.32, pp.355-363.
- GRIBAUDI M., 1998, *Espaces, temporalités, stratifications : exercices sur les réseaux sociaux*, (Série Instantanés ; 31), Paris, EHESS.
- GUILHOT N., 2001, « La promotion internationale de la démocratie: Un regard critique » in *Mouvements*, Vol.18, La Découverte, pp.28-31.
- 2004, « Une vocation philanthropique" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Le Seuil, pp.36-48.

- HABERMAS J., 1990, « Préface de la 17^{ème} édition », in : *L'espace public* (1962) 2000, p.I-XXXV, Paris, Payot.
- (1962) 2000, *L'espace public*, Paris, Payot.
- 2005, *Une époque de transitions. Ecrits politiques 1998-2003*, Paris, Fayard.
- HABERMAS J.; ROCHLITZ R. et BOUCHINDHOMME C. 1997 *Droit et démocratie : entre faits et normes*, (NRF essais), Paris, Gallimard.
- JAFFRELOT Christophe, *Démocraties d'ailleurs*, Karthala, Paris, 2000.
- JONAS N., 2006, « Beaux-frères, belles-sœurs. Les relations entre germains affins » in *Terrains et Travaux Revue de Sciences Sociales*, Vol.10, *Dynamiques de genre*, Cachan : Département de sciences sociales de l'ENS, pp.36-55
- LAVILLE J.-L., 2001, « Les raisons d'être des associations », in LAVILLE, J.-L., CAILLÉ, A., CHANIAL, P., *Association, démocratie et société civile*, pp.61-140, Paris, La Découverte.
- LAVILLE J.-L.; CAILLÉ A.; CHANIAL P., *Association, démocratie et société civile*, (Recherches. Série Bibliothèque du MAUSS), Paris, La Découverte, MAUSS/CRIDA.
- LE TEXIER E., janvier 2008, "Gender, social capital and political participation in the barrio" in *Sens Public*, p.23.
- MAUSS M., 1923-1924, « Essai sur le don : Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » in *L'année sociologique*, Vol.1, Paris, p.106.
- MERCKLÉ P., 2004, *La sociologie des réseaux sociaux*, Vol. 398, (Repères), Paris, La Découverte.
- MERCKLÉ P., 2004, *Sociologie des réseaux sociaux*, (Repères), La Découverte & Syros.
- ORIVEL F., 2001, « Impact des contraintes budgétaires sur l'éducation et les contenus d'enseignement dans la CEI" in *Contenus d'enseignement dans un monde en mutation: permanences et ruptures. Actes du colloque international des 12, 13 et 14 janvier 2000*, Paris, L'Harmattan.
- POULIGNY B. de, 2001, « Une société civile internationale ? » in *Critique internationale* n°13, p.120-122.
- TOCQUEVILLE A. de, 1981a, *De la démocratie en Amérique I (1835)*, Paris, Garnier-Flammarion.
- 1981b, *De la démocratie en Amérique II (1835)*, Paris, Garnier-Flammarion.

Mongolie (et Asie Centrale)

- Anda*, octobre 1994, Vol.15, Paris, Centre d'Etudes Mongoles et Sibériennes.
- Anda*, juillet 1994, Vol. 14, Paris, Centre d'Etudes Mongoles et Sibériennes.
- Anda, avril 1992*, Vol. 5, Paris, Centre d'Etudes Mongoles et Sibériennes.
- ALGAA S., 2005, « Urban Poverty and In-migration in Capital City of Mongolia », XXV IUSSP International Conference.
- ANDERSON J. H., 1998, « The size, origins, and character of Mongolia's informal sector during the Transition » in *World*, Vol.1916, World Bank.
- ARTE, 23 janvier 2002, *Thema consacré à « La Mongolie, entre tradition et capitalisme »*.
- ATLANI-DUAULT L. et POUJOL C., 2008, « L'aide internationale en question. Enjeux d'une résistance coloniale, soviétique et post-soviétique en Asie Centrale », in *Revue Tiers-Monde*, n°193, p.37-53.
- AUBIN F., juillet-septembre 1967, « Une expérience de collectivisation en économie nomade : La coopérative de production rurale en République Populaire de Mongolie » in *L'Homme et la société*, Vol.5, C.N.R.S., pp.141-148.
- 1970, « Traditions et mutations : Sociologie actuelle de la Mongolie » in *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol.XLIX, Paris, PUF, pp.83-110.
- 1972, « Mongolie (histoire) : République Populaire de Mongolie », in *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 11, pp.239-261, Paris, Fondation nationale de science politique, Centre d'Etudes des Relations Internationales.
- 1972, « Mongolie 1971 : Revue de quelques faits et chiffres récents » in *Revue des pays de l'Est*, Vol.1, Paris, Fondation nationale de science politique, Centre d'études et de recherches internationales, pp.127-140.

- 1973, « Fêtes et commémorations en République Populaire de Mongolie : Apport à l'étude de la propagande éducative en pays socialiste » in *Revue française de science politique*, Vol.XXIII : No 1, Saint-Juste-la-Pendue, pp.33-56.
 - 1974a, « Anthropologie du nomadisme » in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol.56, Presses Universitaires de France, pp.79-90.
 - 1974b, « Spécificité culturelle et industrialisation en Mongolie » in *Revue tunisienne de Sciences Sociales*, Vol.36-37-38-39, Université de Tunis, Publication du C.E.R.E.S., pp.245-277.
 - 1975, « Le statut de l'enfant dans la société mongole » in *L'enfant*, Vol.35, Recueil de la société Jean Bodin, p.459-599
 - 1982, « Une communauté rurale en Mongolie » in *Les communautés rurales*, Vol.42, Recueil de la société Jean Bodin., pp.339-358.
 - 1983, « Pensée romano-germanique et droit mongol contemporain : Le langage juridique en république populaire de Mongolie » in *Acta Orient. Hung.*, Vol.36, fasc.1-3, Separatum, Budapest, Roumanie, Akademiai Nyomda, pp.17-27.
 - 1986, « L'art du cheval en Mongolie » in *Production Pastorale et Société*, Vol.19, pp.129-189
 - 1990, « Palanquin rouge et catholicisme. le mariage chrétien en Mongolie chinoise (missions belges de Scheut, 1865-1950)(II) » in *Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft*, Vol.46, Verein zur Förderung der Missionswissenschaft, pp.176-187
 - 1991, « Les sanctions et les peines chez les mongols. » in *La peine*, Recueil de la société Jean Bodin, pp.242-293.
 - 1993, « Renouveau gengiskhanide et nationalisme dans la Mongolie postcommuniste » in *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, Vol.16, Association AFEMOTI, pp.137-203.
 - 1997, « Sagesse des anciens, sagesse des enfants, dans la steppe mongole », in BLANCHON F. et Centre de recherche sur l'Extrême-Orient, *Enfances. 4, Asie*, pp.95-113, Paris, CREOPS, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
 - 1996, « La Mongolie des premières années de l'après-communisme: La popularisation du passé national dans les mass-media mongols (1990-1995) » in *Etudes mongoles et sibériennes centrasiatiques et tibétaines*, Cahier 27, Paris, Université Paris Dix, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, pp.305-325.
- AUBIN F. et HAMAYON R., 1988, « L'individu face au pouvoir dans la Mongolie sous domination mandchoue : XVIIe-XXe siècles », Vol.47, Recueils de la Société Jean Bodin pour l'histoire comparative des institutions, Paris, CERI, pp.322-329.
- AVERY M., 1996, *Women of Mongolia*, (Asian Art and Archeology), University of Washington Press.
- BALLIS W. B., 1956, « The political evolution of a soviet satellite: The mongolian people's republic » in *The Western Political Quarterly*, Vol.9, pp.293-328.
- BASSANOV N., 1970, Grille de translittération du cyrillique mongol, in *Cahiers d'Etudes Mongoles et Sibériennes*.
- BATBAYAR T., 2003, « Mongolian-Russian relations in the past decade » in *Asian Survey*, Vol.43, UnivCalifornia Press, pp.951-970.
- BAZIN L., 2009, « Mariage et identité nationale en Ouzbékistan. La figure de la belle-fille, *kelin* », in *La Revue*, Vol.3, 18 p., en ligne : www.irdb.fr
- BIANQUIS-GASSER I., 1996, « La gauche et la droite: Principe de répartition des hommes et des femmes en république de Mongolie » in *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, Centre de recherche et d'étude en sciences sociales, pp.99-103.
- BIKALES B., KHURELBAATAR C. et SCHELZIG K., 2000, « The Mongolian informal sector: Survey results and analysis », USAID 'Economic Policy Support' project, Ulaanbaatar: Development Alternatives Inc.
- BRUUN O. et ODGAARD O., 1996, *Mongolia in Transition: Old Patterns, New Challenges*, Routledge/Curzon.
- CABESTAN J. et SEIZELET E., 1997, « La transition politique en Asie orientale. Introduction » in *Revue d'étude comparative Est-Ouest*, Vol.28, Paris, CNRS – PUF.
- CHARRIN A., 1994, *Les Sibériens. De Russie et d'Asie, une vie, deux mondes*, (Série Monde-H.S), Paris, Éd. Autrement.
- CHAYET A., 1993, *Les femmes au temps des Dalai-Lama*, Paris, Stock L. Pernoud.
- DARS S., 1979, *Mongolie*, (Collections Microcosme. Petite planète), Paris, Éd. du Seuil.

- DUCLoux A., 23 mars 2009, *Les funérailles, côté femmes, à Samarcande : du réseau au cercle et du cercle au réseau*, Journées d'études Les Réseaux sociaux en Asie Centrale, Paris, EHESS / Réseau Asie/MSH.
- DUHAMEL Alain, 12 juillet 1996, « Horizons-analyses. Dans la presse » in *Le Monde*, p.12.
- EVEN M.; POP R. et Siki-Quduqu. 1994 *Histoire secrète des Mongols : chronique mongole du XIIIe siècle*, (Collection UNESCO d'oeuvres représentatives. Série mongole), Paris, Gallimard.
- EWING T. E., 1980 *Between the hammer and the anvil? Chinese and Russian policies in Outer Mongolia 1911-1921*, (Indiana University Uralic and Altaic series ; 138), Bloomington, Research Institute for Inner Asian Studies.
- FISH M. S., 1998, Mongolia: Democracy without prerequisites" in *Journal of Democracy*, Vol.9, pp.127-141.
- FISH M. S. et CHOUDHRY O., 2007, "Democratization and economic liberalization in the postcommunist world" in *Comparative Political Studies*, Vol.40, p.254.
- GINSBURG T., 1998, "Mongolia in 1997: Deepening democracy" in *Asian Survey*, Vol.38, JSTOR, pp.64-68.
- GINSBURGS G., 1961, "Local government in the mongolian people's republic 1940-1960" in *The Journal of Asian Studies*, Vol.20, pp.489-508.
- GOSSET P. et GOSSET R., 1963, *Les Russasiatiques : l'empire de Tamerlan à l'heure du Kremlin*, Paris, Julliard.
- GREEN E. E., 1986, « China and Mongolia: Recurring trends and prospects for change » in *Asian Survey*, Vol.26, JSTOR, pp.1337-1363.
- GROUSSET R., 1921-1922 *Histoire de l'Asie*, Paris, G. Crès.
- 1996 *L'Empire des steppes : Attila, Gengis-Khan, Tamerlan*, (Bibliothèque historique), Paris, Payot.
- HAMAYON R., 1979, « "Le pouvoir des hommes passe par la langue des femmes". Variations mongoles sur le duo de la légitimité et de l'aptitude » in *L'Homme*, Vol.19, pp.109-139.
- 1990 *La chasse à l'âme : esquisse d'une théorie du chamanisme sibérien*, (Mémoires de la Société d'ethnologie, 1), Nanterre, Université de Paris X, Société d'ethnologie.
- HAMAYON R. et BASSANOV N., 1973, « De la difficulté d'être une belle-fille », in *Cahiers d'Etudes Mongoles et Sibériennes*, Vol.4, pp.7-73.
- HEATON JR W. R., 1979, « Mongolia 1978: Continuing the transition » in *Asian Survey*, Vol.19, pp.58-64.
- 1983, « Mongolia in 1982: Looking forward but also back » in *Asian Survey*, Vol.23, pp.47-52.
- 1986, « Mongolia in 1985: From plan to plan » in *Asian Survey*, Vol.26, pp.86-92.
- 1987, « Mongolia in 1986: New plan, new situation » in *Asian Survey*, Vol.27, pp.75-80.
- 1991, « Mongolia in 1990: Upheaval, reform, but no revolution yet » in *Asian Survey*, Vol.31, pp.50-56.
- HEISSIG W. et MATHIEU M. 1982 *Les Mongols : un peuple à la recherche de son histoire*, (Histoire), Paris, J.-C. Lattès
- HENDERSON S. L., 2002, « Selling civil society: Western aid and the nongovernmental organizational sector in Russia » in *Comparative Political Studies*, Vol.35, pp.139-167.
- HUC É. R., 1999, *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie et le Tibet*, Paris, Le serpent de mer.
- HUMPHREY C., 1980, « Introduction », in VAÏNSHTEÏN, S. I., *Nomads of South Siberia: The Pastoral Economies of Tuva*, Cambridge Univ. Press.
- JAGCHID S. et HYER P., 1979, *Mongolia's culture and society*, Westview Press Boulder, Colo.
- JARRETT K., 1988, « Mongolia in 1987. Out from the cold? » in *Asian Survey*, Vol.28, pp.78-85.
- JING-BAO N., 2005, « Behind the silence. Chinese voices on abortion », New York, Rowman and Littlefield Publishers Inc.
- KAPLONSKI C., 1999, « Blame, guilt and avoidance: The struggle to control the past in post-socialist Mongolia » in *History & Memory*, Vol.11, pp.94-114.
- KAPPLER C., 1997, « Introduction », in RUBROUCK, G. de, KAPPLER, C. et KAPPLER, R., *Voyage dans l'empire Mongol : 1253-1255*, pp.11-65, Paris, Imprimerie nationale.
- LACAZE G., 2006, « L'orientation dans les techniques du corps chez les Mongols », in *Etudes mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines*, n°36-37, pp.163-205.
- LAGRAVE R.-M., 1998, *Voyage au pays d'une utopie déçue*, Paris, PUF, Col. Intervention philosophique

- LARUELLE M., 2005, « Ethnologie, question nationale et état dans l'Ouzbékistan contemporain: Analyse de la polémique autour de l'atlas ethnique d'Ouzbékistan » in *Journal des anthropologues (Montrouge)*, Association française des anthropologues, pp.329-347.
- LARUELLE M. et PEYROUSE S., 2004, *Gestion de l'indépendance et legs soviétiques, Introduction*, in *Cahiers d'Asie centrale* Vol.13-14, Tachkent-Aix en Provence, pp.9-18.
- LATTIMORE O., 1934, « Mongolia enters world affairs » in *Pacific Affairs*, Vol.7, pp.15-28.
-- 1966, *Mongolie, nomades et commissaires : [Nomads and commissars]*, Paris, Éditions du Seuil.
- LEGRAND J., 1976, *L'Administration dans la domination sino-mandchoue en Mongolie Qalq-a version mongole du « Lifan yuan Zeli » Mémoires de l'Institut des hautes études chinoises: version mongole du Lifan Yuan Zeli*. Thèse de doctorat, Collège de France, Institut des hautes études chinoises.
--1976 *La Mongolie*, (Que sais-je ?), Paris, PUF.
--1998 *Vents d'herbe et de feutre : écrits et dits de Mongolie*, (Corpus 16), Ed. Findakly.
- MAURIN L., janvier 2008, in *Alternatives économiques*, « L'école au rapport », Vol.265, pp.41-43.
- MEARNS R., 2004, « Sustaining livelihoods on Mongolia's pastoral commons: Insights from a participatory poverty assessment », in *Development and Change*, Vol.35, Blackwell Synergy, pp.107-139.
- MERLI L., 2004, *De l'ombre à la lumière, de l'individu à la nation. Renouveau du chamanisme en Mongolie post-communiste*. Thèse de doctorat: EHESS (anthropologie sociale et culturelle), sous la direction de Philippe Descola.
- MOINE N., 2005, « Mesurer le niveau de vie »: Administration statistique et politique des données en URSS » in *Société contemporaine*, Vol.57, Presses de Sc. Po., pp.41-62
- NEUPERT R. F., 1994, « Fertility decline in Mongolia: Trends, policies and explanations » in *International Family Planning Perspectives*, Vol.20, pp.18-22.
- PELLIOT P. et HAMBIS L., 1951, *Histoire des campagnes de Gengis Khan*, EJ Brill.
- PÉTRIC B., 2002, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, (Partage du savoir), Paris, PUF.
- POMFRET R., 2000, « Transition and democracy in Mongolia » in *Europe-Asia Studies*, Vol.52, Taylor & Francis, pp.149-160.
- POUJOL C., 2006/4, « L'Asie Centrale, bilan: quinze années de discours et de pratiques sur l'intégration dans un espace désintégré », in *Revue internationale et stratégique*, Dalloz/IRIS n°64, pp.69-78.
-- 2008/2, « Perception et traitement de l'aide internationale en Asie Centrale depuis 1991 : trajectoire d'une suspicion », in *Hérodote*, La Découverte, n°129, pp.21-35.
- RAHUL R., 1978, « Mongolia between China and Russia » in *Asian Survey*, Vol.18, University of California Press, pp.659-665.
- RETNER L. et SPERLICH F. O. (réals), « *Gengis Khan Au Pays Du Capitalisme* » Arte, 2002. (Thema du 23 janvier 2003, *La Mongolie; entre tradition et capitalisme*, descriptif dans *Arte Magazine* n°4, 18/24 janvier 2003).
- RETNER L. et SPERLICH F. O. (réals), « *Top Model à Oulan-Bator* » Arte, 2002. (Thema du 23 janvier 2003)
- RICHARD J., 1977, *Les Mongols et l'Occident : deux siècles de contacts*, Paris, C.N.R.S.
- ROUX J., 1993, *Histoire de l'empire mongol*, Paris, Fayard
- ROY O., 1991, *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, Vol. 59-60, (Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée), Aix-en-Provence, Édisud.
- RUBROUCK G. de, KAPPLER C. et KAPPLER R., 1997 *Voyage dans l'empire Mongol : 1253-1255*, (Voyages et découvertes), Paris, Imprimerie nationale.
- RUPEN R. A., 1955, in *Notes on Outer Mongolia Since 1945*, pp.342-357.
-- 1956, « The buriat intelligentsia » in *The Far Eastern Quarterly*, Vol.15, pp.383-398.
-- 1957, « Outer mongolia since 1955 » in *Pacific Affairs*, Vol.30, pp.342-357.
-- 1960, « Outer mongolia, 1957-1960 » in *Pacific Affairs*, Vol.33, pp.126-143.
-- 1963, « Mongolia in the sino-soviet dispute » in *The China Quarterly*, pp.75-85.

- 1973, « The fiftieth anniversary of the Mongolian people's republic: 1921-1971 » in *Asian Survey*, Vol.13, pp.458-469.
- RYTKHÉOU Y., 1994, « Du fond des millénaires », in CHARRIN A., *Les Sibériens. De Russie et d'Asie, une vie, deux mondes*, pp.42-61, Paris, Éditions Autrement.
- SANDERS A. J. K., 1985, « Mongolia in 1984: From Tsedenbal to Batmonh » in *Asian Survey*, Vol.25, pp.122-130.
- 1989, « Mongolia in 1988: Year of renewal » in *Asian Survey*, Vol.29, pp.46-53.
- 1992, « Mongolia's new constitution: Blueprint for democracy » in *Asian Survey*, Vol.32, pp.506-520.
- SEVERINGHAUS R. S., 2000, « Mongolia in 1998 and 1999 Past, Present, and Future at the New Millennium », in *Asian Survey*, Vol.40, N°1, *A survey of Asia in 1999*, pp.130-139.
- SNEATH D., (28-30 October 1999), « Coping with Economic Crisis in Rural Mongolia: Pastoral adaptation and subsistence in Mongolia's 'age of the Market' », Communication non publiée pour le colloque *Mongolians from country to city*, NIAS, Leisgade 33, Denmark.
- 2006, « Transacting and enacting: Corruption, obligation and the use of monies in Mongolia » in *Ethnos*, Vol.71, Taylor & Francis, pp.89-112.
- SPOOR M., 1996, « Mongolia: Agrarian crisis in the transition to a market economy » in *Europe-Asia Studies*, Vol.48, pp.615-628.
- SPULER B., 1962, *Les Mongols dans l'histoire*, (Bibliothèque historique), Paris, Payot.
- STEPANOFF C., 2007, *Les chevaux migrants. Le vol de bétail à Touva et ses évolutions*, Troisième Congrès du Réseau Asie - IMASIE, 26-27-28 septembre 2007, Paris, EHESS/ Réseau Asie/MSH.
- SURENKHORLOO A. et DAVIS A. J., 2004, « Country profile: Mongolia » in *Nursing Ethics*, Vol.11, p.313-315
- THEVENET J., 1986, *Les Mongols : de Gengis-Khan et d'aujourd'hui*, (Collection Civilisations), Paris, Armand Colin.
- THIRCUIR A., 2005, « Désengagement de l'état et marché de l'éducation au Kirghizstan » in *Journal des anthropologues (Montrouge)*, Association française des anthropologues, pp.97-116.
- TORDJMAN S., 2007, « Démocrates sans démocratie. Soutien à la "société civile" et démocratisation en Ouzbékistan post-soviétique » in *Sens Public*, www.sens-public.org
- TSCHINAG G., 1999, *Ciel bleu : une enfance dans le Haut-Altai*, (Suites, 21), Paris, Métailié.
- UNDP, 1996, « Human development report Mongolia 1996 » Ulaanbaatar, UNDP.
- September 1997, « Human development report Mongolia 1997 » Ulaanbaatar, UNDP.
- UPTON C., 2005, « Institutions in a pastoral society: Processes of formation and transformation in postsocialist Mongolia » in *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol.25, Duke Univ Press, pp.584-599.
- VAINCHTEIN S. I.; HUMPHREY C. et COLENSO M., 1980, *Nomads of South Siberia : the pastoral economies of Tuva*, (Cambridge studies in social anthropology ; 25), Cambridge university press.
- VATÉ V., 2003, « À bonne épouse, bon éleveur » : genre, « nature » et rituels chez les Tchouktches (Arctique sibérien) avant, pendant et après la période soviétique, 417p. + 150 p. d'annexes, Thèse de doctorat en ethnologie: Université Paris X-Nanterre, dirigée par Roberte Hamayon.
- World Bank, 1992, *Mongolia, Toward a Market Economy*, Washington.
- 1994, « Mongolia: Country economic memorandum, priorities in economic management », Washington.
- YAKHONTOFF V. A., 1936, « Mongolia: Target or screen? » in *Pacific Affairs*, Vol.9, pp.13-23.

Journaux mongols

Ödriijn Sonin (Өдрийн Сонин) : Nouvelles Quotidiennes

Өнөдөөр (ӨНӨДӨӨР) : Aujourd'hui

Hümüüs (ХҮМҮҮС) : Les Gens.

Mongolyn Medee (МОНГОЛЫН МЭДЭЭ) : L'information mongole

Zuuny Medee (Зууны МЭДЭЭ) : Informations du Siècle

Documents non publiés

- Article anonyme, faisant le portrait des 8 femmes députées, photocopie conservée par LEOC, mais sans date précise, ni auteur, Oulan-Bator, mongol.
- Amgalan T., CIRF, 2000, *Gendering Mongolian perspectives: gender training and research outside of the Academy*, Oulan-Bator.
- Association des Femmes Juristes, 1997, *Projet de loi sur la famille, voté en juin 1999*, Oulan-Bator, mongol.
- janvier 1997, *Projet de loi sur l'enregistrement de la propriété immobilière*. Oulan-Bator, anglais.
 - 1998, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais / mongol.
 - 1998, *Projet de loi sur la prévention de grossesse, stérilisation chirurgicale et arrêts tardifs de grossesses*, Oulan-Bator, anglais.
 - 24 mars 1999, *Projet de loi contre la violence domestique*, Oulan-Bator, anglais.
 - 29 mars 2000, Lettre de démission de la volontaire australienne Arthi Patel, Oulan-Bator, anglais.
 - 2000, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais/mongol.
 - 2001, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais/mongol.
- Association des Femmes Juristes et CAV, 2003, *Ways for Prevention of Domestic Violence. Handbook*, anglais.
- Badri R. et Franzblau K., *Mongolia human Rights Committee, Minutes of the 68th session, CEDAW*, New-York.
- Burmaa et Centre d'Education des Electeurs/trices, 1998, *Mini-parlement, 1er juin 1998*, [Мини-Парлиамент 1998-6-01], Oulan-Bator, mongol.
- Centre Contre les Violences domestiques (CAV), 1997, *Rapport d'activité 1996-1997* Oulan-Bator, anglais.
- Version provisoire du rapport d'activité à destination de l'ambassade australienne, Oulan-Bator, anglais.
 - non daté -2000, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais.
- Centre d'Education des Electeurs/trices, 1997, *Youth and Mongolia into the 21st Century*, Oulan-Bator.
- 2000, *Affiche "votre vote, votre droit"*, [таны санал таны эрх], Oulan-Bator, mongol.
 - non daté -1998, *First Time Voter's Manual*, Oulan-Bator.
 - non daté -printemps 2000, *Government Owner You Will Elect. Easy Reader Voter Guide*, Oulan-Bator.
- Centre d'Education des Electeurs/trices et MFPS, 1997, « *Election 97* » *Post-election conference*, Oulan-Bator.
- Činčuluun, 27 mars 2001, (projet) *Final Report on Violence Against Women*, adressé à l'UNIFEM, Oulan-Bator.
- 23 juillet 2001, *Final Report on Violence Against Women*, adressé à l'UNIFEM, Oulan-Bator.
- CIRF, 1997, *Mongolian Khan's Ladies*, Oulan-Bator.
- 1997, *Information on Gender*, Oulan-Bator.
 - 1998, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator.
 - 1998, *The economic status of Mongolian women in the transition period*, Oulan-Bator.
 - 2000a, *Girls As Sex Workers: Situation and Trends in Mongolia*, Oulan-Bator.
 - 2000b, *The current situation of Mongolian women's political participation*, Oulan-Bator.
 - Nov. 1998, *Liste des 33 associations de femmes*, Oulan-Bator, anglais.
- Coalition Démocratique, *Plaquette politique "Histoire et faits"*, Oulan-Bator, mongol.
- Coalition des Femmes, 2000, *Rapport d'activité, avril 2000*, Oulan-Bator, mongol.
- Comité CEDEF, 1998, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*.
Format roche. [Эмэгтэйчүүдийг Ялгаварлан Гадуурлах Бүх Хэлбэрийг Устгах Тухай НҮБ-н Конвенцийн Хэрэгжилтийг Хянах. Гарын авлага]. Oulan-Bator, mongol.
- non daté -1998, *Version provisoire des Examens des rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour 1999*, (Ministère de la Santé et de la Protection sociale, version provisoire donnée le 17 décembre 1998 par G. Altanceceg), Oulan-Bator, anglais.

- 1999, Examens des rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, anglais.
 - 1999, *Plaquette de présentation*, [ЭЯГБХУТКХХ, Үдэсний Сүлжээний Төв], mongol.
 - Mars 2000, « *Equality Now* », *Submission to the United Nations Human Rights Committee, 68th session*, Oulan-Bator.
 - 2001, *Annual Report of the Activities, 2000 and 1st quarter of 2001*, Oulan-Bator.
 - non daté -2000, The National Cedaw Watch Center *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais.
 - mis en ligne le 14 juin 2004, *Democratic Governance: CEDAW Promotes the Rights of Mongolian Women* www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/statesmeeting/CEDAW-SP-2004-3.pdf
 - 2001- 2005, *The NGOs that work with National CEDAW Watch Network Center*, Oulan-Bator.
 - Nations Unies, 2007, Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cinquième, sixième et septième rapports périodiques des États parties. Mongolie, français. CEDAW/C/MNG/7 [en ligne: [http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/315/81/PDF/N0731581.pdf?Open Element](http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/315/81/PDF/N0731581.pdf?Open+Element)].
 - 2008, Comité CEDAW : CEDAW/C/MNG/Q/7/Add.1
- Constitution of Mongolia*, 19 janvier 1992, Oulan-Bator, mongol / anglais.
- Davaa M., 1998, *Mongolia: a perspective*, PNUD et Korea Development Institute (éd.), (EDAP Joint Policy Studies, Social Implications of the Asian Financial Crisis), Oulan-Bator, anglais.
- Dylmaa, salariée du CAV local, 22 juin 1999, *Suivi du séminaire "les droits des femmes dans la patrie", qui avait eu lieu mi avril 1999 dans les quatre Aimag du nord-ouest du pays: Lettre*. Bajanhongor, mongol.
- Enhe, procureure de la République, non daté -septembre 1999, *Suivi du séminaire de présentation de la CEDEF effectué à Dalanzadgad, Omnogov, 26-27 mai 1999: Lettre*. Dundgov, mongol.
- Fédération des Femmes Mongoles, non daté -2000, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais.
- Fondation pour les Femmes Rurales, 1999, *Plaquette de présentation*, anglais.
- Fondation Zorig, 2001, *Plaquette d'information*, anglais.
- G. Ojuunceceg et le Gouvernement mongol, *loi sur les Organisations Non Gouvernementales (Mongolie)*, 6 février 1997, Oulan-Bator, anglais.
- Gazette Hôh Tolbo, 2000, "Pourquoi le parti du courage civique ne s'est-il pas associé avec le parti mongol démocrate", N°16, Oulan-Bator, mongol.
- Gouvernement mongol, *Loi électorale pour le Parlement de la Mongolie*, 4 avril 1992, Oulan-Bator, anglais.
- Amendements à la Loi électorale du Parlement de Mongolie, 1996, Oulan-Bator, anglais.
 - *Code de la famille (Mongolie)*, 11 juin 1999, Oulan-Bator, anglais.
 - Liste des occupations interdites aux femmes et aux enfants, 1991, N°Résolution n°208, Oulan-Bator, anglais.
- Gouvernement Mongol, 21-22 février 1996, *The recent economic situation of Mongolia and challenges for the future*, Oulan-Bator.
- Groupe d'amitié Franco-Mongole du Sénat. 2004, L'adoption de la nouvelle constitution [en ligne]
- Inter-Parliamentary Union, 1995, *Women in Parliaments 1945-1995, A World statistical Survey*, Geneva, (Series "Reports and documents"), anglais.
- J. Zanaa, 1999, *Women's Human Rights and Mongolian Legislation*, Bangkok.
- non daté -printemps 2000, Lettre de réponse à Rana Badri, suivi du compte-rendu de discussion de la 68ème session, entre le comité CEDEF des Nations Unies et le comité CEDEF mongol, Oulan-Bator, anglais.
- J. Zanaa et Comité CEDEF, 1998, *Country Report to the Third East Asian Women's NGOs Forum*, Oulan-Bator.
- 1999, *Implementation of Mongolian Women's Employment Rights. Baseline Report to the Asia Pacific IWRAW. The Mongolian National CEDAW Watch Network and Center*, (IWRAW: International Women's Rights Action Watch - Asia Pacific) [en ligne: www.iwraw-ap.org].
 - 2001, *Shadow Report to the Mongolian Government's 3rd Report to the CEDAW Committee in the United Nations*, Oulan-Bator.

LEOC, 2000, *Plaquette de présentation de l'association*, Oulan-Bator, anglais.

-- 2000, *Liberal Women's Brain Pool, Report In Response To Request For Information, Situation of Violence Against Women in Mongolia*, Oulan-Bator.

LEOC, 23-26 août 1998a, *Action Plan Brochure. The Third East Asian Women's Forum*: "Women's Empowerment and Development", Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 1998c, *Report Brochure. The Third East Asian Women's Forum*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 1998b, *Country reports. Women's development in Last 2 Years. The Third East Asian Women's Forum*, Oulan-Bator.

Mairie d'Oulan-Bator, 1999, *Annuaire administratif*, mongol/anglais.

MFPS, Women for Social Progress Movement, 1996, « *Election – 96* » *Post election conference*, Oulan-Bator.

-- 1999, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator.

-- non daté -1999, *Brief Introduction*, Oulan-Bator.

-- non daté -1999, *Report of the Activities*, Oulan-Bator.

Ministère de la Santé et de la Protection sociale (Mongolie), *Loi de Lutte contre la débauche*, 22 juin 1998, Oulan-Bator, anglais.

Ministère des Politiques sociales et du Travail (Mongolie), juin 1996, *Programme National d'action pour la promotion des femmes*, Oulan-Bator, mongol.

Ministre adjoint (Ts. Munkhorgil), Réponse gouvernementale au *Shadow report* du comité CEDEF, Oulan-Bator, anglais.

Mouvement Gal Golomt, 1999, *Document de présentation*, Oulan-Bator, anglais.

Nouveau Parti Mongol Libéral Démocratique des Citoyens, printemps 2000, *Gazette de campagne électorale*, mongol.

Office Central de Statistique de la RPM, 1986, *Economie nationale de la RPM pour les 65 années*, Oulan-Bator, russe/anglais/français.

National Statistical Office of Mongolia, 1995, *Women and children of Mongolia*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 1998, *Mongolian Statistical Yearbook 1997*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 1999, *Women and Men in Mongolia*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 1999, *Mongolian Statistical Yearbook 1998*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 2000, *Mongolian Statistical Yearbook 1999*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

-- 2002, *Mongolian Statistical Yearbook 2001*, Oulan-Bator, anglais/mongol

-- U. Gombosuren et le CIRF, 1999, *Political Participation of Women in Mongolia. An Outline of Country Report*, Oulan-Bator, anglais/mongol.

Parti Républicain, printemps 2000, *Gazette de campagne électorale*, Oulan-Bator, mongol.

PNUD, 1999, *Mainstreaming Gender into National Development Policy, Planning and Actions. Programme 1999* Oulan-Bator.

-- 14 juin 2004, *Gouvernance démocratique: la CEDEF promeut les droits des femmes en Mongolie*, Oulan-Bator. En ligne : www.un-mongolia.mn/index.php?name=News&file=article&sid=128

Population Teaching and Research Center (Centre d'Enseignement et de Recherche sur la Population), 1999, (projet) *Research of Youth Gender Situation and Future Perspective*, Oulan-Bator.

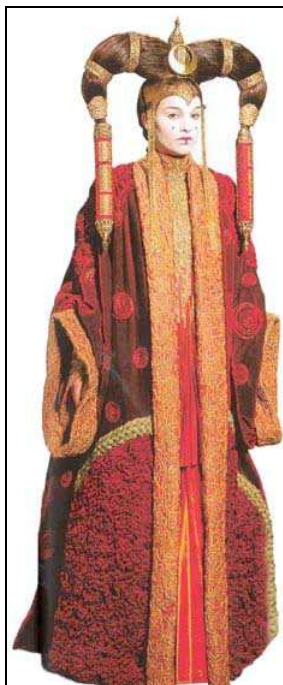
R. Bold, non daté -2005, *The current political, social and economic situation in Mongolia and the fate of transition*, mongol/anglais.

R. Burmaa, non daté -1997, *The Mongolian experience*, Projet de lettre pour la Association of Asian Election Authorities, Oulan-Bator, anglais.

U. Gombosuren, CIRF, 1999, *Political Participation of Women in Mongolia. An Outline of Country Report*, Oulan-Bator.

UFDS, non daté -1999, *Plaquette de présentation*, Oulan-Bator, anglais.

Illustrations et photos



Reine Amidala



Fabrication de l'*arbi* chez Zundujžams, été 2001



Les enfants d'Ojuungerel (MBNN) au premier plan et leurs amis étudiants. Ils constituent le « *štab* » de campagne, ici dans le bus loué pour l'occasion d'un porte à porte dans le quartier.



Zaja en train de se faire coiffer par Zanaa dans les locaux du Comité CEDEF



Une des réunions de la Coalition des Femmes, dans les locaux du Comité CEDEF.



Bulgan (en noir au premier plan) et les militantes de différentes associations locales avec lesquelles elle a l'habitude de travailler. Elles sont devant le bureau rénové de la FFM, Zuun Mod.



Militantes locales de Holonbuir *sum*, Dornod, 24 avril 1999.



Danseuses de Čandamand, fête de la démocratie, 1^{er} juin 2001.



Nina, à droite, et une de ses amies, été 2001.